This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES

STANFORD UNIVERSITY
SEP 1970
STACKS
LIBRARY

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENT

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 J
NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'U
DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'E
ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TOME ONZIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1877.

Austria. Treaties, etc.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOUVELLE SUITE.

TOME CINQUIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1877.

KB

JX676
1855
v.11-12

396.

2 janvier 1867.

Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'accession du Grand-Duché de Bade à la convention avec la Prusse et la Bavière relative à la protection légale contre la falsification du timbre et des certificats officiels.

(R. G. B. 1867, Nr. 5.)

Kundmachung des Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des Aeussern vom 2. Jänner 1867, betreffend den Beitritt der grossherzoglich badischen Regierung zu dem zwischen der k. k. österreichischen Regierung für das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein einerseits, und der königlich preussischen und der königlich bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitrittes der übrigen Staaten und des deutschen Zollvereines anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse. (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 37, Jahrgang 1865).

Wirksam für das ganze Reich.

Von Seiten des Ministeriums des Aeussern wird hiemit bekannt gemacht, dass die grossherzoglich badische Regierung laut einer Ministerialerklärung ddo. Carlsruhe 12. December 1866, welche gegen eine entsprechende k. k. österreichische Ministerialerklärung vom 2. Jänner 1867 ausgewechselt wurde, dem mittelst Ministerialverordnung vom 25. Juni 1865 (Nr. 37 des Reichs-Gesetz-Blattes) kundgemachten, zwischen der k. k. österreichischen Regierung für das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein einerseits, und der königl. preussischen und der königl. bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitrittes der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und

1867 öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse beigetreten ist.

Wien, am 2. Jänner 1867.

Freiherr *von Beust* m. p.

397.

4 janvier 1867.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'autorisation des autorités impériales des finances à correspondre directement avec la délégation italienne des finances de Venise.

(F. V. B. 1867, Nr. 3.)

Ermächtigung der Finanzlandesbehörden zum unmittelbaren schriftlichen Verkehr mit der königlich italienischen Finanzdelegation in Venedig.

Im Einvernehmen mit der königlich italienischen Regierung werden die Finanzlandesbehörden ermächtigt, in Angelegenheiten des Umtausches von Zolldocumenten, welche Waaren begleiteten, die vor Abschluss des Friedensvertrages mit Italien abgesendet worden waren, dann in anderen Dienstesangelegenheiten von minderem Belange mit der königlichen Finanzdelegation in Venedig in unmittelbaren schriftlichen Verkehr zu treten.

Wien, am 4. Jänner 1867.

398.

5 janvier 1867.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'exécution du traité de commerce et de navigation conclu le 11 décembre 1866 entre l'Autriche et la France.

(T. V. Bl. 1867, Nr. 33.)

Vollziehung des zwischen Oesterreich und Frankreich abgeschlossenen Handelsvertrages vom 11. December 1866 und des Schifffahrtsvertrages von demselben Datum.

Mit Beziehung auf die Verordnung der Ministerien des Aeussern, der Finanzen und des Handels vom 20. December 1866 (R. G. Bl.

Nr. 172, V. Bl. Nr. 54, S. 337), womit in Folge des österreichisch- 1867
französischen Handelsvertrages vom 11. December 1866 für die Länder des allgemeinen österreichischen Zollgebietes bereits die Behandlung französischer Erzeugnisse auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation angeordnet wurde, wird den Zollämtern in Absicht auf die Vollziehung des erwähnten Vertrages (R. G. Bl. Nr. 164, V. Bl. Nr. 54, S. 297), sowie des Schifffahrtsvertrages von gleichem Datum (R. G. Bl. Nr. 165, V. Bl. Nr. 54, S. 410), Folgendes zur Darnachachtung bedeutet:

I. Zu dem Handelsvertrage:

1. Zu Artikel 3.

Die in dem Specialtarife *B* für die Einfuhr in das allgemeine österreichische Zollgebiet festgesetzten Zölle haben mit erstem März 1867 in Wirksamkeit zu treten, und zwar nicht bloss für französische Provenienzen, sondern auch für die Erzeugnisse jener Länder, welche nach den bestehenden Verträgen Anspruch auf die Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation haben, nämlich auf die Erzeugnisse Grossbritanniens und Italiens und auf die aus dem freien Verkehre des deutschen Zollvereines eingehenden Waaren.

In der mit hierortiger Genehmigung von den Zollbeamten Pillwein und Libisch unter dem Titel „Oesterreichischer allgemeiner und Vertragszolltarif, giltig vom 1. Jänner 1867" im Druck und Verlag der k. k. Hof- und Staatsdruckerei herausgegebenen Druckschrift, mit welcher die Zollämter betheilt wurden, erscheinen die vertragsmässigen Zollsätze, soferne sie geringer sind als die allgemeinen, in einer besonderen Colonne angesetzt.

2. Zu Artikel 3, Schlussprotokoll, Z. 2.

Die Bestimmungen der Artikel 14, 15, 16, 17 und 18 des Handelsvertrages zwischen Frankreich und Preussen, ddo. Berlin 2. August 1862, nach welchem sich in jenem Falle zu benehmen ist, wenn die Partei statt der Anwendung der specifischen, nach dem Gewichte bemessenen Zollsätze des Specialtarifs *B*, die Zollbemessung für Glas und Glaswaaren mit 10 Procent des Werthes verlangt, was nur bei Hauptzollämtern erster Classe stattfinden darf, lauten, wie folgt:

Artikel 14. Die in dem gegenwärtigen Vertrage verabredeten Werthzölle sollen nach dem Werthe am Orte des Ursprunges oder der Fabrikation des eingeführten Gegenstandes mit Hinzurechnung der zur Einbringung nach Frankreich bis zum Orte der Eingangsabfertigung erforderlichen Transport-, Versicherungs- und Commissionskosten berechnet werden.

Wer einen solchen Gegenstand einführt, hat dessen Werth schriftlich zu declariren und dieser Declaration ausser dem Ursprungs-

1867 zeugnisse eine von dem Fabrikanten oder Verkäufer herrührende Factur beizufügen, welche den wirklichen Preis derselben angibt.

Artikel 15. Wenn die Zollbehörde den declarirten Werth für unzulänglich erachtet, so soll sie berechtiget sein, die Waaren zu behalten, gegen Zahlung des declarirten Preises mit einem Zuschlage von fünf vom Hundert an denjenigen, welcher dieselbe eingeführt hat. Diese Zahlung muss innerhalb der auf die Declaration folgenden vierzehn Tage erfolgen, und es müssen die etwa erhobenen Zölle gleichzeitig erstattet werden.

Artikel 16. Wenn die Zollbehörde das im vorigen Artikel verabredete Vorkaufsrecht ausüben will, so kann derjenige, gegen welchen dasselbe ausgeübt werden soll, sofern er es vorzieht, die Abschätzung der Waare durch Sachverständige verlangen. Dieselbe Befugniss steht der Zollbehörde zu, wenn sie es nicht für angemessen erachtet, sofort von dem Vorkaufsrechte Gebrauch zu machen.

Artikel 17. Wenn die Schätzung durch Sachverständige ergibt, dass der Werth der Waare den bei der Einfuhr declarirten nicht um fünf vom Hundert übersteigt, so soll der Zoll nach dem in der Declaration angegebenen Betrage erhoben werden.

Wenn der Werth den Declarirten um fünf vom Hundert übersteigt, so kann die Zollbehörde nach ihrer Wahl das Vorkaufsrecht ausüben, oder den Zoll nach dem durch die Sachverständigen ermittelten Werthe erheben.

Dieser Zoll soll zur Strafe um die Hälfte seines Betrages erhöht werden, wenn der von den Sachverständigen ermittelte Werth um Zehn vom Hundert höher ist, als der declarirte.

Die Kosten der Untersuchung sind von dem Declaranten zu tragen, wenn der durch die schiedsrichterliche Entscheidung ermittelte Werth den declarirten Werth um fünf vom Hundert übersteigt; im entgegengesetzten Falle sind dieselben von der Zollbehörde zu tragen.

Artikel 18. In den durch Artikel 16 vorgesehenen Fällen wird der eine der beiden sachverständigen Schiedsrichter von dem Declaranten, der andere von dem Vorstande der Localzollbehörde ernannt. Im Falle der Meinungsverschiedenheit oder, wenn der Declarant es verlangt, schon bei Niedersetzung des Schiedsgerichtes, wird ein Obmann von den Sachverständigen gewählt, oder, insoferne sich die Letzteren über die Wahl nicht verständigen, von dem Präsidenten des zuständigen Handelsgerichtes ernannt.

Wenn die Zollstelle, bei welcher die Declaration erfolgt, von dem Sitze des Handelsgerichtes weiter als einen Myriameter entfernt ist, so kann der Obmann von dem Friedensrichter des Bezirkes ernannt werden.

Die schiedsrichterliche Entscheidung muss innerhalb der auf die Niedersetzung des Schiedsgerichtes folgenden vierzehn Tage abgegeben werden.

Zu diesen Bestimmungen wird Nachstehendes bemerkt: 1867

a) Was im Artikel 14 von der Einfuhr nach Frankreich gesagt wird, hat selbstverständlich von der Einfuhr in das allgemeine österreichische Zollgebiet zu gelten.

b) Zu Artikel 18. Ein Myriameter ist gleich 31634 1/3 Wiener Schuh, beiläufig 1 1/3 österreichischen Postmeilen zu 24000 Wiener Schuh.

Da in Oesterreich Friedensgerichte nicht bestehen, so ist, wenn die Entfernung des nächsten Handelsgerichtes mehr als 1 1/3 Meilen beträgt, der Obmann des Schiedsgerichtes von dem Bezirksgerichte (Stuhlrichteramte) des Bezirkes, wo sich das Zollamt befindet, zu ernennen.

3. Zu Artikel 9, Schlussprotokoll, Z. 2, Alinea 2:

Die Bestimmung, wornach die Durchfuhr von Salz und Tabak über österreichisches Gebiet auf Eisenbahnen oder zu Wasser unter Erfüllung der für die Durchfuhr anderer Waaren allgemein festgesetzten Bedingungen und Förmlichkeiten stattfinden darf, hat allgemein, d. i. nicht bloss für französische, italienische u. s. w. Erzeugnisse zu gelten, und es ist daher zu dieser Durchfuhr die unter §. 19 der Zoll- und Staatsmonopolsordnung vom 11. Juli 1835 erwähnte besondere Bewilligung nicht mehr erforderlich.

4. Zu Artikel 14, ZZ. 1 und 4:

Zur Ein- und Ausgangsabfertigung der Waarenmuster sind in Oesterreich jene Zollämter ermächtigt, welche zur Verzollung der bezüglichen Waaren nach Gattung und Menge befugt sind. Die Abfertigungspapiere für Waarenmuster, welche unter Vorbehalt der Wiederausfuhr zollfrei eingeführt werden, sind jene des sogenannten Losungsverfahrens, und es bleiben in dieser Beziehung die mit Verordnung vom 11. März 1856 (R. G. Bl. Nr. 34, V. Bl. Nr. 11, S. 63), zugestandenen Erleichterungen aufrecht.

II. Zum Schifffahrtsvertrage:

Artikel 4, 6 und 8.

Da in Oesterreich Differentialzölle zu Gunsten der Nationalschiffe nicht bestehen, so hat hinsichtlich des Zollwesens eine Aenderung der bisherigen Behandlung französischer Schiffe in Folge des bezogenen Vertragsartikels nicht einzutreten.

Wien, am 5. Jänner 1867.

1876

399.

6 janvier 1867.

Publication du ministère des affaires étrangères concernant la résolution de S. M. l'Empereur d'Autriche de déposer le titre de Roi de Lombardie et de Venise.

(R. G. B. 1867, Nr. 10.)

Erlass des Ministers des kaiserlichen Hauses und des Aeussern vom 6. Jänner 1867, über die Weglassung des Titels „König der Lombardie und Venedigs" aus den ämtlichen Expeditionen.

Giltig für das ganze Reich.

Seine k. k. Apostolische Majestät haben laut Allerhöchsten Handschreibens vom 3. October 1866 in Folge des am nämlichen Tage zwischen Oesterreich und dem Königreiche Italien abgeschlossenen Friedenstractates Allergnädigst zu beschliessen geruht, den Titel „König der Lombardie und Venedigs" hinfüro abzulegen.

Es hat sonach in den im Allerhöchsten Namen ergehenden ämtlichen Expeditionen, sowie in den Eidesformeln für Staatsdiener, den Umschriften der Münzen, Siegel etc. der Beisatz „König der Lombardie und Venedigs" wegzubleiben.

Wien, am 6. Jänner 1867.

Seiner k. k. Apostolischen Majestät Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:
Freiherr *von Beust* m. p.

400.

9 janvier 1867.

Ordonnance ministérielle concernant l'exécution du traité avec la France du 11 décembre 1866 relatif à la garantie réciproque des oeuvres d'esprit et d'art.

(R. G. B. 1867, Nr. 11.)

Verordnung des Ministeriums des Aeussern, des Staatsministeriums und des Ministeriums für Handel und Volkswirthschaft vom 9. Jänner 1867, in Betreff der Durchführung des zwischen Oesterreich und Frankreich abgeschlossenen Staatsvertrages wegen gegenseitigen Schutzes des Autorrechtes an Werken der Literatur und Kunst.

Zum Vollzuge des zwischen Oesterreich und Frankreich wegen gegenseitigen Schutzes des Autorrechtes an Werken der Literatur

und Kunst unterm 11. December 1866 abgeschlossenen und mit 1867
1. Jänner 1867 in Kraft getretenen Staatsvertrages, werden hiermit nachstehende Anordnungen kundgemacht:

1. Auf Grund des Artikels II des genannten Staatsvertrages wird bei dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten die kostenfreie Eintragung derjenigen zum ersten Male in Frankreich erscheinenden Bücher, Karten, Kupferstiche, Stiche anderer Art, Lithographien und musikalischen Werke vorgenommen werden, welche zu diesem Zwecke von den französischen Autoren, deren gesetzlichen Vertretern oder Rechtsnachfolgern entweder bei dem benannten Ministerium oder bei der österreichischen Botschaft in Paris angemeldet werden.

2. Diese Anmeldung hat mit vollkommener Genauigkeit nachfolgende Angaben zu enthalten:

a) Bei Büchern und musikalischen Werken:

den Titel des Werkes, den Namen das Autors oder Uebersetzers (insoferne selbe genannt sind), den Namen des Verlegers, den Ort und die Zeit des Erscheinens, die Anzahl der Bände und deren Bogenzahl, das Format, die Zahl der etwa beigegebenen Tafeln, sowie den allenfalls beigefügten Vorbehalt des Uebersetzungsrechtes.

b) bei Karten und Kupferstichen, dann Stichen anderer Art und Lithographien:

die Bezeichnung des Gegenstandes, der Darstellungs- und Reproductionsart, des Urhebers des Originalwerkes und der Reproduction, des Druckers und Verlegers, des Ortes und der Zeit des Erscheinens, sowie der Dimensionen des Formates. Bei Werken, welche nach dem 1. Jänner 1867 in Frankreich erschienen sind, hat die Anmeldung längstens binnen 3 Monaten, vom Tage des Erscheinens an gerechnet, zu erfolgen, bei den früher erschienenen Werken bis zum 31. März 1867.

3. Die Betheiligten erhalten eine authentische Bescheinigung über die Eintragung, wofür, ausser der Stempelabgabe für ämtliche Bestätigungen von 1 fl. österr. Währung (2 Francs 50 Cent.) pr. Bogen der Bestätigung, keine weitere Gebühr zu entrichten ist.

4. Die über Anmeldung französischer Autoren, deren gesetzlichen Vertreter oder Rechtsnachfolger eingetragenen Werke werden im Amtsblatte der Wienerzeitung bekanntgegeben werden.

5. Auf Grund des Artikels 11 des Staatsvertrages vom 11. December 1866 wird den österreichischen Verlegern, Buchdruckern, Buchhändlern und Wiederverkäufern freigestellt, die von ihnen vor dem 1. Jänner 1867 veranlassten oder eingeführten Vervielfältigungen solcher französischer Werke, welche noch nicht Gemeingut geworden sind, zur Erleichterung des Nachweises der Rechtmässigkeit der

1867 betreffenden Publication, bis zum 31. März 1867 bei der politischen Behörde des Ortes der Geschäftsunternehmung mittelst zweifach ausgefertigter Verzeichnisse anzumelden.

Nachdem sich die Behörde von der Richtigkeit der gemachten Angaben überzeugt, wird sie jedes Exemplar der angemeldeten Werke unentgeltlich mit einem in passender Weise anzubringenden Stempelabdrucke versehen, und ein Pare der Anmeldung mit Beifügung des Tages und Bestätigung der Ueberreichung kostenfrei an die Partei zurückstellen.

6. In ähnlicher Weise soll mit den Cliché's, Holzstöcken, gestochenen Platten jeder Art, dann mit lithographirten Steinen vorgegangen werden, welche zu nicht autorisirter Vervielfältigung von in Frankreich erschienenen Werken dienen. Derlei Gegenstände sind, im Falle ihrer Anmeldung bis zum 31. März 1867, von der competenten Behörde zu registriren, und es ist der Partei hierüber eine unentgeltliche Bestätigung auszufertigen.

Die von den benannten Vervielfältigungsmitteln genommenen Abdrücke können noch bis zum 31. December 1871 abgestempelt werden.

Sollte es den Verlegern angemessener erscheinen, nur einen Theil der gesammten Auflage des betreffenden Werkes abstempeln zu lassen, so ist der Rest der Auflage unter ämtlichem Siegel zu bewahren.

Die zur Vervollständigung bereits gedruckter Bände erforderlichen Abdrücke geben dem Eigenthümer der Originalausgabe kein Recht auf eine Entschädigung.

7. Was die in Publication begriffenen Werke betrifft, so haben die österreichischen Verleger von Vervielfältigungen ursprünglich in Frankreich erschienener Werke behufs des unbehinderten Vertriebes derselben längstens bis 31. Jänner 1867 ein Exemplar aller erschienenen Bände oder Lieferungen, nebst Angabe der Stärke der Auflage jedes Bandes oder jeder Lieferung (eventuell in verschiedenen Ausgaben), im geeigneten Wege an das Ministerium des Innern in Paris oder an die Kanzlei der kaiserlich französischen Botschaft in Wien gelangen zu lassen.

Auch bei allen künftig erscheinenden Bänden oder Lieferungen muss, bevor sie in den Handel kommen, eine gleiche Niederlegung eines Exemplars bewirkt sein, und es dürfen die folgenden Bände oder Lieferungen in keiner stärkeren Auflage als in der zuerst gemeldeten erscheinen.

8. Nicht autorisirte Vervielfältigungen von in Oesterreich erschienenen Werken, wenn sie gleich in Frankreich mit dem Stempel versehen worden sind, dürfen nur dann in Oesterreich in Verkehr gesetzt werden, wenn die betheiligten österreichischen Urheber und

Verleger dieses Werkes ihre Zustimmung dazu gegeben haben, oder 1867
nachdem das Werk zum Gemeingut geworden ist.

Freiherr *von Beust* m. p.
Graf *Belcredi* m. p.
Freiherr *von Wüllerstorf* m. p.

401.

21 janvier 1867.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le droit de douane à l'entrée du savon d'huile non parfumée fabriqué à Trieste et à Fiume.

(R. G. B. 1867, Nr. 18.)

Erlass des Finanzministeriums vom 21. Jänner 1867, betreffend den Eingangszoll für die in Triest und Fiume erzeugte nicht parfümirte Oelseife.

Die Anmerkung 1 zur Abtheilung 77 des allgemeinen Zolltarifes vom 5. December 1853 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 262) wird in Folge des österreichisch-französischen Handelsvertrages vom 11. December 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 164) dahin geändert, dass die in Triest und Fiume erzeugte nicht parfümirte Oelseife vom 1. März 1867 an, die Hälfte des im Specialtarife *B*, Nr. 22 festgesetzten Eingangszolles von 1 fl. 25 kr. und rücksichtlich 3 fl. per Centner zu entrichten hat.

Der Leiter des Finanzministeriums:
Becke m. p.

402.

22 janvier 1867.

Règlement applicable aux provenances de choléra.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey, III., p. 144.)

§. I.

De la quarantaine et de sa durée.

Article 1.

La quarantaine contre les provenances de choléra comprend l'isolement, pendant un temps déterminé, ainsi que la purification et la désinfection. Elle s'applique tant aux provenances par mer que par terre.

1867

Article 2.

La durée de la quarantaine pour les provenances tant par mer que par terre est de 10 jours pleins, soit dix fois 24 heures.

§. II.

De la quarantaine des navires.

Article 3.

Les navires à bord desquels s'est manifesté le choléra ou des accidents cholériques, pendant la traversée ou dans le port d'arrivée, sont assujettis à 10 jours de quarantaine à compter du moment du débarquement des malades et des passagers.

Les passagers, s'il y en a, sont débarqués au lazaret ainsi que les marchandises, et les navires sont soumis à la désinfection.

Les navires de cette catégorie ne peuvent pas faire d'opérations d'embarquement ni quitter le port avant l'expiration de la contumace.

Article 4.

Les navires arrivant d'un lieu contaminé, sans accidents cholériques pendant la traversée, font, comme ceux mentionnés dans l'article précédent, 10 jours de quarantaine dans le port d'arrivée. Mais si leur traversée a duré 11 jours, la quarantaine ne sera que de 9 jours, et ainsi de suite la quarantaine ira en diminuant en raison inverse de la longueur de la traversée jusqu'à concurrence de 19 jours et d'après l'échelle suivante:

Après 10 jours de traversée 10 jours de quarantaine. Après de 11 jours de traversée 9 jours de quarantaine; 12, 8; 13, 7; 14, 6; 15, 5; 16, 4; 17, 3; 18, 2; 19 et plus 24 heures.

Il est bien entendu qu'il s'agit de navires dont les conditions hygiéniques seraient reconnues bonnes et dont la cargaison ne serait pas compromettante.

Sauf encombrement ou mauvaises conditions hygiéniques, les passagers de ces navires restent à bord ainsi que les marchandises non-sujettes à purification.

Ces navires sont soumis à des mesures d'hygiène et, s'il y a lieu, à la désinfection. Ils peuvent quitter le port en état de contumace, mais ils ne peuvent faire d'opérations de débarquement que dans les ports à lazaret et avec les précautions d'isolement et de purification convenables. Quant aux opérations d'embarquement, elles peuvent être faites dans tous les ports où existe un médecin sanitaire et sous sa surveillance.

Article 5.

Pour les navires qui ont à bord un médecin commissionné, c'est-à-dire chargé d'exercer les fonctions de médecin sanitaire, et qui

sont dans de bonnes conditions d'hygiène, le temps de quarantaine 1867
peut être compté à dater du départ du port contaminé, s'il n'y a pas eu d'accidents cholériques pendant la traversée. Ils complètent la quarantaine réglementaire de 10 jours pleins dans le port d'arrivée, d'après l'échelle suivante:

Après 24 heures de traversée 9 jours de quarantaine; après 2 jours de traversée 9 jours de quarantaine; après 3, 7; 4, 6; 5, 5; 6. 4; 7, 3; 8. 2; 9 et plus, 24 heures.

De sorte que pour les navires de cette catégorie dont la traversée aurait dépassé 9 jours la quarantaine sera toujours d'au moins 24 heures, de même que pour les navires mentionnés dans l'article 4 dont la traversée dépasserait 19 jours.

Article 6.

En principe, tout navire en patente nette qui touche dans un port contaminé ne peut y faire aucune opération d'embarquement où de débarquement sans être compromis. Mais il est fait exception pour le débarquement des dépêches, lettres et journaux, et dans quelques cas urgents, pour le débarquement de vivres, le tout sous la surveillance des autorités sanitaires.

§ III.

De la quarantaine des passagers.

Article 7.

Les passagers des navires à bord desquels s'est manifesté le choléra ou la diarrhée cholérique sont débarqués au lazaret ou dans un endroit pouvant en tenir lieu. Ils y purgent une quarantaine de 10 jours pleins à dater du moment de leur séquestration.

Article 8.

Sauf le cas d'encombrement ou de mauvaises conditions hygiéniques, les passagers des navires exempts d'accidents cholériques font quarantaine à bord. Toutefois, dans certains cas, il peuvent être admis au lazaret si les conditions de l'établissement le permettent.

Article 9.

Les différents groupes de quarantenaires admis dans un lazaret sont séparés les uns des autres suivant la date de l'arrivée et l'état sanitaire de chaque groupe.

Article 10.

Les personnes atteintes de choléra ou de diarrhée cholérique sont séquéstrées à part; elles sont strictement isolées des autres quarantenaires et reçoivent les soins médicaux que réclame leur état.

1867

§ IV.

Des hardes et effets des marchandises, groups, lettres et paquets.

Article 11.

Les hardes, le linge et en général tous les effets à usage des quarantenaires, soit à bord, soit dans le lazaret, sont soumis à la purification par les moyens appropriés.

Le linge des malades et les objets de literie ayant servi aux cholériques subissent la désinfection réglementaire et, au besoin, ils sont détruits par le feu.

Article 12.

Les marchandises en général sont exemptes de purification; toutefois il est fait exception pour les vieux effets à usage et en général pour toutes les étoffes ayant servi, pour les laines non-lavées, les vieux cotons, les crins, les plumes, les peaux non-manufacturées et autres débris d'animaux à l'état brut qui sont considérés comme marchandises susceptibles et sont soumis aux moyens usités de purification. Les drilles et les chiffons de provenance cholérique seront soumis à une désinfection rigoureuse et seront même détruits par le feu si cela était jugé nécessaire.

Les animaux vivants sont exempts de quarantaine; seulement dans certains cas, ils ne sont livrés qu'après avoir été immergés dans l'eau.

Article 13.

Les lettres, paquets et groups sont purifiés selon des instructions spéciales.

§ V.

De la patente de Santé.

Article 14.

La patente délivrée par l'autorité sanitaire du lieu de départ est *nette* ou *brute*. La patente nette atteste l'absence du choléra asiatique, la patente brute en constate la présence dans la circonscription du lieu où elle est délivrée ou visée. Elle doit faire mention des premiers cas de choléra asiatique observés, et signaler la persistance de l'épidémie ainsi que la date de sa disparition. La patente est délivrée nette 10 jours après le dernier cas de choléra dans la circonscription du lieu où a régné l'épidémie.

Article 15.

La patente nette donne droit, en principe, à la libre pratique immédiate, sauf le cas d'accidents cholériques, constatés ou soupçonnés à bord du navire qui en est porteur, ou des circonstances de

nature à mettre en doute l'exactitude de l'attestation donnée par la 1867
patente. La patente brute entraine la quarantaine de la provenance avec les circonstances aggravantes ou atténuantes précisées dans les articles 3, 4 et 5 du présent Règlement.

Article 16.

La patente brute de choléra délivrée au point primitif de départ, ne sera pas échangée dans les ports de relâche jusqu'à l'arrivée du navire à destination définitive. Elle sera seulement visée partout où le navire touchera.

Discuté au Conseil de Santé et approuvé dans les séances des 15 et 19 janvier 1867.

Notes pour servir de développement et de commentaires aux articles du Règlement applicable aux provenances de choléra.

1° L'isolement des provenances cholériques étant la mesure principale de prophylaxie contre l'importation de la maladie, les autorités sanitaires sont appelées à veiller attentivement à ce qu'il n'y ait pas de communication entre les différentes catégories de quarantenaires enfermés dans les lazarets, ni dans les ports entre les navires qui purgent quarantaine. La séquestration des navires et des groupes de quarantenaires doit être d'autant plus stricte qu'ils auront fournis des accidents cholériques.

2° La quarantaine contre le choléra est en principe applicable aussi bien aux provenances par mer que par terre: la quarantaine par terre s'applique soit sur une frontière pour prévenir l'importation du choléra d'un pays contaminé dans un pays sain, soit pour isoler une localité malade des localités saines qui l'entourent. Mais comme l'efficacité de l'isolément d'un pays dépend d'un ensemble de circonstances qui font souvent défaut, l'emploi des cordons devient parfois illusoire et plus nuisible qu'utile. Ce sera donc à la perspicacité de l'autorité sanitaire de juger, selon les cas, de l'opportunité d'employer les cordons avec chance de réussite.

La mise en quarantaine des provenances de terre sera déterminée par le Conseil de santé ou par l'Administration, selon les circonstances.

3° La durée de la quarantaine étant fixée à un nombre de jours révolus, c'est-à-dire en autant de fois 24 heures, et le terme de la quarantaine des navires pouvant coincider avec le coucher du soleil, l'autorité sanitaire aura soin de procéder à toutes les formalités nécessaires à l'admission à pratique de manière à ce qu'il soit loisible aux susdits navires de quitter le port et de poursuivre le voyage sans perte de temps.

4° D'après l'article 3 du Règlement, le débarquement des passagers et des marchandises n'est obligatoire que pour les navires

1867 qui ont eu des accidents cholériques, soit en cours de voyage, soit dans le port d'arrivée. Cependant, outre les personnes provenant de ces navires, il sera admis dans les lazarets l'excédant des passagers des navires encombrés, bien que n'ayant pas eu d'accidents cholériques à bord, ainsi que les passagers et les marchandises des navires qui, ayant un médecin commissionné *ad hoc*, font plusieurs escales et comptent la quarantaine en cours de voyage. Bien entendu que les passagers de cette dernière catégorie ainsi que les marchandises susceptibles ne peuvent être déposés que dans les localités qui possèdent un lazaret capable de les recevoir convenablement et sans danger de compromission.

Les avantages de ces dispositions du Règlement sont: 1°, d'éviter l'encombrement des lazarets insuffisants, la plupart, à contenir des milliers de voyageurs et d'émigrants en temps d'épidémie; 2°, de rendre possible, par la diminution du nombre des quarantenaires, une surveillance active sur les personnes enfermées dans les lazarets, et d'empêcher les communications entre les groupes infectés de choléra et ceux qui ne le sont pas; 3°, d'amoindrir le danger résultant d'une immense agglomération de quarantenaires, danger qui est aussi grand pour eux-mêmes que pour les populations voisines des lazarets.

Ces considérations font ressortir l'esprit des articles 4, 5 et 8 du Règlement, et tracent aux autorités sanitaires la ligne de conduite qu'elles ont à suivre selon le cas.

5° En règle générale, la quarantaine commence, pour les navires et pour les passagers, du moment de l'arraisonnement ou de l'entrée à bord des gardes de santé. En cas d'accidents cholériques survenant pendant le cours de la contumace, celle-ci recommence, pour les navires et pour les personnes, du moment de la séquestration des malades.

Les convalescents de choléra ne recevront la pratique que sur la déclaration du médecin du lazaret constatant l'absence de danger à l'accorder.

Les individus morts de choléra seront inhumés dans le cimetière du lazaret, ou, à défaut de cimetière, dans un endroit isolé et avec toutes les précautions requises. La fosse devra être de six pieds de profondeur et recouverte de chaux vive.

6° La désinfection, considérée comme un élément essentiel de la quarantaine, s'applique aux navires, aux hardes et effets ainsi qu'aux marchandises dites susceptibles dont l'énumération est donnée dans le Règlement. Mais les moyens de l'effectuer varient selon les objets à purifier. C'est ainsi que pour désinfecter un navire on doit laver toutes ses parties, c'est-à-dire l'entrepont, les gaillards, les cabines et surtout la cale, avec de l'eau de chaux chlorurée ou mieux encore avec une solution d'acide phénique, une ou deux parties d'acide phénique pour cent parties d'eau. La sentine doit être régulièrement

vidée et entretenue dans un état de propreté convenable. On doit en 1867
outre établir des ventilateurs pour aérer, aussi bien que possible, tout l'intérieur du navire dont on blanchira les parois à l'eau de chaux chlorurée. L'eau potable des navires sera renouvelée.

Les hardes et les effets à usage seront à plusieurs reprises exposés à l'air. Le linge et les objets de literie ayant servi aux cholériques seront immergés, pendant 24 heures, dans de l'eau chargée d'une solution de chlorure de chaux avant d'être lessivés. Ces objets, éminemment susceptibles de recéler le principe morbifique, seront détruits par le feu toutes les fois que l'autorité sanitaire le jugera nécessaire.

Les appartements occupés par les cholériques, dans les lazarets, seront désinfectés avec le plus grand soin. Ils seront lavés, fumigés au chlore et badigeonnés à la chaux. Les lieux d'aisance, tant aux lazarets qu'à bord des navires, seront tenus propres et de plus ils seront désinfectés au moyen d'une solution de sulfate de fer ou d'acide phénique qu'on y versera tous les jours.

Les marchandises dites susceptibles, telles que les étoffes ayant servi, les laines non-lavées, les vieux cotons, les crins, les plumes, les peaux non-manufacturées, seront exposées à l'air et remuées alternativement pendant la durée de la quarantaine. Les laines surtout, si leur mauvais état l'exige, feront l'objet de mesures plus sévères et seront lavées à l'eau de chaux chlorurée. Quant aux drilles et aux chiffons, éminemment susceptibles d'infection, on pourra les désinfecter avec une solution d'acide phénique dans la proportion de 1 à 1.000 d'eau sans en altérer le tissu. Il dépendra de circonstances plus ou moins aggravantes de leur faire subir ce traitement ou bien de les détruire par le feu.

Les marchandises des navires qui n'ont pas eu d'accidents cholériques restent à bord et sont livrées au bout de la quarantaine sans purification. Il est bien entendu que cette exception n'est pas applicable aux marchandises dites susceptibles.

Sur la demande des ayants-intérêt, les marchandises non-susceptibles peuvent être débarquées au lazaret moyennant les précautions nécessaires et, après vérification et une purification extérieure à l'eau de chaux chlorurée, être livrées au commerce.

Il est aussi admis qu'un navire puisse recevoir en transbordement les marchandises non-susceptibles d'un navire en contumace, mais, dans ce cas, il sera placé dans les mêmes conditions que le navire qui les aura fournies, à moins que le transbordement ne soit fait par l'intermédiaire du lazaret et après les purifications voulues.

Les lettres, dépêches et journaux sont fumigés au chlore, selon des instructions spéciales.

7° A toute époque la patente de santé est le document dont dépend la sécurité du pays d'arrivée, à plus forte raison en temps

1867 de choléra. Aussi, les autorités sanitaires doivent-elles mettre toute leur attention à la formuler convenablement.

La patente devra faire mention des premiers cas de choléra asiatique survenus dans la circonscription du lieu de départ; elle signalera la persistence de l'épidémie ainsi que sa disparition; elle marquera le jour des derniers cas pendant 10 jours consécutifs au bout desquels elle cessera d'en faire mention. La patente, de brute qu'elle était, devient alors nette et les navires qui en sont porteurs, reçoivent la libre pratique dans tous les ports de l'Empire. Il est à remarquer que par circonscription du lieu de départ on doit entendre la ville avec ses dépendances et avec le rayon de villages dont la population, par ses rapports journaliers, se confond, pour ainsi dire, avec celle de la ville et du port de départ.

Cependant, en signalant les premiers cas de choléra, les autorités sanitaires doivent savoir faire la distinction entre un cas de choléra *nostras* (choléra européen, non envahissant) et le choléra asiatique ou envahissant. Les accidents cholériques qui se manifestent tout-à-coup sans qu'on puisse en rapporter l'origine à un foyer de choléra asiatique plus ou moins éloigné, sont des cas de choléra *nostras*; si au contraire les premiers accidents peuvent être rattachés raisonnablement à un foyer épidémique menaçant d'une invasion, il est évident que l'on aura affaire au choléra asiatique. En faisant cette distinction, les autorités sanitaires sauront éviter de confondre les deux espèces de choléra au préjudice de très-grands intérêts. En outre, les expressions de *cas sporadiques de choléra* et de *choléra sporadique* qui ont une signification toute contraire et que l'on confond souvent, doivent être bannies de la formule des patentes et des visas.

La patente fera de plus mention de l'état sanitaire des points de relâche, de l'état hygiénique du navire, des accidents cholériques qui ont pu survenir à bord ainsi que de la quarantaine que le navire aurait subie dans le cours du voyage. On voit, par toutes ces circonstances, de quelle importance est le maintien de la patente du lieu primitif de départ jusqu'au terme de voyage.

8° De la conformité de la patente avec le résultat de l'arraisonnement dépend l'admission à pratique de la provenance ou bien sa mise en quarantaine. Aussi, la quarantaine est-elle imposée toutes les fois qu'il y a présomption de fausse déclaration pouvant entraîner la compromission du pays d'arrivée.

Pour constater la vérité, l'autorité sanitaire établira une enquête et soumettra le personnel du navire à une visite médicale. Aussitôt que le doute sur les conditions de la provenance sera dissipé, la quarantaine sera levée ou maintenue selon le résultat de l'enquête et jusqu'à complément réglementaire.

Mais en dehors même de la circonstance ci-dessus, la visite médicale se fera, en temps de choléra et pour les navires en patente nette, toutes les fois qu'elle sera jugée nécessaire par l'autorité sanitaire. 1867

La déclaration des médecins commissionnés *ad hoc* à bord des navires fait foi en principe, mais cela n'empêche pas que, dans les cas douteux, l'autorité sanitaire n'intervienne elle-même pour s'éclairer directement et agir en conséquence. C'est ce que le Règlement a eu en vue d'établir dans les articles 4 et 5, par une quarantaine d'au moins 24 heures sous la surveillance de l'autorité sanitaire responsable de la libre pratique, quarantaine qui pourrait être prolongée et rendue aussi sévère que chaque cas spécial l'exigerait.

On doit entendre par médecin commissionné du bord, un médecin ayant reçue de l'autorité compétente la charge de surveiller l'état sanitaire d'un navire en cours de traversée et d'en faire la déclaration à l'arrivée, sous sa propre responsabilité.

9° Quelle que soit, en effet, la teneur de la patente et la durée du voyage, les navires provenant de lieux contaminés et à bord desquels il y aurait soit encombrement de passagers, soit une cargaison de substances animales ou végétales altérées et en état de fermentation putride, attireront particulièrement l'attention des autorités sanitaires qui devront appliquer, dans ces cas, des mesures spéciales d'assainissement et de désinfection et même la quarantaine de rigueur, si l'état sanitaire du navire l'exigeait.

10° Pour éviter les inconvénients qui résultent de l'encombrement, tant pour les navires et leurs passagers que pour la santé publique en général, le nombre des personnes embarquées devrait être déterminé à un chiffre proportionnel au tonnage des navires. Le règlement anglais, intitulé *Native passenger's act*, fixe deux personnes au plus (y compris capitaine, équipage et passagers) pour chaque trois tonneaux de jaugeage. Ces proportions pourraient servir de règle généralement applicable à tous les navires à passagers. Sous ce point de vue, comme sous beaucoup d'autres, il serait désirable que le règlement anglais fut généralement appliqué à la navigation.

Discuté au Conseil de Santé et approuvé dans la séance du 22 janvier 1867.

1867

403.

1 février 1867.

Circulaire du ministère Impérial Royal des affaires étrangères concernant les taxes de légalisation à payer auprès de l'Ambassade de France à Vienne.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Unter Bezugnahme auf das hierortige Circulare vom 17. Juni v. J., Z. 6314-K., wird der k. k. Mission zur Darnachachtung eröffnet, dass es laut einer neuerlichen Mittheilung der hiesigen kaiserl. französischen Botschaft den Parteien, welche die von ihr für Legalisirungen anzusprechenden Taxen bei derselben zu erlegen haben, fortan überlassen bleibt, jene Gebühren entweder in französischer Münze oder in österreichischer Silbermünze, und zwar auf Grund des Pariwerthes der betreffenden Geldstücke, zu berichtigen.

Nach Inhalt der obigen Mittheilung werden künftighin für eine gewöhnliche Legalisirung 10 Francs, für jene von Trauscheinen 6 Francs und für Legalisirung von Geburts- und Todesscheinen 3 Francs bei der besagten Botschaft zu entrichten sein, daher auch von französischen Unterthanen dieselben Legalisirungsgebühren in österreichischem oder französischem Silbergelde einzuheben sein werden.

Wien, am 1. Februar 1867.

Für den Minister des Aeussern:
der Unterstaatssecretär
Meysenbug.

404.

9 février 1867.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant les conditions auxquelles est subordonnée l'entrée des employés I. R. au service d'état italien, prévue à l'article XV du traité de paix.

(F. V. B. 1867, Nr. 7.)

Bedingung des Uebertrittes k. k. Beamten in den italienischen Staatsdienst.

Es ist vorgekommen, dass in Verrechnung stehende k. k. Beamte denen nach Artikel XV des Friedensvertrages vom 3. October 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 116) der Uebertritt in den italienischen Staatsdienst offen stand, ihre Dienstposten in Oesterreich ohne

ordnungsmässige Enthebung und Amtsübergabe eigenmächtig verlassen haben. 1867

Um diesem für beide betheiligten Regierungen gleich bedenklichen Missbrauche zu steuern, hat die k. italienische Regierung über Einschreiten des k. k. Ministeriums des Aeussern die Verfügung getroffen, dass k. k. Beamte, welche auf Grund der Bestimmung des Artikels XV in den italienischen Staatsdienst überzutreten wünschen, nur gegen Beibringung eines Certificats über ihre ordnungsmässige Dienstesenthebung in Oesterreich zu einer entsprechenden Anstellung in Italien zugelassen werden sollen.

405.

10 février 1867.

Publication ministérielle rectifiant et complétant l'ordonnance du 20 décembre 1866, relative au traitement douanier de produits d'origine britannique, française ou italienne.

R. G. B. 1867, Nr. 34.)

Erlass der Ministerien des Handels und der Finanzen vom 10. Februar 1867, betreffend eine Berichtigung und einen Nachtrag zu der Verordnung vom 20. December 1866, über die Zollbehandlung britischer, italienischer und französischer Erzeugnisse.

a) In dem dritten Alinea der Verordnung vom 20. December 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 172) sind in der zweiten Zeile vor dem Worte: „Gartengewächse" die der lit *b)* entsprechenden Worte: „Kleesaat und Sämereien" einzuschalten.

b) Da in Folge des österreichisch-französischen Handelsvertrages vom 11. December 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 164) mit 1. März 1867 für Weine aus den auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation zu behandelnden Staaten der Einfuhrzoll von Wein nur mit 6 fl. per Zollcentner einzuheben ist, so wird der in der Anmerkung 5 zur Tarifsabtheilung 27 für serbische und bosnische Weine in Gebünden bei der Einfuhr über die angrenzende Zolllinie, dann für türkische, levantinische, Cyper- und Archipel-Weine, ferner für italienische Weine und für Weine aus den österreichischen Zollausschlüssen, welche nicht eine weitere Zollbegünstigung geniessen, mit 6 fl. 30 kr. festgesetzte Zoll, mit 1. März 1867 auf 6 Gulden pr. Centner herabgesetzt.

Der Leiter des Finanzministeriums:

Freiherr *von Wüllerstorf* m. p. *Becke* m. p.

1867

406.

16 février 1867.

Convention spéciale conclue à Vienne entre l'Autriche et l'Italie pour le règlement du service télégraphique. Ratifiée par le ministère I. R. du commerce le 25 mars 1867.

(T. V. B. 1867, 10.)

Le service télégraphique international entre l'Autriche et l'Italie étant réglé par la convention conclue á Paris le 17 mai 1865, les délégués des deux Administrations ont stipulé au terme de l'Article 59 de ladite convention les arrangements particuliers suivants:

Article 1.

Les lignes télégraphiques entre l'Autriche et l'Italie sont reliées à la frontière près de Cormons en Illirie, près de Ponteba en Frioul et près de Borghetto en Tirol.

Pour assurer un écoulement rapide de la correspondance les deux Administrations s'engagent à affecter au service télégraphique international les lignes suivantes:

1° un fil direct Vienne—Venise par la voie de Ponteba;

2° un fil Klagenfurt—Villach—Udine—Venise par la voie de Ponteba;

3° un fil direct Trieste—Venise par la voie de Cormons;

4° un fil Trieste—Udine par la voie de Cormons;

5° un fil Bolzano—Vérone—Venise par la voie de Borghetto;

6° un fil Bolzano—Vérone—Milan par la voie de Borghetto.

Article 2.

Les bureaux de Milan, Venise, Vérone et Udine du côté de l'Italie et ceux de Vienne, Trieste, Klagenfurt et Bolzano du côté de l'Autriche sont chargés exclusivement du service de dépôt international.

Les autres bureaux situés sur les fils internationaux peuvent échanger la correspondance dont l'origine et la destination ne dépasse pas les bureaux de dépôt les plus rapprochés.

Article 3.

Pour faciliter la correspondance entre les provinces limitrophes des deux États, la taxe terminale autrichienne et italienne réunie est fixée à 1 florin v. a. en Autriche et à 2 francs 40 cts. en Italie pour chaque dépêche simple de 1 à 20 mots échangée par les stations

situées dans le territoire limité du côté de l'Italie par le Pò, le Tessin et le Lac Majeur avec les stations autrichiennes du Tirol, du Vorarlberg, de la Carinthie, de la Carniole et des cercles de Görz, de Trieste et d'Istrie. 1867

Les deux Administrations se communiqueront réciproquement les noms des stations qui jouissent de la taxe réduite et se bonifieront pour chaque dépêche simple la taxe de 1 franc 20 cts.

Article 4.

L'Administration Italienne ayant adopté la taxe de cinq francs comme taxe terminale uniforme d'une dépêche simple pour la correspondance avec les Administrations, qui n'ont pas adhéré à la convention de Paris, l'Administration Autrichienne s'engage à adopter ce même mode de taxation (francs 5 ou florins 2 v. a.) pour les dites dépêches qui traverseront les lignes de l'Administration Italienne.

De plus, le Gouvernement Autrichien s'engage à proposer la même modification aux autres États qui font partie de l'Union Austro-germanique.

Article 5.

La taxe de transit des frontières franco-italiennes et suisse-italiennes aux frontières austro-italiennes est fixée à 1 franc par dépêche simple pour la correspondance échangée avec les États adhérents à la convention de Paris.

La même taxe est fixée pour le transit soit du territoire autrichien, soit du territoire italien dans le cas où par suite de circonstances imprévues une dépêche est déviée, en traversant le territoire de l'autre Administration pour rentrer au territoire d'origine.

Le contrôle de ces dépêches ne sera fait que par la station de dépôt qui les réexpédiera dans le territoire d'origine.

L'Administration Autrichienne fixe le transit des frontières austro-italiennes aux frontières austro-turques, austro-serbes et austro-roumaines à 2 francs (80 kr. v. a.) par dépêche simple pour la correspondance échangée avec les États adhérents à la convention de Paris.

Les taxes fixées dans cet article ne pourront être modifiées que d'un commun accord entre les parties contractantes.

Article 6.

Les dépêches météorologiques et celles qui concernent d'autres objets d'intérêt public sont expédiées en franchise comme dépêches de service.

Les deux Administrations s'entendront sur l'admission et le mode d'expédition de ces dépêches.

1867

Article 7.

Le règlement des comptes se fera d'après le mode actuellement en vigueur entre les deux Administrations et pourra être modifié d'un commun accord.

Article 8.

La présente convention sera soumise à la ratification des Gouvernements respectifs.

Elle sera mise en exécution le 1 avril 1867 et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois à compter du jour où la dénonciation en sera faite d'une part ou de l'autre.

Fait à Vienne, le 16 février 1867.

Le Délégué du Gouvernement I. R. Autrichien:

Brunner m. p.

Le Délégué du Gouvernement R. Italien:

Salvatori m. p.

407.

20 février 1867.

Décret Impérial promulgant le Règlement pour la mise à exécution en France de la Convention conclue le 11 décembre 1866 entre la France et l'Autriche pour la garantie réciproque de la propriété des oeuvres d'esprit et d'art.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Napoléon,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut:

Sur la proposition de notre ministre de l'intérieur;

Vu la convention conclue le 11 décembre 1866 entre la France et l'Autriche pour la garantie réciproque de la propriété des oeuvres d'esprit et d'art, et notamment les articles 1er, 11, 12 et 13;

Vu le décret du 28-31 mars 1852 sur la contrefaçon d'ouvrages étrangers;

Vu les articles 142 et 143 du code pénal;

Notre conseil d'État entendu,

Avons décreté et décrétons ce qui suit:

Art. 1er. Conformément à l'article 11 de la convention pour la garantie réciproque de la propriété des oeuvres d'esprit et d'art,

conclue le 11 décembre 1866 entre la France et l'Autriche, il sera 1867
procédé, par les soins de notre ministre de l'intérieur, chez tous les libraires, éditeurs et imprimeurs, à l'inventaire de toutes les réimpressions d'ouvrages autrichiens non tombés dans le domaine public, savoir: celles qui ont été publiées en France avant le 1er janvier 1867, et celles qui s'y trouvaient en cours de publication ou de fabrication à la même date.

Art. 2. Dans un délai de trois mois, à dater du jour de la publication du présent règlement, sauf prolongation en cas d'impossibilité matérielle, il sera apposé gratuitement par les délégués de notre ministre de l'intérieur un timbre uniforme sur tous les ouvrages inventoriés chez chaque libraire détaillant. Quant aux éditeurs, un compte leur sera ouvert au ministère de l'intérieur pour chaque ouvrage de propriété autrichienne reproduit par eux avec ou sans autorisation, et qui existe dans leurs magasins.

L'apposition du timbre, pour chacune de ces reproductions, aura lieu sur la demande des dits éditeurs, au fur et à mesure de leurs besoins, jusqu'à concurrence du nombre d'exemplaires porté à leur compte dans l'inventaire général mentionné à l'article 1er du présent règlement.

Art. 3. Après l'expiration du délai mentionné à l'article 2 pour l'apposition du timbre, toute réimpression non autorisée des livres autrichiens, mise en vente ou expédiée par l'éditeur, sera passible de saisie, si elle n'est pas revêtue du timbre. En ce qui regarde les détaillants, toute réimpression non autorisée et dépourvue du timbre dont, à partir de la même époque, ils seront trouvés détenteurs, pourra être saisie et confisquée.

Le tout sans préjudice des peines édictées par la loi contre ceux qui auraient fait un usage frauduleux du timbre ou qui l'auraient contrefait ou falsifié.

Art. 4. En ce qui concerne les ouvrages qui étaient en cours de publication le 1er janvier 1867, les éditeurs français devront, dans le délai de quinze jours à partir de la date du présent règlement, effectuer le dépôt au ministère des affaires étrangères à Vienne, ou à la chancellerie de l'ambassade autrichienne à Paris, d'un exemplaire de tous les volumes ou livraisons parus des ouvrages dont il s'agit. Ce dépôt sera accompagné d'une déclaration du nombre d'exemplaires tirés pour chaque volume ou livraison, soit en une, soit en plusieurs éditions.

Les volumes ou livraisons à paraître ne pourront être mis en vente qu'après que les formalités de dépôt et de l'apposition du timbre spécial auront été dûment remplies.

Dans aucun cas, le tirage des volumes ou livraisons à paraître ne pourra dépasser le chiffre du tirage des volumes ou livraisons déjà parts.

1867 Art. 5. Les clichés, bois ou planches gravés de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français, constituant une reproduction non autorisée de modèles autrichiens, seront également inventoriés par les soins du département de l'intérieur. Ils ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à partir de la mise en vigueur de la convention.

Art. 6. Les tirages d'épreuves nécessaires pour compléter les volumes imprimés ne donneront lieu à aucune indemnité au profit des propriétaires de l'édition originale.

Art. 7. L'importation d'Autriche en France d'ouvrages français réimprimés sans autorisation qui auront été soumis à la formalité du timbre, ne pourra être effectuée qu'avec le consentement des auteurs ou éditeurs français intéressés, ou lorsque l'ouvrage original sera tombé dans le domaine public.

Art. 8. Les livres d'importation licite venant d'Autriche seront admis en France, conformément à l'article 13 de la convention tant à l'entrée qu'au transit direct ou pour entrepôt, savoir:

1° Les livres en langue française, par les douanes de Forbach, Wissembourg et Saint-Louis;

Par les douanes suivantes, ouvertes en vertu du décret du 14 mars 1863 à toutes les productions littéraires ou artistiques venant de l'étranger: Strasbourg, Bayonne, Marseille, Bastia, Lille, Valenciennes, le Havre, Bellegarde, Thionville, Saint-Nazaire, Nice, Pont-de-la-Caille, Chambéry Saint-Michel, Pontarlier, Longwy, Givet, Béhobie, Bordeaux, Saint-Malo, Nantes, Granville, Dunkerque, Boulogne, Calais et Dieppe; et par les douanes d'Ajaccio et d'Hendaye, qui jouissent des mêmes prérogatives, en vertu des décrets des 7 novembre 1863 et 7 septembre 1864;

2° Les livres en langues mortes ou étrangères, par les bureaux mentionnés ci-dessus, et, en outre, par ceux de Sarreguemines, Verrières de Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Caen, Rouen et Apach.

Les livres en toute langue, ainsi que les estampes, les cartes et la musique, à destination de Paris, pourront ainsi, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 13 décembre 1842, être expédiés sur le ministère de l'intérieur pour y subir les modifications d'usage.

Art. 9. Nos ministres de l'intérieur, des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 février 1867.

Napoléon.

Par l'Empereur:

Le ministre de l'intérieur, *La Valette.*

---

408. 1867

23 février 1867.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Belgique, conclu à Vienne. Ratifiée par S. M. l'Empereur l'Autriche le 18 mars 1867. Ratifications échangées à Vienne, le 26 mars 1876.

(R. G. B. 1867, Nr. 56.)

Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen Oesterreich und Belgien vom 23. Februar 1867. Abgeschlossen zu Wien am 23. Februar 1867; die Auswechslung der beiderseitigen Ratificirungen hat ebendaselbst am 26. März 1867 stattgefunden.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Plenipotentiariis Nostris et a Plenipotentiario Serenissimi ac Potentissimi Regis Belgarum fine stabiliendarum ac ampliendarum inter utriusque Nostrum ditiones commercii navigationisque relationum tractatus die vigesima tertia Februarii anni currentis initus ac signatus fuit, tenoris sequentis:

Traité de commerce et de navigation.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi des Belges animés du désir de resserer les liens d'amitié et d'étendre les relations commerciales et maritimes existants entre Leurs États respectifs ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

le Sieur Frédéric Ferdinand Baron de Beust, Son Conseiller intime, Président du Conseil des Ministres et Ministre de Sa Maison et des Affaires étrangères, Grand'Croix des ordres de St. Étienne et de Léopold, de l'ordre Royal de Léopold de Belgique etc., et

le Sieur Bernard Baron de Wüllerstorf et Urbair, Vice-Amiral, Son Conseiller intime, Ministre de Commerce et de l'Industrie, Chevalier de l'ordre de la Couronne de fer de deuxième classe etc.;

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Sieur Louis Joseph Ghislain Vicomte de Jonghe d'Ardoye, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Commandeur de Son ordre Royal de Léopold etc.;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

1867

Article 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et ceux de Sa Majesté le Roi des Belges; ils ne seront pas soumis à raison de leur commerce et de leur industrie dans les ports, villes et lieux quelconques des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés, que ceux qui seront perçus sur les nationaux, et les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Empire d'Autriche de quelque part qu'ils viennent, seront admis en Belgique sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus fort droits de quelque dénomination que ce soit que les produits similaires de la nation la plus favorisée en Belgique.

Réciproquement, les produits du sol et de l'industrie du Royaume de Belgique de quelque part qu'ils viennent, seront admis en Autriche sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits de quelque dénomination que ce soit que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée en Autriche.

Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent également le traitement de la nation étrangère la plus favorisée pour tout ce qui concerne le transit et l'exportation.

Article 3.

Le traitement réservé au pavillon national pour tout ce qui concernes les navires ou leur cargaison, sera réciproquement garanti aux navires des deux Hautes Parties contractantes, soit dans l'Empire d'Autriche, soit dans le Royaume de Belgique.

Il est fait exception aux stipulations du présent traité en ce qui concerne le cabotage et la pêche nationale dans les pays respectifs.

Article 4.

Les dispositions des articles précédents sur le traitement de la nation la plus favorisée ne se réfèrent point:

En Autriche:

a) aux faveurs spéciales dont jouissent de temps immémorial, les sujets ottomans pour le commerce turc en Autriche;

b) aux faveurs qui sont ou seront accordées pour faciliter le commerce de frontière des États du Zollverein allemands, ou d'autres États limitrophes, ni aux reductions ou exemptions de droits dont l'application est restreinte à certaines frontières ou aux habitants de certains districts; 1867

c) aux facilités mentionnées en l'article 6 du traité conclu le 11 avril 1865 entre l'Autriche et les États du Zollverein ni à des facilités analogues.

En Belgique:

À la bonification de 7 pour cent sur le taux des droits d'accise accordée, à titre de déchet, aux sels marins français, conformément à l'article 8 du traité franco-belge du 1 mai 1861. Si toutefois les sels marins français raffinés en Belgique venaient à obtenir une réduction de plus de 7 pour cent sur le droit d'accise, il est convenu que le sel d'Autriche raffiné en Belgique jouira à l'instant même d'une réduction de l'accise qui ne pourra être inférieure de plus de 7 pour cent à la réfaction accordée aux sels marins français.

Article 5.

Il est entendu que le présent traité s'étendra également à la Principauté de Liechtenstein en vertu de l'article XIII du traité de douane conclu entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et le Prince Souverain de Liechtenstein.

Article 6.

Les Consuls et autres Agents consulaires belges dans l'Empire d'Autriche jouiront de tous les privilèges, exemptions ou immunités dont jouissent les Consuls et autres Agents de même qualité de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même en Belgique pour les Consuls et autres Agents consulaires de l'Empire d'Autriche.

Article 7.

Les Consuls et autres Agents consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leurs pays, les marins et toute autre personne faisant à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, qui auraient déserté d'un bâtiment de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament, faisaient partie dudit équipage.

1867 Sur cette demande, ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls et autres Agents consulaires, jusqu'à ce que ces Consuls ou Agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté après un avis donné au Consul trois jours à l'avance, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins ou autres individus de l'équipage sujets du Pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du Consul ou de l'Agent consulaire qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Article 8.

Le présent traité restera en vigueur pendant dix années à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Ce traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de qui les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition le 23 février de l'an de grâce 1867.

(L. S.) *Beust* m. p.
(L. S.) *Wüllerstorf* m. p.
(L. S.) L. *de Jonghe d'Ardoye* m. p.

Nos visis et perpensis tractatus hujus articulis illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia quae in illis continentur fideliter executioni mandaturos esse. In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabantur in Regia Urbe Nostra Buda die decimo octavo mensis 1867
Martii anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo septimo,
Regnorum Nostrorum decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro a *Gagern* m. p.,
C. R. Consilarius aulicus et ministerialis.

409.

26 février 1867.

Publication ministérielle concernant l'application des droits de douanes au contenus tarif B du traité de commerce avec la France du 11 décembre 1866 aux produits provenant en libre circulation des états de l'union douanière allemande, de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

(R. G. B. 1867, Nr. 39.)

Kundmachung der Ministerien des Aeussern, des Handels und der Finanzen vom 26. Februar 1867, betreffend die mit 1. März 1867 in Wirksamkeit tretende Zollbehandlung der aus dem freien Verkehre des Zollvereines eingehenden Waaren, dann der britischen und italienischen Erzeugnisse.

Giltig für die Länder des allgemeinen österreichischen Zollgebietes.

Mit Beziehung auf den Handels- und Zollvertrag zwischen Oesterreich und den Staaten des deutschen Zoll- und Handelsvereines vom 11. April 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 32), auf den Handelsvertrag zwischen Oesterreich und Grossbritannien vom 16. December 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1866, Nr. 2), und auf den Friedensvertrag zwischen Oesterreich und Italien vom 3. October 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 116), welche die gegenseitige Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation zusichern, wird zur öffentlichen Kenntniss gebracht, dass die in dem Specialtarife *B* zum Handelsvertrage zwischen Oesterreich und Frankreich vom 11. December 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 164) für die Einfuhr in das allgemeine österreichische Zollgebiet festgesetzten Zölle mit 1. März 1867 nicht bloss für französische Provenienzen, sondern

1867 auch für die aus dem freien Verkehre des deutschen Zollvereines eingehenden Waaren, dann für die Erzeugnisse Grossbritanniens und Italiens in Wirksamkeit treten werden.

Der Leiter des Finanzministeriums:

Becke m. p.

Freiherr *von Beust* m. p.
Freiherr *von Wüllerstorf* m. p.

410.

5 mars 1867.

Note du ministre I. et R. des affaires étrangères baron de Beust au comte Barral, datée de Vienne et concernant l'admission des navires Italiens au libre exercice du cabotage.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

En réponse à la note que Mr. le Comte de Barral, Env. extraord. Min. plén. de S. M. le Roi d' Italie a bien voulu lui adresser le 26 février concernant le cabotage, le ministère I. et R. des affaires étrangères a l'honneur de le prévenir que les ordres nécessaires viennent d'être donnés aux autorités maritimes du littoral autrichien, afin que provisoirement et en attendant que la question soit réglée prochainement par traité, non seulement ceux d'entre les navires Italiens pour lesquels un arrangement a été expressément stipulé par échange des actes en février et mars 1861 mais tous sans dictinction fussent admis au libre exercice du cabotage.

En priant Mr. le Comte de Barral de vouloir bien porter ce qui précède à la connaissance de Son Gouvernement, le soussigné saisit etc. . . .

411.

21 mars 1867.

Ordonnance du ministère I. R. de la justice concernant l'universalité du for dans les procès de faillite de sujets Wurtembergeois.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Justizministeriums an sämmtliche Oberlandesgerichte, Z. 3068.

Aus Anlass eines vorgekommenen Falles wird dem k. k. Oberlandesgerichte zur Darnachachtung und Verständigung der unter-

stehenden k. k. Gerichte eröffnet, dass die königlich würtembergische 1867
Regierung die dort bestehende Beobachtung des Grundsatzes der Universalität des Gerichtsstandes in Concursfällen, welcher dem österreichischen Kaiserstaate gegenüber nur durch die Reciprocität bezüglich des unbeweglichen Vermögens und der mit einem Pfand- oder Retentions-Rechte einzelner Gläubiger behafteten beweglichen Güter beschränkt ist, der kaiserlich österr. Regierung wiederholt bekannt gegeben hat, daher die k. k. Gerichte sich in vorkommenden Fällen nach dem Grundsatze der Gegenseitigkeit zu benehmen haben.

412.

26 mars 1867.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et les Pays-Bas, conclu à Vienne. Ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 8 avril 1867. Ratifications échangées à Vienne le 23 juillet 1867.

(R. G. B. 1867, Nr. 102.)

Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen Oesterreich und den Niederlanden. Abgeschlossen zu Wien am 26. März 1867; von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 8. April 1867. Die beiderseitigen Ratificirungen wurden in Wien am 23. Juli 1867 ausgewechselt.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator, Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiariis Nostris et a Plenipotentiario Serenissimi ac Potentissimi Regis Nerlandiae fine stabiliendarum ac ampliendarum inter Utriusque Nostrum ditiones commercii navigationisque relationum, tractatus die vigesima sexta Martii anni currentis initus ac signatus fuit tenoris sequentis:

Traité de commerce et de navigation.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas animés du désir de resserrer les liens d'amitié et d'étendre les relations commerciales et maritimes existants entre Leurs États respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

le sieur Frédéric Ferdinand baron de Beust, Son Conseiller intime, Président du Conseil des ministres et Ministre de Sa Maison

1867 et des Affaires étrangères, Grand' Croix des ordres de St. Étienne et de Léopold etc., et

le sieur Bernard baron de Wüllerstorf et Urbair, Vice-Amiral, son Conseiller intime, Ministre du commerce et de l'industrie, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer de deuxième classe etc.;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

le sieur Jacques Thierry Borchard Anne baron de Heeckeren de Beverwaard, Grand' Croix de l'ordre du Lion Néerlandais, de celui de la Couronne de chêne de Luxembourg, de l'ordre Impérial et Royal de Léopold et Chevalier de l'ordre de la Couronne de fer de première classe, Son Chambellan et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique etc.;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les sujets respectifs des deux Hautes Parties contractantes seront parfaitement assimilés aux nationaux pour tout ce qui regarde l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, le payement des impôts, l'exercice des cultes, le droit d'acquérir et de disposer de toute propriété mobilière et immobilière, par achat, vente, donation, échange, testament et succession ab intestat. Ils seront parfaitement assimilés aux sujets de la nation étrangère la plus favorisée en ce qui regarde leur position personnelle sous tous les autres rapports.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Empire d'Autriche de quelque part qu'ils viennent, seront admis dans le royaume des Pays-Bas et dans ses Colonies sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits de quelque dénomination que ce soit que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée dans le Pays-Bas ou dans ses Colonies.

Réciproquement, les produits du sol et de l'industrie du royaume des Pays-Bas et des ses Colonies de quelque part qu'ils viennent, seront admis dans l'Empire d'Autriche sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits de quelque dénomination que ce soit que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée dans l'Empire d'Autriche.

Tous les produits transatlantiques quelconques exportés des ports de l'un des deux états et importés dans les ports de l'autre état, n'y payeront, lors de leur importation, d'autres, ni de plus forts droits, que si ces produits étaient importés directement des lieux de provenance.

Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent également 1867
le traitement de la nation étrangère la plus favorisée pour tout ce qui concerne le transit et l'exportation.

Article 3.

Le traitement réservé au pavillon national pour tout ce qui concerne les navires ou leur cargaison, sera réciproquement garanti aux navires des deux Hautes Parties contractantes, soit dans l'Empire d'Autriche, soit dans le Royaume des Pays-Bas et dans ses Colonies.

Article 4.

Les dispositions des articles précédents sur le traitement de la nation la plus favorisée ne se réfèrent point:

En Autriche:

a) aux faveurs spéciales dont jouissent de temps immémorial, les sujets ottomans pour le commerce turc en Autriche;

b) aux faveurs qui sont ou seront accordées pour faciliter le commerce de frontière des états du Zollverein allemand, ou d'autres états limitrophes, ni aux réductions ou exemptions de droit dont l'application est restreinte à certaines frontières ou aux habitants de certains districts;

c) aux facilités mentionnées en l'article 6 du traité conclu le 11 avril 1865 entre l'Autriche et les états du Zollverein ni à des facilités analogues;

d) au cabotage et à la pêche nationale.

Dans les colonies néerlandaises:

a) au cabotage;

b) aux avantages accordés ou qui seront accordés par la suite exclusivement aux sujets, aux produits, aux marchandises ou au pavillon des nations asiatiques de l'Archipel oriental.

Il est entendu que les faveurs du cabotage réservées de la part de l'Empire d'Autriche seront étendues instantanément et de plein droit au Royaume des Pays-Bas pour autant que ces faveurs sont ou seront accordées par la suite à quelque autre nation étrangère, comme réciproquement les avantages réservés de la part du Royaume des Pays-Bas seront étendus de la même manière à l'Empire d'Autriche pour autant que ces avantages sont ou seront accordés par la suite dans les colonies néerlandaises à quelque nation étrangère autre qu'asiatique de l'Archipel oriental.

Article 5.

Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les états de l'autre de la même protection que les nationaux

1867 pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce. Les Autrichiens ne pourront revendiquer dans les Pays-Bas la propriété exclusive d'une marque de fabrique ou de commerce s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au greffe du tribunal d'arrondissement d'Amsterdam.

Réciproquement les Néerlandais ne pourront revendiquer en Autriche la propriété exclusive d'une marque de fabrique ou de commerce s'ils n'en ont déposé deux exemplaires à la chambre de commerce de Vienne.

Article 6.

Il est entendu que le présent traité s'étendra également à la Principauté de Liechtenstein en vertu de l'article XIII du traité de douane conclu entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et le Prince Souverain de Liechtenstein.

Article 7.

Les Consuls et autres Agents consulaires néerlandais dans l'Empire d'Autriche jouiront de tous les priviléges, exemptions ou immunités dont jouissent les Consuls et autres Agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Il en sera de même dans les Pays-Bas pour les Consuls et autres Agents consulaires de l'Empire d'Autriche.

Article 8.

Les Consuls et autres Agents consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leurs pays, les marins et toute autre personne faisant à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, qui auraient déserté d'un bâtiment de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament, faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls et autres Agents consulaires, jusqu'à ce que ces Consuls ou Agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté après un avis donné au Consul trois jours à l'avance, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins ou autres individus de l'équipage, 1867
sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du Consul ou de l'Agent consulaire qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Article 9.

Le présent traité restera en vigueur pendant dix années à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Ce traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne dans le délai de six mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition le 26 mars de l'an de grâce 1867.

(L. S.) *Beust* m. p.
(L. S.) *Wüllerstorf* m. p.
(L. S.) Baron *de Heeckeren.*

Nos visis ac perpensis tractatus hujus articulis, illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse. In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die octava mensis Aprilis anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo septimo, Regnorum Nostrorum decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
C. R. Consiliarius aulicus et ministerialis.

1867

413.

5 avril 1867.

Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant la procédure dans les cas de sentences rendues par l'ennemi envers un prisonnier de guerre autrichien.

(A. V. B. 1867, Nr. 63.)

Circular-Verordnung vom 5. April 1867, betreffend die Behandlung der von Strafbehörden einer feindlichen Macht abgeurtheilten österreichischen Kriegsgefangenen.

Aus Anlass vorgekommener Anfragen wird die Belehrung ertheilt, dass gegen österreichische Kriegsgefangene von den Behörden der feindlichen Macht gefällte und vollzogene Strafurtheile in die Strafprotokolle zwar einzutragen sind, dass jedoch von Fall zu Fall, wenn einem Truppenkörper eine solche Bestrafung zur Kenntniss gelangt, hierüber, unter Anschluss des betreffenden Strafauszuges oder sonstigen Documentes, dem Kriegsministerium die Anzeige zu erstatten, und sohin erst, wenn die über dessen Verwendung im geeigneten Wege eingeholten Untersuchungsacten der zuständigen inländischen Behörde mitgetheilt werden, gegen den Beschuldigten im Grunde des §. 102 des Militärstrafgesetzes das Verfahren einzuleiten, und dessen Resultat bei dem Straffalle anzumerken; wenn aber die Mittheilung der Acten nicht zu erlangen sein sollte, die Sache auf sich beruhen zu lassen, hiervon bei dem Straffalle gleichfalls die Anmerkung zu machen, dem ausländischen Strafurtheile aber in keinem Falle irgend eine Wirkung oder Folge beizulegen ist.

Freiherr *von John* m. p., F. M. L.

414.

5 avril 1867.

Ordonnance du ministère I. R. des finances, concernant le traitement des procès du fisc intentés contre des sujets italiens.

(F. V. B. 1867, Nr. 15.)

Behandlung der gegen italienische Staatsangehörige anhängigen oder anhängig werdenden Processe des k. k. Aerars.

Aus Anlass des mit dem Kriegsministerium gefassten Beschlusses, wornach alle in Folge der Aufhebung der Venediger Finanzprocuratur und der Verlegung des Udineser Landesmilitärgerichtes nach Graz der Grazer Finanzprocuratur zugewiesenen, ingleichen die aus

diesem Anlasse noch anhängig werdenden Processe des Militärärars 1867
gegen italienische Staatsangehörige an die Triester Finanzprocuratur zu übertragen sind, wurden der Letzteren für die Behandlung der fraglichen Processe die aus der Anlage ersichtlichen Richtpunkte vorgezeichnet.

Hiernach ist sich auch eventuell in jenen Fällen zu benehmen, wo statt des Militärärars ein dem Finanzministerium unterstehender Dienstzweig betheiligt wäre.

Wien, am 5. April 1867.

Abschrift eines Erlasses des k. k. Finanzministeriums an die k. k. Finanzprocuratur in Triest, ddo. 5. April 1867,

Es ist zunächst zu unterscheiden:

a) ob die Processe sich aus den von der österreichischen Verwaltung für, speciell das abgetretene Gebiet betreffende Gegenstände des öffentlichen Interesses ordnungsmässig abgeschlossenen Verträgen herleiten, oder

b) ob die Rechtsstreitigkeiten aus anderen Rechtsverhältnissen entstanden sind.

Die Processe ad *a)* sind unter Bezugnahme auf Artikel VIII des Friedensvertrages vom 3. October 1866, Nr. 116 R. G. Bl., der italienischen Regierung zur Durchführung zu überlassen.

Rücksichtlich der Processe ad *b)* ist zu unterscheiden, ob dieselben active oder passive sind.

Bei Passivprocessen ist das Einschreiten der Gegenpartei abzuwarten.

Bei Activprocessen ist vorerst zu erheben, ob ein greifbarer Executionsfond, sei es in Italien, sei es in Oesterreich, vorhanden ist oder nicht.

Im ersteren Falle ist der Process fortzuführen.

Im zweiten Falle ist in Erwägung zu ziehen, ob es mit Rücksicht auf das Streitobject und das jedenfalls in Italien mit Dazwischenkunft italienischer Advocaten vorerst zu erwirkende „Giudicio di delibazione“ (Verordnung des Justizministeriums vom 22. Jänner 1853, Nr. 13 R. G. Bl., und vom 29. Februar 1860, Nr. 55 R G. Bl.) vom Kostenpunkte aus convenire, den Process fortzuführen oder nicht.

Im Bejahungsfalle, wenn nach Erhebung der kaiserlichen Consulate ein Vermögen des Geklagten in Italien vorhanden ist, ist der Process und die Execution durchzuführen, im Verneinungsfalle nicht.

Wegen erleichterter Vollstreckung der Erkenntnisse österreichischer Gerichte oder Administrativbehörden erscheint eine Anbahnung eines hierauf zielenden Uebereinkommens mit der königlich italienischen Regierung dermal nicht zeitgemäss.

1867

415.

5/17 avril 1867.

Convention postale entre l'Autriche et la Grèce, conclue à Athènes. Ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 18 août 1867. Ratifications échangées à Athènes le 13/25 septembre 1867.

(R. G. B. 1867, Nr. 127.)

Postvertrag zwischen Oesterreich und Griechenland vom 15./7. April 1867. Abgeschlossen zu Athen am 5./17. April 1867; von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 18. August 1867. Die beiderseitigen Ratificirungen wurden in Athen am 13./25. September 1867 ausgewechselt.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiario Nostro atque illo Majestatis Suae Hellenorum Regis eo fine ut relationes postales inter Utriusque Nostrum ditiones commercii rationibus nunc existentibus convenienter regularentur, conventio articulis triginta et uno consistens Athenis die 5./17. Aprilis anni currentis inita et signata fuit, tenoris ad verbum sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi des Hellènes également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux États, et de régler, au moyen d'une nouvelle Convention, le service des correspondances entre l'Autriche et la Grèce sur des bases plus avantageuses aux habitants des deux pays, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

le Sieur Henri Baron de Testa, chevalier de l'Ordre Impérial de Léopold et des Ordres Ottomans Nichani-Iftikhar et Medjidié de 1ère classe, Grand' Officier de l'Ordre persan du Lion et du Soleil, commandeur des Ordres de Saint Stanislas de Russie et du Sauveur de Grèce, Chevalier de l'Ordre papal de Saint Grégoire, de celui de Saint Joseph de Toscane etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Hellènes; et

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

le Sieur Théodore Léonardos, Officier de Son Ordre Royal du Sauveur, Commandeur de l'Ordre de Sainte Anne et de Saint Stanislas de la deuxième classe de Russie et de l'Ordre Royal des Saints Maurice et Lazare d'Italie, Directeur général de l'Administration des Postes de Sa Majesté Hellénique;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respec- 1867
tifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article I.

Entre l'Autriche et la Grèce il y aura des communications postales périodiques et régulières pour le transport des correspondances de toute espèce expédiées de l'Autriche et des pays étrangers en Grèce et vice-versa.

Ces communications seront entretenues moyennant les bateaux à vapeur du Lloyd autrichien, ou d'autres bateaux sous pavillon autrichien, qui seraient frétés ou subventionnés par le gouvernement autrichien, naviguant selon l'itinéraire actuel, c'est-à-dire, entre les ports du Pirée, de Syra, des Îles joniennes et de Trieste, comme aussi entre ces mêmes ports et ceux de la Mer Noire, et sur le Danube et vice-versa.

L'Administration des postes d'Autriche se réserve la faculté de modifier les itinéraires et les jours et heures de départ et d'arrivée des bateaux sus-mentionnés, d'après les besoins du service et dans l'intérêt bien entendu des deux pays, mais elle sera tenue d'en donner, en temps utile, avis préalable à l'Administration des postes helléniques.

Article II.

Sa Majesté le Roi des Hellènes Se réserve la faculté d'augmenter ultérieurement les communications établies par suite de l'article I de la présente Convention, au moyen des bateaux à vapeur de la Société hellénique ou d'autres bateaux sous pavillon Grec, qui seraient frétés ou subventionnés par le Gouvernement Grec.

Dans le cas prévu par le présent article l'Administration des postes helléniques réglera l'itinéraire et les jours et heures de départ et d'arrivée des bateaux sus-mentionnés, d'après les besoins et l'intérêt du service, et sera tenue d'en donner, en temps utile, avis préalable à l'Administration des postes autrichiennes.

Article III.

Les paquebots autrichiens, employés au service postal, jouiront dans les ports grecs où ils aborderont d'après les articles I et XXIV de la présente Convention, et les paquebots grecs, qui seront destinés au service postal, jouiront dans les ports autrichiens où ils aborderont d'après l'article II de la présente Convention, tant à leur entrée qu'à leur sortie, de toutes les faveurs à l'égard des droits de navigation et de port et à l'égard du droit sur le charbon destiné à leur consommation, ainsi que de tous les honneurs, priviléges et de toutes les facilités dans les opérations de douane, de police, de port et de santé, qui sont accordés aux bateaux nationaux ou aux bateaux d'une

1867 société étrangère quelconque de navigation à vapeur employés au service postal.

Ils ne pourront sous aucun prétexte être détournés de leur destination spéciale, c'est-à-dire, du transport de correspondances, voyageurs, marchandises, groups etc., ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

Article IV.

Les bateaux des deux Administrations destinés au service postal, pourront, dans les ports où, d'après leurs itinéraires, ils toucheront dans leurs voyages périodiques, embarquer et débarquer des espèces et matières d'or et d'argent, des marchandises de toute sorte, ainsi que des passagers de quelque nation qu'ils soient, avec leurs hardes et effets personnels, à condition que les capitaines se soumettront dans tous les cas aux règlements sanitaires, de douane et de police de ces ports concernant l'entrée et la sortie des voyageurs et des marchandises.

Toutefois la stipulation de ces articles ne sera appliquée aux communications intérieures d'un port à l'autre de l'Autriche au moyen des bateaux grecs, ni d'un port à l'autre de la Grèce au moyen des bateaux autrichiens, qu'autant que le permettront les lois des deux pays ou les traités en vigueur.

Il est bien entendu cependant que les communications entre les Îles joniennes, savoir: Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo et Paxo, et entre elles et les autres ports de la Grèce, où les bateaux du Lloyd autrichien ont droit de toucher, seront continuées jusqu'à l'année 1870.

Article V.

L'échange des correspondances se fera en dépêches closes. Les bureaux de poste chargés de l'échange de ces dépêches seront désignés d'un commun accord par les deux Administrations.

Article VI.

Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, de l'Autriche et des États de l'Union postale Austro-allemande pour la Grèce et vice-versa, pourront à leur choix laisser le port des dites lettres à la charge des destinataires, ou payer le port d'avance jusqu'à destination.

Article VII.

Les taxes à payer pour les correspondances envoyées d'Autriche en Grèce et vice-versa seront:

a) le port de mer et le port de transit sur la voie ferrée entre Varna et Roustchouk et sur le Danube;

b) le port de poste autrichien ou de l'union postale Austro-allemande;

c) le port de poste Grec.

Le port de mer pour la correspondance transportée par les 1867
bateaux autrichiens, et en cas, par la voie ferrée et par les bateaux sur le Danube, est perçu en faveur de l'Administration autrichienne. Le port de mer pour la correspondance transportée par les bateaux grecs est perçu en faveur de l'Administration hellénique.

Les frais pour le transport des correspondances entre les deux frontières seront supportés par l'Administration des postes autrichienne ou grecque, selon que le transport se fera par les bateaux à vapeur autrichiens ou grecs.

Article VIII.

Le port à percevoir en Autriche et dans les pays faisant partie de l'Union postale Autro-allemande sera fixé, savoir:

1° pour chaque lettre simple affranchie à destination de la Grèce à 25 sous autrichiens;

2° pour chaque lettre simple non affranchie originaire de la Grèce à 30 sous.

Réciproquement le port à percevoir en Grèce sera fixé. savoir:

1° pour chaque lettre simple affranchie à destination de l'Autriche et des pays faisant partie de l'Union postale Austro-allemande à 70 lepta;

2° pour chaque lettre simple non affranchie originaire de l'Autriche et des pays faisant partie de l'Union postale Austro-allemande à 85 lepta.

Dans ces taxes est compris le port de mer et de transit sur la voie ferrée entre Varna et Roustchouk et sur le Danube, qui est fixé à 8 sous pour les lettres affranchies ainsi que pour les lettres non affranchies.

Article IX.

Par exception aux dispositions de l'article précédent le port simple des lettres de la Grèce pour les ports autrichiens où toucheront les bateaux à vapeur naviguant entre Trieste et la Grèce, et le port simple des lettres de ces ports autrichiens pour la Grèce sera réduit, savoir:

a) à 20 sous en Autriche et à 55 lepta en Grèce en cas d'affranchissement;

b) à 25 sous en Autriche et à 70 lepta en Grèce en cas de non affranchissement.

Article X.

Seront considérées comme lettres simples celles dont le poids n'excédera pas quinze grammes (1 Loth). De quinze à quinze grammes (de Loth à Loth) sera ajouté un port simple en sus.

Article XI.

Le produit des taxes à percevoir en vertu des articles précédents sera réparti conformément au tableau inséré ci-après:

1867

[illegible] lettres	Par les habitants de l'Autriche et des États de l'Union postale Austro-allemande.	Par les habitants de la Grèce	Postes de Grèce: Lettres transportées entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de l'Autriche	Postes de Grèce: Lettres transportées entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de la Grèce	d'Autriche: Lettres transportées entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de l'Autriche	d'Autriche: Lettres transportées entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de la Grèce
	sous	lepta	sous	sous	sous	sous
De l'Autriche et de l'Union postale Austro-allemande pour la Grèce:						
a) affranchies	25	.....	7	15	.....	.....
b) non affranchies	.....	85	.....	.....	21	13
De la Grèce pour l'Autriche et pour les pays de l'Union postale Austro-allemande:						
a) affranchies	.....	70	.....	.....	18	10
b) non affranchies	30	.....	9	17	.....	.....
Taxe exceptionnelle.						
Des Ports autrichiens pour la Grèce:						
a) affranchies	20	.....	7	15	.....	.....
b) non affranchies	.....	70	.....	.....	16	8
De la Grèce pour les Ports autrichiens:						
a) affranchies	.....	55	.....	.....	13	5
b) non affranchies	25	.....	9	17	.....	.....

Article XII. 1867

Les échantillons de marchandises et les épreuves d'imprimerie portant des corrections typographiques, ainsi que les manuscrits joints à ces épreuves et s'y rapportant, seront affranchis jusqu'à destination moyennant le payement d'une taxe de 5 sous par 40 grammes ($2^1/_2$ loth) ou fractions de 40 grammes, quand ils seront expédiés de l'Autriche ou de l'Union postale Austro-allemande pour la Grèce et moyennant le payement d'une taxe de 14 lepta par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, quand ils seront expédiés de la Grèce pour l'Autriche ou pour l'Union postale Austro-allemande.

Les échantillons ne pourront être expédiés que sous les conditions requises par les lois de douane de chaque pays.

Ils devront n'avoir aucune valeur vénale, être placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature; ils ne devront porter d'autre écriture à la main que l'adresse de leur destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les épreuves d'imprimerie et les manuscrits qui s'y trouveront joints, devront également être placés sous bande, et ne pourront contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu.

Les échantillons et les épreuves qui ne rempliraient pas les conditions ci-dessus déterminées, ou dont le port serait laissé à la charge des destinataires, seront soumis au tarif des lettres.

L'Administration des postes d'Autriche payera à l'Administration des postes grecque pour les échantillons et pour les épreuves d'imprimerie originaires de l'Autriche ou des États de l'Union postale Austro-allemande, affranchis en vertu du présent article, un sou par 40 grammes ($2^1/_2$ loth) ou fraction de 40 grammes, s'ils sont transportés entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de l'Autriche, et la somme de 3 sous, si le transport est effectué aux frais de la Grèce.

L'Administration grecque payera à l'Administration des postes d'Autriche pour les échantillons et pour les épreuves d'imprimerie originaires de la Grèce, affranchis en vertu du présent article, la somme de 2 sous par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, s'ils sont transportés entre la frontière grecque et la frontière autrichienne aux frais de la Grèce, et la somme de 4 sous, si le transport est effectué aux frais de l'Autriche.

Article XIII.

L'Administration des postes d'Autriche pourra livrer à l'Administration des postes de Grèce des lettres chargées à destination de la Grèce.

1867

Désignation des Lettres	Prix du port à payer pour chaque poids d'un loth (15 grammes) ou fraction d'un loth (15 grammes)		Somme à payer pour chaque poids d'un loth (15 grammes) ou fraction d'un loth (15 grammes)			
			Par l'Administration des Postes d'Autriche à l'Administration des Postes de Grèce		Par l'Administration des Postes de Grèce à l'Administration des Postes d'Autriche	
	Par les habitants de l'Autriche et des États de l'Union postale Austro-allemande.	Par les habitants de la Grèce	Lettres transportées entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de l'Autriche	Lettres transportées entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de la Grèce	Lettres transportées entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de l'Autriche	Lettres transportées entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de la Grèce
	sous	lepta	sous	sous	sous	sous
De l'Autriche et de l'Union postale Austro-allemande pour la Grèce:						
a) affranchies	25	.....	7	15	.....	.....
b) non affranchies	.....	85	.....	.....	21	13
De la Grèce pour l'Autriche et pour les pays de l'Union postale Austro-allemande:						
a) affranchies	.....	70	.....	.....	18	10
b) non affranchies	30	.....	9	17	.....	.....
Taxe exceptionnelle.						
Des Ports autrichiens pour la Grèce:						
a) affranchies	20	.....	7	15	.....	.....
b) non affranchies	.....	70	.....	.....	16	8
De la Grèce pour les Ports autrichiens:						
a) affranchies	.....	55	.....	.....	13	5
b) non affranchies	25	.....	9	17	.....	.....

Article XII. 1867

Les échantillons de marchandises et les épreuves d'imprimerie portant des corrections typographiques, ainsi que les manuscrits joints à ces épreuves et s'y rapportant, seront affranchis jusqu'à destination moyennant le payement d'une taxe de 5 sous par 40 grammes ($2^1/_2$ loth) ou fractions de 40 grammes, quand ils seront expédiés de l'Autriche ou de l'Union postale Austro-allemande pour la Grèce et moyennant le payement d'une taxe de 14 lepta par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, quand ils seront expédiés de la Grèce pour l'Autriche ou pour l'Union postale Austro-allemande.

Les échantillons ne pourront être expédiés que sous les conditions requises par les lois de douane de chaque pays.

Ils devront n'avoir aucune valeur vénale, être placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature; ils ne devront porter d'autre écriture à la main que l'adresse de leur destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les épreuves d'imprimerie et les manuscrits qui s'y trouveront joints, devront également être placés sous bande, et ne pourront contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu.

Les échantillons et les épreuves qui ne rempliraient pas les conditions ci-dessus déterminées, ou dont le port serait laissé à la charge des destinataires, seront soumis au tarif des lettres.

L'Administration des postes d'Autriche payera à l'Administration des postes grecque pour les échantillons et pour les épreuves d'imprimerie originaires de l'Autriche ou des États de l'Union postale Austro-allemande, affranchis en vertu du présent article, un sou par 40 grammes ($2^1/_2$ loth) ou fraction de 40 grammes, s'ils sont transportés entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de l'Autriche, et la somme de 3 sous, si le transport est effectué aux frais de la Grèce.

L'Administration grecque payera à l'Administration des postes d'Autriche pour les échantillons et pour les épreuves d'imprimerie originaires de la Grèce, affranchis en vertu du présent article, la somme de 2 sous par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, s'ils sont transportés entre la frontière grecque et la frontière autrichienne aux frais de la Grèce, et la somme de 4 sous, si le transport est effectué aux frais de l'Autriche.

Article XIII.

L'Administration des postes d'Autriche pourra livrer à l'Administration des postes de Grèce des lettres chargées à destination de la Grèce.

1867 De son côté l'Administration des postes de Grèce pourra livrer à l'Administration des postes d'Autriche des lettres chargées à destination de l'Autriche et des États de l'Union postale Austro-allemande, et, autant que possible, à destination des pays auxquels l'Autriche sert d'intermédiaire.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Toute lettre chargée originaire de l'Autriche ou des États de l'Union postale Austro-allemande et destinée pour la Grèce, et toute lettre chargée expédiée de la Grèce en Autriche ou dans les États de l'Union postale Austro-Allemande, supportera au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de 10 sous ou de 30 lepta suivant le cas.

Ce droit fixe demeurera acquis à l'Office expéditeur.

L'envoyeur de toute lettre chargée pourra demander au moment du dépôt de la lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance pour le port de l'avis une taxe uniforme de 10 sous ou de 30 lepta suivant le cas.

Cette taxe uniforme demeurera acquise à l'Office expéditeur.

Les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature chargés, originaires de l'Autriche et des États de l'Union postale Austro-allemande et destinés pour la Grèce, ou expédiés de la Grèce en Autriche et dans les États de l'Union postale Austro-allemande, supporteront, en sus de la taxe modérée accordée par les articles XII et XV, le droit fixe susdit, et seront en tout autre point traités comme les lettres chargées.

Article XIV.

Dans le cas où quelque lettre chargée, expédiée de l'Autriche ou d'un autre État de l'Union postale Austro-allemande pour la Grèce, ou expédiée de la Grèce pour l'Autriche ou pour un autre État de l'Union, se perdrait par la faute d'un employé des postes, celle des deux Administrations, sur le territoire de laquelle la perte aurait eu lieu payera à l'envoyeur une indemnité de 21 florins monnaie autrichienne dans le délai de deux mois à partir du jour de la réclamation.

Le droit de réclamer expire après six mois à compter du jour de la remise de la lettre, et après ce terme aucune indemnité ne sera payée.

Si une lettre chargée se perd par la faute d'un employé des postes pendant le transport par mer, l'indemnité sera payée par l'Administration autrichienne ou grecque selon que la lettre aura été remise aux bateaux autrichiens ou aux bateaux grecs.

Article XV. 1867

Tout paquet, contenant des journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, pièces de musique, catalogues, prospectus, annonces, prix-courants etc. imprimés, lithographiés ou métallographiés, qui sera expédié de l'Autriche et de l'Union postale austro-allemande pour la Grèce, sera affranchi jusqu'à destination, moyennant le payement d'une taxe de 5 sous par 40 grammes ($2^1/_2$ loth) ou fraction de 40 grammes; et réciproquement, tout paquet, contenant des objets de même nature, qui sera expédié de la Grèce pour l'Autriche et pour les États de l'Union postale Austro-allemande, sera affranchi jusqu'à destination moyennant le payemant d'une taxe de 14 lepta par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

L'Administration des postes d'Autriche payera à l'Administration des postes grecque pour chaque paquet originaire de l'Autriche ou des États de l'Union postale Austro-allemande, affranchi en vertu du présent article, la somme d'un sou par 40 grammes ($2^1/_2$ loth) ou fraction de 40 grammes, si le paquet est transporté entre la frontière autrichienne et la frontière grecque aux frais de l'Autriche, et la somme de 3 sous aussi par 40 grammes ($2^1/_2$ loth) ou fraction de 40 grammes, si le transport est effectué aux frais de la Grèce.

De son côté, l'Administration grecque payera à l'Administration des postes d'Autriche pour chaque paquet originaire de Grèce, affranchi en vertu du présent article, la somme de 2 sous par 40 grammes ($2^1/_2$ loth) ou fraction de 40 grammes si le paquet est transporté entre la frontière grecque et la frontière autrichienne aux frais de la Grèce, et la somme de 4 sous, aussi par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, si le transport est effectué aux frais de l'Autriche.

Pour jouir de la modération des taxes accordée par le présent article, les imprimés devront être affranchis jusqu'à destination ou jusqu'aux limites fixées dans les Conventions relatives, être mis sous bande, et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Les imprimés qui ne réuniront pas ces conditions, seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

Article XVI.

Le port des lettres, des échantillons de marchandises et des imprimés de toute nature expédiés à découvert par la voie de l'Autriche des pays étrangers pour le Royaume de Grèce et vice-versa, se composera:

a) du port étranger et

1867 *b)* du port autrichien ou bien du port de l'Union Austro-allemande, d'après les conventions conclues ou à conclure avec les Administrations étrangères;

c) du port de mer et

d) du port grec, stipulé à l'article XI de la présente Convention.

L'Administration grecque payera à l'Administration autrichienne le port étranger et le port autrichien ou allemand (*a* et *b*) pour les correspondances affranchies originaires de la Grèce et destinées pour les pays étrangers, ainsi que pour les correspondances non affranchies originaires des pays étrangers et destinées pour la Grèce.

Le port de mer (*c*) reviendra à l'Administration autrichienne ou à l'Administration hellénique, selon que le transport se fera par les bateaux à vapeur autrichiens ou grecs.

Le port grec (*d*) sera remboursé par l'Administration de l'Autriche à celle de la Grèce pour les correspandances non affranchies originaires de la Grèce, ainsi que pour les correspondances originaires des pays étrangers et affranchies jusqu'à destination.

L'affranchissement facultatif ou obligatoire jusqu'à destination ou jusqu'à une certaine limite des correspondances mentionnées dans le présent article, les conditions que devront remplir les échantillons et les imprimés, pour jouir de la taxe modérée, les conditions du chargement des lettres etc. dépendront des stipulations respectives contenues dans les Conventions postales conclues ou à conclure entre l'Autriche et les États étrangers.

Les conditions auxquelles seront échangées entre l'Administration des postes d'Autriche et l'Administration des postes de Grèce les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés expédiés des pays auxquels l'Autriche sert d'intermédiaire pour le royaume de Grèce et vice-versa, seront désignées dans deux tableaux annexés au Règlement pour l'exécution de la Convention.

Article XVII.

L'affranchissement des correspondances de toute nature pourra s'effectuer dans les deux pays contractants au moyen des timbre-postes respectifs.

Article XVIII.

Lorsque les timbre-postes apposés sur une lettre représenteront une somme inférieure à la somme due pour l'affranchissement jusqu'à destination, cette lettre sera considérée comme non affranchie et taxée comme telle, sauf déduction du prix des ces timbres.

Lorsque les timbre-postes appliqués aux imprimés et aux échantillons de marchandises représenteront une somme inférieure à la somme due pour l'affranchissement jusqu'à destination, les imprimés

et les échantillons seront taxés comme lettres non affranchies, sauf 1867
déduction du prix des timbres appliqués.

Les bureaux de poste autrichiens et grecs chargés de l'échange des dépêches closes, lors de la taxation des correspondances insuffisamment affranchies moyennant des timbre-postes, auraient à tenir compte de ces timbre-postes.

Article XIX.

Les lettres, les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandises mal adressés ou mal dirigés, seront, sans aucun délai. réciproquement renvoyés pour les prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les lettres, les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandises qui, pour une raison quelconque, ne pourront pas être remis aux destinataires, devront être renvoyés de part et d'autre.

Ceux de ces objets qui auront été livrés affranchis, seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Ceux qui auront été livrés en compte, seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur.

Article XX.

Les lettres, les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandises réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires, ne doivent pas, à raison de cette réexpedition, être soumis à une taxe supplémentaire.

Les correspondances chargées, en cas de réexpédition, seront traitées comme telles, sans être soumises à un nouveau droit de chargement.

Article XXI.

Les deux Administrations des postes d'Autriche et de Grèce n'admettront à destination de l'un des deux pays ou des pays qui empruntent leur intermédiaire aucune lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou autres effets précieux, ou tout autre objet passible de droit de douane.

Article XXII.

Les employés des bateaux autrichiens dans les ports grecs et les employés des bateaux grecs dans les ports autrichiens ne pourront recevoir que des bureaux de poste des correspondances destinées à être tranportées.

Ils sont même tenus de recevoir et de livrer les dépêches postales dans les bureaux de poste respectifs.

Sont exceptées les correspondances du service des agents des bateaux autrichiens entr'eux et avec leurs Administrations centrales

1867 en Autriche, et les correspondances du service des organes du Gouvernement autrichien dans les ports grecs entr'eux et avec leur Gouvernement.

La même exception aura lieu pour les correspondances du service des agents des bateaux grecs entr'eux et avec leurs Administrations centrales, ainsi que la correspondance du service des organes du Gouvernement grec dans les ports autrichiens entr'eux et avec leur Gouvernement.

Les commandants des paquebots employés au transport respectif des correspondances des deux Administrations veilleront à ce qu'il ne soit pas transporté de lettre en fraude par leur équipage ou par les passagers, et dénonceront à qui de droit les infractions qui pourront être commises.

Article XXIII.

Les Gouvernements autrichien et grec s'engagent à faire transporter sur leurs territoires ainsi que par les paquebots naviguant entre l'Autriche et la Grèce les dépêches closes que les bureaux de poste respectifs pourront avoir à échanger avec des bureaux étrangers.

L'Administration des postes de Grèce payera à l'Administration des postes d'Autriche, pour prix de transport par mer, des lettres, des échantillons de marchandises, des journaux et autres imprimés contenus dans les dépêches closes que les bureaux de poste grecs expédieront ou recevront par les bateaux autrichiens, la somme de 16 sous par chaque 2 loth, poids net, pour les lettres, et la somme de 60 sous par kilogramme, aussi poids net, pour les échantillons de marchandises et pour les imprimés de toute nature.

L'Administration des postes d'Autriche payera à l'Administration des postes de Grèce, pour prix de transport par mer, des lettres, des échantillons de marchandises, des journaux et autres imprimés contenus dans les dépêches closes que les bureaux de poste autrichiens expédieront ou recevront par les bateaux grecs, la somme de 16 sous par chaque 2 loth, poids net, pour les lettres, et la somme de 60 sous par kilogramme, aussi poids net, pour les échantillons de marchandises et pour les imprimés de toute nature.

Les prix du transport des dépêches closes sur les territoires autrichien et grec seront fixés, le cas échéant, d'un commun accord des deux Administrations.

Article XXIV.

Sur la demande de l'Administration des postes grecques, les bateaux autrichiens naviguant entre Syra, le Pirée et les Îles joniennes, et entre ces ports grecs et les ports étrangers où ces bateaux doivent relâcher d'après leur itinéraire, continueront à recevoir et à transporter la correspondance que les bureaux de poste grecs pourront

avoir à échanger en dépêches closes, soit entr'eux, soit avec les bureaux de poste grecs, autrichiens et étrangers établis dans les ports sus-mentionnés. 1867

L'Administration des postes de Grèce payera à l'Administration des postes d'Autriche:

a) pour le transport des dépêches closes, échangées entre les bureaux grecs de Syra, du Pirée et des Îles joniennes la somme de 8 sous par deux loth, poids net, pour les lettres, et la somme de 12 sous, par kilogramme, aussi poids net, pour les échantillons de marchandises et pour les imprimés de toute nature;

b) pour le transport des dépêches closes expédiées de la Grèce aux différents ports étrangers, et vice-versa, la somme de 16 sous par deux loth, poids net, pour les lettres, et la somme de 60 sous par kilogramme, aussi poids net, pour les échantillons de marchandises et pour les imprimés de toute nature.

Il est entendu que les dépêches closes qui seront expédiées à destination de la Grèce par d'autres que ses bureaux de poste établis dans les ports étrangers sus-mentionés, seront remises aux bureaux de poste grecs libres de tous frais de mer, excepté toutefois le cas où l'Administration des postes de Grèce se serait chargée d'acquitter ces frais de mer en Grèce.

Article XXV.

La correspondance officielle du Gouvernement grec sera transportée gratuitement entre les ports grecs, où aborderont les bateaux autrichiens.

Article XXVI.

Le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et d'autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes, d'après les articles XXIII et XXIV de la présente Convention, ne sera pas compris dans la pesée de lettres, journaux et imprimés de toute nature sur laquelle devront être assis les prix de transport fixés par les dits articles.

Article XXVII.

Les droits à payer pour le transport des dépêches closes mentionnées dans les articles XXIII et XXIV seront portés sur le compte trimestriel.

Article XXVIII.

Le port pour les correspondances échangées entre les deux Administrations sera liquidé par un compte qu'on dressera chaque trimestre.

1867 Le solde sera payé, dans l'espace de trois mois à compter du jour de l'expédition du compte trimestriel, en argent comptant (monnaie autrichienne) ou en lettres de change pour la somme entière dans la dite monnaie, et il sera remis à la Direction des postes à Trieste ou à la Direction générale des postes grecques, selon que l'une ou l'autre se trouvera être créancière.

Article XXIX.

Les deux Administrations régleront la forme des comptes et toute autre mesure de détail et d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux Administrations, toutes les fois que d'un commun accord elles en reconnaîtront la nécessité.

Article XXX.

La présente Convention sera mise à exécution le plus tôt possible; elle demeurera obligatoire jusqu'à la fin de l'année 1870.

Passé ce terme, elle durera d'année en année jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, une année à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets, ou bien dans le cas où un nouveau traité la remplacerait.

Dans ce dernier cas, et si le Gouvernement grec le demande, les communications mentionnées dans les articles I et IV de la présente Convention seront toujours maintenues.

À partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention seront abrogées: la Convention de poste conclue entre l'Empire d'Autriche et le Royaume de Grèce le $\frac{\text{9 décembre}}{\text{27 novembre}}$ 1850; la Convention de navigation conclue entre l'Administration générale des postes helléniques et l'Administration de l'entreprise des bateaux à vapeur du Lloyd autrichien le $\frac{\text{8 décembre}}{\text{26 novembre}}$ 1850, et la Convention de poste et de navigation conclue entre la même Administration des bateaux du Lloyd et l'Ex-gouvernement des Îles joniennes le 1/13 décembre 1853.

Article XXXI.

Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Athènes le 5/17 avril mille huit cent soixante sept.

(L. S.) Baron H. *Testa* m. p.
(L. S.) Th. *Léonardos* m. p.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis, quae in Conventione hac continentur, ea omnia rata grataque hisce profitemur, verbo Nostro Caesareo-Regio pro Nobis atque successoribus Nostris promittentes, Nos ea omnia executioni mandaturos, nec ut illis ulla ratione contraveniatur permissuros esse. 1867

In quorum fidem praesentes ratihabitionis tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo muniri jussimus.

Dabantur Salisburgi, decima octava mensis Augusti anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo septimo, Regnorum Nostrorum vero decimo nono.

Franciscus Josephus m. p (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
C. R. Consiliarius aulicus et ministerialis.

416.—418.

15 avril 1867.

Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'admission réciproque des sociétés anonymes et en commandite, des Pays-Bas, de la Belgique et de la Russie en Autriche, à l'exception des sociétés d'assurance.

(R. G. B. 1867, Nr. 70, 71 et 72.)

Kundmachung des Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des Aeussern vom 15. April 1867, betreffend die gegenseitige Zulassung österreichischer und niederländischer Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss von Versicherungsgesellschaften, zum Geschäftsbetriebe.

Von Seiten des k. k. Ministeriums des Aeussern wird hiermit bekannt gemacht, dass die österreichischen und die niederländischen Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss von Versicherungsgesell chaften, und zwar erstere in Gemässheit einer in Folge Entscheidung des niederländischen obersten Gerichtshofes getroffenen Verfügung der königlich niederländischen Regierung, und letztere auf Grundlage der kaiserlichen Verordnung vom 29. November 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 127), gegen Beobachtung der in dem betreffenden Staate bestehenden ein-

1867 schlägigen gesetzlichen Vorschriften gegenseitig zum Geschäftsbetriebe zugelassen werden.

Wien, am 15. April 1867.

Freiherr *von Beust* m. p.

Kundmachung des Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des Aeussern vom 15. April 1867, betreffend die gegenseitige Zulassung österreichischer und belgischer Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss von Versicherungsgesellschaften, zum Geschäftsbetriebe.

Von Seiten des k. k. Ministeriums des Aeussern wird hiermit bekanntgemacht, dass die österreichischen und die belgischen Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss von Versicherungsgesellschaften, und zwar erstere in Gemässheit des belgischen Gesetzes vom 14. März 1855 und der königlichen Verordnung vom 25. Juni 1866, letztere aber auf Grundlage der kaiserlichen Verordnung vom 29. November 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 127), gegen Beobachtung der in dem betreffenden Staate bestehenden einschlägigen gesetzlichen Vorschriften gegenseitig zum Geschäftsbetriebe zugelassen werden.

Wien, am 15. April 1867.

Freiherr *von Beust* m. p.

Kundmachung des Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des Aeussern vom 15. April 1867, betreffend die gegenseitige Zulassung österreichischer und russischer Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss von Versicherungsgesellschaften, zum Geschäftsbetriebe.

Von Seiten des k. k. Ministeriums des Aeussern wird hiermit bekannt gemacht, dass die kaiserlich-königlich österreichische und die kaiserlich russische Regierung, und zwar erstere im Hinblick auf die kaiserliche Verordnung vom 29. November 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 127), und letztere auf Grundlage eines von Seiner Majestät dem Kaiser von Russland am 8./20. November 1865 sanctionirten Beschlusses des russischen Reichsrathes, mittelst Austausches von Ministerialerklärungen ddo. Wien 16. Jänner und St. Petersburg 28. Jänner 1867, übereingekommen sind, die russischen und österreichischen Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss von Versicherungsgesellschaften, gegen Beobachtung der in dem betreffenden Staate bestehenden einschlägigen gesetzlichen Vorschriften, gegenseitig zum Geschäftsbetriebe zuzulassen.

Wien, am 15. April 1867.

Freiherr *von Beust* m. p.

---

419. 1867

23 avril 1867.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et l'Italie, avec articles additionnels et un cartel douanier, y compris un arrangement sur le service dans les points de jonction des chemins de fer des deux états. Conclu à Florence. Ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 20 mai 1867. Ratifications échangées à Florence le 30 juin 1867.

(R. G. B. 1867, Nr. 108.)

Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen Oesterreich und Italien vom 23. April 1867. Abgeschlossen zu Florenz am 23. April 1867; von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 20. Mai 1867. Die beiderseitigen Ratificirungen wurden in Florenz am 30. Juni 1867 ausgewechselt.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiariis Nostris atque illis Serenissimi ac Potentissimi Italiae Regis fine stabiliendarum ac amplificandarum inter utriusque Nostrum ditiones commercii navigationisque relationum tractatus die vigesima tertia Aprilis anni currentis initus ac signatus fuit, tenoris sequentis:

Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen Oesterreich und Italien.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Italien, von dem Wunsche beseelt, die zwischen den zwei Ländern bestehenden Handels- und Schifffahrtsbeziehungen wechselseitig vortheilhafter Weise zu erleichtern und auszudehnen, Ihren Flaggen die vollständige Gleichstellung und den beiderseitigen Unterthanen die Behandlung der meistbegünstigten Nation zu gewähren, und gegenseitig für eine gewisse Anzahl der von dem einen nach dem anderen Lande gesendeten oder durchgeführten Boden- oder sonstigen Erzeugnisse die Zölle zu ermässigen, sind übereingekommen, eine besondere Unterhandlung zu eröffnen, und haben zu diesem Zwecke zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich:

den Herrn Alois Freiherrn von Kübeck, Grosskreuz des kaiserl. Leopold-Ordens etc. etc., Allerhöchstihren wirklichen geheimen Rath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Könige von Italien, und

1867 den Herrn Sisinio von Pretis-Cagnodo, Commandeur des kaiserlich französischen Ordens der Ehrenlegion, Doctor der Rechte, Sectionschef im kaiserlichen Ministerium für Handel und Volkswirthschaft;

Seine Majestät der König von Italien:

den Herrn Urban Rattazzi, Grosskreuz des Ordens der Heiligen Mauritius und Lazarus etc., Abgeordneten im Parlamente, Präsidenten des Ministerrathes, Allerhöchstihren Ministerstaatssecretär für die inneren Angelegenheiten, und

den Herrn Franz de Blasiis, Commandeur des Ordens der Heiligen Mauritius und Lazarus etc., Abgeordneten im Parlamente, Allerhöchstihren Ministerstaatssecretär für Ackerbau, Gewerbe und Handel;

welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Zwischen den Unterthanen der beiden Reiche wird vollständige Handels- und Schifffahrtsfreiheit bestehen; sie werden sich daher im Gebiete des anderen Theiles nach freier Wahl niederlassen können, und werden für die Ausübung von Handels- und Industriegeschäften in den Häfen, Städten und an sonstigen Orten der beiden Staaten, mögen sie dort dauernd ansässig sein oder sich bloss vorübergehend aufhalten, keine anderen oder höheren Steuern, Taxen oder wie immer Namen habenden Auflagen als jene zu entrichten haben, welche von den Nationalen eingehoben werden, und die Privilegien, Immunitäten und anderen Begünstigungen, welche die Angehörigen des einen der beiden Staaten bei dem Betriebe von Handels- und Industriegeschäften geniessen, werden gleichmässig auch jenen des anderen Staates zukommen.

Artikel II.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Abgaben für das von ihnen betriebene Geschäft entrichten, sollen, wenn sie bloss für dieses Geschäft persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende Ankäufe machen oder Bestellungen mit oder ohne Mustern suchen, in dem Gebiete des anderen vertragenden Theiles keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein.

Auch sollen beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatz eigener Erzeugnisse oder Fabricate in jedem der vertragenden Theile die Unterthane des anderen wie die eigenen Unterthanen behandelt werden.

Die Unterthanen des einen der vertragenden Theile, welche das 1867
Frachtfuhrgewerbe, die See- oder Flussschiffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staaten betreiben, sollen für diesen Gewerbebetrieb in dem Gebiete des anderen Theiles einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Artikel III.

Die Unterthanen jedes der beiden hohen contrahirenden Theile werden in den Ländern des anderen von jedem Militärdienste zu Wasser und zu Lande, in der Armee oder Nationalgarde, befreit sein. Sie werden auch von jedem gerichtlichen, Administrativ- oder Municipalamte, von der Militärbequartierung, von allen Kriegscontributionen, Requisitionen und Militärleistungen jeder Art befreit sein, jedoch mit Ausnahme jener Lasten, welche an den Besitz, die Miethe oder Pacht von unbeweglichen Gütern geknüpft sind, sowie jener militärischen Leistungen und Requisitionen, zu welchen alle Unterthanen des Landes als Eigenthümer oder Bestandnehmer unbeweglicher Güter herangezogen werden.

Sie werden weder persönlich noch wegen ihres beweglichen oder unbeweglichen Eigenthumes anderen Obliegenheiten, Beschränkungen, Taxen und Abgaben als denjenigen unterzogen werden, welchen die Nationalen unterstehen.

Artikel IV.

Die Oesterreicher in Italien und die Italiener in Oesterreich werden gegenseitig das Recht haben, bewegliche und unbewegliche Güter jeder Art zu erwerben und zu besitzen, sowie durch Kauf und Verkauf, Schenkung, Tausch, Heirath durch letztwillige Anordnung, gesetzliche Erbfolge und in jeder anderen Weise gleich den Nationalen und unter denselben Bedingungen über dieselben zu verfügen, und nur die Gebühren, Abgaben und Taxen entrichten, welchen die Angehörigen des Landes nach den Gesetzen unterworfen sind.

Artikel V.

Die Oesterreicher im Königreiche Italien und die Italiener im Kaiserreiche Oesterreich sollen die Freiheit haben, wie die Nationalen, ihre Geschäfte selbst zu regeln, oder deren Führung einer Person eigener Wahl anzuvertrauen, ohne verpflichtet zu sein, einen Sold oder eine Vergütung jenen Agenten, Factoren etc. zu zahlen, deren sie sich nicht bedienen wollen, und ohne in dieser Beziehung anderen Beschränkungen als solchen zu unterliegen, welche durch die allgemeinen Landesgesetze festgestellt sind.

Sie werden bei der Abschliessung von Ein- und Verkäufen, bei der Bestimmung der Preise aller Handelsgegenstände, und in allen

1867 commerciellen Verfügungen, indem sie sich den gesetzlichen Zoll- und Staatsmonopolsvorschriften unterziehen, absolute Freiheit geniessen.

Sie werden auch bei den Gerichten jeder Instanz und Jurisdiction freien und leichten Zutritt haben, um Klagen anzustrengen und sich vor Gericht zu vertheidigen.

Sie werden die Freiheit haben, sich der Mitwirkung jener Advocaten, Notare und Agenten zu bedienen, welche sie zur Vertretung ihrer Interessen für geeignet finden, und werden im Allgemeinen auch in den gerichtlichen Beziehungen dieselben Rechte und Privilegien geniessen, welche den Nationalen jetzt oder in Zukunft gewährt werden.

Artikel VI.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Landen durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen. Ausnahmen hiervon dürfen nur stattfinden:

a) bei den Staatsmonopolen (Tabak, Salz, Schiesspulver),

b) aus Gesundheitspolizei-Rücksichten,

c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Artikel VII.

Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Eingangs- und Ausgangsabgaben, sowie hinsichtlich der Durchfuhr, dürfen von keinem der beiden vertragenden Theile dritte Staaten günstiger als der andere vertragende Theil behandel werden. Jede, dritten Staaten in dieser Beziehung eingeräumte Begünstigung ist daher ohne Gegenleistung dem anderen vertragenden Theile gleichzeitig einzuräumen.

Ausgenommen hiervon sind:

a) solche Begünstigungen, welche lediglich zur Erleichterung des Grenzverkehres anderen Nachbarstaaten gegenwärtig zugestanden sind oder künftig zugestanden werden könnten, sowie jene Zollermässigungen oder Zollbefreiungen, welche nur für gewisse Grenzen oder für die Bewohner einzelner Besitztheile Geltung haben;

b) diejenigen Begünstigungen, welche die mit einem der vertragenden Theile jetzt oder künftig vollständig zollvereinten Staaten geniessen.

Artikel VIII.

Die aus Oesterreich herstammenden oder daselbst verfertigten im Tarife *A* zu gegenwärtigem Handels- und Schifffahrtsvertrage aufgezählten Waaren sollen in Italien bei ihrer Einfuhr zu Land oder

zur See zu den in dem genannten Tarife festgesetzten Zöllen, einschliesslich der Zuschläge, zugelassen werden. 1867

Die Einfuhr nach Italien aller anderen aus Oesterreich herstammenden oder daselbst verfertigten Waaren wird gemäss den Bestimmungen des von Italien mit Frankreich am 17. Jänner 1863 abgeschlossenen Vertrages stattfinden.

Die aus Italien herstammenden oder daselbst verfertigten, im Tarife *B* zu gegenwärtigem Handels- und Schifffahrtsvertrage aufgezählten Waaren sollen in Oesterreich zu den im genannten Tarife festgesetzten Zöllen zugelassen werden.

Die Einfuhr nach Oesterreich aller anderen aus Italien herstammenden oder daselbst verfertigten Waaren wird gemäss den Bestimmungen der von Oesterreich mit den Staaten des Zollvereines am 11. April 1865 und mit Frankreich am 11. December 1866 abgeschlossenen Verträge stattfinden.

Artikel IX.

1. Waaren aller Art, welche aus Oesterreich nach Italien oder umgekehrt ausgeführt werden, sollen von allen Ausgangsabgaben frei sein.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind nur die nachstehend aufgeführten Waaren, von denen die unten verzeichneten Ausgangsabgaben erhoben werden dürfen, nämlich:

in Italien:

von den im Tarife *C* zu gegenwärtigem Handels- und Schifffahrtsvertrage aufgezählten Waaren, die dort verzeichneten Abgaben;

in Oesterreich:

a) von Fellen und Häuten, gemeinen. 2 fl. 50 kr. vom Zollcentner;

b) von Lumpen (Hadern) und anderen Abfällen zur Papierfabrication, 2 fl. vom Zollcentner;

c) von Knochen, Klauen, Füssen, Hautabschnitzeln, 75 kr. vom Zollcentner.

2. Die Behandlung der Waffen und Kriegsgeräthschaften bleibt der Reglung durch die Gesetze und Verordnungen der bezüglichen Staaten ausschliesslich überlassen.

3. In jedem der vertragenden Staaten sollen die bei der Ausfuhr gewisser Erzeugnisse bewilligten Ausfuhrvergütungen nur die Zölle und inneren Steuern ersetzen, welche von den gedachten Erzeugnissen oder von den Stoffen, aus denen sie verfertigt werden, erhoben sind. Eine darüber hinausgehende Ausfuhrprämie sollen sie nicht enthalten.

1867 Ueber Aenderungen des Betrages dieser Vergütungen oder des Verhältnisses derselben zu dem Zolle oder zu den inneren Steuern, wird zwischen den beiden Regierungen gegenseitige Mittheilung erfolgen.

4. Von Waaren, welche durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus-, oder nach dem Gebiete des anderen Theiles durchgeführt werden, dürfen Durchgangsabgaben nicht erhoben werden.

Diese Verabredung findet sowohl auf die nach erfolgter Umladung oder Lagerung, als auf die unmittelbar durchgeführten Waaren Anwendung.

Artikel X.

Zur weiteren Erleichterung des gegenseitigen Verkehres und hauptsächlich im Interesse der Grenzbezirke wird gegen Verpflichtung der Rückfuhr und unter Beobachtung der Zollvorschriften, welche die beiden Staaten im gemeinsamen Einverständnisse festzustellen für gut finden werden, die zeitweilig vollständig zollfreie Ein- und Ausfuhr zugestanden:

a) für Waaren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche aus dem freien Verkehre im Gebiete des einen der hohen vertragenden Theile in das Gebiet des anderen auf Messen oder Märkte gebracht, oder welche unabhängig vom Mess- und Marktverkehre in das Gebiet des anderen Theiles versendet werden, um in zollämtlichen Niederlagen (Entrepôts, Hallämtern etc.) gelagert zu werden, sowie für Muster, welche von Handelsreisenden eingebracht werden, alle diese Gegenstände, wenn sie binnen einer in voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden;

b) für Vieh, welches auf Märkte oder auf Alpenweiden getrieben wird. In diesem letzteren Falle wird die Zollfreiheit ausgedehnt werden auf die bezüglichen Erzeugnisse, wie Käse, Butter und Milch und die in der Zwischenzeit gefallenen Jungen;

c) für Glocken und Lettern, sowie für altes Blei in Schroten, Röhren und Blechen zum Umgiessen, Stroh zum Flechten, Wachs zum Bleichen, für Cocons *(bozzoli)* zum Abhaspeln, Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmen), Rohseide zum Filiren (Verarbeiten zum Organzin und Trama);

d) für Gewebe und Garne zum Waschen, Bleichen, Walken, sowie für Gegenstände zum Lackiren, Poliren und Bemalen und für sonstige zur Reparatur, Bearbeitung oder Veredlung bestimmte Gegenstände, wenn ihre wesentliche Beschaffenheit und die handelsübliche Benennung derselben nicht geändert wird.

In dem Falle *c)* wird das Gewicht mit Rücksicht auf den natürlichen oder gesetzlichen Verarbeitungsschwund festgehalten, und in

den anderen Fällen muss die Identität der aus- und wiederein- 1867
geführten Gegenstände nachgewiesen sein, und zu diesem Zwecke werden die zuständigen Behörden das Recht haben, dieselben auf Rechnung dessen, denn es angeht, mit Zeichen zu versehen.

Artikel XI.

Hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung von Waaren, die dem Begleitscheinverfahren unterliegen, wird eine Verkehrserleichterung dadurch gegegenseitig gewährt werden, dass beim unmittelbaren Uebergange solcher Waaren aus dem Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des anderen die Verschlussabnahme, die Anlage eines anderweiten Verschlusses und die Auspackung der Waaren unterbleibt, sofern den dieserhalb vereinbarten Regeln genügt ist. Ueberhaupt soll jede Behinderung durch Förmlichkeiten möglichst hintangehalten und die Abfertigung beschleunigt werden.

Artikel XII.

Innere Abgaben, welche in dem einen der vertragenden Theile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen oder Corporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche eines Erzeugnisses ruhen, dürfen Erzeugnisse des anderen Theiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Wenn einer der hohen vertragenden Theile es nöthig findet, auf einen in den Tarifen zu gegenwärtigem Vertrage verzeichneten Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrication eine neue innere Steuer oder Accisegebühr oder einen Gebührenzuschlag zu legen, so soll der gleichartige ausländische Gegenstand sofort mit einer gleichen Abgabe bei der Einfuhr belegt werden können.

Artikel XIII.

Die aus einem der beiden Staaten eingeführten Goldschmied- oder Schmuckwaaren aus Gold, Silber, Platina oder anderen edlen Metallen sollen im anderen Staate dem für die gleichartigen Artikel der einheimischen Erzeugung bestehenden Controlverfahren unterworfen sein, und eintretenden Falles die Marken- und Garantiegebühren auf derselben Grundlage, wie jene, bezahlen.

Artikel XIV.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, zur Verhütung und Bestrafung des Schleichhandels nach oder aus ihren Gebieten durch angemessene Mittel entgegenzuwirken, und zu diesem Zwecke den Aufsichtsbeamten des anderen Staates die Rechtshilfe zu gewähren,

1867 und denselben durch die Finanz- und Polizeibeamten sowie durc die Ortsbehörden alle erforderliche Auskunft und Beihilfe zu The werden zu lassen.

Nach Massgabe dieser allgemeinen Bestimmungen ist das be liegende Zollcartell abgeschlossen worden.

Für Grenzgewässer und für solche Grenzstrecken, wo di Gebiete der vertragenden Theile mit fremden Staaten zusammer treffen, werden die zur gegenseitigen Unterstützung beim Ueber wachungsdienste nöthigen Massregeln verabredet werden.

Artikel XV.

Stapel- und Umschlagsrechte sind in den Gebieten der ver tragenden Theile unzulässig, und es darf, vorbehaltlich schifffahrts und gesundheitspolizeilicher, sowie der zur Sicherung der Abgabe erforderlichen Vorschriften, kein Waarenführer gezwungen werder an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus-, ein- oder umzulader

Artikel XVI.

Die Unterthanen des einen der beiden vertragschliessende Staaten sollen in den Gebieten des anderen hinsichtlich des Eiger thumsrechtes an gewerblichen Marken und anderen Bezeichnunge den gleichen Schutz geniessen, wie die eigenen Unterthanen.

Die Regierung Seiner Majestät des Königs von Italien ver spricht, dem Parlamente ein auf den Grundsätzen des Gesetzes vor 12. März 1855 beruhendes und auf das ganze Königreich Italie anzuwendendes Gesetz über die gewerblichen Marken und ander Bezeichnungen vorzulegen, und sich die Sanctionirung diese Gesetzes innerhalb eines Jahres angelegen sein zu lassen.

Doch sollen die österreichischen Unterthanen in Italien da ausschliessliche Eigenthumsrecht an einer Marke nur dann an sprechen können, wenn sie zwei Exemplare davon bei dem von der königlichen Ministerium für Ackerbau, Gewerbe und Handel i Florenz abhängigen Privilegienamte niedergelegt haben.

Ebenso sollen umgekehrt italienische Unterthanen in Oesterreic das ausschliessliche Eigenthumsrecht an einer Marke nur dan ansprechen können, wenn sie zwei Exemplare davon bei der Handels kammer in Wien niedergelegt haben.

Artikel XVII.

Oesterreichische Schiffe werden in italienischen Häfen un italienische Schiffe werden in österreichischen Häfen bei ihre Ankunft, während ihres Aufenthaltes, wie bei ihrer Abfahrt de Nationalschiffen gleichgestellt sein, sowohl hinsichtlich der Gebühre und Abgaben jeder Art oder Benennung, mögen dieselben z

Gunsten des Staates, für Rechnung von Gemeinden, Corporationen, öffentlichen Functionären oder Anstalten irgend welcher Art eingehoben werden, als auch hinsichtlich der Aufstellung der Schiffe in den Häfen, Rheden, Buchten, Bassins, Hafenbecken und Docks, hinsichtlich ihrer Ein- und Ausladung sowie aller Förmlichkeiten und anderen Verfügungen, welchen die Schiffe, ihre Mannschaften oder Ladungen unterworfen werden können. 1867

Dieses gilt auch für die Küstenschifffahrt *(cabotage)*.

Artikel XVIII.

Die Staatsangehörigkeit der Schiffe jedes der beiden vertragenden Staaten ist nach der Gesetzgebung des Landes, welchem sie angehören, zu beurtheilen.

Zur Nachweisung über die Ladungsfähigkeit der Schiffe des einen Staates sollen die nach der Gesetzgebung ihrer Heimat giltigen Messbriefe, vorbehaltlich der Reduction der Schiffsmasse, bei Bemessung der Schifffahrts- und Hafenabgaben im anderen Staate genügen.

Auch sollen unter der Bedingung der Gegenseitigkeit überhaupt alle Begünstigungen, welche einer der beiden vertragenden Staaten in Bezug auf die Behandlung der Seeschiffe und deren Ladungen einem dritten Staate eingeräumt hat oder einräumen wird, auf die Schiffe des anderen Staates und deren Ladungen Anwendung finden.

Von den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages bleibt jedoch die Ausübung der nationalen Fischerei ausgeschlossen.

Artikel XIX.

Ebenso sollen Waaren jeder Art und Herkunft, deren Ein-, Aus-, Durchfuhr oder Hinterlegung in dem einen der vertragschliessenden Staaten auf nationalen Schiffen gestattet ist, auch auf Schiffen des anderen Staates ein-, aus-, durchgeführt oder hinterlegt werden können, ohne andere oder höhere Zölle und Gebühren zu entrichten, und anderen oder grösseren Beschränkungen zu unterliegen, und unter Theilnahme an denselben Privilegien, Reductionen, Beneficien und Rückerstattungen, welche den auf nationalen Schiffen ein-, aus-, durchgeführten oder hinterlegten Waaren eingeräumt werden.

Artikel XX.

Von den Schiffen des einen der vertragenden Theile, welche in Unglücks- oder Nothfällen in die Seehäfen des anderen einlaufen, sollen, wenn nicht der Aufenthalt unnöthig verlängert oder zum Handelsverkehre benützt wird, Schifffahrts- oder Hafenabgaben nicht erhoben werden.

1867 Im Falle eines Schiffbruches oder einer Havarie eines d Regierung oder den Angehörigen des einen der hohen contrahire den Theile gehörigen Schiffes an der Küste oder im Gebiete d anderen Theiles wird den Schiffbrüchigen nicht nur jede Art B hilfe geleistet und jede Erleichterung gewährt werden, sonde auch die Schiffe, ihre Bestandtheile und Ueberreste, ihre Gerä schaften und alle dahin gehörigen Gegenstände, die an Bo gefundenen Schiffspapiere, sowie alle Effecten und Waaren, welc in das Meer geworfen und gerettet wurden, oder der Erlös des V kaufes, wenn diese verkauft worden sind, sollen den Eigenthüme über ihr oder das Ansuchen ihrer gehörig hierzu ermächtigten Agent getreu zurückgestellt werden, und dies Alles ohne eine ande Bezahlung, als jene der Rettungs- und Aufbewahrungskosten, sow jener allfälligen Gebühren und keiner anderen, welche in ähnlich Falle für ein einheimisches Schiff entrichtet werden müssten.

In Ermanglung des Eigenthümers oder eines besonder Agenten wird die Uebergabe an die betreffenden Consuln, Vi consuln oder Consularagenten erfolgen, wohlverstanden, dass Falle eines gesetzlichen Anspruches auf ein solches durch Schiffbru verunglücktes Schiff, auf dessen Effecten und Waaren, diese Rec mation der Entscheidung der competenten Gerichte des Landes überweisen sein wird.

Von Havarie- oder Strandgütern, welche in ein Schiff eines d vertragenden Theile verladen waren, soll von dem anderen Thei unter Vorbehalt des etwaigen Bergelohnes, eine Abgabe nur da erhoben werden, wenn dieselben in den Verbrauch übergehen.

Artikel XXI.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrass in den Gebieten der vertragenden Theile sollen Schiffsführer u Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselb Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladu zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des eigen Staates.

Artikel XXII.

Die Benützung der Chausséen und sonstigen Strassen, Canä Schleusen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen u Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwasse des Lootsenwesens, der Krahne- und Wageanstalten, der Nied lagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgüte u. dgl. m., insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffe lichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben v Staate oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den A gehörigen des anderen vertragenden Theiles unter gleichen Bedi

gungen und gegen gleiche Gebühren, wie den Angehörigen des 1867
eigenen Staates, gestattet werden.

Gebühren dürfen, vorbehaltlich der das Seebeleuchtungs- und Seelootsenwesen betreffenden besonderen Bestimmungen, nur bei wirklicher Benützung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

Auf Strassen, welche unmittelbar oder mittelbar zur Verbindung der vertragenden Staaten unter sich oder mit dem Auslande dienen, dürfen Wegegelder für einen die Landesgrenze überschreitenden Verkehr nach Verhältniss der Streckenlängen nicht höher sein, als für den auf das eigene Staatsgebiet beschränkten Verkehr.

Für Eisenbahnen gelten nicht diese, sondern die in den Artikeln XXIII und XXIV enthaltenen Bestimmungen.

Artikel XXIII.

Auf Eisenbahnen sollen in Beziehung auf Zeit, Art und Preise der Beförderungen die Angehörigen des anderen Theiles und deren Güter nicht ungünstiger, als die eigenen Angehörigen und deren Güter behandelt werden.

Für Durchfuhren nach oder aus dem Gebiete des anderen Theiles soll kein Staat höhere als diejenigen Eisenbahnfrachtsätze erheben lassen, welchen auf derselben Eisenbahnlinie die in dem eigenen Gebiete auf- oder abgeladenen Güter verhältnissmässig unterliegen.

Artikel XXIV.

Die vertragenden Theile werden dahin wirken, dass die Waarenbeförderung auf den Eisenbahnen in ihren Gebieten durch Herstellung unmittelbarer Schienenverbindungen zwischen den an einem Orte zusammentreffenden Bahnen und durch Ueberführung der Transportmittel von einer Bahn auf die andere möglichst erleichtert werde.

Sie werden ferner, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienenverbindungen vorhanden sind und ein Uebergang der Transportmittel stattfindet, Waaren, welche in vorschriftmässig verschliessbaren Wagen eingehen und in demselben Wagen nach einem Orte im Innern befördert werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes Zoll- oder Steueramt befindet, von der Declaration, Abladung und Revision an der Grenze, sowie vom Colloverschlusse frei lassen, insofern jene Waaren durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Eingang angemeldet sind.

Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus oder nach dem Gebiete des anderen ohne Umladung durchgeführt

1867 werden, sollen von der Declaration, Abladung und Revision, sowie vom Colloverschlusse sowohl im Innern als an der Grenze freibleiben, insoferne dieselben durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgang angemeldet sind.

Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass die betheiligten Eisenbahnverwaltungen für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschlusse am Abfertigungsamte im Innern oder am Ausgangsamte verpflichtet seien.

Insoweit von einem der vertragenden Theile mit dritten Staaten in Betreff der Zollabfertigung weitergehende, als die ihre aufgeführten Erleichterungen vereinbart worden sind, finden diese Erleichterungen auch bei dem Verkehre mit dem anderen Theile, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit, Anwendung.

Artikel XXV.

Die vertragenden Theile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Consuln in allen denjenigen Häfen und Handelsplätzen des anderen Theiles zu ernennen, in denen Consuln irgend eines dritten Staates zugelassen werden.

Diese Consuln des einen der vertragenden Theile sollen, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit, im Gebiete des anderen Theiles dieselben Vorrechte, Befugnisse und Befreiungen geniessen, deren sich diejenigen irgend eines Staates erfreuen oder erfreuen werden.

Die gedachten Functionäre sollen auch rücksichtlich der Auslieferung der Soldaten oder Matrosen der Kriegs- und Handelsschiffe eines der beiden vertragschliessenden Staaten, welche auf dem Gebiete des anderen Theiles desertirten von den Localbehörden allen den Beistand erhalten, welcher den Consuln der meistbegünstigten Nationen gegenwärtig geleistet wird oder zukünftig geleistet würde.

Artikel XXVI.

Die hohen contrahirenden Staaten behalten sich vor, nachträglich durch eine besondere Uebereinkunft die Mittel zu bestimmen, um den Autorsrechten an Werken der Literatur und der schönen Künste innerhalb ihrer Gebiete den gegenseitigen Schutz angedeihen zu lassen.

Artikel XXVII.

Der gegenwärtige Vertrag soll für den Zeitraum von neun Jahren, vom Tage der Auswechslung der Ratificationen an, in Kraft bleiben, und falls keine der hohen contrahirenden Mächte zwölf Monate vor Ablauf des besagten Zeitraumes von neun Jahren der anderen die Absicht kundgegeben haben wird, die Wirksamkeit des Vertrages aufhören zu lassen, soll derselbe für ein weiteres Jahr in Kraft bleiben, und sofort von Jahr zu Jahr, und die Kündigung des

Vertrages soll das Aufhören desselben erst nach einem Jahre, vom 1867
Tage der geschehenen Mittheilung an gerechnet, zur Folge haben.

Die hohen vertragschliessenden Theile behalten sich das Recht vor, an diesem Vertrage jede Modification vorzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundsätzen desselben nicht im Widerspruche stehen, und deren Nützlichkeit die Erfahrung dargethan haben wird.

Artikel XXVIII.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt und es sollen die Ratificationsurkunden innerhalb des kommenden Monates Juni, oder wenn möglich früher, in Florenz ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Florenz am dreiundzwanzigsten April des Jahres Eintausend achthundert sechzig und sieben.

(L. S.) *Kübeck* m. p. (L. S.) *Pretis* m. p.

Zusatzartikel zum Handels- und Schifffahrtsvertrage.

Artikel 1.

Um dem Handel der betreffenden Grenzbezirke jene Erleichterung zu gewähren, welche die Bedürfnisse des täglichen Verkehres erfordern, sind die hohen contrahirenden Theile übereingekommen, wie folgt:

1. Sowohl von dem Einfuhr- als von dem Ausfuhrzolle sind im Verkehre über die österreichisch-italienische Grenze in beiden Staaten befreit:

a) Alle Waarenmengen, für welche die Gesammtsumme der einzuhebenden Gebühren weniger als (fünf Centesimi) Ein und drei Viertel österreichische Kreuzer beträgt;

b) Gras, Heu, Stroh, Streu, Moos zum Einpacken und Kalfatern, Futterkräuter, Binsen und gemeines Rohr, Pflanzen, lebende (Setzlinge und Senker von Weinreben), Getreide in Garben, Hülsenfrüchte im Kraut, ungebrochener Flachs und Hanf, Erdäpfel;

c) Bienenkörbe mit lebenden Bienen;

d) thierisches Blut;

e) Eier jeder Art;

f) Milch, auch geronnene (Topfen);

g) Holzkohlen, Steinkohlen, Torf und Torfkohlen;

h) Bau und Bruchsteine, Pflaster- und Mühlsteine und grobe Schleifsteine, grobe Wetzsteine für Sensen und Sicheln, alle diese behauen oder unbehauen, jedoch weder geschliffen noch in Platten geschnitten, Schlacken, Kiesel, Sand, ungebrannter Kalk und Gyps, Mergel, Lehm und überhaupt jede Gattung von gemeiner Erde für Ziegel und Töpfe, Pfeifen und Geschirre;

1867 *i)* Ziegel;

k) Kleie, Sansa (ausgepresste, völlig trockene Olivenschalen), Oelkuchen und andere Rückstände von ausgepressten und ausgesottenen Früchten und öligen Samen;

l) ausgelaugte vegetabilische und Steinkohlenasche, Dünger (auch Guano), Schlempe, Spülicht, Träber und Trester, Kehricht, Scherben von Stein- und Thonwaaren, Gold- und Silberkrätze, Schlamm;

m) Brot und Mehl in der Menge von 10 Kilogramm,

Kastanien . . .	„	„	„	„	10	„
Frisches Fleisch	„	„	„	„	4	„
Käse	„	„	„	„	2	„
Frische Butter	„	„	„	„	2	„

2. Ferner wird Befreiung von Ein- und Ausfuhrzöllen, sowie freier Verkehr ausser den Zollstrassen zugestanden: für Arbeitsvieh, für Ackerbauwerkzeuge, dann für Geräthschaften und Effecten, welche von den an der äussersten Grenze wohnenden Landleuten zum Behufe der Feldarbeit oder aus Anlass von Uebersiedlungen über die Zolllinie ein- oder ausgeführt werden.

3. Auch sind die Naturerzeugnisse jenes Theiles der Besitzungen der Unterthanen beider vertragenden Staaten, welcher durch den Zug der österreichisch-italienischen Grenze von den Wohn- oder Wirthschaftsgebäuden getrennt ist, beim Transporte in diese Wohn- und Wirthschaftsgebäude ein- und ausgangszollfrei.

Die unter Z. 1 und 2 zugestandenen Begünstigungen sind jedoch auf die Bewohner eines Umkreises längs der Grenze beschränkt, welcher sich in Oesterreich bis auf die Entfernung einer österreichischen Meile von der Grenze, in Italien bis auf die Entfernung von sechs Kilometern erstreckt.

4. Die Regierungen beider Staaten werden sich über Massregeln verständigen, gegen deren Beobachtung in gewissen Gegenden, wo dies nothwendig befunden wird, solchen Gegenständen, welche in beiden Staaten sowohl in der Ein- als Ausfuhr zollfrei sind, der Grenzübertritt ausser den Zollstrassen gestattet werden kann.

Artikel 2.

Um den Betrieb auf den österreichischen und italienischen Eisenbahnen in ihren Vereinigungspunkten an der österreichisch-italienischen Grenze zu regeln und zu erleichtern, und um den Verkehr durch die Errichtung gemischter Zoll- und Polizeiämter in den internationalen Wechselstationen zu erleichtern, haben die hohen vertragenden Theile das beiliegende Uebereinkommen abgeschlossen.

Florenz, am 23. April 1867.

(L. S.) *Kübeck* m. p. (L. S.) *Pretis* m. p.

Tarif A

1867

zu Artikel VIII des Handels- und Schifffahrtsvertrages zwischen Oesterreich und Italien.

Zölle bei der Einfuhr aus Oesterreich nach Italien.

Kategorie	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag mit Einschluss der Zuschläge	
			Lire	Cent.
I.	Repsöl	100 Kilogr.	2	
	Bier in Flaschen	Hektol.	2	ausser den Verbrauchsabgaben
	„ „ Fässern	„	2	
	Branntwein (Alkohol), einfacher, von 22 Grad oder weniger, in Fässern	„	5	50
	Branntwein (Alkohol) von höherer Gradhältigkeit	„	10	.
	Wein in Schläuchen und Fässern	„	5	77
II.	Zucker, raffinirt	100 Kilogr.	28	85
	„ nicht raffinirt	„	20	80
	Bleiweiss	„	3	75
	Pottasche	„	frei	
	Druckerschwärze	„	3	75
	Siegellack	„	25	.
III.	Obst, zubereitet	„	frei	
	Gemüse, gesalzen oder in Essig eingelegt, in Fässern	„	frei	
IV.	Leim (Fisch-, Horn- und Lederleim)	„	3	75
V.	Meerfische, frische	„	frei	
	Sardellen, Anchovis, Cospettoni und Saracche, gesalzen, bei der Einfuhr über die Häfen des adriatischen Meeres	„	.	25
VI.	Pferde von höherem Werthe als 300 Lire	Stück	15	.
	Ochsen und Stiere	„	15	.

Die Umrechnung der italienischen Einheiten in österreichische ist nach folgendem Masstabe zu machen:
2½ Lire = 1 fl. öster. W.
2½ Cent. = 1 kr. (soldo) öster. W.
50 Kilog. = 1 Zollcentner.

1867

Kategorie	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung
	Kühe	Stück
	Jungvieh	"
	Schafvieh	"
	Spanferkel	"
VIII.	Fischernetze	100 Kilogr.
	Packleinwand von Hanf oder Werg. Gurten (Tragbänder) u. Schläuche	"
XI.	Stoppolini oder ordinäre Bavella (Gewebe aus Seidenabfällen mit oder ohne Beimischung von anderen Materialien)	"
XIII.	Fourniere	"
	Sitzmöbel, Tische und Bettstellen aus gebogenem Holze, weder lackirt, noch mit Metall eingelegt, noch mit Polster oder Schnitzarbeit versehen	"
XIV.	Lösch- und grobes Packpapier	"
	Musikalien, gedruckte	"
XV.	Chemische Zündhölzchen aller Art	"
	Korbmacherwaaren, grobe . . .	"
	Bettfedern	"
XVI.	Eisen erster Fabrikation, in Stangen und Stäben u. dgl. von was immer für einer Form oder Stärke	"
	Eisen von zweiter Fabrikation, als: eiserne Balken, Anker, Wagenachsen, Ambosse, Hämmer und Pflugscharen	"
	Eisen, gewalztes, als: Platten von 4 oder mehr Millimeter Dicke .	"
	Eisen, gewalztes, als: Platten von geringerer Dicke und Röhren .	"
	Stahldraht und Stahlarbeiten . .	"
	Wagenfedern und dergleichen .	"
	Werkzeuge: Messer für Künste und Handwerke und Messer mit Griffen von gemeinem Holze, ohne Verbindung mit anderen Materialien	"
	Werkzeuge für Künste und Gewerbe und für den Ackerbau, aus Eisen oder Stahl oder Eisen und Stahl	"

1867

Kategorie	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag mit Einschluss der Zuschläge	
			Lire	Cent.
XIX.	Eisenabfälle und Brucheisen . .	100 Kilogr.	frei	
	Packfongwaaren	"	60	.
	Antimon (Spiessglanzkönig) . .	"	frei	
	Spiegelglas, rohes (Tafelglas, nicht geschliffen)	"	3	75
	Weisses Hohlglas, nicht geschliffen	"	5	
	Glas und Emailmasse in Stücken	"	3	75

Tarif B

zu Artikel VIII des Handels- und Schifffahrtsvertrages zwischen Oesterreich und Italien.

Zölle bei der Einfuhr aus Italien nach Oesterreich.

Kategorie	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag	
			fl.	kr.
I.	Südfrüchte:			
	1. Datteln, Mandeln, Pistazien	1 Zollctr. netto	5	.
	2. Feigen, getrocknete, Granatäpfel, Pignoli u. Zirbiskerne, ausgeschält, Weinbeeren, getrocknete (auch Corinthen und Rosinen)	"	2	50
	3. Pomeranzen, Citronen, Limonien .	"	2	50
II.	Gartengewächse, zubereitet, d. i. Gemüse- und Krautarten, Kartoffeln und Rüben, essbare Wurzeln, Schwämme einschliesslich der Trüffeln, getrocknet, gedörrt, comprimirt, zerschnitten			

Die Umrechnung der österreichischen Einheiten in italienische ist nach folgendem Massstabe zu machen:

1 fl. österr. Währ. = $2\frac{1}{2}$ Francs,
1 kr. " " = $2\frac{1}{2}$ Centimes,
1 Zollcentner = 50 Kilog.

1867

Kategorie	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	oder sonst zerkleinert, gesalzen, in Essig eingelegt, in Fässern	1 Zollctr.spco.	.	75
	Aus Italien über die Landgrenze . . .	„	frei	
III.	Reis:			
	a) enthülst	„	.	25
	b) in Hülsen	„	frei	
IV.	Felle und Häute, roh (d. i. grün oder trocken, auch gesalzen, aber nicht weiter bearbeitet)	„	frei	
V.	Käse	1 Zollctr.ntto.	2	20
VI.	Olivenöl in Flaschen und Krügen . . .	„	5	.
	„ „ Fässern, Schläuchen u. Blasen	1 Zollctr.spco.	1	50
	Anmerkung. Olivenöl in Fässern und Schläuchen eingehend, wenn die Abfertigung bei Hauptzollämtern stattfindet, u. hierbei auf den Zollcentner sporco Olivenöl 1 Pfund netto Zollgewicht, Terpentinöl od. 0.13 Zollpfund Rosmarinöl zugesetzt werden	„	.	40
VII.	Manna	„	.	75
VIII.	Süssholzsaft	1 Zollctr.ntto.	2	.
IX.	Oele, ätherische, nicht besonders benannte	„	5	.
X.	Seide:			
	a) 1. Seidengaletten (Cocons) und 2. Seidenabfälle, ungesponnen . .	1 Zollctr.spco.	frei	
	b) 1. Seide, abgehaspelt (unfilirt, Grezze), oder gesponnen (filirt), 2. Floretseide (Seidenabfälle), gesponnen; beide Zahlen 1 und 2 ungefärbt und ohne Verbindung mit anderen Spinnmaterialien . .	„	frei	
	c) 1. Seide, weiss gemacht oder gefärbt oder in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien, und 2. Floretseide, gefärbt oder in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	1 Zollctr.ntto.	6	.
XI.	Seidenwaaren aus Seide allein:			
	Alle Blonden und Spitzen, sowie auch alle gestickten Webewaaren, dann Waaren in Verbindung mit Metallfäden	„	120	.
	und vom 1. Jänner 1872 an	„	80	.
XII.	Flachs und Hanf:			
	gehechelt	1 Zollctr.spco.	frei	

1867

Kategorie	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zoll-betrag fl.	Zoll-betrag kr.
	Maschinengespinnst, roh, d. i. weder gebleicht, noch gefärbt oder gezwirnt	1 Zollctr.ntto.	3	.
	gebleicht, jedoch nicht gezwirnt .	„	4	50
	gezwirnt	„	10	.
XIII.	Seilerwaaren:			
	ungebleicht, wie: Seile, Taue, Stricke, Gurten	1 Zollctr.spco.	.	75
	gebleicht, und Packleinwand, graue .	„	.	75
XIV.	Leinenwaaren, gemeinste, als: Zwillich und Drillich, alle diese Gegenstände roh, ungebleicht, ungemustert; dann Feuerlöscheimer aus ungebleichtem Segeltuche	1 Zollctr.ntto.	6	.
XV.	Strohbänder (bandartige Strohgeflechte aller Art), ohne Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	1Zollctr.spco.	1	.
XVI.	Stroh- und Basthüte:			
	ohne Garnitur	das Stück	.	10
	mit Garnitur	„	.	20
XVII.	Thonwaaren:			
	1. gemeinste	1Zollctr.spco.	.	25
	2. gemeine	1 Zollctr.ntto.	2	50
	Anmerkung. Thonwaaren, gemeinste, über die Landgrenze aus Italien . .	1Zollctr.spco.	frei	
XVIII.	Limonien- (Citronen-) Saft	„	frei	

Tarif C

zu Artikel IX des Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen Oesterreich und Italien.

Zölle bei der Ausfuhr aus Italien.

Kategorie	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zoll-betrag Lire	Zoll-betrag Cnt.
I.	Wein in Fässern	1 Hect.	1	.
	„ „ Flaschen	1 Flasche	.	5
	Olivenöl	100 Kilogr.	1	.
	Oel, alles andere	„	.	30

1867

Kategorie	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag Lire	Cnt.
	Flüchtige Oele und andere nicht besonders benannte Essenzen	100 Kilogr.	2	.
II.	Citronen- und Limoniensaft, gekocht oder concentrirt	„	1	.
	Citronen- und Limoniensaft, roh	„	.	15
	Manna in Röhren oder Röhrenbruchstücken	„	5	.
	Manna, gemeine (in sorte)	„	3	.
	Aloe und andere nicht benannte Säfte	„	3	.
	Senf in Körnern	„	1	.
	Süssholzwurzel	„	1	.
	Borsäure, natürliche und künstliche . .	„	2	.
	Seesalz	Tonne	.	20
	Steinsalz	„	.	20
	Weinsteinsalz und Weinstein	100 Kilogr.	2	.
	Farbe und Gerbestoffe, nicht besonders benannte, nicht gemahlen	„	.	25
	Farbe und Gerbestoffe, nicht besonders benannte, gemahlen	„	.	50
III.	Agrumen	„	.	25
	Getrocknete Früchte, nicht besonders benannte	„	1	.
	Mandeln in den Schalen	„	1	50
	„ ausgeschälte	„	3	.
	Nüsse und Haselnüsse	„	.	40
	Verschiedene Sämereien	„	1	.
IV.	Frisches Fleisch, Geflügel	„	2	.
	Fleisch, gesalzen oder geräuchert . . .	„	2	.
	Käse	„	4	.
	Eier	„	1	
	„ über die Landgrenze	„	frei	
VI.	Ochsen und Stiere	Stück	5	.
	Kühe	„	4	.
	Jungvieh	„	2	.
	Kälber, d. i. junge Rinder unter 1 Jahr	„	1	.
	Schweine im Gewichte von mehr als 20 Kilogramm	„	1	.
	Schweine im Gewichte von weniger als 20 Kilogramm	„	.	50
VII.	Rohe Felle	100 Kilogr.	4	.
	Halbgarn u. ganz gegerbte Felle . . .	„	8	.
VIII.	Hanf, Flachs und andere faserhältige Vegetabilien in Stengeln	„	.	50
	Werg und Heede daraus	„	1	.
	Roher Hanf, Flachs und andere faserhältige Vegetabilien	„	1	.

1867

Kategorie	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag Lire	Zollbetrag Cnt.
	Hanf und Flachs in Stengeln über die Landgrenze	100 Kilogr.	frei	
	Roher Hanf	"	frei	
	Hanf, Flachs und andere faserhältige Vegetabilien, gehechelt	"	2	.
X.	Schafwolle	"	6	.
XI.	Seidencocons (Bozzoli)	"	10	.
	" " über die Landgrenze	"	frei	
	Seidenabfälle	"	8	.
	Rohseide	"	35	.
XII.	Weizen und anderes Getreide u. Hülsenfrüchte	"	.	50
	Weizen und anderes Getreide u. Hülsenfrüchte über die Landgrenze	"	frei	
	Kastanien	"	.	50
	Reis in Hülsen	"	.	50
	" enthülst	"	1	.
	" über die Landgrenze	"	frei	
	Mehl	"	.	75
	Teigwerk	"	1	.
	Brot und Zwieback	"	1	.
XIII.	Grob vorgearbeitetes Holz jeder Art für Gewehrschäfte	Stück	.	10
XV.	Hadern aus Pflanzenstoffen	100 Kilogr.	8	.
	" " anderen Stoffen	"	2	.
	Hüte	"	10	.
	Geflechte aus Stroh, Bast, Spartogras u. dgl. für feine Hüte	"	5	.
	Geflechte aus Stroh, Bast, Spartogras u. dgl. zur Verfertigung von Seilen u. dgl.	"	1	.
XVI.	Eisen in Blöcken und Brucheisen	"	.	30
	Eisenerz	Tonne	.	20
	Kupfererz	"	5	.
	Bleierz	"	2	.
	Blei in Mulden und Bruchblei	100 Kilogr.	1	.
XVIII.	Roher Marmor	"	.	10
	Roher Schwefel	"	1	.

Anmerkung. Ausser den aufgeführten Zöllen wird noch ein Zollzuschlag von 10 Lire für je 100 Lire erhoben.

1867 *Zollcartell zwischen Oesterreich und Italien.*

Artikel 1.

Jeder der vertragenden Theile verpflichtet sich, zur Verhinderung, Entdeckung und Bestrafung von Uebertretungen der Zoll- oder Staatsmonopolsgesetze des anderen Staates auf die in den folgenden Bestimmungen festgesetzte Art mitzuwirken.

Artikel 2.

Jeder der hohen vertragenden Theile wird seinen Angestellten, welche zur Verhinderung oder zur Anzeige von Uebertretungen seiner eigenen Zoll- oder Staatsmonopolsgesetze angewiesen sind, die Verpflichtung auflegen, sobald ihnen bekannt wird, dass eine Uebertretung derartiger Gesetze des anderen Theiles unternommen werden soll oder stattgefunden hat, dieselbe im ersteren Falle durch alle ihnen zu Gebote stehenden Mittel thunlichst zu verhindern und in beiden Fällen der zuständigen Behörde des eigenen Landes anzuzeigen.

Artikel 3.

Die Finanzbehörden des einen Theiles sollen über die zu ihrer Kenntniss gelangenden Uebertretungen der Zoll- oder Monopolsgesetze des anderen Theiles den Finanzbehörden des letzteren Mittheilung machen, und denselben über die einschlägigen Thatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, jede sachdienliche Auskunft ertheilen.

Unter Finanzbehörden werden in Oesterreich die Finanz-Bezirksdirectionen, die Hauptzollämter, die Grenz- oder Finanzinspectoren, und die Commissäre der Finanzwache, in Italien die Directionen der indirecten Steuern, Direzioni delle Gabelle (Intendenze di Finanza), die Hauptzollämter, die Inspectoren und die Officiere der Zollwache verstanden.

Artikel 4.

Die Erhebungsämter der vertragenden Theile sollen den dazu von dem anderen Staate ermächtigten oberen Finanzbeamten desselben die Einsicht der Register und anderer Urkunden, welche sich auf den Waarenverkehr zwischen beiden Staaten, sowie auf den Umsatz und die Niederlagen der einer besonderen gefällsämtlichen Ueberwachung (Controle) unterliegenden Waaren beziehen, auf Begehren jederzeit an der Amtsstelle gestatten.

Artikel 5.

Die vertragenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, an ihre Zollämter Beamte zu dem Zwecke zu entsenden, um von

der Geschäftsbehandlung derselben in Beziehung auf das Zollwesen 1867
und die Grenzbewachung Kenntniss zu erlangen, wozu diesen Beamten alle Gelegenheit bereitwillig zu gewähren ist.

Ueber die Rechnungsführung und Statistik in beiden Zollgebieten werden die vertragenden Staaten sich gegenseitig alle gewünschten Aufklärungen ertheilen.

Artikel 6.

Die Zoll- oder Staatsmonopolsbeamten sowie die Oberen der Zoll- oder Finanzwache sollen zur Verhütung oder Entdeckung des Schleichhandels sich bereitwilligst unterstützen, und nicht nur zu diesem Zwecke ihre Wahrnehmungen sich einander binnen kürzester Frist mittheilen, sondern auch fortwährend ein gegenseitiges Einvernehmen unterhalten, um durch gemeinschaftliches Zusammenwirken die zweckmässigsten Vorkehrungen treffen zu können.

Artikel 7.

Innerhalb des Grenzbezirkes (zona di vigilanza) längs der die Staaten der hohen vertragenden Theile scheidenden Grenzen dürfen fremde unverzollte Waaren nur entweder gegen Sicherstellung des Zolles oder unter zollämtlicher Ueberwachung aufbewahrt werden.

Artikel 8.

Auf Verlangen der Finanzbehörden oder Gerichte des einen der hohen vertragschliessenden Theile sollen jene des anderen Theiles solche Massregeln, welche erforderlich sind, um den Thatbestand der zum Nachtheile der Zölle oder Staatsmonopole des ersteren verübten oder versuchten Uebertretungen zu ermitteln, oder die Beweismittel zu sammeln, und nach Umständen die einstweilige Beschlagnahme der Waaren zu erwirken, entweder selbst ergreifen oder bei den zuständigen Behörden des eigenen Landes beantragen.

Anträgen dieser Art sollen die Behörden jedes der vertragenden Theile in derselben Weise genügen, als wenn es sich um Uebertretungen der Zoll- und Staatsmonopols-Gesetze des eigenen Staates handelte.

Auch können die Zoll- und Staatsmonopolsbeamten, sowie die Angestellten der Zoll- oder Finanzwache des einen Theiles auf ein diesfalls an ihre vorgesetzte Behörde von Seiten der zuständigen Behörden des anderen Theiles gerichtetes Ansuchen aufgefordert werden, vor der zuständigen Behörde des eigenen Landes die auf eine im Gebiete des anderen Staates verübte oder versuchte Gefällsübertretung bezüglichen Umstände auszusagen.

1867

Artikel 9.

Den mit dem Ueberwachungsdienste auf den Gewässern des Gardasees betrauten Angestellten der Zoll- oder Finanzwache beider vertragschliessenden Theile ist gestattet, die Schleichhändler, welche sie in den Gewässern des eigenen Staates wahrnehmen, auf den Gewässern des anderen Staates bis zu einer Entfernung von einhundert Meter vom Ufer zu verfolgen, und sammt den Gegenständen des Schleichhandels bis zu der erwähnten Entfernung anzuhalten; ferner die angehaltenen Waaren, sowie die Transportmittel und die Schleichhändler zu dem Gefällsamte des eigenen Staates zum Behufe des gesetzmässigen Strafverfahrens zu stellen.

Artikel 10.

Keiner der vertragenden Theile wird in seinem Gebiete Vereinigungen zum Zwecke des Schleichhandels nach dem Gebiete des anderen Theiles dulden, oder Verträgen zur Versicherung des Schleichhandels Giltigkeit zugestehen.

Artikel 11.

Jeder der vertragenden Theile ist verpflichtet:

A. Waaren, deren Ein- oder Durchfuhr in dem anderen Staate verboten ist, den Uebergang dahin nur dann zu gestatten, wenn der Beweis beigebracht wird, dass die erforderliche besondere Erlaubniss des anderen Staates ertheilt wurde, und

B. Waaren, welche für den anderen Staat bestimmt und in demselben einem Eingangszolle unterworfen sind, den Austritt dahin nur in der Richtung nach einem dortigen, mit ausreichenden Befugnissen versehenen Eingangsamte, bloss in solchen Tagesstunden, dass die Waaren bei diesem Amte zur erlaubten Zeit eintreffen können und nur unter der Bedingung zu gestatten, dass jeder nicht nothwendige Aufenthalt und jede Abweichung von der Zollstrasse zwischen den Aemtern der beiden Staaten vermieden werde.

Artikel 12.

Ebenso verpflichtet sich jeder der beiden vertragenden Staaten, die Auflassung der Sicherstellungen, welche ihm für den Austritt von Durchfuhrgütern aus dem eigenen Gebiete oder für den Wiederaustritt ausländischer unverzollter Waaren geleistet worden sind, und die für Ausfuhren gebührende Nachsicht oder Rückvergütung von Abgaben erst dann eintreten zu lassen, wenn durch eine von dem Eingangsamte des anderen Staates ausgestellte Bescheinigung nachgewiesen wird, dass die Waare bei diesem Amte gestellt und angemeldet worden ist.

Artikel 13. 1867

Hinsichtlich der in den Artikeln 11, lit. *B* und 12 enthaltenen Bestimmungen werden die vertragenden Theile in gegenseitigem Einverständnisse die Anzahl und die Befugnisse der Aemter festsetzen, zu welchen die Waaren beim Uebergange über die gemeinschaftliche Grenze zu stellen sind, die Stunden, in welchen die Abfertigung und der Grenzübergang der Waaren stattfinden darf und die Art und Weise bestimmen, wie dieselben zum Amte des anderen Staates zu begleiten sind, und endlich sich über die für den Eisenbahnverkehr erforderlichen besonderen Massregeln einigen.

Artikel 14.

Wegen der zum Nachtheile des anderen Staates verübten oder versuchten Zoll- oder Staatsmonopols-Contrebande, d. i. wegen Uebertretungen der Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbote und wegen Verkürzungen der Zoll- oder Monopolsgebühren, wird jeder der beiden Theile auf Ansuchen einer zuständigen Behörde des anderen Theiles, die Uebertreter den für ähnliche oder gleichartige Uebertretungen seiner eigenen Zoll- oder Monopolsgesetze festgesetzten Strafen in dem Falle unterziehen:

I. wenn der Angeschuldigte ein Unterthan des Staates ist, welcher ihn zur Untersuchung und Strafe ziehen soll, oder

II. wenn derselbe nicht nur zur Zeit der Uebertretung in dem Gebiete dieses Staates einen, wenn auch nur vorübergehenden Wohnsitz hatte, sondern auch bei oder nach dem Einlangen des Antrages auf Untersuchung sich in demselben Staate betreffen lässt, in diesem Falle aber nur dann, wenn der Beschuldigte nicht ein Angehöriger des Staates ist, dessen Gesetze Gegenstand der angeschuldigten Uebertretung sind.

Es sind jedoch die durch die Gesetze des anderen (requirirenden) Staates festgesetzten Strafen anzuwenden, wenn diese sich als gelinder herausstellen.

Wenn die zu verhängende Vermögensstrafe gesetzlich nach dem entzogenen Abgabenbetrage zu bemessen ist, so ist dieselbe nach dem Tarife des Staates zu bemessen, dessen Zoll- oder Monopolsgesetze übertreten wurden.

Artikel 15.

Bei dem nach Artikel 14 einzuleitenden Verfahren soll den ämtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des anderen Staates dieselbe Beweiskraft beigelegt werden, welche den ämtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des eigenen Staates in Fällen gleicher Art zukommt.

1867

Artikel 16.

Die bei einem in Folge des Artikels 14 eingeleiteten Strafverfahren bestrittenen Kosten sind, insoferne sie nicht aus dem Werthe der angehaltenen Gegenstände der Uebertretung oder von den Uebertretern eingebracht werden können, von dem Staate zu vergüten, in dessen Interesse das Verfahren vollzogen wird.

Artikel 17.

Die Geldbeträge, welche in Folge eines nach Artikel 14 eingeleiteten Strafverfahrens von dem Beschuldigten oder aus den verkauften Gegenständen der Uebertretung eingehen, sind in der Art zu verwenden, dass davon zunächst die Gerichtskosten, dann die dem anderen Staate entzogenen Abgaben und zuletzt die Strafen berichtiget werden.

Ueber die letzteren hat der Staat zu verfügen, in welchem das Verfahren stattfand.

Artikel 18.

Ein nach Massgabe des Artikels 14 eingeleitetes Verfahren ist, so lange ein rechtskräftiges Erkenntniss noch nicht erfolgte, auf Antrag der Behörde des Staates, welcher dasselbe veranlasst hatte, sogleich einzustellen.

Artikel 19.

Die Behörden oder Gerichte jedes der vertragenden Theile sollen in Beziehung auf jedes in dem anderen Staate wegen Uebertretung der Zoll- oder Monopolsgesetze dieses Staates oder in Gemässheit des Artikels 14 eingeleiteten Strafverfahren verpflichtet sein:

I. Zeugen und Sachverständige, welche sich in ihrem Gerichtsbezirke aufhalten, und zwar auf Erfordern eidlich zu vernehmen, und erstere zur Ablegung des Zeugnisses, soweit dasselbe nicht nach den Landesgesetzen verweigert werden darf, nöthigenfalls anzuhalten.

II. Aemtliche Besichtigungen vorzunehmen und den Befund zu beglaubigen.

III. Angeschuldigten, welche sich im Bezirke des ersuchten Gerichtes aufhalten, ohne dem Staatsverbande des letzteren anzugehören, Vorladungen und Erkenntnisse behändigen zu lassen.

Artikel 20.

Es sind in diesem Cartell unter „Zollgesetzen“ auch die Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote, und unter Gerichten (Giudicature) die in den vertragenden Staaten zur Untersuchung und Bestrafung von Uebertretungen der eigenen derartigen Gesetze bestellten Behörden verstanden.

Uebereinkommen, betreffend den Eisenbahnverkehr auf den Anschlusspunkten an der österreichisch-italienischen Grenze und die Errichtung zusammengelegter Zoll- und Polizeiämter auf den internationalen Wechselstationen. 1867

Artikel 1.

Standorte der zusammengelegten Grenzämter.

Als internationale Wechselstationen für den Betrieb der beiderseitigen Eisenbahnen und als Standorte der gemischten (internationalen) Grenzämter werden bestimmt:

a) auf der Eisenbahnstrecke zwischen Udine und Görz, die auf österreichischem Gebiete gelegene Eisenbahnstation Cormons;

b) auf der Eisenbahnstrecke zwischen Verona und Bozen die Eisenbahnstation Ala in Tirol.

Artikel 2.

Allgemeine Verpflichtung der Eisenbahnverwaltungen zur Herstellung und Erhaltung der für die internationalen Grenzämter erforderlichen Gebäude.

Die Eisenbahnverwaltungen sind verpflichtet, auf den genannten Wechselstationen die zur Unterbringung der internationalen Grenzämter und für die nothwendigen Beamtenwohnungen, sowie für die Casernirung der Angestellten der Zoll- oder Finanz- und Polizeiwache erforderlichen Gebäude herzustellen und zu erhalten.

Ueber den Umfang dieser Verpflichtung, über die Beischaffung und Erhaltung der nothwendigen Einrichtungsstücke, über die Beheizung, Beleuchtung und Reinhaltung der Amtslocalitäten, sowie bezüglich des allfälligen Erfordernisses an Beamtenwohnungen, endlich über die Frage, inwiefern von den vertragschliessenden Staaten den Eisenbahnverwaltungen eine theilweise Vergütung der von ihnen zur Erfüllung der erwähnten Verpflichtung bestrittenen Auslagen zu leisten ist, wird eine besondere Verhandlung gepflogen werden.

Artikel 3.

Ueber die Einrichtung der einzelnen Dienstzweige auf den internationalen Wechselstationen.

A. Eisenbahnbetrieb.

Die vertragschliessenden Regierungen werden dafür Sorge tragen, dass die beiderseitigen Eisenbahngesellschaften (der österreichischen Südbahn und der oberitalienischen Bahnen) ein Uebereinkommen über die Regelung des Eisenbahnbetriebes auf der Strecke zwischen der Grenze und der internationalen Wechselstation, sowie über die Mitbenützung der für den Eisenbahnbetriebsdienst erforderlichen Räumlichkeiten in der genannten Wechselstation treffen. In

1867 diesem Uebereinkommen ist jedoch festzuhalten, dass die Einnahmen von den Bahnen jeder der beiden Gesellschaften bis zur Landesgrenze unverändert vorbehalten bleiben.

Artikel 4.

Die in dem zwischen der kaiserlich österreichischen Regierung und der Südbahngesellschaft am 27. Februar 1866 abgeschlossenen Uebereinkommen festgesetzten Specialtarife dürfen im Verkehre der österreichischen Provinzen mit dem Venetianischen, sowie im Transito von und nach Tirol und darüber hinaus von beiden Gesellschaften, der österreichischen und italienischen, nicht erhöht werden.

Artikel 5.

Die Bahnhofbaulichkeiten und Erweiterungen in den Wechselstationen sollen von der Eisenbahngesellschaft des Territorialstaates nach einem von derselben mit der anderseitigen Bahnverwaltung festzusetzenden Bauprogramme ausgeführt werden.

Der Regierung des Territorialstaates bleibt die Genehmigung der nach diesem Programme zu entwerfenden Detailprojecte, sowie auch die Ueberwachung der entsprechenden Ausführung der diesfälligen Bauarbeiten vorbehalten, soweit es den Eisenbahndienst betrifft.

Die Bauprojecte für den Dienst der zusammengelegten Aemter beider Staaten sind der gemeinschaftlichen Genehmigung beider Regierungen zu unterziehen.

Artikel 6.

Aenderungen an der Bahn oder Einrichtungen an den Fahrbetriebsmitteln, wodurch der wechselseitige Uebergang von einer Bahn auf die andere in dem Gebiete der vertragschliessenden Staaten erschwert oder unmöglich gemacht würde, sollen nicht vorgenommen werden.

Artikel 7.

Die volle Landeshoheit sammt Ausübung der Justiz- und Polizeigewalt auf den Eisenbahnstrecken von der Landesgrenze bis zu den Wechselstationen und auch in diesen letzteren verbleibt der Territorialregierung.

Dieselbe wird jedoch dafür Sorge tragen, dass den Organen der anderseitigen Bahnverwaltung bei Handhabung der bahn- und betriebspolizeilichen Aufsicht die nöthige Unterstützung geleistet werde.

Artikel 8.

Derselben Eisenbahnverwaltung steht die Ernennung jener Beamten und Diener zu, welche für die Beaufsichtigung und Erhal-

tung der Bahnstrecken zwischen der Landesgrenze und den Wechsel- 1867
stationen, sowie für den ausschliesslichen Dienst ihrer Bahn in den Wechselstationen und in jenen Stationen, die zwischen der Wechselstation und der Landesgrenze bestehen oder nachträglich etwa errichtet werden, anzustellen sind.

Artikel 9.

Spediteure (Agenten) für die Zollabfertigungen auf der Wechselstation werden für die Ein-, Aus- und Durchfuhrabfertigungen von den Aemtern des einen oder anderen Staates nur dann zugelassen werden, wenn die bezügliche Zollverwaltung gegen ihre Zulassung keine gegründete Einwendung zu machen findet.

Artikel 10.

Der Gewerbebetrieb auf der Eisenbahnstrecke zwischen der Grenze und der internationalen Wechselstation, wie in dieser Station selbst, unterliegt der ämtlichen Aufsicht der Finanzbehörde des Territorialstaates. Die Zollbeamten und Wachangestellten des Territorialstaates sind daher berechtiget, in die Räume des Bahnbetriebes, so oft sie es erforderlich finden, einzutreten, Nachforschungen zu pflegen, der Gewerbeausübung beizuwohnen, den Stand der vorhandenen Waaren aufzunehmen, dann die Einsicht der den Bahnbetrieb betreffenden Bücher und Schriften zu fordern.

Zu diesen Amtshandlungen, soweit dieselben in den von der anderseitigen Bahnverwaltung benützten Räumen stattfinden, ist jederzeit ein Oberbeamter dieser Verwaltung beizuziehen.

Artikel 11.

Die vertragschliessenden Regierungen verpflichten sich, auf Verlangen des anderen Theiles zu verhindern, dass die Eisenbahngesellschaft ihres Landes auf dem anderseitigen Gebiete solche Beamte und Diener zum Dienste, beziehungsweise zur Arbeit verwende, welche wegen gemeiner Verbrechen, wegen Schleichhandels oder schwerer Gefällsübertretungen rechtskräftig verurtheilt worden sind.

Artikel 12.

Unter Beobachtung der für den ausnahmsweisen zollfreien Bezug von Gegenständen vorgeschriebenen Bedingungen wird vom Territorialstaate der anderseitigen Eisenbahnverwaltung die zollfreie Ein- und Wiederausfuhr der für die Erhaltung der Eisenbahnstrecke zwischen der Landesgrenze und den Wechselstationen, dann der für den Eisenbahnbetriebsdienst in den Wechselstationen und in den zwischen diesen und der Landesgrenze gelegenen Stationen erforderlichen Materialien und Verbrauchsgegenstände, sowie auch der für

1867 die Ausrüstung der eigenen Amtslocalitäten benöthigten Einrichtungs stücke, insoferne selbe ausschliesslich nur für den eigenen Betrie verwendet werden, gestattet, wenn selbe aus auf dem anderseitige Gebiete gelegenen Eisenbahnmagazinen, Depots oder Werkstätte bezogen werden.

Artikel 13.

Aus Anlass des Bahnbetriebes in der Wechselstation und au der Bahnstrecke zwischen dieser und der Grenze wird der Territoria staat von der fremden Eisenbahnverwaltung eine Stempel- und Ge bührenentrichtung für Bücher, Fahrkarten und sonstige Schrifte nicht fordern. Die von dieser Verwaltung im Territorialstaate abge schlossenen förmlichen Rechtsgeschäfte und ausgestellten eigentliche Rechtsurkunden unterliegen jedoch den im Territorialstaate jeweili in Wirksamkeit stehenden Stempel- und Gebührenvorschriften.

Artikel 14.

Jede der beiden Eisenbahngesellschaften und deren Organ sollen berechtiget sein, den Betriebstelegraphen der anderen Gesell schaft für Dienstesdepeschen unentgeltlich zu benützen.

Artikel 15.

In den Stationen Cormons und Ala wird der Betriebswechse erfolgen. Die beiden Regierungen werden jedoch dahin wirken, das zwischen beiden Gesellschaften eine Vereinbarung getroffen werde wornach die Personenwagen, soweit es die Umstände erlauben, auc über die Wechselstationen hinaus verkehren können. Jedenfalls solle die gegenwärtig bestehenden Wagentausch- und Benützungsverträg aufrecht erhalten bleiben, und beide Bahnverwaltungen verpflichte sein, sich gegenseitig in ausserordentlichen Fällen mit den eigene Betriebsmitteln Aushilfe zur Deckung eines augenblicklich dringende Bedarfes zu leisten.

Die Lastwagen jedoch sollen von den Bahnen der einen Ve waltung auf die Bahnstrecken der anderen Verwaltung ohneweite übergehen, soferne nicht die Beschaffenheit der auf denselben b förderten Waaren oder andere Gründe eine Umladung in der Wechse station erfordern.

Artikel 16.

In den durch Vereinbarung zwischen den Bahnverwaltunge festzusetzenden Fahrordnungen, nach welchen die Züge auf de im unmittelbaren Anschlusse stehenden Eisenbahnstrecken verkehre soll darauf Rücksicht genommen werden, dass weder die Reisende noch die Waaren in den Wechselstationen grössere Aufenthalt erleiden, als der Eisenbahnbetrieb überhaupt, dann die Handhabun der zollämtlichen Manipulation und Passvorschriften erfordern.

Die Genehmigung dieser Fahrordnungen bleibt jeder der beiden 1867
Regierungen für die Eisenbahnen ihres Gebietes vorbehalten.

Artikel 17.

Die beiderseitigen Postoberbehörden (in Oesterreich das Ministerium für Handel und Volkswirthschaft in Wien, in Italien das Ministerium der öffentlichen Arbeiten) werden sich im Wege unmittelbarer Correspondenz über die Fahreintheilung jener Personenzüge, beziehungsweise deren Influenz in den Grenzstationen einigen, für welche die Abfahrtsstunden und die Dauer des Aufenthaltes der Concessionsurkunde der Südbahngesellschaft zufolge im Einverständnisse mit der Postverwaltung festgesetzt werden müssen.

Artikel 18.

Die Eisenbahnaufsichtsbehörden der beiden vertragschliessenden Regierungen (in Oesterreich die Generalinspection der österreichischen Eisenbahnen und ihre etwa exponirten Commissäre, in Italien das General-Einbahncommissariat) werden in Eisenbahnbetriebs- und Verkehrsangelegenheiten unmittelbar mit einander correspondiren können.

Artikel 19.

Bei allfälligen Reclamationen gegen die Eisenbahnverwaltungen bleibt jeder der beiden Regierungen die gesetzliche Ingerenz auf die in ihrem Gebiete befindliche Eisenbahnadministration vorbehalten.

Artikel 20.

B. Zollwesen.

Zur Vollziehung des Zollverfahrens für die Ein-, Aus- und Durchfuhr der auf den obengenannten Eisenbahnstrecken die Zolllinie überschreitenden Waaren werden auf den internationalen Wechselstationen zusammengelegte Zollämter beider Staaten mit jenen Befugnissen bestehen, welche in Oesterreich den Nebenzollämtern I. Classe, in Italien den Zollämtern zweiten Ranges I. Classe zukommen. Diese Aemter werden auch zur Ausfertigung von Begleitscheinen und zur Austrittsbestätigung von Durchfuhrwaaren ermächtiget sein.

Man behält sich vor, die Befugnisse dieser Zollämter zu erweitern, wenn dies zur Erleichterug des Verkehres erforderlich sein soll.

Artikel 21.

Erforderniss an Räumlichkeiten für Amtshandlungen.

Ein für gewisse von beiden Aemtern gleichzeitig zu pflegende Amtshandlungen bestimmter Raum ist als gemeinschaftlicher Amtsplatz (gemeinschaftliche Revisionshalle) zu bezeichnen. Ferner wird

1867 für jedes der beiden Zollämter zur gewöhnlichen Vollziehung des zollämtlichen Verfahrens ein besonderer Raum als Amtsplatz, dann im Zusammenhange mit diesem ein Waarenmagazin, eine Manipulationskanzlei, ein Amtsleiterbureau und ein Zimmer für die Finanz- und rücksichtlich Zollwache bestimmt und bezeichnet.

Bei den unter Artikel 2 vorbehaltenen Verhandlungen wird das Raumerforderniss dieser Localitäten näher bestimmt werden.

Artikel 22.

Die Eisenbahnen als Zollstrassen.

Die Eisenbahnen werden an den Punkten und in den Richtungen, wo sie die gemeinschaftliche Grenze erreichen und überschreiten, für die Bahnbetriebsbewegungen unter den für diese vorgezeichneten besonderen Bedingungen als Zollstrassen erklärt, und auf denselben allen, nicht einem unbedingten Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbote unterliegenden Waaren, der Ein- und Austritt, sowohl bei Tag als bei Nacht, an Sonn- und Festtagen, sowie an anderen Tagen für den vorschriftsmässigen Bahnbetrieb gestattet.

Rücksichtlich der Ein- und Durchfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole bleiben die bestehenden Vorschriften aufrecht.

Artikel 23.

Zollämtliche Untersuchung.

Die zollämtliche Untersuchung der Waaren ist zuerst von den Beamten des Staates, aus welchem die Waaren austreten, und dann von jenen des Eintrittsstaates vorzunehmen, jedoch soll diese Amtshandlung zur Abkürzung des Verfahrens, soweit als thunlich, von den Beamten beider Staaten zu gleicher Zeit vollzogen werden.

Artikel 24.

Rechte und Verpflichtungen der Beamten beider Aemter bezüglich der gegenseitigen Amtshandlungen.

a) Berechtigung zur Anwesenheit bei der gegenseitigen Zollabfertigung.

Den Angestellten der zusammengelegten Aemter ist gestattet, bei der Zollabfertigung des anderen Amtes und bei der Verpackung der Gegenstände in die abgehenden Bahnwagen anwesend zu sein.

b) Einsichtnahme in die Register.

Die Oberbeamten beider Aemter sind berechtiget, in die sämmtlichen Zollregister des anderen Amtes Einsicht zu nehmen, sowie daraus Auszüge und Abschriften zu erheben.

c) In kurzem Wege zu ertheilende Bestätigungen. 1867

Die erforderlichen Bestätigungen über die Ausgangs- oder Eintrittsabfertigungen der über das andere Amt ein- oder ausgehenden Gegenstände haben die Aemter auf dem kürzesten Wege mittelst Ansatzes auf den gegenseitigen Amtspapieren zu ertheilen.

d) Gegenseitige Mittheilung der Wahrnehmungen über vorschriftwidrige Vorgänge.

Die Aemter werden sich gegenseitig ihre Wahrnehmungen über Vorgänge, welche eine Verletzung der gegenseitigen Zollinteressen oder bestehender Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbote erkennen oder besorgen lassen, im kürzesten Wege mittheilen.

Artikel 25.

Bestimmungen über die zollämtliche Abfertigung des Eisenbahnverkehres.

Hinsichtlich der Zollabfertigung des mittelst der Oesterreich und Italien verbindenden Eisenbahnen stattfindenden Verkehres wurden die am Schlusse dieser Uebereinkunft beigefügten Bestimmungen vereinbart, welche den zusammengelegten Zollämtern im Allgemeinen zur Richtschnur zu dienen haben.

Ausser den von diesen Bestimmungen vorgesehenen Fällen haben die Zollämter rücksichtlich der Behandlung des Eisenbahnverkehres sich nach den in dem Staate, welchem sie angehören, in Wirksamkeit stehenden ausführlichen Vorschriften (die österreichischen Aemter nach den Vorschriften vom 18. September 1857, Nr. 34145/674) zu benehmen.

Artikel 26.

C. Grenzpolizei.

Den Eisenbahnverwaltungen liegt es ob, für die Herstellung und Erhaltung der zur Handhabung des Polizeidienstes erforderlichen Amts- und Wachlocalitäten, dann einer anständigen Unterkunft für die Beamten, Diener und Wachen Sorge zu tragen.

Die näheren Bestimmungen über den Umfang dieser Verpflichtung bleiben den unter Artikel 2 erwähnten Detailverhandlungen vorbehalten.

Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 27.

A. Bezüglich der Sorge für die Erfüllung der nach Artikel 2 den Eisenbahnverwaltungen obliegenden Verpflichtungen.

Der Staat, in dessen Gebiet der Standort der zusammengelegten Grenzämter sich befindet, hat dafür zu sorgen, dass die nach den

1867 Bestimmungen unter Artikel 2 der gegenwärtigen Convention de Eisenbahnverwaltungen obliegenden Verpflichtungen gehörig erfül werden.

Insoferne der Eisenbahnverwaltung eine theilweise Vergütun des ihr durch Erfüllung dieser Verpflichtungen verursachten Au wandes gebührt, wird der jedem der beiden Staaten zur Last fallend Antheil an der zu leistenden Vergütung durch Vereinbarung de Regierungen festgestellt werden.

Artikel 28.

B. Ueber die Stellung der auf fremdem Territorium aufgestellten Grenzämter ur Bediensteten mit Einschluss der Bahnbediensteten zum Territorialstaate.

a) Die auf dem Territorium des Nachbarstaates aufgestellte Aemter werden in der für solche Aemter üblichen Weise m dem Wappenschilde ihres Staates mit der entsprechenden Au schrift, sowie die etwa zur Bezeichnung ihres Amtsplatze dienenden Säulen und Tafeln mit ihren Landesfarben versehe

b) In Beziehung auf das Zollwesen und die Gefällsübertretunge sind die Station, auf welcher sich die zusammengelegten Aemte befinden, und die Eisenbahnstrecke zwischen der Station un der Grenze so anzusehen, als wären sie auf dem Territoriu jenes Staates gelegen, für welchen die Waaren bestimmt sin

Werden die Waaren gesetzwidrig auf- oder abgeladen od transportirt, oder werden dieselben verschwiegen oder unrichti erklärt, so wird der Staat, für dessen Gebiet sie bestimmt sin oder aus welchem sie austreten, die Uebertreter denselbe Strafen unterziehen, welche dann anzuwenden kämen, wen die erwähnte Station oder Eisenbahnstrecke auf seinem Gebie gelegen wäre.

c) Die Angestellten der unter *a)* bezeichneten Aemter sind b rechtiget, den Dienst, sowie es im eigenen Lande geschieh nach den in ihrem Staate bestehenden Vorschriften, somit auc in der Amtskleidung und mit der vorgeschriebenen Bewaffnu zu vollziehen, in den von den Gesetzen ihres Landes vorg sehenen Fällen wegen der bei den Amtshandlungen der Gren polizei oder des Ein-, Aus- und Durchfuhrzollverfahrens en deckten Uebertretungen die Verhaftung der dabei ergriffen Uebertreter und die Beschlagnahme des Gegenstandes d Uebertretung, sowie die erforderlichen Vernehmungen (Verhö zu pflegen und die Ablieferung der verhafteten Personen an d Behörden des eigenen Landes zu verfügen.

d) Die Behörden des Territorialstaates werden den Angestellt des Nachbarstaates in der Ausübung des Dienstes denselb

Schutz und denselben Beistand gewähren, wie den Angestellten 1867
der eigenen Aemter.

e) Diese Angestellten der auf fremdem Boden aufgestellten Aemter und ihre bei ihnen wohnenden Angehörigen wird der Territorialstaat gegen Beunruhigung ebenso schützen, wie die eigenen Unterthanen, und ihnen Zollfreiheit für ihre Uebersiedlungseffecten, sowie für die zu ihrem Gebrauche bestimmten fertigen Uniformen und Armaturstücke gewähren.

f) Diese Angestellten unterstehen in Dienstes- und Disciplinarangelegenheiten ausschliessend den Behörden ihres Landes, haben jedoch die Strafgesetze und Polizeivorschriften des Staates, auf dessen Territorium sie ihren zeitweiligen Wohnsitz haben, zu beobachten, in welcher Beziehung sie der Gerichtsbarkeit der Behörden dieses Staates unterworfen sind. Sie sind von persönlichen Abgaben und Leistungen an den Staat ihres Wohnortes frei, können folglich nicht verhalten werden zur Entrichtung von Vermögens- oder Einkommensteuer, zur Dienstleistung im Heere, bei der Nationalgarde, bei Schwurgerichten, Gemeindeämtern u. s. w.

Dagegen haben sie die auf unbeweglichem Eigenthume lastenden Abgaben, sowie Zölle, Verzehrungssteuer u. s. w. gleich den Angehörigen des Territorialstaates zu entrichten.

g) Die Beamten und Angestellten der Wachanstalt haben für die im Interesse des fremden Staates von ihnen entdeckten Gefällsübertretungen Anspruch auf den Bezug der aus den eingeflossenen Strafgeldern nach den bestehenden Vorschriften zu erfolgenden Belohnungen.

Artikel 29.

Der Staat, dessen Grenzamt auf dem Territorium des Nachbarstaates aufgestellt ist, hat das Recht, zu demselben Oberbeamte (Ispettori) und Vorgesetzte der Wachanstalt (Finanzwachcommissäre, Officiere der Zollwache), welche auch bewaffnet sein dürfen, zur Vollziehung der vorgeschriebenen Nachschaupflege und Untersuchung zu entsenden.

Bestimmungen, betreffend die Zollabfertigung des Verkehres mittelst der Oesterreich mit Italien verbindenden Eisenbahnen.

I. Bestimmungen über die Güterzüge.

§. 1.

Die Waaren, welche sich in Wagen, die von allen Seiten mit festen Wänden geschlossen (Coulissenwagen) oder in Wagen der untenbezeichneten Art, die mit Schutzdecken versehen sind, verpackt

1867 finden, sollen bei gehörigem Verschlusse dieser Wagen mittelst Bleien oder Vorlegeschlössern sowohl bei dem Eingange als bei dem Ausgange, bei Nacht wie bei Tage, an Sonn- und Festtagen wie an jedem anderen Tage der Declaration, Abladung und Revision, sowie dem Colloverschlusse bei den betreffenden Grenzzollämtern nicht unterliegen, wenn die in den folgenden Paragraphen bezeichneten Bedingungen und Förmlichkeiten erfüllt sind.

Die Wagen mit Schutzdecken müssen, wenn für sie die vorgedachten Erleichterungen in Anspruch genommen werden, mit festen, durch eine starke Stange miteinander verbundenen Vorder- und Hinterwänden, ferner an den Vorder- und Hinterwänden mit $2^1/_2$ (89 Centimeter) Fuss breiten Verdeckstücken und an den Langseiten mit $1^1/_2$ (48 Centimeter) Fuss hohen Seitenwänden versehen sein. An die Vorder- und Hinterwände und an die Seitenwände muss sich die Decke glatt und ohne Falten anschliessen.

Füllen die bei der Ladung der Coulissenwagen, oder der vorbezeichneten Wagen mit Schutzdecken übrig gebliebenen, oder die überhaupt vorhandenen Colli keinen solchen Wagen aus, so können sie mit dem Anspruche auf die vorerwähnten Erleichterungen in Wagenabtheilungen oder in abhebbare Kästen oder Körbe von mindestens zehn Kubikfuss Inhalt, deren Benützung zuvor von der Zollverwaltung gestattet worden ist, verladen und unter Verschluss durch Vorlegeschlösser oder Bleie befördert werden.

Es sollen solche Gegenstände und Colli, deren Verladung in Coulissenwagen oder in die vorstehend im Absatze 2 gedachten Wagen wegen ihres Umfanges (grosse Maschinen, Maschinentheile, Dampfkessel u. s. w.) oder wegen ihrer Beschaffenheit (Steinkohlen, Coaks, Sand, Steine, Erze, Roheisen, Stabeisen u. s. w.) unzulässig ist, von den vorbezeichneten Erleichterungen nicht ausgeschlossen werden, wenn selbe gehörig verschnürt oder verbleit sind.

Colli, welche weniger als einen halben Centner wiegen, dürfen, sofern die erleichterte Abfertigung auf sie Anwendung finden soll, in der Regel nur in Coulissenwagen und ausnahmsweise nur dann in Wagen der vorstehend in Absatz 2 erwähnten Art mit Schutzdecken verladen werden, wenn sie in den Frachtbriefen als Zubehör von grossen Stücken und Maschinen sich bezeichnet finden, die in anderen Wagen als Coulissenwagen verladen sind.

§. 2.

Die Bestimmungsorte, nach welchen die über die betreffenden Zollgrenzen eingehenden Güterzüge mit den in §. 1 erwähnten Erleichterungen nur befördert werden dürfen, werden ebenso wie eine etwaige spätere Vermehrung derselben veröffentlicht und dem anderen Staate bekanntgemacht werden.

§. 3. 1867

Die beim Ausgange in dem einen Staate etwa beigegebenen Begleitungsbeamten haben die Züge auf das Gebiet des benachbarten Staates bis zur ersten Station, wo sich ein Zollamt befindet, zu begleiten. Sie dürfen den Zug nicht eher verlassen, als bis sie die in jedem Lande vorgeschriebenen Förmlichkeiten erfüllt haben.

§. 4.

Jeder Zug muss von Ladungsverzeichnissen, getrennt nach den Bestimmungsorten, begleitet sein. Diese Ladungsverzeichnisse, denen alle erforderlichen Papiere beizufügen sind, werden durch die Eisenbahnverwaltungen nach den darüber für jedes Land bestehenden Vorschriften angefertigt.

§. 5.

Die Zollverwaltung jedes der beiderseitigen Zollgebiete wird den Verschluss, welchen die Zollverwaltung des anderen Theiles angelegt hat, für genügend anerkennen, sobald sie sich vergewissert hat, dass derselbe auf die in ihrem Zollgebiete zulässige Art angelegt ist und den verabredeten Bedingungen entspricht. Dieselbe ist aber befugt, soweit sie es für erforderlich erachtet, eine Vervollständigung des Verschlusses vorzunehmen.

§. 6.

Die Coulissenwagen und die im §. 1, Absatz 2 bezeichneten Wagen mit Schutzdecken müssen für die Anlegung sowohl von Bleien als von Vorlegeschlössern eingerichtet sein, und beim Uebergange aus dem einen Gebiete in das andere sich in einem solchen Zustande befinden, dass die Zollbehörde nur die Bleie oder Vorlegeschlösser anzulegen braucht, nachdem sie sich von der guten Beschaffenheit der Verschlusseinrichtungen überzeugt hat.

Auf den Bleien muss die Bezeichnung des Amtes ersichtlich sein, welches dieselben angelegt hat.

§. 7.

Inwieweit die Züge unter Begleitung von Zollbeamten gestellt werden sollen, bleibt dem Ermessen der Zollverwaltung jedes der beiden Zollgebiete überlassen.

II. Bestimmungen über die Personenzüge.

§. 8.

Die im §. 1 für die Güterzüge zugestandene Befugniss, die Landesgrenze während der Nacht und an Sonn- und Festtagen zu überschreiten, findet auch auf die Personenzüge Anwendung.

1867

§. 9.

Bei Ueberschreitung der Zollgrenze dürfen in den Personenwagen nur solche Kleinigkeiten sich befinden, welche Reisende in der Hand oder sonst unverpackt bei sich zu führen pflegen.

§. 10.

Das Gepäck der Reisenden wird in der Regel bei dem Grenzzollamte revidirt. Jedoch kann eine Ausnahme da zugelassen werden, wo dies im Interesse des Reiseverkehres erforderlich erscheint.

§. 11.

Die bei dem Grenzzollamte nicht revidirten Reiseeffecten müssen auf Grund einer dem Zollamte zu machenden Anmeldung von diesem mit einer Bezettelung versehen werden, welche die Effecten nach Form und Stückzahl der Collien, getrennt nach den Orten, an welchen deren Abfertigung erfolgen soll, nachweist. Sie werden in die durch Blei oder Schlösser zu verschliessenden Coulissenwagen verladen.

§. 12.

Alle nicht zu den Passagiereffecten zu rechnenden zollpflichtigen Gegenstände, welche mit Personenzügen befördert werden, sind denselben Bedingungen und Förmlichkeiten unterworfen, welche für die mit den Güterzügen beförderten derartigen Gegenstände gelten.

III. Allgemeine Bestimmungen.

§. 13.

Die Waaren müssen nach ihrem Eintreffen am Bestimmungsorte in Räumen niedergelegt werden, welche die Eisenbahnverwaltungen zu diesem Zwecke herzugeben haben, und welche von der Zollverwaltung gut befunden worden und verschlussfähig sind.

Die Waaren verbleiben in diesen Räumen unter der ununterbrochenen Aufsicht der Zollbeamten, und werden von dort, je nach ihrer Bestimmung — zum inneren Verbrauche, zur öffentlichen Niederlage oder zur weiteren Versendung — auf Grund einer speciellen, innerhalb der dafür vorgeschriebenen Frist abzugebenden Declaration und nach Erfüllung der vorgeschriebenen Förmlichkeiten entnommen.

Das Abladen der Wagen muss, wenn möglich, unmittelbar nach dem Eintreffen der Züge stattfinden.

§. 14.

Auf den Stationen, wo Gebäude mit Räumen von der im vorhergehenden Paragraphe bezeichneten Beschaffenheit noch nicht vorhanden sind, hat das Abladen der Wagen, wenn möglich, spätestens innerhalb einer Frist von 36 Stunden nach dem Eintreffen des Zuges zu erfolgen.

§. 15. 1867

Die Eisenbahnverwaltungen sind verpflichtet, die Zollverwaltungen von den Veränderungen, welche sie hinsichtlich der Stunden der Abfahrt, des Grenzüberganges oder der Ankunft der Züge, sei es der Tag- oder der Nachtzüge, vornehmen wollen, sobald als möglich, und spätestens acht Tage vor dem Eintritte der Veränderungen, in Kenntniss zu setzen, widrigenfalls die Eisenbahnverwaltungen gehalten sein sollen, an der Grenze alle gewöhnlichen Zollförmlichkeiten zu erfüllen.

Diese Verpflichtung findet auf diejenigen Extragüterzüge keine Anwendung, welche in Folge höherer Gewalt und in ausnahmsweisen Fällen eingelegt werden, vielmehr treten auch bei diesen Extrazügen die vorstehenden Abfertigungserleichterungen ein, wenn deren Grenzübergang wenigstens zwölf Stunden zuvor den gegenseitigen Grenzzollämtern angekündigt wird.

§. 16.

Eine Theilung der nach derselben Richtung zu befördernden Züge darf, wenn darum nachgesucht wird, von den Grenzzollämtern, jedoch nicht unter zehn Wagen für jeden Theilzug, bewilligt werden. Eine noch weiter gehende Theilung der Züge kann von dem obersten Zollbeamten am Orte erlaubt werden, wenn ein Nothfall eintritt, der als solcher von dem gedachten Beamten im Einvernehmen mit dem ersten Eisenbahnbeamten der Station anerkannt wird.

§. 17.

Die im §. 1 bezeichneten Erleichterungen sollen der Regel nach nur auf diejenigen Güter Anwendung finden, welche ohne Veränderung der Wagen und ohne Abnahme des angelegten Verschlusses von der Grenze bis zum Bestimmungsorte befördert werden.

Ausnahmsweise ist jedoch eine Umladung dieser Güter, ohne dass damit die zollordnungsmässige Abfertigung verbunden zu werden braucht, zulässig, wenn das Durchlaufen der über die Zollgrenze eingegangenen Güterwagen bis zum Bestimmungsorte ihrer Ladung, vermöge zu grosser Länge des Weges in Rücksicht entweder auf die Sicherheit des Transportes (Haltbarkeit des Fuhrwerkes), oder auf zu grosse Verwicklung zwischen verschiedenen Eisenbahnverwaltungen, welche einander die Transportwagen zu stellen hätten, für unthunlich zu erachten ist.

§. 18.

Soweit nicht äussere Hindernisse oder Landesgesetze entgegenstehen, sind die Begleitungsbeamten befugt, Sitzplätze auf einem der Wagen, und zwar unentgeltlich einzunehmen.

1867 Jedenfalls müssen ihnen auf dem Hin- wie auf dem Rückwege Sitzplätze in einem der Personenwagen zweiter Classe oder bei Güterzügen in den für die Schaffner bestimmten Räumlichkeiten, und zwar so nahe wie möglich bei den Güterwagen, unentgeltlich eingeräumt werden.

§. 19.

Die Gesetze eines jeden Landes hinsichtlich der hier nicht berührten Punkte, sowie in Betreff der wegen Zolldefraudationen oder Contraventionen verwirkten Strafen oder diejenigen, in welchen Verbote oder Beschränkungen der Einfuhr, der Ausfuhr oder des Durchgangsverkehres angeordnet sind, bleiben auch ferner in Giltigkeit. Ebenso ist es in jedem Lande der Zollverwaltung unbenommen, in Fällen, in denen erhebliche Gründe des Verdachtes, dass eine Defraude versucht werde, obwalten, zur Revision der Waaren und zu den anderen Förmlichkeiten bei dem Grenzzollamte sowohl, als auch nöthigenfalls bei anderen Aemtern schreiten zu lassen.

Trattato di commercio e di navigazione trà l'Austria e l'Italia.

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria et Sua Maestà il Rè d'Italia desiderando agevolare ed estendere con reciproco vantaggio le relazioni commerciali e marittime, esistenti fra i due Paesi, concedere alle loro bandiere una perfetta eguaglianza, trattando i rispettivi sudditi come quelli della nazione più favorita, ed operare una riduzione da ambe le parti delle tasse doganali sopra un certo numero di prodotti naturali od altri, i quali sieno spediti o debbano transitare dall'uno nell'altro paese, hanno convenuto di aprire un apposito negoziato, ed hanno a tale scopo nominato a Loro Plenipotenziarii:

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria:

il Signore Luigi Barone di Kübeck, Gran Croce dell'Ordine Imperiale di Leopoldo ecc. ecc., Suo Consigliere intimo attuale, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso Sua Maestà il Rè d'Italia, e

il Signor Sisinio de Pretis-Cagnodo, Commendatore dell'Imperiale Ordine della Legione d'Onore di Francia, Dottore in legge, Capo di Sezione nell'Imperale Ministero del Commercio e dell'Economia pubblica;

Sua Maestà il Rè d'Italia:

il Signor Urbano Rattazzi, Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone del Suo Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro ecc., Deputato al Parlamento, Presidente del Consiglio dei Ministri, Suo Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, e

il Signor Francesco De Blasiis, Commendatore dell'Ordine 1867
dei Santi Maurizio e Lazzaro ecc., Deputato al Parlamento, Suo Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura, industria e commercio;

il quali, dopo avere scambiato i loro pieni poteri, ed averli riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto degli articoli seguenti:

Articolo I.

Vi sarà piena ed intiera libertà di commercio e di navigazione fra i sudditi dei due Stati, i quali potranno liberamente stabilirsi nel territorio dell'altro Stato. Nell'esercizio del proprio commercio od industria, sia nei porti che nelle città, od in qualunque altro luogo dei due Stati ove essi sieno stabiliti, oppure risiedano temporariamente soltanto, non pagheranno altre o maggiori imposte, tasse, o contribuzioni di qualsiasi genere o denominazione, che quelle riscosse da nazionali, ed i privilegi, le esenzioni o favori qualsiansi di cui godono i sudditi dell' uno dei due Stati nell'esercizio del commercio e dell'industria, s'intenderanno comuni ai sudditi dell'altro Stato.

Articolo II.

Quei commercianti, fabbricatori ed altri industriali, i quali potranno comprovare che nello Stato in cui hanno la loro residenza pagano i diritti legali per l'esercizio della loro industria, qualora allo scopo di fare acquisti, oppure di ricevere commissioni di merci nell'esclusivo interesse dell'industria da loro esercitata, viaggiano con o senza campioni, sia personalmente che per mezzo di commessi viaggiatori, non andranno sottoposti nel territorio dell'altra parte contraente ad una ulteriore imposta.

In ciascuno dei due Stati contraenti, i sudditi dell' altro Stato saranno parimente trattati come i proprii, allorchè frequentano i mercati e le fiere per l'esercizio del loro commercio, e per lo spaccio dei loro prodotti o manufatti.

I sudditi dell'una delle Parti contraenti che esercitano il mestiere di carrettiere, o la navigazione marittima o fluviale, fra piazze di differenti Stati, non potranno essere sottoposti per l'esercizio di tale industria ad alcuna tassa industriale nel territorio dell'altra Parte.

Articolo III.

I sudditi di ognuna delle Parti contraenti saranno nei Paesi dell'altra esenti da qualunque servizio militare, sia per terra sia per mare, sia nella milizia o nella guardia nazionale. Saranno pure dispensati da ogni ufficio giudiziario, amministrativo o municipale, dall'allogio militare, e da tutte le contribuzioni di guerra, requisizioni o prestazioni militari di qualunque specie; fatta però eccezione per gli oneri dipendenti dal possedimento o dalla locazione di immobili,

1867 e per le prestazioni e requisizioni militari, alle quale tutti i sudditi del paese fossero chiamati a concorrere come proprietari o locatari fondiari.

Essi non potranno per le loro persone e per le loro proprietà mobili od immobili essere assoggettati ad altre incombenze, restrizioni, tasse od imposte, che a quelle cui saranno sottoposti i nazionali.

Articolo IV.

Gli Austriaci in Italia e gli Italiani in Austria avranno reciprocamente il diritto di acquistare e possedere beni di ogni specie e natura, così mobili che immobili e liberamente disporne, per compra, vendita, donazione, permuta, matrimonio, testamento, successione intestata, ed in qualsiasi altro modo al pari dei nazionali, sotto le stesse condizioni, e non pagando altri diritti, contribuzioni e tasse, all'infuori di quelle che sono dalle leggi imposte ai cittadini del paese.

Articolo V.

Gli Austriaci nel Regno d'Italia e gli Italiani nell'Impero d'Austria, saranno liberi di regolare come i nazionali i loro affari, tanto in persona propria che per mezzo di procura con intera libertà nella scelta dei loro mandatari, senza essere tenuti a pagare alcuno stipendio o compenso a quelli fra gli agenti, fattore, ecc. di cui non volessero servirsi, e senza restrizioni di sorta, all'infuori di quelli stabilite dalle leggi generali del paese.

Essi saranno assolutamente liberi nel contrattare le compre e vendite, nel fissare i prezzi di tutti gli oggetti di commercio ed in tutti le disposizioni commerciali, assoggettandosi al legale regime doganale ed a quello delle privative dello Stato.

Essi avranno anche un libero e facile accesso presso i Tribunali di ogni istanza e giurisdizione per agire e difendersi in giudizio. Saranno liberi di valersi dell'opera di quegli avvocati, notai ed agenti che crederanno atti a rappresentare i loro interessi, e godranno generalmente nei rapporti giudiziari degli stessi diritti e privilegi che sono o saranno accordati ai nazionali.

Articolo VI.

Le Parti contraenti si obbligano a non portare impedimento al commercio reciproco fra i loro paesi con qualsiasi divieto di importazione, di esportazione, o di transito. Potranno soltanto farsi eccezioni a tale regola:

a) pei monopoli dello Stato (tabacco, sale, polvere da tiro);
b) per riguardi di polizia sanitaria;
c) relativamente ad occorrenze di guerra in circostanze straordinarie.

Articolo VII. 1867

In quanto concerne l'ammontare, l'assicurazione, e la riscossione dei diritti di importazione e di esportazione, come pure per ciò che riguarda il transito, da nessuna delle due Parti contraenti potranno essere fatte a terzi Stati condizioni più favorevoli di quelle accordate all'altra Parte. Ogni favore che venisse in seguito concesso ad un terzo Stato, in tali rapporti, s'intenderà perciò solo, e senza correspettivo esteso all' altra Parte contraente.

Sono eccettuati:

a) i favori attualmente accordati o che potrebbero essere accordati in avvenire ad altri Stati limitrofi, per agevolare il commercio delle frontiere, come pure le riduzioni od esenzioni daziarie valevoli soltanto per confini determinati o per gli abitanti di singoli distretti.

b) i favori di cui godano gli Stati stretti ora o per l' avvenire in una completa unione doganale con una delle Parti contraenti.

Articolo VIII.

Gli oggetti di provenienza o fabbricazione austriaca enumerati nella Tariffa *A* annessa al presente Trattato di commercio e di navigazione introdotti in Italia per via di terra o per via di mare, saranno ammessi contro pagamento dei dazi indicati nella menzionata tariffa, compresi i diritti addizionali.

L'importazione in Italia di tutte le altre merci di provenienza o di fabbricazione austriaca si farà a termini dei Trattati conchiusi dall'Italia colla Francia il 17 gennajo 1863.

Le merci di provenienza o fabbricazione italiana enumerate nella tariffa *B* annessa al presente Trattato di commercio e di navigazione, saranno ammesse in Austria contro pagamento dei dazi indicati nella tariffa medesima.

L'importazione in Austria di tutte le altre merci di provenienza o fabbricazione italiana si farà a termini dei Trattati conchiusi dall'Austria cogli Stati dello Zollverein l'11 aprile 1865, e colla Francia l'11 dicembre 1866.

Articolo IX.

1° Le merci di ogni genere esportate dall'Austria in Italia o reciprocamente, saranno esenti da ogni dazio di esportazione.

Da questa determinazione sono eccettuate soltanto le seguenti merci per le quali possono venire esatti i sotto indicati diritti di esportazione.

In Italia:

per le merci specificate nella tariffa *C* annessa al presente Trattato, i diritti ivi indicati;

1867 In Austria:

a) per le pelli ordinarie: 2 fiorini, 50 Kreuzer per centinaio daziario;

b) per gli stracci, cenci ed altri cascami atti alla fabbricazione della carta: 2 fiorini per centinaio daziario;

c) per le ossa, ugne, piedi limbelli (cuvio da colla) 75 kr. (soldi) per centinajo daziario.

2. Il trattamento delle armi e munizioni da guerra rimane sottoposto esclusivamente alle leggi e regolamenti degli Stati rispettivi.

3. In ognuno degli Stati contraenti le bonificazioni concesse per l'esportazione di certi prodotti, non dovranno compensare che dazi e le imposte interne percetti sui detti prodotti o sulle materie prime di cui sono fabbricati. Queste bonificazioni non potranno comprendere un premio maggiore di uscita.

Nel caso di un cambiamento nell' ammontare di queste bonificazioni o del loro rapporto col dazio o colle imposte interne, avrà luogo fra i due Governi una reciproca partecipazione.

4. Non si riscuoteranno dazi di transito per le merci che transitano sul territorio dell' una delle Parti contraenti sia che vengano dal territorio o vadano in quelle dell' altro Stato.

Siffatta disposizione è applicabile tanto nel caso che abbia avuto luogo lo scarico e ricarico od il deposito, quanto per le merci che transitano direttamente.

Articolo X.

Per agevolare sempre più gli scambi reciproci, e principalmente nell' interesse dei paesi situati nelle zone di confine, viene stipulata l'immissione e l'esportazione temporanea esente da ogni dazio di entrata e di uscita, contro l'obbligo del ritorno, e sotto la osservanza delle discipline doganali che gli Stati rispettivi crederanno di stabilire di comune accordo:

a) per le merci (ad eccezione dei generi di consumo) che dal libero commercio del territorio dell' una delle Alte Parti contraenti vengono portate nell' territorio dell' altra sulle fiere e sui mercati, o che indipendentemente da tale commercio sulle fiere e sui mercati vengono spedite nel territorio dell' altra Parte per essere depositate nei magazzini doganali (entrepôts, magazzini d'ufficio ecc.) come pure pei campioni che vengono introdotti da commessi viaggiatori, semprechè tutti questi oggetti si riconducano invenduti entro un termine da stabilirsi in precedenza;

b) pel bestiame che viene condotto ai mercati ovvero ai pascoli alpestri. In questo caso la esenzione dal dazio si estenderà ai relativi prodotti, come formaggio, burro e latte, od animali nati nel frattempo;

c) per le campane e pei caratteri da stampa, come anche pel 1867
piombo vecchio in pallini, tubi e lamiere, da servire alla rifusione, per la paglia da far trecce, per la cera da essere imbiancata, per i bozzoli per essere filati, per i cascami (avanzi) di seta per essere cardati (pettinati) per la seta greggia da passare al filatoio (da ridurre in trama ed organzino);

d) pei tessuti e filati, all' uopo di essere lavati, imbiancati, sodati, come pure pegli oggetti destinati ad essere verniciati, bruniti e dipinti e per altri oggetti destinati a subire una riparazione, un lavoro od un perfezionamento senza che ne sia essenzialmente mutata la natura o la denominazione commerciale.

Nel caso *c)* sarà tenuto conto del peso, salvo sempre il calo naturale o legale di lavorazione. Negli altri casi, la identità degli oggetti esportati o reimportati dovrà essere accertata, ed a tale scopo le rispettive autorità avranno diritto di contrassegnarli a spese di chi ne ha interesse.

Articolo XI.

Quanto alle operazioni di dogana per le merci che soggiacciono alla procedura del recapito di scorta (bolletta di cauzione), viene accordata reciprocamente l'agevolezza, secondo la quale al loro passaggio immediato dal territorio dell' una delle Parti contraenti in quello dell' altra non si procederà alla rimozione dei suggelli, all' applicazione di nuovi ed allo sballaggio, in quanto siasi soddisfatto alle regole convenute per tale riguardo. In generale, ogni impedimento di formalità dovrà essere possibilmente alleviato, e la spedizione venirne perciò sollecitata.

Articolo XII.

Le imposte interne che nell' uno degli Stati contraenti, sia per conto dello Stato che di Comuni o Corporazioni, gravitano sulla produzione, sulla preparazione e sul consumo di un oggetto, non potranno sotto qualsiasi pretesto colpire i prodotti dell' altra Parte in misura superiore od in modo più oneroso che i prodotti similari del proprio paese.

Se una delle Alte Parti contraenti giudica necessario di stabilire un nuovo diritto di accise o di consumo. od un supplemento di diritti sopra un articolo di produzione o di fabbricazione nazionale contemplato nelle tariffe annesse al presente Trattato, l'articolo similare estero potrà essere immediatamente colpito all' importazione da un diritto eguale.

Articolo XIII.

Gli articoli di orificeria e di gioielleria d'oro, d'argento, platino od altri metalli preziosi, importati dall' uno nell' altro dei due paesi, saranno sottoposti al regime di controllo stabilito per gli articoli

1867 similari di fabbricazione nazionale, e pagheranno, sulla stessa base d questi ultimi, i diritti di marchio e di garanzia.

Articolo XIV.

Le Parti contraenti si obbligano di cooperare con mezzi con venienti per impedire e punire il contrabbando verso o dai lor territori, di accordare a questo scopo la legale assistenza agli impie gati di sorveglianza dell' altro Stato e di far loro avere col mezz degli impiegati di finanza e di polizia, nonchè delle autorità local tutti i necessari ragguagli ed ajuti.

In base a queste stipulazioni generali è stato conchiuso l'an nesso Cartello doganale.

Per le acque di confine, e per quei tratti di confine dove i ter ritori delle Parti contraenti toccano insieme Stati esteri, saranno st pulate le misure necessarie per la reciproca assistenza nel servizio d sorveglianza.

Articolo XV.

Nessun diritto di scalo e di trasbordo potrà essere prelevat nei territori rispettivi dei due Stati, e, salve le prescrizioni di nav gazioni e di polizia sanitaria, e quelle necessarie ad assicurare percezione delle imposte, nessun conduttore di merci potrà esser costretto a soffermarsi, a scaricare o ricaricare in un luogo dete minato.

Articolo XVI.

I sudditi dell' uno degli Stati contraenti godranno nei territo dell' altro della medesima protezione di cui godono i nazionali r guardo al diritto di proprietà sui marchi di fabbrica e di commerci

Il Governo di Sua Maestà il Rè d'Italia promette di presenta al Parlamento e procurerà di far sancire entro un anno una leg sui marchi ed altri segni distintivi, informata ai principi della leg 12 marzo 1855 e da applicarsi a tutto il Regno d'Italia.

I sudditi Austriaci però non potranno invocare in Italia il dirit esclusivo di proprietà di un marchio, se non dopo avere deposita due esemplari del medesimo presso l'Ufficio incaricato delle privati dipendente dal R. Ministero di Agricoltura, Industria et Commerc in Firenze.

Parimente i sudditi italiani non potranno invocare il diritto e clusivo di proprietà di marchi se non dopo averne depositato di esemplari presso la Camera di Commercio di Vienna.

Articolo XVII.

I bastimenti austriaci nei porti italiani, ed il bastimenti italia nei porti austriaci saranno al loro arrivo, durante la loro fermat

ed alla loro uscita parificati ai bastimenti nazionali, tanto riguardo 1867
ai diritti e tasse di qualsiasi natura e denominazione, sieno questi percepiti per conto dello Stato, di Municipi, di Corporazioni, di pubblici funzionari o stabilimenti qualsiansi, quanto rispetto al collocamento delle navi nei porti, rade, seni, bacini, darsene e docks, al loro caricamento o scaricamento, nonchè a tutte le formalità ed altre disposizioni cui possono essere sottoposti i navigli, i loro equipaggi ed i loro carichi.

Ciò vale anche per la navigazione di cabotaggio.

Articolo XVIII.

La nazionalità dei bastimenti di ognuno degli Stati contraenti sarà da giudicarsi secondo la legislazione del paese cui i legni stessi appartengono.

Per determinare la capacità dei bastimenti, saranno, considerate sufficienti le patenti di stazzatura valevoli secondo la legislazione del paese a cui essi appartengono, salva la riduzione delle misure all' atto della commisurazione dei diritti di navigazione o di porto nell' altro Stato.

Del pari, tutti i favori che uno dei due Stati contraenti ha accordato od accorderà ad un terzo Stato relativamente al trattamento dei navigli e dei loro carichi, troveranno, sotto condizione di reciprocità, applicazione ai bastimenti dell' altro Stato ed ai loro carichi.

È fatta eccezione alle stipulazioni del presente Trattato per quello che riguarda l'esercizio della pesca nazionale.

Articolo XIX.

Parimente, le merci di qualsiasi natura e provenienza delle quali nell' uno degli Stati contraenti e permessa la importazione e l'esportazione, il transito od il deposito con bastimenti nazionali, potranno pure essere importate, esportate, transitate o depositate con bastimenti dell' altro Stato, senza pagare altri o maggiori dazi e diritti, senza essere sottoposte ad altre o maggiori restrizioni, e partecipando ai medesimi privilegi, riduzioni benefici e restituzioni che le merci importate, esportate, transitate e depositate con bastimenti nazionali.

Articolo XX.

Non si percepirà alcun diritto di navigazione o di porto pei bastimenti appartenenti ad una delle Parti contraenti che nei casi d'infortunio o di forza maggiore entrino nei porti dell' altra Parte, purchè non prolunghino la loro fermata oltre il tempo necessario, o non ne approfittino per dedicarsi ad operazioni di commercio.

In caso di naufragio od avaria di un legno appartenente al Governo od a sudditi di una delle Alte Parti contraente sulle coste

1867 o nel dominio dell' altra di esse Parti, non soltanto sarà prestata ogni sorta di assistenza, ed usata ogni facilitazione ai naufraghi, ma anche i legni e le loro parti ed avanzi, i loro attrezzi e tutti gli oggetti che a loro appartengono, le carte trovate a bordo, come pure gli effetti e le merci che fossero state gettate nel mare, e che venissero ricuperate, oppure il prodotto della vendita se fossero vendute, saranno integralmente restituite ai proprietari, dietro la loro domanda, o quella dei loro agenti a ciò debitamente autorizzati, e tutto ciò senza altro pagamento che quello delle spese del ricupero e della conservazione, e di quegli eventuali diritti, e non altri, che in caso simile si pagherebbero per un bastimento nazionale.

In mancanza del proprietario o di speciale agente, sarà fatta la consegna ai Consoli, Vice-Consoli od Agenti Consolari rispettivi, beninteso, che in caso di qualche legale reclamo su di un tale naufragio, riguardo ai legni, effetti e mercanzie, la decisione sul medesimo sarà deferita ai Tribunali competenti del paese.

Le merci avariate o gettate dal mare sulla spiaggia che erano caricate su navigli di uno degli Stati contraenti, non saranno dall'altro Stato assoggettate ad imposta che quando passino in consumo, salvo l'eventuale compenso pel ricupero.

Articolo XXI.

I conduttori di navigli e di barche, appartenenti ad uno degli Stati contraenti saranno ammessi a navigare su tutte le vie di comunicazione per acque si naturali che artificiali situate nei territori delle Parti contraenti, sotto le stesse condizioni, e contro pagamento degli stessi diritti di nave o carico, come i conduttori di navigli e di barche nazionali.

Articolo XXII.

I sudditi di uno degli Stati contraenti potranno far uso, sotto le stesse condizioni, e contro il pagamento delle stesse competenze che i nazionali dell' altro Stato delle maggiori e minori strade, dei canali, delle chiuse, dei passi, ponti e ponti giranti, dei porti e piazze d'approdo, del segnalamento ed illuminazione delle acque navigabili, dei piloti, delle grue, dei pesi pubblici, dei magazzini, degli stabilimenti per il salvataggio e la conservazione dei carichi, dei navigli e simili altri oggetti, in quanto tali istituzioni o stabilimenti sieno destinati a benefizio del pubblico commercio, sia che vengano amministrati dallo Stato o da privati.

Non si potrà esigere alcun diritto se non nel caso che siasi realmente fatto uso di tali stabilimenti od istituzioni, salve le disposizioni particolari concernenti i fari, fanali, ed il pilotaggio.

Sulle strade che servono direttamente od indirettamente a porre in comunicazione gli Stati contraenti fra di loro o coll' estero, i

diritti di pedagio che si esigono pei trasporti che oltrepassano la 1867
frontiera non potranno essere maggiori in proporzione alla distanza percorsa, di quelli esatti per i trasporti limitati al proprio territorio dello Stato.

Pelle ferrovie non valgono le presenti disposizioni, ma quelle contenute negli articoli XXIII e XXIV.

Articolo XXIII.

Sulle strade ferrate i sudditi dell' altra Parte e le loro merci non saranno trattati meno favorevolmente dei sudditi propri, e delle loro merci, rispetto al tempo, al modo ed al prezzo del trasporto.

Per il transito da e verso il territorio dell' altra Parte, nessuno dei due Stati esigerà competenze di trasporto ferroviario più elevate di quelle cui sono proporzionalmente sottoposte sulla stessa linea ferroviaria le merci caricate o scaricate nel proprio territorio.

Articolo XXIV.

Le Parti contraenti procureranno di facilitare per quanto sia possibile la spedizione di merci sulle strade ferrate situate nel loro territorio, colla formazione di congiunzioni immediate a guide di ferro fra le linee che mettono capo nello stesso luogo, ed anche col trapasso di mezzi di trasporto da una linea all' altra.

Nei punti di confine dove già esistono congiunzioni immediate a guide di ferro e dove succede il trapasso dei mezzi di trasporto, le Parti contraenti esenteranno dalla dichiarazione, dallo scarico, e dalla visita di confine, come pure dal suggellamento dei colli, le merci che entrano in vagoni idonei alla suggellazione nel modo prescritto dai regolamenti, e vengono negli stessi vagoni spedite ad un luogo dell' interno in cui si trova un Ufficio Daziario o di imposte autorizzato al relativo trattamento, semprechè le dette merci sieno notificate per la entrata colla consegna delle polizze (liste) di carico, e delle lettere di porto.

Le merci che senza essere scaricate trasitano per il territorio di una delle Parti contraenti da o verso il territorio dell' altra nei vagoni delle strade ferrate atti ad essere suggellati giusta i regolamenti, saranno esentate dalla dichiarazione, dallo scarico, dalla revisione e dal suggellamento dei colli, tanto nell' interno che ai confini, semprechè dette merci sieno notificate pel transito colla consegna delle polizze (liste) di carico, e delle lettere di porto.

L'attivazione delle predette disposizioni è però vincolata alla condizione che le rispettive amministrazioni delle strade ferrate sieno tenute responsabili dell'arrivo in tempo utile dei vagoni col suggello intatto all' Ufficio di esaurimento nell' interno od al Ufficio di uscita.

In quanto da una delle Parti contraenti sieno state concertate con un terzo Stato riguardo al disbrigo delle operazioni doganali

1867 facilitazioni maggiori di quelle suespresse, tali facilitazioni saranno da applicarsi anche al commercio coll' altra Parte sotto condizioni di reciprocità.

Articolo XXV.

Le Parti contraenti si accordano reciprocamente il diritto di nominare Consoli in tutti quei porti e piazze mercantili dell'altro Stato nei quali vengano ammessi Consoli di un terzo Stato.

Questi Consoli dell'una delle Parti contraenti godranno nel territorio dell' altra, sotto condizione di reciprocità, di tutte le prerogative, facoltà ed esenzioni, di cui fruiscono o verranno a fruire i Consoli di un altro qualsiasi Stato.

I detti Agenti riceveranno dalle autorità locali tutta l'assistenza che viene effettivamente o verrà in seguito accordata agli Agenti della nazione più favorita, per la restituzione dei soldati o marinai appartenenti a navi da guerra o mercantili di uno dei due Stati contraenti, che abbiano disertato sull territorio dell' altro.

Articolo XXVI.

Le Alte Parti contraenti si reservano di determinare in seguito, mediante apposite stipulazioni, i mezzi per accordare entro i loro territori reciproca protezione ai diritti degli autori di opere di letteratura e di belle arti.

Articole XXVII.

Il presente Trattato resterà in vigore pel periodo di nove anni a decorrere dal giorno dello scambio delle ratifiche; e qualora nessuna delle Alte Parti contraenti avrà notificato all' altra l'intenzione di farne cessare gli effetti dodici mesi prima della scadenza del detto periodo di nove anni, esso s'intenderà in vigore d'un anno per l'altro, e la denuncia del Trattato non produrrà la sua cessazione se non dopo un anno calcolato dal giorno dell' intimazione.

Le Alte Parti contraenti si riservano il diritto di introdurre nel presente Trattato quelle modificazioni che saranno giudicate conformi allo spirito ed ai principi del medesimo, e la cui opportunità sarà dimostrata dall' esperienza.

Articolo XXVIII.

Il presente Trattato sarà ratificato, e le ratifiche saranno scambiate à Firenze entro il prossimo mese di giugno o prima, se ciò fosse possibile.

In fede di che, i Plenipotenziari delle due Parti lo hanno firmato, e vi hanno adposto i suggelli delle loro armi.

Fatto a Firenze il ventitre aprile mille ottocento sessanta sette.

(L. S.) *Kübeck* m. p. (L. S.) C. *Rattazzi* m. p.
(L. S.) *Pretis* m. p. (L. S.) F. *de Blasiis* m. p.

Articoli addizionali al Trattato di commercio e di navigazione. 1867

Articolo 1.

Per dare al traffico dei rispettivi distretti di confine quelle facilitazioni che esigono i bisogni del commercio giornaliero, le Alte Parti contraenti hanno convenuto di quanto segue:

1. Saranno esenti dal dazio tanto di entrata quanto di uscita pel commercio attraverso i confini Austro-Italiani in ambidue gli Stati:

a) Tutte le quantità di merci, per le quali il totale dei diritti da riscuotersi importa meno di (cinque centesimi) un soldo austriaco e $^3/_4$;

b) le erbe da pascolo, il fieno, lo strame, il muschio per imballagio e per calafatare, i foraggi, i giunchi e canne comuni, le piante vive (piantoni e magliuoli di viti) i grani in covoni, i legumi in erba, il lino e la canapa non battuti, le patate;

c) gli alveari con api viventi;

d) il sangue di bestiame;

e) le uova di ogni genere;

f) il latte, anche coagulato;

g) il carbone di legno, il carbon fossile, la torba, ed i carboni di torba;

h) le pietre la fabbrica e di cava, le pietre da lastricato e da mulino, e le pietre ordinarie da arrotare, le coti greggie da affilare falci o falciuoli, tutte quelle scalpellate o non, per altro non molate nè tagliate in lastre, la scoria, la ghiaja, la sabbia, la calce ed il gesso crudo, la marna, l'argilla, ed in generale ogni qualità di terre ordinarie da mattoni e pentole, le pipe, e le stoviglie;

i) i mattoni;

k) la crusca, la sansa (feccia di olive intieramente secca) i panetti di noce, ed altre focacce fatte con rimasugli di vegetali, i frutti ed i semi oleosi, cotti o torchiati;

l) la cenere divanata e la cenere di carbone fossile, il concime (anche il guano), i fondacci, le sciacquature, le vinaccie (grappo o feccia di uve), i resti di malto, i rottami di merci di pietra o di argilla, la calia d'oro e d'argento, il fango;

m) il pane e la farina in quantità di 10 kgr.,
le castagne . . . „ „ „ 10 „
la carne fresca . . „ „ „ 4 „
i formaggi . . . „ „ „ 2 „
il burro fresco . . „ „ „ 2 „

2. Saranno esenti tanto dai diritti di entrata, quanto da quelli di uscita, e sarà pure accordato il libero passaggio fuori delle strade doganali per il bastiame da lavoro, gli strumenti rurali, i mobili e gli effetti che i contadini all'estremità della frontiera introducono od

1867 esportano attraverso la linea doganale per motivo di lavoro, o traslazione di domicilio.

3. Saranno pure esenti da dazi di entrata e di uscita i prodotti naturali di quella parte delle possessioni dei sudditi delle due Parti contraenti che fosse separata mediante la linea di confine Austro-Italiana, dai rispettivi casali o fabbriche, nel loro trasporto a questi casali o fabbriche.

Sono però limitati i favori concessi nei N° 1 e 2 agli abitanti di un circondario di confine, che in Austria si estende fino alla distanza di una lega austriaca dalla frontiera, ed in Italia sino alla distanza di sei chilometri.

4. I Governi dei due Stati contraenti concerteranno i provvedimenti necessari a permettere per certe località, ove ciò sia riconosciuto necessario, il passaggio fuori delle strade doganali di quegli oggetti che in nessuno dei due Stati sono soggetti nè a dazio di entrata, nè a dazio di uscita, sotto l'osservanza però di apposito controllo, da stabilirsi per i singoli casi.

Articolo 2.

Per regolare e facilitare il movimento sulle strade ferrate Austriache ed Italiane, nei punti di congiunzione al confine Austro-Italiano, e per agevolare il traffico coll'attivazione di Uffici misti di dogana e di ordine pubblico nelle stazioni di ricambio internazionali, le Alte Parti contraenti hanno conchiuso l'annessa Convenzione.

Firenze, li 23 aprile 1867.

(L. S.) *Kübeck* m. p.
(L. S.) *Pretis* m. p.
(L. S.) U. *Rattazzi* m. p.
(L. S.) F. *de Blasiis* m. p.

Tariffa A 1867

annessa all'Articolo VIII del Trattato di Commercio e di Navigazione fra l'Austria e l'Italia.

Dazi per l'importazione dell'Austria in Italia.

Categoria	Denominazione degli oggetti	Base	Importo del Dazio compresi i diritti addizionali	
			Lire	Cent.
I.	Olio di ravizzone	100 Chil.	2	.
	Birra in bottiglie	1 ettol	2	oltre i diritti di consumo
	„ in botti o barili	„	2	
	Acquavite (alcool) semplice di 22 gradi o meno, in botti o barili .	„	5	50
	Acquavite (alcool) semplice di gradi superiori, in botti o barili	„	10	.
	Vino in otri o botti	„	5	77
II.	Zucchero raffinato	100 Chil.	28	85
	„ non riffinato	„	20	80
	Biacca	„	3	75
	Potassa	„	esente	
	Inchiostro da stampa	„	3	75
	Cera da suggellare	„	25	.
III.	Frutta preparate	„	esente	
	Legumi salati ed in composta nell'aceto in botti	„	esente	
IV.	Colla caravella (colla di pesce) gelatina di carne e cuojo . . .	„	3	75
V.	Pesce fresco di mare	„	esente	
	Sardelle, acciughe, cospettoni e saracche, salati all'importazione per i porti dell'Adriatico	„	.	25
VI.	Cavalli del valore superiore a lire 300	cad.	15	.
	Bovi e tori	„	15	.
	Vacche	„	7	50
	Giovenche e torelli	„	5	.
	Pecore	„	esente	
	Porchetti da latte	„	esente	
VIII.	Reti da pesca	100 Chil.	4	.

La conversione delle unità italiane in unità austriache deve farsi sul piede seguente:
2½ lire = 1 fl. ö. W.
2½ cent. = 1 kr. (soldo) V. A.
50 Chil. = 1 cent. daz.

1867

Categoria	Denominazione degli oggetti	Base	I I P I I
	Tele di canape e di stopa di lino per imballaggio, in cinghie ed in tubi	100 Chil.	
XI.	Stoppolini o bavella ordinaria (tessuti di cascami di seta, misti o non misti con altre materie) .	"	
XIII.	Pialacci (fogli da intarsiare) . . .	"	
	Mobili di legno curvato per sedere come pure tavole e letti di tale legno, non verniciati, cioè senza lacca, non intarsiati con metallo, non imbottiti, non scolpiti	"	
XIV.	Carta ascingante e carta grossa da involti	"	
	Composizioni musicali stampate	"	
XV.	Zolfanelli chimici	"	
	Merci di panierajo grosse	"	
	Piume da letto.	"	
XVI.	Ferro di prima fabbricazione, in barre, verghe ecc. di qualunque forma e diametro	"	
	Ferro di seconda fabbricazione, in travi di ferro, ancore, assi o sali di veicoli, incudini, magli e vomeri	"	
	Ferro laminato in lastre di 4 millimetri di spessore o più	"	
	Ferro in lastre di minor spessore ed in tubi	"	
	Acciato filato o lavorato	"	
	Molle da carozza e simili	"	
	Strumenti: coltelli per arti e mestieri, e coltelli con manico in legno comune non guernito . .	"	
	Strumenti per le arti e mestieri e per l'agricoltura, di ferro, d'acciaio, e di ferro ed aciaio . . .	"	
	Ferraglia e rottami di ferro . . .	"	
	Merci di pakfong (argenton). . .	"	
	Antimonio	"	
XIX.	Vetro da specchio, greggio (lastre di vetro e di cristallo non pulite)	"	
	Vetri concavi (recipienti) bianchi, non molati	"	
	Vetrificazioni e smalti in pani . .	"	

Tariffa B 1867

annessa all'Articolo VIII del Trattato di Commercio e di Navigazione fra l'Austria e l'Italia.

Dazi per l'importazione dall'Italia in Austria.

Categoria	Denominazione degli oggetti	Base	Importo del Dazio fl.	kr.
I.	Frutti meridionali:			
	1. datteri, mandorle e pistacchi . .	1 cent. netto	5	.
	2. fichi secchi, melagranate, pignoli (pinocchi) mondi, uva appassita (anco uva passa di Corinto e zibibbo) . .	"	2	50
	3. melarance, cedri, limoni	"	2	20
II.	Prodotti d'ortaglia preparati, vale a dire: le specie di civaje e di erbaggi, pomi di terra e rape, radici mangerecce, funghi mangerecci, compressi i tartufi, disseccati al sole od al fuoco, compressi, tagliati od altrimenti sminuzzati, salati, conservati nell'aceto, in botti	1 cent. sporco	.	75
	Dall'Italia per i confini di terra .	"	esente	
III.	Riso:			
	a) senza lolla.	"	.	25
	b) colla lolla	"	esente	
IV.	Pelli crude (cioè verdi o secche, anche salate, ma non altrimenti lavorate) . .	"	esente	
V.	Formaggi	1 cent. netto	2	20
VI.	Olio di oliva in bottiglie ed orci . . .	"	5	
	" " " in botti, otri e vesciche . .	1 cent. sporco	1	50
	Nota. L'olio d'oliva che viene introdotto in botti ed otri, quando la procedura daziaria abbia luogo presso una Dogana principale, ed inoltre vi si mescoli per ogni centinario sporco di olio di oliva 1 libbra netta daziaria d'olio di trementina oppure 0·13 di libbra daziaria d'olio di Rosmarino . .	"	.	40
	La conversione delle unità austriache in unità italiane deve farsi sul piede seguente: 1 fl. val. a. = 2½ franchi. 1 kr. (soldo) = 2½ centesimi. 1 cent. daz. = 50 chilogr.			

1867

Categoria	Denominazione degli Oggetti	Base	Importo del Dazio fl.	kr.
VII.	Manna	1 cent. sporco	.	75
VIII.	Sugo di regolizia	1 cent. netto	2	.
IX.	Olj volatili, non nominati a parte. . . .	"	5	.
X.	Seta:			
	a) 1. Gallette di seta (bozzoli), e 2. cascami di seta non filati	1 cent. sporco	esenti	
	b) 1. seta greggia filata e seta greggia filatojata, nè tinta nè in unione con altre materie; 2. cascami di seta filati nè tinti nè in unione con altre materie da filare	"	esenti	
	c) 1. seta imbiancata o tinta o in unione con altre materie, e 2. cascami di seta tinti od in unione con altre materie da filare.	1 cent. netto	6	.
XI.	Merci di sola seta:			
	tutte le blonde e merletti, come pure tutti i tessuti ricamati, misti con filo d'oro o d'argento buono o falso . . .	"	120	.
	e dal 1 gennajo 1872	"	80	.
XII.	Lini e canape:			
	pettinati	1 cent. sporco	esenti	
	filati a macchina greggi, cioè: non imbiancati, colorati o torti	1 cent netto.	3	.
	imbiancati ma non torti.	"	4	50
	torti	"	10	.
XIII.	Articoli da funajolo:			
	non imbiancati, come corde, canapi, cavi, cinture	1 cent. sporco	.	75
	imbiancati e telle da involti grigie . .	"	.	75
XIV.	Merci di lino ordinarissime, come pannolini e tralicci, tutti questi oggetti greggi, non imbiancati e senza disegno tramato; in oltre secchie (da spegnere il fuoco) di tela da vele non imbiancata .	1 cent. netto	6	.
XV.	Trecce di paglia d'ogni sorta non miste con altre materie.	1 cent sporco	1	.
XVI.	Cappelli di paglia e di scorza d'albero:			
	senza guarnitura	il pezzo	.	10
	con guarnitura.	"	.	20
XVII.	Stoviglie:			
	1. ordinarissime	1 cent. sporco	.	25
	2. ordinarie	1 cent. netto	2	50
	Nota. Stoviglie ordinarissime dall'Italia per i confini di terra . . .	1 cent. sporco	esenti	
XVIII.	Sugo di cedro e di limone	"	esenti	

1867

Tariffa C

annessa all'Articolo IX del Trattato di Commercio e di Navigazione fra l'Italia e l'Austria.

Dazi per l'uscita dall'Italia.

Categoria	Denominazione degli Oggetti	Base	Importo del Dazio Lire	Cnt.
I.	Vino in botti	1 ettol.	1	.
	„ „ bottiglie	cad.	.	5
	Oli d'oliva	100 Ch.	1	.
	„ d'ogni altra sorta	„	.	30
	„ volatili ed altre essenze non nominate	„	2	.
II.	Agro di cedro e di limone, cotto o concentrato	„	1	.
	Agro di cedro e di limone, crudo	„	.	15
	Manna in cannelli o rottami di cannelli	„	5	.
	„ „ sorte o in frasca	„	3	.
	Aloe ed altri sughi non nominati	„	3	.
	Senapa in grana	„	1	.
	Radica di liquorizia	„	1	.
	Acido boracico naturale ed artificiale	„	2	.
	Sale marino	tonnel.	.	20
	„ gemma (di rocca)	„	.	20
	„ tartaro, feccia di vino	100 Chil.	2	.
	Generi per tinta e per concia, non nominati, non macinati	„	.	25
	Generi per tinta e per concia, non nominati, macinati	„	.	50
III.	Agrumi	„	.	25
	Frutti secchi non nominati	„	1	.
	Mandorle col guscio (sciacarelle)	„	1	50
	„ monde	„	3	.
	Noce e nocciuole	„	.	40
	Semenze diverse	„	1	.
IV.	Carni fresche e pollame	„	2	.
	„ salate ed affumicate	„	2	.
	Formaggio	„	4	.
	Uova	„	1	.
	„ all'uscita pel confine di terra	„	esenti	
VI.	Buoi e tori	cad.	5	.
	Vacche	„	4	.
	Giovenchi, giovenche e torelli	„	2	.
	Vitelli, cioè animali bovini sotto l'anno	„	1	.
	Porci al disopra di chilogrammi 20	„	1	.
	„ „ disotto „ „ 20	„	.	50

1867

Categoria	Denominazione degli oggetti	Base
VII.	Pelli crude	100 Chi
	„ in basana, acconciate e camosciate	„
VIII.	Canapa e lino ed altri vegetali filamentosi in steli	„
	Canapa e lino ed altri vegetali filamentosi di capecchio e stoppa	„
	Canapa e lino ed altri vegetali filamentosi grezzi	„
	Canapa e lino in steli per i confini di terra	„
	Canapa greggia per i confini di terra . .	„
	„ e lino ed altri vegetali filamentosi, pettinati	„
X.	Lana in massa	„
XI.	Bozzoli	„
	„ per i confini di terra	„
	Avanzi di seta.	„
	Sete crude	„
XII.	Grano, granaglie e marzaschi	„
	„ „ „ „ per i confini di terra	„
	Castagne	„
	Riso e risone, con lolla	„
	„ „ „ senza lolla	„
	„ per i confini di terra (anche risone)	„
	Farine	„
	Paste di frumento	„
	Pane e biscotto	„
XIII.	Legno di qualunque specie, sgrossato per casse (monture) da fucile	cad.
XV.	Stracci di sostanze vegetali	100 Ch
	„ d' ogni altra sostanza	„
	Cappelli	„
	Trecce di paglia, scorza, sparto ecc. per cappelli fini	„
	Trecce di paglia, scorza, sparto ecc. per far cordami ed altro	„
XVI.	Ferro in masse ed in rottami.	„
	Minerali di ferro	1 tonne
	„ „ rame	„
	„ „ piombo	„
	Piombo in pani e rottami	100 Chi
XVIII.	Marmo greggio	„
	Zolfo greggio	„
	Nota. Oltre i suddetti diritti si riscuote quello addizionale di 10 lire per ogni 100 lire.	

Cartello Doganale fra l'Austria e l'Italia. 1867

Articolo 1.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si obbliga a cooperare all'impedimento, alla scoperta, ed alla punizione delle contravvenzioni alle leggi doganali o di privativa dell'altro Stato, nei modi stabiliti dalle seguenti disposizioni.

Articolo 2.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti obbligherà i suoi funzionari incaricati di impedire o di denunciare le contravvenzioni alle proprie leggi doganali o di privativa, i quali vengono a cognizione che siasi per commettere o sia stata commessa una contravvenzione alle leggi suddette dell' altra Parte, nel primo caso, a possibilmente impedirla con tutti i mezzi che stanno a loro disposizione, ed in ambedue i casi a denunciarla alla autorità competente del proprio stato.

Articolo 3.

Le Autorità di Finanza di una Parte debbono far conoscere alle Autorità di Finanza dell'altra Parte le contravvenzioni alle leggi doganali o di privativa di quest' ultima giunte a loro notizia, e somministrare ad esse ogni opportuno ragguaglio sulle relative circostanze di fatto in quanto possano rilevarle.

Per Autorità di Finanza si intendono in Austria le Direzioni distrettuali di Finanza, le Dogane principali, gli Ispettori di confine o di finanza, ed i Commissari della Guardia di Finanza; in Italia, le Direzioni delle Gabelle (Intendenze di Finanza), le Dogane Principali, gli Ispettori, e gli Ufficiali della Guardia Doganale.

Articolo 4.

Gli Uffici di riscossione delle Parti contraenti debbono sempre permettere agli impiegati superiori di Finanza, a ciò autorizzati dall'altro stato, dietro loro domanda, e nel locale d' Ufficio, l' ispezione dei registri ed altri documenti che riguardano il movimento commerciale fra i due stati, e la circolazione nonchè i depositi delle merci sottoposte a speciale vigilanza.

Articolo 5.

Le Parti contraenti si concedono reciprocamente il diritto d' inviare ai loro uffici doganali impiegati, onde prendano cognizione del trattamento degli affari presso i medesimi relativamente alla materia doganale, ed alla sorveglianza dei confini; al quale effetto sarà con premura aperto ogni adito a questi impiegati.

Gli Stati contraenti si communicheranno reciprocamente tutti gli schiariamenti desiderabili intorno alla contabilità e la statistica nei due territori doganali.

1867

Articolo 6.

Nell'intento di scoprire e reprimere il contrabbando, gli impiegati doganali o delle privative, i funzionari superiori della Guardia Doganale o della Guardia di Finanza dei due Paesi si sussidieranno tra di loro colla maggior premura, communicandosi i loro rilievi nel più breve termine, e mantenendosi in rapporti di mutua intelligenza per quei concerti che meglio varranno ad ottenere lo scopo.

Articolo 7.

Entro il circondario confinante (zona di vigilanza) lungo la frontiera che divide gli stati delle Alte Parti contraenti, non potranno custodirsi merci estere non sdaziate, senza che ne sia stata data cauzione pel dazio o sieno poste sotto vigilanza di un ufficio doganale.

Articolo 8.

Sulla domanda delle Autorità di finanza o giudiziarie di una delle Alte Parti contraenti, quelle dell'altra dovranno prendere o promouvere presso le Autorità competenti del proprio paese le misure occorrenti per accertare i fatti o raccogliere le prove dei contrabbandi commessi o tentati a danno delle dogane o delle privative dello stato requirente, e, secondo le circostanze, ottenere l'interinale sequestro delle merci.

A simili richieste, le Autorità di ciascuna delle Parti contraenti debbono corrispondere in egual modo comme se si trattasse di contravvenzione alle leggi doganali o di privativa del proprio stato.

Così pure possono gli impiegati doganali e delle privative, i funzionari della Guardia Doganale o di finanza di una Parte mediante requisitoria alla loro preposta Autorità fatta dalle Autorità competenti dell'altra Parte venire chiamati ad esporre avanti la competente autorità del proprio paese le circostanze riferibili al contrabbando tentato o commesso nel territorio dell'altro Stato.

Articolo 9.

Agli Agenti della Guardia Doganale o di finanza delle due Parti contraenti che esercitano il servizio di vigilanza sulle acque del lago di Garda sarà permesso d'inseguire fino alla distanza di cento metri dalla sponda i contrabbandieri che toccarono le acque del proprio Stato, e di arrestarli cogli oggetti di contrabbando nelle acque dell'altro Stato, fino alla distanza suddetta, nonchè di tradurre le merci, i mezzi di trasporto, ed i contrabbandieri dinnanzi l'ufficio di finanza del proprio stato, pei procedimenti penali relativi.

Articolo 10.

Nessuna delle Parti Contraenti tollererà nel proprio territorio associazioni che abbiano per iscopo il contrabbando verso il territorio

dell'altra Parte, ne darà legale validità a convenzioni di assicurazione 1867
per contrabbando.

Articolo 11.

Ciascuna delle Parti contraenti è obbligata:

A. riguardo alle merci di vietata importazione o di vietato transito nell'altro stato, a permetterne il passaggio per esso solo quando sia stata data la prova dell'ottenuta particolare licenza di quello stato;

B. riguardo alle merci destinate per l'altro Stato, ed ivi sottoposte a dazio d'importazione, a permetterne l'uscita solo quando sieno dirette al corrispondente ufficio di entrata munito delle sufficienti facoltà in ore del giorno che acconsentano di arrivare in un tempo permesso all'ufficio stesso, e sotto condizione che non avvenga qualsiasi non necessaria fermata o deviazione di cammino fra un ufficio e l'altro dei due Stati.

Articolo 12.

Così pure ciascuno degli Stati contraenti si obbliga a non svincolare le cauzioni prestate per l'uscita dal proprio territorio delle merci di transito, o per la riesportazione di merci estere non sdaziate, nè di condonare o restituire diritti di entrata o di consumo per merci che si esportano, se mediante attestazione dell' Ufficio di entrata dell'altro Stato, non sia provato che le merci sieno state ivi presentate e notificate.

Articolo 13.

In relazione alle disposizioni stabilite agli articoli 11, lettera *B*, e 12, le Parti contraenti si concerteranno per determinare il numero occorrente e le attribuzioni degli Uffici cui debbono essere presentate le merci che passano le communi frontiere, le ore in cui può aver luogo la spedizione ed il passaggio delle merci, il modo di accompagnarle allo Ufficio dell'altro stato, e finalmente quelle speciali misure da adottarsi pel commercio a mezzo delle strade ferrate.

Articolo 14.

Pei contrabbandi commessi o tentati a danno dell'altra Parte in materia di dogana o di privativa, cioè per le contravvenzioni ai divieti riguardanti la importazione, l'uscita od il transito, e per le defraudazioni di dazi doganali o diritti di monopolio, ciascuna delle due Parti contraenti assoggetterà sulla domanda di una competente autorità dell'altra Parte, i contravventori alle stesse pene stabilite per simili od analoghe contravvenzioni alle leggi di dogana o di privativa del proprio Stato:

I. allorchè l'imputato è suddito dello Stato che deve sottoporlo ad inquisizione ed a pena, ovvero

1867 II. allorchè il medesimo, non solo all' epoca della contravvenzione aveva dimora, anche transitoria nel territorio di questo Stato, ma si lascia trovare nel medesimo anche al sopraggiungere o dopo l' arrivo della requisitoria per la inquisizione, semprechè lo imputato non appartenga allo Stato le di cui leggi sono oggetto dell' imputato contravvenzione.

Però saranno applicate le pene sancite dalle leggi dell' altro stato, se queste risultano più miti.

In quanto la multa, per disposizione di leggi si regoli secondo l' importo defraudato, essa deve misurarsi in base alla tariffa dello Stato alle cui leggi doganali o di privativa si è contravvenuto.

Articolo 15.

Nei processi da istruirsi in forza dell' articolo 14, si deve attribuire alle riferte d' ufficio delle Autorità o funzionari dell' altro Stato la stessa forza di prova che compete in casi simili alle riferte d'ufficio delle Autorità o Funzionari del proprio Stato.

Articolo 16.

Le spese che nei processi istruiti in forza dell' articolo 14 venissero sostenute saranno risarcite dallo Stato nel cui interesse si procede in quanto non possano realizzarsi sul valore degli oggetti sequestrati o non sieno corrisposte dai contravventori.

Articolo 17.

Le somme versate dallo imputato a causa di un procedimento istruito a termini dell' articolo 14 od introitate colla vendita degli oggetti della contravvenzione, si crogheranno in maniera che innanzi tutto vengano soddisfatte le spese giudiziali, indi le imposte sottratte all' altro Stato, e per ultimo le multe.

Di queste ultime disporrà lo Stato in cui ebbe luogo il processo.

Articolo 18.

Da un processo istruito a senso dell' articolo 14 si dovrà tosto desistere sulla domanda dell' Autorità dello Stato che lo ha provocato, a meno che non sia già stata emanata una decisione definitiva, cioè passata in cosa giudicata.

Articolo 19.

Le Autorità o Giudicature di ciascuna delle Parti contraenti dovranno relativamente ad ogni processo istruito nell' altro Stato per una contravvenzione alle leggi di dogana o di privativa del medesimo Stato, od in base all' articolo 14, sulla richiesta della Autorità o de Giudice compentente:

I. Assumere, ed al bisogno con giuramento, le deposizioni dei 1867
testimoni e dei periti che si trovano nel distretto di loro giurisdizione, e costringere, se fa d'uopo, i primi a deporre la loro testimonianza in quanto questa non possa, giusta le leggi del paese, venir rifiutata.

II. Intraprendere ispezioni d'ufficio, ed autenticarne gli emersi rilieve.

III. Fare intimare citazioni e decisioni agli imputati che si trovassero nel distretto della Autorità requisita, senza appartenere allo Stato cui appartiene l'Autorità stessa.

Articolo 20.

Per leggi doganali o daziarie s'intendono nel presente Cartello anche i divieti di importazione, di esportazione e di transito, e per Giudicature le Autorità costituite negli Stati contraenti per l'inquisizione e punizione delle contravvenzioni alle proprie consimili leggi.

Convenzione concernente il movimento sulle strade ferrate nei punti di congiunzione al confine Austro-Italiano e l'attivazione di Uffici misti di dogana e di ordine pubblico nelle stazioni internazionali di ricambio.

Articolo 1.

Sede degli Uffici riuniti.

Le stazioni internazionali di ricambio per le strade ferrate dei due Stati, nelle quali verranno collocati gli Uffici misti di confine sono:

a) per la strada ferrata fra Udine e Gorizia la stazione di Cormons sul territorio Austriaco,

b) per la strada ferrata da Verona a Bolzano la stazione di Ala in Tirolo.

Articolo 2.

Obbligo nelle Amministrazioni delle strade ferrate di costruire e mantenere i locali occorrenti per gli Uffici misti (Internazionali).

Le Amministrazioni delle strade ferrate hanno l' obbligo di construire e mantenere i fabbricati che nelle stazioni suddette occorrono per gli Uffici misti, per gli alloggi degli Impiegati e per il collocamento delle Guardie doganali e di finanza, nonchè della Guardia di polizia.

Con speciali trattative, da tenersi successivamente, saranno determinate le condizioni ed i limiti di quest' obbligo, e verrà pure stabilito il modo di arredare dei mobili gli uffici, di provvedere alla successiva manutenzione nonchè alla illuminazione, al riscaldamento ed alla pulitura dei locali dei medesimi e di fornire eventualmente gli alloggi per gli impiegati, e sarà pure definito, se e quali compensi

1867 possono spettare pell'adempimento di esso, alle Amministrazioni delle strade ferrate da parte dei due Governi contraenti.

Articolo 3.

Della organizzazione dei varii rami di servizio nelle stazioni internazionali di ricambio.

A. Del servizio della strada ferrata.

I Governi contraenti s'impegnano di ottenere dalle due Società delle strade ferrate dell'Alta Italia e Meridionali Austriache che sia stabilita una Convenzione per regolare l'esercizio del tronco di ferrovia fra i confini dei due Stati e la stazione internazionale di ricambio e l'uso comune dei locali occorrenti pel servizio ferroviario in questa stazione. In tale Convenzione sarà tenuta la massima che a ciascuna delle due Società siano devoluti i prodotti della propria linea fino al confine dei due Stati.

Articolo 4.

Le tariffe speciale fissate fra l'Imperiale Governo Austriaco e la Società delle strade ferrate Meridionali Austriache nella Convenzione 27 febbrajo 1866 non potranno essere aumentate dalle due Società Italiana ed Austriaca nè pel traffico tra le Provincie Venete ed Austriache nè pel transito da o pel Tirolo ed oltre.

Articolo 5.

Le opere per ampliazione e adattamento delle stazioni internazionali di ricambio saranno concertate fra le due Società Italiana ed Austriaca delle strade ferrate ed eseguite a cura di quella sulla cui linea sarà collocata la stazione internazionale.

L'approvazione dei progetti per le opere suddette e la sorveglianza dei lavori relativi spetteranno al Governo dello Stato in cui è collocata la stazione per quanto riguarda il servizio delle ferrovie.

I progetti pel servizio misto e comune nell'interesse delle Amministrazioni dei due Stati dovranno essere approvati d'accordo dai Governi medesimi.

Articolo 6.

Non saranno introdotti nelle strade, nè saranno praticati nel materiale mobile tali cambiamenti che facessero ostacolo al libero passaggio dei veicoli dalle ferrovie di uno Stato a quelle dell'altro.

Articolo 7.

Il Governo sul cui territorio è situata la stazione internazionale di ricambio conserverà per gli effetti politici e giuridici il pieno alto dominio tanto nel recinto della stazione, quanto sui tronche di ferrovia fra la detta stazione e il confine dei due Stati.

Il Governo stesso prenderà le opportune disposizioni affinchè 1867
gli Agenti della ferrovia dell' altra Società siano protetti nell' esercizio delle loro funzioni relative alla sorveglianza ed alla sicurezza della strada.

Articolo 8.

La Società dell' altro Stato avrà il diritto di nominare gli impiegati e tutto il personale di servizio pel tronco di ferrovia fra il confine e la stazione internazionale di ricambio e per le stazioni che già esistessero o venissero in seguito attivate fra il confine et la detta stazione internazionale, nonchè quello necessario in questa ultima al servizio esclusivo della propria amministrazione.

Articolo 9.

Gli Agenti incaricati delle pratiche doganali nelle stazioni internazionali di ricambio non saranno ammessi a compierle per le importazioni, esportazioni o pel transito nell' uno o nell' altro Stato quando dalle rispettivi Amministrazioni doganali si abbiano motivi di esclusione.

Articolo 10.

Il servizio nella Stazione internationale di ricambio e l'esercizio del tronco tra questa ed il confine dei due Stati sono soggetti alla sorveglianza finanziaria dello Stato nel cui territorio è situata la stazione medesima. Gli Impiegati doganali e le Guardie di finanza dello Stato territoriale sono perciò autorizzati ad introdursi nei locali delle stazioni per le opportune visite di ufficio, a star presenti alle operazioni di servizio della ferrovia, a verificare lo stato delle merci in deposito, ed a richiedere la ispezione dei registri e delle carte relative.

Se queste visite verranno praticate in locali addetti all'Amministrazione della Società dell' altro Stato, dovranno sempre eseguirsi alla presenza di un' impiegato superiore di quell'Amministrazione.

Articolo 11.

I Governi contraenti si obbligano reciprocamente ad impedire che la Società della ferrovia del proprio Stato destini come impiegati o Inservienti addetti al servizio da farsi sul territorio dell'altro Stato persone già condannate per crimini o per contrabbando o gravi trasgressioni alle leggi di finanza.

Articolo 12.

Sotto l'osservanza delle condizioni generali prescrite per conseguire l'esenzione dal dazio sarà, dal Governo, nel di cui territorio è posta la stazione internazionale di ricambio, accordata all' altra

1867 Società la libera importazione ed esportazione dei materiali ed oggetti di consumo occorrenti per la manutenzione e per l'esercizio del tronco di ferrovia fra il confine dei due Stati e la stazione medesima, nonchè dei materiali ed oggetti occorrenti per le stazioni intermedie stabilite lungo il tronco suddetto semprechè questi oggetti, fra i quali potranno essere compresi anche i mobili a corredo degli Uffici, provengano da magazzini, depositi od officine della Società e sieno impiegati ad uso esclusivo della sua Amministrazione.

Articolo 13.

Il Governo del territorio sul quale è situata la stazione internazionale di ricambio, non esigerà dalla Amministrazione delle ferrovie dell' altro Stato, per ragione di esercizio nella stazione o nel tronco da questa al confine, tassa alcuna di bollo o di altri diritti fiscali sui registri, biglietti di viaggiatori, o altri documenti relativi al servizio della ferrovia, ma da quei diritti e tasse non andranno esenti gli atti civili, i contratti o altri documenti legali fatti da quest' Amministrazione delle ferrovie i quali saranno soggetti al pagamento delle tasse di bollo e degli altri diritti prescritti dalle leggi che saranno in vigore.

Articolo 14.

Ambedue le Società delle ferrovie, non che gli Agenti delle Amministrazioni da esse dipendenti sono vicendevolmente autorizzati a servirsi gratuitamente del telegrafo sulle linee alle medesime spettanti per le corrispondenze di servizio.

Articolo 15.

Lo scambio del servizio succederà nelle due stazioni di Cormons e di Ala. I due Governi procureranno che le Società vengano ad opportuni accordi per far proseguire, compatibilmente alle esigenze del servizio, i veicoli dei viaggiatori al di là delle stazioni internazionali di ricambio ed in ogni caso verranno rispettate le convenzioni già esistenti intorno al reciproco scambio ed uso dei veicoli. In circostanze straordinarie, allo scopo di sopperire ad un temporario ed urgente bisogno le due Amministrazioni dovranno prestarsi vicendevole assistenza coi mezzi di trasporto di cui possono disporre.

I carri da merci dovranno però passare dalle strade di uno Stato a quelle dell' altro quando per la qualità della merce, o per altri motivi, non debbano essere scaricati nelle stazioni internazionali di ricambio.

Articolo 16.

Gli orari delle corse di corrispondenza dovranno essere concertati fra le due Società in modo che i viaggiatori e le merci non debbano trattenersi nelle stazioni internazionali al di là del tempo

richiesto pel servizio della ferrovia e per le operazioni di Dogana e 1867
di Polizia.

L'approvazione di questi orari spetta a ciascuno dei due Governi per ciò che riguarda le ferrovie del rispettivo territorio.

Articolo 17.

Gli orari sia per le partenze, sia per le fermate nelle stazioni internazionali di ricambio dei treni di passeggieri, che a tenore degli atti di concessione delle ferrovie dei due Stati devono concertarsi col Governo nello interesse del servizio postale, saranno concertati direttamente fra l'Amministrazione Superiore delle Poste di ambedue gli Stati, cioè fra il Ministero del Commercio e dell'Economia Pubblica in Austria ed il Ministero dei Lavori Pubblici in Italia.

Articolo 18.

Le Autorità alle quali è affidata la sorveglianza sulle ferrovie dei due Stati contraenti (in Austria l'Ispezione Generale delle ferrovie a Vienna e i Commissari eventualmente istituiti, in Italia il Commissariato Generale delle ferrovie) potranno mettersi in diretta corrispondenza per gli affari relativi all'esercizio delle ferrovie.

Articolo 19.

Nei casi di reclami contro le Amministrazioni delle strade ferrate, ciascuno dei due Governi conserverà la legale ingerenza sull'Amministrazione delle ferrovie del proprio territorio.

Articolo 20.

B. Del servizio doganale.

Per le pratiche doganali relative a merci d'importazione, d'esportazione o di transito saranno attivati nelle stazioni internazionali di ricambio uffici riuniti dei due Stati con quelle attribuzioni che in Austria competono agli uffici doganali secondari di 1ª classe ed in Italia alle Dogane di II° ordine di 1ª classe, e colla facoltà eziandio di emettere ricapiti di scorta (bollete di cauzione) e di rilasciare certificati di uscita per le merci di transito.

Le attribuzioni di questi uffici doganali potranno essere aumentate quando ciò si trovi necessario per maggiore facilitazione del commercio.

Articolo 21.

Locali per il disimpegno delle operazioni doganali.

Nelle stazioni internazionali un locale o recinto sarà destinato al disimpegno di alcune operazioni contemporanee e promiscue degli Uffici doganali dei due Stati, e a questo locale verrà apposta una

1887 iscrizione indicativa (tettoja doganale di revisione promiscua). A ciascuno degli uffici doganali dei due Stati sarà assegnato un'altro locale con apposita iscrizione per il disimpegno del servizio ordinario, un magazzino attiguo per le merci, una stanza per le operazioni, un gabinetto per il Capo della Dogana ed altra stanza per le Guardie doganali e rispettivamente di finanza.

Nelle trattative riservate all'articolo 2° sarà determinata l'estensione di questi locali.

Articolo 22.

Strade ferrate considerate come strade doganali.

Nei punti in cui raggiungono e nelle direzioni in cui attraversano i confini dei due Stati le strade ferrate riguardo al movimento sulle medesime saranno considerate quali strade doganali sotto riserva delle prescrizioni particolari vigenti in proposito, e tutte le merci regolarmente spedite coi convogli ferroviari non colpite da assoluto divieto d'importazione, di esportazione o di transito potranno venire liberamente trasportate sulle strade medesime sì di giorno che di notte ed in tutti i giorni, comprese le domeniche ed i giorni festivi.

Rimangono però inalterate le norme vigenti per l'importazione e per il transito degli oggetti di privativa dello Stato.

Articolo 23.

Visita doganale.

La visita doganale delle merci sarà di regola eseguita prima dagli impiegati di quello Stato da cui la merce proviene, e quindi da quelli dello Stato nel quale entra. Allo scopo però di sollecitare le operazioni doganali le visite si praticheranno per quanto sia possibile simultaneamente dagli impiegati di ambidue gli Stati.

Articolo 24.

Diritti e doveri degli Impiegati degli Uffici dei due Stati rispetto alle vicendevoli pratiche d'ufficio.

a) Diritto degli Impiegati di assistere vicendevolmente alle operazioni doganali.

Ai funzionari degli Uffici riuniti è data facoltà di assistere vicendevolmente alle operazioni doganali eseguite dagli Agenti dell'Ufficio dell'altro Stato, nonchè al carico delle merci nei veicoli di partenza.

b) Ispezione dei registri.

Gli Impiegati superiore di ambidue gli Uffici potranno ispezionare tutti i registri doganali dell'altro ufficio e levarne copie e estratti.

c) Certificati da emettersi nel modo più breve. 1867

I certificati di uscita o di entrata delle merci che entrano od escono per l'ufficio dell'altro Stato, saranno dagli uffici vicendevolmente emessi nel modo più breve, cioè mediante annotazioni sulle carte d'ufficio dell'altro Stato.

d) Comunicazione reciproca delle osservazioni relative a fatti illegali.

Gli uffici dei due Stati si comunicheranno vicendevolmente nel modo il più spedito i relievi sopra fatti che avessero pregiudicato o potessero pregiudicare le finanze di uno dei due Stati, o che portassero o minacciassero offesa ai divieti di importazione, d'esportazione e di transito.

Articolo 25.

Norme per le pratiche doganali concernenti il traffico sulle strade ferrate.

Per le operazioni doganali sulle strade ferrate che congiungono l'Austria coll'Italia sono stabilite le norme allegate in fine della presente Convenzione che serviranno di regola generale agli Uffici doganali riuniti.

Nei casi non previsti dalle norme citate gli Uffici doganali dovranno rispetto al servizio sulle strade ferrate, tenersi ai Regolamenti particolari in vigore nello Stato a cui appartengono (e precisamente gli Uffici Austriaci alle Istruzioni del 18 settembre 1857, N° $^{34145}/_{674}$).

Articolo 26.

C. Sorveglianza di Polizia ai confini dei due stati.

Alle Amministrazioni delle ferrovie incombe l'obbligo di fornire e di mantenere i locali occorrenti per il disimpegno del servizio d'ordine pubblico per il collocamento conveniente degli impiegati, degli inservienti e delle guardie.

Nelle trattative previste all'articolo 2° sarà da definirsi il dettaglio di un tale obbligo.

Disposizioni generali.

Articolo 27.

A. Sull'adempimento degli obblighi che incombono alle Amministrazioni delle strade ferrate a tenore dell'articolo 2°.

Lo Stato sul di cui territorio si trovano gli uffici riuniti provvederà affinchè gli obblighi che in base dell'Articolo 2° incombono alle Amministrazione delle ferrovie vengano dalle medesime debitamente adempinte.

1867 Se per l'adempimento dei detti obblighi competessi all' Amministrazione delle ferrovie un qualche compenso parziale, la tangente relativa, da attribuirsi a ciascuno dei due Stati sarà determinata di concerto fra i due Governi.

Articolo 28.

B. Rapporti fra lo Stato nel di cui territorio è collocata la stazione internazionale di ricambio e gli Uffici collocati nel territorio estero, nonchè i loro funzionari compreso il personale ferroviario.

a) Gli Uffici dello Stato vicino collocati sul territorio dello Stato dove è situata la stazione internazionale di ricambio saranno fregiati dello stemma nazionale, e della relativa iscrizione, le colonne e le tabelle dei locali rispettivi potranno essere listate coi colori nazionali dello Stato a cui appartengono.

b) Pei riguardi doganali e per gli effetti delle contravvenzioni la stazione ove si trova l'ufficio doganale riunito e così pure il tronco ferroviario fra la stazione e la frontiera si consideranno come esistenti nel territorio dello Stato cui sono destinate le merci.

Per i carichi, scarichi e trasporti illegali delle merci e per le omesse o false dichiarazioni lo Stato per il di cui territorio sono destinate le merci, o dal quale escono, assoggetterà i contravventori alle pene che sarebbero applicabili se la stazione o la linea della via ferrate si trovasse sul proprio territorio.

c) I funzionari degli uffici contemplati sotto *a)* sono autorizzati a disimpegnare il servizio nel modo pratico e secondo le norme vigenti nello Stato al quale appartengono. Potranno quindi indossare l'abito d'ufficio e l'armamento prescritto dai loro Regolamenti, ed arrestare nei casi previsti dalle leggi del proprio Stato gli individui che scoprissero in contravvenzione durante l'esercizio della polizia di confine o delle pratiche doganali per l'importazione, l'esportazione od il transito, fermare gli oggetti in contravvenzione ed assumere gli esami necessari e disporre per la consegna degli individui arrestati alle antorità del proprio Stato.

d) Le Autorità dello Stato nel cui territorio è situata la stazione internazionale di ricambio accorderanno ai funzionari dell'altro Stato nel disimpegno del loro servizio la stessa protezione ed assistenza che è accordata agli Impiegati dei propri uffici.

e) I funzionari degli Uffici dello Stato vicino collocati sul territorio di quello Stato dove è situata la stazione internazionale di ricambio e le persone di famiglia conviventi coi detti funzionari godranno da parte dello Stato dove è la stazione internazionale la stessa protezione accordata ai propri sudditi. Questi funzio-

nari e le loro famiglie godranno nei casi di trasloco l'esenzione 1867
di diritti doganali per i mobili ed effetti da trasportarsi e per le uniformi ed armi destinate ad esclusivo loro uso.

f) I detti funzionari dipenderanno negli affari di servizio e nei rapporti disciplinari esclusivamente dalle Autorità dello Stato a cui appartengono; essi però saranno soggetti alle leggi penali e di polizia dello Stato in cui hanno il loro temporaneo domicilio e per tali rapporti dipenderanno dalla giurisdizione di questo Stato. Saranno esenti dalle imposte e prestazioni personali allo Stato in cui hanno il loro domicilio e non potranno quindi essere obbligati al pagamento delle imposte sulla ricchezza mobile o sulla rendità, nè essere chiamati a servire nell'esercito o nelle Guardie nazionali, nè a funzioni comunali o a quelle di giurato ecc.

I detti funzionari dovranno però, al pari dei sudditi dello Stato dove è collocata la stazione internazionale di ricambio, pagare le imposte della proprietà fondiaria, nonchè i diritti doganali, i dazi di consumo ecc.

g) Ai funzionari delle Guardie doganali e della Guardia di finanza è riservato di partecipare ai premi che, a norma dei Regolamenti vigenti, sono accordati sulle multe riscosse per le contravvenzioni doganali o di privativa da essi scoperte nell'interesse dello Stato al quale non appartengono.

Articolo 29.

Lo Stato che ha un'ufficio sul territorio dell'altro Stato potrà delegare per la revisione e per il riscontro del detto Ufficio degli Impiegati Superiore (Ispettori) e Preposti della Guardia doganale o di finanza (Ufficiali o Commissari) che avranno la facoltà di comparire anche armati.

Norme doganali relative al traffico nelle ferrovie che congiungono l'Austria con l'Italia.

I. Convogli merci.

§. 1.

Le merci riposte in carri chiusi da tutte le parti con pareti solide (carri con porte à coulisse) ovvero in carri della forma qui sotto descritta, muniti di copertoni ed assicurati con biombi o con lucchetti a chiave saranno esenti dalla visita doganale presso i rispettivi Uffici di confine, sia in entrata sia in uscita, tanto di giorno che di notte, così le domeniche e giorni festivi come tutti gli altri giorni, semprechè sieno state osservate le condizioni e formalità descritte negli articoli seguenti:

1867 I carri a copertoni per essere ammessi a godere le facilitazioni suddette, devono avere alle due testate pareti solide, congiunte fra loro con forti barre, ed inoltre essere forniti di uno sporto largo due piedi e mezzo (89 centimetri) fissato a ciascuna delle dette pareti e che formi un tetto parziale, nonchè di una sponda ai lati alta un piede e mezzo (48 centimetri). A partire dai pezzi sporgenti delle due testate e sulle sponde laterali sarà disteso il copertone senza pieghe.

I colli che fossero rimasti dopo effettuato il carico dei carri chiusi o dei suddetti carri o copertoni, o che in generale non bastassero per riempire uno di questi carri, potranno senza perdere il beneficio delle suaccennate facilitazioni venire riposti in compartimenti di carro ovvero in casse o cestoni della capacità non minore di dieci piedi cubici assicurandoli con lucchetti a chiave o con piombi, semprechè tali recipienti fossero stati previamente ammessi dagli Uffici doganali.

Non si escludono dal godimento delle suaccennate facilitazioni quelli oggetti o colli che, o per volume (come sarebbero macchine grandi, singole parti di macchine, caldaje a vapore), o per la loro natura (come sarebbero carbone fossile, cokes, sabbie, pietre, minerali, ghisa, ferro in verghe, ecc.) non potessero venire riposti in carri chiusi ovvero a copertoni assicurato nel modo suddetto, purchè siano stati previamente e debitamente legati almeno con corde e piombi.

I colli del peso minore di mezzo quintale daziario (25 chilogrammi) non potranno di regola venire ammessi alle menzionati facilitazioni se non collocati in carri chiusi. In via eccezionale soltanto potranno dessi venire riposti in carri muniti di copertoni, qualora cioè dalla lettera di porto risultasse che appartengono a pezzi grandi di macchine od a macchine intiere già carricate sopra carri scoperti.

§. 2.

I luoghi di destinazione ai quali i convogli merci, che passano i rispettivi confini, possono essere spediti colle facilitazioni indicate nel § 1, verranno pubblicati e comunicati all' altro Stato contraente. Lo stesso avrà luogo quando avvenga un cambiamento od un aumento nel numero di tali luoghi di destinazione.

§. 3.

Il personale di scorta che alla sortita di uno Stato sarà incaricato della sorveglianza dei convogli, dovrà accompagnare i medesimi sino alla prima stazione dello Stato vicino, nella quale si trovi un ufficio doganale. Esso non dovrà abbandonare il convoglio prima di avere adempiuto alle formalità prescritte in ciascheduno degli Stati contraenti.

§. 4. 1867

Ogni convoglio dovrà venire accompagnato da liste di carico separate per ciascun luogo di destinazione. Queste liste o lettere di carico, a cui dovranno unirsi i documenti (ricapiti) necessari, verranno estese dalle Amministrazioni delle ferrovie dietro le norme in vigore negli Stati contraenti.

§. 5.

L'Amministrazione doganale di ciascuno degli Stati contraenti rispetterà i suggelli dell' altro dopo essersi assicurata che il chiudimento corrisponde alle condizioni volute dai regolamenti in vigore sul proprio territorio e dalle presenti stipulazioni.

Essa avrà però facoltà, se lo trovasse necessario, di far completare il chiudimento.

§. 6.

I carri chiusi ed i carri a copertone accennatinel 2⁰ alinea del § 1 dovranno essere confezionati in modo da potervi applicare i piombi e lucchetti con chiave, e nel passare da un territorio all' altro dovranno trovarsi in tale stato che gli Uffici doganali, dopo essersi assicurati della loro buona condizione, possano effettivamente chiuderli ed impiombarli.

Sui piombi dovrà essere improntata la denominazione dell'Ufficio che li ha applicati.

§. 7.

L'amministrazione doganale di ciascheduno degli Stati contraenti deciderà se i convogli abbiano ad essere scortati da impiegati doganali.

II. Convogli passeggieri.

§. 8.

La facoltà accordata nel § 1 ai Convogli merci, di poter passare il confine di notte e nelle domeniche e giorni festivi, viene estesa anche ai convogli passeggieri.

§. 9.

Al passaggio del confine non potranno trovarsi nelle carrozze che quei piccoli oggetti che si possono tenere alla mano, e che i viaggiatori usano portare con sè, non imballati.

§. 10.

I bagagli dei viaggiatori saranno di regola visitati presso l'Ufficio doganale di confine. Tuttavia potranno accordarsi delle eccezioni, ove ciò venisse richiesto nell' interesse dei viagiatori.

1867

§. 11.

I bagagli dei viaggiatori non visitati presso l'Ufficio di confine, dovranno, dopo di essere stati dichiarati alla Dogana, venire da essa annotati per forma e numero dei colli in specifiche separate per ciascuna destinazione. Questi bagagli verranno riposti in carri chiusi (con porte a coulisse) muniti di piombi o serrature.

§. 12.

Tutti gli oggetti passibili di dazio, ma non appartenenti ai bagagli di viaggiatori, inoltrati con Convoglio-Passeggieri saranno sottoposti alle stesse condizioni e formalità stabilite per la spedizione degli oggetti coi Convogli-Merci.

III. Disposizioni generali.

§. 13.

All' arrivo delle merci al luogo di destinazione dovranno esse venire depositate in luoghi a tal uopo offerti dalle Amministrazioni delle ferrovie trovati idonei dall' Amministrazione doganale e suscettibili di essere debitamente chiusi.

Le merci vi resteranno sotto la continua sorveglianza degli impiegati doganali, e potranno venirne levate, sia pel consumo nell' interno, sia per essere trasportate nei magazzini pubblici, ovvero pel transito all' estero soltanto dietro dichiarazione da farsi entro il tempo voluto e dopo che siano state adempiute le formalità prescritte.

Lo scarico dei veicoli dovrà possibilmente effettuarsi tosto dopo l'arrivo dei convogli.

§. 14.

Nelle stazioni ove non esistessero ancora dei fabbricati con locali corrispondenti alle prescrizioni dell' articolo precedente, lo scarico dovrà effettuarsi, possibilmente, non più tardi di 36 ore dopo l'arrivo del convoglio.

§. 15.

Le Amministrazioni delle ferrovie sono in obbligo di informare al più presto possibile ed almeno 8 giorni prima, le Amministrazioni di dogana di ogni cambiamento che intendessero di apportare nelle ore di partenza, di passaggio pel confine e di arrivo dei convogli di giorno e di notte, sotto comminatoria di essere tenute altrimenti ad adempiere al confine tutte le formalità ordinarie di dogana.

Tale obbligo non si estende a convogli di merci, i quali venissero spediti straordinariamente o per forza maggiore o per casi eccezionali. Questi convogli godranno le convenute facilitazioni, quando

il passaggio ne sarà stato partecipato ai rispettivi Uffici doganali al- 1867
meno 12 ore prima.

§. 16.

La divisione di convogli viaggianti nella stessa direzione potrà generalmente, se domandata, venire accordata dei rispettivi Uffici di confine.

Nessuna parte di un convoglio diviso potrà però constare di meno di 10 vagoni. Una ulteriore suddivisione potrà però venire autorizzata dall' Impiegato superiore della Dogana locale in casi di necessità riconosciuta di concerto col Capo Stazione.

§. 17.

Le facilitazioni accennate nell' articolo 1° in generale non sono applicabili, che a merci trasportate dal confine al luogo di destinazione cogli stessi veicoli e senza che ne siano stati levati i suggelli.

In via eccezionale potrà però effettuarsi lo scarico e ricarico delle merci, senza bisogno di normale operazione doganale, qualora non fosse dato di giungere cogli stessi veicoli, che hanno passato il confine, al luogo di destinazione del carico, sia in causa della poca sicurezza dei trasporti (poca solidità dei veicoli), sia in causa di gravi complicazioni di servizio fra le diverse amministrazioni di ferrovia che dovranno fornire i veicoli.

§. 18.

Ove ostacoli materiali ovvero le leggi del paese non vi si opponessero, gli agenti di dogana incaricati di scortare i convogli potranno prendere gratuitamente posto sopra uno dei veicoli (vagoni).

In ogni caso questi incaricati saranno ammessi gratuitamente, tanto nell' andata che nel ritorno, in carrozze di II^da classe coi convogli passeggieri, e nel compartimento del conduttore coi convogli merci, possibilmente vicino ai carri delle medesime.

§. 19.

Le leggi degli Stati contraenti, in ciò che non fu qui contemplato, ed in quanto riguarda la penalità per defraudazioni o contravvenzioni di finanza, come pure quelle di proibizione o restrizione all'importazione, all' esportazione ed al transito restano in pieno vigore.

Resterà libero alle Amministrazioni di dogana rispettive in caso di grave sospetto di tentata defraudazione, di fare procedere alla verificazione delle merci ed alle altre formalità presso l'Ufficio di confine, ed, ove occorresse, anche presso altri Uffici.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis quae in tractatu hoc ejusque adnexis continentur, ea rata grataque habere profitemur verbo

1867 Nostro Caesareo simul promittentes Nos illa omnia fideliter executioni mandaturos esse. In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna die vigesima sexta mensis Maji anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo septimo, Regnorum Nostrorum decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
C. R. Consiliarius aulicus et ministerialis.

420.

23 avril 1867.

Convention postale entre l'Autriche et l'Italie, conclue à Florence. Ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 3 juillet 1867. Ratifications échangées à Florence le 17 juillet 1867.

(R. G. B. 1867, Nr. 109.)

Postvertrag zwischen Oesterreich und Italien vom 23. April 1867. Abgeschlossen zu Florenz am 23. April 1867; von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 3. Juli 1867. Die Auswechslung der beiderseitigen Ratificirungen hat zu Florenz am 17. Juli 1867 stattgefunden.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiario Nostro atque illo Majestatis Suae Regis Italiae eo fine, ut relationes cursus publici mutuis commercii negotiorumque rationibus nunc existentibus convenienter regularentur, Florentiae die vigesimo tertio Aprilis anni 1867 conventio triginta sex articulis consistens inita et signata fuit tenoris ad verbum sequentis:

Postvertrag zwischen Oesterreich und Italien. 1867

Abgeschlossen zu Florenz.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und

Seine Majestät der König von Italien,

von dem gleichen Wunsche beseelt, durch eine neue Uebereinkunft den Correspondenzverkehr zwischen Oesterreich und Italien zu fördern, haben zu diesem Zwecke zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich:

den Herrn Alois Freiherrn von Kübeck, Grosskreuz des kaiserlichen Leopold-Ordens etc. etc., Allerhöchstihren wirklichen geheimen Rath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Könige von Italien, und

den Herrn Sisinio von Pretis-Cagnodo, Commandeur des kaiserlich französischen Ordens der Ehrenlegion, Doctor der Rechte, Sectionschef im kaiserlichen Ministerium für Handel und Volkswirthschaft;

Seine Majestät der König von Italien:

den Herrn Urban Rattazzi, Grosskreuz des Ordens der heiligen Mauritius und Lazarus etc. etc., Abgeordneten im Parlamente, Präsidenten des Ministerrathes, Allerhöchstihren Minister-Staatssecretär für die inneren Angelegenheiten, und

den Herrn Franz de Blasiis, Commandeur des Ordens der heiligen Mauritius und Lazarus etc. etc., Abgeordneten im Parlamente, Allerhöchstihren Minister-Staatssecretär für Ackerbau, Gewerbe und Handel;

welche nach Auswechslung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Zwischen der österreichischen und der italienischen Postverwaltung wird eine periodische und regelmässige Auswechslung von geschlossenen Briefpacketen zur wechselseitigen Versendung von Briefen, Waarenproben, Zeitungen und Drucksachen jeder Art stattfinden, gleichviel, ob dieselben aus einem der beiden Staaten selbst oder aus solchen Ländern herrühren, welche sich der Vermittlung der Postverwaltungen der beiden vertragschliessenden Theile bedienen, oder künftig bedienen werden.

Artikel 2.

Der Austausch geschlossener Briefpackete wird entweder mittelst der gewöhnlichen österreichischen und italienischen Postcurse zu Lande und zu Wasser, oder durch die Postcurse der Schweiz, wo

1867 diese den beiden Postverwaltungen zur Vermittlung dienen können, stattfinden.

Artikel 3.

Jede der beiden Postverwaltungen wird die Kosten für die Beförderung ihrer Briefpackete bis zur ersten jenseits der eigenen Landesgrenze gelegenen Station tragen.

Sollten die beiden Postverwaltungen es für zweckdienlich erachten, die Beförderung der Post in beiden Richtungen einem und demselben Unternehmer zu übertragen, so werden die Kosten für diese Beförderung von der österreichischen und von der italienischen Postverwaltung zu gleichen Theilen getragen werden.

Die Kosten für die Beförderung jener Briefpackete, welche durch die Schweiz befördert werden, sollen zur Hälfte von der österreichischen und zur Hälfte von der italienischen Postverwaltung getragen werden.

Die Kosten, welche aus der Beförderung der gegenseitig durch die Vermittlung der österreichischen oder italienischen Packetboote ausgewechselten Briefpackete erwachsen, werden vollständig von der bezüglichen Postverwaltung getragen werden.

Artikel 4.

Die Frankirung der gewöhnlichen, d. i. nicht recommandirten Briefe, welche aus Oesterreich nach Italien und aus Italien nach Oesterreich gesendet werden, ist facultativ; den Absendern wird es somit freistehen, das Porto bis zum Bestimmungsorte in vorhinein zu bezahlen, oder die Portozahlung den Adressaten zu überlassen.

Artikel 5.

I. Das in Oesterreich und in den anderen zum deutsch-österreichischen Postvereine gehörigen Ländern einzuhebende Porto wird folgendermassen festgesetzt:

a) für jeden einfachen frankirten Brief, sowie für jeden weiteren Briefsatz nach Italien auf 15 kr. öst. W.;

b) für jeden einfachen unfrankirten Brief und jeden weiteren Briefsatz aus Italien auf 25 kr. öst. W.

II. Umgekehrt wird das in Italien einzuhebende Porto festgesetzt:

a) für jeden einfachen frankirten Brief, sowie für jeden weiteren Briefsatz nach Oesterreich und den anderen zum deutsch-österreichischen Postvereine gehörigen Ländern auf 40 Centesimi;

b) für jeden einfachen unfrankirten Brief und für jeden weiteren Briefsatz aus Oesterreich und den anderen zum deutsch-österreichischen Postvereine gehörigen Ländern auf 60 Centesimi.

Artikel 6. 1867

Das Porto für einfache Briefe aus einem der beiden Staaten nach dem anderen wird ermässigt:

a) auf 5 kr. öst. W. in Oesterreich und auf 15 Centesimi in Italien im Falle der Frankirung, und

b) auf 10 kr. öst. W. in Oesterreich und auf 25 Centesimi in Italien im Falle der Nichtfrankirung, wenn die Entfernung zwischen dem Orte der Aufgabe und dem Bestimmungsorte in gerader Linie nicht mehr als 4 deutsche Meilen (30 Kilometer) beträgt.

Artikel 7.

Als einfache, d. i. nur einem Portosatze unterliegende Briefe werden diejenigen betrachtet, welche, wenn sie aus Oesterreich nach Italien gesendet werden, das Gewicht von einem Zollloth nicht erreichen, und wenn sie aus Italien nach Oesterreich gesendet werden, das Gewicht von 15 Gramm nicht übersteigen.

Briefe, welche 1 Zollloth wiegen und 2 Zollloth nicht erreichen, und beziehungsweise jene, welche mehr als 15 und bis 30 Gramm wiegen, werden als doppelte behandelt u. s. w., so zwar, dass für jedes weitere Gewicht von einem Zoll-Loth oder von 15 Gramm um einen einfachen Portosatz mehr einzuheben sein wird.

Artikel 8.

Die in Gemässheit des Artikels 5 einzuhebenden Taxen werden zwischen der österreichischen und italienischen Postverwaltung zur Hälfte getheilt.

Die in Gemässheit des Artikels 6 erhobenen Taxen haben ungetheilt derjenigen Verwaltung, welche dieselben eingehoben haben wird, zu verbleiben.

Artikel 9.

Aus jedem der beiden Staaten nach dem anderen, und, soweit als thunlich, auch nach solchen Ländern, für welche die beiden Postverwaltungen den Postverkehr gegenwärtig vermitteln oder künftig vermitteln werden, können recommandirte Briefe versendet werden.

Das Porto für recommandirte Briefe muss stets bis zum Bestimmungsorte in vorhinein entrichtet werden.

Für jeden recommandirten Brief aus Oesterreich oder den anderen Staaten des deutsch-österreichischen Postvereines nach Italien und umgekehrt, ist nebst der für einen gewöhnlichen frankirten Brief entfallenden Taxe eine unveränderliche Gebühr von 10 kr. öst. W. und beziehungsweise von 30 Centesimi bei der Aufgabe zu entrichten.

1867 Diese unveränderliche Gebühr verbleibt ungetheilt der absendenden Postverwaltung.

Sendungen mit Waarenproben und Drucksachen jeder Art aus Oesterreich und den übrigen Ländern des deutsch-österreichischen Postvereines nach Italien und umgekehrt, können gleichfalls recommandirt werden, und unterliegen in diesem Falle, nebst der diesen Sendungen durch den Artikel 19 zugestandenen ermässigten Taxe, der obigen unveränderlichen Gebühr.

Artikel 10.

Der Verlust eines recommandirten Briefes oder einer anderen recommandirten Sendung begründet für die Postverwaltung, auf deren Gebiete sich der Verlust ereignet haben wird, lediglich die Verpflichtung, dem Aufgeber — den Fall der höheren Gewalt ausgenommen — eine Entschädigung im Betrage von 20 Gulden öst. W. (50 Francs) zu leisten.

Die Auszahlung erfolgt innerhalb zweier Monate, vom Tage der Reclamation an gerechnet. Die Reclamation wegen des Verlustes eines recommandirten Briefes ist nur durch 6 Monate, vom ersten Tage nach der Aufgabe des Briefes an gerechnet, zulässig; nach Ablauf dieses Termines hat der Reclamant keinen Anspruch mehr auf eine Entschädigung.

Artikel 11.

Es ist gestattet, auf den Ueberbringer lautende Werthpapiere in recommandirten Briefen aus Oesterreich und den übrigen Ländern des deutsch-österreichischen Postvereines nach Italien und umgekehrt zu versenden.

Dem Absender eines aus Oesterreich und den übrigen Ländern des deutsch-österreichischen Postvereines oder aus Italien versendeten recommandirten Briefes mit auf den Ueberbringer lautenden Werthpapieren wird in dem durch den Artikel 15 vorgesehenen Falle eines Verlustes oder einer Spolirung der Ersatz geleistet, wenn er den Werth der versendeten Papiere declarirt und nebst den durch die Artikel 5, 6 und 9 des gegenwärtigen Vertrages festgesetzten Taxen eine Gebühr von 10 kr. öst. W. für jedes Hundert Francs oder für jeden Bruchtheil von Hundert Francs des declarirten Werthes, wenn der Brief in Oesterreich oder in den übrigen Ländern des deutsch-österreichischen Postvereines aufgegeben wurde, und von 25 Centesimi für jedes Hundert Francs oder für jeden Bruchtheil von Hundert Francs, wenn der Brief in Italien aufgegeben wurde, in vorhinein entrichtet hat.

Artikel 12.

Die für recommandirte Briefe mit declarirtem Werthe in Gemässheit des vorstehenden Artikels und unabhängig von den durch die

Artikel 5, 6 und 9 des gegenwärtigen Vertrages festgesetzten Porto- und unveränderlichen Gebühren eingehobenen Taxen werden zwischen der österreichischen und italienischen Postverwaltung halbscheidlich getheilt. 1867

Artikel 13.

Der Werth der in einem recommandirten Briefe enthaltenen Werthpapiere muss vom Absender auf der Adresseseite des Umschlages, und zwar in der linken oberen Ecke, und ohne jede Radirung oder Correctur, selbst wenn Letztere vom Aufgeber bestätigt wäre, angegeben werden.

Diese Angabe hat den Werth der zu versendenden Papiere in Francs und Centesimi in italienischer oder französischer Sprache in Worten geschrieben und ohne jeden anderen Beisatz, auszudrücken.

Der Werth der in einem Briefe versendeten Werthpapiere darf den Betrag von 3000 Francs nicht übersteigen.

Artikel 14.

Die Briefe, für welche die Absender die durch den Artikel 11 normirte Begünstigung in Anspruch nehmen, dürfen das Gewicht von 16 Zollloth (250 Gramm) nicht überschreiten.

Artikel 15.

Im Falle ein recommandirter Brief mit declarirtem Wertheinschlusse in Verlust geräth, oder seines Inhaltes beraubt wird, wird diejenige Postverwaltung, auf deren Gebiete sich der Verlust oder die Spolirung ereignet hat — die Fälle höherer Gewalt ausgenommen — dem Absender, und in dessen Ermanglung dem Adressaten, innerhalb eines Zeitraumes von zwei Monaten, vom Tage der Reclamation gerechnet, den Betrag, welcher bei der Aufgabe declarirt worden ist, und für welchen die im Artikel 11 vorgesehene Taxe entrichtet worden ist, bezahlen. Die Reclamation muss jedoch innerhalb sechs Monaten, vom Tage nach der Aufgabe des Briefes gerechnet, eingebracht werden. Nach Ablauf dieses Termines steht dem Reclamanten kein Recht auf eine Entschädigung mehr zu.

Artikel 16.

Diejenige Postverwaltung, welche den Ersatz für die nicht an ihre Bestimmung gelangten declarirten Werthpapiere leistet, tritt in alle Rechte des Eigenthümers.

Zu diesem Ende hat die Partei, welcher der Ersatz geleistet wird, der betreffenden Verwaltung alle Behelfe, welche geeignet sind, die Auffindung der verlorenen Werthpapiere zu erleichtern, sofort durch einen schriftlichen Act zu übergeben, und allen ihren Rechten zu Gunsten dieser Verwaltung zu entsagen.

1867

Artikel 17.

Die Verantwortlichkeit der beiden Postverwaltungen von Oesterreich und Italien für die in einem Briefe enthaltenen declarirten Werthpapiere erlischt, sobald der Adressat oder dessen gesetzmässig Bevollmächtigter den Empfang des Briefes bestätiget hat.

Artikel 18.

Der Absender eines recommandirten Briefes mit oder ohne declarirtem Wertheinschluss oder einer anderen recommandirten Sendung kann bei der Aufgabe verlangen, dass ihm eine Bescheinigung des Adressaten über den richtigen Empfang des Briefes oder der Sendung ausgefolgt werde.

In diesem Falle hat der Absender eine unveränderliche Taxe, und zwar von 10 kr. öst. W., wenn der Brief in Oesterreich oder einem anderen Lande des deutsch-österreichischen Postvereines, und von 20 Centesimi, wenn der Brief in Italien aufgegeben wird, in vorhinein zu entrichten.

Diese unveränderliche Taxe verbleibt ungetheilt der Verwaltung des Aufgabepostamtes.

Artikel 19.

Waarenproben, dann gedruckte Correcturbögen, und die denselben beiliegenden bezüglichen Manuscripte, Zeitungen und andere periodische Druckschriften, geheftete oder gebundene Bücher und Brochuren, gedruckte, lithographirte oder metallographirte Musikalien, Cataloge, Prospectus, Ankündigungen, Preiscourants etc. sind bis zum Bestimmungsorte zu frankiren, und unterliegen, wenn sie aus Oesterreich oder einem anderen Lande des deutsch-österreichischen Postvereines nach Italien versendet werden, einer Taxe von 3 kr. für je $2^1/_2$ Zollloth und, wenn sie aus Italien nach Oesterreich oder einem anderen Lande des deutsch-österreichischen Postvereines versendet werden, einer Taxe von 5 Centesimi für je 40 Gramm.

Artikel 20.

Die Waarenproben können nur unter den durch die Zollgesetze eines jeden Landes festgesetzten Bedingungen versendet werden.

Dieselben dürfen das Gewicht von 16 Zollloth (250 Gramm) nicht übersteigen und keinen Kaufwerth haben, sie müssen unter Band gelegt, oder sonst in einer Weise verwahrt werden, dass über deren Natur kein Zweifel obwalten kann.

Dieselben dürfen keinen anderen handschriftlichen Vermerk tragen, als die Adresse des Empfängers, die Fabriks- oder Handelszeichen, dann Nummern und Preise.

Die Correcturbögen und die denselben beiliegenden Manuscripte müssen gleichfalls unter Band gelegt sein, und dürfen weder Briefe,

noch Beisätze, welche den Charakter einer Correspondenz tragen, 1867
oder für eine solche gehalten werden könnten, enthalten.

Ebenso müssen Zeitschriften und Drucksachen aller Art unter Band gelegt sein, und dürfen dieselben gleichfalls ausser der Adresse des Empfängers, der Unterschrift des Absenders und dem Datum, keinerlei handschriftliche Vermerke, Ziffern und Zeichen enthalten.

Sendungen mit Waarenproben, Correcturbögen und Drucksachen aller Art, welche die obigen Bedingungen nicht vereinen, oder welche bei der Aufgabe nicht frankirt worden sind, werden als unfrankirte Briefe angesehen und gleich diesen behandelt.

Artikel 21.

Die in Gemässheit des Artikels 19 eingehobenen Taxen werden zwischen der österreichischen und der italienischen Postverwaltung halbscheidlich getheilt.

Artikel 22.

Die Postverwaltungen der beiden vertragschliessenden Staaten werden sich gegenseitig Briefe, Sendungen mit Waarenproben und Drucksachen jeder Art, welche nach fremden Ländern bestimmt sind, die sich der Vermittlung der beiden Postverwaltungen bedienen, oder aus solchen Ländern herrühren, im Einzeltransporte ausliefern.

Die österreichische Postverwaltung wird der italienischen in solchen Fällen jene Taxen vergüten, welche durch die bestehenden Verträge für die Correspondenzen zwischen Italien und den betreffenden fremden Ländern festgesetzt sind.

Umgekehrt wird die italienische Postverwaltung der österreichischen jene Taxen vergüten, welche nach den bestehenden Verträgen für die Correspondenzen zwischen Oesterreich und den betreffenden Ländern zu entrichten sind.

Die Frankirungsfreiheit, oder der gänzliche oder theilweise Francozwang für die in dem gegenwärtigen Artikel erwähnten Correspondenzen, dann die Bedingungen, denen die Sendungen mit Waarenproben und Drucksachen unterworfen sind, wenn dieselben die Begünstigung der ermässigten Taxe geniessen sollen, endlich die Bedingungen, unter welchen recommandirte Briefe versendet werden dürfen etc., werden von den bezüglichen Festsetzungen der zwischen Oesterreich und den fremden Staaten, und beziehungsweise zwischen Italien und den fremden Staaten abgeschlossenen oder künftig abzuschliessenden Verträge abhängen.

Artikel 23.

Die Frankirung der Correspondenzen aller Art, kann in den beiden vertragschliessenden Staaten mittelst der bezüglichen Postfreimarken bewerkstelliget werden.

1867

Artikel 24.

Wenn der Werth der auf einem Briefe befindlichen Freimarken den zur Frankirung des Briefes erforderlichen Portobetrag nicht erreicht, so soll dieser Brief als ein unfrankirter betrachtet und als solcher behandelt werden; es wird jedoch der Werth der ungenügend verwendeten Marken zu Gute gerechnet.

Sendungen unter Band, welche bei Vorausbezahlung der Portogebühren eine Taxermässigung geniessen, werden im Falle einer ungenügenden Frankirung gleich unfrankirten Briefen behandelt, wobei der Werth der verwendeten Marken gleichfalls zu Gute gerechnet wird.

Artikel 25.

Unrichtig adressirte, oder unrichtig instradirte Correspondenzen werden gegenseitig ohne Verzug gegen dieselben Vergütungsbeträge zurückgesendet, mit welchen das absendende Postamt diese Correspondenzen dem anderen Amte in Rechnung gestellt haben wird.

Correspondenzen, welche aus was immer für einer Ursache den Adressaten nicht zugestellt werden konnten, sollen gegenseitig zurückgesendet werden.

Hierbei werden die frankirten Correspondenzen ohne jede Taxanrechnung, jene, welche mit einer Portoanrechnung eingelangt sind, unter Anrechnung derselben Beträge, zu welchen sie ursprünglich von dem absendenden Postamte angesetzt worden sind, zurückgestellt.

Artikel 26.

Diejenigen internationalen Correspondenzen, welche wegen einer Aenderung des Wohnsitzes der Adressaten zurückgesendet werden müssen, sollen aus diesem Grunde keiner weiteren Gebührenentrichtung unterliegen.

Recommandirte Correspondenzen sollen auch bei ihrer Zurücksendung als solche behandelt werden, ohne einer neuerlichen Entrichtung der Recommandationsgebühr zu unterliegen.

Artikel 27.

Die Postverwaltungen der beiden vertragschliessenden Theile werden in den in Folge des gegenwärtigen Vertrages gegenseitig ausgewechselten Briefpacketen keine Briefe zulassen, welche Gold- oder Silbergeld, Edelsteine oder werthvolle Effecten, oder überhaupt andere der Zollpflicht unterliegende Gegenstände enthalten.

Artikel 28.

Die Correspondenz Ihrer Majestäten des Kaisers von Oesterreich und des Königs von Italien und der Mitglieder Ihrer erlauchten Familien untereinander wird portofrei befördert.

Die Correspondenz aus einem Staate nach dem anderen in 1867
Angelegenheiten des Staatsdienstes wird, wenn die Behörde, von welcher, oder der Functionär, von welchem die Correspondenz ausgeht, im eigenen Lande die Portobefreiung geniesst, ohne jede Portoanrechnung versendet. Geniesst die Behörde, an welche, oder der Functionär, an welchen die Correspondenz gerichtet ist, gleichfalls die Portobefreiung, so wird die Correspondenz gebührenfrei ausgefolgt, im gegentheiligen Falle wird dieselbe nur gegen Entrichtung der im Lande des Bestimmungsortes bestehenden Taxe ausgeliefert.

Artikel 29.

Es soll gestattet sein, bei den Postämtern in Oesterreich und in Italien Geldbeträge zu erlegen, welche von den Postämtern des anderen Staates auf Grundlage von Postanweisungen ausbezahlt werden.

Die beiden Postverwaltungen werden sich über die für die Ausstellung dieser Postanweisungen zu erhebenden Gebühren, über den Termin für den Beginn und über die anderen Einzelnheiten dieses Dienstzweiges verständigen.

Artikel 30.

Die Regierungen von Oesterreich und Italien verpflichten sich, geschlossene Briefpackete, welche die österreichischen und die italienischen Postämter sowohl untereinander als auch mit Postämtern solcher fremden Staaten, welche sich der Vermittlung der österreichischen und beziehungsweise italienischen Postämter bedienen, oder künftig bedienen werden, zu wechseln haben, auf ihrem Gebiete befördern zu lassen, vorausgesetzt, dass die Beförderung mittelst der gewöhnlichen, den beiden Postverwaltungen von Oesterreich und Italien zu Gebote stehenden Transportmittel erfolgen kann.

Diese Beförderung wird gegen folgende Gebühren stattfinden:

a) für geschlossene Briefpackete, welche zwischen österreichischen Postämtern, entweder auf dem Landwege durch italienisches Gebiet, oder mittelst der italienischen Postdampfer, dann für derlei Packete, welche zwischen italienischen Postämtern entweder auf dem Landwege durch österreichisches Gebiet, oder mittelst der österreichischen Postdampfer gewechselt werden, werden sich die beiden Postverwaltungen gegenseitig den Betrag von drei Francs für jedes Kilogramm Nettogewicht Briefe, und den Betrag von zehn Centesimi für jedes Kilogramm Nettogewicht Waarenproben und Drucksachen vergüten;

b) für die auf dem Landwege zwischen Oesterreich und jenen Ländern, welche sich der Vermittlung der italienischen Postverwaltung bedienen, oder künftig bedienen werden, gewech-

1867 selten geschlossenen Briefpackete, wird die österreichische Postverwaltung der italienischen den Betrag von dreissig Centesimi für je dreissig Gramm Nettogewicht Briefe und den Betrag von fünfzig Centesimi für jedes Kilogramm Nettogewicht Waarenproben und Drucksachen entrichten;

c) ebenso wird die italienische Postverwaltung der österreichischen für die auf dem Landwege zwischen Italien und jenen Ländern, welche sich der Vermittlung der österreichischen Postverwaltung bedienen, oder künftig bedienen werden, gewechselten geschlossenen Briefpackete, den Betrag von dreissig Centesimi für je dreissig Gramm Nettogewicht Briefe, und den Betrag von fünfzig Centesimi für jedes Kilogramm Nettogewicht Waarenproben und Drucksachen bezahlen;

d) für geschlossene, nach fremden Staaten bestimmte Briefpackete, welche mittelst der Postdampfer der beiden vertragschliessenden Staaten befördert werden, werden sich die Postverwaltungen von Oesterreich und Italien gegenseitig den Betrag von fünfzig Centesimi für je dreissig Gramm Nettogewicht Briefe, und den Betrag von einem Franc für jedes Kilogramm Nettogewicht Waarenproben und Drucksachen vergüten.

Artikel 31.

Die unanbringlichen Sendungen aller Art, sowie die Correspondenzkarten und anderen auf den Austausch von Correspondenzen in geschlossenen Briefpacketen nach Artikel 30 des gegenwärtigen Vertrages bezüglichen Abrechnungsdocumente, sollen in das Gewicht der Briefe, Waarenproben und Drucksachen aller Art, für welches die in dem genannten Artikel festgesetzten Beförderungsgebühren zu entrichten sind, nicht einbezogen werden.

Artikel 32.

Die Gebühren für die Beförderung der im Artikel 30 erwähnten geschlossenen Briefpackete werden gegenseitig in die vierteljährige Abrechnung einbezogen.

Artikel 33.

Die auf die Auswechslung der Correspondenzen zwischen den Postämtern der beiden Postverwaltungen bezüglichen Rechnungen werden durch eine monatliche Generalabrechnung beglichen werden.

Die Bezahlung wird vierteljährig in klingender Münze oder mittelst Wechsel erfolgen, welche in klingender Münze desjenigen Landes, in dem die Zahlung stattfindet, zahlbar sind.

Diese Zahlung wird entweder an die Postdirection in Triest oder an die Postdirection in Venedig geleistet, je nachdem sich eine

Forderung für die eine oder die andere Postverwaltung heraus- 1867
stellen wird.

Bei Begleichung der Rechnungen werden vierzig Kreuzer öst. W. Einem Franc gleichgehalten.

Artikel 34.

Die beiden Postverwaltungen werden die Form der Rechnungen, sowie überhaupt alle anderen Detailvorschriften feststellen, welche nöthig sind, um die genaue Ausführung des gegenwärtigen Vertrages zu sichern.

Die in dem gegenwärtigen Artikel erwähnten Vorschriften können selbstverständlich von den beiden Postverwaltungen abgeändert werden, sobald diese die Nothwendigkeit hierzu im gemeinsamen Einverständnisse erkennen werden.

Artikel 35.

Der gegenwärtige Vertrag soll vom 1. Juli 1867 an in Wirksamkeit treten.

Derselbe soll von Jahr zu Jahr fortdauern, bis der eine der beiden vertragschliessenden Theile dem anderen Ein Jahr vorher die Absicht ankündigt, die Wirkungen des Vertrages aufzuheben.

Vom Tage der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages wird der zwischen dem Kaiserthume Oesterreich und dem Königreiche Sardinien am 28. September 1853 in Turin abgeschlossene Postvertrag ausser Wirksamkeit treten.

Artikel 36.

Vorstehender Vertrag soll ratificirt, und die Ratificationsurkunden sollen in Florenz, sobald als thunlich, ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet, und mit ihren Insiegeln versehen.

So geschehen zu Florenz, am 23. April 1867.

(L. S.) *Kübeck* m. p. (L. S.) U. *Ratazzi* m. p.
(L. S.) *Pretis* m. p. (L. S.) F. *de Blasiis* m. p.

Convenzione Postale fra l'Austria e l'Italia.

Conchiusa in Firenze.

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria e
Sua Maestà il Rè d'Italia,
ugualmente animati dal desiderio di migliorare mediante una nuova Convenzione il servizio delle corrispondenze fra l'Austria e l'Italia hanno nominato a questo scopo per loro Plenipotenziari:

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria

1867 il Signor Luigi Barone di Kübeck, Gran Croce dell' Ordine Imperiale di Leopoldo ecc., Suo Consigliere intimo attuale, Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Rè d'Italia, e

il Signor Sisinio de Pretis-Cagnodo, Commendatore dell'Imperiale Ordine della Legione d'Onore di Francia, Dottore in Legge, Capo di Sezione nell' Imperiale Ministero del Commercio e dell' Economia pubblica, e

Sua Maestà il Rè d'Italia

il Signor Urbano Rattazzi, Cavaliere di Gran Croce decorato del Gran Cordone del Suo Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro ecc., Deputato al Parlamento, Presidente del Consiglio dei Ministri, Suo Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell' Interno, e

il Signor Francesco de Blasiis, Commendatore dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro ecc., Deputato al Parlamento, Suo Ministro Segretario di Stato per l'Agricoltura, Industria e Commercio;

i quali dopo essersi comunicati i loro pieni poteri trovati in buona e debita forma, hanno convenuto sui seguenti articoli:

Articolo 1.

Fra l'Amministrazione delle Poste austriache, e l'Amministrazione delle Poste italiane vi sarà un cambio periodico e regolare di pieghi chiusi per la trasmissione reciproca di lettere, campioni di merci, gazzete e stampe di ogni genere, originarie dai rispettivi stati, o provenienti da paesi a cui le due Amministrazioni austriaca ed italiana servono, o potranno in seguito servire di mediazione.

Articolo 2.

Il cambio dei pieghi chiusi si farà col mezzo dei servizi postali austriaci ed italiani di terra e di mare, e col mezzo dei servizi postali svizzeri, ove questi possano servire d'intermediario alle due Amministrazioni.

Articolo 3.

Ciascuna delle due Amministrazioni pagherà il trasporto de' suoi pieghi fino alla prima stazione oltre il proprio confine.

Quando le due Amministrazioni crederesso conveniente di accollare ad un solo imprenditore il trasporto dei pieghi in andata e ritorno, allora esse sopporteranno ciascuna per una metà il carico della spesa di questo trasporto.

È anche inteso, che le spese di trasporto dei pieghi attraverso il territorio svizzero saranno pagate alla Svizzera per una metà dall'Amministrazione delle poste austriache e per l'altra metà dall'Amministrazione delle Poste italiane.

Le spese di trasporto dei pieghi cambiati fra le due Amministrazioni col mezzo dei piroscafi postali austriaci, o col mezzo dei piroscafi postali italiani saranno a carico delle rispettive Amministrazioni. 1867

Articolo 4.

La francatura delle lettere ordinarie, ossia non raccomandate che saranno spedite dall'Austria in Italia, e dall' Italia in Austria è libera, ed i mittenti potranno pagarla anticipatamente fino al destino, o lasciarla a carico dei destinatari.

Articolo 5.

La tassa da riscuotersi in Austria e nei paesi che fanno parte dell' unione austro-germanica è fissata:

a) a 15 soldi austriaci per ogni lettera semplice e per ogni porto di lettera francata a destino per l'Italia;

b) a 25 soldi austriaci per ogni lettera semplice e per ogni porto di lettera non francata originaria dall' Italia.

Reciprocamente la tassa da riscuotersi in Italia è fissata:

a) a 40 centesimi per ogni lettera semplice e per ogni porto di lettera francata a destino per l'Impero d'Austria, e per i paesi che fanno parte dell' unione austro-germanica;

b) a 60 centesimi per ogni lettera semplice e per ogni porto di lettera non francata originaria dall' Impero d'Austria e dai paesi che fanno parte dell'unione austro-germanica.

Articolo 6.

La tassa delle lettere semplici spedite dall' uno nell' altro dei due Stati sarà ridotta a 5 soldi austriaci per porto nell' Impero d'Austria, e a 15 centesimi per porto in Italia in caso di francatura, e la tassa di quelle non francate a 10 soldi in Austria e a 25 centesimi in Italia, quando la distanza corrente in linea retta tra l'ufficio di origine, e l'ufficio di destino non sarà maggiore di 30 chilometri.

Articolo 7.

Saranno considerate come semplice o di un sol porto le lettere spedite dall'Austria in Italia che sono inferiori al peso di un lotto daziario, e quelle spedite dall' Italia in Austria che non oltrepassano il peso di 15 grammi.

Quelle che pesano un lotto e non arrivano ai due lotti, e rispettivamente quelle di oltre 15 grammi fino ai 30 saranno considerate di due porti.

E così di seguito si aggiungerà un porto per ogni maggior peso di un lotto o rispettivamente di 15 grammi.

1867

Articolo 8.

Il prodotto delle tasse da riscuotersi in virtù dell' articolo 5° sarà diviso per metà fra le Amministrazioni d'Austria e d'Italia.

I prodotti delle tasse da riscuotersi in virtù dell'articolo 6° rimarranno intieramente a beneficio dell'Amministrazione che le ha incassate.

Articolo 9.

È ammessa la spedizione di lettere raccommandate dall' uno dei due Stati per l' altro, e per i paesi esteri per i quali le due Amministrazioni postali possono o potranno servire di mediazione.

Il porto delle lettere raccommandate dovrà sempre essere pagato anticipatamente fino al destino.

Per le lettere raccomandate spedite dall'Austria e dai paesi dell' unione postale austro-germanica in Italia e viceversa, si riscuoterà un diritto fisso di 10 soldi austriaci o di 30 centesimi italiani secondo il caso, oltre alla tassa ordinaria di francatura.

Questo diritto fisso sarà intieramente ritenuto dall'Amministrazione che lo riscuote.

I campioni di merci e le stampe di ogni genere dell'Austria, e dei paesi dell'unione postale austro-germanica per l'Italia e viceversa, potranno essere raccommandati, riscuotendo a questo effetto il diritto fisso di raccommandazione sopraccennato, oltre alla tassa di francatura stabilita dall' articolo 19.

Articolo 10.

La perdita di una lettera o di un altro oggetto raccomandato non trarrà l'Amministrazione, sul territorio della quale la perdita ebbe luogo, in altro obbligo che di pagare al mittente un indennità di 20 fiorini austriaci (cinquanta lire) salvo il caso di forza maggiore.

Questo pagamento sarà fatto nel termine di due mesi a datare dal giorno del reclamo.

Il reclamo relativo alla perdità di una lettera raccomandata sarà ammesso per lo spazio di sei mesi a datare dal giorno susseguente alla consegna della lettera stessa; passato questo tempo il reclamante non avrà più diritto ad alcuna indemnità.

Articolo 11.

Sarà permesso di spedire dall'Austria e dai paesi dell' unione austro-germanica per l'Italia e viceversa lettere assicurate contenenti carte di valore pagabili al portatore.

Il mittente di una lettera assecurata contenente carte di valore pagabili al portatore che sarà spedita sia dall'Austria e dai paesi che fanno parte dell' unione postale austro-germanica, sia dall' Italia, potrà ottenere il rimborso di questi valori in caso di perdita o di

spogliazione previsto dall' articolo 15 della presente Convenzione, 1867
facendo la dichiarazione del montare dei suddetti valori e pagando anticipatamente oltre alle tasse ed ai diritti fissati dagli articoli 5, 6 e 9 precedenti, un diritto proporzionale di 10 soldi austriaci per ogni cento lire, o frazione di cento lire in Austria o in Germania, e un diritto proporzionale di 25 centesimi per ogni cento lire o frazione di cento lire in Italia.

Articolo 12.

Il diritto da riscuotersi in forza dell' articolo precedente per ogni lettera assicurata contenente valori dichiarati sarà diviso per metà fra le Amministrazioni d'Austria e d'Italia indipendentemente dai prezzi di porto e del diritto fisso stabilito dagli articoli 5, 6 e 9 della presente Convenzione.

Articolo 13.

La dichiarazione del montare dei valori contenuti in una lettera assicurata dovrà essere fatta dal mittente nell' angolo sinistro superiore della busta dalla parte della soprascritta, senza cancellatura nè correzione anche approvata.

Questa dichiarazione indicherà in lingua italiana o francese, in tutte lettere il montare dei valori in lire e centesimi senza altra aggiunta.

Il montare dei valori dichiarati per una sola lettera non dovrà eccedere la somma di tre mila lire.

Articolo 14.

Le lettere per le quali i mittenti reclameranno il beneficio del disposto dell'articolo 11, non devono oltrepassare il peso di 16 lotti (250 grammi).

Articolo 15.

Nel caso di perdita o di spogliazione di una lettera assicurata contenenti valori dichiarati, l'Amministrazione sul territorio della quale la perdita o la spogliazione ebbe luogo, salva la circostanza di forza maggiore, farà pagare al mittente e in difetto di questi al destinatario nel termine di due mesi, a datare dal giorno del reclamo, la somma stata dichiarata, e per la quale sarà stato pagato il diritto di cui all' articolo 11; ma resta inteso che il reclamo non sarà ammesso che nei sei mesi che seguono la data della consegna della lettera, e passato questo tempo il reclamante non avrà più diritto ad alcuna indennità.

Articolo 16.

L'Amministrazione che rimborserà il montare dei valori dichiarati non pervenuti al destino subentrerà a tutti i diritti del proprietario.

1867 A tal effetto quegli che riceve l'indennità dovrà subito fornire in iscritto tutti li schiarimenti più acconci ad agevolare la ricerca dei valori perduti e spogliarsi di ogni suo diritto in favore della predetta Ammistrazione.

Articolo 17.

Le due Amministrazioni delle Poste d'Austria e d'Italia cesseranno d'essere responsabile dei valori dichiarati contenuti nelle lettere assecurate, di cui i destinatari, o le persone da essi legalmente delegate avranno rilasciata ricevuta.

Articolo 18.

Il mittente di una lettera assicurata o raccomandata, e di qualunque altro oggetto raccommandato potràr ichiedere, nell'atto della consegna della lettera o dell' oggetto, che gli sia dato avviso del ricevimento di esso per parte del destinatario.

In questo caso il mittente pagherà anticipatamente per il porto dell'avviso un diritto fisso di 10 soldi in Austria e in Germania, e di 20 centesimi in Italia.

Questo diritto rimane intieramente a beneficio dell'Amministrazione speditrice.

Articolo 19.

I campioni e le prove di stampa corrette non che i manoscritti annessi a queste prove, e che vi si riferiscono, i giornali, le gazzette, le opere poriodiche, i libri anche rilegati, gli opuscoli, i fogli di musica, i cataloghi, i prospetti, gli annunzi, i prezzi correnti stampati, litografati o metallografati saranno francati al destino pagando una tassa di tre soldi per quaranta grammi (due lotti e mezzo) o frazione di quaranta grammi quando essi saranno spediti dall'Austria o dall'unione postale austro-germanica per l'Italia, e una tassa di cinque centesimi per quaranta grammi o frazione di quaranta grammi quando sono spediti dall' Italia per l'Austria o per l'unione postale austro-germanica.

Articolo 20.

I campioni non potranno essere spediti che sotto le condizioni consentite dalle leggi doganali dei due paesi.

Essi non dovranno pesare più di 250 grammi (16 lotti), non aver valore venale, essere posti sotto fascia o in modo a non lasciar dubbia sulla loro natura, non dovranno portare null'altro di scritto a mano che l'indirizzo del destinatario, un marchio di fabbrica o di commercio, e numeri d'ordine e di prezzo.

Le prove di stampe cogli annessivi manoscritti dovranno parimenti essere posti sotto fascia, e non contenere alcuna lettera o nota che abbia il carattere di una corrispondenza o che ne possa far le veci.

I giornali e le stampe di ogni genere dovranno anche essere 1867
posti sotto fascia, e non portare alcuna scrittura, cifra o segno fatto a mano, eccetto, che l'indirizzo del destinatario, la firma del mittente e la data.

I campioni di merci, le prove di stampa, e gli stampati di ogni genere che non avessero le condizioni sopraccennate, o che non fossero francate fino al destino, saranno considerate come lettere non franche, e trattate in conseguenza.

Articolo 21.

Il prodotto delle tasse riscosse in virtù dell'articolo 19 sarà diviso per metà fra le Amministrazioni austriaca ed italiana.

Articolo 22.

Le Amministrazioni dei due Stati contraenti potranno reciprocamente trasmettersi sciolte lettere, campioni di merci, e stampe di ogni genere originarie o a destino dei paesi esteri, ai quali le due Amministrazioni servono di mediazione.

In questo caso l'Amministrazione delle Poste austriache pagherà all'Amministrazione delle Poste italiane le tasse fissate per le corrispondenze fra l'Italia ed i paesi esteri dalle convenzioni in vigore.

Reciprocamente l'Amministrazione delle Poste italiane pagherà all' Amministrazione delle Poste austriache le tasse fissate per le corrispondenze fra l'Austria ed i paesi esteri dalle convenzioni in vigore.

La francatura facoltativa od obbligatoria fino al destino, o fino ad un certo limite delle corrispondenze menzionate nel presente articolo, le condizioni cui devono essere soggetti i campioni di merci e le stampe per godere della tassa moderata, le condizioni della raccomandazione delle lettere ecc. ecc. dipenderanno dalle rispettive stipulazioni contenute nelle convenzioni postali conchiuse o da chonchiudersi fra l'Austria e gli stati esteri, e rispettivamente fra l'Italia e gli stati esteri.

Articolo 23.

La francatura delle corrispondenze di ogni genere potrà farsi nei due paesi con francobolli nazionali.

Articolo 24.

Quando il montare dei francobolli apposti sopra una lettera sarà inferiore alla tassa stabilita per compierne la francatura, questa lettera dovrà essere considerata come non francata, e trattata in conseguenza, tenendo conto del valore dei francobolli insufficienti adoperati.

Gli oggetti sotto fascia ammessi al beneficio di una tassa moderata mediante francatura, saranno in caso di insufficiente francatura

1867 tassati comme lettere non franche, con deduzione del valore dei francobolli applicativi.

Articolo 25.

Le corrispondenze di ogni genere maldirette saranno senza ritardo restituite al prezzo per cui l'ufficio di cambio speditore le avrà trasmesse in conto all'ufficio di cambio corrispondente.

Le corrispondenze che per un motivo qualunque non avranno potuto essere rimesse ai destinatari dovranno essere rimandate da una parte e dall' altra.

Quelle che saranno state rimesse francate, saranno rispedite senza tassa; quelle rimesse in conto saranno restituite ai prezzi pei quali furono primitivamente conteggiate dall'Amministrazione speditrice.

Articolo 26.

Le corrispondenze internazionali rivoltate per cambiamento di residenza di destinatari, non dovranno per questo motivo essere soggette ad una tassa supplementare.

Le corrispondenze raccomandate in caso di rinvio saranno trattate come tali, senza essere imposte di un nuovo diritto di raccomandazione.

Articolo 27.

Le Amministrazioni delle Poste delle due Parti contraenti non ammetteranno nei pieghi cambiati fra i loro uffici in virtù della presente Convenzione alcuna lettera contenente oro o argento monetato, gioje, o effetti preziosi ed altri oggetti sottoposti a diritti di dogana.

Articolo 28.

La corrispondenza delle Loro Maestà l'Imperatore d'Austria, ed il Rè d'Italia, e dei membri delle Loro Auguste famiglie fra di loro sarà spedita esente di tassa.

La corrispondenza esclusivamente relativa ai diversi servizi pubblici indirizzata da uno Stato all'altro e la cui circolazione in franchigia sarà stata autorizzata sul territorio dello Stato a cui appartiene il funzionario o l'autorità da cui emana questa corrispondenza, sarà tramessa esente da ogni prezzo di trasporto.

Se l'autorità o il funzionario a cui la corrispondenza è indirizzata gode parimente della franchigia, la corrispondenza sarà distribuita senza tassa; nel caso contrario sarà gravata della sola tassa territoriale del paese di destino.

Articolo 29.

Negli uffici delle Poste d'Austria e d'Italia si potranno depositare somme di denaro per essere pagate negli uffici postali dell'altro Stato col mezzo di vaglia postali.

Le due Amministrazione si accorderanno sulla tassa da riscuotersi per l'emissione di questi vaglia, sull' epoca da porre in esecuzione il servizio dei vaglia e sulle altre particolarità del servizio medesimo. 1867

Articolo 30.

I Governi austriaco ed italiano si obbligano a far trasportare nel loro territorio i pieghi chiusi che gli uffici austriaci ed italiani potranno cambiarsi tra di loro, e cogli uffici dei paesi esteri per i quali l'Austria e l'Italia servono o potranno servire di mediazione, sotto condizione però che il trasporto di questi pieghi chiusi possa farsi coi mezzi ordinari di cui dispongono le due Amministrazioni d'Austria e d'Italia ed ai prezzi qui sotto indicati:

a) per i pieghi chiusi cambiati tra gli uffici austriaci sia per la via di terra attraverso il territorio italiano, sia col mezzo dei piroscafi postali italiani, e fra gli uffici italiani, sia per la via di terra attraverso il territorio austriaco sia col mezzo dei piroscafi postali austriaci, le due Amministrazioni dovranno pagare reciprocamente la somma di tre lire per chilogramma di lettere, e dieci centesimi per chilogramma di stampe e di campioni peso netto;

b) per i pieghi chiusi cambiati per la via di terra fra l'Austria ed i paesi a cui l'Amministrazione italiana può o potrà servire di mediazione, l'Amministrazione austriaca pagherà all'Amministrazione italiana la somma di trenta centesimi per trenta grammi di lettere, e di cinquanta centesimi per chilogramma di stampe e di campioni peso netto;

c) reciprocamente per i pieghi chiusi cambiati per la via di terra fra l'Italia ed i paesi a cui l'Amministrazione austriaca può o potrà servire di mediazione, l'Amministrazione italiana pagherà all'Amministrazione austriaca la somma di trenta centesimi per trenta grammi di lettere, e di cinquanta centesimi per chilogramma di stampe e di campioni peso netto;

d) per i pieghi chiusi a destino di paesi esteri trasportati col mezzo dei piroscafi postali dei due paesi le Amministrazioni austriaca ed italiana dovranno abbuonarsi reciprocamente della somma di cinquanta centesimi per trenta grammi di lettere, e di una lira per chilogramma di stampe e di campioni peso netto.

Articolo 31.

È convenuto che il peso delle corrispondenze di ogni genere cadute in rifiuto non che quello dei fogli di avviso e di altre carte di contabilità relative al cambio delle corrispondenze trasportate in pieghi chiusi in virtù dell' articolo 30, non sarà compreso nel peso delle lettere, campioni e stampe di ogni genere, sulle quali viene imposto il prezzo di transito fissato dall'articolo citato.

1867

Articolo 32.

I diritti da pagarsi pel trasporto dei pieghi chiusi menzionati nell' articolo 30 saranno compresi nel conto trimestrale.

Articolo 33.

I conti relativi al cambio delle corrispondenze fra gli uffici delle due Amministrazioni, saranno regolati da un conto generale mensuale.

Questi conti saranno saldati trimestralmente con gruppi di denaro sonante, o con cambiali pagabili in ispecie metalliche del paese ove ha luogo il pagamento.

Questo sarà fatto alla i. r. Direzione delle Poste in Trieste, o alla r. Direzione delle Poste in Venezia secondo che risulterà creditrice l'una o l'altra delle due Amministrazioni.

Nella liquidazione dei conti, quaranta soldi austriaci saranno ragguagliati ad una lira italiana.

Articolo 34.

Le due Amministrazioni stabiliranno di comune accordo la forma dei conti ed ogni altra disposizione di ordine nscessaria per assicurare l'esatta esecuzione della presente convenzione.

È inteso che le disposizioni indicati nel presente articolo potranno essere modificate dalle due Amministrazioni ogni qual volta di comune accordo ne riconoscano la necessità.

Articolo 35.

La presente Convenzione avrà effetto a cominciare dal 1 luglio 1867, e resterà obbligatoria fintantochè una delle due parti non ne abbia data disdetta con preavviso di un anno.

A principiare dal giorno che la presente Convenzione sarà posta in esecuzione, rimarrà abrogata la convenzione postale conchiusa in Torino fra l'Impero d'Austria ed il Regno di Sardegna il 28 settembre 1853.

Articolo 36.

Questa Convenzione sarà ratificata, e le ratifiche saranno cambiate a Firenze al più presto che sia possibile.

In fede di che i Plenipotenziari rispettivi hanno firmato la presente Convenzione ed appostivi i sigilli delle loro armi.

Fatto a Firenze addì 23 aprile 1867.

(L. S.) *Kübeck* m. p. (L. S.) U. *Ratazzi* m. p.
(L. S.) *Pretis* m. p. (L. S.) F. *de Blasiis* m. p.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis, quae in conventione hac continentur, illa omnia rata grataque habere hisce profitemur ac declaramus, verbo Nostro Caesareo pro Nobis ac successoribus

Nostris promittentes. Nos ea omnia executioni mandaturos nec ut 1867
illis contraveniatur permissuros esse. In quorum fidem majusque robur praesentes Ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro Caesareo appresso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die tertia mensis Julii anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo septimo, Regnorum Nostrorum decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
C. R. Consiliarius aulicus et Ministerialis.

421.

23 avril 1867.

Protocole final du 23 avril 1867 ajouté au traité de commerce et de navigation, de même qu'à la convention postale entre l'Autriche et l'Italie.

(R. G. B. 1867, Nr. 110.)

Schlussprotokoll vom 23. April 1867 zu dem zwischen Oesterreich und Italien abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrage vom 23. April 1867, sowie zu dem zwischen diesen Staaten abgeschlossenen Postvertrage vom 23. April 1867.

Schluss-Protokoll.

Bei der Unterzeichnung des Handels- und Schifffahrtsvertrages und des Postvertrages, welche am heutigen Tage zwischen Oesterreich und Italien abgeschlossen worden sind, haben sich die unterzeichneten Bevollmächtigten Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich und Seiner Majestät des Königs von Italien über die nachstehenden Vorbehalte, Erklärungen und Abmachungen geeiniget, welche zu Protokoll gegeben wurden, und einen Theil des Vertrages selbst bilden sollen.

Die Bevollmächtigten Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich erklären, dass dem Artikel 13 des zwischen Oesterreich und dem Fürstenthume Liechtenstein abgeschlossenen Zollvertrages gemäss, der am heutigen Tage abgeschlossene Handelsvertrag auch auf das genannte Fürstenthum Anwendung finde.

1867 Die Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Italien nehmen von dieser Erklärung Kenntniss.

Zum Artikel I des Handels- und Schifffahrts-vertrages.

1. Die Bestimmungen dieses Artikels beziehen sich nicht auf jene besonderen althergebrachten Begünstigungen, welche den türkischen Unterthanen für den türkischen Handel in Oesterreich zukommen.

2. Durch die Verabredungen dieses Artikels soll den besonderen Gesetzen, Verordnungen und Reglements, welche in dem Gebiete eines der hohen vertragenden Theile in Bezug auf Handel, Gewerbe und Polizei bestehen, und auf die Unterthanen aller anderen Staaten Anwendung finden, kein Eintrag geschehen.

3. Der Grundsatz der völlig gleichen Besteuerung der Unterthanen des anderen Theiles, welche Gewerbe und Handel treiben, mit den eigenen Unterthanen, soll auch in Ansehung der Zunft- oder sonstigen Localstatuten, wo solche noch bestehen, zur Anwendung kommen. Seine Verwirklichung im einzelnen Falle setzt jedoch die Erfüllung derjenigen Vorbedingungen für die Berechtigung zum Gewerbebetriebe voraus, welche die Gesetze eines jeden der vertragenden Theile vorschreiben.

Zum Artikel II des Handels- und Schifffahrts-vertrages.

1. Um der Gewerbesteuerfreiheit theilhaftig zu werden, müssen die italienischen Handlungsreisenden mit einer dem anliegenden Muster I entsprechenden Gewerbe-Legitimationskarte und die österreichischen Handlungsreisenden mit einer Gewerbe-Legitimationskarte versehen sein, welche nach dem anliegenden Muster II auszustellen ist.

Diese Bescheinigungen sind während des Kalenderjahres giltig, für welches sie ausgestellt sind. Sie müssen die Personalbeschreibung und die Unterschrift des Inhabers enthalten, und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde, von welcher sie ausgestellt sind, versehen sein.

Gegen Vorzeigung dieser Bescheinigung erhalten die Handlungsreisenden, nachdem ihre Identität anerkannt ist, von der zuständigen Behörde einen nach den beiliegenden Mustern *A* und *B* ausgestellten Gewerbeschein. Die Gewerbetreibenden und die in ihren Diensten stehenden Handlungsreisenden dürfen keine Waaren zum Verkaufe mit sich führen, jedoch ist ihnen gestattet, die aufgekauften Waaren nach dem Bestimmungsorte mitzunehmen.

Es werden übrigens gegenseitig nur solche Handlungsreisende 1867
abgabenfrei zugelassen, welche entweder für eigene Rechnung, oder für Rechnung eines Hauses, in dessen Diensten sie als Handlungscommis stehen, Geschäfte machen wollen.

2. Was den Mess- und Marktverkehr anbelangt, so sind Unterthanen des anderen vertragenden Theiles sowohl hinsichtlich des Rechtes zum Beziehen der Messen und Märkte, als auch hinsichtlich der von dem Mess- und Marktverkehr zu entrichtenden Abgaben den eigenen Unterthanen völlig gleichgestellt.

Ueber die Form der Legitimation, welche von den Unterthanen des anderen Theiles, die dieser Begünstigung theilhaftig werden wollen, beizubringen ist, hat man beiderseits das Formular III angenommen.

Zum Artikel IV des Handels- und Schifffahrtsvertrages.

Man war darüber einverstanden, dass die Anwendung der zwischen Oesterreich und Sardinien abgeschlossenen Verträge für die Abschaffung der Heimfalls- und Abfahrtsrechte, vom 31. August 1763. und 19. November 1824 auf das Königreich Italien ausgedehnt wird.

Zum Artikel VI des Handels- und Schifffahrtsvertrages.

1. Ungeachtet des unter Artikel 6 hinsichtlich der Durchfuhr der Gegenstände der Staatsmonopolien gemachten Vorbehaltes, gestatten beide Theile die Durchfuhr von Tabak oder Salz ohne vorläufige besondere Bewilligung, insoferne dieselben ausschliesslich entweder auf Eisenbahnen in plombirten Waggons oder zu Wasser stattfinden soll, und unter Erfüllung der für die Durchfuhr aller anderen Waaren aufgestellten Bedingungen.

2. Die aus gesundheitspolizeilichen Rücksichten bestehenden Beschränkungen des Verkehres werden sich die beiden Regierungen gegenseitig mittheilen.

Zum Artikel VII des Handels- und Schifffahrtsvertrages.

1. Man blieb darüber einverstanden, dass neue Begünstigungen, welche zur Erleichterung des Grenzverkehres von einem der vertragenden Theile in Zukunft anderen Nachbarstaaten eingeräumt würden, dem anderen Theile sofort gleichfalls zugestanden werden sollen, wenn und insoweit die Verhältnisse, welche eine solche neue Erleichterung veranlasst haben, an der österreichisch-italienischen Grenze ebenfalls vorhanden sind.

1867 2. Die vermöge der von Oesterreich mit dem Königreiche beider Sicilien am 4. Juli 1846 und mit Sardinien am 18. October 1851 abgeschlossenen Verträge den sicilianischen, neapolitanischen und gemeinen piemontesischen Weinen bei der Einfuhr nach Oesterreich gegenwärtig eingeräumten Begünstigungen werden unter den in den erwähnten Verträgen festgesetzten Bedingungen und in demselben Masse auch ferner zugestanden werden.

Zum Artikel VIII des Handels- und Schifffahrtsvertrages.

1. Während der ganzen Dauer des gegenwärtigen Vertrages sollen die Importeure österreichischer Waaren in Italien das Recht haben, zwischen den durch die Vertragstarife festgestellten Werthzöllen und den in dem gegenwärtig giltigen allgemeinen Tarife bestimmten specifischen Zöllen zu wählen.

2. Die Einfuhr von Glas nach Oesterreich darf, insoferne die Verzollung nach dem Werthe von dem Importeur beansprucht wird, nur über Hauptzollämter geschehen.

3. Bis auf anderweitige Bestimmung wird die Vorweisung von Ursprungszeugnissen bei folgenden Gegenständen in Oesterreich gefordert, nämlich bei: Webe- und Wirkwaaren, Getränken und geistigen Flüssigkeiten, Glaswaaren.

Solche Ursprungszeugnisse können entweder von der Localbehörde des Versendungsortes, oder vom zuständigen Zollamte, oder von einem österreichischen Consularfunctionär ausgestellt sein, und allenfalls auch durch Vorzeigung der Factura ersetzt werden.

Zum Artikel X des Handels- und Schifffahrtsvertrages.

Man ist übereingekommen, dass die Verständigung über die Bedingungen und Förmlichkeiten, unter denen die im Artikel X gedachten Verkehrserleichterungen eintreten, durch directe Correspondenz zwischen den Ministerien der beiden Staaten hergestellt werde; es sollen dabei die nachstehenden Grundsätze leitend sein:

1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei den Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet, und zur Revision gestellt werden.

2. Die Abfertigung der ausgeführten und wieder eingeführten, beziehungsweise eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände muss bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind die im Artikel X (lit. *e*) erwähnten Gegenstände, welche zur Bearbeitung oder Veredlung aus dem Gebiete des einen Theiles in das Gebiet des anderen

ausgeführt sind. Die zollfreie Wiedereinlassung derselben kann bei 1867
einer jeden mit ausreichenden Amtsbefugnissen versehenen Zollstelle des Gebietes der Versendung in Anspruch genommen werden. Für Muster, welche von Handlungsreisenden eingebracht werden, gelten die unter Nummer 7 festgestellten Förmlichkeiten.

3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft, und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn diese Fristen unbeachtet bleiben.

4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen.

5. Gewichtsdifferenzen, welche durch Reparaturen, durch die Bearbeitung oder Veredlung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden, und geringe Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.

6. Es wird beiderseits für eine möglichst erleichterte Zollabfertigung Sorge getragen werden.

7. Jeder der vertragenden Staaten bestimmt für sein Gebiet diejenigen Aemter, welche befugt sind, die von Handlungsreisenden als Muster eingebrachten zollpflichtigen Gegenstände bei der Ein- und Ausfuhr abzufertigen.

Die Wiederausfuhr darf auch über ein anderes Amt als dasjenige, über welches die Einfuhr geschah, erfolgen.

Bei der Einfuhr ist der Betrag des auf den Mustern haftenden Eingangszolles zu ermitteln, und von dem Handlungsreisenden bei dem abfertigenden Amte entweder bar niederzulegen oder vollständig sicherzustellen. Zum Zwecke der Festhaltung der Identität sind die einzelnen Musterstücke, soweit es angeht, durch aufgedruckte Stempel oder durch angehängte Bleie oder Siegel in der entsprechenden Weise kostenfrei zu bezeichnen.

Das Abfertigungspapier, über welches die näheren Anordnungen von jedem der vertragenden Staaten ergehen werden, soll enthalten:

a) ein Verzeichniss der eingebrachten Musterstücke, in welchem die Gattung der Waare und solche Merkmale sich angegeben finden, die zur Festhaltung der Identität geeignet sind;

b) die Angabe des auf den Mustern haftenden Eingangszolles, sowie die Angabe, ob derselbe bar erlegt oder sichergestellt worden ist;

c) die Angabe über die Art der Bezeichnung;

d) die Bestimmung der Frist, nach deren Ablauf, soweit nicht vorher die Wiederausfuhr der Muster nach dem Auslande, oder deren Niederlegung in einem Packhofe nachgewiesen wird, der erlegte Einfuhrzoll verrechnet, oder aus der bestellten Sicherheit eingezogen werden soll.

1867 Diese Frist darf den Zeitraum eines Jahres nicht überschreiten.

Werden vor Ablauf der gestellten Frist (*d*) die Muster einem zur Ertheilung der Abfertigung befugten Amte zum Zwecke der Wiederausfuhr oder der Niederlegung in einem Packhofe vorgeführt, so hat sich dieses Amt davon zu überzeugen, ob ihm dieselben Gegenstände vorgeführt wurden, welche bei der Eingangsabfertigung vorlagen.

Soweit in dieser Beziehung keine Bedenken entstehen, bescheinigt das Amt die Ausfuhr oder Niederlegung, und erstattet den bei der Einbringung erlegten Eingangszoll zurück, oder trifft wegen Freigabe der bestellten Sicherheit die erforderliche Einleitung.

Zum Artikel XI des Handels- und Schifffahrtsvertrages.

Die im Artikel 11 bezeichnete Erleichterung ist durch nachstehende Umstände bedingt:

a) Die Waaren müssen beim Eingangsamte zur Weitersendung mit Begleitschein (bolletta di cauzione) angemeldet werden und von einer amtlichen Bezettelung begleitet sein, welche ergibt, dass und wie sie am Versendungsorte unter amtlichen Verschluss gesetzt worden sind.

b) Dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sichernd befunden werden.

c) Die Declaration muss vorschriftmässig erfolgen, und es muss jede Unregelmässigkeit oder Mangelhaftigkeit vermieden sein, damit die specielle Revision nicht erforderlich werde, und zum Verdachte eines beabsichtigten Unterschleifes überhaupt keine Veranlassung vorliege.

Lässt sich ohne Abladung der Waaren die vollständige Ueberzeugung gewinnen, dass der im anderen Staate angelegte Verschluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und Verwiegung der Waaren unterbleiben.

Zu den Artikeln XVII und XVIII des Handels- und Schifffahrtsvertrages.

Die verabredete Gleichstellung der Seeschiffe und deren Ladungen in den beiderseitigen Seehäfen erstreckt sich nicht:

a) auf Prämien, welche für neuerbaute Seeschiffe ertheilt werden oder ertheilt werden möchten, soferne dieselben nicht in der Befreiung von Hafen- oder Zollgebühren, oder in der Ermässigung solcher Gebühren bestehen;

b) auf die Privilegien für sogenannte Yachtclubs, welche dritten Staaten angehören.

Zum Artikel XVIII des Handels- und Schifffahrts- vertrages. 1867

1. In Hinblick auf die eigenthümlichen Localverhältnisse und in Berücksichtigung althergebrachter Gewohnheiten, wird den Bewohnern der österreichischen und der italienischen Küste des adriatischen Meeres gegenseitig ausnahmsweise gestattet, längs der Küsten des anderen Staates zu fischen, vorbehaltlich jedoch des den Bewohnern der Küste innerhalb einer Seemeile vom Ufer zustehenden ausschliesslichen Rechtes zum Fischfange. Man ist darüber einverstanden, dass die in jedem der beiden Staaten in Kraft bestehenden Vorschriften für die Seefischerei, und namentlich die Verbote gegen die Ausübung der Fischerei in einer der Fischbrut schädlichen Weise, streng beobachtet werden müssen.

2. Die italienische Regierung macht sich anheischig, die Producte der Istrianer Salinen zur Mitbewerbung bei den Offertverhandlungen, welche sie für die Salzlieferungen ausschreiben muss, unter Beobachtung des Gesetzes über das eigene Staatsrechnungswesen, nämlich des Regolamento vom 13. December 1863, modificirt durch das königliche Decret vom 25. November 1866 zuzulassen, und dafür zu sorgen, dass die im Artikel 72 des Regolamento erwähnten Versteigerungsankündigungen den Istrianer Salinen rechtzeitig entweder unmittelbar, oder im Wege der Handelskammer in Rovigno bekannt gegeben werden.

3. Der Zoll für die Einfuhr gesalzener Fische, das ist der Sardellen, Anchovis, Cospettoni und Saracche wird, wenn die Einfuhr nach Italien über die Häfen des adriatischen Meeres geschieht, auf 25 Centesimi für den metrischen Centner herabgesetzt.

Zum Artikel XXI des Handels- und Schifffahrts- vertrages.

Italienische Fahrzeuge, welche die Wasserstrassen im Innern von Oesterreich, und österreichische Fahrzeuge, welche die Wasserstrassen im Innern von Italien befahren, werden in Allem, was die Polizei-, Quarantäne- und Zollvorschriften betrifft, der Gesetzgebung des Landes unterstehen.

Zum Artikel VII des Zollcartells.

Nach den bestehenden Bestimmungen dürfen in den Grenzbezirken beider Zollgebiete fremde unverzollte Waaren nur in zollamtlichen Niederlagen, oder doch unter einer gegen missbräuchliche Verwendung hinreichend sichernden Controle niedergelegt werden.

Man war darüber einverstanden, dass es, so lange diese Bestimmungen in Kraft sind, zur Ausführung der im Artikel VII ent-

1867 haltenen Verabredung genüge, wenn die beiderseitigen Zollbehörden angewiesen werden, Niederlagen der gedachten Art innerhalb des Grenzbezirkes, mit gehöriger Berücksichtigung auch der Zollinteressen des anderen Theiles in der gesetzlich zulässigen Weise zu controliren.

Zum Artikel XVIII des Zollcartells.

Die Bestimmung unter Artikel XVI wegen Tragung der Kosten findet auch in dem hier vorgesehenen Falle einer Einstellung des Verfahrens Anwendung.

Zum Artikel V des Postvertrages.

Die beiden Regierungen werden sich es angelegen sein lassen, sobald dies möglich und im beiderseitigen Einvernehmen als zweckdienlich erkannt sein wird, die im Artikel V des Postvertrages festgestellten Taxen auf 10 Kreuzer österr. Währ. (25 Centesimi) für frankirte, und auf 20 Kreuzer (50 Centesimi) für unfrankirte Briefe zu ermässigen.

Die vertragenden Theile verpflichten sich gegenseitig, in ihrem respectiven Gebiete den Bau derjenigen Eisenbahnstrecken zur directen Verbindung der österreichischen mit den italienischen Eisenbahnlinien und umgekehrt zu begünstigen und zu concessioniren, welche von einer der beiden Mächte bis zur Grenze bei Primolano auf der einen Seite, und bis zur Grenze Friaul's bei Pontebba auf der anderen Seite concessionirt oder gebaut würden, unter der Bedingung jedoch, dass die Concession die Finanzen nicht belaste, und mit dem Vorbehalte, die allgemeine Richtung und die Vereinigungspunkte mit den gegenwärtig bestehenden Eisenbahnen im beiderseitigen Einvernehmen festzusetzen.

Das gegenwärtige Protokoll, welches ohne besondere Ratification, durch die blosse Thatsache der Auswechslung der Ratification des Handels- und Schifffahrtsvertrages, sowie des Postvertrages, auf welche es sich bezieht, als von den beiden Regierungen gebilligt und bestätigt anzusehen ist, wurde in Florenz in doppelter Ausfertigung am 23. April 1867 verfasst.

(L. S.) *Kübeck* m. p. (L. S.) U. *Ratazzi* m. p.
(L. S.) *Pretis* m. p. (L. S.) F. *de Blasiis* m. p.

Protocollo finale.

All' atto di procedere alla firma del Trattato di commercio e di navigazione e della Convenzione Postale conchiusi quest' oggi fra l'Austria e l'Italia, i sottoscritti plenipotenziari di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria e di Sua Maestà il Rè d'Italia, hanno convenuto

sulle seguenti ulteriori avvertenze, dichiarazioni e stipulazioni, che 1867
furono messe al protocollo, e che s'intendono formar parte del Trattato stesso.

I Plenipotenziarii di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria dichiarano che il Trattato di commercio conchiuso in data d'oggi debba applicarsi anche al Principato di Liechtenstein, in forza dell' articolo 13 del Trattato doganale conchiuso tra l'Austria ed il Principato suddetto.

I Plenipotenziari di Sua Maestà il Rè d'Italia prendono atto di questa dichiarazione.

All' Articolo I del Trattato di commercio e di navigazione.

1° Le disposizioni di questo articolo non si riferiscono ai favori speciali di cui godono da tempo antico in Austria i sudditi della Turchia pel commercio turco.

2° Per le stipulazioni di questo articolo non verrà in nulla derogato alle speciali leggi, ordinanze e regolamenti concernenti il commercio, l'industria e la polizia, che sono in vigore nel territorio di una delle Alte Parti contraenti e che hanno un' applicazione generale estesa ai sudditi degli altri Stati.

3° La massima della parificazione coi proprii sudditi, per il pagamento di imposte, dei sudditi dell' altro Stato che esercitano un mestiere od il commercio, si applicherà anche agli Statuti di maestranze ed altri Statuti locali, ove questi sussistessero tuttora. L'applicazione però presuppone sempre l'adempimento delle condizioni stabilite dalle leggi di ciascuna delle Parti contraenti per l'abilitazione all' esercizio industriale.

All' Articolo II del Trattato di commercio e di navigazione.

1° Per godere dell' esenzione dei diritti d'industria (di patente), i viaggiatori di commercio italiani dovranno essere muniti di una carta di legittimazione d'esercizio formulata secondo l'unito modulo *I*, ed i viaggiatori di commercio austriaci dovranno pure munirsi di una carta di legittimazione d'esercizio formulata secondo l'annesso modulo *II*.

Queste carte de legittimazione saranno valevoli per lo spazio dell' anno solare pel quale sono rilasciate. Esse dovranno contenere la descrizione (il segnalamento) della persona del portatore come pure la sua firma, ed essere munite del sigillo o stemma della autorità che le avrà rilasciate.

Sulla presentazione di questa carta di legittimazione, i viaggiatori di commercio, riconosciuta che sia la loro identità, riceveranno

1867 dall' Autorità competente una patente d'industria estesa secondo gli annessi moduli *A* e *B*. Gli esercenti, od i viaggiatori di commercio che stanno al loro servizio non dovranno transportare seco merci par la vendita; tuttavia sarà loro concesso di transportare seco al luogo di destinazione le merci acquistate.

Saranno del resto tenuti reciprocamente esenti d'imposta solamente quei viaggiatori di commercio che vogliono fare affari per conto loro proprio o per conto di una casa, al cui servizio si trovino in tale qualità di agenti di commercio.

2° Per ciò che riguarda il commercio sulle fiere e mercati, i sudditi dell' altra Parte contraente saranno completamente pareggiati ai propri sudditi tanto nel diritto di visitare le fiere ed i mercati, quanto nelle tasse da pagarsi pel commercio anzidetto.

Circa alla forma della legittimazione di cui debbono essere forniti i sudditi dell' altra Parte che vogliono godere di questo favore, si è adottato da ambe le Parti il tenore del formulario *III*.

All' Articolo IV del Trattato di commercio e di navigazione.

Resta convenuto che l'applicazione del trattato per l'abolizione dei diritti di albinaggio e di detrazione del 31 agosto 1763 e del 19 novembre 1824 conchiusi fra l'Austria e la Sardegna, viene estesa al Regno d'Italia.

All' Articolo VI del Trattato di commercio e di navigazione.

Non ostante la riserva fatta nell' articolo 6 riguardo al transito degli oggetti di privativa dello Stato, ambe le Parti concedono il transito del sale o del tabacco, senza previa permissione speciale, e sotto l'osservanza delle condizioni prescritte pel transito di ogni altra merce, in quanto che questo transito si eseguisca esclusivamente per strada ferrata in vagoni piombati o per acqua.

2° I due Governi si comunicheranno scambievolmente le restrizioni del traffico, stabilite per ragioni di polizia sanitaria.

All' Articolo VII del Trattato di commercio e di navigazione.

1° Rimane ferma l'intelligenza che se nuovi favori fossero in avvenire da una delle Parti contraenti accordati ad altri Stati limitrofi allo scopo di agevolare il commercio delle frontiere, esse dovranno tosto concedersi all' altra parte quando circostanze analoghe a quelle che provocarono tali nuove agevolezze si verificassero egualmente sul confine Austro-Italiano.

2° I favori che in forza dei trattati conchiusi dall' Austria col Regno delle due Sicilie il 4 luglio 1846 e colla Sardegna il 18 ot-

tobre 1851 attualamente si accordano all' importazione in Austria dei vini siciliani e napolitani e dei vini comuni del Piemonte, continueranno ad essere accordati secondo i diritti ed alle condizioni stabilite dai trattati medesimi. 1867

All' Articolo VIII del Trattato di commercio e di navigazione.

1° Per tutto il tempo in cui avrà vigore il presente Trattato, gl' importatori di merci austriache avranno il diritto di scegliere fra i dazi ad valorem fissati nelle tariffe convenzionali, ed i dazi specifici fissati nella tariffa generale ora in vigore.

2° L'importazione di vertrame nell'Austria non potrà effettuarsi che per via delle Dogane principali, se l'importatore domanda lo sdaziamento secondo il valore.

3° Sino ad altra disposizione, la presentazione di Certificati d'origine sarà richiesta in Austria per gli articoli seguenti, cioè: Tessuti e lavori a maglia, bevande e spiriti, merci di vetro.

Tali certificati di origine possono essere rilasciati o dall' Autorità locale del luogo di spedizione, o dalla dogana competente o da un funzionario consolare austriaco, e potrà all' evento supplirvisi colla produzione della fattura.

All' Articolo X del Trattato di commercio e di navigazione.

È convenuto che le condizioni e le formalità sotto le quali entreranno in attività le facilitazioni di commercio comprese nell' articolo X saranno stabilite di comune accordo fra i Ministeri dei due Stati. A questo rispetto serviranno di guida le sequenti norme:

1° Gli oggetti pei quali si ricerca l'esenzione, dovranno essere dichiarati agli Uffici daziari secondo la specie e quantità e presentati per la visita.

2° Il trattamento daziario degli oggetti esportati e reimportati, rispettivamente importati e riesportati deve seguire presso i medesimi Uffici daziari, sia che questi si trovino al confine o nello interno.

Fanno eccezione a questa massima gli oggetti indicati all' articolo X (lettera *e*), che dal territorio di una Parte vengono esportati in quello dell' altra per essere lavorati e perfezionati. Il loro reingresso esente di dazio può aver luogo presso qualunque Ufficio daziario del territorio di spedizione investito di corrispondente facoltà. Pei campioni che vengono importati da viaggiatori di commercio trovano applicazione le formalità fissate nel numero 7.

3° La riesportazione e reimportazione potrà essere vincolata alla osservanza di convenienti termini, e nel caso che questi non vengano osservati, si può procedere all' esazione dei dazi legali.

1867 4° È concesso di esigere la garanzia dei dazi, o mediante deposito del loro importo, oppure in altro modo corrispondente.

5° Le differenze di peso derivanti da riparazione, lavorazione o perfezionamento degli oggetti, saranno prese in equa considerazione. Le differenze di minor momento non daranno luogo a pagamento di dazio.

6° Le due Parti procureranno in ogni modo di agevolare la procedura doganale.

7° Ciascuno degli Stati contraenti designerà pel suo territorio gli uffici che saranno autorizzati al trattamento doganale di importazione e di esportazione degli oggetti importati come campioni dai viaggiatori di commercio.

La riesportazione .può aver luogo anche per un officio diverso da quello presso il quale avvenne l'entrata.

All' atto dell' importazione sarà da determinarsi l'importo del dazio di entrata che colpirebbe i campioni, il quale verrà o depositato, o guarantito all' Ufficio operante dallo stesso viaggiatore. Per constatarne l'identità si contrassegneranno i singoli pezzi di campione, in quanto ciò sarà possibile, con bolli a stampa, ovvero coll' applicazione di piombi e sigilli, nel modo che si giudicherà migliore il tutto gratuitamente.

Il documento doganale, di cui ambidue i Governi determineranno la forma, dovrà contenere:

a) Una nota dei pezzi di campione importati, nella quale sarà indicato il genere della merce, coll' aggiunta di quei distintivi che meglio varranno a constatarne la identità.

b) L'importo del dazio gravitante sui campioni coll' indicazione se il medesimo venne depositato in effettivo, oppure soltanto garantito.

c) L'indicazione dei contrassegni che vi furono annessi.

d) L'indicazione del termine fissato, spirato il quale, a meno che non siasi nel frattempo fatto constare che i campioni furono riesportati o depositati in un entrepôt, il dazio anticipato d'importazione sarà ritenuto, oppure realizzato sulla data garanzia.

Questo termine non potrà eccedere il termine di un anno.

Se prima del termine fissato *(d)* i campioni venissero presentati ad un ufficio competente, per la riesportazione o la deposizione in un entrepôt, quest' ufficio dovrà assicurarsi della identità degli oggetti che furono presentati all' atto dell' importazione.

Quando la verifica non sollevi alcun dubbio l'ufficio attesterà l'esportazione o la deposizione, restituendo il dazio d'importazione depositato, ovvero prendendo le misure occorenti per svincolare la cauzione data.

All' Articolo XI del Trattato di commercio e di navigazione. 1867

La facilitazione stipulata all' articolo XI sarà vincolata alle seguenti condizioni:

a) Le merci dovranno notificarsi all' ufficio d'ingresso, affinchè possano più oltre progredire, mediante un ricapito di scorta (bolletta di cauzione) ed essere accompagnate da un certificato d'ufficio dal quale risulti l'atto ed il modo di suggellamento presso l'ufficio del luogo di spedizione.

b) All' atto della visita si riconoscerà se il suggello rimase illeso ed integro.

c) La dichiarazione dovrà farsi giusta i regolamenti, procurando di evitare in essa ogni irregolarità o diffetto che rendesse necessaria la visita speciale, e di non dare alcun motivo a sospetti di frode.

Qualora senza lo scarico delle merci, possa conseguirsi il pieno convincimento che il suggello applicato nell' altro Stato sia illeso e integro, si potrà anche ommettere di scaricare e pesare le merci.

Agli Articoli XVII e XVIII del Trattato di commercio e di navigazione.

L' uguaglianza di trattamento dei legni marittimi e dei loro carichi nei porti di mare di ambe le Parti non si estende:

a) ai premi che vengono o potrebbero venir corrisposti ai legni marittimi di nuova costruzione, in quanto tali premi non consistano nella esenzione dei diritti di porto o di dogana, od in una mitigazione di tali diritti;

b) ai privilegi dei così detti Yacht-Clubs che appartengono a terzi stati.

All' Articolo XVIII del Trattato di commercio e di navigazione.

1° Avuto riguardo alle particolari circostanze locali, ed in considerazione di antiche consuetudini, sarà in via di eccezione reciprocamente concessa agli abitanti dei littorali Austriaco ed Italiano del mare Adriatico la pesca lungo le coste dell' altro Stato, restando però sempre riservato ai soli abitanti della costiera l'esclusivo diritto di pesca entro la distanza di un miglio marittimo dalla spiaggia. Resta inteso che dovranno rigorosamente osservarsi le discipline per la pesca marittima vigenti in ognuno dei due Stati, e particolarmente quelle che vietano l'esercizio della pesca in un modo nocivo alla propagazione del pesce.

2° Il Governo Italiano s'impegna nelle aste che deve tenere per la fornitura del sale, di ammettere alla concorrenza i prodotti delle

1867 saline dell' Istria sotto l'osservanza della legge di contabilità del proprio stato, cioè del regolamento del 13 dicembre 1863 modificato con Regio Decreto del 25 novembre 1866 e di provvedere a che gli avvisi d'asta contemplati nell' articolo 72 del Regolamento suddetto sieno communicati in tempo utile alle saline dell' Istria, sia direttamente, sia per mezzo della camera di commercio di Rovigno.

3° Il dazio di entrata per l'importazione in Italia, per i porti dell' Adriatico, del pesce salato, vale a dire delle sardelle, delle acciughe, dei cospettoni e saracche, sarà ridotto a centesimi 25 per quintale.

All' Articolo XXI del Trattato di commercio e di navigazione.

I navigli Italiani che esercitano la navigazione sulle acque nell'interno dell' Austria, ed i navigliAustriaci che esercitano la navigazione sulle acque nell' interno dell' Italia dovranno sottoporsi alla legislazione del paese in tutto quello che riguarda le norme di polizia, di quarantena e di dogana.

All' Articolo VII del Cartello doganale.

Secondo le vigenti prescrizioni, le merci estere non sdaziate possono venir depositate nei circondari di confine di entrambi i territori doganali, soltanto in magazzini d'ufficio, od altrimenti, sotto un controllo sufficiente a guarantire contro gli abusi.

Resta inteso che fino a tanto che saranno in vigore tali prescrizioni, basterà, per la esecuzione degli accordi stabiliti nell'articolo VII, che le autorità doganali di ambe le Parti vengano incaricate di controllare nei modi legali entro il circondario di confine i depositi della summentovata specie, curando eziandio convenientemente gli interessi doganali dell' altra Parte.

All' Articolo XVIII del Cartello doganale.

La disposizione espressa all' articolo 16 relativamente alle spese giudiziali, sarà applicata anche nel caso della cessazione del processo.

All' Articolo V della Convenzione postale.

I due Governi procureranno tosto che ciò sia possibile, e ne venga di comune accordo riconosciuta l' opportunità, di ridurre a 10 soldi (25 centesimi) per le lettere affrancate ed a 20 soldi (50 centesimi) per le lettere non affrancate le tasse stabilite dall' articolo V della convenzione postale.

Le Parti contraenti si obbligano reciprocamente a favorire ed a concedere nel rispettivo territorio la costruzione di quei tratti di ferrovia che servissero alla congiunzione diretta delle linee austriach

colle italiane e viceversa, le quali fossero dall'una delle due Potenze 1867
concesse o costruite sino al confine presso Primolano da una parte, e fino al confine del Friuli a Pontebba dall' altra; a patto però che la concessione non porti onere alle finanze, e salvo a determinare d' accordo l' andamento generale, e i punti di congiunzione colle ferrovie esistenti nei due stati.

Il presente Protocollo, il quale, senza altra formale ratifica, e pel solo fatto dello scambio delle ratifiche del Trattato di Commercio e di navigazione, e della convenzione postale, cui si riferisce, dovrà riguardarsi come approvato e confermato dai due Governi, venne fatto a Firenze in doppio esemplare il 23 aprile 1867.

(L. S.) *Kübeck* m. p. (L. S.) U. *Rattazzi* m. p.
(L. S.) *Pretis* m. p. (L. S.) F. *de Blasiis* m. p.

Modulo I.

Porvincia di

Agenzia delle tasse in

Regno d'Italia.

Certificato d' inscrizione sulla tabella dei redditi di richezza mobile, valevole par l'anno 18 . .

L'Agente delle tasse di . . . . . dichiara che il Sig. . . . . di professione . . . . . è inscritto nelle tabelle dei redditi di richezza mobile del Comune di . . . . . in nome proprio o sotto la ragione sociale di . . . . . .

Questo certificato è rilasciato al ridetto Sig. . . . . per ottenere la necessaria patente in Austria.

Dato a . . . . . il dì . . . . . .

L'Agente delle tasse.

(Connotati personali e firma di chi riceve il certificato.)

1867

Modulo A.

Camera di Commercio ed Arti di . . . . . .

Patente per l'anno 18 . .

Il sottoscritto, veduto l'atto di legittimazione rilasciato il di . dall'Autorità competente in . (Austria) al Signore . . . . . dimorante a . . . . . ed esercente in nome proprio o sotto la ragione sociale di . . . la professione di . . . , rilascia al ridetto Signor . . . . . la presente patente che lo autorizza in Italia a fare operazioni di compra e di vendita sopra i campioni delle mercanzie del suo commercio o industria qui sopra menzionata.

Data a . . . . . addi . . . . .

Il Presidente della Camera di Commercio.

(Connotati personali e firma della persona, alla quale è rilasciata la presente patente.)

Formular II.

Gewerbe-Legitimationskarte.

Siegel oder Stampel der ausstellenden Behörde.

Von der unterzeichneten Behörde wird . . . . . Herrn N { Kaufmann, Fabrikant in X . . . . . / Commis im Dienste des Hauses N in X . . } bestätigt, dass { er / das genannte Haus } für die Ausübung { seines / des } Gewerbebetriebes { . . . . / desselben } die im Lande gesetzlich bestehenden Steuern zu entrichten hat.

Diese Gewerbe-Legitimationskarte wurde dem genannten Herrn . . . . . behufs seiner Legitimation bei den einschlägigen italienischen Behörden zur Erlangung des nöthigen Gewerbepatentes für Italien ausgefertigt.

Dieses Zeugniss ist giltig für . . . . Monate.

(Ort und Tag der Ausstellung.)

(Unterschrift der ausstellenden Behörde.)

(Personalbeschreibung und Unterschrift des Reisenden.)

Formular B. 1867

Gewerbeschein.

Giltig für (Siegel oder Stampel der ausstellenden Behörde.) das Jahr 18 . .

Herr N {Kaufmann, Fabrikant in . . . . . / Commis im Dienste des Hauses . . . in . . .} wird hierdurch in Folge des von ihm vorgezeigten, ihm von der zuständigen Behörde in . . . . (Italien) . . . . . am . . . . ausgestellten Gewerbesteuer-Certificates ermächtigt, in Oesterreich Ankäufe und Verkäufe der Waaren {seines Handelszweiges, seiner Industrie / des Handelsbetriebes des Hauses . . . .} auf Muster oder auf Bestellungen zu machen.

(Ort und Tag der Ausstellung.) (Personalbeschreibung und Unterschrift der ausstellenden Behörde.) Unterschrift des Reisenden.)

Formular III.

Dem . . . . . welcher mit seinen Fabrikaten (Producten) die Messen und Jahrmärkte in (Oesterreich, Italien) zu besuchen beabsichtigt, wird behufs seiner Legitimation bei den zuständigen Behörden hierdurch bezeugt, dass er zu . . . . . wohnhaft sei, und die seinem Gewerbe entsprechenden gesetzlichen Steuern und Abgaben zu entrichten habe.

Gegenwärtiges Zeugniss ist giltig für den Zeitraum von . . . Monaten.

Ort, Datum, Unterschrift und Stempel der ausstellenden Behörde.) (Personalbeschreibung und Unterschrift des Gewerbetreibenden.)

Modulo III.

Al nominato . . . . che è intenzionato di visitare coi suoi prodotti di fabbrica le fiere ed i mercati annuali, col presente si attesta, all'uopo della sua legittimazione presso le competenti Autorità, che egli abita in . . . . . ed è tenuto a pagare le tasse ed imposte di legge relative al suo esercizio.

Il presente attestato vale per mesi . . . . . .

(Luogo, data, firma e suggello dell'Autorità che rilascia il presente.) (Connotati personali e firma dell'esercente.)

1867

422.

26 avril 1867.

Dispositions modifiant les taxes imposées aux bateaux à vapeur par le tarif du 2 novembre 1865 en vigueur à l'embouchure de Soulina.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CXCIV. Annexe.)

La Commission Européenne du Danube,

Considérant qu'aux termes des dispositions du tarif des droits de navigation, en date du 2 novembre 1865, actuellement en vigueur à l'embouchure de Soulina, les bâtiments à vapeur appartenant à une entreprise publique, spécialement affectés au transport des passagers et effectuant des voyages périodiques d'après un programme arrêté d'avance, sont assujettis, quel que soit leur tonnage, à un droit fixe de soixante centimes par tonneau pour la sortie du fleuve, et sont entièrement affranchis de toute taxe à l'entrée, tandis que les autres bâtiments à vapeur et les bâtiments à voiles sans distinction acquittent, pour la sortie, une taxe qui s'élève dans la proportion de leur tonnage et dont le maximum atteint le chiffre de 3 francs 30 centimes par tonneau; que ces bâtiments sont assujettis, en outre, pour l'entrée, à une taxe qui s'élève au quart de la taxe de sortie;

Considérant que le traitement privilégié assuré aux bâtiments à vapeur des entreprises publiques était motivé par le fait que les bâtiments avaient été construits en vue de leur service spécial dans le Danube, que leur tirant d'eau réduit leur permettait de franchir l'embouchure de Soulina dans son ancien état, et que dès-lors ils retiraient moins d'avantages que les autres des travaux qui ont été exécutés pour approfondir la passe;

Que ce privilége était également justifié par les services que les bâtiments dont il s'agit rendaient au commerce général, en transportant la poste et les passagers sur l'importante ligne de l'Europe centrale au Levant; que la ponctualité des départs et des arrivées, strictement observée autrefois, obligeait souvent les compagnies à faire faire par leurs bâtiments des voyages infructueux;

Considérant que si cet état de choses s'est maintenu en ce qui concerne quelques-unes des compagnies qui desservent les lignes de Galatz à Constantinople ou à Odessa, il n'en est pas moins vrai que par suite de l'ouverture de chemins de fer entre Roustchouk et Varna, Tchernavoda et Kustendjé, le service de la correspondance par l'embouchure du Danube a perdu la plus grande partie de son importance et qu'il n'existe plus de motifs aussi puissants que par le passé de favoriser les bâtiments affectés à ce service;

Qu'en fait, le transport de la poste est devenu pour les Compagnies un service accessoire, auquel leurs opérations ne sont plus

subordonnées d'une manière absolue, et que le départ de paquebots 1867
est assez fréquemment retardé par la nécessité de compléter leur cargaison;

Qu'en outre, les Compagnies emploient aujourd'hui sur la ligne de Galatz à Constantinople des bâtiments d'un tonnage considérable et d'un grand tirant d'eau, qui antérieurement aux travaux exécutés à Soulina n'auraient pas pu en traverser l'embouchure; que ces bâtiments sont employés au transport des céréales, de même que les bâtiments à voiles ou à vapeur des particuliers, auquels ils font concurrence et qui doivent acquitter une taxe cinq ou six fois plus élevée;

Considérant que parmi les nations dont la marine fréquente les embouchures du Danube, il n'en est que trois qui y envoient des paquebots rentrant dans la catégorie déterminée par l'article 2 du tarif en vigueur, et que par conséquent, le privilége accordé à ces bâtiments porte atteinte au principe d'égalité que le Traité de Paris a stipulé en faveur de tous les pavillons, comme une condition du prélèvement d'une taxe; qu'il parait nécessaire, en conséquence, d'assujettir aux mêmes droits les paquebots périodiques des Compagnies et les bateaux à vapeur des particuliers;

Considérant toutefois que sauf la réduction accordée par l'article 3 du tarif aux bateaux à vapeur qui font de fréquents voyages, les taxes acquittées par ces derniers bâtiments, lorsqu'ils ne rentrent pas dans la catégorie déterminée par l'article 2, sont les mêmes que celles qui sont imposées aux bâtiments à voiles; qu'il convient, en général de favoriser le développement de la navigation à vapeur; que d'ailleurs, le tirant d'eau d'un bâtiment à voiles est toujours supérieur, à tonnage égal, au tirant d'eau d'un bâtiment à vapeur, lequel profite ainsi dans une moindre proportion de l'augmentation de profondeur obtenue à l'embouchure de Soulina; qu'il est juste dès-lors de fixer la taxe des bateaux à vapeur à un taux moins élevé que celles des bâtiments à voiles;

Arrête les dispositions qui suivent:

Article 1.

Les bâtiments à vapeur rentrant dans la catégorie déterminée par l'article 2 du tarif du 2 novembre 1865 continueront à être assujettis à la taxe invariable de soixante centimes par tonneau, pour la sortie, avec franchise à l'entrée, pourvu qu'ils soient construits à aubes, que leur tirant d'eau n'excède pas dix pieds anglais en pleine charge, et que leurs voyages soient strictement périodiques, conformément à un programme publié d'avance.

Article 2.

Tout bâtiment à vapeur autre que ceux désignés dans l'article précédent quittant le port de Soulina pour prendre la mer et ayant

1867 d'après son manifeste plus du tiers de sa charge pleine, payera les droits de navigation fixés par les tableaux qui suivent, sans aucune distinction entre les paquebots des Compagnies publiques et les bateaux à vapeur des particuliers, savoir:

Tableau des droits à payer par tonne imposable par les bateaux à vapeur effectuant leurs voyages entre les ports du Danube et ceux de la mer Noire ou du Bosphore.

Bâtiments	Montant des droits à payer par tonneau avec une profondeur à l'embouchure													
	de moins de 10 pieds		de 10 pieds au moins et de 11 p. au plus		de plus de 11 pieds à 12 pieds		de plus de 12 pieds à 13 pieds		de plus de 13 pieds à 14 pieds		de plus de 14 pieds à 15 pieds		de plus de 15 pieds	
	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.
De plus de 30 tonneaux et de moins de 150 tonneaux .	—	45	—	45	—	45	—	45	—	45	—	45	—	45
De 150 tonneaux au moins et de 200 tonneaux au plus . .	—	60	—	85	1	10	1	10	1	10	1	10	1	10
De plus de 200 tonneaux et ne dépassant pas 250 tonneaux	—	60	—	85	1	10	1	35	1	35	1	35	1	35
De plus de 250 tonneaux et ne dépassant pas 300 tonneaux	—	60	—	85	1	10	1	35	1	50	1	50	1	50
De plus de 300 tonneaux et ne dépassant pas 350 tonneaux	—	60	—	85	1	10	1	35	1	50	1	60	1	60
De plus de 350 tonneaux	—	60	—	85	1	10	1	35	1	50	1	60	1	70

Tableau des droits à payer par tonne imposable par les bateaux à vapeur effectuant leurs voyages entre les ports du Danube situés en amont de Soulina et les ports situés au-delà du Bosphore.

Bâtiments	Montant des droits à payer par tonneau avec une profondeur à l'embouchure													
	de moins de 10 pieds		de 10 pieds au moins et de 11 p. au plus		de plus de 11 pieds à 12 pieds		de plus de 12 pieds à 13 pieds		de plus de 13 pieds à 14 pieds		de plus de 14 pieds à 15 pieds		de plus de 15 pieds	
	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.
De plus de 30 tonneaux et de moins de 150 tonneaux	—	80	—	80	—	80	—	80	—	80	—	80	—	80
De 150 tonneaux au moins et de 200 tonneaux au plus	1	5	1	55	2	5	2	5	2	5	2	5	2	5
De plus de 200 tonneaux et ne dépassant pas 250 tonneaux . . .	1	5	1	55	2	5	2	55	2	55	2	55	2	55
De plus de 250 tonneaux et ne dépassant pas 300 tonneaux . . .	1	5	1	55	2	5	2	55	2	80	2	80	2	80
De plus de 300 tonneaux et ne dépassant pas 350 tonneaux . . .	1	5	1	55	2	5	2	55	2	80	3	5	3	5
De plus de 350 tonneaux	1	5	1	55	2	5	2	55	2	80	3	5	3	30

1867

Bâtiments	Montant des droits à payer par tonneau avec une profondeur à l'embouchure													
	de moins de 10 pieds		de 10 pieds au moins et de 11 p. au plus		de plus de 11 pieds à 12 pieds		de plus de 12 pieds à 13 pieds		de plus de 13 pieds à 14 pieds		de plus de 14 pieds à 15 pieds		de plus de 15 pieds	
	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.
De plus de 30 tonneaux et de moins de 150 tonneaux	—	50	—	50	—	50	—	50	—	50	—	50	—	50
De 150 tonneaux au moins et de 200 tonneaux au plus	—	90	1	30	1	80	1	80	1	80	1	80	1	80
De plus de 200 tonneaux et ne dépassan pas 250 tonneaux . . .	—	90	1	30	1	80	2	15	2	15	2	15	2	15
De plus de 250 tonneaux et ne dépassant pas 300 tonneaux . . .	—	90	1	30	1	80	2	15	2	35	2	35	2	35
De plus de 300 tonneaux et ne dépassant pas 350 tonneaux . . .	—	90	1	30	1	80	2	15	2	35	2	55	2	55
De plus de 350 tonneaux	–	90	1	30	1	80	2	15	2	35	2	55	2	80
Bâtiments de 350 tonneaux ou plus qui par suite d'une insuffisance de profondeur dans la passe ne pourront pas recevoir dans le port la totalité de leur cargaison	—	90	1	30	1	50	1	70	1	80	1	90	2	—

Article 3. 1867

Les bâtiments à vapeur, autres que ceux désignés à l'article premier ci-dessus, seront assujettis, sans aucune distinction et indépendamment de la taxe de sortie, au payement du quart de cette taxe, s'ils entrent à Soulina, en venant de la mer, avec plus du tiers de leur charge; mais si dans ce cas, ils ressortent du fleuve avec moins du tiers de leur charge, ils payeront, pour l'entrée, le montant intégral de la taxe de sortie.

Article 4.

Dans le cas prévu par le troisième alinéa de l'article 10 du tarif du 2 novembre 1865, les taxes des bâtiments à vapeur seront liquidées conformément à l'article 2 des présentes dispositions. Toutes autres dispositions du susdit tarif relatives aux bateaux à vapeur, et auxquelles il n'est pas formellement dérogé par les présentes, continueront à rester en vigueur, sauf les deux derniers alinéas de l'article 3 qui sont expressément abrogés.

Article 5.

Les présentes dispositions seront immédiatement publiées, mais elles ne seront appliquées qu'à partir du premier août prochain.

Fait à Galatz, le 26 avril 1867.

Signé: *A. de Kremer. — d'Avril. — J. Stokes. — Susinno. — Saint Pierre. — Offenberg. — Ahmet Rassim.*

423.

30 avril 1867.

Règlement fixant l'ordre des travaux de la Commission Européenne du Danube.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CXCVI. Annexe.)

I.

Dispositions générales.

Article 1.

La présidence de la Commission Européenne du Danube est exercée par le Délégué de la Turquie, sans qu'une nouvelle élection soit nécessaire à cet effet, lors d'un changement dans la personne du Délégué Ottoman.

Article 2.

Le Président reçoit les pleins-pouvoirs des nouveaux Commissaires; il convoque les séances et en prononce l'ouverture et la clôture, il en dirige les débats et constate le résultat des votes.

1867 Dans ce but, le Secrétaire général lui est adjoint et demeure soumis à ses ordres directs, pendant la durée des sessions plénières, pour tout ce qui concerne la régularité des séances.

Toute proposition faite par écrit, durant les réunions plénières, par un membre de la Commission, est présentée au Président qui la transmet, suivant son objet, au Commissaire chargé de la direction du Secrétariat, ou au Commissaire chargé de la Comptabilité, lequel en réfère, sans retard, à la Commission.

Article 3.

Le Président signe, pour la Commission, toutes les pièces qui émanent du bureau central et qui sont adressées aux Autorités locales ou étrangères avec lesquelles la Commission est en correspondance. En l'absence du Président, ces pièces sont signées par l'un des Membres du Comité exécutif.

En ce qui concerne les pièces relatives au service intérieur, elles sont signées, comme par le passé, par le Commissaire qui dirige le Secrétariat ou par celui qui est chargé de la Comptabilité.

Article 4.

La Commission tient, chaque année, deux sessions régulières et se réunit dans ce but en séances plénières, au mois d'avril et au mois d'octobre.

Article 5.

Six semaines, au moins, avant l'époque fixée pour l'ouverture des sessions périodiques, il est adressé aux Commissaires absents, par le Comité exécutif, un résumé des questions sur lesquels il y a lieu de délibérer en commun.

Article 6.

Les Commissaires qui n'assistent pas aux sessions périodiques peuvent voter par écrit. A défaut d'un vote écrit, ils sont censés avoir voté dans le sens de la majorité des voix effectivement représentées, sur les questions mentionnées au résumé dont il est parlé dans l'article précédent.

Article 7.

Les sessions périodiques ne peuvent avoir lieu, s'il y a moins de quatre Commissaires présents.

Il peut y avoir des sessions extraordinaires sur la demande formée par plus de trois Commissaires.

Si quatre Commissaires, ou un plus grand nombre, se trouvent réunis au siége de la Commission, il peut etre rédigé un protocole de leurs délibérations.

1867

Article 8.

Lorsque le budget annuel des recettes et des dépenses de la Commission n'a pu être voté en temps utile, le budget de l'année précédente demeure valable jusqu'à la prochaine réunion plénière.

Article 9.

En règle, et sauf le cas d'empêchement majeur, le Protocole de la dernière séance est lu avant qu'il ne soit procédé, dans la séance suivante, à la discussion des questions portées à l'ordre du jour. Tout au moins, doit-on s'entendre sur la rédaction des résolutions définitivement arrêtées.

Article 10.

Une session n'est considérée comme close qu'autant que les Protocoles de toutes les séances ont été arrêtés et signés ou paraphés par tous les Commissaires.

Si un Membre de la Commission se trouve dans la nécessité de s'éloigner du siége de la Commission avant que tous les Protocoles ne soient arrêtés, il peut confier à l'un de ses Collègues ou au Secrétaire général le soin d'approuver la rédaction, en ce qui le concerne, et dans les limites qui auront déjà été fixées conformément à l'article 9, de telle sorte que toute délibération par correspondance soit évitée sur la teneur des Protocoles.

Article 11.

Les décisions sont prises à la majorité des voix:

a) Quand il s'agit de questions de forme, notamment du service intérieur de la Commission, des rapports de la Commission avec ses employés, des détails d'exécution des mesures arrêtées par le plenum;

b) Lorsqu'il s'agit de modifier le tarif des droits de navigation établi en vertu de l'article 16 du Traité de Paris du 30 mars 1856.

Il est entendu, toutefois, que toute proposition tendante à une augmentation des taxes sur les bâtiments de mer ne peut être votée que dans la session qui suit celle durant laquelle elle a été présentée.

II.

Comité exécutif.

Article 12.

Un Comité composé de deux Commissaires est spécialement chargé d'exécuter les décisions de la Commission Européenne et de statuer sur le mode d'exécution.

Ce Comité représente la Commission dans l'intervalle des sessions plénières; il traite et résout définitivement les affaires courantes, sans préjudice aux décisions du plenum; il peut ordonner

1867 des dépenses urgentes non prévues par le budget, sous la condition de justifier l'urgence lors de la prochaine réunion générale.

Lorsque plus de deux Commissaires se trouvent présents au siége de la Commission, ceux qui ne font point partie du Comité exécutif sont invités, comme par le passé, à assister à ses séances et à prendre part à ses délibérations.

Les deux Membres du Comité exécutif, assistés d'un troisième Commissaire, statuent, comme tribunal de deuxième et dernière instance, sur les appels portés devant la Commission contre les condamnations prononcées par l'Inspecteur général de la navigation et par le Capitaine du port de Soulina, en matière de police.

Article 13.

Le Comité exécutif est composé, en règle, des deux Commissaires qui ont conservé leur résidence permanente à Galatz et qui consentent à remplir ces fonctions aussi longtemps qu'il n'y aura point d'autres Commissaires présents.

Les Commissaires résidant en dehors du siége de la Commission conservent, toutefois, la faculté de faire partie du Comité, en commençant du premier de chaque mois et à charge de faire connaître leur intention huit jours à l'avance.

Le Président de la Commission peut, comme tout autre Commissaire, être Membre du Comité exécutif.

Il est dressé, autant que faire se peut, pendant la session d'avril de chaque année, un rôle suivant lequel les Commissaires auront à alterner entre eux, jusqu'à la session d'octobre, comme Membres du Comité exécutif.

Article 14.

Les deux Membres du Comité sont chargés spécialement, à tour de rôle et par mois, l'un de la direction du Secrétariat et l'autre de la Comptabilité centrale.

Article 15.

Le Comité exécutif, lorsqu'il le juge convenable, dresse procès-verbal de ses délibérations. Ces procès-verbaux, toutefois, n'entrent point dans la série des protocoles des séances plénières et ne peuvent y figurer que comme annexes.

Afin d'éviter tout malentendu, ces actes portent l'intitulé: „Procès-verbal de la séance du Comité exécutif de la Commission Européenne du Danube, en date du . . . .“ Ils reçoivent le numéro d'ordre sous lequel ils sont portés au journal du bureau central.

Article 16.

Tous ordres, commandes, instructions et, en général, toutes dispositions émanant du Comité exécutif sont formulés par écrit.

Les minutes en sont signées par les deux Membres du Comité. 1867
Les expéditions des notes, lettres et instructions relatives au service général sont signées par le Directeur du Secrétariat, et celles des pièces relatives à la gestion des Caisses, par le Directeur de la Comptabilité.

Lorsque le Membre du Comité, par lequel une pièce quelconque doit être signée, ne se trouve pas à Galatz, la signature peut être donnée valablement par un de ses Collègues.

Toute signature appossée par un Commissaire, sur une pièce émanant de la Commission, est précédée des mots: „Pour la Commission Européenne du Danube."

Article 17.

S'il s'agit d'affaires courantes ou d'affaires relatives à des décisions prises en plenum, le Comité exécutif agit sans en référer préalablement à la Commission.

Il peut également agir de son propre chef, en cas d'urgence, pour toutes affaires autres que celles dont il vient d'être parlé, à condition que sa décision soit prise à l'unanimité des Commissaires présents à Galatz et que les Commissaires absents en soient informés sans délai.

Article 18.

Le Commissaire chargé de la direction du Secrétariat surveille spécialement les travaux de la Chancellerie de Galatz, dont les employés lui sont immédiatement subordonnés.

Article 19.

Les lettres, actes et documents adressés à la Commission ou au Comité exécutif sont ouverts par l'un des Commissaires présents et transmis par lui à la Chancellerie pour qu'ils soient portés au Journal ou Régistre d'ordre.

Les pièces importantes sont mises en circulation parmi les Commissaires présents à Galatz.

A l'expiration de chaque mois, il est adressé par le Secrétaire général aux Commissaires qui ne résident pas à Galatz, sous forme de circulaire, une copie du régistre d'ordre sur lequel sont portées les pièces enregistrées, avec une mention sommaire des décisions prises.

Article 20.

Lorsqu'il se trouve un seul Commissaire au siége de la Commission, pour plus de quinze jours consécutifs, le Comité exécutif suspend ses fonctions qui sont dévolues au Secrétaire général de la Commission.

1867 Ce dernier dirige seul, dans ce cas, le service courant et su veille l'exécution des décisions du plenum, sous sa propre respo sabilité. Il signe seul les minutes de toutes les pièces émanant de l Chancellerie, y compris celles des ordonnances de payement.

Les copies de ces pièces sont soumises, toutefois, à la signatu du Commissaire présent, lequel conserve, bien entendu, la faculté d surveiller, en général, la régularité du service, de prendre connai sance de toutes les dispositions prises, et de procéder, s'il le jug à propos, à la révision de la Caisse.

Article 21.

Dans le cas prévu par l'article précédent, le Commissaire se présent au siége de la Commission a le droit d'arrêter l'exécution d toute mesure prise par le Secrétaire général, qu'il jugerait contrai à une décision du plenum, ou pouvant porter atteinte, soit à un question de principe, soit à l'autorité ou au caractère internation de la Commission.

Le Commissaire présent, s'il fait usage de ce droit, formule s décision par écrit, et en fait connaître les motifs à la Commissio dans la huitaine.

Article 22.

Les pouvoirs extraordinaires conférés au Secrétaire général p l'article 20 cessent de plein droit, et le Comité exécutif rentre e activité, par le seul fait de la présence simultanée de deux ou d plusieurs Commissaires au siége de la Commission.

Lorsque deux Commissaires se trouvent seuls en résidence Galatz et que l'un d'eux se trouve dans le cas de s'en éloigner po plus de quinze jours, il a soin d'en informer préalablement ses Co lègues absents.

III.

Administration de la Comptabilité.

Article 23.

Le Commissaire chargé de la comptabilité centrale, aux term de l'article 14 ci-dessus, dirige et surveille spécialement la part financière des affaires de la Commission, conformément aux disp sitions actuellement en vigueur.

Article 24.

Il a soin qu'aucun payement n'ait lieu sans un ordonnancem régulièrement signé.

Les dépenses comprises dans le budget voté en séance pléniè sont ordonnancées par les Membres du Comité exécutif. Cependa l'Ingénieur en chef a la faculté de délivrer des ordonnances sur l

Caisse succursale de Soulina, pour les dépenses comprises dans 1867
les articles du budget relatifs au service des travaux, ou pour celles qu'il est autorisé à ordonnancer par une disposition spéciale émanée du Comité exécutif.

Article 25.

La révision des opérations de la Caisse centrale est faite périodiquement par le Comité exécutif.

Article 26.

Le présent Règlement entrera immédiatement en vigueur et ceux qui ont été arrêtés précédemment, sous les dates du 29 novembre 1856, du 4 novembre 1858 et du 25 avril 1865, sont et demeurent abrogés.

Fait à Galatz, le 30 avril 1867.

Signé: *A. de Kremer. — A. d'Avril. — J. Stokes. — Susinno. — Saint Pierre. — Offenberg. — Ahmet Rassim.*

424.

30 avril 1867.

Articles additionnels à la Convention télégraphique internationale du 17 mai 1865, concertés à Paris, le 8 avril 1867, et touchant la correspondance télégraphique avec l'Algérie et la Tunisie.

(R. G. B. 1867, Nr. 75.)

Kundmachung des Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des Aeussern vom 30. April 1867, betreffend die Zusatzartikel zum internationalen Telegraphenvertrage vom 17. Mai 1865, über die Correspondenz mit Algerien und Tunis.

Von Seiten des k. k. Ministeriums des Aeussern werden hiermit die in Paris am 8. April 1867 vereinbarten Zusatzartikel zum internationalen Telegraphenvertrage vom 17. Mai 1865 bekanntgemacht, welche die telegraphische Correspondenz mit Algerien und Tunis betreffen.

Wien, am 30. April 1867.

Freiherr *von Beust* m. p.

1867 *Articles additionnels à la Convention télégraphique internationale du 17 mai 1865.*

Les Hautes Puissances signataires de la Convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865, ayant, d'un commun accord, jugé utile d'appliquer aux correspondances échangées avec l'Algérie et la Tunisie les dispositions de la dite Convention, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés, sont convenus des stipulations suivantes:

Article 1.

Toutes les dispositions réglementaires de la Convention télégraphique internationale signée à Paris, le 17 mai 1865, s'appliqueront aux correspondances échangées par les Hautes Parties contractantes avec l'Algérie et la Tunisie.

Article 2.

Le tarif applicable à ces correspondances est fixé conformément au tableau suivant:

France	Taxe terminale à percevoir à titre algérien ou tunisien	pour les correspondances échangées avec l'Italie	4 frcs.
		pour toutes les autres (y compris la taxe éventuelle du transit en France).	5 „
Italie	Taxe terminale à percevoir pour les correspondances avec l'Algérie et la Tunisie		2 „
	Taxe de transit pour les correspondances échangées entre la France d'une part, et l'Algérie et la Tunisie d'autre part		2 „
	Taxe de transit pour les correspondances échangées entre tous les autres États d'une part, et l'Algérie ou la Tunisie d'autre part		3 „
Autres États	Taxes terminales et de transit résultant des tableaux *A* et *B* annexés à la Convention de Paris ou des Conventions particulières signées entre ces États et la France.		

Article 3.

Les présents articles additionnels, qui ne seront pas ratifiés, auront néanmoins la même force, valeur et durée que la Convention télégraphique internationale, et seront considérés comme en faisant partie intégrante.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé les dits 1867
Articles additionnels, qu'ils ont revêtus du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en dix-neuf expéditions, le 8 avril 1867.

(L. S.) P. *Metternich* m. p.	(L. S.) *Nigra* m. p.
(L. S.) B. *Schweizer* m. p.	(L. S.) *de Bornemann* m. p.
(L. S.) Baron *de Perglas* m. p.	(L. S.) *Lightenvelt* m. p.
(L. S.) Eug. *Beyens* m. p.	(L. S.) *Païva* m. p.
(L. S.) L. *Moltke-Hvitfeldt* m. p.	(L. S.) *Goltz* m. p.
(L. S.) *Mon* m. p.	(L. S.) *Budberg* m. p.
(L. S.) *Moustier* m. p.	(L. S.) Baron *Adelsward* m. p.
(L. S.) V. *Heeren* m. p.	(L. S.) *Kern* m. p.
(L. S.) Théodore P. *Délyannis* m. p.	(L. S.) *Djémil* m. p.
	(L. S.) *Waechter* m. p.

425.

11 mai 1867.

Traité entre l'Autriche, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Prusse et la Russie concernant le règlement des rapports du Grand-Duché de Luxembourg. Conclu à Londres. Ratifications échangées à Londres le 31 mai 1867.

(R. G. B. 1867, Nr. 81.)

Tractat vom 11. Mai 1867, zwischen Oesterreich, Belgien, Frankreich, Grossbritannien, Italien, den Niederlanden, Preussen und Russland, zur Reglung der Verhältnisse des Grossherzogthums Luxemburg. Abgeschlossen zu London am 11. Mai 1867; von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 26. Mai 1867. Die Auswechslung der Ratificirungen hat zu London am 31. Mai 1867 stattgefunden.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum invitante Nerlandiae Rege, Magno Duce Luxemburgico, Londini conferentiae habitae sunt ad regulandam conditionem Magni Ducatus Luxembourgensis et tractatus hunc in finem a Plenipotentiario Nostro atque illis Serenissimorum Principum, Belgarum Regis, Francorum Imperatoris, Magnae Britanniae Reginae, Italiae Regis

1867 Nerlandiae Regis, Magni Ducis Luxemburgensis, Borussiae Regis atque Russiarum Imperatoris Londini undecima mensis Maji anni currentis initus et signatus fuit, tenoris ad verbum sequentis:

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prenant en considération le changement apporté à la situation du Grand-Duché, par suite de la dissolution des liens qui l'attachaient à l'ancienne Confédération Germanique, a invité Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, le Roi des Belges, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, à réunir Leurs Représentants en Conférence à Londres, afin de s'entendre avec les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, sur les nouveaux arrangements à prendre dans l'intérêt général de la paix.

Et Leurs dites Majestés, après avoir accepté cette invitation, ont résolu d'un commun accord de répondre au désir que Sa Majesté le Roi d'Italie a manifesté de prendre part à une délibération destinée à offrir un nouveau gage de sûreté au maintien du répos général.

En conséquence Leurs Majestés, de concert avec Sa Majesté le Roi d'Italie, voulant conclure dans ce but un traité, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême,

le Sieur Rodolphe Comte Apponyi, Chambellan, Conseiller Intime de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Son Ambassadeur Extraordinaire près Sa Majesté Britannique, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Grand'Croix de l'Ordre Impérial de Léopold etc.;

Sa Majesté le Roi des Belges,

le Sieur Sylvain Van de Weyer, Ministre d'État, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Grand'Cordon de Son Ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, Grand'Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare d'Italie, Grand'Cordon de l'Ordre de Charles III d'Espagne, Grand'Croix de l'Ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, Grand'Croix de l'Ordre de la Branche Ernestine de la Maison de Saxe, Commandeur de l'Ordre de la Légion d'Honneur de France etc.;

Sa Majesté l'Empereur des Français,

le Sieur Godefroy Bernard Henri Alphonse, Prince de la Tour d'Auvergne-Lauraguais, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Grand'Officier de Son Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Grand'Croix de l'Ordre de Saxe-Cobourg et Gotha, Grand'Croix de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse etc.;

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et 1867
d'Irlande,

le très-honorable Edward Stanley, Lord Stanley, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Membre du Parlement, Son Principal Secrétaire d'État pour les affaires étrangères etc.;

Sa Majesté le Roi d'Italie,

le Sieur Emmanuel Taparelli de Lagnasco, Marquis d'Azeglio, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Grand'Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare etc.;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg,

le Sieur Adolphe Baron Bentinck, Son Chambellan et Ministre d'État, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Commandeur de Son Ordre du Lion Néerlandais, Chevalier Grand'Croix de l'Ordre de la Couronne de Chêne etc.,

le Baron Victor de Tornaco, Ministre d'État, Président du Gouvernement du Grand-Duché, Son Chambellan Honoraire, Grand' Croix de Son Ordre de la Couronne de Chêne, Grand'Cordon de l'Ordre de Léopold de Belgique, Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Prusse de première classe, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais etc.,

et le Sieur Emmanuel Servais, Vice-Président du Conseil d'État et de la Cour Supérieure de Justice, ancien membre du Gouvernement, Grand'Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de seconde classe avec l'étoile et Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais etc.;

Sa Majesté le Roi de Prusse,

le Sieur Albert, Comte de Bernstorff-Stintenburg, Son Ministre d'État et Chambellan, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Grand'Croix de Son Ordre de l'Aigle Rouge avec des feuilles de chêne et Grand'Commandeur de Son Ordre de la Maison Royale de Hohenzollern en diamants, Grand' Croix de l'Ordre Ducal de la Branche Ernestine de la Maison de Saxe et de l'Ordre Impérial de St. Stanislas de Russie de première classe, Grand' Croix de l'Ordre Royal du Mérite civil de la Couronne de Bavière, de l'Ordre Impérial du Lion et du Soleil de Perse avec le Grand' Cordon vert, de l'Ordre Royal et Militaire du Christ de Portugal etc.;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

le Sieur Philippe Baron de Brunnow, Son Conseiller Privé actuel, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Chevalier des Ordres de Russie, Grand' Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, de l'Aigle Rouge de

1867 Prusse de première classe, Grand' Croix de l'Ordre du Lion Néerlandais et Commandeur de l'Ordre de St. Étienne d'Autriche etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, maintient les liens qui attachent le dit Grand-Duché à la Maison d'Orange-Nassau, en vertu des Traités qui ont placé cet État sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, Ses descendants et successeurs.

Les droits que possèdent les Agnats de la Maison de Nassau sur la succession du Grand-Duché, en vertu des mêmes Traités sont maintenus.

Les Hautes Parties contractantes acceptent la présente déclaration et en prennent acte.

Article II.

Le Grand-Duché de Luxembourg dans les limites déterminées, par l'Acte annexé au Traité du 19 avril 1839 sous la garantie des Cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, formera désormais un État perpetuellement neutre.

Il sera tenu d'observer cette même neutralité envers tous les autres États.

Les Hautes Parties contractantes S'engagent à respecter le principe de neutralité stipulé par le présent article.

Ce principe est et demeure placé sous la sanction de la garantie collective des Puissances Signataires du présent Traité, à l'exception de la Belgique, qui est elle-même un État neutre.

Article III.

Le Grand-Duché de Luxembourg étant neutralisé, aux termes de l'Article précédent, le maintien ou l'établissement de places fortes sur son territoire devient sans nécessité comme sans objet.

En conséquence, il est convenu d'un commun accord que la ville de Luxembourg considérée par le passé, sous le rapport militaire, comme forteresse fédérale, cessera d'être une ville fortifiée.

Sa Majesté le Roi Grand-Duc Se réserve d'entretenir dans cette ville le nombre de troupes nécessaire pour y veiller au maintien du bon ordre.

Article IV.

Conformément aux stipulations contenues dans les Articles II et III, Sa Majesté le Roi de Prusse déclare que Ses troupes actuellement en garnison dans la forteresse de Luxembourg recevront l'ordre de procéder à l'évacuation de cette place immédiatement

après l'échange des ratifications du présent Traité. On commencera 1867
simultanément à retirer l'Artillerie, les munitions et tous les objets qui font partie de la dotation de la dite place forte. Durant cette opération, il n'y restera que le nombre de troupes nécessaire pour veiller à la sûreté du matériel de guerre et pour en effectuer l'expédition, qui s'achèvera dans le plus bref délai possible.

Article V.

Sa Majesté le Roi Grand-Duc, en vertu des droits de souveraineté qu'Il exerce sur la ville et forteresse de Luxembourg, S'engage de Son côté à prendre les mesures nécessaires, afin de convertir la dite place forte en ville ouverte, au moyen d'une démolition que Sa Majesté jugera suffisante pour remplir les intentions des Hautes Parties contractantes exprimées dans l'Article III du présent Traité. Les travaux requis à cet effet commenceront immédiatement après la retraite de la garnison. Ils s'effectueront avec tous les ménagements que réclament les intérêts des habitants de la ville.

Sa Majesté le Roi Grand-Duc promet en outre que les fortifications de la ville de Luxembourg ne seront pas rétablies à l'avenir, et qu'il n'y sera maintenu, ni créé aucun établissement militaire.

Article VI.

Les Puissances Signataires du présent Traité constatent que la dissolution de la Confédération germanique ayant également amené la dissolution des liens qui unissaient le Duché de Limbourg collectivement avec le Grand-Duché de Luxembourg à la dite Confédération, il en résulte que les rapports, dont il est fait mention aux articles III, IV et V du Traité du 19 avril 1839, entre le Grand-Duché et certains territoires appartenant au Duché de Limbourg ont cessé d'exister, les dits territoires continuant à faire partie intégrante du Royaume des Pays-Bas.

Article VII.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le onze mai, l'an de grâce mil huit cent soixante-sept.

(L. S.) *Apponyi* m. p.
(L. S.) *Van de Weyer* m. p.
(L. S.) *La Tour d'Auvergne* m. p.
(L. S.) *Stanley* m. p.
(L. S.) *d'Azeglio* m. p.
(L. S.) *Bentinck* m. p.
(L. S.) *Tornaco* m. p.
(L. S.) *Servais* m. p.
(L. S.) *Bernstorff* m. p.
(L. S.) *Brunnow* m. p.

1867 Nos visis et perpensis tractatus hujus articulis illos omnes ratos gratosque habere hisce profitemur ac declaramus verbo Nostro Caesareo spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos nec ut illis contraveniatur permissuros esse.

In quorum fidem praesentes tractatus tabulas Manu Nostra signavimus sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabantur in Imperali urbe Nostra Vienna die vigesima sexta mensis Maji anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo septimo, Regnorum Nostrorum decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *ab Aldenburg* m. p.,
C. R. Consiliarius aulicus et ministeralis.

426.

20 mai 1867.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'exécution de l'article 9 du traité austro-français du 11 décembre 1866 à l'égard du transit de tabac et de sel à travers le territoire autrichien.

(F. V. B. 1867, Nr. 18.)

Vollziehung der im Schlussprotokolle zu dem österreichisch-französischen Handelsvertrage vom 11. December 1866, Artikel 9, enthaltenen Bestimmungen bezüglich der Durchfuhr von Tabak und Salz durch das österreichische Monopolsgebiet.

Mit Beziehung auf den Finanzministerialerlass vom 5. Jänner 1867, Z. 55445 (V. Bl. Nr. 3, S. 32), wird erinnert, dass die Ausnahme von dem im §. 19 der Zoll- und Staatsmonopolsordnung vom 11. Juli 1835 ausgesprochenen Grundsatze, nach welchem die Durchfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole ohne besondere behördliche Bewilligung nicht gestattet ist, gemäss der im Schlussprotokolle zum österreichisch-französischen Handelsvertrage vom 11. December 1866, Artikel 9, enthaltenen Bestimmungen, dann Platz greift, wenn die Durchfuhr von Tabak oder Salz entweder ganz zu Wasser oder ganz auf Eisenbahnen stattfindet, dass somit im Falle eines beabsichtigten Ueberganges von der Wasser-

strasse auf den Schienenweg oder umgekehrt, die im bezogenen 1867
Paragraphe der Zoll- und Staatsmonopolsordnung vorgezeichnete besondere Bewilligung zu der auf diese Art zu bewerkstelligenden Durchfuhr erwirkt werden muss.

Wien, am 20. Mai 1867.

427.

21 mai 1867.

Ordonnance du ministère Impérial des finances de France concernant le Traité de commerce et de navigation conclu avec l'Autriche en date du 11 décembre 1866. Transit des sels et de tabacs.

(Moniteur universel Nr. 141.)

Le protocole final relatif aux traités de commerce et de navigation, conclu le 11 décembre 1866, entre la France et l'Autriche, dispose que le transit par chemins de fer et par eau est permis sur le territoire autrichien sous les conditions et formalités exigées pour le transit des autres marchandises, bien qu'en général les stipulations du traité ne soient pas applicables aux monopoles d'État.

Aux termes d'une circulaire récente du ministère des finances d'Autriche, le transit des sels et tabacs devra être effectué entièrement, soit par terre, soit par eau. Dans le cas où ces marchandises passeraient de la voie fluviale à la voie de terre ou réciproquement, il devra être obtenu préalablement une autorisation spéciale, dont les exportateurs auraient à justifier.

428.

24 mai 1867.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'accession de la Mediterranean-Extension-Telegraph Company à la Convention télégraphique de Paris de 1865.

(Tel. V. B. 1867, 17.)

Beitritt der Mediterranean-Extension-Telegraph Company zum Pariser Telegraphen-Vertrage vom Jahre 1865.

Die Mediterranean-Extension-Telegraph Company (limited) ist hinsichtlich ihrer unterseeischen Telegraphenlinien Modica-Malta

1867 und Otranto-Corfù dem Pariser Telegraphenvertrage vom 17. Mai 1865 mit Zustimmung sämmtlicher Unterzeichner desselben, und zwar vom 15. Mai d. J. an beigetreten.

Die Terminaltaxe von Modica nach Malta und jene von Otranto nach Corfù beträgt 3 Francs; die italienische Transittaxe hingegen:

a) Für Depeschen nach Corfù:

1. Von	Vallona Otranto	1 Fcs.
2. „	der päpstlichen Grenze	2 „
3. „	allen anderen Grenzen	3 „

b) Für Depeschen nach Malta:

1. Von	der päpstlichen Grenze bis Modica	2 Fcs.
2. „	allen anderen Grenzen	3 „

Die Telegraphenstationen in Malta und Corfù befördern auch chiffrirte Privat-Telegramme.

Die Weiterbeförderung der Depeschen mittelst Boten ist zulässig.

429.

28 mai 1867.

Circulaire du Gouvernement central maritime concernant le traitement des navires argentins dans les ports autrichiens.

(Annuario marittimo 1868. 94.)

Circolare dell' I. R. Governo centrale marittimo di data 28 maggio 1867, N. 4220 a tutti gli Uffici di porto e sanità sul trattamento dei navigli della Repubblica Argentina nei porti austriaci.

In seguito a Sovrana Risoluzione del 13 maggio a. c. i navigli della Repubblica Argentina sono da trattarsi nei porti austriaci relativamente alla commisurazione delle tasse di navigazione a parità dei navigli austriaci, sotto la condizione di un reciproco trattamento dei navigli austriaci da parte della Repubblica stessa.

Locchè si comunica a codest' i. r. Ufficio per propria norma e per corrispondente istruzione degli Ufficj ed Organi dipendenti.

430.

1867

29 mai 1867.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'accession du Gouvernement Impérial de Russie à la convention télégraphique de Paris pour ses lignes en Sibérie.

(Tel. V. B. 1867, 18.)

Beitritt der kais. russischen Regierung zum Pariser Telegraphenvertrage hinsichtlich ihrer Telegraphen-Stationen in Sibirien.

Die Bestimmungen des Telegraphenvertrages ddo. Paris den 17. Mai 1865 finden vom 15. April d. J. an auch auf jene Depeschen Anwendung, welche zwischen den russischen Telegraphenstationen und den Stationen aller dem obigen Vertrage beigetretenen Staaten gewechselt werden.

Die russischen Terminaltaxen für die Beförderung der Depeschen von den Westgrenzen Russlands nach Sibirien sind dieselben, welche bereits seit 1. Jänner 1866 für den vereinsländischen Verkehr mit Sibirien Geltung haben.

431.

29 mai 1867.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant la taxe terminale à percevoir pour les correspondances avec l'Algérie et le Tunis via Marseille.

(Tel. V. B. 1867, 19.)

Terminaltaxe für Algier und Tunis bei Benützung des Weges über Marseille.

Mit Beziehung auf die zu Paris am 8. April 1867 unterzeichneten Zusatzartikel zum internationalen Pariser Telegraphenvertrage vom 17. Mai 1865 wird bekannt gemacht, dass zufolge Uebereinkommens der betreffenden Verwaltungen die für Algier und Tunis festgesetzte Terminaltaxe auch in jenen Fällen zur Berechnung zu kommen hat, in welchen die Depeschen wegen Unterbrechung oder Störung der unterseeischen Linie Marsala-Biserta über Marseille mit Post weiter befördert werden müssen.

In diesem Falle ist für die Postbeförderung eine besondere Gebühr nicht zu erheben.

1867

432.

4 juin 1867.

Traité entre l'Autriche et la Bavière sur la construction et l'exploitation d'un chemin de fer de Munich à Braunau. Conclu à Vienne. Ratifications échangées à Vienne, le 3 juillet 1867.

(R. G. B. 1867, Nr. 92.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Bayern vom 4. Juni 1867, über den Bau und Betrieb einer Eisenbahn von München über Braunau zum Anschlusse an die Kaiserin Elisabethbahn bei Neumarkt. Abgeschlossen zu Wien am 4. Juni 1867; von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 29. Juni 1867. Die Auswechslung der Ratificationen hat in Wien am 3. Juli 1867 stattgefunden.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Böhmen und Apostolischer König von Ungarn etc etc.

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenem Seiner Majestät des Königs von Bayern über den Bau und Betrieb einer Eisenbahn von München über Braunau zum Anschlusse an die Kaiserin Elisabethbahn bei Neumarkt am 4. Juni 1867 zu Wien ein Vertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folgt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Bayern, von dem Wunsche geleitet, eine weitere Eisenbahnverbindung zwischen den beiderseitigen Staatsgebieten herzustellen, haben zum Zwecke einer hierüber zu treffenden Vereinbarung Bevollmächtigte ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich den Ministerialrath im Ministerium für Handel und Volkswirthschaft, Dr. Vincenz Ritter von Maly;

Seine Majestät der König von Bayern den Ministerialrath im königlichen Staatsministerium des Handels und der öffentlichen Arbeiten, Michael von Suttner, und den Ministerialassessor im königlichen Staatsministerium des königlichen Hauses und des Aeussern, Rudolph Gombart;

welche, nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten, über folgende Punkte übereingekommen sind:

Artikel 1.

Es soll eine Eisenbahn von München in östlicher Richtung an die bayerisch-österreichische Grenze bei Simbach-Braunau und von

da zum Anschlusse an die Kaiserin Elisabethbahn bei Neumarkt 1867
hergestellt werden.

Artikel 2.

Die Bahnabtheilung auf bayerischem Gebiete wird von der königlich bayerischen Regierung als Staatsbahn hergestellt werden.

Artikel 3.

Für die auf österreichischem Gebiete liegende Strecke dieser Bahn hat die k. k. österreichische Regierung unterm 22. August 1865 einem Consortium die Concession zum Baue und Betriebe dieser Eisenbahnstrecke bereits ertheilt.

Die beiden contrahirenden Regierungen werden sich gegenseitig einerseits die ertheilte Consession, anderseits das von der königlich bayerischen Regierung mit den Unternehmern der Bahn über Unterstützung des Unternehmens getroffene Abkommen mittheilen.

Artikel 4.

Die Bahn soll zwischen Simbach und Braunau die beiderseitige Landesgrenze überschreiten. Die Bestimmung der speciellen Richtung der Bahn und der Stationsplätze, sowie die Genehmigung der Bauprojecte bleibt in jedem der beiden Gebiete der betreffenden Landesregierung vorbehalten. Jedoch soll hierbei im Interesse des grossen internationalen Verkehres die möglichst gerade Linie eingehalten, und jeder, nicht durch die Terrainverhältnisse gebotene Umweg vermieden werden.

Artikel 5.

Die Unternehmer der Bahnabtheilung auf österreichischem Gebiete sollen verpflichtet werden, innerhalb eines Zeitraumes von längstens einem Jahre, vom Tage der Ratificationsauswechslung an gerechnet, den Bahnbau zu beginnen, und innerhalb drei Jahren diese Bahnstrecke in vollkommen betriebsfähigem Zustande herzustellen.

Die königlich bayerische Regierung wird innerhalb des gleichen Zeitraumes die Bahnstrecke von München bis zur österreichisch-bayerischen Grenze vollenden lassen.

Artikel 6.

Die Bahn soll auf beiden Territorien in ihrer ganzen Ausdehnung eine Spurweite von 4 Fuss $8\frac{1}{2}$ Zoll englischen Masses im Lichten der Schienen erhalten.

Hinsichtlich der weiteren Constructionsverhältnisse der beiderseitigen Bahnstrecken und ihres Zubehörs haben die Bestimmungen des Artikels 11 des Staatsvertrages vom 21. Juni 1851 gleichmässige Anwendung zu finden.

1867 Die Signalisirungsvorrichtungen und sonstigen Betriebseinrichtungen auf beiden Bahnstrecken sollen möglichst in Uebereinstimmung gebracht werden.

Artikel 7.

Die volle Landeshoheit (also auch die Ausübung der Justiz- und Polizeigewalt) bleibt jeder der beiden contrahirenden Regierungen für den auf ihr Gebiet treffenden Antheil der Bahn vorbehalten.

Artikel 8.

Durch die in Folge des von der königlich bayerischen Regierung mit den Concessionären abzuschliessenden Uebereinkommens in Aussicht genommene allenfallsige Uebernahme des Baues der auf österreichischer Seite gelegenen Hälfte der Brücke über den Innfluss und der Bahnstrecke bis zum Stationsplatze von Braunau, sowie durch die etwaige Uebernahme des Fahrdienstes auf der Strecke von der österreichischen Grenze bis zum Anschlusse an die Kaiserin Elisabethbahn bei Neumarkt von Seite der bayerischen Eisenbahnverwaltung, soll weder die Landesgrenze noch das Hoheitsverhältniss in irgend einer Weise alterirt werden.

Die königlich bayerische Eisenbahnverwaltung tritt in dieser Beziehung gegenüber der k. k. österreichischen Regierung lediglich in die Rechte und Verpflichtungen der Concessionäre.

Die fraglichen Bauten (beziehungsweise die diesfälligen Projecte und Pläne) unterliegen demnach der Genehmigung der k. k. Regierung, und sind überhaupt nach den in Oesterreich für Eisenbahnbauten geltenden Normen herzustellen, daher auch insbesondere die Eisenbahnbrücke über den Inn auf österreichischer Seite mit den erforderlichen, nach Angabe des k. k. Kriegsministeriums herzustellenden Demolirungsminen zu versehen sein wird.

Insoferne die königlich bayerische Eisenbahnverwaltung den Fahrdienst auf der Strecke von der österreichischen Grenze bis zur Einmündung in die Kaiserin Elisabethbahn bei Neumarkt übernehmen würde, sollen unbeschadet des Aufsichts- und Hoheitsrechtes der kaiserlich österreichischen Regierung die Amtshandlungen, insoweit solche zur Ausübung des Fahrdienstes erforderlich sind, nach den diesfalls in Oesterreich bestehenden Vorschriften zunächst durch das Dienstpersonale der königlich bayerischen Eisenbahnverwaltung vorgenommen werden. Die kaiserlich österreichische Regierung wird Vorsorge treffen, dass dieses Dienstpersonale in Ausübung der betreffenden Amtshandlungen von den Staatsorganen die nöthige gesetzliche Unterstützung erhalte.

Angehörige des bayerischen Staates, welche in Folge einer solchen Bau- oder Fahrdienstübernahme auf k. k. österreichischem

Gebiete als Bedienstete verwendet werden, erleiden hierdurch keine 1867
Veränderung ihrer bisherigen Unterthansverhältnisse.

Artikel 9.

Die Festsetzung und respective Genehmigung der Tarife und Fahrordnungen richtet sich bezüglich jeden Gebietes nach den daselbst geltenden gesetzlichen Bestimmungen und Verordnungen.

Es soll hier bei auf die Bedürfnisse des internationalen Verkehres die thunlichste Rücksicht genommen werden.

Artikel 10.

Die Bahn soll an ihren beiden Endpunkten, in München sowohl wie in Neumarkt, mit den daselbst mündenden Bahnen in unmittelbare Schienenverbindung gesetzt werden. Insbesondere übernimmt es die k. k. österreichische Regierung, nöthigenfalls den unmittelbaren Anschluss der neuen Bahn an die Kaiserin Elisabethbahn in oder bei Neumarkt, sowie gegen entsprechende Entschädigungsleistung die Mitbenützung des dortigen Bahnhofes zu vermitteln.

Das Fahrmaterial für beide Strecken soll in der Weise hergestellt werden, dass dasselbe ohne Hinderniss von der Bahn des einen Staates auf jene des anderen Staates übergehen kann, und sich nach seiner Construction zur gemeinsamen Benützung eignet.

Artikel 11.

Die Concessionäre der österreichischen Bahnabtheilung sind verpflichtet, bei Braunau einen Stationsplatz sowohl für den Personen- als für den Güterverkehr herzustellen.

Artikel 12.

Die gesammte Bahn wird als beiderseitige Zollstrasse erklärt, und auf derselben allen nicht einem unbedingten Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbote unterliegenden Waaren der Ein- und Austritt sowohl bei Tag wie bei Nacht für den vorschriftsmässigen Bahnbetrieb gestattet. Rücksichtlich der Einfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole nach Oesterreich bleibt die Bestimmung des §. 19, lit. *a)* der österreichischen Zoll- und Staatsmonopolsordnung in Giltigkeit.

Artikel 13.

Die Vornahme der Zollbehandlung für die Ein-, Aus- und Durchfuhr soll auf der Station Simbach von einem daselbst zusammenzulegenden österreichisch-bayerischen Grenzzollamte erfolgen, welches mit den dem Bedürfnisse des jeweiligen Verkehres entsprechenden Abfertigungsbefugnissen zu versehen ist.

1867 Uebrigens sollen für die Zollabfertigung alle diejenigen Bestimmungen reciproke und beziehungsweise analoge Anwendung finden, welche bereits in den Staatsverträgen zwischen Oesterreich und Bayern ddo. 21. Juni 1851 (bezüglich der Salzburg-Kufsteiner) und ddo. 17. Juni 1863 (bezüglich der Hof-Egerer Bahnanschlüsse) vereinbart worden sind.

Artikel 14.

Die k. k. österreichische Regierung ertheilt in Erwägung, dass für die betreffende Bahnabtheilung keinerlei Subvention in Aussicht genommen ist, den Concessionären der Bahn Stempel- und Gebührenfreiheit in Betreff der Concession, der Emanirung der Actien, Actieninterimsscheine und Prioritätsobligationen, dann der Geschäftsbücher, Fahrkarten und sonstigen Schriften, bezüglich letzterer (der Schriften) mit Ausnahme der in Oesterreich abgeschlossenen förmlichen Rechtsgeschäfte und ausgestellten eigentlichen Rechtsurkunden.

Auch wird denselben die Befreiung von den bei den Grundeinlösungen auflaufenden Uebertragungsgebühren zugestanden.

Ingleichen soll das Bauunternehmen und dessen Betrieb während eines Zeitraumes von 20 Jahren von Entrichtung der Gewerbs-, Betriebs- und Einkommensteuer sammt Zuschlägen, beziehungsweise der Erträgnissteuer von Actien und Prioritäten, sowie von jeder neuen Eisenbahnsteuer, die etwa durch neue Gesetze eingeführt wird, befreit sein.

Artikel 15.

Die k. k. österreichische Regierung gestattet ferner Zollfreiheit:

a) für alle allenfallsigen Uebersiedlungseffecten bayerischer Bediensteten, welche auf österreichischem Gebiete bei der Bau- oder Betriebsverwaltung stationirt sind;

b) für alle zum Baue und zur erstmaligen Einrichtung der auf österreichischem Gebiete liegenden Strecke der im §. 1 erwähnten Bahn erforderlichen und wirklich verwendeten Schienen und Baumaterialien;

c) für dasjenige Fahrmateriale der bayerischen Betriebsverwaltung, welches gemäss des mit den Concessionären getroffenen Uebereinkommens den letzteren zeitweilig überlassen, oder im Dienste derselben verwendet wird;

sämmtliche Zollbegünstigungen (ad *a*, *b* und *c*) jedoch unter jenen Vorsichten und Bedingungen, welche in analoger Weise in dem bereits obenerwähnten Eisenbahnvertrage ddo. 17. Juni 1863 verabredet worden sind.

Artikel 16.

Die von der bayerischen Betriebsverwaltung an die Concessionäre überlassenen oder für dieselben verwendeten Locomotive,

sowie sonstiges Betriebsmateriale können, wenn sie in Bayern bereits 1867
der vorschriftsmässigen Prüfung unterzogen und als diensttauglich erkannt worden sind, und von der königlich bayerischen Eisenbahnverwaltung rücksichtlich der fortwährenden Betriebsfähigkeit gehörig überwacht werden, auf österreichischem Gebiete verwendet werden, ohne einer nochmaligen Untersuchung zu bedürfen.

Artikel 17.

Die wegen Handhabung der Pass- und Fremdenpolizei bei Reisen mittelst der Eisenbahnen unter den beiden Regierungen schon bestehenden oder noch zu vereinbarenden Bestimmungen sollen auch auf die durch gegenwärtigen Vertrag berührte Eisenbahn Anwendung finden.

Insbesondere gestattet die königlich bayerische Regierung, dass vorbehaltlich der vollen Landeshoheit in dem Hauptstationsplatze Simbach eine kaiserlich österreichische Polizeiexpositur mit dem erforderlichen Beamten- und Wachpersonale errichtet werde.

Artikel 18.

Insoferne sich die Nothwendigkeit ergeben sollte, über die Manipulation des Post-, Polizei- und Telegraphendienstes und namentlich in Betreff der Errichtung, Erhaltung, Benützung und Controlirung der Telegraphenleitungen für den Eisenbahnbetrieb, sowie in Betreff des in Anwendung zu bringenden Apparatensystems noch besondere nähere Verabredungen zu treffen, sollen dieselben von Commissarien der beiderseitigen Regierungen nachträglich gepflogen werden.

Artikel 19.

Im Falle die auf österreichischem Gebiete gelegene Bahnstrecke nach Ablauf der Concessionsdauer oder durch Einlösung von der k. k. österreichischen Regierung erworben werden sollte, wird für die entsprechende Fortführung des Betriebes auf diesen Strecken durch ein besonderes Uebereinkommen Vorsorge getroffen werden

Artikel 20.

Gegenwärtiger Vertrag soll zur landesherrlichen Genehmigung vorgelegt, und es sollen die Ratificationsurkunden binnen vier Wochen in Wien ausgewechselt werden.

Wien, am 4. Juni 1867.

(L. S.) *Maly* m. p. (L. S.) R. *Gombart* m. p.
(L. S.) *v. Suttner* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses aus 20 Artikeln bestehenden Vertrages, sowie des Schlussprotokolls, denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit

1867 Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, solchen seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber unser kaiserliches Insiegel beidrücken lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien am 29. Juni im Jahre des Heils Eintausend achthundert sechzig sieben, Unserer Reiche im neunzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Freiherr *von Beust* m. p.

Auf Seiner k. k. Apostolischen Majestät Allerhöchsten Befehl:
Maximilian Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

Schlussprotokoll vom 4. Juni 1867, zum Staatsvertrage zwischen Oesterreich und Bayern vom 4. Juni 1867 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 92), über den Bau und Betrieb einer Eisenbahn von München über Braunau zum Anschlusse an die Kaiserin Elisabethbahn bei Neumarkt.

Zur näheren Erläuterung einiger Bestimmungen des gleichzeitig abgeschlossenen Staatsvertrages über den Bau und Betrieb einer Eisenbahn von München über Braunau zum Anschlusse an die Kaiserin Elisabethbahn bei Neumarkt, wurde Folgendes festgesetzt:

Ad Artikel 8 und 13 des Staatsvertrages.

Die für die Ausübung des Zoll-, Telegraphen- und Polizeidienstes auf der Station Simbach erforderlichen Amtslocalitäten werden von der königlich bayerischen Eisenbahnverwaltung hergestellt und den betreffenden Dienstzweigen zur unentgeltlichen Benützung überlassen.

Der auf das nothwendige Mass zu beschränkende Bedarf hierfür wird von den beiderseitigen betreffenden Dienstverwaltungen einverständlich festgesetzt.

Würde sich die Nothwendigkeit ergeben, ausser diesen Amtslocalitäten auch noch Wohnungen für österreichische Bedienstete herzustellen, so soll die Eisenbahnverwaltung zwar zu deren Herstellung verpflichtet sein, es wird aber derselben der hierfür gemachte Aufwand von der betreffenden österreichischen Verwaltungsbehörde mit jährlich 5 Procent in Form eines Miethzinses vergütet werden.

Uebrigens behält sich die königlich bayerische Regierung bevor, für die Mitbenützung des Stationsplatzes in Simbach in dem mit den

Concessionären der österreichischen Bahnabtheilung abzuschliessenden 1867
Uebereinkommen eine angemessene Vergütung festzusetzen.

Die Einrichtung des Postdienstes sowohl in der Station Simbach als auf der auf österreichischem Gebiete liegenden Bahnstrecke soll von den beiderseitigen Postverwaltungen im gegenseitigen Benehmen geregelt werden.

Auf Seite der königlich bayerischen Regierung besteht kein Anstand, dass die Uebergabe und Uebernahme der Postsendungen auf der Station Simbach stattfindet.

Im Falle die bayerischen Bahnpostwägen auf die österreichische Bahnstrecke übergehen sollten, behält sich die königlich bayerische Regierung vor, eine angemessene Vergütung von den gedachten Concessionären in dem mit denselben zu treffenden Uebereinkommen in Anspruch zu nehmen.

Für den Fall die Uebernahme des Fahrdienstes auf der Strecke von der österreichischen Grenze bis zur Einmündung in die Kaiserin Elisabethbahn von Seite der königlich bayerischen Staatseisenbahnverwaltung nicht stattfinden oder in der Folge wieder aufhören sollte, wird Simbach als gemeinschaftliche Wechselstation erklärt.

Unter Fahrdienst, dessen Uebernahme und Besorgung durch die bayerische Staatseisenbahnverwaltung im Artikel 8 des Staatsvertrages in Aussicht genommen wird, ist jedoch lediglich die Stellung der Zugkraft mit den erforderlichen Transportwagen und des zum Zuge gehörigen Dienstpersonales zu verstehen, und wird daher der gesammte übrige Betriebsdienst mit allen baulichen Einrichtungen, insbesondere auch der gesammte Stations- und Aufsichtsdienst, wie die Unterhaltung der Bahn nebst Appertinenzen ausschliessend der von der k. k. österreichischen Regierung concessionirten Gesellschaft obliegen.

Ad §. 16 der Concessionsurkunde.

Nach den österreichischen Vorschriften haben jene Abgeordneten der leitenden Finanzbehörden und jene Finanzwachbeamten, welche mit der Controle des Verkehres auf der Eisenbahn und der die Abfertigung desselben bewirkenden Zollämter betraut sind, Anspruch auf ständige Freifahrtscertificate; daher die Concessionäre verpflichtet sind, gegen die Legitimationsurkunden der Finanzlandesbehörde die nach dem Ermessen derselben erforderliche Anzahl dieser Freifahrtsdocumente für die auf österreichischem Gebiete liegende Strecke zu verabfolgen.

Ad §. 19 der Concessionsurkunde.

Den Concessionären soll gestattet sein, bei Bildung der Actiengesellschaft das Anlagecapital auf 6,400.000 fl. österr. Währung Silber festzustellen.

1867 Die beiden contrahirenden Regierungen behalten sich für gegenwärtigen Staatsvertrag die Zustimmung der Reichs-, beziehungsweise Landesvertretung, soweit dieselbe erforderlich sein sollte, vor.

Die im gegenwärtigen Schlussprotokolle niedergelegten Verabredungen sollen als ein integrirender Theil des heute abgeschlossenen Staatsvertrages und als gleichzeitig mit der Ratification dieses Vertrages genehmigt angesehen werden.

Wien, am 4. Juni 1867.

(L. S.) *Maly* m. p. (L. S.) R., *Gombart* m. p.
(L. S.) *von Suttner* m. p.

433.

13 juin 1867.

Conventiones conclue à Berlin, entre l'Autriche et les états de l'union monétaire allemande concernant la suppression de la convention monétaire du 24 janvier 1857 pour l'Autriche et la Principauté de Liechtenstein. Ratifications échangées le 31 août et le 17 septembre 1867.

(R. G. B. 1867, Nr. 122.)

Vertrag vom 13. Juni 1867, betreffend das Ausscheiden des Kaiserthumes Oesterreich und des Fürstenthumes Liechtenstein aus dem deutschen Münzvertrage vom 24. Jänner 1857. Abgeschlossen in Berlin am 13. Juni 1867; von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 3. Juli 1867. Die k. k. österreichischen Ratificirungen wurden in Berlin am 31. August 1867 und die fürstlich Liechtenstein'schen am 17. September 1867 ausgewechselt.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen Unserem zugleich in Vertretung des souveränen Fürsten zu Liechtenstein handelnden Bevollmächtigten einerseits, und den Bevollmächtigten der deutschen Münzvereinsstaaten anderseits, zum Zwecke der Ausscheidung Oesterreichs und Liechtensteins aus dem Münzvertrage vom 24. Jänner 1857 zu Berlin am 13. Juni 1867 ein aus fünf Artikeln nebst zwei Separatartikeln bestehender Vertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher lautet, wie folgt:

Nachdem die kaiserlich österreichische und die königlich preussische Regierung übereingekommen sind, die im Artikel XIII des Prager Friedensvertrages vom 23. August 1866 vorbehaltenen Verhandlungen wegen Aufhebung des Münzvertrages vom 24. Jänner 1857, und zwar: 1867

die kaiserlich österreichische Regierung für sich, sowie im Namen und in Vertretung der fürstlich Liechtenstein'schen Regierung,

die königlich preussische Regierung für sich, sowie im Namen und in Vertretung der königlich bayerischen, der königlich sächsischen, der königlich württembergischen, der grossherzoglich badischen, der grossherzoglich hessischen, der grossherzoglich sächsischen, der grossherzoglich oldenburgischen, der herzoglich Sachsen-Meiningen'schen, der herzoglich Sachsen-Coburg-Gotha'schen, der herzoglich Sachsen-Altenburg'schen, der herzoglich braunschweigischen, der herzoglich Anhalt'schen, der fürstlich Schwarzburg-Sondershausen'schen, der fürstlich Schwarzburg-Rudolstadt'schen, der fürstlich Waldeck- und Pyrmont'schen, der fürstlich Reuss'schen ä. L., der fürstlich Reuss'schen j. L., der fürstlich Schaumburg-Lippe'schen und der fürstlich Lippe'schen Regierung,

nunmehr zu eröffnen, so sind zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt worden,

von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich:

Allerhöchstihr wirklicher geheimer Rath und Staatsrath, Mitglied des Herrenhauses, Dr. Carl Freiherr von Hock,

von Seiner Majestät dem Könige von Preussen:

I. Allerhöchstihr wirklicher geheimer Oberfinanzrath und Ministerialdirector William Guenther,

II. Allerhöchstihr geheimer Oberfinanzrath Johann Gustav Rudolph Meinecke;

welche, nach geschehener Auswechslung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten, unter dem Vorbehalte der Ratification folgenden Vertrag abgeschlossen haben:

Artikel 1.

Der zwischen dem Kaiserthume Oesterreich und dem Fürstenthume Liechtenstein einerseits und dem Königreiche Preussen und den übrigen durch die Münzconvention vom 30. Juli 1838 verbundenen Staaten anderseits unter dem 24. Jänner 1857 abgeschlossene Münzvertrag tritt in Bezug auf das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein mit dem Ablaufe des Jahres 1867 dergestalt ausser Wirksamkeit, dass mit diesem Zeitpunkte alle nach jenem Vertrage, den dazu gehörigen Separatartikeln und dem Schlussprotokolle vom 24. Jänner 1857 dem Kaiserthume Oesterreich und

1867 dem Fürstenthume Liechtenstein gegen die übrigen Vereinsstaaten, und umgekehrt den übrigen Vereinsstaaten gegen das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein zustehenden Rechte und obliegenden Pflichten erlöschen, soweit nicht der gegenwärtige Vertrag Ausnahmen bestimmt.

Artikel 2.

Die vertragenden Regierungen werden den bis zum Schlusse des Jahres 1867 nach den Bestimmungen des Münzvertrages vom 24. Jänner 1857 geprägten Vereinsthalern und Doppelthalern die ihnen im Artikel 8 des eben genannten Vertrages beigelegte Eigenschaft eines gesetzlichen Zahlungsmittels vor dem Ablaufe des Jahres 1870 nicht entziehen, soferne sie nicht in der Zwischenzeit zu einem anderen als dem jetzt bestehenden Münzsysteme übergehen.

Artikel 3.

Im Falle der Einführung eines anderen Münzsystems werden die betreffenden Regierungen den übrigen Theilnehmern an dem gegenwärtigen Vertrage von dem Zeitpunkte der beabsichtigten Aenderung drei Monate zuvor Kenntniss geben. Mit diesem Zeitpunkte erlischt die im Artikel 2 übernommene Verbindlichkeit in Bezug auf die ihr Münzsystem ändernden Regierungen. Dagegen werden die eben gedachten Regierungen alsdann die Einlösung der Vereinsthaler und Doppelthaler ihres Gepräges wenigstens noch bis zum 1. April 1871 bewirken. In Bezug auf die Einlösung sollen für die Angehörigen der übrigen, jetzt zum Münzverein gehörigen Staaten nicht ungünstigere Bedingungen gestellt werden, als für die Angehörigen desjenigen Staates, in welchem die Aenderung des Münzsystems erfolgt. Auch sollen, um den Angehörigen jener Staaten die Einlösung zu erleichtern, in den bezüglichen Grenzdistricten an geeigneten Orten Einlösungsstellen errichtet werden.

Artikel 4.

Das im Artikel 25 des Vertrages vom 24. Jänner 1857 erwähnte, dem Handels- und Zollvertrage vom 19. Februar 1853 als Beilage IV angereihte Münzcartell bleibt bis zum Ablaufe des Jahres 1878 für alle Theilnehmer an dem Vertrage vom 24. Jänner 1857 unverändert in Kraft.

Artikel 5.

Die Ratification des gegenwärtigen Vertrages soll sobald als möglich erfolgen, und es sollen die Ratificationsurkunden demnächst in Berlin ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen 1867
Bevollmächtigten unterschrieben und besiegelt worden.

Berlin, am 13. Juni 1867.

(L. S.) Dr. Carl Freiherr *von Hock* m. p.
(L. S.) William *Guenther* m. p.
(L. S.) Johann Gustav Rudolph *Meinecke* m. p.

Separat-Artikel.

Bei Abschluss des Vertrages vom heutigen Tage, betreffend das Ausscheiden des Kaiserthumes Oesterreich und des Fürstenthumes Liechtenstein aus dem deutschen Münzvereine, sind von den unterzeichneten Bevollmächtigten noch folgende besondere Artikel verabredet worden, welche dieselbe Kraft und Giltigkeit wie der Hauptvertrag haben, und durch die Ratification des Hauptvertrages als mit ratificirt erachtet werden sollen.

Artikel I.

Die vertragenden Regierungen werden den Umlauf der von anderen Vereinsstaaten ausser den Vereinsthalern und Doppelthalern bis zum Schlusse des Jahres 1867 nach den Bestimmungen des Vertrages vom 24. Jänner 1857 geprägten groben Silbermünzen (Artikel 6 am angeführten Orte), soweit solcher gegenwärtig im Privatverkehre unbehindert ist, bis zum Ablaufe des Jahres 1870 nicht untersagen, es sei denn, dass sie durch die Aenderung ihres Münzsystems oder durch Massnahmen der betreffenden Regierungen in Bezug auf deren Münzverhältnisse dazu veranlasst werden.

Artikel II.

Im Falle des Ueberganges zu einem anderen Münzsystem übernehmen die vertragenden Regierungen hinsichtlich der groben Silbermünzen ihres Gepräges dieselben Verpflichtungen, welche sie für diesen Fall im Artikel 3 des offenen Vertrages vom heutigen Tage hinsichtlich der Vereinsthaler und Doppelthaler übernommen haben.

Berlin, am 13. Juni 1867.

Dr. Carl Freiherr *von Hock* m. p.
William *Guenther* m. p.
Johann Gustav Rudolph *Meinecke* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger,

1867 denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobacht
beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben wir die gegenwärtige U
eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches I
beidrücken lassen.

So geschehen in Unserer kaiserlichen Haupt- und Resider
Wien am dritten Tage des Monates Juli im Jahre des Heils Eint
Achthundert sieben und sechzig, Unserer Reiche im neunzehnt

Franz Joseph m. p. (LS)

Freiherr *von Beust* m. p.

Auf Allerhöchsten Befehl Seiner k. k. Apostolischen Maj
Maximilian Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

434.

13 juin 186

Ordonnance du ministère I. R. des finances concer
le traitement favorisé des produits belges en vertu
traité de commerce et de navigation austro-belge

(F. V. B. 1867, Nr.

*Zollbegünstigungen für belgische Erzeugnisse in Folge des H
dels- und Schifffahrtsvertrages zwischen Oesterreich und Bel
vom 23. Februar 1867.*

Die Zollämter werden aufmerksam gemacht, dass in Folge
durch das am 4. April 1867 ausgegebene XXIII. Stück des Reic
Gesetz-Blattes kundgemachten Handels- und Schifffahrtsvertra
zwischen Oesterreich und Belgien vom 23. Februar 1867 (V.
Nr. 20, Seite 107) die in dem Erlasse vom 20. December 18
(R. G. Bl. Nr. 172, V. Bl. Nr. 54, Seite 337) erwähnten vertra
mässigen Zollbegünstigungen in demselben Umfange, in welchem
französischen, brittischen und italienischen Erzeugnissen zukomm
auch auf belgische Erzeugnisse anzuwenden sind.

Wien, am 13. Juni 1867.

435.

1867

18 juin 1867.

Loi turque en vertu de laquelle il est accordé aux étrangers le droit d'acquérir sous certaines conditions de la propriété immobilière dans l'Empire Ottoman. Constantinople, 18 juin 1867 (7 sépher 1284).

(R. G. B. 1868, Nr. 5.)

Gesetz, womit den Fremden das Recht der Erwerbung unbeweglichen Eigenthums im Ottomanischen Reiche zugestanden wird.

Kaiserlicher Erlass „Zur Darnachachtung."

7. Sépher 1284.
18. Juni 1867.

Um die Wohlfahrt des Landes zu entwickeln, um den hinsichtlich der Ausübung des Eigenthumsrechtes der Fremden im Ottomanischen Reiche zu Tage tretenden Schwierigkeiten, Missbräuchen und Ungewissheiten ein Ende zu machen, und die für die finanziellen Interessen und das Vorgehen der Behörden erforderlichen Garantien durch eine präcise Vorschrift zu ergänzen, sind auf Befehl Seiner kaiserlichen Majestät des Sultans die nachfolgenden gesetzlichen Bestimmungen festgestellt worden:

Artikel I.

Den Fremden wird aus demselben Rechtstitel wie den Ottomanischen Unterthanen, und ohne andere Bedingungen, das Recht der Erwerbung städtischen und ländlichen unbeweglichen Eigenthumes im ganzen Kaiserthume, mit Ausnahme der Provinz Hedjas, zugestanden, wobei sie sich den Gesetzen und Verordnungen, welche für die Ottomanischen Unterthanen bestehen, zu unterziehen haben, wie es weiter unten ausgeführt wird.

Diese Verfügung betrifft nicht die von Geburt Ottomanischen Unterthanen, die ihre Nationalität gewechselt haben, und in dieser Beziehung einem besonderen Gesetze unterstehen werden.

Artikel II.

Die Fremden sind sonach als Eigenthümer städtischer oder ländlicher Immobilien in Allem, was ihre unbeweglichen Güter betrifft, den Ottomanischen Unterthanen gleichgestellt.

Diese Gleichstellung hat die gesetzliche Wirkung:

1. sie zu verpflichten, sich allen Gesetzen und allen polizeilichen und municipalen Verordnungen zu unterwerfen, welche hinsichtlich der Nutzniessung, Besitzübertragung, Veräusserung und

1867 Verpfändung des Grundeigenthumes gegenwärtig bestehen oder etwa künftig erlassen werden;

2. alle wie immer gearteten oder benannten Lasten und Abgaben, welche entweder gegenwärtig oder möglicher Weise in der Zukunft die städtischen oder ländlichen Immobilien treffen, zu entrichten;

3. sie in allen das Grundeigenthum betreffenden Fragen und in allen dinglichen Klagen sowohl als Kläger wie als Geklagte den Ottomanischen Civilbehörden unmittelbar zu unterstellen, selbst wenn die eine oder die andere Partei fremde Unterthanen sind, und zwar auf denselben Rechtstitel, unter denselben Bedingungen und in denselben Formen wie die Ottomanischen Unterthanen, und ohne dass sie auf ihre persönliche Nationalität in dergleichen Angelegenheiten ein Vorrecht begründen können; jedoch vorbehaltlich der ihrer Person und ihren beweglichen Gütern kraft der Tractate zukommenden Immunitäten.

Artikel III.

Im Falle der Crida eines fremden Eigenthümers von Immobilien haben sich die Massacuratoren an die Ottomanischen Behörden und Civilgerichte zu wenden, um den Verkauf jener vom Falliten besessenen unbeweglichen Güter zu verlangen, welche ihrer Beschaffenheit und dem Gesetze nach für die Schulden des Eigenthümers haften.

Dasselbe hat zu gelten, wenn ein Fremder von den fremden Gerichten ein verurtheilendes Erkenntniss gegen einen anderen grundbesitzenden Fremden erwirkt hat.

Zur Vollziehung dieses Erkenntnisses an den unbeweglichen Gütern seines Schuldners hat er sich an die competente Ottomanische Behörde zu wenden, um den Verkauf jener unbeweglichen Güter, welche für die Schulden des Eigenthümers haften, zu erwirken; und dieses Erkenntniss wird erst dann von den Ottomanischen Gerichten und Behörden vollzogen, nachdem dieselben constatirt haben, dass die unbeweglichen Güter, um deren Verkauf eingeschritten wurde, wirklich in die Kategorie jener gehören, welche zur Tilgung der Schuld verkauft werden können.

Artikel IV.

Dem fremden Unterthan steht es frei, durch Schenkung oder Testirung über jene seiner unbeweglichen Güter zu verfügen, hinsichtlich welcher eine derartige Verfügung gesetzlich zulässig ist.

Ueber die unbeweglichen Güter, über welche er nicht verfügt hat, oder über welche schenkungsweise oder testamentarisch zu verfügen das Gesetz ihm nicht gestattet, ist die Verlassenschaft nach den Ottomanischen Gesetzen abzuhandeln.

Artikel V. 1867

Jeder fremde Unterthan wird der Begünstigung dieses Gesetzes theilhaft, sobald die Macht, welcher er angehört, sich dem von der hohen Pforte vorgeschlagenen Uebereinkommen zur Ausübung des Eigenthumsrechtes angeschlossen haben wird.

436.

21 juin 1867.

Déclaration ministérielle échangée entre l'Autriche et l'Italie relativement à la correspondance directe entre les autorités judiciaires limitrophes des deux pays.

(Tratt. e conv. II, 361.)

Les Gouvernements d'Italie et d'Autriche ayant consenti, dans l'intérêt de l'accélération de la procédure civile et pénale, à ce que les Autorités judiciaires limitrophes des deux pays soient, dans certains cas, admises à correspondre directement entre elles, sont convenus de ce qui suit:

„La correspondance directe entre les Autorités judiciaires subordonnées aux Tribunaux d'Appel d'Innsbruck, de Trieste et de Zara, et les Autorités judiciaires subordonnées aux Tribunaux d'Appel de Venise, de Brescia et de Milan, est admise pour les commissions rogatoires en matière civile, à l'exception de celles relatives à l'audition de témoins."

„Les commissions rogatoires en matière civile pour l'audition de témoins et les commissions rogatoires en matière pénale (criminelle), à l'exception toutefois des demandes en extradition lesquelles restent réservées à l'intervention diplomatique, seront expédiées par les dites Autorités judiciaires directement au Tribunal devant pourvoir à leur exécution et transmettre directement les réponses aux autorités requérantes."

La présente Déclaration sera échangée contre une Déclaration semblable du Ministère de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Les stipulations quelle renferme entreront en vigueur le jour même de l'échange.

En foi de quoi Nous Président du Conseil, Ministre de la Maison Impériale de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et des affaires étrangères, avons signé le présent acte et l'avons fait munir du sceau du susdit Ministère.

Fait à Vienne, le 21 juin mil huit cent soixante-sept.

(L. S.) Signé: *Beust.*

1867

437.

30 juin 1867.

Protocole additionnel au traité de commerce et de navigation du 23 avril 1867 entre l'Autriche et l'Italie concernant la tarification de certains poissons de mer.

(R. G. B. 1867, Nr. 111.)

Nachtragsprotokoll vom 30. Juni 1867 zu dem zwischen Oesterreich und Italien abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrage vom 23. April 1867, über die Verzollung gewisser Meerfische.

Protocole.

Ayant été constaté que les salacche et les cospettoni mentionnés dans le Protocole final et dans le tarif *A* du Traité de commerce et de navigation conclu entre l'Autriche et l'Italie le 23 avril 1867 n'apparaissent que rarement dans la Mer Adriatique et ne forment pas un objet d'exploitation de cette Mer et l'intention des Hautes Parties contractantes étant que la taxe de faveur de francs 0.25 établie à l'importation du poisson salé par les ports italiens de l'Adriatique profite exclusivement aux produits de la pêche autrichienne, le soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi d'Italie, ont été autorisés à déclarer réciproquement que les salacche et les cospettoni ne seront point considérés comme faisant partie du Protocole final et du tarif *A* susénoncés, et que la taxe de faveur y spécifiée devra au lieu être appliquée à l'importation des bojane et des scoranze, véritables produits de l'Adriatique.

En foi de quoi les soussignés ont muni de leur signature le présent Protocole, et y ont fait apposer le cachet de leurs armes.

Florence, le 30 juin 1867.

(L. S.) *Kübeck* m. p. (L. S.) P. *di Campello* m. p.

438. 1867

31 juillet 1867.

Convention monétaire préliminaire entre la France et l'Autriche. Conclue à Paris. Non ratifiée.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche, désireux d'établir entre les deux Pays une circulation monétaire commune autant que le permettent actuellement leurs législations respectives, et sous réserve de l'acceptation des trois autres États qui ont signé avec la France la Convention du 23 décembre 1865, ont résolu de s'entendre à cet effet et ont désigné pour leurs Commissaires Plénipotentiaires:

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français:

Mr. de Parieu, Vice-Président du Conseil d'État, Membre de l'Institut, etc. etc.;

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche:

S. E. Mr. le Baron de Hock, Conseiller Intime et d'État, Membre de la Chambre des Seigneurs, etc. etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants qui devront faire ultérieurement l'objet d'une Convention définitive à la négociation de laquelle les trois États précités seront appelés à concourir, en même temps que Mr. le Baron de Hock apportera les pleins-pouvoirs de S. A. le Prince de Liechtenstein dont le Gouvernement a fait accession au système monétaire de l'Empire d'Autriche.

Article Ier.

L'Autriche déclare vouloir accéder à l'Union monétaire établie par la Convention du 23 décembre 1865 entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse, spécialement en ce qui concerne les monnaies d'or et sous les conditions, réserves et explications suivantes, qui sont acceptées par la France.

Article II.

L'Autriche conserve la dénomination de florin pour son unité monétaire. Elle inscrira la valeur correspondante en francs à côté de la valeur en florins, dans la proportion de deux francs 50 cent. pour un florin, sur celles de ses pièces d'or dont la dimension rendra cette double inscription possible.

Article III.

L'Autriche s'engage soit à ne frapper, soit à ne laisser frapper à son empreinte, à partir du 1er janvier 1870, que des monnaies

1867 d'or aux types et dans les conditions énoncées dans la Convention du 23 décembre 1865, ou encore des pièces d'or de 10 florins équivalant à 25 francs, du poids de 8gr, 064.51, du titre de 900 millièmes de fin, de 24 millimètres de diamètre, à bord cannelé, avec une tolérance de poids et de titre de 2 millièmes tant en dessus qu'en dessous du titre et du poids droits.

Article IV.

La France se réserve, avec le consentement de la Belgique, de l'Italie et de la Suisse, de fabriquer, dès à présent, si elle le juge utile, des pièces de 25 francs d'or, dans les conditions déterminées en l'article précédent, lesquelles pièces seront assimilées, pour le cours en France, aux pièces énoncées dans ladite Convention.

Article V.

Il est entendu qu'aucune des Hautes Parties contractantes n'est tenue de faire frapper simultanément toutes les pièces diverses comprises dans l'énonciation de l'article III ci-dessus.

Article VI.

À dater du 1er janvier 1870, la France recevra dans ses caisses publiques, pour un nombre de francs correspondant à leur valeur en florins, à raison de 2 fr. 50 par florin, les pièces émises en Autriche conformément à l'article III, sous réserve d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai de $^1/_2$ p. $^0/_0$ au-dessous des tolérances admises ou dont les empreintes auraient disparu.

Article VII.

L'Autriche recevra dans ses caisses publiques, à dater du 1er janvier 1870, sur le pied de un florin pour 2 fr. 50, les pièces d'or énoncées dans la Convention du 23 décembre 1869, et les pièces de 25 fr. mentionnées en l'article 4 ci-dessus, fabriquées en France, sous des réserves correspondant à celles qui sont énoncées en l'article précédent pour les pièces réduites par le frai.

Article VIII.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne point modifier le titre, le poids ni le cours légal des monnaies d'or énoncées dans les articles précédents, monnaies qui seront regardées comme constituant leur étalon monétaire invariable et commun.

Elles se réservent de proposer à leurs Assemblées législatives respectives des projets de loi tendant à la suppression de leur monnaie courante d'argent, soit en consultant l'intérêt de leur

circulation intérieure, soit en vue de favoriser la conclusion d'autres Conventions monétaires. 1867

Le Gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique déclare vouloir ne pas différer au-delà du 1er janvier 1873 la suppression de sa monnaie courante d'argent. Il renonce à faire aucune émission nouvelle de cette nature de monnaies, à partir du 1er janvier 1870.

Article IX.

Tant que l'Autriche conservera sa monnaie courante d'argent sur le pied de 12gr 344 d'argent, à $^{9}/_{10}$ de fin, par florin, conformément à la patente impériale du 19 septembre 1857, et tant que la France conservera sa monnaie courante d'argent fabriquée suivant les termes de l'article III de la Convention du 23 décembre 1865, les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'abstenir de toute mesure pouvant donner à ces monnaies d'argent une préférence sur la monnaie d'or dans la circulation intérieure de leurs États.

Article X.

L'Autriche se réserve de continuer, lors de la suppression de son étalon d'argent, à frapper comme monnaie de commerce des thalers dits levantins, au coin de l'Impératrice Marie Thérèse et au millésime de 1780, au poids et au titre usités.

La France se réserve également, si elle y trouvait son intérêt, de laisser fabriquer ou de fabriquer une monnaie de commerce d'argent, à l'époque où elle supprimerait sa monnaie courante dans le même métal.

Article XI.

Quoique l'Autriche n'ait pas encore arrêté les bases définitives, sur lesquelles elle entend constituer sa monnaie d'appoint en argent, elle déclare adopter, dès à présent, les principes suivants pour la fabrication, l'émission et le cours de cette monnaie, conformément à la Convention du 23 décembre 1865 que la France s'engage aussi à observer vis-à-vis de l'Autriche:

1° L'Autriche s'engage à frapper ses monnaies d'appoint au titre de 835/1000 de fin.

2° Tant que la France conservera, conformément à l'article III de la Convention du 23 décembre 1869, sa pièce de 5 fr. d'argent, l'Autriche ne fabriquera pas, comme monnaie d'appoint, de pièces de la valeur de 2 florins.

3° Elle prend l'engagement d'observer la limite de 6 fr. par tête d'habitant pour l'émission des monnaies d'appoint en argent, suivant les bases arrêtées par la Convention du 23 décembre 1865.

1867 4° Conformément à l'article VI de la susdite Convention, les monnaies d'appoint d'argent en Autriche n'y auront cours légal que pour 20 florins.

Article XII.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de régler ultérieurement, s'il y a lieu, d'un commun accord le cours réciproque de leurs monnaies d'appoint d'argent respectives et, dans ce cas, l'Autriche appliquera la disposition de l'article II ci-dessus au sujet de l'inscription de la valeur en francs sur les dites pièces.

Article XIII.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à maintenir dans leurs législations respectives ou à proposer à leurs Assemblées Législatives les dispositions nécessaires pour constituer la parité de répression contre la contrefaçon, l'altération et la coloration des monnaies, sans aucune distinction entre les monnaies propres à chaque nation et les monnaies des autres États ayant cours dans les caisses publiques de cette nation, en vertu de la Convention du 23 décembre 1865 et de la présente Convention.

Article XIV.

L'Autriche déclare s'associer à l'obligation d'inscrire le millésime de fabrication sur les pièces d'or et d'argent, conformément à l'article X de la Convention de 1865 et sauf l'exception prévue en l'article X de la présente Convention pour les thalers de Marie Thérèse dits levantins.

Article XV.

Les Hautes Parties contractantes, conformément à l'article XI de la Convention du 23 décembre 1865, se communiqueront annuellement la quotité de leurs émissions de monnaies d'or et d'argent, l'état du retrait et de la refonte de leurs anciennes monnaies, toutes les dispositions et tous les documents administratifs relatifs aux monnaies. Elles se donneront également avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent.

Article XVI.

Les Hautes Parties contractantes déclarent, en outre, accepter les principes suivants relativement à la fabrication de leurs monnaies :

1° Les monnaies seront frappées, autant que possible, suivant le poids et le titre droits sans aucune réduction à raison des frais de monnayage.

2° Le kilogramme et ses subdivisions seront seuls adoptés pour l'expression des poids monétaires.

3° Les étalons des monnaies admises au cours international 1867
seront déposés aux Archives de l'Empire Français.

4° La Commission des monnaies de Paris fournira à l'Autriche, sur sa demande, des poids normaux (dénéraux) pour la fabrication des pièces admises à une circulation internationale.

5° Les Hautes Parties contractantes s'accorderont d'après l'avis d'une Commission technique, aussitôt après la ratification de la présente Convention sur l'adoption de règles et procédés communs pour la fabrication et l'épreuve des monnaies admises à un cours international.

Article XVII.

Aucune démonétisation d'une nature ou série de monnaies admises au cours réciproque entre les États contractants ne sera ordonnée par l'État qui a émis lesdites monnaies que sous réserve d'un délai d'un an au moins pour le retrait des pièces sujettes à ladite démonétisation et introduites dans la circulation de l'autre État.

Article XVIII.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à négocier avec tout État qui s'obligerait à adopter, pour étalon, des monnaies d'or au dénominateur commun de 5 frcs. et à appliquer les principes de l'article XVI ci-dessus pour l'intégrité du système monétaire.

Article XIX.

L'exécution des engagements réciproques énoncés dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités établies par les lois constitutionnelles des États contractants.

L'Autriche déclare spécialement ne pas devoir exécuter la présente Convention sans le consentement de ses assemblées constitutionelles compétentes.

Article XX.

La présente Convention préliminaire sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris dans le plus court délai possible.

En foi de quoi, les Commissaires Plénipotentiaires des deux Gouvernements ont signé les présents préliminaires et les ont revêtus du cachet de leurs armes.

de Parieu. Baron *de Hock.*

1867

439.

5 août 1867.

Traité entre l'Autriche et la Prusse concernant la construction des chemins de fer de jonction Landshut-Schwadowitz et Wildenschwert-Glatz. Conclu à Berlin. Ratifications échangées à Berlin le 4 octobre 1867.

(R. G. B. 1867, Nr. 128.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Preussen vom 5. August 1867, wegen Herstellung der Eisenbahnverbindungen Landshut-Schwadowitz und Wildenschwert-Glatz. Abgeschlossen zu Berlin am 5. August 1867. Von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 16. September 1867. Die Auswechslung der Ratificirungen hat zu Berlin, am 4. October 1867 stattgefunden.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich und Apostolischer König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenen Seiner Majestät des Königs von Preussen, wegen der Herstellung der Eisenbahnverbindungen Landshut-Schwadowitz und Wildenschwert-Glatz, in Berlin am 5. August l. J. ein Vertrag unterzeichnet worden ist, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folgt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Preussen, von dem Wunsche geleitet, die Eisenbahnverbindungen zwischen den beiderseitigen Staatsgebieten zu erweitern, haben zur Vereinbarung des bei dem Prager Friedensschlusse in der Erklärung ddo. Prag 23. August 1866 vorbehaltenen Staatsvertrages zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich:

Allerhöchstihren Ministerialrath und Generalinspector der Eisenbahnen Johann Ferdinand Wagner, Ritter von Wagensburg;

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren geheimen Oberregierungsrath Ludwig August Wilhelm Heise, und

Allerhöchstihren wirklichen Legationsrath Paul Ludwig Wilhelm Jordan,

welche, nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten, unter dem Vorbehalte der Ratification, über folgende Punkte übereingekommen sind:

Artikel I.

Nach der bei Unterzeichnung des Friedensvertrages zwischen Oesterreich und Preussen vollzogenen Erklärung ddo. Prag, den 23. August 1866, hat

1. die königlich preussische Regierung sich verpflichtet, die 1867
Herstellung einer Eisenbahn von einem geeigneten Punkte der schlesischen Gebirgsbahn bei Landshut nach der österreichischen Grenze bei Liebau in der Richtung auf Schwadowitz zuzulassen und zu fördern, wogegen

2. die kaiserlich-königlich österreichische Regierung ihrerseits die Herstellung einer Eisenbahn von einem geeigneten Punkte der Prag-Brünner Eisenbahn bei Wildenschwert bis zur preussischen Grenze bei Mittelwalde in der Richtung auf Glatz in gleicher Weise gestatten und fördern wird.

Artikel II.

Für die im Artikel I sub 1 genannte Bahn ist seitens der k. k. österreichischen Regierung rücksichtlich der in ihrem Gebiete belegenen Strecke bereits die Concession an eine Gesellschaft ertheilt, und ist der Bau dieser Strecke in Ausführung begriffen.

Die königlich preussische Regierung wird die in ihrem Gebiete belegene Strecke entweder als einen Theil der schlesischen Gebirgsbahn auf Staatskosten ausführen oder einem geeigneten Unternehmer die Bauconcession ertheilen.

Falls die königlich preussische Regierung die vorgedachte Bahnstrecke auf Staatskosten ausführt, wird sie dieselbe binnen thunlichst kurzer Zeit, und zwar spätestens bis zum 31. December 1869 vollenden und dem Betriebe übergeben.

Falls die königlich preussische Regierung die Bauconcession dafür einem Unternehmer ertheilt, wird sie letzterem die Verpflichtung auferlegen, und ihn mit allen ihr zu Gebote stehenden Mitteln dazu anhalten, die vorbezeichnete Frist für die Vollendung des Bahnbaues und die Betriebseröffnung einzuhalten.

Für den Fall, dass wider Erwarten die königlich preussische Regierung bis zum 1. Juli 1868 weder in der Lage sein sollte, sich zur Herstellung der hier in Rede stehenden Bahnstrecke auf Staatskosten zu verpflichten, noch einem preussischen Unternehmer die Concession zur Ausführung derselben zu ertheilen, wird die königlich preussische Regierung mit einem ihr seitens der k. k. österreichischen Regierung zu bezeichnenden Concessionsbewerber wegen Ertheilung der Concession für den Bau und Betrieb, unter den in Preussen üblichen Bedingungen, und soweit dies in ihrer Einwirkung liegt, unter Festhaltung des oben bezeichneten Vollendungstermines, unverweilt in Verhandlung treten.

Artikel III.

Für die im Artikel I sub 2 genannte Eisenbahn wird die königlich preussische Regierung rücksichtlich des auf ihrem Gebiete

1867 belegenen Theiles der Bahn einem in Preussen domicilirenden Unternehmer die Concession ertheilen, und nachdem dies geschehen, davon der k. k. österreichischen Regierung unter Bezeichnung der in der Concession für die Vollendung der preussischen Bahnstrecke festgesetzten Frist Mittheilung machen.

Sollte die k. k. österreichische Regierung den in Oesterreich belegenen Theil dieser Bahn auf Staatskosten ausführen, oder einer österreichischen Unternehmung die Concession dafür ertheilen wollen, so wird sie hiervon die königlich preussische Regierung vor Ablauf einer von dem Empfange der vorgedachten Mittheilung ablaufenden Frist von sechs Monaten benachrichtigen, und im Falle der Ausführung auf Staatskosten die Vollendung des Baues und die Eröffnung des Betriebes bis zu demselben Zeitpunkte herbeiführen, zu welchem die preussische Strecke ausgebaut und dem Betriebe übergeben sein wird; zur Einhaltung derselben Frist für die Vollendung der österreichischen Bahnstrecke und für die Eröffnung des Betriebes auf derselben wird die k. k. österreichische Regierung auch die von ihr concessionirte österreichische Privatunternehmung verpflichten und anhalten, der im Uebrigen keine Bedingungen auferlegt werden sollen, welche ungünstiger wären, als die aus der Anlage *A* ersichtlichen Concessionsbedingungen.

Sollte die k. k. österreichische Regierung bis zum Ablaufe der vorgedachten sechsmonatlichen Frist der königlich preussischen Regierung weder ihre Entschliessung zum Ausbau der österreichischen Bahnstrecke auf Staatskosten, noch die erfolgte Concessionirung einer österreichischen Privatunternehmung notificirt haben, oder sollten sie bereits früher auf die Ausführung auf Staatskosten und auf die Concessionirung einer österreichischen Privatunternehmung durch eine gegen die königlich preussische Regierung abgegebene Erklärung verzichten, so wird sie alsdann unverweilt demselben Unternehmer, welcher für den preussischen Theil der Bahn die Concession erhalten hat, nach Massgabe dieses Vertrages und unter Zugrundelegung der aus der Anlage *A* ersichtlichen Bestimmungen, mit Festsetzung des den obigen Abreden entsprechenden Vollendungstermines, die Concession auch für den in Oesterreich belegenen Theil dieser Eisenbahn ertheilen und davon der königlich preussischen Regierung Kenntniss geben.

Unter denselben Voraussetzungen wird die k. k. österreichische Regierung auch der königlich preussischen Regierung, falls dieselbe sich etwa entschlossen haben sollte, die hier in Rede stehende Bahn in ihrem Gebiete als Staatsbahn herzustellen und zu betreiben, auf einen entsprechenden Antrag die Concession zum Baue und Betriebe der in das k. k. österreichische Gebiet fallenden Bahnstrecke unter gleich günstigen Bedingungen ertheilen.

Artikel IV. 1867

Die k. k. österreichische Regierung, sowie die königlich preussische Regierung werden den nach Artikel II und III von ihnen etwa zu concessionirenden österreichischen, beziehungsweise preussischen Unternehmern dieselben Erleichterungen zu Theil werden lassen, welche die in den betreffenden Staaten bestehenden oder etwa künftig zu erlassenden Verordnungen für andere, ohne Zinsengarantie des Staates unternommene Eisenbahnen im Allgemeinen und grundsätzlich einräumen oder künftig einräumen werden. Es sollen auch alle gesetzlichen Bestimmungen, welche, vom Tage des Abschlusses dieses Vertrages an gerechnet, in Beziehung auf Eisenbahnunternehmungen von der königlich preussischen, respective k. k. österreichischen Regierung erlassen werden, auf die in Rede stehenden Eisenbahnen für die Dauer der Concessionsfrist nur Anwendung finden, soweit jene Bestimmungen mit diesem Vertrage und der Concession nicht im Widerspruche stehen.

Artikel V.

Die Punkte, wo die im Artikel I genannten Eisenbahnen die Landesgrenzen überschreiten werden, sollen auf Grund der von den betreffenden Eisenbahnbauverwaltungen auszuarbeitenden Projecte, nöthigenfalls durch desshalb abzuordnende technische Commissarien, näher bestimmt werden.

Artikel VI.

Die Spurweite der zu erbauenden Eisenbahnen soll in Uebereinstimmung mit den anschliessenden Bahnen vier Fuss, acht und einen halben Zoll englischen Masses im Lichten der Schienen betragen.

Auch im Uebrigen sollen die nach diesem Vertrage zu bauenden Eisenbahnen und deren Betriebsmittel dergestalt nach gleichmässigen Grundsätzen hergestellt werden, dass letztere von und nach den anschliessenden Bahnen ungehindert übergehen oder auch gemeinschaftlich benützt werden können.

Die von einer der contrahirenden hohen Regierungen geprüften Betriebsmittel werden ohne nochmalige Prüfung auch auf den in dem Gebiete der anderen liegenden Bahnstrecken zugelassen werden.

Artikel VII.

Die beiden contrahirenden hohen Regierungen verpflichten sich, zuzulassen und anzuordnen, dass

1. die Schwadowitz-Landshuter Bahn mit der schlesischen Gebirgsbahn,

2. die Glatz-Wildenschwerter Bahn mit der Prag-Brünner Eisenbahn.

1867 in unmittelbare, den Uebergang der Betriebsmittel gestattende Schienenverbindung gesetzt wird, und wird eine jede der contrahirenden hohen Regierungen in ihrem Gebiete dafür Sorge tragen, dass für die Herstellung des betreffenden Anschlusses keine Bedingungen gestellt werden, welche das Zustandekommen des Unternehmens selbst erschweren würden.

Sollten die respectiven Unternehmer die vorerwähnten Bahnen in die bestehenden Bahnhöfe zu Ruhbank, beziehungsweise Wildenschwert, einzuführen beabsichtigen, so werden die beiderseitigen Regierungen thunlichst darauf hinwirken, dass über die erforderliche gemeinschaftliche Benützung der genannten beiden Bahnhöfe und deren Betriebsanlagen ein angemessenes Uebereinkommen zu Stande gebracht werde.

Artikel VIII.

Die volle Landeshoheit (also auch die Ausübung der Justiz- und Polizeigewalt) bleibt in Ansehung der das k. k. österreichische und beziehungsweise das königlich preussische Gebiet durchschneidenden Bahnstrecken auf dem österreichischen Gebiete Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich und auf dem preussischen Gebiete Seiner Majestät dem Könige von Preussen ausschliesslich vorbehalten.

Artikel IX.

Die hohen Regierungen werden zur Handhabung des ihnen über die Bahnstrecken in ihrem Gebiete zustehenden Hoheits- und Aufsichtsrechtes beständige Commissarien bestellen, welche die Beziehungen ihrer Regierungen zu den Eisenbahnverwaltungen in allen denjenigen Fällen zu vertreten haben, welche nicht zum directen gerichtlichen oder polizeilichen Einschreiten der competenten Landesbehörden geeignet sind.

Artikel X.

Unbeschadet des Hoheits- und Aufsichtsrechtes der contrahirenden hohen Regierungen über die in ihren Gebieten belegenen Bahnstrecken und den darauf stattfindenden Betrieb verbleibt die Ausübung dos Oberaufsichtsrechtes über die den Betrieb führenden Eisenbahngesellschaften oder Eisenbahnverwaltungen im Allgemeinen derjenigen Regierung, in deren Gebiete dieselben ihren Sitz haben.

Artikel XI.

Sollte eine österreichische Unternehmung innerhalb des königlich preussischen Landesgebietes, oder ein preussischer Unternehmer innerhalb des k. k. österreichischen Landesgebietes den Bau oder den Betrieb einer der im Artikel I gedachten Eisenbahnen ganz oder theilweise übernehmen, so hat sich derselbe rücksichtlich aller aus

der Anlage und beziehungsweise dem Bahnbetriebe herzuleitenden 1867
Entschädigungsansprüche der Gerichtsbarkeit und den Gesetzen des Staates zu unterwerfen, in welchem die Schadenszufügung stattgefunden hat.

Artikel XII.

Unterthanen des einen der contrahirenden Staaten, welche von den Eisenbahnverwaltungen beim Betriebe der Bahnstrecke im Gebiete des anderen Staates angestellt werden, scheiden dadurch nicht aus dem Unterthanenverbande ihres Heimatslandes aus. Die Stellen der Localbeamten, mit Ausnahme der Bahnhofsvorstände, der Telegraphen- und derjenigen Beamten, welche mit der Erhebung von Geldern betraut sind, sollen jedoch thunlichst mit einheimischen Staatsangehörigen besetzt werden. Die Betriebsbeamten sind ohne Unterschied des Ortes der Anstellung rücksichtlich der Disciplinarbehandlung nur der Anstellungsbehörde, im Uebrigen aber den Gesetzen und Behörden des Staates, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, unterworfen.

Artikel XIII.

Die Feststellung und Genehmigung der Fahrpläne und Tarife bleibt derjenigen Regierung vorbehalten, in deren Gebiete die betreffende Eisenbahnverwaltung ihren Sitz hat.

Die Tarifsätze für die in den beiderseitigen Gebieten zu bauenden, von ein und derselben Betriebsverwaltung geleiteten Bahnstrecken sollen nach gleichen Grundsätzen festgestellt werden.

Es wird ferner darauf Bedacht genommen werden, dass auf jeder der beiden in Frage stehenden Eisenbahnen in jeder Richtung mindestens zwei durchgehende, Personen befördernde, eine möglichst bequeme Reiseverbindung mit den Anschlussbahnen gewährende Züge eingerichtet, sowie dass die sonstigen Betriebsanordnungen den Verkehrsinteressen entsprechend regulirt werden, zu welchem Zwecke sich die contrahirenden hohen Regierungen bei Ertheilung der Concessionen die erforderliche Einwirkung auf die Betriebsverwaltung sichern werden.

Artikel XIV.

Es soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise als der Zeit der Abfertigung kein Unterschied zwischen den Bewohnern beider Staaten gemacht werden; namentlich sollen die aus dem Gebiete des einen Staates in das Gebiet des anderen Staates übergehenden Transporte weder in Beziehung auf die Abfertigung, noch rücksichtlich der Beförderungspreise ungünstiger behandelt werden, als die aus dem betreffenden Staate abgehenden oder darin verbleibenden Transporte.

1867

Artikel XV.

Die Bahnpolizei wird unter Aufsicht der dazu in jedem Staatsgebiete competenten Behörden in Gemässheit der für jedes Gebiet geltenden Vorschriften und Grundsätze zunächst durch die Beamten der Eisenbahnverwaltung gehandhabt werden.

Artikel XVI.

Dafern die eine oder die andere der im Artikel I genannten Eisenbahnen nicht in ihrer ganzen Ausdehnung von einem und demselben Unternehmer ausgeführt wird, soll der Betriebswechsel

1. auf der Landshut-Schwadowitzer Bahn in der Station Liebau,
2. auf der Wildenschwert-Glatzer Bahn in der Station Mittelwalde

stattfinden.

Die königlich preussische Regierung wird in diesem Falle dem von ihr zu concessionirenden Unternehmer die Verpflichtung auferlegen, den Betrieb auf der Strecke von der österreichisch-preussischen Grenze bis zu der Wechselstation Liebau, beziehungsweise Mittelwalde, an diejenige Unternehmung zu überlassen, welcher die Ausführung des Baues und Betriebes innerhalb des österreichischen Staatsgebietes übertragen worden ist.

Die Einrichtungen des Baues und Betriebes, die Construction des Oberbaues der Bahn und die Signaleinrichtungen von der österreichischen Grenze bis zu den Bahnhöfen zu Liebau und Mittelwalde sollen alsdann mit denjenigen Einrichtungen, welche in diesen Beziehungen für die auf österreichischem Gebiete belegene Strecke dieser Bahnen genehmiget werden, übereinstimmen.

Die Anlage und Ausrüstung der Bahnhöfe in Liebau und Mittelwalde selbst erfolgt nach den in Preussen geltenden Grundsätzen.

Artikel XVII.

Ueber die näheren Bedingungen der im zweiten Absatze des Artikels XVI gedachten Betriebsüberlassung bleibt eine Verständigung zwischen den Eigenthümern der betreffenden Bahnstrecke und der den Betrieb auf derselben übernehmenden Verwaltung vorbehalten, doch soll die den Betrieb übernehmende Verwaltung durch die Concessionsbedingungen oder in einer anderen geeignet erscheinenden Weise seitens der k. k. österreichischen Regierung jedenfalls bindend verpflichtet werden, die ordnungsmässige Instandhaltung der ihr in Betrieb gegebenen Strecke nebst allen Zubehörungen einschliesslich der nach allgemeinen preussischen Verwaltungsgrundsätzen erforderlich werdenden Erneuerungen auf eigene Kosten zu übernehmen, und den Eigenthümern das auf die betreffende Strecke verwendete und nachzuweisende Anlagecapital mit jährlich (5%) fünf

Procent zu verzinsen. Erweiterungen der ursprünglichen Bahnanlage, 1867
welche die königlich preussische Regierung im Interesse des Verkehrs für geboten erachten möchte, werden auf Kosten der Eigenthümer der betreffenden Bahnstrecke ausgeführt werden, doch sollen die nachzuweisenden Kosten solcher Erweiterungen dem von der betriebsführenden Verwaltung zu verzinsenden Anlagecapitale hinzutreten.

Wegen Mitbenützung der Bahnhöfe und Bahnhofsanlagen in Liebau, beziehungsweise Mittelwalde, und wegen der den Eigenthümern dafür zu leistenden, besonderen Entschädigung haben die beiderseitigen Bahnverwaltungen unter Vorbehalt der Genehmigung ihrer respectiven Regierungen gleichfalls ein Abkommen miteinander zu treffen.

Beim Mangel eines Einverständnisses haben sich die Bahnverwaltungen den nach vorgängiger Verständigung gemeinschaftlich zu treffenden Anordnungen der contrahirenden hohen Regierungen zu fügen.

Artikel XVIII.

Auf den im Artikel XVI bezeichneten beiden Stationen wird zur Erreichung des im Artikel 8 des Handels- und Zollvertrages zwischen Oesterreich und den Staaten des deutschen Zoll- und Handelsvereines vom 11. April 1865 bezeichneten Zweckes von beiden Seiten je ein Grenzzollamt gelegt und beziehungsweise zusammengelegt werden. Diesen Grenzzollämtern zu Liebau und Mittelwalde sind mindestens die Befugnisse eines Nebenzollamtes erster Classe mit Begleitschein-Aus- und Abfertigungsbefugniss einzuräumen, und erklären sich die contrahirenden hohen Regierungen bereit, diese Befugnisse seinerzeit auch zu erweitern, wenn die Ausdehnung des Verkehres dies erfordern sollte.

Artikel XIX.

In Betreff der durch beiderseitige Commissarien seinerzeit noch näher zu verabredenden Förmlichkeiten der zollämtlichen Revision und Abfertigung des Passagiergepäcks und der ein- und ausgehenden Güter, sowie der Passrevision ertheilen beide Regierungen sich die Zusicherung, dass die Artikel I erwähnten Eisenbahnen nicht minder günstig als irgend eine andere in das Ausland übergehende Eisenbahnroute behandelt werden sollen, und dass im Interesse der Förderung des Verkehrs dabei jede nach den in beiden Staaten bestehenden Gesetzen zulässige Erleichterung und Vereinfachung eintreten soll.

Artikel XX.

Die wegen der Handhabung der Pass- und Fremdenpolizei bei Reisen mittelst der Eisenbahn unter beiden Regierungen schon beste-

1867 henden oder noch zu verabredenden Bestimmungen sollen auch auf die in Rede stehenden Eisenbahnverbindungen Anwendung finden.

Ueber die den k. k. österreichischen Polizeibeamten, welche auf den Bahnhöfen in Liebau und Mittelwalde stationirt werden möchten, beizulegenden Amtsbefugnisse bleibt eine besondere Verständigung unter den contrahirenden hohen Regierungen vorbehalten.

Die diesfällige Verhandlung soll mindestens drei Monate vor Inbetriebsetzung der betreffenden Eisenbahn eröffnet, und vor der Eröffnung des Betriebes thunlichst vollständig zum Abschlusse gebracht werden.

Artikel XXI.

Die Regulirung des Post- und des Telegraphenbetriebes auf den im Artikel I genannten Eisenbahnen bleibt der besonderen Verständigung zwischen den beiderseitigen Post- und Telegraphenverwaltungen vorbehalten.

Bei der Regulirung des Postbetriebes wird davon ausgegangen werden, dass der Betriebswechsel an denselben Punkten stattfinden soll, welche nach Artikel XVI für den Eisenbahnbetriebswechsel, respective nach Artikel XVIII für die Zollabfertigung in Aussicht genommen sind, und dass die Kosten des Posttransportes jederseits bis zu diesen Punkten und beziehungsweise von diesen Punkten ab bestritten werden.

Artikel XXII.

Es werden die königlich preussische Regierung den von einer österreichischen Unternehmung auf preussischem Gebiete geleiteten Betrieb, und die k. k. österreichische Regierung den von einem preussischen Unternehmer auf österreichischem Gebiete geleiteten Betrieb der den Gegenstand dieses Vertrages bildenden Eisenbahnen mit keinen anderen oder höheren Abgaben belegen als solchen, welche den Bahnbetrieb der Eisenbahnactiengesellschaften in dem betreffenden Staate im Allgemeinen treffen. Derselbe Grundsatz soll Anwendung finden für den Fall, dass der Betrieb auf der preussischen Strecke der Landshut-Schwadowitzer Bahn von der k. k. österreichischen Regierung, sowie für den Fall, dass der Betrieb auf der österreichischen Strecke der Wildenschwert-Glatzer Bahn von der königlich preussischen Regierung geleitet werden möchte.

Artikel XXIII.

Für den Fall, dass die preussische Strecke der Landshut-Schwadowitzer Bahn von einer österreichischen Unternehmung gebaut werden sollte, und die k. k. österreichische Regierung in der Folge diese Bahn anzukaufen beabsichtigen möchte, wird die königlich preussische Regierung ihre Zustimmung hierzu nicht versagen.

In gleicher Weise wird für den Fall, dass die königlich preussische Regierung sich entschliessen sollte, die von einem preussischen Privatunternehmer gebaute Wildenschwert-Glatzer Eisenbahn anzukaufen, die k. k. österreichische Regierung zu der Einlösung der Concessionsrechte der auf ihrem Gebiete belegenen Strecke ihre Zustimmung nicht versagen. 1867

Für den Eintritt des einen oder anderen der vorerwähnten beiden Fälle behalten sich jedoch beide contrahirende hohe Regierungen gegenseitig das Recht vor, nach Ablauf von 30 Jahren, vom Tage der Betriebseröffnung an gerechnet, oder auch später in Folge einer mindestens ein Jahr vorher zu machenden Ankündigung, eine Jede, die in ihrem Gebiete belegene Bahnstrecke gegen Erstattung der Anlagekosten in Eigenthum zu übernehmen.

Es soll alsdann, und auch ebenso nach dem Ablaufe der für die auf österreichischem Gebiete belegenen Strecken der im Artikel I bezeichneten Bahnen bestimmten Concessionsfristen, zwischen den contrahirenden hohen Regierungen über die Fortführung des Betriebes auf den den Gegenstand dieses Vertrages bildenden Bahnstrecken ein dem Verkehre und den beiderseitigen Interessen entsprechendes besonderes Uebereinkommen getroffen werden.

Artikel XXIV.

Gegenwärtiger Vertrag soll zur landesherrlichen Genehmigung vorgelegt und die Auswechslung der darüber auszufertigenden Ratificationsurkunden spätestens binnen vier Wochen in Berlin bewirkt werden. Zur Beglaubigung dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen Berlin, am 5. August 1867.

(L. S.) Johann Ferdinand *Wagner*, Ritter *von Wagensburg* m. p.
(L. S.) Ludwig August Wilhelm *Heise* m. p.
(L. S.) Paul Ludwig Wilhelm *Jordan* m. p.

Anlage A.

Bestimmungen der Concessionirung der Eisenbahnstrecke von einem geeigneten Punkte der nördlichen Staatsbahn bei Wildenschwert bis zur preussischen Grenze bei Mittelwalde.

a) Die Fristen, innerhalb deren vom Tage der Concessionsertheilung ab gerechnet der Bau dieser Strecke begonnen, gefördert und vollendet, und bis zu welcher die Bahn dem öffentlichen Verkehre übergeben werden muss, werden von der k. k. österreichischen Regierung mit Rücksicht auf die in dem Artikel III

1867 des Staatsvertrages mit der königlich preussischen Regierung vom 5. August 1867 getroffenen Vereinbarung festgesetzt werden.

b) Das diesfällige Bauproject und die Detailpläne sind den competenten österreichischen Behörden zur Genehmigung vorzulegen, und ist sich beim Baue der Strecke genau nach diesen behördlich genehmigten Plänen zu benehmen.

Es soll insbesondere bei der Festlegung der Trace und der Ausführung des Bahnbaues den militärischen Anforderungen volle Rechnung getragen, und jene Theile der Kunstbauten, bei denen es verlangt wird, mit Sprengvorrichtungen versehen werden.

Ueberdiess aber haben die betreffenden Concessionäre sich den für den Eisenbahnbau in Oesterreich allgemein geltenden gesetzlichen Bestimmungen, und zwar insbesondere den Normen zu unterwerfen, welche der §. 10 des Eisenbahnconcessionsgesetzes vom 14. Septembre 1854 (Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1854, Nr. 238) hinsichtlich der bei den Begehungscommissionen festzustellenden Vorkehrungen gegen Feuersgefahr und sonstige Beschädigungen, dann in Betreff der Herstellung von durch den Eisenbahnbau unbenützbar gewordenen Wegen, Brücken und sonstigen Communicationsmitteln, ferner der Herstellung besonderer früher nicht vorhandener, durch die in Folge des Eisenbahnbaues aber eintretender Communicationsstörung etwa nothwendig werdenden Bauten an Strassen, Brücken und Dämmen, dann Einfriedungen oder Absperrungen anordnet.

c) Den Concessionären wird zum Zwecke des Baues der gedachten Eisenbahnstrecke auf österreichischem Gebiete das Recht der Expropriation nach den Bestimmungen der diesfälligen gesetzlichen Vorschriften in Ansehung jener Räume zugestanden, welche nach der Entscheidung der hierzu berufenen österreichischen Behörden zur Ausführung der fraglichen Bahn für unumgänglich nothwendig erkannt werden.

d) Die Concessionäre haben die Errichtung von Staatstelegraphenleitungen längs der Eisenbahnstrecke und auf ihrem Grund und Boden unentgeltlich zu gestatten.

Im Falle solche Leitungen erbaut werden sollten, gestattet die Staatsverwaltung anderseits die Anbringung der Bahnbetriebstelegraphenleitung an ihren Säulen.

Was die näheren Modalitäten der Errichtung, Erhaltung und Benützung der Betriebsleitung des Bahntelegraphen anbelangt, so sind die Concessionäre gehalten, diesfalls mit der k. k. Staatstelegraphenanstalt seinerzeit ein eigenes Uebereinkommen zu treffen, um der Staatsverwaltung den Einfluss auf

die Handhabung des Betriebstelegraphendienstes und die Ueber- 1867
wachung desselben zu ermöglichen und zu sichern.

e) Rücksichtlich der Einmündung der in Rede stehenden Bahn in die Linie der nördlichen Staatsbahn bei Wildenschwert, dann in Betreff der aus diesem Anlasse erforderlichen Herstellungen und Bauten auf dem Stationsplatze Wildenschwert oder in der Nähe desselben, und in Betreff der Einrichtung des Betriebsdienstes daselbst haben die Concessionäre das Einverständniss mit der k. k. privilegirten österreichischen Staatseisenbahngesellschaft zu pflegen, wie dies bezüglich des Dienstes in der Wechselstation Mittelwalde in analoger Weise im Artikel XVII des Staatsvertrages vorgesehen ist. Das diesfällige Uebereinkommen ist der österreichischen Regierung zur Genehmigung vorzulegen, welcher es auch vorbehalten bleibt, im Falle dass in einer oder der anderen Beziehung kein Einverständniss der beiden Bahnunternehmungen erzielt werden sollte, nach Massgabe der bestehenden Gesetze und unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Staatsvertrages die Entscheidung zu treffen.

Was insbesondere die Besorgung des Grenzdienstes in der Wechsel- und Uebergangsstation Mittelwalde betrifft, so wird durch Specialverhandlungen der betreffenden Verwaltungszweige beider Staaten seinerzeit noch näher festgestellt werden, in welcher Zahl und Ausdehnung in der genannten Station nach Massgabe der jeweiligen Verkehrsverhältnisse Amts- und Manipulationslocalitäten für den österreichischen Zoll-, Polizei-, Post- und Staatstelegraphendienst, und eventuell auch Wohnungsräume für die anständige Unterkunft der österreichischen Zoll- und Polizeibeamten und Diener und der k. k. österreichischerseits dort etwa stationirten Finanzwachangestellten, deren Zahl in keinem Falle die bei anderen k. k. österreichischen Grenzzollämtern mit gleichen Abfertigungsbefugnissen übliche Anzahl überschreiten wird, zu beschaffen und zu erhalten seien. Die Ausführung der so ermittelten Herstellungen wird im directen Einvernehmen der beiderseitigen Regierungen erfolgen, es haben jedoch die Concessionäre der Eisenbahnstrecke von einem geeigneten Punkte der nördlichen Staatsbahn bei Wildenschwert bis zur österreichisch-preussischen Grenze bei Mittelwalde die Verpflichtung auf sich zu nehmen, den jährlichen Miethzins, mit welchem die k. k. österreichischen Aemter für die gedachten Amts- und Wohnungsräume in Anspruch genommen werden sollten, regelmässig an den österreichischen Staatsschatz zurückzuvergüten.

f) Bei der Ausführung des Betriebes auf der in Rede stehenden Eisenbahnstrecke haben sich die Concessionäre den diesfalls

1867 bestehenden oder noch zu erlassenden österreichischen Gesetzen (insoferne sich dieselben mit dem abgeschlossenen Staatsvertrage nicht im Widerspruche befinden) zu unterwerfen. Insbesondere haben sich dieselben nach den Vorschriften der Eisenbahnbetriebsordnung vom 16. November 1851 (Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1852, Nr. 1) zu benehmen, und daher auch zu nachfolgenden Leistungen zu verpflichten:

1. Dem hohen österreichischen Aerar ist der den Verkehrsverhältnissen entsprechende Mehraufwand zu ersetzen, welcher demselben aus Anlass der bezüglichen Bahn für die gefällsämtliche Ueberwachung und die eigentliche Polizeiaufsicht zur Last fällt; auch ist nach Massgabe des §. 88 des vorbezeichneten Gesetzes den Beamten der betroffenen Verwaltungszweige bei den in Angelegenheit der Eisenbahn vorkommenden Dienstreisen die freie Fahrt zu gewähren.

2. Die Concessionäre haben allen Anforderungen zu entsprechen, welche zur Befriedigung der nachstehend bezeichneten Befugnisse der k. k. Postanstalt seitens der k. k. Eisenbahnaufsichtsbehörde an dieselben gestellt werden.

Die k. k. Post ist unentgeltlich zu befördern, und hat die Postverwaltung für je einen Zug in jeder Richtung die Abfahrtsstunden und die Fahrgeschwindigkeit zu bestimmen, kann weiters aber selbst jene Züge, deren Abfahrts- und Ankunftsstunden lediglich von der Bahnverwaltung bestimmt werden, eventuell unentgeltlich zur Postbeförderung benützen.

Die k. k. Postverwaltung ist ferner berechtiget, entweder die Beistellung zu Postzwecken vollkommen eingerichteter Hüttelwagen von Seite der Bahnverwaltung zu verlangen oder sich eigener Postwaggons zu bedienen, und die unentgeltliche Beförderung der einen oder anderen dieser Postwaggons, sowie der die Postsendungen begleitenden Beamten und Diener, die gute Instandhaltung und die gehörige Bewahrung und Beaufsichtigung dieser Waggons in den Räumen und auf Kosten der Bahnanstalt, endlich die unentgeltliche Beleuchtung derselben von der letzteren zu fordern.

Wenn die k. k. Postverwaltung auf der in Oesterreich concessionirten Bahnstrecke eine ambulante Post einzuführen findet, so sind anstatt der achträdrigen oder vierrädrigen gewöhnlichen Wägen die hierzu erforderlichen acht- oder vierrädrigen, nach den Anforderungen der Postanstalt eingerichteten Postambulancewägen von den Concessionären ohne Entgelt herzustellen und zu erhalten.

Sollte bei irgend einem für die Beförderung von Briefpacketen oder Postsendungen bestimmten Zuge kein Postwaggon

beigestellt werden, und keine Begleitung durch Postbedienstete 1867
stattfinden, so sind die Bahnbediensteten zu verpflichten, auch die Uebernahme und Uebergabe der mit dem betreffenden Zuge zu befördernden Posteffecten zu pflegen und dieselben während des Transportes gehörig zu verwahren. Wenn bei Fällen dieser Art Postsendungen durch Verschulden der Bahnbediensteten in Verlust gerathen oder beschädigt werden sollten, so haben die Concessionäre zur Erlangung des Ersatzes von dem Schuldtragenden behilflich zu sein.

In jenen Bahnhöfen, welche in der Nähe von Postorten erbaut und zu welchen von den nächstgelegenen Postämtern Postverbindungen voraussichtlich eingerichtet werden, sollen Kammern zur einstweiligen sicheren Aufbewahrung der Postsendungen eingeräumt werden.

In jenen Fällen, wo der Postdienst auf der in Oesterreich gelegenen Strecke mehr als einen achträdrigen (oder zwei vierrädrige) Wagen erfordern würde, hat übrigens die Bahnverwaltung für jeden weiter beizustellenden Wagen auf eine billige Entschädigung per Bahnmeile Anspruch.

3. Wenn die Strecke von einem Punkte der nördlichen Staatsbahn bei Wildenschwert bis zur österreichisch-preussischen Grenze bei Mittelwalde für österreichische Militärtransporte benützt werden sollte, sind dieselben nach herabgesetzten Preisen zu befördern, und haben die Concessionäre dem am 10. December 1860 zwischen dem k. k. Kriegsministerium und den grösseren Eisenbahnanstalten Oesterreichs abgeschlossenen Uebereinkommen über die Tarifsätze aller Gattungen von solchen Transporten beizutreten.

g) In Ansehung des für die fragliche Bahnstrecke überhaupt eintretenden Tarifes dürfen keine höheren Tarifgebühren und keine ungünstigeren Transportsbedingungen festgesetzt werden, als auf den Linien der nördlichen Staatsbahn.

h) Die Concessionäre haben die Verpflichtung, für den innerhalb des österreichischen Staatsgebietes stattfindenden Dienst solche Beamte, Diener oder Arbeiter, welche wegen Verbrechen oder Vergehen, wegen Schleichhandel oder schwerer Gefällsübertretungen rechtskräftig verurtheilt oder bloss wegen Mangel rechtlicher Beweise von der Untersuchung enthoben worden sind, zum Dienste und beziehungsweise zur Arbeit wissentlich nicht zu verwenden.

i) Die Concessionäre verzichten von vorneherein auf jede Ersatzleistung oder Vergütung für solche Bahnzerstörungen, welche in Kriegsfällen aus militärischen Gründen etwa vorgenommen werden müssten.

1867 *k)* Die Concession wird auf neunzig Jahre vom Tage der Ausfertigung der Concessionsurkunde verliehen werden.

Nach Ablauf dieser Concessionsdauer hat die fragliche Bahnstrecke von einem Punkte der nördlichen Staatsbahn bei Wildenschwert bis zur österreichisch-preussischen Grenze bei Mittelwalde mit allem beweglichen Zubehöre in das freie unbelastete Eigenthum der österreichischen Staatsverwaltung überzugehen.

Schlussprotokoll.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten sind heute zusammengetreten, um den wegen der Herstellung der Eisenbahnverbindungen Landshut-Schwadowitz und Wildenschwert-Glatz vereinbarten Staatsvertrag unterschriftlich zu vollziehen.

Bei dieser Gelegenheit sind in das gegenwärtige Schlussprotokoll noch die folgenden Erklärungen aufgenommen worden, welche, ohne dass es einer besonderen ausdrücklichen Ratification derselben bedarf, mit dem Vertrage selbst, sobald dieser ratificirt sein wird, gleiche Kraft und Giltigkeit haben sollen.

I.

Sollte der im Artikel II des Vertrages vorgesehene Fall eintreten, dass die königlich preussische Regierung für den Bau und Betrieb der preussischen Strecke der Landshut-Schwadowitzer Bahn einer österreichischen Unternehmung die Concession ertheilt, so wird bei der Feststellung dieser Concession das königlich preussische Gesetz vom 3. November 1838 und der gegenwärtige Staatsvertrag zum Anhalt dienen, und es sollen hierbei keine erschwerenderen Bedingungen gestellt werden, als der Berlin-Görlitzer Eisenbahngesellschaft in dem unter dem 18. Mai 1864 landesherrlich bestätigten Statute gestellt worden sind.

II.

Sollte der im letzten Absatze des Artikels III des Vertrages vorgesehene Fall, oder einer der in den ersten beiden Absätzen des Artikels XXIII des Vertrages vorgesehenen Fälle eintreten, so verbleiben auch alsdann einer jeden der contrahirenden hohen Regierungen auf der in ihrem Gebiete belegenen Bahnstrecke alle Hoheitsrechte völlig ungeschmälert, und wird keine derselben auf der im fremden Gebiete von ihr betriebenen Bahnstrecke andere Rechte, welcher Art es auch sei, in Anspruch nehmen, als die ihr nach der betreffenden Bau- und Betriebsconcession zustehenden Befugnisse.

III.

Hinsichtlich der unter dem Buchstaben *b)* in der Anlage *A* des Vertrages formulirten Concessionsbestimmungen sind die contrahi-

renden hohen Regierungen darüber einverstanden, dass die Kosten 1867
besonderer, für den Bahnbau als solchen nicht erforderlichen Anlagen, welche im fortificatorischen Interesse seitens der Territorialregierung für erforderlich erachtet werden möchten, den Unternehmern weder in Beziehung auf den Ausbau der preussischen Strecke der Landshut-Schwadowitzer Bahn, noch in Beziehung auf den Ausbau der österreichischen Strecke der Wildenschwert-Glatzer Bahn zur Last gelegt werden sollen.

IV.

Die königlich preussische Regierung wird dafür Sorge tragen, dass auf den Stationen Liebau und Mittelwalde durch die Unternehmer der betreffenden preussischen Bahnstrecken die unter dem Buchstaben *e)* der Concessionsbestimmungen (Anlage *A* des Vertrages) erwähnten Localitäten für die Zwecke des k. k. österreichischen Zoll-, Polizei-, Post- und Staatstelegraphendienstes nach Massgabe des Ergebnisses der vorbehaltenen Specialverhandlungen zwischen den betreffenden Verwaltungszweigen beider Staaten hergestellt werden. Diese Localitäten werden der k. k. österreichischen Regierung überwiesen werden, und sollen wegen Unterhaltung, Reinigung, Erleuchtung und Heizung derselben, sowie wegen der dafür von der k. k. österreichischen Regierung dem preussischen Unternehmer zu gewährenden Miethsentschädigung die in dem Abschnitte II, §§. 14—23 der reglementarischen Bestimmungen des königlich preussischen Handelsministeriums über die Verhältnisse der Post zu den Staatseisenbahnen vom 13. September 1856 getroffenen Festsetzungen, einschliesslich der zu §. 18 unter dem 13. Juni 1857 erlassenen Nachtragsbestimmung überall Anwendung finden.

Die mit dem vereinbarten Entwurfe übereinstimmend befundenen zwei Ausfertigungen des Vertrages nebst Anlage und des gegenwärtigen Schlussprotokolles sind hierauf von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden, und es haben der k. k. österreichische und die königlich preussischen Bevollmächtigten je eine Ausfertigung des Vertrages und des Schlussprotokolles entgegen genommen.

So geschehen Berlin, am 5. August 1867.

(L. S.) *Wagner* m. p. (L. S.) *Heise* m. p.
(L. S.) *Jordan* m. p.

So haben Wir, nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses aus 24 Artikeln und einer Anlage *A* bestehenden Vertrages, sowie des Schlussprotokolles, denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere

1867 Nachfolger, solchen seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrücken lassen.

So geschehen in Ischl den sechzehnten September im Jahre des Heils Eintausend achthundert sechzig sieben, Unserer Reiche im neunzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Ferdinand Freiherr *von Beust* m. p.

Auf Seiner k. k. Apostolischen Majestät Allerhöchsten Befehl:
Maximilian Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

440.

8/9 août 1867.

Arrangement pris entre l'Autriche et le Brésil à l'égard de l'immunité de taxes à accorder aux fonctionnaires consulaires des deux pays pour entrer dans l'exercice de leurs fonctions.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Note de Monsieur de Sonnleithner, Ministre de Sa Majesté I. et R. Ap. à Son Excellence Monsieur Antonio Coelho de Sá e Albuquerque, Ministre des affaires étrangères du Brésil, d. d. Rio de Janeiro le 8 août 1867.

Monsieur le Ministre!

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Consul d'Autriche à Pernambuco, Monsieur C. L. P. Röeck, vient de se retirer de ce poste et que la gestion de ce Consulat I. et R. a été confiée à Monsieur Julius Théodor Freiss, un des chefs de la maison de Commerce de la dite ville, Keller et Compagnie.

En Vous priant ainsi, Monsieur le Ministre, de faire obtenir à Monsieur Freiss le titre requis pour pouvoir entrer en fonction et faire donner les ordres nécessaires afin qu'il soit reconnu par les autorités locales comme gérant du Consulat I. et R. d'Autriche à Pernambuco, je m'empresse de faire parvenir à Votre Excellence ci-

joint le document de la nomination de Monsieur Freiss qu'Elle voudra avoir la bonté de me restituer à son temps. 1867

Je saisis cette occasion de recommander à Votre appréciation, Monsieur le Ministre, l'usage établi par le Gouvernement Impérial du Brésil, de prélever sur les titres de l'exéquatur, concédés aux Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires étrangers, nommés pour les ports de l'Empire, certaines taxes, qui varient selon la catégorie des agents.

Aucun émolument de ce genre n'étant perçu de la part du Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche à l'occasion de la nomination d'un fonctionnaire consulaire étranger quelconque, j'ai l'honneur d'engager le Gouvernement Impérial du Brésil à concéder dorénavant aux fonctionnaires consulaires de S. M. Impériale et Royale Apostolique au Brésil gratuitement les titres de l'Exéquatur, déclarant à Votre Excellence dès à présent que, par le principe de la stricte réciprocité les fonctionnaires consulaires du Brésil en Autriche, jouiront de la même parfaite immunité de taxes pour entrer à l'exercice de leurs fonctions.

Étant autorisé de mon Gouvernement à faire au Gouvernement Impérial du Brésil cette proposition, je puis espérer qu'elle y trouvera un accueil favorable. Les mêmes considérations qui ont décidé le Gouvernement Impérial du Brésil à faire à ce sujet des arrangements identiques avec la Grande-Bretagne, la Belgique et la Prusse, l'engageront également, le Gouvernement I. et R. en est persuadé d'avance, à établir sur le principe de la stricte réciprocité l'exemption du payement d'émoluments et de taxes, perçus des fonctionnaires respectifs résidant dans les deux Empires.

Je saisis cette occasion de renouveler etc.

Signé: H. *de Sonnleithner* m. p.

Réponse du ministre des affaires étrangères du Brésil, datée de Rio de Janeiro, le 9 août 1867.

Tive a honra de receber a Nota que em data de hontem dirigio-me o Sñr H. de Sonnleithner, Ministro-Residente de S. M. I. R. Apostolica, solicitando a concessão do Exequatur de S. M. o Imperador à nomeação do Sñr Julius Theodor Freiss para Consul interim do Imperio d'Austria em Pernambuco.

Alem disso o Sñr de Sonnleithner, declarando que a concessão do Exequatur de S. M. I. e Real Apostolica à nomeação de Consules e outros Agentes Consulares estrangeiros na Austria não depende do pagamento de emolumento algum, solicita, autorisado pelo seu Governo, que, pelo principio de reciprocidade, sejão isentos de emolu-

1867 mentos os titulos do Exequatur Imperial expedidos aos Agentes Consulares Austriacos no Brasil.

Em resposta cumpre-me declarar ao Sñr de Sonnleithner que o Governo Imperial resolveu acceder ao pedido constante da Nota a que respondo, nos termos em que é feito, e que portanto, de accordo com o invocado principio de reciprocidade, ficão os Consules e outros Agentes Consulares Austriacos no Brasil isentos do pagamento de emolumentos a que estavão sujeitos pela confirmação de suas nomeações.

E dando immediato cumprimento á resoluçãoque acabo de communicar ao Sñr de Sonnleithner, remetto lhe incluso o titulo do Imperial Exequatur que S. M. o Imperador houve por bem conceder á nomeação do Sñr Freiss.

Devolvendo ao Sñr de Sonnleithner o titulo de nomeação do mesmo Sñr aproveito a opportunidade para renovar lhe asseguranças de minha consideração a mais distincta.

A. C. *de Sá e Albuquerque.*

441.

8/20 août 1867.

Convention relative à la jonction des chemins de fer austro-russes à Wołoczyska. Conclue en forme de protocole à Léopol. Approuvé par l'Autriche le 20 décembre 1867; par la Russie le $\frac{\text{10 janvier}}{\text{29 décembre}}$ 1867/8.

(R. G. B. 1870, Nr. 20.)

Protokollarisches Uebereinkommen ddo. Lemberg 8./20. August 1867, über den Anschlusspunkt der österreichisch-russischen Eisenbahnlinien bei Wołoczyska.

Au nom de Dieu tout-puissant!

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies désirant que les voies ferrées de Russie soient réunies à celles d'Autriche, ont nommé des plénipotentiaires à l'effet de fixer le point de réunion aux environs de Wołoczyska, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

le Sieur Louis comte Cavriani, son conseiller aulique et chambellan,

le Sieur Martin Riener, son conseiller impérial et inspecteur supérieur de l'inspection générale des chemins de fer,

le Sieur Marc de Czerlien, son capitain de l'état-major général, 1867

le Sieur M. Wallner, ingénieur supérieur du chemin de fer Charles-Louis;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

le Sieur Michel Fanton de Verrayon, son lieutenant-général de l'état-major général,

le Sieur Serge Bobristcheff-Pouschkin, son général-major du corps des ingénieurs des voies de communication,

le Sieur Bogdane-Kreiter, son général-major d'infanterie, attaché au ministère des finances;

lesquels plénipotentiaires, après avoir examiné le terrain aux environs de Wołoczyska, ainsi que les études qui ont été faites dans le but de raccordement, sont convenus, sous réserve de la ratification:

1. que les deux voies ferrées se réuniront au sud de Wołoczyska à une distance de 3678 pieds anglais de la digue, servant de route entre les deux pays, et à 33·6 pieds anglais du point fixe sur la rive gauche du Zbrucz, marqué sur un tronc d'arbre;

2. la hauteur du remblai au point susmentionné de raccordement sera de 55.02 pieds anglais au-dessus du point fixe marqué sur le tronc d'arbre.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Lemberg, le 8/20 août 1867.

(L. S.) Comte *Cavriani*, conseiller aulique m. p.
(L. S.) Martin *Riener*, kaiserl. Rath und Oberinspector m. p.
(L. S.) Marc *de Czerlien*, Capitaine d'état-major m. p.
(L. S.) Anton *Wallner*, Oberingenieur der Carl Ludwigsbahn m. p.
(L. S.) Lieutenant-général Fanton *de Verrayon* m. p.
(L. S.) Général-major *Bobristcheff-Pouschkin* m. p.
(L. S.) Général-major *Kreiter* m. p.

Vu et approuvé par le Gouvernement I. et R. d'Autriche.

Vienne, le 20 décembre 1867.

Le Chancelier de l'Empire Ministre de la Maison Impériale et des Affaires Étrangères de S. M. I. R. Ap.:

(L. S.) *Beust* m. p.

Vu et approuvé par le Gouvernement Impérial de Russie.

St. Pétersbourg, le $\frac{\text{29 décembre}}{\text{10 janvier}}$ 1867/8.

Le Chancelier de l'Empire.

(L. S.) *Gortschacow* m. p.

1867

442.

16 août 1867.

Ordonnance ministérielle sur l'application de certaines dispositions des traités de commerce et de navigation avec la France et l'Italie (11 décembre 1866 et 23 avril 1867) à l'importation en Dalmatie.

(R. G. B. 1867, Nr. 115.)

Verordnung der Ministerien des Aeussern, der Finanzen und des Handels vom 16. August 1867, über die Anwendung der in den Specialtarifen B der Handels- und Schifffahrtsverträge mit Frankreich vom 11. December 1866 und mit Italien vom 23. April 1867 enthaltenen Zollbestimmungen auf die Einfuhr nach Dalmatien.

Um dem Zweifel zu begegnen, inwieferne die in den Specialtarifen *B* der Handels- und Schifffahrtsverträge mit Frankreich vom 11. December 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 164) und mit Italien vom 23 April 1867 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 108) enthaltenen Zollbestimmungen auch auf die Einfuhr in das vom allgemeinen österreichischen Zollgebiete gesonderte dalmatinische Zollgebiet Anwendung finden, wird Folgendes erklärt:

1. Jene Gegenstände, welche nach dem in Dalmatien in Wirksamkeit stehenden Zolltarife vom 18. Februar 1857 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 44) in der Einfuhr zollfrei, oder entweder gleichen oder geringeren Zollsätzen unterworfen sind, als in den bezogenen Vertragstarifen festgesetzt erscheinen, sind noch ferner ausschliessend nach dem dalmatinischen Zolltarife zu behandeln.

2. Auf Gegenstände, für welche die in den Vertragstarifen enthaltenen Zollbestimmungen günstiger sind, als jene des dalmatinischen Zolltarifes, sind diese günstigeren Zollbestimmungen dann anzuwenden, wenn es sich um die Zollbehandlung *a)* von Erzeugnissen des deutschen Zollvereines, oder *b)* französischer, *c)* italienischer, *d)* britischer, *e)* belgischer, oder *f)* niederländischer Provenienzen handelt, und zwar auf Grund der mit den bezüglichen Staaten abgeschlossenen Handelsverträge, welche die Zusicherung der Zollbehandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation enthalten.

3. Zur Begründung des Anspruches auf die begünstigte Behandlung ist erforderlich, dass in der dem Zollamte vorzulegenden schriftlichen Waarenerklärung der zollvereinsländische, französische, italienische, britische, belgische oder niederländische Ursprung angegeben sei.

Im Falle eines gegen die Richtigkeit dieser Angabe sich ergebenden Bedenkens ist der Ursprung der Waare durch eine Beschei-

nigung, welche von der Localbehörde oder von dem zuständigen 1867
Zollamte des Landes der Versendung, oder von einem dort residirenden österreichischen Consularfunctionär ausgestellt sein kann, oder durch Vorlage des Frachtbriefes *(Fattura)* nachzuweisen.

Die erwähnte Ursprungsbescheinigung darf nur dann gefordert werden, wenn es sich um die Zollbehandlung von Webe- und Wirkwaaren, Getränken und geistigen Flüssigkeiten oder Glaswaaren handelt.

Diese Bestimmungen haben mit dem Tage in Wirksamkeit zu treten, an welchem sie den Zollämtern bekannt werden.

Freiherr *von Beust* m. p. Freiherr *von Becke* m. p.

443.

16 août 1867.

Ordonnance ministérielle concernant les dispositions douanières relatives au traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et l'Italie du 23 avril 1867.

(R. G. B. 1867, Nr. 114.)

Verordnung der Ministerien des Aeussern, der Finanzen und des Handels vom 16. August 1867, betreffend die in Folge des Handels- und Schifffahrtsvertrages zwischen Oesterreich und Italien vom 23. April 1867 in Wirksamkeit tretenden Zollbestimmungen.

Giltig für die Länder des allgemeinen österreichischen Zollgebietes.

Mit Beziehung auf den Artikel VIII des zwischen Oesterreich und Italien geschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrages vom 23. April 1867 (Nr. 108 im XLIII. Stücke des Reichs-Gesetz-Blattes; ausgegeben am 9. August 1867) wird Nachstehendes bekannt gemacht:

1. Die Zollbestimmungen des dem Vertrage beigefügten Specialtarifes *B* haben am drei und zwanzigsten August des laufenden Jahres in Wirksamkeit zu treten.

2. In allen jenen Fällen, wo die Zollbestimmungen dieses Specialtarifes sich günstiger darstellen, als jene des allgemeinen Zolltarifes, sind dieselben nicht nur auf italienische Erzeugnisse, sondern auch *a)* auf Erzeugnisse des deutschen Zollvereines, sowie auf *b)* britische, *c)* französische, *d)* belgische und *e)* niederländische Provenienzen

1867 anzuwenden, und zwar in Folge der Verträge vom *a)* 11. April 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 32), *b)* vom 16. December 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1866, Nr. 2), *c)* vom 11. December 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 164), *d)* vom 23. Februar 1867 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 56), und *e)* vom 26. März 1867 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 102), welche die gegenseitige Zusicherung der Zollbehandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation enthalten.

3. Die Bestimmungen der Verordnung vom 20. December 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 172), bezüglich der vertragsmässigen Zollbegünstigungen, sind von dem unter Zahl 1 festgesetzten Tage anzufangen, in Folge der Verträge vom 23. Februar und 26 März 1867, auch auf belgische und niederländische Provenienzen anzuwenden.

4. Zur Begründung des Anspruches auf die zollbegünstigte Behandlung ist erforderlich, dass in beiden Exemplaren der dem Zollamte vorzulegenden Waarenerklärung die Provenienz aus einem der Vertragsstaaten angegeben sei.

Hinsichtlich der Forderung von Ursprungszeugnissen sind die Bestimmungen der Verordnung vom 20. December 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 172) mit der Aenderung zu beobachten, dass solche in Folge des Schlussprotokolles zu dem österreichisch-italienischen Handels- und Schifffahrtsvertrage (ad Artikel VIII, Zahl 3) nur dann gefordert werden dürfen, wenn es sich um die Zollbehandlung von Webe- und Wirkwaaren, Getränken und geistigen Flüssigkeiten oder Glaswaaren handelt.

Freiherr *von Beust* m. p. Freiherr *von Becke* m. p.

444.

1867

16 août 1867.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'exécution de l'ordonnance ministérielle du 16 août à l'égard de l'application à l'entrée en Dalmatie des dispositions contenues aux tarifs *B* des traités de commerce et de navigation conclus par l'Autriche avec la France et l'Italie.

(F. V. B. 1867, Nr. 29.)

Vollziehung der Verordnung der Ministerien des Aeussern, der Finanzen und des Handels vom 16. August 1867 über die Anwendung der in den Specialtarifen B der Handels- und Schifffahrtsverträge mit Frankreich vom 11. December 1866 und mit Italien vom 23. April 1867 enthaltenen Zollbestimmungen auf die Einfuhr nach Dalmatien.

Giltig für Dalmatien.

Um den dalmatinischen Zollämtern die Vollziehung der in der Ueberschrift bezeichneten Verordnung zu erleichtern, wird denselben die nachfolgende Uebersicht mitgetheilt, die ein Verzeichniss solcher Gegenstände enthält, für welche in den Specialtarifen *B* der Handels- und Schifffahrtsverträge mit Frankreich vom 11. December 1866 und mit Italien vom 23. April 1867 eine günstigere Zollbehandlung festgesetzt ist, als nach dem dalmatinischen Zolltarife vom 18. Februar 1857.

Ferner hat den Zollämtern Folgendes zur Darnachachtung zu dienen:

1. In allen jenen Fällen, wo die Zollbehandlung nach den bezogenen Vertragstarifen stattfindet, ist in den Zollregistern und in den Zollbolleten neben der bezüglichen Post des dalmatinischen Tarifs auch die in Anwendung gekommene Post des Vertragstarifs zu berufen, und hierbei der Vertragstarif *B* des österreichisch-französischen Vertrages als Vertragstarif *F* (Frankreich) und jener des österreichisch-italienischen Vertrages als Vertragstarif *J* (Italien) zu bezeichnen.

2. In den nach der Vorschrift vom 2 December 1855 zu verfassenden Verkehrsnachweisungen ist bei der angeordneten besonderen Nachweisung der nach den Vertragstarifen behandelten Gegenstände die Bezeichnung „zollbegünstigt nach bestehenden Verträgen (zollb. n. b. V.)" beizufügen.

3. Die Verzollung von Glaswaaren mit 10 Procent des von der Partei erklärten Werthes statt des specifischen Gewichtszolles darf nur bei Hauptzollämtern stattfinden, welche sich hierbei nach den Bestimmungen der Verordnung vom 5. Jänner 1867, Z. 55445 (V. Bl., Nr. 3, Seite 32, Z. 2), zu benehmen haben

Wien, am 16. August 1867.

Ueber-

solcher Gegenstände, für welche in den Specialtarifen *B* der Handels-
1866, dann *b)* Italien vom 23. April 1867 eine günstigere Zollbehand-
bruar

Fortlaufende Zahl des dalmatinischen Zolltarifes	Benennung des Gegenstandes	Einheit des Verzollungs-Massstabes			Zollsatz fl.	Zollsatz kr.
20 lit. b	Manna und Süssholzsaft	1	Zoll-Ctr.	n.	2	50
2 „ d	Citronensaft in Fässern	1	„	sp.	0	75
4 „ b	Reis	1	„	„	0	25
9 „ c	Fleisch, gesalzenes, u. s. w.	1	„	n.	2	50
9 „ d	Käse	1	„	„	2	50
10 „ e	Weine in Flaschen, Weine, feine	1	„	„	7	50
11 „ c	Esswaaren, nicht besonders benannte { Citronensaft in Flaschen . . . . . { Essig in Flaschen	1	„	„	7	50
12 „ d	Oele, fette (ingleichen Olivenöl), in Flaschen und Krügen	1	„	„	7	50
12 „ b	Olivenöl in Fässern und Schläuchen	1	„	„	2	50
12 „ e	Seife, nicht parfümirt	1	„	„	2	50
15 „ b	Gebleichte Gurten, Seile, Stricke, Taue, Bindfäden, Leinwand, rohe	1	„	sp.	1	50
15 „ d	Leinenwaaren, nicht besonders benannte . .	1	„	n.	15	—
16 „ a	Seide, roh, unfilirt, Seidenabfälle, gesponnen	1	„	sp.	—	75
16 „ b	Seide, filirt (auch Floretseide, gesponnen) .	1	„	n.	2	50
17 —	Span- und Strohhüte	1	„	„	50	—

s i c h t

verträge zwischen Oesterreich und *a)* Frankreich vom 11. December
lung festgesetzt ist, als in dem dalmatinischen Zolltarife vom 18. Fe-
1857.

Tarif B des Vertrages mit		Benennung des Gegenstandes	Einheit des Verzollungs-Massstabes	Zoll-satz	
Frankreich	Italien			fl.	kr.
—	VII	Manna	1 Zoll-Ctr. sp.	—	75
—	VIII	Süssholzsaft	1 „ n.	2	—
—	XVIII	Citronensaft	1 „ „	frei	
—	III, b	Reis in Hülsen	1 „ „	„	
1	—	Fleisch, zubereitetes, d. i. gesalzenes, geräuchertes, und Speck	1 „ „	1	50
—	V	Käse	1 „ „	2	20
6	—	Wein	1 „ „	6	—
—	XVIII	Citronensaft	1 „ sp.	frei	
5	—	Essig in Flaschen und Krügen	1 „ n.	5	—
3	VI	Oele, fette, in Flaschen und Krügen . .	1 „ „	5	—
—	„	Olivenöl in Fässern, Schläuchen und Blasen	1 „ sp.	1	50
22	—	1. grüne, schwarze u. andere Schmierseife und 2. gemeine feste Seife	1 „ n.	1	25
10, a	XIII	Seilerwaaren, wie: Seile, Taue, Stricke, Gurten, gebleichte, und graue Packleinwand	1 „ sp.	—	75
10, b, 2	—	Decken (Fuss- u. Wagendecken, Laufteppiche), auch gefärbt und gemustert	1 „ n.	6	—
Anmerk.	—	Diese Gegenstände aus Jute	1 „ „	3	—
—	X, a, 2	Seidenabfälle, ungesponnen			
	„ b, 1	Seide (abgehaspelt, unfilirt, Greppe) oder gesponnen (filirt)			
	„ „ 2	Floretseide (Seidenabfälle), gesponnen, beide Z. 1 und 2 ungefärbt und ohne Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	1 „ sp.	frei	
14, d	—	Hüte und Kappen aus Stroh, Rohr, Bast, Binsen, Fischbein, Palmblättern u. Span 1. ohne Garnitur	1 Stück	—	10
		2. mit Garnitur	1 „	—	20

Fortlaufende Zahl des dalmatinischen Zolltarifes	Benennung des Gegenstandes	Einheit des Verzollungs-Massstabes			Z
20 lit. c	Waaren aus gebrannten Erden in Verbindung mit anderen Stoffen, insoferne diese Verbindungen nicht unter die kurzen Waaren fallen	1	Zoll-Ctr.	n.	7
21 „ a	Glas, gemeines u. s. w.	1	„	sp.	—
21 „ b	Glas und Glaswaaren, nicht besonders benannte	1	„	n.	2
21 „ c	Glaswaaren, feine, u. s. w.	1	„	„	7
22 „ b	Landkarten, Bücher, Musikalien	1	„	„	2
22 „ c	Bilder auf Papier	1	„	„	5
27 „ d	Bilder (Gemälde)	1	„	sp.	—
22 „ d	Papierarbeiten	1	„	n.	5
26 „ b	Instrumente, mathematische, optische . . .	1	„	„	7
18 „ d	Instrumente, chirurgische (Eisenwaaren, feine)	1	„	„	7
27 „ e	Waaren aus Stroh, Bast, Rohr, Binsen u. s. w.	1	„	„	7

Tarif B des Vertrages mit		Benennung des Gegenstandes	Einheit des Verzollungs-Massstabes	Zoll-satz	
Frankreich	Italien			fl.	kr.
—	VII, 2	Thonwaaren, gemeine (also auch gewöhnliches, aus gemeiner Thonerde verfertigtes Töpfergeschirr in Verbindung mit nicht gefärbtem, gebeiztem, gefirnisstem, lackirtem, polirtem Holze od. Eisen und die zu solchem Geschirre gehörigen Krüge mit Deckeln u. Beschlägen von Zinn)	1 Zoll-Ctr. n.	2	50
18, a	—	Glas und Email in Masse und Röhren .	1 Zoll-Ctr. sp. oder 10% d. Werthes	—	75
18, b	—	Glas, halbfeines, d. i. gepresstes, geschliffenes, abgeriebenes, geschnittenes, gemustertes, massives, Glasbehänge zu Kronleuchtern; alle diese Gegenstände ungefärbt. Glas-Knöpfe, Korallen, Perlen, Schmelz, Glastropfen, auch farbige	1 Zoll-Ctr. n. oder 10% d. Werthes	4	—
18, c	—	Glas, farbiges, bemaltes, vergoldetes, versilbertes, mit Pasten (Kameen) eingelegtes, Glasflüsse (falsche Edelsteine), nicht gefasste, dann Spiegelglas, geschliffenes, unbelegtes oder belegtes u. Spiegelglas, ungeschliffenes, belegtes	1 Zoll-Ctr. n. oder 10% d. Werthes	6	—
23, a	—	Bücher, Karten (wissenschaftliche), Musikalien, Manuscripte			
23, b	—	Bilder auf Papier, d. i. Kupfer und Stahlstiche u. s. w.			
23, c	—	Gemälde u. s. w.	1 Zoll-Ctr. sp.	frei	
16	—	Papiertapeten in Rollen	1 „ n.	4	—
		und vom Jänner 1872 an	1 „ „	3	—
21	—	Instrumente, astronomische, chirurgische, mathematische, optische (mit Ausnahme der gefassten Augengläser und Operngucker), physikalische und für Laboratorien, auch chemische	1 „ sp.	frei	
14	—	Geflechte:			
		a) aus Stroh (Binsen, Gras, Seegras, Schilf), Rohr (Stuhlrohr), Bast (Span), Cocosnussfaser ohne Verbindung mit anderen Materialien	1 „ n.	6	—
		b) Strohbänder (bandartige Geflechte aller Art), ohne Verbindung mit anderen Materialien	1 „ „	1	—

1867

445.

23 août 1867.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'exécution de quelques dispositions du traité de commerce et de douane, conclu le 23 avril 1867 entre l'Autriche et l'Italie.

(F. V. B. 1867, Nr. 30.)

Vollziehung einiger Bestimmungen des Handelsvertrages und Zollcartells zwischen Oesterreich und Italien vom 23. April 1867.

Im Nachhange zu der Verordnung vom 16. August 1867 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 114, V. Bl. Nr. 29, S. 197), betreffend die in Folge des Handels- und Schifffahrtsvertrages zwischen Oesterreich und Italien vom 23. April 1867 am 23. August 1867 in Wirksamkeit gesetzten Zollbestimmungen, wird hinsichtlich der Vollziehung einiger anderer Stipulationen des erwähnten Vertrages und des dazu gehörenden Zollcartells Nachstehendes erläutert und angeordnet:

I. Zum Handels- und Schifffahrtsvertrage.

1. Zu Artikel IX.

Durch die Stipulationen dieses Artikels ist bezüglich der in Oesterreich schon bisher in Wirksamkeit gestandenen Bestimmungen über Ausfuhrzölle keine Aenderung eingetreten.

2. Zu Artikel X und Schlussprotokoll zu X.

a) Die in diesem Artikel zugestandenen Erleichterungen des Grenzverkehres, betreffend die Zollbehandlung der auf Messen und Märkte oder zur zollämtlichen Einlagerung eingeführten Waaren, der Waarenmuster, des Weideviehes, dann der in dem bezogenen Artikel genannten Gegenstände, welche zur Reparatur, Bearbeitung oder Veredlung über die gemeinschaftliche Zolllinie, unter Vorbehalt des zollfreien Rücktrittes, ein- oder ausgeführt werden, sind unter Anwendung jener Vorschriften in Vollzug zu setzen, welche mit Erlass vom 31. Mai 1865 (R. G. Bl. Nr. 33, V. Bl. Nr. 27, S. 200) unter Abschnitt II für den analogen Verkehr zwischen Oesterreich und dem deutschen Zollvereine vorgezeichnet worden sind.

b) Die Ausschliessung der Verzehrungsgegenstände von den im Artikel X zugestandenen Verkehrserleichterungen bezieht sich nicht auf Cerealien, welche zum Vermahlen ein- oder ausgeführt werden.

Hinsichtlich der Behandlung der Mahlgegenstände haben sich die Zollämter nach den Anordnungen des Amtsunterrichtes vom Jahre 1853, §§. 176, 177 u. s. w. zu benehmen. Eine besondere Bewilligung der vorgesetzten Behörde zur Anwendung

des Appreturverfahrens auf Mahlgegenstände ist nicht erfor- 1867
derlich.

c) Für Wachs, welches zum Bleichen ein- oder ausgeführt wurde, wird die Gewichtsdifferenz zwischen dem rohen und dem gebleichten Wachse (der Bearbeitungskalo) mit fünf Procent festgesetzt.

d) Da nach der Vertragsbeilage *B* Seidencocons, ferner Rohseide und Seidenabfälle (weder gefärbt, noch gebleicht, noch in Verbindung mit anderen Materialien) in der Einfuhr aus Italien nach Oesterreich zollfrei sind, und in der Ausfuhr allgemein zollfrei behandelt werden, so behebt sich die Nothwendigkeit der Festsetzung eines Bearbeitungskalo für Cocons, welche zum Abhaspeln, und für Rohseide, welche zum Filiren *(filatojare)* ein- oder ausgeführt werden.

Italienischerseits wurde für letztere der Bearbeitungskalo mit fünf Procent festgesetzt und angenommen, dass hundert Pfund frische oder vierzig Pfund getrocknete Cocons durchschnittlich zehn Pfund abgehaspelte Rohseide liefern.

3. Zu Artikel XI und Schlussprotokoll.

Die in diesem Artikel zugestandene Verkehrserleichterung hinsichtlich der zollämtlichen Behandlung der dem Begleitscheinverfahren unterliegenden Waaren bei unmittelbarem Uebergange aus Italien nach Oesterreich oder umgekehrt, ist dieselbe, welche bereits in dem Verkehre zwischen Oesterreich und dem deutschen Zollvereine Anwendung findet, und die in dem Schlussprotokolle zu Artikel XI unter *a)*, *b)* und *c)* festgesetzten Bedingungen sind gleichlautend mit jenen unter §. 8 des Schlussprotokolles zu dem Handels- und Zollvertrage zwischen Oesterreich und dem Zollvereine vom 11. April 1865 (V. Bl. Nr. 27, S. 190 u. s. w.).

4. Zu Artikel XXIV und Zusatzartikel 2.

Die Stipulationen des Artikels XXIV bezüglich der zollämtlichen Abfertigung des Waarenverkehres auf den die gemeinschaftliche Grenze überschreitenden Eisenbahnen stimmen mit jenen überein, welche in dem Verkehre zwischen Oesterreich und dem deutschen Zollvereine in Wirksamkeit stehen.

Nähere Bestimmungen hierüber enthält der Anhang zum Artikel 25 des im Zusatzartikel 2 erwähnten Uebereinkommens, betreffend den Eisenbahnverkehr auf den Anschlusspunkten an der österreichisch-italienischen Grenze und die Errichtung zusammengelegter Zoll- und Polizeiämter auf den internationalen Wechselstationen.

5. Zusatzartikel 1.

Die in diesem Artikel unter Z. 1 als zollfrei angeführten Gegenstände waren schon bisher entweder allgemein, oder in Folge der Verordnung vom 18. October 1866 (V. Bl. Nr. 42, S. 222) im Grenzverkehre mit Italien zollfrei zu behandeln.

1867 Für die unter Z. 2 zugestandene zollfreie Behandlung von Arbeitsvieh, Ackerbauwerkzeugen u. s. w. zum Behufe der Feldarbeit ist eine besondere Bewilligung der leitenden Zollbehörde nicht erforderlich, und es sind hierzu nach §. 176 des Amtsunterrichtes vom Jahre 1853 auch Nebenzollämter II. Classe ermächtigt.

Die Bewilligung der Zollfreiheit dieser Gegenstände aus Anlass von Uebersiedlungen ist bei der Finanzbezirksdirection (Finanzdirection) anzusuchen, welcher ein Verzeichniss der einzuführenden Gegenstände und ein die Uebersiedlung des Gesuchstellers bestätigendes Certificat der bezüglichen Localbehörde vorzulegen ist.

Die Finanzbezirksbehörde (Finanzdirection) hat zu entscheiden, ob die zollfrei einzuführenden Geräthschaften und Effecten nach Gattung und Menge den Verhältnissen und dem Bedarfe des Uebersiedelnden angemessen sind.

Bei Anwendung der unter Zahl 3 zugestandenen Verkehrserleichterungen zu Gunsten der Eigenthümer der durch den Grenzzug von den bezüglichen Wohn- oder Wirthschaftsgebäuden getrennten Besitzungen kann die zollfreie Ein- oder Ausfuhr der Naturproducte solcher Besitzungen auch ausser der Zollstrasse stattfinden, wenn nachstehende Controlsvorschriften beobachtet werden:

a) Der Grundbesitzer hat jährlich bei dem nächsten Zollamte ein vom Gemeindevorstande des Ortes, wo sich die durch den Grenzzug getrennten Grundstücke befinden, ausgefertigtes Certificat über Gattung und Menge der auf den erwähnten Grundstücken geernteten Erzeugnisse beizubringen.

b) Das Zollamt übernimmt das Certificat und trägt dessen Inhalt in eine übersichtliche Vormerkung ein.

c) Die beabsichtigte Einfuhr oder Ausfuhr der geernteten Erzeugnisse ist 24 Stunden vorher beim Zollamte anzumelden, welches über die zollfrei ein- oder auszuführenden Gegensände einen Legitimationsschein auszufertigen hat.

d) Findet die Ein- oder Ausfuhr auf der Zollstrasse statt, so hat das Zollamt die Gattung und Menge der Gegenstände bei ihrer Stellung zum Zollamte sowohl auf dem Legitimationsschein als auf dem Certificate in Abschreibung zu bringen; soll aber die Ein- oder Ausfuhr ausser der Zollstrasse (d. i. auf einem Nebenwege ohne Stellung zum Zollamte) stattfinden, so hat das Zollamt gleich bei der Anmeldung die Abschreibung auf dem Certificate, rücksichtlich in der nach lit. *b)* zu führenden Vormerkung vorzunehmen, und zugleich die mit der Grenzbewachung betraute Finanzwachabtheilung zu verständigen, damit sie den Grenzübertritt überwache und die Abschreibung auf dem Legitimationsscheine vollziehe.

e) Der Ein- oder Austritt über die Zolllinie hat zu der bei der Anmeldung festgesetzten, auf dem Legitimationsscheine ersichtlich gemachten Tageszeit und längstens binnen 48 Stunden nach erfolgter Anmeldung zu geschehen. 1867

f) Die ausgegoltenen Certificate hat das Zollamt dem bezüglichen Register beizulegen.

II. Zum Zollcartell.

6. Nach Artikel 9 des Zollcartells ist den mit dem Ueberwachungsdienste auf dem Gardasee betrauten Angestellten der Zoll- und rücksichtlich der Finanzwache beider Staaten gestattet, Schleichhändler, welche sie in den Gewässern des eigenen Staates wahrnehmen, auch auf den Gewässern des anderen Staates, jedoch nur bis zur Entfernung von einhundert Meter (d. i. 316 1/8 Wiener Schuh oder beiläufig 52 1/2 Wiener Klafter) vom Ufer zu verfolgen, sammt den Gegenständen des Schleichhandels anzuhalten und zu dem Gefällsamte des eigenen Staates zu stellen.

Im Falle einer solchen Anhaltung ist in der Thatbeschreibung mit Berufung auf das Zollcartell nach dem Augenmasse annäherungsweise anzugeben, wie weit das angehaltene Fahrzeug zur Zeit der Anhaltung vom Ufer des fremden Staates entfernt war.

7. In den unter Artikel 11, lit. *A*, vorgesehenen Fällen hat das Zollamt, welches Waaren, deren Ein- oder Durchfuhr in Italien nur gegen besondere Bewilligung gestattet ist, im Austritte nach Italien abfertigt, sowohl auf der ämtlichen Ausfertigung als im Register die beigebrachte Bewilligung nach Nummer und Datum anzumerken.

8. In Absicht auf die Vollziehung der Artikel 12 und 13 des Zollcartells ist hinsichtlich der wechselseitigen Ueberweisung der Durchfuhrwaaren Folgendes zu beobachten:

a) Durchfuhrwaaren, welche bestimmt sind, über ein Zollamt an der Grenze zwischen Oesterreich und Italien in den Nachbarstaat auszutreten, sind von dem Austrittsamte an jenes Zollamt des Nachbarstaates anzuweisen, über welches der Eintritt in den letzteren stattfinden soll.

b) Die nach den Zollvorschriften zur Auflassung der Sicherstellung oder Haftung für Durchfuhrsendungen erforderliche Austrittsbestätigung ist von dem Austrittsamte erst dann auszufertigen, wenn die Sendung innerhalb der vorgezeichneten Frist bei dem Eintrittsamte des Nachbarstaates gestellt, den Zollvorschriften gemäss erklärt, und hierüber die unter lit. *d)* erwähnte Bestätigung des Eintrittsamtes übermittelt worden ist.

c) Wenn das Zollamt, über welches der Austritt der Sendung erfolgen soll, bei Vollziehung der vorgeschriebenen Untersuchung keinen Anstand entdeckt, so bezeichnet es die zollämtliche Ausfertigung, womit die Sendung beim Austritt

1867 sehen sein muss, auf dem Rücken mit den Worten „Gesehen und richtig befunden", und weiset die Sendung zur Stellung bei dem Eintrittsamte des Nachbarstaates an, unter Beisetzung des Weges und der Stunde der geschehenen Abfertigung und des der zurückzulegenden Wegesstrecke angemessenen Zeitraumes, binnen welchem die Stellung beim Eintrittsamte zu geschehen hat.

d) Das Eintrittsamt, zu welchem die Sendung binnen der vorgeschriebenen Frist gestellt wurde, nimmt auf Grund der demselben zugleich mit der Austrittsurkunde zu überreichenden Erklärung die zollämtliche Untersuchung vor, bezeichnet, wenn ein Anstand nicht entdeckt wurde, die Austrittsurkunde mit „Gesehen" und mit der Bestätigung, dass die Sendung zu demselben gestellt worden ist, unter Beisetzung des Tages, dann der Gattung und Zahl des Registers, wo die Verbuchung geschah, und sendet die mit dieser Bestätigung, welcher das Amtssiegel beizudrücken ist, versehene Austrittsurkunde längstens binnen drei Tagen an das Austrittsamt zurück, damit dieses die unter *h)* erwähnte Austrittsbestätigung ausstellen könne.

e) Wenn das Eintrittsamt bei der Untersuchung der zu demselben gestellten Sendung entweder hinsichtlich der Gattung und Menge der Waare oder wegen verspäteter Stellung einen Anstand entdeckt, so hat es hierüber mit demjenigen, auf dessen Namen die Austrittsurkunde lautet, oder mit dessen Stellvertreter ein Protokoll aufzunehmen und dieses sammt der Austrittsurkunde, auf welcher die Aufnahme des Protokolles ersichtlich zu machen ist, innerhalb der unter Buchstabe *d)* bezeichneten Frist dem Austrittsamte zu übermitteln.

f) Die Grenzzollämter beider Staaten haben bei Vollziehung dieser Bestimmungen unmittelbar miteinander zu correspondiren. Diese Aemter haben in den ersten Tagen jedes Monats der vorgesetzten Bezirksbehörde einen Ausweis über die im Laufe des vergangenen Monates an ein Zollamt des Nachbarstaates angewiesenen Durchfuhrsendungen vorzulegen, in welchem summarisch die Gattung der versendeten Waaren, Nummer und Datum des Begleitscheines, dann die Nummer des Registers, in welchem die Sendung bei dem Eintrittsamte des Nachbarstaates verbucht wurde, anzuführen sind.

Die Finanzbezirksdirectionen (Finanzdirectionen) beider Staaten werden diese Ausweise unter Beifügung der Bemerkungen, wozu ihnen dieselben etwa Anlass bieten, sich gegenseitig mittheilen.

g) Nachstehend folgt das Verzeichniss der Zollämter, zwischen welchen die gegenseitige Ueberweisung der Durchfuhrsendungen stattzufinden hat:

Oesterreichische Zollämter:	Italienische Zollämter:	1867
Lodrone	Ponte Caffaro,	
Riva	Limone,	
Ala (auf der Eisenbahnstation)	Peri, Verona (für jene Waaren, welche mit Eisenbahntrains befördert werden, die in Peri nicht anhalten),	
Tezze	Primolano,	
Aquabona	S. Vito*),	
Pontafel	Pontebba*),	
Venco	Visinale*),	
Cormons	S. Giovanni di Manzano,	
Brazzano (auf der Eisenbahnstation)	Udine (für Waarentrains, welche in S. Giovanni di Manzano nicht anhalten),	
Visco, Strassoldo	Palma*).	

9. Nach den Bestimmungen des Artikels 14 des Zollcartells hat jeder der beiden vertragschliessenden Staaten die zum Nachtheile des anderen Staates verübten oder versuchten Uebertretungen der Zoll- und Monopolsgesetze, auf Ansuchen der zuständigen Behörde des anderen Staates, in den unter I und II bezeichneten Fällen den für Uebertretungen der eigenen Zoll- und Monopolsgesetze festgesetzten Strafen zu unterziehen; jedoch sind die durch die Gesetze des anderen (requirirenden) Staates festgesetzten Strafen dann anzuwenden, wenn diese gelinder sind.

Wenn Vermögensstrafen gesetzlich nach dem entzogenen Abgabenbetrage zu bemessen sind, so hat die Bemessung nach dem Tarife des Staates zu geschehen, dessen Gesetze übertreten wurden.

Die zuständigen Behörden, welche das Ansuchen um Vollziehung der vorstehenden Bestimmungen zu stellen haben, sind in Oesterreich die Finanzbezirksdirectionen (Finanzdirectionen), in Italien die Direzioni delle Gabelle oder Intendenze di Finanza.

Zugleich mit diesem Ansuchen ist, soweit dies nach Beschaffenheit der bereits bekannten Thatumstände thunlich erscheint, der Betrag der verkürzten Gebühr, welche der Strafbemessung eventuell zur Grundlage zu dienen hat, der Behörde des anderen Staates bekanntzugeben, und es sind ihr jene gesetzlichen Strafbestimmungen mitzutheilen, welche dann in Anwendung kommen würden, wenn die Bestrafung nach den Gesetzen des requirirenden Staates

*) Für alle Waaren, mit Ausnahme von Tabak.

1867 platzzugreifen hätte, damit die Behörde des Nachbarstaates in Stand gesetzt werde, zu beurtheilen, ob diese Bestimmungen als die gelinderen statt jener des eigenen Staates anzuwenden seien.

10. Zu Artikel 18.

Die von dem Uebertreter angesuchte Ablassung vom ordentlichen Strafverfahren (im Sinne der §§. 541 u. s. w. des Gefällsstrafgesetzes vom 11. Juli 1835) kann nur auf Antrag oder mit Zustimmung der requirirenden Behörde des anderen Staates bewilligt werden.

Wien, am 23. August 1867.

446.

15/27 août 1867.

Règlement de la Sublime Porte concernant le droit à percevoir à partir du 15/27 août 1867 des débitants de boissons par verre et par mesure et applicable indistinctement aux sujets ottomans et étrangers.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey, III., p. 87.)

Article 1.

Tout individu qui voudra se livrer à la vente des boissons par verre et par mesure en quelque endroit que ce soit, à Constantinople, dans les faubourgs, les villages du Bosphore, les îles des Princes et dans les autres villes, bourgs et villages du territoire Ottoman, sera tenu de se munir préalablement d'un permis de vente de la part de l'autorité compétente.

Ne pourra avoir ce permis tout individu ayant subi une condamnation infamante, tant en Turquie qu'à l'étranger.

Article 2.

Il ne sera pas permis d'ouvrir des magasins ou boutiques de boisson à une distance moindre de cent archines des Mosquées, des Tékés, Medressés et Turbés; à côté ou en face des corps de garde, dans les quartiers habités exclusivement par les Musulmans; et enfin sur les points où on jugera qu'ils pourront avoir des inconvénients pour le maintien du bon ordre et par rapport aux coutûmes du Pays.

Les établissements où se débitent exclusivement des boissons devront être clôturés de tous côtés et n'avoir qu'une seule entrée.

L'examen de ces inconvénients est déféré à Constantinople, à une Commission composée de quatre membres choisis dans les deux principaux Medjliss de la Police, et si la boutique ou le magasin se

trouve dans le rayon du 6me cercle, au Conseil Municipal, sauf 1867
recours, s'il y a lieu, à l'Autorité Supérieure.

Dans les Provinces, ces permis seront accordés ou refusés par les Medjliss de Cazas, Sandjaks ou Vilayets. En cas de plainte, le recours des personnes lésées d'un Caza sera porté devant le Medjliss du Sandjak et ainsi de même pour les habitants des Sandjaks et Vilayets qui pourront avoir recours, les premiers au Medjliss des Vilayets, et les seconds, à l'Autorité Supérieure à Constantinople.

Article 3.

Les magasins ou boutiques où l'on débite des boissons étant considérés comme des lieux publics, les agents de la Police à Constantinople, et dans les Provinces (ou de la Municipalité, dans le 6me cercle) ont pouvoir d'y entrer à toute heure, et quelle que soit la personne qui les exploite, dans le cas de flagrant délit, rixe, ou tout acte contraire à l'ordre et à la tranquillité publics, pour y arrêter les contrevenants, ainsi que les individus poursuivis par des agents de la force publique, et pour faire des perquisitions ou des recherches, dans les cas seulement, où les soupçons des agents de la Police ou de la Municipalité seraient appuyés sur des raisons plausibles. Ces perquisitions et recherches ne pourront avoir lieu que par des agents ayant rang d'officiers.

Les personnes qui tiennent ces magasins ou boutiques devront prêter leur assistance et donner les facilités nécessaires, dans de pareilles circonstances à ces agents; dans le cas contraire, elles encourront les peines prescrites par la loi.

Tout procédé vexatoire dans l'exécution de ces mesures de police, sera, sur la plainte de la personne lésée, examiné avec soin par l'Autorité, et ceux qui en seraient trouvés coupables, seront punis.

Article 4.

Personne, sauf le propriétaire et ses domestiques, ne pourra rester ni coucher la nuit dans les magasins ou boutiques où se débitent des boissons et ceux des débitants qui, disposant de quelques pièces, les louent, pour un temps déterminé, ou y logent accidentellement des étrangers, seront tenus d'en obtenir préalablement, et pour chaque fois, le permis par écrit du chef de la Police du quartier (Mevki) à Constantinople et des autorités locales dans les provinces, ce permis sera en tout cas gratuit.

Article 5.

Les débitants de boissons seront obligés de veiller à ce que personne ne se cache dans leurs boutiques ou magasins et à ce que leurs pratiques ne se livrent pas à des actes contraires à la morale

1867 publique. Dans le cas où ils ne seraient pas en état de les empêcher eux-mêmes, ils seront tenus d'en donner avis à la Police.

Article 6.

Excepté les cafés dits Pundjarias, les cafés ordinaires et les confiseries, les boutiques ou magasins qui débitent des boissons devront être nécessairement fermés après le coucher du soleil. Les heures fixées pour la fermeture seront indiquées selon les circonstances, la saison et les localités, à Constantinople, par le Ministère de la Police, dans le 6me cercle, par la Municipalité, et dans les Provinces par les autorités locales.

Article 7.

Dans les endroits où se vendent des boissons, les jeux de toute espèce, des cartes ou autres, seront complètement défendus.

Dans les cafés dits Pundjarias, dans les cafés ordinaires et dans les confiseries, les jeux de cartes et autres jeux de hasard seulement sont interdits. La musique et autres divertissements y sont également défendus, à moins d'une autorisation spéciale à Constantinople de la part de la Police, dans le 6me cercle de la part de la Municipalité, et dans les Provinces, de la part des autorités locales.

Article 8.

Quand un indigène voudra établir un débit de boissons, il sera tenu d'en adresser la demande par écrit à Constantinople, au Ministère de la Police (ou si c'est dans le 6me cercle à la Municipalité), et dans les Provinces aux autorités locales. La demande des étrangers devra être transmise à ces autorités, dans la même forme par le canal de leur Chancellerie respective. L'autorisation pour l'ouverture de ces débits qui serait délivrée par écrit en conformité des articles 1 et 2 du Règlement, sera présentée à la Régie des boissons, qui après la perception du perception du droit requis donnera le permis d'ouverture nécessaire.

Article 9.

Toute boutique ou magasin où il se débite des boissons par verre et par mesure, payera annuellement à l'État un droit égal aux 25 pour cent de son loyer.

Cependant les débits qui possèdent un Ghédik et qui conserveraient toujours leur caractère primitif, ne payeront que la moitié de ce droit. Pour ceux des cafés dits Pundjarias et autres qui payent annuellement à l'Evcaf une certaine redevance, sera restituée par la Régie des boissons à la présentation de l'acquit de l'Evcaf.

Les magasins et boutiques dans lesquels on ne consomme 1867
pas des boissons, mais où on les vend tant en gros qu'en détail, pour être emportées à domicile, seront exempts du droit susmentionné.

Article 10.

L'administration de la Régie, pour fixer le chiffre du droit, prendra pour base le loyer indiqué dans le contrat passé devant les autorités compétentes entre le propriétaire de l'immeuble et le locataire.

Dans le cas où il n'y aurait pas de contrat légal, ou que l'immeuble serait occupé par son propriétaire, ou qu'enfin l'Administration aurait des droits sur la véracité du chiffre énoncé dans le contrat, il sera formé un comité composé du percepteur du droit et de quatre personnes notables résidant dans le quartier, lequel fixera, avec la plus grande impartialité, la valeur locative annuelle de ces boutiques ou magasins, et présentera son rapport à l'administration.

Tout procédé tendant à léser les intérêts du fisc ou des redevables dans la fixation des loyers, étant interdit, les comités seront tenus responsables des injustices qu'ils auraient commises. Le loyer annuel de chaque boutique ou magasin du débit de boissons sera inscrit sur un registre spécial, dans lequel on indiquera le nom du propriétaire et du locataire, ainsi que la constatation du Ghédik s'il existe, en vertu des titres authentiques.

Les sourets, senets et autres titres qui seront délivrés à l'avenir, par le Trésor ou par le Ministère de l'Evcaf pour la location ou le transfert de nouveaux Ghédiks ne devant avoir aucune valeur par rapport à la perception du droit, les débitants de boissons, possesseurs de documents de cette nature, seront tenus d'acquitter intégralement le montant du droit.

Le percepteur ne devant avoir charge que la première année d'encaisser le montant du droit, les débitants seront obligés les années suivantes de se rendre eux-mêmes à l'office de la Régie des boissons pour faire renouveler leur permis.

Article 11.

Les Hôtels, Auberges, ou Restaurants seront exempts du payement du droit, à moins: 1° qu'ils n'aient une ou plusieurs pièces affectées à la vente des boissons; 2° qu'ils ne débitent des boissons en dehors des repas.

Dans le permier cas, le droit sera perçu sur le loyer proportionnel de ces pièces, évalué, par le comité mentionné à l'article précédent, et dans le second cas, sur le loyer entier du local, suivant les catégories fixées plus bas.

1867 Les magasins ou boutiques où il se vend, outre des boissons, des articles d'une nature différente, sont divisés relativement au droit en trois catégories: 1° ceux où il se débite moins de boissons que d'autres articles, 2° ceux où il se débite autant de boissons que d'autres articles; 3° ceux où le débit des boissons est supérieur à celui d'autres articles.

La première catégorie payera le tiers du droit, la deuxième la moitié, et la troisième le droit entier.

Ces catégories seront établis par les comités mentionnés à l'article précédent.

Article 12.

Les distilleries ou fabriques des boissons spiritueuses ou fermentées destinées à être vendues en gros ou en détail pour être transportées en dehors de l'établissement sont exempts du payement du droit.

Dans le cas pourtant, où l'on voudrait vendre ces boissons pour être consommées dans la fabrique ou distillerie, elles devront ou avoir une pièce séparée pour laquelle on payerait le droit en entier, où, à défaut, acquitter le quart du droit sur le loyer de l'établissement entier.

Les boutiques ou magasins qui fabriquent plus ou moins pour la consommation de leur propre établissement, payeront le droit en entier, sur le loyer de cet établissement.

Article 13.

Le droit sera payé directement par l'individu qui établira et exploitera la boutique ou le magasin de boissons, que cet individu en soit le propriétaire ou le locataire.

Article 14.

Le montant du droit annuel sera payé en deux fois la moitié au $^1/_{13}$ mars, et l'autre moitié au $^1/_{13}$ septembre de chaque année un mois avant les échéances. Les contrevenants à cette disposition seront passibles de l'amende fixée à l'article 18 du présent Règlement.

Les établissements qui seront ouverts dans le courant du semestre, ne payeront le droit que pour le terme qui reste à courir jusqu'à la fin de ce semestre.

Si parmi les contribuables qui ont reçu leur permis en payant la moitié du droit annuel il s'en trouve qui refuse de payer l'autre moitié à son échéance, son établissement sera et restera fermé jusqu'au payement intégral de la somme due. Le permis de vente à délivrer contre le dit payement devra indiquer le nom de celui qui le reçoit, son pays natal, sa nationalité, l'endroit précis où l'étab-

lissement est situé, s'il est locataire ou propriétaire de l'immeuble, 1867
le montant du loyer annuel, la qualité du droit et la catégorie à laquelle il appartient.

Ce permis sera revêtu du sceau de la Régie des boissons et n'aura de valeur que pour six mois seulement. Il devra être renouvelé chaque semestre, après un nouveau payement du droit, et un mois avant l'échéance.

Article 15.

Aucun débitant de boissons ne sera admis à demander la situation du droit qu'il aura payé, si dans le courant du semestre il renonçait à la profession, ou, si la boutique ou son magasin venait à être fermé à la suite de quelque contravention de sa part aux règlements existants, ou enfin, s'il voulait transférer l'exercice de sa profession d'un lieu à un autre.

Dans le cas où un individu qui aura payé le droit, céderait son établissement à une autre personne, cette dernière n'aura pas à acquitter un nouveau droit, mais elle sera tenue de se présenter à l'office de la Régie des boissons pour faire opérer sur le permis accordé à son prédécesseur, l'annotation de cette mutation.

Article 16.

Si quelqu'un sans avoir obtenu le permis nécessaire, ouvre une boutique ou magasin de boissons ou en débite sans permis, par verre ou par mesure, dans des boutiques ou magasins destinés à la vente d'autres objets, ces lieux seront fermés et scellés par le Ministère de la Police à Constantinople, la Municipalité dans le 6me Cercle et les autorités locales dans les provinces, après quoi l'auteur de cette contravention sera mandé, et il sera procédé à son égard de la manière prescrite par le présent Règlement. Si le contrevenant est étranger, la fermeture aura lieu avec le concours de sa Chancellerie, et après un procès-verbal fait en double et signé par les délégués de l'Autorité et de la Chancellerie.

Les heures fixées pour la demande aux Chancelleries de ce délégué, sont fixées de 9 heures du matin à 3 heures du soir à la franque.

Si cette intervention tardait à s'effecteur ou était refusée pour une raison quelconque, ou que le délégué ne voulût pas signer le procès-verbal, la fermeture pourrait avoir lieu sous la responsabilité de l'Administration qui constaterait dans le procès-verbal, le motif de l'absence ou du refus de signature du délégué de la Chancellerie.

Article 17.

Dans le cas de contravention à l'article précédent, le contrevenant devra payer, outre le droit, une amende égale au montant de

1867 ce droit. Dans le cas de récidive, l'amende sera du triple de ce droit, après quoi il lui sera permis de rouvrir son établissement, s'il ne se trouve pas en contravention aux dispositions des articles 1er et 2me du présent Règlement.

Article 18.

Toutes les fois que les agents de la Régie des boissons demanderont à voir les permis, les maîtres de ces établissements seront tenus de les exhiber, sans faire la moindre opposition.

Article 19.

Dans le cas où le dit permis aurait été égaré, le débitant devra adresser sans retard une demande à la Régie qui lui en délivrera une copie sans frais. Si le préposé en demande l'exhibition avant qu'il ait pu remplir cette formalité, il devra donner à ce dernier une déclaration, par laquelle il s'engagera à lui produire dans le délai de huit jours (les jours fériés non-compris) le susdit double du permis.

Dans le cas où le débitant se refuse à délivrer cette déclaration et que le dit délai expiré, il n'a pas remplacé son permis, les dispositions des articles 16 et 17 du présent Règlement lui seront appliquées sans retard.

Article 20.

Tous les établissements de boissons déjà existants, quels qu'ils soient, sont assujettis en tout et entièrement aux dispositions du présent Règlement.

Article 21.

Ainsi qu'il à été dit plus haut, les dispositions du présent Règlement seront appliquées tant aux sujets de S. M. I. le Sultan, qu'aux sujets étrangers qui se livrent à la vente des boissons par verre et par mesure, sauf une exception de procédure, en ce sens, que les étrangers qui contreviendraient à ce Règlement auront à subir l'interrogatoire à la Police et seront jugés en présence du Drogman de la Chancellerie conformément aux traités existants.

Article 22.

Les débitants dont le droit calculé en proportion de leurs loyers estimatifs n'atteindrait pas, à Constantinople, le chiffre de 100 piastres et dans les provinces celui de 50 piastres seront tenus de payer annuellement à Constantinople une somme fixe de 100 piastres, et dans les provinces, de 50 piastres pour obtenir le permis de vente.

Article 23.

On ne tiendra pas compte des titres Ghédik obtenus à nouveau par voie de transfert, après la promulgation du présent Règlement;

quelle que soit l'autorité dont émanent les détenteurs de pareils documents, payeront le droit en entier. 1867

Article 24.

Les personnes qui auront obtenu de la Police ou des Autorités compétentes le permis de débiter des boissons dans les foires ou en plein air, devront se présenter à la Régie et se munir d'un permis pour chacune de ces foires. Le droit à payer pour ces permis à Constantinople et dans ses environs est de 10 piastres, et dans les Provinces de 5 piastres par jour, pour tout le temps que durera la foire. Ces permis ne seront valables que pour la foire pour laquelle ils auront été délivrés.

En cas de contravention à cet article, les contrevenants subiront une amende s'élevant au triple du droit qu'ils auraient dû acquitter s'ils étaient munis d'un permis.

Article 25.

Il est expressément défendu d'exercer le métier de marchand ambulant de boissons à quelque endroit que ce soit, dans les villes ou dans les campagnes.

447.

30 août 1867.

Ordonnance des ministères I. R. des finances et du commerce concernant la modification de l'ordonnance du 16 août 1867 sur la pratique des dispositions douanières du traité de commerce austro-italien.

(R. G. B. 1867, Nr. 118.)

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 30. August 1867, betreffend eine Modification der Verordnung vom 16. August 1867 über Anwendung der Zollbestimmungen des österreichisch-italienischen Handelsvertrages vom 23. April 1867 und eine Ermässigung des Zolles für Oel aus Dalmatien und dem Istrianer Zollausschlusse.

Giltig für das allgemeine österreichische Zollgebiet.

1. Die Bestimmung unter Zahl 4 der Verordnung vom 16. August 1867 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 114), wornach zur Begründung des Anspruches auf die vertragsmässige Zollbegünstigung erforderlich ist, dass in beiden Exemplaren der dem Zollamte vorzulegenden Waarenerklärung die Provenienz aus einem der Vertragsstaaten angegeben sei, wird dahin abgeändert, dass, wenn die in dem Tarife *B* des öster-

1867 reichisch-italienischen Handelsvertrages vom 23. April 1867 unter den Kategorien I, III, VI, VII, VIII und XVIII genannten Artikel, nämlich: Südfrüchte, Reis, Olivenöl, Manna, Süssholzsaft und Limoniensaft, über österreichische Seehäfen oder aus den Zollausschlüssen der Freihäfen Triest, Fiume u. s. w. in das allgemeine österreichische Zollgebiet eingeführt werden, auf diese Artikel keine Begünstigungen des Vertragstarifes ohne Rücksicht auf die Provenienz anzuwenden sind, folglich die Angabe der Provenienz in der Waarenerklärung nicht zu fordern ist.

2. Der jetzige Zollsatz von 1 fl. 58 kr. per Zollcentner netto für Olivenöl in Fässern, welches mit Ursprungszeugnissen aus Dalmatien, Istrien oder den quarnerischen Inseln eingeführt wird, wird auf 75 Neukreuzer vom Zollcentner sporco herabgesetzt.

Vorstehende Bestimmungen haben mit dem Tage in Wirksamkeit zu treten, an welchem sie den Zollämtern bekannt werden.

Freiherr *von Becke* m. p.

448.

30 août 1867.

Autre ordonnance des mêmes ministères sur le même sujet, applicable exclusivement à la Dalmatie.

(R. G. B. 1867, Nr. 119.)

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 30. August 1867, betreffend eine Modification der Verordnung vom 16. August 1867 über die *Anwendung der Zollbestimmungen des österreichisch-italienischen Handelsvertrages vom 23. April 1867.*

Giltig für Dalmatien.

Die Bestimmung unter Zahl 3 der Verordnung vom 16. August 1867 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 115), wornach zur Begründung des Anspruches auf die vertragsmässige Zollbegünstigung erforderlich ist, dass in der dem Zollamte vorzulegenden schriftlichen Erklärung der Ursprung, rücksichtlich die Provenienz aus einem der Vertragsstaaten angegeben sei, wird dahin abgeändert, dass, wenn die in dem Tarife *B* des österreichisch-italienischen Handelsvertrages vom 23. April 1867 unter den Kategorien III b, VI, VII, VIII und XVIII genannten Gegenstände, als: Reis in Hülsen, Olivenöl, Manna, Süssholzsaft und Limoniensaft, zur See in das dalmatinische Zollgebiet eingeführt werden, auf diese Artikel die Zollbegünstigungen des Vertragstarifes ohne Rücksicht auf die Provenienz anzuwenden sind, folglich die Angabe der Provenienz in der Waarenerklärung nicht zu fordern ist.

Freiherr *von Becke* m. p.

449.

1867

31 août 1867.

Circulaire du ministère I. R. des affaires étrangères aux missions à Dresde, Berlin et Hambourg concernant la construction du pont sur l'Elbe entre Tetschen et Bodenbach.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

In Folge der vom k. k. Ministerium für Handel und Volkswirthschaft ertheilten Genehmigung des Projectes einer Eisenbahnbrücke über die Elbe zwischen Tetschen und Bodenbach, ist von der k. k. priv. böhmischen Nordbahngesellschaft der Bau dieser Brücke in Angriff genommen worden.

Von dem Baue dieser Brücke wird in Gemässheit der Bestimmungen des Artikels XXVIII der Elbeschifffahrtsacte vom 23. Juni 1821 und der §§. 52—56 der Additionalacte vom 13. April 1844 den Regierungen der übrigen Uferstaaten die Mittheilung zu machen sein.

Ew. werden demnach eingeladen,

1. der königl. sächsischen und herzogl. anhalt'schen Regierung;
2. der königl. preussischen und grossherzogl. mecklenburg'schen Regierung;
3. der dortigen Regierung

die diesfällige Eröffnung zu machen.

Empfangen etc.

Meysenbug m. p.

450.

11 septembre 1867.

Déclaration du canton St. Gall concernant l'exemption des sujets autrichiens du service et de la taxe militaire.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Déclaration du ministre I. R. à Berne, baron de Mensshengen, en date du 30 août 1867.

Angesichts der vom hohen schweizerischen Bundesrathe unterm 26. December auf einen Antrag der kaiserl. österreichischen Gesandtschaft vom 14. d. M. bekanntgegebenen. Hochdemselben unterm 23. d. M. versicherten Zustimmung der hohen Regierung des souveränen Cantons St. Gallen und deren Bereitwilligkeit zu einer conventionellen bleibenden Feststellung der Gegenseitigkeit, erklärt der unterzeichnete kaiserl. österreichische ausserordentliche Gesandte und

1867 bevollmächtigte Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft im Namen seiner Allerhöchsten Regierung, im Auftrage des hohen kaiserl. Ministeriums, dass die in den kaiserl. österreichischen Staaten niedergelassenen sowohl als auch daselbst sich aufhaltenden Schweizer weder zu persönlichen Militärleistungen, noch zur Bezahlung irgend einer Militärsteuer verhalten werden.

Bern, am 30. August 1867.

Der k. k. wirkliche geheime Rath und Kämmerer, ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister:

Freiherr *von Mensshengen.*

Déclaration du Conseil fédéral en date de Berne le, 19 septembre 1867.

In ergebenster Erledigung der geschätzten Note vom 30. v. M. beehrt sich der schweizerische Bundesrath, Seiner Excellenz dem Freiherrn von Mensshengen, k. k. österreichischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, in der Anlage die Erklärung einzubegleiten, welche von der Regierung des Cantons St. Gallen wegen gegenseitiger Befreiung der Staatsangehörigen von der Militärpflicht und der Militärsteuer unterm 11. l. M. ausgestellt worden ist.

Dabei benützt der Bundesrath gerne die Gelegenheit, Euer Excellenz die Versicherung ausgezeichnetster Hochachtung zu erneuern.

Im Namen des Schweizer Bundesrathes, der Vice-Präsident:

Dubs.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

Schiess.

Wir Landamman und Regierungsrath des Cantons St. Gallen erklären hiermit:

Dass Angehörige des k. k. Oesterreichischen Staates, sofern sie nicht im Besitze des schweizerischen Bürgerrechtes sind, im herwärtigen Canton weder zum Militärdienste noch zu einem Geldersatze für Nichtleistung der Militärpflicht angehalten werden sollen, so lange in den k. k. österreichischen Staaten auf die Bürger des Cantons St. Gallen die nämlichen Grundsätze in Anwendung kommen.

St. Gallen, am 11. Herbstmonat 1867.

Der Landamman: *Sailer.*

Im Namen des Regierungsrathes, der Staatsschreiber: *Zingg.*

451. 1867

22 septembre 1867.

Règlement international de navigation et de port pour le lac de Constance, convenu à Bregenz, le 22 septembre 1867, entre les Commissaires de l'Autriche, de la Bavière, du Würtemberg, du Grand-Duché de Bade et de la Suisse. Ratifié à Vienne, le 4 janvier 1868.

(R. G. B. 1867, Nr. 19.)

Internationale Schifffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee, vom 22. September 1867. Vereinbart in Bregenz am 22. September 1867 von den Commissären der kaiserlich österreichischen, königlich bayerischen, königlich württembergischen, grossherzoglich badischen und schweizerischen Regierung. Die kaiserlich österreichische Ministerial-Ratification erfolgte zu Wien am 4. Jänner 1868.

Nachdem die hohen Regierungen der Bodensee-Uferstaaten beschlossen haben, im Anschlusse an die im Jahre 1855 stattgehabten Verhandlungen die Verhältnisse der Bodenseeschifffahrt in einer dem gegenwärtigen Verkehrsverhältnisse entsprechenden Weise zu regeln und die zur Aufrechthaltung der Ordnung bei der Dampf- und Segelschifffahrt erforderlichen Sicherheitsvorschriften gemeinsam festzusetzen, wurden zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

1. Für das Kaiserthum Oesterreich:
der k. k. Grenzinspector und Amtsdirector Joseph Schratz in Bregenz.
2. Für das Königreich Bayern:
der königl. Hafencommissär und Oberzollinspector Joseph Dürr in Lindau, und
der königl. Dampfschifffahrtsverwalter Adolph Möller daselbst.
3. Für das Königreich Württemberg:
der königl. Finanzassessor Theodor Weizsäcker in Stuttgart,
und der königl. Hafendirector und Oberzollinspector Carl Völter in Friedrichshafen.
4. Für das Grossherzogthum Baden:
der grossh. Ministerialrath August Nicolai in Carlsruhe.
5. Für die schweizerische Eidgenossenschaft:
der Regierungsrath Johann Hallauer in Tresedingen (Schaffhausen),
der Regierungsrath Arnold Otto Aepli in St. Gallen und
der Regierungsrath Johann Ludwig Sulzberger in Frauenfeld (Thurgau),

1867 zwischen denen nach Austausch und richtigem Befunde ihrer Vollmachten unter Vorbehalt der Ratificationen folgende „Bodenseeschifffahrts- und Hafenordnung“ vereinbart worden ist.

Rechtsverhältnisse.

Artikel 1.

Die Schifffahrt auf dem Bodensee soll unter Beachtung der in diesem Vertrage festgesetzten Bestimmungen zum Transporte von Personen, Waaren und anderen Gegenständen Jedermann gestattet sein, und es dürfen keine anderen als die in der gegenwärtigen Ordnung bestimmten Abgaben und Gebühren jeder Art erhoben werden.

Die vertragenden Staaten werden gegenseitig die zur Bodenseeschifffahrt gehörigen Schiffe und deren Ladungen ebenso behandeln, wie die eigenen Bodenseeschiffe und deren Ladungen.

Auf dem Bodensee dürfen die Schiffe nirgends gezwungen werden, ihre Ladung ganz oder theilweise zu löschen, oder an Bord eines anderen Schiffes zu bringen.

Alle Stapel- und Umschlagsrechte sind und bleiben aufgehoben.

Hafenanstalten.

Artikel 2.

Die contrahirenden Staaten werden dafür sorgen, dass in den bestehenden oder neu zu errichtenden Häfen die erforderlichen Anstalten für die ungehinderte und sichere Ein- und Ausfahrt, für das Hafenbecken, für die Befestigung und den Schutz, sowie die sichere An- und Abfuhr, die Ein- und Ausladung der Schiffe getroffen und jederzeit in ordnungsmässigem Stande erhalten werden.

Eine besondere Sorgfalt muss bei Beleuchtung der Hafeneinfahrt angewendet werden, welche bei dunkler Morgen-, Abend- und Nachtzeit insolange stattfinden muss, als Schiffe nach den veröffentlichten Cursplanen oder angezeigte Extraschiffe noch nicht ausgefahren oder eingelaufen sind. Die Beleuchtung der Hafenköpfe muss unter allen Umständen in einer Weise bewirkt werden, dass sich dieselbe nicht nur von allen anderen im Hintergrunde des Hafengebietes befindlichen Lichtern, sondern auch von den für die Schiffe vorgeschriebenen Signallaternen (Artikel 16, lit. *h*) wesentlich unterscheidet.

In jedem Hafen muss eine helltönende Glocke, die sogenannte Nebelglocke, angebracht sein, welche bei Nebel und starkem Schneegestöber spätestens eine Viertelstunde vor der cursplanmässigen Ankunftszeit der regelmässigen und der angekündigten Extradampfboote bis zur Einfahrt in den Hafen in kurzen Zwischenzeiten geläutet werden muss.

Endlich muss, um in Gefahr gerathenen Schiffen rasch zu Hilfe kommen zu können, in jedem Hafen stets wenigstens ein mit den hierzu erforderlichen Geräthschaften ausgerüstetes Ruderschiff in Bereitschaft gehalten werden. 1867

Beseitigung von Schifffahrtshindernissen.

Artikel 3.

Die Bodensee-Uferstaaten werden auch dafür Sorge tragen, und zwar jeder längs seiner Uferstrecke und auf dem dazu gehörigen Wassergebiete, dass nicht durch irgend welche künstliche Anlagen, durch den Betrieb von Gewerben oder durch sonstige Unternehmungen der Schifffahrt auf dem Bodensee Hindernisse bereitet werden.

Hafengebühren.

Artikel 4.

Für die Benützung der Hafenanstalten, sowie der sonstigen Landungsstellen, sollen ausser Magazins- und Lagergebühren, deren Feststellung jeder Regierung der Uferstaaten überlassen bleibt, keinerlei Gebühren entrichtet werden.

Die hiernach zugelassenen Gebühren müssen für Inländer und Ausländer gleich sein.

Bodenseeschiffe und deren Erfordernisse.

Artikel 5.

Als zur Bodenseeschifffahrt gehörig soll jedes Schiff betrachtet werden, bei welchem der Nachweis über die Einhaltung der in den Artikeln 6 bis 9 vorgeschriebenen Bedingungen geliefert wird.

Im Uebrigen bleibt die Bestimmung darüber, welche Eigenschaften zur Tauglichkeit eines Schiffes gehören, sowie die Reglung des Verfahrens bei der Untersuchung der Schiffe jeder Regierung der Bodensee-Uferstaaten vorbehalten.

Artikel 6.

Bevor ein Schiff seine erste Fahrt auf dem Bodensee antritt, hat der Eigenthümer oder Führer eine Bescheinigung über die Tauglichkeit und genügende Ausrüstung und Bemannung desselben zu erwirken. Diese Bescheinigung wird von den in jedem Uferstaate hierzu eingesetzten Commissionen für die Schiffe der Angehörigen des betreffenden Staates auf Grund einer durch Sachverständige vorzunehmenden Untersuchung ausgestellt. Diese Untersuchung ist nach jeder wesentlichen Veränderung oder Reparatur des Schiffes zu wiederholen und das Ergebniss auf der Prüfungsurkunde zu verzeichnen.

Die Prüfungsurkunde muss sich während der Fahrt jederzeit an Bord des Schiffes befinden.

1867 Sie ist dem Befrachter, sowie den Hafen- und Polizeibehörden auf Verlangen vorzuzeigen.

Artikel 7.

Jedes Fahrzeug muss mit einer von weitem lesbaren Schrift zur Bezeichnung des Schiffes den Namen oder die Nummer desselben enthalten; auch soll seine Tragfähigkeit in Centnern an der Aussenseite angegeben sein.

Der Name oder die sonstige Bezeichnung des Schiffes, sowie seine Tragfähigkeit sind auch in die Prüfungsurkunde (Artikel 6) aufzunehmen.

Artikel 8.

Zur Bezeichnung des Freibords oder der zulässigen tiefsten Eintauchung muss jedes Segelschiff auf beiden Seiten mit einer wohlbefestigten Leiste oder einem auf einer festen Platte (dem sogenannten Thaler) deutlich angebrachten Striche versehen sein.

Die Entfernung dieses Freibordzeichens vom Schiffsrande soll betragen:

1. Bei den grossen Seglern von über 600 Centnern Ladungsfähigkeit: 42 Centimeter;

2. bei Seglern von über 200 bis zu 600 Centnern Ladungsfähigkeit: 36 Centimeter;

3. bei Seglern von 150 bis zu 200 Centnern Ladungsfähigkeit: 30 Centimeter;

4. bei den kleineren Seglern von weniger als 150 Centnern Ladungsfähigkeit: 24 Centimeter.

Bei gedeckter Fracht ist eine Eintauchung über das Freibordzeichen, und zwar bei den unter Ziffer 1 bis 3 genannten Seglern um 6 Centimeter, bei den unter Ziffer 4 genannten um 3 Centimeter gestattet. Bei nicht mit Bretern beladenen offenen Schiffen müssen übrigens neben Beobachtung der vorgeschriebenen Höhe des Freibords am Schiffskörper in den Fällen, in welchen die Schiffswandungen nicht wenigstens 50 Centimeter hoch wasserfrei sind, die letzteren durch starke, dichte und dem Wellenschlage hinreichenden Widerstand leistende Aufsatzbreter, sogenannte Windladen, auf die vorgeschriebene wasserfreie Höhe von 50 Centimetern gebracht werden. Jede stärkere Einsenkung eines Fahrzeuges ist als Ueberladung strafbar.

Artikel 9.

Mit besonderer Sorgfalt soll jedes Dampfboot vor dem Beginne seiner ersten Fahrt in Bezug auf den Schiffskörper, die Maschine und das sonstige Zubehör von der in jedem Staatsgebiete dazu berufenen Commission auf Grund der dessfalls bestehenden oder zu erlassenden besonderen Vorschriften einer Prüfung unterzogen und

darauf geachtet werden, dass nicht bloss die Schiffsführer, sondern 1867
auch die Maschinisten, Heizer und die übrigen Schiffsleute durch ihre persönlichen Eigenschaften für die erforderliche Sicherheit genügende Gewähr darbieten.

Der durch Fenster oder andere Oeffnungen nicht durchbrochene Theil des Rumpfes der Dampfboote muss wenigstens 50 Centimeter über den Wasserspiegel hervorragen.

Die von dem Verdecke in die Maschinenräume führenden Oeffnungen müssen zur Beseitigung der Gefahr des Hinabstürzens von Personen gehörig gewahrt sein.

Jedes Dampfboot hat wenigstens einen leeren, mit den nöthigen Requisiten ausgerüsteten Hilfsnachen von entsprechender Grösse, sowie von sonstigen Rettungsapparaten mindestens einige Rettungsringe mit sich zu führen.

Berechtigung zur Bodenseeschifffahrt.

Artikel 10.

Die Befugniss zur Führung eines Segels oder eines Dampfschiffes auf dem Bodensee steht nur denjenigen zu, welche von der Regierung des Uferstaates, in welchem sie die Eigenschaft als Staatsangehörige besitzen, zur selbstständigen Ausübung dieses Gewerbes zugelassen, und hierüber mit einem Patente (Anlage *A*) versehen worden sind. Die Feststellung der näheren Bestimmungen für die Verleihung und auch für die Wiedereinziehung der Schifferpatente bleibt der Regierung jedes Bodensee-Uferstaates überlassen. Die Wiedereinziehung eines Schifferpatentes soll erfolgen, wenn ein Schiffer wegen mehrfacher grober Verletzungen der die Sicherheit und die Ordnung der Bodenseeschifffahrt betreffenden Vorschriften bestraft worden ist.

Der Schiffer hat sein Patent jederzeit mit sich zu führen, und muss solches den zur Handhabung der Hafenordnung aufgestellten Organen auf Verlangen vorweisen.

Befugnisse der Hafenbehörden.

Artikel 11.

Die Hafenbehörden sind berechtigt und verpflichtet, darüber zu wachen, dass die Fahrzeuge in vorschriftsmässigem Zustande erhalten werden, dass die nothwendigen Requisiten vorhanden sind, und dass die Mannschaft sich in dienstfähigem Zustande befindet.

Werden in diesen Beziehungen Gebrechen wahrgenommen und dieselben auf Anfordern nicht alsbald beseitigt, so sind die Hafenbehörden berechtigt, das Auslaufen der Schiffe bis nach Hebung des Mangels zu untersagen. Bei Nebel ist das Schleppen von Holzflössen zu untersagen

1867 **Allgemeine Verpflichtungen des Schiffsführers.**

Artikel 12.

Jeder Schiffsführer ist verpflichtet, von allen ihm auf der Fahrt begegneten ausserordentlichen Vorkommnissen in dem ersten Hafen, in welchen er einläuft, der Hafenbehörde Meldung zu machen; namentlich hat er an der Waarenladung verübte Diebstähle, muthwillige, boshafte oder sonstige Beschädigungen unter genauer Angabe aller Umstände anzuzeigen. Er hat ferner hinsichtlich der Feuersicherheit besonders darauf zu achten, dass auf dem Schiffe, wenn es mit leicht feuerfangenden Gegenständen beladen ist, oder wenn sich das Schiff in der Nähe feuergefährlicher Gegenstände befindet, kein offenes Feuer unterhalten wird, und dass auch bei Haltung geschlossener Feuer alle eine volle Feuersicherheit verbürgenden Vorkehrungen getroffen und die Feuer stets sorgfältig überwacht werden.

Verpflichtungen bezüglich des Personentransportes.

Artikel 13.

Das Einnehmen und Aussetzen von Passagieren hat mit der gehörigen Ordnung zu geschehen, und es darf, bevor die Verbindung zwischen Ufer und Schiff fest und in einer volle Sicherheit gewährenden Weise hergestellt ist, der Uebertritt der Reisenden nicht gestattet werden. Findet der Ein- oder Ausgang von Reisenden nicht am Ufer, sondern an einer Nachenstation statt, so ist ein Zeichen bei Tage durch Anfhissen einer Flagge, bei Nacht durch Aufhissen einer hellbrennenden Laterne mit weissem Glase zu geben.

Gleicher Zeichen hat sich der Nachenführer, welcher Personen nach einem Boote anfahren will, zu bedienen.

Bei Annäherung eines Nachens an ein Dampfboot muss die Maschine desselben so zeitig stillgestellt und bei der Abfahrt desselben so spät wieder in Bewegung gesetzt werden, dass der Nachen keine gefährlichen Schwankungen erleidet.

Der Führer eines Schiffes hat auch dafür zu sorgen, dass Passagiere während der Fahrt auf dem Schiffe möglichst bequem, gefahrlos und so untergebracht werden, dass die Schiffsmannschaft in ihren dienstlichen Verrichtungen von den Reisenden nicht gehindert ist.

Besondere Vorschriften hinsichtlich des Transportes einiger Waarenartikel.

Artikel 14.

A. Die Verführung von Schiesspulver als Fracht mittelst der Dampfschiffe ist unbedingt untersagt. Segel- und Ruderschiffe

dürfen Pulver nur in sorgfältiger, das Ausstreuen verhindernder Verpackung mit deutlicher Bezeichnung des Inhaltes übernehmen. Stoffe und Fabrikate, welche sich von selbst entzünden können, dürfen niemals mit Pulver zusammengeladen werden. 1867

Für das Ein- und Ausladen des Schiesspulvers in Mengen von über 10 Pfund wird die Hafenbehörde den betreffenden Schiffen mit besonderer Rücksicht auf die Anwesenheit von geheizten Dampfschiffen die geeigneten Stellen in oder ausser dem Hafen anweisen. Auf Schiffe, welche mehr als 10 Pfund Schiesspulver geladen haben, ist eine schwarze Wimpel aufzustecken, und insoferne das Pulver nicht in einem angehängten Nachen nachgeführt wird, das Tabakrauchen zu unterlassen. Auf solchen Schiffen darf ferner kein offenes Feuer unterhalten werden; auch haben sie Dampfschiffen und anderen Schiffen, auf welchen Feuer brennt, womöglich über dem Winde auszuweichen. Die begegnenden Schiffe werden unter dem Winde ausweichen, und in der Nähe des Schiffes, welches Pulver führt, sich jeder feuergefährlichen Handlung enthalten.

Pulverführende Schiffe dürfen nicht in der unmittelbaren Nähe anderer Schiffe oder bewohnter Gebäude anlegen.

B. Die Zusammenladung von ungereinigtem Petroleum mit Stoffen oder Fabrikaten, welche sich von selbst entzünden können, ist unbedingt untersagt.

Der Führer eines Fahrzeuges, welches ungereinigtes Petroleum an Bord hat, darf mit seinem Fahrzeuge nur in einer Entfernung von mindestens 200 Schritt von anderen Fahrzeugen oder bewohnten Gebäuden anlegen.

Am Bestimmungsorte hat er der Polizei- oder Hafenbehörde anzuzeigen, dass das Fahrzeug Petroleum geladen habe, und die Menge desselben genau anzugeben. Er hat sodann das Fahrzeug auf den von der Polizei- oder Hafenbehörde bestimmten Liegeplatz zu führen, und darf diesen Platz ohne Erlaubniss der Polizei- oder Hafenbehörde nicht verlassen.

Die Löschung der Petroleumladung muss innerhalb der von der Polizei- oder Hafenbehörde bestimmten Frist bewirkt werden. Schiffer, welche ungereinigtes Petroleum in ihre Fahrzeuge einladen oder überladen, dürfen dies nur an der von der Polizei- oder Hafenbehörde bestimmten Stelle bewirken, und müssen den Hafen oder Ladeplatz binnen der vorgeschriebenen Frist verlassen.

Bei der Einladung und Löschung von ungereinigtem Petroleum darf ebensowenig, wie auf den diese Waare an Bord habenden Schiffen Feuer oder Licht gemacht, noch Tabak geraucht werden. Die Ausladung und Lagerung von Petroleum darf nur auf dem von der Polizei- oder Hafenbehörde dazu bestimmten Platze stattfinden.

1867 Als ungereinigtes Petroleum im Sinne dieser Vorschriften ist dasjenige anzusehen, welches nicht klar und dünnflüssig ist.

C. Sprengöl (Nitroglycerin) darf nur in Flaschen aus Blech oder aus starkem Glase transportirt werden. Zum Verschlusse der Flaschen sind jederzeit Korkstöpsel anzuwenden. Die das Sprengöl enthaltenden Glasflaschen müssen mit einer korbartigen Umhüllung, welche eine Einlage von Stroh enthält, versehen sein. Diese Transportsgefässe, sowohl Blechflaschen als auch die umhüllten Glasflaschen, sind mit Stroh, Heu u. dgl. in feste Holzkisten zu verpacken, und letztere mit der Aufschrift: „Sprengöl" zu versehen. Das Gewicht des in einem Collo versendeten Sprengöles darf 15 Pfund und das Gewicht des ganzen Collo's, einschliesslich des darin befindlichen Sprengöles, darf 40 Pfund nicht übersteigen.

Bei der Einladung, dem Transporte und der Löschung des Sprengöles muss darauf geachtet werden, dass die Colli weder selbst fallen, noch durch herabfallende Gegenstände beschädiget werden können.

Da das Sprengöl bereits bei einer Temperatur von mehreren Graden über dem Gefrierpunkte in den festen Zustand übergeht, und in diesem Zustande die Gefahr der Explosion grösser ist, so ist während der kalten Jahreszeit eine erhöhte Vorsicht anzuwenden.

D. Arsenikalien, d. h. Arsenik enthaltende Stoffe, als: Arsenmetall, nämlich Fliegenstein und Scherbenkobalt; Arseniksäure, arsenige Säure (weisser Arsenik, Hüttenrauch), Rauschgelb (Auripigment), Realgar (rothes Arsenikglas), Quecksilberpräparate, z. B. ätzendes Sublimat u. s. w., Bleizucker, Grünspan, dürfen nur in festen, aus gutem Holze gearbeiteten, inwendig mit starker und dichter Leinwand sorgfältig und dauerhaft verklebten Fässern oder Kisten versendet werden.

Auf jedem Collo muss mit grossen leserlichen Buchstaben in schwarzer Oelfarbe das Wort: „Gift" angebracht sein.

Wenn Giftstoffe in Mengen von 100 und mehr Centnern versendet werden sollen, so dürfen sie in Schiffen, welche noch andere Güter enthalten, nur in besonderen wasserdicht abgeschlossenen Abtheilungen verladen werden.

Die Hafenbehörde hat sich davon zu überzeugen, dass die zur Aufnahme der Giftstoffe bestimmten Abtheilungen des Schiffes wirklich wasserdicht abgeschlossen sind.

Ingleichen hat dieselbe, falls Giftstoffe in Mengen unter 100 Centnern zusammen mit anderen Gegenständen transportirt werden sollen, die Art und Weise der Verladung vorzuschreiben, wobei namentlich darauf zu achten ist, dass die Giftstoffe abgesondert gehalten werden von Gegenständen, welche mittelbar oder unmittelbar als Nahrungsmittel dienen.

Ueber die von ihr getroffene Anordnung hat sie dem Schiffer 1867
eine Bescheinigung zu ertheilen, die Polizei- oder Hafenbehörde des Absendungsortes hat bei Giftstoffen die Verladung von Colli, welche eine äusserlich erkennbare Beschädigung erlitten haben, zu untersagen.

E. Ob und unter welchen Bestimmungen andere entzündliche oder ätzende Stoffe als Schwefel-, Salpeter-, Salzsäure, Streichfeuerzeuge, Zündhölzer u. s. w. zum Seetransporte zuzulassen seien, hat die Hafenbehörde des Einladeortes zu bestimmen. Gestattet sie die Verladung, so hat sie zugleich die erforderlichen Vorsichtsmassregeln anzuordnen, denen sich der Schiffer unterwerfen muss.

Ueber die von ihr getroffenen Anordnungen ertheilt sie dem Schiffer eine besondere Bescheinigung, welche dieser auf Erfordern den Polizei-, Hafen- und Zollbeamten vorzeigen muss.

Auch am Orte der Ausladung hat der Schiffer etwaigen Sicherheitsanordnungen der Hafenbehörde unweigerlich Folge zu leisten.

Haftbarkeit des Schifffahrtsunternehmers.

Artikel 15.

Die Haftungsverbindlichkeit des Schiffsführers für die von ihm übernommenen Transporte, sodann die Frage, ob und inwieferne der Eigenthümer des Schiffes statt des in seinem Dienste stehenden Führers in Anspruch genommen werden könne, wird nach den in jedem Uferstaate geltenden bürgerlichen Gesetzen beurtheilt.

Die Haftung öffentlicher Versendungsanstalten richtet sich nach den Bestimmungen der betreffenden Transportsordnungen.

Verhalten des Schiffsführers insbesondere während der Fahrt.

Artikel 16.

Für das Verhalten während der Fahrt gelten folgende Bestimmungen:

a) Jeder Führer eines auf der Fahrt oder im Hafen befindlichen Schiffes hat darauf zu achten, dass das seiner Leitung anvertraute Fahrzeug weder andere Schiffe beschädigt, noch vermöge seiner Aufstellung Beschädigungen ausgesetzt ist.

b) An den Stationen soll die bestimmte Abfahrtszeit und während der Fahrt der Curs möglichst genau eingehalten werden. Bei Nacht, Sturm, Nebel und Schneegestöber sind Abfahrtsverspätungen von mehr als einer halben Stunde über die fahrplanmässige Abgangszeit, sowie Extrafahrten der Bestimmungsstation und denjenigen Stationen, wenn thunlichst, telegraphisch mitzutheilen, von denen vorausgesetzt werden kann, dass sie die Mittheilung im Interesse der Sicherheit der Schifffahrt noch verwerthen können.

1867 Der Capitän des verspäteten, beziehungsweise des Extrabootes, soll übrigens wegen Ablassung der telegraphischen Depesche und der desshalb von anderer Seite zu erwartenden Vorsichtsmassregeln der Führung seines eigenen Schiffes keine geringere Aufmerksamkeit zuwenden.

c) Kein Schiff soll in den Curs eines anderen auf der Fahrt begriffenen Fahrzeuges einfahren und solches in seinem Laufe stören.

d) Nur da, wo das Fahrwasser so breit ist, dass es hinreichenden Raum für die gleichzeitige Durchfahrt von acht Schiffen bietet, darf ein Schiff in derselben oder entgegengesetzten Richtung an einem anderen vorbeifahren.

e) Alle Dampf- und mit günstigem Winde segelnden Schiffe, welche in entgegengesetzter Richtung sich begegnen, sollen rechts ausweichen, und eine Entfernung von wenigstens acht Schiffslängen einhalten.

Wenn ein Dampfboot die Curslinie des anderen durchschneidet, sollen beide Fahrzeuge schon auf mindestens acht Schiffslängen den Schnelllauf mässigen, und hat sodann dasjenige Boot, welches durch Rechtsausweichen hinter dem Spiegel des anderen durchfahren kann, diese Schwenkung vorzunehmen.

f) Die Dampfschiffe sind gehalten, den Segelschiffen zunächst auszuweichen, auch stille zu halten, wenn ein in der Querfahrt begriffenes Segelschiff in den Lauf des Dampfschiffes kommen würde.

Insbesondere hat der Führer eines Dampfschiffes, insoweit es von ihm abhängt, von den kleinen Fahrzeugen sich so entfernt zu halten, dass diesen der Wellenschlag keine Gefahr bringt.

g) Wäre bei Nebel die Einhaltung der unter *f)* gegebenen Vorschriften nicht möglich, so ist ein Zeichen durch zweimaliges Anschlagen mit der Glocke oder durch zwei Dampfpfiffe zu geben, und nach Umständen die Maschine sogleich abzustellen.

h) Jedes Dampfschiff, welches zur Nachtzeit fährt, hat auf dem rechten Radkasten eine Laterne mit grünem und auf dem linken eine solche mit rothem Lichte zu führen.

Diese Laternen müssen so beschaffen sein, dass sie nach vorne und nach der äusseren Seite leuchten. Ausserdem ist eine hellleuchtende Laterne mit weissem Lichte, und zwar 4 Fuss höher als die an den Radkästen angebrachten Signallaternen am Bugspriet aufzuhissen.

Schlepp- und Segelschiffe müssen ebenfalls ein weisses Signallicht zeigen.

i) Bei Nebel, Schneegestöber etc. ist in der Minute mindestens dreimal ein weittönendes Signal mit der Glocke, beziehungsweise Dampfpfeife zu geben.

Hat nach dem Fahrtenplan ein Begegnen von Dampfbooten 1867
in entgegengesetzter Richtung oder von der Seite (Kreuzer) stattzufinden, so ist mindestens 5 Minuten vor der fahrplanmässigen Begegnung, beziehungsweise Kreuzung, die Maschine auf jedem Dampfboote langsam gehen zu lassen, und von Zeit zu Zeit ganz abzustellen, um besser das Nebelsignal des zu erwartenden Dampfbootes vernehmen zu können.

Wird dieses Signal gehört, so ist die Maschine in Ruhe zu belassen, beziehungsweise unverweilt abzustellen. Bis über die Stellung des in der Nähe befindlichen Dampfbootes Gewissheit erlangt ist, darf Maschinenkraft nicht angewendet, oder wenn die Umstände es erfordern, das Dampfschiff nur mit der grössten Vorsicht in Bewegung gesetzt werden. Erst nach gewonnener Ueberzeugung, dass das Dampfboot schon passirt, oder sich in genügender Entfernung seitwärts befindet, ist der Curs mit gewöhnlicher Maschinenkraft fortzusetzen.

k) Segelschiffe sollen bei Nebel die veröffentlichte Route der Dampfboote meiden, und gehalten sein, durch Hornsignale ihre Nähe kundzugeben, mögen sie nun selbstständig segeln, oder im Schlepptaue eines Dampfbootes sich befinden.

l) Bei stürmischer Witterung sollen Dampfboote wo möglich den Segelschiffen auf acht Schiffslängen ausweichen.

Dieselbe Rücksicht ist bei ruhiger Witterung gegen stark geladene Segelschiffe zu beobachten.

m) Die Einfahrt der Dampfboote in die Häfen, sowie die Ausfahrt, soll wo möglich mit verringerter Kraft geschehen.

n) Wenn zwei oder mehrere Boote zu einer und derselben Zeit in der Ausfahrt aus dem Hafen begriffen sind, soll dasjenige Boot den Vorrang haben, welches vermöge seiner Aufstellung am schnellsten die Ausfahrt zu bewirken vermag.

Bei etwa besonders wünschenswerthen Ausnahmen von diesem Grundsatze hat eine Verständigung vorauszugehen, welchem Boote der Vorrang gebühre. Das nächstfolgende Boot soll die Maschine erst wirken lassen, nachdem das erstere ungefähr zwei Schiffslängen entfernt ist.

o) Ist das vorhergehende Boot rückwärts aus dem Hafen gefahren, so soll bei Nacht, Sturm, Nebel oder Schneegestöber das folgende erst dann den Hafen verlassen, wenn Ersteres abgeschwenkt hat, um seinen regelmässigen Curs zu verfolgen.

p) Wenn bei Nebel, Schneegestöber und bei Nacht sowie bei Sturm ein Boot bis auf zwei bis drei Minuten Fahrzeit sich dem Hafen genähert hat, soll kein anderes Boot mehr den Hafen verlassen. Die Ausfahrt aus dem Hafen ist gleichmässig untersagt, wenn bei Nebel oder Schneegestöber binnen der erwähnten

1867 Zeit die fahrplanmässige Ankunft eines Bootes auch nur zu erwarten ist. Machen besondere Umstände eine Ausnahme hiervon nöthig, oder im gegenseitigen Interesse besonders wünschenswerth, so sind durch sich wiederholende je drei Glockenschläge oder Dampfpfiffe Signale zu geben, damit das ankommende Boot seine Weiterfahrt einstellt.

Erst nach Erwiederung dieser Signale durch das ankommende Boot darf das andere den Hafen verlassen.

q) Bei hellem Tage und ruhigem See ist es gestattet, die Ausfahrt aus dem Hafen noch zu bewerkstelligen, wenn ein ankommendes Boot wenigstens zehn Schiffslängen von der Hafenlücke entfernt ist; die Absicht der Ausfahrt ist gleichfalls durch je drei Glockenschläge beziehungsweise Dampfpfiffe kundzugeben, worauf das ankommende Boot alsbald und so lange die Maschine zu stellen hat, bis das abfahrende Boot auf seinem Curs ist.

Verhaltungsmassregeln bei drohenden Gefahren.

Artikel 17.

Bei Unglücksfällen, welche das Schiff mit Gefahr bedrohen, müssen Führer und Mannschaft bei persönlicher Verantwortung (Verantwortlichkeit) vor Allem auf Beseitigung der Gefahr, wenn dieses noch möglich ist, sonst aber, und wenn diese Gefahr dringend ist, vorerst auf die Rettung der Personen und sodann auf die Bergung der Waarenladung die angestrengteste Thätigkeit verwenden.

Der Schiffsführer muss darauf Bedacht nehmen, schleunigst benachbarte Orte und Schiffe von dem eingetretenen Unglücksfalle zu benachrichtigen, wozu er die ihm geeignet scheinenden Nothsignale anwendet. Als solche gelten namentlich Schüsse, das Aufhissen einer grossen, rothen, von anderen Schiffsflaggen sich deutlich unterscheidenden Flagge, verstärkte, anhaltende Pfiffe durch die Dampfpfeife, anhaltendes Läuten mit der Schiffsglocke, sowie unter Umständen Zurufe mit dem Sprachrohre.

Führer und Mannschaft der in der Nähe befindlichen Schiffe sind zur schleunigen Hilfeleistung verpflichtet, und zwar Dampfboote selbst dann, wenn sie dabei weit von ihren Cursen abweichen müssen.

Die gleiche Obliegenheit haben die Hafenbehörden, sobald sie irgend auf einem Wege Kenntniss erhalten haben, dass sich ein Schiff auf dem See in Gefahr befindet.

Fand ein Zusammenstoss zwischen zwei Dampfbooten statt, so ist der Capitän eines jeden derselben verpflichtet, nicht eher seine Fahrt fortzusetzen, als bis er Erkundigung eingezogen und die Gewissheit erlangt hat, dass das andere Schiff nicht in gefahrdrohender Weise beschädigt ist. Hat das eine Schiff eine gefährliche Beschädigung erlitten, so muss der Capitän des anderen Schiffes auf Verlangen die

Reisenden, das Schiffspersonal und die Ladung des beschädigten 1867
Schiffes ohne Verzug und soweit irgend möglich an Bord nehmen.

Von einem eingetretenen Unglücksfalle hat der Schiffsführer nach Umständen auch der nächsten Ortsbehörde (vgl. Artikel 12) alsbald Anzeige zu machen, welche verpflichtet ist, thätige Beihilfe zu leisten, für möglichst sichere Bergung der Waaren zu sorgen, und den Fall einer stattgefundenen Havarie genau zu constatiren, um sodann auf Verlangen die gepflogenen Verhandlungen an diejenige Staatsbehörde abzugeben, welche die polizeiliche oder gerichtliche Abwandlung des Falles an sich gezogen hat.

Vorschriften beim Einlaufen in Häfen.

Artikel 18.

Das Einlaufen der Schiffe in die dem zollpflichtigen Verkehre geöffneten Häfen ist täglich und selbst zur Nachtzeit gestattet. Die eigentliche zollämtliche Abfertigung der Ladung findet nach den in jedem Hafen bestehenden dessfallsigen Vorschriften statt. Das Ein- und Ausladen derjenigen Dampfboote, bei welchen dieses mit Rücksicht auf ihre fahrplanmässigen Fahrten ausser den gewöhnlichen Zollstunden zu geschehen hat, ist gestattet.

Artikel 19.

Schiffe dürfen in den Häfen in der Regel nur an den bestimmten Landungs- und Ladeplätzen stillliegen; es wird jedem in den Hafen einlaufenden Schiffe, soferne es wegen grösseren Andranges von Schiffen nothwendig wird, von dem Hafenmeister die Anlandestelle angewiesen, und ohne Erlaubniss desselben ist es nicht gestattet, den einem Fahrzeuge angewiesenen Landungsplatz mit einem anderen zu vertauschen.

Die für Dampfboote bestimmten Landungsplätze sind von anderen Schiffen möglichst freizuhalten.

Unter allen Umständen muss dafür gesorgt werden, dass durch die gelandeten Schiffe die Schifffahrt so wenig als möglich gehindert wird.

Die Schiffsführer haben dafür zu sorgen, dass ihre im Hafen liegenden Schiffe sorgfältig an die hierzu bestimmten Pfähle oder Ringe befestiget werden.

Ausladung.

Artikel 20.

Dampf-, Schlepp- und Segelschiffe kommen nach der Reihenfolge ihrer Ankunft zur Ausladung; bei öffentlich bekanntgemachten Tourfahrten der Dampfboote wird jedoch letzteren ein Vorrang eingeräumt, und bei mehreren derartigen Dampfbooten entscheidet die cursplan-

1867 mässige Abfahrtszeit, Schleppschiffe werden aber bezüglich der Reihenfolge der Ausladung den Segelschiffen gleich behandelt.

Das Ladegeschäft darf jeder Schiffsführer durch eigene Leute besorgen lassen. Für das Bedürfniss weiteren Personales kann jede Hafenbehörde durch Aufstellung von Güterladern, deren Gebühren durch ein Regulativ festgesetzt werden, sorgen.

Nachenfahrten.

Artikel 21.

Alle vorstehenden Bestimmungen der Schifffahrts- und Hafenordnung finden auf einfache Ueberfahrten zwischen naheliegenden Uferplätzen, auf Spazierfahrten mit Gondeln u. dgl. keine Anwendung.

Aussergewöhnliche Landungsplätze.

Artikel 22.

An anderen Orten, als an den von jeder Uferregierung im Allgemeinen bestimmten Hafen- und Landungsplätzen darf ein Schiffsführer ohne Erlaubniss der zuständigen Behörde nur dann ein- oder ausladen, wenn Naturereignisse oder Unglücksfälle ihn an der Fortsetzung seiner Fahrt verhindern, oder dieselbe nur mit grosser Gefahr für Schiff oder Ladung möglich machen. Er ist aber in allen diesen Fällen verpflichtet, der Zollbehörde, wenn eine solche sich in der Nähe des Landungsplatzes befindet, sonst der nächsten Ortsobrigkeit von dem Vorfalle thunlichst bald Anzeige zu erstatten, und sich, bis ihm von der einen oder anderen Seite Verhaltungsmassregeln ertheilt sind, jeder für die Sicherung von Schiff und Ladung nicht dringend nöthigen Handlung zu enthalten.

Beschädigung der Hafenbauten und Ufer.

Artikel 23.

Jede Beschädigung der Hafenbauten und Ufer, der aufgestellten Bezeichnungen, der Anbindepfähle und Ringe, Leuchtthürme, Geländer, Stiegen, Wege, Bäume, Bänke und anderer zur Hafenanstalt gehörigen Gegenstände ist strengstens untersagt, und hat die Ersatzpflicht zur Folge. In das Hafenbecken dürfen weder schwimmende noch sinkende Gegenstände geworfen werden.

Wenn bei dem Aus- oder Einladen oder sonst zufällig Gegenstände in das Wasser fallen, welche die Schifffahrt hindern könnten, muss der Schuldtragende unter Haftung des Schiffsführers diese Gegenstände ungesäumt aus dem Hafenbecken wieder entfernen lassen.

Geschieht dies nicht binnen der von der Hafenbehörde zu bestimmenden Zeit, so hat die Wegschaffung auf Kosten des Schuldigen, abgesehen von der Letzteren treffenden Ordnungsstrafe zu geschehen.

Contraventionsfälle. 1867

Artikel 24.

Die Nichtbefolgung der in gegenwärtiger Schifffahrts- und Hafenordnung gegebenen Vorschriften und die Uebertretung der darin ausgesprochenen Verbote wird ausser dem von dem Schuldtragenden zu leistenden vollen Schadenersatze mit einer nach der grösseren oder geringeren Absichtlichkeit, Schädlichkeit oder Gefährlichkeit des Vorgehens zu bemessenden Strafe geahndet, und zwar von den Behörden und nach den Gesetzen desjenigen Landes, auf dessen Gebiete die strafbare Handlung begangen ist.

Kein Schiffsführer soll aber in Folge einer gegen ihn oder seine Mannschaft eingeleiteten Untersuchung, soferne es sich nur um eine polizeilich strafbare oder bloss mit einer Geldstrafe zu ahndende Uebertretung handelt, an der Fortsetzung seiner Reise gehindert werden, wenn derselbe für Strafe, Kosten und Schadenersatz eine von dem Richter festzusetzende Caution geleistet hat.

Artikel 25.

Das Verfahren bei der Untersuchung von Uebertretungen gegen diese Schifffahrts- und Hafenordnung soll ein möglichst einfaches und beschleunigtes sein. Vorladungen und sonstige Verfügungen der untersuchenden Behörde richten sich nach den Bestimmungen der betreffenden Landesgesetzgebung und beziehungsweise nach den bestehenden internationalen Jurisdictionsverträgen.

Die zu erlassenden Erkenntnisse sollen aber, sobald sie rechtskräftig geworden, auch in den anderen Uferstaaten ohne weitere Untersuchung vollstreckbar sein, jedoch immer nach den in den letzteren giltigen Vollstreckungsvorschriften. Strafgelder fallen demjenigen Staate zu, in welchem das Straferkenntniss erlassen worden ist; dagegen hat Letzerer eintretenden Falls auch die mit dem Vollzuge der Gefängnissstrafe verbundenen Kosten zu tragen.

Vollzugsbehörden.

Artikel 26.

Welche Behörden und Organe mit der Handhabung der Schifffahrts- und Hafenordnung, mit der Ueberwachung der Häfen und der Schiffe, mit der Untersuchung und Bestrafung der Uebertretungen dieser Ordnung beauftragt sind, richtet sich in jedem Uferstaate nach den daselbst bestehenden Organisationsbestimmungen.

Die Regierungen der Bodenseeuferstaaten werden sich von den betheiligten Behörden und Organen, sowie von eintretenden, nicht bloss personellen Veränderungen, jeweils gegenseitig in Kenntniss setzen.

1867 **Einführungstermin.**

Artikel 27.

Der gegenwärtige Vertrag tritt vom 1. März 1868 an in Wirksamkeit.

Bregenz, am 22. September 1867.

Urkundlich die Unterschriften mit beigedruckten Siegeln.

Für Oesterreich:
(L. S.) *Schratz* m. p.

Für Württemberg:
(L. S.) *Völter* m. p.
(L. S.) *Weizsäcker* m. p.

Für Bayern:
(L. S.) *Dürr* m. p.
(L. S.) *Möller* m. p.

Für Baden:
(L. S.) *Nicolay* m. p.

Für die Schweiz:
(L. S.) Joh. *Hallauer* m. p.
(L. S.) *Aepli* m. p.
(L. S.) *Sulzberger* m. p.

Anlage A.

Muster eines Schifferpatentes.

Vorzeiger dieses

N. N.

aus

hat nach Nachweisung seiner Befähigung die Erlaubniss zur Führung jedes auf dem Bodensee fahrenden

Segel-, Ruder- oder Schlepp-schiffes, Dampfbootes { jeder Grösse oder von x Centnern Ladungsfähigkeit

erhalten.

Nach vorgängiger Angelobung von seiner Seite, das seiner Leitung anzuvertrauende Fahrzeug mit aller Sorgfalt und Umsicht zu führen, von demselben Schaden und Unglück oder Gefahr, in welche es mit den darauf befindlichen Personen oder Waaren gerathen könnte, nach allen Kräften und bestem Fleisse soweit möglich abzuwenden, auch bei seinen Fahrten die Bestimmungen der allgemeinen Schifffahrts- und Hafenordnung, sowie die in jedem Uferstaate nochbesonders geltenden Vorschriften genau zu befolgen, ist ihm hierüber gegenwärtiges Schifferpatent ausgestellt worden.

. . . . . am . . . . . 18 . .

(Name der Behörde.)
(L. S.) (Unterschrift.)

Schlussprotokoll vom 22. September 1867, zur internationalen Schifffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee. 1867

Vereinbart zu Bregenz, am 22. September 1867.

Die Unterzeichneten vereinigten sich heute, um die in Vollmacht ihrer hohen Regierungen vereinbarte Bodenseeschiffahrts- und Hafenordnung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende, der Schlussverhandlung vorbehaltene Erklärungen, Verabredungen und erläuternde Bemerkungen in gegenwärtiges Schlussprotokoll niedergelegt wurden.

1. Zum Artikel 1.

Man ist darüber einverstanden, dass unter „Bodensee" der Obersee und der Ueberlingersee verstanden seien und dass die Regelung der Schifffahrtsverhältnisse für die obere Rheinstrecke, von der Mündung des Rheins bis Rheineck-Gaissau, sowie für den Untersee und die Rheinstrecke bis Schaffhausen besonderen Vereinbarungen zwischen den angrenzenden Uferstaaten vorbehalten bleiben soll, wobei jedoch vorausgesetzt wird, dass auch auf den oberhalb und unterhalb des eigentlichen Bodensees befindlichen Wassergebieten die Schifffahrtsverhältnisse nach ähnlichen Grundsätzen, wie in der gemeinsamen Bodenseeschifffahrts- und Hafenordnung geordnet und namentlich keinerlei Vorrecht den Schiffen der angrenzenden Staaten eingeräumt werden soll. Die Beseitigung der Schifffahrtsabgaben, namentlich auch der Abfuhrgebühren, soll principiell an sämmtlichen Hafen- und Uferplätzen des Bodensees eintreten, und nur Baden wird mit Rücksicht auf die daselbst obwaltenden besonderen Verhältnisse nachgesehen, diese Massregel vorerst auf seine Haupthafenplätze Constanz, Meersburg, Ueberlingen und Ludwigshafen zu beschränken, wogegen es die grossherzoglich badische Regierung übernimmt, nicht nur keine neuen Abfuhrgebühren an den übrigen unbedeutenderen badischen Uferplätzen einzuführen, sondern sich auch bereit erklärt, auf die allmälige Beseitigung der noch bestehenden derartigen Schifffahrtshindernisse, und zwar ohne Belastung der übrigen Bodenseeuferstaaten nach Thunlichkeit Bedacht zu nehmen.

Wenn auch bezüglich der Durchführung dieser Massregel den Regierungen der übrigen Bodenseeuferstaaten ein Rechtsanspruch gegenüber Baden nicht eingeräumt ist, so wird sich die grossherzoglich badische Regierung doch dazu verstehen, vorzugsweise auf die Aufhebung der Schifffahrtsschranken an jenen Uferplätzen hinzuwirken, welche ihr dazu von einer der Regierungen der übrigen Uferstaaten etwa möchten bezeichnet werden. Bei der Aufgabe des Privilegiums der badischen Dampfschifffahrt bezüglich des Ueberlingersees geht die grossherzoglich badische Regierung von der Voraussetzung aus, dass die Verwaltungen der übrigen Dampfschifffahrtsinstitute sich an einer

1867 regelmässigen Befahrung der Hauptthafenplätze dieser Seestrecke in gleicher Weise betheiligen, wie dieses bei den wichtigeren Hafenplätzen des Obersees auf Grund der jeweils vereinbarten Curspläne zu geschehen pflegt. Seitens der Commissäre der übrigen Bodenseeuferstaaten wird es übernommen, die thunlichste Berücksichtigung dieses Wunsches zu empfehlen. Ferner wird badischerseits bei Gelegenheit der Freigebung des Ueberlingersees das Verlangen erleichterter zollämtlicher Abfertigung des Güterverkehrs über die rechte Rheinseite zwischen Frankreich und der Westschweiz einerseits, und dem oberen Rheinthale und der Ostschweiz anderseits mittelst sogenannter Geleitscheine, wie sie bei gedachtem Verkehre auf der linken Rheinseite in Anwendung gebracht werden, geltend gemacht. Die schweizerischen Commissäre sind zwar über diesen Gegenstand nicht instruirt, geben jedoch die Billigkeit dieser Forderung zu, und erklären sich zur Empfehlung der Erfüllung dieses Wunsches bereit.

2. Zum Artikel 2.

Die betheiligten Regierungen werden es sich angelegen sein lassen, wenigstens an den Haupthafenplätzen des Bodensees eine möglichst gleichmässige Beleuchtung der Hafeneinfahrten, etwa unter Anwendung von grossen Signallaternen mit mehreren weissen Flammen und mit Reflectoren versehen, auf beiden Hafenköpfen einzuführen. Sollte diese Beleuchtungsart da oder dort aus localen Gründen nicht zweckmässig erscheinen und die Anwendung von rothem Lichte vorgezogen werden, so ist man darüber einverstanden, wo nur ein rothes Licht zur Beleuchtung der Hafeneinfahrt verwendet werden soll, dieses mit Rücksicht auf die Signallichter der Dampfboote (Artikel 16, lit. *h*, der Schifffahrtsordnung) auf dem rechten Hafenkopfe (von der Landseite aus betrachtet) angebracht sein muss.

3. Zum Artikel 4.

Man hat seitens der Mehrheit der Conferenzbevollmächtigten es für wünschenswerth erachtet, dass unter den zu beseitigenden Hafengebühren nicht nur die Bohlwerksbeleuchtungs- und Waggebühren, sondern namentlich auch die Krahnengebühren in Wegfall kommen möchten, während bayerischerseits in der Beibehaltung der letzteren keine nennenswerthe Beschwerniss der Schifffahrt erblickt und desshalb, sowie mit Rücksicht auf die Verkehrsverhältnisse und die Einrichtungen im Lindauer Hafen, deren Beibehaltung gewünscht wird. Für den Fall, dass die königlich bayerische Regierung dem Verlangen der Aufhebung der Krahnengebühren nicht glaubt nachgeben zu können, hat man sich weiter dahin verständigt, dass als Krahnengebühr, wo solche überhaupt noch erhoben werden will, für

die Einladung oder Ausladung jedenfalls keine höhere Gebühr als 1867
ein halber Centim vom Zollcentner soll erhoben werden dürfen.

4. Zu den Artikeln 6 bis 9.

Unter Centner ist hier, wie überall, wo diese Gewichtsbezeichnung in der Schifffahrts- und Hafenordnung gebraucht ist, der Zollcentner zu 50 Kilogramm zu verstehen.

Man erkannte allseitig an, dass zwar ein gemeinsames Interesse der Uferstaaten, eine vollständige Aichung der Bodenseeschiffe zu verlangen, nicht vorliegt; dagegen werden die vertragenden Regierungen dafür Sorge tragen, dass nach den bestehenden oder zu erlassenden Vorschriften die Maximaltragfähigkeit der Schiffe jederzeit festgestellt werden kann. Es ist jeder Regierung vorbehalten, die in der Schiffsordnung im Metermasse vorgeschriebenen Dimensionen in das landesübliche Mass zu übertragen.

5. Zum Artikel 10.

Die Vorschriften über die Beschaffenheit der Fahrzeuge (Artikel 6 bis 9), sowie jene über die persönlichen Eigenschaften der Schiffsführer (Artikel 10) finden zwar auch auf die im Eigenthume und Betriebe der Staatsregierungen befindlichen Schiffe Anwendung, jedoch können die verlangten, bezüglichen Nachweise den betreffenden, besonderen Verwaltungsvorschriften entsprechend geliefert werden.

6. Zum Artikel 16.

Die Sicherheit der Bodenseedampfschifffahrt macht es dringend nöthig, dass, so lange noch gemäss der veröffentlichten Fahrpläne Dampfschiffe cursiren, sowie in Fällen avisirter Extrafahrten, an den betreffenden Hafenplätzen die Telegraphenbureaux geöffnet bleiben, um bezügliche Depeschen aufgeben, beziehungsweise abnehmen zu können.

Man beschloss desshalb einstimmig, den betheiligten Regierungen die Erlassung dessfalsiger Anordnungen zu empfehlen.

7. Zum Artikel 18.

Es wurde allseitig für wünschenswerth erachtet, dass die bei dem Ein- und Ausladen der Dampfboote erforderliche zollamtliche Controle auch dann, wenn sie in Folge der veröffentlichten Cursfahrten nicht innerhalb der gewöhnlichen Zollabfertigungszeit vorgenommen werden kann, unentgeltlich geleistet werde.

Die schweizerischen Commissäre übernehmen es, diese bei den Zollstätten des Zollvereines in Uebung befindliche Verkehrserleichterung auch für die schweizerischen Hafenorte des Bodensees, sowie auf den Wunsch des badischen Commissärs auch für die schweize-

1867 rischen Zollstätten längs der badischen Eisenbahn zwischen Constanz und Basel, dem Bundesrathe zur gleichmässigen Bewilligung zu empfehlen.

8. Zum Artikel 23.

Man ist übereinstimmend der Ansicht, dass unter den strafbaren Uferbeschädigungen die bloss durch den Wellenschlag der Dampfboote erfolgenden Beschädigungen nicht inbegriffen sein sollen.

9. Zum Artikel 27.

Die Ratification der Schifffahrts- und Hafenordnung nebst Schlussprotokoll soll von den vertragenden Regierungen längstens bis 1. Jänner 1868 erfolgen. Die betheiligten Regierungen übernehmen es, nach allseitig erfolgter Ratification die erforderlichen Publicationen zu erlassen, und die für die einzelnen Bodenseehäfen bestehenden Hafenordnungen, soweit nöthig, mit den Vorschriften der internationalen Schifffahrts- und Hafenordnung in Uebereinstimmung zu bringen. Die in jedem Staatsgebiete hiernach erlassenen Specialhafenordnungen werden die Regierungen der Bodenseeuferstaaten sich gegenseitig mittheilen, und hiernach auf möglichste Uebereinstimmung derselben Bedacht nehmen.

Dieses Schlussprotokoll nebst der dazu gehörigen Schifffahrts- und Hafenordnung wurde in fünf gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt, und der Commission eines jeden Uferstaates je ein Exemplar zugestellt.

Zur Bestätigung dessen folgen die allseitigen Unterschriften mit beigefügtem Siegel.

(L. S.) *Schratz* m. p. (L. S.) *Weizsäcker* m. p.
(L. S.) *Dürr* m. p. (L. S.) A. *Nicolay* m. p.
(L. S.) *Möller* m. p. (L. S.) Joh. *Hallauer* m. p.
(L. S.) *Völter* m. p. (L. S.) *Aepli* m. p.
(L. S.) J. L. *Sulzberger* m. p.

452. 1867

30 septembre 1867.

Convention conclue à Vienne entre la Direction I. R. des télégraphes de l'État et la Direction Royale de Saxe du chemin de fer de l'État concernant la construction, l'entretien et l'usage d'un service télégraphique de Voitersreuth à Eger. Ratifiée par le ministère I. R. du commerce le 3 février 1868, par le ministère Royal des finances de Saxe le 11 janvier 1868.

(T. V. B. 1868, Nr. 13.)

Vertrag zwischen der k. k. österreichischen Direction der Staatstelegraphen einer- und der königl. sächsischen Staatseisenbahndirection zu Leipzig anderseits wegen Herstellung, Erhaltung und Benützung einer Telegraphenbetriebs- und Glockensignalleitung von Voitersreuth nach Eger.

Artikel 1.

Herstellung der Betriebs- und Glockensignalleitungen.

Die k. k. österreichische Staatsverwaltung wird von dem Vereinigungspunkte der Hof-Eger und der Herlasgrün-Eger Bahn nächst Voitersreuth die für den königlich sächsischen Bahnbetrieb erforderlichen Betriebs- und Glockensignalleitungen an den bereits stehenden, von der k. k, österreichischen Staatsverwaltung beigeschafften Telegraphensäulen auf Kosten der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung anbringen und die Morsebetriebsleitung vorerst in den k. k. österreichischen Staatstelegraphenämtern: Franzensbad und Eger und von da in die gleichnamigen königlich sächsischen Bahnbetriebsämter einführen. Die Kosten für die zur Bauführung der Glockensignalleitungen zu den Stationsgebäuden und Wächterhäusern erforderlichen Säulen wird die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung im vollen Betrage vergüten; rücksichtlich der Beischaffung der zu diesen Leitungen erforderlichen Materialien wird sich die k. k. österreichische Staatstelegraphendirection und die königlich sächsische Staateisenbahndirection ins Einvernehmen zu setzen haben.

Refundirung der Herstellungskosten.

Ueber die hiernach aufgelaufenen Erstattungskosten wird die k. k. österreichische Staatsverwaltung Rechnung legen, und die königlich sächsische Eisenbahnverwaltung wird nach erfolgter Uebernahme der Leitungen den nachgewiesenen Kostenbetrag an die k. k. österreichische Telegraphencasse im vollen Betrage bezahlen.

1867 Vom Vereinigungspunkte der beiden erwähnten Bahnen bis znr österreichisch-sächsischen Grenze bei Fleissen-Brambach werden die erforderlichen Leitungen von der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung einschliesslich der Telegraphenstangen hergestellt.

Artikel 2.

Herstellung der Staatsleitung längs der Bahn.

Wenn die k. k. österreichische Staatsverwaltung längs der Bahnstrecke vom Vereinigungspunkte der Hof-Eger und Herlasgrün-Eger Bahn bis an die österreichisch-sächsische Grenze bei Fleissen-Brambach eigene Telegraphenleitungen benöthigen wird, so werden die Kosten für die von der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung beigestellten Säulen und die Aufstellung derselben von der k. k. österreichischen Staatsverwaltung um den Betrag, welcher von einer von beiden Seiten hierzu zu bestimmenden Schätzungscommission ausgemittelt werden wird, vergütet.

Das Materiale der Betriebsleitungen bleibt als solches Eigenthum der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung und wird von der k. k. österreichischen Staatsverwaltung nicht übernommen.

Artikel 3.

Einrichtung von Betriebstelegraphenbureaux.

Der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung steht nach Artikel 17 des Staatsvertrages vom 30. November 1864 das Recht zu, in allen Bahnhöfen und Haltestellen Betriebstelegraphenstationen zu errichten; sie ist jedoch gehalten, der österreichischen Staatsverwaltung in jedem einzelnen Falle einen Monat vor der beabsichtigten Eröffnung des Telegraphenbureaux die Mittheilung zu machen.

Artikel 4.

System und Zeichen.

Die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung wird auf österreichischem Gebiete nur jenes Apparatensystem, welches jeweilig von der k. k. österreichischen Staatsverwaltung bestimmt wird, und zwar vorläufig das Morse'sche Apparatensystem in Anwendung bringen.

Die Aufstellungsart der Apparate (Schema) auf österreichischem Gebiete ist nur nach erfolgter Genehmigung der k. k. österreichischen Staatsverwaltung vorzunehmen; es ist sich ferner nur der bei der genannten Staatsverwaltung in Anwendung stehenden Zeichen zu bedienen, und die bestehenden Vorschriften in Bezug des Aufrufes der Stationen in Vollzug zu setzen.

Artikel 5. 1867

Umfang der Benützung der Betriebsleitung.

Die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung verpflichtet sich, nach Massgabe des Artikels 17 des Staatsvertrages vom 30. November 1864 bei jenen Eisenbahnbetriebsämtern, die nicht für Privatcorrespondenz ermächtigt werden (Artikel 6), nur solche Depeschen zu befördern, welche ausschliesslich Gegenstände ihres Betriebes betreffen, an die Organe der Eisenbahnbetriebsverwaltung gerichtet, oder von solchen aufgegeben sind.

Führung von Telegraphenprotokollen.

Jede beförderte Depesche ist wörtlich in ein paginirtes Protokoll einzutragen, welches von den berufenen Organen der österreichischen Staatsverwaltung jederzeit eingesehen werden kann.

Bestimmung für nicht gestattete Benützung.

Für jede beförderte nicht vertragsmässige, oder nicht in das Protokoll eingetragene Depesche wird die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung die nach dem Tarife des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines und internen österreichischen Tarifes entfallende Gebühr einheben, und diese der Unterstützungscasse der königlich sächsischen Staatseisenbahn- und Telegraphenbeamten zufliessen lassen.

Kommt es hierüber rücksichtlich der Classificirung der Depeschen zu Meinungsverschiedenheiten, so entscheidet in erster Instanz die k. k. österreichische Direction der Staatstelegraphen, in zweiter Instanz das k. k. österreichische Handelsministerium, dessen Entscheidung sich mit Ausschliessung jedes weiteren Rechtszuges zu fügen ist.

Artikel 6.

Gebührenfreie Beförderung der Staatsdepeschen.

Sämmtliche Telegraphenbetriebsbureaux sind verpflichtet, alle auf österreichischem Gebiete aufgegebenen und daselbst abzugebenden Staats- und Amtsdepeschen gebührenfrei anzunehmen und abzutelegraphiren.

Verpflichtung zur Beförderung von Privatdepeschen.

Diejenigen Telegraphenbetriebsämter, welche von der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung im Einverständnisse mit der k. k. österreichischen Direction der Staatstelegraphen hierzu speciell bestimmt werden, sind verpflichtet, Privatdepeschen, welche nach Orten, wo sich ein Staatstelegraphenamt befindet, oder nach Orten, wohin sie durch Vermittlung eines solchen gelangen können oder nach anderen Eisenbahnbetriebsstationen bestimmt sind, soweit dies der

1867 Betriebsdienst gestattet, anzunehmen und abzutelegraphiren, beziehungsweise zu expediren.

Gebührenbemessung der Privatdepeschen.

Die Bemessung der Gebühren für die Privatdepeschen sowie die Rechnungslegung hat von Seite der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung nach den ihr von der k. k. österreichischen Direction der Staatstelegraphen jeweilig zukommenden Tarifen und Reglements zu geschehen.

Der Antheil, welchen die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung von dieser Beförderung der Privatdepeschen erhält, ist Gegenstand einer gegenseitigen Uebereinkunft.

Artikel 7.

Einstellung der Privatcorrespondenz.

Die k. k. österreichische Staatsverwaltung behält sich auch der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung gegenüber das ihr im Allgemeinen zustehende Recht vor, aus militärischen oder politischen Gründen die Telegraphenprivatcorrespondenz ganz oder theilweise einzustellen. Die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung wird sich einer hierauf bezüglichen Aufforderung unweigerlich und ohne Entschädigungsanspruch fügen.

Artikel 8.

Controlbestimmung.

Die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung ist gehalten, alle in Bezug auf die Controle bereits bestehenden oder künftig zu veranlassenden Normen der k. k. österreichischen Telegraphenverwaltung zu beobachten, und die bei den Telegraphen verwendeten Beamten denselben Disciplinarstrafen zu unterziehen, die für die Beamten der königlich sächsischen Staatstelegraphenanstalt festgesetzt sind oder noch festgesetzt werden.

Artikel 9.

Inspicirung der Telegraphenbetriebsämter.

Der k. k. österreichischen Staatsverwaltung bleibt es vorbehalten, den Zustand der Telegraphenapparate und Einführungsleitungen in den Aemtern zu inspiciren, und es muss von Seiten der Organe der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung jeder bemerkte Mangel in dieser Beziehung sogleich beseitiget werden.

Artikel 10.

Freikarten der Staatsbediensteten auf der Bahn.

Den verschiedenen von der k. k. österreichischen Direction der Staatstelegraphen namhaft zu machenden Organen, welchen der Bau

oder die Instandhaltung der Leitungen (Artikel 1 und 11) oder die 1867
Beaufsichtigung des Dienstes überhaupt zusteht, werden von Seite der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung permanente Freikarten, dem übrigen Personale bei vorkommenden Dienstreisen, gegen Vorweisung des Fahrcertificates, Freikarten, und zwar dem Director, den Directionsräthen, Inspectoren und Commissären für die erste, den übrigen Beamten für die zweite, und den Leitungsaufsehern und Arbeitern für die dritte Wagenclasse ausgestellt.

Artikel 11.

Zahlung für die Erhaltung der Betriebsleitung.

Die Erhaltung der Betriebsleitungen vom obigen Vereinigungspunkte bis Eger einschliesslich des Materials (Artikel 1) übernimmt die k. k. österreichische Staatsverwaltung gegen eine jährliche Pauschalentschädigung von 10 fl. per Meile Leitungsdraht. Die Erhaltung der Betriebsleitungen vom Vereinigungspunkte der Hof-Eger und Herlasgrün-Eger Bahn bis an die österreichische Grenze Fleissen-Brambach obliegt, insolange die im Absatze 2 angegebene Errichtung einer Staatsleitung nicht erfolgt, der königlich sächsischen Staatseisenbahnverwaltung; wird jedoch eine Staatsleitung hergestellt, so übernimmt die k. k. österreichische Staatsverwaltung auch die Instandhaltung der obigen Betriebsleitungen, einschliesslich des Materiales gegen eine jährliche Pauschalentschädigung ven 10 fl. per Meile Leitungsdrath.

Provisorische Herstellung bei Störungen.

Die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung wird hierbei nach Artikel 17 des Staatsvertrages vom 30. November 1864 bei eintretenden Störungen die österreichischen Staats- und sächsischen Betriebsleitungen provisorisch herstellen lassen, während die k. k. österreichische Staatsverwaltung die definitive Behebung eingetretener Gebrechen bei den jeweilig zur Instandhaltung übernommenen Leitungsstrecken (Artikel 1 und 2) übernimmt.

Das zu den provisorischen Herstellungen nöthige Materiale wird von der k. k. österreichischen Staatsverwaltung unentgeltlich abgegeben.

Artikel 12.

Gebührenfreie Beförderung und Lagerung des Telegraphenmateriales auf der Bahn.

Die königlich sächsische Staatseisenbahn verpflichtet sich, sämmtliche für die Herstellung, Veränderung und Erhaltung der im Artikel 1 von der k. k. österreichischen Staatsverwaltung erbauten Staats- und Betriebsleitungen und im Falle die im Artikel 2 angegebene Errichtung von Staatsleitungen erfolgt, auch für die in diesen

1867 Strecken bestehenden oder zu errichtenden Staats- und Betriebsleitungen erforderlichen Materialien und Requisiten unentgeltlich zu befördern und auszufolgen, sowie dieselben auf ihren Bahnhöfen unentgeltlich zu lagern, beziehungsweise zu verwahren.

Selbstverständlich ist bei den Telegraphensäulen die Verwahrung in geschlossenen Räumen nicht verstanden.

Artikel 13.

Miethzins.

Die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung ist bereit, der k. k. österreichischen Staatsverwaltung im Falle der Errichtung von Staatstelegraphenämtern in den Bahnhöfen Localitäten, soferne solche vorhanden sind, gegen von Fall zu Fall zu vereinbarenden mässigen Miethzins zu überlassen.

Wien, am 30. September 1867.

K. K. Direction der Staatstelegraphen.

Leipzig, am 2. Jänner 1868.

Königliche Staatseisenbahndirection.

Der vorstehende zwischen der k. k. österreichischen Direction der Staatstelegraphen in Wien einerseits und der königlich sächsischen Staatseisenbahndirection zu Leipzig anderseits wegen Herstellung, Erhaltung und Benützung einer Telegraphenbetriebs- und Glockensignalleitung unter dem $\frac{\text{30. September 1867}}{\text{2. Jänner 1868}}$ abgeschlossene Vertrag wird vom k. k. österreichischen Handelsministerium genehmigt, und hierüber diese Ratificationsurkunde unter Beidrückung des Ministerialsiegels ausgefertigt.

Wien, am 3. Februar 1868.

K. K. Handelsministerium.

Der zwischen der k. k. österreichischen Direction der Staatstelegraphen in Wien einerseits und der königlich sächsischen Staatseisenbahndirection zu Leipzig anderseits wegen Herstellung, Erhaltung und Benützung einer Telegraphenbetriebs- und Glockensignalleitung unter dem $\frac{\text{30. September 1867}}{\text{2. Jänner 1868}}$ abgeschlossene Vertrag, 13 Artikel enthaltend, ist vom königlich sächsischen Finanzministerium genehmigt und hierüber diese Ratificationsurkunde unter Beidrückung des Ministerialsiegels ausgefertigt worden.

Dresden, am 11. Jänner 1868.

Königlich sächsisches Finanzministerium.

453.

1867

3 octobre 1867.

Décret des ministères I. R. des finances et du commerce concernant la rectification de la traduction allemande de la position 4 au tarif *B* du traité de commerce austro-français du 11 décembre 1866.

(R. G. B. 1867, Nr. 124.)

Erlass der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 3. October 1867, betreffend eine Berichtigung der deutschen Uebersetzung der Post 4 des Tarifes B zum österreichisch-französischen Handelsvertrage vom 11. December 1866.

In der deutschen Uebersetzung der die gebrannten geistigen Flüssigkeiten betreffenden Post 4 des Specialtarifes *B* zum österreichisch-französischen Handelsvertrage vom 11. December 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 164) soll in der zweiten Zeile statt: „Alkohol und Weingeist aller Art" stehen: Alkohol (Weingeist) und Branntwein aller Art".

Ferner soll die Anmerkung lauten, wie folgt:

„Mit Weingeist versetzte Firnisse sind als Weingeist zu behandeln."

Freiherr *von Becke* m. p.

454.

20 octobre 1867.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant les taxes à payer des biens des sujets italiens décédés en Autriche.

(F. V. B. 1867, Nr. 36.)

Gebührenbehandlung des in Österreich befindlichen Nachlassvermögens königl. italienischer Unterthanen.

Zur Vermeidung von Anfragen wird mit Bezug auf die Verordnung vom 8. April 1854, Nr. 84 R. G. Bl., bekanntgegeben, dass das hierlands befindliche bewegliche Nachlassvermögen königl. italienischer Unterthanen den Bestimmungen der §§. 1 *B* und 57 des Gesetzes vom 9. Februar 1850 unterliegt.

Vom k. k. Finanzministerium.

1867

455.

2 novembre 1867.

Règlement de procédure pour le jugement des contestations civiles, dans les cas d'avarie où la Commission Européenne agit comme partie intéressée.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CXCVIII. Annexe.)

La Commission Européenne du Danube;

Vu l'article 25 du règlement de navigation et de police applicable au Bas-Danube, en date du 2 novembre 1865, portant ce qui suit:

„Tout capitaine ou patron d'un bâtiment à voiles ou à vapeur, en cours de navigation ou stationnant, soit à l'ancre, soit amarrée à la rive, est tenu de veiller à ce que son bâtiment ne cause ni entrave à la navigation, ni dommage soit à d'autres bâtiments, soit aux échelles, bouées, signaux, chemins de halage et autres établissements servant à la navigation, placés sur le fleuve ou sur les rives. Les conducteurs de trains de bois ou radeaux sont soumis aux mêmes règles de précaution que ceux des bâtiments;"

Vu le deuxième alinéa de l'article 7 de l'Acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube, signé à Galatz, le dit jour 2 novembre 1865, portant que le règlement ci-dessus visé fait loi, non seulement en ce qui concerne la police fluviale, mais encore pour le jugement des contestations civiles naissant par suite de l'exercice de la navigation;

Attendu que les contraventions commises contre les dispositions, transcrites plus haut, du règlement de navigation et de police ne provoquent pas seulement l'exercice de l'action publique, tendant à l'application de la pénalité édictée par le règlement, action que la Commission Européenne juge elle-même, en vertu des pouvoirs que l'Acte du 2 novembre 1865 lui confère, mais ce que ces contraventions peuvent faire naître également une action civile, tendant à la réparation des dommages causés par les contrevenants;

Attendu que par le fait des travaux qu'elle a exécutées à l'embouchure et dans le bras de Soulina, travaux à la conservation desquels elle est également chargée de pourvoir, et possédant d'ailleurs un matériel de dragues, barques et bateaux à vapeur, d'une valeur considérable, affecté aux dits travaux ou au maintien de la police, la Commission Européenne peut se trouver dans le cas, soit de poursuivre en justice la réparation des avaries causées aux propriétés confiées à son administration, soit d'être recherchée elle-même à raison de dommages occasionnés à des tiers par ses propres embarcations;

Attendu que la Commission, étant composée des représentants de Puissances souveraines et possédant elle-même, par une délégation spéciale, les attributions de la puissance publique, en ce qui concerne la navigation des bouches du Danube, elle ne saurait être justiciable, lorsqu'elle agit comme demandeur, des différentes Autorités qui exercent la juridiction civile dans l'étendue de son ressort, et qu'il n'existe aucun tribunal compétent pour prononcer sur les causes où elle agirait en qualité de défendeur; 1867

Attendu que par suite du développement simultané des travaux et du mouvement de la navigation, les cas d'avarie, dans lesquels la Commission est partie civilement intéressée, tendent à devenir plus fréquents; qu'il est urgent, par conséquent, d'établir un tribunal spécial et de fixer les règles à suivre pour le jugement de ces cas;

Arrête les dispositions dont la teneur suit:

Article 1.

Les demandes en dommages intérêts formées par la Commission Européenne du Danube contre tous capitaines, patrons, propriétaires armateurs ou autres ayants-droit, à raison d'avaries occasionnées à ses travaux ou à son matériel flottant, par tous bâtiments ou embarcations, à voiles ou à vapeur, radeaux ou trains de bois, sont jugées par un tribunal mixte qui siége à Soulina.

Il en est de même des demandes en dommages intérêts intentées contre la Commission par des tiers, à raison des avaries occasionnées à leurs propriétés par ses dragues, radeaux, barques en embarcations, tant à voiles qu'à vapeur.

Article 2.

Le tribunal mixte appelé à connaître de ces causes est composé de trois des Commandants des bâtiments de guerre stationnés aux embouchures du Danube en vertu des dispositions de l'article 19 du Traité de Paris du 30 mars 1856.

Article 3.

Le tour de rôle suivant lequel les Commandants des dits bâtiments de guerre siègent alternativement au nombre des trois juges composant le tribunal mixte, est réglé, d'un commun accord, par les Commandants de station.

Il en est de même pour tout ce qui concerne la présidence et la police des audiences.

Article 4.

La compétence du tribunal mixte comprend le jugement de la question de droit, l'appréciation de manoeuvres au point de vue de l'art nautique, et celles des circonstances de force majeure, de même

1867 que la fixation du montant des dommages pécuniaires. Elle est strictement limitée aux contestations civiles déterminées par l'article 1er ci-dessus, et dans lesquelles la Commission est intéressée, soit comme demandeur, soit comme défendeur.

Article 5.

L'Inspecteur général de la navigation et le Capitaine du port de Soulina ont qualité pour constater les faits relatifs aux avaries qui rentrent dans la compétence du tribunal mixte, et pour en dre-ser procès-verbal.

Article 6.

Le tribunal mixte est saisi de la cause par la communication, que lui fait la Commission Européenne, de la demande formée par ou contre elle.

A cet effet, les demandes élevées par des tiers contre la Commission sont déposées en la chancellerie de cette dernière, à Galatz, et dans ce cas, le tribunal mixte doit en être saisi dans la huitaine du dépôt.

Toute demande est accompagnée d'une élection de domicile, à Soulina, et toutes les citations sont valablement faites au domicile élu.

Article 7.

Le tribunal mixte cite et entend les témoins, soit d'office, soit sur la demande des parties en cause; il reconnaît lui-même l'importance des avaries, ou ordonne telles enquêtes ou expertises qu'il juge nécessaire.

Il peut requérir, pour tous les besoins de l'information, l'action de l'Inspecteur général de la navigation et du Capitaine du port de Soulina.

Article 8.

Aussitôt que l'instruction est close, le jour de l'audience est fixé par le tribunal pour le jugement de la cause, et les parties sont citées pour y comparaître.

Le délai entre la citation et l'audience doit être de quinze jours au moins.

L'Autorité de laquelle relève la partie adverse de la Commission est informée, dans le même délai, du jour fixé pour l'audience.

Article 9.

Les audiences du tribunal mixte sont tenues en l'hôtel construit par la Commission pour l'installation des services administratifs du port de Soulina.

Elles sont publiques.

1867

Article 10.

Les jugements du tribunal mixte sont rédigés par écrit et il en est donné lecture à l'audience.

Ils sont rendus en dernier ressort et ne peuvent être l'objet d'aucun recours quelconque.

Article 11.

Les jugements sont immédiatement exécutoires.

L'exécution est poursuivie par la Commission Européenne, laquelle peut recourir, à cet effet, conformément à l'article 11 de l'Acte public du 2 novembre 1865, à l'intervention des bâtiments de guerre stationnés à l'embouchure du Danube.

Article 12.

Le présent Règlement fait partie intégrante du Règlement de navigation et de police joint à l'Acte public du 2 novembre 1865.

Galatz, le 2 novembre 1867.

Signé: A. *de Kremer*. — J. *Stokes*. — *Susinno*. — *Offenberg*. — *Suleyman*.

456.

2 novembre 1867.

Règlement sur le remorquage local dans le port et à l'embouchure de Soulina.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CXCVIII. Annexe.)

La Commission Européenne du Danube;

Vu l'article 112 du règlement de navigation et de police applicable au Bas-Danube, en date du 2 novembre 1865;

Attendu que le Titre I du dit règlement, relatif à la police du port et de la rade de Soulina, ne contient aucune disposition déterminant les règles auxquelles doivent être soumis les remorqueurs employés au service local de l'embouchure;

Que se service devient de plus en plus actif par suite du développement des opérations commerciales qui s'effectuent à Soulina;

Que des avaries sont fréquemment occasionnées, et des contraventions commises contre les règlements de police, dont la faute est imputable aux capitaines des remorqueurs, sans qu'il puisse être exercé contre eux aucune action répressive, faute de dispositions pénales qui leur soient applicables;

Arrête le règlement dont la teneur suit:

1867

Article 1.

Nul ne peut entreprendre des opérations habituelles de remorquage à l'embouchure de Soulina, avant d'avoir fait immatriculer au Capitanat du port, les bâtiments destinés à servir de remorqueurs, et de s'être muni d'une licence du Capitaine de port.

Cette licence doit toujours se trouver à bord; elle indique le tonnage du remorqueur, ainsi que la qualité et la force de son moteur.

Article 2.

Avant de délivrer la licence, le Capitaine de port fait visiter le remorqueur, pour lequel elle est demandée, par des experts qui jugent si le bâtiment, et surtout son moteur, sont en bon état.

Cette visite est renouvelée au printemps de chaque année, et l'avis des experts doit constater pour combien de mois le moteur est en état.

Article 3.

Lorsque l'état de la mer ne permet pas aux pilotes de l'embouchure de se rendre en rade pour piloter les bâtiments à l'entrée, tout remorqueur sortant du port pour aller prendre un bâtiment en remorque, est tenu de recevoir à bord, avant de sortir, le pilote désigné à cet effet par le chef-pilote.

Article 4.

Les remorqueurs sont tenus de se conformer strictement aux indications qui leur sont données par le Capitaine de port ou par ses Agents, en ce qui concerne le poste d'amarrage ou de mouillage des bâtiments qu'ils remorquent à l'entrée.

Article 5.

Ils stationnent eux-mêmes dans la section du port qui leur est spécialement assignée par le Capitaine de port.

Article 6.

Il est interdit à tous remorqueurs de naviguer dans le port, avec des bâtiments amarrés bord à bord, au nombre de plus de deux.

Article 7.

Lorsque le capitaine d'un remorqueur entreprend, dans le port ou en rade de Soulina, une opération pour laquelle la force de son bâtiment est insuffisante, il est civilement responsable de tous les dommages qui peuvent en résulter.

1867

Article 8.

Les dispositions des articles 3, 4, 5, 6 et 7 du présent règlement sont également applicables, de même que les pénalités qui en forment la sanction, aux remorqueurs qui sont de passage dans le port de Soulina.

Article 9.

Les contraventions commises, dans le port ou en rade de Soulina, par les capitaines des remorqueurs sont punies:

Celles qui sont commises contre les dispositions de l'article premier ci-dessus, d'une amende de cent-vingt francs;

Celles qui sont commises contre les dispositions de l'article trois, d'une amende de soixante francs;

Celles qui sont commises contre les dispositions des articles quatre ou cinq, d'une amende de douze francs au moins et de soixante francs au plus;

Et celles qui sont commises contre les dispositions de l'article six, d'une amende de trente-six francs au moins et de cent-vingt francs au plus.

L'application des amendes est prononcée par le Capitaine du port de Soulina; elle est réglée, en général, et notamment en ce qui concerne l'appel, par les dispositions du chapitre II du titre VI du règlement de navigation et de police du 2 novembre 1865.

Article 10.

Le présent règlement entrera en vigueur aussitôt après la publication qui en aura été faite dans le port de Soulina.

Fait à Galatz, le 2 novembre 1867.

Signé: A. *de Kremer*. — J. *Stokes*. — *Susinno*. — *Offenberg*. — *Suleyman*.

1867

457.

8 novembre 1867.

Circulaire du ministère Impérial Royal des affaires étrangères à l'égard du pavillon pour la marine de l'union Germanique du Nord.

(Archives du ministère Impérial et Royal des affaires étrangères.)

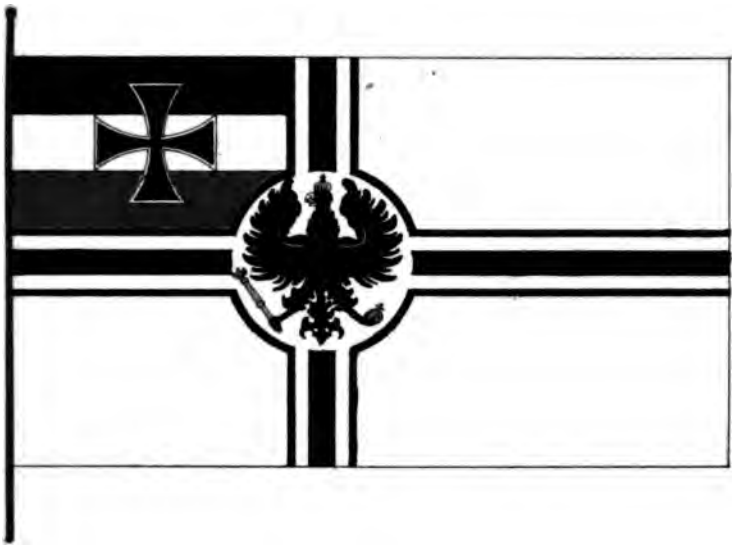
Nach einer Notification der königlich preussischen Regierung ist in Gemässheit des Artikels 55 der Verfassung des norddeutschen Bundes vom 27. Juni 1867 die aus den angeschlossenen Musterexemplaren ersichtliche schwarzweissrothe Flagge bei der norddeutschen Kriegs- und Handelsmarine eingeführt worden.

Nachdem diese Flagge auch von Oesterreich anerkannt ist, so werden die k. k. Vertretungsbehörden im Auslande eingeladen, den unter der norddeutschen Flagge fahrenden Schiffen der Bundesstaaten*) jene Gleichstellung zu gewähren, welche den Schiffen der Staaten des deutschen Zollvereines in Gemässheit der hierortigen Circularerlässe vom 20. Jänner, 31. März und 23. September 1866, Z. 93-H., 2603-H. und 10805-H. im Sinne des Artikels 20 des Handels- und Zollvertrages vom 11. April 1865 zusteht, dem Grossherzogthume Mecklenburg-Schwerin und den Hansestädten Hamburg, Bremen und Lübeck aber mit den Reciprocitätserklärungen vom 25. März 1839 und 2. October 1846 eingeräumt worden ist.

Für den Minister des Aeussern:
Meysenbug.

---

*) Artikel I der Verfassung des norddeutschen Bundes vom 24. Juni 1867, Bundesgebiet. — Das Bundesgebiet besteht aus den Staaten: Preussen mit Lauenburg, Sachsen, Mecklenburg-Schwerin, Sachsen-Weimar, Mecklenburg-Strelitz, Oldenburg, Braunschweig, Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha, Anhalt, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, Waldeck, Reuss ältere Linie, Reuss jüngere Linie, Schaumburg-Lippe, Lippe, Lübeck, Bremen, Hamburg und aus den nördlich vom Main belegenen Theilen des Grossherzogthumes Hessen.



458.

1867

23 novembre 1867.

Convention postale entre l'Autriche d'une part et l'Union germanique du Nord, la Bavière, le Wurtemberg et le Grand-Duché de Bade de l'autre part avec le protocole final y relatif. Conclue à Berlin. Ratifiée par l'Autriche le 13 décembre 1867. Ratifications échangées par protocole, à Berlin, le 27 décembre 1867.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Postvertrag zwischen Oesterreich-Ungarn einerseits und dem norddeutschen Bunde, Bayern, Württemberg und Grossherzogthum Baden anderseits mit Rücksichtnahme des Schlussprotokolls. Abgeschlossen zu Berlin. Ratificirt von Oesterreich-Ungarn den 13. December 1867. Die Ratificationen mit Protokoll ausgewechselt in Berlin den 27. December 1867.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich einerseits, und Seine Majestät der König von Preussen, im Namen des Norddeutschen Bundes, Seine Majestät der König von Bayern, Seine Majestät der König von Württemberg und Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Baden anderseits, von dem Wunsche geleitet, die gegenseitigen postalischen Beziehungen in Hinblick auf die eingetretenen veränderten Verhältnisse neu zu regeln und zugleich umfassende Erleichterungen für den Postverkehr herbeizuführen, haben den Abschluss eines Postvertrages beschlossen, und für diesen Zweck zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich:

Allerhöchstihren Oberpostrath Franz Pilhal;

und Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren Generalpostdirector Richard von Philipsborn,

Allerhöchstihren geheimen Oberpostrath Heinrich Stephan, und

Allerhöchstihren geheimen Postrath Adolph Heldberg;

Seine Majestät der König von Bayern:

Allerhöchstihren Ministerialrath Michael von Suttner, und

Allerhöchstihren Generaldirectionsrath Joseph Baumann;

Seine Majestät der König von Württemberg:

Allerhöchstihren Kammerherrn, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an dem königlich preussischen Hofe, geheimen Legationsrath Freiherrn Carl von Spitzenberg, und

Allerhöchstihren Postrath August Hofacker;

Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Baden:

Allerhöchstihren Director der grossherzoglichen Verkehrsanstalten, geheimen Rath Hermann Zimmer;

1867 welche auf Grund ihrer Vollmachten sich über die nachstehenden Artikel geeinigt haben.

I. Grundsätzliche Bestimmungen.

Artikel 1.

Anwendbarkeit des Vertrages.

Die Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages erstrecken sich:

a) auf die Briefpost- und Fahrpostsendungen, welche dem Verkehre der Gebiete zweier oder mehrerer der hohen vertragschliessenden Theile untereinander angehören: Wechselverkehr;

b) auf die Briefpost- und Fahrpostsendungen, welche im Verkehre der vertragschliessenden Gebiete mit fremden Staaten oder fremder Staaten unter sich vorkommen, insofern bei diesem Verkehre die Gebiete von mindestens zweien der hohen Vertragstheilnehmer berührt werden: Durchgangsverkehr.

Der Postverkehr mit dem Grossherzogthume Luxemburg wird als zum Wechselverkehre gehörig angesehen.

Die Bestimmungen über den inneren Briefpost- und Fahrpostverkehr bleiben den einzelnen Vertragstheilnehmern überlassen.

Artikel 2.

Austausch der Postsachen.

Zwischen den Postverwaltungen der hohen vertragschliessenden Theile soll ein geregelter Austausch der im Wechselverkehre wie im Durchgangsverkehre vorkommenden Briefpost- und Fahrpostsendungen stattfinden.

Die Verwaltungen machen sich gegenseitig verbindlich, für möglichst schleunige Beförderung der ihnen zugeführten Briefpost- und Fahrpostsendungen Sorge zu tragen. Insbesondere sollen für Beförderung der Briefpostsendungen jederzeit die schnellsten sich darbietenden Routen benützt werden.

Die hohen vertragschliessenden Theile werden dafür Sorge tragen, dass den Postverwaltungen die ungehinderte Benützung der Eisenbahnen, Dampfschiffe und ähnlicher Transportmittel überall für die Beförderung der Postsendungen thunlichst gesichert werde.

Zwischen welchen Postanstalten und Eisenbahnpostbureaus directe Brief- oder Frachtkartenschlüsse behufs des geregelten Austausches der Sendungen zu unterhalten sind, bleibt der nach Massgabe des veränderlichen Bedürfnisses zu treffenden jedesmaligen Verständigung der Postverwaltungen vorbehalten.

Artikel 3. 1867

Transitrecht.

Jede Verwaltung ist berechtiget, die Sendungen des Wechselverkehres über das Gebiet einer anderen Verwaltung in geschlossenen Brief- und Fahrpostpacketen oder Brief- und Fahrpostbeuteln, bei geringerem Umfange des Verkehres auch stückweise, zu versenden. Dasselbe Recht wird für die Sendungen des Durchgangsverkehres gegenseitig in soweit eingeräumt, als dieselben, nachdem sie vom Auslande eingegangen oder bevor sie an dasselbe auszuliefern sind, noch über zwischenliegende Gebiete der Vertragstheilnehmer Beförderung zu erhalten haben.

Für den Transit über die Grenzgebiete sind die Bestimmungen des Artikels 54 massgebend.

Artikel 4.

Aufhebung der Transitgebühren.

Die Verwaltungen der Gebiete, über welche die im vorhergehenden Artikel 3 erwähnte Beförderung der Sendungen in geschlossenen Posten oder stückweise stattfindet, haben, soweit es sich lediglich um Briefpostsendungen handelt, eine Gebühr nicht zu beziehen, vielmehr stellen die sämmtlichen Vertragstheilnehmer die Routen ihrer Postgebiete einander für den gedachten Transit unentgeldlich zur Verfügung. Ein Gleiches gilt für den Transit von Briefpostsendungen, welche dem inneren Verkehre eines der Gebiete der hohen vertragschliessenden Theile angehören.

Sollten jedoch im einzelnen Falle einer Postverwaltung auf ihrem Gebiete lediglich aus der Beförderung der Briefpostsendungen einer anderen Verwaltung besondere Kosten erwachsen, so werden dieselben, auf Verlangen und Nachweis, von derjenigen Verwaltung erstattet werden, welche die Beförderung in Anspruch genommen hat. Dieses Verlangen muss, sofern es sich für jenen Zweck um dauernde besondere Einrichtungen handelt, thunlichst vor Ausführung derselben an die betreffende Verwaltung mitgetheilt werden. Unter demselben Vorbehalt der Erstattung der Kosten wird dem etwaigen Ersuchen einer Verwaltung um Einrichtung eines Postcurses zur Beförderung ihrer Briefpostsendungen im Gebiete einer anderen Verwaltung entsprochen werden.

Artikel 5.

Ueberführung der Posttransporte auf den Grenzen.

Bei den Verabredungen, welche hinsichtlich der Beförderung der Posttransporte auf den gegenseitigen Grenzstrecken zu treffen sind, soll, soweit nicht nach Massgabe bestehender besonderer Ein-

1867 richtungen und localer Verhältnisse andere Festsetzungen angemessen erscheinen, im Allgemeinen von dem Grundsatze ausgegangen werden, dass eine jede Verwaltung für die Beförderung der Postsendungen aus ihrem Gebiete bis zur gegenüberliegenden Grenzpoststation des benachbarten Gebietes zu sorgen hat.

Jeder Postanstalt fallen die Gebühren von den Reisenden und das Ueberfrachtporto insoweit zu, als sie die Kosten der Beförderung trägt. Sie berechnet das Personengeld nach ihrem eigenen Tarife und bestimmt das Freigewicht für ihre Bezugsstrecke.

Hinsichtlich der Ueberführung der Eisenbahnposttransporte auf den Grenzen sind die Bestimmungen der besonderen Staatsverträge, beziehungsweise Specialvereinbarungen massgebend.

Artikel 6.

Entfernungsmass.

Die Entfernungen im Verkehre zwischen den einzelnen Postgebieten werden auschliesslich nach geographischen Meilen, zu 15 auf einen Aequatorsgrad, bestimmt.

Behufs Ermittlung der dem Tarife zu Grunde zu legenden Entfernungen wird das gesammte Postgebiet in quadratische Taxfelder von 2 geographischen Meilen Seitenlänge eingetheilt. Der directe Abstand des Diagonalkreuzpunktes des einen Quadrats von dem des anderen Quadrats bildet die Entfernung, welche für die Taxirung der Sendungen von den Postanstalten des einen nach denen des anderen Quadrats massgebend ist. Die von Quadratseiten durchschnittenen Postorte werden dem östlich, südlich oder südöstlich angrenzenden Quadrate zugezählt.

Bruchmeilen bleiben unberücksichtigt.

Artikel 7.

Gewicht.

Für die Gewichtsbestimmungen beim Postverkehre ist bis auf weiteres als Gewichtseinheit das Zollpfund mit der Eintheilung in 30 Loth und der Unterabtheilung des Lothes in Zehntel massgebend.

Artikel 8.

Münzwährung.

Die Zutaxirung, Vergütung und Abrechnung erfolgt bei der Briefpost, wie bei der Fahrpost, in der Landesmünze derjenigen Postbehörde, welche das Porto einzieht.

Die Zahlung der Beträge aus den vierteljährigen Abrechnungen zwischen den Postverwaltungen geschieht in der Landesmünze derjenigen Postverwaltung, welche eine Herauszahlung zu empfangen hat.

Artikel 9. 1867

Aeussere Beschaffenheit und Behandung der Postsendungen.

In Bezug auf die äussere Beschaffenheit und Behandlung der Postsendungen bei der Auf- und Abgabe und bei der Weiterspedition gelten die zwischen den Postverwaltungen zu verabredenden besonderen Reglements und Instructionen, beziehungsweise die Festsetzungen der Verträge mit auswärtigen Staaten.

Soweit in diesen Reglements, Instructionen und Verträgen besondere Bestimmungen nicht getroffen sind, finden die für den inneren Verkehr bestehenden Vorschriften der einzelnen Postverwaltung Anwendung.

Artikel 10.

Eintheilung der Postsendungen.

Zur Briefpost gehören:
Briefe ohne declarirten Werth,
Drucksachen,
Waarenproben,
Postanweisungen, und
Zeitungen.

Das Gewicht der Briefe, Drucksachen und Waarenproben darf 15 Loth nicht überschreiten. Wegen der portofreien Gegenstände und der Sendungen vom Auslande sind die Bestimmungen in den Artikeln 26 und 50 massgebend.

Zur Fahrpost gehören:
Packete mit und ohne Werthsdeclaration,
Briefe mit declarirtem Werthe, und
Briefe mit Postvorschüssen.

II. Briefpost.

Artikel 11.

Briefporto.

Das Briefporto beträgt im Wechselverkehre auf alle Entfernungen:

a) für den gewöhnlichen frankirten Brief bis zum Gewichte von einem Zollloth einschliesslich: 1 Silbergroschen oder 3 Kreuzer (in den Gebieten mit der süddeutschen Guldenwährung) oder 5 Neukreuzer; bei grösserem Gewichte: 2 Silbergroschen oder 7 Kreuzer oder 10 Neukreuzer;

b) für den gewöhnlichen unfrankirten Brief bis zum Gewichte von einem Zollloth einschliesslich: 2 Silbergroschen oder 7 Kreuzer oder 10 Neukreuzer; bei grösserem Gewichte: 3 Silbergroschen oder 11 Kreuzer oder 15 Neukreuzer.

1867

Artikel 12.

Freimarken und Francocouverts.

Die Postanstalten haben, nach näherer Anordnung der einzelnen Verwaltungen, Freimarken zur Frankirung der Postsendungen für das Publikum bereit zu halten und zu demselben Betrage abzulassen, welcher durch den Francostempel bezeichnet ist.

Es bleibt der Entschliessung der Postverwaltungen überlassen, den Postanstalten auch den Verkauf von Francocouverts aufzutragen, und, ausser dem durch den Francostempel bezeichneten Werthbetrage, eine den Herstellungskosten der Couverts entsprechende Entschädigung einzuheben.

Artikel 13.

Unzureichende Frankirung.

Die mit Freimarken oder Francocouverts unzureichend frankirten Briefe unterliegen der Taxe für unfrankirte Briefe, jedoch unter Anrechnung des Werthes der verwendeten Freimarken oder Francocouverts.

Die Verweigerung der Nachzahlung des Porto gilt für eine Verweigerung der Annahme der Sendung.

Artikel 14.

Frankirung mit Freimarken oder Franco-Couverts einer anderen Verwaltung.

Andere Freimarken oder Francocouverts als diejenigen des Postgebietes, in welchem die Auflieferung der zu frankirenden Sendung stattfindet, sind ungiltig. Sendungen, welche mit Marken oder Couverts eines anderen Postgebietes versehen zur Auflieferung gelangen, werden als unfrankirt behandelt, und die Marken oder Couvertstempel als ungiltig bezeichnet.

Sind aber dergleichen Sendungen des Wechselverkehres nach demjenigen Gebiete bestimmt, welchem die Marken oder Couverts angehören, so zieht die empfangende Postanstalt von dem Adressaten nur das nach Abzug des Werthes der Marken oder des Couvertstempels verbleibende Porto ein, oder vergütet auf sonstige Weise dem Adressaten den Betrag der unrichtig verwendeten Werthzeichen.

Artikel 15.

Drucksachen.

Für Drucksachen wird im Falle der Vorausbezahlung und wenn sie, ihrer Beschaffenheit nach, den reglementarischen Bestimmungen entsprechen, ohne Unterschied der Entfernung, der Einheitssatz von $^1/_3$ Silbergroschen, beziehungsweise 1 Kreuzer oder 2 Neukreuzern für je $2^1/_2$ Loth oder einen Bruchtheil davon erhoben.

Für Drucksachen, welche unfrankirt oder unzureichend frankirt 1867
zur Absendung gelangen, oder den reglementarischen Bestimmungen nicht entsprechen, sonst aber zur Versendung mit der Briefpost sich eignen, wird das Briefporto wie für unfrankirte Briefe erhoben, jedoch unter Anrechnung des Werthes der verwendeten Freimarken.

Rücksichtlich der Auslegung der reglementarischen Vorschriften über Drucksachen ist, insoweit es sich nicht um unzweifelhafte Versehen handelt, jederzeit die Ansicht der Postanstalt des Aufgabeortes massgebend.

Artikel 16.

Waarenproben (Waarenmuster).

Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels 15 finden auch Anwendung auf die mit der Post zu versendenden Waarenproben (Waarenmuster).

Werden Waarenproben mit Drucksachen zusammengepackt, so kommt ebenfalls die im Artikel 15 festgesetzte Taxe nach Massgabe des Gesammtgewichtes der Sendung zur Anwendung.

Artikel 17.

Recommandation.

Es ist gestattet, Briefe, Drucksachen und Waarenproben unter Recommandation abzusenden.

In solchem Falle ist, ausser dem Porto, eine Recommandationsgebühr von 2 Silbergroschen oder 7 Kreuzern oder 10 Neukreuzern zu entrichten. Dieselbe wird jederzeit zugleich mit dem Porto eingehoben.

Dem Absender einer recommandirten Sendung wird auf Verlangen eine Empfangsbescheinigung des Adressaten (Rückschein, Retourrecepisse) durch die Postanstalt beschafft. Hierfür wird eine weitere Gebühr von 2 Silbergroschen oder 7 Kreuzern oder 10 Neukreuzern erhoben, welche der Absender bei der Einlieferung zu entrichten hat.

Artikel 18.

Ersatzleistung für recommandirte Sendungen.

Für eine abhanden gekommene recommandirte Sendung wird, mit Ausnahme eines durch die eigene Fahrlässigkeit des Absenders, durch Krieg, durch unabwendbare Folgen von Naturereignissen oder durch die natürliche Beschaffenheit der Sendung herbeigeführten Verlustes, dem Absender eine Entschädigung von 14 Thalern oder 24½ Gulden süddeutscher Währung oder 21 Gulden österreichischer Währung geleistet.

Für die Beschädigung einer recommandirten Sendung, sowie für den durch verzögerte Beförderung oder Bestellung einer recomman-

1867 dirten Sendung entstandenen Schaden wird seitens der Post kein Ersatz geleistet.

Den recommandirten Sendungen werden in Betreff der Ersatzleistung die zur Beförderung durch Estafette eingelieferten Sendungen gleichgestellt.

Dem Absender gegenüber liegt die Ersatzpflicht derjenigen Postverwaltung ob, welcher die Postanstalt der Aufgabe angehört.

Der Anspruch auf Entschädigung an die Post erlischt mit Ablauf von sechs Monaten, vom Tage der Einlieferung der Sendung an gerechnet. Die Verjährung wird durch Anbringung der Reclamation bei derjenigen Postverwaltung unterbrochen, welcher die Postanstalt der Aufgabe angehört. Ergeht hierauf eine abschlägige Bescheidung, so beginnt vom Empfange derselben eine neue Verjährungsfrist von sechs Monaten, welche durch eine Reclamation gegen jenen Bescheid nicht unterbrochen wird.

Der Ersatzanspruch kann auch von dem Adressaten in denjenigen Fällen erhoben werden, in welchen der Absender nicht zu ermitteln ist, oder die Verfolgung seines Anspruches dem Adressaten zuweist.

Wenn eine Postverwaltung für eine erweislich nicht in ihrem Bezirke verloren gegangene recommandirte Sendung dem Absender Ersatz geleistet hat, so ist sie von derjenigen Verwaltung unverzögert zu entschädigen, welche die Sendung von ihr übernommen hat. Diese letztere Verwaltung ist befugt, in gleicher Weise ihren Regress gegen die nächstfolgende Verwaltung zu nehmen. Den Schaden trägt schliesslich diejenige Verwaltung, welche weder die richtige Bestellung, noch die Ueberlieferung an eine andere Postverwaltung nachweisen kann.

Für den Verlust einer in einem Transitbriefpackete befindlichen recommandirten Sendung hat die transitgebende Verwaltung nur in dem Falle zu haften, wenn das ganze Briefpacket während der Beförderung in dem Transitgebiete abhanden gekommen ist, oder wenn nachgewiesen wird, dass die recommandirte Sendung während der Beförderung im Transitgebiete in Verlust gerathen ist.

Für Verluste recommandirter Sendungen, welche auf dem Transporte durch eine auswärtige Beförderungsanstalt eintreten, findet, insoweit nicht in Folge besonderer Verträge eine Verbindlichkeit zur Ersatzleistung besteht, ein Ersatzanspruch, den Postverwaltungen der hohen vertragschliessenden Theile gegenüber, nicht statt. Ist jedoch in diesem Falle die Einlieferung innerhalb eines Postgebietes der hohen vertragschliessenden Theile erfolgt, und will der Absender seine Ansprüche gegen die auswärtige Transportanstalt geltend machen, so hat die Postverwaltung, von welcher die Sendung unmittelbar dem Auslande zugeführt worden ist, ihm Beistand zu leisten.

Ein Ersatzanspruch für nicht recommandirte Sendungen findet gegenüber den Postverwaltungen nicht statt.

Artikel 19. 1867

Postanweisungen.

Im Wechselverkehre der Postgebiete der hohen vertragschliessenden Theile können, von einem durch die Postverwaltungen näher zu verabredenden Termine an, durch die Briefpost Zahlungen bis zum Betrage von 50 Thalern oder $87^1/_2$ Gulden süddeutscher Währung oder 75 Gulden österreichischer Währung einschliesslich im Wege des Postanweisungsverfahrens vermittelt werden.

Die Gebühr beträgt für Zahlungen bis zum Betrage von 25 Thalern oder $43^3/_4$ Gulden süddeutscher Währung oder $37^1/_2$ Gulden österreichischer Währung:

2 Silbergroschen oder 7 Kreuzer, oder
10 Neukreuzer;

im Betrage über 25 Thaler bis 50 Thaler oder über $43^3/_4$ Gulden bis $87^1/_2$ Gulden süddeutscher Währung oder über $37^1/_2$ Gulden bis 75 Gulden österreichischer Währung:

4 Silbergroschen oder 14 Kreuzer, oder
20 Neukreuzer.

Der an dem Postanweisungsformulare befindliche Coupon kann vom Absender mit schriftlichen Mittheilungen jeder Art versehen werden, ohne dass eine weitere Erhebung stattfindet.

Die Gebühr ist bei der Aufgabepostanstalt zu entrichten.

Auf Postanweisungen eingezahlte Beträge können auf Verlangen des Absenders durch die Postanstalt am Aufgabeorte auf telegraphischem Wege der Postanstalt am Bestimmungsorte zur Auszahlung überwiesen werden. In diesem Falle hat der Absender, neben der Postanweisungsgebühr und neben der Gebühr für das Telegramm, die Expressbestellgebühr für Besorgung der Depesche im Aufgabeorte vom Postbureau bis zur Telegraphenstation, wenn letztere sich nicht im Postgebäude mit befindet, nach dem am Aufgabeorte üblichen Satze zu Gunsten der Aufgabepostanstalt zu entrichten. Sofern die Anweisung nicht poste restante adressirt ist, sind für die Abtragung des Postanweisungstelegramms an den Adressaten, welche von der Auszahlungspostanstalt durch einen Expressen erfolgt, die für die expresse Bestellung von Briefpostsendungen festgesetzten Gebühren (Artikel 20) einzuziehen.

Für die auf Postanweisungen eingezahlten Beträge wird in demselben Umfange Garantie geleistet, wie für Sendungen mit Werthsdeclaration (Artikel 48).

Artikel 20.

Expressbestellung.

Briefpostgegenstände, auf deren Adresse der Absender das schriftliche Verlangen ausgedrückt hat, dass sie durch einen Expressen

1867 zu bestellen sind, müssen von den Postanstalten sogleich nach de Ankunft dem Adressaten durch einen besonderen Boten zugestell werden.

Eine Recommandation der Expressendungen ist nicht erfor derlich.

Für Expressbriefpostsendungen nach dem Ortsbestellbezirk der Bestimmungspostanstalt ist die Expressbestellgebühr nach den Satze von $2^1/_2$ Silbergroschen oder 9 Kreuzern oder 15 Neukreuzern zu erheben.

Die Entrichtung dieser Gebühr kann vom Absender erfolgen oder dem Adressaten überlassen werden.

Für Expressbriefpostsendungen nach dem Landbestellbezirk gilt als Regel, dass die Expressbestellgebühr von dem Adressaten zu entrichten ist, und zwar mit dem Betrage, welcher dem Boten für die Ausführung der Expressbestellung nach dem ortsüblichen Satze vergütet wird.

Insofern der Expressbote Geldbeträge zu Postanweisungen mit zu überbringen hat, soll die Expressgebühr das Doppelte des Satzes für die Expressbestellung gewöhnlicher Briefpostsendungen betragen.

Die Expressgebühr wird stets von der Postanstalt des Bestim mungsortes bezogen.

Artikel 21.

Nachzusendende Briefpostgegenstände.

Für Briefpostgegenstände, welche dem Adressaten an einer anderen als den auf der Adresse ursprünglich bezeichneten Bestimmungsort nachgesendet werden sollen, findet aus Anlass dieser Nachsendung ein weiterer Portoansatz nicht statt.

Wenn die Nachsendung nach dem Gebiete des Aufgabeortes erfolgt, so wird bei unfrankirten Briefen von der Postanstalt, welche die Nachsendung bewirkt, das Porto in demselben Betrage und in derselben Münzwährung angerechnet, wie dasselbe von der Postverwaltung des Aufgabegebietes angesetzt worden war, wogegen diese Postverwaltung den Portobetrag nach Massgabe des für ihre Währung bestimmten Satzes erhebt.

Nachzusendende recommandirte Briefpostgegenstände werden auch bei der Nachsendung als recommandirt behandelt. Eine nochmalige Erhebung der Recommandationsgebühr findet dabei nicht statt.

Wenn Postanweisungen des inneren Verkehres aus Anlass von Nachsendung in den Wechselverkehr übergehen, so unterliegen dieselben einer Nachtaxe in dem Betrage, welcher an der für den Wechselverkehr festgesetzten Postanweisungsgebühr nach Abzug der für den inneren Verkehr bereits erhobenen Gebühr noch fehlt. Der Betrag wird gleich dem Briefporto durch Zutaxirung eingezogen.

Artikel 22. 1867

Unbestellbare Briefpostgegenstände.

Für die Rücksendung unbestellbarer Briefpostgegenstände wird ein besonderes Porto nicht angesetzt Waren dieselben unfrankirt, so wird von der Postanstalt, welche die Rücksendung bewirkt, das für den Hinweg angesetzt gewesene Porto in demselben Betrage und in derselben Währung zurückgerechnet, wie dasselbe ursprünglich angerechnet war, wogegen die Postverwaltung des Aufgabegebietes den Portobetrag nach Massgabe des für ihre Währung bestimmten Satzes erhebt.

Der Betrag unbestellbarer Postanweisungen wird dem Absender, sobald derselbe zu ermitteln ist, zurückgezahlt. Eine Rückerstattung der Gebühr findet nicht statt.

Artikel 23.

Portobezug.

Jede Postverwaltung hat das Porto und die Recommandationsgebühr für alle Briefe, Drucksachen und Waarenproben zu beziehen, welche bei ihren Postanstalten eingeliefert werden.

Die Gebühr für Postanweisungen wird zwischen der Postverwaltung des Aufgabegebietes und der Postverwaltung des Bestimmungslandes halbscheidlich getheilt. Bei nachzusendenden Postanweisungen, welche ursprünglich dem inneren Verkehre angehörten, ist die ursprünglich erhobene Gebühr mit zur Theilung heranzuziehen.

Es bleibt der Verständigung unter den Postverwaltungen der hohen vertragschliessenden Theile vorbehalten, den Modus des Portobezuges nach Massgabe der sich ergebenden Erfahrungen in der Weise zu regeln, dass eine jede Verwaltung diejenigen Porto- oder Francobeträge zu beziehen hat, welche bei ihren Postanstalten eingehoben werden.

Artikel 24.

Laufschreiben.

Für Laufschreiben, die von Privatpersonen veranlasst werden, ist eine Gebühr von 2 Silbergroschen oder 7 Kreuzern oder 10 Neukreuzern zu erheben, welche die Postverwaltung bezieht, deren Gebiet die Aufgabepostanstalt angehört. Ergibt sich, dass die Reclamation durch Verschulden der Post herbeigeführt ist, so findet die Rückzahlung der Gebühr statt.

Artikel 25.

Ausschliessung von Nebengebühren.

Ausser den in vorstehenden Artikeln vereinbarten Taxen und Gebühren dürfen für die Beförderung von Briefpostsendungen keinerlei weitere Gebühren erhoben werden.

1867 Die kaiserlich-königlich österreichische Verwaltung behält sich jedoch vor, die Ortsbriefbestellgebühr dort, wo eine solche noch besteht, vorläufig fortzuerheben. Diese Gebühr soll indessen über ihren dermaligen Betrag keinesfalls erhöht, vielmehr nach Thunlichkeit ganz aufgehoben werden.

Artikel 26.

Bestimmungen über die Portofreiheit.

Die Correspondenz sämmtlicher Mitglieder der Regenten-Familien in den Gebieten der hohen vertragschliessenden Theile wird ohne Beschränkung auf ein bestimmtes Gewicht portofrei befördert.

Ferner werden bis zum Gewichte von 1 Pfund einschliesslich gegenseitig portofrei befördert: die Correspondenzen in reinen Staatsdienst-Angelegenheiten von Staats- und anderen öffentlichen Behörden des einen Postgebietes mit solchen Behörden eines anderen, wenn sie in der Weise beschaffen sind, wie es in dem Aufgabegebiete für die Berechtigung zur Portofreiheit vorgeschrieben ist. Den Staats- und anderen öffentlichen Behörden sind in dieser Hinsicht jene alleinstehenden Beamten, welche eine Behörde repräsentiren, gleichgestellt.

Die Correspondenz der Gesandten an ihre Regierungen ist portopflichtig.

Für Postanweisungen findet eine Portofreiheit in der Regel nicht Anwendung. Nur in den Fällen, in welchen nach Massgabe der Bestimmungen über die Portofreiheiten bei der Fahrpost (Artikel 47) Geldsendungen portofrei zu befördern sind, kann, jedoch erst von dem im Artikel 19 vorbehaltenen Termine ab, die Zahlung auch im Wege der Postanweisung unentgeltlich vermittelt werden.

Die bei der Absendung seitens der Postverwaltung des Aufgabegebietes als portofreie Correspondenz bezeichneten und als solche behandelten Sendungen werden am Bestimmungsorte ohne Portoansatz ausgeliefert.

Artikel 27.

Zeitungsdebit.

Die Postanstalten der hohen vertragschliessenden Theile besorgen die Annahme der Abonnements und die Ausführung der Bestellungen auf Zeitungen und Zeitschriften, sowie deren Versendung und Abgabe an die Abonnenten.

Eine unentgeltliche Vertheilung von Probenummern findet nicht statt.

Artikel 28. 1867

Betrag der Zeitungsprovision.

Die Gebühr für den Debit der Zeitungen und Zeitschriften beträgt 25 Procent des Preises, zu welchem die versendende Postanstalt die Zeitung von dem Verleger empfängt (Netto-Einkaufspreis). Bei Zeitungen, welche seltener als monatlich vier Mal erscheinen, wird die Zeitungsprovision auf 12½ Procent des Netto-Einkaufspreises ermässigt. In allen Fällen ist jedoch mindestens der Betrag von 4 Silbergroschen oder 14 Kreuzern oder 20 Neukreuzern jährlich für jede abonnirte Zeitung oder Zeitschrift zu erheben.

Artikel 29.

Bezug der Zeitungsprovision.

Die Zeitungsprovision wird zwischen der bestellenden und der absendenden Postanstalt halbscheidlich getheilt.

Lässt sich der Betrag nicht ganz gleich bis auf volle Viertelgroschen oder volle Kreuzer oder volle Neukreuzer theilen, so verbleibt der grössere Betrag der absendenden Postanstalt.

Artikel 30.

Abonnementsbedingungen.

Bei dem Abonnement sind die Verlagsbedingungen zunächst massgebend.

In der Regel kann auf einen kürzeren Zeitraum als ein Vierteljahr nicht abonnirt werden.

Zeitungsbestellungen auf einen längeren Zeitraum als denjenigen, welcher in der Zeitungspreisliste der Postverwaltung des Verlagsgebietes angegeben ist, sind nicht zulässig.

Preisänderungen für das nächste Abonnement sollen nur dann Berücksichtigung finden, wenn solche seitens des Verlegers mindestens vier Wochen vor dem Beginne des Abonnements der Verlagspostanstalt angezeigt werden.

Artikel 31.

Zeitungsbestellgeld.

Die im Artikel 28 festgesetzte gemeinschaftliche Zeitungsprovision begreift nicht die Gebühr für Ablieferung der Zeitschriften in die Wohnungen der Abonnenten in sich. Die Bestimmungen über das zu erhebende Bestellgeld bleiben den einzelnen Verwaltungen überlassen.

Artikel 32.

Nachsendung von Zeitungen.

Verlangt ein Abonnent die Nachsendung einer Zeitung an einen anderen als den Ort, für welchen er die Bestellung gemacht hat, so hat

1867 die Ueberweisung der Zeitung an den anderweiten Bestimmungsor nach der Wahl des Abonnenten von der Postanstalt des Bestellungs oder von der Postanstalt des Verlagsortes zu erfolgen, und haben di betreffenden Postanstalten sich hierüber die erforderliche amtlich Mittheilung zu machen. Für die Ueberweisung der Zeitung entrichte der Besteller bis zum Schlusse der Abonnementsperiode zu Gunste derjenigen Postanstalt, bei welcher die Bestellung durch ihn zuers erfolgt ist, sowie derjenigen, welche die Zeitung bei der Nachsendun zu distribuiren hat, eine zwischen beiden gleichmässig zu theilend Gebühr von 10 Silbergroschen oder 35 Kreuzern oder 50 Neukreuzern

Kommen mehrmalige Ueberweisungen einer Zeitung aus einen Gebiete in das andere vor, so ist die Ueberweisungsgebühr bei jede solchen Ueberweisung in Ansatz zu bringen. Insofern jedoch di Zeitung wieder nach dem Orte überwiesen wird, wo das Abonne ment ursprünglich stattgefunden hat, ist für die dessfallsige Ueber weisung eine nochmalige Gebühr nicht zu erheben.

Wenn die Nachsendung einer bisher durch die Post noch nich bezogenen, sondern von einem Abonnenten direct beim Verleger be stellten Zeitung verlangt wird, so ist für die Nachsendung di Zeitungsprovision nach Massgabe der Bestimmungen der Artikel 2 und 30 vom Absender zu entrichten. Die Theilung erfolgt nac Artikel 29 halbscheidlich.

In gleicher Weise werden die zwischen den Zeitungsredactione zur Versendung gelangenden Tauschexemplare behandelt.

III. Fahrpost.

Artikel 29.

Portoberechnung.

Das Porto für Fahrpostgegenstände im Wechselverkehre wir nach der geradlinigen Entfernung zwischen Abgangs- und Bestim mungsort, ohne Rücksicht auf die Grenzen der einzelnen Gebiet und auf die Spedition, in einer Summe berechnet. Bezüglich de Feststellung der Entfernungen sind die Bestimmungen im Artikel 6 massgebend.

Für jede Fahrpostsendung wird ein Gewichtsporto und bei Sen dungen mit declarirtem Werthe ausserdem eine Assecuranzgebüh (Werthporto) erhoben.

Bei Sendungen mit Postvorschuss tritt dem Porto und de etwaigen Assecuranzgebühr die Postvorschussgebühr hinzu.

Die Sendungen können entweder vollständig bis zum Bestim mungsorte frankirt oder unfrankirt abgesandt werden.

Artikel 34. 1867

Gewichtsporto für Packete.

Das Gewichtsporto für Packete beträgt pro Zollpfund:

bis	5 Meilen	. . . . .			2	Pfennige
über	5— 10	Meilen	. . .		4	„
„	10— 15	„	. . . .		6	„
„	15— 20	„	. . . .		8	„
„	20— 25	„	. . . .		10	„
„	25— 30	„	1	Sgr.	—	„
„	30— 40	„	1	„	2	„
„	40— 50	„	1	„	4	„
„	50— 60	„	1	„	6	„
„	60— 70	„	1	„	8	„
„	70— 80	„	1	„	10	„
„	80— 90	„	2	„	—	„
„	90—100	„	2	„	2	„
„	100—120	„	2	„	4	„
„	120—140	„	2	„	6	„
„	140—160	„	2	„	8	„
„	160—180	„	2	„	10	„

und so weiter für je 20 Meilen 2 Pfennige mehr.

Ueberschiessende Gewichtstheile unter einem Pfunde werden für ein volles Pfund gerechnet.

Als Minimalsätze für ein Packet werden erhoben:

bis	 5	Meilen:	2	Sgr.	oder	7	kr.südd.	oder	10	Nkr.
über	5—15	„	3	„	„	11	„	„	15	„
„	15—25	„	4	„	„	14	„	„	20	„
„	25—50	„	5	„	„	18	„	„	25	„
„	50 Meilen	. . .	6	„	„	21	„	„	30	„

Wenn mehrere Packete zu derselben Begleitadresse gehören, so wird für jedes einzelne Packet die Taxe selbstständig berechnet.

Artikel 35.

Gewichtsporto für Briefe mit declarirtem Werthe und für Briefe mit Postvorschuss.

Das Gewichtsporto für Briefe mit declarirtem Werthe und für Briefe mit Postvorschuss beträgt bis zum Maximum des zulässigen Gewichtes der Briefe (15 Loth einschliesslich):

bis	. . . 5	Meilen:	$1^1/_2$	Sgr.	oder	6	kr.	südd.	oder	8	Nkr.
über	5—15	„	2	„	„	7	„	„	„	10	„
„	15—25	„	3	„	„	11	„	„	„	15	„
„	25—50	„	4	„	„	14	„	„	„	20	„
„	50 Meilen	. .	5	„	„	18	„	„	„	25	„

1867

Artikel 36.

Assecuranzgebühr.

Die Assecuranzgebühr beträgt:

	bis 50 Thlr. oder 87 1/2 fl. südd. oder 75 fl. österr. einschliesslich	über 50 Thlr. bis 100 Thlr. oder über 87 1/2 fl. bis 175 fl. südd. oder über 75 fl. bis 150 fl. österr. einschliesslich	bei grösseren Summen für jede 100 Thl oder 175 fl. südd. od. 150 österr.
	Silbergroschen		
bis 15 Meilen . . .	1/2	1	1
über 15 bis 50 Meilen	1	2	2
über 50 Meilen .	2	3	3

Uebersteigt die declarirte Summe den Betrag von 1000 T lern oder 1750 Gulden süddeutscher Währung oder 1500 Gul österreichischer Währung, so wird für den Mehrbetrag die Hälfte obigen Assecuranzgebühr erhoben.

Gehören mehrere Sendungen mit declarirtem Werthe zu dersell Begleitadresse, so wird für jede Sendung die Assecuranzgeb selbstständig berechnet.

Artikel 37.

Umrechnung bei Verschiedenheit der Währung und Abrundung.

Die nach Massgabe der Bestimmungen der vorstehenden Arti 34 und 36 in Silbergroschen ausgerechneten Portosätze werden den Postgebieten mit anderer Währung möglichst genau nach gegenseitig mitzutheilenden Reductionstabellen in die Erhebun münze umgerechnet.

Taxbruchtheile werden auf volle Viertel-Silbergroschen, bez hungsweise auf volle Kreuzer oder auf volle Neukreuzer erhöht.

Artikel 38.

Postvorschüsse.

Von einem durch die Postverwaltungen näher zu verabredend Termine an können durch die Postanstalten Postvorschüsse bis Höhe von 50 Thalern oder 87 1/2 Gulden süddeutscher Währu oder 75 Gulden österreichischer Währung geleistet werden. I Transportauslagen und Spesen, welche auf Sendungen haften, si Vorschüsse auch in einem höheren Betrage zulässig.

Die Auszahlung des Betrages am Orte der Aufgabe kann im 1867
Allgemeinen und selbst bei verzögerter Einsendung des von der Aufgabepostanstalt beigegebenen Rückscheines nicht eher verlangt werden, als bis der Rückschein mit der Bemerkung, dass die Einlösung erfolgt sei, zurückgekommen ist.

Die ausser dem Porto etc. für die Sendung (Artikel 34, beziehungsweise 35 und 36) zu erhebende Gebühr für den Postvorschuss beträgt: für jeden Thaler oder Theil eines Thalers einen halben Silbergroschen, für jeden Gulden oder Theil eines Guldens süddeutscher Währung einen Kreuzer und für jeden Gulden oder Theil eines Guldens österreichischer Währung $1^4/_{10}$ Neukreuzer, mindestens jedoch für den ganzen Betrag den Satz von 1 Silbergroschen, beziehungsweise 3 Kreuzern oder 5 Neukreuzern.

Eine Vorausbezahlung des Porto und der Gebühr ist nicht nothwendig; doch kann die Zahlung nicht getrennt erfolgen.

Artikel 39.

Begleitadressen.

Für die Begleitadressen zu Fahrpostsendungen kommt ein besonderes Porto nicht in Ansatz.

Die Postverwaltungen werden darauf Bedacht nehmen, dass, sobald die Verhältnisse es gestatten, zu den Begleitadressen gedruckte Formulare in Anwendung kommen. Der Zeitpunkt der Einführung dieser Formulare wird unter den Verwaltungen gemeinsam verabredet werden.

Artikel 40.

Portoberechnung bei Rück- oder Nachsendungen von Fahrpostgegenständen.

Zurückzusendende oder nachzusendende Fahrpostgegenstände werden wie Sendungen behandelt und taxirt, welche an dem Orte, von wo aus die Rücksendung, beziehungsweise Nachsendung, erfolgt, nach dem ursprünglichen Aufgabeorte, beziehungsweise dem neuen Bestimmungsorte, aufgegeben werden.

Für die Rücksendung oder Nachsendung von Postvorschusssendungen wird die Vorschussgebühr nicht noch einmal angesetzt; dies gilt auch für diejenigen Fälle, in welchen solche Sendungen aus dem inneren Verkehre in den Wechselverkehr und umgekehrt übergehen.

Artikel 41.

Nebengebühren.

Nebengebühren bei der Aufgabe von Fahrpostsendungen sollen nicht neu eingeführt und keinenfalls über die dermaligen Sätze erhöht werden.

1867 Die Feststellung der Gebühren für die Bestellung der Fahrpostsendungen in die Wohnungen der Adressaten wird jeder Verwaltung anheimgestellt.

Artikel 42.

Bestellung von Fahrpostsendungen durch Expressen.

Fahrpostsendungen, bezüglich deren der Absender durch Vermerk auf der Adresse das Verlangen ausgedrückt hat, dass die Bestellung durch einen Expressen erfolgen soll, sind sogleich nach der Ankunft dem Adressaten nach Massgabe der nachstehenden Bestimmungen durch einen besonderen Boten zuzustellen.

1. Bei Expressbestellungen im Ortsbestellbezirke der Postanstalt:

Es gilt als Grundsatz, dass mindestens alle Sendungen im declarirten Werthe bis zu 50 Thalern oder 87½ Gulden süddeutscher Währung oder 75 Gulden österreichischer Währung einschliesslich, oder im Gewichte bis zu 5 Pfund einschliesslich dem Adressaten durch den Expressboten in die Wohnung zu überbringen sind, soweit nicht etwa zollamtliche Vorschriften entgegenstehen.

Bei Sendungen mit declarirtem Werthe von mehr als 50 Thalern oder 87½ Gulden süddeutscher Währung oder 75 Gulden österreichischer Währung, beziehungsweise von mehr als 5 Pfund erstreckt sich die Verpflichtung der Postverwaltung zur expressen Bestellung in die Wohnung des Adressaten nur auf das Formular zum Ablieferungsschein beziehungsweise die Begleitadresse.

Die Expressgebühr für Fahrpostsendungen wird in allen Fällen, in welchen die Sendungen selbst durch Expressen bestellt werden, mit dem doppelten Betrage der nach Artikel 20 sich ergebenden Gebühr für die expresse Bestellung von Briefpostgegenständen im Ortsbestellbezirke der Postanstalt erhoben. In den Fällen hingegen, in welchen nur die Scheine oder die Begleitadressen zur expressen Bestellung gelangen, kommt der einfache Betrag der Expressgebühr für Briefpostgegenstände zur Anwendung.

2. Bei Expressbestellungen nach dem Landbestellbezirke der Postanstalt:

Die Verpflichtung der Postverwaltung zur expressen Bestellung in die Wohnung des Adressaten erstreckt sich auf das Formular zum Ablieferungsschein oder die Begleitadresse.

Die Bemessung der Gebühr regelt sich nach denselben Bestimmungen, welche im Artikel 20 bezüglich der nach dem Landbestellbezirke gerichteten expressen Briefpostgegenstände getroffen sind.

Die Gebühren für die expresse Bestellung werden von der Bestimmungspostanstalt bezogen.

Artikel 43. 1867

Vertheilung der Einnahme für die Fahrpostsendungen.

Die gemeinschaftliche Einnahme aus dem Fahrpostverkehre wird unter die Postverwaltungen der hohen vertragschliessenden Theile nach bestimmten Procentsätzen vertheilt.

Zur Ermittlung des Antheiles der einzelnen Verwaltungen an der Gesammteinnahme wird, unter Anwendung des nachbezeichneten Tarifs und unter Zugrundelegung der nachbezeichneten Entfernungsstrecken, das Porto für sämmtliche in den Karten mit dem Abgangsdatum des 6., 11., 16., 21., 26. und letzten Tages der zwölf Monate eines Jahres eingetragene portopflichtige Fahrpostsendungen für jedes Gebiet abgesondert berechnet.

Der für die Portoerhebung geltende Tarif wird auch bei dieser Taxirung, jedoch mit der Massgabe angewandt, dass das Gewichtsporto für Packete auf alle Entfernungen gleichmässig von 5 zu 5 Meilen mit dem Satze von 2 Pfennigen pro Pfund fortschreitet.

Als Entfernungsstrecken für jedes einzelne Postgebiet werden die directen Entfernungen vom Abgangsorte bis zu dem Punkte, wo die Grenzlinie von der Route durchschnitten wird, auf welcher die Beförderung der Sendung stattgefunden hat, und beziehungsweise von diesem Punkte an bis zu dem Bestimmungsorte, oder dem Wiederausgangspunkte an der Grenze, angesehen.

Bruchmeilen werden dabei durchwegs auf volle Meilen abgerundet.

Beim Zusammenrechnen der Entfernungen für mehrere getrennt liegende Gebietstheile eines und desselben Postbezirkes wird nicht jeder etwaige einzelne Bruch für sich abgerundet, vielmehr die Abrundung nur einmal für die Gesammtheit bewirkt.

Wird beim Messen ein Ortszeichen auf der Karte von der Eintheilung des Messinstrumentes dergestalt berührt, dass die Theilungslinie des Instruments an der dem Vermessungsnullpunkte zugekehrten Seite des Ortskreises eine Tangente bildet, so ist die Entfernung dieses Ortes nicht mehr zu der durch die betreffende Theilungslinie dargestellten Meilenstufe, sondern zu der um eine Meile höheren zu rechnen.

Wird dagegen der Ortskreis von einer Theilungslinie des Instrumentes durchschnitten, so dass diese eine Secante des Ortskreises bildet, so ist bei der Entfernungsbestimmung die durch diese Linie dargestellte Entfernungsstufe als massgebend anzusehen.

Sämmtliche Transitstrecken werden für diejenige Verwaltung in Berechnung gezogen, welche das Postregal in dem betreffenden Gebietstheile ausübt.

1867 Es macht hierbei keinen Unterschied, ob auf solchen Transitstrecken eine Postanstalt besteht oder nicht.

Wenn dagegen die Entfernungsstrecke für ein Gebiet (directe Linie) eine zu einem anderen Postbezirke gehörige Enclave durchschneidet, welche bei der wirklichen Beförderung der Sendung gar nicht berührt worden ist, so wird die Strecke durch diese Enclave als zu der betreffenden Entfernungsstrecke des umgebenden Gebietes gehörig angesehen.

Bei Sendungen, welche nur streckenweise portofrei befördert worden sind, ist ein Taxsatz nur zu Gunsten derjenigen Verwaltungen anzusetzen, in deren Bezirken eine Portoberechnung für diese Sendungen zur gemeinschaftlichen Einnahme wirklich stattgefunden hat.

Die Postvorschussgebühr wird für die Verwaltung der vorschussleistenden Postanstalt angesetzt.

Aus dem Verhältnisse aller für die einzelnen Postgebiete hiernach ermittelten Portosummen ergibt sich der Procentsatz, mit welchem jede Verwaltung an der Gesammt-Fahrposteinnahme theilzunehmen hat.

Wenn der Transit durch das Gebiet einer Verwaltung zufolge besonderer Staatsverträge an eine andere Verwaltung ganz oder zum Theile ohne Entgelt überlassen ist, so wird hierdurch eine Aenderung in dem Verhältnisse gegenüber der Gemeinsamkeit, wie dasselbe durch die vorstehenden Festsetzungen geregelt worden, nicht herbeigeführt; vielmehr haben die betreffenden Verwaltungen untereinander die entsprechende Ausgleichung zu bewirken.

Der Transit von Fahrpostsendungen, welche dem inneren Verkehre eines der hohen vertragschliessenden Theile angehören, wird durch die obigen Bestimmungen nicht berührt; die darauf bezüglichen Verhältnisse unterliegen der besonderen Verständigung der betheiligten Verwaltungen.

Jede Verwaltung ist berechtigt, eine neue Ermittlung der Procentsätze herbeizuführen, insofern nicht durch gemeinsame Verabredung der sämmtlichen Vertragstheilnehmer die Befriedigung des Anspruchs der betreffenden Verwaltung auf einem kürzeren Wege zu erzielen sein sollte.

Verbleibt es bei dem Verlangen der neuen Procentermittlung, so gelten die alten Procentsätze nur noch bis zum Ablaufe des Quartals, in welchem dieses Verlangen zuerst den anderen Verwaltungen mitgetheilt worden ist.

Vom ersten Tage des nächstfolgenden Quartals an werden diejenigen Procentsätze massgebend, die sich nach der in Gemässheit der vorstehenden Bestimmungen zu beschaffenden neuen Austaxirung der Sendungen ergeben haben.

Diese Austaxirung hat sich auf das mit demselben Quartalstage beginnende Jahr zu erstrecken. Bis die Arbeiten der Taxirungs-

commission beendigt sind, erfolgt, vorbehaltlich späterer Ausgleichung, 1867
die Vertheilung der Fahrposteinnahme vorläufig nach den bis dahin giltig gewesenen Procentsätzen.

Das Ergebniss jeder Ermittlung der Procentantheile bleibt während der Zeit des Fortganges des Vertrages wenigstens zwei Jahre in Kraft.

Die Ermittlung der Procentsätze erfolgt in allen Fällen durch eine für diesen Zweck zeitweilig zusammentretende Commission.

Die Art der Zusammensetzung, die Zeit des Zusammentrittes, der Sitz, die Leitung, Geschäftsführung u. s. w. der Taxirungscommission wird von den Postverwaltungen durch besondere Verabredung festgesetzt. Die Kosten werden nach Verhältniss der Procentantheile getragen, welche die betreffende Commission ermittelt hat.

Artikel 44.

Abrechnung.

Jede Verwaltung weist die von ihren Postanstalten für die gemeinschaftliche Rechnung erhobenen Fahrpostporto- und Fahrpostfrancobeträge durch Aufstellungen nach, welche sich die Rechnungsbehörden der miteinander in Kartenwechsel stehenden Postverwaltungen gegenseitig zur Prüfung und Anerkennung zusenden.

Die Ergebnisse dieser Nachweisungen werden von einer durch die anderen Verwaltungen zu wählenden Verwaltung zusammengestellt. Dieselbe hat nach Massgabe der Procentsätze, welche von der Commission (Artikel 43) festgestellt sind, den wirklichen Antheil jeder Verwaltung an der Gesammtfahrpost-Einnahme zu ermitteln, und unter Mittheilung des Rechnungsabschlusses an sämmtliche Verwaltungen die erforderliche Zahlungsausgleichung herbeizuführen.

Ueber den Abrechnungsmodus, die Controle der Einnahmenachweisungen, die Revision der Karten etc. werden zwischen den Postverwaltungen die erforderlichen Ausführungsbestimmungen vereinbart.

Bis dahin, dass die neue Ermittlung der Procentsätze beendigt sein wird, ist die Abrechnung für die Zwischenzeit vom 1. Jänner 1868 ab vorläufig noch unter Zugrundelegung des aus dem dreijährigen Zeitraume 1863—1865 hervorgehenden Verhältnisses zwischen dem Betrage der von jeder Verwaltung eingehobenen Bruttoeinnahme und dem darauf entfallenden Antheile an der gemeinschaftlichen Fahrposteinnahme zu führen, und sind demgemäss gegenseitig die entfallenden Zahlungen, vorbehaltlich der späteren definitiven Ausgleichung, einstweilen zu leisten. Sobald die neuen Procentsätze feststehen, wird für den rückliegenden Zeitraum vom 1. Jänner 1868 ab

1867 die definitive Abrechnung aufgestellt. Nach dem Ergebnisse derselben werden die Ausgleichungen unter Berücksichtigung der inzwischen stattgehabten Zahlungen endgiltig herbeigeführt.

Artikel 45.

Abrechnung über das Porto für unanbringliche Fahrpostsendungen.

Das Porto und etwaige während des Transportes entstandene sonstige Auslagen für unanbringliche Fahrpostsendungen trägt zunächst diejenige Verwaltung, nach deren Gebiet diese Sendungen zurückgekommen sind. Dagegen bleibt dieser Verwaltung der Erlös aus dem Verkaufe der in den Sendungen enthaltenen Gegenstände überlassen.

Deckt der Erlös das Porto und die sonstigen Auslagen nicht, so steht es der betreffenden Postverwaltung frei, den ungedeckten Betrag, insofern derselbe 3 Thaler oder 5¼ Gulden süddeutscher Währung oder 4½ Gulden österreichischer Währung übersteigt, zu liquidiren. Die Liquidation wird von einer anderen Verwaltung bescheinigt und der Betrag von der gemeinschaftlichen Fahrposteinnahme in Abzug gebracht.

Artikel 46.

Portoniederschlagung bei Fahrpostsendungen.

Niedergeschlagenes oder zurückgezahltes Porto wird, insofern dasselbe den Betrag von 3 Thalern oder 5¼ Gulden süddeutscher Währung oder 4½ Gulden österreichischer Währung übersteigt, in derselben Weise liquidirt, beziehungsweise der betheiligten Verwaltung erstattet, wie dies im vorhergehenden Artikel 45 bezüglich der ungedeckt gebliebenen Portobeträge für unanbringliche Fahrpostsendungen vorgesehen ist.

Ist eine Postverwaltung durch gesetzliche oder administrative Bestimmungen zur Niederschlagung oder Rückzahlung eines Portobetrages veranlasst, so soll die Bescheinigung der Liquidation in Bezug auf die Nothwendigkeit der Niederschlagung nicht beanständet werden.

Bei Verlusten von Postsendungen soll das aufgelaufene gemeinsame Porto nicht von dem Schuldigen eingezogen, sondern niedergeschlagen, beziehungsweise unter der vorstehenden Voraussetzung liquidirt werden. Dasselbe gilt von solchen Sendungen, deren Annahme wegen vorgekommener Beschädigungen vom Adressaten verweigert wird, insofern die Beschädigung überhaupt von der Postverwaltung zu vertreten ist.

Im Falle der Veruntreuung einer Sendung hat der Schuldige alle auf der Sendung haftenden Porto- und Auslagebeträge oder die dem Absender zu erstattenden Francobeträge zu ersetzen.

Artikel 47. 1867

Portofreiheiten bei der Fahrpost.

Ueber Portofreiheit im gegenseitigen Fahrpostverkehre gelten die nachstehenden Grundsätze:

1. Bezüglich der Fahrpostsendungen der Mitglieder der Regentenfamilien in den Postgebieten der hohen vertragschliessenden Theile verbleibt es bei den bisherigen Grundsätzen.

2. Die gewöhnlichen Schriften- und Actensendungen in reinen Staatsdienst-Angelegenheiten von Staats- und anderen öffentlichen Behörden des einen Postgebietes mit solchen Behörden eines anderen sind, auch bei Beförderung mittelst der Fahrpost, portofrei, wenn sie in der Weise beschaffen sind, wie es in dem Postgebiete der Aufgabe für die Berechtigung zur Portofreiheit vorgeschrieben ist. Den Staats- und anderen öffentlichen Behörden sind in dieser Hinsicht jene alleinstehenden Beamten, welche eine Behörde repräsentiren, gleichgestellt. Drucksachen, welche zu den zwischen Staats- und anderen öffentlichen Behörden stattfindenden Verhandlungen in reinen Staatsdienstsachen gehören, werden wie Schriften- und Actensendungen angesehen. Die Werth- und Vorschusssendungen der gedachten Behörden sind im gegenseitigen Fahrpostverkehre portopflichtig.

3. Die Geld- und sonstigen Fahrpostsendungen, welche zwischen den Postbehörden und Postanstalten untereinander im dienstlichen Verkehre vorkommen, werden allseitig portofrei behandelt, wenn sie in der Weise, wie es in dem Postgebiete der Aufgabe für Postdienstsachen vorgeschrieben ist, beschaffen sind.

4. Fahrpostsendungen jeder Art, welche auf Grund bestehender, zwischen Regierungen oder Postverwaltungen abgeschlossener Verträge vollständig portofrei von dem Aufgabe- bis zu dem Bestimmungsorte zu befördern sind, bleiben auch fernerhin portofrei.

Artikel 48.

Gewährleistung bei der Fahrpost.

Dem Absender wird von der Post für den Verlust und die Beschädigung der zur Postbeförderung reglementsmässig eingelieferten Fahrpostgegenstände, mit Ausnahme der Briefe mit Postvorschüssen ohne Werthsdeclaration, Ersatz geleistet.

Für einen durch verzögerte Beförderung oder Bestellung dieser Gegenstände entstandenen Schaden wird nur dann Ersatz geleistet, wenn die Sache durch verzögerte Beförderung oder Bestellung verdorben ist, oder ihren Werth bleibend ganz oder theilweise verloren hat. Auf eine Veränderung des Curses oder marktgängigen Preises wird jedoch keine Rücksicht genommen.

1867 Die Verbindlichkeit zur Ersatzleistung bleibt ausgeschlossen, wenn der Verlust, die Beschädigung oder die verzögerte Beförderung oder Bestellung

a) durch die eigene Fahrlässigkeit des Absenders, oder

b) durch Krieg, oder

c) durch die unabwendbaren Folgen eines Naturereignisses oder durch die natürliche Beschaffenheit des Gegenstandes herbeigeführt worden ist, oder

d) auf einer ausserhalb der Postgebiete der hohen vertragschliessenden Theile belegenen Transportanstalt sich ereignet hat, für welche eine der betheiligten Postverwaltungen nicht durch Convention die Ersatzleistung ausdrücklich übernommen hat. Ist jedoch in diesem Falle die Einlieferung innerhalb eines Postgebietes der hohen vertragschliessenden Theile erfolgt, und will der Absender seine Ansprüche gegen die auswärtige Transportanstalt geltend machen, so hat die Postverwaltung, von welcher die Sendung unmittelbar dem Auslande zugeführt worden ist, ihm Beistand zu leisten.

Wenn der Verschluss und die Emballage der zur Post gegebenen Gegenstände bei der Aushändigung an den Empfänger äusserlich unverletzt, und zugleich das Gewicht mit dem bei der Einlieferung ausgemittelten übereinstimmend befunden wird; so hat die Post nicht die Verpflichtung, das bei der Eröffnung an dem angegebenen Inhalte Fehlende zu vertreten. Die ohne Erinnerung geschehene Annahme einer Sendung begründet die Vermuthung, dass bei der Aushändigung Verschluss und Emballage unverletzt, und das Gewicht mit dem bei der Einlieferung ausgemittelten übereinstimmend gewesen ist.

Ist eine Werthsdeclaration geschehen, so wird dieselbe bei der Feststellung des Betrages des von der Post zu leistenden Schadenersatzes zum Grunde gelegt. Wird jedoch von der Post nachgewiesen, dass der declarirte Werth den gemeinen Werth der Sache übersteigt, so ist nur dieser zu ersetzen.

Ist bei Packeten die Declaration des Werthes unterblieben, so wird im Falle eines Verlustes oder einer Beschädigung der wirklich erlittene Schaden, jedoch niemals mehr als ein Thaler oder ein Gulden 45 Kreuzer süddeutscher Währung oder ein Gulden 50 Neukreuzer österreichischer Währung für jedes Pfund der ganzen Sendung vergütet. Sendungen, welche weniger als ein Pfund wiegen, werden den Sendungen zum Gewichte von einem Pfunde gleichgestellt und überschiessende Pfundtheile für ein Pfund gerechnet.

Weitere als die vorstehend bestimmten Entschädigungen werden von der Post nicht geleistet; insbesondere findet gegen dieselbe ein Anspruch wegen eines durch den Verlust oder die Beschädigung

einer Sendung entstandenen mittelbaren Schadens oder entgan- 1867
genen Gewinnes nicht statt.

Dem Absender gegenüber liegt die Ersatzpflicht derjenigen Postverwaltung ob, welcher die Postanstalt der Aufgabe angehört.

Der Anspruch auf Entschädigung an die Post erlischt mit Ablauf von sechs Monaten, vom Tage der Einlieferung der Sendung an gerechnet. Die Verjährung wird durch Anbringung der Reclamation bei derjenigen Postverwaltung unterbrochen, welcher die Postanstalt der Aufgabe angehört. Ergeht hierauf eine abschlägige Bescheidung, so beginnt vom Empfange derselben eine neue Verjährungsfrist von sechs Monaten, welche durch eine Reclamation gegen jenen Bescheid nicht unterbrochen wird.

Der Ersatzanspruch kann auch von dem Adressaten in denjenigen Fällen erhoben werden, in welchen der Absender nicht zu ermitteln ist, oder die Verfolgung seines Anspruches dem Adressaten zuweist.

Der den Ersatz leistenden Verwaltung bleibt es überlassen, eintretenden Falls den Regress an diejenige Verwaltung zu nehmen, in deren Gebiet der Verlust oder die Beschädigung entstanden ist.

Es gilt hierfür bis zur Führung des Gegenbeweises diejenige Postverwaltung, welche die Sendung von der vorhergehenden Verwaltung unbeanstandet übernommen hat, und weder die Ablieferung an den Adressaten, noch auch in den betreffenden Fällen die unbeanstandete Ueberlieferung an die nachfolgende Postverwaltung nachzuweisen vermag.

Von der Bestimmung, dass mit der unbeanstandeten Uebernahme die Haftpflicht auf die übernehmende Verwaltung übergeht, tritt in dem Falle eine Ausnahme ein, in welchem es sich um eine Spoliation oder Beschädigung handelt, die ohne eine leicht wahrnehmbare Verletzung der Emballage oder des Verschlusses, sowie ohne Herbeiführung einer Gewichtsdifferenz verübt worden ist, und deren Entstehung nicht hat ermittelt werden können. In diesem Falle haben die betheiligten Verwaltungen zu dem Schadenersatze in einem nöthigenfalls durch Schiedsrichterspruch festzustellenden Verhältnisse beizutragen.

Hinsichts der Sendungen mit declarirtem Werthe bis einschliesslich 100 Thaler oder 175 Gulden süddeutscher Währung oder 150 Gulden österreichischer Währung soll bei blossen Gewichtsdifferenzen die Unterlassung der Beanstandung nicht die Wirkung haben, dass die Haftpflicht ausschliesslich auf die übernehmende Postverwaltung übergeht, vielmehr sollen hinsichts dieser Sendungen bei unbeanstandeter Uebernahme die Bestimmungen im vorhergehenden Absatze als massgebend erachtet werden. Hierbei bleibt es jeder Verwaltung nach wie vor überlassen, auch bei Sendungen bis 100 Thaler oder

1867 175 Gulden süddeutscher Währung oder 150 Gulden österreichischer Währung einschliesslich die Nachwiegung und Feststellung der Gewichtsdifferenzen vornehmen und somit die Beanstandung vollziehen zu lassen.

Wenn in Reclamationsfällen die betheiligten Verwaltungen sich darüber nicht einigen, ob den ermittelten Umständen nach angenommen werden könne, dass die Beschädigung oder der Abgang stattgehabt, während sich die Sendung in den Händen der Post befunden, dem Reclamanten also überhaupt ein Ersatz zu gewähren sei, oder darüber, ob und in welchem Masse die eine oder die andere Postverwaltung den Ersatz zu leisten, beziehungsweise dazu beizutragen habe, so kann auf eine schiedsrichterliche Entscheidung provocirt werden. Diese hat sich zunächst, sofern auch dieser Punkt noch streitig, darauf zu beziehen, ob im concreten Falle dem Reclamanten überhaupt ein Ersatz zu gewähren sei, sodann aber auch darauf, welche von den betheiligten Verwaltungen und mit welchen Beträgen sie zu dem zu gewährenden Ersatze beizutragen habe.

Das Schiedsgericht wird in einem solchen Falle in der Weise gebildet, dass aus der Zahl der unbetheiligten Verwaltungen eine durch das Los zur Ausübung des Schiedsrichteramtes gewählt wird. Die Ziehung des Loses wird für jedes Jahr durch eine bestimmte Verwaltung bewirkt; es wechseln hierbei die verschiedenen Verwaltungen nach der alphabetischen Reihenfolge ab. Ist nur eine Verwaltung unbetheiligt, so übt diese das Schiedsrichteramt aus.

In Fällen jedoch, wo es sich um einen Ersatzbetrag bis 20 Thaler oder 35 Gulden süddeutscher Währung oder 30 fl. österreichischer Währung einschliesslich handelt, und wo die Verwaltungen des Aufgabe- und Bestimmungsortes einverstanden sind, dass eine gemeinschaftliche Ersatzleistung erfolgen soll, findet eine Berufung an ein Schiedsgericht nicht statt, und ist die Entschädigung von sämmtlichen beim Transporte betheiligten Verwaltungen zu gleichen Theilen zu tragen.

IV. Verhältnisse zu auswärtigen Postgebieten.

Artikel 49.

Postverträge.

Die Behandlung der Sendungen im Verkehre mit auswärtigen Postgebieten richtet sich nach den Postverträgen mit den betreffenden fremden Regierungen, beziehungsweise nach den Uebereinkünften mit auswärtigen Transportunternehmungen.

Beim Abschlusse solcher Verträge wird die den Vertrag mit dem Auslande verhandelnde Regierung dahin Vorsorge treffen, dass die Erleichterungen, welche dem Postverkehre ihres Gebietes mit dem

betreffenden Auslande zu Theil werden, in gleicher Weise und unter 1867
denselben Bedingungen auch auf den durch ihre Posten stückweise vermittelten Correspondenzverkehr der anderen an dem gegenwärtigen Vertrage betheiligten Postgebiete mit dem betreffenden Auslande zur Anwendung gelangen.

Artikel 50.

Behandlung der Sendungen.

Soweit die Postverträge oder Uebereinkünfte mit auswärtigen Regierungen oder Verwaltungen besondere Bestimmungen nicht enthalten, treten für die Behandlung der Sendungen die in dem gegenwärtigen Vertrage bezüglich des Wechselverkehres getroffenen Festsetzungen in Anwendung.

Die vom Auslande mit der Briefpost eingehenden und ihrer Natur nach zur Weiterbeförderung mit der Briefpost geeigneten Sendungen sind, insofern die Vorschriften über die zollamtliche Behandlung nicht entgegenstehen, ohne Unterschied des Gewichtes mit der Briefpost weiter zu befördern, und sowohl hinsichtlich der Taxirung als auch in Betreff des Portobezuges als Briefpostsendungen zu behandeln.

Artikel 51.

Portobezug bei der Briefpost.

Der Portobezug für die Briefpostsendungen regelt sich nach Massgabe des Artikels 23 in der Weise, dass diejenige Postanstalt an der Grenze, wohin die Briefpostsendungen vom Auslande unmittelbar gelangen, in das Verhältniss eines Aufgabeamtes, und diejenige, wo sie auszutreten haben, in das Verhältniss eines Abgabeamtes tritt.

Dem entsprechend wird bei dem Zeitungsverkehre mit dem Auslande die betreffende Grenzpostanstalt als Verlags-, beziehungsweise Abgabeort angesehen, und darnach die halbscheidliche Theilung der Zeitungsprovision bewirkt.

Artikel 52.

Taxirung der Fahrpostsendungen.

Für die Taxirung der Fahrpostsendungen wird in der Richtung vom Auslande dasjenige Postgebiet, welchem die Sendungen unmittelbar vom Auslande zugehen, als Postgebiet des Aufgabeortes, in der Richtung nach dem Auslande dasjenige Postgebiet, von welchem die Sendung unmittelbar an das Ausland ausgeliefert wird, als Postgebiet des Bestimmungsortes angesehen. Das gemeinschaftliche Porto wird nach Massgabe derselben Sätze, wie für den Wechselverkehr, unter Zugrundelegung der Entfernungen von, beziehungsweise bis zu den

1867 Taxquadraten berechnet, in welchen die besonders zu bezeichnen Grenzpunkte belegen sind.

Für Postvorschusssendungen vom Auslande ist, wenn in d fremden Aufgabebezirke eine Vorschussgebühr bereits in Ans gekommen ist, eine solche nicht weiter zu berechnen. Werden S dungen mit wirklichen Postvorschüssen in solchen Orten des Auslan aufgeliefert, in welchen eine Fahrpostanstalt der hohen vertragschli senden Theile besteht, so wird die Postvorschussgebühr nach d Bestimmungen des Artikels 38 zur gemeinschaftlichen Einnah berechnet. Für Sendungen vom Auslande mit solchen Auslag welche nicht in wirklichen Postvorschüssen, sondern in fremden Tra portgebühren, Porto, Verpackungs- und Signaturgebühren, Z beträgen und ähnlichen Auslagen bestehen, kommt eine Vorschu gebühr überhaupt nicht in Ansatz.

Artikel 53.

Portobezug bei der Fahrpost.

Das Porto für die Fahrpostsendungen (Artikel 33) gehört z gemeinschaftlichen Einnahme und gelangt demnach in derselb Weise zur Theilung, wie solches im Artikel 43 bezüglich der Fal postsendungen des Wechselverkehres festgesetzt ist.

Artikel 54.

Geschlossener Transit.

Die hohen vertragschliessenden Theile räumen sich gegenseit insoweit das Recht ein, die Briefpostsendungen im Verkehre mit de Auslande über ihre Gebiete im geschlossenen Transit zu führen, a diese Berechtigung nach den gegenwärtig obwaltenden Verhältniss bereits bisher bestand.

Die Regelung der dafür künftig zu entrichtenden Transitve gütungen ist Gegenstand der Vereinbarungen zwischen den bethe ligten Postverwaltungen.

Die Einräumung weiterer Transitrechte bleibt besonderer Ve ständigung vorbehalten.

V. Schlussbestimmungen.

Artikel 55.

Ratification und Dauer des Vertrages.

Die Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages sollen innerhal drei Wochen erfolgen.

Der Vertrag tritt mit dem 1. Jänner 1868 in Wirksamkeit Derselbe ist von Jahr zu Jahr kündbar. Die Kündigung kann nu zum 1. Juli jeden Jahres erfolgen, dergestalt, dass der Vertrag dem nächst noch bis ultimo Juni des nächstfolgenden Jahres in Kraft bleibt

Der Postvereinsvertrag vom 18. August 1860 tritt mit Ablauf 1867
dieses Jahres ausser Wirksamkeit. Zu demselben Termine kommen die Separatpostverträge zwischen den einzelnen Theilnehmern des gegenwärtigen Vertrages insoweit in Wegfall, als deren Bestimmungen mit dem Inhalte des gegenwärtigen Vertrages, sowie des darauf bezüglichen Reglements und der Ausführungsinstruction nicht vereinbar sind. Diese Festsetzung findet auch Anwendung auf die Separatpostverträge, welche bisher zwischen den zum Norddeutschen Bunde gehörigen nichtpreussischen Staatsgebieten und dem Kaiserthume Oesterreich bestanden haben.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterschrieben und besiegelt.

So geschehen zu Berlin am dreiundzwanzigsten November Eintausend achthundert und siebenundsechzig.

Pilhal.	*Heldberg.*	*v. Spitzemberg.*
Philipsborn.	*v. Suttner.*	*Hofacker.*
Stephan.	*Baumann.*	*Zimmer.*

Schlussprotokoll zu dem Postvertrage zwischen Oesterreich einerseits und dem Norddeutschen Bunde, Bayern, Württemberg und Baden anderseits. Verhandelt zu Berlin, am 23. November 1867.

Die Unterzeichneten versammelten sich heute, um den in Vollmacht ihrer hohen Committenten vereinbarten Postvertrag nach vorangegangener gemeinschaftlicher Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Verabredungen und Erklärungen in das gegenwärtige Schlussprotokoll niedergelegt wurden:

I. Zu Artikel 1 des Vertrages.

a) Da die Ausübung des Postregals in den zum Norddeutschen Bunde nicht gehörigen Gebietstheilen des Grossherzogthums Hessen der königl. preussischen Staatsregierung zusteht, so sollen für den Postverkehr mit diesen Gebietstheilen dieselben Bestimmungen in Anwendung kommen, nach welchen der Postverkehr mit dem Norddeutschen Bunde geregelt wird.

b) Da die Ausübung des Postregals in dem Fürstenthume Liechtenstein der k. k. österreichischen Staatsregierung zusteht, so sollen für den Postverkehr mit dem Fürstenthume Liechtenstein dieselben Bestimmungen in Anwendung kommen, nach welchen der Postverkehr mit dem Kaiserthume Oesterreich geregelt wird.

II. Zu Artikel 10 des Vertrages.

In Berücksichtigung des Umstandes, dass das Staatspostwesen im Grossherzogthume Luxemburg sich auf den Betrieb der Fahrpost

1867 nicht erstreckt, ist man damit einverstanden, dass für den Verkehr aus dem Gebiete des Grossherzogthums nach den Gebieten der contrahirenden Staaten portopflichtige Briefe (Acten und ähnliche Schriftensendungen) bis zum Gewichte von 1 Pfund einschliesslich und portofreie derartige Sendungen bis zum Gewichte von 4 Pfund einschliesslich zugelassen werden.

III. Zu Artikel 11, 15, 16 und 17 des Vertrages.

Die in den Artikeln 11, 15, 16 und 17 vereinbarten Porto- und Gebührensätze werden auch auf die Correspondenz mit den k. k. österreichischen Postanstalten in der europäischen und asiatischen Türkei, in den Donaufürstenthümern, in Serbien und Egypten, sowie mit denjenigen Ländern, wohin die Correspondenz durch die gedachten Postanstalten vermittelt wird (China, Ostindien, Australien u. s. w.), ausgedehnt. Diesen Porto- und Gebührensätzen tritt noch das für die ausserösterreichische Beförderungsstrecke sich ergebende Porto hinzu.

IV. Zu Artikel 26 des Vertrages.

Die im Artikel 26 erwähnte Portofreiheit der Correspondenz sämmtlicher Mitglieder der Regenten-Familien in den Gebieten der vertragschliessenden Theile bezieht sich nur auf die Correspondenz der Betheiligten unter sich.

Den Mitgliedern der Regentenfamilien werden in Beziehung auf die Portofreiheit die Mitglieder des fürstlich Thurn und Taxis'schen Hauses gleichgestellt. In Beziehung auf die Portofreiheit der fürstlich Thurn und Taxis'schen Verwaltungsstellen, und der solche Verwaltungsstellen repräsentirenden alleinstehenden Beamten, verbleibt es bei den durch die bestehenden Specialübereinkommen begründeten Verhältnissen.

V. Zu Artikel 43 des Vertrages.

Die Fahrpostsendungen zwischen den Hohenzollernschen Landen und dem Gebiete des Norddeutschen Bundes sollen in Absicht auf die posttechnische Behandlung, die Gemeinschaftlichkeit der Fahrpost-Einnahmen und den Modus der Vertheilung derselben lediglich wie solche Sendungen angesehen werden, welche dem Wechselverkehre der hohen vertragschliessenden Theile angehören.

Bezüglich der übrigen Fälle des Transits interner Fahrpostsendungen durch ein anderes Gebiet werden, nach Lage der localen Verhältnisse auf den einzelnen hierbei in Betracht kommenden Routen, besondere Verständigungen zwischen den betheiligten Verwaltungen getroffen werden. Wo solche Verständigungen bereits bestehen, soll es dabei bis auf Weiteres und vorbehaltlich der Revision der desfallsigen Verhältnisse sein Bewenden behalten.

VI. Zu Artikel 47 des Vertrages. 1867

a) Bezüglich der Fahrpostportofreiheit der Mitglieder des fürstlich Thurn und Taxis'schen Hauses verbleibt es bei den bisherigen Grundsätzen. Hinsichts der Fahrpostportofreiheit der fürstlich Thurn und Taxis'schen Verwaltungsstellen, und der solche Verwaltungsstellen repräsentirenden alleinstehenden Beamten, sind die durch die bestehenden Specialübereinkommen begründeten Verhältnisse massgebend.

b) Die Postverwaltungen der hohen vertragschliessenden Theile werden von den im Punkt 4 des Artikels 47 erwähnten besonderen Verträgen einander Mittheilung machen.

c) Die k. k. österreichische Postverwaltung erklärt sich damit einverstanden, dass der gesammte amtliche Schriftenwechsel in den gemeinschaftlichen Zollangelegenheiten zwischen den Behörden und Beamten der Zollvereinsstaaten portofrei befördert wird, soweit dabei die gemeinschaftliche Einnahme an Fahrpostporto in Betracht kommt.

VII. Zu Artikel 54 des Vertrages.

Rücksichtlich der für die bestehenden geschlossenen Transite zu entrichtenden Vergütungen verbleibt es bis zur anderweiten Verständigung zwischen den betheiligten Postverwaltungen bei den gegenwärtigen Sätzen.

VIII. Zu Artikel 55 des Vertrages.

Die sämmtlichen Bevollmächtigten ertheilen sich gegenseitig die Zusicherung, dass ihre hohen Regierungen mit der Ratification des Vertrages zugleich auch die im gegenwärtigen Protokolle enthaltenen Verabredungen, ohne weitere förmliche Ratification derselben, als genehmigt ansehen und aufrechthalten werden.

Die Ratification des Vertrages für den Norddeutschen Bund erfolgt durch dessen Präsidium.

Es wird allseitig eine solche Form der Ratification gewählt werden, wodurch der Gegenstand der letzteren, ohne vollständige Einrückung der Vertragsartikel, hinlänglich genau bezeichnet wird.

Die Auswechslung der Ratificationsurkunden wird in Berlin bewirkt werden.

Hiernächst wurde von sämmtlichen Herren Bevollmächtigten die Unterzeichnung des Vertrages und des Schlussprotokolls in je fünf Ausfertigungen bewirkt.

Geschehen wie oben.

Pilhal.	*Heldberg.*	*v. Spitzemberg.*
Philipsborn.	*v. Suttner.*	*Hofacker.*
Stephan.	*Baumann.*	*Zimmer.*

1867

459.

27 novembre 1867.

Arrangement postal entre l'Autriche et la Bavière à l'égard du transit. Conclu à Berlin. Ratifié par l'Autriche le 31 décembre 1867, par la Bavière le 6 février 1868.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Uebereinkommen zur Regelung der Transitverhältnisse zwischen Oesterreich und Bayern.

Zur Regelung der Transitverhältnisse zwischen Oesterreich und Bayern haben die unterzeichneten Bevollmächtigten unter Vorbehalt der Ratification ihrer hohen Verwaltungen nach Massgabe des Artikels 54 des unterm 23. November 1867 zu Berlin abgeschlossenen Postvertrages zwischen Oesterreich einerseits und dem Norddeutschen Bunde, Bayern, Württemberg und Baden anderseits nachfolgende Vereinbarung getroffen:

§. 1.

Die beiden Verwaltungen gestatten sich gegenseitig, Briefpostsendungen im Verkehre mit dem Auslande über ihre Postgebiete nach jeder Richtung in geschlossenen Packeten zu befördern.

§. 2.

In der Richtung vom Auslande erhält die transitgebende Verwaltung Vergütung für die in den Briefpacketen enthaltenen, der Portozahlung unterworfenen Briefe.

In der Richtung nach dem Auslande erfolgt der Transit gebührenfrei.

Drucksachen, Waarenproben und Postanweisungen, sowie die portofreien Sendungen, werden in beiden Richtungen gebührenfrei befördert.

§. 3.

Die Vergütung wird in jedem Falle besonders vereinbart; dieselbe soll jedoch niemals höher sein, als das Porto, welches die transitgebende Postverwaltung für ihre eigene Correspondenz mit dem betreffenden Auslande bezieht.

§. 4.

Von dem Zeitpunkte ab, wo neue Postverträge für den Verkehr zwischen Oesterreich und der Schweiz und zwischen Bayern und Italien zur Ausführung kommen werden, erfolgt die Vergütung:

a) für die über Bayern transitirenden Briefpackete aus der Schweiz 1867
nach Oesterreich nach dem Satze von 5 Neukreuzern pro Zollloth Nettogewicht, und

b) für die über Oesterreich transitirenden Briefpackete aus Italien nach Bayern nach dem Satze von 3 Kreuzern süddeutscher Währung pro Zollloth Nettogewicht.

§. 5.

Die Festsetzung der nach vorstehenden §§. 3 und 4 vereinbarten Vergütungen auf jährliche Aversualsummen bleibt weiterer Verständigung vorbehalten.

§. 6.

Gegenwärtiges Uebereinkommen tritt gleichzeitig mit dem Post-Währungsvertrage vom 23. November 1867 in Geltung.

So geschehen zu Berlin, am 27. November 1867.

Pilhal,
k. k. österr. Oberpostrath.

Baumann,
k. bair. Generaldirectionsrath.

460.

27 novembre 1867.

Convention postale entre l'Autriche et le Wurtemberg pour régler le transit entre les deux pays. Conclue à Berlin. Ratifications ministérielles: d'Autriche en date de Vienne, le 31 décember 1867, de Wurtemberg en date de Stuttgart, le 8 janvier 1868.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Uebereinkommen zur Regelung der Transitverhältnisse zwischen Oesterreich und Württemberg.

Zur Regelung der Transitverhältnisse zwischen Oesterreich und Württemberg haben die unterzeichneten Bevollmächtigten unter Ratificationsvorbehalt ihrer hohen Verwaltungen nach Massgabe des Artikels 54 des unterm 23. November 1867 zu Berlin abgeschlossenen Postvertrages zwischen Oesterreich einerseits, und Württemberg, dem Norddeutschen Bunde, Bayern und Baden anderseits nachstehende Vereinbarung getroffen:

§. 1.

Die beiden Verwaltungen gestatten sich gegenseitig, Briefpostsendungen im Verkehre mit dem Auslande über ihre Postgebiete nach jeder Richtung in geschlossenen Packeten zu befördern.

1867

§. 2.

In der Richtung vom Auslande erhält die transitgebende Verwaltung Vergütung für die in den Briefpacketen enthaltenen, der Portozahlung unterworfenen Briefe.

In der Richtung nach dem Auslande erfolgt der Transit gebührenfrei.

Drucksachen, Waarenproben und Postanweisungen, sowie die portofreien Sendungen, werden in beiden Richtungen gebührenfrei befördert.

§. 3.

Die Vergütung wird in jedem Falle besonders vereinbart. Dieselbe soll jedoch niemals höher sein, als das Porto, welches die transitgebende Postverwaltung für ihre Correspondenz mit dem betreffenden Auslande bezieht.

§. 4.

Von dem Zeitpunkte ab, wo neue Verträge für den Postverkehr zwischen Oesterreich und der Schweiz und zwischen Württemberg und Italien zur Ausführung kommen werden, erfolgt die Vergütung:

a) für die über Württemberg transitirenden Briefpackete nach Oesterreich aus der Schweiz nach dem Satze von fünf Neukreuzern pro Zollloth (Nettogewicht);

b) für die über Oesterreich transitirenden Briefpackete nach Württemberg aus Italien nach dem Satze von drei Kreuzern süddeutscher Währung per Zollloth (Nettogewicht).

§. 5.

Die Feststellung der in den vorstehenden §§. 3 und 4 vereinbarten Vergütungen auf Aversualsummen bleibt weiterer Verständigung vorbehalten.

§. 6.

Gegenwärtiges Uebereinkommen tritt gleichzeitig mit dem neuen Postvertrage vom 23. November 1867 in Geltung.

So geschehen Berlin, am 27. November 1867.

Fr. *Pilhal*,
k. k. österr. Oberpostrath.

L. *Hofacker*,
königl. württembergischer Postrath.

461. 1867

30 novembre 1867.

Traité conclu entre l'Autriche et la Confédération Germanique du Nord à l'égard du transit des dépêches closes. Ratifications échangées par protocole signé à Berlin, le 27 décembre 1867.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Vertrag zwischen dem Kaiserthume Oesterreich und dem Norddeutschen Bunde, betreffend die geschlossenen Posttransite.

Auf Grund des Artikels 54 des unterm 23. November 1867 zu Berlin abgeschlossenen Postvertrages zwischen dem Kaiserthume Oesterreich und dem Norddeutschen Bunde, Bayern, Württemberg und Baden, welcher also lautet:

„Artikel 54. Die hohen vertragschliessenden Theile räumen sich gegenseitig insoweit das Recht ein, die Briefpostsendungen im Verkehre mit dem Auslande über ihre Gebiete im geschlossenen Transit zu führen, als diese Berechtigung nach den gegenwärtig obwaltenden Verhältnissen bereits bisher bestand.

„Die Regelung der dafür künftig zu entrichtenden Transit-Vergütungen ist Gegenstand der Vereinbarung zwischen den betheiligten Postverwaltungen.

„Die Einräumung weiterer Transitrechte bleibt besonderer Verständigung vorbehalten."

haben die unterzeichneten Bevollmächtigten der kaiserl. königl. österreichischen Staatsregierung und des Präsidiums des Norddeutschen Bundes die nachstehenden Artikel, vorbehaltlich der Ratification, vereinbart.

Artikel 1.

Der Norddeutsche Bund räumt der kaiserl. königl. österreichischen Regierung das Recht ein, geschlossene Briefpackete nach und von Frankreich, Grossbritannien und Irland und dessen aussereuropäischen Besitzungen, Russland und den Vereinigten Staaten von Nordamerika und deren Besitzungen im Transit durch das Norddeutsche Postgebiet auf allen dazu geeigneten Postrouten desselben zu versenden, beziehungsweise zu empfangen.

Artikel 2.

Die kaiserl. königl. österreichische Regierung räumt dem Norddeutschen Bunde das Recht ein, geschlossene Briefpackete nach und von Italien, Russland und dem Osmanischen Kaiserreiche nebst den der Suzeränetät der hohen Pforte unterworfenen Vasallenstaaten und Nebenländern, im Transit durch das österreichische Postgebiet

1867 auf allen dazu geeigneten Postrouten desselben zu versenden, beziehungsweise zu empfangen.

Artikel 3.

Die Briefpackete können entweder mit der betreffenden Landespostverwaltung eines jeden der im Artikel 1 und im Artikel 2 bezeichneten Gebiete gewechselt werden, oder es kann in denjenigen Fällen, wo die transitbenützende Verwaltung in einzelnen der gedachten Gebiete eigene Postanstalten oder Agenturen unterhält oder unterhalten würde, der Austausch der geschlossenen Briefpackete auch mit diesen Postanstalten oder Agenturen stattfinden. Die Briefpackete nach und von Alexandrien können, ausser mit der dortigen Landespostverwaltung oder der dortigen eigenen Postanstalt, auch mit anderen dortigen Postanstalten fremder Regierungen gewechselt werden.

Artikel 4.

Die Briefpackete können benützt werden zur Versendung derjenigen Briefpostgegenstände:

1. welche bei einer Postanstalt (Agentur) der den Transit benützenden Postverwaltung aufgeliefert oder nach einer solchen Postanstalt bestimmt sind, sowie
2. welche den unter 1 gedachten Postanstalten zur Weiterbeförderung von anderen Postverwaltungen oder Transportunternehmungen zugeführt werden.

Doch dürfen die vorstehend erwähnten Briefpackete nicht zur Durchführung geschlossener Briefpackete dritter Staaten benützt werden.

Wenn ein dritter Staat für sich einen selbstständigen geschlossenen Transit, bei welchem beide Gebiete der hohen vertragschliessenden Theile berührt werden, in Anspruch nehmen sollte, so werden die Postverwaltung von Oesterreich und die Postverwaltung des Norddeutschen Bundes über die dem dritten Staate zu stellenden Bedingungen gemeinsam ins Benehmen treten.

Sofern über den Transit in beiden Richtungen eine Verständigung hierbei nicht erzielt werden sollte, darf diejenige Postverwaltung, welcher nach Artikel 51 des Postvertrages vom 23. November 1867 das Eingangsporto für die Briefpostgegenstände zusteht, den Transit in der betreffenden einen Richtung nach eigenem Ermessen gewähren.

Artikel 5.

Die transitbenützende Verwaltung hat an die transitleistende Verwaltung für die Durchführung der geschlossenen Briefpackete die nachstehenden Vergütungen, sowohl bezüglich der Richtung hinwärts, als auch bezüglich der Richtung herwärts, zu entrichten:

Für die Briefe: 1 Sgr. oder 5 Nkr. pro Zollloth Nettogewicht; 1867
für die Drucksachen und Waarenproben: 3 Sgr. oder 15 Nkr. pro Zollpfund Nettogewicht.

Für Postanweisungen, sowie für die portofreie Correspondenz und für zurückgesandte, nachgesandte oder unrichtig spedirte Briefe ist eine Transitvergütung nicht zu entrichten.

Zeitungen unterliegen, im Falle dieselben unter Band zur Versendung gelangen, der gleichen Vergütung wie Drucksachen. Werden sie aber im Abonnementswege bezogen, so wird die nach Artikel 28 des Postvertrages vom 23. November 1867 zu erhebende Zeitungsprovision zwischen den beiden Verwaltungen halbscheidlich getheilt.

Artikel 6.

Für die Beförderung der Briefpackete auf den Postrouten, welche die beiderseitigen Postverwaltungen ausserhalb ihrer Gebiete, sei es zu Lande oder auf Wasserstrassen, unterhalten, hat die transitbenützende Verwaltung an die transitleistende Verwaltung als Transitvergütung dieselben Portosätze zu entrichten, welche für die eigene Correspondenz der letztgenannten Verwaltung auf den in Rede stehenden Routen jeweilig in Anwendung kommen. Demgemäss hat die Bezahlung im Grundsatze für jede einzelne Rate der Briefe, Drucksachen u. s. w. zu erfolgen. Dies soll indess nicht ausschliessen, dass zum Zwecke der Erleichterung der Abrechnung die beiderseitigen Postverwaltungen sich auf der eben gedachten Grundlage über eine Normirung der Vergütungssätze nach Massgabe eines bestimmten Gewichtsquantums in den einzelnen Fällen verständigen, zu welchem Behufe geeignete Specialermittlungen über das Durchschnittsverhältniss der Ratenzahl zu dem Gewichtsquantum anzustellen sein würden.

Artikel 7.

Jede der contrahirenden Verwaltungen wird auf ihren territorialen und exterritorialen Routen die geschlossenen Briefpackete der anderen Verwaltung mit derselben Schnelligkeit und Sorgfalt befördern und behandeln lassen, wie ihre eigenen Correspondenzen.

Artikel 8.

Die Abrechnung über die nach Artikel 5 und 6 zu zahlenden Transitvergütungen soll vierteljährlich auf Grund besonderer, den Briefpacketen beizugebender Transitdeclarationen, oder auf Grund der Originalbriefkarten, beziehungsweise der Attestkarten erfolgen, in welchen die entsprechenden Vormerkungen seitens der abfertigenden Stelle niederzuschreiben und seitens der empfangenden Stelle zu controliren sind.

1867 Artikel 9.

Die Ratification des gegenwärtigen Vertrages soll innerhalb drei Wochen stattfinden. Sie kann mit der Ratification des Vertrages vom 23. November 1867 zusammengefasst werden, oder auch von dieser getrennt erfolgen.

Der gegenwärtige Vertrag tritt mit dem 1. Jänner 1868 in Wirksamkeit, und soll von gleicher Dauer sein, wie der Postvertrag vom 23. November 1867, dergestalt, dass nur eine Kündigung des letzteren überhaupt das Aufhören des gegenwärtigen Vertrages herbeiführen kann.

Zur Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag in doppelter Ausfertigung unterschrieben und besiegelt.

So geschehen zu Berlin am dreissigsten November Eintausend achthundert und siebenundsechzig.

Für die kaiserl. königl. österreichische Regierung:
(L. S.) Franz *Pilhal.*

Für den Norddeutschen Bund:
(L. S.) Richard *v. Philipsborn.*
(L. S.) Heinrich *Stephan.*
(L. S.) Adolph *Heldberg.*

462.

22 décembre 1867.

Acte final sur les délimitations de frontières, conclu à Venise entre l'Autriche et l'Italie; ratifié par l'Autriche en date de Bude le 6 mars 1868, par l'Italie en date de Florence le 12 janvier 1868. Ratifications échangées à Florence le 17 mars 1868.

(Archives Diplomatiques 1869, III, p. 1109.)

L'article 4 du Traité stipulé à Vienne le 3 octobre 1866, entre S. M. le Roi d'Italie et S. M. l'Empereur d'Autriche, Traité dont les ratifications furent échangées le 12 du même mois, établi au sujet des cessions territoriales qui s'y trouvent convenues, que:

„La frontière du territoire cédé est déterminée par les confins administratifs actuels du Royaume Lombardo-Vénitien."

Le même article ajoute que:

„Une Commission militaire, instituée par les deux Puissances contractantes, sera chargée d'exécuter le tracé sur le terrain dans le plus bref délai possible."

En suite de cette dernière stipulation, Leurs Majestés Royales 1867
et Impériales ont nommé pour Commissaires:

S. M. le Roi d'Italie:

Le comte Charles Félix Nicolis de Robilant, major-général, commandant de l'école supérieure militaire, officier de Son ordre des Saints Maurice et Lazare et commandeur de l'ordre militaire de Savoie, décoré de deux médailles d'argent pour la valeur militaire, etc.,

Le baron Adrien Nicolas Mazza, major au corps royal d'état-major, chevalier de Son ordre des Saints Maurice et Lazare, et de l'ordre militaire de Savoie, décoré de deux médailles d'argent pour le courage militaire, etc.,

Le chevalier Alexandre de Charbonneau, son officier d'ordonnance, major du génie, officier de Son ordre des Saints Maurice et Lazare, et chevalier de l'ordre de Léopold d'Autriche;

S. M. l'Empereur d'Autriche:

M. Jules Mauger de Kirchsberg, major-général, chevalier de Son ordre de la Couronne de Fer de troisième classe, et décoré de la croix militaire autrichienne du Mérite,

M. Eugène Kopfinger de Trebbienau, colonel d'infanterie, décoré de la croix militaire du Mérite, et officier de l'ordre italien des Saints Maurice et Lazare,

Le chevalier Emmanuel Korwin, major au corps d'état-major, chevalier de la Couronne de Fer de troisième classe;

Lesquels étant réunis à Venise, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, se sont constitués en Commission internationale sous la présidence de M. le général-major comte de Robilant.

Le major chevalier de Charbonneau a été désigné pour les fonctions de secrétaire.

La Commission s'occupant aussitôt du mode de procéder dans son propre travail, est tombée d'accord sur les considérations suivantes:

Que la frontière du territoire cédé dans les limites indiquées par l'article 4 du Traité du 3 octobre 1866, doit être en général comme suffisamment déterminée par les bornes et signes de limites existants dont une bonne partie n'a pas, depuis longtemps, subi de changements;

Que la pratique suivie par le Gouvernement autrichien, de procéder à des époques déterminées à des révisions partielles des frontières, avait grandement contribué à les rendre certaines, et d'éloigner de plus en plus les doutes qui avaient pu naître;

Que, à la suite de ce principe et par l'existence des cadastres spéciaux du Royaume Lombardo-Vénitien et des provinces limitrophes, on avait de plus en plus assuré de fait et dans la pratique la séparation territoriale de l'un des autres;

1867 Que, par conséquent, une révision nouvelle et générale de la frontière dans les circonstances, indiquées plus haut, ne procurerait pas un avantage proportionné aux dépenses, soit qu'on eût l'intention d'exécuter un relevé topographique, soit qu'on voulût simplement relever une description complète, ce que l'on pouvait juger suffisant d'après la prescription du second alinéa de l'article 4 du 3 octobre 1866, lorsque la Commission s'est fait un devoir de porter une attention spéciale sur les points touchants desquels il existait des doutes sur la fixation précise de la frontière et non sur d'autres points où une opération quelconque aurait été nécessaire pour rendre plus claire la séparation de l'État.

Afin d'obtenir les informations les plus précises sur tous ces points, la Commission italienne s'est adressée aux autorités politiques des frontières en les invitant d'interroger sur ce sujet les communes qui y étaient intéressées. Ensuite elle a eu recours aux autorités des finances, afin d'en obtenir des indications sur les points dans lesquels, pour un plus grand avantage et pour la sécurité du service, il convenait de marquer avec des signes plus apparents, les frontieres.

Le résultat de ces recherches, faites en même temps par les Commissaires autrichiens auprès de leurs autorités politiques, ainsi que des informations venues de quelques autres sources, a conduit la Commission à examiner spécialement les traits désignés séparément ci-dessous, à l'égard desquels il pouvait y avoir lieu à quelque doute:

1. La fraction de frontière entre la rive gauche sur le lac de Garda et le signe de la Bocchetta, sur la cime du Monte Baldo;

2. Dans les territoires des communes d'Arsié et Grigno, la ligne de démarcation dans le canton appelé les Scaffe-Rosse, restée indécise depuis plus d'un siècle;

3. Le trait de frontière correspondant à la commune d'Ampezzo pour décider s'il appartient à l'une ou à l'autre partie du bois nommé Antipetto di San Marco;

4. La ligne de limites entre le Monte Maggiore et les sources de l'Indrio, pour l'établir sur la ligne provisoire de démarcation ordonnée par le Gouvernement autrichien en 1841;

5. Enfin la ligne depuis la rencontre du ruisseau Auso, avec le canal de Medadola jusqu'au port Buso.

Les Protocoles de la Commission et leurs extraits annexés en copie au présent acte, démontrent les compromis et les résolutions de la Commission sur chacune des difficultés indiquées.

Sur les autres points suivants des frontières, on reconnaît la nécessité de quelques travaux de réparation à l'égard des bornes ou poteaux moins visibles ou qu'on ne retrouve plus, et l'utilité d'en ajouter de nouveaux pour mieux déterminer la trace, et cela:

a) Sur le lac de Garda on a reconnu la nécessité de placer sur le point des frontières qui touche la rive droite, un poteau bien visible et apparent, et tel que conjointement avec celui qui existe déjà sur la rive gauche, il suffise pour éloigner tout doute sur la démarcation des eaux entre les deux États; 1867

b) Sur les territoires des communes limitrophes de Malcesine et Brentonico, Belluno et Avio, on a reconnu l'utilité de relever les anciennes bornes, afin de mieux indiquer la trace des frontières;

c) La même utilité est démontrée pour la ligne de limites entre la cime des Sparavieri et celle des Trois-Croix, ainsi que pour la portion de frontières correspondante à la commune italienne de Pecolaro;

d) Sur le territoire de la commune de Bagnaria, on est tombé d'accord d'adopter un arrangement, afin de faire disparaître la difficulté d'une maison partagée en deux par la ligne de limites;

e) Finalement il est reconnu nécessaire de placer des poteaux sur les points des chemins de communication qui passent d'un État dans l'autre, sur lesquels points la séparation n'est pas assez visiblement indiquée par les poteaux ou autres signes qui y existaient autrefois.

La Commission a confié à deux Délégués, à savoir pour l'Italie, le major baron Mazza, et pour l'Autriche, le chevalier Korwin, le soin de procéder à l'exécution de ces dernières opérations, ainsi que de quelques autres qui étaient devenues nécessaires après ses délibérations, sur les différentes difficultés dont il a été parlé plus haut.

Les procès-verbaux de MM. les Commissaires délégués et l'extrait qui en a été fait, joints en copie au présent acte, démontrent la mise à exécution des opérations qui leur avaient été confiées, et prouvent que de nouveaux poteaux ou autres signes ont été élevés dans ces diverses localités.

C'est pourquoi ces derniers documents, de même que les copies des Protocoles de la Commission, dont il a été parlé plus haut, sont déclarés partie intégrante du présent acte et enregistrés ici de la manière suivante:

Copie du Protocole n. 3 de la Commission;

Extrait du Protocole n. 12 de la Commission, avec un dessin joint;

Extrait du Protocole n. 15 de la Commission, avec un dessin;

Copie du Protocole n. 16 de la Commission;

Extrait du Protocole n. 19 de la Commission, avec un dessin;

Copie du Protocole n. 21 de la Commission;

Copie du procès-verbal n. 5 des Commissaires délégués aux opérations;

1867 Extrait des procès-verbaux des mêmes Commissaires, avec deux dessins.

Il y a de même jointes au présent acte et déclarées en faire partie intégrante, dix feuilles de la carte spéciale du Royaume Lombard-Vénitien à l'échelle de $\frac{1}{86400}$ publiée par l'Institut géographique de l'état-major impérial et royal autrichien, sur lesquelles est désigné, au moyen d'une ligne double bleue et rouge, le tracé général des frontières.

La Commission est pareillement tombée d'accord sur les dispositions suivantes complétives se rapportant particulièrement à la frontière :

Art. 1. Les stipulations renfermées dans cet Acte final, ne pourront changer ni préjudicier aux droits de propriété, de possession, de servitude et autres quelconques fondés sur le droit civil en faveur de personnes, de communes ou autres corps moraux quelconques sur des terrains respectivement placés au-delà de la ligne de frontières convenue.

Art. 2. Les dispositions gouvernementales précédentes, les Protocoles et procès-verbaux de démarcation et révision de la frontière, recueillis à différentes époques, serviront, quand il s'élèvera quelque doute sur un point de frontières, d'éléments pour le résoudre.

Art. 3. Dans les cours d'eau servant de frontières, le Thalweg formera la séparation de l'État, à moins qu'il n'en ait été déterminé autrement par les dispositions précédentes gouvernementales ou que la pratique contraire ne soit appliquée de fait.

Art. 4. Sur les points où les routes publiques nationales, provinciales et communales déterminent pour une distance quelconque les frontières, l'axe de la route formera la séparation de l'État, quelle que puisse être d'ailleurs la position des marques ou poteaux indiquant la frontière.

Ces routes devront être considérées comme d'un usage mixte, et les habitants des deux États pourront librement y circuler, à la condition d'observer les règlements douaniers que l'on établira d'un accord commun.

Art. 5. Les jouissances et les prescriptions établies dans le second alinéa de l'article précédent, au sujet des routes servant de frontières, seront aussi applicables au tronçon de la route, le long du torrent Indrio, entre le village de Prepotto et celui de Melina, aussi bien qu'à la communication le long du torrent Pontebbana.

Art. 6. Le long des cours d'eau servant de frontières, il ne sera permis à aucune des deux parties d'ériger ou de laisser élever des travaux afin d'en régler le cours ou dans le but de la navigation, d'y faire flotter du bois et autres objets, ni d'opérer aucun changement aux ouvrages destinés à ces fins, sans l'adhésion de l'autre partie contractante.

Cette adhésion sera dans tous les cas regardée comme accordée, 1867
lorsque dans le délai de six semaines, depuis le jour où les projets et les dessins des ouvrages et travaux auront été communiqués à l'une des parties par l'autre, celle-ci n'aura fait aucune objection.

Art. 7. Les deux parties contractantes se réservent d'établir des conventions ultérieures pour régler le flottage des bois sur les cours d'eau servant de frontières et qui sont employés à cette destination.

Art. 8. Le long du bout de frontières correspondant à la ligne désignée comme provisoire par la Commission mixte italiano-illyrienne, et décrétée dans le procès-verbal ouvert le 3 juin 1841 et clos le 12 juin de la même année, on maintiendra la condition posée par cette Commission, à savoir que la frontière territoriale, aujourd'hui frontière d'État, sera considérée comme limite de la propriété privée ou de possession entre les communes respectives, sauf les décisions des tribunaux et les conventions particulières qui seront intervenues entre les parties.

Art. 9. La Commission a reconnu l'existence des ponts suivants sur les cours d'eau servant de frontières:

Un pont en pierres sur le torrent Cesilla, sur la route qui va de Lamon à Primiero.

Un pont à piles en pierres et tablier de bois, à travers le torrent Pontebbana, sur la route allant d'Udine à Tarvis par le Canale del Ferro.

Un pont pareillement à piles de pierres et tablier de bois à travers le canal du Taglio sur la route allant de Saint-Georges de Nogaro à la frontière vers Cervignano.

Et enfin un pont à piles de pierres et tablier de bois à travers le torrent Indrio, près de Brazzano, sur la route qui va de Cividole par Cormons à Goritz.

Comme il a été établi que la ligne de la frontière divise ces ponts par le milieu, chaque partie contribuera à l'entretien en bon état de service de la partie qui reste sur son propre territoire, selon les règles qui, dans chaque pays, sont appliquées à cette matière et sauf les conventions spéciales dans le but de faciliter l'exécution des travaux.

Art. 10. Lorsqu'il se présente dans un endroit un renouvellement partiel des bornes ou poteaux de délimitation ou quelques travaux d'entretien qui s'y rapportent, les autorités de la frontière qui en ont la garde devront, sur l'invitation de l'une des parties, s'entendre pour se rendre sur les lieux dans le but de déterminer d'un commun accord la nature des travaux à exécuter, et celle des deux parties doit s'en charger en tenant compte du plus de facilité qu'elle peut avoir à les exécuter. Les dépenses afférentes seront supportées par moitié par les deux parties.

1867 Les poteaux et autres signes exclusivement destinés à l'usage du service des douanes, n'ayant pas le caractère de signes destinés à indiquer les frontières, ne sont pas compris dans la convention spécifiée par le présent article.

Art. 11. Les dépenses qui se rapportent directement aux travaux de délimitation que la Commission a fait exécuter, soit en plantant de nouvelles bornes et poteaux, soit en faisant réparer ceux qui existaient, seront rapportés par moitié par les deux États selon la liquidation qui en a été faite par les délégués pour surveiller les opérations se rapportant à ces travaux.

Art. 12. Le présent Acte final résumant les travaux de la Commission, exécutés pour la reconnaissance et la fixation de la frontière et renfermant la solution des questions et des différends dont elle avait à s'occuper, a été, avec les dessins et documents qui l'accompagnent, en double minute signé par tous les membres qui la composent.

Art. 13. Le présent Acte final n'aura de vigueur qu'après les ratifications des deux souverains.

Celles-ci seront échangées à Florence dans le délai de cinq semaines à partir de la date de la présente Convention.

Fait et conclu à Venise, le vingt-deux décembre de l'année mil huit cent soixante-sept.

(L. S.) Signé: C. *Robilant.*
(L. S.) Signé: A. *Mazza.*
(L. S.) Signé: A. *de Charbonneau.*
(L. S.) Signé: J. *Kirchsberg.*
(L. S.) Signé: *Kopfinger.*
(L. S.) Signé: *Korwin.*

463.

1868

2 janvier 1868.

Ordonnance concernant la durée du séjour de vaisseaux de guerre étrangers dans les ports russes.

(M. V. B. 1868, Nr. 1.)

Circularverordnung vom 2. Jänner 1868, betreffs Beschränkung des Einlaufens und Aufenthaltes fremder Kriegsschiffe in russische Häfen.

Die kaiserlich russische Botschaft hat anher die Mittheilung gemacht, dass, nachdem in Russland bisher durch kein Reglement bestimmt gewesen sei, welche Zahl von Kriegsschiffen einer und derselben auswärtigen Macht gleichzeitig in russischen Häfen einlaufen und wie lange sie sich dort ohne vorläufige Erlaubniss der russischen Regierung aufhalten dürften, nunmehr durch eine eigene Verordnung für die russischen Kriegshäfen die Aufenthaltszeit solcher fremder Schiffe, von welcher Grösse immer, auf zwei Wochen und deren Zahl auf zwei festgesetzt worden sei.

Demnach soll künftig keine Flotte und kein Geschwader von grösserer Zahl und kein drittes Fahrzeug, wo schon zwei derselben Nation angehörige in einem russischen Hafen sich befinden — den Fall gezwungenen Einlaufens ausgenommen — in russischen Häfen einlaufen und länger als vierzehn Tage darin bleiben, ohne die vorgängige specielle Erlaubniss dazu verlangt und erhalten zu haben.

Für den Kriegs-Minister:

Ritter *von Fautz* m. p.,

Viceadmiral.

1868

464.

13 janvier 1868.

Publication du ministère des finances d'une liste des bureaux de douane situés le long des chemins de fer, qui seront autorisés à mettre en usage dans leur procédure certaines facilités dans le sens de l'article 17 du traité du 11 avril 1865 entre l'Autriche et l'union douanière allemande.

(R. G. B. 1868, Nr. 7.)

Erlass des Finanzministeriums vom 13. Jänner 1868, womit Verzeichnisse jener an Eisenbahnen gelegenen Zollämter bekanntgemacht werden, welche im Verkehre zwischen Oesterreich und dem deutschen Zollvereine zur Anwendung eines erleichterten Zollverfahrens im Sinne des Artikels 17 des Vertrages vom 11. April 1865 ermächtigt sind.

Es ist die Einleitung getroffen worden, dass jene Orte, nach welchen die aus dem deutschen Zollvereine nach Oesterreich oder in umgekehrter Richtung eingehenden Güterzüge mit den im Artikel 17 des Vertrages vom 11. April 1865 und im §. 12 des Schlussprotokolles zu diesem Vertrage (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 32) verabredeten Erleichterungen des Zollverfahrens befördert werden können, und die zur Anwendung dieses Verfahrens ermächtigten Zollämter von beiden vertragenden Theilen mitgetheilt werden.

Das in Folge dieser Einleitung zusammengestellte Verzeichniss *A* der an Eisenbahnen innerhalb des deutschen Zollvereines gelegenen Orte, nach welchen die aus Oesterreich eingehenden Güterzüge mit erleichtertem Zollverfahren befördert werden können, sowie der Grenzämter und Aemter im Innern des Zollvereines, welche zur Anwendung des erleichterten Verfahrens befugt sind, wird nachstehend zur Nachricht für die Handeltreibenden kundgemacht.

Zugleich wird eine alphabetische Uebersicht *B* jener an Eisenbahnen gelegenen Zollämter des allgemeinen österreichischen, beide Reichstheile umfassenden Zollgebietes beigefügt, welche bisher, laut der hierüber von Zeit zu Zeit durch das Reichs-Gesetz-Blatt veröffentlichten Kundmachungen zur Anwendung des durch die allgemeine Vorschrift vom 18. September 1857 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 175) ausführlich vorgezeichneten erleichterten Zollverfahrens für den Verkehr auf den die Zolllinie berührenden Eisenbahnen ermächtigt worden sind.

Brestel m. p.

Verzeichniss *A*, 1868

betreffend den Zollverein.

Zollvereins-staaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
I. Preussische.		
1. Provinz Ostpreussen.	Ostbahn.	1. Hauptsteueramt zu Königsberg. 2. Hauptzollamt zu Eydkuhnen.
2. Provinz Westpreussen.	1. Ostbahn (Zweigbahn von Dirschau nach Danzig).	Hauptzollamt zu Danzig. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe daselbst.
	2. Bahn vom Bromberg nach Warschau.	1. Hauptzollamt zu Thorn. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe daselbst. 2. Nebenzollamt I. zu Okoczyn.
3. Provinz Posen.	—	—
4. Provinz Pommern.	Berlin — Stettin.	Hauptsteueramt zu Stettin. Abfertigungsstelle am Bahnhofe daselbst.
5. Provinz Schlesien.	1. Oberschlesische.	1. Hauptzollamt zu Myslowitz. 2. Nebenzollamt I. zu Kattowitz (Hauptamtsbezirk Myslowitz). 3. Hauptsteueramt zu Breslau. Abfertigungsstelle auf dem Oberschlesischen Bahnhofe daselbst.
	2. Cosel-Oderberger (respect. zwischen Breslau und Oderberg und zwischen Oderberg u. Krakau).	1. Hauptsteueramt zu Ratibor. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe daselbst. 2. Nebenzollamt I. auf dem Eisenbahnhofe zu Oesterreichisch-Oderberg (Hauptamtsbezirk Ratibor).
	3. Verbindungsbahn zwischen Neuberun und Oswiecim (respect. zwischen Oderberg u. Krakau).	Nebenzollamt I. zu Oswiecim (Hauptamtsbezirk Myslowitz).
	4. Niederschlesisch-Märkische Bahn.	Hauptsteueramt zu Breslau. Abfertigungsstelle auf dem Niederschlesisch-Märkischen Bahnhofe daselbst.
	5. Niederschlesisch-Märkische Bahn. (Zweigbahn von Kohlfurt über Görlitz nach Dresden).	Hauptsteueramt zu Görlitz. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe daselbst.

1868

Zollvereinsstaaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
6. Provinz Brandenburg.		
a) Berlin.	1. Berlin-Hamburger Bahn.	Hauptsteueramt für ausländische Gegenstände zu Berlin. Abfertigungsstelle auf dem Berlin-Hamburger Bahnhofe daselbst.
	2. Berlin - Potsdam-Magdeburger-, Berlin Anhalt'sche Berlin - Frankfurter (Niederschlesisch - Märkische Bahn).	Hauptsteueramt für ausländische Gegenstände zu Berlin.
b) Regierungsbezirk Potsdam.	1. Berlin-Hamburger Bahn.	1. Nebenzollamt zu Wendisch-Warnow (Hauptamtsbezirk Warnow). 2. Hauptzollamt zu Wittenberge. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe daselbst.
	2. Berlin - Potsdam-Magdeburger Bhn.	Hauptsteueramt zu Potsdam.
	3. Pasewalk - Strassburg - Neu - Brandenburg.	Nebenzollamt I. zu Strassburg, auf dem Bahnhofe.
c) Regierungsbezirk Frankfurt.	1. Niederschlesisch-Märkische Bahn. 2. Ostbahn.	Hauptsteueramt zu Frankfurt.
	Anmerkung zu 6 *c)*. Bei d. Hauptsteueramte zu Frankfurt u. den Untersteuerämtern zu Fürstenwalde, Guben und Sorau an der Niederschlesisch-Märkischen Bahn, dem Hauptsteueramte zu Landsberg a. W. und dem Unsteueramte zu Cüstrin an der Ostbahn und den Untersteuerämtern z. Arntwalde u. Woldenberg an der Oberschlesischen,	

1868

Zollvereins-staaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
	resp. Stargard-Posener Bahn, kann ausnahmsweise die Umladung verschlossener Wagen ohne zollordnungsmässige Abfertigung, sowie bei eintretender Verschlussverletzung d. Erneuerung desselben zugelassen werden.	
7. Provinz Sachsen.	1. Magdeburg - Wittenberge. 2. Magdeburg - Halberstadt.	Hauptsteueramt zu Magdeburg. Abfertigungsstelle auf dem Wittenberg'schen Bahnhofe daselbst.
	3. Magdeburg - Cöthen - Halle - Leipzig. 4. Berlin - Potsdam-Magdeburg.	Hauptsteueramt zu Magdeburg.
	5. Magdeburg - Cöthen - Halle - Leipzig. 6. Thüringische.	Hauptsteueramt zu Halle. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe daselbst.
8. Provinz Hannover.	1. Hannover-Bremen.	1. Hauptsteueramt zu Hannover. 2. Hauptsteueramt zu Sebalsbrück. 3. Vereinsländisches Hauptzollamt zu Bremen.
	2. Bremen-Geeste.	1. Vereinsländisches Hauptzollamt zu Bremen. 2. Hauptzollamt zu Geestemünde. 3. Nebenzollamt I. zu Burgdamm.
	3. Burg - Lesum - Vegesack.	1. Nebenzollamt I. zu Burgdamm. 2. Nebenzollamt I. zu Grehnam-Tief.
	4. Hannover-Harburg	1. Hauptsteueramt zu Hannover. 2. Hauptsteueramt zu Lüneburg. Abfertigungsstelle a. Bahnhofe. 3. Hauptzollamt zu Harburg. Abfertigungsstelle am Bahnhofe.
	5. Hannover-Cassel.	1. Hauptsteueramt zu Hannover. 2. Hauptsteueramt zu Münden. Abfertigungsstelle am Bahnhofe.

1868

Zollvereins-staaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
	6. Hannover-Emden.	1. Hauptsteueramt zu Hannover. 2. Hauptsteueramt zu Osnabrück. Abfertigungsstelle a. Bahnhofe. 3. Hauptzollamt zu Leer. 4. Hauptzollamt zu Emden.
	7. Hannover - Braunschweig.	Hauptsteueramt zu Hannover.
	8. Hannover - Hildesheim (über Lehrte und über Nordstemmen).	1. Hauptsteueramt zu Hannover. 2. Hauptsteueramt zu Hildesheim.
	9. Lüneburg - Lauenburg.	1. Hauptsteueramt zu Lüneburg. Abfertigungsstelle a. Bahnhofe. 2. Nebenzollamt I. zu Hohnstorf am Bahnhofe.
	10. Almelo - Salzbergen. Anmerkung. Sämmtliche die Provinz Hannover berührende Eisenbahnen stehen miteinander in Verbindung.	Nebenzollamt I. auf dem Bahnhofe zu Bentheim.
9. Provinz Westphalen.	Cöln-Münden.	Hauptsteueramt zu Minden. Abfertigung auf dem Bahnhofe daselbst.
10. Rheinprovinz.	1. Saarbrück - Bexbach.	Hauptzollamt zu Saarbrücken. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe zu St. Johann-Saarbrücken.
	2. Rheinische.	1. Nebenzollamt I. zu Herbesthal (Hauptamtsbezirk Aachen). 2. Hauptzollamt zu Aachen. Anmerkung. Bei diesem Hauptamte wird auch das Gepäck der Eisenbahnreisenden revidirt. 3. Hauptsteueramt für ausländische Gegenstände zu Cöln. Abfertigungsstelle auf dem Central-Güterbahnhofe daselbst. Anmerkung. Ausnahmsweise dürfen bei dieser Abfertigungsstelle Güter, welche über Herbesthal mit Ansagezettel und Ladungsverzeichnissen eingehen, zum Zwecke der Weitersendung auf

1868

Zollvereins-staaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
		Ausagezettel bis zum Erledigungsamte ohne zollordnungsmässige Abfertigung umgeladen werden. Ausserdem werden in Cöln bei der Abfertigungsstelle auf dem Central-Personenbahnhofe die Effecten der in Cöln eintreffenden Eisenbahnreisenden revidirt.
	3. Rheinische (Zweigbahn von Herbesthal nach Eupen).	1. Nebenzollamt I. zu Herbesthal (Hauptamtsbezirk Aachen). 2. Nebenzollamt I. zu Eupen. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe daselbst (Hauptamtsbezirk Aachen).
	4. Aachen-Mastricht.	Hauptzollamt zu Aachen. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe zu Tamplerbend daselbst.
	5. Aachen - Düsseldorf-Ruhrort.	1. Hauptsteueramt zu Düsseldorf. 2. Hauptsteueramt zu Ruhrort. Anmerkung. In Ruhrort können Umladungen der unter Wagenverschluss auf der Eisenbahn beförderten zum Ein- oder Ausgange bestimmten Güter ohne zollordnungsmässige Abfertigung unter den in der Anweisung vom 21. September 1852, Ziffer 11, lit. *B*, vorgeschriebenen Controlmassregeln erfolgen.
	6. Arnheim-Oberhausen.	1. Nebenzollamt I. zu Elten (Hauptamtsbezirk Emmerich). 2. Hauptzollamt zu Emmerich. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe daselbst. Anmerkung. Bei dieser Stelle wird auch das Gepäck der Eisenbahnreisenden revidirt. 3. Hauptsteueramt zu Wesel.
	7. Cleve-Zevenare.	1. Nebenzollamt I. zu Elten (Hauptamtsbezirk Emmerich). 2. Hauptzollamt zu Cleve. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe daselbst.
	8. Cöln-Minden.	1. Hauptsteueramt zu Duisburg.

1868

Zollvereins-staaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
		2. Hauptsteueramt zu Düsseldorf. 3. Hauptsteueramt für ausländische Gegenstände zu Cöln.
	9. Ruhrort-Oberhausen.	Hauptsteueramt zu Ruhrort.
	10. Cleve-Nimwegen.	Nebenzollamt I. zu Cranenburg (Hauptzollamt zu Cleve).
11. Provinz Hessen, Nassau, Frankfurt a. M.	1. Hannover'sche Südbahn (Hannover-Cassel). 2. Main-Weser Bahn (Frankfurt a. M.-Cassel.) 3. Curfürst Friedrich Wilhelms-Nordbh. (nördlich von Marburg und südlich von Thüringen).	Hauptsteueramt zu Cassel. Abfertigungsstelle am Bahnhofe.
	4. Frankfurt-Hanauer Bahn (von Frankfurt a. M. u. Aschaffenburg).	Hauptsteueramt zu Hanau.
	Nassauische Staatsbahn. Rheinische Bahn.	Hauptsteueramt zu Oberlahnstein.
	1. Main-Weser Bahn. 2. Taunus-Bahn. 3. Main-Neckar-Bahn 4. Links-Mainz-Bahn (Verwaltung der Ludwigs-Bahn). 5. Frankfurt - Hanau p. p. Bahn.	Hauptsteueramt zu Frankfurt a. M. (durch die Verbindungsbahn mit den erwähnten Eisenbahnen verbunden).
Ausserdem: Grossherzogthum Luxemburg.	Paris - Metz - Luxemburg. Brüssel - Arlon - Luxemburg. Trier-Luxemburg.	Hauptzollamt zu Luxemburg. Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe daselbst.
	Paris - Metz - Luxemburg. Brüssel - Arlon - Luxemburg.	Nebenzollamt I. zu Bettenburg (Hauptamtsbezirk Luxemburg). Nebenzollamt I. zu Bettingen (Hauptamtsbezirk Luxemburg).

Anmerkungen. 1. Bei der Abfertigungsstelle auf dem Bahnhofe zu Luxemburg kann bei der

1868

Zollvereins-staaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
		Waarendurchfuhr auf der Eisenbahn eine Umladung ohne zollordnungsmässige Abfertigung stattfinden. 2. Bei dem Nebenzollamte I. zu Bettenburg kann das mit der Eisenbahn direct aus Frankreich eingehende Gepäck der nach Luxemburg reisenden Personen unter Wagenverschluss d. Bahnhofsabfertigungsstelle zu Luxemburg zur Revision überwiesen werden. In Bettenburg selbst findet nur die Abfertigung der Effecten derjenigen Passagiere statt, welche in diesem Orte oder in den zwischen demselben und Luxemburg belegenen Stationen die Eisenbahn verlassen. 3. Dasselbe gilt auch in Bezug auf die bei dem Nebenzollamte I. zu Bettingen aus Belgien eingehenden Passagiereffecten.
II. Bayern.	1. Ludwigs-Süd-Nordbahn.	1. Hauptzollamt zu Lindau. 2. Hauptzollamt zu Donauwörth. 3. Hauptzollamt zu Bamberg. Abfertigungsstelle am Bahnhofe. 4. Hauptzollamt zu Hof. Abfertigungsstelle am Bahnhofe. 5. Hauptzollamt zu Nürnberg. Abfertigungsstelle am Bahnhofe.
	2. Ludwigs-Westbahn.	1. Hauptzollamt zu Schweinfurt. 2. Hauptzollamt zu Marktbreit. Abfertigungsstelle am Bahnhofe.
	3. Maximilians-Bahn.	1. Nebenzollamt I. zu Salzburg. 2. Nebenzollamt I. zu Kufstein.
	4. Königl. bayerische priv. Ostbahn.	1. Hauptzollamt zu Passau. Abfertigungsstelle am Bahnhofe. 2. Hauptzollamt zu Fürth a. W. 3. Hauptzollamt zu Regensburg. Abfertigungsstelle am Bahnhofe.
	5. Pfälzische Maximilians-Bahn,	Nebenzollamt I. zu Schaidt, mit der Zollexpedition zu Weissenburg.

1868

Zollvereins-staaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
	6. Pfälzische Ludwigs-Bahn.	Hauptzollamt zu Ludwigshafen.
	7. Oberkotzau-Asch-Eger.	Nebenzollamt I. am Bahnhofe zu Asch in Böhmen. Anmerkung. Das Gepäck der Reisenden kann auf den Eisenbahnlinien Fürth a. W.-Passau, Fürth-Kufstein, Fürth-Lindau, Fürth-Kehl, Salzburg Kehl, Weissenburg, resp. Schaidt-Frankfurt a. M. und umgekehrt von den betreffenden Grenzämtern im Ansageverfahren abgefertigt werden.
III. Sachsen.	1. Löbau-Zittau.	Hauptzollamt zu Zittau.
	2. Zittau-Reichenberg.	Nebenzollamt I. zu Reichenberg in Böhmen.
	3. Sächsisch-schlesische Staatsbahn.	Hauptsteueramt zu Löbau.
	4. Sächsisch-böhmische Staatsbahn.	1. Nebenzollamt I. zu Bodenbach in Böhmen.
	5. Leipzig-Dresdener Privatbahn.	2. Hauptsteueramt zu Dresden. *a)* Zollexpedition mit Niederlage am Packhofe und Elbequai zu Altstadt-Dresden. *b)* Zollabfertigungsstelle mit Niederlage zu Neustadt-Dresden. *c)* Zollexpedition am böhmischen Bahnhofe zu Altstadt-Dresden.
	6. Dieselbe und Niedererzgebirgische Staatsbahn.	Hauptsteueramt zu Chemnitz, Zollexpedition am Bahnhofe.
	7. Westliche Staatsbh. (Leipzig-Glauchau-Chemnitz).	Hauptsteueramt zu Glauchau.
	8. Magdeburger, Leipziger u. Thüring'sche Privatbahnen, sowie sächsisch-bayerische Staatsbahn.	Hauptzollamt zu Leipzig.

1868

Zollvereins-staaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
	9. Leipzig-Dresdener Privatbahn.	Hauptzollamt zu Leipzig, Zollexpedition a. Dresdener Bahnhofe.
	10. Voigtländische Staatsbahn.	Nebenzollamt I. zu Voitersreuth.
		Anmerkungen. 1. Ausnahmen von der Regel, nach welcher das Gepäck der Reisenden bei dem Grenzzollamte zu revidiren ist, können auf Grund besonderer Uebereinkunft mit der k. k. österreichischen Regierung in Dresden und Leipzig für die beiden Einbruchslinien Reichenberg-Zittau und Bodenbach eintreten.
		2. Orte, für welche ausnahmsweise die Umladung verschlossener Wagen unterwegs zugelassen worden ist.
	11. Sächsisch-böhmische Staats- und Leipzig Dresdener Privatbahn.	Hauptsteueramt zu Dresden.
		a) Zollexpedition am Backhofe zu Altstadt-Dresden.
		b) Zollabfertigungsstelle mit Niederlage zu Neustadt-Dresden.
		c) Zollexpedition am sächsisch-böhmischen Bahnhofe zu Altstadt-Dresden.
	12. Magdeburg-Leipzig, Dresden-Leipzig u. Thüring'sche Privatbahnen. Sächsisch-bayerische Staatsbahn.	1. Hauptzollamt zu Leipzig, und 2. Zollexpedition am Dresdener Bahnhofe daselbst.
IV. Württemberg.	Staatseisenbahn vom Bodensee (Friedrichshafen) i. Verbindung mit der bayerischen Eisenbahn in Ulm und m. d. badischen Eisenbahn in Bruchsal.	1. Hauptzollamt zu Friedrichshafen.
		2. Hauptzollamt zu Ulm.
		3. Hauptzollamt zu Stuttgart.
		4. Hauptzollamt zu Heilbronn.
		Anmerkung. Auf die Nebenzollämter I. zu Ravensburg u. Reutlingen (Staatseisenbahn v. Friedrichshafen bis zum Anschlusse an die bayerische Eisenbahn in Ulm und an die badische in Bruchsal) können Begleitscheingüter unter Wagenverschluss abgefertigt werden.

1868

Zollvereins-Staaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
V. Baden.	Constanz-Basel-Frankfurt a. M. mit den Zweigbahnen. *a)* von Basel nach Lörrach u. Schopfheim (Wiesenthalbahn); *b)* von Appenweier nach Kehl u. Strassburg; *c)* von Friedrichshafen nach Mannheim.	1. Hauptzollamt zu Constanz. 2. Nebenzollamt zu Thayngen. 3. Zollabfertigungsstelle zu Schaffhausen. 4. Nebenzollamt I. zu Erzingen. 5. Nebenzollamt I. zu Waldshut. 6. Zollabfertigungsstelle am Bahnhofe zu Basel. 7. Nebenzollamt zu Lörrach. 8. Hauptzollamt zu Kehl. 1. Hauptzollamt zu Mannheim. 2. Zollabfertigungsstelle am Bahnhofe daselbst. Anmerkungen. 1. Ausnahmen von der Regel, nach welcher das Gepäck der Reisenden bei dem Grenzzollamte zu revidiren ist, bestehen im Grossherzogthume Baden nur bei dem Grenzzollamte Kehl rücksichtlich des auf d. Eisenbahnstrecke Kehl-Salzburg und vice versa den Zollverein transitirenden Reisegepäcks und rücksichtlich des auf d. Eisenbahnstrecke Kehl-Fürth transitirenden Gepäcks. Für beide Fälle ist die Abfertigung im Ansageverfahren gestattet. 2. In Betreff des directen Verkehres mit der französischen Ostbahn finden vorerst noch in Kehl, behufs der Bildung der im Ansageverfahren abzufertigenden Waarenladungen, Umladungen statt, weil in Königshofen oder in Strassburg diejenigen Einrichtungen noch nicht getroffen sind, welche es ermöglichen, schon auf jenen Stationen Wagenladungen für die vereinsländischen Bestimmungsorte zu bilden.
VI. Grossherzogthum Hessen.	1. Main-Weser Bahn, Cöln-Giessener Bahn.	Hauptzollamt zu Giessen.

1868

Zollvereins-staaten	Eisenbahnlinien, an welchen die Abfertigungsstellen belegen sind	Namen der Abfertigungsstellen
	2. Frankfurt - Offenbacher Bahn.	Hauptzollamt zu Offenbach.
	3. Main-Neckarbahn, Ludwigsbahn.	1. Hauptzollamt zu Darmstadt. 2. Zollabfertigungsstelle am Bahnhofe daselbst.
	4. Ludwigsbahn.	Hauptzollamt zu Mainz.
	5. Ludwigsbahn.	Hauptzollamt zu Worms.
	6. Frankfurt am M.-Bingen.	Hauptzollamt zu Bingen.
VII. Thüringischer Verein.	1. Thüringer Eisenbahn.	1. Königl. preussisch. Hauptsteueramt zu Erfurt. Abfertigungsstelle am Bahnhofe. 2. Grossherzogl. sächsisch. Steueramt zu Eisenach. 3. Herzogl. sächsisch. Hauptsteueramt zu Gotha (die Befugniss ruht).
	2. Sächsisch-Bayerische Staatsbahn.	Herzogl. sächsisches Hauptsteueramt zu Altenburg. Abfertigungsstelle am Bahnhofe.
	3. Werra-, resp. Lichtenfelde Coburger Bahn.	1. Grossherzogl. sächsisch. Steueramt zu Eisenach. 2. Herzogl. sächsisch. Hauptsteueramt zu Coburg.
	4. Weissenfeld-Geraer Bahn.	Fürstlich reussisches Steueramt zu Gera.
		Anmerkung zu VII. Auf die vorbenannten Steuerstellen, zu welchen an der Thüringer Eisenbahn noch die grossherzoglich sächsischen Steuerämter zu Weimar und Apolda und an der Werra-, resp. Lichtenfeld-Coburger Bahn — noch das herzogl. sächsische Steueramt zu Meiningen hinzutreten, können Begleitscheingüter unter Eisenbahnverschluss abgefertigt werden.
VIII. Braunschweig.	Braunschweigische Bahn (Magdeburg-Braunschweig-Hannover).	1. Hauptsteueramt z. Braunschweig. Abfertigungsstelle am Bahnhofe. 2. Hauptsteueramt zu Wolfenbüttel.
IX. Oldenburg.	—	—

Verzeichniss *B*,

betreffend Oesterreich.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Benennung			Land	Kategorie des im Orte befindlichen Zollamtes			Die Ermächtigung des Zollamtes wurde kundgemacht mit Erlass		Anmerkung
der Bestimmungsorte im innern Zollgebiete	der Eisenbahnstationen an oder in der Nähe der Zolllinie im			Hauptzollamt		Nebenzollamt I. Classe			
				I.	II.				
	Inlande	Auslande		Classe			vom	R.-G.-B. Nr.	
Agram	.	.	Kroatien	.	1	.	4. Oct. 1862	68	
.	Ala	.	Tirol	.	.	1	21. August 1867	116	
.	Asch	.	Böhmen	.	1	.	19. Nov. 1865	120	
Aussig	.	.	Böhmen	.	1	.	8. Nov. 1861	114	
.	Babice, im Oswiecimer Bahnhofe	.	West-Galizien	.	1	.	26. Febr. 1863	23	
.	Bazias	.	Ungarn	.	.	1	8. Nov. 1861*)	114	
.	Bodenbach	.	Böhmen	1	.	.	18. Sept. 1857*)	175	
Botzen	.	.	Tirol	1	.	.	8. Nov. 1861	114	
Brünn	.	.	Mähren	1	.	.	18. Sept. 1857	175	
.	Eger	.	Böhmen	1	.	.	19. Nov. 1865	120	
.	.	Furth	Bayern	.	.	1	13. Sept. 1862	62	
Czernowitz	.	.	Bukowina	1	.	.	9. Nov. 1866	135	
Görz	.	.	Görz	.	1	.	17. Nov. 1866	139	
Graz	.	.	Steiermark	1	.	.	18. Sept. 1857	175	
Innsbruck	.	.	Tirol	1	.	.	14. August 1858	123	
Klagenfurt	.	.	Kärnthen	.	1	.	18. Juni 1863	58	
Krakau	.	.	Grosshgth. Krakau	1	.	.	18. Sept. 1857	175	
.	Kufstein	.	Tirol	.	1	.	14. August 1858	123	
Laibach	.	.	Krain	1	.	.	18. Sept. 1857	175	
Lemberg	.	.	Ost-Galizien	1	.	.	11. Nov. 1861	111	
Linz	.	.	Ober-österreich	1	.	.	11. Dec. 1862	94	
Marburg	.	.	Steiermark	1	1	.	18. Sept. 1857	175	
Neustadt, s. Wr.-N.									

*) Den cumulativen Kundmachungen vom 18. September 1857 und vom 8. November 1861 gingen, bezüglich mehrerer darin genannter Aemter, specielle Kundmachungen voraus.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Benennung			Land	Kategorie des im Orte befindlichen Zollamtes			Die Ermächtigung des Zollamtes wurde kundgemacht mit Erlass		Anmerkung
der Bestimmungsorte im innern Zollgebiete	der Eisenbahnstationen an oder in der Nähe der Zolllinie im			Hauptzollamt		Nebenzollamt I. Classe			
				I.	II.				
	Inlande	Auslande		Classe			vom	R.-G.-B. Nr.	
.	Oderberg	.	Schlesien	1	.	.	18. Sept. 1857	175	
Oedenburg	.	.	Ungarn	.	1	.	5. März 1862	22	
Ofen	Expositur des Pester Hauptzollamtes	.	Ungarn	1	.	.	2. Mai 1861	54	
.	Oswiecim, Bahnhof, s. Babice.								
Olmütz	.	.	Mähren	1	.	.	18. Sept. 1857	175	
.	.	Passau	Bayern	.	1	.	27. August 1861	85	
Pest	.	.	Ungarn	1	.	.	18. Sept. 1857	175	
Pilsen	.	.	Böhmen	.	1	.	13. Sept. 1862	62	
Prag	.	.	Böhmen	1	.	.	18. Sept. 1857	175	
Pressburg	.	.	Ungarn	.	1	.	18. Sept. 1857	175	
Raab	.	.	Ungarn	.	1	.	18. Sept. 1857	175	
Reichenberg	.	.	Böhmen	1	.	.	8. Nov. 1861	114	
Roveredo	.	.	Tirol	.	1	.	8. Nov. 1861	114	
.	Salzburg	.	Herzogth. Salzburg	1	.	.	8. Nov. 1861	114	
.	Szczakowa	.	Grosshgth. Krakau	.	1	.	18. Sept. 1857	175	
Sissek	.	.	Kroatien	.	1	.	4. Oct. 1862	68	
Temesvár	.	.	Ungarn	1	.	.	8. Nov. 1861	114	
Teplitz	.	.	Böhmen	1	.	.	8. Nov. 1861	114	
Trient	.	.	Tirol	1	.	.	8. Nov. 1861	114	
.	Triest	.	Illyrisches Küstenland	1	.	.	18. Sept. 1857	175	
.	Troppau	.	Schlesien	1	.	.	31. Dec. 1857	4*)	
.	Voitersreuth	.	Böhmen	.	.	1	19. Nov. 1865	120	
Wien	.	.	Niederösterreich	1	.	.	18. Sept. 1857	175	
Wiener-Neustadt	.	.	Niederösterreich	.	1	.	18. Sept. 1857	175	
.	.	Zittau	Sachsen	1	.	.	8. Nov. 1861	114	

*) Jahrgang 1858.

1868

465.

26 février 1868.

Ordonnance concernant un changement dans la forme et l'emploi de l'étendard et du pavillon de la marine royale italienne.

(M. V. B. 1868, Nr. 3.)

Circular-Verordnung vom 26. Februar 1868, betreffs Aenderung in Form und Führung der königl. italienischen Standarten und Commandoflaggen.

Laut Mittheilung des k. k. Reichsministeriums des Aeussern haben in Form und Führung der königlich italienischen Standarten und Commandoflaggen folgende Aenderungen stattgefunden:

I.

Die königliche Standarte hat quadratförmig zu sein, während jene der königlichen Prinzen ein längliches Rechteck bildet.

II.

Die Distinctionsflagge des Marineministers ist die gewöhnliche Nationalflagge mit einem gelben Anker im grünen Felde; dieselbe wird am Grosstopp geführt.

III.

Die Distinctionsflagge eines Admirals ist die Nationalflagge mit drei weissen, sechsstrahligen Sternen im grünen Felde, jene des Viceadmiralen mit zwei, endlich jene des Contreadmiralen mit einem ähnlichen Sterne im grünen Felde, und wird diese je nach der Charge am Topp des Gross-, Fock- oder Besammastes gehisst.

Dieselben Flaggen werden auch am vorderen Flaggenstocke in den Booten geführt.

IV.

In Booten, in denen sich Officiere vom Linienschiffslieutenant aufwärts befinden, wird am vorderen Flaggenstock der Wimpel geführt.

V.

Der Stander, dessen rothe Enden die doppelte Breite der übrigen Felder haben, bedeutet, am Grosstopp gehisst, die Anwesenheit eines Linienschiffscapitäns und Divisionscommandanten, am Vortopp hingegen die Anwesenheit eines eine Flottenabtheilung commandirenden Fregattencapitäns oder Linienschiffslieutenants.

VI. 1868

Ein rother Wimpel mit weissem Kreuze, am Grosstopp gehisst, bezeichnet den Rangsältesten unter den Commandanten der nicht zu einer Escadre gehörenden Schiffe.

VII.

Eine längliche, rechteckige, rothe Flagge mit rechteckigem, weissem Kreuze und einem der Breite des Kreuzes gleichen blauen Rande wird als Erkennungszeichen für den Admiralen oder höheren Officier, der eine im Gefechte begriffene Abtheilung bei gehisster kleiner Flaggengalla commandirt, bestimmt, und ist dieselbe nach der Charge des Commandirenden am bezüglichen Masttoppe zu führen.

Was hiermit verlautbart wird.

Tegetthoff m. p.,
Viceadmiral.

466.

9 mars 1868.

Traité de commerce et de douane entre l'Autriche et la Prusse au nom de la Confédération Germanique du Nord et des autres membres de l'union douanière allemande, conclu à Berlin. Ratifications échangées à Berlin le 30 mai 1868.

(R. G. B. 1868, Nr. 52.)

Handels- und Zollvertrag zwischen Sr. k. k. Apostolischen Majestät, zugleich in Vertretung des souveränen Fürstenthums Liechtenstein einerseits, und Sr. Majestät dem Könige von Preussen im Namen des Norddeutschen Bundes und der zu diesem Bunde nicht gehörenden Mitglieder des deutschen Zoll- und Handelsvereines, nämlich: der Krone Bayern, der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden und des Grossherzogthums Hessen, für dessen südlich des Main belegenen Theile, sowie in Vertretung des Ihrem Zoll- und Steuersysteme angeschlossenen Grossherzogthums Luxemburg anderseits, vom 9. März 1868. Geschlossen zu Berlin am 9. März 1868. Von Sr. k. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 26. Mai 1868 und in den beiderseitigen Ratificirungen zu Berlin ausgewechselt am 30. Mai 1868.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Böhmen etc., und Apostolischer König von Ungarn.

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten zugleich in Vertretung des souveränen Fürstenthums Liechtenstein einerseits, und

1868 den Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Preussen, zugleich im Namen des Norddeutschen Bundes und der zu diesem Bunde nicht gehörenden Mitglieder des deutschen Zoll- und Handelsvereines, sowie in Vertretung des Grossherzogthums Luxemburg anderseits, am 9. März 1868 zum Zwecke einer neuen und umfassenden Regelung der Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den beiderseitigen Gebieten ein neuer aus fünfundzwanzig Artikeln und drei Anlagen *A*, *B* und *C* bestehender Handels- und Zollvertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist:

So haben Wir, nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages und seiner Anlagen denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen und königlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir die gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und mit Unserem kaiserlichen und königlichen Insiegel versehen lassen.

So geschehen in Unserer Reichshaupt- und Residenzstadt Wien am sechsundzwanzigsten Mai Eintausend achthundert sechszig und acht, Unserer Reiche im zwanzigsten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Freiherr *von Beust* m. p.

Auf Allerhöchsten Befehl Seiner k. k. Apostolischen Majestät:
Max Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

Handels- und Zollvertrag.

Seine kaiserlich-königliche Apostolische Majestät, zugleich in Vertretung des souveränen Fürstenthums Liechtenstein, einerseits, und

Seine Majestät der König von Preussen, im Namen des Norddeutschen Bundes und der zu diesem Bunde nicht gehörenden Mitglieder des deutschen Zoll- und Handelsvereines, nämlich: der Krone Bayern, der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden und des Grossherzogthums Hessen, für dessen südlich des Main belegenen Theile, sowie in Vertretung des Ihrem Zoll- und Steuersysteme angeschlossenen Grossherzogthums Luxemburg, anderseits,

von dem Wunsche geleitet, den Handel und Verkehr zwischen den beiderseitigen Gebieten durch ausgedehnte Zollbefreiungen und Zollermässigungen, durch vereinfachte und gleichförmige Zollbehand-

lung und durch erleichterte Benützung aller Verkehrsanstalten in umfassender Weise zu fördern, und in der Absicht, ihre Zolleinnahmen zu sichern, haben über die Abänderung und Erweiterung des Handels- und Zollvertrages vom 11. April 1865 Unterhandlungen eröffnen lassen, und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt: 1868

Seine kaiserlich-königliche Apostolische Majestät:

Allerhöchstihren wirklichen Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, Felix Grafen von Wimpffen, und

Allerhöchstihren Sectionschef Sisinio von Pretis-Cagnodo; und

Seine Majestät der König von Preussen:

den Kanzler des Norddeutschen Bundes, Allerhöchstihren Präsidenten des Staatsministeriums und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Otto Eduard Leopold Grafen von Bismarck-Schönhausen,

den Präsidenten des Bundeskanzleramtes, Allerhöchstihren wirklichen geheimen Rath, Martin Friedrich Rudolph Delbrück,

Allerhöchstihren Ministerialdirector Alexander Max von Philipsborn,

ferner den von Seiner Majestät dem Könige von Bayern bezeichneten königlich bayerischen Staatsrath Wilhelm von Weber und königlich bayerischen Oberzollassessor Max Joseph Eggensberger,

und den von Seiner Majestät dem Könige von Sachsen bezeichneten königlich sächsischen geheimen Finanzrath Julius Hans von Thümmel;

welche, nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten, den folgenden Handels- und Zollvertrag vereinbart und abgeschlossen haben:

Artikel 1.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Landen durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen hiervon dürfen nur stattfinden:

a) bei Tabak, Salz, Schiesspulver;

b) aus Gesundheitspolizei-Rücksichten;

c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Artikel 2.

Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Eingangs- und Ausgangsabgaben, sowie hinsichtlich der Durch-

1868 fuhr dürfen von keinem der beiden vertragenden Theile dritte Staaten günstiger als der andere vertragende Theil behandelt werden. Jede dritten Staaten in diesen Beziehungen eingeräumte Begünstigung ist daher ohne Gegenleistung dem anderen vertragenden Theile gleichzeitig einzuräumen.

Ausgenommen hiervon sind nur diejenigen Begünstigungen, welche die mit einem der vertragenden Theile jetzt oder künftig zollvereinten Staaten geniessen, sowie solche Begünstigungen, welche anderen Staaten durch bestehende Verträge zugestanden sind, und ausdrücklich von der Anwendung obiger Bestimmung ausgeschlossen werden. Diese Begünstigungen können denselben Staaten für die nämlichen Gegenstände in nicht höherem Masse auch nach Ablauf dieser Verträge zugestanden werden.

Artikel 3.

Die vertragenden Theile wollen gegenseitige Verkehrserleichterungen auf Grundlage des freien Eingangs roher Naturerzeugnisse und des gegen ermässigte Zollsätze zu gestattenden Eingangs gewerblicher Erzeugnisse ihrer Länder eintreten lassen.

Demgemäss sind sie übereingekommen, dass bei der Einfuhr aus dem freien Verkehre im Gebiete des einen in das Gebiet des anderen Theiles in den Staaten der österreichischen Monarchie von den in der Anlage *A* und im Zollvereine von den in der Anlage *B* bezeichneten Waaren keine, beziehungsweise keine höheren als die in diesen Anlagen bestimmten Eingangsabgaben erhoben werden sollen.

Sollte einer der vertragenden Theile es nöthig finden, auf einen in diesen Anlagen verzeichneten Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrikation eine neue innere Steuer oder einen Zuschlag zu der inneren Steuer zu legen, so soll der gleichartige ausländische Gegenstand sofort mit einer gleichen oder entsprechenden Abgabe belegt werden können.

Artikel 4.

1. Die aus dem Gebiete des einen vertragenden Theiles in das Gebiet des anderen übergehenden Waaren sollen beiderseits von allen Ausgangsabgaben frei sein.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind nur die nachstehend aufgeführten Waaren, von denen die unten verzeichneten Ausgangsabgaben erhoben werden dürfen, nämlich:

im Zollvereine:

von Lumpen und anderen Abfällen zur Papierfabrikation, und zwar:

a) nicht von reiner Seide, auch zu Halbzeug vermahlen, Maculatur und Papierspänen $1^2/_3$ Thaler (2 fl. 55 kr. südd. Währ.) vom Zollcentner;

b) altem- Tauwerk, alten Fischernetzen und Stricken, getheert oder nicht getheert, 1/3 Thaler (35 kr. südd. Währ.) vom Zollcentner; 1868

in den Staaten Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät:

a) von den unter Pos. 6 *a)* Nr. 1 der Anlage *A* genannten Fellen und Häuten 2 fl. 50 kr. österr. Währ. vom Zollcentner;

b) von den unter Pos. 49 *b)* der Anlage *A* genannten Lumpen (Hadern) und anderen Abfällen zur Papierfabrikation 2 fl. österr. Währ. vom Zollcentner.

2. In jedem der vertragenden Staaten sollen die bei der Ausfuhr gewisser Erzeugnisse bewilligten Ausfuhrvergütungen nur die Zölle oder inneren Steuern ersetzen, welche von den gedachten Erzeugnissen oder von den Stoffen, aus denen sie verfertigt worden, erhoben sind. Eine darüber hinausgehende Ausfuhrprämie sollen sie nicht enthalten.

Ueber Aenderungen des Betrages dieser Vergütungen oder des Verhältnisses derselben zu dem Zolle oder zu den inneren Steuern wird gegenseitige Mittheilung erfolgen.

Artikel 5.

Von Waaren, welche durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus- oder nach dem Gebiete des anderen Theiles durchgeführt werden, dürfen Durchgangsabgaben nicht erhoben werden.

Diese Verabredung findet sowohl auf die nach erfolgter Umladung oder Lagerung, als auf die unmittelbar durchgeführten Waaren Anwendung.

Artikel 6.

Zur weiteren Erleichterung des gegenseitigen Verkehres wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben zugestanden:

a) für Waaren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche aus dem freien Verkehre im Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des anderen auf Märkte oder Messen gebracht oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- und Marktverkehre versendet, in dem Gebiete des anderen Theiles aber nicht in den freien Verkehr gesetzt, sondern unter Controle der Zollbehörde in öffentlichen Niederlagen (Packhöfen, Hallämtern u. s. w.) gelagert, sowie für Muster, welche von Handelsreisenden eingebracht werden, alle diese Gegenstände, wenn sie binnen einer in voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden;

1868 *b)* für Vieh, welches auf Märkte in das Gebiet des anderen vertragenden Theiles gebracht und unverkauft von dort zurückgeführt wird;

c) für Glocken und Lettern zum Umgiessen, Stroh zum Flechten, Wachs zum Bleichen, Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmeln);

d) für Gewebe und Garne zum Waschen, Bleichen, Färben, Walken, Appretiren, Bedrucken und Sticken, Garne zum Stricken, Gespinnste (einschliesslich der erforderlichen Zuthaten) zur Herstellung von Spitzen und Posamentirwaaren, Häute und Felle zur Leder- und Pelzwerkbereitung, Garne in gescheerten (auch geschlichteten) Ketten nebst dem erforderlichen Schussgarn zur Herstellung von Geweben, sowie für Gegenstände zum Lackiren, Poliren und Bemalen;

e) für sonstige zur Reparatur, Bearbeitung oder Veredlung bestimmte, in das Gebiet des anderen vertragenden Theiles gebrachte und nach Erreichung jenes Zweckes, unter Beobachtung der desshalb getroffenen besonderen Vorschriften, zurückgeführte Gegenstände, wenn die wesentliche Beschaffenheit und die Benennung derselben unverändert bleibt;

und zwar in dem Falle unter *c)* unter Festhaltung der Gewichtsmenge, in den Fällen unter *a)*, *b)*, *d)* und *e)*, sofern die Identität der aus- und wieder eingeführten Gegenstände ausser Zweifel ist.

Artikel 7.

Hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung von Waaren, die dem Begleitscheinverfahren unterliegen, wird eine Verkehrserleichterung dadurch gegenseitig gewährt, dass beim unmittelbaren Uebergange solcher Waaren aus dem Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des anderen die Verschlussabnahme, die Anlage eines anderweiten Verschlusses und die Auspackung der Waaren unterbleibt, sofern den dieserhalb vereinbarten Erfordernissen genügt ist. Ueberhaupt soll die Abfertigung möglichst beschleunigt werden.

Artikel 8.

Die vertragenden Theile werden auch ferner darauf bedacht sein, ihre gegenüberliegenden Grenzzollämter, wo es die Verhältnisse gestatten, je an einen Ort zu verlegen, so dass die Amtshandlungen bei dem Uebertritte der Waaren aus einem Zollgebiete in das andere gleichzeitig stattfinden können.

Artikel 9.

Innere Abgaben, welche in dem einen der vertragenden Theile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen und Corporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder

dem Verbrauche eines Erzeugnisses ruhen, dürfen Erzeugnisse des 1868
anderen Theiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnamigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Artikel 10.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, auch ferner zur Verhütung und Bestrafung des Schleichhandels nach oder aus ihren Gebieten durch angemessene Mittel mitzuwirken, und die zu diesem Zwecke erlassenen Strafgesetze aufrecht zu erhalten, die Rechtshilfe zu gewähren, den Aufsichtsbeamten des anderen Staates die Verfolgung der Contravenienten in ihr Gebiet zu gestatten, und denselben durch Steuer-, Zoll- und Polizeibeamte, sowie durch die Ortsvorstände alle erforderliche Auskunft und Beihilfe zutheil werden zu lassen.

Das nach Massgabe dieser allgemeinen Bestimmungen abgeschlossene Zollcartell enthält die Anlage *C*.

Für Grenzgewässer und für solche Grenzstrecken, wo die Gebiete der vertragenden Theile mit fremden Staaten zusammentreffen, werden die zur gegenseitigen Unterstützung beim Ueberwachungsdienste verabredeten Massregeln aufrecht erhalten.

Artikel 11.

Stapel- und Umschlagsrechte sind in dem Gebiete der vertragenden Theile unzulässig, und es darf, vorbehaltlich schifffahrts- und gesundheitspolizeilicher, sowie der zur Sicherung der Abgaben erforderlichen Vorschriften, kein Waarenführer gezwungen werden, an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus-, ein- oder umzuladen.

Artikel 12.

Die vertragenden Theile werden die Seeschiffe des anderen Theiles und deren Ladungen unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben wie die eigenen Seeschiffe zulassen. Dieses gilt auch für die Küstenschifffahrt.

Die Staatsangehörigkeit der Schiffe jedes der vertragenden Staaten ist nach der Gesetzgebung ihrer Heimat zu beurtheilen.

Zur Nachweisung über die Ladungsfähigkeit der Schiffe des einen Staates sollen die nach der Gesetzgebung ihrer Heimat giltigen Messbriefe, vorbehaltlich der Reduction der Schiffsmasse, bei Feststellung von Schifffahrts- und Hafenabgaben im anderen Staate genügen.

Artikel 13.

Von Schiffen des einen der vertragenden Theile, welche in Unglücks- oder Nothfällen in die Seehäfen des anderen einlaufen, sollen, wenn nicht der Aufenthalt unnöthig verlängert oder zum Handels-

1868 verkehre benützt wird, Schifffahrts- oder Hafenabgaben nicht erhoben werden.

Von Havarie- und Strandgütern, welche in das Schiff eines der vertragenden Theile verladen waren, soll von dem anderen, unter Vorbehalt des etwaigen Bergelohnes, eine Abgabe nur dann erhoben werden, wenn dieselben in den Verbrauch übergehen.

Artikel 14.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der vertragenden Theile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des eigenen Staates.

Artikel 15.

Die Benützung der Chausséen und sonstigen Strassen, Canäle, Schleussen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lootsenwesens, der Krahne- und Wageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern und dergleichen mehr, insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staate oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des anderen vertragenden Theiles unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren wie den Angehörigen des eigenen Staates gestattet werden.

Gebühren dürfen, vorbehaltlich der beim Seebeleuchtungs- und Seelootsenwesen zulässigen abweichenden Bestimmungen, nur bei wirklicher Benützung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

Dieselben dürfen die Unterhaltungskosten sammt den landesüblichen Zinsen des Anlagecapitals nicht übersteigen.

Wegegelder für beladenes Fuhrwerk sollen auf Strassen, welche unmittelbar oder mittelbar zur Verbindung der vertragenden Theile unter sich oder mit dem Auslande dienen, da, wo dieselben den Satz von einem Sibergroschen (5 kr. österr. Währ.) für ein Zugthier und eine geographische Meile erreichen oder übersteigen, höchstens zu den jetzt geltenden Beträgen, und da, wo sie jenen Satz nicht erreichen, höchstens zu diesem letzteren erhoben werden. Wegegelder für einen die Landesgrenze überschreitenden Verkehr dürfen auf den erwähnten Strassen nach Verhältniss der Streckenlängen nicht höher sein, als für den auf das eigene Staatsgebiet beschränkten Verkehr.

Für Eisenbahnen gelten nicht diese, sondern die in den Artikeln 16 und 17 enthaltenen Bestimmungen.

Artikel 16. 1868

Auf Eisenbahnen sollen in Beziehung auf Zeit, Art und Preise der Beförderungen die Angehörigen des anderen Theiles und deren Güter nicht ungünstiger, als die eigenen Angehörigen und deren Güter behandelt werden.

Für Durchfuhren nach oder aus dem Gebiete des anderen Theiles soll kein Staat höhere als diejenigen Eisenbahnfrachtsätze erheben lassen, welchen auf derselben Eisenbahn die in dem eigenen Gebiete auf- oder abgeladenen Güter verhältnissmässig unterliegen.

Artikel 17.

Die vertragenden Theile werden dahin wirken, dass die Waarenbeförderung auf den Eisenbahnen in ihren Gebieten durch Herstellung unmittelbarer Schienenverbindungen zwischen den an einem Orte zusammentreffenden Bahnen und durch Ueberführung der Transportmittel von einer Bahn auf die andere möglichst erleichtert werde.

Sie werden ferner, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienenverbindungen vorhanden sind und ein Uebergang der Transportmittel stattfindet, Waaren, welche in vorschriftmässig verschliessbaren Wagen eingehen, und in denselben Wagen nach einem Orte im Innern befördert werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes Zoll- oder Steueramt befindet, von der Declaration, Abladung und Revision an der Grenze, sowie vom Colloverschluss frei lassen, insofern jene Waaren durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Eingange angemeldet sind.

Waaren, welche in vorschriftmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus- oder nach dem Gebiete des anderen ohne Umladung durchgeführt werden, sollen von der Declaration, Abladung und Revision, sowie vom Colloverschlusse sowohl im Innern als an den Grenzen frei bleiben, insofern dieselben durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgange angemeldet sind.

Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass die betheiligten Eisenbahnverwaltungen für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschlusse am Abfertigungsamte im Innern oder am Ausgangsamte verpflichtet seien.

Insoweit von einem der vertragenden Theile mit dritten Staaten in Betreff der Zollabfertigung weitergehende, als die hier aufgeführten Erleichterungen vereinbart worden sind, finden diese Erleichterungen auch bei dem Verkehre mit dem anderen Theile, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit, Anwendung.

1868

Artikel 18.

Die Angehörigen der vertragenden Theile sollen gegenseitig in Bezug auf den Antritt, den Betrieb und die Abgaben von Handel und Gewerbe den Inländern völlig gleichgestellt sein. Auf das Apothekergewerbe und den Gewerbebetrieb im Umherziehen findet diese Bestimmung keine Anwendung. Beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate sollen jedoch die Angehörigen des anderen Theiles ebenso wie die eigenen Angehörigen behandelt werden.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Abgaben für das von ihnen betriebene Geschäft entrichten, sollen, wenn sie persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende Ankäufe machen oder Bestellungen, nur unter Mitführung von Mustern, suchen, in dem Gebiete des anderen vertragenden Theiles keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein.

Die Angehörigen des einen der vertragenden Theile, welche das Frachtfuhrgewerbe, die See- oder Flussschifffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staaten betreiben, sollen für diesen Gewerbebetrieb in dem Gebiete des anderen Theiles einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Artikel 19.

In Betreff der Bezeichnung oder Etiquettirung der Waaren oder deren Verpackung sollen die Unterthanen eines jeden der vertragenden Theile in dem anderen denselben Schutz wie die Inländer geniessen.

Artikel 20.

Die vertragenden Theile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Consuln in allen denjenigen Häfen und Handelsplätzen des anderen Theiles zu ernennen, in denen Consuln irgend eines dritten Staates zugelassen werden.

Diese Consuln des einen der vertragenden Theile sollen, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit, im Gebiete des anderen Theiles dieselben Vorrechte, Befugnisse und Befreiungen geniessen, deren sich diejenigen irgend eines dritten Staates erfreuen oder erfreuen werden.

Artikel 21.

Jeder der vertragenden Theile wird seine Consuln im Auslande verpflichten, den Angehörigen des anderen Theiles, sofern letzterer an dem betreffenden Platze durch einen Consul nicht vertreten ist,

Schutz und Beistand in derselben Art und gegen nicht höhere Gebühren wie den eigenen Angehörigen zu gewähren. 1868

Artikel 22.

Die vertragenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, an ihre Zollstellen Beamte zu dem Zwecke zu senden, um von der Geschäftsbehandlung derselben in Beziehung auf das Zollwesen und die Grenzbewachung Kenntniss zu erlangen, wozu diesen Beamten alle Gelegenheit bereitwillig zu gewähren ist.

Ueber die Rechnungsführung und Statistik in beiden Zollgebieten wollen die vertragenden Staaten sich gegenseitig alle gewünschten Aufklärungen ertheilen.

Artikel 23.

In denjenigen einzelnen Landestheilen der vertragenden Theile, welche von deren Zollgebiet ausgeschlossen sind, finden, so lange deren Ausschluss dauert, die Verabredungen in den Artikeln 1 bis 9 des gegenwärtigen Vertrages keine Anwendung.

Artikel 24.

Der gegenwärtige Vertrag soll vom 1. Juni 1868 ab in Kraft und an die Stelle des Handels- und Zollvertrages vom 11. April 1865 treten. Er soll bis zum 31. December 1877 in Kraft bleiben. Im Falle keiner der vertragenden Theile zwölf Monate vor diesem Tage seine Absicht, die Wirkungen des Vertrages aufhören zu lassen, kundgegeben haben sollte, bleibt derselbe in Geltung bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage ab, an welchem der eine oder der andere der vertragenden Theile denselben gekündigt hat. Die vertragenden Theile behalten sich die Befugniss vor, nach gemeinsamer Verständigung in diesen Vertrag und in die demselben beigefügten Tarife jederlei Abänderungen aufzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundlagen derselben nicht in Widerspruch stehen, und deren Nützlichkeit durch die Erfahrung dargethan werden möchte.

Artikel 25.

Gegenwärtiger Vertrag soll ratificirt und es sollen die Ratificationsurkunden binnen acht Wochen in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen Berlin, am 9. März 1868.

(Gez.) (L. S.) *Wimpffen.*
(L. S.) *Pretis.*

(L. S.) *von Bismarck.*
(L. S.) *Delbrück.*
(L. S.) *von Philipsborn.*
(L. S.) *Weber.*
(L. S.) *Eggensberger.*
(L. S.) *von Thümmel.*

1868

Anlage A.

Zollsätze

für die Einfuhr aus dem Zollvereine nach Oesterreich.

Nummer	Benennung der Gegenstände	Masstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	I. Landwirthschaftliche Erzeugnisse.			
1	Getreide, Hülsenfrüchte, Mehl und Mahlproducte:			
	a) Weizen, Spelz (Dinkel), Halbgetreide, Heidekorn oder Buchweizen, Hirse, Mais (türkischer Weizen, Kukurutz), Roggen, Bohnen, Erbsen, Linsen, Wicken, Zuckererbsen (Zizern), Gerste und Malz, dann Hafer	1 Ctr.	frei	.
	b) Mehl und Mahlproducte (gerollte, geschrotete und geschälte Körner, Graupen, Grütze, Gries)	"	frei	.
	c) Stärkegummi (Dextrin, Leogomme)	"	frei	.
2	Gemüse, Obst und andere Garten- und Feldfrüchte:			
	a) Gartengewächse, frische, d. i. Gemüse und Krautarten, Kartoffel und Rüben, essbare Wurzeln, Pilze, Schwämme, einschliesslich der Trüffeln, Knoblauch, Schnittlauch, Porri, Zwiebeln, auch Blumen- und Meerzwiebeln.			
	Obst, frisches, als: Aepfel, Ananas, Aprikosen, Birnen, Johannisbeeren, Kirschen, Kürbisse, Melonen, Mirabellen, Mispeln, Hasel- und wälsche Nüsse, frische, grüne, unausgeschälte, Pfirsiche, Pflaumen, Quitten, Schlehen, Stachelbeeren, dann Waldbeeren aller Art, z. B. Berberitz-, Brom-, Erd- und Heidelbeeren.			
	Bast, roher, Binsen, Schilfe, Rohre (Dach- und Weberrohr, auch gespalten, geschnitten und gespitzt zu Weberkämmen), Schachtelhalm, Flechten, Moose, Feuerschwamm, roher, Holzzunder (d. i. vermodertes Holz von Buchen, Fichten etc.).			
	Bäume, Sträuche, Reben, Schösslinge, Setzlinge, Stauden zum Verpflanzen, ingleichen lebende Gewächse in Töpfen oder Kübeln, frische Blumen, Blätter (auch Maulbeerblätter) und Knospen.			
	Gras, Grassamen, Heu, Häckerling, Stroh, auch Strohabschnitte und Strohähren (natürliche zu Putzarbeiten).			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Futterkräuter, Heidekraut und Heidekrautwurzeln, Stengel und Blätter der Heidelbeeren. Getreide in Garben, Hülsenfrüchte im Kraut, Maisstroh, d. i. Maiskolben (leere), Stengel und Blätter der Maispflanze, Mohnsamenkapseln, leere, Kardendisteln, Streulaub, Nadeln und Zapfen von Nadelhölzern. Asphodillknollen (Goldwurzeln), sowohl frisch als trocken, Kalmus, frischer, Krappwurzeln, frische, Cichorien, frische, getrocknete und gedörrte, Bucheckern (Buchkerne), Erdnüsse, Flohsamen, Rosskastanien, Wachholderbeeren. Oelsaat, als: Raps-, Hanf-, Lein- und Mohnsamen, gelber Raps oder Lein- und Vogeldotter, Sesam, der Samen des Ricinus (semen catapuciae majoris), der Mad- und Sonnenblumensamen, dann die Kerne der Marillen (Aprikosen), Pfirsiche und Pflaumen . .	1 Ctr.	frei	.
b)	1. Kleesaat und Sämereien, d. i. Samen zum Garten- und Feldbaue (beispielsweise gehören hierher Angelika-, Dill-, Gichtrosen- [Päonien-], Kohl- und Runkelrübensamen, Moorhirse, Gurken-, Kürbis-, Quitten- und Melonenkerne, Tabaksamen), 2. Samen von Waldbäumen, dann Runkelrüben, getrocknete	„	frei	.
c)	Gartengewächse, zubereitete, d. i. Gemüse- und Krautarten, Kartoffel und Rüben, essbare Wurzeln, Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln), getrocknet oder comprimirt, gedörrt, zerschnitten oder sonst zerkleinert, gesalzen, in Essig eingelegt, in Fässern. Obst, zubereitet, d. i. getrocknet, gedörrt, zerschnitten oder auf andere Weise zerkleinert, ohne Zucker gekochte Obstmusse, ingleichen Nüsse, als: wälsche und Haselnüsse, trockene oder ausgeschälte.			
d)	Senfsaat, Senfpulver oder gemahlener Senf (nicht in Blasen, Flaschen oder Krügen verpackt), Anis, Koriander, Fenchel und Kümmel	„	frei	.
e)	Kastanien (Maronen)	„	—	75
f)	Cichorien, gebrannte oder gemahlene	„	1	.
g)	Hopfen	„	2	50
h)	Süssholzsaft	„	2	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr
	II. Thiere und thierische Producte.			
3	Fische, Schal- und andere Wasserthiere:			
	a) Fische, frische, sowohl lebend als geschlachtet, dann Fluss- und Bachkrebse, frische, Schnecken, Biber, Ottern, Frösche	1 Ctr.	frei	.
	b) Fische (mit Ausnahme der Häringe, Cospettoni, Saracche, Scoranze und Stockfische), gesalzen, getrocknet, geräuchert, in Meerwasser eingelegt (marinirt)	„	1	50
4	Schlacht- und Zugvieh:			
	a) Ochsen und Stiere	1 Stück	2	—
	b) Kühe	„	1	50
	c) Jungvieh	„	.	75
	d) Hammel	„	.	25
	e) Kälber, Schafvieh (mit Ausnahme der Hammel) und Ziegenvieh	„	frei	.
	f) Schweine (einschliessig der Spanferkel von mehr als 20 Zollpfund)	„	1	.
	g) Spanferkel, nicht mehr als 20 Zollpfund im Gewichte	„	.	15
	Anmerkung zu der Nr. 4 *a)* bis *g)*. Schlachtvieh im getödteten Zustande, selbst noch mit der Haut und den Eingeweiden versehen, ist wie Fleisch zu behandeln.			
	h) Pferde und Füllen	„	frei	.
5	Bienenstöcke mit lebenden Bienen, Geflügel aller Art, Wildpret, kleines (Hasen und Kaninchen). Wildpret, grosses, lebendes	1 Ctr.	frei	.
6	Thierische Producte:			
	a) 1. Felle und Häute, folgende: Rinds- (d. i. Bison-, Büffel-, Kalbs-, Kuh-, Ochsen-, Stier- und Terzen-), Pferde- (auch Füllen-, Maulesel- und Maulthier-), Esel-, Kamehl-, Hunds-, Dachs-, Schwein-, Gems-, Hirsch-, Reh-, Elenthier-, Rennthier-, Flusspferd- und Rhinoceroshäute, dann gemeine Schaf- (auch Schöps-, Sterbling-, Lamm-), gemeine Ziegen- (auch Bock- und Kitzen-), Hasen- und Kaninchenfelle und Fischhäute, roh,			
	2. Felle und Häute, nicht besonders benannte, roh	„	frei	.
	b) Haare aller Art, roh und zubereitet, d. i. gehechelt, gesotten, gefärbt oder gebeizt, auch in Lockenform gelegt, Borsten, Bettfedern, Federkiele, roh u. zugerichtet (Schreibfedern) und unzubereitete Schmuckfedern . .	„	frei	.

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	c) Eier aller Art, Milch (auch geronnene, Rahm und Topfen)	1 Ctr.	frei	.
	d) Frische, gesalzene oder getrocknete Blasen und Därme, Gold-schlägerhäutchen, dann Darmseile, d. i. Stricke aus groben Därmen (zum Gebrauche bei Drehbänken, Schleifrädern u. dgl.); Honig	„	—	75
	e) Fleisch, zubereitetes, d. i. gesalzenes, geräuchertes; Speck; Fleischextract	„	1	50
	f) Butter, frische, gesalzene u. eingeschmolzene	„	2	—
	g) Wachs (gelbes und weisses)	„	2	50
	h) Käse	„	2	50
	III. Fette, Oele, fette, Getränke und Speisen.			
7	Fette:			
	a) Unschlitt.	„	frei	.
	b) Stearin, Stearinsäure, Paraffin	„	1	50
8	Oele, fette, mit Ausnahme des Baum-, Palm- und Cocosnussöls, sowie der parfümirten Oele, in Fässern oder Schläuchen und Blasen	„	—	75
9	Bier:			
	a) In Fässern	„	1	50
	b) In Flaschen und Krügen (auch Plutzern) . .	„	5	—
	Anmerkung. Für Rechnung des Staates wird eine innere Abgabe von dem verzollten Biere nur bei der Einfuhr in die geschlossenen Städte erhoben werden.			
10	Wein (auch Obstwein, Wein- und Obstmost) . .	„	4	—
11	Esswaaren:			
	a) Brot, gemeines, d. i. sowohl schwarzes als weisses, wie auch Schiffszwieback	„	frei	.
	b) Teigwerk (d. i. Nudeln und gleichartige, nicht gebackene Erzeugnisse aus Mehl), Sago, auch Sago-Surrogate.	„	frei	.
	c) Senfpulver (in Blasen, Flaschen, Krügen), Senf, zubereiteter; Aale in Oel eingelegt (in Fässern)	„	7	50
	d) Confitüren, Zuckerwerk, Kuchenwerk, alle in Flaschen, Büchsen (hölzerne Schachteln ausgenommen) und dergleichen eingemachte, eingedämpfte oder auch eingesalzene, dann alle in Zucker, Honig, Oel oder sonst eingelegten Früchte, Gewürze, Gemüse und andere Consumtibilien (Pilze, Trüffeln, Geflügel, Seethiere u. dgl.); ferner Pasteten, Tafelbouillons,			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Gelees (Sulzen), Saucen und andere ähnliche Gegenstände des feineren Tafelgenusses, Chocolade, Chocoladen-Surrogate und Fabrikate, dann Cacaomasse und Cacao, gemahlen . . .	1 Ctr.	10	—
	Anmerkung. Wenn Esswaaren in Umschliessungen eingehen, die einem höheren Zolle unterliegen, als die Esswaare selbst, so sind dieselben nach dem Zollsatze für die Umschliessungen zu verzollen.			
	IV. Brenn-, Bau- und Werkstoffe.			
12	Holz, Kohlen und Torf:			
	a) Brennholz (d. i. alles nicht vorgearbeitete gemeine Holz in unbehauenen Stämmen und Blöcken, Scheitern und Prügeln, die nicht länger als 42 Wiener Zoll sind), auch Holzborke, Busch, Faschinen, Flechtweiden u. Reisig	100 Wr. Kubikfuss	frei	.
	b) Werkholz, gemeines (europäisches), roh, d. i. nicht vorgearbeitet, also in unbehauenen Stämmen länger als 42 Wiener Zoll oder in Bandstöcken, Stangen, Pfahlholz u. s. w. und zugerichtet, d. i. Sägewaaren, Fassholz (Dauben) und alles andere roh vorgearbeitete Werkholz, mit Ausnahme der Fourniere . .	„	frei	.
	c) Werkholz, aussereuropäisches, in Blöcken, Brettern und Pfosten	1 Ctr.	frei	.
	d) Holzkohlen, Torf, Torfkohlen, Braun- und Steinkohlen	„	frei	.
13	Drechsler- und Schnitzstoffe: Bernstein (Bernsteinmasse), Gagat (schwarzer Bernstein), Hörner, Hornscheiben, Hornspitzen, Knochen, Klauen, Füsse u. Hufe, Schildpatt, Meerschaum, Wallfischbarten (Fischbein, rohes), Stuhlrohr, ungespalten, ungebeizt, Stöcke und Röhre, edlere (d. i. alle mit Ausnahme des Schilf- und Stuhlrohrs), Cocos- und Coquillasnüsse und Cocosnussschalen, Areka- und Steinnüsse; Elfenbein- und andere Thierzähne, Perlmutter- und andere Muschelschalen, roh oder bloss geschnitten, in Platten und Blöcken . .	„	frei	.
14	Mineralien:			
	a) Steine, rohe, d. i. behauen und unbehauen, auch in Platten, doch nicht geschliffen und nicht polirt (z. B. Bruch-, Kalk-, Schiefer-, Mauersteine, Mühlsteine [ohne und mit eisernen Reifen oder Metallhülsen], Schleif- und			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Wetzsteine aller Art, Probirsteine, Feuersteine [Flintensteine], Tufstein, rohe Granit- und Marmorblöcke u. dgl.), Lithographirsteine (sogenannte Kehlheimer Platten), auch mit Zeichnungen oder Schrift, Dach- und Mauerziegel, Schlacken, Sand (auch farbiger Streusand, mit Ausnahme der Schmalte), Kalk und Gyps, gebrannt und ungebrannt, Mörtel, Amianth und Asbest. Erze, z.B. Blei-, Eisen-, Kupfer-, Zink- u. Zinnerze, Gold- u. Silberstufen, Kobalt- u. Nikelerze. Puzzuolan- und Santorinerde (auch Cement und Trass), Mergel, Lehm, gemeiner Ziegel- u. Töpferthon, Trippel-, Talk- und Walkererde, Bolus (auch Siegelerde), Maltheser Erde (weisser Bolus), Blutstein, Braunstein, Farberde, gelbe, grüne, rothe, Graphit (Wasserblei, Reisblei), Kolkothar, Ocker, Bimsstein und Schmirgel, Fluss- und Schwerspath, Satinober, Umbra, weisse Pfeifen- und andere Erden zur Erzeugung von Steingut oder Porzellan, alle diese Gegenstände auch gemahlen und geschlemmt, Kreide, weisse und schwarze, roh, ungeschnitten und geschlemmt, Garten- und Moorerde	1 Ctr.	frei	.
	Anmerkung. Steinmetzarbeiten, gemeine, z. B. Thür- und Fensterstöcke, Säulen und Säulenbestandtheile, Rinnen, Röhren, Tröge u. dgl., ungeschliffen, mit Ausnahme jener aus Alabaster und Marmor, werden den behauenen Steinen beigezählt.			
	b) Schiefertafeln (auch in Holzrahmen der Nr. 37 *a)* und *c)*, Schiefergriffel (nicht bemalt oder angestrichen oder mit anderen Materialien in Verbindung), Schieferpapier und Tafeln daraus, ohne Verbindung mit anderen Materialien, Kreide und Rothstein, geschnitten, Bimsstein, geformt, Bimsstein-, Glas-, Sand- und Schmirgelpapier, Bimsstein- und Schmirgeltuch . .	„	—	75
	V. Arzenei-, Parfümerie-, Farb-, Gärb- und chemische Hilfsstoffe.			
15	Oele, ätherische: *a)* Bernstein-, Hirschhorn-, Kautschuk-, Lorbeer-, Rosmarin- und Wachholderöl	„	3	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	b) Oele, ätherische, d. i. alle mit Ausnahme der vorstehend unter *a)* und der unter Nr. 17 genannten ätherischen Oele, dann parfümirte Essige, Fette und Oele	1 Ctr.	5	—
	Anmerkung. Wenn die unter *a)* und *b)* genannten Essige, Fette und Oele in Behältnissen mit Etiquetten, Gebrauchsanweisungen u. dgl. vorkommen, durch welche sie sich als Parfümeriewaaren darstellen, so sind sie als Parfümeriewaaren zu behandeln.			
16	Farbwurzeln, gemeine, gemahlen und ungemahlen, als: echte und falsche Alkanna, Curcumä, Krapp, dann Waid, Wau, Safflor, Färbeginster, Kermeskörner.			
	Berberitzenholz und -Wurzeln, Gelbholz (Fustik), weisse Seeblumenwurzeln, Quercitron, Gärberlohe und Gärberrinde (d. i. von Birken, Eichen, Fichten, Tannen, Rosskastanien, Ulmen, Weiden, Erlen), Summach, Eicheln und Eichelhülsen (Vallonea), Knoppern (Eckerdoppern), auch Knoppernmehl, Galläpfel	„	frei	.
17	Harz, Theer- und Mineralöle, auch Pflanzensäfte:			
	a) Harz, gemeines (als: weisses, gelbes und schwarzes, von Nadelhölzern), Theer (auch Steinkohlentheer und Daggert), Colophonium, Asphalt und andere Erdharze, Bergpech, Bergtheer, Limonien- (Citronen-) Saft	„	frei	.
	b) Terpentin u. Terpentinöl (auch Pech u. Theeröl)	„	frei	.
	c) Steinkohlentheeröl (auch Benzin)	„	—	75
18	Chemische Hilfsstoffe:			
	a) Schwefel (in Stücken und Stangen, auch gemahlen, und Schwefelblüthe), Salpeter, roh, Ofenbruch, zinkischer (Tutia alexandrina), Pottasche (auch alle andere unausgelaugte Holzasche und unreines kohlensaures Kali), Weinstein, roh, raffinirt und krystallisirt, auch Weinhefe, getrocknet, citronensaurer und weinsteinsaurer Kalk, Eisenvitriol, Eisenrostwasser (Eisenbeize), Eisenmoor und Eisensafran, Arsenik und arsenige Säure, Arsenikschwefel (Operment, Realgar), Mineralwässer, natürliche und künstliche, einschliesslich der Flaschen und Krüge, Spiessglanz und Spiessglanzkönig, Zaffer, Schmalte, Streuglas . . .	„	frei	.
	b) Schwefelsäure, Salzsäure, Salpetersäure (Scheidewasser), Königswasser	„	—	25

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	c) Soda (d. i. einfach kohlensaures Natron), Digestivsalz (salzsaures Kali), Seifensieder-Unterlauge, Kali und Natron, ein- oder zweifach schwefelsaures	1 Ctr.	—	40
	d) Alaun, Bleiglätte (Silber- und Goldglätte), Salpeter, raffinirt, d. i. krystallisirt oder in Tafeln, Admonter- (gemischter Eisen- und Kupfer-), Kupfer- und Zinkvitriol, Wasserglas. Ammoniaksalze (d. i. Salmiak, kohlensaures und schwefelsaures Ammoniak), Hirschhorn- und Salmiakgeist, Verbindungen von Holzessig mit Eisen, Blei oder Kalk (holzessigsaures Eisen u. s. w.). Mineralkermes, Lackmus	„	—	75
	e) Blei- und Zinkweiss (Zinkoxyd), Bleizucker, Chlorkalk, blau- und chromsaures Kali, chromsaures Bleioxyd, Grünspan, Massikot, Mennig, doppelt-kohlensaures Natron (Soda bicarbonata), Orseille und Persio, Eichenholz-, Galläpfel- und Knoppern-Extract, Schüttgelb und Weinsteinsäure	„	1	50
	f) Aetznatron, Oxalsäure, oxalsaures Kali . . .	„	2	—
	VI. Metalle, roh und als Halbfabrikate.			
19	Eisen:			
	a) Eisen, rohes, auch altes, gebrochenes Eisen, Eisenabfälle (Eisenfeile, Hammerschlag) . . .	„	—	25
	b) 1. Eisen, gefrischtes (d. i. geschmiedetes und gewalztes), in Stäben, nicht façonnirtes, auch Luppeneisen;			
	2. Eisenbahnschienen, roh vorgeschmiedete Maschinen- und Wagenbestandtheile (Achsen u. dgl.), sofern dergleichen Bestandtheile einzeln 50 Pfund und darüber wiegen, dann schmiedeiserne Röhren;			
	3. Stahl, d. i. Roh- und Cement-, Guss- und raffinirter Stahl, nicht façonnirt	„	1	25
	Anmerkung. Roher Stahl in Blöcken oder Gussstücken	„	—	75
	c) Eisen u. Stahl in Stäben, façonnirt (d. i. in einer für den Gebrauch vorgerichteten Form), Eck- und Winkeleisen, Radkranzeisen (Tyres), Pflugschaareisen, Anker, Anker- und Schiffsketten	„	1	75
	d) Eisenblech, schwarzes, auch dressirtes, Stahlblech, rohes, Eisen- und Stahlplatten, rohe (unpolirte), Eisen- und Stahldraht, unpolirt .	„	2	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	e) Eisenblech und Eisenplatten, polirt, gefirnisst, verkupfert, verzinnt (Weissblech), verzinkt oder mit Blei überzogen, Stahlblech und Stahlplatten, polirt, Eisendraht, polirt, verkupfert, verzinkt, verzinnt oder mit Blei überzogen, Stahldraht, polirt, auch Stahlsaiten . .	1 Ctr.	4	—
	f) Eisenguss, grober, wie Kessel, Oefen, Platten, Räder, Röhren, Roste u. dgl.	„	—	60
20	Metalle, unedle (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene):			
	a) Blei, rohes (in Blöcken, Mulden etc., auch alt, gebrochen und in Abfällen, Hartblei, Schriftgiessermetall), dann Bleiasche	„	—	75
	b) Blei, gegossenes (als: Kessel, Röhren, Platten, Kugeln, Schrote u. dgl.), auch gerolltes und gezogenes Blei (Bleidraht), Buchdruckerlettern, Stereotypplatten	„	2	50
	c) Kupfer, Messing, Nickel (auch Nickelschwamm), Packfong, Tomback, Zinn, Zink und andere nicht besonders benannte unedle Metalle und Metallgemische, mit Ausnahme von Blei und Eisen, roh (in Blöcken, Rosetten, Scheiben, Spleissen, Stangen und Klumpen, auch alt, gebrochen und in Abfällen), Kupfer- und Zinnasche, Kobalt und Nickelspeise. Quecksilber	„	frei	.
	d) Zink in Stangen, Platten und Blechen	„	—	75
	e) Zink in Drähten und Röhren, dann Zinkguss, roher, d. i. nicht weiter bearbeitet, auch in Verbindung mit Holzarbeiten der Nr. 37 *a)* und *b)*, und Stangen oder Platten von Eisen .	„	1	50
	f) Zinn, gezogen, gestreckt (d. i. in Stangen, Platten, Blechen, Drähten), dann Röhren und Zinnguss, roher, d. i. nicht weiter bearbeitet, auch in Verbindung mit Holzarbeiten der Nr. 37 *a)* und *b)*, und Stangen oder Platten von Eisen	„	2	—
	g) Kupfer, Messing, Nickel, Packfong, Tomback und andere nicht besonders benannte unedle Metalle u. Metallgemische, gezogen, gestreckt (d. i. in Stangen, Tafeln, Platten, Blechen, Drähten [mit Ausnahme der Messingsaiten]), und in groben Gussstücken (d. i. in Glocken und Röhren, das Stück im Gewichte von mehr als 10 Pfund, und in anderen Gegenständen, das Stück im Gewichte von mehr als 25 Pfd.) . .	„	3	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	VII. Webe- und Wirkstoffe und Garne.			
21	Flachs, auch Flachsbaumwolle (d. i. chemisch präparirter Flachs), Hanf, Jute und andere vegetabilische Spinnstoffe, roh, geröstet, gebrochen oder gehechelt, auch in Abfällen (Werg, Heede), dann Waldwolle und Seegras	1 Ctr.	frei	.
22	Schafwolle, roh und gekämmt, gefärbt, gebleicht, gemalen und in Abfällen	"	frei	.
23	Seide:			
	a) 1. Seide, abgehaspelt (unfilirt, Grezze), oder gesponnen (filirt); 2. Floretseide (Seidenabfälle), gesponnen; beide (Ziffer 1. und 2.) ungefärbt und ohne Verbindung mit anderen Spinnmaterialien . .	"	frei	.
	b) 1. Seide, weiss gemacht oder gefärbt, oder in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien, und 2. Floretseide, gefärbt oder in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	"	6	—
24	Baumwollgarne (ungemischt oder gemischt mit Leinen oder Wolle):			
	a) Roh, d. i. nicht gebleicht, nicht gefärbt und nicht drei- oder mehrdrähtig gezwirnt . . .	"	4	—
	b) Gebleicht oder gefärbt (jedoch nicht drei- oder mehrdrähtig gezwirnt), dann ungewebte Dochte, ohne oder mit Wachsüberzug . . .	"	6	—
	c) Gezwirnt, d. i. drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	"	9	—
25	Leinengarne, d. i. Garne aus Flachs, Hanf, Werg oder anderen vegetabilischen Spinnstoffen, mit Ausnahme der Baumwolle:			
	a) Handgespinnst, roh, d. i. weder gebleicht, noch gefärbt oder gezwirnt	"	frei	.
	b) Maschinengespinnst, roh, d. i. weder gebleicht, noch gefärbt oder gezwirnt	"	—	75
	c) Gebleicht (auch bloss abgekocht), geäschert (gebükt) oder gefärbt (jedoch nicht gezwirnt)	"	2	50
	d) Gezwirnt	"	6	—
26	Wollengarne (d. i. Garne aus Wolle oder anderen Thierhaaren):			
	a) 1. Streichgarn; 2. Kammgarn, hartes (Weftgarn); beide (Ziffer 1. und 2.), roh, d. i. weder gefärbt, noch drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	"	—	75
	b) Kammgarn, weiches, roh, d. i. weder gefärbt, noch drei- oder mehrdrähtig gezwirnt . . .	"	4	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	kr.
	c) Wollengarn, gefärbt, oder drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	1 Ctr.	6	—
	VIII. Webe- und Wirkwaaren, Kleidungen und Putzwaaren.			
27	Baumwollwaaren, d. i. Webe- und Wirkwaaren aus Baumwolle, oder aus Baumwolle und Leinen, auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase, jedoch ohne Beimischung von Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren:			
	a) Dochte, gewebte, Gitter (Marly), Gurten, Netze, d. i. Fisch-, Pferde-, Vogel- und ähnliche grobe Netze, auch gesteifte Futternetze . . .	„	15	—
	b) 1. Glatte (nicht gemusterte), rohe (d. i. aus rohem Garn verfertigte) dichte Webewaaren, auch croisirt, geköpert, gerauht oder appretirt, gebleicht, gefärbt;			
	2. Gemusterte rohe, dichte Webewaaren. Alle diese unter 1. und 2. genannten Webewaaren, mit Ausnahme der rothgefärbten (Rougewaaren), und der unter *c)* begriffenen Waaren	„	20	—
	c) 1. Gemusterte, dichte Webewaaren, gebleicht, gefärbt;			
	2. Alle mehrfarbigen und alle rothgefärbten glatten, dichten Webewaaren;			
	3. Alle Sammete und sammetartigen Gewebe (mit aufgeschnittenem oder nicht aufgeschnittenem Flor);			
	4. Band-, Knopfmacher-, Posamentier- und Strumpfwaaren, dann Möbelnetze und bobbinetartige Vorhängstoffe;			
	5. Alle bedruckten Waaren. Alle diese unter Ziffer 1., 2., 3., 4. und 5. genannten Waaren, insoweit sie nicht unter *d)* und *e)* begriffen sind	„	40	—
	d) Alle undichten Webewaaren, mit Ausnahme der unter *e)* genannten	„	60	—
	e) Tülle (englischer Façon, Bobbinets, Petinets, mit Ausnahme der unter *c)* Ziffer 4. genannten Vorhängstoffe), Spitzen, gestickte Webewaaren und alle Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	„	100	—
	vom 1. Jänner 1870 an . .	„	80	—
28	Leinenwaaren, d. i. Webe-, Wirk- und Seilerwaaren aus Flachs, Hanf, Werg, Manillahanf (Aloe-			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	fasern), Neuseeländer Flachs, Bast, See- und chinesischem Grase, Jute, Waldwolle und anderen vegetabilischen Fasern, mit Ausnahme der Baumwolle, ferner aus Asbest, auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase, jedoch ohne Beimischung von Seide, Wolle und anderen Thierhaaren:			
	a) Seilerwaaren, als: ungebleichte od. gebleichte Seile, Taue, Stricke, Gurten, Tragbänder, Schläuche, rohe Bindfäden (Spagat) und Netze, alle diese Waaren auch getheert, geleimt oder gefirnisst; dann Eimer (Feuerlöscheimer) aus geflochtenem oder gedrehtem Hanf; ferner graue Packleinwand	1 Ctr.	—	75
	Anmerkung. 1. Unter grauer Packleinwand wird ein glattes, grobes, ungebleichtes, auch einfach geköpertes Gewebe ohne Muster verstanden, welches nicht über 30 Kettenfäden auf einen Wiener Currentzoll enthält.			
	2. Nicht unter *a)* und *b)* genannte, oder aus anderen Webe- und Wirkmaterialien verfertigte Seilerwaaren werden als Posamentierwaaren behandelt.			
	b) 1. Leinwand, mit Ausnahme der unter *d)* und *e)* genannten, und Zwillich und Drillich, alle diese Gegenstände roh, ungebleicht und ungemustert, dann Feuerlöscheimer aus ungebleichtem Segeltuch, Bindfäden (Spagat) und Netze (Fisch-, Pferde-, Vogel- und ähnliche grobe Netze), gebleicht, gefärbt;			
	2. Decken (Fuss- und Wagendecken, Laufteppiche), auch gefärbt, gemustert . . .	„	6	—
	Anmerkung. Die unter 1 und 2 begriffenen Waaren aus Jute	„	3	—
	c) Alle dichten Leinenwaaren, mit Ausnahme der unter anderen Nummern genannten	„	20	—
	Anmerkung. Leinwand bis zu 50 Kettenfäden auf den Wiener Currentzoll	„	10	—
	d) Leinwand, von der mehr als 100 Kettenfäden auf den Wiener Currentzoll gehen, dann Posamentier-, Knopfmacher-, Band- u. Strumpfwaaren	„	40	—
	e) Battiste, dann Gaze, Linon und andere undichte Webewaaren, mit Ausnahme der unter *f)* genannten	„	60	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	kr.
	f) Spitzen, Kanten, gestickte Webewaaren und Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	1 Ctr.	70	—
29	Wollenwaaren, d. i. alle Webe- und Wirkwaaren aus Wolle oder anderen Thierhaaren, auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase, und anderen nicht seidenen Webe- und Wirkmaterialien:			
	a) Kotzen, Halinatuch, Matrosentuch (Sigona), Loden, Oeltücher, Presstücher (Filtrirtücher), Siebböden und Geflechte aus Pferdehaaren, ohne Verbindung mit anderen Materialien, Hutabschnitte, Tuchenden, Fussteppiche aus Hunds-, Kälber- und Rindshaaren, getheerte Filze, Gitter und geknüpfte Netze, beide ungefärbt, gefilzte Sohlen zum Einlegen in Stiefel und Schuhe, dann Gurten	„	5	—
	b) Gewalkte, nicht bedruckte und nicht sammetartige Webewaaren, nicht bedruckte Filzwaaren und Fussteppiche, mit Ausnahme der unter *a)* genannten	„	20	—
	c) Alle sammetartigen, alle ungewalkten, dichten und alle bedruckten Wollenwaaren (mit Ausnahme der unter *d)* und *e)* genannten), dann Posamentier-, Knopfmacher- u. Strumpfwaaren	„	40	—
	d) Alle undichten Webewaaren (mit Ausnahme der unter *c)* genannten), dann Shawls und Shawltücher	„	60	—
	e) Spitzen (auch Spitzentücher), gestickte Webewaaren und alle Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	„	70	—
30	Seidenwaaren, d. i. Webe- und Wirkwaaren aus Seide allein oder in Verbindung mit anderen Webe- und Wirkmaterialien:			
	a) 1. Halbseidenwaaren, d. i. Webewaaren, bei denen die Kette oder der Eintrag einzeln oder zusammen genommen, dann Strumpfwaaren, bei denen der Wirkfaden zum grösseren Theile aus Seide oder Floretseide besteht; 2. Shawls aus Seide und Wolle, Sammete, Velpel, Plüsche, Barege, Mousselins, Gaze und andere undichte Gewebe; 3. Band-, Posamentier- und Knopfmacherwaaren; insofern die unter 1., 2. und 3. genannten Waaren nicht unter *b)* begriffen sind	„	60	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zoll-betrag fl.	kr.
	b) 1. Waaren aus Seide oder Floretseide allein; 2. Blonden, Spitzen (Spitzentücher), sowie alle gestickten Webewaaren, dann 3. Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	1 Ctr.	120	—
	vom 1. Januar 1872 an . .	„	80	—
	Anmerkung. Webewaaren, in welchen Seide nur zur Herstellung eines Musters oder als Verzierung vorkommt, werden nicht unter die Ganz- oder Halbseidenwaaren gerechnet.			
31	Wachstuch, Wachsmousselin, Wachstaffet und Gewebe in Verbindung mit Gummifäden oder mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen u. s. w.:			
	a) 1. Wachstuch, grobes, d. i. Wachspackleinwand, unbedruckte, und Asphaltleinwand; 2. Schläuche aus Hanf mit Kautschuk oder Guttapercha ausgegossen oder überzogen, Maschinen-Treibriemen und Wagendecken aus grober Leinwand mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen oder getränkt . .	„	1	—
	b) Wachstuch, feines, d. i. alles andere, auch Malertuch und Ledertuch	„	5	—
	c) Wachsmousselin und Wachstafft	„	10	—
	d) 1. Gewebe aus Gummifäden in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien;			
	e) Gewebe, mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen, oder getränkt, oder durch Zwischenlagen aus jenen Harzen verbunden	„	22	50
	Anmerkung. Die unter 2. genannten Gewebe zu Krempelbelegen und zum Maschinenbetriebe	„	4	50
32	Kleidungen und Putzwaaren, d. i. Bekleidungs- und Putzgegenstände aus Webe- und Wirkwaaren allein oder in Verbindung mit anderen Stoffen:			
	a) Aus Baumwoll-, Leinen- oder Wollenwaaren der Nummern 27 *b)*, 28 *c)* und 29 *b)* oder aus Geweben der Nummer 31 *d)* verfertigte, auch in Verbindung mit geringer belegten Webe- und Wirkwaaren	„	25	—
	Anmerkung. Kleidungen und Putzwaaren, die lediglich aus Stoffen bestehen, welche mit weniger als 20 fl. belegt sind, sind wie der höchstbelegte dieser Stoffe zu verzollen.			
	b) Aus Baumwoll-, Leinen- oder Wollenwaaren der Nummern 27 *c)*, 28 *d)* und 29 *c)* verfer-			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	kr.
	tigte, auch in Verbindung mit geringer belegten Webe- und Wirkwaaren, dann Filzhüte	1 Ctr.	45	—
	c) Aus Baumwoll-, Leinen- oder Wollenwaaren der Nummern 27 *d)*, 28 *e)* und *f)*, 29 *d)* und *e)* oder aus Halbseidenwaaren (Nummer 30 *a)* verfertigte, auch in Verbindung mit geringer belegten Webe- und Wirkwaaren	„	65	—
	d) Aus den unter 27 *e)* begriffenen Baumwollwaaren oder aus Seidenwaaren der Nummer 30 *b)* verfertigte, auch in Verbindung mit geringer belegten Webe- und Wirkwaaren, dann künstliche Blumen	„	125	—
	vom 1. Jänner 1872 an . . .	„	85	—
	IX. Waaren aus Borsten, Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, Schilf, Span, Stuhlrohr und Stroh, sowie Papier, Leder, Papier-, Leder-, Gummi- und Kürschnerwaaren.			
33	Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren:			
	a) Waaren aus Borsten und anderen animalischen und vegetabilischen Stoffen, mit Ausnahme jener aus Haaren und der unter 34 *a)* genannten Bürsten und Besen; Abstauber aus ungefärbten Federn; alle diese Gegenstände auch in Verbindung mit Holz und Eisen, jedoch weder gebeizt, lackirt, gefirnisst, gefärbt, noch polirt; ferner dergleichen fertige hölzerne Siebe mit Böden von Holzgeflecht oder Eisendraht, auch Holzsiebböden	„	1	—
	b) 1. Haarpinsel, Abstauber aus gefärbten Federn, Frottir- und Pferdebürsten in Verbindung mit Webestoffen;			
	2. andere als die unter *a)* genannten, auch in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen.	„	7	50
	vom 1. Jänner 1869 an . . .	„	6	—
34	Bast-, Binsen-, Cocosnussfaser-, Gras-, Schilf-, Span-, Stuhlrohr- und Strohwaaren:			
	a) Fussdecken und Matten (Wagendecken u. dgl.) von Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, auch Seegras, Schilf und Stroh, ungefärbt, auch Bürsten und Besen aus Binsen, Gras, Schilf, Heidekrautwurzeln oder Reisstroh, auch in			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Verbindung mit Holz ohne Lack und Politur, dann Stuhlrohr, roh, gespalten	1 Ctr.	—	25
	b) Hüte aus Holzspan ohne Garnitur, Strohbänder (bandartige Strohgeflechte aller Art) ohne Verbindung mit anderen Materialien	„	1	—
	c) Fussdecken und Matten (Wagendecken u. dgl.) von Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, auch Seegras, Schilf und Stroh, gefärbt	„	1	50
	d) Stuhlrohr, gespaltenes, gebeizt oder gefärbt .	„	2	50
	e) Geflechte, nicht unter anderen Nummern genannte, ohne Verbindung mit anderen Materialien	„	6	—
	f) Geflechte mit seidenen oder anderen Gespinnsten, oder mit Rosshaaren durchzogen oder durchwirkt (Sparterie), auch in Verbindung mit anderen Materialien	„	25	—
	g) 1. Hüte und Kappen aus Stroh, Rohr, Bast, Binsen, Fischbein und Palmblättern, ohne Garnitur	1 Stck.	—	10
	2. Hüte und Kappen aus den vorgenannten Stoffen oder aus Holzspan, mit Garnitur . .	„	—	20
35	Papier und Papierwaaren:			
	a) Schreuz-, graues Lösch- u. rauhes Packpapier (auch gefärbt, lackirt, mit Graphit, Asphalt, Theer überzogen), dann Pappendeckel (auch Steinpappe), Pressspäne und Theerpappe (Asphaltfilz), Patentholz oder Fasermasse . .	1 Ctr.	frei	.
	b) 1. Papier, ungeleimtes ordinäres (grobes graues, halbweisses und gefärbtes) und alles ungeleimte Druckpapier;			
	2. Formerarbeit aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, auch in Verbindung mit Holz und Eisen, weder angestrichen noch lackirt	„	1	—
	c) Papier, geleimtes, buntes (mit Ausnahme des unter *d)* genannten), lithographirtes, bedrucktes oder liniirtes, zu Devisen, Etiquetten, Frachtbriefen, Rechnungen vorgerichtetes, Calquir-, Gicht-, auch Oel- und Wachs-, Guttapercha-, Kreidepapier, dann Malerpappe und alles nicht unter *b)* genannte ungeleimte Papier	„	1	50
	d) Gold- und Silberpapier und Papier mit Gold- oder Silbermustern (echt oder unecht, auch bronzirt), gepresstes oder durchgeschlagenes Papier, ingleichen Streifen von diesen Papiergattungen	„	6	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	e) Waaren aus Papier und Pappe (mit Ausnahme der Spielkarten), aus Papiermasse, Patentholz oder Holzfasermasse, Formerarbeiten aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, soweit sie nicht unter *b)* begriffen sind, Waaren aus den vorgenannten Stoffen in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; dann Papier mit aufgeklebter Leinwand (auch mit Baumwollenleinwand) und daraus verfertigte Briefcouverte	1 Ctr.	7	50
	vom 1. Jänner 1869 an . . .	"	6	—
	f) Papiertapeten in Rollen	"	4	—
	vom 1. Jänner 1870 an . . .	"	3	—
36	Leder, Leder-, Gummi- und Kürschnerwaaren:			
	a) Schaf- und Ziegenfelle, halbgar oder bereits gegärbt, aber noch nicht gefärbt oder weiter zugerichtet	"	—	75
	b) Leder, gemeines, d. i. nicht unter *d)* genanntes, auch derlei Stiefelschäfte	"	3	—
	c) Künstliches Kratzenleder aus narblosem Abfallleder und aus einer zur Befestigung desselben dienenden Schichte von Leinen- oder Baumwollgeweben	"	4	50
	d) Leder, feines, d. i. Handschuhleder, auch Corduan, Maroquin, Saffian, gefärbtes (mit Ausnahme des bloss geschwärzten und der Juchten), lackirtes, vergoldetes, versilbertes, ferner gefärbtes Pergament	"	7	50
	e) Waaren aus lohgarem, lohrothem oder bloss geschwärztem Leder, oder aus unlackirtem, ungefärbtem, unbedrucktem Kautschuk oder Guttapercha, Schuhmacher-, Sattler- u. Taschnerwaaren aus behaarten Fellen, grobem unbedrucktem Wachstuch, grauer Packleinwand, Segeltuch, rohem Zwillich oder Drillich, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe von Filz oder Tuchecken in Verbindung mit Leder, Ledertuch oder Kautschuk; Gummifäden, übersponnene	"	6	—
	f) Waaren aus Corduan, Saffian, Maroquin, Brüsseler und Dänischem Leder, von sämisch- und weissgarem Leder, von gefärbtem oder lackirtem Leder und Pergament, von lackirtem, ge-			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	färbtem od. bedrucktem Kautschuk od. Guttapercha, ferner Schuhmacher-, Sattler- und Taschnerwaaren von Ledertuch, Wachstuch (mit Ausnahme des groben unbedruckten), von Wachsmousselin oder Wachstafft, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe, ganz oder theilweise aus Leder, Ledertuch oder Kautschuk, mit Ausnahme der unter *e)* begriffenen	1 Ctr.	10	50
	g) Handschuhe (auch bloss zugeschnitten oder in Verbindung mit Webe- und Wirkwaaren) . .	„	20	—
	h) Pelzwerk, d. i. alle auf der einen Seite halb oder ganz bearbeitete, auf der anderen Seite aber behaarte, nicht weiter verarbeitete Felle und Häute	„	1	—
	i) Kürschnerwaaren, rohe (d. i. alle Arbeiten aus Pelzwerk, ohne Verbindung mit anderen Bestandtheilen, z. B. ungefütterte Decken, Pelzfutter, Pelzbesätze und Talupen; weiss gemachte und gefärbte, nicht gefütterte Angora- und Schaffelle), dann fertige nicht überzogene Schafpelze und derlei Mützen	„	4	50
	k) Kürschnerwaaren, fertige, d. i. alle nicht besonders benannten, z. B. überzogene Pelze, Muffe, Mützen, Handschuhe, gefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze	„	50	—
	Anmerkung. Kleider, die nicht ganz mit Pelz überzogen oder gefüttert sind, werden nicht als Kürschnerwaaren, sondern als Kleidungen behandelt.			
	X. Bein- und Holz-, Glas-, Stein- und Thonwaaren.			
37	Bein- und Holzwaaren, d. i. alle Arbeiten aus Bein, Holz oder anderen animalischen und vegetabilischen Schnitzstoffen, mit Ausnahme von Korallen und Schildpatt:			
	a) Grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler- und Tischlerwaaren aus Holz, auch bloss gehobelte Holzwaaren und Wagnerarbeiten, dann grobe Maschinen (auch Drehbänke, Mangen, Mühlen, Pressen, Spinnräder und Webestühle), grobe Korbflechterwaaren (z. B. Pack-, Trag-, Wagen- und Waschkörbe, Fischreussen u. dgl.), Besen aus Reisig, Acker-,			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Garten- und Küchengeräthe. Beispielsweise gehören hierher: Kisten, Tröge, Mulden, Handschlitten, Schubkarren, ausgearbeitete Achsen und Deichseln, Felgen, Naben, Speichen, Räder, Stühle, Bänke, Tische, Bienenstöcke und -Körbe, Holzschuhe, Radschuhe, Stiefelknechte, Stiefelhölzer, Schuhmacherleisten, Reifen und Zargen, Rinnen u. Röhren, Stöcke (auch Peitschenstöcke und Weichselröhre), Schachteln, Barren, Joche, Kumpfe, Leiter- und Wiesbäume, Leitern, Kochlöffel, Schneidebretter, Teller, Keulen, Schlägel, Rechen, Ruder, Schaufeln, Nägel, Stifte, Hühnersteigen, Kleider- und Haubenstöcke, Hutformen, gerundete Hölzer zu Stielen, Deckel, Resonnanzböden, ungetunkte Zündhölzchen, Fidibus, Zahnstocher, roh vorgearbeitete Hefte und Claviatur-, sowie Tabakspfeifenhölzer, Spielzeug, grobes, bloss gehobeltes oder geschnitztes; alle diese Waaren nicht gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, noch in Verbindung mit anderen Stoffen	1 Ctr.	frei	.
	b) Fourniere und Parquetten, uneingelegte, Kork-Platten, -Scheiben, -Stöpsel und -Sohlen . .	„	—	75
	c) Hölzernes Hausgeräthe (Möbel), eingelegte Parquetten, sowie alle unter *a)* und *b)* begriffenen Waaren aus Holz in Verbindung mit Bast-, Binsen-, Schilf-, Stuhlrohr-, Stroh- und Korbgeflechten, Eisen (mit Ausnahme des polirten Stahles), Messing, Glas oder gemeinem Leder, auch (mit oder ohne diese Verbindungen) gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, ferner Fischbein, gerissenes	„	1	50
	d) Feine Drechsler- und Schnitzwaaren, hölzerne Hängeuhren und Uhrkästen, Boulearbeiten, Holzbronze, echt vergoldete oder versilberte Holzwaaren, Fourniere, eingelegte oder auf einer Seite mit Papier oder Webewaaren belegt oder gepresst;			
	Feine Korbflechterwaaren;			
	Blei- u. Farbstifte in Rohr od. Holz gefasst;			
	Spielzeug mit Ausnahme des unter *a)* genannten;			
	Beinarbeiten, nicht besonders benannte;			
	Alle nicht unter *a)*, *b)* und *c)* begriffenen Waaren aus Holz, dann jene aus anderen ve-			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	getabilischen Schnitzstoffen, z. B. aus Areka-, Cocos- und Steinnüssen; Alle vorgenannten Gegenstände auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	1 Ctr.	7	50
	vom 1. Jänner 1869 an . . .	„	6	—
	e) Gepolsterte Möbel (mit oder ohne Ueberzug)	„	6	—
38	Glas und Glaswaaren:			
	a) Grünes, schwarzes und gelbes Hohlglas (Glasgeschirr) in seiner natürlichen Farbe, weder gepresst, geschliffen, noch abgerieben . .	„	frei	.
	b) Spiegelglas, rohes ungeschliffenes, Glasmasse, sowie Glasröhren, Glasstängelchen und Glasplättchen, ohne Unterschied der Farbe (wie solche zur Perlenbereitung, Kunstglasbläserei und Knopffabrikation gebraucht werden), auch Email- und Glasurmasse	„	—	75
	c) Weisses Hohlglas, ungemustert, ungeschliffen, unabgerieben, ungepresst, oder nur mit abgeschliffenen oder eingeriebenen Stöpseln, Böden oder Rändern, ferner Fenster- und Tafelglas in seiner natürlichen Farbe (grün, halb- und ganz-weiss); Glasbehänge zu Kronleuchtern, Glasknöpfe, Glascorallen, Glasperlen, Glasschmelz, Glastropfen, auch gefärbt	„	1	—
	d) Gepresstes, geschliffenes, abgeriebenes, geschnittenes, gemustertes, massives, weisses Glas	„	4	—
	e) Glas, farbiges, bemaltes, vergoldetes, versilbertes, mit Pasten (Cameen) eingelegtes, Glasflüsse, unechte Steine ohne Fassung, dann Spiegelglas, geschliffenes, unbelegtes oder belegtes und Spiegelglas, ungeschliffenes, belegtes	„	6	—
	f) Spiegel, uneingerahmte, und alle Glas- und Emailwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	7	50
	vom 1. Jänner 1869 an . . .	„	6	—
39	Steinwaaren, d. i. Bildhauer-, Former-, Modelleur-, Steinmetz- und Schmuckarbeiten aus Steinen und nicht gebrannten Erden, Cementen oder Steingemengen, mit Ausnahme jener aus Bernstein und Gagat:			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	a) Statuen aus Steinen (mit Ausnahme jener aus Edel- u. Halbedelsteinen), in Stücken schwerer als 10 Pfund, ohne Verbindung mit anderen Stoffen, als mit ungebeitztem, ungefärbtem, unpolirtem und unlackirtem Holze oder Stangen und Platten aus unedlen Metallen, die weder versilbert noch vergoldet sind, dann Schusser (Klicker) aus Marmor u. dgl. . . .	1 Ctr.	frei	.
	b) Andere Arbeiten aus Steinen (mit Ausnahme jener aus Edel- u. Halbedelsteinen), in Stücken schwerer als 10 Pfund, ohne Verbindung mit anderen Stoffen, als mit ungebeitztem, ungefärbtem, unpolirtem und unlackirtem Holze, oder Stangen und Platten aus unedlen Metallen, die weder versilbert noch vergoldet sind; Waaren aus Serpentinstein, Abgüsse in Gyps oder Schwefel von Münzen, geschnittenen Steinen u. dgl.	„	—	75
	c) Steine, echte (d. i. Edel- und Halbedelsteine) und Korallen (echte und unechte), bearbeitet (d. i. geschliffen, geschnitten oder in anderer Weise bearbeitet), dann echte Perlen, alle diese Waaren ungefasst	„	12	—
	d) Steinwaaren, alle anderen, Meerschaumwaaren, sowie auch Steinwaaren (mit Ausnahme der gefassten Edel- und Halbedelsteine, in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	7	50
	vom 1. Januar 1869 an . . .	„	6	—
40	Thonwaaren, d. i. Porzellan, Steingut und andere Arbeiten aus gebrannten Erden:			
	a) Gewöhnliches, aus gemeiner Thonerde verfertigtes Töpfergeschirr, mit oder ohne Glasur, auch dergleichen Ofenkacheln, schwarzes oder Graphitgeschirr, Fliesen und ähnliche Waaren aus Thon zu baulichen Zwecken, Schmelztiegel, irdene Pfeifen, einfärbig, unbemalt, Thonröhren	„	frei	.
	b) 1. Steingut, ein- oder mehrfärbiges, bemaltes, bedrucktes, jedoch weder mit vergoldeten noch versilberten Randstreifen versehenes; dann die unter *a)* begriffenen Thonwaaren in Verbindung mit nicht gefärbtem, gebeiztem, gefirnisstem, polirtem Holze oder Eisen, wie auch die unter *a)* gehörigen Krüge mit Deckeln und Beschlägen von Zinn;			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	2. Porzellan, weisses, auch mit färbigen, weder vergoldeten noch versilberten Randstreifen versehen	1 Ctr.	2	50
	c) Steingut, vergoldetes, versilbertes	„	4	50
	d) Porzellan, färbiges, bemaltes, bedrucktes, vergoldetes oder versilbertes; dann Thonwaaren aller Art, in Verbindung mit anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter *b)* begriffen sind und nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	7	50
	vom 1. Jänner 1869 an . . .	„	6	—
41	XI. Metallwaaren, Wagen, Instrumente, Maschinen und Kurzwaaren.			
	Eisenwaaren, d. i. alle Waaren aus Eisen und Stahl, soweit sie nicht unter den Nummern 19 *b)*, *c)*, *d)* und *e)* und 45 aufgeführt erscheinen oder unter die kurzen Waaren fallen.			
	a) Gemeinste:			
	1. Eisenguss, grober, soweit er nicht unter Nr. 19 *f)* begriffen ist.			
	2. Andere grobe Eisenwaaren, als: Ambosse, Bratspiesse, Brecheisen, Dreifüsse, Eggen, Fallen u. Fangeisen, Feuerhunde u. Feuerzangen, Dung-, Heu- und Ofengabeln, Harken, Hauen (auch Krampen), Haspeln und Winden, Hechel, Hemmschuhe, Hufeisen, Klammern (auch Mauerschliessen), Kellen, Kessel, Ketten (mit Ausnahme der Anker- und Schiffsketten), nicht emaillirtes Kochgeschirr. Nagelschmiedarbeiten (mit Ausnahme der Drahtstifte), Oefen, Pfannen, Pflüge, Plätteisen, grobe Ringe, Roste, Schaufeln, Schlägel, Schmied- u. Schlosserwerkzeuge (mit Ausnahme der Schneidewerkzeuge), Schraubenbolzen und -Muttern, Schürhaken, Stössel, grobe Waagebalken, Wagenfedern, Wagen-, Thür- und Truhenbeschläge, Wurfgitter und grobe Drahtgeflechte bis zu 10 Drähten auf den Wiener Currentzoll; dann Sensen, Sicheln, Futterklingen (Strohmesser);			
	Alle diese (Ziffer 1 und 2) genannten Waaren, rauh oder nur zum geringeren Theile abgeschliffen oder angestrichen, auch in Verbindung mit Holz	„	2	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	b) Schrauben und Drahtstifte	1 Ctr.	3	50
	c) Gemeine:			
	1. Alle Eisen- und Stahlwaaren, auch vollständig abgeschliffen, verkupfert, verzinnt, gefirnisst, jedoch weder polirt, lackirt noch emaillirt, sofern sie nicht unter *a)*, *b)*, *d)* und *e)* genannt sind;			
	2. Aexte (Hacken), Sägen, Stemmeisen, Hobeln, Tuchmacher-, Baum-, Schaf- und grobe Schneiderscheeren, grobe Messer zum Handwerksgebrauche, Bohrer, Müllerbillen, Feilen, Raspeln;			
	3. Drahtseile, Kratzbürsten, Siebböden, Thurmuhren und emaillirtes Kochgeschirr;			
	Alle diese (Ziffer 1, 2 und 3) aufgeführten Waaren, auch in Verbindung mit Holz. . .	„	4	—
	d) feine:			
	1. Herren- und Frauenschmuck, Nippes- und Toilette-Gegenstände mit Ausnahme der unecht vergoldeten oder versilberten.			
	2. Drahtgeflechte und Drahtwaaren, mit Ausnahme der unter *a)* *b)* und *c)* genannten, Fischangeln, Schnürstifte, Hafteln, Nadeln (mit Ausnahme der Nähnadeln), Schnallen aus Draht u. dgl.; ferner Draht mit Papier überzogen.			
	3. Maultrommeln, Fingerhüte, Hülsen u. Stiele zu Schreibfedern, Stahlperlen, Weberkämme, Weberzähne, dann Kratzen aller Art.			
	4. Waffen, mit Ausnahme der Schusswaffen, und Waffenbestandtheile aller Art.			
	5. Alle polirten, lackirten und emaillirten Gegenstände, mit Ausnahme der unter *c)* und *e)* genannten.			
	6. Möbel, gepolsterte (mit oder ohne Ueberzug) und alle Eisenwaaren, mit Ausnahme der unter *e)* genannten, in Verbindung mit anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	7	50
	vom 1. Jänner 1869 an . . .	„	6	—
	e) Nähnadeln, Schreibfedern, Uhrfournituren und Uhrwerke, Gewehre (Schusswaffen) aller Art .	„	15	—
42	Metallwaaren, d. i. Arbeiten aus nicht besonders benannten unedlen Metallen und Metallgemischen, mit Ausnahme der unter Nr. 20 *b)*, *e)*, *f)* und *g)* aufgeführten, dann des vernirten			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	(unecht vergoldeten oder versilberten) Herren- und Frauenschmuckes, der Nippes- und Toilettegegenstände und aller echt vergoldeten oder versilberten, oder mit Gold oder Silber belegten Waaren. Ausnahmsweise gehören hieher die plattirten (versilberten) Drähte, Bleche, Tafeln u. Platten aus Kupfer u. Messing.			
	a) Zinnwaaren, grobe, als: Schüsseln, Teller, Kessel und andere Gefässe, nicht lackirt und ohne Verbindung mit anderen Materialien . .	1 Ctr.	2	50
	b) Metallwaaren, gemeine, d. i. Walzen, Kessel, Schüsseln, Teller, Töpfe und sonstiges Kochgeschirr, mit Ausnahme der unter *a)* genannten; gelochte Bleche u. Platten, dann Messingsaiten	„	4	—
	c) Metallwaaren, feine, d. i.:			
	1. Kupferschmied-, Gelbgiesser- und Messingblechwaaren (d. i. Blasen, Bügeleisen, Eimer, Gewichte, Gewinde, Hähne, Mörser, Riegel, Röhren, Stössel, Waagschalen, nicht polirt, gefirnisst oder lackirt, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen;			
	2. Geriebenes Metall (Bronzepulver), Metalltücher;			
	3. Rauschgold und Rauschsilber, Metallfolien, unechte leonische Drähte, unechtes Blattgold und Blattsilber;			
	4. Plattirte (versilberte) Drähte, Bleche, Tafeln und Platten, aus Kupfer und Messing;			
	5. Alle nicht unter *a)*, *b)* und *d)* genannten, dann alle Metallwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen . . .	„	7	50
	vom 1. Jänner 1869 an . . .	„	6	—
	d) Schreibfedern, Uhrfournituren und Uhrwerke	„	15	—
43	Wagen:			
	a) Eisenbahnwagen	v. Werth 10%		
	b) Andere Wagen mit Leder- oder Polsterarbeit	1 Stck.	75	—
44	Instrumente, ohne Rücksicht auf die Materialien, aus welchen sie gefertigt sind:			
	a) astronomische, chirurgische, mathematische, optische (mit Ausnahme der gefassten Augengläser und Operngucker), physikalische und für Laboratorien auch chemische	1 Ctr.	frei	.
	b) musikalische	„	3	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
45	Maschinen und Maschinenbestandtheile aus unedlen nicht vergoldeten oder versilberten Metallen, allein oder in Verbindung mit Nebenbestandtheilen aus anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter die kurzen Waaren fallen, je nachdem der dem Gewichte nach überwiegende Bestandtheil besteht:			
	a) aus Gusseisen	1 Ctr.	1	33
	b) aus Schmiedeisen oder Stahl	„	2	—
	c) aus anderen unedlen Metallen	„	4	—
	Anmerkung. Unter Maschinen sind auch Locomotiven, Tender und Dampfkessel begriffen.			
46	Kurze Waaren, d. i. alle Waaren aus Gold, Silber und anderen edlen Metallen, Edelsteinen, echten und unechten Perlen und Korallen, Bernstein, Gagat, Schildpatt, Menschenhaaren, bossirtem Wachse, unedlen Metallen, die echt vergoldet, versilbert, oder mit Gold oder Silber belegt sind, mit Ausnahme der plattirten Drähte, Bleche und Platten aus Kupfer und Messing, Verbindungen aus diesen Stoffen untereinander und mit anderen Materialien (insoweit sie nicht zu den Kleidungen und Putzwaaren gehören) und ähnliche dieser Nummer ausdrücklich eingereihte Waaren:			
	a) 1. Waaren, ganz oder theilweise aus edlen Metallen, echten u. unechten Perlen, echten u. unechten Korallen, gefassten Edelsteinen;			
	2. Taschenuhren, echtes Blattgold u. Blattsilber;			
	3. Echte Gold- und Silbergespinnste, sowie Arbeiten aus denselben oder aus echt vergoldeten oder versilberten leonischen Gespinnsten (Tressenwaaren);			
	4. Herren- und Frauenschmuck, Nippes- und Toilettegegenstände aus unedlen Metallen, echt vergoldet oder versilbert oder mit Gold oder Silber belegt;			
	5. Zubereitete Schmuckfedern, sowie Arbeiten aus denselben oder aus Menschenhaaren; Alle diese (Ziffer 4 und 5) genannten Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien.			
	6. Verbindungen der Seiden-, höchst belegten Baumwoll-, Leinen- und Wollenwaaren mit			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	was immer für Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter die Kleidungen und Putzwaaren gehören	1 Ctr.	75	.
	b) 1. Waaren aus unedlen Metallen (mit Ausnahme der unter *a)*, Ziffer 4, enthaltenen Gegenstände, dann der Metallperlen und der unter Nr. 42 *c)* ausnahmsweise eingereihten Drähte, Bleche und Platten), echt vergoldet, versilbert oder mit Gold oder Silber belegt;			
	2. Waaren aus gefassten Halbedelsteinen, Schildplatt, Bernstein, Gagat. Alle diese (Ziffer 1 und 2) angeführten Waaren auch in Verbindung mit anderen Stoffen, insoweit diese Verbindungen nicht unter *a)* begriffen sind.			
	3. Unechte Perlen, künstliche Zähne aller Art, Stickereien auf anderen Stoffen, als Webe- und Wirkwaaren	„	50	.
	Anmerkung. Die unter *b)*, Ziffer 1, aufgeführten Waaren vom 1. Jänner 1872 an	„	25	.
	c) 1. Feine Galanterie- und Quincailleriewaaren (Herren- und Frauenschmuck, Nippes- und Toilettegegenstände) aus unedlen Metallen, jedoch fein gearbeitet u. entweder vernirt (unecht vergoldet oder versilbert), oder in Verbindung mit Alabaster, Elfenbein, Email, nachgeahmten Edelsteinen (Glasflüssen), Lava, Perlmutter oder auch mit Schnitzarbeiten, Pasten, Cameen, Ornamenten in Metallguss u. s. w.;			
	2. Arbeiten aus unechten leonischen Gespinnsten und Drähten (Tressenwaaren);			
	3. Waaren aus bossirtem Wachse. Alle diese (Ziffer 1 und 3) genannten Waaren auch in Verbindung mit anderen Stoffen, insoweit diese Verbindungen nicht unter *a)* oder *b)* begriffen sind.			
	4. Metallperlen, echt vergoldet, versilbert, oder mit Gold oder Silber belegt;			
	5. Wand- und Stutzuhren (mit Ausnahme jener in goldenen oder silbernen Gehäusen und der hölzernen Hängeuhren);			
	6. Operngucker u. gefasste Augengläser (nicht mit Gestellen, ganz oder theilweise aus edlen Metallen). Darmsaiten, auch mit Seide			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	kr.
	übersponnen, Arbeiten aus Goldschlägerhäutchen;			
	7. Verbindungen der Webe- und Wirkwaaren mit anderen Materialien, insoweit sie nicht unter *a)* oder *b)* oder unter die Kleidungen und Putzwaaren gehören	1 Ctr.	25	—
	d) 1. Unechte leonische Gespinnste;			
	2. Arm- und Halsbänder aus Bein, Holz, Leder, Gummi, Glas, Papier, Stroh, Thon, unedlen (nicht echt oder unecht vergoldeten, versilberten oder mit Gold oder Silber belegten) Metallen, auf Schnüre gefasst;			
	3. Wagen für Kinder mit Polster- und Lederarbeit, insofern deren Gewicht 50 Zollpfunde nicht überschreitet;			
	4. Kinderspielwaaren in Verbindung mit Webe- und Wirkwaaren, echt vergoldeten oder versilberten unedlen Metallen und ähnlichen zwar höher als mit 15 fl. belegten, aber nicht zu den höchst belegten kurzen Waaren gehörigen Gegenständen	„	15	—
	XII. Chemische Producte, Farbwaaren, literarische und Kunstgegenstände.			
47	Chemische Producte und Farbwaaren:			
	a) Seife:			
	1. Grüne, schwarze und andere Schmierseife; gemeine feste Seife	„	1	25
	2. Feine Seife in Tafeln, Kugeln, Büchsen, Töpfen	„	3	—
	3. Parfümirte Seife	„	5	—
	Anmerkung. Wenn die Umhüllungen, in welchen die Waare eingeht, höher belegt sind, als diese letztere, so wird dieser höhere Satz erhoben.			
	b) Zündwaaren, gemeine, als: Schwefelfäden, Schwefelhölzchen, Reibhölzchen, Reibfidibus und Zündfläschchen, Zündhölzchen, Lunten (auch Pech-, Zünd- oder Sprengschnüre), Feuerschwamm (künstlicher) und Zunder (natürlicher und künstlicher), auch Zunderpapier	„	frei	.
	c) Leim (Fisch- [Hausenblasen], Horn-, Leder- und Mundleim), Kraftmehl-Producte (Haarpuder, Stärke, Kleister, Pappe), Tapioka und Arrowroot, Albumin und Gelatin (thierische Gallerte), Schwärzen (Russ- u. Kohlenschwarz			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Maasstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	aller Art [mit Ausnahme der Knochenkohle], wie auch Kohlenpulver, Buchdrucker- und Frankfurterschwärze), Schuhwichse u. Wagenschmiere, Pechfackeln	1 Ctr.	—	75
	d) Tusche, Reisskohlen, Farbstifte, nicht in Rohr oder Holz gefasst; alle Farben in Bläschen, Kapseln, Muscheln, Pasten und Kästchen; Parfümeriewaaren und Schminken, mit Ausnahme der weissen; Zündhütchen, gefüllte .	„	12	—
	Anmerkung. Kommen diese Gegenstände in Umschliessungen vor, welche ihrer Beschaffenheit nach zu den kurzen Waaren gehören, so unterliegen sie dem Zolle der Umschliessung.			
	e) Feuerwerkskörper. Hefe, künstliche (einschliesslich der Presshefe), Fabrikate aus Gallerten, Räucherkerzchen, Siegellack, Aetzkali und Aetzstein. Chlorkalilauge (Eeau de Javelle), Phosphor, Phosphorsäure, Chloroform, Schwefeläther, Quecksilberpräparate (auch Zinnober); Chlormagnesium, schwefelsaure und kohlensaure Magnesia, Karbolsäure (Kreosot); Tinten und Tintenpulver	„	5	—
48	Literarische und Kunstgegenstände:			
	a) Bücher, Karten (wissenschaftliche), Musikalien, Papier, beschriebenes (Acten und Manuscripte)	„	frei	.
	b) Bilder auf Papier, d. i. Kupfer- und Stahlstiche, Steindrücke, Holzschnitte, Photographien u. dgl.	„	frei	.
	c) Gemälde, d. i. Gemälde auf Holz und unedlen Metallen, nicht lackirt, auf Leinwand und Stein, dann auch Originalbilder und Zeichnungen auf Papier (nicht durch den Druck oder Stich oder auf chemischem Wege vervielfältigte), und Bilddruckplatten aus unedlen Metallen oder Holz	„	frei	.
	XIII. Abfälle.			
49	Abfälle:			
	a) Kleien, Spreu, Oelkuchen, Oelkuchenmehl und andere Rückstände von ausgesottenen oder ausgepressten Früchten und Samen; Lohziegel (Lohkuchen, ausgelaugte Lohe), Blut, flüssiges und eingetrocknetes, Flechsen und Sehnen, Dünger, thierischer (auch Poudrette), ausgelaugte Pflanzenasche, Torf-,			

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Steinkohlen- und Braunkohlenasche, Kalkäscher, Knochenschaum (oder Zuckererde), Abfälle von der Wachsbereitung (Bienenerde, Bienenkeule, Bienenrob), Glasgalle, Glasschaum, Hobel- und Sägespäne, Hefe, natürliche (d. i. flüssige Bier- und Weinhefe), Blei-, Kupfer- und Zinnkrätze, Gold- und Silberkrätze (Münzkrätze), Scherben von Glas- und Thonwaaren, Kehricht, Schlamm, Schlämpe, Spülicht, Treber, Trester, Malzkeime, Weinbeerenstiele (Kämme), Charpie (gezupfte Leinwand)	1 Ctr.	frei	.
	b) Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrikation, d. i. leinene, baumwollene, seidene und wollene Lumpen, auch macerirte (Halbzeug, feste oder flüssige Papiermasse), Papierabschnitzeln (Papierspäne), Maculatur (beschriebene und bedruckte), alte Netze, altes Tauwerk und alte Stricke	„	frei	.
	c) Knochen, Klauen, Füsse, Hörner, geraspelt, zerkleinert oder gebrannt (Knochenmehl, Knochenkohle [Spodium]), Hautabschnitzel (Leimleder), Lederabschnitzel; alte, zerrissene Lederstücke	„	frei	.

1868

Anlage B.

Zollsätze

für die Einfuhr aus Oesterreich nach dem Zollvereine.

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss		Abgabensätze nach dem 52½-Gulden-Fuss	
			Rthlr.	Sgr.	fl.	kr.
1	**Abfälle:**					
	a) Abfälle von der Eisenfabrikation (Hammerschlag, Eisenfeilspäne); von Glashütten, auch Scherben von Glas- und Thonwaaren; von der Wachsbereitung; von Seifensiedereien die Unterlauge; von Gärbereien das Leimleder, auch abgenützte alte Lederstücke und sonstige, lediglich zur Leimfabrikation geeignete Lederabfälle	.	frei	.	frei	.
	b) Blut von geschlachtetem Vieh, flüssiges und eingetrocknetes; Thierflechsen; Treber u. Trester; Branntweinspülig; Spreu; Kleie; Torf-, Braunkohlen- und Steinkohlen-Asche; Dünger, thierischer, auch getrocknet (Poudrette), ausgelaugte Asche, Kalkäscher, Knochenschaum oder Zuckererde	.	frei	.	frei	.
	c) Lumpen aller Art; ungebleichtes oder gebleichtes Halbzeug aus Lumpen oder anderen Materialien, für die Papierfabrikation; Papierspäne; Maculatur, beschriebene und bedruckte; alte Fischernetze, altes Tauwerk und alte Stricke; gezupfte Charpie .	.	frei	.	frei	.
	d) Münzgekrätz (Silbergekrätz, Goldschmiedegekrätz, Kapellasche); Zinngekrätz	.	frei	.	frei	.

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
2	**Baumwollengarn und Baumwollenwaaren:**					
	a) Baumwollengarn, ungemischt oder nur gemischt mit Leinen, Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren:					
	1. ein- und zweidrähtiges,					
	α) rohes	1 Ctr.	2	—	3	30
	β) gebleichtes oder gefärbtes	„	4	—	7	—
	2. drei- und mehrdrähtiges, roh, gebleicht oder gefärbt; Dochte, ungewebte	„	6	—	10	30
	b) Waaren aus Baumwolle, allein oder nur in Verbindung mit Leinen oder Metallfäden:					
	1. rohe (aus rohem Garne verfertigte) und gebleichte dichte Gewebe, auch appretirt, mit Ausschluss der sammetartigen Gewebe	„	10	—	17	30
	2. alle nicht unter Nr. 1 und 4 begriffenen dichten Gewebe; rohe (aus rohem Garn verfertigte) undichte Gewebe; Strumpfwaaren; Posamentier- und Knopfmacherwaaren; auch Gespinnste in Verbindung mit Metallfäden	„	16	—	28	—
	3. Gebleichte undichte Gewebe, auch appretirt	„	26	20	46	40
	4. Alle undichten Gewebe, soweit sie nicht unter Nr. 2 und 3 begriffen sind; Spitzen und alle Stickereien	„	30	—	52	30
3	**Blei und Bleiwaaren, auch mit Spiessglanz legirt:**					
	a) 1. Rohes Blei in Blöcken, Mulden etc., altes Bruchblei, Bleiasche	„	frei	.	frei	.

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	2. Blei-, Silber- und Goldglätte; Mennige	1 Ctr.	—	7½	—	26¼
	b) Gewalztes Blei; Buchdruckerschriften, Stereotypplatten . .	„	—	15	—	52½
	c) Grobe Bleiwaaren, als: Kessel, Röhren, Schrot, Draht etc., auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack .	„	1	—	1	45
	d) Feine, auch lackirte Bleiwaaren; ingleichen Bleiwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen. . . .	„	4	—	7	—
4	Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren:					
	a) Grobe, in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack; auch dergleichen Abstauber aus ungefärbten Federn . .	„	—	20	1	10
	b) Feine, in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	4	—	7	—
5	Droguerie-, Apotheker- und Farbwaaren:					
	a) Aetherische Oele; Aetzkali und Aetzstein; Chlorkalilauge (Eau de Javelle); Chloroform; Carlsbader Salz; Phosphor und Phosphorsäure; Tinte und Tintenpulver; Tusche; Farben- und Tuschkasten; Mundlack (Oblaten); Schwefeläther; Siegellack; Quecksilber-Präparate (auch Zinnober)	„	3	10	5	50
	b) Aetznatron; Bleiweiss; Bleizucker; chromsaures Bleioxyd; chromsaures Kali; gelbes blausaures Kali; Grünspan, raffinir-					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss		Abgabensätze nach dem 52½-Gulden-Fuss	
			Rthlr.	Sgr.	fl.	kr.
	ter; Orseille und Persio; Zinkoxyd (Zinkweiss)	1 Ctr.	1	—	1	45
	c) Soda, calcinirte; doppeltkohlensaures Natron	„	—	20	1	10
	d) Albumin; arsenige Säure; Citronensatt; citronensaurer und weinsteinsaurer Kalk; Eichenholz-, Galläpfel- u. Knoppern-Extract; Eisenbeizen; Eisenmoor; Eisensafran; Eisenvitriol (grüner); Knochenkohle; Knochenmehl; Lackmus; Mineralwasser, künstliches und natürliches, einschliesslich der Flaschen und Krüge; Pott (Waid-) Asche; Salpeter, roh u. gereinigt; Salpetersäure; Schüttgelb; Schwefel (auch Schwefelblüthe); Schwefelarsenik; Schwefelsäure; schwefelsaures u. salzsaures Kali; Schmalte; Streuglas; Weinhefe, trockene u. teigartige; Weinstein und Weinsteinsäure; Zündwaaren, nämlich: Schwefelfäden, Schwefelhölzchen, Reibhölzchen, Reibfidibus u. Zündfläschchen, Zündhölzchen, Lunten (auch Pech-, Zünd- od. Sprengschnüre), Feuerschwamm (künstlicher) und Zunder (natürlicher und künstlicher), auch Zunderpapier;					
	Farbwurzeln, gemeine, gemahlen und ungemahlen, als: echte und falsche Alkanna, Curcumä, Krapp, dann Waid, Wau, Safflor, Färbeginster, Kermeskörner;					
	Berberitzenholz und -Wurzeln, Gelbholz (Fustik), weisse Seeblumenwurzeln, Quercitron, Sumach, Eicheln und Eichelhülsen (Vallonea), Knoppern (Ecker-					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss		nach dem 52½-Gulden-Fuss	
			Rthlr.	Sgr.	fl.	kr.
	doppern), auch Knoppernmehl, Galläpfel	.	frei	.	frei	.
	e) Chlorkalk; Grünspan, roher (in Broten oder Kugeln); Leim und Gelatine; Glycerin (Oelsüss); Kermes, mineralischer; Kupfervitriol, gemischter Kupfer- und Eisenvitriol, Zinkvitriol; Russ; Schuhwichse; Schwärze; Wagenschmiere; Feuerwerk und Pechfackeln; Alaun; kohlensaures u. schwefelsaures Ammoniak; Salmiak; Hirschhorn- und Salmiakgeist; Wasserglas.	1 Ctr.	—	15	—	52½
	f) Chlormagnesium, schwefelsaure und kohlensaure Magnesia, Rosmarin- und Wachholderöl . . .	„	2	—	3	30
	g) Gemahlene Kreide; schwefelsaures Natron (Glaubersalz)	„	—	5	—	17½
	h) Lakritzensaft Oxalsäure u. oxalsaures Kali	„	1	10	2	20
	i) Salzsäure	„	—	2½	—	8¾
	k) Soda, rohe, natürliche oder künstliche; krystallisirte Soda .	„	—	7½	—	26¼
6	Eisen und Stahl, Eisen- und Stahlwaaren:					
	a) Roheisen aller Art, altes Brucheisen	„	—	5	—	17½
	b) Geschmiedetes und gewalztes Eisen in Stäben (mit Ausnahme des façonnirten); Luppeneisen; Eisenbahnschienen, Roh- und Cementstahl; Guss- und raffinirter Stahl; Eisen, welches zu groben Bestandtheilen von Maschinen und Wagen (Kurbeln, Achsen u. dgl.) roh vorgeschmiedet ist, insofern dergleichen Bestandtheile einzeln 50 Pfund und darüber wiegen	„	—	25	1	27½

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	Anmerkung. Luppeneisen, noch Schlacken enthaltend, in Masseln oder Prismen; ferner roher Stahl in Blöcken und Gussstücken . .	1 Ctr.	—	15	—	52½
	c) Façonnirtes Eisen in Stäben; Radkranzeisen zu Eisenbahnwagen; Pflugschaaren-Eisen; schwarzes Eisenblech; rohes Stahlblech; rohe (unpolirte) Eisen- und Stahlplatten; Anker, sowie Anker- und Schiffsketten; Eisen- und Stahldraht, auch Stahlsaiten	„	1	5	2	2½
	d) Gefirnisstes Eisenblech; polirtes Stahlblech; polirte Eisen- und Stahlplatten	„	1	22½	3	3¾
	e) Weissblech; gewalzte und gezogene schmiedeiserne Röhren	„	2	15	4	22½
	f) Eisen- und Stahlwaaren:					
	1. Ganz grobe Gusswaaren in Oefen, Platten, Gittern, etc. .	„	—	12	—	42
	2. Grobe, die aus geschmiedetem Eisen oder Eisenguss, aus Eisen und Stahl, Eisenblech, Stahl- und Eisendraht, auch in Verbindung mit Holz gefertigt, jedoch nicht polirt sind, und zwar:					
	α) Ambose, Bratspiesse, Brecheisen, Drahtgewebe, Dreifüsse, Eggen, Fallen u. Fangeisen, Dung-, Heu- und Ofengabeln, Harken, Hemmschuhe, Hufeisen, Klammern, Kellen, Kessel, Ketten (mit Ausschluss der Anker- u. Schiffsketten), Kochgeschirre, Nägel, Drahtstifte, Gussstifte und Holzschrauben, Pfannen, Pflugschaaren, Plätteisen, grobe Ringe, Roste, Schaufeln, ge-					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	presste oder gegossene rohe Schlüssel, Schmiedehämmer, Schraubenbolzen u.-Muttern, Schürhaken, grosse Wagebalken, Wagen-, Thür- und Truhenbeschläge, Wagenfedern u. gleichartige Gegenstände, alle diese Waaren weder vollständig abgeschliffen noch gefirnisst, verkupfert oder verzinnt; ferner Futterklingen (Strohmesser), Sensen und Sicheln	1 Ctr.	1	10	2	20
	β) andere, auch vollständig abgeschliffene, gefirnisste. verkupferte oder verzinnte, als: Aexte, Degenklingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Hobeleisen, Kaffeetrommeln und -Mühlen, Schlösser, Schraubstöcke, grobe Messer zum Handwerksgebrauche, Stemmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Tuchmacher- und Schneiderscheeren, Zangen u. dgl. m. . . .	„	2	20	4	40
	3. Feine:					
	α) aus feinem Eisenguss, polirtem Eisen oder Stahl, oder aus Eisen oder Stahl in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen, als: Gusswaaren (feine), lackirte Eisenwaaren, Messer, metallene Stricknadeln, metallene Häkelnadeln, Scheeren, Schwertfegerarbeit etc., jedoch mit Ausnahme der nachstehend unter β) genannten.	„	4	—	7	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss		Abgabensätze nach dem 52½-Gulden-Fuss	
			Rthlr.	Sgr.	fl.	kr.
	β) Nähnadeln; Schreibfedern aus Stahl und anderen unedlen Metallen; Uhrfournituren und Uhrwerke aus unedlen Metallen; Gewehre aller Art .	1 Ctr.	10	—	17	30
7	Erden und Erze:					
	Erden und rohe mineralische Stoffe, als: Kalk und Gyps, gebrannt und ungebrannt; Mörtel, Amianth u. Asbest; Erze, z. B. Blei-, Eisen-, Kupfer-, Zink- und Zinnerze, Gold- und Silberstufen, Kobalt- und Nickelerze; Puzzuolan- und Santorinerde (auch Cement und Trass), Mergel, Lehm, gemeiner Ziegel- und Töpferthon, Trippel, Talk- und Walkererde (alle diese Erden auch gemahlen und geschlemmt), Garten- und Moorerde; Sand und Schlacken; Bolus (auch Siegelerde), Malthesererde (weisser Bolus), Blutstein, Bimsstein und Schmirgel, Fluss- und Schwerspath, auch gemahlen u. geschlemmt; Bimsstein, geformt; Braunstein; Ofenbruch, zinkischer (Tutia alexandrina), Farberde, gelbe, grüne, rothe; Graphit (Wasserblei, Reissblei); Kreide, rohe (ungeschnittene), weisse u. schwarze; Kolkothar, Ocker; Satinober, Umbra; weisse Pfeifen- und andere Erden zur Erzeugung von Steingut und Porzellan; Lithographirsteine	„	frei	.	frei	.

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
8	Flachs und andere vegetabilische Spinnstoffe, mit Ausnahme der Baumwolle, roh, geröstet, gebrochen oder gehechelt, auch Abfälle, ingleichen Waldwolle	.	frei	.	frei	.
9	Getreide und andere Erzeugnisse des Landbaues:					
	a) Getreide, auch gemalzt, und Hülsenfrüchte	.	frei	.	frei	.
	b) Sämereien und Beeren:					
	1. Anis, Coriander, Fenchel und Kümmel	.	frei	.	frei	.
	2. Alle übrigen Sämereien einschliesslich der Oelsämereien; frische Beeren, ingleichen Wachholderbeeren aller Art; Erdnüsse	.	frei	.	frei	.
	c) Garten- und Futtergewächse, frische; Blumenzwiebeln; Meerzwiebeln; Kartoffeln; Rüben; Wurzeln, frische; Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln); Obst, frisches; lebende Gewächse, auch in Töpfen oder Kübeln; Heu; Stroh; Getreide in Garben; Hülsenfrüchte im Kraut; Gras; Seegras; Karden (Weberdisteln); Bäume, Sträucher, Reben, Schösslinge, Setzlinge, Stauden zum Verpflanzen; Rosskastanien; Maulbeerblätter; Feuerschwamm, roher; Holzzunder; Heidekraut und Heidekrautwurzeln; Kalmus, frischer; Flechten und Moose; Schachtelhalm; Binsen, Schilfe und Rohre (Dach- und Weberrohre), gespalten, geschnitten oder zugespitzt; Bast, roher; Streulaub u. Häcker-					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	ling (Häcksel); Nadeln u. Zapfen von Nadelhölzern	.	frei	.	frei	.
	d) Hopfen	1 Ctr.	1	20	2	55
10	Glas und Glaswaaren:					
	a) Grünes, schwarzes und gelbes Hohlglas (Glasgeschirr) in seiner natürlichen Farbe, weder gepresst, geschliffen noch abgerieben	.	frei	.	frei	.
	b) Weisses Hohlglas, ungemustertes, ungeschliffenes oder nur mit abgeschliffenen Stöpseln, Böden oder Rändern; Fenster- und Tafelglas in seiner natürlichen Farbe (grün, halb- und ganz-weiss); Glasbehänge zu Kronleuchtern, Glasknöpfe, Glaskorallen, Glasperlen, Glasschmelz, Glastropfen, auch gefärbt . . .	„	—	20	1	10
	c) Gepresstes, geschliffenes, abgeriebenes, geschnittenes, gemustertes, massives weisses Glas	„	2	20	4	40
	d) Spiegelglas:					
	1. rohes, ungeschliffenes	„	—	15	—	52½
	2. geschliffenes, belegt oder unbelegt	„	4	—	7	—
	e) Farbiges, bemaltes oder vergoldetes Glas, ohne Unterschied der Form; Glaswaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	4	—	7	—
	Anmerkung. Glasmasse, sowie Glasröhren, Glasstängelchen und Glasplättchen ohne Unterschied der Farbe, wie sie zur Perlenbereitung, Kunstglasbläserei und Knopffabrikation gebraucht werden; Glasurmasse	„	—	15	—	52½

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss		nach dem 52½-Gulden-Fuss	
			Rthlr.	Sgr.	fl.	kr.
11	Haare von Thieren, mit Ausnahme der Wolle; Menschenhaare; Federn und Borsten:					
	a) Haare, einschliesslich der Menschenhaare, roh, gehechelt, gesotten, gefärbt, auch in Lockenform gelegt; Bettfedern und unzubereitete Schmuckfedern; Schreibfedern (Federspulen), rohe und gezogene; Borsten . .	1 Ctr.	frei	.	frei	.
	b) Haare, gesponnen; Federn, auch gefärbte, soweit sie nicht vorstehend unter *a)* begriffen sind, oder zu den Kleidern oder Putzwaaren gehören	„	—	15	—	52½
12	Häute und Felle:					
	a) Rohe (grüne, gesalzene, trockene) zur Lederbereitung; rohe behaarte Schaf-, Lamm- u. Ziegenfelle; rohe Hasen- u. Kaninchenfelle	.	frei	.	frei	.
	b) Felle zur Pelzwerk- (Rauchwaaren-) Bereitung	1 Ctr.	—	20	1	10
13	Holz und andere vegetabilische u. animalische Schnitzstoffe, sowie Waaren daraus, mit Ausnahme der Waaren von Schildplatt:					
	a) Brennholz, auch Reisig; Holzkohlen; Holzborke oder Gärberlohe; Lohkuchen (ausgelaugte Lohe als Brennmaterial)	.	frei	.	frei	.
	b) Bau- und Nutzholz aller Art, auch gesägt oder auf andere Weise vorgearbeitet; ingleichen andere vegetabilische und animalische Drechsler- und Schnitzstoffe:					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss		nach den 52½-Gulden-Fuss	
			Rthlr.	Sgr.	fl.	kr.
	1. Bernstein (Bernsteinmasse), Gagat (schwarzer Bernstein); Hobel- u. Sägespäne; Hörner, Hornspitzen, Hornscheiben u. Hornspäne; Knochen, ganz oder in Stücken, Klauen, Füsse und Hufe; Schildplatt, Meerschaum, Wallfischbarten (Fischbein, rohes); Stuhlrohr, ungespalten, ungebeizt; Stöcke u. Röhre, mit Ausnahme des Schilf- u. Stuhlrohrs; Cocos- und Coquillasnüsse u. Cocosnussschalen; Areka- u. Steinnüsse	.	frei	.	frei	.
	2. Elfenbein und andere Thierzähne; Perlmutter und andere Muschelschalen, roh oder bloss geschnitten, in Platten und Blöcken	.	frei	.	frei	.
	c) Grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler- und Tischlerarbeiten aus Holz, auch bloss gehobelte Holzwaaren und Wagnerarbeiten; grobe ungefärbte hölzerne Maschinen (auch Drehbänke, Mangeln, Mühlen, Pressen, Spinnräder und Webestühle), auch uneingelegte Parquetten, rohe ungefärbte; grobe Böttcherwaaren mit eisernen Reifen, gebrauchte; Besen von Reisig; grobe Korbflechterwaaren . . .	.	frei	.	frei	.
	d) Holz in geschnittenen Fournieren; Korkplatten, Korkscheiben, Korksohlen, Korkstöpsel; Stuhlrohr, gebeiztes, gefärbtes oder gespaltenes	1 Ctr.	—	15	—	52½
	e) Hölzerne Hausgeräthe (Möbel), eingelegte Parquetten u. andere Tischler-, Drechsler- und Bött-					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	cherwaaren, sowie Wagnerarbeiten, welche gefärbt, gebeizt, lackirt, polirt, oder auch in einzelnen Theilen in Verbindung mit Eisen, Messing, lohgarem Leder oder Glas verarbeitet sind; Möbel in Verbindung mit Bast-, Binsen-, Schilf-, Stuhlrohr-, Stroh- und Korbgeflechten; auch gerissenes Fischbein	1 Ctr.	1	—	1	45
	f) Feine Holzwaaren (mit ausgelegter oder Schnitzarbeit), feine Korbflechterwaaren, sowie überhaupt alle unter *c)*, *d)* und *e)* nicht begriffenen Waaren aus vegetabilischen oder animalischen Schnitzstoffen, mit Ausnahme von Schildplatt; auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Holzbronze; Bleistifte, Rothstifte und ähnliche	„	4	—	7	—
	g) Gepolsterte Möbel (mit oder ohne Ueberzug) aller Art . . .	„	3	10	5	50
14	Instrumente, Maschinen und Wagen:					
	a) Instrumente, ohne Rücksicht auf die Materialien, aus welchen sie gefertigt sind:					
	1. musikalische	„	2	—	3	30
	2. astronomische, chirurgische, optische (mit Ausnahme der gefassten Augengläser und Operngucker), mathematische, chemische (für Laboratorien), physikalische	.	frei	.	frei	.
	b) Maschinen:					
	1. Locomotiven, Tender und Dampfkessel	1 Ctr.	1	15	2	37½

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	2. andere, und zwar, je nachdem der dem Gewichte nach überwiegende Bestandtheil besteht:					
	α) aus Gusseisen	1 Ctr.	—	15	—	52½
	β) aus Schmiedeeisen oder Stahl	„	—	25	1	27½
	γ) aus anderen unedlen Metallen	„	1	10	2	20
	c) Wagen:					
	1. Eisenbahnwagen	vom Werthe 10 Procent.				
	2. andere Wagen mit Leder- oder Polsterarbeit	1 Stk.	50	—	87	30
15	Kautschuk- und Guttaperchawaaren:					
	a) Schuhmacher-, Sattler-, Riemer- und Taschnerwaaren, sowie andere Waaren aus unlackirtem, ungefärbtem, unbedrucktem Kautschuk, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe von Filz oder Tuchecken in Verbindung mit Kautschuk; übersponnene Kautschukfäden	1 Ctr.	4	—	7	—
	b) Waaren aus lackirtem, gefärbtem oder bedrucktem Kautschuk, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe, ganz oder theilweise aus Kautschuk, mit Ausnahme der unter a) genannten .	„	7	—	12	15
	c) Gewebe aller Art, mit Kautschuk überzogen oder getränkt, sowie Gewebe aus Kautschukfäden in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	„	15	—	26	15

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	Anmerkung. Waaren aus Guttapercha werden wie Waaren aus Kautschuk behandelt.					
16	Kleider und Leibwäsche, fertige, auch Putzwaaren:					
	a) Von Seide oder Floretseide auch in Verbindung mit Metallfäden .	1 Ctr.	40	—	70	—
	b) Andere, soweit sie nicht nachstehend unter *c)* und *d)* genannt sind; Herrenhüte von Seide, unstaffirt, staffirt oder garnirt; künstliche Blumen; zugerichtete Schmuckfedern	„	30	—	52	30
	c) Von Geweben mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen oder getränkt, sowie aus Gummifäden in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien; Herrenhüte von Filz aus Wolle oder anderen Thierhaaren, unstaffirt, staffirt oder garnirt	„	15	—	26	15
	d) Leinene Leibwäsche	„	10	—	17	30
17	Kupfer und andere nicht besonders genannte unedle Metalle und Legirungen aus unedlen Metallen, sowie Waaren daraus:					
	a) In rohem Zustande oder als alter Bruch	„	frei	.	frei	.
	b) Geschmiedet oder gewalzt in Stangen oder Blechen, auch Draht	„	1	22½	3	3¾
	c) In Blechen und Draht, plattirt .	„	4	—	7	—
	d) Waaren, und zwar:					
	1. Drahtgewebe	„	3	—	5	15
	2. Kupferschmiede- und Gelbgiesserwaaren, als: Blasen, Bügeleisen, Eimer, Gewichte, Gewinde, Haken, Hähne, Kel-					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden Fuss fl.	kr.
	len, Lampen, Leuchter, Lichtputzen, Mörser, Riegel, Röhren, Schlösser, Schraubenbolzen und -Muttern, Schüsseln, Thür-, Fenster-, Truhen- und Wagenbeschläge, Waageschalen und ähnliche grobe Waaren, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack	1 Ctr.	2	20	4	40
	3. Andere Waaren, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; auch Zünd- od. Kupferhütchen, mit oder ohne Füllung . . .	„	4	—	7	—
18	Kurze Waaren, Quincaillerien etc.:					
	a) Waaren, ganz oder theilweise aus edlen Metallen, echten Perlen, Korallen oder Edelsteinen gefertigt; Taschenuhren; echtes Blattgold und Blattsilber. . . .	„	50	—	87	30
	b) Waaren, ganz oder theilweise aus Schildplatt, aus unedlen, echt vergoldeten oder versilberten, oder mit Gold oder Silber belegten Metallen gefertigt; Stutz- und Wanduhren, letztere mit Ausnahme der hölzernen Hängeuhren; unechtes Blattgold und Blattsilber; feine Galanterie- u. Quincaillerie-Waaren (Herren- und Frauenschmuk, Toiletten- und sogenannte Nippestischsachen u. s. w.) ganz oder theilweise aus Aluminium; ferner dergleichen Waaren aus anderen unedlen Metallen, jedoch fein gearbeitet und entweder mehr					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	und weniger vergoldet oder versilbert oder auch vernirt, oder in Verbindung mit Alabaster, Elfenbein, Email, Halbedelsteinen u. nachgeahmten Edelsteinen, Lava, Perlmutter oder auch mit Schnitzarbeiten, Pasten, Cameen, Ornamenten in Metallguss u. dergleichen; Brillen u. Operngucker; Fächer; feine bossirte Wachswaaren; Perrückenmacherarbeit; Regen- und Sonnenschirme; Wachsperlen; ingleichen Waaren aus Gespinnsten von Baumwolle, Leinen, Seide, Wolle od. anderen Thierhaaren, welche mit animalischen oder vegetabilischen Schnitzstoffen, unedlen Metallen, Glas, Kautschuk, Guttapercha, Leder, Ledertuch (leather cloth), Papier, Pappe, Stroh od. Thonwaaren verbunden u. nicht besonders tarifirt sind, z. B. Knöpfe auf Holzformen u. dgl. .	1 Ctr.	15	—	26	15
19	Leder und Lederwaaren:					
	a) Leder aller Art, mit Ausnahme des nachstehend unter *b)* genannten; Pergament; Stiefelschäfte	„	2	—	3	30
	b) Brüsseler und dänisches Handschuhleder; auch Corduan, Maroquin, Saffian und alles gefärbte und lackirte Leder	„	5	—	8	45
	Anmerkung zu *b)*. Halbgare, sowie bereits gegärbte, noch nicht gefärbte oder weiter zugerichtete Ziegen- und Schaffelle	„	—	15	—	52½
	c) Waaren aus lohgarem, lohrothem oder bloss geschwärztem Leder, Schuhmacher-, Sattler- u. Tasch-					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	nerwaaren aus behaarten Fellen, grobem unbedrucktem Wachstuch, grauer Packleinwand, Segeltuch, rohem Zwillich u. Drillich, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe von Filz oder Tuchecken in Verbindung mit Leder oder Ledertuch	1 Ctr.	4	—	7	—
	d) Waaren von Corduan, Saffian, Maroquin, Brüsseler und dänischem Leder, von sämisch- und weissgarem Leder, von gefärbtem oder lackirtem Leder und Pergament; ferner Schuhmacher-, Sattler und Taschnerwaaren von Ledertuch, Wachstuch (mit Ausnahme des groben unbedruckten), von Wachemousselin od. Wachstaffet, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe, ganz oder theilweise aus Leder, mit Ausnahme der unter *c)* begriffenen	„	7	—	12	15
	e) Handschuhe	„	13	10	23	20
20	Leinengarn, Leinwand und andere Leinenwaaren, d. i. Garn und Webe- oder Wirkwaaren aus Flachs oder anderen vegetabilischen Spinnstoffen, mit Ausnahme der Baumwolle:					
	a) Rohes Garn:					
	1. Maschinengespinnst	„	—	15	—	52½
	2. Handgespinnst	„	frei	.	frei	.
	b) Gebleichtes, dessgleichen bloss abgekochtes oder gebücktes (ge-					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Maasstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss		Abgabensätze nach dem 52½-Gulden Fuss	
			Rthlr.	Sgr.	fl.	kr.
	äschertes) Garn, ferner gefärbtes Garn	1 Ctr.	1	20	2	55
	c) Zwirn, roh, gebleicht oder gefärbt	„	4	—	7	—
	d) Seilerwaaren, ungebleichte, auch dergleichen getheerte, geleimte, gefirnisste; gebleichte Seile, Taue, Stricke, Gurten, Tragbänder und Schläuche; Feuerlöscheimer aus geflochtenem und gedrehtem Hanfe, ungebleichte; Decken aus losen Fasern . . .	„	—	15	—	52½
	e) Graue Packleinwand	„	—	20	1	10
	Anmerkung. Unter Packleinwand wird ein ungebleichtes, grobes, glattes, auch einfach geköpertes Gewebe (ohne Muster) verstanden, welches nicht über 30 Fäden in der Kette auf einen preussischen Zoll enthält.					
	f) Rohe Leinwand, roher Zwillich und Drillich; Seilerwaaren, gebleichte und gefärbte, soweit sie nicht unter *d)* begriffen sind	„	4	—	7	—
	g) Gebleichte, gefärbte, bedruckte oder in anderer Art zugerichtete, auch aus gebleichtem Garn gewebte Leinwand; gebleichter oder in anderer Art zugerichteter Zwillich und Drillich; rohes und gebleichtes, auch verarbeitetes Tisch-, Bett- und Handtücherzeug; leinene Kittel; Battist und Linon	„	10	—	17	30
	h) Bänder, Borten, Fransen, Gaze, gewebte Kanten, Knopfmacher-, Posamentir- und Strumpfwaaren, Gespinnste und andere Waaren in Verbindung mit Metallfäden	„	20	—	35	—
	i) Zwirnspitzen	„	40	—	70	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
21	Literarische und Kunstgegenstände:					
	a) Papier, beschriebenes (Acten und Manuscripte); Bücher, Kupferstiche, Stiche anderer Art, sowie Holzschnitte; Lithographien und Photographien; geographische und Seekarten; Musikalien . .	1 Ctr.	frei	.	frei	.
	b) Gestochene Metallplatten, geschnittene Holzstöcke, sowie lithographische Steine mit Zeichnungen, Stichen oder Schrift, alle diese Gegenstände zum Gebrauche für den Druck auf Papier	„	frei	.	frei	.
	c) Gemälde und Zeichnungen; Statuen von Marmor und anderen Steinarten	.	frei	.	frei	.
22	Mehl, Mahlproducte und andere Verzehrungsgegenstände:					
	a) Mühlenfabrikate aus Getreide und Hülsenfrüchten, nämlich: geschrotene oder geschälte Körner, Graupe, Gries, Grütze, Mehl, Backwerk, gewöhnliches (Bäckerwaare); Stärkegummi (Dextrin, Leogomme)	.	frei	.	frei	.
	b) Nudeln und gleichartige nicht gebackene Erzeugnisse aus Mehl; ferner Sago und Sagosurrogate.	.	frei	.	frei	.
	c) Kraftmehl, Stärke, Haarpuder, Tapioka und Arrowroot . . .	1 Ctr.	—	15	—	52½
	d) Gartengewächse, zubereitete, d.i. Gemüse und Krautarten, Kartoffel und Rüben, essbare Wurzeln, Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln), getrocknet oder comprimirt, gedörrt, zerschnitten oder sonst					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	zerkleinert, gesalzen, in Essig eingelegt, in Fässern; Cichorien, getrocknet oder gedörrt;					
	Obst, nämlich: Aepfel, Aprikosen, Birnen, Johannisbeeren, Kirschen, Melonen, Mirabellen, Mispeln, Pfirsiche, Pflaumen, Quitten, Schlehen, Stachelbeeren, getrocknet, gedörrt, zerschnitten oder auf andere Weise zerkleinert, ohne Zucker gekochte Obstmusse, ingleichen Nüsse, als wälsche und Haselnüsse, trockene oder ausgeschälte;					
	Senfsaat, Senfpulver oder gemahlener Senf (nicht in Blasen, Flaschen oder Krügen verpackt)	.	frei	.	frei	.
e)	Kastanien (Maronen)	1 Ctr.	—	15	—	52½
f)	Butter, frische, gesalzen und eingeschmolzen	„	1	10	2	20
g)	Käse	„	1	20	2	55
h)	1. Fleisch, gesalzenes, geräuchertes, auch Speck; Fleischextract. 2. Fische (mit Ausnahme der Häringe), gesalzen, getrocknet, geräuchert, in Meerwasser eingelegt (marinirt), in Fässern, Töpfen u. dgl.	„	—	15	—	52½
i)	Confitüren, Zuckerwerk, Kuchenwerk aller Art; Oliven; Pasteten; Tafelbuillon, Saucen u. andere ähnliche Gegenstände des feineren Tafelgenusses; Kakaomasse, gemahlener Kakao, Chocolade und Chocoladen-Surrogate; ferner künstliche Hefe .	„	7	—	12	15
k)	Früchte, Gewürze, Gemüse und andere Consumtibilien (Pilze, Trüffeln, Geflügel, Seethiere u. dgl.), mit Zucker, Essig, Oel ein-					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Masstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	gemacht, eingedämpft oder auch eingesalzen, in Flaschen, Krügen, Büchsen; zubereitete Fische; Senfpulver od. gemahlener Senf in Blasen, Flaschen, Krügen; Senf, zubereiteter	1 Ctr.	5	—	8	45
	l) Honig	„	—	10	—	35
	m) Bier in Fässern und Flaschen . .	„	—	20	1	10
	n) Wein und Most, auch Cider in Fässern und Flaschen	„	2	20	4	40
23	Oele und Fette:					
	a) Fettes Oel in Fässern, mit Ausnahme des Baumöls, des Palmöls (Palmbutter), des Kokosnussöls (Kokosbutter), und der parfümirten Oele	„	—	15	—	52½
	b) Fette:					
	1. Paraffin	„	—	15	—	52½
	2. Unschlitt.	.	frei	.	frei	.
	c) Stearin, einschliesslich Stearinsäure	1 Ctr.	1	—	1	45
	d) Rückstände, feste, von der Fabrikation fetter Oele, auch gemahlen	.	frei	.	frei	.
24	Papier und Pappwaaren:					
	a) Graues Lösch- und Packpapier, Pappdeckel, Pressspäne, künstliches Pergament; Papier zum Schleifen oder Poliren (auch Bimsstein- und Schmirgeltuch); Schieferpapier	.	frei	.	frei	.
	b) Ungeleimtes ordinäres (grobes graues, halbweisses und gefärbtes) Papier, alles ungeleimte Druckpapier; Formerarbeit aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, jedoch weder angestrichen noch lackirt	1 Ctr.	—	20	1	10

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Benennung der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	c) Alles andere, soweit es nicht unter *d)* genannt ist, auch lithographirtes, bedrucktes oder liniirtes, zu Rechnungen, Etiquetten, Frachtbriefen, Devisen etc. vorgerichtetes; Malerpappe	1 Ctr.	1	—	1	45
	d) Gold- und Silberpapier; Papier mit Gold- oder Silbermuster; durchgeschlagenes Papier; ingleichen Streifen von diesen Papiergattungen; Papiertapeten; Waaren aus Papier, Pappe oder Pappmasse (mit Ausnahme der Spielkarten); Formerarbeit aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, soweit sie nicht unter *b)* begriffen ist	„	1	10	2	20
	e) Waaren aus den vorgenannten Stoffen in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	4	—	7	—
25	Parfümerien und Seife:					
	a) Grüne, schwarze und andere Schmierseife	„	—	25	1	27½
	b) Gemeine feste Seife	„	—	25	1	27½
	c) Feine in Täfelchen, Kugeln, Büchsen, Krügen, Töpfen . . .	„	2	—	3	30
	d) Parfümerien aller Art	„	3	10	5	50
	Anmerkung. Wenn die inneren Umschliessungen, in welchen die Waare eingeht, für sich höher belegt sind als die letztere, so wird dieser höhere Satz erhoben.					
26	Pelzwerk (Kürschnerarbeiten):					
	a) Ueberzogene Pelze, Mützen, Handschuhe, gefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze u. dgl. .	„	22	—	38	30

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss		nach dem 52½-Gulden-Fuss	
			Rthlr.	Sgr.	fl.	kr.
	b) Fertige, nicht überzogene Schafpelze, desgleichen weissgemachte und gefärbte, nicht gefütterte Angora- oder Schaffelle, ungefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze	1 Ctr.	3	—	5	15
27	Seide und Seidenwaaren:					
	a) Seide, abgehaspelt (Grezze) oder gesponnen; Floretseide, gekämmt, gesponnen od. gezwirnt, alle diese Seide nicht gefärbt; auch Abfälle von gefärbter Seide	.	frei	.	frei	—
	b) Seide und Floretseide gefärbt .	1 Ctr.	4	—	7	—
	c) Waaren aus Seide oder Floretseide, auch in Verbindung mit Metallfäden	„	40	—	70	—
	d) Waaren aus Seide oder Floretseide in Verbindung mit Baumwolle, Leinen oder Wolle . . .	„	30	—	52	30
28	Steine und Steinwaaren:					
	a) Steine, rohe oder bloss behauene; Flintensteine, Mühlsteine, auch mit eisernen Reifen oder Metallhülsen; Schleif- und Wetzsteine aller Art, auch Probiersteine; grobe Steinmetzarbeiten, z. B. Thür- und Fensterstöcke, Säulen und Säulenbestandtheile, Rinnen, Röhren und Tröge und dergleichen, ungeschliffen, mit Ausnahme der Arbeiten aus Alabaster und Marmor; Schusser (Klicker) aus Marmor und dergleichen	.	frei	.	frei	.
	b) Edelsteine aller Art, geschliffen, Perlen und Korallen ohne Fassung; Waaren aus Serpentinstein, Gyps u. Schwefel; Schie-					

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss		nach dem 52½-Gulden-Fuss	
			Rthlr.	Sgr.	fl.	kr.
	fertafeln in lackirten oder polirten Holzrahmen	1 Ctr.	—	15	—	52½
	c) Waaren aus Halbedelsteinen, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	8	—	14	—
	d) Waaren aus allen anderen Steinen, mit Ausnahme der Statuen:					
	1. Ausser Verbindung mit anderen Materialien oder nur in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack	„	—	5	—	17½
	2. In Verbindung mit anderen Materialien, auch Meerschaumwaaren, alle diese Waaren, soweit sie nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	4	—	7	—
29	Steinkohlen, Braunkohlen; Torf, Torfkohlen	.	frei	.	frei	.
30	Stroh-, Rohr- und Bastwaaren:					
	a) Bürsten und Besen aus Binsen, Gras, Schilf, Heidekrautwurzeln oder Reisstroh, auch in Verbindung mit Holz ohne Politur und Lack, ordinäre Matten und Fussdecken von Bast, Stroh, Gras, Seegras, Binsen und Schilf, ungefärbt	1 Ctr.	—	5	—	17½
	b) Vorgenannte Matten und Fussdecken, gefärbt	„	1	—	1	45
	c) Hüte aus Holzspan, ohne Garnitur; Strohbänder aller Art . . .	„	—	20	1	10
	d) Stroh- u. Bastgeflechte, mit Ausnahme der Strohbänder; Decken von ungespaltenem Stroh . . .	„	4	—	7	—
	e) Hüte aus Stroh, Rohr, Bast, Binsen, Fischbein und Palmblättern, ohne Garnitur	1 Stk.	—	2	—	7

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach de 52⅓-G den-Fu fl.	k
	f) Hüte aus den vorgenannten Materialien oder aus Holzspan, mit Garnitur	1 Stk.	—	4	—	14
31	Theer; Pech; Harze aller Art; Asphalt (Bergtheer); Theeröle, roh und gereinigt, auch Benzin u. Karbolsäure (Kreosot); Harzöl; Terpentin; Terpentinöl. . .	.	frei	.	frei	
32	Thiere und thierische Producte:					
	a) Geflügel aller Art; Wildpret, kleines (Hasen und Kaninchen); alles lebende Wild; Fische, frische, und Flusskrebse; Biber, Frösche, Ottern, Schnecken . .	.	frei	.	frei	
	b) Eier aller Art und Milch	.	frei	.	frei	
	c) Bienenstöcke mit lebenden Bienen	.	frei	.	frei	
	d) Blasen und Därme, thierische; Darmseile und Darmsaiten, Luftballons aus Blasen oder Därmen; Goldschlägerhäutchen; Wachs, weisses und gelbes	1 Ctr.	—	15	—	52
33	Thonwaaren:					
	a) Mauer- und Dachziegel, Fliesen und ähnliche Waaren aus Thon zu baulichen Zwecken; Thonröhren; Schmelztiegel; gemeine Ofenkacheln; irdene Pfeifen; gemeines Töpfergeschirr	.	frei	.	frei	
	b) Andere Thonwaaren, mit Ausnahme von Porzellan:					
	1. Einfarbige oder weisse . . .	1 Ctr.	1	20	2	55
	2. Bemalte, bedruckte, vergoldete oder versilberte	„	2	—	3	30
	c) Porzellan, weisses, auch mit farbigen, weder vergoldeten noch versilberten Randstreifen . . .	„	1	20	2	55

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Masstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss, Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	d) Porzellan, farbiges, bemaltes od. vergoldetes, ingleichen Thonwaaren aller Art in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	1 Ctr.	4	—	7	—
34	Vieh:					
	a) Pferde und Füllen	.	frei	.	frei	.
	b) Rindvieh:					
	1. Ochsen und Zuchtstiere . . .	1 St.	1	10	2	20
	2. Kühe	„	1	—	1	45
	3. Jungvieh	„	—	15	—	52½
	4. Kälber	„	frei	.	frei	.
	c) Schweine:					
	1. Gemästete und magere . . .	„	—	20	1	10
	2. Spanferkel	„	—	3	—	10½
	d) Hammel	„	—	5	—	17½
	e) Anderes Schafvieh und Ziegen .	.	frei	.	frei	.
	Anmerkung zu *b)* bis *e)*. Schlachtvieh in getödtetem Zustande, selbst noch mit der Haut und den Eingeweiden versehen, ist wie Fleisch zu behandeln.					
35	Wachstuch, Wachsmousselin, Wachstaffet:					
	a) grobes, unbedrucktes Wachstuch (Packtuch)	1 Ctr.	—	20	1	10
	b) alles andere	„	2	—	3	30
36	Wolle, sowie Waaren daraus:					
	a) Wolle, rohe, gekämmte, gefärbte, gemalene, auch in Abfällen . .	.	frei	.	frei	.
	b) Garn, auch mit Leinen oder Seide gemischt:					
	1. Einfaches, ungefärbt oder gefärbt; dublirtes, ungefärbt . .	1 Ctr.	—	15	—	52½
	2. Dublirtes gefärbt; drei- oder mehrfach gezwirntes, ungefärbt oder gefärbt.	„	4	—	7	—

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze nach dem 30-Thaler-Fuss Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss fl.	kr.
	c) Waaren aus Wolle allein oder in Verbindung mit Baumwolle, Leinen oder Metallfäden:					
	1. Stickereien, Spitzen und Tülle	1 Ctr.	30	—	52	30
	2. Bedruckte Waaren aller Art .	„	25	—	53	45
	3. Unbedruckte, ungewalkte Waaren; Posamentir- und Knopfmacherwaaren, auch Gespinnste in Verbindung mit Metallfäden	„	20	—	35	—
	4. Unbedruckte gewalkte Tuch-, Zeug- u. Filzwaaren; Strumpfwaaren; Fussteppiche . . .	„	10	—	17	30
	5. Tuchleisten	.	frei	.	frei	.
	Anmerkung. Unter Wolle und Wollenwaaren sind überall in dieser Anlage auch Ziegen-, Hasen-, Kaninchen- und Biberhaare und Waaren daraus begriffen.					
37	Zink und Zinkwaaren:					
	a) Rohes Zink, altes Bruchzink . .	.	frei	.	frei	.
	b) Zinkbleche	1 Ctr.	—	15	—	52½
	c) Grobe Zinkwaaren, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack; Draht .	„	1	—	1	45
	d) Feine, auch lackirte Zinkwaaren; ingleichen Zinkwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	4	—	7	—
38	Zinn und Zinnwaaren, auch mit Spiessglanz legirt:					
	a) Zinn in Blöcken, Stangen u. s. w.; altes Bruchzinn	.	frei	.	frei	.
	b) Zinn, gewalztes	1 Ctr.	—	15	—	52½

1868

Nummer	Benennung der Gegenstände	Masstab der Verzollung	Abgabensätze			
			nach dem 30-Thaler-Fuss		nach dem 52½ Gulden-Fuss	
			Rthlr.	Sgr.	fl.	kr.
	c) Grobe Zinnwaaren, als: Draht, Röhren, Schüsseln, Teller, Kessel und andere Gefässe, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack	1 Ctr.	1	—	1	45
	d) Feine, auch lackirte Zinnwaaren, ingleichen Zinnwaaren, ingleichen Zinnwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	4	—	7	—

Wimpffen.
Pretis.

von Bismarck.
Delbrück.
von Philipsborn.
Weber.
Eggensberger.
von Thümmel.

Anlage C.

Zollcartell.

§. 1.

Jeder der vertragenden Theile verpflichtet sich, zur Verhinderung, Entdeckung und Bestrafung von Uebertretungen (§§. 13 und 14) der Zollgesetze des anderen Staates nach Massgabe der folgenden Bestimmungen mitzuwirken.

§. 2.

Jeder der vertragenden Theile wird seinen Angestellten, welche zur Verhinderung oder zur Anzeige von Uebertretungen seiner eigenen Zollgesetze angewiesen sind, die Verpflichtung auflegen,

1868 sobald ihnen bekannt wird, dass eine Uebertretung derartiger Gesetze des anderen Theiles unternommen werden soll, oder stattgefunden hat, dieselbe im ersteren Falle durch alle ihnen gesetzlich zustehenden Mittel thunlichst zu verhindern, und in beiden Fällen der inländischen Zoll- oder Steuerbehörde (im Zollvereine Hauptzollämter oder Hauptsteuerämter, in Oesterreich Hauptzollämter oder Finanzwachcommissäre) schleunigst anzuzeigen.

§. 3.

Die Zoll- oder Steuerbehörden des einen Theiles sollen über die zu ihrer Kenntniss gelangenden Uebertretungen von Zollgesetzen des anderen Theiles den im §. 2 bezeichneten Zoll- oder Steuerbehörden des letzteren sofort Mittheilung machen, und denselben dabei über die einschlagenden Thatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, jede sachdienliche Auskunft ertheilen.

§. 4.

Die Erhebungsämter der vertragenden Theile sollen den dazu von dem anderen Staate ermächtigten oberen Zoll- oder Steuerbeamten desselben die Einsicht der Register oder Registerabtheilungen, welche den Waarenverkehr aus und nach dem letzteren und an der Grenze desselben nachweisen, nebst Belegen auf Begehren jederzeit an der Amtsstelle gestatten.

§. 5.

Die Zoll- und Steuerbeamten an der Grenze zwischen beiden vertragenden Theilen sollen angewiesen werden, sich zur Verhütung und Entdeckung des Schleichhandels nach beiden Seiten hin bereitwilligst zu unterstützen, und nicht allein zu jenem Zwecke ihre Wahrnehmungen sich gegenseitig binnen der kürzesten Frist mitzutheilen, sondern auch ein freundnachbarliches Vernehmen zu unterhalten, und zur Verständigung über zweckmässiges Zusammenwirken von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen sich miteinander zu berathen.

Bei jeder der einander gegenüberliegenden Aufsichtsstationen soll ein Register geführt werden, in welches die erwähnten Mittheilungen einzutragen sind.

§. 6.

Den Zoll- und Steuerbeamten der vertragenden Theile soll gestattet sein, bei Verfolgung eines Schleichhändlers oder der Gegenstände oder Spuren einer Uebertretung der Zollgesetze ihres Staates sich in das Gebiet des anderen Staates zu dem Zwecke zu begeben,

um bei den dortigen Ortsvorständen oder Behörden die zur Ermittlung des Thatbestandes und des Thäters und die zur Sicherung des Beweises erforderlichen Massregeln, das Sammeln aller Beweismittel bezüglich der vollbrachten oder versuchten Zollumgehung, sowie den Umständen nach die einstweilige Beschlagnahme der Waaren und die Festhaltung der Thäter zu beantragen. 1868

Anträgen dieser Art sollen die Ortsvorstände und Behörden jedes der vertragenden Theile in derselben Weise genügen, wie ihnen dies bei vermutheten oder entdeckten Uebertretungen der Zollgesetze des eigenen Staates zusteht und obliegt. Auch können die Zoll- und Steuerbeamten des einen Theiles durch Requisition ihrer vorgesetzten Behörde von Seiten der zuständigen Behörde des anderen Theiles aufgefordert werden, entweder vor letzterer selbst oder vor der competenten Behörde ihres eigenen Landes, die auf die Zollumgehung bezüglichen Umstände auszusagen.

§. 7.

Keiner der vertragenden Theile wird in seinem Gebiete Vereinigungen zum Zwecke des Schleichhandels nach dem Gebiete des anderen Theiles dulden, oder Verträgen zur Sicherung gegen die möglichen Nachtheile schleichhändlerischer Unternehmungen Giltigkeit zugestehen.

§. 8.

Jeder der vertragenden Theile ist verpflichtet, zu verhindern, dass Vorräthe von Waaren, welche als zum Schleichhandel nach dem Gebiete des anderen Theiles bestimmt anzusehen sind, in der Nähe der Grenze des letzteren angehäuft, oder ohne genügende Sicherung gegen den zu besorgenden Missbrauch niedergelegt werden.

Innerhalb des Grenzbezirkes sollen Niederlagen fremder unverzollter Waaren nur an solchen Orten, wo sich ein Zollamt befindet, gestattet, und in diesem Falle unter Verschluss und Controle der Zollbehörde gestellt werden. Sollte in einzelnen Fällen der amtliche Verschluss nicht anwendbar sein, so sollen statt desselben anderweite möglichst sichernde Controlmassregeln angeordnet werden. Vorräthe von fremden verzollten und von inländischen Waaren innerhalb des Grenzbezirkes sollen das Bedürfniss des erlaubten, d. h. nach dem örtlichen Verbrauche im eigenen Lande bemessenen Verkehrs nicht überschreiten. Entsteht Verdacht, dass sich Vorräthe von Waaren der letztgedachten Art über das bezeichnete Bedürfniss und zum Zwecke des Schleichhandels gebildet hätten, so sollen dergleichen Niederlagen, insoweit es gesetzlich zulässig ist, unter specielle zur Verhinderung des Schleichhandels geeignete Controle der Zollbehörde gestellt werden.

1868

§. 9.

Jeder der vertragenden Theile ist verpflichtet:

a) Waaren, deren Ein- oder Durchfuhr in dem anderen Staate verboten ist, nach demselben nur beim Nachweise dortiger besonderer Erlaubniss zoll- oder steueramtlich abzufertigen;

b) Waaren, welche in dem anderen Staate eingangsabgabenpflichtig und dahin bestimmt sind, nach demselben

1. nur in der Richtung nach einem dortigen mit ausreichenden Befugnissen versehenen Eingangsamte,
2. von den Ausgangsämtern oder Legitimationsstellen nur zu solchen Tageszeiten, dass sie jenseits der Grenze zu dort erlaubter Zeit eintreffen können, und
3. unter Verhinderung jedes vermeidlichen Aufenthaltes zwischen dem Ausgangsamte oder der Legitimationsstelle und der Grenze

zoll- oder steueramtlich abzufertigen, oder mit Ausweisen zu versehen.

§. 10.

Auch wird jeder der beiden Staaten die Erledigung der für die Wiederausfuhr unverabgabter Waaren ihm geleisteten Sicherheiten, sowie die für Ausfuhren gebührenden Abgabenerlasse oder Erstattungen erst dann eintreten lassen, wenn ihm durch eine vom Eingangsamte auszustellende Bescheinigung nachgewiesen wird, dass die nach dem vorbezeichneten Nachbarlande ausgeführte Waare in dem letzteren angemeldet worden ist.

§. 11.

Vor Ausführung der im §. 9 unter *b)* und im §. 10 enthaltenen Bestimmungen werden die vertragenden Theile über die erforderliche Anzahl und die Befugnisse der zum Waarenübergange an der gemeinschaftlichen Grenze bestimmten Anmelde- und Erhebungsstellen, über die denselben, soweit sie zu einander unmittelbar in Beziehung stehen, übereinstimmend vorzuschreibenden Abfertigungsstunden und über nach Bedürfniss anzuordnende amtliche Begleitungen der ausgeführten Waaren bis zur jenseitigen Anmeldestelle, sowie über besondere Massregeln für den Eisenbahnverkehr sich bereitwilligst verständigen.

§. 12.

Jeder der vertragenden Theile hat die in den §§. 13 und 14 erwähnten Uebertretungen der Zollgesetze des anderen Theiles nicht allein seinen Angehörigen, sondern auch allen denjenigen, welche in seinem Gebiete einen vorübergehenden Wohnsitz haben oder auch nur augenblicklich sich befinden, unter Androhung der zu jenen Para-

graphen bezeichneten Strafen zu verbieten. Beide vertragenden Theile 1868
verpflichten sich wechselseitig, die dem anderen vertragenden Theile angehörigen Unterthanen, welche den Verdacht des Schleichhandels wider sich erregt haben, innerhalb ihrer Gebiete überwachen zu lassen.

§. 13.

Uebertretungen von Ein-, Aus- und Durchfuhrverboten des anderen Theiles, und Zoll- oder Steuerdefrauden, d. h. solche Handlungen oder gesetzwidrige Unterlassungen, durch welche dem letzteren eine ihm gesetzlich gebührende Ein- oder Ausgangsabgabe entzogen wird oder bei unentdecktem Gelingen entzogen werden würde, sind von jedem der vertragenden Theile nach seiner Wahl entweder mit Confiscation des Gegenstandes der Uebertretung, eventuell Erlegung des vollen Werthes und daneben mit angemessener Geldstrafe, oder mit denselben Geld- oder Vermögensstrafen zu bedrohen, welchen gleichartige oder ähnliche Uebertretungen seiner eigenen Abgabengesetze unterliegen.

Im letzteren Falle ist der Strafbetrag, soweit derselbe gesetzlich nach dem entzogenen Abgabenbetrage sich richtet, nach dem Tarife des Staates zu bemessen, dessen Abgabengesetz übertreten worden ist.

§. 14.

Für solche Uebertretungen der Zollgesetze des anderen Staates, durch welche erweislich ein Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbot nicht verletzt oder eine Abgabe widerrechtlich nicht entzogen werden konnte oder sollte, sind genügende, in bestimmten Grenzen vom strafrichterlichen Ermessen abhängige Geldstrafen anzudrohen.

§. 15.

Freiheits- oder Arbeitsstrafen (vorbehaltlich der nach seinen eigenen Abgabengesetzen eintretenden Abbüssung unvollstreckbarer Geldstrafen durch Haft oder Arbeit), sowie Ehrenstrafen, die Entziehung von Gewerbsberechtigungen oder, als Strafschärfung, die Bekanntmachung erfolgter Verurtheilungen anzudrohen, ist auf Grund dieses Cartells keiner der vertragenden Theile verpflichtet.

§. 16.

Dagegen darf durch die nach den §§. 12—15 zu erlassenden Strafbestimmungen die gesetzmässige Bestrafung der bei Verletzung der Zollgesetze des anderen Staates etwa vorkommenden sonstigen Uebertretungen, Vergehen und Verbrechen, als: Beleidigungen, rechtswidrige Widersetzlichkeit, Drohungen oder Gewaltthätigkeiten,

1868 Fälschungen, Bestechungen oder Erpressungen u. dgl. nicht ausgeschlossen oder beschränkt werden.

§. 17.

Uebertretungen der Zollgesetze des anderen Theiles hat, auf Antrag einer zuständigen Behörde desselben, jeder der vertragenden Theile von denselben Gerichten und in denselben Formen, wie Uebertretungen seiner eigenen derartigen Gesetze, untersuchen und gesetzmässig bestrafen zu lassen:

1. wenn der Angeschuldete entweder ein Angehöriger des Staates ist, welcher ihn zur Untersuchung und Strafe ziehen soll, oder
2. wenn jener nicht allein zur Zeit der Uebertretung in dem Gebiete dieses Staates einen, wenn auch nur vorübergehenden Wohnsitz hatte oder die Uebertretung von diesem Gebiete aus beging, sondern auch bei oder nach dem Eingange des Antrages auf Untersuchung sich in demselben Staate betreffen lässt,

in dem unter 2. erwähnten Falle jedoch nur dann, wenn der Angeschuldigte nicht Angehöriger des Staates ist, dessen Gesetze Gegenstand der angeschuldeten Uebertretung sind.

§. 18.

Zu den im §. 17 bezeichneten Untersuchungen sollen das Gericht, von dessen Bezirke aus die Uebertretung begangen ist, und das Gericht, in dessen Bezirke der Angeschuldigte seinen Wohnsitz oder, als Ausländer, seinen einstweiligen Aufenthalt hat, insofern zuständig sein, als nicht wegen derselben Uebertretung gegen denselben Angeschuldigten ein Verfahren bei einem anderen Gerichte anhängig oder durch schliessliche Entscheidung beendigt ist.

§. 19.

Bei den im §. 17 bezeichneten Untersuchungen soll den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des anderen Theiles dieselbe Beweiskraft beigelegt werden, welche den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des eigenen Staates in Fällen gleicher Art beigelegt ist.

§. 20.

Die Kosten eines nach Massgabe des §. 17 eingeleiteten Strafverfahrens und der Strafvollstreckung sind nach denselben Grundsätzen zu bestimmen und aufzulegen, welche für Strafverfahren wegen gleichartiger Uebertretungen der Gesetze des eigenen Staates gelten.

Für die einstweilige Bestreitung derselben hat der Staat zu sorgen, in welchem die Untersuchung geführt wird.

Diejenigen Kosten des Verfahrens und der Strafvollstreckung, 1868
welche, wenn ersteres wegen Uebertretung der eigenen Abgabengesetze stattgefunden hätte, von jenem Staate schliesslich zu tragen sein würden, hat, insoweit sie nicht vom Angeschuldigten eingezogen oder durch eingegangene Strafbeträge (§. 21) gedeckt werden können, der Staat zu erstatten, dessen Behörde die Untersuchung beantragte.

§. 21.

Die Geldbeträge, welche in Folge eines nach Massgabe des §. 17 eingeleiteten Strafverfahrens von dem Angeschuldigten oder für verkaufte Gegenstände der Uebertretung eingehen, sind dergestalt zu verwenden, dass davon zunächst die rückständigen Gerichtskosten, sodann die dem anderen Staate entzogenen Abgaben und zuletzt die Strafen berichtigt werden.

Ueber die letzteren hat der Staat zu verfügen, in welchem das Verfahren stattfand.

§. 22.

Eine nach Massgabe des §. 17 eingeleitete Untersuchung ist, so lange ein rechtskräftiges Enderkenntniss noch nicht erfolgte, auf Antrag der Behörde desjenigen Staates, welcher dieselbe veranlasst hatte, sofort einzustellen.

§. 23.

Das Recht zum Erlasse und zur Milderung der Strafen, zu welchen der Angeschuldigte in Folge eines nach Massgabe des §. 17 eingeleiteten Verfahrens verurtheilt wurde oder sich freiwillig erboten hat, steht dem Staate zu, bei dessen Gerichte die Verurtheilung oder Erbietung erfolgte.

Es soll jedoch vor derartigen Straferlässen oder Strafmilderungen der zuständigen Behörde des Staates, dessen Gesetze übertreten waren, Gelegenheit gegeben werden, sich darüber zu äussern.

§. 24.

Die Gerichte jedes der vertragenden Theile sollen in Beziehung auf jedes in dem anderen Staate wegen Uebertretung der Zollgesetze dieses Staates oder in Gemässheit des §. 17 eingeleitete Strafverfahren verpflichtet sein, auf Ersuchen des zuständigen Gerichtes.

1. Zeugen und Sachverständige, welche sich in ihrem Gerichtsbezirke aufhalten, auf Erfordern eidlich zu vernehmen und erstere zur Ablegung des Zeugnisses, soweit dasselbe nicht nach den Landesgesetzen verweigert werden darf, z. B. die eigene Mitschuld der Zeugen betrifft, oder sich auf Umstände erstrecken soll, welche mit

1868 der Anschuldigung nicht in naher Verbindung stehen, nöthigenfalls anzuhalten;

2. amtliche Besichtigungen vorzunehmen und den Befund zu beglaubigen;

3. Angeschuldigten, welche sich im Bezirke des ersuchten Gerichtes aufhalten, ohne dem Staatsverbande des letzteren anzugehören, Vorladungen und Erkenntnisse behändigen zu lassen;

4. Uebertreter und deren bewegliche Güter, welche im Bezirke des ersuchten Gerichtes angetroffen werden, anzuhalten und auszuliefern, insofern nicht jene Uebertreter dem Staatsverbande des ersuchten Gerichtes oder einem solchen dritten Staate angehören, welcher durch Verträge verpflichtet ist, die fragliche Uebertretung seinerseits gehörig untersuchen und bestrafen zu lassen.

§. 25.

Es sind in diesem Cartell unter „Zollgesetzen" auch die Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote, und unter „Gerichten" die in jedem der vertragenden Theile zur Untersuchung und Bestrafung von Uebertretungen der eigenen derartigen Gesetze bestellten Behörden verstanden.

§. 26.

Durch die vorstehenden Bestimmungen werden weitergehende Zugeständnisse zwischen den vertragenden Staaten zum Zwecke der Unterdrückung des Schleichhandels nicht aufgehoben oder geändert.

Schluss-Protokoll.

Verhandelt Berlin, am 9. März 1868.

Die Unterzeichneten traten heute zusammen, um den unter ihnen vereinbarten Handels- und Zollvertrag nach nochmaliger Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Bemerkungen, Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt wurden.

1. Zu Artikel 2 des Vertrages.

Von Seiten Oesterreichs werden folgende durch den mit dem Königreiche Italien am 23. April 1867 abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrag als fortbestehend anerkannte Begünstigungen noch fortan vorbehalten:

a) der Zoll von 1 fl. 89½ kr. für den Zollcentner neapolitaner und sicilianer Weine, welche zur See und gegen Nachweis des Ursprunges in den Schiffspapieren eingeführt werden;

b) der Zoll von 1 fl. 22½ kr. für den Zollcentner gemeiner Weine 1868
aus Piemont;

c) die Zollfreiheit für:

Kastanien . . . . . bis zur Menge von 20 Pfund,
frisches Fleisch . . „ „ „ „ 8 „
Käse und frische Butter „ „ „ „ 4 „

Die Begünstigungen unter *b)* und *c)* beziehen sich nur auf die Einfuhr über die österreichisch-italienische Grenze.

Von anderer Seite waren Vorbehalte nicht zu machen.

2. Zu Artikel 2 des Vertrages.

Die Bevollmächtigten Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät bemerkten: Die in den beiderseitigen allgemeinen Zolltarifen vorgesehenen, auf Staatsverträgen nicht beruhenden Verkehrserleichterungen für gewisse Grenzstrecken oder für die Bewohner einzelner Gebietstheile seien bisher als dritten Staaten eingeräumte Begünstigungen, welche nach Artikel 2 der eine der vertragenden Theile dem anderen zu gewähren hätte, nicht angesehen worden. Dieser Auffassung entsprechend glauben sie voraussetzen zu dürfen, dass, falls es die Verhältnisse erforderlich machen sollten, die bestehenden Verkehrserleichterungen dieser Art aufrecht zu erhalten, oder künftig anderweite ähnliche Erleichterungen des Verkehres mit Lebensbedürfnissen der Grenzbewohner für gewisse kurze Grenzstrecken zuzulassen, ein Anspruch wegen Ausdehnung derselben auf den Zollverein nicht werde erhoben werden.

Die Bevollmächtigten des norddeutschen Bundes und Zollvereines erkannten diese Voraussetzung mit dem Vorbehalte der Gegenseitigkeit als zutreffend an.

3. Zu Artikel 3 des Vertrages.

Die österreichischen Bevollmächtigten erklärten, dass Oesterreich die Zollbefreiungen und Zollermässigungen, welche es für die in der Anlage *A* unter Nr. 1 *a)* und *b)*, Nr. 2 *b)* 1. und *c)*, Nr. 4 *a)*, *b)*, *c)*, *d)*, *e)*, *f)*, *g)* und *h)*, Nr. 11 *a)* und *b)*, Nr. 17 *b)*, Nr. 34 *c)*, Nr. 38 *a)* und Nr. 40 *a)* genannten Gegenstände dem Zollvereine zugestanden habe, lediglich als Begünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs mit demselben betrachte, und desshalb die zollfreie, beziehungsweise begünstigte Zulassung dieser Gegenstände auch in Zukunft von deren unmittelbarem Uebergange aus dem Zollvereinsgebiete abhängig machen müsse.

Es fand sich gegen diesen Vorbehalt nichts zu erinnern.

Man war darüber einverstanden, dass dem unmittelbaren Uebergange aus dem Zollvereinsgebiete, unter den zu Nr. 6 des gegen-

1868 wärtigen Protokolls bezeichneten Voraussetzungen, der Uebergang über den Bodensee gleichzuachten ist.

4. Zu Artikel 3 des Vertrages und zu den Anlagen *A* und *B*.

1. Man war darüber einverstanden, dass Verzollungsstempel oder andere Bezeichnungen der Waaren zum Beweise der Verzollung derselben auf die in den Anlagen *A* und *B* aufgeführten Waaren in keinem der beiden Zollgebiete zur Anwendung kommen dürfen. Die etwaige Anordnung derartiger Controlen in besonderen Fällen innerhalb des Grenzbezirkes wird hierdurch nicht ausgeschlossen.

2. Bei der Zollabfertigung der nach dem Werthe zu verzollenden Waaren wird von beiden Seiten das in den Artikeln 14 bis 18 des Handelsvertrages zwischen dem Zollverein und Frankreich vom 2. August 1862 bezeichnete Verfahren in Anwendung gebracht werden.

5. Zu Artikel 6 des Vertrages.

Die gegenwärtig bestehenden Verabredungen über die Bedingungen und Förmlichkeiten, unter denen die im Artikel 6 unter *a)* bis *e)* gedachten Verkehrserleichterungen eintreten, bleiben auch ferner aufrecht erhalten. Es werden dabei, wie bisher, so auch künftig die nachstehenden Gesichtspunkte leitend sein:

1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

2. Die Abfertigung der ausgeführten und wieder eingeführten, beziehungsweise eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände muss bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind die im Artikel 6, lit. *d)*, erwähnten Gegenstände, welche zur Bearbeitung oder Veredlung aus dem Gebiete des einen Theiles in das Gebiet des anderen ausgeführt sind. Die zollfreie Wiedereinlassung derselben kann bei einer jeden mit ausreichenden Amtsbefugnissen versehenen Zollstelle des Gebietes der Versendung in Anspruch genommen werden. Ebenso findet die gegenseitige Zollbefreiung für Muster, welche von Handlungsreisenden eingebracht werden, auch dann Anwendung, wenn dieselben bei einem anderen Amte, als demjenigen, über welches die Ausfuhr beziehungsweise Einfuhr erfolgte, zur Wiedereingangs-, beziehungsweise Wiederausgangsabfertigung gestellt werden.

3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn die Fristen unbeachtet bleiben.

4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen. 1868

5. Gewichtsdifferenzen, welche durch Reparaturen, durch die Bearbeitung oder Veredlung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden, und geringere Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.

6. Es wird beiderseits für eine möglichst erleichterte Zollabfertigung Sorge getragen werden.

Uebrigens war man darüber einverstanden, dass durch die Verabredungen im Artikel 6 eine Beschränkung in den nach den beiderseitigen Zollgesetzen und Verwaltungsvorschriften, sowie nach früheren Uebereinkünften bestehenden Erleichterungen im gegenseitigen Grenzverkehre nicht beabsichtigt sei, dass also die vorliegenden Vertragsbestimmungen und die zur Ausführung derselben zu treffenden besonderen Verabredungen auf den gegenseitigen Grenzverkehr nur insoweit Anwendung zu finden haben, als sie weitergehende Verkehrserleichterungen herbeiführen. Demgemäss werden die über die Erleichterung des Grenzverkehres mit leinenen Garnen und roher ungebleichter Leinwand und über anderweite Erleichterungen in dem nachbarlichen Grenzverkehr zwischen den vertragenden Staaten bestehenden Uebereinkünfte während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages nicht gekündigt werden. Die zwischen ihnen wegen Ausführung jener Uebereinkünfte getroffenen Verabredungen bleiben gleichfalls in Wirksamkeit.

6. Zu Artikel 6 und 7 des Vertrages.

Die in den Artikeln 6 und 7 verabredeten Verkehrserleichterungen finden unter den in der Uebereinkunft zwischen Oesterreich, Bayern, Württemberg und Baden vom 20. Februar 1854 festgesetzten Controlen auch auf den Verkehr über den Bodensee Anwendung.

7. Zu Artikel 7 des Vertrages.

1. Die im Artikel 7 bezeichnete Erleichterung ist durch nachstehende Umstände bedingt:

a) Die Waaren müssen beim Eingangsamte zur Weitersendung mit einem Begleitschein Nr. 1 (nicht zur schliesslichen Abfertigung) angemeldet werden und von einer amtlichen Bezettelung begleitet sein, welche ergibt, dass und wie sie am Versendungsorte unter amtlichen Verschluss gesetzt worden sind.

b) Dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sichernd befunden werden.

c) Die Declaration muss vorschriftsmässig und dergestalt erfolgen, dass wegen mangelhafter Anmeldung die specielle Revision

1868 nicht erforderlich wird, und es darf zum Verdachte eines beabsichtigten Unterschleifes überhaupt keine Veranlassung vorliegen.

Lässt sich ohne Abladung der Waaren die vollständige Ueberzeugung gewinnen, dass der in dem anderen Staate angelegte Verschluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und Verwiegung der Waaren unterbleiben.

2. Soweit an einzelnen Orten im Gebiete des Zollvereines ein Bedürfniss sich geltend macht, soll auf besonderes Ansuchen auch Waarenführern die Benützung der öffentlichen Niederlage gestattet werden. Die gleiche Begünstigung wird österreichischerseits zugestanden.

8. Zu Artikel 8 des Vertrages.

1. Die bestehenden Zusammenlegungen von gegenüberliegenden Grenzzollämtern bleiben aufrecht. Doch steht jedem der betheiligten Staaten frei, eine solche Zusammenlegung gegen vorherige sechsmonatliche Kündigung zurückzuziehen.

Neue Zusammenlegungen bleiben der Verständigung zwischen Oesterreich und den betheiligten Zollvereinsstaaten vorbehalten.

2. Zur weiteren Erleichterung des Verkehres wird auch ferner auf thunlichste Uebereinstimmung in den Abfertigungsbefugnissen der gegenüberliegenden Grenzzollämter Bedacht genommen werden.

3. Hinsichtlich der Stellung und der Amtsbefugnisse der auf das Gebiet des anderen Theiles verlegten Grenzzollämter hat man sich über folgende Grundsätze geeinigt:

a) Ein auf das jenseitige Gebiet verlegtes, früher auf dem Gebiete des Staates, welchem es angehört, aufgestellt gewesenes Zollamt behält den Namen des früheren Standortes, welchem jedoch sein neuer Standort beigefügt wird. Die auf jenseitigem Gebiete neu errichteten Aemter erhalten den Namen ihres Standortes.

b) Die Schlagbäume erhalten die Landesfarben des Territoriums, auf welchem sie stehen; das Amtsschild wird mit den Farben und Wappen des Landes, welchem das Amt angehört, versehen.

c) Die Aufrechthaltung der Hausordnung liegt dem Vorsteher des Territorialamtes ob.

d) Die Regierung des Territorialstaates hat dafür zu sorgen, dass die auf ihr Gebiet übersetzten Beamten in Betreibung ihrer zollamtlichen Geschäfte nicht gestört werden, und dass namentlich die Sicherheit ihrer Dienstpapiere und Gelder keinem Anstande unterliege.

e) Die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten und Angestellten, welche sich aus irgend einer im Vertrage vorgesehenen Veranlassung in der vorschriftsmässigen Dienstuniform in den gegenüberliegenden Staat begeben, sind dort von dem für Rechnung des Staates zu erhebenden Weg-, Brücken- und Fährgelde

ebenso wie die eigenen Beamten und Angestellten befreit. 1868
Dagegen haben sie die Befreiung von dergleichen Communicationsabgaben, deren Erhebung Gesellschaften, Corporationen, Gemeinden oder einzelnen Privatpersonen zusteht, nur insoweit zu beanspruchen, als sie nach dem bestehenden Tarife begründet erscheint.

f) Es wird ausdrücklich anerkannt, dass durch die Zusammenlegung der gegenüberliegenden Zollämter wohl eine thunliche Gleichzeitigkeit der beiderseitigen Amtshandlungen, keineswegs aber eine Abfertigungsgemeinschaft beabsichtigt sei, dass demnach jedes der beiden Aemter nur die ihm als Ein- oder Ausgangsamt seines Staates obliegenden Functionen zu vollziehen, an den gleichen Functionen des anderen Amtes sich aber nicht zu betheiligen habe.

g) Die gegenwärtig bestehenden Verabredungen:

zur Regelung der Verhältnisse der Beamten und Angestellten der auf das Gebiet des Nachbarstaates verlegten Zollämter,

über die Unterbringung der auf das Gebiet des einen Staates verlegten Aemter des anderen Staates und die hierfür anzurechnenden Miethzinse,

über die Kosten der Reinigung und Heizung der zusammengelegten Aemter,

über die Errichtung, Erhaltung, Beleuchtung, das Schliessen und Oeffnen der Schlagbäume bei den zusammengelegten Aemtern,

über die Portofreiheit für Briefe und Fahrpostsendungen beim amtlichen Verkehre dieser Aemter mit ihren vorgesetzten Behörden oder mit anderen Zollämtern ihres Staates,

über die Rechte und Pflichten der Beamten der auf das Gebiet des Nachbarstaates verlegten Zollämter, denen Wohnungen in einem Staatsgebäude des letzteren eingeräumt worden,

über die Zollabfertigungen an Sonn- und Feiertagen, endlich

über die gegenseitige Zollbefreiung für fertige Beamtenuniform- und Armaturstücke,

werden hierdurch aufrecht erhalten.

Ferner wird unter den bisherigen Bedingungen die am 6. Mai 1857 österreichischerseits erlassene Grenzpassanten-Dienstinstruction für die auf das Gebiet des Zollvereines verlegten österreichischen Zollämter in Kraft bleiben.

9. Zu Artikel 10 des Vertrages und zum Zollcartell.

1. Zu §. 5 des Zollcartells.

Es wird zwar als unbedenklich anerkannt, dass die Grenzaufseher (Finanzwachmannschaften) zur Verhütung und Entdeckung

1868 des Schleichhandels sich gegenseitig unterstützen, und ihre darauf bezüglichen Wahrnehmungen einander unmittelbar mittheilen. Man war jedoch darüber einverstanden, dass die zur Verständigung über zweckmässiges Zusammenwirken von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen vorzunehmenden Berathungen zunächst nur unter den beiderseitigen oberen Zoll- und Steuerbeamten stattzufinden haben.

2. Zu §. 6 des Zollcartells.

Es wird anerkannt, dass die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten, wenn dieselben bei Verfolgung eines Schleichhändlers, oder der Gegenstände oder Spuren einer Uebertretung der Zollgesetze ihres Staates in das Gebiet des anderen Staates sich begeben, sich lediglich darauf zu beschränken haben, bei den dortigen Ortsvorständen oder Behörden die zur Ermittlung des Thatbestandes und des Thäters und die zur Sicherung des Beweises erforderlichen Massregeln, das Sammeln aller Beweismittel bezüglich der vollbrachten oder versuchten Zollumgehung, sowie den Umständen nach die einstweilige Beschlagnahme der Waaren und die Festhaltung der Thäter zu beantragen, dass die genannten Beamten dagegen auf fremdem Gebiete weder die Person des Thäters, noch die Gegenstände der Uebertretung anhalten, noch auch von ihren Waffen Gebrauch machen dürfen. Sollten aber die Beamten bei der Verfolgung durch thätliche Angriffe auf ihre Person in die Nothwendigkeit versetzt werden, zu ihrer Selbstvertheidigung auf fremdem Territorium von ihren Waffen Gebrauch zu machen, so haben in jedem einzelnen Falle die Behörden des Landes, in welchem dieser Fall vorgekommen, nach den daselbst geltenden Gesetzen zu entscheiden, ob dieser Gebrauch überhaupt oder in dem stattgehabten Umfange zur Abwehr der thätlichen Angriffe erforderlich gewesen ist.

3. Zu §§. 6 und 11 des Zollcartells.

Die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten können, wenn sie sich zu den in den §§. 6 und 11 des Zollcartells bezeichneten Zwecken in das Gebiet des anderen Theiles begeben, dabei ebenso bewaffnet sein, wie es für die Ausübung des Dienstes im eigenen Lande vorgeschrieben ist.

4. Zu §. 8 des Zollcartells.

Nach den bestehenden Bestimmungen dürfen im gegenüberliegenden Grenzbezirke beider Zollgebiete fremde unverzollte Waaren nur an Orten, wo sich Zollämter befinden, und dort nur in zollamtlichen Niederlagen oder doch unter einer gegen missbräuchliche Verwendung hinreichend sichernden Controle niedergelegt werden.

Man war darüber einverstanden, dass es, so lange diese Bestimmungen in Kraft sind, zur Ausführung der im §. 8 enthaltenen Ver-

abredungen genüge, wenn die beiderseitigen Zollbehörden angewiesen werden, Niederlagen der gedachten Art, sowie Vorräthe von fremden verzollten und von inländischen Waaren innerhalb des Grenzbezirkes mit gehöriger Berücksichtigung auch der Zollinteressen des anderen Theiles in der gesetzlich zulässigen Weise zu controliren. 1868

5. Zu §. 11 des Zollcartells.

Die Verständigung über die im §. 11 erwähnten Punkte bleibt der Verhandlung zwischen Oesterreich und den angrenzenden Staaten des Zollvereines vorbehalten.

6. Zu §. 21 des Zollcartells.

Neben der Strafe sind auch die vom Uebertreter umgangenen Gefälle einzuziehen.

7. Zu §. 22 des Zollcartells.

Die Bestimmung im Alinea 3 des §. 20 wegen Tragung der Kosten findet auch in dem hier vorgesehenen Falle einer Einstellung der Untersuchung Anwendung.

10. Zu Artikel 12 des Vertrages.

1. Man war darüber einverstanden, dass der Artikel 12 sich nicht auf Kriegsschiffe bezieht.

2. Die verabredete Gleichstellung der Seeschiffe und deren Ladungen in den beiderseitigen Seehäfen erstreckt sich nicht

a) auf Prämien, welche für neuerbaute Seeschiffe ertheilt werden oder ertheilt werden möchten, sofern dieselben nicht in der Befreiung von Hafen- oder Zollgebühren oder in der Ermässigung solcher Gebühren bestehen;

b) auf die Privilegien für sogenannte Yachtclubs, welche dritten Staaten angehören;

c) auf die Privilegien, welche in Oesterreich vertragsmässig den türkischen Unterthanen vor den eigenen zustehen.

11. Zu Artikel 17 des Vertrages.

1. Die im Artikel 17 enthaltenen Bestimmungen erstrecken sich auch auf den Fall, wo eine Umladung durch Verschiedenheit der Bahngeleise nöthig wird. Obgleich dieselben auf sonstige Umladungen von Eisenbahntransporten nicht ausgedehnt werden konnten, so wird doch anerkannt, dass, wo durch sehr grosse Entfernung der Auf- und Abladungsorte eine Umladung nöthig wird, die Ausdehnung jener Begünstigungen auf Fälle, wo eine gehörig beaufsichtigte Umladung stattfindet, nicht auszuschliessen sei.

2. Postsendungen, welche auf Eisenbahnen durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus oder nach dem Gebiete des anderen

1868 durchgeführt werden, sollen, wenn ihre Beförderung in gehörig verschliessbaren Behältnissen erfolgt, und die Zahl, der Inhalt und das Rohgewicht der Poststücke aus den der Zollbehörde zugänglichen Postpapieren ersichtlich sind, von der Declaration und Revision sowohl im Innern als an der Grenze, sowie von dem zollamtlichen Verschlusse der einzelnen Poststücke auch in dem Falle freibleiben, wenn sie zum Zwecke des Ueberganges von einer Eisenbahn auf eine andere umgeladen werden.

Die Angabe des Inhaltes der Poststücke darf hinsichtlich der mit der Ueberlandspost beförderten Gegenstände unterbleiben.

3. Man ist darüber einverstanden, dass durch die im dritten Alinea des Artikels 17 und die vorstehend unter 2. vereinbarte Befreiung der auf Eisenbahnen transitirenden Güter und Postsendungen von der zollamtlichen Revision, die Ausführung einer solchen Revision nicht ausgeschlossen sein soll, wenn Anzeigen oder begründete Vermuthungen einer beabsichtigten Zollübertretung vorliegen.

12. Zu Artikel 17 des Vertrages.

Man war darüber einverstanden, dass, wo auf einzelnen den Zollverein mit Oesterreich verbindenden Eisenbahnen weitere als die im Artikel 17 und vorstehend unter Nr. 11, Ziffer 1 und 2 verabredeten Erleichterungen im Sinne der Bestimmungen dieses Vertrages zulässig erscheinen, die Verständigung über die dazu erforderlichen Einrichtungen zwischen Oesterreich und dem betheiligten Zollvereinsstaate erfolgen könne, soweit jene Erleichterungen mit den im Zollvereine bestehenden Verabredungen vereinbar sind.

13. Zu Artikel 18 des Vertrages.

1. Die Verabredung im ersten Alinea des Artikels 18 über die Gleichstellung der beiderseitigen Angehörigen in Bezug auf den Antritt und den Betrieb von Handel und Gewerbe soll in denjenigen deutschen Staaten, deren Gesetzgebungen in diesen Beziehungen zwischen Inländern und Ausländern unterscheiden, erst vom 1. Jänner 1869 ab in Wirksamkeit treten.

2. Was den Mess- und Marktverkehr anlangt, so sind, nach dem ersten Alinea des Artikels, die Angehörigen des anderen vertragenden Theiles sowohl hinsichtlich des Rechtes zum Beziehen der Messen und Märkte, als auch hinsichtlich der von dem Mess- und Marktverkehre zu entrichtenden Abgaben den eigenen Angehörigen völlig gleichgestellt. Ueber die Form der Legitimation, welche von den Angehörigen des anderen Theiles, die dieser Begünstigung theilhaftig werden wollen, beizubringen ist, hat man sich nach Inhalt der Anlage *A* verständigt. Zur Ausstellung dieser Legitimation sollen die nachstehend unter 3. genannten Behörden befugt sein.

3. Diejenigen Gewerbetreibenden, welche in dem Gebiete des 1868
anderen vertragenden Theiles Waarenankäufe machen oder Waarenbestellungen suchen wollen, sollen hiezu abgabenfrei auf Grund von Gewerbelegitimationskarten zugelassen werden, welche von den Behörden des Heimatlandes ausgefertigt sind.

Die Ausfertigung dieser Karten soll nach dem unter *B* anliegenden Muster erfolgen.

Sie geschieht durch diejenigen Behörden, denen die Ertheilung von Passkarten nach den gegenwärtig bestehenden Uebereinkünften übertragen ist. Jedem vertragenden Staate bleibt vorbehalten, nach Befinden eine mässige Gebühr für die Ausfertigung zu erheben.

Zur Vermeidung von Verwechslungen und Verfälschungen sollen die für alle Zollvereinsstaaten und Oesterreich herzustellenden Karten nach Format und Farbe von den Passkarten sich unterscheiden, in jedem Jahre eine verschiedene Farbe tragen, in einem Format hergestellt werden, welches die bequeme Mitführung in der Tasche möglich macht, und in der Ueberschrift in gleicher Weise, wie die Passkarten, mit einem Stempel versehen werden, welcher das Wappen und den Namen des Staates, in welchem die Ausfertigung erfolgte, ersichtlich macht.

Jedem Gewerbetreibenden, welchem eine Gewerbelegitimationskarte ertheilt wird, soll von der betreffenden Behörde eine Zusammenstellung derjenigen Vorschriften ausgehändigt werden, welche von den betheiligten Gewerbetreibenden, ausser den in Bezug auf den Ankauf und Verkauf einzelner Waarenartikel etwa bestehenden Beschränkungen, in dem Gebiete des anderen vertragenden Theiles zu beachten sind.

Die betreffenden Gewerbetreibenden oder die in ihrem Dienste stehenden Reisenden dürfen keine Waaren zum Verkaufe mit sich führen, jedoch ist denjenigen von ihnen, welche Waarenankäufe machen, gestattet, die aufgekauften Waaren nach dem Bestimmungsorte mitzunehmen. Sie dürfen nur im Umherreisen Bestellungen suchen oder Ankäufe machen; der ständige Betrieb dieser Geschäfte an einem Orte ausserhalb ihres Wohnortes unterliegt lediglich den in dem ersteren geltenden Gesetzen.

14. Zu Artikel 20 und 21 des Vertrages.

Unter Consuln sind alle mit Consulargeschäften Beauftragten verstanden.

Jeder der vertragenden Theile, dessen Angehörigen der Consul des anderen Theiles nach Massgabe des Artikels 21 Schutz und Beistand gewährt hat, ist verpflichtet, die dadurch erwachsenen Auslagen und Kosten nach denselben Grundsätzen zu erstatten, wie dies von dem Staate, welcher den Consul bestellt hat, rücksichtlich seiner eigenen Angehörigen geschehen würde.

8 15. Zu Artikel 23 des Vertrages.

Ungeachtet der Bestimmung der im Artikel 23 des Vertrages sollen die aus Zollausschlüssen des einen vertragenden Theiles in das Zollgebiet des anderen eingehenden Waaren in dem letzteren keinen höheren Zöllen unterliegen, als wenn sie aus dem Zollgebiete des ersteren eingeführt würden.

16. Zu Artikel 25 des Vertrages.

Die Bevollmächtigten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll zugleich mit dem Vertrage den hohen vertragenden Theilen vorgelegt werden soll, und dass im Falle der Ratification des letzteren auch die in ersterem enthaltenen Erklärungen und Verabredungen ohne weitere förmliche Ratification derselben als genehmigt angesehen werden sollen.

Es wurde hierauf der Vertrag in zwei Exemplaren unterzeichnet und untersiegelt, und das gegenwärtige Protokoll gleichfalls in doppelter Ausfertigung vollzogen.

Geschehen wie oben.

Gez. *Wimpffen.*
Pretis.

von Bismarck.
Delbrück.
von Philipsborn.
Weber.
Eggensberger.
von Thümmel.

Formular A.

Dem N. N., welcher mit seinen Fabrikaten (Producten) die Messen und Jahrmärkte in (Oesterreich, Zollverein, Preussen u. s. w.) zu besuchen beabsichtiget, wird behufs seiner Legitimation bei den zuständigen Behörden hierdurch bezeugt, dass er zu N. wohnhaft sei, und die seinem Gewerbe entsprechenden gesetzlichen Steuern und Abgaben zu entrichten habe.

Gegenwärtiges Zeugniss ist giltig für den Zeitraum von . . . Monaten.

(Ort, Datum, Unterschrift und Stempel der ausstellenden Behörde.)

Personalbeschreibung und Unterschrift des Gewerbetreibenden.

Formular B. 1868

Gewerbe-Legitimationskarte,

giltig für das Jahr (Stempel mit dem Wappen und Namen des Landes.) 1800 acht und sechszig.

Dem N., welcher in N. N. wohnhaft ist, und für Rechnung
1. seiner eigenen Drogueriewaarenhandlung daselbst,
2. der Drogueriewaarenhandlung N. N. daselbst, bei welcher er als Handlungscommis im Dienste steht,
3. nachstehender Handlungs- (Fabrik-) Häuser, als:

im Zollverein und in Oesterreich Waarenbestellungen aufzusuchen und Waareneinkäufe zu machen beabsichtiget, wird hierdurch behufs seiner Gewerbelegitimation bescheiniget, dass für den Gewerbebetrieb de$\frac{s}{r}$ vorgedachten Geschäfts-$\frac{\text{hauses}}{\text{häuser}}$ im hiesigen Lande die gesetzlich bestehenden Steuern zu entrichten sind.

Derselbe darf von den Waaren, auf welche er Bestellungen suchen will, nur Proben, aufgekaufte Waaren aber nur behufs deren Beförderung nach dem Bestimmungsorte mit sich führen.

Auch ist ihm verboten, für Rechnung Anderer als de$\frac{s}{r}$ genannten Geschäfts$\frac{\text{hauses}}{\text{häuser}}$ Waarenbestellungen aufzusuchen oder Waarenankäufe zu machen.

Bei dem Aufsuchen von Bestellungen oder bei Waarenankäufen hat er die in jedem Staate giltigen Vorschriften zu beachten.

(Ort, Datum, Unterschrift und Stempel der ausstellenden Behörde.)

Personalbeschreibung und Unterschrift des Reisenden.

1868

467.

19 mars 1868.

Ordonnance du ministère I. R. des finances, concernant le traitement douanier du riz mondé importé du Tyrol par la Bavière.

(R. G. B. 1868, Nr. 20.)

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 19. März 1868, betreffend die Zollbehandlung von enthülstem Reis, welcher im Streckenzuge aus Tyrol über Bayern in andere Theile des allgemeinen österreichischen Zollgebietes eingeführt wird.

Da wahrgenommen wurde, dass enthülster Reis, welcher in Folge der Allerhöchsten Entschliessung vom 22. November 1866 und der Verordnung vom 25. November 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 146) bei der Einfuhr aus Italien nach Tyrol zollfrei behandelt wurde, im Streckenzuge aus Tyrol über Bayern in andere Theile des allgemeinen österreichischen Zollgebietes versendet, und dadurch die der Bevölkerung von Tyrol wegen besonderer Localverhältnisse ausnahmsweise zugestandene Zollfreiheit missbräuchlich auf andere Theile des Zollgebietes ausgedehnt wird; so finden die Ministerien der Finanzen und des Handels anzuordnen, dass enthülster Reis, welcher aus Tyrol im Streckenzuge über Bayern in andere Theile des allgemeinen österreichischen Zollgebietes gelangt, als Reis italienischer Provenienz mit 25 kr. per Zollcentner sporco zu verzollen ist.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage in Wirksamkeit, an welchem sie den Zollämtern bekannt wird.

Brestel m. p. *Plener* m. p.

468. 1868

31 mars 1868.

Déclaration échangée entre l'Autriche-Hongrie et la Bavière *) à l'égard de la continuation de la durée de la convention de cartel du 10 février 1831 et du supplément y relatif du 2 juillet 1863 ainsi qu'à l'égard de la renonciation aux primes accordées en vertu de l'article 9 de cette convention pour arrestation de déserteurs.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Der Unterzeichnete hatte nicht gesäumt, die schätzbarste Gesandtschaftsnote vom 23. Jänner l. J., die Bundescartellconvention vom 10. Februar 1831 im Allgemeinen und den Artikel 9 derselben insbesondere betreffend, Seiner Majestät dem Könige ihrem vollen Inhalte nach zur Allerhöchsten Kenntniss zu bringen.

In Folge dessen sieht er sich nun heute in den Stand gesetzt, Seiner des kaiserlich-königlich österreichischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Ministers Herrn Grafen von Trauttmansdorff Hochgeboren hiermit auf die gedachte Note ergebenst zu erwiedern, dass die königlich bayerische Regierung andurch dem k. k. österreichischen Gouvernement gegenüber nicht nur die fortdauernde Geltung der Cartellconvention vom 10. Februar 1831 und der durch Bundesbeschluss vom 2. Juli 1863 herbeigeführten Abänderung derselben ausdrücklich anerkannt, sondern auch überdies ihr Einverständniss damit erklärt haben wolle, dass von den beiderseitigen Regierungen von nun ab auf die Vergütung der im Artikel 9 der mehrerwähnten Bundescartellconvention vom 10. Februar 1831 stipulirten sogenannten Fangprämie verzichtet werde.

Der Unterzeichnete benützt zugleich mit Vergnügen diesen Anlass zur erneuerten Versicherung seiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

München, am 31. März 1868.

Fürst *Hohenlohe* m. p.

---

*) Déclarations analogues: de Wurtemberg du 8 juillet 1869, Hesse-Darmstadt du 21 février 1868, Saxe-Royale du 17 mars 1868, Bade du 17 juillet 1868, Saxe-Weimar du 15 août 1868, Saxe-Altenbourg du 10 août 1868, Saxe-Cobourg-Gotha du 26 août 1868.

1868

469.

10 avril 1868.

Ordonnance du ministère I. R. de l'Intérieur concernant les principes de remboursement des frais de traitement des étrangers dans les hospices autrichiens.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Mit Rücksicht auf das Ergebniss der mit dem h. o. Erlasse vom 6. Juli v. J., Z. 3399/M. I., eingeleiteten Umfrage hat sich das k. k. Ministerium des Aeussern laut Zuschrift vom 4. d. M., Z. 3681 J., veranlasst gesehen, den k. k. Gesandten in Florenz anzuweisen, der k. italienischen Regierung vorzuschlagen, dass das seit 1. Jänner 1861 zwischen Oesterreich und Italien bestehende Uebereinkommen wegen unentgeltlicher Behandlung mittelloser Unterthanen des einen Staates in den Spitälern des anderen Staates gänzlich aufgelassen und dafür eine neue Vereinbarung abgeschlossen werde, welcher das Princip der gegenseitigen Verpflegskosten-Ersatzpflicht nach einem billigen Tarife zu Grunde zu legen wäre.

Aus Anlass dieser Eröffnung hat das gedachte k. k. Ministerium noch Folgendes zu bemerken gefunden:

Bis zum eventuellen Zustandekommen einer solchen Vereinbarung wird also fortan das seit dem 1. Jänner 1861 zwischen Oesterreich und Italien geltende Princip wegen unentgeltlicher Behandlung mittelloser Unterthanen des einen Staates in den Spitälern des anderen Staates stillschweigend auch als auf die neuerworbenen Gebietstheile des Königreiches Italien ausgedehnt betrachtet werden müssen, und uns diesfalls nur der Regress an etwa vorhandene alimentationspflichtige und zahlungsfähige Verwandte der Verpflegten offen bleiben.

Was speciell unser Verhältniss zu Venetien betrifft, wird für die Vergangenheit, d. h. für die Zeit bis zu der durch den Wiener Friedensvertrag vom 3. October 1866 bewerkstelligten Cession des Venetianischen an Italien, immer die früher normirt gewesene Verpflegskostenvergütung durch die Länderfonds zu gelten haben.

Bezüglich der anderen Staaten hat bis jetzt Folgendes fortbestanden:

Gegen alle deutschen Staaten sind wir durch die Eisenacherconvention vom 11. Juli 1853, gegen die Schweizer Cantone Bern, Graubündten, Genf, Neuchâtel, Schwyz, Tessin, Waadt und Zug durch seit dem Jahre 1857 ausgetauschte Erklärungen zur unentgeltlichen Verpflegung Mittelloser verpflichtet, und es steht uns nur der Regress gegen die Verpflegten oder deren alimentationspflichtige Verwandte zu.

Von den Schweizer Cantonen Aargau, Appenzell der äusseren Rhoden, Freiburg, Glarus, Gallen, Luzern, Schaffhausen, Solothurn,

Thurgau, Unterwalden ob dem Walde, Wallis und Zürich können wir 1868
in Folge seit 1857 abgegebener Erklärungen Verpflegskostenersätze für deren Angehörige ansprechen.

Gegen Grossbritannien und Frankreich konnten wir bis jetzt mit Aussicht auf Erfolg nur Ansprüche für die Verpflegung von Irren, nicht aber für andere Kranke geltend machen.

Gegen Belgien und Dänemark vermochten wir Verpflegskostenansprüche nur sehr zweifelhaft, gegen Nordamerika, Polen, den Kirchenstaat, Griechenland, die Türkei, Moldau, Wallachei und Serbien aber solche gar nicht durchzusetzen.

Gegen Russland, Schweden und die Schweizer Cantone Appenzell der inneren Rhoden, Basel Landschaft, Basel Stadt, Unterwalden n. d. W. und Uri stehen uns erprobtermassen Ersatzbegehren frei.

Hinsichtlich Spaniens, Portugals, Hollands (1290/110X, 1872) und Brasiliens (siehe 1872) mangeln die Präcedenzfälle.

Nach dem nunmehr erzielten Einverständnisse des Ministeriums des Innern, des k. ungarischen Ministeriums des Innern und der k. kroatischen Hofkanzlei über die vom k. k. Ministerium des Aeussern ausgegangenen Vorschläge zur Abminderung der so unfruchtbaren Verpflegskosteneintreibungs-Geschäfte werden für die künftige Behandlung der Verpflegskostenersätze nachstehende Grundsätze Anwendung zu finden haben:

1. Gegen Nordamerika, Polen, den Kirchenstaat, Griechenland, die Türkei, Moldau, Wallachei und Serbien sowie Grossbritannien (v. 18373/3280 IV, 1868), welche principiell keine Verpflegskostenansprüche an uns stellen, sind solche in Hinkunft auch unserseits gänzlich — also auch ohne Regress an den Verpflegten oder an dessen etwa vorhandenen alimentationspflichtigen Angehörigen — fallen zu lassen, insolange von dort aus keine bezüglichen Ersätze begehrt werden.

Persien, welches das k. ungarische Ministerium des Innern ebenfalls in die fragliche Verhandlung einbezogen zu sehen wünscht, vermöchte nur obigen Staaten angereiht zu werden, da dort wohl auch die gleiche, keinerlei Vergütung in Anspruch nehmende Gastfreundschaft gegen hilfsbedürftige Fremde in Uebung sein dürfte, wie es in den anderen Ländern des Orients der Fall ist.

2. Gegen alle deutschen Staaten, alle Schweizer Cantone, Frankreich, Belgien, Dänemark, Russland (mit Ausnahme Polens), Schweden, Spanien, Portugal, Holland und Brasilien ist in Zukunft von allen Verpflegskostenreclamationen für gewöhnliche (d. i. nicht geisteskranke) Kranke abzusehen, mit Ausnahme jener Fälle, wo die Verpflegten oder deren alimentationspflichtige Verwandte in der Lage sind, die Kosten zu ersetzen.

Wenn aber nach dem Stande, den Verhältnissen oder den speciellen Angaben der verpflegten Individuen, die Wahrschein-

1868 lichkeit vorhanden ist, dass von den einzuleitenden Schritten zur Verpflegskosteneintreibung ein Erfolg nicht zu erwarten ist, wären diesfällige Anregungen schon von vornehin fallen zu lassen.

Bezüglich der Geisteskranken muss sich jedoch, weil die denselben gewährte Pflege meistens eine, oft auch durch polizeiliche Rücksichten gebotene, länger andauerndere und kostspieligere, als jene der bloss physisch Kranken ist, gegenüber allen sub 2 aufgezählten Ländern, mit Ausnahme Dänemarks und Deutschlands, ein Ersatzanspruch vorbehalten werden.

3. Geringe Beträge sind nicht zu reclamiren, sondern gleich abzuschreiben, die Reclamationen nicht einzeln, sondern zusammengefasst nach periodischen Zeitabschnitten, etwa nach einem Vierteljahre, einzubringen, und endlich die Verpflegskosteneintreibungs-Correspondenzen, falls nicht besondere Verordnungen oder Staatsverträge entgegenstehen, ohne Vermittlung der Ministerien, entweder unmittelbar zwischen den betheiligten hierländischen und ausländischen Administrativbehörden zu führen, oder es haben sich, wo dies nicht thunlich ist, die Ersteren unmittelbar an die betreffende k. k. Gesandtschaft zu wenden.

Im Falle der unmittelbaren Correspondenz mit den ausländischen Behörden müssen aber allfällig vorkommenden nicht deutschen Schriftstücken stets deutsche Uebersetzungen angefügt werden.

Von einer vorläufigen Bekanntgebung dieser von uns neuestens angenommenen Grundsätze an die fremden Regierungen ist zwar einstweilen, bis sich ein praktischer Fall ihrer Anwendung ergibt, abgesehen worden.

Da es aber höchst wünschenswerth erscheint, den betheiligten Behörden schon jetzt eine Belehrung über den Vorgang bezüglich der Verpflegskosteneintreibung gegen die einzelnen fremden Staaten zukommen zu lassen, so beehre ich mich, Hochdieselben zu ersuchen, die vorstehenden Bestimmungen den unterstehenden Behörden zur Wissenschaft und Darnachachtung in geeigneter Weise bekanntgeben zu wollen.

Genehmigen Hochdieselben die Versicherung meiner vollkommsten Hochachtung.

Wien, am 10. April 1868.

Dr. C. *Giskra* m. p.

470.

1868

16 avril 1868.

Nouvelles dispositions relatives au pilotage sur le Bas-Danube.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, N. CCVIII. Annexe.)

La Commission Européenne du Danube,

Vu l'article 112 du règlement de navigation et de police applicable au Bas-Danube, en date du 2 novembre 1865;

Considérant que par suite des travaux effectués à l'embouchure et dans le bras de Soulina, les bâtiments qui remontent le fleuve sont, en général, d'une portée plus considérable que par le passé, et exigent, en conséquence, plus de soins et de connaissances de la part des pilotes chargés de les diriger;

Considérant que dans la fixation de la taxe de pilotage pour la navigation en aval, le tarif actuellement en vigueur n'établit aucune distinction entre les grands et les petits bâtiments, et qu'ainsi les pilotes fluviaux ne sont plus rétribués en proportion des services rendus;

Considérant, d'un autre côté, que la faculté d'obtenir le brevet de pilote fluvial, implicitement accordée, par le règlement de navigation et de police du 2 novembre 1865, aux pilotes qui ne pratiquent pas exclusivement leur métier sur le Bas-Danube, présente plus d'inconvénients à mesure que l'emploi de bâtiments de dimensions considérables augmente les difficultés du pilotage dans les passes étroites du bras de Soulina;

Et afin de déterminer l'étendue de la responsabilité qui incombe aux pilotes fluviaux, pour la conduite de bâtiments;

Arrête les dispositions dont la teneur suit:

Article 1.

Le deuxième alinéa de l'article 69 du règlement de navigation et de police annexé à l'acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube, en date du 2 novembre 1865, est abrogé et remplacé par la disposition suivante:

„Le brevet de pilote est délivré par le Capitaine du port et doit être visé par lui chaque année; il cesse d'être valable à défaut du visa annuel."

Article 2.

Les articles 75 et 78 du dit règlement sont également abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

Art. 75. — Indépendamment du corps des pilotes chargés de conduire les bâtiments dans la passe de l'embouchure de Soulina, et

1868 dirigés par le Capitaine de port, il y a un service spécial de pilotes également brevetés, pour les bâtiments marchands qui naviguent dans le fleuve entre Soulina et Braïla.

„Le corps des pilotes fluviaux est placé sous l'autorité de l'Inspecteur général de la navigation, par lequel le brevet de pilote est délivré.

„Ce brevet doit être visé chaque année par l'Inspecteur général et cesse d'être valable à défaut de l'accomplissement de cette formalité.

„Le service du pilotage est dirigé par un chef-pilote qui est tenu d'avoir trois bureaux, à Galatz, à Braïla et à Toultcha, et par un sous-chef résidant à Soulina.

„Les pilotes brevetés du service fluvial ont seuls la faculté de piloter les bâtiments durant leur navigation entre Soulina et Braïla, tant à la remonte qu'à la descente, mais il leur est interdit, sauf à ceux des paquebots à vapeur effectuant des voyages périodiques, de les piloter dans la passe de l'embouchure de Soulina ni dans aucune partie de leur traversée maritime.

„Art. 78. — Les capitaines règlent, d'un commun accord, avec les pilotes fluviaux, le salaire dû à ces derniers pour le pilotage à la remonte. Toutefois, en cas des contestation, à cet égard, les Autorités des ports n'admettent, de la part des pilotes, aucune demande tendant à obtenir, outre le traitement à bord, un salaire de plus de six francs par jour de voyage, pour la conduite d'un bâtiment à voiles. Ce salaire peut s'élever au maximum de cent francs par jour, pour les pilotes des bâtiments à vapeur.

„Quant au pilotage obligatoire du voyage à la descente, la taxe en est fixée, ainsi qu'il suit, pour les bâtiments à voiles:

„Pour le trajet de Galatz, ou d'un port situé en amont de ce point, à Soulina, cinquante centimes par tonneau de jauge;

„Pour le trajet de Reni ou d'Ismaïl à Soulina, quarante centimes par tonneau;

„Et pour le trajet de Toultcha à Soulina, trente centimes par tonneau.

„Les bâtiments à vapeur ne payent que la moitié de cette taxe, et ceux qui effectuent leurs voyages entre les ports du Danube et les ports de la mer Noire ou du Bosphore peuvent en être affranchis, pourvu que le pilote du bord soit muni d'un brevet de pilote fluvial.

„Le chef-pilote du service fluvial prélève deux centimes par tonneau sur le montant de la taxe acquittée par chaque bâtiment à voiles, et un centime par tonneau sur la taxe acquittée par les bateaux à vapeur; le surplus de la taxe est acquis au pilote.

„Cette taxe est acquitté entre les mains de l'Agent comptable de la Caisse de navigation de Soulina, qui seul peut en donner quittance valable; il est loisible, toutefois, au capitaine du bâtiment piloté

de verser directement la moitié de la taxe à son pilote, à titre d'a- 1868
vance.

„Le calcul du tonnage pour la liquidation de la taxe du pilotage fluvial s'opère suivant les règles fixées par le tarif de droits de navigation du 2 novembre 1865."

Article 3.

Le deuxième alinéa de l'article 80 du susdit règlement du 2 novembre 1865 est abrogé et remplacé par la disposition suivante:

„Il leur est interdit de s'intéresser, soit directement soit indirectement, dans aucune opération ou entreprise d'allège ayant pour objet de remettre à flot un bâtiment échoué, sauf le cas où l'opération a été entreprise à forfait pour toute la durée du voyage.

Article 4.

Il est inséré, en tête de l'article 81 du même règlement, une disposition additionnelle ainsi conçue:

„Le capitaine qui a pris à son bord un pilote fluvial brèveté n'en demeure pas moins, même dans le cas où le pilotage est obligatoire, responsable de l'observation des règlements de navigation et de police en vigueur sur la Bas-Danube, et notamment des articles 25 et 37 du présent règlement.

„La responsabilité du pilote est limitée à l'indication des passes navigables et des particularités de la navigation fluviale. En conséquence, le capitaine qui abandonne à son pilote la direction de son bâtiment le fait sous sa propre responsabilité."

Article 5.

Il est inséré, entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 101 du susdit règlement de navigation et de police, un nouvel alinéa ainsi conçu:

„Tout pilote du service fluvial qui contrevient aux dispositions du dernier alinéa de l'article 75 ci-dessus, en pilotant un bâtiment dans la passe de l'embouchure de Soulina ou en mer, est puni d'une amende de cent francs au moins ou de cent cinquante francs au plus. La même peine est applicable au capitaine qui fait piloter son bâtiment dans le Danube, entre Soulina et Braïla, par un pilote étranger au corps du pilotage fluvial."

Article 6.

L'article 12 du tarif de droits de navigation, du 2 novembre 1865, est abrogé en tant qu'il est contraire aux dispositions du nouvel article 78 ci-dessus.

1868

Article 7.

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1er juin 1868.
Fait à Galatz, le 16 avril 1868.

Signé: A. *de Kremer.* — A. *d'Avril.* — J. *Stokes.* — Comte *Keyserling.* — *Offenberg.*

471.

16 avril 1868.

Nouvelles dispositions sur le service des alléges.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CCVIII. Annexe.)

La Commission Européenne du Danube,

Considérant que les dispositions du titre V du règlement de navigation et de police en date du 2 novembre 1865, qui régissent actuellement le service des alléges, ont été conçues spécialement en vue des opérations qui s'effectuent à l'embouchure du fleuve;

Qu'aujourd'hui, au contraire, les allèges sont employées surtout pour le passage des bas-fonds du bras de Soulina ou pour le transport des cargaisons destinées aux bâtiments de mer qui ne remontent pas le fleuve;

Considérant, d'un autre côté, que le nombre des alléges immatriculées et soumises à la surveillance disciplinaire de l'Inspecteur général de la navigation, a diminué dans une proportion considérable; qu'en conséquence, les bâtiments de mer d'un faible tonnage sont employés, en plus grand nombre que par le passé, à servir temporairement d'allèges;

Que ces bâtiments n'étaient assujettis, ni à l'obligation de se faire visiter et jauger chaque année, ni à celle de fournir caution, offrent moins de garanties au commerce que les alléges immatriculées; que des abus plus fréquents, commis au préjudice des cargaisons allégées, ont été signalés à la Commission;

Qu'il apparaît, ainsi, que les dispositions en vigueur sur le service des alléges ne répondent plus aux conditions de la navigation Danubienne, telles qu'elles ont été modifiées par l'effet des travaux exécutés à l'embouchure de Soulina;

Vu l'article 112 du règlement de navigation et de police du 2 novembre 1865 sus-enoncé;

Arrête les dispositions dont la teneur suit:

Article 1.

Les articles 82 à 93, inclusivement, du règlement de navigation et de police annexé à l'acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube, en date du 2 novembre 1865, formant les

Chapitres I, II et III du Titre V du susdit règlement, sont abrogés et remplacés par les articles suivants: 1868

„Titre V.

Du service des allèges.

Chapitre I. — Règles générales.

Art. 82. — Les opérations d'allège se divisent en deux classes:

1° Les opérations locales faites par un bâtiment de mer qui pour franchir la barre de Soulina, soit à l'entrée, soit à la sortie du fleuve, ou un bas-fond de l'intérieur, décharge tout ou partie de sa cargaison sur un plus petit bâtiment, pour la reprendre après avoir franchi l'obstacle;

2° Et les opérations de cabotage faites par des bâtiments à voiles ou par des transports à vapeur et chalands de remorque, qui prennent une cargaison dans un port du Bas-Danube et la consignent à un bâtiment de mer mouillé dans le port ou sur la rade de Soulina.

Art. 83. — Nul ne peut entreprendre des opérations d'allége, avant d'avoir fait immatriculer à l'Inspection générale de la navigation, à Toultcha, les bâtiments destinés à servir d'alléges, et s'être muni, pour chaque bâtiment, d'une licence délivrée par l'Inspecteur général, et qui doit toujours se trouver à bord.

Avant de délivrer la licence, l'Inspecteur général fait visiter les bâtiments destinés à servir d'alléges par une Commission qui juge s'ils sont en bon état et qui constate, en même temps, leur capacité en tonneaux de registre et leur portée en quarters impériaux.

Les alléges immatriculées sont tenues de se soumettre, chaque année, à une nouvelle visite, dont l'époque est fixée par l'Inspecteur général; si le résultat de l'examen est jugé satisfaisant, l'Inspecteur général en fait mention sur la licence de l'allége; dans le cas contraire, la licence est retirée jusqu'à ce que les réparations nécessaires aient été effectuées.

Art. 84. — Les bâtiments munis de papiers de bord en règle peuvent être employés temporairement pour alléger d'autre navires, à charge par les capitaines de faire, pour chaque opération, une déclaration spéciale à l'Inspecteur général de la navigation, s'il s'agit d'alléger un bâtiment pour le passage des pas-fonds du bras de Soulina, ou au Capitaine du port de Soulina, s'il s'agit d'alléger au passage de l'embouchure. Cette déclaration est accompagnée du dépôt de tous les papiers du bâtiment destiné à servir d'allège, sauf le rôle d'équipage.

Si le bâtiment employé comme allége est entré dans le fleuve avec plus du tiers de sa charge, la taxe due pour l'entrée devient exigible immédiatement après la première opération d'allége.

1868 Aucun bâtiment non immatriculé comme allége ne pourra, toutefois, être employé en cette qualité, durant plus de quatre mois consécutifs, à partir de sa première opération, à moins de remplir les formalités prescrites par l'article 83.

Article 85. — Tout patron d'allége immatriculée est soumis à un cautionnement de six cents francs, qui est versé à la caisse de navigation de Soulina. Ce cautionnement peut être remplacé par la garantie solidaire d'une personne notoirement solvable domiciliée dans l'un des ports du Bas-Danube.

La licence ne peut être délivrée par l'Inspecteur général avant le dépôt du cautionnement ou l'acceptation de la caution.

Le cautionnement ne peut être rendu, ni la caution déchargée, aussi longtemps que le bâtiment continue à fonctionner comme allége. Cette garantie peut être affectée au payement des condamnations pécuniaires prononcées contre le patron d'allége, et dans ce cas, la licence est retirée au bâtiment jusqu'à ce que le cautionnement ait été rétabli dans son intégrité.

Article 86. — Les alléges immatriculées, de même que les bâtiments employés temporairement comme alléges, sont tenues d'avoir leur rôle d'épuipage en ordre et de le présenter, à toute réquisition, à l'Inspecteur général de la navigation, au Capitaine du port de Soulina et aux Agents placés sous les ordres de ces derniers.

Les alléges immatriculées sont tenues, en outre, de porter leur numéro matricule, et les bâtiments employés temporairement comme alléges, le numéro de la dernière estampille apposée sur leur rôle d'épuipage en exécution de l'article 17 du présent règlement. Ces numéros doivent être peints en blanc, de chaque côté de l'avant, en chiffres arabes d'un pied de hauteur.

Chapitre II. — Les opérations d'allége locales.

Article 87. — La surveillance des opérations d'allége locales qui s'effectuent dans le fleuve est exercée par l'Inspecteur général de la navigation ou par ses agents, et celle des opérations qui s'effectuent à l'embouchure, par le Capitaine du port de Soulina.

Article 88. — Lorsqu'un bâtiment de mer décharge tout ou partie de sa cargaison à bord des alléges, le capitaine est tenu de placer à bord de chacune d'elles un gardien de son choix.

Pour les opérations d'allége locale accomplies dans le cours intérieur du fleuve les alléges doivent, à moins d'être remorquées, naviguer de conserve avec les bâtiments alléges, et ne peuvent s'éloigner d'eux, sauf le cas de force majeure, avant de leur avoir rendu la totalité des marchandises allégées.

De leur côté, les capitaines des bâtiments allégés sont tenus, avant de prendre la mer, de payer aux patrons de leurs alléges le nolis convenu.

Article 89. — Pour les opérations faites, à l'embouchure du fleuve, par les bâtiments qui prennent la mer, les alléges sortent du port en même temps que les bâtiments allégés; mais si un bâtiment se sert de plusieurs alléges, le Capitaine du port règle leur départ de telle sorte qu'elles naient pas à séjourner trop longtemps en rade avant de pouvoir effectuer le rechargement. 1868

Dans aucun cas, qu'il s'agisse d'alléger un bâtiment sortant du port, ou un bâtiment venant de la mer ou restant mouillé en rade, les alléges ne peuvent sortir de Soulina sans un laissez-passer du Capitaine de port; ce laissez-passer est présenté à l'embarcation de garde stationnée à l'embouchure, conformément à l'article 16 du présent règlement.

Article 90. — Les alléges immatriculées et les bâtiments ayant servi d'alléges, qui remontent le fleuve ou rentrent dans le port de Soulina après avoir allégé un bâtiment de mer, peuvent être visités par les agents de l'Inspection générale de la navigation ou du Capitanat de port de Soulina.

Les patrons d'allége sont tenus, en conséquence, d'ouvrir la cale et les cabines de leur bâtiment, à toute réquisition qui leur en est faite par les dits agents.

Chapitre III. — Des opérations d'allége au cabotage.

Article 91. — Les opérations d'allége par cabotage peuvent être faites par tous transports à vapeur, chalands de remorque, bâtiments à voiles ou allèges, munis de papiers réguliers, à charge par les capitaines ou conducteurs de se faire délivrer, pour chaque voyage, par les Autorités Consulaires ou locales compétentes des ports dans lesquels ils prennent leur cargaison, un certificat faisant connaître l'objet de l'opération et la quantité de marchandises embarquée.

Ce certificat doit être produit en cours de voyage, à toute réquisition de l'Inspecteur général et de ses agents.

Article 92. — Aussitôt que le bâtiment faisant une opération de cabotage arrive dans le port de Soulina, le conducteur est tenu de se rendre au bureau du Capitaine de port et d'y présenter le certificat prescrit par l'article précédent.

Si le bâtiment décharge la totalité de sa cargaison dans le port de Soulina, il mouille à côté du bâtiment de mer qui doit recevoir la marchandise et ne peut s'en éloigner qu'après avoir entièrement terminé le déchargement.

Si la cargaison doit être déchargée, en totalité ou en partie, sur la rade de Soulina, le conducteur du bâtiment remet le certificat prescrit par l'article 91 au Capitaine de port, qui lui délivre le laissez-passer nécessaire pour sortir du port.

1868 Article 93. — Les articles 86, 89 et 90 qui précèdent sont également applicables aux bâtiments qui font le service d'allége au cabotage.

Toutefois, les transports à vapeur et chalands de remorque ne sont pas assujettis à l'obligation de se laisser visiter, conformément à l'article 90, à moins que l'une des parties ne le demande, ou en cas de soupçon de fraude."

Article 2.

Le délai de douze jours fixé par l'article 95 du dit règlement de navigation et de police, du 2 novembre 1865, est réduit à six jours.

Article 3.

L'article 97 du même règlement de navigation et de police est abrogé pour être remplacé par la disposition dont la teneur suit:

„S'il est prouvé qu'un détournement a été commis sur la cargaison mise à bord d'une allège immatriculée, la licence du bâtiment est retirée pour trois mois au moins. sans préjudice à l'application de l'amende édictée par l'article 102, alinéa trois, du présent règlement, contre le capitaine ou patron du bâtiment, ni aux poursuites criminelles appartenant aux Autorités compétentes".

Article 4.

L'article 102 du susdit règlement est abrogé et remplacé par la disposition suivante:

„Sont punis d'une amende de cent francs au moins et de deux cents francs au plus, les contraventions aux dispositions du premier alinéa de l'article 83, et à celles des articles 84, 90 et 91 ci-dessus.

„Toute contravention aux dispositions du troisième alinéa de l'article 83, à celles de l'article 86 et du premier alinéa de l'article 88, et à celles de l'article 89 et du premier alinéa de l'article 92, est punie d'une amende de soixante francs au moins et de cent vingt francs au plus.

„Toute contravention aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 88 et du deuxième alinéa de l'article 92 est punie d'une amende de quatre cents francs au moins et de douze cents francs au plus, et la même peine est applicable au capitaine ou patron de tout bâtiment ayant servi d'allége, ou de toute allége immatriculée, qui sans y être contraint par force majeure, s'éloigne, sur la rade de Soulina, du bâtiment allégé, avant de lui avoir rendu la totalité de sa cargaison.

„Le bâtiment ou allége, à bord duquel la contravention est commise, demeure affecté par privilége au payement de l'amende encourue, pour le recouvrement de laquelle il peut être sequestré

par l'Inspecteur général de la navigation ou par le Capitaine du port 1868
de Soulina, suivant les cas."

Article 5.

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1er juin 1868.

Fait à Galatz, le 16 avril 1868.

Signé: A. *de Kremer.* — A. *d'Avril.* — J. *Stokes.*
Comte *Keyserling.* — *Offenberg.*

472.

5/17 avril 1868.

Communication du ministère des affaires étrangères de Russie au ministre I. et R. à St. Pétersbourg à l'égard des réquisitions prescrites par le nouveau code de procédure en matière civile.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Kaiserliches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten. Departement der inländischen Geschäfte Nr. 2467.

Herr Gesandter!

Mittelst einer Note vom 10./22. März l. J. sub Nr. 381 hat sich die k. k. Gesandtschaft an das kaiserliche Ministerium bezüglich der Formen gewendet, in welchen Requisitionen in bürgerlichen Angelegenheiten an die russischen Gerichte gestellt werden sollen. Ich habe die Ehre, Sie bei diesem Anlasse in Kenntniss zu setzen, Herr Gesandter, dass jede Requisition eines auswärtigen Gerichtes im Namen dieses Gerichtes in der Form eines richterlichen Erkenntnisses oder Amtsschreibens abgefasst sein, und eine vollständige und genaue Darstellung alles dessen enthalten soll, was auf das Verlangen des Gerichtes Bezug hat. Wenn es sich demnach darum handelt, in gerichtlichem Wege Vernehmungen oder insbesondere Zeugenaussagen unter eidlicher Bekräftigung aufzunehmen, ist es unbedingt nothwendig, die betreffende Angelegenheit zu bezeichnen und anzugeben, ob die Aussagen in der Eigenschaft als Kläger, als Geklagter oder als Zeuge gemacht werden sollen; die Individuen sollen genau bezeichnet werden, damit kein Zweifel über deren Identität mit den vorgeladenen Personen bestehen könne.

1868 Die Requisition des auswärtigen Gerichtes soll überdies mit einem Certificate des Inhalts versehen sein, dass diese Requisition in Vollzug gesetzt werden solle. Zufolge des allgemeinen Reglements für unsere gerichtlichen Behörden sollen die Requisitionen auswärtiger Gerichte von einer russischen Uebersetzung begleitet sein, da an die Gerichte des Reiches kein in fremder Sprache abgefasstes Ersuchen gerichtet werden kann.

Was die gerichtlichen Actenstücke betrifft, welche eingesendet werden, um an in Russland sich aufhaltende Individuen zugestellt zu werden. so können solche Actenstücke, wie solches bisher geschehen ist, dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten übermittelt werden, welches dieselben seinerseits durch Vermittlung der competenten Polizeiadministration an ihre Bestimmung leiten wird.

Es ist zu bemerken, dass die Adressen der von den Gerichten vorzuladenden Personen genau anzugeben sind, indem jede Ungenauigkeit Verzögerungen und sogar die Unmöglichkeit, dem Ersuchen zu entsprechen, herbeiführen kann.

Die Kosten des Verfahrens treffen das mit der Verhandlung der Sache betraute auswärtige Gericht.

Die Gouvernements, in welchen die neue Gerichtsorganisation eingeführt ist, sind:

1.	Gouvernement:	Petersburg,	11.	Gouvernement:	Kharkow,
2.	„	Novgorod,	12.	„	Koursk,
3.	„	Moskau,	13.	„	Orel,
4.	„	Pskow,	14.	„	Woronesch,
5.	„	Riazan,	15.	„	Tiflis,
6.	„	Wladimir,	16.	„	Koutais,
7.	„	Katouga,	17.	„	Bakou,
8.	„	Toula,	18.	„	Elisabethpol,
9.	„	Twer,	19.	„	Stawropol,
10.	„	Jaroslaw,	20.	„	Erivan,

In den vorgenannten Gouvernements muss jede Forderung auf eine Geldsumme vor dem competenten Gerichte durch den Kläger persönlich oder durch einen Bevollmächtigten vorgebracht werden.

Empfangen etc.

gez.: *Westmann.*

473.

1868

21 avril 1868.

Dispositions de police à observer dans l'intérêt des travaux d'amélioration du Bas-Danube.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube. Prot. No. CCX.)

La Commission Européenne du Danube,

Considérant que de fréquentes avaries sont causées à ses travaux et à son matériel par les bâtiments naviguant entre Isaktcha et Soulina, notamment par les bateaux à vapeur, dont la circulation devient de plus en plus active;

Vu l'article 112 du règlement de navigation et de police annexé à l'Acte public, signé à Galatz le 2 novembre 1865,

Arrête les dispositions dont la teneur suit:

Article 1.

Les règles de précaution prescrites par l'article 25 du Règlement de navigation et de police, en date du 2 novembre 1865, aux capitaines ou patrons des bâtiments, trains de bois ou radeaux, naviguant ou stationnant sur le Bas-Danube, en aval d'Isaktcha, s'appliquent spécialement au matériel flottant employé aux travaux d'amélioration du fleuve et de ses embouchures, ainsi qu'aux ouvrages de toute nature, tels que digues, jetées, éperons, quais, construits ou à construire par la Commission Européenne, et aux bouées et autres signaux placés par elle sur le fleuve ou sur les rives.

Article 2.

Les capitaines ou patrons des bâtiments, trains de bois ou radeaux, sont également tenus de prendre les précautions nécessaires pour entraver le moins possible les travaux en cours d'exécution, notamment les travaux de dragage et la construction des ouvrages entrepris ou à entreprendre dans le bras de Soulina et à son embouchure.

À cet effet, les capitaines de tous bâtiments à vapeur sont tenus de ralentir leur marche, autant qu'ils peuvent le faire sans danger pour leur propre bâtiment ou pour les bâtiments remorqués par eux, lorsqu'ils traversent une section fluviale sur laquelle des travaux de dragage ou autres sont en cours d'exécution, et ce aussi longtemps qu'ils se trouvent entre les signaux placés sur les rives, en amont et en aval du lieu des travaux.

Article 3.

Lorsque les dragues à vapeur sont employées dans le bras de Soulina ou au Tchatal de St. Georges, pendant la nuit, le passage

1868 des sections où s'effectuent les travaux de dragage et le transport des déblais, est interdit, sauf l'exception ci-après, à tous bâtiments à voiles ou à vapeur, radeaux ou trains de bois, à partir de sept heures du soir jusqu'à cinq heures du matin.

Cette défense ne s'étend pas aux paquebots effectuant des voyages périodiques et affectés au service postal, sauf toutefois les cas de nécessité spéciale, dans lesquels le passage de nuit peut être interdit d'une manière absolue, par un simple avis que la Commission fait publier à cet effet.

Article 4.

Toute contravention aux dispositions des articles précédents est punie d'une amende de cinquante francs au moins ou de cinq cents francs au plus.

Article 5.

Lorsqu'une contravention commise contre les dispositions qui précèdent, ou l'une de contraventions prévues et punies par l'article 99 du règlement de navigation et de police du 2 novembre 1865 ci-dessus énoncé, est accompagnée ou suivie d'un dommage ou d'une avarie quelconque occasionnée par le bâtiment, train de bois ou radeau contrevenant, aux ouvrages de la Commission Européenne du Danube, à son matériel flottant ou à quelqu'autre de ses propriétés, l'amende encourue par le contrevenant est de deux cent cinquante francs au moins et de deux mille cinq cents francs au plus.

Article 6.

L'application des pénalités édictées par les articles 4 et 5 qui précèdent est prononcée par le Capitaine du port de Soulina ou par l'Inspecteur général de la navigation.

Elle est réglée, en général, et notamment pour ce qui concerne l'appel, par les dispositions du chapitre II du titre VI du Règlement de navigation et de police du 2 novembre 1865.

Article 7.

Les présentes dispositions seront immédiatement publiées pour entrer en vigueur le 15 mai prochain.

Fait à Galatz, le 21 avril 1868.

Signé : A. *de Kremer*. — A. *d'Avril*. — J. *Stokes*.
Comte *Keyserling*. — *Suleymann*.

474.

1868

24 avril 1868.

Accession des possessions ottomanes en Asie à la convention internationale télégraphique de Paris.

(T. V. B. 1868, Nr. 7.)

Beitritt der asiatischen Türkei zum Pariser Telegraphenvertrage.

Die Regierung der hohen Pforte ist mit dem 1. April d. J. dem internationalen Telegraphenvertrage ddo. Paris, am 17. Mai 1865 auch bezüglich der Telegraphenstationen Kleinasiens, Mesopotamiens und Syriens mit Zugrundelegung der Terminaltaxe von 8 Francs für die in den Seehäfen, und von 12 Francs für die im Innern des Landes bestehenden Stationen beigetreten.

Die Gebühr für eine Depesche von 1—20 Worten beträgt hiernach von allen österreichischen Telegraphenstationen:

a) nach den asiatisch-türkischen Hafenstationen . . 4 fl. 40 kr.
b) „ „ „ „ Binnenstationen . . 6 „ — „

Wien, am 24. April 1868.

475.

28 avril 1868.

Règlement ottoman pour les chemins de fer.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey, III., p. 228.)

Titre I.

Mesures relatives à la sureté de la circulation sur les chemins de fer.

Article 1.

Quiconque aura volontairement détruit ou dérangé la voie en fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation, ou employé un moyen quelconque pour entraver la marche des convois ou les faire sortir des rails, ou bien encore pour interrompre la communication télégraphique entre les stations du chemin de fer, sera puni d'emprisonnement de 1 à 3 ans.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second cas, de la peine des travaux forcés à temps.

Article 2.

Si le crime a été commis en réunion séditieuse avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs, instigateurs et provocateurs

1868 de ces réunions, qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis, lors même que la réunion séditieuse n'aurait pas eu pour objet direct et principal la destruction de la voie de fer.

Toutefois, dans ce dernier cas, lorsque la peine de mort sera applicable aux auteurs du crime, elle sera remplacée, à l'égard des chefs instigateurs et provocateurs de ces réunions, par la peine des travaux forcés à perpétuité.

Article 3.

Quiconque aura menacé par écrit anonyme ou signé de commettre un des crimes prévus à l'article précédent, sera puni d'un emprisonnement de 3 à 5 ans, dans le cas ou la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 3 à 10 livres.

Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois et d'une amende de 1 à 6 livres.

Article 4.

Quiconque par maladresse, imprudence ou inattention, négligence ou inobservations des lois ou règlements, aura involontairement causé sur un chemin de fer ou dans les gares ou stations un accident qui aura occasionné des blessures, sera puni de 8 jours à 6 mois d'emprisonnement et d'une amende de 2 à 12 livres.

Si l'accident a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, l'emprisonnement sera de 6 mois à 5 ans, et l'amende de 5 à 20 livres.

Article 5.

Sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans tout mécanicien ou conducteur, garde frein, qui aura abandonné son poste pendant la marche du convoi, le Gouvernement pourra en outre éxiger son renvoi par la Compagnie.

Article 6.

La Compagnie, de son côté, sera responsable, soit envers l'État, soit envers les particuliers, des dommages qui leur seront causés par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quelconque, par suite de fautes, erreurs ou négligence dans l'exploitation du Chemin de fer.

En cas de déraillement, de choc de convois ou de tout autre accident ayant occasionné des blessures, la Compagnie devra immé-

diatement, par la voie la plus prompte, et sous peine d'une amende 1868
de 20 livres turques, prévenir le Commissaire Impérial du lieu, de l'heure et de la nature de l'accident.

Article 7.

Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents des chemins de fer dans l'exercice de leurs fonctions, sera d'ailleurs punie des peines prévues au Code Pénal en cas de rébellion contre les fonctionnaires.

Titre II.

Mesures relatives à la conservation des chemins de fer.

Article 8.

Il est expressément défendu de dégrader les fossés, talus, levées ouvrages d'art du chemin de fer; il est interdit, sur toute leur étendue, d'y déposer des terres et autres objets quelconques; il est défendu également de briser ou détruire aucuns meubles ou parties du matériel des stations ou des voitures du chemin de fer.

Article 9.

Il est défendu d'élever aucune construction nouvelle autre qu'un mur de clôture, à une distance de moins de 3 archines (2m 25) du chemin de fer.

Cette distance sera mésurée, soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin, et, à défaut d'une ligne tracée à 2 archines (1m 50) à partir des rails extérieurs de la voie de fer.

Les constructions, qui se trouvent actuellement dans cette zône de 3 archines, seront reculées jusqu'à la limite de cette zône, au fur et à mesure de leur reconstruction, ainsi qu'il est prescrit par le règlement de l'Ebnié pour les maisons en saillie sur les alignements des rues ordinaires.

Article 10.

Dans les localités où le chemin de fer se trouvera en remblai de plus de 4 archines (3m 00) au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zône de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus.

Article 11.

Jusqu'à une distance de 6 archines (4m 50) d'un chemin de fer, aucun dépôt de pierres ou objets non inflammables ne peut être établi

1868 sans autorisation, excepté s'il s'agit d'une localité où le chemin de fer est en remblai, et que la hauteur du dépôt ne doive pas excéder celle du remblai.

Article 12.

Il est défendu, à l'avenir, d'établir à une distance de moins de 20 archines (15m 00) du chemin de fer, des couvertures de chaume, des meules de paille, de foin et aucun autre dépôt de matières inflammables. Sur toute la largeur de cette zône de 20 archines, les propriétaires riverains et la Compagnie sont tenus de couper respectivement sur leur terrains et d'enlever les herbes qui, dans la saison des sécheresses seraient d'une combustion prompte et faciliteraient la propagation des incendies allumés journellement le long de la voie par les flammèches echappées des locomotives.

D'autre part, il est prescrit aux Compagnies de prendre toutes les précautions possibles pour empêcher les flammèches et les escarbilles de tomber au dehors de la voie.

Article 13.

Les contraventions aux dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 seront punies d'une amende de 2 à 5 livres.

Les contrevenants seront, en outre, condamnés à réparer les dommages qu'ils auront causés.

Titre III.

Mesures concernant les voyageurs et les personnes étrangères au service du chemin de fer.

Article 14.

Il est défendu à toute personne étrangère au service du chemin de fer, et sous peine d'une amende d'un médjidié,

de s'introduire dans les partis du chemin de fer entourrées de clôture, et, dans les portions non closes, de stationner ou de circuler sur la largeur du chemin de fer occupée par le ballast et la voie de fer,

d'introduire o de laisser introduire les chevaux, bestiaux ou animaux d'aucune espèce dans l'enceinte du chemin de fer, et à défaut de clotûres, entre les fossés qui bordent le chemin de fer ou entre le pied des talus des terrassements sur lesquels est établie la voie.

Cependant sont admis à pénétrer dans l'enceinte des stations, après en avoir toutefois prévenu le chef de la station, les mudirs, les commissaires de police, les officiers de gendarmerie et les gendarmes de la lecalité; seront également admis dans l'enceinte du chemin de fer les Commissaires Impériaux et les ingénieurs de l'État

commis à la surveillance du chemin de fer, enfin les agents des douanes et des contributions lorsqu'ils ont des fonctions à remplir dans l'enceinte des stations. 1868

Les cantonniers, garde barrières et autres agents du chemin de fer devront faire sortir immédiatement toute personne qui se serait introduite dans l'enceinte du chemin ou sur quelque portion que ce soit de ses dépendances où elle n'aurait pas le droit d'entrer.

En cas de résistance de la part des contrevenants, tout employé de chemin de fer pourra requérier l'assistance des agents de la force publique.

Les bestiaux ou chevaux qui seront trouvés dans l'enceinte ou sur les dépendances du chemin de fer, seront saisis et mis en fourrière; on ne les restituera que moyennant payement d'une amende de 5 piastres par mouton, veau ou chèvre, et de 50 piastres par boeuf, vache, buffe ou chameau.

Article 15.

Il est défendu:

d'entrer dans les voitures d'un train sans avoir pris un billet spécial ou valable pour ce train, sous peine du payement d'une amende qui pourra aller jusqu'au double du prix de la place que l'on occupe, compté depuis le point de départ du train;

de se placer dans une voiture d'une classe supérieure à celle qui est indiquée par le billet sous peine du payement de la différence de prix à partir de la station à laquelle on justifiera être monté et d'une amende égale à la moitié de cette différence.

d'entrer dans les voitures ou d'en sortir autrement que par la portière qui fait face au côté extérieur de la ligne, si la ligne est à deux voies, sous peine d'une amende d'un medjidié;

d'entrer dans les voitures ou d'en sortir ailleurs qu'aux stations et sans que le train soit complètement arrêté sous peine d'une amende d'un médjidié;

d'entrer dans les salles d'attente ou dans les voitures réservées aux femmes.

Les voyageurs sont tenus d'optempérer aux injonctions des agents de la Compagnie pour l'observation des dispositions mentionnés aux paragraphes ci-dessus, et notamment de leur présenter, à toute requisition, leurs billets de place. Les agents de chemins de fer, de leur côté, doivent avoir soin de rappeler aux voyageurs, du moment où ils vont monter en voiture, les dispositions qui les intéressent.

Il est défendu d'ailleurs aux Compagnies de fermer à clef les portières des voitures. Elles devront employer pour cette fermeture des clefs placés extérieurement au bas de ces portières, à 50 centimètres au plus en contrebas de leur ouverture, de façon qu'en cas d'accident les voyageurs puissent ouvrir eux-mêmes ces portières.

1868

Article 16.

L'entrée des voitures est interdite:

à toute personne en état d'ivresse,

à tous individus porteurs d'armes ou de paquets qui par leur nature, leur volume ou leur odeur, pourraient gêner ou incommoder ses voyageurs.

Tout individu, porteur d'armes, devra avant son admission sur les quais d'embarquement, faire constater que ses armes ne sont pas chargés; puis il fera, contre un récépissé, la remise de ses armes quelles qu'elles soient aux agents de la Compagnie qui les lui restituiront à la gare d'arrivée.

Article 17.

Les personnes qui voudront expédier des marchandises offrant des dangers d'explosion ou d'incendie devront les déclarer au moment où elles les apporteront dans les stations de chemin de fer sous peine d'une amende de 5 livres et de la réparation des dommages qui auraient été causés par l'explosion ou l'incendie de leurs marchandises. De pareilles marchandises ne pourront, en aucun cas, être transportées par de trains de voyageurs.

Article 18.

Aucun chien ne sera admis dans les voitures servant au transport des voyageurs; toutefois, la Compagnie pourra placer dans des voitures spéciales les voyageurs qui ne voudraient se séparer de leurs chiens. Tout voyageur qui introduirait un chien ou le cacherait dans une voiture à voyageurs, sera passible d'une amende d'un medjidié, outre le payement du prix du transport du chien selon le tarif.

Article 19.

Il est interdit d'admettre dans les voitures plus de voyageurs que ne le comporte le nombre des places auquel elles sont destinés et qui devra être affiché dans chaque compartiment de voitures.

S'il arrivait que le nombre des voyageurs se présentant à une station pour prendre un train excédât le nombre de places disponibles dans ce train, la Compagnie ne devra délivrer de billets qui jusqu'à concurrence du nombre des places disponibles, en accordant, autant que possible, la priorité aux voyageurs qui auront pris des billets pour la plus grande distance.

La priorité sera également accordée aux voyageurs ordinaires sur les voyageurs munis de billets d'aller et de retour; la compagnie n'étant tenu vis-à-vis de ces derniers, qu'à les ramener dans les délais qu'elle aura fait connaître par voie d'affiche, au moment de la délivrance de ces billets d'aller et retour.

En tous cas, personne n'aura le droit, sans le consentement de la Compagnie, de voyager par une voiture d'une classe supérieure à celle indiquée par son billet, quand mêmes les voitures de la classe indiquée par le billet seraient pleines; dans le cas où la Compagnie donnerait ce consentement, elle devra, autant que possible, placer les voyageurs, porteurs de billets de classe inférieure, dans des compartiments spéciaux. 1868

Article 20.

Le produit des amendes prononcées en vertu du présent règlement ou de tous autres relatifs aux chemins de fer, sera versé, par moitié, à la caisse des routes de la province qui en rendra compte au Ministre de Travaux publics et par moitié à la caisse de la Compagnie qui en constituera pour ses employés un fond de secours dont le Gouverneur pourra contrôler la question.

Titre IV.

Constatation et poursuite des crimes, délits et contraventions.

Article 21.

En cas de crimes, délits ou contraventions prévus au présent règlement, il sera procédé de la façon suivante:

S'il s'agit de faits prévus au Titre I, avis en sera donné soit par la Compagnie, soit par un des agents de la surveillance administrative au Commissaire Impérial qui, assisté d'un officier de police désigné par le Gouverneur, se portera immédiatement sur les lieux pour faire les constatations nécessaires; le jugement sera prononcé par les Tribunaux ordinaires.

Les faits prévus au Titre II seront constatés par le Commissaire Impérial sur l'avis qui lui en sera donné par un des agents de surveillance et le jugement sera prononcé par le Medjlis.

Enfin pour les faits prévus au Titre III. la constatation sera faite, à la requête des employés du chemin de fer, par un des agents de surveillance; sur la simple injection de cet agent, le voyageur, après avoir entendu lecture de l'article du règlement qui le condamne, devra verser le montant de l'amende entre les mains du chef de la station ou descend ce voyageur; reçu de l'amende sera donné par le chef de station à l'agent de surveillance qui le transmettra au Commissaire Impérial.

Si le voyageur refuse de payer immédiatement l'amende, l'agent de surveillance se contentera de prendre son signalement, et il donnera avis au Commissaire Impérial qui aura à le faire assigner devant le Medjlis et condamner, s'il y a lieu, non seulement à l'amende, mais aussi aux frais de poursuite et de jugement.

1868 Article 22.

Afin de faciliter la constatation, des crimes, contraventions et délits sur les chemins de fer, il devra se trouver, dans chaque convoi de voyageurs ou dans chaque station, un agent de surveillance placé sous les ordres du Commissaire Impérial et qui aura à rendre compte immédiatement au Commissaire de tous les faits qu'il aura eu à constater.

---

*Cahier des charges de la concession d'un chemin de fer *).*

Titre I.

Tracé et construction du chemin de fer.

1° La Compagnie concessionaire du chemin de fer de . . . . . à . . . . . s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls et à terminer dans le délai de . . . . . au plus tard, à partir de la date de l'approbation de l'itinéraire général défini par l'article suivant, tous les travaux de ce chemin de fer, et de manière qu'il soit praticable et exploité dans toutes ses parties à l'expiration du délai ci-dessus fixé. Le chemin de fer partira . . . . . passera à ou près de . . . . . et aboutira . . . . . .

2° Dans un délai . . . . . à dater du Firman de Concession, la Compagnie présentera au Gouvernement un itinéraire général de la direction à suivre par le chemin de fer, qui semblera s'adapter le mieux aux exigences topographiques et aux intérêts généraux de l'Empire.

Cet itinéraire se composera d'un plan topographique à une échelle qui ne sera pas moindre de 1/1.000.000 — d'un profil en long et s'il est nécessaire, d'un certain nombre de profils en travers sur les points les plus difficiles ; — d'un rapport sommaire justifiant du tracé en égard aux intérêts du Gouvernement et des localités traversées, et contenant une estimation approximative des dépenses.

3° . . . mois après la remise du dit itinéraire, le Gouvernement fera connaître sa décision, la Compagnie entendue, sur la direction générale qui devra être suivie; si au bout de ce délai de . . . . . le Gouvernement n'a pas statué, la Compagnie pourra poursuivre son travail et considérer le projet présenté par elle comme approuvé.

---

*) Le présent cahier des chargers a été adopté et approuvé par Iradé ou Hatt de S. M. I. le Sultan, pour être appliqué à toutes les concessions de chemin de fer qui seront faites dans l'Empire Ottoman.

4° A dater de l'approbation de l'itinéraire général, la Compagnie devra soumettre au Gouvernement, de trois mois en trois mois et par sections de 30.000 archines au moins (22.500m.00) rapporté sur un plan à l'échelle de 110.900 le tracé définitif du chemin de fer, conformément aux indications de l'itinéraire adopté. 1868

La Compagnie indiquera sur ce plan la position des gares de stationnement et d'evitement, ainsi que les lieux de chargement et de déchargement. A ce même plan seront joints: un profil en long suivant l'axe du chemin de fer, un certain nombre de profils-type de la voie, un tableau des pentes et rampes, les types relatifs aux travaux d'art les plus importants et un devis sommaire explicatif des ouvrages.

Le profil en long sera dressé à l'échelle de 1/10.000 pour les longeurs et de 1/1.000 pour les hauteurs, dont les côtes seront rapportées au niveau moyen de la mer pris pour le plan de comparaison; au-dessous de ce profil on indiquera, au moyen de 3 lignes horizontales disposées à cet effet, savoir:

a) Les distances par mille archines de longueur du chemin de fer, comptées à partir de son orizine;
b) La longueur et l'inclinaison de chaquepente et rampe:
c) La longueur des parties droites, et le développement des parties courbes du tracé en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières.

5° En cours d'exécution, la Compagnie ne pourra apporter aucun changement aux plans approuvés pour ce qui a rapport tant au tracé qu'au profil longitudinal, sans en avoir préalablement soumis l'approbation au Gouvernement et sans en avoir obtenu l'autorisation. Mais pour tout le reste, elle pourra introduire les modifications de détails qu'elle jugera convenable, pourvu qu'elle reste dans les limites des dispositions fixées ci-après.

6° Les terrains seront acquis sur une largeur suffisante pour deux voies. Les terrassements et les travaux d'art pourront être exécutés pour une seule voie, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement; et sur toute l'étendu du chemin, les rails ne seront posés que sur une seule voie, sauf les voies de garage. Toutefois, les types pour les travaux d'art devront être choisis de façon qu'ils se prêtent plus tard à la pose d'une seconde voie par une transformation peu dispendieuse et sans gêne notable pour l'exploitation.

La Compagnie sera d'ailleurs tenue d'établir une seconde voie, soit sur la totalité du chemin, soit sur les parties qui lui seront désignées lorsque l'insuffisance d'une seule voie, par suite du développement de la circulation, aura été constatée par le Gouvernement.

7° La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de 1.92 à 1.93 archines (1m.45 à 1m.45). Dans les par-

1868 ties à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de 2.66 archines (2m.00).

La largeur des accôtements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté, entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du balaste sera de 1.33 archines au moins (1m.00).

8° La Compagnie établira le long du chemin de fer les fossés, les rigoles et banquettes qui seront jugés nécessaires pour l'écoulement des eaux, l'assainissement de la voie et le maintien des ouvrages.

9° Les alignements seront raccordés entr'eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à 500 archines (375m.00). Une partie droite de 133 archines au moins (100m.00) devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

10° Le maximum de l'inclination des pentes et ramps est fixé à une partie horizontale de 133 archines au moins (100m.00) sera ménagée entre deux fortes déclivités consécutives, lorsque les déclivités se succèderont en sens contraire et de manière à verser leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

La Compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article et à celles de l'article précédent les modifications qui lui paraitraient utiles; mais les modifications ne pourront être exécutées qu'après avoir été soumises à l'approbation du Gouvernement.

11° Les gares d'évitement devront être en nombre suffisant et distribuées de matière qu'entre chacune d'elles il n'y ait jamais une distance de plus de 30.000 archines (22.500m.00); la longueur de la voie d'évitement ne sera pas moindre de 260 archines environ (195m.00) y compris le retour à la voie principale.

12° En outre des gares d'évitement, il sera établi pour le service des localités placées sur le parcours du chemin de fer et de ses dépendances, des voies latérales destinées tant au stationnement qu'au chargement et au déchargement.

13° Lorsque le chemin de fer devra traverser des chemins ou routes qu'il sera nécessaire de conserver pour la communication du pays, il devra passer autant que possible au-dessus ou au-dessous de ces routes.

Toutefois on pourra établir des passages à niveau sur les dites voies lorsque la disposition des lieux ne permettra pas de construire des viaducs en dessus ou en dessous sans des dépenses considérables et sans apporter des embarras fâcheux à la circulation.

14° Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route, l'ouverture du viaduc sera fixée en tenant compte des circon-

stances locales et pourra varier de 4 à 10 archines (3m.00 à 7m.50) 1868
suivant l'importance des routes.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clé à partir du sol de la route sera de 6.50 archines au moins (5m.00). Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de 5.75 archines au moins (4m.30).

La largeur entre les parapets des viaducs sera au moins de 10 archines (7m.50) pour les parties à deux voies et de 6 archines (3m.50) pour les parties à une voie.

15° Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route. la largeur entre les parapets de viaduc qui supporte la voie sera fixée en tenant compte des circonstances locales et variera de 4 à 10 archines (3m.00 à 7m.50) suivant l'importance de la route.

L'ouverture du viaduc entre les culées sera au moins de 10 archines (7m.50) pour passage de deux voies, et de 6 archines (4m.50) pour une voie. La distance verticale ménagée au-dessus des rails extérieurs de chaque voie pour le passage des trains ne sera pas inférieure à 6.40 archines au moins (4m.80).

16° Dans le cas où les routes seraient traversées à leur niveau par le chemin de fer, les rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Chaque passage à niveau sera muni d'une barrière qui s'ouvrira en dehors du chemin de fer; il y sera, en outre, établi une maison de garde, toutes les fois que l'utilité en sera reconnue par le Gouvernement.

La Compagnie aura soin de choisir des dispositions spéciales qui devront empêcher les animaux de s'écarter d'un côte ou de l'autre de la route et de pénétrer sur la voie proprement dite.

17° Pendant la construction du chemin de fer, s'il devient nécessaire de detourner ou de modifier l'emplacement ou les profils des routes préexistantes, linclinaison des pentes et rampes sur les parties modifiées ne devra pas, autant que possible, dépasser $^{6}/_{100}$ d'archines par archine (0m.06) par mètre.

18° La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par les travaux.

Les ponts à construire à la rencontre des rivières des canaux et des cours d'eau quelconques, auront au moins 10 archines (7m.50) de largeur entre les parapets pour deux voies et 6 archines (4m.50) pour une voie.

La hauteur et le débouché de ces ponts seront déterminés, dans chaque ces particulier, par le Gouvernement suivant les circonstances locales, sur la proposition de la Compagnie.

1868 19° Les tunnels dont l'exécution sera nécessaire auront au moins 10 archines de largeur (7m.50) entre les pieds droits au niveau des rails pour deux voies, et 6 archines (4m.50) pour une seule voie. La distance verticale entre l'intrados et les dessus des rails extérieurs ne sera pas inférieure à 6.40 archines (5m.80).

20° La Compagnie n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité et elle devra se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Les rails et autres éléments constitutifs de la voie de fer devront être de bonne qualité et offrir la resistance propre à remplir leur destination.

21° Au plan général qui sera présenté par sections de 30.000 archines environ (22.500m.00), la Compagnie joindra un tableau faisant connaître la nomenclature détaillée et les principales dispositions des gares d'évitement et de stationnement, des passages à niveau, des ponts et aqueducs, des viaducs, par dessus et par dessous le chemin de fer, des souterrains qu'elle se propose de construire.

22° Sur le plan général et tous les projets présentés par la Compagnie, le Gouvernement devra avoir statué dans un délai de . . . . . Passé ce délai, s'il n'a pas fait notifier sa décision, la Compagnie pourra regarder comme approuvés les projets présentés par elle et poursuivre la construction de ces travaux.

23° Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture, dont le mode et la disposition seront suffisants pour empêcher le passage des hommes et des animaux.

24° Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au chemin de fer et à ces dépendances, telles que voies d'évitement et de stationnement, lieux de chargement et de déchargement ou nécessaires au rétablissement des routes déplacées ou interrompues, et à de nouveaux lits de rivières ou canaux dont il aura fallu détourner le cours, seront achetés et payés par la Compagnie concessionnaire.

Néanmoins, sur tous les terrains non-bâtis qui appartiennent à l'État, les portions nécessaires pour l'établissement du chemin de fer seront mises gratuitement à la disposition de la Compagnie.

25° Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou déstruction d'usines et pour tout dommage quelconque résultant des travaux, seront supportées et payées par la Compagnie, à l'exception des dommages qui pourront être causés sur des terrains appartenant à l'État où la Compagnie n'aura rien à payer.

26° L'entreprise étant d'utilité publique, la Compagnie est investie, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de

tous les droits qui, en vertu des lois et règlements, appartiennent à 1868
l'État, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres et matériaux, à la charge par elle d'indemniser les propriétaires, soit par voie d'accord amiable, soit, en cas de non-accord, d'après les règles établies.

Après que le tracé du chemin de fer aura été approuvé et appliqué sur le terrain, le Gouvernement fera procéder à l'expropriation dans un délai de deux mois à partir de la demande de la Compagnie; à cet effet il enverra sur les lieux l'ingénieur et le commissaire attachés au contrôle et à la surveillance de la concession, auxquels il adjoindra les personnes qu'il jugera nécessaires.

Cette commission fera à la Compagnie la remise à bail gratuit des terrains de l'État que le chemin de fer doit traverser, et fera acheter en même temps par la Compagnie, en conformité de la loi d'expropriation pour utilité publique, les terrains appartenant à des particuliers dont la cession sera nécessaire à l'établissement du chemin de fer.

27° Dans les limites de la zône frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, la Compagnie sera tenue, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions qui pourront être exigées par le Gouvernement. Il en sera de même lorsque le tracé rencontrera des monuments et édifices religieux.

28° La Compagnie exécutera les travaux par des moyens et des agents à son choix, mais en étant soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Le contrôle et cette surveillance auront seulement pour objet d'empêcher la Compagnie de s'écarter des dispositions prescrites par le cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

29° Au fur et à mesure que les travaux seront terminés sur chaque partie du chemin de fer de manière que ces parties puissent être livrées à la circulation, il sera procédé à leur réception par un ou plusieurs commissaires que le Gouvernement désignera.

Sur le vu de cette reconnaissance, le Gouvernement autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, la Compagnie pourra mettre les dites parties en service, et percevoir les droits de péage et le prix de transport conformément au tarif déterminé.

Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives qu'après la reception générale du chemin de fer entier.

30° Après l'achèvement total des travaux, la Compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral de toutes les parties de chemin de fer et de ces dépendances.

Elle fera également dresser, à ses frais et contradictoirement avec le Gouvernement, un état descriptif des ponts, aqued[illegible]

1868 ouvrages d'art exécutés conformément au présent cahier des charges; une expédition authentique des procès-verbaux du bornage, du plan cadastral et de l'état descriptif seront déposés dans les archives du Ministère des travaux publics.

31° Les monuments déjà découverts ou qui pourront l'être à la suite des travaux du chemin de fer ne devront en aucune manière être endommagés par la Compagnie; celle-ci devra donner avis de leur découverte au Gouvernement qui prendra soin de les faire enlever ou d'en disposer le plus tôt possible pour ne pas entraver l'exécution des travaux.

Les statues, médailles, objets d'art, fragments archéologiques etc., qui seraient trouvés pendant l'exécution des travaux ou durant l'exploitation sur les terrains achetés par la Compagnie appartiendront par moitié à l'État, par moitié à la Compagnie, sauf, toutefois, au Gouvernement, le droit de préemption.

32° Dans toutes les propositions, toutes les discussions et tous les actes relatifs au chemin de fer, il ne sera fait usage que des mesures fixées comme il suit:

Pour les longueurs, les surfaces et les cubes, l'unité fondamentale sera l'archine équivalent à $^3/_4$ du mètre français (0^m 75°) ou $^5/_2$ du pied anglais dont la longueur est de 0^m 30.579.

Pour le poids on prendra pour unité l'ocque que l'on supposera équivalent à $^6/_4$ du kilogramme français (1 k. 25) $^8/_3$ de la livre anglaise (de 0 kilogramme 4534).

Titre II.

Entretien et exploitation.

33° Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état et de manière que la circulation sur toute son étendue soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux de réparation, soit ordinaires, soit extraoadinaires, resteront entièrement à la charge de la Compagnie.

Si le chemin de fer une fois achevé n'est pas constamment entretenu en bon état, après une mise en demeure régulière, il y sera pourvu d'office à la diligence du Ministère des travaux publics et aux frais de la Compagnie. La somme des dépenses faites d'office sera recouvrée sur la présentation d'états réguliers que le Gouvernement rendra exécutoires.

34° Les machines locomotives qui seront affectées aux transports sur la voie de fer devront être construites sur les meilleurs modèles connus. Les voitures des voyageurs devront également être construites d'après les meilleurs modèles.

35° Le Gouvernement prendra, d'accord avec la Compagnie ou du moins après qu'elle aura été entendu, les mesures et les dispositions

nécessaires pour assurer la police, la sûreté, l'exploitation et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. 1868

Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution des mesures prescrites en vertu de ce règlement seront à la charge de la Compagnie.

36° La Compagnie devra soumettre à l'approbation du Gouvernement les règlements particuliers de toute nature qu'elle jugera utiles au service et à l'exploitation du chemin de fer.

37° Les règlements sus-mentionnés seront obligatoires pour la Compagnie concessionnaire et pour celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement à celle qui fait l'objet de la présente concession, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

38° Pour tout ce qui concerne l'entretien et la réparation du chemin de fer et de ses dépendances, l'entretien du matériel et le service de l'exploitation, la Compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'Administration.

Titre III.

Durée, rachat et déchéance de la concession, cautionnement, garantie.

39° La durée de la concession pour la ligne de chemin de fer qui fait l'objet du présent cahier des charges sera de . . . . . elle commencera à courir à partir de la date du Firman de concession.

40° A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le Gouvernement sera subrogé à tous les droits de la Compagnie sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

La Compagnie devra avoir mis en bon état d'entretien le chemin de fer, les ouvrages qui le composent et ses dépendances, tels que gares, lieux de chargement et de déchargement, établissements au point de départ et d'arrivée, maisons des gardes et de surveillants, bureaux de perception, machines fixes, et en général tous autres objets immobiliers qui n'auront pas pour destination distincte et spéciale le service des transports.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le Gouvernement aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si la Compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation. En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que machines, locomotives, wagons, charriots, voitures, ustensiles de construction et de réparation etc., combustibles et approvisionnements, de tous genres, et en outre les objets mobiliers non compris dans l'énumération précédente, le Gou-

1868 vernement sera obligé de les acheter à dire d'experts, et réciproquement, si le Gouvernement le requiert, la Compagnie sera tenue de les céder de la même manière.

Toutefois le Gouvernement ne sera tenu de prendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation pendant six mois.

41° À toute époque, après l'expiration des . . . . . premiers années de la concession, le Gouvernement aura la faculté de racheter la concession du dit chemin de fer.

Pour régler le prix du rachat, on rélevera les produits nets annuels obtenus par la Compagnie pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat aura été effectué; on en déduira les produits nets de deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années. Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la Compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour termes de comparaisons.

La Compagnie recevra, en outre, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels elle aurait droit à l'expiration de la concession, selon l'article 40.

Toutefois dans le cas où le Gouvernement aurait exigé la pose de la seconde voie, le délai de . . . . . années au bout duquel il aura la faculté du rachat courra à partir de la mise en exploitation de cette seconde voie.

42° Si dans le délai d'un an, à partir de la date de l'approbation de l'itinéraire général, la Société n'a pas commencé les travaux, elle sera, par ce seul fait et sans qu'il soit besoin de mise en demeure ou signification judiciaire quelconque, déchue de plein droit de la présente concession.

Dans le cas de déchéance, la somme déposée à titre de cautionnement deviendra la propriété du Gouvernement.

43° Faute, par la société, d'avoir exécuté et terminé les travaux dans les délais fixés par l'article 1er, faute enfin par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, la Société encourra la déchéance.

Il sera dès lors pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par la Compagnie au moyen d'une adjudication qu'on ouvrira sur les bases du présent cahier des charges et sur une mise à prix des ouvrages déjà construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés et des portions de chemin déjà mise en exploitation.

Cette adjudication sera dévolue à celui des soumissionnaires qui offrira la plus forte somme pour les objets compris dans la mise à prix.

Les soumissions pourront être même inférieures à la mise à prix. 1868
La Société évincée recevra de la nouvelle Société la valeur que la nouvelle adjudication aura ainsi déterminée pour les dits objets. Si la susdite adjudication n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de dix mois, et si cette seconde tentative reste également sans résultat, la Société sera définitivement déchue de ses droits à la présente concession et les parties du chemin de fer déjà exécutées ou qui seraient mises en exploitation deviendront la propriété de l'État.

La portion du cautionnement non encore restituée restera au pouvoir du Gouvernement.

44° Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue, en totalité ou en partie, par le fait de la Compagnie, le Gouvernement prendra immédiatement, aux frais, risques et périls de la Compagnie, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, la Compagnie n'a pas valablement justifié qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et si elle ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

45° Les dispositions des trois articles qui précèdent, ne seront point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux et de l'exploitation proviendraient de force majeure régulièrement constatée.

46° Avant l'obtention du Firman de concession, la Compagnie qui se propose de faire exécuter et exploiter la ligne de fer qui fait l'objet du présent cahier des charges, déposera entre les mains du Gouvernement un cautionnement provisoire de . . . . . en espèces ou en valeurs turques acceptables par le trésor public.

Dans les trois mois qui suivront la remise du Firman de concession, le cautionnement provisoire déjà déposée sera porté par un nouveau versement à la somme de . . . . . qui constituera le cautionnement définitif de la Compagnie.

47° A dater du jour de la concession, la somme primitivement déposée, fait définitivement partie du cautionnement; elle produira en faveur de la Compagnie intérêt à . . . . par an. Il en sera de même pour la somme de . . . complémentaire du cautionnement à dater du jour de son versement effectif.

48° Le cautionnement stipulé à l'article précédent sera restitué à la Compagnie par dixième et au fur et à mesure de l'achèvement des travaux, de matière que lorsqu'elle aura effectué pour . . . . de travaux, il lui sera rendu . . pour . . . . . de travaux une somme de . . . et ainsi du reste par somme de . . . jusqu'à la restitution complète du montant total du cautionnement.

1868 49° Le Gouvernement arrêtera un règlement relatif au mode suivant lequel la Compagnie devra justifier du montant de ses recettes de toute nature et de ses dépenses annuelles d'entretien et d'exploitation, et aussi aux attributions de surveillance que son Commissaire devra exercer sur les actes d'administration de la Compagnie.

Titre IV.

Tarifs et conditions relatifs au transport des voyageurs et des marchandises.

50° Pour indemniser la Compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement tous les obligations, le Gouvernement lui accorde l'autorisation de percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport pour les voyageurs et les marchandises dont le maximum de tarif est soumis aux limitations suivantes:

1° Voyageurs, par tête et par longueur de 1000 archines:

1re classe	20 paras	(0 f.	133	environ	par	kilomètre),			
2me „	15 „	(0 f.	10	„	„	„),			
3me „	10 „	(0 f.	0667	„	„	„).			

2° Bestiaux par tête et par longueur de 1000 archines.

Boeufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, chameaux, bêtes de trait 20 paras (0 f. 133 par kilomètre), veaux et porcs 7 (0 f. 0467 par kilomètre);

Moutons, brebis, agneaux, chèvres 3 paras (0 f. 02 par kilomètre).

3° Marchandises, par fractions de 10 ocques et par longueur de 1000 archines.

1re classe. — Fers et plombes ouvrés, cuivres, fontes moulées et autres métaux ouvrés ou non, vinaigres, vins, boissons spiritueuses, huiles, suifs, cotons, soies, lainages, bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques, garance, sucre, cafés, thés, drogues, épiceries, denrées coloniales et objets de librairie, plumes, duvet, colle de poisson, porcelaine, faïence, plantes, fruits, houblon, meubles, instruments de musique, pelleterie, glaces, verres à glace, tabacs, bougies, armes, étoffes, carrosserie, cuirs, stéarine, $^1/_3$ de para (environ 0 f. 18 par tonne par kilomètre).

2me classe. — Minerais, coke, charbon de bois, perches, planches, madriers, bois de charpente, marbre en bloc, pierres de taille, bitume, ardoises, fontes brutes, fer en barres ou en feuilles, plomb en saumon,

chanvre, lins, poissons et viandes salés etc., $^1/_4$ de para (environ 0 f. 1868
15 par tonne et par kilomètre).

3me classe. — Céréales de tout genre, farines, sel, chaux, plâtre, bois à brûler, pierres à chaux et plâtre, moëllons, cailloux, sable, argile, tuiles, briques, pavés et matériaux divers, charbon de terre, marne, cendres, fumiers et engrais, $^1/_5$ de para (environ 0 f. 10 par tonne et par kilomètre).

4° Voitures et matériel roulant, par pièce et par longueur de 1000 archines.

Voitures à 2 ou à 4 roues à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur, 35 paras (0 f. 24 par kilomètre).

Voitures à quatre roues à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur 50 paras (0 f. 33 par kilomètre).

Wagons ou chariots pour marchandises, 30 paras (0 f. 20 par kilomètre).

Locomotives 500 paras (3 fr. 33 par kilomètre).

Tender 300 paras (2 fr. 00 par kilomètre).

Il est entendu que dans toutes ces évaluations de tarifs, le para est considéré comme le $^1/_{40}$ de la piastre, elle-même considérée comme le $^1/_{100}$ du Medjidié d'or ou livre turque.

51° Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de 25 ocques n'aura à payer pour le port de ce bagage aucun supplément du prix de sa place.

Les poids des bagages excédant 25 ocques sera payé à raison de $^1/_2$ para par 10 ocques et par longueur de 1000 archines (0 f. 27 c. par tonne et par kilomètre).

52° Au-dessous de trois ans, les enfants ne payeront rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.

De 3 à 7 ans, ils payeront demi-place et auront droit à une place distincte; toutefois, dans un compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.

Au-dessus de 7 ans, les enfants payeront place entière.

Les chiens transportés dans les trains de marchandises payeront un para et demi par tête et par longueur de 1000 archines (0 f. 01 par tête et par kilomètre).

Dans les trains de voyageurs le prix sera double.

53° Les marchandises qui, sur la demande des expéditeurs, seraient transportées à la vitesse des trains de voyageurs payeront à raison de $^2/_3$ de para par 10 ocques et par longueur de 1000 archines (0 f. 36 environ par tonne et par kilomètre).

54° Pour les voitures, chevaux, bestiaux, poissons frais et gibier, qui, sur la demande des expéditeurs, seraient transportées dans les trains des voyageurs, on appliquera le double des taxes portées

1868 55° Les denrées, marchandises, effets et animaux non désignés au tarif précédent seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie.

56° La Compagnie présentera à l'approbation du Gouvernement un tarif spécial:

1° Pour le transport des paquets, colis, petits articles pesant isolément moins de 20 ocques;

2° Pour l'or et l'argent, soit en lingots, soit en monnaies ou travaillés, plaqués d'or et d'argent, mercure, platine, bijoux, pierres précieuses et autres valeurs.

57° Les tarifs déterminés au présent cahier de charges ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus 2500 ocques.

Néanmoins, la Compagnie ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de 2500 à 4000 ocques, mais les tarifs seront augmentés de moitié.

La Compagnie ne pourra être contrainte de transporter des masses indivisibles pesant plus de 4000 ocques; si nonobstant la disposition qui précède, la Compagnie transporte de masses indivisibles pesant plus de 4000 ocques, elle devra, pendant trois mois au moins, accorder la même facilité à tous ceux qui la demandent.

58° Les perceptions, suivant les tarifs indiqués ci-dessus, auront lieu par mesures de dix ocques et de 1000 archines, sans égard aux fractions de poids et de distance; tout excédant de 10 ocques est compté pour 10 ocques. Toute longueur entamée sera payée comme une longueur de 1000 archines; néanmoins, pour toute distance parcourue moindre de 10.000 archines, le prix sera perçu comme pour une longueur de 10.000 archines. Toutefois pour les excédants de bagage et marchandises à grande vitesse, l'application des tarifs aura lieu par fraction de 5 ocques.

59° Les frais accessoires non-mentionnés au tarif tels que ceux de factage, de camionnage, de chargement, de déchargement et d'entrepôt dans les gares et magasins du chemin de fer, seront payés en dehors des tarifs ci-dessus spécifiés, mais d'après des prix soumis à l'approbation du Gouvernement.

60° Les tarifs ci-dessus fixés établissent une limite que la Compagnie ne pourra, dans aucun cas, dépasser à moins d'une autorisation expresse du Gouvernement; mais elle pourra les réduire pour l'ensemble ou seulement pour quelques-uns pour l'étendue de la ligne ou pour le parcours d'une ou plusieurs sections, suivant les circonstances ou localités et la nature des marchandises.

61° Les tarifs une fois abaissés pourront être relevés dans la limite du maximum, mais seulement trois mois après avoir été appliqués, et après un avertissement préalable d'un mois.

62° Les expéditions des marchandises, à moins de stipulations 1868
expresses motivées sur des réductions de tarif au-dessous de la limite légale, ou sur des facilités d'autre nature données au commerce, auront lieu dans l'ordre de remise à la gare de départ.

Titre V.

Stipulations relatives à divers services.

63° Les militaires ou les marins expédiés isolement ou en corps pour le service ne seront assujettis, eux et leurs bagages, qu'à la moitié de la taxe établie dans le tarif. En outre, lorsque le Gouvernement aura besoin d'expédier des troupes ou un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, la Compagnie devra mettre à sa disposition, pour moitié de la taxe du même tarif, tous ses moyens de transport.

64° Le Gouvernement jouira aussi d'une réduction à moitié taxe pour le transport des détenus et condamnés.

La Compagnie sera tenue de mettre à sa disposition, lorsqu'il le requerra, un ou plusieurs compartiments de voitures de 2me ou 3me classe, et les employés, les gardiens et les prisonniers, placés dans ces compartiments, ne seront assujettis qu'à la moitié de la taxe.

65° Dans le cas où le Gouvernement voudrait, pour le transport des prisonniers, faire usage de voitures spéciales construites de manière à pouvoir circuler sur la voie de fer, le transport de ces voitures sera gratuit; mais les employés, gardiens et prisonniers seront soumis à la taxe des voitures de 3me classe.

66° La surveillance et la police des convois de prisonniers demeureront à la charge du Gouvernement.

67° Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du Gouvernement, seront transportés gratuitement dans les voitures de la Compagnie, ainsi que les agents qui auront à exercer une surveillance sur le chemin de fer dans l'intérêt de la perception des droits de douane ou autres impôts.

68° La Compagnie est tenue d'effectuer gratuitement dans les trains ordinaires de voyageurs le transport des dépêches accompagnées des agents nécessaires au service. A cet effet, elle reservera, dans chaque train de voyageurs, un ou plusieurs compartiments de voitures de 2me classe, suivant qu'elle en sera requise.

Le Gouvernement aura en outre le droit d'exiger pour transport des dépêches, un train spécial par jour dans chaque sens, dont les heures de départ ainsi que la marche et le stationnement seront réglés par lui, la Compagnie entendue.

Le Gouvernement pourra placer dans ces trains spéciaux des voitures appropriées au transport des dépêches; les wagons postes seront construits et entretenus à ses frais.

1868 Pour ces trains spéciaux, il sera payé par le Gouvernement à la Compagnie une rétribution de 100 paras par voiture et pour chaque longueur de 1000 archines parcourue.

La vitesse de ces trains spéciaux ne sera pas de moins de 50.000 archines à l'heure, temps d'arrêt compris (environ 34 kilomètres).

La Compagnie ne pourra placer dans ces trains spéciaux des voitures de toute classe pour le transport des voyageurs et des marchandises.

69° La Compagnie ne pourra être tenue d'établir des trains spéciaux ou de changer les heures de départ, la marche et le stationnement de ces trains qu'autant que le Gouvernement l'aura prévenue, par écrit, un mois à l'avance.

70° Dans les stations où il y aura nécessité d'établir un Bureau de Poste, la Compagnie sera tenue de donner gratuitement dans ses bâtiments un cabinet ou local convenable.

71° La Compagnie devra établir à ses frais tous les appareils, poteaux et fils télégraphiques nécessaires pour son propre service, mais elle n'en fera usage que sous la surveillance des agents supérieurs des lignes télégraphiques du Gouvernement sans pouvoir, dans aucun cas, les appliquer à la transmission des dépêches d'intérêt privé ou autres ne concernant point le service de l'exploitation. Dans le cas ou le Gouvernement voudrait exploiter une ligne télégraphique particulière le long du chemin de fer, il pourra se servir des poteaux du télégraphe de la Compagnie pour supporter ses propres fils ou établir, à ses frais, un nouveau système de poteaux et constructions, sans nuire au service du chemin de fer.

72° Les agents de la télégraphie voyageant pour le service de la ligne télégraphique auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du chemin de fer.

73° Outre les bâtiments nécessaires au service du chemin de fer et de la télégraphie, la Compagnie fera construire à ses frais et mettra gratuitement à la disposition du Gouvernement les locaux destinés aux Bureaux de Douane et de Police.

Titre VI.

Clauses diverses.

74° Tous les matériaux, pierres, bois, fer et houille, les machines et le matériel, nécessaires à la construction ainsi qu'à l'exploitation du chemin de fer qui seront pris sur le territoire de l'Empire seront exempts de toutes taxes ou droits de circulation pendant toute la durée de la concession. Le Gouvernement pourra également accorder à la Compagnie l'entrée en franchise de ces matériaux et objets

venus de l'étranger, mais seulement pour les quantités qui seront 1868
nécessaires au premier établissement et à la mise en exploitation du chemin de fer.

75° Le Gouvernement placera des agents aux stations frontières où il jugera nécessaire , pour vérifier les marchandises transportées par la Compagnie et pour en percevoir les droits, suivant les règlements et tarifs de la Douane, de manière que les propriétaires en consignation ne soient pas par la suite obligés de les faire repasser par les Douanes.

76° Aucun impôt d'aucune espèce ne pourra être établi sur le sol, fonds ou revenu du chemin de fer pendant toute la durée de la concession.

La Compagnie sera, d'ailleurs, exempte de tous droits de timbre ou autres quelconques pour les actes relatifs à sa concession et à son organisation.

77° La Compagnie sera entièrement libre dans le choix du personnel de la Direction et des employés du chemin de fer, ainsi, que dans tout ce qui concerne l'administration et l'exécution de l'entreprise.

Toutefois, dans son ensemble, elle reste soumise aux lois générales de l'Empire Ottoman, existantes ou à intervenir.

Mais il est entendu que les individus au service de la Compagnie, d'origine étrangère, resteront sous la protection de leurs nations respectives suivant les traités en vigueur.

78° Le Gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder des nouvelles concessions de chemin de fer, s'embranchant sur le chemin concédé, comme ramifications ou prolongements, sans que la Compagnie puisse s'opposer à ces embranchements, ni prétendre à aucune indemnité à moins qu'il n'en résulte des obstacles à l'exploitation ou que les dits embranchements ne lui aient causé des frais.

La Compagnie aura la préférence, à conditions égales, pour la concession de ces ramifications ou prolongements. Il est convenu également qu'à moins de motifs graves, politiques ou commerciaux, reconnus et constatés, le Gouvernement ne pourra accorder de concession pour d'autres chemins de fer qui compromettraient d'une manière sérieuse les intérêts se rattachant à la présente concession.

79° La Compagnie concessionnaire des embranchements et prolongements et celles de la ligne principale devront s'entendre, afin que la circulation ne soit pas interrompue aux points d'embranchement, mais soit, au contraire, continuée de l'une à l'autre ligne et réciproquement.

80° Si les Compagnies ne se mettaient pas d'accord sur les moyens à adopter pour assurer la libre circulation d'une ligne à l'autre, le Gouvernement aura la faculté d'y pourvoir d'office et de prescrire toutes les mesures nécessaires à cet effet.

1868 81° Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait la construction de nouvelles routes, de canaux ou d'autres chemins de fer qui traverseraient celui qui fait l'objet de la présente concession, la Compagnie ne pourra y mettre obstacle, mais toutes les dispositions nécessaires devront être prises pour qu'il n'en résulte aucun entrave à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucun frais pour la Compagnie.

82° La Compagnie aura la faculté, moyennant l'autorisation spéciale du Gouvernement et sous l'observation des lois et règlements du pays:

1° d'acquérir des terres et de les exploiter pour plantations, cultures, constructions des bâtiments, etc. etc.;

2° d'établir, aux conditions que le Gouvernement déterminera, des routes de terre ou autres, chemins de service de fer ou de bois, canaux, docks, ports, etc., qu'elle exploitera pour la correspondance des stations du chemin de fer avec les localités voisines;

3° d'établir ou d'exploiter des entreprises de transport sur les fleuves et rivières navigables et sur mer, ou de traiter avec les entreprises du même genre déjà existantes ou qui pourront être créées;

4° d'entreprendre des exploitations de mine, forêts, carrières, et d'autres industries semblables.

83° La Compagnie aura la préférence pour las concession et l'exploitation des mines, forêts, carrières qui ne sont déjà ni concédées ni exploitées, et qui se trouvent dans une zône de . . archines de largeur de chaque côté du chemin de fer.

84° Il sera institué près de la Compagnie un ou plusieurs ingénieurs, inspecteurs ou commissaires spécialement chargés de surveiller les opérations de la Compagnie.

85° Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par la Compagnie qui en effectuera le payement aux ayants-droit sur la présentation d'états réguliers arrêtés par le Gouvernement, la Compagnie entendue.

86° Afin de pourvoir au traitement du personnel designé à l'article 84, la Compagnie sera tenue de verser chaque année à la caisse du Gouvernement, une somme de . . par 1000 archines de chemin de fer concédé et livré à l'exploitation. Cette somme sera de . . . par 1000 archines de chemin de fer concédé mais non encore livré à l'exploitation.

87° Toute contestation qui pourra s'élever entre la Compagnie et le Gouvernement au sujet de l'exécution et de l'interprétation d'un article du présent cahier des charges, sera jugée par une Commission mixte composée d'arbitres nommé en nombre égal des deux parts.

Le jugement de ces arbitres sera exécutable et obligatoire sans 1868
appel.

En cas de partage des voix, il sera élu un nouvel arbitre par les membres mêmes de la Commission.

Instructions pour le service du Contrôle de l'exploitation des Chemins de Fer avec garantie d'intérêt.

(1 sefer 1283/2 juin 1866.)

Les commissaires Impériaux des chemins de fer en exploitation doivent, par de fréquents contrôles:

1° s'assurer de la manière dont la compagnie remplit, vis-à-vis du public, les conditions imposées par le cahier des charges ;

2° veiller à ce que l'ordre et la régularité existent dans les services de l'exploitation et de l'entretien de la ligne, et particulièrement dans la perception des recettes et dans la constatation des dépenses.

3° vérifier l'exactitude des comptes rendus périodiques fournis par la Compagnie, et qui seront de baser pour le calcul de la garantie d'intérêt accordée par l'État.

Afin de guider les Commissaires dans l'accomplissement de leur mission, on croit devoir leur faire spécialement les recommandations suivantes:

§. 1.

Mesures dans l'intérêt du public.

Pour que le chemin de fer soit d'un usage facile pour le public et que le trafic se développe, il faut donner la plus grande publicité à toutes les conditions relatives au transport des voyageurs et des marchandises.

Les Compagnies doivent donc, dans toutes les gares et les bureaux de factage et de correspondance, afficher:

pour les voyageurs, les heures de départ des trains et les prix des places;

pour les marchandises, le mode de classification adopté, et les tarifs maximum autorisés par le Gouvernement pour le transport, le magasinage et le factage des marchandises; enfin les conditions relatives aux délais pour le transport et la livraison des marchandises.

Ces affiches devront être visées par le Commissaire Impérial et approuvés par le Gouverneur.

La Compagnie pourra, bien entendu, abaisser ses tarifs au-dessus du maximum; mais, une fois les tarifs abaissés, elle ne pourra les relever qu'après une application de 3 mois et à la condition d'un avis affiché un mois à l'avance et visé par le Commissaire Impérial.

1868 Dans tous les cas le public devra trouver, dans les stations, des affiches indiquant les tarifs actuellement appliqués et la date de leur adoption.

§. 2.

Entretien de la voie et du matériel.

Le Commissaire doit s'assurer, par de fréquentes inspections, que la voie est en bon état, et qu'il en est de même du matériel.

Le matériel doit être suffisant pour que, en aucune circonstance, on ne soit obligé d'employer des machines ou des voitures exigeant des réparations.

Afin d'apprécier l'importance du service exigé du matériel, le Commissaire réclamera de la Compagnie, et tous les 6 mois, un tableau du matériel roulant de la ligne, qu'il adressera au Ministère avec indication de l'état de ce matériel.

Il demandera également à la Compagnie le tableau indiquant le mouvement des convois et le parcours total de ces convois. Ce tableau sera rédigé pour chaque semaine par la Compagnie.

Un tableau analogue pour chaque période de 4 semaines sera adressé par le Commissaire au Ministère des Travaux Publics.

Le Commissaire invitera la Compagnie à le prevenir dans les 24 heures, toutes les fois qu'un convoi aura dû s'arrêter accidentellement plus de 10, ou qu'il aura nécessité l'envoie d'une machine de renfert. Le Commissaire devra faire une enquête sur la cause du retard, rechercher si elle est dûe à un défaut de la voie ou à un défaut du matériel, et par chaque période de 4 semaines, il rendra compte au Ministre du nombre de ces arrêts accidentels de convoie, et de leur cause.

La Compagnie toutes les fois qu'elle négligera de prévenir le Commissaire d'un arrêt de train excédant 10, sera passible d'une amende de 20 livres turques, pour la Caisse des routes, au Ministère des Travaux Publics.

Le Commissaire éxigera qu'il y ait toujours une machine de secours, en bon état, et prête à partir au premier signal.

Outre les transports de voyageurs et de marchandises ordinaires, la Compagnie transporte, à des prix probablement réduits, du matériel et des matériaux pour la construction d'embranchements ou du prolongement de la ligne.

Ces transports, ainsi que les recettes auxquelles ils donnent lieu, devront faire de la part de la Compagnie l'objet du tableau N. IV.

Le même tableau fera connaître les transports faits sur les voies en construction par le contracteur, avec le matériel de la Compagnie.

Les tarifs appliquées dans ces deux cas devront être l'objet 1868
d'une approbation spéciale du Gouvernement.

Le Commissaire devra, à la fin de chaque semestre, constater, par l'examen du degré d'avancement des travaux des sections nouvelles, l'importance du matériel transporté et par conséquent l'exactitude du tableau IV.

Quant au nombre de journées de location de locomotives, il est entendu que la location d'une machine au contracteur devra toujours être annoncée par la Compagnie au Commissaire, et que, à partir de cet avis, la machine sera censée utilisée exclusivement par lui, à moins d'avis écrit et contraire.

Si la Compagnie néglige d'informer le Commissaire d'une nouvelle location de machine au contracteur, cette machine pourra être censée au service du contracteur depuis la date du dernier avis relatif à la location d'une machine, et le Gouvernement aura droit de considérer la Compagnie comme ayant reçu la somme relative à une pareille location.

§. 3.

Service des recettes.

Le Commissaire tiendra à ce que la Compagnie prenne toutes les mesures pour rendre les fraudes et les abus difficiles.

Ainsi les stations doivent être entourées d'une clôture; les buffets et cafés ouvrant à la fois, sur la voie et au dehors de la station, sont interdits.

Personne d'étranger du service ne doit pénétrer sur la voie sans être muni d'un billet de place.

Les billets délivrés aux voyageurs doivent porter tous la date du jour, et être contrôlés à l'emporte pièce dans le cours du voyage.

Les billets délivrés en route pour parcours additionnel ou pour changement de classe, doivent être à souche et tous numérotés d'avance.

A la fin de chaque semaine la Compagnie devra remettre au Commissaire le tableau N. II, indiquant le nombre de billets de différentes classes et les recettes des voyageurs et accessoires de grande vitesse aux différentes stations.

Elle lui remettra le tableau N. III analogue, dressé pour les marchandises.

Pour chaque période de 4 semaines, le Commissaire enverra les tableaux analogues au Ministre des Travaux Publics.

Une fois, au moins, par semestre, le Commissaire devra pour chacune des stations vérifier les comptes d'une semaine prise au hasard, et consigner dans un procès verbal les résultats de cette vérification.

1868

§. 4.

Service des dépenses.

La Compagnie doit pouvoir justifier au près du Commissaire, toutes les fois que celui-ci le demande, le chiffre des ses dépenses, en produisant soit des reçues ou listes d'emargements, s'il s'agit du personnel, soit des factures acquittées et des connaissements, s'il s'agit de matériaux ou fournitures.

La réception et le mode d'emploi des fournitures doivent être constatés par leur inscription à l'entrée et à la sortie des magasins ou dépôts de la Compagnie, et dont le Commissaire peut toujours et devra de temps à autre demander la visite et la vérification.

Le nombre et l'emploi du personnel sont indiqués par un tableau N. V, que la Compagnie devra adresser au Commissaire à la fin de chaque mois. Le Commissaire enverra ce tableau au Ministère avec son avis.

Le Commissaire portera particulièrement son attention sur les dépenses du factage et des commissionaires et agents des marchandises; s'il y a des agents ou des services extérieurs de factage, il s'en fera indiquer les dépenses, et les recettes spéciales de ses services et agences devront être indiquées à part à l'article des recettes de la Compagnie.

§. 5.

Comptes semestriels de la Compagnie.

Les services des recettes et des dépenses supposées effectués avec régularité, le Commissaire doit, lors de la rédaction des comptes semestriels de la Compagnie, vérifier encore, si ces comptes sont établis comme il convient, c'est-à-dire si les dépenses et les recettes qui y figurent se rapportent réellement au semestre dont il s'agit.

Pour le personnel il n'y a pas de difficulté.

Mais pour toutes les fournitures relatives à la traction, à l'exploitation et à l'entretien, il doit s'assurer qu'elles ont été faites à ces diverses branches de service *par le dépôt et les magasins de la Compagnie.*

Ainsi pour le charbon, par exemple, si dans un semestre la Compagnie en a acheté et reçu pour 300.000 piastres, mais que les registres de sortie des dépôts n'en mentionnent que pour 200.000 p., il ne devra figurer que 200.000 p. au compte des dépenses semestrielles; les 100.000 p. d'excédant de dépenses seront portées aux arriérés dûs à la Compagnie par les magasins et dépôts.

Les tableaux VI, VII et VIII, qui devront être fournis par la Compagnie, serviront à établir les chiffres des dépenses des articles principaux.

On y remarquera le compte séparé des achats de matériaux neufs et des reprises en magasin ou en dépôt des rebuts; la valeur de ces rebuts doit naturellement figurer au compte des magasins, dans l'établissement de balance générale, des services d'entretien et d'exploitation. 1868

Il est enfin un point sur lequel le Commissaire devra porter son attention.

Le capital pour lequel le Gouvernement garantit un intérêt minimum, est le capital d'établissement de la ligne et d'achat de son matériel.

C'est donc du compte de construction que doivent être portées toutes les dépenses faites pour augmentation de matériel, dépenses de construction de voies nouvelles, de bâtiments nouveaux pour station, magasins ou ateliers.

Ainsi, si la Compagnie possède 6 locomotives et quelle en achète une septième, les 7 restant en service, le prix de la septième machine sera porté au compte d'établissement et augmentera d'autant le capital sur lequel porte la garantie, si ce capital n'a pas été fixé à forfait.

Que si, au contraire, cette septième machine ne vient qu'en remplacement d'une machine, désormais hors de service, alors son prix d'achat pourra être mentionné aux dépenses semestrielles, sous le titre de renouvellement de matériel, mais, en même temps, aux recettes semestrielles, on fera figurer comme matériel de rebut la valeur de la machine à remplacer.

Il sera donc nécessaire d'exiger de la Compagnie que, à son article de dépenses semestrielles, elle distingue pour le matériel, comme pour la voie, le télégraphe, le mobilier, les dépenses de renouvellement et les simples dépenses d'entretien et de réparation, et qu'à son article des recettes elle indique la valeur du matériel mis au rebut et remplacé. La manière de disposer ces comptes est indiquée au tableau IX.

Les comptes semestriels de magasins et dépôt seront arrêtés quinze jours avant la clôture du semestre.

Le tableau des comptes semestriels sera présenté par la Compagnie, dans le délai de 20 jours à partir de la clôture du semestre, au Commissaire qui devra l'envoyer au Ministre, le plus tôt possible, avec ses observations.

Le Gouvernement examinera ces comptes. Faute d'une réponse du Gouvernement dans le délai de 2 mois à partir de leur présentation par la Compagnie, ces comptes seront considérés comme approuvés.

Les règlements et instructions avec les tableaux y annexés concernant l'administration intérieure des chemins de fer de l'Empire

1868 ayant été soumis à l'approbation de la S. Porte et revêtus de la sanction Impérial, une copie légalisée en a été remise au Colonel Réchad Bey, Commissaire Impérial, pour qu'il en donne communication aux Compagnies, et il est en même temps chargé d'en surveiller la pleine et entière exécution.

476.

30 avril 1868.

Traité de navigation entre l'Autriche et la Grande-Bretagne, conclu à Vienne. Ratifications échangées à Vienne le 26 juin 1868.

(R. G. B. 1868, Nr. 87.)

Schifffahrtsvertrag vom 30. April 1868 zwischen Seiner kaiserl. königl. Apostolischen Majestät und Ihrer britischen Majestät. Geschlossen zu Wien am 30. April 1868. Von Seiner kaiserl. königl. Apostolischen Majestät ratificirt am 24. Juni 1868; die Auswechslung der beiderseitigen Ratificirungen hat zu Wien am 26. Juni 1868 stattgefunden.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus ac singulis quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Plenipotentiario Nostro et a Plenipotentiariis Serenissimae ac Potentissimae Reginae Magnae Britanniae Hiberniaeque fine apliendae inter Utriusque Nostrum ditiones navigationis, tractatus die 30ª Aprilis anni currentis initus et signatus fuit tenoris sequentis:

Schifffahrtsvertrag zwischen Seiner kaiserl. königl. Apostolischen Majestät und Ihrer britischen Majestät.

Seine kaiserl. königl. Apostolische Majestät auf der einen Seite, und

Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland auf der anderen Seite,

von dem Wunsche beseelt, die zwischen Ihren beiderseitigen Staaten und Besitzungen bestehenden Schifffahrtsbeziehungen wechselseitig zu erleichtern und auszudehnen, haben beschlossen, einen Vertrag zu diesem Zwecke einzugehen, und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine kaiserl. königl. Apostolische Majestät: 1868

den Herrn Friedrich Ferdinand Freiherrn von Beust, Allerhöchstihren geheimen Rath, Reichskanzler und Minister des Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten, Grosskreuz des St. Stephan- und des Leopold-Ordens;

Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland:

den sehr ehrenwerthen Johann Arthur Douglas Baron Bloomfield von Oakhampton und Redwood, Pair von Irland, Mitglied Ihrer britischen Majestät höchst ehrenwerthen Geheimrathes, Grosskreuz des höchst ehrenwerthen Bath-Ordens, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner kaiserl. königl. Apostolischen Majestät, und

den Herrn Louis Mallet Esquire, Ritter des höchst ehrenwerthen Bath-Ordens, beigeordneten Secretär des Comités Ihrer Majestät höchst ehrenwerthen Geheimrathes für den Handel und auswärtige Pflanzstätten;

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart und abgeschlossen haben:

Artikel I.

Schiffe von Angehörigen der Staaten Seiner kaiserl. königl. Apostolischen Majestät und deren Ladungen sollen in allen Besitzungen Ihrer Majestät der Königin der vereinigten Königreiche von Grossbritannien und Irland, und britische Schiffe und deren Ladungen sollen in allen Besitzungen Seiner kaiserl. königl. Apostolischen Majestät, gleichviel woher die Schiffe kommen und wohin sie gehen, und woher die Ladungen kommen oder wohin sie bestimmt sind, in jeder Beziehung wie die einheimischen Schiffe und deren Ladungen behandelt werden.

Jede Begünstigung oder Befreiung in dieser Beziehung, sowie jedes andere die Schifffahrt betreffende Privilegium, welches einer der vertragenden Theile einer dritten Macht gewähren würde, soll augenblicklich und bedingungslos auf den anderen Theil ausgedehnt werden.

Man ist jedoch darüber einverstanden, dass diese Bestimmung auf die nationale Fischerei beider Theile keine Anwendung finden soll.

Artikel II.

Die in dem vorstehenden Artikel enthaltenen Bestimmungen finden auch auf die Colonien und auswärtigen Besitzungen Ihrer britischen Majestät, sowie auf deren Schiffe und Ladungen Anwendung, jedoch, was die Küstenschifffahrt betrifft, nur in jenen Colonien

1868 und auswärtigen Besitzungen, deren Küstenschifffahrt in Gemässheit der über den Gegenstand ergangenen Parlamentsacten fremden Schiffen geöffnet ist oder in Zukunft eröffnet werden sollte.

Die auswärtigen Besitzungen und Colonien Ihrer britischen Majestät, deren Küstenschifffahrt fremden Schiffen bereits geöffnet wurde, und in welchen desshalb Schiffe von Angehörigen der kaiserl. königl. Staaten wie die eigenen behandelt werden, sind:

Britisch-Indien,
Ceylon,
Cap der guten Hoffnung,
Victoria,
St. Lucia.

Artikel III.

Wenn ein Kriegs- oder Handelsschiff eines der beiden vertragenden Theile an den Küsten des anderen Schiffbruch oder Havarie oder irgend einen Unfall erleiden sollte, so soll ihm, sowie seiner Ladung, seinem Geräthe und seiner Ausrüstung derselbe Schutz und Beistand geleistet werden, wie einem einheimischen Schiffe; auch sollen in einem solchen Falle von den Eigenthümern, deren Bevollmächtigten oder Vertretern für die Sicherung ihres Eigenthumes oder des Lebens der an Bord befindlichen Personen keine anderen Kosten zu bezahlen sein, als in dem entsprechenden Falle des Schiffbruches oder des Unfalles eines einheimischen Schiffes zu zahlen sein würden.

Sollte der Führer eines Handelsschiffes genöthigt sein, einen Theil seiner Ladung zur Deckung von Rettungskosten zu verkaufen, so soll ihm von Seite der Behörden kein Hinderniss in den Weg gelegt werden; der Führer ist jedoch zur Beachtung der bestehenden Vorschriften und Tarife verpflichtet.

Die von dem Wrack geborgenen Güter und Waaren sollen, soferne sie nicht in den Verbrauch übergehen, von jeder Zollabgabe frei sein.

Wenn der Eigenthümer oder Schiffsführer oder ein anderer Bevollmächtigter des Eigenthümers nicht gegenwärtig ist, oder gegenwärtig ist und es wünscht, oder zur Annahme des Consularbeistandes durch seine Heimatsgesetzgebung verpflichtet ist, sollen die beiderseitigen Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln oder Consularagenten befugt sein, die Gewährung des erforderlichen Beistandes an die Betheiligten zu vermitteln.

Artikel IV.

Den Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consularagenten jedes der vertragenden Theile, welche in dem Gebiete und den

Besitzungen des anderen ihren Sitz haben, soll von den Ortsbehörden 1868
jeder gesetzlich zulässige Beistand zur Einbringung der von den Schiffen ihres Landes desertirten Personen geleistet werden.

Artikel V.

Alle Schiffe, welche nach den Gesetzen der Staaten Seiner kaiserl. königl. Apostolischen Majestät als Schiffe von Angehörigen dieser Staaten, und alle Schiffe, welche nach britischen Gesetzen als britische Schiffe anzusehen sind, sollen in allen Beziehungen dieses Vertrages als britische, beziehungsweise als Schiffe von Angehörigen der kaiserl. königl. Staaten gelten.

Artikel VI.

Gegenwärtiger Vertrag soll vom Tage der Auswechslung der Ratificationen desselben bis zum 31. December 1877 in Kraft bleiben, und falls keine der hohen contrahirenden Mächte der anderen zwölf Monate vor Ablauf des besagten Zeitraumes die Absicht kundgegeben haben wird, die Wirksamkeit des Vertrages aufhören zu lassen, soll der Vertrag für ein weiteres Jahr in Wirksamkeit bleiben, und so fort von Jahr zu Jahr, bis zum Ablaufe eines Jahres, von dem Tage an gerechnet, an welchem der eine oder der andere der hohen contrahirenden Theile seine Absicht kundgemacht haben wird, der Wirksamkeit desselben ein Ende zu setzen.

Artikel VII.

Gegenwärtiger Vertrag soll ratificirt und es sollen die Ratificationsurkunden in Wien binnen acht Wochen, oder wenn möglich früher, ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet, und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien, am 30. Tage des Monats April, im Jahre des Heiles Achtzehnhundert sechzig und acht.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *Bloomfield* m. p.
(L. S.) Louis *Mallet* m. p.

Treaty of Navigation, between His Imperial and Royal Apostolic Majesty and Her Britannic Majesty.

His Imperial and Royal Apostolic Majesty on the one part, and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland on the other part,

being equally animated by the desire of extending and promoting the facilities of navigation between their respective States and domi-

1868 nions have resolved to conclude a treaty for that purpose, and have named for their Plenipotentiaries that is to say:

His Imperial and Royal Apostolic Majesty:

Frederic Ferdinand Baron Beust, His Imperial Majesty's Privy Councillor, Chancellor of the Empire and Minister of the Imperial House and of Foreign affairs, Grand Cross of the Orders of St. Stephen and Leopold;

and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland:

the Right Honorable John Arthur Douglas Baron Bloomfield of Oakhampton and Redwood, a Peer of Ireland, a Member of Her Majesty's Most Honorable Privy Council, Knight Grand Cross of the most Honorable Order of the Bath, Her Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Imperial and Royal Apostolic Majesty, and

Louis Mallet Esquire, Companion of the Most Honorable Order of the Bath, Assistant Secretary to the Committee of Her Majesty's Most Honorable Privy Council for Trade and Foreign Plantations;

Who after having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form have agreed upon and concluded the following Articles:

Article I.

Ships belonging to the citizens of the Imperial and Royal States and their cargoes in all the dominions of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and British ships and their cargoes in all the dominions of His Imperial and Royal Apostolic Majesty, from whatever place arriving or whatever may be their place of destination, and whatever may be the place of origin or destination of their cargoes, shall be treated in every respect as national ships and their cargoes.

Every favour or exemption in these respects, or any other privilege in matters of navigation, which either of the Contracting Parties shall grant to a third Power, shall be extended immediately and unconditionally to the other Party.

It is however agreed, that this stipulation shall not be applicable to the national fisheries of either of the two countries.

Article II.

The stipulations contained in the preceding Article are also to be applied to the Colonies and Foreign Possessions of Her Britannic Majesty, as well as to the ships and cargoes of the same; but, as regards the coasting trade, only in those Colonies and Foreign Possessions the coasting trade of which shall have been, or shall be

hereafter, opened to Foreign ships in conformity with the Acts of 1868
Parliament which govern this matter.

The Foreign Possessions and Colonies of Her Britannic Majesty the coasting trade of which has been already so opened to Foreign ships, and in which therefore ships belonging to citizens of the Imperial and Royal States are placed on the national footing, are:

British India,
Ceylon,
Cape of Good Hope,
Victoria,
St. Lucia.

Article III.

If any ship of war or merchant vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked, or meet with any casualty upon the coasts of the other, the same aid and assistance shall be rendered to it, and to the cargo, apparel, and furniture thereof, as to a national vessel; and in such case no other expenses shall be paid by the owners or their agents and representatives for the preservation of the property or of the lives of the persons on board the ship, than would be payable in the like case of a wreck of or casualty to a national vessel.

In case the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray any salvage expenses, no impediment shall be opposed by the authorities, the master being bound, however, to conform to the existing regulations and Tariffs.

The goods and merchandise saved from the wreck shall be exempt from all duties of Customs, unless cleared for consumption.

The respective Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular-Agents shall, if the owner or master, or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, or is bound by the laws of his country to accept consular assistance, be authorized to interpose in order to afford the necessary assistance to those concerned.

Article IV.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular-Agents of each of the Contracting Parties residing in the Dominions and Possessions of the other, shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

Article V.

All vessels which according to the laws prevailing in the States of His Imperial and Royal Apostolic Majesty are to be deemed ve

1868 belonging to the subjects of His Imperial and Royal Apostolic Majesty and all vessels which according to British law are to be deemed British vessels, shall for the purposes of this Treaty be respectively deemed British vessels and vessels belonging to the citizens of the Imperial and Royal States.

Article VI.

The present Treaty shall remain in force from the exchange of the ratifications thereof until the 31. December 1877, and in case neither of the High Contracting Powers shall have notified to the other, twelve months before the expiration of the said period, the intention to put an end to its operation, the Treaty shall continue in force for another year, and so on from year to year, until the expiration of a year counting from the day on which one or other of the High Contracting Parties shall have announced its intention to put an end to it.

Article VII.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Vienna, within eight weeks or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed there to the seal of their arms.

Done at Vienna, this 30th day of April, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty eight.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *Bloomfield* m. p.
(L. S.) Louis *Mallet* m. p.

Nos visis et perpensis tractatus hujus articulis, illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse. In quorum fidem majusque robur, praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die vigesima quarta mensis Junii, anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo octavo, Regnorum Nostrorum vigesimo.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
C. R. Consilarius aulicus et ministerialis.

477. 1868

3 mai 1868.

Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Bavière concernant l'adjonction de la commune tyrolienne de Jungholz au système de douanes et d'impôts indirects de la Bavière. Conclu à Vienne. Ratifications échangées le 26 juin 1868 à Vienne.

(R. G. B. 1868, Nr. 78.)

Vertrag vom 3. Mai 1868 zwischen Seiner kaiserl. königl. Apostolischen Majestät und Seiner Majestät dem Könige von Bayern, über den Anschluss der zur Grafschaft Tyrol gehörigen Gemeinde Jungholz an das bayerische Zoll- und indirecte Steuersystem. Geschlossen zu Wien am 3. Mai 1868. Von Seiner kaiserl. königl. Apostolischen Majestät ratificirt zu Prag am 22. Juni 1868 und in den beiderseitigen Ratificirungen zu Wien ausgewechselt am 26. Juni 1868.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen und Apostolischer König von Ungarn etc. etc.

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenem Sr. Majestät des Königs von Bayern wegen des Anschlusses der zur Grafschaft Tirol gehörigen Gemeinde Jungholz an das bayerische Zoll- und indirecte Steuersystem ein aus sechzehn Artikeln und drei Anlagen bestehender Vertrag am 3. Mai 1868 zu Wien abgeschlossen und unterzeichnet worden ist:

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages und seiner Anlagen denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen und königlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir die gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und mit Unserem kaiserlichen und königlichen Insiegel versehen lassen.

So geschehen in Unserer königlichen Hauptstadt Prag, den zwei und zwanzigsten des Monats Juni im Jahre des Heils Eintausend achthundert sechzig acht, Unserer Reiche im zwanzigsten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Freiherr *von Beust* m. p.

Auf Allerhöchsten Befehl Seiner k. k. Apostolischen Majestät:

Maximilian Freiherr v. *Gagern* m. p.,

Hof- und Ministerialrath.

1868 Nachdem Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen etc. etc. und Seine Majestät der König von Bayern Sich in dem Wunsche geeinigt haben, dass die zur Grafschaft Tyrol gehörige Gemeinde Jungholz dem bayerischen Zoll- und indirecten Steuersysteme angeschlossen werde, so haben zum Zwecke der desshalb zu führenden Verhandlungen zu Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine kaiserlich-königliche Apostolische Majestät den Friedrich Ferdinand Freiherrn von Beust, Grosskreuz des königlich ungarischen St. Stephan- und des kaiserlich österreichischen Leopold-Ordens, Ritter des königlich bayerischen St. Hubertus- und Grosskreuz des königlichen Civilverdienstordens der bayerischen Krone, Allerhöchstihren wirklichen geheimen Rath, Reichskanzler, Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern;

Seine Majestät der König von Bayern den Otto Grafen von Bray-Steinburg, Grosskreuz des königlichen Civilverdienstordens der bayerischen Krone und des königlich bayerischen St. Michael-Ordens, Grosskreuz des kaiserlich österreichischen Leopold-Ordens, Allerhöchstihren Kämmerer, Staatsminister a. D., Staatsrath im ausserordentlichen Dienste, erblichen Reichsrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am kaiserlich-königlich österreichischen Hofe;

von welchen Bevollmächtigten nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist:

Artikel 1.

Die zur Grafschaft Tyrol gehörige Gemeinde Jungholz wird, ungeschadet der landesherrlichen Hoheitsrechte Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät, an das Zollsystem Bayerns, wie solches auf Grund der in Folge der Zollvereinsverträge bisher erlassenen Gesetze, Tarife und Verordnungen dermalen besteht, oder auf dem gesetzlichen Wege künftig abgeändert werden möchte, angeschlossen. Die Zollgrenze an dem anzuschliessenden Gebietstheile soll durch beiderseits zu ernennende Commissarien festgestellt werden.

Artikel 2.

In Folge dieses Anschlusses wird Seine kaiserlich-königliche Apostolische Majestät, mit Aufhebung der gegenwärtig in dem gedachten Gebietstheile über Eingangs- und Ausgangsabgaben und deren Verwaltung, sowie der über die Durchfuhr bestehenden Gesetze, daselbst rücksichtlich der Verwaltung der Eingangs- und Ausgangsabgaben, sowie bezüglich der Durchfuhr in Uebereinstimmung mit den in Bayern zur Anwendung kommenden dessfallsigen Gesetzen, Tarifen, Verordnungen und sonstigen administrativen Bestimmungen eintreten, und zu diesem Zwecke die erforderlichen Gesetze, Tarife

und Verordnungen publiciren, sonstige Verfügungen aber, nach denen 1868
die Angehörigen oder Steuerpflichtigen sich zu richten haben, zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Artikel 3.

Gleichzeitig mit dem Anschlusse fraglichen k. k. Gebietstheiles an das bayerische Zollsystem wird von Seite der k. k. Regierung in diesem Gebietstheile eine völlige Gleichstellung der Besteuerung innerer Erzeugnisse mit den in Bayern bestehenden Besteuerungsgrundsätzen bewirkt werden.

Artikel 4.

Demgemäss wird die bisher im österreichischen Zollausschlusse Jungholz bestandene Verzehrungssteuer, von dem Tage der Ausführung gegenwärtigen Vertrages an, aufhören; dagegen aber für den Fall, als in dem gedachten Gebietstheile künftig Malz erzeugt oder verbraucht, oder die Fabrikation von Runkelrübenzucker betrieben oder Salz gewonnen werden sollte, eine Besteuerung in völliger Uebereinstimmung mit den in Bayern dabei zur Anwendung kommenden Steuersätzen, Erhebungs- und Controlformen und sonstigen Einrichtungen stattfinden.

In Folge dieser Gleichmässigkeit der inneren Besteuerung wird zwischen Bayern und dem genannten Gebietstheile gegenseitig von sämmtlichen inneren Erzeugnissen bei dem Uebergange in das andere Gebiet weder eine Rückvergütung der Steuern geleistet, noch eine Uebergangsabgabe erhoben werden, dagegen den übrigen Staaten des Zollvereines gegenüber der fragliche Gebietstheil hinsichtlich der zu gewährenden Rückvergütungen und der zu erhebenden Uebergangsabgaben in dasselbe Verhältniss, wie Bayern rechts des Rheines, eintreten.

Artikel 5.

Die bisher in dem Zollausschlusse Jungholz geltenden Bestimmungen über die Ausübung der für den Staatsschatz in den k. k. Staaten rücksichtlich der Monopolsgegenstände vorbehaltenen ausschliessenden Verfügung sollen von dem im Artikel 4 bezeichneten Zeitpunkte an ausser Wirksamkeit treten

Artikel 6.

Die Untersuchung und Bestrafung der in jenem k. k. Gebietstheile begangenen Zollvergehen erfolgt von den k. k. Gerichten oder zuständigen Behörden, zwar nach Massgabe der daselbst zu publicirenden Bestimmungen des bayerischen Zollstrafgesetzes, jedoch nach den in den k. k. Staaten für das Verfahren schon bestehenden Normen und Competenzbestimmungen.

1868

Artikel 7.

Die hiernach von diesen Gerichten verhängten Geldstrafen und confiscirten Gegenstände fallen nach Abzug der Denunciantenantheile dem k. k. Fiscus zu.

Die von dem Uebertreter verkürzten Gefälle, soweit sie von ihm erholt oder aus dem Erlöse der confiscirten Gegenstände berichtigt werden können, sind jedesmal an das königlich bayerische Hauptzollamt Pfronten zu übersenden.

Artikel 8.

Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungsrechtes über die wegen verschuldeter Zollvergehen (Artikel 6) verurtheilten Personen bleibt Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät vorbehalten.

Artikel 9.

Seine kaiserlich-königliche Apostolische Majestät treten für den Zollausschluss Jungholz den Verabredungen bei, welche in den zwischen Bayern und den übrigen Zollvereinsstaaten abgeschlossenen, samkeit, insonderheit :

der k. k. Regierung mitgetheilten Zollvereinigungsverträgen wegen Annahme gleichförmiger Grundsätze zur Beförderung der Gewerb-

a) wegen der Befugniss der Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete eines anderen zum Zollvereine gehörenden Staates, Arbeit und Erwerb zu suchen;

b) wegen der von den Angehörigen des einen Vereinsstaates, welche in dem Gebiete eines anderen Vereinsstaates Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben;

c) wegen der freien Zulassung von Kaufleuten, Fabrikanten und anderen Gewerbetreibenden, welche persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende Ankäufe machen, oder nur unter Mitführung von Mustern Bestellungen suchen;

d) wegen des Besuches der Messen und Märkte

getroffen worden sind.

Artikel 10.

Seine kaiserlich-königliche Apostolische Majestät treten hierdurch bezüglich des in Frage stehenden Gebietstheiles dem zwischen den Gliedern des Zollvereines zum Schutze ihres gemeinschaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel und ihrer inneren Verbrauchsabgabe gegen Defraudationen unterm 11. Mai 1833 abgeschlossenen Zollcartell bei.

Die Bestimmungen dieses Zollcartells sollen auch auf die in dem Artikel 4 des gegenwärtigen Vertrages genannten Steuern volle Anwendung finden.

Artikel 11. 1868

In Folge der in den vorhergehenden Artikeln getroffenen Vereinbarungen hören mit Ausführung gegenwärtigen Vertrages alle Eingangs- und Ausgangsabgaben an den Grenzen zwischen Bayern und der Gemeinde Jungholz auf, und wird nicht nur zwischen dem gedachten k. k. Gebietstheile und dem königlich bayerischen Gebiete ein völlig freier und unbeschwerter Verkehr mit alleiniger Ausnahme der in dem nachfolgenden Artikel 12 bezeichneten Gegenstände stattfinden, sondern auch den k. k. Staatsangehörigen in dem genannten Gebietstheile, rücksichtlich des gegenseitigen Verkehres mit eigenen und fremden Erzeugnissen, in dem Verhältnisse zu den übrigen Zollvereinsstaaten eine völlige Gleichstellung mit den königlich bayerischen Staatsangehörigen zu Theil werden.

Artikel 12.

Den Abgaben, welche von gewissen inländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Commune im Königreiche Bayern beim Einbringen in dieselbe erhoben werden, unterliegen auch Gegenstände derselben Art, welche aus gedachtem k. k. Gebietstheile in eine zu einer solchen Erhebung befugte bayerische Gemeinde eingeführt werden.

Artikel 13.

Der fragliche Gebietstheil soll, ohne Einrichtung einer eigenen Verwaltung, den betreffenden bayerischen Zollbehörden zur Verwaltung zugetheilt, dem bayerischen Grenzbezirke angeschlossen und zur Beaufsichtigung in steuerlicher Beziehung den bayerischen Beamten in den angrenzenden Aufsichtsbezirken überwiesen werden.

Artikel 14.

In Folge des gegenwärtigen Vertrages wird eine Gemeinschaft der Einkünfte an Eingangs- und Ausgangsabgaben, sowie an Rübenzucker- und Salzsteuer zwischen den contrahirenden Theilen in der Art eintreten, dass die Antheile, welche Bayern nach seiner Bevölkerung, einschliesslich der Bevölkerung der dem Zoll- und Steuerverbande desselben beigetretenen fremdherrlichen Landestheile und der Gemeinde Jungholz, von den im Zollvereine in der vereinbarten Weise zur Theilung kommenden Nettoerträgnissen an Eingangs- und Ausgangsabgaben, sowie an Rübenzucker- und Salzsteuer zukommen, die Summe zu bilden haben, an welcher der k. k. Gebietstheil Jungholz im Verhältnisse seiner Bevölkerung participirt.

Ein Antheil an den Erträgnissen der in Bayern rechts des Rheins zur Erhebung kommenden Uebergangsabgaben von Malz, Bier und Branntwein wird von k. k. Seite nicht angesprochen.

1868

Artikel 15.

Vor Herstellung des freien Verkehres zwischen der Gemeinde Jungholz und dem bayerischen Gebiete soll, den dieserhalb getroffenen näheren Verabredungen gemäss, eine Nachversteuerung der in dem anzuschliessenden Gebietstheile vorhandenen Bestände an ausländischen Waaren stattfinden.

Artikel 16.

Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages, welcher mit 1. Juni 1868 in Kraft treten soll, wird bis letzten December 1877 festgestellt.

Erfolgt nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes eine Aufkündigung von der einen oder der anderen Seite, so wird der Vertrag als auf zwölf Jahre und so weiter von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen.

Derselbe soll zur landesherrlichen Ratification vorgelegt, und sollen die Ratificationsurkunden in thunlichster Bälde ausgewechselt werden.

So geschehen Wien, am 3. Mai 1868.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *Bray-Steinburg* m. p.

Schlussprotokoll zum Vertrage über den Anschluss der zur Grafschaft Tyrol gehörigen Gemeinde Jungholz an das bayerische Zoll- und indirecte Steuersystem.

Zu den Artikeln 1 bis 4 des Vertrages.

1. Die kaiserlich-königliche Regierung wird in dem gedachten Gebietstheile

den in Bayern giltigen Zolltarif nebst den besonderen Vorschriften über die Verzollung von Zucker und Syrup,

das Zollgesetz,

die Zollordnung und die §§. 1 bis 27 des Zollstrafgesetzes

mit den hierzu ergangenen abändernden oder ergänzenden Bestimmungen publiciren lassen. Ebenso wird die Publication der sonst noch zur Kenntniss der betheiligten Angehörigen und Steuerpflichtigen zu bringenden Verfügungen auf dessfallsiges Ersuchen der königlich bayerischen Regierung von Seite der kaiserlich-königlichen Regierung erfolgen.

2. In gleicher Weise wird von Seite der kaiserlich-königlichen Regierung eintretenden Falles die Einführung und Verkündigung derselben Gesetze und Verordnungen etc. etc. hinsichtlich des Malzaufschlages, sowie der Besteuerung des im Inlande erzeugten Rübenzuckers und Salzes erfolgen, wie sie jeweils in Bayern in Kraft sein oder abgeändert werden.

Die Erzeugung oder der Verbrauch von Malz, sowie der Betrieb 1868
der Runkelrüben-Zuckerfabrication, dann die Gewinnung von Salz soll im fraglichen Zollausschlusse erst dann gestattet werden, wenn die gedachten, hierauf bezüglichen Gesetze etc. etc. dort zuvor in Kraft getreten sind.

3. Die kaiserlich-königliche Regierung wird alle Abänderungen der gesetzlichen oder reglementären Bestimmungen über den Betrag oder über die Erhebungsform und die Controle der Ein- und Ausgangsabgaben, sowie rücksichtlich der Durchfuhr, welche in Bayern etwa getroffen werden möchten, auf dessfallsige Mittheilung und Einladung auch in dem vorgenannten Gebietstheile eintreten lassen.

4. Da die kaiserlich-königliche Regierung es als den bestehenden Verhältnissen, und besonders dem Zwecke der Aufrechthaltung eines möglichst freien gegenseitigen Verkehres entsprechend anerkennt, die inneren Erzeugnisse in der Gemeinde Jungholz der nämlichen Besteuerung, wie in Bayern, zu unterwerfen, so erklärt dieselbe für den Fall, als in der Folge in Bayern noch andere als die im Artikel 4 des Vertrages genannten Erzeugnisse mit einer Steuer belegt werden sollten, ihre Bereitwilligkeit, auf jedesmalige besondere Einladung auch für den gedachten Gebietstheil die gleichzeitige Annahme derjenigen gesetzlichen Bestimmungen, welche in einem solchen Falle in Bayern entweder bei der ersten Einführung oder in Folge späterer Abänderungen angeordnet werden möchten, zu bewirken, und die desshalb in Bayern zu treffenden Massregeln auch in jenem Gebietstheile in Vollzug zu setzen.

5. Der Anschluss von Jungholz an das bayerische indirecte Steuersystem erfolgt in der Weise, wie dasselbe in Bayern rechts des Rheines besteht. Im Verhältnisse zur bayerischen Rheinpfalz wird übrigens diesfalls eine völlige Gleichstellung der kaiserlich königlichen Staatsangehörigen in dem gedachten Gebietstheile mit den Angehörigen des diesseitigen Bayerns zugesichert.

2. Zum Artikel 6 des Vertrages.

1. Die Gesetze und Verordnungen über das von den kaiserlich-königlichen Gerichten oder Behörden in Untersuchungssachen wegen Zollvergehen zu beobachtende Verfahren wird die kaiserlich-königliche Regierung der königlich bayerischen Regierung vollständig mittheilen.

2. Die Acten über die im Artikel 6 des Vertrages in Frage stehenden Zollvergehen werden vor der Entscheidung zur allenfallsigen Erinnerung und nach erfolgter Entscheidung zur Kenntnissnahme von den betreffenden kaiserlich-königlichen Behörden an das königlich bayerische Hauptzollamt Pfronten mitgetheilt werden.

3. Die Verabredung im erwähnten Artikel 6 des Vertrages und folgende, sowie vorstehende, sollen eintretenden Falles auch für die

1868 Untersuchung und Bestrafung der Steuercontraventionen massgebend sein.

3. Zum Artikel 8 des Vertrages.

Seine kaiserlich-königliche Apostolische Majestät wollen vor Entscheidung auf die eingehenden Begnadigungs- oder Strafverwandlungsgesuche eine Communication darüber zwischen Ihrer und der königlich bayerischen Regierung eintreten und der letzteren von der getroffenen Entscheidung Mittheilung machen lassen.

4. Zu Artikel 9 und 10 des Vertrages.

Königlich bayerischerseits wird von den Uebereinkünften oder Verabredungen, welche zwischen den Zollvereinsregierungen etwa in Beziehung auf einen oder den anderen der in den Artikeln 9 und 10 des Vertrages gedachten Gegenstände oder sonst zum Zwecke der Erleichterung des Handels und Verkehres in weiterer Ausbildung der Vereinsverhältnisse getroffen werden sollten, der kaiserlich-königlichen Regierung stets Mittheilung gemacht, und es wird kaiserlich-königlicherseits dergleichen Uebereinkünften und Verabredungen auf dessfallsige Einladung auch in dem anzuschliessenden Gebietstheile Folge gegeben werden.

5. Zum Artikel 11 des Vertrages.

Die Bestimmungen der am 21. September 1842 unter den Zollvereinsstaaten abgeschlossenen Uebereinkunft wegen Ertheilung von Erfindungspatenten und Privilegien sollen nach Massgabe der hierüber im Artikel 21 des Zollvereinigungsvertrages vom 8. Juli 1867 getroffenen Abrede auch in dem an Bayern anzuschliessenden kaiserlich-königlichen Gebietstheile Anwendung finden.

6. Zum Artikel 12 des Vertrages.

Man ist einverstanden, dass die Bestimmung im Artikel 11 der Befugniss der contrahirenden Regierungen keinen Eintrag thut, von Spielkarten und Kalendern eine Stempelabgabe zu erheben.

Jedoch wird die kaiserlich-königliche Regierung die Anfertigung von Spielkarten und Kalendern in der Gemeinde Jungholz nicht gestatten.

Die dem dortigen Verbrauche entsprechende Menge von Spielkarten und Kalendern kann dagegen, mit kaiserlich-königlichen Stempeln versehen und von Attesten der betreffenden kaiserlich-königlichen Behörden begleitet, abgabenfrei aus den kaiserlich-königlichen Staaten über das Hauptzollamt Pfronten nach vorausgegangener ordnungsmässiger Declaration bei demselben nach Jungholz eingebracht werden.

7. Zum Artikel 13 des Vertrages. 1868

1. Wenn die Verhältnisse der Grenzbewachung die Errichtung einer bayerischen Aufsichtsstation in Jungholz erfordern sollten, so wird hierzu in Gemässheit der im Artikel 13 des Vertrages getroffenen Verabredung von kaiserlich-königlicher Seite in voraus die Zustimmung ertheilt, und zugleich die Bereitwilligkeit erklärt, in diesem Falle für die Beschaffung der benöthigten Localitäten gegen entsprechende Vergütung Sorge tragen zu wollen.

Sollte zur besseren Verbindung dieser Station mit den angrenzenden bayerischen Grenzwachstationen die Herstellung eines fahrbaren Weges zwischen Pfronten und Jungholz nothwendig und königlich bayerischerseits beschlossen werden, so macht sich die kaiserlich-königliche Regierung anheischig, die gedachte Gemeinde, auf dessfallsiges Ansuchen der königlich bayerischen Regierung, zur unverzüglichen Herstellung eines Fahrweges innerhalb ihres Bezirkes von dem Orte Jungholz bis zur bayerischen Grenze in einer bayerischerseits festzustellenden Richtung zu verhalten.

2. Die betreffenden kaiserlich-königlichen Justiz- und Polizeibehörden werden angewiesen werden, den in dem anzuschliessenden Gebietstheile fungirenden Zollbeamten in Beziehung auf ihre Dienstleistungen jeden gesetzlich zulässigen Beistand zu leisten.

3. Die Zutheilung in Ansehung der Verwaltung und Beaufsichtigung an die betreffenden bayerischen Behörden und Beamten wird auch rücksichtlich der Rübenzucker- und Salzsteuer, dann des Malzaufschlages, sofern es zur Erhebung von solchen in dem anzuschliessenden Gebietstheile kommen sollte, sowie rücksichtlich anderer, nach der Verabredung unter Nr. 1, Ziffer 4, gegenwärtigen Protokolles eventuell einzuführenden Steuern auf innere Erzeugnisse, stattfinden.

8. Zum Artikel 14 des Vertrages.

1. Bayern wird die sämmtlichen Verwaltungskosten allein tragen.

2. Die kaiserlich-königliche Regierung verpflichtet sich, von drei zu drei Jahren eine sorgfältige Aufnahme der Bevölkerung in dem dem bayerischen Zollsysteme anzuschliessenden Gebietstheile nach den dieserhalb in Bayern zur Anwendung kommenden Grundsätzen und in denselben Terminen, in welchen diese Aufnahme in Bayern geschieht, und zwar sofort nach erfolgtem Anschlusse für die Jahre 1868 bis 1870, sodann aber weiter zu Ende des Jahres 1870 für die nächstfolgenden drei Jahre u. s. w. bewirken zu lassen, und die Resultate derselben der königlich bayerischen Regierung zur Grundlage der Abrechnung mit den Zollvereinsstaaten mitzutheilen.

1868 9. Zum Artikel 15 des Vertrages.

In Gemässheit der unter Artikel 15 des Vertrages getroffenen Verabredung wird die kaiserlich-königliche Regierung die in der Anlage beigefügte Verordnung über die Nachversteuerung der in dem anzuschliessenden Gebietstheile vorhandenen Bestände von ausländischen Waaren publiciren lassen. Die Publication darf nicht früher als drei Tage vor dem zur Ausführung des Vertrages bestimmten Termine erfolgen.

Gleichzeitig wird eine gemeinschaftliche Commission zur Ausführung dieser Verordnung zusammentreten.

Diese Commission wird die Revisionen der declarirten Waarenquantitäten durch die ihr zur Disposition zu stellenden bayerischen Beamten veranlassen; sie wird demnächst die einzuzahlenden Steuerbeträge festsetzen, und überhaupt alles zur Regulirung und Beendigung der Nachsteuerangelegenheit Erforderliche anordnen.

Im Allgemeinen wird jedoch bei der Festsetzung und Einziehung der Nachsteuer mit möglichster Schonung verfahren, die Beweisführung des inländischen Ursprunges bei den betreffenden Artikeln nicht zu sehr erschwert, und die specielle Revision da, wo solche für nöthig befunden wird, nicht über den Zweck der Sache ausgedehnt, überhaupt aber so eingerichtet werden, dass der gewerbliche Verkehr der Nachsteuerpflichtigen nicht darunter leidet.

Die Nachversteuerung ist auf die Waarenartikel, welche in dem festgesetzten Nachsteuertarife aufgenommen sind, beschränkt. Sollte sich indessen zeigen, dass zur Befriedigung gewinnsüchtiger Speculation ungewöhnliche Vorräthe von den im Nachsteuertarife nicht genannten Waarenartikeln in Jungholz angehäuft würden, so soll der gedachte Tarif durch nachträgliche Einschaltung der betreffenden Waarenartikel vervollständigt werden.

Bis zu dem Zeitpunkte, wo die Aufnahme der Bestände der nachsteuerpflichtigen Waaren in dem anzuschliessenden Gebietstheile völlig beendet sein wird, dauert die Grenzbewachung gegen den letzteren einstweilen noch fort, und es bleibt daher bis zu diesem Zeitpunkte die Herstellung des vertragsmässig freien Verkehres ausgesetzt.

Die aufkommende Nachsteuer fliesst in die Casse des Gesammtvereines.

10.

Auf den Wunsch der kaiserlich-königlichen Regierung wird die königlich bayerische Regierung, der von der Gemeinde Jungholz gestellten Bitte entsprechend, die abgabenfreie Einbringung von jährlich drei bayerischen Eimern zum Gottesdienste in Jungholz bestimmten Opferweines aus Tirol gestatten.

So geschehen Wien, am 3. Mai 1868.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *Bray-Steinburg* m. p.

Erklärung zum Artikel 14, Absatz 1 des Vertrages über den Anschluss der zur Grafschaft Tyrol gehörigen Gemeinde Jungholz an das bayerische Zoll- und indirecte Steuersystem. 1868

Bei dem heutigen Abschlusse des Vertrages über den Anschluss der zur Grafschaft Tirol gehörigen Gemeinde Jungholz an das bayerische Zoll- und indirecte Steuersystem, ist in Bezug auf den Artikel 14, Absatz 1 dieses Vertrages die nachstehende besondere Verabredung getroffen worden:

In Berücksichtigung des Umstandes, dass die königlich bayerische Regierung nicht nur die sämmtlichen aus dem Anschlusse von Jungholz erwachsenden Verwaltungskosten zu übernehmen hat, sondern auch durch die mit diesem Anschlusse verbundene Kürzung der bayerischen Grenzlänge einen nicht unbeträchtlichen dauernden Ausfall an den nach Massgabe der Grenzlänge unter den Zollvereinsmitgliedern festgestellten Bauschsummen für die Verwaltungskosten an den Grenzen erleidet;

in Berücksichtigung des weiteren Umstandes, dass von bayerischer Seite für die der Gemeinde Jungholz creditirten Zölle, für welche, ebenso wie für die unter Ziffer 10 des Schlussprotokolles vom heutigen Tage der Gemeinde Jungholz zugestandene Begünstigung, die königliche Regierung dem Gesammtvereine gegenüber aufzukommen hat, eine Nachforderung nicht erhoben wird;

verzichtet die kaiserlich-königliche Regierung, zur Ausgleichung alles dessen, zu Gunsten der königlich bayerischen Staatscasse für die Dauer des Eingangs erwähnten Vertrages auf die Herauszahlung ihres Antheiles an den im Artikel 14, Absatz 1 des Vertrages bezeichneten Einnahmserträgnissen.

Die gegenwärtige Erklärung soll mit der Ratification des Hauptvertrages vom heutigen Tage als gleichfalls ratificirt angesehen werden.

Geschehen Wien, am 3. Mai 1868.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *Bray-Steinburg* m. p.

1868

478.

4 mai 1868.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant les taxes à payer des biens des sujets ottomans décédés en Autriche.

(F. V. B. 1868, Nr. 17.)

Gebührenbehandlung des hierlands befindlichen Nachlassvermögens türkischer Unterthanen einschliesslich der Unterthanen der zur Pforte schutzbefohlenen Länder.

Ueber eine gestellte Anfrage in Betreff der Gebührenbehandlung des hierlands befindlichen Nachlassvermögens türkischer Unterthanen einschliesslich der Unterthanen der zur Pforte schutzbefohlenen Länder wurde nach gepflogener Rücksprache mit dem k. k. Ministerium des Aeussern erinnert: dass hierbei der in der Verordnung vom 8. April 1854, Nr. 84 des R. G. Bl., Absatz 2 *b)*, aufgestellte Reciprocitätsgrundsatz massgebend ist. Hiernach wird das hierlands befindliche Nachlassvermögen türkischer Unterthanen einschliesslich der Unterthanen der zur Pforte schutzbefohlenen Länder, dann der Vermögensübertragungsgebühr unterliegen, wenn dieses Vermögen von der österreichischen Gerichtsbehörde nach den österreichischen Gesetzen abgehandelt und den Erben eingeantwortet wird (§. 141 des Gesetzes vom 9. August 1854, Nr. 208 R. G. Bl.).

479.

6 mai 1868.

Ordonnance du ministère I. R. de la justice concernant la forme des réquisitions à adresser aux tribunaux russes par suite du nouveau code judiciaire.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des Justizministeriums an sämmtliche k. k. Oberlandesgerichte.

In Folge der in den kaiserl. russischen Gouvernements Petersburg, Novgorod, Moskau, Pskow, Riazan, Wladimir, Kalouga, Toula, Twer, Jaroslaw, Kharkow, Koursk, Orel, Woronesch, Tiflis, Koutais, Bakon, Elisabethopel, Stawropol und Eriwan eingeführten neuen Gerichtsorganisation muss jede Requisition eines auswärtigen Gerichtes im Namen dieses Gerichtes in der Form eines richterlichen Erkenntnisses oder Amtsschreibens abgefasst sein, und eine vollstän-

dige und genaue Darstellung Alles dessen enthalten, was auf das 1868
Verlangen des Gerichtes Bezug hat. Wenn es sich demnach darum handelt, im gerichtlichen Wege Vernehmungen oder insbesondere Zeugenaussagen unter eidlicher Bekräftigung aufzunehmen, ist es unbedingt nothwendig, die betreffende Angelegenheit zu bezeichnen und anzugeben, ob die Aussage in der Eigenschaft als Kläger, als Geklagter oder als Zeuge gemacht werden soll; die Individuen selbst sollen genau bezeichnet werden, damit kein Zweifel über deren Identität mit den vorgeladenen Personen bestehen könne.

Die Requisition des auswärtigen Gerichtes soll überdies mit einem Certificate des Inhalts versehen sein, dass diese Requisition in Vollzug gesetzt werden solle. Zufolge des allgemeinen Reglements für die gerichtlichen Behörden sollen die Requisitionen auswärtiger Gerichte von einer russischen Uebersetzung begleitet sein, da an die Gerichte des Reiches kein in fremder Sprache abgefasstes Ersuchen gerichtet werden kann.

Was die gerichtlichen Actenstücke betrifft, welche eingesendet werden, um an in Russland sich aufhaltende Individuen zugestellt zu werden, so können solche Actenstücke, wie Solches bisher geschehen ist, dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten übermittelt werden, welches dieselben seinerseits durch Vermittlung der competenten Polizeiadministration an ihre Bestimmung leiten wird. Es ist zu bemerken, dass die Adressen der von den Gerichten vorzuladenden Personen genau anzugeben sind, indem jede Ungenauigkeit Verzögerungen und sogar die Unmöglichkeit, dem Ersuchen zu entsprechen, herbeiführen kann. Die Kosten des Verfahrens treffen das requirirende Gericht.

Jede Forderung auf eine Geldsumme muss in den vorgenannten Gouvernements vor dem competenten Gerichte durch den Kläger persönlich oder durch einen Bevollmächtigten vorgebracht werden.

Hiervon sind die k. k. Gerichte mit dem Auftrage zu verständigen, dass sie ihre Requisitionen an die kaiserl. russischen Gerichte der erwähnten Gouvernements diesen Bestimmungen gemäss einzurichten haben.

Wo es den k. k. Gerichten unmöglich sein sollte, den Requisitionen eine russische Uebersetzung beizulegen, ist bei deren Vorlage das Ersuchen zu stellen, dass die Uebersetzung von der k. k. Gesandtschaft besorgt und beigeschlossen werde.

1868

480.

15 mai 1868.

Ordonnance du ministère Royal italien des finances à l'égard de certaines facilités accordées à l'entrée et à la sortie temporaire du bétail conduit au pâturage ou au labourage.

Nuove facilitazioni per la importazione ed esportazione temporaria del bestiame per pascolo e lavoro.

(Nr. 2411 — Div. I.)

Bollettino ufficiale del Ministero delle finanze direzione generale delle gabelle. XII, vol. VIII, 100 pag. 199.

Secondando le vive istanze degli allevatori di bestiame delle provincie di confine ed in corrispondenza alle disposizioni testè emanate dalla I. R. Amministrazione austriaca per l'applicazione dell'articolo 10 del Trattato di commercio italo-austriaco, il Ministero determina quanto appresso, in apendice alle Circolari n. 225 del 28 luglio 1866, e n. 239 del 1° ottobre successivo.

1° Per la *importazione* e la *esportazione temporaria del bestiame per pascolo e lavoro* si potrà prescindere dalla materiale presentazione degli animali all' Ufficio doganale, quando vi ostino gravi difficoltà di comunicazione riconosciute dal Capo dell' Ufficio medesimo.

In questi casi però la *dichiarazione* dovrà essere presentata in *due esemplari*, in base ad uno dei quali si farà luogo alla emissione della *bolletta di cauzione*.

La verificazione si compierà sul punto di *entrata* o di *uscita* degli animali dal Capo della brigata doganale più prossima al punto medesimo. A tale uopo l'altro esemplare della *dichiarazione*, vidimato dal Ricevitore, sarà unito alla bolletta, in calce alla quale si porrà il modo chiaro e perfettamente visibile l'annotazione seguente:

Unita la dichirazione n. . . . . .
Da verificarsi dal Capo-brigata di . . . . .

IL RICEVITORE.

Il Capo-brigata proseguirà l'annotazione come appresso:

Visto e verificato conforme alla dichiarazione n. . . . *che viene ritirata e trasmessa alla Dogana di* . . . . . .
Li 18

IL CAPO-BRIGATA.

La dichiarazione, sulla quale eziandio il Capo-brigata farà cenno 1868
nell' apposita colonna, del resultato della visita, sarà contrapposta alla matrice della bolletta di cauzione insieme all' altro esemplare di cui sopra.

Ove dalla verificazione risultino delle differenze rispetto alla dichiarazione, il Capo-brigata scorterà tosto il bestiame alla Dogana, perchè sia proceduto a senso dell'articolo 68 del Regolamento doganale.

2° Se la dichiarazione di cui all'articolo precedente non potesse aver luogo che con gravissima difficoltà a causa delle grandi distanze o delle assolute mancanze di comunicazioni, la Direzione delle Gabelle potrà autorizzare che un Impiegato doganale od un Capo-brigata si rechino sul punto di entrata o di uscita degli animali, e ivi compiano la operazione, ricevendo le dichiarazioni e i depositi, ed emettendo le bollette relative.

L' Ispettore o l' Ufficiale della Guardia doganale dovranno in tali casi vigilare le operazioni.

I *depositi* saranno immediatamente versati nella cassa doganale; i *bollettari* e i *registri* non si terranno fuori di ufficio che per il tempo strettamente necessario.

3° Per le temporarie importazioni ed esportazioni di cui trattasi, le Direzioni potranno concedere le facilitazioni di cui al 1° comma dell' articolo 4 delle Istruzioni doganali 30 ottobre 1862.

4° Sono confermate le disposizioni in vigore per la parte in cui non sono contrarie alla presente.

Le Direzioni daranno in proposito le opportune istruzioni alle Dogane ed alle Brigate, affinchè l' applicazione delle nuove facilitazioni abbia luogo col miglior vantaggio delle importanti industrie della pastorizia e della agricoltura, ed in pari tempo senza lesione veruna ai preziosi interessi dell'Erario.

Agli Ispettori è specialmente demandato l'incarico di accuratamente vigilare allo scopo di cui sopra.

481.

26 mai 1868.

Protestation contre les lois des 25 et 26 mai 1868.

(Corresp. des k. u. k. Minist. des Aeussern Nr. 2, 1868.)

Le Nonce Apostolique, Monsignor Falcinelli de Antonucci au Baron de Beust.

En présence des faits de la plus haute gravité qui viennent de se passer en Autriche, et qui violent d'une manière si flagrante les droits de l'Église catholique, le soussigné Archevêque d'Athènes,

1868 Nonce Apostolique, remplit un devoir impérieux en exposant à Son Excellence Monsieur le Baron de Beust, Chancelier de l'Empire et Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, les justes griefs du Saint-Siége.

Afin de mettre un terme à la situation anormale dans laquelle se trouvait l'Église depuis tant d'années, et aux conflits sans nombre entre les autorités civiles et religieuses qui en résultaient nécessairement, une Convention a été conclue le 18 août 1855 entre le Saint-Siège et le Gouvernement Impérial.

Cet acte solennel et réparateur, vivement désiré par un Souverain (l'Empereur François Ier), dont la longue expérience et les malheurs avaient imprimé un si grand caractère de sagesse aux actes de son règne, a été comme légué par lui à ses successeurs. Les négociations, interrompues plusieurs fois par des guerres désastreuses, n'ont pas duré moins d'un demi-siècle.

Cette longue négociation, menée à bonne fin par Sa Sainteté Pie IX et l'Empereur François-Joseph, a rendu à l'Église dans les États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique la liberté à laquelle elle a droit, sans porter la moindre atteinte à l'autorité civile et au libre exercice religieux des autres confessions chrétiennes. Loin de là, le Saint-Siége, plein de confiance dans les sentiments religieux de l'Auguste Monarque qui, dès le commencement de Son règne, a donné des preuves si éclatantes de Sa droiture et de Son attachement à l'Église, lui a accordé tous les droits qui sont compatibles avec l'autonomie nécessaire à la religion catholique.

D'un autre côté, par les patentes Impériales du 8 avril 1861 et du 23 janvier 1866, les chrétiens de la confession helvétique et de la confession d'Augsbourg ont obtenu, dans les affaires religieuses et scolaires, une autonomie qu'ils ne possèdent dans aucun État protestant, et la liberté dont ils jouissent depuis en Autriche est plus étendue que celle que le Concordat garantit aux catholiques. Les mêmes avantages ont été concédés aux Grecs non-unis. Ainsi, non-seulement le Concordat n'a mis aucun empêchement à cette magnanimité de l'Empereur envers ses sujets non-catholiques, mais il en a été la première cause.

Nul n'avait donc à se plaindre. Quant aux catholiques, pénétrés de la plus profonde reconnaissance envers le Souverain qui avait accompli les voeux du Chef Suprême de l'Église, celui de tous les évêques de son vaste empire et de tous les gens de bien, ils ont béni le nom de Sa Majesté l'Empereur François Joseph comme protecteur de la religion, et les catholiques du monde entier ont uni leurs bénédictions à celles de leurs frères.

Dans ce concert unanime et spontané, si des sons discordants se sont faits entendre, comme cela a toujours lieu lorsqu'on proclame

quelque grande vérité, ils ont été proférés par les éternels ennemis 1868
du christianisme, et par des hommes qui ne se sont jamais occupés de questions religieuses et dont l'ignorance serait l'excuse, si elle n'était accompagnée d'un mauvais vouloir plus grand encore.

C'est ainsi que fut conclu et accueilli le Concordat, l'année 1855.

La situation est la même aujourd'hui; c'est ce que prouvent les voeux unanimes des évêques, du clergé et de tous les catholiques, qui connaissent et aiment leur religion, dont heureusement le nombre est encore immense en Autriche, témoins les pétitions venues de toutes parts demandant le maintien du Concordat. Quelques-unes de ces pétitions ont été couvertes de plusieurs centaines de milliers de signatures, malgré les entraves que les signataires ont souvent rencontrées.

Si le soussigné rappelle ces circonstances, qui sont désormais du domaine de l'histoire, c'est pour constater que le Concordat a été fait au grand avantage spirituel des catholiques de l'Empire auxquels il garantissait en tous points le libre exercice de leur religion, et avec l'adhésion unanime de tous ceux qui ont à coeur leurs intérêts religieux, et de plus, qu'il n'a porté préjudice à personne.

Il pourrait ajouter que le Concordat était destiné à rendre de plus grands services à l'État qu'à l'Église; mais il laisse à d'autres, et aux événements surtout, à justifier cette appréciation que les ennemis communs de l'État et de l'Église n'ont que trop comprise depuis longtemps.

Quoiqu'il en soit, le Concordat a été conclu librement par deux Puissances souveraines, ratifié dans toutes les formes voulues pour donner à un traité toute sa valeur. Les souverains qui l'ont signé se sont engagés à l'observer fidèlement, et ces engagements solennels ont été pris pour eux et pour leurs successeurs: Verbo Caesareo-Regio pro Nobis atque successoribus Nostris adpromittentes; tels sont les termes mêmes dont s'est servi Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Le Saint-Siége a religieusement tenu ses engagements. Il avait droit de s'attendre à une juste réciprocité, surtout de la part d'une Puissance dont la réputation d'honnêteté est hautement estimée dans le monde entier.

Mais quelle n'a pas été la douleur du Saint-Père en apprenant que le Conseil des Ministres de la partie cisleithane de l'Empire a non-seulement laissé saisir les Chambres de projets de lois totalement contraires aux dispositions fondamentales du Concordat, mais qu'il les a ouvertement favorisés, et qu'il se montre disposé à en accepter toutes les conséquences.

Si les motifs qu'on a allégués pour défendre ces lois pouvaient jamais prévaloir dans le monde, il ne serait plus possible de faire des

1868 contrats et des traités, et il faudrait renoncer à toute idée de droit et de justice.

Invoquer la nécessité! mais la nécessité dont il s'agit est une nécessité factice, dont l'oeil le moins clairvoyant a pu suivre toute la trame. D'ailleurs: „Il vaut mieux souffrir toutes sortes de nécessités que de commettre une seule iniquité.“ (S. Augustin), et c'en est une que de violer la parole donnée.

Invoquer l'opportunité! c'est ériger l'arbitraire en principe et abandonner aux caprices de tous les vents l'exécution des engagements les plus sacrés et les plus inviolables.

Se prévaloir des changements survenus dans l'empire! ce serait rendre toutes les transactions illusoires, et faire dépendre leur violation du bon plaisir d'un seul des contractants.

Cette prétention, d'ailleurs, est si peu admissible qu'elle n'a été alléguée pour infirmer aucun des nombreux traités conclus par l'Autriche avec d'autres que le Saint-Siége avant l'époque de ces changements. Le Recueil des Traités et Conventions conclus par l'Autriche avec les Puissances étrangères, dans la période de 1849 à 1856, se compose de plusieurs volumes; on demandera toujours à l'Autriche: pourquoi les derniers changements survenus dans l'Empire ont laissé toute leur force à ces nombreux traités, et n'ont invalidé que la seule Convention conclue entre l'Empereur et le Chef de l'Église?

Ces changements constitutionnels ont laissé à bon droit leur valeur obligatoire non-seulement à tous les traités internationaux, mais encore aux patentes souveraines accordées à tous les sujets de l'Empire qui professent une autre religion que la religion catholique, bien qu'ils aient tous reçu par ces patentes une autonomie plus grande que celle qui a été garantie aux catholiques par le Concordat. Pourquoi les derniers changements survenus dans l'Empire n'ont-ils porté aucune atteinte à tous les engagements pris antérieurement en faveur des sujets non-catholiques des diverses confessions, tandis que des engagements plus solennels, contractés en faveur des catholiques, sont les seuls qui puissent être violés?

Afin d'atténuer la culpabilité d'un tel acte on est obligé d'avoir recours à une argumentation que le soussigné ne peut que déplorer profondément. On cite l'exemple de plusieurs États, qui, eux aussi, ont violé les Concordats qu'ils avaient faits avec le Saint Siége. C'est là un mode étrange de justification, et qu'il serait bien funeste de rappeler à la mémoire des gouvernements et des peuples.

Plusieurs Concordats, comme un grand nombre d'autres traités, ont été violés sans doute: ceux qui se sont rendus coupables de ces infractions à la loyauté et au droit des gens en portent la responsabilité devant Dieu et devant les hommes; mais jamais un gouverne-

ment ne pourra justifier sa conduite en s'autorisant de tels exemples. 1868
Il n'y a aucun acte, quelque coupable qu'on le suppose, qui ne pût être justifié, si pour cela il suffisait de lui trouver des précédents.

Il est inutile de relever ce qu'il y a d'inexact dans l'assertion qui a été faite „que même parmi les États catholiques qui ont conclu des concordats, aucun ne les a strictement observés"; de même que dans l'énumeration de ces États les gouvernements de Bade et de Würtemberg figurent, contre leur gré, sans doute, comme catholiques.

Si, dans les circonstances actuelles, d'une si grave portée pour l'Autriche, les faits historiques ont de la valeur auprès du Gouvernement Impérial, il devrait prendre en sérieuse considération la conduite de la plupart des gouvernements qui, après avoir manqué à leurs engagements envers le Saint-Siége dans des moments d'erreur et de trouble, et après avoir fait une funeste expérience des malheurs qui en ont été la suite, ont cherché sincèrement à se reconcilier avec l'Église et à réparer le mal qu'ils avaient fait à leur pays. C'est là une histoire qui dure depuis dix-huit siècles, et dont l'enseignement devrait servir à assurer le triomphe aux lois de l'éternelle justice, en présence des passions et des exigences passagères du moment.

Au reste, le Concordat n'a jamais été tenu pour immuable; mais pour le cas où des modifications eussent été jugées nécessaires, il prescrivait lui-même le mode de procéder à ces changements. Ce mode était une entente à l'amiable entre les deux hautes parties contractantes: „Si quavero in posterum supervenerit difficultas. Sanctitas Sua et Majestas Caesarea invicem conferent ad rem amice componendam" (Art. XXXV).

Le soussigné n'ignore pas qu'il existe une manière de négocier avec le gouvernement pontifical qui consiste à trancher d'avance les questions en litige pour obliger le Saint-Siége à reconnaître les faits accomplis; mais il n'ignore pas non plus que, lorsqu'on viole si facilement les engagements qu'on a pris, les évènements ne tardent guère à prouver aux yeux de tous que ces faits, pour être accomplis, n'en sont pas plus licites, et que leurs funestes conséquences retombent toujours sur ceux qui ont donné aux peuples de si déplorables exemples.

Au reste, les faits contre lesquels le Saint-Siége doit s'élever sont d'une telle nature, que non-seulement ils violent le Concordat, mais ils sont contraires aux maximes fondamentales de la Religion et aux lois les plus sacrées de l'Église.

Telles sont: 1° la loi sur le mariage; 2° la loi sur les écoles; 3° la loi dite interconfessionnelle.

Prétendre soumettre les questions matrimoniales à la législation et à la juridiction de l'État et vouloir séculariser le mariage, réduire

1868 un sacrement de l'Église à un simple contrat civil, c'est effacer le nom de Dieu d'un des actes les plus importants de la vie et sacrifier les consciences. Cette nouvelle législation antichrétienne est empruntée à un pays qui la doit à la plus sanglante époque de son histoire, et pour lequel elle a toujours été une de ses plus indestructibles calamités.

Le mariage, élevé à la dignité de sacrement par le divin fondateur du Christianisme, est un acte essentiellement religieux, qui est par conséquent du ressort de l'Église, et dont elle ne se départira jamais. l'Église, qui ne s'ingère nullement dans les effets civils du contrat matrimonial, a droit à une indépendance entière dans l'exercice de sa juridiction religieuse. Elle repoussera donc éternellement, comme contraire à sa doctrine, ce principe qui a inspiré toutes les dispositions de la nouvelle loi sur le mariage: „L'État ne peut se démettre de son droit de législation et de juridiction dans les questions matrimoniales."

C'est là non-seulement une violation du Concordat, mais une profanation du sacrement de mariage et une injure faite aux lois divines et ecclésiastiques.

La loi concernant les écoles est une autre et bien grave infraction au Concordat. Son résultat inévitable sera de paralyser la légitime et nécessaire influence du prêtre dans l'école et de rendre sa mission nulle ou impossible.

L'enseignement de la religion et de la morale appartient au sacerdoce et cela de droit divin: l'empêcher de remplir efficacement ce devoir c'est porter atteinte aux droits les plus sacrés de l'Église d'abord et de ceux qui ont l'obligation d'écouter ses enseignements, c'est-à-dire, tous les catholiques. S'emparer totalement de la jeunesse catholique et refuser au ministre de la religion le droit de surveiller les écoles, c'est rendre son ministère illusoire et asservir dès l'âge le plus tendre les consciences à ce qu'il y a de plus monstrueux de nos jours, à l'indifférentisme religieux.

Plusieurs articles du Concordat reconnaissent pleinement aux évêques la légitime influence qu'ils doivent exercer sur l'éducation publique; tous ces articles ont été signalés comme devant être abolis ou modifiés de telle sorte, que les droits de l'Église, en tant que société légitime, indépendante, pouvant régler ses propres affaires, sont totalement méconnus.

S'il y a dans le monde une corporation ou société qui ait des droits d'institution divine, c'est bien l'Église; les évêques individuellement n'ont pas à attendre une permission de l'autorité civile pour enseigner la religion dans leurs diocèses; c'est au nom de Dieu et au nom de l'Église qu'ils remplissent ce devoir.

La loi qu'on appelle interconfessionnelle est le complément des lois précédentes, et porte encore de nombreuses atteintes aux droits de l'Église. Notamment: 1868

L'article Ier qui contient des stipulations relatives à la religion que doivent professer les enfants, qui sont contraires aux lois de l'Église et aux prescriptions du Concordat;

L'article XII conçu dans un esprit qui lèse la conscience catholique touchant la question des cimetières, tandis qu'il eût été si facile de s'entendre avec l'Église et de concilier ses droits avec les égards qui sont dus aux autres confessions ;

L'article XIII qui, en abolissant les anciens règlements qui protégeaient à l'extérieur l'observation du repos du dimanche, laisse tant de facilité aux violations publiques de la loi dominicale que ce scandale augmente d'une manière déplorable.

Toutes ces dispositions tiennent à un système dont les tendances anti-catholiques sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les signaler davantage.

Ces dispositions ont été votées par la majorité du Reichsrath, malgré les protestations unanimes des évêques et des membres des deux Chambres qui connaissent leur religion et qui tiennent pour sacrées et inviolables les stipulations des traités.

Aujourd'hui, tous les articles qui font l'objet de cette Note ont obtenu la sanction du Souverain et ont force de loi.

Devant ces faits d'une si haute gravité, il ne reste au représentant du Saint-Siége qu'à protester solennellement:

1° Contre la violation d'un traité bilatéral, conclu librement, avec bonne foi et dans toutes les formes requises pour le rendre obligatoire et inviolable aux deux parties contractantes.

2° De plus il proteste contre les nombreuses dispositions des nouvelles lois sur le mariage, sur les écoles et sur les rapports interconfessionnels, qui sont des atteintes aux droits du Saint-Père comme Chef Suprême de l'Église catholique et des violations de la loi divine et ecclésiastique.

En remplissant ce pénible devoir, le soussigné constate que la responsabilité de tous ces faits ne peut en aucun cas retomber sur le Saint-Siége qui n'a failli à aucun de ces devoirs, et qui n'a rien négligé pour éclairer la conscience de ceux qui avaient à statuer sur tous ces actes.

Le soussigné saisit, etc.

1868 **482.** **30 mai 1868.**

Réponse à cette protestation.

(Corresp. des k. u. k. Minist. des Aeussern Nr. 2, 1868.)

Le Baron de Beust au Nonce Apostolique Monsignor Falcinelli de Antoniacci.

Le soussigné a eu l'honneur de recevoir la Note en date du 26 de ce mois par laquelle Son Exc. Mgr. le Nonce proteste contre certaines dispositions des nouvelles lois sur le mariage, sur les écoles et sur les rapports des différentes confessions entr'elles, comme portant atteinte aux droits de l'Église catholique et aux stipulations du Concordat de 1855.

Le soussigné s'est empressé de placer cette pièce sous les yeux de Sa Majesté Imp. et Roy. Apostolique, et il est autorisé à porter ce qui suit à la connaissance de Son Excellence Mgr. le Nonce Apostolique.

Dès le jour de la publication des nouvelles lois, Son Excellence M. le Baron de Meysenbug, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Affaires Etrangères, a été envoyé à Rome par l'Empereur, en mission confidentielle, afin de porter au Saint-Père les éclaircissements nécessaires sur les circonstances au millieu desquelles ces lois ont été faites et santiconnées par Sa Majesté.

L'Empereur se plaît à espérer que Sa Sainteté qui a toujours témoigné à l'Autriche et à son Souverain une affection paternelle, daignera accueillir avec bonté et apprécier avec Son équité habituelle les explications qui Lui seront soumises. Sa Majesté désire vivement, que le Saint-Père veuille bien tenir compte des difficultés de la situation et soit persuadé en même temps du dévouement inaltérable dont Sa Majesté reste animée aujourd'hui, comme par le passé, pour la personne du Souverain Pontife et les intérêts de l'Église catholique. Conserver la paix avec l'Église, lui assurer, dans toute l'étendue de l'Empire, la liberté et l'indépendance dont elle a besoin pour l'exercice de ses hautes fonctions, tel est le ferme dessein de l'Empereur, comme de Son Gouvernement. Le soussigné est heureux de pouvoir en renouveler ici l'assurance à Son Excellence Mgr. le Nonce Apostolique, et il s'efforcera, en ce qui le concerne, de maintenir avec le Saint-Siége des relations toujours conformes aux vues qu'il vient d'exprimer. C'est dans ce but qu'il préfère s'abstenir d'entrer en discussion sur les considérations qui accompagnent la protestation de Mgr. le Nonce Apostolique, afin d'éviter tout ce qui pourrait apporter dans cette question un nouvel élément d'irritation.

En se flattant que Son Excellence Mgr. le Nonce Apostolique appréciera le sentiment qui a dicté cette réserve, le soussigné s'empresse d'ajouter qu'il s'est fait un devoir de porter la Note du 26 mai à la connaissance de M. le Prince Auersperg, Président du Conseil des Ministres, et il saisit cette occasion pour, etc.

483. 1868

2 juin 1868.

Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Suède et Norvége pour l'extradition réciproque des criminels. Conclu à Stockholm le 2 juin 1868. Ratification impériale datée de Vienne, le 15 juillet 1868. Ratification suédoise datée de Stockholm, le 13 juillet 1868; échange des ratifications à Stockholm, le 19 août 1868.

(R. G. B. 1868, Nr. 11.)

Staatsvertrag vom 2. Juni 1868 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Königreiche Schweden und Norwegen, wegen gegenseitiger Auslieferung der Verbrecher. Abgeschlossen zu Stockholm am 2. Juni 1868, von Seiner kaiserl. königl. Apostolischen Majestät ratificirt am 15. Juli 1868; in den beiderseitigen Ratificationen ausgewechselt in Stockholm am 19. August 1868.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Rex Bohemiae etc. et Apostolicus Rex Hungariae.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro et a Plenipotentiario Suae Regiae Sueciae et Norvegiae Majestatis Conventio in XVI Articulis consistens de mutua maleficorum extraditione Stockholmiae die 2. mensis Junii anni 1868 inita et signata est, tenoris sequentis:

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, ayant à coeur d'assurer la répression des crimes commis sur leurs territoires respectifs et dont les auteurs ou complices voudraient échapper à la vindicte des lois en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu, d'un commun accord, de conclure une convention d'extradition et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique le Sieur Ladislas Comte Karnicki de Karnice, Son Chambellan et Conseiller Intime actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Grand-Croix de l'Ordre de l'Étoile Polaire de Suède et de celui de Guillaume de la Hesse electorale, et

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, le Sieur Louis Comte de Manderström, Son Ministre d'État et des affaires étrangères, Chambellan, l'un des dix-huit de l'académie suédoise, Chevalier Commandeur et Vice-Chancelier des Ordres de Suède, Chevalier de l'Ordre de Charles XIII, Grand' Croix de l'Ordre le St. Olave de Norvége etc. etc.;

1868 lesquels, après s'être communiqué leurs plein-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui sont poursuivis ou ont été condamnés par les autorités judiciaire, dans les États de l'une des Parties contractantes, pour l'une des actions coupables, énumérées à l'article II ci-après, et qui se seront réfugiés sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article II.

L'extradition devra être accordée pour les actions coupables mentionnées ci-dessous, lorsqu'elles pourront être passibles de deux années de travaux forcés ou d'une peine plus forte d'après la Législation suédoise ou norvégienne, ou qu'elles sont réputées „Verbrechen" d'après la loi autrichienne, ou passibles de peines graves d'après la législation hongroise:

1° Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre;

2° Meurtre involontaire, lésions et blessures graves ayant occasionné une maladie ou une incapacité de travail durant plus de 20 jours;

3° Bigamie, rapt, viol, avortement procuré, prostitution ou corruption de mineurs par les parents ou toute autre personne chargée de leur surveillance, inceste;

4° Enlèvement, recèlement, suppression, substitution, supposition ou exposition d'enfants;

5° Incendie;

6° Dommage causé volontairement aux chemins de fer, aux télégraphes ou à la propriété d'autrui, attentat contre la propriété immobilière d'autrui, enlèvement d'une personne, restriction illégale apportée à la liberté individuelle, menaces dangereuses contre les personnes ou la propriéte, extorsion;

7° Rapine et vol;

8° Contrefaçon ou altération de monnaie, introduction ou émission de monnaie fausse ou altéré; contrefaçon ou falsification de papier monnaie, rentes sur l'État, obligations, effets émis par les banques ou autres effets publics, introduction ou usage de ces mêmes effets falsifiés;

Contrefaçon d'actes souverains, de sceaux, poinçons, timbres et marques de l'État ou des administrations publiques et usage de ces objets contrefaits. Faux en écriture publique ou authentique, en écriture privée et de commerce ou de banque, et usage de pareilles fausses écritures;

9° Faux témoignage ou faux serment en justice, fausse expertise, 1868
subornation de témoins et d'experts, fausse dénonciation, instigation à ces crimes ou complicité;

10° Soustractions commisses par les officiers et dépositaires publics, corruption de fonctionnaires publics;

11° Fraude, banqueroute frauduleuse, et participation à une banqueroute frauduleuse;

12° Faits de baraterie, crime de sédition dans l'équipage d'un navire dans le cas où des individus, en faisant partie, se seraient emparés du navire par fraude ou violence, et aussi dans le cas, ou ils auraient livré le dit navire à des pirates.

Article III.

L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques.

L'individu qui serait livré pour une autre infraction des lois pénales, ne pourra dans aucun cas, être jugé ou puni pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour une complicité quelconque dans un tel crime ou délit.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou puni pour aucune autre infraction antérieure à l'extradition et non comprise dans la présente Convention, à moins qu'après avoir été puni ou déclaré non coupable de l'action, qui à motivé l'extradition il n'ait négligé de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois ou bien qu'il y retourne de nouveau.

Article IV.

L'extradition ne pourra avoir lieu si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays, dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Article V.

Dans aucun cas et pour aucun motif les Hautes Parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux.

Lorsque d'après les lois en vigueur dans l'État, auquel le prévenu appartient, celui-ci est poursuivi pour une action coupable commise dans l'autre État, le Gouvernement de ce dernier État communiquera les informations et les pièces qui se rapportent à l'action coupable, les objets constituant le corps de délit, et tout autre éclaircissement requis pour le procès.

Article VI.

Si le prévenu ou le condamné n'est sujet d'aucun des États contractantes, le Gouvernement qui doit accorder l'extradition devra,

1868 s'il y a un motif pour le faire, d'abord informer le Gouvernement du pays auquel le prévenu appartient de la demande qui lui à été adressée, et si ce dernier Gouvernement réclame à son tour le coupable pour le faire juger par ses tribunaux, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de livrer le prévenu, soit à l'État, ou le crime ou le délit aura été commis, soit à l'État auquel il appartient.

Si le prévenu ou le condamné dont l'extradition est demandée en conformité de la présente Convention par l'une des Parties contractantes, est en même temps réclamé par un autre ou par d'autres Gouvernements pour des crimes ou délits par lui commis sur d'autres territoires, le dit individu sera livré au Gouvernement de l'État, dans lequel à été commise l'infraction la plus grave, et dans le cas où les actions coupables commises par lui auraient la même gravité, à celui, dont la demande aura une date plus ancienne.

Article VII.

Si l'individu reclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est refugié, pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait éte acquitté par une sentence définitive ou qu'il ait subi sa peine.

Article VIII.

L'extradition sera accordée, en vertu de la présente Convention, même dans le cas où le prévenu viendrait par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, sauf à ces derniers de faire valoir leurs droits devant les autorités judiciaires compétentes.

Article IX.

L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des Gouvernements respectifs à l'autre par voie diplomatique et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité de l'action coupable ainsi que la disposition pénale applicable à cette action.

Ces actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition.

On devra fournir en même temps le signalement de l'individu réclamé ou bien donner quelque indication particulière de nature à constater son identité.

Article X.

Dans les cas urgents ou bien lorsqu'il y a lieu de craindre la fuite du prévenu, chacun des Gouvernements respectifs s'appuyant

sur un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou sur un 1868
mandat d'arrêt, pourra par le moyen le plus prompt et même par le télégraphe, demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu, à condition de présenter dans le plus bref délai le document auquel on s'est référé.

Article XI.

Les objets volés, ainsi que tout objet saisi en la possession du condamné ou du prévenu, les instruments et les outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou le délit ainsi que toute autre pièce de conviction, seront livrés au moment où s'effectuera la remise de l'individu arrêté, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du prévenu.

Il en sera de même pour tous les objets semblables qui auront été cachés ou déposés par le prévenu dans le pays où il se sera réfugié et qui n'auront été trouvés que plus tard.

Les droits d'un tiers à ces mêmes objets seront réservés, et le procès fini, les objets en question leur seront restitués sans frais.

Article XII.

Les frais de l'arrestation, de l'entretien et du transport de l'individu, dont l'extradition aura été accordée, ainsi que les frais de la remise et du transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitué ou remis, resteront à la charge des États respectifs dans le limites de leurs territoires respectifs. Les frais de transport et autres occasionnés par le transport du prévenu ou des objets susmentionnés, par le territoire d'autres États, seront à la charge de l'État réclamant.

Dans le cas, où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que le Gouvernement réclamant désignera, et les frais d'emparquement tomberont à la charge de ce dernier Gouvernement.

Article XIII.

Si l'un des Gouvernements respectifs jugera nécessaire, pour l'instruction d'un procès, la déposition de témoins domiciliés sur le territoiré de l'autre État ou tout autre acte judiciaire, des lettres rogatoires, adressées par voie diplomatique, seront à cet effet expédiées par le tribunal ou l'autorité compétente. Le tribunal ou l'autorité de l'autre État sera tenu de donner suite à cette demande, conformément aux lois en vigueur dans le pays où le témoin sera entendu ou l'acte délivré.

1868 Les dépenses occasionnées par l'exécution des formalités mentionnés au présent article seront remboursées par les Gouvernements contractants conformément à la disposition contenue à l'article XII.

Article XIV.

Dans le cas où la comparution personnelle d'un témoin sera nécessaire, le Gouvernement dont il dépend, l'engagera à obtempérer à l'invitation, qui lui aura été faite par l'autre Gouvernement.

Si les temoins requis consentent à se rendre à cette invitation, les passeports nécessaires leur seront aussitôt délivrés, et les Gouvernements respectifs s'entendront pour fixer l'indemnité pour frais de voyage et de séjour que l'État réclamant devra accorder aux témoins à raison de la distance et de la durée du séjour, ainsi que l'avance de fonds qui devra préalablement être faite. Dans aucun cas ces témoins ne pourront être arrêtés ni molestés pour un fait antérieur à la demande de comparution, pendant le temps, que leur séjour aura été reconnu nécessaire dans le lieu, où le juge qui doit les entendre, exerce ses fonctions ni pendant le voyage soit en allant soit en retournant.

Article XV.

La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des pays respectifs. Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des Gouvernements respectifs.

Article XVI.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Stockholm dans l'espace de six semaines ou plus-tôt si faire se peut.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposée le cachet de leurs armes.

Fait à Stockholm en double expédition, le 2 juin mil huit cent soixante huit.

(L. S.) Ladislaus Comte *Karnicki* m. p.
(L. S.) *Manderström* m. p.

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis illos omnes et singulos ratos hisce confirmatosque habere profitemur ac declaramus, verbo Nostro Cesareo et Regio adpromittentes, Nos omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio adpresso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna, die decima quinta 1868
mensis Julii anno millesimo octingentesimo sexagesimo octavo, Regnorum Nostrorum vigesimo.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *Beust* m. p.

Ad Mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestaetis proprium:
Joannes Liber Baro a *Vesque-Püttlingen*, m. p.
C. R. Consiliarius aulicus et Ministerialis.

484.

4 juin 1868.

Décret du ministère de la justice concernant l'application des décrets des 22 janvier 1853 et 29 février 1860 aux jugements émanés des tribunaux de la Vénétie.

(R. G. B. 1868, Nr. 58.)

Verordnung des Justizministeriums vom 4. Juni 1868, wodurch die Verordnungen des Justizministeriums vom 22. Jänner 1853, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 13, und vom 29. Februar 1860, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 55, auch auf die Urtheile der königlich italienischen Gerichte in Venetien anwendbar erklärt werden.

Nachdem die königlich italienische Regierung erklärt hat, dass sie auch die Gerichtsbehörden in Venetien angewiesen habe, Urtheile österreichischer Gerichte in Civilrechtssachen nicht unmittelbar zu vollziehen, sondern dieselben stets einem vorgängigen Deliberationsverfahren zu unterwerfen, wie solches laut Verordnungen des österreichischen Justizministeriums vom 22. Jänner 1853, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 13, und vom 29. Februar 1860, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 55, in den Beziehungen zwischen Sardinien und der Lombardie einerseits und Oesterreich anderseits festgesetzt wurde, werden nunmehr die österreichischen Gerichtsbehörden und insbesondere die Gerichtsbehörden der an das venetianische Gebiet angrenzenden österreichischen Länder angewiesen, auch in Betreff der Vollziehung der Urtheile der königlich italienischen Gerichte in Venetien, mit Beseitigung jeder abweichenden Gepflogenheit bis auf weiters, in Anwendung

1868 der Gegenseitigkeit, lediglich nach den Bestimmungen der vorerwähnten Justizministerialverordnungen vorzugehen.

Herbst m. p.

485.

19 juin 1868.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'application des dispositions douanières du traité du 9 mars 1868.

(F. V. B. 1868, Nr. 24.)

Anwendung der Zollbestimmungen des Vertrages vom 9. März 1868.

Bereits mit dem hierortigen, in das Verordnungsblatt nicht aufgenommenen Erlasse vom 29. Mai 1868, Z. 1313—F. M., wurden den Zollämtern Abdrücke des Handels- und Zollvertrages ddo. Berlin 9. März 1868 mit dem Bedeuten mitgetheilt, dass dessen Bestimmungen, somit auch die in der Anlage *A* zugestandenen Zollermässigungen mit 1. Juni 1868 in Wirksamkeit zu treten haben. Zugleich wurde beigefügt, es verstehe sich von selbst, „dass die neuen Zollermässigungen auch auf den Verkehr mit jenen Staaten anzuwenden sind, welchen durch die bestehenden Verträge die Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation zugesichert ist."

Inzwischen ist der Vertrag durch das am 5. Juni 1868 ausgegebene Stück XXI des Reichs-Gesetz-Blattes allgemein kundgemacht und auch den Zollämtern durch die am 6. Juni 1868 ausgegebene Nummer 19 des hierortigen Verordnungsblattes sammt dem Vollzugs-Protokolle mitgetheilt worden.

Im Nachhange zu dem Erlasse vom 29. Mai 1868, Z. 1313-F. M., werden die Zollämter aufmerksam gemacht, dass ausser dem Vertrage vom 9. März 1868 gegenwärtig noch folgende zwischen Oesterreich und anderen Staaten abgeschlossene Handelsverträge in Wirksamkeit stehen, in welchen die Zusicherung der gegenseitigen Zollbehandlung auf dem Fusse der meist begünstigten Nation enthalten ist, nämlich:

1. Der Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag mit Persien vom 17. Mai 1857 (R. G. Bl. 1858, Nr. 74);

2. der Handelsvertrag mit Grossbritannien vom 16. December 1865 (R. G. Bl. 1866, Nr. 2, V. Bl. Nr. 4);

3. der Handelsvertrag mit Frankreich vom 11. December 1866 (R. G. Bl. 1866, Nr. 164, V. Bl. Nr. 54);

4. der Handels- und Schifffahrtsvertrag mit Belgien vom 1868
23. Februar 1866 (R. G. Bl. 1867, Nr. 56, V. Bl. Nr. 20);

5. der Handels- und Schifffahrtsvertrag mit den Niederlanden vom 26. März 1867 (R. G. Bl. 1867, Nr. 102, V. Bl. Nr. 26);

6. der Handels- und Schifffahrtsvertrag mit Italien vom 23. April 1867 (R. G. Bl. 1867, Nr. 108, V. Bl. Nr. 27);

7. der Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag mit der Republik Liberia vom 1. September 1866 (R. G. Bl. 1867, Nr. 129).

Es sind daher die in der Anlage *A* des Vertrages vom 9. März 1868 dem deutschen Zollvereine neu zugestandenen Zollermässigungen auch auf die Provenienzen der unter 1 bis 7 genannten Staaten anzuwenden.

Wien, am 19. Juni 1868.

TABLE CHRONOLOGIQUE DU CINQUIÈME VOLUME.

Pag.

1867. 2 janvier. Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'accession du Grand-Duché de Bade à la convention avec la Prusse et la Bavière relative à la protection légale contre la falsification du timbre et des certificats officiels 1

— **4 janvier.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'autorisation des autorités impériales des finances à correspondre directement avec la délégation italienne des finances de Venise 2

— **5 janvier.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'exécution du traité de commerce et de navigation conclu le 11 décembre 1866 entre l'Autriche et la France 2

— **6 janvier.** Publication du ministère des affaires étrangères concernant la résolution de S. M. l'Empereur d'Autriche de déposer le titre de Roi de Lombardie et de Venise 6

— **9 janvier.** Ordonnance ministérielle concernant l'exécution du traité avec la France du 11 décembre 1866 relatif à la garantie réciproque des oeuvres d'esprit et d'art 6

— **21 janvier.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le droit de douane à l'entrée du savon d'huile non parfumée fabriqué à Trieste et à Fiume 9

— **22 janvier.** Règlement applicable aux provenances de Choléra.. 9

— **1 février.** Circulaire du ministère Impérial Royal des affaires étrangères concernant les taxes de légalisation à payer auprès de l'Ambassade de France à Vienne 18

— **9 février.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant les conditions auxquelles est subordonnée l'entrée des employés I. R. au service d'état italien, prévue à l'article XV du traité de paix 18

— **10 février.** Publication ministérielle rectifiant et complétant l'ordonnance du 20 décembre 1866, relative au traitement douanier de produits d'origine britannique, française ou italienne 19

— **16 février.** Convention spéciale conclue à Vienne entre l'Autriche et l'Italie pour le règlement du service télégraphique. Ratifiée par le ministère I. R. du commerce le 25 mars 1867 20

— **20 février.** Décret Impérial promulgant le Règlement pour la mise à exécution en France de la Convention conclue le 11 décembre 1866 entre la France et l'Autriche pour la garantie réciproque de la propriété des oeuvres d'esprit et d'art 22

— **23 février.** Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Belgique, conclu à Vienne. Ratifié par S. M. l'Empereur l'Autriche le 18 mars 1867. Ratifications échangées à Vienne le 26 mars 1867 .....

Pag.

1867. **26 février.** Publication ministérielle concernant l'application des droits de douane contenus au tarif *B* du traité de commerce avec la France du 11 décembre 1866 aux produits provenant en libre circulation des états de l'union douanière allemande, de la Grande-Bretagne et de l'Italie 29

— **5 mars.** Note du ministre I. et R. des affaires étrangères baron de Beust au comte Barral datée de Vienne et concernant l'admission des navires Italiens au libre exercice du cabotage 30

— **21 mars.** Ordonnance du ministère I. R. de la justice concernant l'universalité du for dans les procès de faillite de sujets Wurtembergeois 30

— **26 mars.** Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et les Pays-Bas, conclu à Vienne. Ratifié par S. M. l'Empereur d'Autriche le 8 avril 1867. Ratifications échangées à Vienne le 23 juillet 1867 31

— **5 avril.** Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant la procédure dans les cas de sentences rendues par l'ennemi envers un prisonnier de guerre autrichien 36

— **5 avril.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le traitement des procès du fisc intentés contre des sujets italiens 36

— **5/17 avril.** Convention postale entre l'Autriche et la Grèce, conclue à Athènes. Ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 18 août 1867. Ratifications échangées à Athènes le 13—25 septembre 1867 38

— **15 avril.** Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'admission réciproque en Autriche des sociétés anonymes et en commandite des Pays-Bas, de la Belgique et de la Russie, à l'exception des sociétés d'assurance 51

— **23 avril.** Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et l'Italie, avec articles additionnels et un cartel douanier, y compris un arrangement sur le service dans les points de jonction des chemins de fer des deux états. Conclu à Florence. Ratifié par S. M. l'Empereur d'Autriche le 20 mai 1867. Ratifications échangées à Florence le 30 juin 1867 53

— **23 avril.** Convention postale entre l'Autriche et l'Italie, conclue à Florence. Ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 3 juillet 1867. Ratifications échangées à Florence le 17 juillet 1867 128

— **23 avril.** Protocole final du 23 avril 1867 ajouté au traité de commerce et de navigation, de même qu'à la convention postale entre l'Autriche et l'Italie 149

— **26 avril.** Dispositions modifiant les taxes imposées aux bateaux à vapeur par le tarif du 2 novembre 1865 en vigueur à l'embouchure de Soulina 166

— **30 avril.** Règlement fixant l'ordre des travaux de la Commission Européenne du Danube 171

— **30 avril.** Articles additionnels à la Convention télégraphique internationale du 17 mai 1865, concertés à Paris, le 8 avril 1867, et touchant la correspondance télégraphique avec l'Algérie et la Tunisie 177

— **11 mai.** Traité entre l'Autriche, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Prusse et la Russie concernant le règlement des rapports du Grand-Duché de Luxembourg. Conclu à Londres. Ratifications échangées à Londres le 31 mai 1867 179

Pag.

1867. 20 mai. Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'exécution de l'article 9 du traité austro-français du 11 décembre 1866 à l'égard du transit de tabac et de sel à travers le territoire autrichien 184

— **21 mai.** Ordonnance du ministère Impérial des finances de France concernant le Traité de commerce et de navigation conclu avec l'Autriche en date du 11 décembre 1866. Transit de sels et de tabacs 185

— **24 mai.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'accession de la Mediterranean-Extension-Telegraph Company à la Convention télégraphique de Paris de 1865 185

— **28 mai.** Circulaire du Gouvernement central maritime concernant le traitement des navires argentins dans les ports autrichiens . . 186

— **29 mai.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'accession du Gouvernement Impérial de Russie à la convention télégraphique de Paris pour ses lignes en Sibérie 187

— **29 mai.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant la taxe terminale à percevoir pour les correspondances avec l'Algérie et le Tunis via Marseille 187

— **4 juin.** Traité entre l'Autriche et la Bavière pour la construction et l'exploitation d'un chemin de fer de Munich à Braunau. Conclu à Vienne. Ratifications échangées à Vienne, le 3 juillet 1867. . . . 188

— **13 juin.** Convention conclue à Berlin, entre l'Autriche et les états de l'union monétaire allemande concernant la suppression de la convention monétaire du 24 janvier 1857 pour l'Autriche et la Principauté de Liechtenstein. Ratifications échangées le 31 août et le 17 septembre 1867 196

— **13 juin.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le traitement favorisé des produits belges en vertu du traité de commerce et de navigation austro-belge 200

— **18 juin.** Loi turque en vertu de laquelle il est accordé aux étrangers le droit d'acquérir sous certaines conditions de la propriété immobilière dans l'Empire Ottoman. Constantinople 18 juin 1867 (7 sépher 1284) 201

— **21 juin.** Déclaration ministérielle échangée entre l'Autriche et l'Italie relativement à la correspondance directe entre les autorités judiciaires limitrophes des deux pays. 203

— **30 juin.** Protocole additionnel au traité de commerce et de navigation du 23 avril 1867 entre l'Autriche et l'Italie concernant la tarification de certains poissons de mer 204

— **31 juillet.** Convention monétaire préliminaire entre la France et l'Autriche. Conclue à Paris. Non ratifiée 205

— **5 août.** Traité entre l'Autriche et la Prusse concernant la construction des chemins de fer de jonction Landshut-Schwadowitz et Wildenschwert-Glatz. Conclu à Berlin. Ratifications échangées à Berlin le 4 octobre 1867. 210

— **8/9 août.** Arrangement pris entre l'Autriche et le Brésil à l'égard de l'immunité de taxes à accorder aux fonctionnaires consulaires des deux pays pour entrer dans l'exercice de leurs fonctions . . 226

— **8/20 août.** Convention relative à la jonction des chemins de fer austro-russes à Wołoczyska. Conclue en forme de protocole à Léopol. Approuvée par l'Autriche le 20 décembre 1867; par la Russie le 10 janvier/29 décembre 1867/8 228

— **16 août.** Ordonnance ministérielle sur l'application de certaines dispositions des traités de commerce et de navigation avec la France

Pag.

1867. et l'Italie (11 décembre 1866 et 23 avril 1867) à l'importation en Dalmatie 230

— **16 août.** Ordonnance ministérielle concernant les dispositions douanières relatives au traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et l'Italie du 23 avril 1867..... 231

— **16 août.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'exécution de l'ordonnance ministérielle du 16 août à l'égard de l'application à l'entrée en Dalmatie des dispositions contenues aux tarifs *B* des traités de commerce et de navigation conclus par l'Autriche avec la France et l'Italie..... 233

— **23. août.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'exécution de quelques dispositions du traité du commerce et de douane, conclu le 23 avril 1867 entre l'Autriche et l'Italie..... 238

— **15/27 août.** Règlement de la Sublime Porte concernant le droit à percevoir à partir du 15/27 août 1867 des débitants de boissons par verre et par mesure et applicable indistinctement aux sujets ottomans et étrangers 244

— **30 août.** Ordonnance des ministères I. R. des finances et du commerce concernant la modification de l'ordonnance du 16 août 1867 sur la pratique des dispositions douanières du traité de commerce austro-italien 251

— **30 août.** Autre ordonnance des mêmes ministères sur le même sujet, applicable exclusivement à la Dalmatie 252

— **31 août.** Circulaire du ministère I. R. des affaires étrangères aux missions à Dresde, Berlin et Hambourg concernant la construction du pont sur l'Elbe entre Tetschen et Bodenbach.... 253

— **11 septembre.** Déclaration du canton St. Gall concernant l'exemption des sujets autrichiens du service et de la taxe militaire.. 253

— **22 septembre.** Règlement international de navigation et de port pour le lac de Constance, convenu à Bregenz, le 22 septembre 1867, entre les Commissaires de l'Autriche, de la Bavière, du Würtemberg, du Grand-Duché de Bade et de la Suisse. Ratifié à Vienne, le 4 janvier 1868..... 255

— **30 septembre.** Convention conclue à Vienne entre la Direction I. R. des télégraphes de l'État et la Direction Royale de Saxe du chemin de fer de l'État concernant la construction, l'entretien et l'usage d'un service télégraphique de Voitersreuth à Eger. Ratifiée par le ministère I. R. du commerce le 3 février 1868, par le ministère Royal des finances de Saxe le 11 janvier 1868..... 275

— **3 octobre.** Décret des ministères I. R. des finances et du commerce concernant la rectification de la traduction allemande de la position 4 au tarif *B* du traité de commerce austro-français du 11 décembre 1866 281

— **20 octobre.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant les taxes à payer des biens des sujets italiens décédés en Autriche 281

— **2 novembre.** Règlement de procédure pour le jugement des contestations civiles, dans les cas d'avarie où la Commission Européenne agit comme partie intéressée 282

— **2 novembre.** Règlement sur le remorquage local dans le port et à l'embouchure de Soulina 285

— **8 novembre.** Circulaire du ministère Impérial Royal des affaires étrangères à l'égard du pavillon pour la marine de l'union Germanique du Nord 288

Pag.

1867. 23 novembre. Convention postale entre l'Autriche d'une part et l'Union germanique du Nord, la Bavière, le Wurtemberg et le Grand-Duché de Bade de l'autre part avec le protocole final y relatif. Conclue à Berlin. Ratifiée par l'Autriche le 13 décembre 1867. Ratifications échangées par protocole, à Berlin, le 27 décembre 1867 289

— **27 novembre.** Arrangement postal entre l'Autriche et la Bavière à l'égard du transit. Conclu à Berlin. Ratifié par l'Autriche le 31 décembre 1867, par la Bavière le 6 février 1868..... 320

— **27 novembre.** Convention postale entre l'Autriche et le Wurtemberg pour régler le transit entre les deux pays. Conclue à Berlin. Ratifications ministérielles: d'Autriche en date de Vienne le 31 décembre 1867, de Wurtemberg en date de Stuttgart, le 8 janvier 1868..... 321

— **30 novembre.** Traité conclu entre l'Autriche et la Confédération Germanique du Nord à l'égard du transit des dépêches closes. Ratifications échangées par protocole signé à Berlin, le 27 décembre 1867 323

— **22 décembre.** Acte final sur les délimitations de frontières, conclu à Venise entre l'Autriche et l'Italie; ratifié par l'Autriche en date de Bude, le 6 mars 1868, par l'Italie en date de Florence, le 12 janvier 1868. Ratifications échangées à Florence, le 17 mars 1868 326

1868. 2 janvier. Ordonnance concernant la durée du séjour de navires de guerre étrangers dans les ports russes 333

— **13 janvier.** Publication du ministère des finances d'une liste des bureaux de douane, situés le long des chemins de fer, qui seront autorisés à mettre en usage dans leur procédure certaines facilités dans le sens de l'article 17 du traité du 11 avril 1865 entre l'Autriche et l'union douanière allemande..... 334

— **26 février.** Ordonnance concernant un changement dans la forme et l'emploi de l'étendard et du pavillon de la marine royale italienne 348

— **9 mars.** Traité de commerce et de douance entre l'Autriche et la Prusse au nom de la Confédération Germanique du Nord et des autres membres de l'union douanière allemande, conclu à Berlin. Ratifications échangées à Berlin le 30 mai 1868 349

— **19 mars.** Ordonnance du ministère I. R. des finances, concernant le traitement douanier du riz mondé importé du Tyrol par la Bavière 436

— **31 mars.** Déclaration échangée entre l'Autriche-Hongrie et la Bavière à l'égard de la continuation de la durée de la convention de cartel du 10 février 1831 et du supplément y relatif du 2 juillet 1863 ainsi qu'à l'égard de la renonciation aux primes accordées en vertu de l'article 9 de cette convention pour arrestation de déserteurs 437

— **10 avril.** Ordonnance du ministère I. R. de l'Intérieur concernant les principes de remboursement des frais de traitement des étrangers dans les hospices autrichiens..... 438

— **16 avril.** Nouvelles dispositions relatives au pilotage sur le Bas-Danube 441

— **16 avril.** Nouvelles dispositions sur le service des alléges 444

— **5/17 avril.** Communication du ministère des affaires étrangères de Russie au ministre I. et R. à St. Pétersbourg à l'égard des réqui-

Pag.

1868. sitions prescrites par le nouveau code de procédure en matière civile 449
— **21 avril.** Dispositions de police à observer dans l'intérêt des travaux d'amélioration du Bas-Danube 451
— **24 avril.** Accession des possessions ottomanes en Asie à la convention internationale télégraphique de Paris 451
— **28 avril.** Règlement ottoman pour les chemins de fer 453
— **30 avril.** Traité de navigation entre l'Autriche et la Grande-Bretagne, conclu à Vienne. Ratifications échangées à Vienne, le 52 juin 1868 482
— **3 mai.** Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Bavière concernant l'adjonction de la commune tyrolienne de Jungholz au système de douane et d'impôts indirects de la Bavière. Conclu à Vienne. Ratifications échangées le 26 juin 1868 à Vienne 489
— **4 mai.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant les taxes à payer des biens des sujets ottomans décédés en Autriche 500
— **6 mai.** Ordonnance du ministère I. R. de la justice concernant la forme des réquisitions à adresser aux tribunaux russes par suite du nouveau code judiciaire 509
— **15 mai.** Ordonnance du ministère Royal italien des finances à l'égard de certaines facilités accordées à l'entrée et à la sortie temporaire du bétail conduit au pâturage ou au labourage 502
— **26 mai.** Protestation contre les lois des 25 et 26 mai 1868..... 503
— **30 mai.** Réponse à cette protestation..... 510
— **2 juin.** Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Suède et Norvège pour l'extradition réciproque des criminels. Conclu à Stockholm, le 2 juin 1868. Ratification impériale datée de Vienne, le 15 juillet 1868. Ratification suédoise datée de Stockholm, le 13 juillet 1868; échange des ratifications à Stockholm, le 19 août 1868 ... 511
— **4 juin.** Décret du ministère de la justice concernant l'application des décrets des 22 janvier 1853 et 29 février 1860 aux jugements émanés des tribunaux de la Vénétie 517
— **19 juin.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'application des dispositions douanières du traité du 9 mars 1868 518

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TOME DOUZIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1878.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOUVELLE SUITE.

TOME SIXIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1878.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TOME DOUZIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1878.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES. DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOUVELLE SUITE.

TOME SIXIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1878.

AVANT-PROPOS.

Le sixième volume de notre *Nouvelle Suite du Recueil des traités et conventions de l'Autriche* que nous présentons au public, a été considérablement augmenté par un appendice renfermant une série d'actes importants relatifs à la navigation du Danube, de la mer Noire et des deux détroits du Bosphore et des Dardanelles, de même qu'à la délimitation entre la Russie méridionale et la Moldavie. Quant aux grands traités européens conclus en vue des mêmes objets, comme celui de Londres du 13 juillet 1841, ceux de Paris du 30 mars 1856 et du 19 juin 1857, le traité du 2 novembre 1865 etc. ils ont été insérés dans le *Recueil* et la *Nouvelle Suite du Recueil* conformément à la suite des dates de leur conclusion.

Mais dans ce moment solennel d'histoire contemporaine, en face de cette immense question d'Orient qui s'impose à l'Europe avec toutes ses suites incalculables, et qui bientôt doit être soumise à la discussion des grands états de l'Europe, nous avons cru qu'il serait non seulement opportun mais d'une impérieuse nécessité de compléter les actes susindiqués par les traités principaux conclus antérieurement entre la Russie et la Porte Ottomane ayant trait aux rapports territoriaux entre ces puissances, nommément ceux d'Akjerman et d'Andrinople, d'Unkiar-Iskelessi, et, en franchissant la limite de l'année 1869, celle qui a été fixée pour le sixième volume de la *Nouvelle Suite du Recueil*, par plusieurs protocoles et conventions relatifs à l'exécution des stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856. En y joignant un nombre restreint de cartes de délimitation, nous avons cru ajouter

à l'utilité de nos lecteurs, en leur offrant pour ainsi dire l'illustration graphique des actes que nous soumettons à leur attention. Quant à la carte relative au protocole de Kischenef, contenu dans le premier volume de la *Nouvelle Suite*, elle pourra, étant détachée, être reliée avec le premier volume ou bien avec le sixième d'après convenance particulière.

Nous nous acquittons d'un devoir en remerciant à cette occasion le ministère des affaires étrangères, de nous avoir accordé libéralement la permission de puiser dans ses archives plusieurs documents importants compris dans notre *Appendice* et jusqu'à présent inédits, et de nous avoir fourni au surplus les cartes originales pour nous mettre à même d'en faire des copies réduites.

Les lecteurs bienveillants ne nous en voudront pas, nous l'espérons, d'avoir interrompu l'ordre chronologique du livre, en y joignant cet *Appendice*. Les événements extraordinaires et tout à fait exceptionnels qui se passent sous nos yeux, expliquent assez éloquemment et sans qu'il y ait besoin de commentaire, ce qui nous a déterminé à nous écarter un instant de notre système.

Nous avons cru rendre un service à tous ceux qui s'occupent de la diplomatie pratique, de l'étude du droit international et de l'histoire contemporaine, en mettant sous leurs yeux les documents, dont il importe de connaître l'ensemble et l'enchaînement historique pour suivre dans ses diverses phases le développement de cette grande question, la plus grande de notre siècle, *de la question d'Orient*.

Vienne ce 28 février 1878.

486.

30 avril 1868.

Convention entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Prusse (au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord) et la Turquie, pour la garantie d'un emprunt à contracter par la Commission européenne du Danube; signée à Galatz, le 30 avril 1868.

(Martens N. R. G. t. XVIII, p. 153.)

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême; Sa Majesté l'Empereur des Français; Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans,

Ayant reconnu la nécessité de mettre la Commission européenne du Danube en mesure de contracter un emprunt à des conditions avantageuses, et, par ce moyen, d'achever les travaux d'amélioration entrepris ou à entreprendre à l'embouchure et dans le bras de Soulina, sans imposer des charges trop lourdes aux bâtiments de toutes les nations qui fréquentent le Bas-Danube;

Et prenant en considération:

Les articles 16 à 18 du Traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, portant qu'une Commission européenne sera chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires pour mettre le Bas-Danube en aval d'Isaktcha, ses embouchures et les parties de la mer y avoisinant, dans les meilleures conditions possibles de navigabilité; le dit traité stipulant, en outre, que des droits fixes arrêtés par la Commission, pourront être perçus pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux embouchures du Danube;

L'acte public relatif à la navigation des dites embouchures, signé à Galatz, le 2 novembre 1865, sanctionné dans la séance de la Conférence de Paris, en date du 28 mars 1866;

Les délibérations prises par la Commission européenne le dit jour 2 novembre 1865, le 16 octobre 1866 et le 25 avril 1867, portant que de nouveaux travaux seraient entrepris pour compléter

1868 et rendre permanentes les améliorations provisoires déjà réalisées à l'embouchure et dans le bras de Soulina, et que les frais de ces travaux seraient couverts au moyen d'un emprunt à contracter par la Commission et remboursable sur le produit des droits fixes arrêtés et perçus par elle;

Les résolutions adoptées par la Conférence de Paris, dans ses séances du 28 mars et du 24 avril 1866, touchant le délai dans lequel les nouveaux travaux devront être terminés;

Les déclarations faites par le Délégué de Sa Majesté Impériale le Sultan, dans la séance de la Commission européenne du 9 mai 1866 et dans celle du 16 octobre suivant, desquelles il résulte que dans le but de faciliter à la dite Commission la conclusion de son emprunt, la Sublime Porte renonce à réclamer le remboursement des avances qu'elle a faites elle-même pour couvrir les premières dépenses des susdits travaux, et ce jusqu'au moment, où le nouvel emprunt à contracter, pour en terminer l'achèvement, aura été entièrement amorti;

Le Memorandum en date du 15 octobre 1866, soumis aux Puissances signataires du Traité de Paris, constatant que les négociations ouvertes en vue du dit emprunt sont demeurées infructueuses faute de garanties suffisantes à offrir aux capitalistes, et qu'il sera impossible à la Commission de trouver les ressources nécessaires à l'achèvement de sa tâche, sans un appui efficace de la part de ses hauts commettants:

Et les dispositions de l'acte public du 2 novembre 1865 susénoncé, spécialement celles des articles 14, 15 et 16 relatives à la perception et à l'emploi des taxes de Soulina, et celle de l'article 21 qui assure le bénéfice de la neutralité aux ouvrages et établissements de toute nature créés par la Commission européenne, notamment à la caisse de navigation de Soulina;

Ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême etc.:

Le sieur Alfred, chevalier de Kremer, Son conseiller de section et consul pour le littoral du Bas-Danube, Son délégué dans la dite Commission européenne du Danube;

Sa Majesté l'Empereur des Français:

Le sieur Louis Marie Adolphe baron d'Avril, Son agent et consul général à Bucharest, Son délégué dans la dite Commission européenne, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur etc.;

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande:

Le sieur John Stokes, lieutenant-colonel au corps royal des Ingénieurs, Son vice-consul pour le delta du Danube, Son délégué

dans la dite Commission européenne, chevalier de l'ordre impérial du Medjidié de quatrième classe etc.; 1868

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le sieur Etienne Castelli, Son consul à Galatz, chevalier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare;

Sa Majeste le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord:

Le sieur Henri Ernest Werner, Comte de Keyserling-Rautenburg, Son agent et consul général en Roumanie, Son délégué dans la dite Commission européenne, chevalier de Saint-Jean de Jerusalem etc.;

Et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:

Suleyman-Behidj-Pacha, beilerbey de Roumélie, Son gouverneur pour la province de Toultcha, son délégué dans la dite Commission européenne du Danube, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de troisième classe;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Leurs Majestés,

L'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, s'engage, sauf l'assentiment des Corps représentatifs compétents, à garantir les intérêts et l'amortissement d'un emprunt de trois millions, trois cent soixante-quinze mille francs, ou cent trente-cinq mille livres sterling, à contracter par la Commission européenne du Danube;

L'Empereur des Français s'engage, sous la ratification du Corps législatif de France, à garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

La Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engage à recommander à Son Parlement de l'autoriser à garantir les intérêts et l'amortissement du nouvel emprunt;

Le Roi d'Italie s'engage, sauf l'approbation du Parlement italien, à garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

Le Roi de Prusse s'engage, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, sauf l'assentiment du Reichstag et du Conseil fédéral, à garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

L'Empereur des Ottomans s'engage à garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

Et il est entendu que cette garantie sera conjointe et solidaire entre toutes les Hautes Parties contractantes.

Article 2.

L'intérêt payable sur le dit emprunt ne sera pas supérieur à cinq pour cent et la durée de l'amortissement n'excèdera pas une

1868 période de treize ans, à partir du premier janvier mil huit cent soixante et onze, époque à laquelle le versement de l'emprunt aura été complété par les prêteurs.

A partir du premier versement et jusqu'au premier janvier mil huit cent soixante et onze, la garantie conjointe et solidaire portera sur les intérêts des sommes versées, et pendant les années suivantes, sur les annuités comprenant à la fois l'intérêt et l'amortissement du capital et n'excédant pas la somme totale de trois cent soixante mille francs ou quatorze mille quatre cent livres sterling par an.

Article 3.

S'il arrivait que le produit net des taxes perçues par la Commission européenne à l'embouchure de Soulina, en vertu de l'article 16 du Traité de Paris, déduction faite d'une somme n'excédant pas quatre cent mille francs, ou seize mille livres sterling, pour les frais d'entretien des travaux et d'administration, fût insuffisant pour pourvoir complétement au service des intérêts et du fonds d'amortissement de l'emprunt, Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, sur l'avis de la quotité du déficit, qui leur sera donné, un mois avant l'échéance, soit par la Commission européenne ou par l'autorité qui lui succédera, soit par les intéressés eux-mêmes, s'engagent à fournir, à titre d'avance, avant l'expiration de ce délai, leur part afférente dans la dite garantie.

Article 4.

Dans le cas prévu par l'article précédent et pour éviter tout retard, le Gouvernement britannique s'engage à déposer à la Banque d'Angleterre toute la somme nécessaire pour le payement intégral des intérêts et de l'amortissement, à l'époque précise de l'échéance.

De leur côté, les autres Puissances contractantes s'engagent à faire remettre immédiatement leur dite part afférente au Gouvernement britannique.

Article 5.

L'article 14 de l'acte public du 2 novembre 1865 ayant stipulé que le revenu produit par les susdites taxes serait affecté, par priorité et préférence, au remboursement des emprunts contractés par la Commission européenne et de ceux qu'elle pourrait contracter à l'avenir, pour l'achèvement des travaux d'amélioration des embouchures du Danube, les Hautes Parties contractantes se réservent d'user pour elles-mêmes du bénéfice de ce droit de priorité et de

préférence, à titre de subrogation, dans le cas où elles auraient dû 1868
pourvoir. de leurs propres deniers, au service de l'emprunt garanti.

Il est entendu, cependant, que ce droit de priorité sera exercé par les Puissances sans préjudice ni aux droits des porteurs des titres de cet emprunt, ni aux droits antérieurs des créanciers au profit desquels la Commission européenne a engagé ses revenus pour le montant des emprunts partiels, s'élevant à cent onze mille cent ducats, émis les 12 mai 1866, 25 avril et 4 novembre 1867, pour commencer les travaux définitifs, et remboursables, à courte échéance, sur le produit de l'emprunt à contracter.

Article 6.

Aussitôt que la présente Convention sera devenue définitive pour quatre au moins des Hautes Parties contractantes, la garantie conjointe et solidaire sortira son plein et entier effet à l'égard de ces dernières.

Article 7.

La présente Convention sera ratifiée. Chacune des Hautes Puissances contractantes ratifiera en un seul exemplaire.

Les ratifications seront déposées, dans le délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut, dans les Archives de la Commission européenne du Danube, pour être plus tard remises à l'autorité qui lui succédera.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Galatz le trentième jour du mois d'avril de l'an mil huit cent soixante-huit.

A. *de Kremer.*
A. *d'Avril.*
Castelli Stefano.
H. comte *de Kayserling.*
Suleyman.

1868

487.

6 juillet 1868.

Dépêche circulaire du ministère I. et R. des affaires étrangères à la mission à Constantinople, aux offices consulaires à Bucarest, à Alexandrie et à Galatz à l'égard du trafic se faisant dans le but de la prostitution en Orient.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Euer .... dürften entweder durch in Ihrem Amtskreise vorgekommene Fälle oder durch die öffentlichen Blätter von dem schändlichen Handel unterrichtet sein, welcher durch jüdische Kuppler mit meist ungarischen Mädchen in vielen Städten des türkischen Reiches und in Egypten, hauptsächlich aber in Bukarest, Galatz, Constantinopel und Alexandrien getrieben wird.

Es ist so ziemlich als sicher anzunehmen, dass dieser Handel wohl organisirt ist und in den Händen einer fest zusammenhaltenden Gesellschaft von Kupplern in den genannten Orten sich befindet, welche durch ihre Agenten junge, fast durchgehends minderjährige Mädchen von niedriger Bildungsstufe, die entweder schon gefallen sind oder häufig unter dem Einflusse dieser Leute zu Falle gebracht werden, unter der Vorspiegelung, ihnen eine unabhängige Existenz und die Verbesserung ihrer materiellen Lage zu verschaffen, entweder nach Triest und von da unter falschen Namen und mit wallachischen Pässen weiter nach Egypten befördern, oder, was der beliebtere Weg zu sein scheint, nach Galatz oder Bukarest locken, um von dort, wo der moralische Vernichtungsprocess in jeder Weise gefördert und vollendet wird, die Bordelle Constantinopels und der übrigen grösseren Städte des türkischen Reiches zu bevölkern, oder ihre Opfer, die nunmehr hilflos dem Eigennutze ihrer Verführer preisgegeben sind, nach Alexandrien zu verfrachten, wo sie nach einiger Zeit über Suez nach Ostindien verkauft werden, um dort als verschollen zu verschwinden.

Die in früheren Jahren vereinzelt zur Kenntniss der k. k. Behörden im Orient gekommenen Fälle solcher Art haben sich in der letzteren Zeit und besonders im vergangenen Jahre in erschreckender Weise vermehrt.

Ein besonders eclatanter Fall hat dem k. k. Viceconsulate in Cairo Anlass gegeben, über diese Abscheu erregenden Verhältnisse unterm 24. April l. J. an das königl. ungarische Ministerium des Innern einen Bericht zu erstatten, welches sofort in energischer Weise die demselben unterstehenden Behörden angewiesen hat, zur möglichsten

Hintanhaltung dieses schmachvollen Handels die geeigneten Ver- 1868
fügungen zu treffen.

Das k. k. Ministerium des Aeussern, indem es gleichzeitig das k. k. Ministerium für öffentliche Sicherheit von der Sachlage in Kenntniss setzt, damit allenfalls in Triest die zur Verhinderung des Weitertransports derlei verführter Mädchen geeigneten Verfügungen getroffen werden mögen, nimmt diese Gelegenheit wahr, Euer . . . auf das dringendste aufzufordern, dem fraglichen Gegenstande fortan die regste Aufmerksamkeit zu widmen, bei Vorkommniss einzelner Fälle mit aller Entschiedenheit für die Befreiung solcher Mädchen zu wirken und auf die allfällige Bestrafung der Kuppler zu dringen, sowie über die gemachten Wahrnehmungen Bericht zu erstatten, damit jenem verwerflichem Gewerbe mit so kräftiger Hand ein Ende gesetzt werde, wie dies die Grundsätze der Humanität und die Würde des österreichischen Staates verlangen.

In diesem Sinne sind auch die in Ihrem Amtsbereiche befindlichen k. k. Consularorgane anzuweisen.

488.

10 juillet 1868.

Décret du Gouvernement central maritime à l'égard de la conduite des organes consulaires austro-hongrois en Italie dans les cas de visite à bord des bâtiments austro-hongrois des autorités financières ou judiciaires dans les ports italiens.

(Ann. maritt. 1876, p. 55.)

Decreto dell' i. r. Governo centrale marittimo di data 10 luglio 1868, N. 5110 diretto agl' ii. rr. Consolati generali austriaci in Venezia, Napoli, Palermo, Livorno e Genova nonchè ai Consolati in Brindisi ed Ancona in merito al contegno degl' ii. rr. Consolati marittimi nell' Italia in casi di visite a bordo di bastimenti austriaci per parte dell' Autorità di finanza o giudiziaria in porti italiani.

Giusta l'articolo XII della convenzione consolare fra la Francia e l'Italia del 13 giugno 1862, le stipulazioni della quale hanno applicazione anche per l'Austria in base del trattato di commercio e navigazione 23 aprile 1867, i funzionarî dell' ordine giudiziario e gli agenti doganali non possono far visite a bordo dei bastimenti dell' altra parte senza essere accompagnati dal console o vice-console della nazione, alla quale appartiene il naviglio.

1868 Senonchè la pratica applicazione di quest' articolo incontrò rilevanti difficoltà, mentre dall' una parte l' efficace attività delle autorità amministrative viene assai inceppata dalla necessità dell'assistenza consolare e dall' altra i funzionarî consolari non potrebbero corrispondere alle domande loro fatte, se nei porti, ove il movimento della navigazione è vivace, la loro assistenza venisse chiesta in ogni caso.

Perciò i Governi della Francia e dell' Italia hanno provveduto a queste difficoltà per tacito consenso, istruendo cioè in via ufficiale i loro funzionarî consolari ed autorità amministrative di limitare l'applicazione dell' articolo precitato solamente ai casi d' importanza.

In seguito ad un caso speciale avvenuto riguardo ad un bastimento austriaco in Genova, il r. incaricato di affari in Vienna per incarico del Governo italiano ha espresso il desiderio che frattanto per reciproca tolleranza sia data una interpretazione restrittiva all'articolo XII della convenzione consolare francese dell' anno 1862, valevole anche fra l'Austria e l' Italia, e ciò fino che sarà possibile di provvedere definitivamente ai casi, di cui trattasi, mediante una espressa disposizione da inserirsi nella nuova convenzione consolare austro-italiana. che si sta ora trattando. Ed avendo l' i. r. Governo dichiarato di corrispondere a tale desiderio del regio Governo italiano sotto la condizione, che di ogni visita e ricerca a bordo di bastimenti austriaci nei porti italiani sia avvisato preventivamente il rispettivo i. r. Ufficio consolare austriaco, ma che questo soltanto nei casi importanti abbia ad intervenirvi mediante l' assistenza personale del suo capo o mediante un proprio delegato a tenore d' ossequiato dispaccio 3 luglio a. c., N. 9947-p. dell' eccelso i. r. Ministero degli affari esteri, si avverte codesto Ufficio Consolare che fino ad ulteriori disposizioni dovrà far uso del proprio diritto di assistere alle visite suindicate soltanto nei casi che gli sembreranno importanti.

Codesto i. r. Ufficio consolare vorrà istruire di conformità gli uffici dipendenti, al quale scopo si unisce un corrispondente numero di esemplari della presente circolare.

Ai Consoli in Brindisi ed Ancona viene fatta direttamente la presente comunicazione per norma propria e degli uffici a loro subordinati.

---

489. 1868

14 juillet 1868.

Convention passée entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie pour la restitution des documents et objets d'art en vertu de l'article 18 du traité de paix du 3 octobre 1866. Conclue à Florence. Protocole additionnel signé à Florence, le 14 juillet 1868. Ratifiés par Sa Majesté I. et R. Apostolique à Vienne, le 28 juillet, par le Roi d'Italie à Florence, le 2 août; ratifications échangées à Florence, le 14 août 1868.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ayant jugé convenable de nommer une Commission chargée de régler l'exécution de l'article 18 du Traité de paix du 3 octobre 1866, ont été nommés Commissaires à cet effet, avec pleins pouvoirs:

De la part de l'Italie,

Son Excellence Monsieur le Comte Louis Cibrario, Ministre d'État, Sénateur du Royaume, etc.; et

Monsieur le Commandeur François Bonaini, Surintendant général des Archives de Toscane, etc.

De la part de l'Autriche,

Son Excellence Monsieur le Baron Frédéric de Burger, Conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, etc.; et

Monsieur le Chevalier Alfred d'Arneth, Conseiller aulique actuel, Directeur des Archives de Cour et d'État de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, etc.

Messieurs les Commissaires s'étant réunis en conférence à Milan le 15 du mois de juillet 1867 et les jours suivants, et ensuite à Florence le 7 juillet 1868 et les jours suivants, après avoir mûrement examiné et discuté les questions auxquelles le texte de l'article 18 pouvait donner lieu, ont conclu la Convention qui suit:

I° L'Autriche rendra à l'Italie ce qu'elle a exporté des Archives de Venise et de la Marciana depuis la paix de Campoformio (1797), excepté les dépêches *(dispacci)* des Ambassadeurs de Venise en Allemagne.

L'Autriche rendra également les douze volumes de documents pris en 1796 aux archives de Milan.

II° Quant aux dépêches ci-dessus nommées, l'Autriche s'oblige de les communiquer en original, partie par partie, contre restitution, et pour un temps fixé de cas en cas au Gouvernem

1868 de l'Italie dans l'intérêt des savants qui voudront en faire l'objet de leurs études.

III° Le Gouvernement italien, de son côté, s'oblige à communiquer de la même manière à l'Autriche, chaque fois qu'il en sera requis, les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant la Dalmatie, l'Istrie et le Frioul, qui peuvent se trouver dans les Archives du territoire cédé.

IV° L'Italie s'engage à mettre à la disposition de l'Autriche les copies qui pourraient exister à l'Archivio dei Frari et à la Marciana, des documents et des codes (*codici* ou livres manuscrits), dont elle retirera les originaux.

V° L'Autriche rendra à l'Italie tous les tableaux enlevés au Palais royal, à la Zecca et à la Libraria antica en septembre 1866. Elle gardera les tableaux exportés en 1838, dont Sa Majesté l'Empereur a disposé depuis longtemps en faveur de l'Académie des Beaux-Arts de Vienne et d'autres galeries de l'Empire.

VI° L'Autriche rendra aussi les objets d'arts et d'antiquité exportés de l'Arsenal de Venise au mois de juin et de septembre 1866.

VII° L'Autriche rendra aussi au Chapitre de la Cathédrale de Monza la coupe dite de la Reine Théodolinde, qui, jusqu'en 1859, y était conservée avec la Couronne de Fer.

VIII° Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique s'oblige à faire rassembler sans délai à Vienne les documents, codes, registres, tableaux, objets d'art, armes et armures mentionnés ci-dessus, qui, après avoir été reconnus et contrôlés par les Délégués des deux Gouvernements, seront remis dans la même ville aux Délégués italiens.

Procès-verbal de la remise sera dressé à cette occasion, série par série, avec désignation, le cas échéant, des titres, registres, codes, tableaux et objets manquants.

Le Gouvernement italien fera, de son côté, transporter et remettre à Vienne aux Délégués de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique les copies existant à l'Archivio dei Frari et à la Marciana, en conformité de l'article 4.

IX° Cette Convention sera ratifiée par les deux Gouvernements dans le délai de 30 jours et plus tôt si faire se pourra.

En foi de quoi, les Commissaires l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Florence, en double original, le 14 juillet 1868.

(L. S.) Comte L. *Cibrario*.
(L. S.) *Bonaini*.
(L. S.) B. *Burger*.
(L. S.) *D'Arneth*.

Protocole additionnel. 1868

Séance du 14 juillet 1868 à Florence.

Les Commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et les Commissaires de Sa Majesté le Roi d'Italie se sont réunis pour discuter le projet de Convention sur lequel on s'était entendu à Milan dans la séance du 23 juillet 1867.

Sur l'interpellation des Commissaires italiens, les Commissaires de l'Empereur ont déclaré ne pouvoir se désister de la demande de garder les volumes, ou filze, qui contiennent les dépêches des Ambassadeurs de Venise en Allemagne, faisant observer au surplus que cet abandon d'une partie minime des documents exportés des Archives de Venise, qui a beaucoup plus d'importance pour l'Autriche que pour l'Italie, n'est pas une concession gratuite de la part de cette dernière Puissance. Il n'est au contraire que le correspectif de l'abandon que l'Autriche fait de son côté du droit de ravoir les actes concernant la Dalmatie, l'Istrie et le Frioul.

Que l'Autriche fait preuve de ses dispositions bienveillantes vis-à-vis de l'Italie en assumant l'obligation de communiquer en original, par parties, et à charge de restitution, dans le délai à fixer, ces mêmes dépêches toutes les fois que le Gouvernement italien en fera la demande; de manière que les Archives de Venise pourront combler la lacune par des copies authentiques tirées sur les originaux.

Les Commissaires italiens ayant renouvelé la demande faite à l'occasion des premières négociations pour la restitution des précieux tapis (arazzi) exportés en 1859 du Palais ducal de Mantoue, les Commissaires autrichiens ont fait observer:

1° Que cette question étant absolument étrangère au traité de paix, ils n'ont pas mission de s'en occuper;

2° Que la question des tapis dépend de la solution d'une autre question plus grave, qui est celle de la propriété du Palais ducal de Mantoue, que l'Italie revendique comme appartenant au domaine de l'État, et que l'Autriche affirme faire partie du patrimoine particulier de l'Empereur et Roi en sa qualité de descendant et d'héritier des Ducs de Mantoue.

Dans l'état des choses, toute discussion ultérieure devenant inutile, les Commissaires sont tombés d'accord que, sans rien préjuger sur les droits réciproques, on en réservera la discussion à une Commission spéciale, à moins qu'on ne préfère de la traiter par la voie diplomatique.

Les Commissaires italiens ont encore fait observer que les Archives de la Vénétie et de la Lombardie ont été dépouillés de tous les documents qui concernent la défense de Venise et les actes des Gouvernements provisoires, établis en 1848; documents qu'on

1869 est fondé à croire avoir été transportés à Vienne par l'Autorité militaire ou civile de 1849 à 1859. Ils ont demandé que ces titres, qui font partie intégrante de l'histoire d'Italie, soient rendus aux Archives auxquels ils appartenaient.

Ils ont encore réclamé la restitution des deux volumes importants pour l'histoire du Frioul, extraits des Archives de l'Intendance des finances d'Udine et placés aux Archives de Cour et d'État de Vienne en 1852 par le Gouvernement autrichien (protocollo degli anni 1296—1297 del Cancelliere del Patriarca d'Aquileja, Giovanni Lupico, ed il protocollo del 1356 del Cancelliere patriarcale, Gubertino de Novate), ainsi qu'il résulte d'un reçu du 3 janvier 1853 indiqué par la municipalité d'Udine.

Enfin l'Académie des Beaux-Arts d'Udine désire qu'on fasse des recherches pour vérifier si 39 caisses de livres et 4 de tableaux qui provenaient des couvents supprimés de S. Pierre Martyr, de Santa Maria delle Grazie et des Carmes d'Udine, de S. Dominique de Cordovado et des Capucins de Portogruaro, envoyées en 1807 par la Direction du Domaine d'Udine à la Direction des Domaines de Padoue, et dont on a perdu la trace, auraient par hasard été transférées à Vienne.

Les Commissaires autrichiens ont répondu, quant à la première demande, qu'il n'est pas à leur connaissance que les documents qu'on réclame, aient été transportés à Vienne, qu'il est plus probable que des titres de cette nature aient été détournés ou détruits par des membres de ces Gouvernements qui devaient les considérer comme très-compromettants; qu'au surplus si une partie de ces titres se trouvait à Vienne, ils déclarent, sans prendre pourtant aucun engagement, que, selon leur opinion personnelle, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique n'aurait probablement aucune répugnance à les rendre ou à en donner des copies, et ce par pure déférence au voeu du Gouvernement italien, puisqu'il s'agit encore ici d'une question qui n'a rien de commun avec l'article 18 du Traité de paix.

Que dans tous les cas cette demande pourra être formulée par voie diplomatique aussitôt que le Gouvernement italien sera dans le cas de donner les détails indispensables sur le nombre et la nature de ces actes, et sur l'époque approximative de leur translation à Vienne.

Quant aux deux volumes des protocoles des chanceliers du Patriarche d'Aquileja des années 1296, 1297, 1359, les Commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ne font aucune difficulté de les comprendre dans la restitution stipulée par la Convention, s'ils se trouvent réellement dans les Archives de Vienne, ce qui n'est pas à leur connaissance.

Mais, pour ce qui concerne les 43 caisses de livres et de tableaux provenant des couvents supprimés d'Udine et qui étaient devenus propriété domaniale, envoyées en 1807, par le Directeur des Domaines d'Udine au Directeur de Padoue, et dont on a perdu la trace, les Commissaires autrichiens font observer qu'en 1807 Udine faisait partie du Royaume d'Italie, qu'en conséquence les caisses ont dû être transférées à Milan ou à Paris. Ils ne peuvent donc accepter l'hypothèse tout à fait gratuite que ces caisses aient été transportées à Vienne. 1868

Lorsque le Gouvernement italien aura recueilli des données plus précises et qu'il aura acquis la preuve que ces objets se trouvent à Vienne, il pourra en traiter avec le Gouvernement autrichien par la voie diplomatique.

Après ces déclarations et explications, les Commissaires des Hautes Parties contractantes ont déclaré d'un commun accord qu'en réservant à l'Italie et à l'Autriche leurs droits respectifs pour ce qui concerne les tapis du Palais ducal de Mantoue et la restitution des titres de 1848—1849, ainsi que des deux volumes des protocoles des Patriarches d'Aquilée ci-dessus énoncés, il n'y a plus d'obstacle à signer le projet de Convention préparé dans les conférences de Milan de l'année dernière, et en conséquence ils ont signé la dite Convention et le présent protocole, qui sera censé en faire partie intégrante.

Fait à Florence en double original, ce jour 14 juillet 1868.

(L. S.) B. *Burger.*
(L. S.) *d'Arneth.*
(L. S.) Comte L. *Cibrario.*
(L. S.) *Bonaini.*

1868 **490.**

14 juillet 1868.

Traité entre l'Autriche et la Suisse concernant la rectification de la frontière entre le Tyrol et la Suisse près du défilé de Finstermünz; conclu à Vienne; ratifié par Sa Majesté I. et R. Apostolique l'Empereur d'Autriche à Bude le 22 novembre, par le gouvernement fédéral de Suisse à Berne, le 27 juillet. Les ratifications ont été échangées à Berne le 17 décembre 1868.

(R. G. B. 1869, Nr. 2.)

Vertrag vom 14. Juli 1868 zwischen Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät einerseits und dem Bundesrathe der schweizerischen Eidgenossenschaft anderseits, über die Regulirung der Grenze zwischen Tirol und der Schweiz nächst dem Passe Finstermünz. Geschlossen zu Wien am 14. Juli 1868, und von Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät ratificirt zu Ofen am 22. November 1868, worüber die Auswechslung der beiderseitigen Ratificationen am 17. December 1868 in Bern erfolgt ist.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc., und Apostolischer König von Ungarn,

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenem der schweizerischen Eidgenossenschaft wegen der endgiltigen Festsetzung der Grenze zwischen der gefürsteten Grafschaft Tirol und der Schweiz zunächst dem Passe Finstermünz am 14. Juli 1868 zu Wien ein Vertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher lautet, wie folgt:

Seine kaiserliche und königliche Apostolische Majestät einerseits, und

der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft anderseits, von dem Wunsche beseelt, die seit langen Jahren bestehenden Differenzen über die Grenze zwischen der gefürsteten Grafschaft Tirol und der Schweiz durch ein freundnachbarliches Einverständniss endgiltig zu regeln, haben zu diesem Zwecke den Abschluss eines Staatsvertrages beschlossen, und hierfür zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine kaiserliche und königliche Apostolische Majestät:

Friedrich Ferdinand Freiherrn von Beust, Grosskreuz des königlich ungarischen St. Stephan- und des kaiserlichen Leopold-

Ordens, Seiner kaiserl. und königl. Apostolischen Majestät wirklichen 1868
geheimen Rath, Reichskanzler, Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern, und

der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft:

Seinen Geschäftsträger am k. k. Hofe, Dr. Johann Jacob von Tschudi;

welche auf Grund ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich über die nachstehenden Artikel geeiniget haben:

Artikel I.

Das zwischen der gefürsteten Grafschaft Tirol und der Schweiz streitige Gebiet am linken Inn-Ufer, vom Novellerhofe bis zum Schergen- oder Schalkelhof, westlich vom Inn- und vom Schergen- oder Schalkelhof bis zur Spissermühle, südlich vom Schergen- oder Schalkelbach, fällt der Schweiz zu, mit Ausnahme des sogenannten Schergen- oder Schalkelhofes und der von diesem bis zur Altfinstermünzbrücke führenden Strassenstrecke, nebst dieser Brücke und dem Thurme; wogegen die Schweiz sich verbindlich macht, auf dem ihr zufallenden Gebiete und insbesondere auf dem Novellaberge keine Befestigungen zu erbauen.

Artikel II.

Die Grenze zwischen dem Canton Graubündten und Tirol vom Piz Lat bis zur Spissermühle wird dadurch folgendermassen festgestellt:

a) Von der Mitte der Brücke bei Martinsbruck werden nach Süden gegen den Piz Lat die Wuen- und Weidenmarken, wie solche im Vergleiche zwischen den Gemeinden Nauders und Schleins im Jahre 1580 festgesetzt worden sind, als Landesmarken anerkannt; von der letzten dieser Gütermarken zieht sich die Grenze in gerader Linie auf den Piz Lat und bildet der Bergrath fortan in bisher stets unbeanständeter Weise die Grenzscheide zwischen Tirol und Graubündten.

b) Von der Brücke bei Martinsbruck abwärts gegen Finstermünz bildet der Inn bis zur Einmündung des Schergen- oder Schalkelbaches in denselben die Landesgrenze; der im Artikel I genannte Schergen- oder Schalkelhof in seinem jetzigen Umfange, sowie die ebendaselbst angeführte, von diesem Hofe bis zur Altfinstermünzbrücke führende Strassenstrecke, nebst dieser Brücke und dem Thurme, werden als österreichisches Gebiet anerkannt.

c) Vom Schergen- oder Schalkelhofe westlich bildet der Sch[illegible] oder Schalkelbach, seinem ganzen Laufe nach, bis [illegible]

1868 mündung des Zanderbaches bei Spissermühle in denselben die Landesgrenze.

Artikel III.

Nach erfolgter beiderseitiger Ratification dieses Vertrages werden die im Artikel II, lit *a)* erwähnten Wuen- und Weidenmarken im gegenseitigen Einverständnisse durch eigentliche Landesmarken ersetzt werden.

Artikel IV.

Der Grenzweg vom Schergen- oder Schalkelhof bis zur Altfinstermünzbrücke, ebenso wie der vom genannten Hofe nach Spiss führende, das schweizerische Gebiet mehrmals berührende Grenzweg, sind als neutrales Gebiet erklärt, auf dem die Verkehrsfreiheit durch keinerlei Zölle, Abgaben oder Belästigungen gehemmt werden darf.

Artikel V.

Durch gegenwärtige Vereinbarung werden das Eigenthums- und Bürgerrechtsverhältniss auf dem bisher streitig gewesenen Gebiete nicht berührt.

Artikel VI.

Die beiderseitigen Regierungen werden bedacht sein, mit thunlichster Beförderung einen zweckmässigen Strassenanschluss zwischen dem Engadin und Tirol herzustellen.

Artikel VII.

Gegenwärtiger Vertrag soll ratificirt werden, der Austausch der Ratificationsurkunden binnen sechs Wochen stattfinden, und die Wirksamkeit des Vertrages allsogleich nach diesem Austausche eintreten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten vorstehenden Vertrag unterschrieben und gesiegelt.

So geschehen zu Wien, am 14. Juli 1868.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *von Tschudi* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen und königlichen Worte, für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir die gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und mit Unserem kaiserlichen und königlichen Insiegel versehen lassen.

So geschehen in Unserer königlichen Hauptstadt Ofen, 22. No- 1868
vember 1868, Unserer Reiche im zwanzigsten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Freiherr *von Beust* m. p.

Auf Allerhöchsten Befehl Seiner kaiserl. und königl. Apostolischen Majestät:

Johann Freiherr *Vesque von Püttlingen* m. p.,
k. und k. Hof- und Ministerialrath.

491.

14 juillet 1868.

Traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et la Confédération helvétique. Conclu à Vienne; ratification autrichienne datée de Vienne, le 20 décembre 1868; échange des ratifications à Vienne, le 5 janvier 1869.

(R. G. B. 1869, Nr. 10.)

Handelsvertrag vom 14. Juli 1868 zwischen Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät, zugleich in Vertretung des souveränen Fürstenthums Liechtenstein einerseits, und der schweizerischen Eidgenossenschaft andrerseits. Geschlossen zu Wien, am 14. Juli 1868. Von Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien, am 20. December 1868 und in den beiderseitigen Ratificirungen zu Wien ausgewechselt am 5. Jänner 1869.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Böhmen etc., und Apostolischer König von Ungarn,

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen Unserem — zugleich in Vertretung des souveränen Fürsten zu Liechtenstein handelnden — Bevollmächtigten einerseits, und dem von dem Bundesrathe der schweizerischen Eidgenossenschaft hierzu ernannten Bevollmächtigten anderseits, zum Zwecke einer umfassenden Regelung der Handelsbeziehungen zwischen den beiderseitigen Gebieten am 14. Juli 1868 in Wien ein aus sieben Artikeln nebst Anlage *A* bestehender Vertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher also lautet:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn auf der einen Seite

1868 und die schweizerische Eidgenossenschaft auf der anderen Seite, von dem Wunsche beseelt, die zwischen Ihren beiderseitigen Staaten und Besitzungen bestehenden Handelsbeziehungen wechselseitig zu erleichtern und auszudehnen, haben beschlossen, einen Vertrag zu diesem Zwecke einzugehen, und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Friedrich Ferdinand Freiherrn von Beust, Allerhöchstihren geheimen Rath, Reichskanzler und Minister des Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten, Grosskreuz des St. Stephan- und des Leopold-Ordens, und

der schweizerische Bundesrath:

den Herrn Dr. Johann Jacob von Tschudi, seinen Geschäftsträger;

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart und abgeschlossen haben:

Artikel I.

Die beiden vertragenden Theile geben sich die Zusicherung, in Beziehung auf Eingangs- und Ausgangsabgaben sich wechselseitig auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation zu behandeln.

Jeder der beiden Theile verpflichtet sich demgemäss, jede Begünstigung, jedes Vorrecht und jede Ermässigung, welche er in den gedachten Beziehungen einer dritten Macht bereits zugestanden hat, oder in der Folge zugestehen wird, gleichmässig auch dem anderen vertragenden Theile gegenüber ohne irgend welche Gegenleistung in Kraft treten zu lassen.

Ausgenommen hiervon sind:

a) solche Begünstigungen, welche lediglich zur Erleichterung des Grenzverkehres anderen Nachbarstaaten gegenwärtig zugestanden sind, oder künftig zugestanden werden könnten, sowie jene Zollermässigungen oder Zollbefreiungen, welche nur für gewisse Grenzen oder für die Bewohner einzelner Besitztheile Geltung haben;

b) diejenigen Begünstigungen, welche die mit einem der vertragenden Theile jetzt oder künftig vollständig zollfreien Staaten geniessen.

Die vertragenden Theile machen sich ferner verbindlich, den gegenseitigen Verkehr zwischen Ihren Landen durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen. Ausnahmen hiervon dürfen nur stattfinden:

a) bei den Staatsmonopolen (Tabak, Salz, Schiesspulver);

b) aus Gesundheitspolizei-Rücksichten; 1868
c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Artikel II.

Die aus einem der beiden Gebiete eingehenden oder nach demselben ausgehenden Waaren aller Art sollen gegenseitig in den anderen Gebieten von jeder Durchgangsabgabe befreit sein.

In Bezug auf die Durchfuhr sichern sich die vertragenden Theile in jeder Beziehung die Behandlung der am meisten begünstigten Nation zu.

Artikel III.

Zur Erleichterung des grenznachbarlichen Verkehres sind unter den vertragenden Theilen besondere Bestimmungen vereinbart worden, welche sich in der Anlage A dem gegenwärtigen Vertrage angeschlossen finden und ganz so angesehen werden, als wenn sie in diesem selbst aufgenommen wären.

Artikel IV.

Die aus dem einen Zollgebiete in das andere eingeführten Waaren jeder Art sollen keinen höheren inneren oder Verbrauchssteuern (für Rechnung des Staates, der Länder, Cantone oder Gemeinden) unterworfen werden, als denjenigen, welche die gleichartigen Waaren einheimischer Erzeugung treffen oder noch treffen können; — mit Vorbehalt der Bestimmung des nachfolgenden Artikels.

Artikel V.

Der im vorangehenden Artikel enthaltene Grundsatz findet keine Anwendung auf die in einzelnen Cantonen der Schweiz von Getränken bezogenen Verbrauchssteuern.

Indessen verpflichtet sich die schweizerische Eidgenossenschaft dahin, dass derartige Gebühren von Getränken aus den beiden Staatsgebieten Seiner kaiserl. und königl. Apostolischen Majestät nicht neu eingeführt, noch bestehende über die dermaligen Ansätze hinaus erhöht werden, und dass, falls ein Canton die betreffende Gebühr für schweizerische Erzeugnisse herabsetzen würde, diese Ermässigung im gleichen Verhältnisse auf die Erzeugnisse aus den beiden Staatsgebieten Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät angewendet werde.

Für österreichische, auch ungarische Weine, welche in Fässern (auch Doppelfässern) nach der Schweiz eingehen, sollen, welches auch der Preis oder die Qualität derselben sei, die zu entrichtenden Gebühren das Minimum derjenigen Ansätze nicht übersteigen, welche

1868 für ausländische, in einfachen Fässern eingeführte Weine in dem betreffenden Cantone erhoben werden.

Artikel VI.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich darüber ausweisen, dass sie in ihrem Lande die gesetzlichen Abgaben entrichten, können, wenn sie für das von ihnen betriebene Geschäft persönlich oder durch ihre Reisenden Einkäufe machen, und — mit oder ohne Muster — Bestellungen suchen, dafür in den Gebieten des anderen vertragenden Theiles keiner weiteren Abgabe unterliegen.

Auch sollen bei dem Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem der vertragenden Theile die beiderseitigen Staatsangehörigen wie die eigenen behandelt werden.

Artikel VII.

Der gegenwärtige Vertrag soll einen Monat nach dem Austausche der Ratificationsurkunden in Kraft treten, und während eines Zeitraumes von acht Jahren in Kraft bleiben.

Im Falle keiner der vertragenden Theile zwölf Monate vor dem Ablaufe des gedachten Zeitraumes seine Absicht, die Wirksamkeit des Vertrages aufhören zu lassen, kundgegeben haben wird, so bleibt derselbe in Geltung bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage ab, an welchem der eine oder der andere der vertragenden Theile denselben gekündigt haben wird.

Die vertragenden Theile behalten sich die Befugniss vor, nach gemeinsamer Verständigung in diesen Vertrag Abänderungen jeder Art aufzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundlagen desselben nicht im Widerspruche stehen, und deren Nützlichkeit durch die Erfahrung dargethan wird.

Gegenwärtiger Vertrag soll ratificirt und es sollen die Ratificationsurkunden längstens binnen fünf Monaten in Wien ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien, am 14. Juli 1868.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *von Tschudi* m. p.

Anlage A.

Zum Artikel III.

Um dem Handel der betreffenden Grenzbezirke jene Erleichterung zu gewähren, welche die Bedürfnisse des täglichen Verkehres

erfordern, sind die hohen contrahirenden Theile übereingekommen, 1868
wie folgt:

1. Sowohl von dem Einfuhr- als von dem Ausfuhrzolle sind im Verkehre über die österreichisch-schweizerische Grenze in beiden Staaten befreit:

a) alle Waarenmengen, für welche die Gesammtsumme der einzuhebenden Gebühren weniger als fünf Rappen oder beziehungsweise ein drei Viertel Kreuzer österreichischer Währung beträgt;

b) Gras, Heu, Stroh, Streu, Moos zum Einpacken und Kalfatern, Futterkräuter, Binsen und gemeines Rohr, Pflanzen, lebende (Setzlinge und Senker von Weinreben), Getreide in Aehren und Hülsenfrüchte in Stroh, ungebrochener Flachs und Hanf, frisches Obst (auch frische Weintrauben) und Erdäpfel;

c) thierisches Blut;

d) Eier jeder Art;

e) Milch, auch geronnene (Topfen);

f) Holzkohlen, Steinkohlen, Torf und Torfkohlen;

g) Bau-, Bruch-, Pflaster- und natürliche Mühlsteine, Schlacken, Kiesel, Sand, Kalk und Gyps, Mergel, Lehm und überhaupt jede Gattung von gemeiner Erde für Ziegel und Töpfe, Pfeifen und Geschirre;

h) Kleie, Sansa (ausgepresste, völlig trockene Olivenschalen), Oelkuchen und andere Rückstände von ausgepressten und ausgesottenen Früchten und öligen Samen;

i) ausgelaugte, vegetabilische und Steinkohlenasche, Dünger (auch Guano), Schlempe, Spülicht, Träber und Trester, Kehricht, Scherben von Stein- und Thonwaaren, Gold- und Silberkrätze, Schlamm;

k) Brot . . . . . bis einschliesslich 20 Zollpfund,
frisches Fleisch . „ „ 8 „
Käse . . . „ „ 4 „
frische Butter . . „ „ 4 „

2. Ferner wird Befreiung von Ein- und Ausfuhrzöllen, sowie freier Verkehr ausser den Zollstrassen zugestanden:

Für Arbeitsvieh, für Ackerbauwerkzeuge, dann für Geräthschaften und Effecten, welche von den an der äussersten Grenze wohnenden Landleuten zum Behufe der Feldarbeit oder aus Anlass von Uebersiedlungen über die Zolllinie ein- oder ausgeführt werden.

3. Auch sind die Naturerzeugnisse jenes Theiles der Besitzungen der Angehörigen beider vertragenden Regierungen, welche durch den Zug der österreichisch-schweizerischen Grenze von den Wohn- und Wirthschaftsgebäuden getrennt ist, beim Transporte in diese Wohn- und Wirthschaftsgebäude ein- und ausgangszoll-

1868 Die unter Zahl 2 und 3 zugestandenen Begünstigungen sind jedoch auf die Bewohner eines Umkreises längs der Grenze beschränkt, welcher sich in Oesterreich bis auf die Entfernung einer Meile von der Grenze, in der Schweiz bis auf die Entfernung von zwei Wegesstunden erstreckt.

4. Die beiderseitigen Regierungen werden sich über Massregeln verständigen, gegen deren Beobachtung in gewissen Gegenden, wo dies nothwendig befunden wird, solchen Gegenständen, welche in den beiderseitigen Staatsgebieten, sowohl in der Ein- als Ausfuhr, zollfrei sind, der Grenzübertritt ausser den Zollstrassen gestattet werden kann.

5. Gegen Verpflichtung der Rückfuhr und unter Beobachtung der Zollvorschriften, welche die beiderseitigen Regierungen im gemeinsamen Einverständnisse festzustellen für gut finden werden, wird die zeitweilig zollfreie Ein- und Ausfuhr zugestanden:

a) für Waaren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche aus dem freien Verkehre in den Gebieten des einen der vertragenden Theile in die Gebiete des anderen auf Messen oder Märkte gebracht, oder welche unabhängig vom Mess- und Marktverkehre in die Gebiete des anderen Theiles versendet werden, um in zollämtlichen Niederlagen (Entrepôts, Hallämtern etc.) gelagert zu werden, sowie für Muster, welche von Handelsreisenden eingebracht werden, alle diese Gegenstände, wenn sie binnen einer in voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden;

b) für Vieh, welches auf Märkte oder auf Weiden getrieben wird;

c) für Glocken und Lettern zum Umgiessen, Stroh zum Flechten, Wachs zum Bleichen, Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmen), wobei jedoch an der Gewichtsmenge mit Rücksicht auf den natürlichen oder gesetzlichen Verarbeitungsschwund festgehalten werden muss;

d) Holz, Lohe (Rinde), Oelsamen, Hanf, Lein und andere dergleichen landwirthschaftliche Gegenstände, welche zum Schneiden, Stampfen, Reiben u. s. w. aus dem einen Zollgebiete in das andere gebracht und geschnitten, gestampft, gerieben u. s. w. in das erste Zollgebiet zurückgeführt werden.

6. Auf sämmtlichen Rheinfähren wird der Personenverkehr derart erweitert, dass die Ueberfahrt eine Stunde vor dem ersten Bahnzuge eröffnet, und eine Stunde nach dem letzten Bahnzuge geschlossen wird.

7. Es wird der Transit von Vieh und Waaren aus der Schweiz durch Oesterreich nach Samnaun, gleichwie aus Oesterreich durch die Schweiz über Samnaun nach Patznaun, und beiderseits in umgekehrter Richtung gestattet.

8. Die Nebenzollämter Taufers, Martinsbruck, Spissermühl und Ischgl werden zur Transitabfertigung für alle Waaren, sowie für Vieh ermächtigt. 1868

9. Der Verkehr zwischen dem Münsterthale und dem Unterengadin durch das Avignathal wird für Waaren und Vieh gestattet.

10. Das k. k. Zollamt Martinsbruck wird zur Rückvergütung der tirolischen Consumosteuer bei Waaren, die bei diesem Zollamte zur Wiederausfuhr gelangen, ermächtigt.

So haben Wir, nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages, denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem Kaiserlichen und Königlichen Worte, für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir die gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches und königliches Insiegel beidrücken lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien am zwanzigsten des Monates December im Jahre des Heiles 1868, Unserer Reiche im ein und zwanzigsten.

Franz Joseph m. p (LS)

Graf *Beust* m. p.

Im Auftrage Seiner kaiserl. und königl. Apostolischen Majestät:
Maximilian Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. u. k. Hof- und Ministerialrath.

Schluss-Protokoll.

Bei der Unterzeichnung des Handelsvertrages, welcher am heutigen Tage zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und der schweizerischen Eidgenossenschaft abgeschlossen wurde, haben sich die unterzeichneten Bevollmächtigten über nachstehende Vorbehalte, Erklärungen und Abmachungen geeinigt, welche zu Protokoll gegeben wurden, und einen Theil des Vertrages selbst bilden sollen.

Der Bevollmächtigte Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich und Apostolischen Königs von Ungarn erklärt, dass, entsprechend dem Artikel 13 des österreichisch-liechtensteinischen Zoll- und Steuervereinsvertrages vom 23. December 1863, der am heutigen Tage abgeschlossene Handelsvertrag auch auf das genannte Fürstenthum Anwendung finde.

Der schweizerische Bevollmächtigte nimmt von dieser Erklärung Kenntniss.

1868 Zum Artikel III des Vertrages.

Man ist darüber einverstanden, dass die zur Zeit des Abschlusses dieses Vertrages factisch bestehenden Zoll- und Verkehrserleichterungen längs der beiderseitigen Grenzen während der Dauer dieses Vertrages unter den bestehenden Bedingungen aufrecht erhalten und möglichst ausgedehnt werden.

Zum Artikel III des Vertrages, beziehungsweise Anlage *A*, Nr. 5.

Man ist übereingekommen, dass die Verständigung über die Bedingungen und Förmlichkeiten, unter denen die Verkehrserleichterungen eintreten, durch directe Correspondenz zwischen den beiderseitigen Regierungen hergestellt werde; es sollen dabei die nachstehenden Grundsätze leitend sein:

1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei den Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

2. Die Abfertigung der ausgeführten und wieder eingeführten, beziehungsweise eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände muss bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn diese Fristen unbeachtet bleiben.

4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen.

5. Gewichtsdifferenzen, welche durch Reparaturen oder durch die Bearbeitung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden, und geringe Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.

6. Es wird beiderseits für eine möglichst erleichterte Zollabfertigung Sorge getragen werden.

7. Jede der vertragenden Regierungen bestimmt für ihr Gebiet diejenigen Aemter, welche befugt sind, die von Handlungsreisenden als Muster eingebrachten zollpflichtigen Gegenstände bei der Ein- und Ausfuhr abzufertigen.

Die Wiederausfuhr darf auch über ein anderes Amt als dasjenige, über welches die Einfuhr geschah, erfolgen.

Bei der Einfuhr ist der Betrag des auf den Mustern haftenden Eingangszolles zu ermitteln und von dem Handlungsreisenden bei dem abfertigenden Amte entweder bar niederzulegen oder vollständig sicherzustellen.

Zum Zwecke der Festhaltung der Identität sind die einzelnen 1868
Musterstücke, soweit es angeht, durch aufgedruckte Stempel oder durch angehängte Bleie oder Siegel in der entsprechenden Weise kostenfrei zu bezeichnen.

Das Abfertigungspapier, über welches die näheren Anordnungen von jeder der vertragenden Regierungen ergehen werden, soll enthalten:

a) ein Verzeichniss der eingebrachten Musterstücke, in welchem die Gattung der Waare und solche Merkmale sich angegeben finden, die zur Festhaltung der Identität geeignet sind;

b) die Angabe des auf den Mustern haftenden Eingangszolles, sowie die Angabe, ob derselbe bar erlegt oder sichergestellt worden ist;

c) die Angabe über die Art der Bezeichnung;

d) die Bestimmung der Frist, nach deren Ablauf, soweit nicht vorher die Wiederausfuhr der Muster nach dem Auslande oder deren Niederlegung in einem Packhofe nachgewiesen wird, der erlegte Einfuhrzoll verrechnet oder aus der bestellten Sicherheit eingezogen werden soll. Diese Frist darf den Zeitraum eines Jahres nicht überschreiten.

Werden vor Ablauf der gestellten Frist *d)* die Muster einem zur Ertheilung der Abfertigung befugten Amte zum Zwecke der Wiederausfuhr oder der Niederlegung in einem Packhofe vorgeführt, so hat sich dieses Amt davon zu überzeugen, ob ihm dieselben Gegenstände vorgeführt wurden, welche bei der Eingangsabfertigung vorlagen.

Soweit in dieser Beziehung keine Bedenken entstehen, bescheinigt das Amt die Ausfuhr oder Niederlegung, und erstattet den bei der Einbringung erlegten Eingangszoll zurück, oder trifft wegen Freigabe der bestellten Sicherheit die erforderliche Einleitung.

Zum Artikel V des Vertrages.

Hinsichtlich der von den einzelnen Cantonen bezogenen Verzehrungssteuer von Getränken gelten die in der Anlage *F* zum Handels- und Zollvertrage zwischen der Schweiz und Frankreich vom 30. Juni 1864 aufgeführten Angaben.

Zum Artikel VI des Vertrages.

1. Um der Steuerfreiheit theilhaftig zu werden, müssen die schweizerischen Handlungsreisenden mit einer dem anliegenden Muster *I* entsprechenden Legitimationsurkunde und die Handlungsreisenden aus beiden Staatsgebieten Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät mit einer Gewerbelegitimationskarte versehen sein, welche nach dem anliegenden Muster *II* auszustellen ist.

1868 Diese Bescheinigungen sind während des Kalenderjahres giltig für welches sie ausgestellt sind. Sie müssen die Personalbeschreibung und die Unterschrift des Inhabers enthalten, und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde, von welcher sie ausgestellt sind, versehen sein.

Gegen Vorzeigung dieser Bescheinigung erhalten die Handlungsreisenden, nachdem ihre Identität anerkannt ist, von der zuständigen Behörde einen nach den beiliegenden Mustern *A* und *B* ausgestellten Gewerbeschein.

Die Gewerbetreibenden und ihre Handlungsreisenden dürfen keine Waaren zum Verkaufe mit sich führen; jedoch ist ihnen gestattet, die aufgekauften Waaren nach dem Bestimmungsorte mitzunehmen.

Es werden übrigens gegenseitig nur solche Handlungsreisende abgabefrei zugelassen, welche entweder für eigene Rechnung oder für Rechnung eines Hauses, in dessen Diensten sie als Handlungscommis stehen, Geschäfte machen wollen.

2. Was den Mess- und Marktverkehr anlangt, so sind Angehörige des anderen vertragenden Theiles sowohl hinsichtlich des Rechtes zum Beziehen der Messen und Märkte, als auch hinsichtlich der von dem Mess- und Marktverkehre zu entrichtenden Abgaben den eigenen Staatsangehörigen völlig gleichgestellt.

Ueber die Form der Legitimation, welche von den Staatsangehörigen des anderen Theiles, die dieser Begünstigung theilhaftig werden wollen, beizubringen ist, hat man beiderseits das Formular *III* angenommen.

Gegenwärtiges Protokoll, welches, wie der Vertrag selbst und dessen Anlage, in doppelter Ausfertigung aufgenommen worden ist, soll ohne besondere Ratification, durch die blosse Thatsache der Auswechslung der Ratificationen des heutigen Vertrages, auf welchen es Bezug hat, als von den betheiligten Regierungen genehmigt und bestätigt angesehen werden.

Formular I. 1868

(Schweizerisches Formular.)

Legitimationsurkunde

für die Freilassung von Gewerbs- oder Patentgebühren zu Reisen in Handelsgeschäften in der österreichisch-ungarischen Monarchie.

Giltig für das Jahr 18 . .

Schweizerische Eidgenossenschaft.

(Wappen.)

Der Inhaber der gegenwärtigen Legitimationsurkunde,
welcher / dessen Firma die hierlands gesetzlichen Abgaben entrichtet, . . .
. . . . . .
reiset . . . . . für seine eigene Rechnung / für Rechnung der Firma . . . . . .
behufs Ein- / Ver- kaufs von . . . . . .
(Seiden-, Wollen-, Baumwoll-) . . . . . waaren
oder . . . . . .

Nach getroffener Uebereinkunft zwischen Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich und Apostolischen König von Ungarn und der schweizerischen Eidgenossenschaft hat derselbe darauf Anspruch, in den beiden Staatsgebieten Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät sein Geschäft als Handelsreisender betreiben zu dürfen, ohne dafür irgend einer Patentabgabe unterworfen zu sein, wobei indessen ausdrücklich bestimmt ist, dass er durchaus nicht das Recht erhält, Hausirhandel zu treiben oder Waaren zu sofortiger Abgabe an Käufer mit sich zu führen, sondern nur das Recht zu beliebigen Ankäufen oder zu Dienstanerbietungen und Aufnahme von Bestellungen bei solchen Personen, welche die angebotenen Dienste oder Waaren zu ihrem eigenen Geschäftsverkehre bedürfen.

Bern, den . . . . . 18 . .

(L. S.) Die schweizerische Bundeskanzlei.

1868

Formular A.

Gewerbeschein.

(Stempel oder Siegel der ausstellenden Behörde.)

Giltig für das Jahr 18 . .

Herr N. N. { Kaufmann, Fabrikant . . . / Commis des Hauses . . . } . . . . . .
wird hierdurch in Folge der vorgewiesenen, ihm von der zuständigen Behörde in . . . . . am . . . . . .
ausgestellten Legitimationsurkunde ermächtigt. in der Schweiz Ankäufe und Verkäufe der Waaren { seines Handelszweiges / seines Hauses } . . .
. . . . . auf Muster oder auf Bestellungen zu machen.

Ort und Tag der Ausstellung . . . . . .

(Unterschrift des Reisenden.) (Unterschrift der ausstellenden Behörde.)

Formular II.

(Siegel oder Stempel der ausstellenden Behörde.)

Von der unterzeichneten Behörde wird
Herrn N. { Kaufmann, Fabrikant in . . . . . / Commis im Dienste des Hauses N. in . . . . . } bestätigt,
dass { er / das genannte Haus } für die Ausübung { seines / des } Gewerbebetriebes { . . . . . / desselben } die im Lande gesetzlich bestehenden Steuern zu entrichten hat.

Diese Gewerbelegitimationskarte wurde dem genannten Herrn . . . . . behufs seiner Legitimation bei den einschlägigen Schweizer Behörden zur Erlangung des nöthigen Gewerbepatentes für die Schweiz ausgefertigt.

Dieses Zeugniss ist giltig für . . . . . Monate.

(Ort und Tag der Ausstellung.) (Personalbeschreibung und Unterschrift des Reisenden.)

(Unterschrift der ausstellenden Behörde.)

Formular B. 1868

Gewerbeschein.

Giltig für { Siegel oder Stempel der ausstellenden Behörde } das Jahr 18 . .

Herr N . . . { Kaufmann, Fabrikant in . . . . . Commis im Dienste des Hauses . . . . . in . . . . . } wird hierdurch in Folge des von ihm vorgezeigten, ihm von der zuständigen Behörde in . . . . . (Schweiz) am . . . . . ausgestellten Steuercertificates ermächtigt, in der österreichisch-ungarischen Monarchie Ankäufe und Verkäufe der Waaren { seines Handelszweiges seiner Industrie / des Handelsbetriebes des Hauses . . . . . in . . . . . } auf Muster oder auf Bestellungen zu machen.

(Ort und Tag der Ausstellung.) (Personalbeschreibung und Unterschrift des Reisenden.)

(Unterschrift der ausstellenden Behörde.)

Formular III.

Dem . . . . . welcher mit seinen Fabrikaten (Producten) die Messen und Jahrmärkte in (einem der beiden Staatsgebiete Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät, der Schweiz) zu besuchen beabsichtigt, wird behufs seiner Legitimation bei den zuständigen Behörden hierdurch bezeugt, dass er zu . . . . . wohnhaft sei, und die gesetzlichen Steuern und Abgaben zu entrichten habe.

Gegenwärtiges Zeugniss ist giltig für den Zeitraum von . . . Monaten.

(Ort, Datum, Unterschrift und Stempel der ausstellenden Behörde.)

(Personalbeschreibung und Unterschrift des Gewerbetreibenden.)

1868

492.

15 juillet 1868.

Convention postale entre l'Autriche-Hongrie et la confédération helvétique. Conclue a Vienne; ratification impériale, datée de Vienne, le 20 décembre 1868; échange des ratifications a Vienne, le 1 février 1869.

(R. G. B. 1869. Nr. 26.)

Postvertrag vom 15. Juli 1868 zwischen Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät, zugleich in Vertretung des souveränen Fürstenthumes Liechtenstein einerseits, und der schweizerischen Eidgenossenschaft anderseits. Abgeschlossen zu Wien am 15. Juli 1868. Von Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 20. December 1868, und in den beiderseitigen Ratificationen zu Wien ausgewechselt am 1. Februar 1869.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Böhmen etc., und Apostolischer König von Ungarn,

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen Unseren — zugleich in Vertretung des souveränen Fürsten zu Liechtenstein handelnden — Bevollmächtigten einerseits und dem von dem Bundesrathe der schweizerischen Eidgenossenschaft hierzu ernannten Bevollmächtigten anderseits, zum Zwecke einer den dermaligen Verhältnissen entsprechenden Regelung und Erleichterung des gegenseitigen Postverkehres am 15. Juli 1868 in Wien ein aus 27 Artikeln bestehender Vertrag nebst einem Schlussprotokoll abgeschlossen und unterzeichnet worden sind, welche also lauten:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc., und Apostolischer König von Ungarn einerseits, und der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft anderseits, von dem Wunsche geleitet, eine den dermaligen Verhältnissen entsprechende Regelung und Erleichterung des gegenseitigen Postverkehres herbeizuführen, haben den Abschluss eines Postvertrages beschlossen, und für diesen Zweck zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc., und Apostolischer König von Ungarn:

Allerhöchstihren Oberpostrath im k. k. Handelsministerium Franz Pilhal, und Allerhöchstihren Sectionsrath im königlich ungarischen Ministerium für Landwirthschaft, Industrie und Handel und Landes-Oberpostdirector Michael Gervay, und

der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft:

Seinen Geschäftsträger am k. k. Hofe, Dr. Johann Jacob von Tschudi, 1868
welche auf Grund ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich über die nachstehenden Artikel geeiniget haben:

Artikel 1.

Austausch der Postsendungen.

Zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie einerseits, und dem Gebiete der Schweiz anderseits, soll durch Vermittlung der beiderseitigen Postanstalten ein geregelter Austausch der im gegenseitigen unmittelbaren, wie im Durchgangsverkehre vorkommenden Briefpost- und Fahrpostsendungen stattfinden.

Die Verwaltungen machen sich verbindlich, für möglichst schleunige Beförderung der ihnen zugeführten Briefpost- und Fahrpostsendungen Sorge zu tragen; insbesondere sollen für Beförderung der Briefpostsendungen jederzeit die schnellsten vorhandenen Routen benützt werden.

Bietet die Beförderung auf verschiedenen Routen gleiche Beschleunigung dar, so ist die Bestimmung des zu benützenden Weges der freien Wahl der absendenden Postverwaltung überlassen.

Welche Postanstalten und Eisenbahnpostbureaux behufs des geregelten Austausches der Sendungen in directe Brief- oder Frachtkartenschluss-Verbindung zu setzen sind, bleibt der Verständigung der Postverwaltungen vorbehalten.

Für den Fall, dass ein Austausch von Briefpostkartenschlüssen zwischen den beiderseitigen Postanstalten auf dem Wege durch dritte Staaten erfolgen sollte, werden die Kosten des Transits durch die fremden Gebiete von den beiden Postverwaltungen der österreichisch-ungarischen Monarchie einerseits, und der schweizerischen Postverwaltung anderseits, zu gleichen Theilen getragen werden.

Diese Bestimmung bezieht sich indessen nicht auf solche Briefkartenschlüsse zwischen den beiderseitigen Postanstalten, welche durch das Gebiet der deutschen Postbezirke versendet werden. Die Kosten des Transits dieser Briefkartenschlüsse werden von den beiden Postverwaltungen des österreichisch-ungarischen Reiches allein getragen.

Artikel 2.

Ueberführung der Posttransporte auf den Grenzen.

Bei den Verabredungen, welche hinsichtlich der Beförderung der Posttransporte auf den Grenzstrecken zu treffen sind, soll im Allgemeinen von dem Grundsatze ausgegangen werden, dass jeder

1868 Theil für die Ueberführung der Postsendungen aus seinem Gebiete bis zur gegenüberliegenden Grenzpoststation des benachbarten Gebietes zu sorgen hat.

Die Herstellung der zu diesem Behufe erforderlichen Postcurse und die Regelung der Specialverhältnisse auf den einzelnen Cursen, sowie die Benützung der Eisenbahn- und Dampfschiffverbindungen an der Grenze zur gegenseitigen Ueberlieferung der Posttransporte, bleibt der Verständigung zwischen den Postverwaltungen überlassen.

Artikel 3.

Aeussere Beschaffenheit und Behandlung der Postsendungen.

In Bezug auf die äussere Beschaffenheit und Behandlung der Postsendungen bei der Auf- und Abgabe und bei der Weiterspedition gelten die zwischen den beiderseitigen Postverwaltungen zu verabredenden Reglements und Ausführungsbestimmungen, beziehungsweise die Festsetzungen der Verträge mit dritten Staaten oder Transportunternehmungen.

Soweit in diesen Reglements etc. besondere Bestimmungen nicht getroffen sind, finden die für den inneren Verkehr der hohen vertragschliessenden Theile bestehenden Vorschriften Anwendung.

Artikel 4.

Briefpostsendungen.

Zur Briefpost gehören:
Die gewöhnlichen und recommandirten Briefe,
Drucksachen,
Waarenproben und Muster,
Postanweisungen,
Zeitungen und Zeitschriften.

Das Gewicht der Briefe, Drucksachen und Waarenproben darf ein halbes Pfund = 250 Gramm im Einzelnen nicht überschreiten.

Artikel 5.

Briefporto.

Das Porto für die Briefe zwischen den beiden Staatsgebieten Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät einerseits, und der Schweiz anderseits, soll betragen:

1. für den einfachen frankirten Brief 10 Neukreuzer oder 25 Rappen,

2. für den einfachen unfrankirten Brief 20 Neukreuzer oder 50 Rappen.

Zur Erleichterung des Grenzverkehres wird das Porto zwischen 1868
allen denjenigen k. und k. österreichischen und schweizerischen Postorten, welche in gerader Linie nicht mehr als 7 geographische Meilen = $52^1/_2$ Kilometer von einander entfernt sind, festgesetzt, wie folgt:

a) für den einfachen frankirten Brief 5 Neukreuzer, beziehungsweise 10 Rappen,

b) für den einfachen unfrankirten Brief 10 Neukreuzer, beziehungsweise 20 Rappen.

Die Feststellung derjenigen Postorte, welche innerhalb des Grenzrayons von 7 Meilen belegen sind, erfolgt im Wege der Verständigung zwischen den betheiligten Postverwaltungen.

Als ein einfacher Brief ist ein solcher anzusehen, dessen Gewicht 1 Loth, beziehungsweise 15 Gramm nicht überschreitet. Alle schwereren Briefe bis zu dem zulässigen Maximalgewichte von einem halben Pfunde unterliegen ohne weitere Abstufung dem doppelten Betrage des nach den obigen Normen für den einfachen Brief in Anwendung kommenden Porto.

Artikel 6.

Drucksachen.

Das Porto für Drucksachen zwischen den beiden Staatsgebieten Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Mejestät einerseits, und der Schweiz anderseits, soll betragen: 2 Neukreuzer oder 5 Rappen für je $2^1/_2$ Loth, beziehungsweise 40 Gramm, oder einen Bruchtheil davon.

Innerhalb des im Artikel 5 festgesetzten Grenzrayons soll das Porto für Drucksachen nach der Schweiz 2 Neukreuzer für je $2^1/_2$ Loth und aus der Schweiz 2 Rappen für je 40 Gramm betragen.

Die Sendungen müssen frankirt werden.

Zur Versendung als „Drucksache" gegen die obige ermässigte Taxe werden zugelassen: alle gedruckten, lithographirten, metallographirten, photographirten oder sonst auf mechanischem Wege hergestellten, nach ihrem Format und ihrer sonstigen Beschaffenheit zur Beförderung mit der Briefpost geeigneten Gegenstände. Ausgenommen hiervon sind die mittelst der Copirmaschine oder mittelst Durchdrucks hergestellten Schriftstücke.

Die Sendungen müssen offen, und zwar entweder unter schmalem Streif- oder Kreuzband, oder in einfacher Art zusammengefaltet eingeliefert werden. Dieselben können auch aus offenen Karten bestehen.

Ausser der Adresse des Empfängers dürfen die Unterschrift des Absenders, Ort und Datum handschriftlich hinzugefügt werden.

1868 Bei Preiscouranten, Curszetteln und Handelscircularen ist ausserdem die handschriftliche Eintragung oder Abänderung der Preise, sowie des Namens des Reisenden gestattet.

Anstriche am Rande zu dem Zwecke, die Aufmerksamkeit des Lesers auf eine bestimmte Stelle hinzulenken, sind zulässig.

Den Correcturbogen können Aenderungen und Zusätze, welche die Correctur, die Ausstattung und den Druck betreffen, hinzugefügt, auch kann denselben das Manuscript beigelegt werden.

Die bei Correcturbogen erlaubten Zusätze können in Ermanglung des Raumes auch auf besonderen, den Correcturbogen beigefügten Zetteln angebracht sein.

Im Uebrigen dürfen bei den gegen das ermässigte Porto zu versendenden Gegenständen nach ihrer Fertigung durch Druck u. s. w. irgend welche Zusätze oder Aenderungen am Inhalte, sei es durch handschriftliche oder sonstige Vermerke oder Zeichen, nicht angebracht sein.

Drucksachen, welche unfrankirt oder unzureichend frankirt zur Absendung gelangen, oder welche den sonstigen für sie geltenden Bedingungen nicht entsprechen, werden wie unfrankirte Briefe behandelt und taxirt, jedoch unter Anrechnung des Werthes der etwa verwendeten Freimarken.

Artikel 7.

Waarenproben.

Hinsichtlich des Porto für Waarenproben sollen die nämlichen Bestimmungen massgebend sein, wie solche im Artikel 6 bezüglich der Drucksachen getroffen sind.

Dies gilt auch für diejenigen Fälle, in welchen die Waarenproben mit Drucksachen zusammengepackt werden.

Die Sendungen müssen frankirt werden.

Zur Versendung gegen die ermässigte Taxe werden nur wirkliche Waarenproben und Muster zugelassen, die an sich keinen eigenen Kaufwerth haben und zur Beförderung mit der Briefpost überhaupt geeignet sind. Sie müssen unter Band gelegt oder anderweit, z. B. in zugebundenen aber nicht versiegelten Säckchen, dergestalt verpackt sein, dass der Inhalt, als in Waarenproben bestehend, leicht erkannt werden kann.

Ein Brief darf diesen Sendungen nicht beigefügt sein; auch dürfen dieselben keine anderen handschriftlichen Vermerke tragen, als die Adresse des Empfängers, den Namen oder die Firma des Absenders, die Fabriks- oder Handelszeichen, einschliesslich der näheren Bezeichnung der Waare, die Nummern und die Preise.

Waarenproben, welche unfrankirt oder unzureichend frankirt zur Absendung gelangen, oder welche den sonstigen für sie gelten-

den Bedingungen nicht entsprechen, werden wie unfrankirte Briefe 1868
behandelt und taxirt, jedoch unter Anrechnung des Werthes der etwa verwendeten Freimarken.

Artikel 8.

Recommandation.

Es ist gestattet, Briefe, Drucksachen und Waarenproben unter Recommandation abzusenden.

Für dieselben ist vom Absender das gewöhnliche Porto der frankirten Briefpostsendungen gleicher Gattung, und ausserdem eine Recommandationsgebühr von 10 Neukreuzern oder 25 Rappen in voraus zu entrichten.

Der Absender kann durch Vermerk auf der Adresse das Verlangen ausdrücken, dass ihm eine Empfangsbescheinigung des Adressaten — Rückschein — zugestellt werde. Für die Beschaffung des Rückscheines ist bei der Auflieferung des Briefes u. s. w. eine weitere Gebühr von 10 Neukreuzern oder 25 Rappen zu entrichten.

Geht eine recommandirte Briefpostsendung verloren, so soll die Postverwaltung des Aufgabegebietes verpflichtet sein, dem Absender, sobald der Verlust festgestellt ist, eine Entschädigung von 20 Gulden oder von 50 Franken zu leisten, vorbehaltlich des Rückgriffes auf diejenige Postverwaltung, in deren Bereich der Verlust erweislich stattgefunden hat.

Der Anspruch auf Ersatz muss innerhalb sechs Monaten, vom Tage der Aufgabe der Briefpostsendung an gerechnet, erhoben werden, widrigenfalls die Entschädigungsverbindlichkeit der Postverwaltungen erlischt. Die Verjährung wird durch Anbringung der Reclamation bei der Postbehörde des Aufgabegebietes unterbrochen. Ergeht hierauf eine abschlägige Bescheidung, so beginnt vom Empfange derselben eine neue Verjährungsfrist von sechs Monaten, welche durch eine Reclamation gegen jenen Bescheid nicht unterbrochen wird.

Für die durch Krieg, durch unabwendbare Folgen von Naturereignissen oder durch die natürliche Beschaffenheit der Sendung herbeigeführten Verluste wird ein Ersatz nicht gewährt.

Ein Ersatzanspruch für nicht recommandirte Briefpostsendungen kann gegen die Postverwaltungen nicht erhoben werden.

Artikel 9.

Postanweisungen.

Die Postverwaltungen der hohen vertragschliessenden Theile sind ermächtigt, im unmittelbaren Verkehre das Verfahren der Ver-

1868 mittlung von Zahlungen im Wege der Postanweisung unter Beobachtung der nachstehenden Normen anzuwenden.

Der Betrag einer einzelnen Postanweisung darf 75 Gulden Nominalwerth, wenn die Auszahlung in den beiden Staatsgebieten Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät erfolgen soll, und 187½ Franken Nominalwerth, wenn die Auszahlung in der Schweiz erfolgen soll, nicht übersteigen.

Die Gebühr wird festgesetzt, wie folgt:

a) für Beträge bis 37½ Gulden oder 93¾ Franken: 20 Neukreuzer oder 50 Rappen,

b) für grössere Beträge bis zum zulässigen Maximum: 30 Neukreuzer oder 75 Rappen.

Im Grenzrayonverkehr (Artikel 5) ist die Gebühr für Summen bis 37½ Gulden, welche in den k. k. Staaten, beziehungsweise für Summen bis 93¾ Franken, welche in der Schweiz auszuzahlen sind, auf 10 Neukreuzer oder 25 Rappen, für grössere Beträge bis zum zulässigen Maximum auf 20 Neukreuzer oder 50 Rappen ermässigt.

Die Gebühr ist von dem Absender der Postanweisung zu entrichten.

Der an dem Postanweisungsformulare befindliche Coupon kann vom Absender mit schriftlichen Mittheilungen jeder Art versehen werden, ohne dass eine weitere Erhebung stattfindet.

Für die auf Postanweisungen eingezahlten Beträge wird in demselben Umfange Garantie geleistet, wie für Sendungen mit Werthdeclaration. (Artikel 22.)

Artikel 10.

Expressbestellung.

Briefpostgegenstände, auf deren Adresse der Absender das schriftliche Verlangen ausgedrückt hat, dass sie durch einen Expressen zu bestellen sind, müssen von den Postanstalten sogleich nach der Ankunft dem Adressaten durch einen besonderen Boten zugestellt werden.

Eine Recommandation der Expresssendungen ist nicht erforderlich.

Für Expressbriefpostsendungen nach dem Ortsbestellbezirke der Bestimmungspostanstalt ist die Expressbestellgebühr nach dem Satze von 15 Neukreuzern, beziehungsweise von 30 Rappen zu erheben.

Die Entrichtung dieser Gebühr kann vom Absender erfolgen, oder dem Adressaten überlassen werden.

Für Expressbriefpostsendungen nach dem Landbestellbezirke gilt als Regel, dass die Expressbestellgebühr von dem Adressaten

zu entrichten ist, und zwar in dem Betrage, welcher dem Boten für die Ausführung der Expressbestellung nach dem ortsüblichen Satze vergütet wird. 1868

Insofern der Expressbote Geldbeträge zu Postanweisungen mit zu überbringen hat, soll die Expressgebühr das Doppelte des Satzes für die Expressbestellung gewöhnlicher Briefpostsendungen betragen.

Die Expressgebühr wird stets von der Postanstalt des Bestimmungsortes bezogen. War dieselbe nicht vorausbezahlt, so darf sie im Falle der Unbestellbarkeit an den Aufgabeort zurückgerechnet werden.

Artikel 11.

Postfreimarken.

Zur Frankirung der Briefpostsendungen können die im Ursprungslande Anwendung findenden Postfreimarken benützt werden. Bei Verwendung von Francocouverts sind die Festsetzungen der betreffenden Postverwaltung massgebend.

Auf die mit Freimarken oder Francocouverts unzureichend frankirten Briefpostsendungen kommt die Taxe für unfrankirte Briefe zur Anwendung, jedoch unter Anrechnung des Werthes der verwendeten Freimarken oder Couvertstämpel.

Die Verweigerung der Nachzahlung des Porto gilt für eine Verweigerung der Annahme der Sendung.

Der Betrag der verwendeten Marken bei unzureichend frankirten Briefpostsendungen wird derjenigen Verwaltung, an welche die Ueberlieferung der Sendung erfolgt, in Vergütung gestellt, unter gleichzeitiger Anrechnung des Portobetrages, welchen die absendende Verwaltung zu beziehen haben würde, im Falle die Sendung unfrankirt abgesandt worden wäre.

Sind von dem Absender zu viel Marken verwendet, so kann eine Erstattung des Mehrbetrages nicht beansprucht werden. Der Ueberschuss über den tarifmässigen Portobetrag verbleibt der absendenden Postverwaltung.

Artikel 12.

Portotheilung.

Die Theilung des Porto und der sonstigen Gebühren soll in folgender Weise stattfinden:

1. Das Porto für Briefe wird in dem Verhältnisse von drei Fünfteln für die beiden Postverwaltungen der österreichisch-ungarischen Monarchie und von zwei Fünfteln für die schweizerische Postverwaltung getheilt.

1868 2. Für Drucksachen und Waarenproben bezieht die schweizerische Postverwaltung in jeder Richtung $2^1/_2$ Rappen für den einfachen Gewichtssatz, wogegen den beiden Postverwaltungen des österreichisch-ungarischen Reiches der übrige Theil verbleibt.

3. Als Ausnahme von den vorangehenden Festsetzungen soll das Porto aus dem Verkehre des Grenzrayons jedesmal von derjenigen Postverwaltung ungetheilt bezogen werden, welche die Erhebung bewirkt.

4. Die Recommandationsgebühr, sowie die Gebühr für den etwaigen Rückschein, verbleibt ungetheilt der Postverwaltung des Aufgabegebietes.

5. Die Gebühr für Postanweisungen wird zwischen der Postverwaltung des Aufgabegebietes und der Postverwaltung des Bestimmungsgebietes halbscheidlich getheilt.

Artikel 13.

Einzeltransit.

Die speciellen Bedingungen, welche, in Gemässheit der zur Zeit bestehenden oder in der Folge abzuschliessenden Postverträge mit dritten Ländern, auf die im Einzeltransit über die beiden Staatsgebiete Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät oder schweizerische Gebietsstrecken zu befördernde Correspondenz aus oder nach dritten Ländern Anwendung zu finden haben, werden von den Postverwaltungen der hohen vertragschliessenden Theile, soweit sie dabei betheiligt sind, im gegenseitigen Einverständnisse festgestellt werden.

Dabei soll der Grundsatz massgebend sein, dass die betreffenden Postverwaltungen einander für die Beförderung der gedachten Briefpostsendungen auf ihren respectiven Gebietsstrecken dieselben Portobeträge zu vergüten oder in Anrechnung zu bringen haben, welche ihnen nach Massgabe des Artikels 12 für die internationale Correspondenz zustehen.

Ausser diesen Portobeträgen ist an die transitleistende Verwaltung das nach den Verträgen derselben mit den Postverwaltungen der betreffenden dritten Länder sich ergebende fremde Porto zu vergüten.

Bei denjenigen Correspondenzen, für welche, in Gemässheit von Vereinbarungen mit dritten Verwaltungen, die Erhebung des gesammten Porto nach der im Artikel 5 erwähnten zweistufigen Gewichtsprogression erfolgen sollte, wird letztere auch auf den vorerwähnten stückweisen Transit Anwendung finden; andernfalls erfolgt die Vergütung, beziehungsweise Anrechnung nach der Progression von Loth zu Loth.

Artikel 14. 1868

Geschlossene Transite.

Die Postverwaltungen der vertragenden Staaten räumen sich gegenseitig das Recht ein, mit fremden Staaten geschlossene Briefpackete hin- und herwärts im Transit durch ihre Gebiete zu unterhalten, und zwar gegen eine gegenseitige Vergütung von 20 Rappen für je 30 Gramm netto Briefe, und von einem Franken für jedes Kilogramm netto Drucksachen und Waarenproben.

Die schweizerische Postverwaltung gestattet jedoch der k. k. Postverwaltung den Transit geschlossener Briefpackete nach und aus dem Königreiche Italien und dem Kirchenstaate über schweizerisches Gebiet gegen eine Vergütung von 10 Rappen für je 30 Gramm netto Briefe und von 50 Rappen für jedes Kilogramm netto Drucksachen und Waarenproben.

Portofreie Correspondenzen, unbestellbare und nachgesandte Briefpostsendungen, sowie Postanweisungen, unterliegen einem Transitporto nicht.

Bei denjenigen Correspondenzen, für welche, in Gemässheit von Vereinbarungen mit dritten Postverwaltungen, die Erhebung des gesammten Porto nach der im Artikel 5 erwähnten Gewichtsprogression stattfinden sollte, wird auch das Transitporto nur nach Massgabe dieser Gewichtsprogression entrichtet werden. Die Vergütung desselben wird in diesem Falle nach Briefgewichtseinheiten, unter Anwendung des Satzes von einem Viertel der vorstehend festgesetzten Transitportobeträge für jede Gewichtseinheit, stattfinden.

Artikel 15.

Zeitungsverkehr.

Die Postanstalten der hohen vertragschliessenden Theile besorgen wechselseitig die Annahme der Abonnements und die Ausführung der Bestellungen auf Zeitungen und Zeitschriften, sowie deren Versendung und Abgabe an die Abonnenten.

Die Postverwaltungen werden sich gegenseitig die Zeitungen u. s. w. zu den von ihnen selbst entrichteten Einkaufspreisen, unter Zuschlag der für abonnirte Zeitungen im internen Verkehre Anwendung findenden Gebühren, liefern.

Eine unentgeltliche Vertheilung von Probenummern findet nicht statt.

Durch die Festsetzungen des gegenwärtigen Artikels, sowie des Artikels 6, wird in keiner Weise das Recht der hohen contrahirenden Theile beschränkt, auf ihren Gebieten die Beförderung und die Bestellung solcher Zeitungen und sonstiger Druckschriften

1868 zu versagen, deren Vertrieb nach den in dem betreffenden Gebiete bestehenden Gesetzen und Vorschriften über die Erzeugnisse der Presse als statthaft nicht zu erachten ist, sowie überhaupt die Lieferung oder den Absatz von Zeitungen im Postdebitswege zu beanstanden.

Artikel 16.

Fahrpostsendungen.

Zur Fahrpost gehören:
die gewöhnlichen Packete,
die Packete mit declarirtem Werthe,
die Briefe mit declarirtem Werthe, und
die Sendungen mit Postvorschuss.

Artikel 17.

Zollverhältnisse.

Den Fahrpostsendungen mit zollpflichtigem Inhalte müssen die zur Erfüllung der Zollformalitäten an der Grenze benöthigten Declarationen beigegeben sein.

Die beiderseitigen Postverwaltungen übernehmen keine Verantwortlichkeit für die Richtigkeit der Declaration.

Wenn ein Absender Gegenstände unter einer mangelhaften oder unrichtigen Declaration zur Beförderung übergeben sollte, so treffen ihn die daraus entstehenden Folgen und die durch die Gesetze bestimmten Strafen.

Artikel 18.

Portoberechnung.

Die Fahrpostsendungen zwischen den Postgebieten der hohen vertragschliessenden Theile können, nach der Wahl des Absenders, entweder unfrankirt oder bis zum Bestimmungsorte frankirt abgeschickt werden. Eine theilweise Francatur ist unstatthaft.

Das Porto wird beiderseits bis zu und von den Taxgrenzpunkten, über welche sich die Verwaltungen verständigen werden, berechnet, und zwar für jedes Gebiet nach dem im Innern desselben zur Anwendung kommenden Tarife oder einem diesem im Durchschnitte entsprechenden Tarife.

Der im internationalen Verkehre giltige Tarif ist auch der Portoberechnung für die transitirenden Fahrpostsendungen zu Grunde zu legen. Hinsichtlich der Frachtsätze für die weiter gelegenen Beförderungsstrecken gelten die mit den betreffenden fremden Staaten oder Transportanstalten bestehenden Verträge und Uebereinkommen.

Die Postverwaltungen werden die Fahrposttarife sich gegen- 1868
seitig mittheilen, und genau auf die Landeswährung reduciren.

In Betreff der Portotaxe und des Portobezuges für die zwischen den Postanstalten der Grenzorte gewechselten Fahrpostsendungen werden die betheiligten Postverwaltungen sich unter thunlichster Berücksichtigung der bestehenden Verhältnisse verständigen.

Artikel 19.

Begleitadressen.

Die den Fahrpostsendungen reglementsmässig beizugebenden Begleitadressen (Begleitbriefe) können offen oder verschlossen sein. Ein besonderes Porto soll für dieselben nicht in Ansatz kommen, auch wenn das Gewicht von 1 Loth, beziehungsweise 15 Grammen, ausnahmsweise überschritten wird.

Artikel 20.

Postvorschüsse.

Auf Fahrpostsendungen und Briefe können Postvorschüsse bis zur Höhe von 75 Gulden, wenn die Aufgabe in den beiden Staatsgebieten Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät, und bis zur Höhe von 200 Franken, wenn die Aufgabe in der Schweiz erfolgt, geleistet werden. Für Transportauslagen und Spesen, welche auf Sendungen haften, sind Vorschüsse auch in einem höheren Betrage zulässig.

Die Auszahlung des Postvorschussbetrages kann von dem Absender nicht eher verlangt werden, als bis von der Postanstalt des Bestimmungsortes die Anzeige eingegangen ist, dass der Adressat die Sendung eingelöst hat.

Sendungen mit Postvorschuss unterliegen dem Fahrpostporto. Für den Vorschuss wird ausserdem eine Gebühr nach den von der Postverwaltung des Aufgabeortes zu bestimmenden Sätzen erhoben. Diese Gebühr bezieht diejenige Postverwaltung, deren Postanstalt den Vorschuss leistet. Es bleibt dem Ermessen der Postverwaltung des Aufgabegebietes anheimgestellt, die Vorausbezahlung des Porto und der Gebühr für Postvorschusssendungen von dem Absender zu verlangen.

Wird eine Vorschusssendung nicht innerhalb 14 Tagen nach der Ankunft am Bestimmungsorte eingelöst, so muss die Sendung nach Ablauf dieser Frist unverzögert an die Postansalt des Aufgabeortes zurückgesandt werden.

Dieses gilt auch von den Vorschusssendungen mit dem Vermerk: poste restante.

1868

Artikel 21.

Bestellung der Fahrpostsendungen durch Expressen.

Fahrpostsendungen, bezüglich deren der Absender durch Vermerk auf der Adresse das Verlangen ausgedrückt hat, dass die Bestellung durch einen Expressen erfolgen soll, sind sogleich nach der Ankunft dem Adressaten nach Massgabe der von den Postverwaltungen näher zu vereinbarenden speciellen Bedindungen durch einen besonderen Boten zuzustellen.

Artikel 22.

Gewährleistung bei der Fahrpost.

Dem Absender wird von der Post für den Verlust und die Beschädigung der zur Postbeförderung reglementsmässig eingelieferten Fahrpostgegenstände, mit Ausnahme der Briefe mit Postvorschüssen ohne Werthsdeclaration, Ersatz geleistet.

Für einen durch verzögerte Beförderung oder Bestellung dieser Gegenstände entstandenen Schaden wird nur dann Ersatz geleistet, wenn die Sache durch verzögerte Beförderung oder Bestellung verdorben ist, oder ihren Werth bleibend ganz oder theilweise verloren hat. Auf eine Veränderung des Courses oder marktgängigen Preises wird jedoch hierbei keine Rücksicht genommen.

Die Verbindlichkeit zur Ersatzleistung bleibt ausgeschlossen, wenn der Verlust die Beschädigung oder die verzögerte Beförderung oder Bestellung

a) durch die eigene Fahrlässigkeit des Absenders, oder

b) durch Krieg, oder

c) durch die unabwendbaren Folgen eines Naturereignisses, oder durch die natürliche Beschaffenheit des Gegenstandes herbeigeführt worden ist, oder

d) auf einer, ausserhalb der Postgebiete der hohen vertragschliessenden Theile belegenen Transportanstalt sich ereignet hat, für welche eine der betheiligten Postverwaltungen nicht durch Convention die Ersatzleistung ausdrücklich übernommen hat; ist jedoch in diesem Falle die Einlieferung innerhalb eines Postgebietes der hohen vertragschliessenden Theile erfolgt, und will der Absender seine Ansprüche gegen die auswärtige Transportanstalt geltend machen, so hat die Postverwaltung, von welcher die Sendung unmittelbar dem Auslande zugeführt worden ist, ihm Beistand zu leisten.

Wenn der Verschluss und die Emballage der zur Post gegebenen Gegenstände bei der Aushändigung an den Empfänger äusserlich unverletzt und zugleich das Gewicht mit dem bei der Einlieferung

ausgemittelten übereinstimmend befunden wird, so hat die Post nicht 186
die Verpflichtung, das bei der Eröffnung an dem Inhalte Fehlende zu vertreten. Die ohne Erinnerung geschehene Annahme einer Sendung begründet die Vermuthung, dass bei der Aushändigung Verschluss und Emballage unverletzt und das Gewicht mit dem bei der Einlieferung ausgemittelten übereinstimmend gewesen ist.

Ist eine Werthsdeclaration geschehen, so wird dieselbe bei der Feststellung des Betrages des von der Post zu leistenden Schadenersatzes zum Grunde gelegt. Wird jedoch von der Post nachgewiesen, dass der declarirte Werth den gemeinen Werth der Sache übersteigt, so ist nur dieser zu ersetzen.

Ist bei Packeten die Declaration des Werthes unterblieben, so wird im Falle eines Verlustes oder einer Beschädigung der wirklich erlittene Schaden, jedoch niemals mehr als ein Gulden 50 Kreuzer, beziehungsweise 3 Franken 75 Rappen für jedes Pfund der ganzen Sendung vergütet. Sendungen, welche weniger als ein Pfund wiegen, werden den Sendungen zum Gewichte von einem Pfunde gleich gestellt und überschiessende Pfundtheile für ein Pfund gerechnet.

Weitere als die vorstehend bestimmten Entschädigungen werden von der Post nicht geleistet; insbesondere findet gegen dieselbe ein Anspruch wegen eines durch den Verlust oder die Beschädigung einer Sendung entstandenen mittelbaren Schadens oder entgangenen Gewinnes nicht statt.

Dem Absender gegenüber liegt die Ersatzpflicht derjenigen Postverwaltung ob, welcher die Postanstalt der Aufgabe angehört.

Der Anspruch auf Entschädigung an die Post erlischt mit Ablauf von sechs Monaten, vom Tage der Einlieferung der Sendung an gerechnet. Die Verjährung wird durch Anbringung der Reclamation bei derjenigen Postverwaltung unterbrochen, welcher die Postanstalt der Aufgabe angehört. Ergeht hierauf eine abschlägige Bescheidung, so beginnt vom Empfange derselben eine neue Verjährungsfrist von sechs Monaten, welche durch eine Reclamation gegen jenen Bescheid nicht unterbrochen wird.

Der Ersatzanspruch kann auch von dem Adressaten in denjenigen Fällen erhoben werden, in welchen der Absender nicht zu ermitteln ist, oder die Verfolgung seines Anspruches dem Adressaten zuweist.

Der den Ersatz leistenden Verwaltung bleibt es überlassen, eintretenden Falls den Regress an diejenige Verwaltung zu nehmen, in deren Gebiet der Verlust oder die Beschädigung entstanden ist.

Es gilt hierfür bis zur Führung des Gegenbeweisses diejenige Postverwaltung, welche die Sendung von der vorhergehenden Verwaltung unbeanständet übernommen hat, und weder die Ablieferung an die Adressaten noch auch in den betreffenden Fällen die n

1868 anständete Ueberlieferung an die nachfolgende Postverwaltung nachzuweisen vermag.

Auf diejenigen Postsendungen, welche durch die schweizerische Postverwaltung auf den von derselben ausserhalb ihres Gebietes unterhaltenen Postcoursen befördert werden, sollen bezüglich der Garantieverhältnisse für die exterritoriale Beförderungsstrecke dieselben Bestimmungen in Anwendung kommen, welche für die auf diesen Strecken beförderten Sendungen aus und nach der Schweiz selbst massgebend sind.

Artikel 23.

Portofreiheit.

Die Portofreiheit auf den beiderseitigen Postgebieten geniesst die Correspondenz in reinen Staatsdienstangelegenheiten, welche zwischen den Staatsbehörden der hohen vertragschliessenden Theile gewechselt wird, wenn sie äusserlich so bezeichnet ist, wie es im Aufgabegebiete für die Berechtigung zur Portofreiheit vorgeschrieben. Die officiellen Correspondenzen im Verkehre mit dritten Ländern werden auch bei der Einzelauslieferung vom Transitporto freigelassen.

Bei der Fahrpost beschränkt sich die Portofreiheit, unter der Voraussetzung vorschriftsmässiger äusserer Bezeichnung, auf Schriften- und Actenpackete in reinen Staatsdienstangelegenheiten zwischen den beiderseitigen Staatsbehörden, sowie auf alle Geld- und sonstigen Fahrpostsendungen, welche zwischen den Postbehörden und Postanstalten der vertragschliessenden Theile untereinander im dienstlichen Verkehre vorkommen.

Artikel 24.

Anwendbarkeit des Vertrages auf das Fürstenthum Liechtenstein.

Die im gegenwärtigen Vertrage getroffenen Festsetzungen sollen in gleicher Weise auch für die Postanstalten im Fürstenthume Liechtenstein giltig sein.

Artikel 25.

Generalabrechnung.

Ueber die gegenseitigen Forderungen aus dem Postverkehre soll zwischen dem k. k. Handelsministerium in Wien und dem schweizerischen Postdepartement in Bern Generalabrechnung vierteljährig gepflogen werden.

Der Abschluss der Generalabrechnung hat durch diejenige Verwaltung, für welche sich eine Forderung herausstellt, zu erfolgen, und auf deren Währung zu lauten. Die hiernach nöthig werdende

Reduction der beiderseitigen Währungen erfolgt nach dem festen Verhältnisse von einem Franken gleich vierzig Neukreuzern. 1868

In welcher Weise der Saldo bezahlt werden soll, bleibt der besonderen Vereinbarung zwischen den betheiligten Verwaltungen vorbehalten.

Die durch die Leistung der Zahlung entstehenden Kosten werden stets von dem zahlungspflichtigen Theile getragen.

Artikel 26.

Ausführungsreglement.

Die beiderseitigen Postverwaltungen werden in dem von ihnen zur Sicherstellung der übereinstimmenden Ausführung dieses Vertrages zu vereinbarenden Reglement, oder in den von Zeit zu Zeit nach Massgabe des wechselnden Bedürfnisses von ihnen zu verabredenden Nachträgen zu demselben, namentlich über folgende Verhältnisse specielle Bestimmungen treffen:

1. die Kartenschlussverbindungen;
2. die Benützung der Postrouten, Spedition der Correspondenz und der Fahrpostsendungen;
3. die Vergütungssätze und sonstige Bedingungen für die zum Einzeltransit überlieferten Correspondenzen;
4. die näheren Bestimmungen und Versendungsbedingungen in Betreff der recommandirten Briefe, der Drucksachen, der Waarenproben und der Postanweisungen;
5. die Localtaxen für den Verkehr der Grenzdistricte;
6. die Formen des technischen Expeditionsdienstes und des Postabrechnungswesens;
7. die Behandlung der Laufzettel, der unbestellaren, der nachzusendenden und der unrichtig spedirten Gegenstände;
8. die Vereinbarungen wegen der expressen Bestellung von Postsendungen.

Artikel 27.

Schlussbestimmungen.

Der gegenwärtige Vertrag tritt am 1. September 1868 in Wirksamkeit. Derselbe ist von Jahr zu Jahr kündbar. Die Kündigung kann beiderseits nur zum ersten September jeden Jahres erfolgen, dergestalt, dass der Vertrag noch bis ultimo August des nächstfolgenden Jahres in Kraft bleibt.

Mit dem Tage des Vollzuges des gegenwärtigen Vertrages tritt die Lindauer Uebereinkunft vom 23. April 1852, sowie der Postvertrag zwischen dem Kaiserthume Oesterreich und der schweizerischen Eidgenossenschaft vom 26. April desselben Jahres ausser Wirksamkeit.

1868 Gegenwärtiger Vertrag soll ratificirt und der Austausch der Ratificationsurkunden sobald als möglich bewirkt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterschrieben und besiegelt.

So geschehen zu Wien am fünfzehnten Juli Eintausend achthundert acht und sechzig.

(L. S.) *Pilhal* m. p. (L. S.) *Gervay* m. p. (L. S.) *v. Tschudi* m. p.

Schlussprotokoll zu dem Postvertrage vom 15. Juli 1868.

Die Unterzeichneten versammelten sich heute, um den in Vollmacht ihrer hohen Committenten vereinbarten Postvertrag nach vorangegangener gemeinschaftlicher Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Verabredungen und Erklärungen in das gegenwärtige Schlussprotokoll niedergelegt wurden:

I. Zu Artikel 9 und 20 des Vertrages.

Die Postverwaltungen in den beiden Staatsgebieten Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät behalten sich vor, die Postanweisungen und Nachnahmen im Verkehre mit der Schweiz vorläufig nur bei einer beschränkten Anzahl von Postämtern einzuführen, den Zeitpunkt für deren Einführung zu bestimmen, und der schweizerischen Postverwaltung bekannt zu geben.

II. Zu Artikel 24 des Vertrages.

Die Festsetzungen des Vertrages sollen, so lange zu Belgrad im Fürstenthume Serbien ein k. k. Postamt besteht, auch für dieses giltig sein.

Geschehen zu Wien, am 15. Juli 1868.

(L. S.) *Pilhal* m. p. (L. S.) *Gervay* m. p. (L. S.) *v. Tschudi* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages und des dazu gehörigen Schlussprotokolles dieselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen und königlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, dieselben ihrem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir die gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches und königliches Insiegel beidrucken lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien am 1868
zwanzigsten des Monates December, im Jahre des Heiles 1868,
Unserer Reiche im einundzwanzigsten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *Beust* m. p.

Im Auftrage Seiner kaiserl. und königl. Apostolischen Majestät:
Maximilian Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. u. k. Hof- und Ministerialrath.

493.

18 juillet 1868.

Ordonnance des ministères I. R. des finances et du commerce concernant le traitement douanier à l'entrée des vins qui ont passé en transit par un état avec lequel l'Autriche est lié par un traité de douane.

(F. V. B. 1868, Nr. 34.)

Erlass der Ministerien der Finanzen und des Handels über die Zollbehandlung von Weinen bei der Einfuhr über einen Vertragsstaat.

Aus Anlass der Wahrnehmung, dass spanischer Wein, namentlich Malaga in Fässern, welche über einen Staat, dessen Provenienzen bei der Einfuhr in das allgemeine österreichisch-ungarische Zollgebiet eine Zollbegünstigung geniessen, eingeführt worden war, bald nach dem allgemeinen Zollsatze von 10 fl. 50 kr. per Centner, bald mit 6 fl. verzollt wurde, findet man zu erinnern, dass solche Weine, welche, wie z. B. Malaga, Xeres, Madeira u. s. w., schon nach ihrer Benennung und leicht erkennbaren Beschaffenheit sich als das Erzeugniss eines Landes darstellen, auf welches die vertragsmässige Zollbegünstigung keine Anwendung findet, ohne Unterschied, ob sie direct aus dem Lande ihres Ursprunges oder über einen Vertragsstaat eingeführt werden, nach dem für den allgemeinen Verkehr geltenden höheren Tarifsatze zu verzollen sind.

Diese Bestimmung hat mit dem Tage in Wirksamkeit zu treten, an welchem sie den Zollämtern bekannt wird.

Eine nachträgliche Einhebung der Zolldifferenz für früher verzollte Weine dieser Art hat nicht stattzufinden.

1868

494.

21 juillet 1868.

Convention internationale télégraphique révisée. Conclue à Vienne; ratifiée moyennant déclaration du ministère I. R. du commerce, le 21 août, et du ministère hongrois du commerce, le 2 septembre 1868.

(R. G. B. 1869, Nr. 55.)

Internationaler Telegraphenvertrag) vom 21. Juli 1868. Abgeschlossen zu Wien am 21. Juli 1868; ratificirt mittelst Erklärung des k. k. Handelsministeriums vom 21. August und des königlich ungarischen Ministeriums für Ackerbau, Industrie und Handel vom 2. September 1868.*

Convention.

Les Gouvernements des États signataires de la Convention télégraphique internationale conclue à Paris le 17 mai 1865, ou qui ont successivement adhéré à cette Convention, ayant résolu d'y introduire les améliorations suggérées par l'expérience et ayant, à cet effet, désigné des délégués chargés de procéder, conformément aux dispositions de l'article 56, à la révision de la dite convention télégraphique;

Les délégués soussignées se sont réunis en Conférence à Vienne, et ont arrêté, d'un commun accord, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, les modifications suivantes, applicables à partir du 1er janvier 1869.

Titre I.

Du réseau international.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à affecter au service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des dépêches.

Ces fils seront établis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

---

*) Les modifications introduites par suite de cette convention dans la Convention télégraphique internationale de Paris sont imprimées en lettres italiques.

Les villes entre lesquelles l'échange des correspondances est 1868
continu ou très-actif seront, successivement et autant que possible, reliées par des fils directs, *d'un diamètre d'au moins cinq millimètres*, et dont le service demeurera dégagé du travail des bureaux intermédiaires.

Article 2.

Entre les villes importantes des États contractants, le service est, autant que possible, permanent, le jour et la nuit, sans aucune interruption.

Les bureaux ordinaires, à service de jour complet, sont ouverts au public :

Du 1er avril au 30 septembre, de 7 heures du matin à 9 heures du soir ;

Du 1er octobre au 31 mars, de 8 heures du matin à 9 heures du soir.

Les heures d'ouverture des bureaux à service limité sont fixées par les Administrations respectives des États contractants.

L'heure de tous les bureaux d'un même État est celle du temps moyen de la capitale de cet État.

Article 3.

Les appareils Morse et Hughes restent concurremment adoptés pour le service des fils internationaux, jusqu'à une nouvelle entente sur l'introduction d'autres appareils.

Titre II.

De la Correspondance.

Section première.

Conditions générales.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Article 5.

Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes déclarent toutefois n'accep[illegible] à raison du service de la télégraphie internationale, aucune [illegible] sabilité.

1868

Section II.

Du Dépôt.

Article 7.

Les dépêches télégraphiques sont classées en trois catégories:

1° Dépêches d'État: celles qui émanent du Chef de l'État, des Ministres, des Commandants en chef des forces de terre ou de mer. et des Agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements contractants, *ainsi que les réponses à ces mêmes dépêches.*

Les dépêches des Agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérées comme dépêches d'État que lorsqu'elles *sont adressées à un personnage officiel et qu'elles* traitent d'affaires de service.

2° Dépêches de service: celles qui émanent des Administrations télégraphiques des États contractants, et qui sont relatives, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par les dites Administrations.

3° Dépêches privées.

Article 8.

Les dépêches d'État ne sont admises comme telles, que revêtues du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie.

L'expéditeur d'une dépêche privée peut toujours être tenu d'établir la sincérité de la signature dont la dépêche est revêtue.

Il a, de son côté, la faculté de comprendre dans sa dépêche la légalisation de sa signature.

Article 9.

Toute dépêche peut être rédigée en l'une quelconque des langues usitées sur *les territoires* des États contractants, *et en langue latine.*

Chaque État reste libre de désigner, parmi les langues usitées sur *ses territoires*, celles qu'il considère comme propres à la correspondance télégraphique *internationale.*

Les dépêches d'État et de service peuvent être composées en chiffres ou en lettres secrètes, soit en totalité, soit en partie.

Les dépêches privées peuvent aussi être composées en chiffres ou en lettres secrètes, lorsqu'elles sont échangées entre deux États contractants qui admettent ce mode de correspondance, et dans les conditions déterminées par le règlement de service dont il est fait mention à l'article 58 ci-après.

La réserve mentionnée dans le paragraphe ci-dessus ne s'applique pas aux dépêches de transit.

Les dépêches sémaphoriques doivent être rédigées soit dans la langue du Pays où est situé le sémaphore chargé de les signaler, soit en signaux du code commercial universel.

Les dépêches qui ne sont pas admises comme dépêches ordinaires, aux termes du 1er paragraphe du présent article, sont considérées comme depêches secrètes. 1868

Article 10.

La minute de la dépêche doit être écrite lisiblement, en caractères qui aient leur équivalent dans le tableau réglementaire des signaux télégraphiques et qui soient en usage dans le pays où la dépêche est présentée.

Le texte doit être précédé de l'adresse et suivi de la signature.

L'adresse doit porter toutes les indications nécessaires pour assurer la remise de la dépêche à destination.

Tout interligne, renvoi, rature ou surcharge doit être approuvé du signataire de la dépêche ou de son représentant.

Section III.

De la transmission.

Article 11.

La transmission des dépêches a lieu dans l'ordre suivant:

1° Dépêches d'Etat;

2° Dépêches de service;

3° Dépêches privées.

Une dépêche commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue.

Les dépêches de même rang sont transmises par le bureau de départ dans l'ordre de leur dépôt, et par les bureaux intermédiaires dans l'ordre de leur réception.

Entre deux bureaux en relation directe, les dépêches de même rang sont transmises dans l'ordre alternatif.

Dans les bureaux intermédiaires, les dépêches de départ et les dépêches de passage qui doivent emprunter les mêmes fils, sont confondues et transmises indistinctement, en suivant l'heure du dépôt ou de la réception.

Il peut être toutefois dérogé à cette règle *et celle du paragraphe 1er*, dans l'intérêt de la célérité des transmissions, sur les lignes dont le travail est continu ou qui sont desservies par des appareils spéciaux.

Article 12.

Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis toutes leurs dépêches internationales à un bureau permanent.

1868 Ces dépêches sont immédiatement échangées, à leur tour de réception, entre les bureaux permanents des différents États.

Article 13.

Chaque Gouvernement reste juge, vis-à-vis de l'expéditeur, de la direction qu'il convient de donner aux dépêches, tant dans le service ordinaire qu'au cas d'interruption ou d'encombrement des voies habituellement suivies.

Toutefois, si l'expéditeur a prescrit la voie a suivre, les bureaux intéressés sont tenus de se conformer à ses indications, à moins que les exigences du service ne s'y opposent, auquel cas il ne peut élever aucune réclamation.

Article 14.

Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'une dépêche, une interruption dans les communications télégraphiques, le bureau, à partir duquel l'interruption s'est produite, expédie immédiatement la dépêche par la poste *(lettre chargée d'office)* ou par un moyen de transport plus rapide, s'il en dispose. Il l'adresse, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de la réexpédier par le télégraphe, soit au bureau de destination, soit au destinataire même. Dès que la communication est rétablie, la dépêche est de nouveau transmise par la voie télégraphique, à moins quil n'en ait été précédemment accusé réception, *ou que, par suite d'encombrement exceptionnel, cette réexpédition ne doive être manifestement nuisible à l'ensemble du service.*

Article 15.

Les dépêches qui dans les trente jours du dépôt n'ont pu être signalées par les postes sémaphoriques aux bâtiments destinataires, sont mises au rebut, à moins que l'expéditeur n'ait acquitté la taxe de recommandation.

Article 16.

Tout expéditeur peut, en justifiant de sa qualité, arrêter, s'il en est encore temps, la transmission de la dépêche qu'il a déposée.

Section IV.

De la remise à destination.

Article 17.

Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées soit à domicile, soit poste restante, soit bureau télégraphique restant.

Elles sont remises ou expédiées à destination dans l'ordre de leur réception.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante dans la 1868
localité que le bureau télégraphique dessert, sont immédiatement portées à leur adresse.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante hors de la localité desservie sont, suivant la demande de l'expéditeur, envoyées immédiatement à leur destination par la poste, ou par un moyen plus rapide, si l'Administration du bureau destinataire en dispose.

Article 18.

Chacun des États contractants se réserve d'organiser, autant que possible, pour les localités non desservies par le télégraphe, un service de transport plus rapide que la poste; et chaque État s'engage envers les autres, à mettre tout expéditeur en mesure de profiter, pour sa correspondance, des dispositions prises et notifiées, à cet égard, par l'un quelconque des autres États.

Article 19.

Lorsqu'une dépêche est portée à domicile et que le destinataire est absent, elle peut être remise aux membres adultes de sa famille, à ses employés, locataires ou hôtes, à moins que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial, ou que l'expéditeur n'ait demandé que la remise n'eût lieu qu'entre les mains du destinataire seul.

Lorsque la dépêche est adressée bureau restant, elle n'est délivrée qu'au destinataire ou à son délégué.

Si la dépêche ne peut être remise à destination, avis est laissé au domicile du destinataire, et la dépêche est rapportée au bureau, pour lui être délivrée sur sa réclamation.

Si la dépêche n'a pas été réclamée au bout de six semaines, elle est anéantie.

La même règle s'applique aux dépêches adressées bureau restant.

Section V.

Du contrôle.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de toute dépêche privée qui paraîtrait dangereuse pour la sécurité de l'État, ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, à charge d'en avertir immédiatement *l'Administration de laquelle dépend le bureau d'origine.*

Ce contrôle est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'Administration centrale, qui prononce sans appel.

1868

Article 21.

Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants.

Section VI.

Des archives.

Article 22.

Les originaux et les copies des dépêches, les bandes de signaux ou pièces analogues sont conservés au moins pendant une année, à compter de leur date, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

Passé ce délai, on peut les anéantir.

Article 23.

Les originaux et les copies des dépêches ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de son identité.

L'expéditeur et le destinataire ont le droit de se faire délivrer des copies certifiées conformes de la dépêche qu'ils ont transmise ou reçue.

Section VII.

De certaines dépêches spéciales.

Article 24.

Tout expéditeur peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant.

Le bureau d'arrivée paie au destinataire le montant de la taxe perçue au départ pour la réponse, soit en monnaie, soit en timbres-télégraphe, soit au moyen d'un bon de caisse, en lui laissant le soin d'expédier la réponse dans un délai, à une adresse et par une voie quelconques.

Cette réponse est considérée et traitée comme toute autre dépêche.

Si la dépêche primitive ne peut être remise, ou si le destinataire refuse formellement la somme affectée à la réponse, le bureau d'arrivée en informe l'expéditeur par un avis qui tient lieu de la réponse. Cet avis contient l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise et les renseignements nécessaires pour que l'expéditeur fasse suivre sa dépêche s'il y a lieu.

L'affranchissement ne peut dépasser le triple de la taxe de 1868
la dépêche primitive.

Article 25.

L'expéditeur de toute dépêche a la faculté de la recommander.

Lorsqu'une dépêche est recommandée, les divers bureaux qui concourent à sa transmission, en donnent le collationnement intégral, et le bureau d'arrivée transmet par voie télégraphique à l'expéditeur, immédiatement après la remise de la dépêche, un avis de service indiquant l'heure précise de cette remise.

Si la remise n'a pu être effectuée, *cet avis* est remplacé par l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise et par les renseignements nécessaires pour que l'expéditeur puisse faire *parvenir* sa dépêche *au destinataire*, s'il y a lieu.

L'expéditeur *de la* dépêche recommandée peut se faire adresser *l'avis de service* sur un point quelconque du territoire des États contractants, en fournissant les indications nécessaires.

Article 26.

L'expéditeur de toute dépêche peut demander que l'indication de l'heure à laquelle sa dépêche sera remise à son correspondant, lui soit transmise par la voie télégraphique.

Si la dépêche ne peut être remise, cet accusé de réception est remplacé par un avis contenant les renseignements indiqués dans le paragraphe 3 de l'article précédent.

L'expéditeur a la faculté de se faire adresser l'accusé de réception sur un point quelconque du territoire des États contractants, en fournissant les indications nécessaires.

Article 27.

La recommandation est obligatoire pour les dépêches composées en chiffres ou en lettres secrètes, *ou considérées comme dépêches secrètes.*

Article 28.

Lorsqu'une dépêche porte la mention *„faire suivre“*, sans autre indication, le bureau de destination, après l'avoir présentée à l'adresse indiquée, la réexpédie immédiatement, s'il y a lieu, à la nouvelle adresse qui lui est désignée au domicile du destinataire; il n'est toutefois tenu de faire cette réexpédition que dans les limites de l'État auquel il appartient, et il traite alors la dépêche comme une dépêche intérieure.

Si aucune indication ne lui est fournie, il garde la dépêche en dépôt. Si la dépêche est réexpediée, et que le second bureau ne trouve pas le destinataire à l'adresse nouvelle, la [illegible] servée par ce bureau.

1868 Si la mention „faire suivre“ est accompagnée d'adresses successives, la dépêche est successivement transmise à chacune des destinations indiquées, jusqu'à la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme aux dispositions du paragraphe précédent.

Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les dépêches qui arriveraient à un bureau télégraphique, pour lui être remises dans le rayon de distribution de ce bureau, lui soient réexpédiées à l'adresse qu'elle aura indiquée, ou dans les conditions des paragraphes précédents.

Article 29.

Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées:

soit à plusieurs destinataires dans des localités différentes;

soit à plusieurs destinataires dans une même localité;

soit à un même destinataire dans des localités différentes, ou à plusieurs domiciles dans la même localité.

Dans les deux premiers cas, chaque exemplaire de la dépêche ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire.

Article 30.

Dans l'application des articles précédents, on combinera les facilités données au public pour les réponses payées, les dépêches recommandées, les dépêches à faire suivre, les dépêches multiples *et les accusés de réception.*

Article 31.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures que comportera la remise à destination des dépêches expédiées de la mer, par l'intermédiaire des sémaphores établis ou à établir sur le littoral de l'un quelconque des États qui auront pris part à la présente Convention.

Titre III.

Des taxes.

Section première.

Principes généraux.

Article 32.

Les Hautes Parties contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après:

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des États

contractants sera uniforme. Un même État pourra toutefois, *en Europe*, être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus. 1868

Le minimum de la taxe s'applique à la dépêche dont la longueur ne dépasse pas vingt mots. La taxe applicable à la dépêche de vingt mots s'accroit de moitié par chaque série indivisible de dix mots au-dessus de vingt.

Toutefois les offices télégraphiques extra-européens sont autorisés à admettre sur leurs lignes la dépêche de dix mots avec taxe réduite, cette dépêche étant d'ailleurs taxée pour le parcours européen comme une dépêche de vingt mots.

Article 33.

Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Le tarif des correspondances échangées entre deux points quelconques des États contractants doit être composé de telle sorte que la taxe de la dépêche de vingt mots soit toujours un multiple du demifranc.

Il sera perçu pour un franc:

Dans l'Allemagne du Nord, 8 silbergros;

En Autriche *et en Hongrie*, 40 kreuzer (valeur autrichienne);

Dans le grand-duché de Bade, en Bavière et en Wurtemberg, 28 kreuzer.

En Danemark, 35 skillings;

En Espagne, 0·40 écu;

En Grèce, 1·11 drachme;

Dans l'Inde britannique, 76 païs;

En Italie, 1 lira;

En Norvége, 22 skillings;

Dans les Pays-Bas, 50 cents·

En Perse, 1 sahibkran;

En Portugal, *200* reis;

Dans les Principautés-Unies, 1 piastre nouvelle;

En Russie, 25 copeks;

En Serbie, 5 piastres;

En Suède, 72 oeres;

En Turquie, 4 piastres 32 paras medjidiés.

Le payement pourra être exigé en valeur métallique.

Article 34.

Le taux de la taxe est établi d'État à État, de concert entre les Gouvernements extrêmes et les Gouvernements intermédiaires.

Le tarif applicable aux correspondances échangées entre les États contractants est fixé conformément aux tableaux

1868 présente Convention. Les taxes inscrites dans ces tableaux pourront, toujours et à toute époque, être réduites d'un commun accord entre tel ou tel des Gouvernements intéressés; *toutefois ces réductions devront avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible.*

Toute modification d'ensemble ou de détail ne sera exécutoire qu'un mois au moins après sa notification.

Section II.

De l'application des taxes.

Article 35.

Tout ce que l'expéditeur écrit sur la minute de sa dépêche, pour être transmis, entre dans le calcul de la taxe, sauf ce qui est dit au paragraphe 7 de l'article suivant.

Article 36.

Le maximum de longueur d'un mot est fixé à sept syllabes; l'excédant est compté pour un mot.

Les expressions réunies par un trait d'union sont comptées pour le nombre de mots qui servent à les former.

Les mots séparés par une apostrophe sont comptés comme autant de mots isolés.

Les noms propres de villes et de personnes, les noms de lieux, places, boulevards, etc., les titres, prénoms, particules et qualifications, sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer.

Les nombres écrits en chiffres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédant. *La même règle est applicable au calcul des groupes de lettres qui n'ont pas une signification secrète.*

Tout caractère isolé, lettre ou chiffre, est compté pour un mot; il en est de même du souligné.

Les signes de ponctuation, traits d'union, apostrophes, guillemets, parenthèses, alinéas ne sont pas comptés.

Sont toutefois comptés pour un chiffre: les points, les virgules et les barres de division qui entrent dans la formation des nombres.

Les lettres ajoutées aux chiffres pour désigner les nombres ordinaux sont comptées chacune pour un chiffre.

Article 37.

Le compte de mots s'établit de la manière suivante pour les dépêches en chiffres ou en lettres secrètes, *ou considérées comme dépêches secrètes.*

Tous les caractères, chiffres, lettres ou signes, employés dans 1868
le texte chiffré sont additionnés. Le total divisé par cinq donne pour quotient le nombre de mots qu'ils représentent; l'excédant est compté pour un mot.

Les signes qui séparent les groupes sont comptés, à moins que l'expéditeur n'ait expressément indiqué qu'ils ne doivent pas être transmis.

On ajoute, pour obtenir le nombre total des mots de la dépêche, les mots en langage ordinaire de l'adresse, de la signature, et du texte s'il y a lieu. Le compte en est fait d'après les règles de l'article précédent.

Article 38.

Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute du dépôt sont transmis d'office au destinataire.

Article 39.

Toute dépêche rectificative, complétive, et généralement toute communication échangée avec un bureau télégraphique à l'occasion d'une dépêche transmise ou en cours de transmission, est taxée conformément aux règles de la présente Convention, à moins que cette communication n'ait été rendue nécessaire par une erreur de service.

Article 40.

La taxe est calculée d'après la voie la moins coûteuse entre le point de départ de la dépêche et son point de destination, *à moins d'interruption ou de détour considérable par cette voie, ou si l'expéditeur a indiqué une autre voie conformément à l'article 13.*

L'indication de la voie est transmise dans le préambule et n'est point taxée lorsqu'elle est déterminée par des motifs de service.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à éviter, autant qu'il sera possible, les variations de taxe qui pourraient résulter des interruptions de service des conducteurs sous-marins.

Section III.

Des taxes spéciales

Article 41.

La taxe de recommandation est égale à celle de la dépêche.

Article 42.

La taxe de l'accusé de réception est égale à celle d'une dépêche simple.

1868

Article 43.

La taxe des réponses payées et *des accusés de réception* à diriger sur un point autre que le lieu d'origine de la dépêche primitive, est calculée d'après le tarif qui est applicable entre le point d'expédition de la réponse ou de *l'accusée de réception* et son point de destination.

Article 44.

Les dépêches adressées à plusieurs destinataires ou à un même destinataire, dans des localités *appartenant à des États différents*, sont taxées comme autant de dépêches séparées.

Les dépêches adressés à plusieurs destinataires ou à un même destinataire dans les localités d'un même État, desservies par des bureaux différents, sont taxées comme une seule dépêche; il est perçu, en outre, autant de fois la taxe terminale de l'État destinataire qu'il y a de localités moins une.

Les dépêches adressées, dans une même localité, à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire à plusieurs domiciles, avec ou sans réexpédition par la poste, sont taxées comme une seule dépêche; mais il est perçu, à titre de droit de copie, autant de fois un demi-franc qu'il y a de destinations moins une.

Article 45.

Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément à l'article 23, un droit fixe d'un demi-franc par copie.

Article 46.

Les dépêches recommandées *ou avec accusé de réception*, à envoyer par la poste ou à déposer poste restante, sont affranchies, comme lettres chargées, par le bureau télégraphique d'arrivée.

Le bureau d'origine perçoit les taxes supplémentaires suivantes :

Un demi-franc par dépêche à déposer poste restante dans la localité desservie, ou à envoyer par la poste, dans les limites de l'État qui fait l'expédition;

Un franc par dépêche à envoyer *en Europe* hors de ces limites, sur le territoire des États contractants;

Deux francs et demi par dépêche à envoyer au-delà.

Les dépêches non-recommandées sont expédiées comme lettres ordinaires par le bureau télégraphique d'arrivée. Les frais de poste sont acquittés, s'il y a lieu, par le destinataire, aucune taxe supplémentaire n'étant perçue par le bureau d'origine.

Article 47.

La taxe des dépêches à échanger avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores, sera fixé conformément aux règles

générales de la présente Convention, sauf, pour ceux des États contractants qui auront organisé ce mode de correspondance, le droit de déterminer, comme il appartiendra, la taxe afférente à la transmission entre les sémaphores et les navires. 1868

Section IV.

De la perception.

Article 48.

La perception des taxes a lieu au départ.

Sont toutefois perçus à l'arrivée, sur le destinataire:

1° la taxe des dépêches expédiées de la mer par l'intermédiaire des sémaphores:

2° la taxe complémentaire des dépêches à faire suivre;

3° les frais de transport, au-delà des bureaux télégraphiques, par un moyen plus rapide que la poste, dans les États où un service de cette nature est organisé.

Toutefois, l'expéditeur d'une dépêche recommandée, *ou d'une dépêche avec accusé de réception*, peut affranchir ce transport, moyennant le dépôt d'une somme qui est déterminée par le bureau d'origine, sauf liquidation ultérieure. *L'avis de service ou l'accusé de réception* fait connaître le montant des frais déboursés.

Dans tous les cas où il doit y avoir perception à l'arrivée, la dépêche n'est délivrée au destinataire que contre payement de la taxe due.

Article 49.

Les taxes perçues en moins par erreur ou par suite de refus du destinataire, doivent être complétées par l'expéditeur.

Les taxes perçues en plus par erreur sont de même remboursées aux intéressés.

Section V.

Des franchises.

Article 50.

Les dépêches relatives au service des télégraphes internationaux des États contractants sont transmises en franchise sur tout le réseau des dits États.

Section VI.

Des détaxes et remboursements.

Article 51.

Est remboursée à l'expéditeur par l'État qui l'a perçue, sauf recours contre les autres États, s'il y a lieu, la taxe intégrale de

1868 toute dépêche qui *n'est pas parvenue à sa destination par le fait du service télégraphique, ou qui*, par suite d'un retard notable ou de graves erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet.

En cas d'interruption d'une ligne sous-marine, l'expéditeur a droit au remboursement de la partie de la taxe afférente au parcours non effectué, déduction faite des frais déboursés, le cas échéant, pour remplacer la voie télégraphique par un mode de transport quelconque.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux dépêches empruntant les lignes d'un office non adhérent qui refuserait de se soumettre à l'obligation du remboursement.

Article 52.

Dans les cas prévus par l'article précédent, le remboursement ne peut s'appliquer qu'aux taxes des dépêches mêmes qui ont été omises, retardées, ou dénaturées, et non aux correspondances qui auraient été motivées ou rendues inutiles par l'ommission, l'erreur ou le retard, sauf dans le cas prévu à l'article 39.

Article 53.

Toute réclamation doit être formée, sous peine de déchéance, dans les trois mois de la perception.

Ce délai est porté à *six* mois pour les correspondances échangées avec les pays situés hors d'Europe.

Titre IV.

De la comptabilité internationale.

Article 54.

Les Hautes Parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

Le franc sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes internationaux.

Les taxes afférentes aux droits de copie et de transport au-delà des lignes sont dévolues à l'État qui a délivré les copies ou effectué le transport.

Chaque État crédite l'État limitrophe du montant des taxes de toutes les dépêches qu'il lui a transmises, calculées depuis la frontière de ces deux États jusqu'à destination.

Par exception à la disposition précédente, l'État qui transmet une dépêche sémaphorique venant de la mer, débite l'État limitrophe de la part de taxe afférente au parcours entre le

point de départ de cette dépêche et la frontière commune des deux États. 1868

Les taxes terminales peuvent être liquidées directement entre États extrêmes, après une entente entre ces États et les États intermédiaires.

Entre pays d'Europe, les taxes *sont* réglées d'après le nombre des dépêches qui ont franchi la frontière, abstraction faite du nombre des mots et des frais accessoires. Les parts de l'État limitrophe et de chacun des États suivants, sont déterminées par des moyennes établies contradictoirement.

Article 55.

Les taxes perçues d'avance pour réponses payées et accusés de réception sont portées intégralement par l'office qui a perçu, au compte de l'office destinataire, ces réponses et ces accusés de réception étant traités dans les comptes comme des dépêches ordinaires qui auraient été expédiées par le bureau destinataire.

Article 56.

Lorsqu'une dépêche, quelle qu'elle soit, a été transmise par une voie différente de celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'office qui a détourné la dépêche.

Article 57.

Le règlement réciproque des comptes a lieu à l'expiration de chaque mois.

Le décompte et la liquidation du solde se font à la fin de chaque trimestre.

Article 58.

Le solde résultant de la liquidation est payé *à l'État créditeur en francs effectifs.*

Titre V.

Dispositions générales.

Section première.

Des dispositions complémentaires et des Conférences.

Article 59.

Les dispositions de la présente Convention *sont* complétées, en ce qui concerne les règles de détail du service international, par un règlement commun arrêté de concert entre les Administrations télégraphiques des États contractants.

1868 Les dispositions de ce règlement *entrent* en vigueur en même temps que la présente Convention; elles *peuvent* être, à tout époque, modifiées d'un commun accord par les dites Administrations.

Article 60.

Dans le cas où une difficulté se produirait sur l'interprétation de l'une des dispositions principales de la Convention, l'Administration des télégraphes de l'État où aura eu lieu la dernière Conférence convoquera, sur la demande d'une ou de plusieurs Administrations, une Commission spéciale composée des délégués des États contractants, et désignera le lieu de la réunion.

Cette Commission résoudra la question d'interprétation. Ses décisions auront pour celles des Administrations qui n'auraient pas cru devoir s'y faire représenter, la même valeur que si elles y avaient pris part.

Article 61.

Une Administration télégraphique, désignée par la Conférence, prendra les mesures propres à faciliter, dans un intérêt commun, l'exécution et l'application de la Convention. À cet effet elle organisera, sous le titre de „Bureau international des administrations télégraphiques", un service spécial qui fonctionnera sous sa direction, dont les frais seront supportés par toutes les Administrations des États contractants et dont les attributions sont déterminées ainsi qu'il suit :

Il centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la télégraphie internationale, rédigera le tarif, dressera une statistique générale, procédera aux études d'utilité commune dont il serait saisi, et rédigera un journal télégraphique en langue française.

Ces documents seront distribués par ses soins aux offices des États contractants.

Il instruira les demandes de modifications au règlement de service et, après avoir obtenu l'assentiment unanime des Administrations, fera promulguer, en temps utile, les changements adoptés.

Article 62.

La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques, où toutes les Puissances qui y ont pris part seront représentées.

À cet effet, des conférences auront lieu successivement dans la capitale de chacun des États contractants, entre les délégués des dits États.

La prochaine réunion aura lieu en *1871*, *à Florence.*

Article 63. 1868

Une „Carte officielle des relations télégraphiques“ sera dressée et publiée par l'Administration française et soumise à des révisions périodiques.

Section II.

Des réserves.

Article 64.

Les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entr'elles, des arrangements particuliers de toute nature, sur les points du service, qui n'intéressent pas la généralité des États, notamment:

la formation des tarifs;

le règlement des comptes;

l'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux, entre des points et dans des cas déterminés;

l'application du système des timbres-*télégraphe;*

la transmission des mandats d'argent par le télégraphe;

la perception des taxes à l'arrivée;

le service de la remise des dépêches à destination;

la suppression réciproque des frais de transport des télégrammes par la poste;

les dépêches à faire suivre au-delà des limites fixées par l'article 28;

l'extension du droit de franchise aux dépêches de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

Section III.

Des adhésions.

Article 65.

Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des États contractants, au sein duquel la dernière conférence aura été tenue, et, par cet État, à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

Toutefois, en ce qui concerne les tarifs, les États contractants se réservent respectivement d'en refuser le bénéfice aux États qui demanderaient à adhérer sans réduire leur tarif dans une mesure suffisante.

1868

Article 66.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à imposer, autant que possible, les règles de la présente Convention aux compagnies concessionnaires de lignes télégraphiques terrestres ou sous-marines, et à négocier, avec les compagnies existantes une réduction réciproque des tarifs, s'il y a lieu.

Ces compagnies seront admises aux avantages stipulés par la Convention, moyennant accession à toutes ses clauses obligatoires et sur la notification de l'État qui a accordé la concession. Cette notification aura lieu conformément au second paragraphe de l'article précédent.

La réserve qui termine ce même article est applicable aux télégraphes privés dont le tarif ne serait point réduit dans une mesure jugée suffisante par les États intéressés.

Les bureaux télégraphiques des compagnies de chemins de fer ou autres exploitations privées, situés sur le territoire continental des États contractants ou adhérents, et pour lesquels il y aurait une taxe supplémentaire, *ne seront compris en aucun cas dans le tarif international.*

Article 67.

Lorsque des relations télégraphiques sont ouverts avec des États non adhérents, ou avec des exploitations privées qui n'auraient point accédé aux dispositions réglementaires obligatoires de la présente Convention, ces dispositions réglementaires sont invariablement appliquées aux correspondances dans la partie de leur parcours qui emprunte le territoire des États contractants ou adhérents.

Les Administrations intéressées déterminent la taxe applicable à cette partie du parcours. Cette taxe, qui ne peut être qu'un multiple de la taxe normale inscrite aux tarifs conventionnels, est ajoutée à celle des offices non participants.

En foi de quoi, les délégues respectifs ont signé le présent acte et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Vienne, le 21 juillet 1868.

v. Chauvin,

Directeur-Général des télégraphes de l'Allemagne du Nord.

Le Comte *Szechenyi,*

Conseiller aulique au Ministère Impérial et Royal des Affaires étrangères.

Brunner,

Directeur des télégraphes I. R.

Takács, 1868

Conseiller au Ministère Royal de Hongrie.

Zimmer,

Conseiller intime, Directeur des voies de communications du Grand-Duché de Bade.

Schwerd,

Inspecteur des télégraphes.

Gumbart,

Conseiller de la Direction Générale des communications, Directeur des télégraphes de Bavière.

Fassiaux,

Directeur-Général de l'Administration des chemins de fer, postes et télégraphes de Belgique.

Vinchent,

Ingénieur en chef, Directeur des télégraphes du Royaume de Belgique.

Faber,

Directeur des télégraphes de Danemark.

L. M. *de Tornos,*

Délégué de l'Espagne.

Ch. *Jagerschmidt,*

Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères de France.

Le Comte *de Durckheim,*

Inspecteur Général des lignes télégraphiques (France).

F. *Goldsmid,*

Lieutenant-colonel, Directeur en chef des télégraphes Indo-Européens.

G. *Glover,*

Lieutenant-colonel R. E., Ancien Directeur-Général du télégraphe des Indes.

Themistocle *Metaxá.*

Consul-Général de Grèce.

Ernest *d'Amico,*

Directeur-Général des télégraphes Italiens.

Chev. Ferd. *Schäfer,*

Délégué du Grand-Duché de Luxembourg.

C. *Nielsen.*

Directeur en chef des télégraphes de Norvége.

1868 *Staring,*

Référendaire au Ministère de l'Intérieur, chargé de l'administration des télégraphes des Pays-Bas.

C. *de Lüders,*

Conseiller privé, délégué du Gouvernement Persan.

V. Evaristo *do Rego,*

Adjoint à la Direction Générale des télégraphes de Portugal.

Jean J. *Falcoïano,*

Directeur-Général des postes et télégraphes (Principautés-Unies).

C. *de Lüders,*

Conseiller privé, Directeur-Général des télégraphes russes.

Mladen Z. *Radojcovits,*

Secrétaire de la Direction des postes et des télégraphes de Servie.

P. *Bründström,*

Directeur-Général des télégraphes de Suède.

L. *Curchod,*

Directeur des télégraphes de la Confédération Suisse.

G. *Serpos,*

Secrétaire-Général de la Direction des télégraphes de Turquie.

Klein,

Directeur des télégraphes et de la Commission Royale pour la construction des chemins de fer de l'État de Wurtemberg.

Schrag,

Assesseur de la Direction des télégraphes de Wurtemberg.

Annexes 1868

à la Convention internationale.

Tableaux des taxes fixées pour servir à la formation des tarifs internationaux en exécution de l'article 34 de la convention.

A.

Taxes terminales.

(La taxe terminale est celle qui revient à chaque État pour les correspondances en provenance ou à destination de ses bureaux.)

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
Allemagne du Nord	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique . .	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union austro-germanique.
	Pour toutes les autres correspondances	2	50	
	Taxes de la Compagnie dite Reuter;			
	Des côtes de l'Allemagne du Nord à Londres:			
	1° Pour les correspondances des États de l'Union . . .	4	. .	
	2° Pour toutes les autres. .	4	50	
	Des côtes de l'Allemagne du Nord à tous les autres bureaux de la Grande-Bretagne et de l'Irlande:			
	1° Pour les correspondances des États de l'Union . . .	5	. .	
	2° Pour toutes les autres . .	5	50	
Autriche et Hongrie	Pour toutes les correspondances	3	. .	Taxe commune: 1° avec les États de l'Union pour toute dépêche qui traverse ces États; 2° avec la Suisse pour toute dépêche qui transite par cet État; 3° avec l'Italie pour toute dépêche qui transite par cet Etat en franchissant la frontière franco-italienne.

1868

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
Bade	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	La taxe de 1 franc pour la France, l'Italie et la Suisse est commune avec les autres États de l'Union, lorsque les correspondances empruntent les lignes bavaroises ou wurtembergeoises.
Bavière	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	La taxe de 1 franc pour la France, l'Italie et la Suisse est commune avec les autres États de l'Union, lorsque les correspondances empruntent les lignes badoises ou wurtembergeoises.
Belgique	Pour toutes les correspondances	1	. .	
	Taxes de la compagnie dite Submarine Telegraph Cy.: Des côtes de la Belgique à Londres	3	. .	
	" " " " aux autres bureaux télégraphiques de la Grande-Bretagne et de l'Irlande	4	. .	
Danemark	Pour les correspondances échangées avec la Grande Bretagne et l'Irlande . . .	1	50	
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	
Espagne	Pour toutes les correspondances	2	50	
États de l'Église	Pour toutes les correspondances	1	. .	
France	Pour les correspondances échangées avec les États Pontificaux, le Portugal, les Pays-Bas et le Wurtemberg	2		

1868

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
	Pour toutes les autres . . .	3	. .	
	Pour les correspondances échangées avec l'Algérie et la Tunisie (y compris la taxe éventuelle du transit français)	5	. .	
	Taxes de la Compagnie dite Submarine Telegraph Cy.:			
	Des côtes de la Manche à Londres	3	. .	
	" " " " " aux autres bureaux télégraphiques de la Grande-Bretagne et de l'Irlande	4	. .	
Grande-Bretagne (Inde britannique	1° De Faô aux bureaux télégraphiques ci-après:			
	Bushire	10	. .	
	Kurrachee	35	. .	
	Indostan à l'ouest de Chittagong	44	50	
	Île de Ceylan et bureaux à l'est de Chittagong	49	50	
	2° De Bushire aux bureaux ci-après:			
	Kurrachee	25	. .	
	Indostan à l'ouest de Chittagong	34	50	
	Île de Ceylan et bureaux à l'est de Chittagong	39	50	
Grèce	Pour toutes les correspondances	1	. .	
Italie	Pour les correspondances échangées avec la Belgique et les Pays-Bas	2	. .	
	Pour les correspondances échangées avec l'Allemagne du Nord (via France), Bade, la Bavière, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, le Luxembourg, le Portugal, les Principautés Unies, la Serbie, le Wurtemberg et Hohenzollern	2	50	
	Pour toutes les autres correspondances	3	. .	
	Taxes de la Compagnie dite Mediterranean Extension Telegraph Cy.:			

1868

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
	Pour les correspondances échangées avec Malte et Corfou	3	. .	
Luxembourg	Pour toutes les correspondances	. .	50	
Norvége	Pour toutes les correspondances	1	50	
Pays-Bas	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
	Pour les correspondances échangées avec l'Italie, Malte, Corfou et la Suisse par la Belgique et la France.	. .	50	
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	
	Taxes de la Compagnie dite Electric and International Telegraph Cy.:			
	Des côtes des Pays-Bas à Londres	4	. .	
	Des côtes des Pays-Bas aux autres bureaux télégraphiques de la Grande-Bretagne et de l'Irlande	5	.	
Perse	Pour toutes les correspondances	7	50	
Portugal	Pour toutes les correspondances	1	. .	
Principautés Unies	Pour toutes les correspondances.	1	. .	
Russie	1° À partir des frontières d'Europe:			
	Pour les bureaux de la Russie d'Europe, le Caucase excepté	5	. .	
	Pour les bureaux du Caucase	8	. .	
	Pour la Russie d'Asie, à l'ouest du méridien de Tomsk .	13	. .	
	Pour la Russie d'Asie, entre les méridiens de Tomsk et de Werkhne-Oudinsk . . .	21	. .	
	2° À partir de la frontière de Perse:			
	Pour le bureaux du Caucase .	4	. .	
	Pour les autres Bureaux de la Russie d'Europe	12	. .	
	Pour la Russie d'Asie, à l'ouest du méridien de Tomsk .	13	. .	

1868

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
	Pour la Russie d'Asie, entre les méridiens de Tomsk et de Werkhne-Oudinsk . .	21	. .	
Serbie	Pour toutes les correspondances	1	. .	
Suède	Pour les correspondances échangées avec la Grande-Bretagne et l'Irlande, et l'Italie	3	. .	
	Pour toutes les autres . . .	2	50	
Suisse	Pour toutes les correspondances	1	. .	
Turquie	1° Correspondances échangées avec l'Europe (Voie des Principautés Unies et de la Serbie) et correspondances échangées avec la Grèce, les Principautés Unies et la Serbie:			
	Pour les bureaux de la Turquie d'Europe	3	. .	
	Pour les bureaux de la Turquie d'Asie:			
	a) Ports de mer			
	b) Intérieur	11	. .	
	2° Correspondances échangées avec l'Europe (par les autres frontières):			
	Pour les bureaux de la Turquie d'Europe	4	. .	
	Pour les bureaux de la Turquie d'Asie:			
	a) Ports de mer	8	. .	
	b) Intérieur	12	. .	
	3° Correspondances échangées avec l'Inde et la Perse:			
	a) Turquie d'Asie, première région	9	. .	
	b) Turquie d'Asie, deuxième région	13	50	
	c) Turquie d'Europe . . .	17	50	
Wurtemberg et Hohenzollern	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.

1868

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
Wurtemberg et Hohenzollern	Pour les correspondances échangées avec la France, l'Italie et la Suisse	1	. .	La taxe de 1 franc pour la France est commune avec les autres États de l'Union. Il en est de même pour l'Italie et la Suisse lorsque les correspondances empruntent les lignes Badoises ou Bavaroises.

B.

Taxes de transit.

(La taxe de transit est celle qui revient à chaque État pour les correspondances qui traversent son territoire.)

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
Allemagne du Nord	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique .	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union austro-germanique.
Autriche et Hongrie	Pour toutes les autres correspondances dans toutes les directions	2	50	
	Pour les correspondances échangées entre les frontières austro-russe d'une part, et franco-italienne ou franco-suisse d'autre part	2	50	Taxe commune avec l'Italie ou avec la Suisse.
	Pour toutes les autres correspondances	3	. .	Taxe commune : 1° avec les États de l'Union pour toute dépêche qui transite par ces États ; 2° avec l'Italie ou la Suisse pour toute dépêche qui transite par ces États et par les frontières franco-italienne ou franco-suisse.

1868

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
Bade	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union	3	. .	Pour les dépêches qui traversent les États de l'Union, cette taxe est commune avec ces États.
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	
Bavière	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union	3	. .	id.
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	
Belgique	Pour les correspondances échangées par la France entre les Pays-Bas d'une part, l'Italie, Malte, Corfou et la Suisse d'autre part . .	. .	50	
	Pour les correspondances de l'est à l'ouest et, vice versa, par l'Allemagne du Nord et et les lignes sous-marines des côtes de Belgique . . .	1	50	
	Pour les correspondances traversant plusieurs États de l'Union et pour tous les transits non-mentionnés ci-dessus	1	. .	
Danemark	Pour les correspondances échangées entre les frontières dano-prussienne et dano-suédoise	1	. .	
	Pour les correspondances échangées entre les frontières dano-prussienne et dano-norvégienne (y compris la ligne de la Compagnie sous-marine)	1	50	
Espagne	Pour les correspondances échangées entre la France et le Portugal.	2	. .	
	Pour toutes les autres correspondances	2	50	
États de l'Église	Pour toutes les correspondances.	1	. .	
France	Pour les correspondances échangées entre la frontière de Belgique et les lignes sous-marine de la Manche .	1	. .	
	Pour les correspondances échangées, savoir:			

1868

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
	1° Entre l'Italie d'une part, l'Espagne et le Portugal d'autre part	2	. .	
	2° Entre la Belgique et les Pays-Bas d'une part, et d'autre part tous les États par les frontières d'Allemagne, d'Italie et de Suisse	2	. .	
	Pour toutes les autres correspondances	3	. .	Le transit de l'Île de Corse est fixé à 1 franc.
Grande-Bretagne (Inde britannique)	. . . . .	. .	. .	Pas de transit.
Grèce	. . . . .	. .	. .	id.
Italie	Pour les correspondances échangées, savoir:			
	1° Entre les frontières d'Autriche, de France et de Suisse	1	. .	
	2° Entre les mêmes frontières et Livourne (pour la Corse).	1	. .	
	3° Entre les mêmes frontières et la Turquie (Vallona)	3	. .	
	4° Entre la frontière des États de l'Église et toutes les autres	2	. .	
	5° Entre Vallona et le point d'atterrissement du câble de Corfou	1	. .	
	6° Entre toutes les autres frontières	3	. .	
Luxembourg	Pour toutes les correspondances	. .	50	
Norvége	Pour les correspondances entre la Suède et le Danemark	1		
	Pour toutes les autres correspondances	1	50	
Pays-Bas	Pour les correspondances entre la Belgique et la Grande-Bretagne et l'Irlande . . .	1	. .	
	Pour toutes les autres correspondances	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Perse	Pour toutes les correspondances	13	50	

1868

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
Portugal	. . . . .	. .	. .	Pas de transit.
Principautés Unies	Pour toutes les correspondances	1	. .	
Russie	Pour les correspondances entre l'Europe d'une part, la Perse et l'Inde d'autre part	16	. .	
	Pour les autres correspondances transitant par la Russie d'Europe	5	. .	
Suède	Pour les correspondances échangées, savoir:			
	1° Entre le Danemark d'une part et la Norvége ou l'Allemagne du Nord de l'autre	1	. .	
	2° Entre l'Allemagne du Nord et la Norvége . .	1	50	
	3° Entre la frontière de Russie et les autres frontières	2	. .	
Suisse	Pour toutes les correspondances	1	. .	
Serbie	Pour toutes les correspondances	1	. .	
Turquie	Pour les correspondances en provenance ou à destination de la Grèce, des Principautés Unies et de la Serbie .	3	. .	
	Pour les correspondances en provenance ou à destination de l'Inde et de la Perse:			
	a) Par les Principautés Unies ou la Serbie . . .	16	50	
	b) Par les autres frontières	17	50	
Wurtemberg et Hohenzollern	Pour toutes les correspondances dans toutes les directions	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.

N. B. Les taxes applicables à la Correspondance échangée entre Londres et Kurrachee sont fixées à la somme de francs 61.50, répartie ainsi qu'il suit par les différentes voies concurrentes actuellement existantes:

1° Voie de l'Allemagne du Nord et de la Russie:

Angleterre et Câble Reuter	**fr.**	**4.50**
Allemagne du Nord	**„**	**2.50**
Transport	**fr.**	**7.—**

1868

	Transport fr.	
Russie	„	16.—
Perse	„	13.50
Câble du Golfe Persique	„	25.—
	Total fr.	61.50

2⁰ Voie des Pays-Bas et de la Russie:

Angleterre et Câble de la Compagnie dite Electric and international Company	fr.	4.—
Union	„	3.—
Russie	„	16.—
Perse	„	13.50
Câble du Golfe Persique	„	25.—
	Total fr.	61.50

3⁰ Voie de la Belgique, de l'Allemagne du Nord et de la Russie:

Angleterre et Câble de la Compagnie dite Submarine telegraph Company	fr.	3.—
Belgique	„	1.50
Allemagne du Nord	„	2.50
Russie	„	16.—
Perse	„	13.50
Câble du Golfe Persique	„	25.—
	Total fr.	61.50

4⁰ Voie des Pays-Bas et de la Turquie:

Angleterre et Câble	fr.	4.—
Union	„	5.—
Turquie *)	„	17.50
Câble du Golfe Persique	„	35.—
	Total fr.	61.50

5⁰ Voie de la Belgique et de la Turquie:

Angleterre et Câble	fr.	3.—
Belgique	„	1.—
Union	„	5.—
Turquie *)	„	17.50
Câble du Golfe Persique	„	35.—
	Total fr.	61.50

6⁰ Voie de la France, de l'Union et de la Turquie:

Angleterre et Câble	fr.	3.—
France	„	3.—
Union	„	3.—
Turquie *)	„	17.50
Câble du Golfe Persique	„	35.—
	Total fr.	61.50

*) Y compris le transit éventuel par les Principautés Unies ou la Serbie.

7° Voie de la France et de la Suisse: 1868

Angleterre et Câble	fr.	3.—
France	„	2.50
Suisse	„	—.50
Autriche et Hongrie	„	3.—
Turquie*)	„	17.50
Câble du Golfe Persique	„	35.—
Total	fr.	61.50

8° Voie de la France et de l'Italie:

Angleterre et Câble	fr.	3.—
France	„	3.—
Italie	„	3.—
Turquie	„	17.50
Câble du Golfe Persique	„	35.—
Total	fr.	61.50

Fait à Vienne, le 21 juillet 1868.

v. Chauvin,
Brunner,
Takács,
Zimmer,
Schwerd,
Gumbart,
Fassiaux,
Vinchent,
Faber,
L. M. *de Tornos,*
Jagerschmidt,
Comte *de Dürkheim,*
Goldshmid,
Glover,
Themistocle Metaxá,
Ernest *d'Amico,*
Chev. Ferd. *Schäfer,*
Nielsen,
Staring,
de Lüders, pour la Perse,
Valentino *Evaristo do Rego,*
Jean *Falcoïano,*
de Lüders, pour la Russie,
Mladen Z. *Radojcovits,*
Brändström,
L. *Curchod,*
G. *Serpos,*
Klein,
Schrag.

*) Y compris le transit éventuel par les Principautés Unies ou la Serbie.

1868

Règlement de service international destiné à compléter les dispositions de la Convention télégraphique.

I.

Article 1 de la Convention.

1° Les fils spécialement affectés au service international reçoivent une notation particulière sur la Carte officielle dressée conformément à l'article *63* de la Convention.

2° Ces fils sont désignés sous le nom de: fil international de . . . . . à . . . . . .

3° Ils ne servent, autant que possible, qu'aux relations entre les deux villes désignées comme leurs points extrêmes.

4° Ils peuvent être détournés de cette affectation spéciale en cas de dérangement des lignes; mais ils doivent y être ramenés dès que le dérangement a cessé.

5° Ces fils sont placés sous la sauvegarde collective des États dont ils empruntent le territoire; les Administrations respectives combinent, pour chacun d'eux, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.

6° Les chefs de service des circonscriptions voisines des frontières s'entendent directement pour assurer, en ce qui les concerne, l'exécution des ces mesures.

II.

Article 2.

Les notations suivantes sont adoptées dans les tarifs internationaux pour désigner les bureaux télégraphiques:

N, bureau à service permanent (de jour et de nuit);

$\frac{N}{2}$, bureau à service de jour prolongé jusqu'à minuit;

C, bureau à service de jour complet;

L, bureau à service limité (c'est-à dire ouvert pendant un nombre d'heures moindre que les bureaux à service de jour complet);

B, bureau ouvert pendant la saison des bains seulement;
H, bureau ouvert seulement pendant la saison d'hiver;
} Ces notations peuvent se combiner avec les précédentes;

$\frac{L}{B\,C}$, bureau ouvert avec service complet dans la saison des bains et limité le reste de l'année;

$\frac{L}{H\,C}$, bureau ouvert avec service complet pendant l'hiver et limité pendant le reste de l'année;

E, bureau ouvert seulement pendant le séjour de la Cour; 1868
F, station de chemin de fer ouverte à la correspondance des particuliers;
P, bureau appartenant à une compagnie privée;
*, bureau à ouvrir prochainement;
S, *sémaphorique.*

III.

Article 7.

1° Tout bureau qui reçoit par un fil international un télégramme présenté comme dépêche d'État ou de service le réexpédie comme tel.

2° Les dépêches des Agents consulaires auxquelles s'applique le § 3 de l'article 7 de la Convention ne sont pas refusées par le bureau de départ, mais celui-ci les signale immédiatement à l'Administration centrale.

3° Les dépêches émanant des divers bureaux et relatives aux incidents de transmission, circulent sur le réseau international comme dépêches de service.

IV.

Article 8.

1° Chaque État désigne, s'il le juge convenable, des fonctionnaires ou magistrats chargés dans chaque ville de légaliser les signatures des expéditeurs. Dans ce cas, chacun des bureaux de cet État *s'assure de* la sincérité des légalisations qui lui sont présentées, et transmet, après la signature, la formule suivante:

Signature légalisée par (qualité du fonctionnaire ou magistrat).

2° Cette mention entre dans le compte des mots taxés.

3° *Dans tout autre cas la légalisation est taxée et transmise telle qu'elle est libellée.*

V.

Article 9.

1° En règle générale, les dépêches de service sont rédigées en français; toutefois, les diverses Administrations peuvent s'entendre entr'elles pour l'usage d'une autre langue.

2° Les dépêches d'État peuvent être composées en chiffres ou en lettres secrètes, soit en totalité, soit en partie.

3° Il en est de même des dépêches de service, quand elles émanent des chefs des Administrations télégraphiques.

1868 4° Dans les dépêches privées qui sont composées en lettres ou chiffres secrets, l'adresse et la signature doivent être écrites en langage ordinaire.

5° Le texte peut être soit entièrement chiffré, soit en partie chiffré et en partie clair. Dans ce dernir cas, *les passages chiffrés doivent être placés* entre deux parenthèses, *les* séparant du texte ordinaire qui précède ou qui suit.

6° Le texte chiffré doit être composé exclusivement de lettres de l'alphabet ou exclusivement de chiffres arabes.

7° *L'office d'origine est juge de l'application du dernier paragraphe de l'article 9 de la Convention, notamment en ce qui concerne la tolérance accordée aux correspondances qui traitent d'affaires de bourse ou de commerce.*

8° *Lorsque ces correspondances ont été acceptées elles ne peuvent être arrêtées, ni surtaxées dans leur parcours, les observations qu'elles motiveraient de la part des offices intéressés ne pouvant s'appliquer qu'aux dépêches ultérieures de même nature.*

VI.

Article 10.

1° Les tableaux ci-dessous indiquent les signaux employés dans e service des appareils *Morse et Hughes :*

Signaux de l'appareil Morse.

Lettres.

a	● —
ä	● — ● —
á ou å	● — — ● —
b	— ● ● ●
c	— ● — ●
ch	— — — —
d	— ● ●
e	●
é	● ● — ● ●
f	● ● — ●
g	— — ●
h	● ● ● ●
i	● ●
j	● — — —
k	— ● —

Espacement et longueur des signes :

1. Une barre est égale à 3 points.
2. L'espace entre les signaux d'une même lettre est égal à 1 point.
3. L'espace entre deux lettres est égal à 3 points.
4. L'espace entre deux mots est égal à 4 points.

1868

l	● ▬ ● ●	s	● ● ●
m	▬ ▬	t	▬
n	▬ ●	u	● ● ▬
ñ	▬ ▬ ● ▬ ▬	ü	● ● ▬ ▬
o	▬ ▬ ▬	v	● ● ● ▬
ö	▬ ▬ ▬ ●	w	● ▬ ▬
p	● ▬ ▬ ●	x	▬ ● ● ▬
q	▬ ▬ ● ▬	y	▬ ● ▬ ▬
r	● ▬ ●	z	▬ ▬ ● ●

Chiffres:

1	● ▬ ▬ ▬ ▬	6	▬ ● ● ● ●
2	● ● ▬ ▬ ▬	7	▬ ▬ ● ● ●
3	● ● ● ▬ ▬	8	▬ ▬ ▬ ● ●
4	● ● ● ● ▬	9	▬ ▬ ▬ ▬ ●
5	● ● ● ● ●	0	▬ ▬ ▬ ▬ ▬

Barre de Fraction ▬ ▬ ▬ ▬ ▬ ▬

On peut aussi employer, pour exprimer les chiffres, les signaux suivants, mais seulement dans les répétitions d'office:

● ▬	1	▬ ● ● ● ●	6
● ● ▬	2	▬ ● ● ●	7
● ● ● ▬	3	▬ ● ●	8
● ● ● ● ▬	4	▬ ●	9
● ● ● ● ●	5	▬	0

Signaux de ponctuation et autres.

Point . . . . . [.] ● ● ● ● ● ●

Point et virgule . . . . . [;] ▬ ● ▬ ● ▬ ●

Virgule . . . . . [,] ● ▬ ● ▬ ● ▬

Deux points . . . . . [:] ▬ ▬ ▬ ● ● ●

Point d'interrogation ou demande de répétition d'une transmission non comprise . . . . . [?] ● ● ▬ ▬ ● ●

Point d'exclamation . . . . . [!] ▬ ▬ ● ● ▬ ▬

Apostrophe . . . . . [’] ● ▬ ▬ ▬ ▬ ●

Alinéa . . . . . ● ▬ ● ▬ ● ●

Trait d'union . . . . . [-] ▬ ● ● ● ● ▬

1868 Parenthèses. (Avant et après les mots) ( ) ▬ ● ▬ ▬ ● ▬
Guillemets . . . . . [„ „] ● ▬ ● ● ▬ ●
Souligné (avant et après le mot ou le membre de phrase) . . . . . ● ● ▬ ▬ ● ▬
Signé (séparant le texte de la signature) . ●● ●● ●● ●● ●● ●●

Indications de service.

Dépêche d'État . . . . . ● ● ●
Dépêche de service . . . . . ● ▬
Dépêche privée . . . . . ● ▬ ▬ ●
Appel (préliminaire de toute transmission) . ▬ ● ▬ ● ▬
Compris . . . . . ● ● ● ▬ ●
Erreur . . . . . ● ● ● ● ● ● ● ● ●
Fin de la transmission . . . . . ● ▬ ● ▬ ●
Invitation à transmettre . . . . . ▬ ● ● ● ● ▬ ●
Attente . . . . . ● ▬ ● ● ●
Réception terminée . . . . . ● ▬ ●● ▬ ●● ▬ ●

Signaux de l'appareil Hughes.

Lettres.

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

Point, virgule, point virgule, deux points, point d'interrogation, point d'exclamation, apostrophe, croix +, trait d'union, e accentué, barre de fraction /, double trait =, parenthèse de gauche (, parenthèse de droite), &, guillemet „.

Les mots et passages soulignés sont précédés et suivis de deux traits d'union (Exemple: — — dépêche télégraphique — —) et soulignés à la main par l'employé d'arrivée.

Indications de service:

Dépêches d'État S;
„ de service A;
„ privées P;

Pour appeler le poste avec lequel on est en communication ou pour lui répondre: le blanc et l'N répétés alternativement;

Pour régler le synchronisme et demander dans ce but la 1868
répétition prolongée du même signe: une combinaison composée du blanc, de l'I et du T, reproduite autant de fois qu'il est nécessaire;

Pour demander ou faciliter le réglage de l'électro-aimant: une combinaison formée des quatre signaux suivants, le blanc, l'I, l'N et le T, répétée autant de fois qu'il est nécessaire;

Pour donner attente: la combinaison ATT suivie de la durée probable de l'attente;

Pour indiquer une erreur: deux ou trois N consécutifs, sans aucun signe de ponctuation;

Pour interrompre la transmission du bureau correspondant: deux ou trois lettres quelconques convenablement espacées.

2° La signature n'est pas transmise dans les dépêches de service; l'adresse de ces dépêches affecte la forme suivante:

Paris de Saint-Pétersbourg. — Service.
Directeur général à Directeur général.

3° Quand il s'agit de communications échangées entre bureaux, au sujet des incidents de la transmission, on donne simplement:

Paris de Saint-Pétersbourg. — Service —
sans autre indication.

4° *L'adresse des dépêches privées doit toujours être telle que la remise au destinataire puisse avoir lieu sans recherches, ni demandes de renseignements.*

5° *Elle* doit comprendre, pour les grandes villes, la mention de la rue et du numéro, ou, à défaut de ces indications, celle de la profession du destinaire ou autres analogues.

6° Pour les petites villes même, le nom du destinataire doit être, autant que possible, accompagné d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée en cas d'altération du nom propre.

7° *La mention du pays, dans lequel est située la résidence du destinataire, est obligatoire, sauf les cas où cette résidence est une capitale ou une ville importante; elle est comprise dans le nombre des mots soumis à la taxe.*

8° Les dépêches dont l'adresse ne contient pas ces renseignements doivent néanmoins être transmises.

9° Dans tous les cas l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

10° *L'adresse des dépêches à transporter au-delà des lignes télégraphiques est formulée ainsi qu'il suit:*

„M. Müller, Stéglitz exprès (ou poste) Berlin,“ le nom du bureau télégraphique d'arrivée étant exprimé le dernier.

1868 11° *L'adresse des dépêches à destination des navires en mer doit comprendre, outre les indications ordinaires, le nom ou le numéro officiel du bâtiment destinataire et sa nationalité.*

VII.

Article 11.

1° Les dépêches d'État ou de service ne sont pas comptées dans l'ordre alternatif des dépêches privées, *transmises par l'appareil Morse.*

2° *La transmission des dépêches échangées par l'appareil Hughes s'effectue par séries alternatives. La série est limitée à cinq dépêches, de quelque nature qu'elles soient, d'État, de service ou privées. Ces cinq dépêches sont considérées comme formant une seule transmission qui ne doit être interrompue que dans les cas d'urgence exceptionnelle. Toute dépêche de cent mots ou au-dessus est considérée comme formant une seule série.*

3° Toute correspondance entre deux bureaux commence par le signal d'appel.

4° Le bureau appelé doit répondre immédiatement en donnant son indicatif, et, s'il est empêché de recevoir, le signal d'attente, suivi d'un chiffre indiquant la durée probable de l'attente. Si la durée probable excède dix minutes, l'attente doit être motivée.

5° Lorsque le bureau qui vient d'appeler a reçu, sans autre signal, l'indicatif du bureau qui répond, *il transmet dans l'ordre suivant les indications de service constituant le préambule de la dépêche:*

a) *Nature de la dépêche, au moyen d'une des lettres S, A, quand c'est une dépêche d'État ou de service;*

b) Bureau de destination*);

c) Bureau d'origine précédé de la particule de (Exemple: Paris de Bruxelles);

d) Numéro de la dépêche;

e) Nombre de mots. (Dans les dépêches chiffrées, on indique: 1° le nombre *total* de mots qui sert de base à la taxe, et 2°, s'il y a lieu, le nombre des mots écrits en langage ordinaire);

f) Dépôt de la dépêche (par trois *nombres*, date, heure et minute, avec l'indication *m* ou *s* [matin ou soir]);

g) Voie à suivre *(quand elle n'est pas la moins coûteuse)*:

---

*) Lorsque la dépêche est à destination d'une localité non pourvue d'un bureau télégraphique, le préambule indique, non la résidence du destinataire, mais le bureau télégraphique, par les soins duquel la dépêche doit être remise à destination ou envoyée à la poste.

h) Autres indications éventuelles *(dépêche récommandée, accusé de réception, réponse payée, dépêche sémaphorique, nombre des adresses, à faire suivre).* 1868

6° Aucun bureau appelé ne peut refuser de recevoir les dépêches qu'on lui annonce, quelle qu'en soit la destination.

7° On ne doit ni refuser ni retarder une dépêche si les indications de service ne sont pas régulières. Il faut la recevoir et puis en demander au besoin la régularisation au bureau d'origine par une dépêche de service, *conformément à l'article IX ci-après.*

8° À la suite du préambule spécifié ci-dessus, on télégraphie successivement l'adresse, le texte et la signature de la dépêche. *À l'appareil Morse* l'on termine par le signal de fin de la transmission. *Dans les dépêches transmises par l'appareil Hughes, un double trait = est placé entre le préambule et l'adresse, entre l'adresse et le texte, et entre le texte et la signature.*

9° Si l'employé qui transmet s'apperçoit qu'il s'est trompé, il doit s'interrompre par le signal d'erreur, répéter le dernier mot bien transmis, et continuer, à partir de là, la transmission rectifiée.

10° De même, l'employé qui reçoit, s'il rencontre un mot qu'il ne parvient pas à saisir, doit interrompre son correspondant par le même signal, et répéter le dernier mot compris, en le faisant suivre d'un point d'interrogation. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot, en s'efforçant de rendre ses signaux aussi clairs que possible.

11° Hormis les cas déterminés de concert par les diverses Administrations, il est interdit d'employer une abbréviation quelconque en transmettant le texte d'une dépêche, ou de modifier ce texte de quelque manière que ce soit. Toute dépêche doit être transmise telle que l'expéditeur l'a écrite et d'après sa minute, *sauf le cas prévu au 3e paragraphe de l'article 37 de la Convention.*

12° Aussitôt *après la transmission* l'employé qui a reçu compare, *pour chaque dépêche,* le nombre de mots transmis au nombre annoncé, et, s'il y a une différence, la signale à son correspondant. Si ce dernier s'est simplement trompé dans l'annonce du nombre des mots, il répond: admis; sinon, il répète la première lettre de chaque mot jusqu'au passage omis, qu'il rétablit.

13° Toute dépêche donne lieu à un collationnement partiel non taxé, *sauf les dépêches recommandées qui sont collationnées intégralement.*

14° Le collationnement se fait à la fin de la transmission de la dépêche.

15° *À l'appareil Morse le collationnement est donné par l'employé qui a reçu et immédiatement après la vérification du compte des mots; le collationnement partiel comprend* les noms

1868 propres, les nombres (à l'exception du millésime) et les mots douteux ou peu connus. L'employé qui a reçu peut d'ailleurs étendre ce collationnement et répéter la dépêche intégralement, s'il le juge indispensable, pour mettre sa responsabilité à couvert. De même, l'employé qui a transmis peut exiger la répétition intégrale de la dépêche.

16° Dans la répétition des nombres suivis de fractions, ou des fractions dont le numérateur est formé de deux chiffres ou plus, on doit répéter, en toutes lettres, le numérateur de la fraction, afin d'éviter toute confusion. Ainsi pour $1^{1}/_{16}$, il faut répéter 1 $^{un}/_{16}$, afin qu'on ne lise pas $^{11}/_{16}$; pour $^{13}/_{4}$, il faut répéter $^{treize}/_{4}$, afin qu'on ne lise pas $1^{3}/_{4}$.

17° La répétition ne peut être retardée ou interrompue sous aucun prétexte. Lorsqu'elle est achevée et la dépêche reconnue parfaitement exacte, le bureau qui a reçu donne à celui qui a transmis le signal de réception terminée lequel est immédiatement répété par le correspondant.

18° *À l'appareil Hughes, le collationnement est donné après chaque dépêche par l'employé qui a transmis. Le collationnement partiel ne comprend que les nombres et les lettres isolées.*

19° *Après la transmission de la série, le bureau d'arrivée accuse réception du nombre des dépêches reçues, en distinguant les dépêches officielles ou de service des dépêches privées. Cet accusé de réception prend la forme suivante: De P. (Paris, indicatif de la station qui a transmis) reçu cinq — ou de B. (Berlin) reçu cinq, dont deux S ou A.*

20° *L'échange des rectifications s'effectue après la transmission de chaque série suivant la formule: en N° . . . lire, etc.*

21° *Les rectifications relatives à des dépêches d'une série précédemment transmise, sont faites par avis de service adressés aux bureaux de destination. Ces avis rappelent le nom et l'adresse des destinataires.*

22° *Les demandes de renseignements qui se produisent dans les mêmes conditions font également l'objet d'un avis de service.*

23° *Dans les deux systèmes d'appareil la transmission de la dépêche ou de la série terminée, le bureau qui vient de recevoir* transmet à son tour, s'il a une dépêche; sinon, l'autre continue. Si de part et d'autre il n'y a rien à transmettre, les deux bureaux se donnent réciproquement le signal zéro.

24° S'il arrive que, par suite d'interruptions ou par une autre cause quelconque, on ne puisse recevoir la répétition, cette circonstance n'empêche pas la remise de la dépêche au destinataire.

25° *Les dépêches provenant d'un navire en mer sont transmises à destination en signaux du code commercial, lorsque le navire expéditeur l'a demandé.*

26° *Dans le cas où cette demande n'a pas été faite, les dépêches sont traduites en langage ordinaire par le préposé du poste sémaphorique et transmises à destination.* 1868

VIII.

Article 12.

1° Entre deux bureaux d'États différents communiquant par un fil direct, la clôture est donnée par celui qui appartient à l'État dont la capitale a la position la plus occidentale.

2° Cette règle s'applique à la clôture des procès-verbaux et à la division des séances dans les bureaux à service permanent.

IX.

Article 13.

1° *L'indication de la voie à suivre, lorsqu'elle est comprise dans les mots taxés, doit être inscrite et transmise après l'adresse.*

2° Les avis de service relatifs à une dépêche précédemment transmise sont dirigés autant que possible sur les bureaux par où la dépêche primitive a transité.

3° Lorsque ces bureaux ont tous les éléments nécessaires pour donner suite aux avis de service, ils prennent les mesures propres à en éviter une réexpedition inutile.

X.

Article 14.

1° Les dépêches qui, en cas d'interruption, sont adressées par la poste à un bureau télégraphique, sont accompagnées d'un bordereau.

2° Le bureau qui a reçu le bordereau en accuse réception par la poste, et renouvelle cet avis au moment du rétablissement des communications télégraphiques.

3° Quand une dépêche est envoyée directement au destinataire dans le cas prévu à l'article 14 de la Convention, elle est accompagnée d'un avis indiquant l'interruption des lignes.

4° Le bureau qui réexpédie par télégraphe une dépêche déjà transmise par une autre voie, doit donner dans le préambule *l'indication suivante: „Ampliation, expédiée par poste à . . . (nom du bureau ou du destinataire).“* Cette mention est portée sur l'expédition remise au destinataire.

XI.

Article 15.

Si l'expéditeur d'une dépêche sémaphorique a payé la taxe de recommandation et si le bâtiment ne s'est pas présenté, le séma-

1868 *phore en donne avis d'office à l'expéditeur le 29me jour au matin L'expéditeur a la faculté, en acquittant le prix d'une dépêche terrestre spéciale, de demander que le sémaphore continue à présenter sa dépêche pendant une nouvelle période de trente jours, et ainsi de suite; à défaut de cette demande la dépêche sera mise au rebut le trentième jour.*

XII.

Article 16.

1° *Lorsqu'un expéditeur retire ou arrête sa dépêche avant que la transmission en ait été commencée, la taxe lui est remboursée, sous déduction d'un droit fixe d'un demi-franc au profit de l'office d'origine.*

2° *Si la transmission est commencée, la taxe encaissée reste acquise aux offices intéressés à raison du parcours effectué. Le surplus est remboursé à l'expéditeur.*

3° Si la dépêche a été transmise, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par une dépêche adressée au chef du bureau d'arrivée, et dont il acquitte la taxe; il paye également la réponse, s'il désire être renseigné par voie télégraphique sur la suite donnée à sa demande.

4° Le bureau de départ donne aux dépêches de cette nature la forme indiquée ci-après (§ XXIV).

XIII.

Article 18.

1° Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste:

a) à défaut d'indication, dans la dépêche, du moyen de transport à employer;

b) lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopté et notifié par l'État d'arrivée, conformément à l'article 18 de la Convention;

c) lorsqu'il s'agit d'un transport à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquitter des frais de même nature.

2° Lorsqu'une dépêche à réexpédier par lettre chargée ne peut être soumise immédiatement à la formalité du chargement, tout en pouvant profiter d'un départ postal, elle est mise d'abord à la poste par lettre ordinaire; une ampliation est adressée par lettre chargée aussitôt qu'il est possible.

3° Les dépêches adressées aux passagers d'un navire qui fait escale dans un port leur sont remises, autant que possible, avant le débarquement.

XIV. 1868

Article 19.

1° Lorsque l'expéditeur désire que la remise n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire, il doit le mentionner dans l'adresse.

2° Au bureau d'arrivée cette mention est soigneusement reproduite sur l'enveloppe de la dépêche, et le facteur reçoit les indications nécessaires pour s'y conformer.

3° *Lorsque le destinaire d'une dépêche n'est pas trouvé, le bureau d'arrivée envoie au bureau d'origine un avis de service dans la forme suivante:* N° . . . . de . . . . adressée à . . . rue . . . . . (indication de la ville). Destinataire inconnu. L'adresse donnée dans cet avis de service doit être la reproduction textuelle de l'adresse reçue.

4° Le bureau de départ vérifie l'exactitude de l'adresse et ne répond au bureau d'arrivée que s'il y a une erreur de service à corriger.

5° Chaque Administration reste maîtresse d'autoriser ses bureaux à communiquer ces avis aux expéditeurs. Dans ce cas, les expéditeurs ne peuvent compléter, rectifier ni confirmer l'adresse que par une dépêche payée, dans la forme indiquée ci-après (§ XXIV).

XV.

Article 20.

La transmission des dépêches d'État se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur elles.

XVI.

Article 23.

Les Administrations télégraphiques ne sont tenues de donner communication ou copie des pièces désignées à l'article 23 de la Convention, que si les expéditeurs ou les destinataires fournissent la date exacte des dépêches auxquelles se rapportent leurs demandes.

XVII.

Article 24.

1° Dans le cas de dépêche demandant une réponse payée, l'expéditeur doit inscrire, après le texte et avant la signature, l'indication: réponse payée.

2° La taxe est perçue pour une réponse simple *par la même voie.*

3° L'expéditeur peut d'ailleurs compléter la mention en mettant: réponse payée (. . . *fr.* . . . *cs.*), et acquitter la *somme* correspondante, *dans les limites autorisées par l'article 24 de la Convention.*

1868 *4° L'avis d'office prévu par le même article est donné dans la forme suivante:*

Paris de Berlin. — N° . . . — Date. — Réponse d'office à N° . . . . de . . .

Le destinataire a refusé . . . . . (ou bien) n'a pas été trouvé.

XVIII.

Article 25 et 26.

1° *L'accusé de réception ou l'avis de service qui suit la dépêche recommandée est donné dans la forme suivante:*

Paris de Berne. — N°. . . — Date. . . — Dépêche N° . .

Remise le — à — h — m — m. ou s. (ou motif de non-remise).

2° *Les accusés de réception reçoivent un numéro d'ordre au bureau qui les envoie et sont d'ailleurs traités pour leur transmission comme de nouvelles dépêches; ils jouissent de la priorité accordée aux avis de service sur les dépêches privées.*

XIX.

Article 28.

1° Le texte primitif de la dépêche „à faire suivre" doit être intégralement transmis aux bureaux de destination successifs et reproduit sur la copie adressée au destinataire; mais dans le préambule chaque bureau ne reproduit, après les mots faire suivre, que les adresses auxquelles le télégramme peut encore être expédié.

2° Les demandes de réexpédition prévues au paragraphe 4 de l'article *28* de la Convention peuvent être faites par la poste.

3° Chaque Administration se réserve la faculté de faire suivre, quand il y aura lieu, d'après les indications données au domicile du destinataire, les dépêches pour lesquelles aucune indication spéciale n'aurait d'ailleurs été fournie.

4° La taxe internationale des dépêches à faire suivre est simplement la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complète entrant dans le nombre des mots.

XX.

Article 29.

1° En transmettant une dépêche adressée à deux ou plusieurs destinataires, il faut, dans le préambule, indiquer le nombre des adresses.

2° L'indication prévue au § 5 de l'article *29* de la Convention doit entrer dans le corps de l'adresse et par conséquent dans le nombre des mots taxés.

3° Elle est reproduite dans les indications éventuelles.

XXI. 1868

Article 35.

1° *L'expéditeur doit écrire sur la minute, immédiatement après l'adresse, les indications éventuelles relatives à la voie à suivre, à la remise à domicile, à l'accusé de réception, aux dépêches recommandées ou à faire suivre.*

2° Les mots, nombres ou signes ajoutés par le bureau dans l'intérêt du service ne sont pas taxés.

XXII.

Article 36.

Le signal souligné est transmis avant et après le mot ou passage souligné; mais il n'est compté qu'un mot de plus pour chaque passage soulignée; exemple: „L'affaire est urgente, partez sans retard"; 9 mots taxés, savoir 7 mots, plus deux soulignés.

XXIII.

Article 38.

1° Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute du dépôt sont transmis d'office et inscrits sur la copie remise au destinataire.

2° L'expéditeur peut *insérer* ces indications, en tout ou en partie, dans le texte de sa dépêche. Elles entrent alors dans le compte des mots.

XXIV.

Article 39.

1° Les dépêches prévues à l'article *39* de la Convention ont la forme suivante: Paris de Berlin. — Service taxé. Elles prennent rang parmi les dépêches de service, et portent *l'indication A et* un numéro d'ordre.

2° Le destinataire *de toute* dépêche peut demander la rectification des passages qui lui paraissent douteux, et il acquitte alors: 1° le prix d'une dépêche simple pour la demande; 2° le prix d'une dépêche calculée suivant la longueur du passage à répéter.

3° *La même faculté est accordée à l'expéditeur dans le cas où il aurait des motifs de supposer que sa dépêche a été altérée.*

4° Ces taxes sont remboursées si la répétition montre que le service télégraphique avait dénaturé le sens de la dépêche. Dans ce cas, le bureau opère le remboursement d'office et sans aucun délai.

5° Les sommes encaissées pour dépêches de service taxées restent entièrement acquises à l'Administration qui les a perçues et ne figurent point dans les comptes internationaux.

1868 6° Le bureau télégraphique qui reçoit une dépêche par laquelle on lui demande l'annulation d'une autre dépêche reçue précédemment, fait connaître au bureau d'origine, par la poste, la suite qui a été donnée à la demande, à moins que l'expéditeur n'ait acquitté le prix d'une réponse télégraphique.

XXV.

Article 48.

1° Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'office d'arrivée, à moins de conventions spéciales conclues conformément à l'article 64 de la Convention.

2° Les Administrations télégraphiques prennent toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par le destinataire soient recouvrées sur l'expéditeur. Quand ce recouvrement a lieu, l'office qui le fait en tient compte à l'office intéressé.

XXVI.

Article 50.

1° Les Administrations et les bureaux télégraphiques prennent les mesures nécessaires pour diminuer autant que possible le nombre des dépêches de service jouissant du privilège de la gratuité.

2° Les renseignements qui ne présentent point un caractère d'urgence, sont demandés ou donnés par la poste.

XXVII.

Article 51.

1° *Toute réclamation en remboursement de taxe doit être présentée à l'office d'origine et être accompagnée des pièces probantes, savoir: une déclaration écrite du bureau de destination ou du destinataire, si la dépêche n'est point parvenue, et la copie qui lui a été remise, s'il s'agit d'erreur ou de retard.*

2° L'expéditeur qui ne réside pas dans le pays où il a déposé sa dépêche, peut faire présenter sa réclamation à l'office d'origine, par l'intermédiaire d'un autre office. Dans ce cas, s'il est reconnu que la réclamation est fondée, l'office qui l'a reçue est chargé d'effectuer le remboursement.

3° Pour les dépêches non remises à destination ou qui n'ont pas rempli leur objet, le remboursement est supporté par les offices sur les lignes desquels ont été commises les irrégularités qui ont motivé la réclamation.

4° *En cas de retard, le droit au remboursement est absolu, lorsque la dépêche n'est point arrivée à destination plus tôt qu'elle n'y serait parvenue par la poste.*

5° *Le remboursement intégral de la taxe est effectué aux frais des offices par le fait desquels le retard s'est produit.* 1868

6° Dans les cas d'altération, *la réclamation n'est transmise par l'office l'origine aux Administrations intéressées que lorsqu'il lui est démontré que la dépêche a été dénaturée au point de ne pouvoir remplir son objet. Il détermine les erreurs qui ont amené ce résultat,* et la part contributive des diverses Administrations est réglée d'après le nombre des fautes ainsi déterminées.

7° *Il n'y a pas lieu à remboursement pour les erreurs commises dans les dépêches non recommandées qui auraient été acceptées par tolérance aux termes du paragraphe 7 de l'article V du présent règlement.*

8° *La part contributive pour l'altération d'un mot dénaturé successivement sur les lignes de plusieurs Administrations, est supportée par la première de ces Administrations.*

9° *Dans le service de l'appareil Morse,* les erreurs résultant d'une répétition non rectifiée sont imputables au bureau expéditeur. Les erreurs commises dans un cas où la répétition obligatoire n'a pas été faite, malgré la demande du bureau expéditeur, sont imputables au bureau qui a reçu la dépêche. Les deux bureaux sont responsables, si la répétition obligatoire n'a pas été faite par le bureau qui a reçu la dépêche et n'a pas été réclamée par le bureau expéditeur.

10° *Dans le service de l'appareil Hughes, le bureau qui a reçu est responsable des erreurs rectifiées dans le collationnement lorsqu'il n'a pas tenu compte de ces rectifications. Les erreurs commises dans les nombres, dont la répétition obligatoire n'a pas été faite, sont imputables au bureau qui a transmis. Les deux bureaux sont responsables, si l'erreur provient d'un défaut de synchronisme des appareils.*

11° Les réclamations communiquées d'office à office sont transmises avec un dossier complet, c'est-à-dire qu'elles contiennent (en original ou en copie) toutes les pièces ou lettres qui les concernent.

12° Lorsqu'une réclamation est reconnue fondée, l'office d'origine effectue le remboursement sans attendre la réponse des offices intéressés.

XXVIII.

Article 54.

1° La taxe qui sert de base à la répartition entre États, *et* à la détermination des moyennes mentionnées à l'article 54 de la Convention, est celle qui résulte de l'application régulière des tarifs, sans qu'il soit tenu compte des erreurs de taxation qui ont pu se produire.

1868 2° Toutefois, le nombre de mots annoncés par le bureau d'origine sert de base à l'application de la taxe, sauf le cas où il aurait été rectifié de commun accord avec le bureau correspondant.

3° *Pour déterminer les taxes moyennes, on dresse un compte mensuel complet, comprenant par dépêche, traitée individuellement, toutes les taxes accessoires. La part totale calculée pour chaque État pendant le mois entier est divisé par le nombre des dépêches; le quotient constitue la taxe moyenne applicable à chaque dépêche dans les comptes ultérieurs jusqu'à révision. Cette révision est faite chaque année et peut avoir lieu au bout de trois mois sur la demande de l'un des États intéressés.*

XXIX.

Article 57.

1° L'échange des comptes mensuels a lieu avant l'expiration du trimestre qui suit le mois auquel ils se rapportent.

2° La révision de ces comptes a lieu dans un délai maximum de six mois à dater de leur envoi. L'office qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative, considère le compte comme admis de plein droit.

3° *Les comptes mensuels sont admis sans révision, quand la différence des sommes finales établies par les deux Administrations intéressées, ne dépasse pas 1°/₀ du débet de l'Administration qui l'a établi.*

4° Il n'est pas admis de réclamation, dans les comptes, au sujet de dépêches ayant plus d'un an de date.

XXX.

Article 60.

1° *La Commission spéciale est convoquée par les soins de l'Administration de l'État où a eu lieu la dernière conférence.*

2° *Dans le cas où une Administration ne se trouve point en mesure de prendre part à cette réunion par en délégué spécial, elle peut charger l'un des membres de la Commission d'y défendre ses intérêts ou d'y faire connaître ses vues.*

3° *Les décisions se prennent à la majorité, sans qu'aucun des membres présents puisse disposer de plus d'une voix.*

4° *La Commission choisit son Président qui, en cas de partage, a voix prépondérante.*

5° *L'Administration de l'État où a eu lieu la dernière conférence, notifie la décision prise à toutes les autres.*

XXXI. 1868

Article 61.

1° *Les frais communs du Bureau international des Administrations télégraphiques ne devront pas dépasser pour la première année la somme de 40.000 francs. Cette somme pourra être augmentée ultérieurement du consentement de toutes les Parties contractantes.*

2° *L'Administration désignée, en vertu de l'article 61 de la Convention, pour la direction du Bureau international en surveillera les dépenses, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres Administrations intéressées.*

3° *Pour la répartition des frais, les États contractants ou adhérents sont divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:*

1re	*classe*	*25*	*unités,*
2e	*„*	*20*	*„*
3e	*„*	*15*	*„*
4e	*„*	*10*	*„*
5e	*„*	*5*	*„*
6e	*„*	*3*	*„*

4° *Ces coëfficients sont multipliés par le nombre d'États de chaque classe et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.*

XXXII.

Article 61.

1° *Les offices des États contractants se transmettent réciproquement tous les documents relatifs à leur administration intérieure et se communiquent tout perfectionnement qu'ils viendraient à y introduire.*

2° *En règle générale le Bureau international sert d'intermédiaire à ces notifications; toutefois les avis à transmettre d'urgence, et spécialement la notification des interruptions de lignes, sont directement portées par la voie télégraphique à la connaissance de toutes les Administrations intéressées.*

3° *Les dites Administrations envoient par la poste, par lettre affranchie, au Bureau international, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements des tarifs, tant intérieurs qu'internationaux, à l'ouverture de lignes nouvelles et à la suppression de lignes existantes, en tant que ces lignes intéressent le service international; enfin aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux.*

1868 *4° Elles lui font parvenir au commencement de chaque année, et aussi complètement qu'il leur est possible, des tableaux statistiques du mouvement des correspondances, de la situation des lignes, du nombre des bureaux et des appareils, etc. Ces tableaux sont dressés d'après les indications du Bureau international qui distribue à cet effet les formules toutes préparées.*

5° Elles adressent également à ce bureau deux exemplaires des publications diverses, qu'elles font paraître.

6° Le Bureau international reçoit en outre communication de tous les renseignements relatifs aux expériences auxquelles chaque Administration a pu procéder sur les différentes parties du service.

XXXIII.

Article 61.

1° Indépendamment des communications spéciales que le Bureau international et tenu de faire à toutes les Administrations, il utilise les documents de statistique et autres qui sont mis à sa disposition, pour la rédaction du journal dont il est fait mention à l'article 61.

2° Il doit d'ailleurs se tenir en tout temps à la disposition des Administrations des États contractants pour leur fournir, sur les questions qui intéressent la télégraphie internationale, les renseignements spéciaux de tous genres dont elles pourraient avoir besoin.

3° Il fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communique à toutes les Administrations des États contractants.

4° La gestion du dit bureau est également soumise à l'examen et à l'appréciation des Conférences prévues par l'article 62 de la Convention.

XXXIV.

Article 61.

1° L'Administration télégraphique de la Confédération Suisse est désignée pour organiser le Bureau international dans les conditions déterminées par l'article 61 de la Convention.

2° Les États contractants sont, pour la contribution aux frais, répartis ainsi qu'il suit dans les six classes dont il est fait mention à l'article XXXI ;

3° 1re classe : Allemagne du Nord, Autriche et Hongrie, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie;

2e classe: Espagne;

3e classe: Baviere, Belgique, Pays-Bas, Principautés Unies, Suède;

4e classe: Norvége, Perse, Suisse, Wurtemberg;

5e classe: Bade, Danemark, Grèce, Portugal, Serbie; 1868
6e classe: États de l'Église, Luxembourg.

Le présent règlement, destiné à compléter les dispositions de la Convention de Paris révisée à Vienne, entrera en vigueur le 1er janvier 1869.

Fait à Vienne, le 21 juillet 1868.

v. Chauvin,
Brunner,
Takács,
Zimmer,
Schwerd,
Gumbart,
Fassiaux,
Vinchent,
Faber,
L. M. *de Tornos,*
Jagerschmidt,
Comte *de Dürckheim,*
Goldsmid,
Glover,
Themistocle Metaxá,
Ernest *d'Amico,*
Chev. Ferdinand *Schäfer,*
Nielsen,
Staring,
de Lüders, pour la Perse,
Valentino Evaristo *do Rego,*
Jean *Falcoïano,*
de Lüders, pour la Russie,
Mladen Z. *Radojcovits,*
Brändström,
L. *Curchod,*
G. *Serpos,*
Klein,
Schrag.

495.

22 juillet 1868.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce à l'égard de l'entrée en vigueur du traité conclu entre l'Autriche et la Bavière concernant l'accession de la commune Jungholz au système bavarois de douane et d'impôts indirects.

(F. V. B. 1868, Nr. 34.)

Beginn der Wirksamkeit des Vertrages zwischen Oesterreich und Bayern über den Anschluss der tirolischen Gemeinde Jungholz an das bayerische Zoll- und indirecte Steuersystem.

Der Vertrag vom 3. Mai 1868 (V. Bl. Nr. 27, Seite 191) zwischen Seiner k. k. Apostolischen Majestät und Seiner Majestät dem Könige von Bayern über den Anschluss der zur Grafschaft Tirol gehörigen Gemeinde Jungholz an das bayerische Zoll- und indirecte Steuersystem wurde am 1. Juli 1868 in Wirksamkeit gesetzt.

1868

496.

22 juillet 1868.

Convention télégraphique entre l'Autriche-Hongrie et la Suisse.

(T. V. B. 1868, Nr. 22.)

Uebereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und der Schweiz zur Regelung des Telegraphenverkehres.

Die Regierungen Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich und Königs von Ungarn einerseits und der schweizerischen Eidgenossenschaft anderseits haben in Ausführung des Artikels 64 des in Wien revidirten internationalen Telegraphenvertrages folgende Verabredungen über Behandlung der telegraphischen Correspondenz getroffen.

Artikel 1.

Für ein einfaches Telegramm, welches zwischen den Telegraphenstationen Vorarlbergs und Tirols einerseits und den schweizerischen Stationen anderseits befördert wird, beträgt die österreichische und die schweizerische Terminaltaxe je 50 Cts. (20 kr. öst. W.); die zweizerische Terminaltaxe für den übrigen Verkehr beträgt 1 Frc. (40 kr. öst. W.). Für den Verkehr sämmtlicher Stationen der im Reichsrathe vertretenen Kronländer mit der Schweiz beträgt die österreichische Terminaltaxe 2 Frcs. (80 kr. öst. W.).

Die Terminaltaxe der Stationen der zur ungarischen Krone gehörenden Länder und der k. k. Militärgrenze beträgt 3 Frcs. (1 fl. 20 kr. öst. W.).

Sobald für den internen Verkehr der Stationen der zuletzt genannten Gebiete eine Herabminderung der Maximaltaxe auf 2 Frs. (80 kr. öst. W.) oder darunter eintritt, wird auch im Verkehre mit der Schweiz die Terminaltaxe auf 2 Frs. (80. kr. öst. W.) herabgemindert werden.

Anderseits verpflichtet sich die Schweiz, sobald sie die Terminaltaxe für den Gesammtverkehr mit irgend einem anderen Grenzstaate herabmindert, ohne dass der Letztere seine Terminaltaxe verändert, die gleichen Vortheile dem Verkehre mit den Staaten Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät zuzuwenden.

Artikel 2.

Von den Terminal- und Transittaxen, welche in den Taxtabellen des revidirten, internationalen Vertrages als zwischen Oesterreich-Ungarn und der Schweiz gemeinschaftlich bezeichnet sind, bezieht die Schweiz für jede einfache Depesche je 80 Cts. (32 kr. öst. W.).

Artikel 3. 1868

Diese Uebereinkunft tritt gleichzeitig mit dem in Wien revidirten internationalen Telegraphenvertrage in Kraft, und hat die gleiche Dauer wie der Letztere.

Sobald das vorstehende Uebereinkommen in Kraft tritt, erlischt dasjenige, welches zwischen Oesterreich und der Schweiz am 25. April 1865 in Bern abgeschlossen wurde.

Die vorstehende Uebereinkunft wird in drei Exemplaren ausgefertigt, durch die betreffenden Regierungen ratificirt, und die Ratification sobald als möglich in Wien ausgetauscht.

So geschehen zu Wien, am 22. Juli 1868.

Für die k. k. österreichische Regierung:
Brunner m. p.

Für die königlich ungarische Regierung:
Takács m. p.

Für die Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft:
L. Curchod m. p.

497.

22 juillet 1868.

Déclaration signée et échangée à Vienne par les Délégués de la convention internationale télégraphique pour la suppression réciproque des taxes de transport des dépêches par la poste.

(Tratt. e conv. III., p. 115.)

Les soussignés, membres délégués de la Conférence télégraphique internationale de Vienne, considérant que l'article 64 de la Convention révisée par cette Conférence comprend, au nombre des réserves, le droit, pour les États contractants, de prendre des arrangements particuliers à l'effet de supprimer réciproquement les taxes accessoires du transport des dépêches par la poste, déclarent, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, que la suppression de ces taxes dans les relations entre les Offices télégraphiques représentés par les soussignés, prendra cours dès la mise à exécution de la Convention révisée.

Les dépêches ordinaires et recommandées, qui doivent être remises à destination par voie postale, seront remises à la poste, comme lettres chargées, par le Bureau télégraphique d'arrivée, sans

1868 frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire, à moins qu'il ne s'agisse de correspondances qui traversent la mer, soit par suite d'interruption des lignes télégraphiques sous-marines, soit pour atteindre des pays non reliés au réseau des États contractants. Dans ce cas, les Administrations qui se chargent de l'expédition des dépêches par la poste, feront connaître, une fois pour toutes, aux autres Administrations, celle des taxes fixes, indiquées à l'article 46, qui doit être perçue au départ, en sus de la taxe télégraphique.

Fait à Vienne, le 22 juillet 1868.

Allemagne du Nord	V. *Chauvin.*
Autriche et Hongrie	*Brunner, Takács.*
Bade	*Zimmer.*
Bavière	*Gumbart.*
Belgique	*Vinchent.*
Danemark	*Faber.*
Espagne	L. M. *de Tornos.*
Grande Bretagne	G. *Glover.*
Italie	E. *d'Amico.*
Luxembourg	Chev. Ferd. *Schäffer.*
Norvége	C. *Nielsen.*
Pays-Bas	*Staring.*
Perse	C. *de Lüders.*
Portugal	Valentin Evaristo *do Rego.*
Principautés-Unies	Jean J. *Falcoiano.*
Russie	C. *de Lüders.*
Suède	G. *Brandstrom.*
Suisse	L. *Curchod.*
Serbie	Mladen Z. *Radoycovitch.*
Turquie	G. *Serpos.*
Württemberg.	*Klein.*

498.

22 juillet 1868.

Arrangement concerté à Vienne entre l'Autriche - Hongrie, la France, l'Italie et la Suisse relativement aux taxes des dépêches télégraphiques.

(Tratt. e conv. III., p. 119.)

Entre les Délégués des Gouvernements d'Autriche et de Hongrie, de France, d'Italie et de Suisse, il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation:

La taxe entre les points d'atterrissement des câbles de la 1868
Manche sur les côtes de France, et les Bureaux télégraphiques de l'Autriche et de la Hongrie, est fixée ainsi qu'il suit pour les correspondances échangées entre l'Angleterre et ces Bureaux :

France	fr. 1·50
Suisse ou Italie	„ 0·50
Autriche et Hongrie	„ 2·—

Cet arrangement aura la même durée que la Convention spéciale conclue, en date de ce jour, entre les Délégués d'Autriche et de Hongrie, de France, de Suisse, de Servie et de Turquie, et relative à la correspondance des Indes.

Fait à Vienne, le 22 juillet 1868.

E. *d'Amico.* Ch. *Jagerschmidt.*
Brunner. Comte *de Durckheim.*
Takács. L. *Curchod.*

499.

22 juillet 1868.

Arrangement signé à Vienne, entre l'Autriche-Hongrie, la France, la Servie, la Suisse et la Turquie à l'effet d'organiser, par les territoires des États respectifs, une communication télégraphique directe entre Londres, Paris, Vienne, Constantinople et les Indes.

(Arch. dipl. 1869, I., p. 206.)

Les délégués chargés de représenter aux Conférences de Vienne la France, l'Autriche et la Hongrie, la Servie, la Suisse et la Turquie s'étant réunis pour se concerter sur les moyens propres à organiser, par les territoires des États respectifs, une communication directe entre Londres, Paris, Vienne, Constantinople et les Indes, sont convenus des dispositions suivantes, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements :

Article 1er. La ligne partant de Paris passera par Bâle, Bregenz et Vienne. Là elle se bifurquera pour gagner Constantinople : 1° par Pesth, Semlin, la Servie et Nissa ; 2° par Agram, Gradiska, Sérajevo et Nissa, deux fils distincts étant parallèlement établis entre Nissa et Constantinople.

Article 2. Chaque Administration s'engage à affecter à cette communication un fil spécial pour chacune des deux voies indiquées à l'article 1er, et à prendre les mesures nécessaires pour que ces fils soient prêts à fonctionner le 1er octobre prochain.

1868 Article 3. Le diamètre des fils sera établi dans les conditions prescites par l'article 1er de la Convention de Paris révisée.

Article 4. La ligne entre Londres et les Indes ne sera coupée, pour y introduire des dépêches, qu'à Paris, Vienne et Constantinople, les diverses administrations s'engageant à la faire franchir directement leurs territoires respectifs sans y intercaler d'appareils autres que ceux qui seraient exceptionnellement nécessaires pour faciliter le service des transmissions.

Article 5. La ligne sera desservie sur tout son parcours par des appareils du système Hughes, et les administrations contractantes s'engagent à admettre pour le transit de cette ligne toutes les facilités que les lignes concurrentes offriraient au public.

Article 6. Afin d'assurer à chaque Office directement traversé un contrôle effectif sur les dépêches transitant par son territoire, les administrations d'Autriche et de France transmettront à la Suisse, chacune de son côté, les comptes mensuels et feront passer par l'intermédiaire de cet État les correspondances relatives à la révision de ces comptes. L'Autriche et la Turquie procéderont de la même manière en ce qui concerne les administrations de la Hongrie et de la Serbie.

Article 7. Les payements des soldes s'effectueront dans les conditions prévues de la Convention de Paris.

Article 8. Le présent Arrangement aura la même durée que la Convention de Paris. Les Gouvernements des administrations contractantes notifieront dans le délai d'un mois, à partir de la date de la signature, leur approbation au Gouvernement Impérial et Royal, qui en informera tous les Gouvernements des États intéressés.

En foi de quoi, les délégués soussignés ont signé le présent Arrangement en six exemplaires.

Fait à Vienne, le 22 juillet 1868.

(L. S.) Signé: Ch. *Jagerschmidt.*
(L. S.) Signé: Comte *de Durckheim.*
(L. S.) Signé: *Brunner.*
(L. S.) Signé: J. *de Takacs.*
(L. S.) Signé: Mladen Z. *Radoycovits.*
(L. S.) Signé: L. *Curchod.*
(L. S.) Signé: G. *Serpos.*

500.

23 juillet 1868.

Règlement spécial pour l'échange des correspondances entre l'Autriche et l'Égypte.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Il Governo di S. M. I. R. A. ed il Governo di S. A. il Vice-Rè d'Egitto desiderando regolare e facilitare per mezzo d'un Regolamento

speciale le comunicazioni postali fra gli Stati rispettivi, hanno nominato per questo fine a loro plenipotenziari: 1868

Il Governo di S M. I. R. A. il Signor Gustavo Cav. de Schreiner, Cavaliere dell' I. R. Ordine della Corona ferrea di 3. Classe, fregiato dell' Ordine Imperiale della Megidie di 3. Classe, e del Niscian Iftikar, I. R. Console Generale per l'Egitto;

Ed il Governo di S. A. il Vice-Rè d'Egitto S. E. il Cav. G. Muzzi Bey, decorato del' Ordine Imperiale della Megidie di 3. Classe, Direttore Generale delle Vice Reali Poste Egiziane;

I quali dopo essersi reciprocamente comunicati i lori pieni poteri e trovatili in debita forma, convennero negli articoli seguenti.

Articolo 1.

Fino a tanto che il Governo I. R. di accordo col Governo V. R. Egiziano non erigerà Uffizi Postali in altri luoghi del' Egitto, l'Ufficio Postale I. R. in Alessandria consegnerà alla V. R. Posta Egiziana pure in Alessandria le lettere, campioni e stampe che arrivano con mezzi postali I. R. e sono dirette per l'interno dell'Egitto, e per quelle altre località nelle quali l'Amministrazione V. R. Egiziana mantiene Uffici propri; viceversa la V. R. Posta Egiziana consegnerà all' Ufficio Postale I. R. in Alessandria le lettere, campioni e stampe per gli Stati I. R. ed i paesi al di là, pei quali l'Amministrazione I. R. può servire di mediazione, nonchè per quei luoghi dei quali le corrispondenze possono essere inoltrate con mezzi Postali I. R da Alessandria in avanti, cioè per tutti quei luoghi dell'Impero Ottomano ove esistono Uffici Postali I. R.

A tale scopo avrà luogo un regolare scambio di dispacci frà l'Ufficio Postale I. R. in Alessandria e quello Egiziano regolato a seconda delle partenze e degli arrivi dei piroscafi del Lloyd.

Articolo 2.

L'affrancazione delle lettere ordinarie, cioè non raccomandate da spedirsi dagli Stati I. R. in Egitto e viceversa è facoltativa.

I mettenti potranno a loro scelta soddisfarne il porto intero antecipatamente o lasciarlo a carico dei destinatari. È pure facoltativa l'affrancazione delle lettere ordinarie da e per l' Estero tranne i casi fissati nelle vincenti Tariffe.

Articolo 3.

La Tassa da riscuotersi negli Stati I. R. è fissata: *a)* a 25 soldi Austriaci per una lettera semplice affrancata a destinazione dell'Egitto; *b)* a 35 soldi Austriaci per una lettera semplice non affrancata originaria dall'Egitto.

La Tassa da riscuotersi in Egitto è fissata: *a)* a Piastre Egiziane $2^1/_2$ tar. per una lettera semplice affrancata a destinazione degli Stati

1868 I. R.; *b)* a Piastre Egiziane $3^1/_2$ tar. per una lettera semplice non affrancata originaria dagli Stati I. R.

Articolo 4.

Saranno considerate come semplici o di un sol porto le lettere spediti dagli Stati I. R. in Egitto che non oltrepassino il peso di un lotto daziaro, e quelle spedite dall' Egitto negli Stati I. R. che non oltrepassano il peso di 15 grammi.

Le lettere di oltre un lotto fino a due lotti, e rispettivamente quelle di oltre 15 grammi fino ai 30 grammi saranno considerate di due porti, e così di seguito si aggiungerà un porto per ogni ulteriore peso di un lotto o di 15 grammi.

Articolo 5

Le corrispondenze scambiate frà l'Ufficio postale I. R. e l'Ufficio postale V. R. Egiziano daranno luogo a seguenti conteggi:

a) Per ogni lettera diretta per l'interno dell' Egitto ed affrancata fino a destinazione, l' Ufficio postale I. R. pagherà all' Ufficio postale V. R. Egiziano la tassa di Piastre Egiziane 1 a tar. per ogni porto semplice.

b) Per ogni lettera non affrancata proveniente dagli Stati I. R. l'Ufficio postale V. R. Egiziano pagherà all' Ufficio postale I. R. Piastre Egiziane 2 a tar. per ogni porto semplice.

c) Per le lettere non affrancate provvenienti da Stati Esteri e da luoghi della Turchia ove esistono Uffici I. R. postali, l' Ufficio postale Egiziano pagherà all'Ufficio postale I. R. qu lle Tasse cui vanno soggette tali lettere quando sono dirette per Alessandria.

d) Per ogni lettera affrancata diretta per gli Stati I. R., l'Ufficio postale V. R. Egiziano rimborserà all' Ufficio postale I. R. Piastre Egiziane $1^1/_2$ tar. per ogni porto semplice.

e) Per le lettere affrancate dirette negli Stati Esteri od in luoghi della Turchia ove esistono I. R. Uffici postali, l' Ufficio postale V. R. Egiziano pagherà all' Ufficio postale I. R. quelle tasse cui vanno soggette tali lettere qualora vengano impostate presso l' Ufficio postale I. R. in Alessandria.

f) Per le lettere non affrancate originarie dall' interno dell' Egitto e destinate per gli Stati I. R. o per luoghi della Turchia ove esistono I. R. Uffici postali, ovvero per Stati Esteri pei quali a norma delle vigenti tariffe possono spedirsi lettere senza affrancazione, verranno rimborsate dall' Ufficio postale I. R. a quello V. R. Egiziano Piastre Egiziane $1^1/_2$ a tar. per ogni porto semplice.

Le lettere dirette per l' Alto Egitto dovrano essere affrancate sino a Minie e verranno quindi consegnate come tali all' Ufficio V. R. Egiziano.

Articolo 6. 1868

I campioni di merci, e le prove di stampa corrette, non chè i manoscritti annessivi e che vi si riferiscono, i giornali, le gazzette, le opere periodiche, i libri anche rilegati, gli opuscoli, i fogli di musica, i cataloghi, i prospetti, gli annunzi, i prezzi correnti stampati, litografati o metallografati saranno affrancati fino a destinazione pagando una tassa di 6 soldi per ogni $2^1/_2$ lotti o frazione di $2^1/_2$ lotti negli Stati I. R. e di Para 25 per ogni 40 grammi o frazione di 40 grammi in Egitto.

Articolo 7.

I campioni non potranno essere spediti che sotto le condizioni consentite dalle leggi doganali dei paesi rispettive. Essi non dovranno pesare più di 15 lotti (250 grammi), non avere valore venale, saranno posti sotto fascia o in modo da non lasciar dubbio sulla loro natura non dovranno portare altro scritto a mano che l'indirizzo del destinatario, i numeri d' ordine e di prezzo e un marchio di fabbrica o di commercio.

Le prove di stampa cogli annessivi manoscritti dovranno parimenti essere posti sotto fascia, e non contenere alcuna lettera e nota che abbia il carattere d'una corrispondenza o che ne possa far le veci,

I giornali e le stampe d'ogni genere dovranno del pari essere posti sotto fascia, e non porteranno alcun scritto, cifra o segno fatti a mano, eccetto l'indirizzo del destinatario, la firma del mittente e la data.

I campioni di merci, le prove di stampa e gli stampati di ogni genere non potranno esser composti di più oggetti con indirizzi diversi sotto una fascia comune.

I campioni, le prove di stampa e gli stampati d'ogni genere che non si trovassero nelle condizioni sopracennate o che non fossero francati fino a destinazione, saranno considerati comme lettere non franche, e trattati in conseguenza.

Articolo 8.

L'Ufficio postale I. R. pagherà all'Ufficio postale V. R. Egiziano per ogni oggetto sotto fascia diretto all'interno dell' Egitto ed affrancato fino a destinazione la Tassa di Para 8 per ogni $2^1/_2$ lotti di peso. — Gli ogetti sotto fascia provvenienti dagli Stati Esteri, dai quali a norma delle convenzioni postali vigenti non potessero essere affrancati fino a destinazione, verranno consegnati alla Posta V. R. Egiziana, se diretti per l'interno dell'Egitto contro il pagamento delle Tasse di cui fossero gravati.

Per gli oggetti sotto fascia a destinazione degli Stati I. R. l'Ufficio V. R. Egiziano pagherà all'Ufficio Postale I. R. la Tassa di Para 16 per ogni porto di 40 grammi.

1868 Per gli oggetti sotto fascia diretti dall'interno dell'Egitto per Stati Esteri o per i luoghi della Turchia ove esistono Uffici postali I. R. l'Ufficio postale V. R. Egiziano pagherà all'Ufficio postale I.R. in Alessandria quella tassa d' affrancazione cui vanno soggetti tali articoli qualora vengano impostati presso l'Ufficio postale I. R. in Alessandria.

Articolo 9.

È ammessa la spedizione di lettere raccomandate dagli Stati I. R., per l' Egitto e dal Egitto per gli Stati I. R. e pei paesi esteri ai quali l'amministrazione I. R. può servire di mezzana.

Il porto delle lettere raccomandate dovrà sempre essere soddisfatto antecipatamente fino a destinazione.

Oltre la Tassa ordinaria d'affrancazione dovrà riscuotersi per le lettere raccomandate spedite dagli Stati I. R. in Egitto un diritto fisso di 10 Soldi Austriaci, e per le lettere raccomandate spedite dall' Egitto negli Stati I. R. un diritto fisso di 1 Piastra Egiziana.

Il diritto fisso di raccomandazione sarà intieramente ritenuto dall'Amministrazione che lo riscuote.

I campioni di merci e gli stampati d'ogni genere potranno anche essere raccomandati riscuotendosi a questo effetto il diritto fisso di raccomandazione sopraccennato, oltre alla tassa d'affrancazione stabilita dall' Articolo 6.

Non è ammessa la spedizione di corrispondenze raccomandate per l'Alto Egitto oltre Minie.

Per gli oggetti raccomandati impostati in Egitto e diretti in paesi esteri pei quali le corrispondenze raccomandate soggiaciono ad uno speciale diritto di raccomandazione da rimborsarsi alle rispettive Amministrazioni, verrà separatamente soddisfatta dai mittenti la tassa relativa, che dall'Ufficio V. R. Egiziano sarà pagata all' I. R. Ufficio Postale in Alessandria.

Le lettere raccomandate saranno chiuse entro una busta, con almeno tre suggelli in cera lacca di uguale impronta, recanti un segno particolare al mittente, e posti per modo che i lembi della busta siano perfettamente congiunti e chiusi.

Il nome e cognome del destinatario dovrà essere chiaramente espresso, nonchè al caso tutto quello che fosse necessario per distinguerlo da altre persone omonime.

Articolo 10.

Ogni oggetto raccomandato potrà essere accompagnato da una ricevuta di ritorno, che verrà restituita all' Ufficio mittente munita della firma del destinatario.

La tassa di 10 Soldi che viene riscossa negli Stati I. R. per una ricevuta di ritorno e quella di Piastre 11, che viene riscossa in

Egitto deve essere pagata anticipatamente dal mittente, è resta a 1868
avore dell'Amministrazione che la riscuote.

Per tali ricevute di ritorno all'atto della distribuzione non è da percepirsi tassa alcuna dal destinatario.

Articolo 11.

La perdita d'una lettera od altro oggetto raccomandato non trarrà l'Amministrazione, sul territorio della quale la aerdita avesse luogo n altr'obbligo che di pagare al mettente un'indennità di 20 fiorini Austriaci (Piastre Egiziane 200 tar.) salvo i casi di forza maggiore.

Se un oggetto raccomandato diretto al di là degli Stati I. R. andasse smarrito presso un Ufficio postale Estero, l'indennità da pagarsi verrà soltanto soddisfatta inquantochè la stessa potrà ottenere dall' Amministrazione estera interessata.

I reclami relativi alla perdita d' un oggetto raccomandato saranno ammessi entro lo spazio di sei mesi dalla data della sua impostazione; rascorso questo tempo il reclamante non avrà più diritto ad alcun ndennità.

Articolo 12.

È amessa la spedizione di lettere *per espresso* a destinazione di uoghi dell'Egitto o degli Stati I. R. ove esistono Uffici postali.

Le lettere per espresso devono essere affrancate e raccomandate, e soggiaciono oltre la tassa d'affrancazione e di raccomandazione, ad una tassa fissa di Piastre Egiziane 3 (soldi Austriaci 30) la quale verrà rimborsata dall'Ufficio mittente all'Ufficio ricevente.

Il recapito di queste lettere si farà al domicilio stesso del destinatario subito dopo il loro arrivo.

La tassa fissa pagata dai mettenti resta a favore dell'Ufficio ricevente anche quando per motivi indipendenti dall' Ufficio postale nel uogo di destinazione non avesse potuto effettuarsi la consegna della ettera.

Le lettere per espresso saranno contrassegnate come tali sull'indirizzo, e saranno accompagnate da un foglio (Modello *A*), il quale lopo essere firmato resta a mani dell' Ufficio ricevente.

Articolo 13.

L'affrancazione delle corrispondenze di ogni genere dovrà farsi nei paesi rispettivi con francobolli nazionali.

Quando il valore dei francobolli apposti ad una lettera fosse inferiore alla tassa stabilita per compierne l'affrancazione, questa lettera dovrà essere considerata come non franca e trattata in consequenza, tenendo conto del valore dei francobolli insufficientemente adoperati.

Gli oggetti sotto fascia saranno in caso d'affrancazione insufficiente tassati come lettere non franche, con deduzione del valore dei francobolli applicativi.

1868

Articolo 14.

L'affrancazione facoltativa od obligatoria fino a destinazione, o fino ad un certo limite, delle corrispondenze spedite dall'Egitto per paesi esteri al di là degli Stati I. R. le tasse e le condizioni della raccomandazione ecc. ecc. dipenderanno dalle rispettive stipulazioni contenute nelle convenzioni postali conchiuse o da conchiudersi frà l'Amministrazione I. R. e gli Stati Esteri.

È però inteso che le corrispondenze frà gli Stati della Germania e l'Egitto saranno equiparate nel trattamento a quelle che si scambiano frà gli Stati I. R. e l' Egitto.

Articolo 15.

Essendo obbligatoria l'affrancazione dei giornali a senso dell'articolo 6 precedente, l' Ufficio I. R. Austriaco corrisponderà a quello Egiziano un diritto ragguagliato a Piastre Egiziane 20 all'Anno per quei fogli che si pubblicano più di una volta alla settimana, e a Piastre Egiziane 10 per quelle altre pubblicazioni ebdomadarie o che si stampano meno d'una volta alla settimana, alle quali gli Uffici Autriaci curano l'abbonamento, e che si spediscono d' Ufficio senza francobolli.

Articolo 16.

Vienne accordata la franchigia di porto alle vicendevoli corrispondenze delle Autorità negli Stati I. R. con Autorità Egiziane, alla corrispondenza degli I. R. Consolati in Egitto frà di loro e colle Autorità negli Stati I. R., alla corrispondenza degli Uffici sanitario doganali Egiziani e Turchi, nonchè alla corrispondenza officiosa scambiata dal Gabinetto Vice-Reale col divano della Sublima Porta.

Le corrispondenze Ufficiali dovranno portare il suggello d'Ufficio, non chè il nome dell'Autorità mittente e l'indicazione „Ufficiale".

Articolo 17.

Le corrispondenze di ogni genere mal dirette saranno senza ritardo restituite al prezzo per cui vennero originalmente trasmesse in conto.

Le corrispondenze che per un motivo qualunque non avranno potuto essere rimesse ai destinatari dovranno essere rimandate da una parte all'altra.

Quelle che saranno stato rimesse affrancate, verranno respinte senza tassa, quelle rimesse in conto saranno restituite ai prezzi pei quali furono primitivamente conteggiati.

Articolo 18.

Le corrispondenze che per cangiamento di residenza del destinatario dovranno essere spedite alla nuova destinazione, non saranno per questo motivo soggette ad una tassa supplementare, e se raccoman-

date saranno trattate come tali senz' essere sottoposte ad un nuovo diritto di raccomandazione. 1868

Articolo 19.

Non è permesso d'includere nelle lettere nè oro nè argento monetato, gioje od effetti preziosi, od altri oggetti sottoposti ai diritti di dogana.

Articolo 20.

Ogni dispaccio cambiato frà l'Ufficio I. R. e l'Ufficio V. R. Egiziano in Alessandria dovrà essere accompagnato da un foglio d'avviso conforme al Modello *B* od al Modello *C* annessi.

L'Ufficio che riceve il dispaccio dovrà darne ricevuta all'Ufficio mittente.

Le ricevute saranno perfettamente conformi ai fogli d'avviso rispettivi.

Articolo 21.

I conti relativi al cambio delle corrispondenze frà l'Ufficio I. R. e l'Ufficio V. R. in Alessandria saranno regolati in un conto generale mensile (Modello *D*).

I conti saranno compilati sulla scorta dei fogli d'avviso e delle ricevute di ogni spedizione fatta durante il mese.

I conti saranno saldati in Alessandria con denaro sonante.

Nella liquidazione dei conti Piastre Egiziane 200 tar. saranno ragguagliate a fiorini Austriaci 21.

Articolo 22.

Resta inteso che le disposizioni contenute nel presente regolamento potranno essere dalle due Amministrazioni modificate ogniqualvolta di comune accordo ne riconosceranno il bisogno.

Articolo 23.

Il presente regolamento avrà effetto dal 1 ottobre 1868, e resterà obbligatorio fintantochè una delle due parti non ne abbia dato disdetta con preavviso di un anno.

Articolo 24.

Il presente Regolamento sarà ratificato, ed il cambio delle ratifiche avrà luogo in Alessandria il più presto possibile.

In fede del chè i Plenipotenziarii rispettivi hanno firmato in duplicato il presente regolamento, e vi hanno apposto i sigilli delle loro Armi.

Fatto in Alessandria addì ventitrè del mese di luglio dell'anno mille ottocento sessantotto.

G. *Schreiner* m. p. *Muzzi Bey* m. p.

1868

501.

24 juillet 1868.

Arrangement spécial télégraphique entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

(T. V. B. 1868, Nr. 22.)

Specialübereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien zur Regelung des Telegraphenverkehres.

La correspondance télégraphique entre l'Autriche et la Hongrie d'une part et l'Italie d'autre part, étant réglée par la convention internationale de Paris, revisée à Vienne, le 21 juillet 1868, les Administrations ont stipulé aux termes de l'article 64 de la dite convention l'arrangement particulier suivant sous réserve de l'approbation des Gouvernements respectifs.

Article I.

Les bureaux italiens de Florence, Milan, Venise, Vérone et Udine et les bureaux autrichiens de Vienne, Trieste, Klagenfurt et Bolzano sont chargés exclusivement du service de dépôt international. Les autres bureaux situés sur les fils internationaux peuvent échanger la correspondance dont l'origine et la destination ne dépassent pas les bureaux de dépôt les plus rapprochés, et tous les soirs à la clôture du service doivent annoncer au bureau de dépôt de la propre Administration designé par elle le nombre des depêches ainsi transmises.

Article II.

Pour faciliter la correspondance entre les deux États, les taxes terminales sont fixées comme suit:

A. Autriche et Hongrie.

1. Pour les stations du Tirol, du Vorarlberg, de la Carinthie, de la Carniole, des cercles de Gorice, Trieste et Istrie, du Littoral Hongrois et pour les stations des confins militaires I. R. situées sur la côte de l'Adriatique, 1 franc.

2. Pour les autres stations des pays réprésentés dans le conseil de l'Empire, 2 francs.

3. Pour les stations des pays appartenant à la couronne de Hongrie et celles des confins militaires I. R. (exceptées les stations indiquées au N° 1), 3 francs.

B. Italie.

1° Pour les stations situées dans le territoire limité par le Pò, le Tessin et le Lac Majeur, 1 franc.

2° Pour toutes les autres stations, savoir: 1868

a) pour les dépêches échangées avec les stations indiquées sous *A*, N° 2, 2 francs;

b) pour les dépêches échangées avec les stations indiquées sous *A*, N° 3, 3 francs.

Cette dernière taxe sera de même réduite à 2 francs dès que la taxe des stations indiquées sous *A*, N° 3, sera baissée à 2 francs.

Article III.

La part de l'Italie des taxes terminales et de transit, qui d'après les tableaux annexés à la convention internationale revisée à Vienne, sont communes à l'Italie et à l'Autriche et la Hongrie, est de 80 centimes.

Article IV.

La taxe de 1 franc est fixée pour le transit soit du territoire de l'Administration I. et R., soit du territoire de l'Administration Italienne dans le cas où par suite de circonstances imprévues une dépêche est déviée, en traversant le territoire de l'autre Administration pour rentrer au territoire d'origine.

Le contrôle de ces dépêches ne sera fait que par la station de dépôt qui les réexpédiera dans le territoire d'origine.

Article V.

Les dépêches météorologiques et celles qui concernent d'autres objets d'intérêt public sont expédiées en franchise comme dépêches de service.

Les deux Administrations s'entendront sur l'admission et le mode d'expédition de ces dépêches.

Article VI.

Les bureaux de dépôt tous les soirs à la clôture du service de la journée doivent s'échanger l'indication du nombre des dépêches transmises, classifiées par État de destination, en se mettant d'accord pour constater l'exactitude du chiffre échangé. Dans le nombre des dépêches transmises on comprendra celles dont il est question au deuxième paragraphe de l'article I.

Ces données, soigneusement registrées, serviront de base pour la rédaction des comptes internationaux qui seront réglés d'après les déterminations de la convention de Paris revisée à Vienne.

Article VII.

Le présent arrangement sera mis en exécution après l'approbation des Gouvernements respectifs à la même époque que la con-

1868 vention internationale revisée à Vienne, et aura la même durée que cette dernière convention.

Dès que cet arrangement entrera en vigueur, la convention spéciale conclue à Vienne le 16 février 1867 expire.

Fait à Vienne, ce 24 juillet 1868.

Le délégué de l'Administration I. R. d'Autriche:
Brunner m. p.

Le délégué de l'Administration R. de la Hongrie:
Takács m. p.

Le délégué de l'Administration de l'Italie:
E. *Amico* m. p.

502.

24 juillet 1868.

Convention postale entre le gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique et celui du prince régnant des Principautés Unies. Conclue à Vienne; ratifiée à Vienne, le 30 juillet 1869, à Bucharest, le 18/30 août 1869.

(R. G. B. 1869, Nr. 176.)

Post-Uebereinkunft) vom 24. Juli 1868 zwischen der Regierung Seiner kaiserl. und königl. Apostolischen Majestät und der Regierung Seiner Hoheit des Fürsten der vereinigten Fürstenthümer. Unterzeichnet zu Wien am 24. Juli 1868, in Gemässheit der mit Allerhöchstem Handschreiben vom 14. November 1868 in festgestellten Titulaturen und sonstigen Bezeichnungen laut beiderseitig ausgefertigten Protokolls ddo. Wien 25. Februar 1869, im Texte amendirt und sohin seitens des Reichskanzlers und k. u. k. gemeinsamen Ministers des Aeussern, sowie des Präsidenten des fürstlichen Ministerrathes und fürstlichen Ministers des Aeussern endgiltig ratificirt zu Wien am 30. Juli und zu Bukarest am 18./30. August 1869.*

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. etc., Roi Apostolique de Hongrie, et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince Régnant des Principautés Unies,

---

*) Par suite d'une entente avec le Gouvernement princier ces dispositions ont été mises en vigueur dés le 1 avril 1869.

désirant régler le service de la correspondance entre les États 1868
respectifs au moyen d'une Convention postale, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires les soussignés, qui sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Il y aura entre les Administrations des Postes dans les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique d'une part et l'Administration des Postes des Principautés Unies d'autre part un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature, ainsi que d'articles de la poste chargée (Fahrpost) originaires des pays respectifs, ou provenant des pays, auxquels les Administrations contractantes servent ou pourraient servir d'intermédiaire.

Article 2.

Cet échange s'effectuera au moyen des services établis ou à établir entre les territoires des pays contractants sur les routes suivantes, savoir:

1° entre Unter-Sinoutz et Michaileni;

2° entre Suczawa et Foltitscheni par Nemeritscheni;

3° entre Soosmezö (Pojana serata) et Adzud par Filipesti;

4° entre Kronstadt et Bucharest par Ober-Tömös et Predjal;

5° entre Hermannstadt et Rimnic par Rothenthurm et Caineni;

6° entre Orsova et Turn-Severin par Vercserova;

7° entre les ports du Danube par les moyens dont les Administrations contractantes disposent ou pourront disposer à l'avenir, pour l'échange des envois de poste entre ces ports, ainsi qu'avec l'intérieur des pays contractants et avec la Turquie et les échelles du Levant.

Article 3.

Si les Administrations des Postes contractantes jugeaient à propos d'établir un service de poste pour l'échange mutuel des correspondances et des objets de la poste chargée dans d'autres directions que celles mentionnées à l'article précédent, elles pourront les organiser après s'être concertées réciproquement à cet égard.

Article 4.

Le nombre et l'organisation des services de poste sur les routes indiquées dans l'article 2 ainsi que les heures de départ et d'arrivée des courriers, seront réglées d'un commun accord entre les Administrations respectives selon les besoins du service.

1868

Article 5.

Chaque Administration supportera les frais du transport sur son propre territoire.

Toutefois si les Administrations contractantes jugeaient convenable de traiter avec le même entrepreneur pour l'aller et le retour entre les bureaux de frontière, elles supporteront les frais proportionnellement à la distance parcourue sur leurs territoires respectifs.

Article 6.

Les frais du transport sur le Danube des envois de poste échangés entre les Administrations contractantes, seront supportés par les Administrations des Postes dans les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique jusqu'à Orsova; au-delà de Orsova ils seront à la charge de l'Administration des Postes des Principautés Unies.

Si le trajet entre les ports opposés (Giurgevo et Roustchuk, Widdin et Calafat etc.) se fera par d'autres moyens que par les bateaux à vapeur, les frais seront supportés par moitié par les Administrations contractantes.

Article 7.

Les Administrations contractantes désigneront d'un commun accord les bureaux, par lesquels devra avoir lieu l'échange des dépêches closes et des objets de la poste chargée.

Elles s'engagent à effectuer le transport des envois de poste internationaux et de ceux en transit, par les moyens les plus accélérés dont elles pourront disposer.

Elles feront dresser et se communiqueront mutuellement les tableaux indiquant la direction à donner aux envois de poste.

Article 8.

Seront expédiés par la poste aux lettres:

Les lettres sans valeur déclarées, les échantillons de marchandises, les journaux et les imprimés de toute nature.

Le poids des lettres, des échantillons et des imprimés ne devra pas excéder 15 Loth (= 250 grammes).

Seront expédiés par la poste chargée (Fahrpost):

les lettres avec déclaration de valeur;

les groups d'argent, et les paquets (colis) avec ou sans déclaration de valeur.

Article 9.

L'affranchissement des lettres ordinaires, c'est-à-dire non recommandées et sans valeur déclarée, qui seront expédiées de l'un des pays contractants à destination de l'autre, est facultatif.

Les envoyeurs pourront à leur choix en payer le port d'avance 1868
jusqu'à destination, ou le laisser à la charge des destinataires.

Article 10.

Le port à percevoir dans les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique sera fixé, savoir:

1° pour chaque lettre simple affranchie à destination des Principautés Unies à 10 kreuzer autrichiens;

2° pour chaque lettre simple non affranchie originaire des Principautés Unies à 20 kreuzer.

Réciproquement le port à percevoir dans les Principautés Unies sera fixé, savoir:

1° pour chaque lettre simple affranchie à destination des deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à 25 bani;

2° pour chaque lettre simple non affranchie originaire des deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à 50 bani.

Article 11.

Par exception aux dispositions de l'article précédent, la taxe simple des lettres originaires des Principautés Unies à destination de la Bucovine, des districts de Bistritz et Naszod, des districts limitrophes jusqu'au fleuve de Marosch et de la partie de la frontière militaire limitrophe des Principautés Unies jusqu'à Neu-Moldava et vice versa, sera reduite:

a) à 5 kreuzer (15 bani) en cas d'affranchissement, et

b) à 10 kreuzer (25 bani) en cas de non affranchissement.

Article 12.

Seront considérées comme lettres simples celles, dont le poids n'excède pas 1 loth, si elles seront expédiées des deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique pour les Principautés Unies, et dont le poids n'excède pas 15 grammes, si elles seront expédiées des Principautés Unies pour les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

De Loth en Loth (de 15 grammes en 15 grammes) sera ajouté un port simple en sus.

Article 13.

Les Administrations des Postes dans les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique payeront à l'Administration des Postes des Principautés Unies pour les lettres affranchies à destination des Principautés Unies 4 kreuzer et pour les lettres non affranchies originaires des Principautés Unies 8 kreuzer pour chaque port simple.

1868 L'Administration des Postes des Principautés Unies payera aux Administrations des Postes susdits pour les lettres affranchies à destination des territoires susdits 6 kreuzer (15 bani) et pour les lettres non affranchies originaires des dits territoires 12 kreuzer (30 bani) pour chaque port simple.

Les produits des taxes exceptionelles à percevoir en vertu de l'article 11, restera entièrement au profit de l'Administration par laquelle les taxes auront été perçues.

Article 14.

Des lettres recommandées pourront être expédiées de l'un de pays contractants pour l'autre, et autant que possible à destination des pays auxquels les Administrations contractantes servent ou pourront servir d'intermédiaires.

Le port des lettres recommandées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Toute lettre recommandée, adressée de l'un des pays contractants dans l'autre, supportera au départ en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de 10 kreuzer ou 25 bani, suivant le cas.

Ce droit fixe demeurera à l'office expéditeur.

Les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature recommandés, adressés de l'un des pays contractants dans l'autre, supporteront en sus de la taxe modérée fixée par l'article 17, le droit fixe susdit et seront en tout autre point traités comme lettres recommandées.

Les lettres recommandées ne devront porter aucune déclaration de valeur.

L'envoyeur de tout objet recommandé pourra demander au moment du dépôt de l'objet, qu'il lui soit donné avis de la réception par le destinataire.

Dans ce cas il payera d'avance pour le port de l'avis une taxe uniforme de 10 kreuzer ou de 25 bani suivant le cas.

Cette taxe uniforme demeurera acquise à l'office expéditeur.

Article 15.

Les feuilles de réclamation adressées sur la demande des envoyeurs de l'un des pays contractants dans l'autre, devront être affranchies moyennant le payement d'une taxe de 10 kreuzer (25 bani) si l'envoyeur n'a pas payé un avis de réception.

Cette taxe demeurera acquise à l'administration par laquelle elle aura été perçue.

Cependant si la réclamation aura été produite par une faute de la poste, le réclamant pourra demander le remboursement de la taxe susdite.

Article 16. 1868

Dans le cas où quelque objet recommandé, expédié de l'un des pays contractants pour l'autre, se perdrait par la faute d'un employé des postes, celle des Administrations contractantes sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, payera à l'envoyeur une indemnité de 20 florins (50 leu. n.) dans le délai de deux mois à partir du jour de la réclamation.

Le droit de réclamer expire après six mois à dater du jour de la remise de la lettre.

Passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Article 17.

Les échantillons de marchandises et les épreuves d'imprimerie portant des corrections typographiques, ainsi que les manuscrits joints à ces épreuves et s'y rapportant, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces, prix-courants, etc., imprimés, lithographiés ou métallographiés, expédiés de l'un des pays contractants dans l'autre, seront affranchis jusqu'à destination, moyennant le payement d'une taxe de 2 kreuzer, respectivement de 5 bani par $2^1/_2$ loth (40 grammes) ou fraction de ce poids.

Article 18.

La taxe de 2 kreuzer (= 5 bani) prévue pour les échantillons, imprimés etc., sera partagé entre les Administrations contractantes, savoir: 3 bani pour les Administrations des Postes dans les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et 2 bani pour les Principautés Unies.

Par exception à cette disposition la taxe des échantillons, imprimés etc. échangés entre les Principautés Unies et les provinces limitrophes mentionnées à l'article 11 restera entièrement au profit de l'Administration qui l'aura perçue.

Article 19.

Les échantillons de marchandises ne pourront être expédiés que sous les conditions requises par les lois de douane de chaque pays.

Ils ne devront avoir aucune valeur vénale, être placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature; ils ne devront porter d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les épreuves d'imprimerie corrigées et les manuscrits qui s'y trouveront joints, devront également être placés sous bande et ne pourront contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu.

1868 Les journaux et imprimés de toute nature devront également être mis sous bande et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Les échantillons de marchandises, les épreuves et les imprimés de toute nature qui ne réuniraient pas les conditions ci-dessus exprimées, ou dont le port serait laissé à la charge des destinataires seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

Article 20.

L'envoyeur de toute lettre recommandée, expédiée de l'un des pays contractants dans l'autre, pourra demander au moment du dépôt de la lettre, qu'elle soit remise au destinataire par un exprès, aussitôt après son arrivée, à la condition toutefois que la lettre soit destinée dans un lieu où se trouve un bureau de poste.

Dans ce cas il payera d'avance pour la remise par exprès une taxe fixe de 15 kreuzer respectivement de 40 bani.

Cette taxe sera acquise entièrement au bureau de destination.

Article 21.

Les Administrations contractantes pourront se livrer réciproquement à découvert des lettres, des échantillons de marchandises et des imprimés de toute nature à destination ou originaires des pays étrangers auxquels elles servent ou pourraient servir d'intermédiaires.

Les correspondances à destination des états allemands et du Grand-Duché de Luxembourg, ou originaires de ces états seront en tous points traitées comme les correspondances échangées entre les Administrations contractantes.

Les Administrations contractantes se payeront réciproquement pour les correspondances à destination ou originaires des pays étrangers les taxes fixées par les conventions respectives en vigueur ou à conclure dans l'avenir.

Les Administrations des Postes dans les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique payeront à l'Administration des Postes des Principautés Unies pour les correspondances affranchies originaires des pays étrangers à destination des Principautés Unies et pour les correspondances non affranchies originaires des Principautés Unies à destination des pays étrangers, les mêmes sommes que pour les correspondances échangées entre les pays contractants.

L'affranchissement facultatif ou obligatoire jusqu'à destination ou jusqu'à une certaine limite des correspondances mentionnées dans le présent article, les conditions que devront remplir les échantillons de marchandises pour jouir de la taxe modérée, les conditions du

chargement des lettres etç. dépendront des stipulations des dites 1868
conventions postales.

Article 22.

Les taxes à percevoir pour les correspondances échangées entre les Principautés Unies et les bureaux de poste I. et R. établis dans la Turquie seront fixées, savoir:

Iº Pour les correspondances entre les lieux limitrophes.

(Widdin et Kalafat, Giurgevo et Roustchuk, Czernavoda et Kalarasch.)

La taxe d'une lettre simple affranchie sera fixée à 5 kreuzer (15 bani), la taxe d'une lettre simple non affranchie à 10 kreuzer (25 bani), la taxe pour les échantillons et pour les imprimés à 2 kreuzer (5 bani) par $2^1/_2$ loth (40 grammes).

Ces taxes resteront entièrement au profit de l'Administration qui les aura perçues.

IIº Pour les correspondances entre les lieux dans l'intérieur des Principautés Unies d'une part et Widdin, Roustchouk et Czernavoda d'autre part.

La taxe d'une lettre simple affranchie sera fixée à 10 kreuzer (15 bani), la taxe d'une lettre simple non affranchie à 20 kreuzer (50 bani); la taxe pour les échantillons et pour les imprimés à 2 kreuzer (5 bani) par $2^1/_2$ loth (40 grammes).

Ces taxes seront partagées dans la proportion de $^1/_4$ au profit de l'Administration des Postes des Principautés Unies et de $^1/_4$ au profit des Administrations des Postes dans les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

IIIº Pour les correspondances entre les Principautés Unies d'une part et les bureaux de poste I. et R. établis sur les côtes de la mer Noire et dans la Turquie d'Europe (à l'exception de l'Albanie et de l'île Candie).

La taxe d'une lettre simple affranchie sera fixée à 15 kreuzer (40 bani); la taxe d'une lettre simple non affranchie à 25 kreuzer (60 bani).

La taxe pour les échantillons et pour les imprimés à 4 kreuzer (10 bani) par $2^1/_2$ loth (40 grammes).

Ces taxes seront partagées comme il suit:

Aux Administrations des Postes dans les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique reviendront: 10 kreuzer pour une lettre simple affranchie, 15 kreuzer pour une lettre simple non affranchie et 3 kreuzer pour les échantillons et pour les imprimés par $2^1/_2$ Loth (40 grammes).

Le reste reviendra à l'Administration des Principautés Unies.

1868 IV° Pour les correspondances entre les Principautés Unies d'une part et les bureaux de poste I. et R. établis dans la Turquie d'Asie, dans l'Égypte, dans l'île de Candie et dans l'Albanie d'autre part:

La taxe d'une lettre simple affranchie sera fixée à 20 kreuzer (50 bani), celle d'une lettre simple non affranchie à 30 kreuzer (75 bani); celle pour les échantillons et pour les imprimés à 4 kreuzer (10 bani) par $2^1/_2$ loth (40 grammes).

Ces taxes seront partagées comme il suit:

Aux Administrations des Postes dans les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique reviendront 15 kreuzer pour une lettre simple affranchie, 20 kreuzer pour une lettre simple non affranchie, et 3 kreuzer pour les échantillons et pour les imprimés par $2^1/_2$ loth (40 grammes).

Le reste reviendra à l'Administration des Principautés Unies.

Article 23.

L'affranchissement des correspondances de toute nature pourra s'effectuer dans les pays contractants au moyen des timbres-poste respectifs.

Article 24.

Lorsque le montant des timbres-poste, dont une lettre est revêtue, sera inférieur à la taxe établie pour en opérer l'affranchissement, cette lettre devra être considérée comme non affranchie et traitée en conséquence sous déduction de la valeur des timbres-poste insuffisamment employés.

Les objets sous bande admis au bénéfice d'une modération de taxe moyennant affranchissement obligatoire, seront en cas d'affranchissement insuffisant taxés comme lettres non affranchies, sauf déduction du prix des timbres-poste appliqués.

Article 25.

Les correspondances de toute nature mal adressées ou mal dirigées seront sans aucun délai renvoyées pour le prix auquel l'office envoyeur les aura livrées en compte à l'autre office.

Les correspondances, qui pour une raison quelconque ne pourront pas être remises aux destinataires, devront être renvoyées de part et d'autre.

Celles qui auront été livrées affranchies, seront renvoyées sans taxe ni décompte; celles qui auront été livrées en compte, seront rendues pour le prix pour lequel elles auront été originairement comptées par l'office envoyeur.

Article 26. 1868

Les correspondances internationales réexpédiées par suite du changement de résidence des destinataires, ne doivent pas, à raison de cette réexpédition, être soumises à une taxe supplémentaire.

Cependant, si le changement de résidence amenait une augmentation du port, le destinataire sera tenu à payer une taxe supplémentaire, complétant le port, que l'expéditeur ou le destinataire aurait dû payer, si la lettre avait été originairement adressée au nouveau lieu de destination.

Les correspondances recommandées en cas de réexpédition seront traitées comme telles, sans être soumises à un nouveau droit de recommandation.

Article 27.

La correspondance exclusivement relative aux différents services publics, adressée d'un pays dans l'autre et dont la circulation en franchise aura été autorisée sur le territoire du pays, auquel appartient l'autorité ou le fonctionnaire de qui émane cette correspondance, sera transmise exempte de tout prix de port.

Si l'autorité ou le fonctionnaire, à qui elle est adressée, jouit pareillement de la franchise, elle sera délivrée sans taxe; dans le cas contraire cette correspondance ne sera passible que de la taxe territoriale du pays de destination.

Article 28.

Les Administrations contractantes s'engagent à faire transporter sur leurs territoires les dépêches closes, que les bureaux de poste respectifs pourront avoir à échanger avec des bureaux étrangers.

Les Administrations des Postes des deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique payeront à l'Administration des Postes des Principautés Unies pour le transit des dépêches closes que les bureaux des Administrations susdites échangeront avec les bureaux de poste I. et R. dans la Turquie:

a) 15 bani par 30 grammes poids net pour les lettres et

b) 50 bani par Kilogramme poids net pour les échantillons et pour les imprimés.

L'Administration des Postes des Principautés Unies payera aux Administrations susdites pour le transit des dépêches closes, que les bureaux de poste des Principautés Unies pourront avoir à échanger avec les bureaux de poste de la Confédération allemande du Nord:

a) 10 kreuzer par 2 loth poids net pour les lettres et

b) 30 kreuzer par Kilogramme poids net pour les échantillons et pour les imprimés.

Si dans l'avenir les bureaux de poste de l'une des Administrations contractantes auront à échanger des dépêches closes avec les

1868 bureaux de poste d'autres pays étrangers, les prix du transport de ces dépêches closes seront fixés, le cas échéant, d'un commun accord des Administrations contractantes.

Il est entendu, que les poids des correspondances de toute nature, tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et d'autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances en dépêches closes, ne sera pas compris dans les pesées des lettres. échantillons et imprimés sur lesquelles devront être assis les prix de transport fixés par le présent article.

Article 29.

Les bureaux de poste des Administrations contractantes accepteront et effectueront réciproquement des abonnements aux journaux, publiés soit dans les pays contractants, soit à l'étranger, et ils se chargeront aussi de l'expédition de ces journaux.

La taxe que les Administrations contractantes percevront pour effectuer l'abonnement et l'expédition des journaux qui paraissent dans leurs pays respectifs, sera de 25$^0/_0$ du prix net du journal, abstraction faite des droits des finances et sera partagée à moitié entre les dites Administrations.

Le minimum de cette taxe est fixé à 80 kreuzer (= 2 leu. n.) par an.

Article 30.

Les bureaux de poste des Administrations contractantes se livreront réciproquement les journaux publiés à l'étranger pour le prix que les abonnés payent dans leurs propres pays, lorsqu'ils reçoivent ces journaux par la poste.

Article 31.

Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances échangées entre les deux pays, les Administrastrations contractantes s'engagent à empêcher par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs postes respectives.

Article 32.

L'affranchissement des articles de la poste chargée, originaires de l'un des pays contractants à destination de l'autre, est facultatif.

Les envoyeurs pourront à leur choix en payer le port d'avance jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière des Principautés Unies ou ils pourront le laisser entièrement à la charge des destinataires.

Article 33.

Les taxes seront perçues d'après les tarifs en vigueur dans le pays d'origine et le pays de destination, savoir, pour le parcours

dans les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale 1868
Apostolique d'après les tarifs en vigueur dans ces territoires et pour le parcours dans le territoire des Principautés Unies, d'après les tarifs qui sont en vigueur dans ces pays.

Article 34.

L'envoyeur de tout article de poste chargée pourra demander au moment du dépôt de l'objet, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire. Dans ce cas il payera d'avance pour le port de l'avis la taxe établie par l'article 14.

Cette taxe uniforme demeurera acquise à l'office expéditeur.

Article 35.

La lettre de voiture qui accompagnera les colis de la poste chargée sera exempte de toute taxe supplémentaire, pourvu qu'elle n'excède pas le poids d'un loth, respectivement 15 grammes; en cas contraire elle sera taxée comme lettre ordinaire (articles 10 et 11).

Article 36.

Quand plusieurs colis seront accompagnés d'une seule lettre de voiture, les taxes seront néanmoins perçues séparément pour chaque colis.

Article 37.

Les articles de la poste chargée renvoyés au lieu d'origine pour une raison quelconque et les articles réexpédiés par suite du changement de résidence des destinataires, seront soumis à une nouvelle taxe, comme s'ils avaient été de nouveau mis à la poste.

Article 38.

Les articles de la poste chargée que les autorités désignées à l'article 27 échangeront entr'eux, seront expédiés exempts du port.

Article 39.

L'expéditeur d'un article de la poste chargée aura la faculté de déclarer la valeur du contenu pour laquelle il sera garanti en cas de perte ou d'avarie de l'objet.

En cas de perte ou d'avarie d'un article de la poste chargée l'indemnité sera payée en raison de la valeur déclarée, à moins que l'Administration ne fournisse la preuve, que la valeur déclarée est supérieure à la valeur réelle de l'article.

Dans ce cas l'Administration n'est tenu qu'au remboursement de celle-ci.

Lorsque l'expéditeur n'aura pas fait de déclaration de valeur, il n'aura droit qu'à une indemnité correspondant à la perte réelle ou

1868 à l'avarie réelle, laquelle indemnité ne pourra dépasser 1 florin et 50 kreuzer (3 l. n. 75 bani) par $^1/_2$ kilogramme ou pour toute fraction de ce poids.

En règle générale l'indemnité est payée à l'expéditeur de l'objet. Toutefois elle pourra être acquittée entre les mains du destinataire. si l'expéditeur le demande expressément ou si celui-ci est inconnu ou introuvable.

Article 40.

Les Administrations ne seront ni responsables ni tenues au remboursement des pertes ou avaries résultant d'un cas de guerre. —pourvu que le public sera prévenu d'avance, que la poste cesse toute responsabilité, — d'un vice propre à la chose ou de la faute de l'expéditeur. Elles ne le sont non plus des dommages indirects et des bénéfices non réalisés.

Les Administrations n'assument aucune responsabilité dans les cas suivants:

1° si les avaries n'ont pas été constatées dès l'arrivée des objets et avant leur acceptation par le destinataire;

2° si l'emballage ne porte aucune trace extérieure de bris ou de mouillure;

3° si, lorqu'il s'agit d'un paquet déclaré à la valeur ou d'une lettre contenant de l'argent, le poids de l'objet à son arrivée au lieu de destination est trouvé conforme à celui constaté par le bureau expéditeur.

Article 41.

En cas de retard, soit dans le transport, soit dans la remise des objets, les Administrations contractantes ne sont responsables dans la mesure de l'article 39 qu'en tant que le retard aura eu pour conséquence de détériorer complétement ou partiellement et pour toujours le contenu du paquet.

Dans aucun cas les Administrations n'auront égard aux variations de cours ou de marché.

Article 42.

Un délai de six mois prenant cours à partir de la date du dépôt de l'objet est accordé à l'expéditeur pour faire valoir ses droits à une indemnité.

Passé ce terme le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Article 43.

Les Administrations contractantes répondront réciproquement des pertes et avaries d'après les principes établis aux articles 39 à 42 et sur leurs parcours. Lorsqu'une perte ou avarie se produira

sur un parcours étranger aux parties contractantes, l'Administration 1868
en cause fera valoir auprès de l'Administration étrangère la réclamation de l'expéditeur à une indemnité avec le même intérêt que s'il s'agissait de ses propres envois et conformément aux dispositions des conventions existantes entre les Administrations contractantes et l'Administration étrangère.

Article 44.

Les articles de la poste chargée échangés entre les Principautés Unies et les pays étrangers expédiés à travers les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique sont soumis, quant au parcours du territoire des Principautés Unies, aux mêmes tarifs et règlements que les objets originaires ou à destination des pays contractants. Quant au parcours à partir de la frontière des Principautés Unies jusqu'à destination et vice versa, ces objets seront soumis aux taxes et règlements en vigueur entre les deux territoires d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et les pays étrangers respectifs.

Article 45.

Les Administrations contractantes admettront l'expédition au moyen d'estafettes de lettres et autres objets sans valeur déclarée.

Les taxes des estafettes devront toujours être acquittées d'avance jusqu'à destination.

Dans le cas où un objet expédié par estafette viendrait à être perdu par la faute d'un employé de poste, l'Administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, restituera à l'envoyeur les taxes payées pour le transport de l'estafette et lui payera une indemnité de 20 florins (= 50 leu. n).

La réclamation résultant de la perte d'un objet expédié par estafette ne sera admissible que pendant six mois à dater du jour de la remise de l'objet.

Article 46.

Les Administrations contractantes dresseront chaque mois les comptes résultant de la transmission des correspondances des dépêches closes, des articles de la poste chargée et des estafettes qu'elles se livreront réciproquement en vertu des dispositions de la présente convention. Ces comptes auront pour base et pour justification les accusés de réception des envois effectués pendant la période mensuelle à laquelle ils se rapportent.

Le solde sera payé à l'expiration de chaque trimestre sur la base d'un compte général, qui sera dressé aux soins du Ministère Royal hongrois de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce à Pest.

1863 Le payement aura lieu en monnaie sonnante (argent) ou en lettre de change pour la somme entière dans la dite monnaie et le solde sera remis à la caisse des postes Royales à Pest en monnaie autrichienne ou au Ministère des Finances à Bucharest en leu n. et bani selon que l'une ou lautre des Administrations contractantes sera reconnue redevable envers l'autre. Le payement devra être effectué dans les trois mois qui suivront le trimestre auquel le compte général se rapportera.

Le résultat des différences relevées sur les comptes d'un trimestre sera porté dans le compte du trimestre suivant.

La liquidation des comptes aura lieu sur le pied de 1 florin monnaie autrichienne pour 2 leu. n. et 50 bani (1 l. n. ou 100 bani = à 1 franc).

Article 47.

Les Administrations contractantes arrêteront par un règlement la forme des comptes et toute autre mesure de détail et d'ordre nécessaire pour assurer l'exacte exécution de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les Administrations contractantes toutes les fois que d'un commun accord elles en reconnaîtront la nécessité.

Article 48.

La présente Convention aura force et valeur à partir du 1 janvier 1869 et elle demeurera obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des Administrations contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Pendant cette dernière année la Convention continuera à avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les Administrations contractantes après l'expiration du dit terme.

La présente Convention sera ratifiée par les Gouvernements respectifs et les ratifications seront échangées à Bucharest, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, le vingt quatre juillet mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) Fr. *Pilhal* m. p.,
Conseiller au Ministère Impérial et Royal du Commerce.

(L. S.) Jean J. *Falcoiano* m. p.,
Directeur général des Postes et Télégraphes des Principautés Unies.

(L. S.) M. *Gervay* m. p.,
Conseiller au Ministère Royal hongrois de l'Agriculture, d'Industrie et du Commerce, Directeur en Chef des Postes Royales de Hongrie.

503. 1868

25 juillet 1868.

Convention télégraphique entre les administrations des télégraphes austro-hongrois et russes. Conclue à Vienne.

(T. V. B. 1868. Nr. 22.)

Uebereinkommen zwischen den Telegraphenverwaltungen Seiner k. und k. Apostolischen Majestät und der kaiserlich russischen Telegraphenverwaltung zur Regelung des gegenseitigen telegraphischen Verkehres.

Die Telegraphenverwaltungen Seiner k. und k. Apostolischen Majestät und die Telegraphenverwaltung Seiner Majestät des Kaisers von Russland, von dem Wunsche beseelt, den telegraphischen Verkehr zwischen ihren beiderseitigen Stationen, welcher durch den zu Wien am 21. Juli 1868 revidirten internationalen Pariser Telegraphenvertrag geregelt wird, so viel als möglich zu erleichtern und zu fördern, haben zu diesem Zwecke und im Sinne des Artikels 64 des internationalen Hauptvertrages folgende besondere Bestimmungen vereinbart:

Artikel I.

Für den Grenzverkehr zwischen Oesterreich und Ungarn einerseits und Russland anderseits wird die gemeinschaftliche Terminaltaxe auf drei Francs festgesetzt, wovon 1 Fr. 50 Cts. für die Beförderung auf österreichischen und ungarischen und 1 Fr. 50 Cts. für die Beförderung auf russischen Linien entfällt.

In den Grenzverkehr fallen alle diejenigen Stationen, welche auf jedem Gebiete von der österreichisch-russischen Landesgrenze nicht weiter als 25 geographische Meilen entfernt sind.

Die gemeinschaftliche Terminaltaxe für die Localcorrespondenz zwischen Brody und Radziwilow wird auf 1 Fr. 50 Cts. ermässiget.

Von diesem Betrage entfällt die Hälfte für die Beförderung auf österreichischen und ungarischen und die andere Hälfte für die Beförderung auf russischen Linien.

Artikel II.

An den in directer Verbindung stehenden internationalen Telegraphenlinien der oben genannten Verwaltungen werden combinirte, d. i. mit beiderseitigen Beamten besetzte Grenzcontrol- und Ablagerungsstationen errichtet werden, deren Aufgabe es sein wird, erstens für den raschen Abfluss der internationalen Correspondenz Sorge zu tragen und zweitens auf Grund einer zwischen den

1868 betheiligten Verwaltungen zu vereinbarenden Instruction ein Verzeichniss aller über die gemeinschaftlichen Grenzpunkte beförderten Depeschen zu führen, sowie am Ende eines jeden Monates die betreffenden internationalen Abrechnungsnachweisungen aufzustellen.

Artikel III.

Die monatliche Abrechnung und die vierteljährige Liquidirung und Saldirung des aus den Monatsrechnungen für die eine oder andere Verwaltung sich ergebenden Guthabens findet zwischen den letzteren auf Grund der von den Controlstationen aufgestellten und von den Vorständen derselben geprüften summarischen Verkehrsnachweisungen statt.

Artikel IV.

Das gegenwärtige Uebereinkommen tritt nach erfolgter Genehmigung seitens der betreffenden hohen Regierungen, am 1. Jänner 1869 in Wirksamkeit, und bleibt auf unbestimmte Zeit und bis zum Ablaufe eines Jahres nach erfolgter Kündigung von der einen oder der anderen Seite in Kraft.

So geschehen in Wien, am 25. Juli 1868.

Brunner m. p. *Takács* m. p. *Lüders* m. p.

504.

27/15 juillet 1868.

Protocole relatif aux pouvoirs du nouveau gouverneur du Liban, signé le 15/27 juillet 1868.

(Arch. dipl. 1869, I, p. 210.)

S. M. I. le Sultan ayant accepté la démission de Daoud pacha de ses fonctions de gouverneur du Liban, et nommé, pour lui succéder, Franco Nasvi pacha, a jugé convenable, dans l'intérêt même du maintien de l'ordre et de la stabilité, de ne pas limiter, dans le firman d'investiture, la durée des pouvoirs confiés au nouveau gouverneur.

Les représentants des puissances signataires des règlements organiques du Liban, en date du 9 juin 1861 *) et du 6 septembre 1864 **), ainsi que le ministre de S. M. le roi d'Italie, réunis en conférence chez le ministre des affaires étrangères de S. M. le Sultan, ont été unanimes pour constater, par le présent Protocole, l'existence de l'entente qui, vu l'urgence, n'avait pas pu s'établir entre eux et la

*) Voir ci-après.
**) Voir Recueil tome II. p. 519 et tome III. pp. 15 et 493.

Sublime Porte trois mois avant l'expiration du mandat de Daoud 1868
pacha, aux termes du protocole du 9 juin 1861.

Les soussignés étant également d'accord avec la Sublime Porte pour reconnaître la convenance de ne pas limiter étroitement, ainsi qu'on avait dû le faire dans le passé pour des circonstances différentes, la durée des pouvoirs du gouverneur du Liban, et, de plus, la Sublime Porte désirant éviter les interprétations erronées qui, par suite de son silence même, pourraient, sur les lieux, naître dans les esprits et produire un effet contraire à celui qu'elle s'est proposé, S. A. Fuad pacha a déclaré que la durée du mandat de Franco Nasvi pacha ne sera pas moindre de dix ans à dater du jour de sa nomination.

Les stipulations du Protocole du 9 juin 1861, relatives au cas de révocation, restent d'ailleurs applicables soit avant, soit après ce terme.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Kanlidja, le 15/27 juillet 1868.

(L. S.) Signé: *Fuad.*

(L. S.) Signé: *Prokesch-Osten.*
(L. S.) Signé: *Bourée.*
(L. S.) Signé: Henry *Elliot.*
(L. S.) Signé: *Bertinatti.*
(L. S.) Signé: *Uebal.*
(L. S.) Signé: *Ignatieff.*

Règlement pour l'administration du Liban, signé à Péra, par la Turquie et les Représentants des Puissances garantes, le 9 juin 1861.

Article 1. Le Liban sera administré par un gouverneur chrétien nommé par la Sublime Porte et relevant d'elle directement.

Ce fonctionnaire, amovible, sera investi de toutes les attributions du pouvoir exécutif, veillera au maintien de l'ordre et de la sécurité publique dans toute l'étendue de la Montagne, percevra les impôts, et nommera sous sa responsabilité, en vertu du pouvoir qu'il recevra de S. M. I. le Sultan, les agents administratifs; il instituera les juges, convoquera et présidera le medjlis administratif central, et procurera l'exécution de toutes les sentences légalement rendues par les tribunaux, sauf les réserves prévues par l'article 9.

Chacun des éléments constitutifs de la population de la Montagne sera représenté auprès du gouverneur par un vékil nommé par les chefs et notables de chaque communauté.

Article 2. Il y aura pour toute la Montagne un medjlis administratif cenral composé de douze membres, savoir: deux Maronites, deux Druses, deux Grecs orthodoxes, deux Grecs catholiques, deux

1868 Métualis et deux musulmans, chargé de répartir l'impôt, contrôler la gestion de revenus et des dépenses et donner son avis consultatif sur toutes les questions qui lui seront posées par le gouverneur.

Article 3. La Montagne sera divisée en six arrondissements administratifs, savoir:

1° Le Koura, y compris la partie inférieure et les autres fractions de territoire avoisinantes dont la population appartient au rite grec orthodoxe, moins la ville de El-Columon, située sur la côte et à peu près exclusivement habitée par des musulmans.

2° La partie septentrionale du Liban, sauf le Koura, jusqu'au Nahrel-Kelb.

3° Zahlé et son territoire.

4° Le Meten, y compris le Sahel chrétien et les territoires de Kata et de Solima.

5° Le territoire situé au sud de la route de Damas à Beyrouth jusqu'au Djezzin.

6° Le Djezzin et le Teffah.

Il y aura dans chacun de ces arrondissements un agent administratif nommé par le gouverneur et choisi dans le rite dominant, soit par le chiffre de la population, soit par l'importance de ses propriétés.

Article 4. Il y aura dans chaque arrondissement un medjlis administratif local, composé de trois à six membres, représentant les divers éléments de la population et les intérêts de la propriété foncière de l'arrondissement.

Ce medjlis local, présidé et convoqué annuellement par le chef de l'arrondissement, devra résoudre en premier ressort, toutes les affaires du contentieux administratif, entendre les réclamations des habitants, fournir les renseignements statistiques nécessaires à la répartition de l'impôt dans l'arrondissement, et donner son avis consultatif sur toutes les questions d'intérêt local.

Article 5. Les arrondissements administratifs sont subdivisés en cantons, dont le territoire, à peu près réglé sur celui des anciens aklim ne renfermera, autant que possible, que des groupes homogènes de population, et ces cantons en communes, qui se composeront chacune d'au moins 500 habitants. A la tête de chaque canton il y aura un agent nommé par le gouverneur sur la proposition du chef de l'arrondissement, et à la tête de chaque commune un cheik choisi par les habitants et nommé par le gouverneur.

Dans les communes mixtes, chaque élément constitutif de la population aura un cheik particulier dont l'autorité ne s'exercera que sur les coreligionnaires.

Article 6. Egalité de tous devant la loi; abolition de tous les priviléges féodaux et notamment de ceux qui appartenaient aux Mokatadjis.

Article 7. Il y aura dans chaque canton un juge de paix pour chaque rite; dans chaque arrondissement un medjlis judiciaire de première instance, composé de trois à six membres représentant les divers éléments de la population, et, au siége du Gouvernement, un medjilis judiciaire supérieur, composé de douze membres dont deux appartenant à chacune des six communautés désignées en l'article 2, et auxquels on adjoindra un représentant des cultes protestant et israélite, toutes les fois qu'un membre de ces communautés aura des intérêts engagés dans le procès. 1868

La présidence des medjlis judiciaires sera exercée trimestriellement et à tour de rôle par chacun des membres.

Article 8. Les juges de paix jugeront sans appel jusqu'à concurrence de 500 piastres. Les affaires au-dessus de 500 piastres seront de la compétence des medjlis judiciaires de première instance.

Les affaires mixtes, c'est-à-dire entre particuliers n'appartenant pas à un même rite, quelle que soit la valeur engagée dans le procès, seront immédiatement portées devant le medjlis de première instance à moins que les parties ne soient d'accord pour reconnaître la compétence du juge de paix du défendeur.

En principe, toute affaire sera jugée par la totalité des membres du medjlis. Néanmoins, quand toutes parties engagées dans le procès appartiendront au même rite, elles auront le droit de récuser le jugé appartenant à un rite différent, mais dans ce cas même les juges récusés devront assister au jugement.

Article 9. En matière criminelle, il y aura trois degrés de juridiction. Les contraventions seront jugées par des juges de paix, les délits par les medjlis de première instance, et les crimes par le medjlis judiciaire supérieur, dont les sentences ne pourront être mises à exécution qu'après l'accomplissement des formalités d'usage dans le reste de l'empire.

Article 10. Tout procès en matière commerciale sera porté devant le tribunal de commerce de Beyrouth, et tout procès, même en matière civile, entre un sujet ou protégé d'une puissance étrangère et un habitant de la Montagne, sera soumis à la juridiction de ce même tribunal.

Article 11. Tous les membres des medjlis judiciaires et administratifs sans exception, ainsi que les juges de paix seront choisis et désignés, après une entente avec les notables par les chefs de leurs communautés respectives, et institués par le gouverneur.

Le personnel de medjlis administratifs sera renouvelé par moitié tous les ans, et les membres sortant pourront être réélus.

Article 12. Tous les juges seront rétribués. Si, après enquête, il est prouvé que l'un d'entre eux a prévariqué, ou s'est rendu, par un fait quelconque, indigne de ses fonctions, il devra être révoqué, et

1868 sera en outre passible d'une peine proportionnée à la faute qu'il aura commise.

Article 13. Les audiences de tous les medjlis judiciaires seront publiques, et il en sera rédigé procès-verbal par un greffier institué *ad hoc*. Ce greffier sera, en outre, chargé de tenir un registre de tous les contrats portant aliénation de biens immobiliers, lesquels contrats ne seront valables qu'après avoir été soumis à la formalité de l'enregistrement.

Article 14. Les habitants du Liban qui auraient commis un crime ou délit dans un autre sandjak seront justiciables des autorités de ce sandjak, de même que les habitants des autres arrondissements qui auraient commis un crime ou délit dans la circonscription du Liban seront justiciables des tribunaux de la Montagne.

En conséquence, les individus indigènes ou non indigènes qui se seraient rendus coupables d'un crime ou délit dans le Liban, et qui se seraient évadés dans un autre sandjak, seront, sur la demande de l'autorité de la Montagne, arrêtés par ceux du sandjak où ils se trouvent et remis à l'administration du Liban.

De même les indigènes de la Montagne ou les habitants d'autres départements qui auront commis un crime ou délit dans un sandjak quelconque et autres que le Liban, et qui s'y seront refugiés, seront, sans retard, arrêtés par l'autorité de la montagne sur la demande de celle du sandjak intéressé, et seront remis à cette dernière autorité.

Les agents de l'autorité qui auraient apporté une négligence ou des retards non justifiés dans l'exécution des ordres relatifs au renvoi de coupables devant les tribunaux compétents seront, comme ceux qui chercheraient à dérober ces coupables aux poursuites de la police, punis conformément aux lois.

Enfin les rapports de l'administration du Liban avec l'administration respective des autres sandjaks seront exactement les mêmes que les relations qui existent et qui seront entretenues entre tous les autres sandjaks de l'empire.

Article 15. En temps ordinaire, le maintien de l'ordre et l'exécution des lois seront exclusivement assurés par le gouverneur au moyen d'un corps de police mixte, recruté par la voie des engagements volontaires et composé à raison de sept hommes environ par mille habitants.

L'exécution par garnisaires devant être abolie et remplacée par d'autres modes de contrainte, tels que la saisie et l'emprisonnement, il sera interdit aux agents de police, sous les peines les plus sévères, d'exiger des habitants aucune rétribution, soit en argent, soit en nature. Ils devront porter un uniforme ou quelque signe extérieur de leurs fonctions, et dans l'exécution d'un ordre quelconque de

l'autorité on emploiera, autant que possible, des agents appartenant à la nation ou au rite de l'individu que cette mesure concernera. Jusqu'à ce que la police ait été reconnue par le Gouvernement en état de faire face à tous les devoirs qui lui seront imposés en temps ordinaire, les routes de Beyrouth à Damas et de Saïda à Tripoli seront occupées par des troupes impériales. Ces troupes seront sous les ordres du gouverneur de la Montagne. 1868

En cas extraordinaire et de nécessité, et après avoir pris l'avis du medjlis administratif central, le gouverneur pourra requérir auprès des autorités militaires de la Syrie l'assistance des troupes régulières.

L'officier qui commandera ces troupes en personne devra se concerter, pour les mesures à prendre, avec le gouverneur de la Montagne, et, tout en conservant son droit d'initiative et d'appréciation pour toutes les questions purement militaires, telles que les questions de stratégie on de discipline, il sera subordonné au gouverneur de le Montagne durant le temps de son séjour dans le Liban, et il agira sous la responsabilité de ce dernier. Ces troupes se retireront de la Montagne aussitôt que le Gouverneur aura officiellement déclaré à leur commandant que le but pour lequel elles ont été appelées a été atteint.

Article 16. La Porte Ottomane se réservant le droit de lever, par l'intermédiaire du gouverneur du Liban, les 3500 bourses qui constituent aujourd'hui l'impôt de la Montagne, impôt qui pourra être augmenté jusqu'à la somme de 7000 bourses lorsque les circonstances le permettront, il est bien entendu que le produit de ces impôts sera affecté avant tout aux frais d'administration de la Montagne et à ses dépenses d'utilité publique; le surplus seulement, s'il y a lieu, entrera dans les caisses de l'État.

Si les frais généraux strictement nécessaires à la marche régulière de l'administration dépassaient le produit des impôts, la Porte aurait à pourvoir à ces excédants de dépenses.

Mais il est entendu que pour les travaux publics ou autres dépenses extraordinaires la Sublime Porte n'en serait responsable qu'autant qu'elle les aurait préalablement approuvés.

Article 17. Il sera procédé le plus tôt possible au recensement de la population par communes et par rite, et à la levée du cadastre de toutes les terres cultivées.

Arrêté et convenu à Péra, le 9 juin 1861.

(L. S.) Signé : *Aali*, Henry L. *Bulwer*, *Lavalette*, *Prokesch-Osten*, *Goltz*, *Labanoff*.

1868 *Protocole.*

Protocole adopté par la Porte et les représentants des cinq grandes puissances à la suite de l'entente à laquelle a donné lieu de leur part l'examen du projet de règlement élaboré par une commission internationale pour la réorganisation du Liban. Ce projet de règlement, daté du 1er mai 1861, ayant été, après modifications introduites d'un commun accord, converti en règlement définitif, sera promulgué sous la forme de firman par S. M. I. le Sultan, et communiqué officiellement aux représentants des cinq grandes puissances.

L'article 1er a donné lieu à la déclaration suivante faite par S. A. Aali pacha et acceptée par les cinq représentants:

Le gouverneur chrétien chargé de l'administration du Liban sera choisi par la Porte, dont il relèvera directement. Il aura le titre de mouchir et il résidera habituellement à Deïr-el-Kamar, qui se trouve replacée sous son autorité directe. Investi de l'autorité pour trois ans, il sera néanmoins amovible, mais sa révocation ne pourra être prononcée qu'à la suite d'un jugement. Trois mois avant l'expiration de son mandat, la Porte avant d'aviser provoquera une nouvelle entente avec les représentants des grandes puissances.

Il a été entendu également que le pouvoir, conféré par la Porte à ce fonctionnaire, de nommer sous sa responsabilité les agents administratifs, lui seront conférés une fois pour toutes au moment où il serait lui-même investi de l'autorité et non pas à propos de chaque nomination.

Relativement à l'article 10 qui a trait au procès entre les sujets ou protégés d'une puissance étrangère d'une part, et les habitants de la Montagne d'autre part, il a été convenu qu'une commission mixte siégeant à Beyrouth serait chargée de vérifier et de réviser les titres de protection.

Afin de maintenir la sécurité et la liberté de la grande route de Beyrouth à Damas en tout temps, la Sublime Porte établira un blockhouse sur le point de la susdite route qui lui paraîtra le plus convenable.

Le gouverneur du Liban pourra procéder au désarmement de la Montagne, lorsqu'il jugera les circonstances et le moment favorables.

Péra, le 9 juin 1861.

(L. S.) Signé: *Aali, Henry,* L. *Bulwer, Lavalette, Prokesch-Osten, Goltz,* A. *Labanoff.*

Article additionnel au Protocole du 7 juin, signé à Constantinople le 19 juin 1861.

Il est bien entendu que le chiffre de sept mille bourses, mentionné dans l'article 16 du 8 juin 1861, ne constitue pas une limite

absolue, et que si d'une part, avant d'élever l'impôt de la Montagne 1868
jusqu'à concurrence de cette somme, il convient d'attendre que la crise causée par les derniers évènements ait cessé, il se peut, d'autre part, que l'augmentation de dépenses résultant de la nouvelle organisation nécessite la levée de contributions dont le total, ajouté à l'ancien impôt, dépasserait même le chiffre de sept mille bourses.

Il est également entendu que l'impôt ne pourrait être élevé au-dessus de la somme de sept mille bourses qu'avec l'autorisation de la Sublime Porte et l'assentiment de la majorité du medjlis administratif central.

Le Gouverneur devra, d'ailleurs, n'user de cette faculté qu'avec une extrême réserve et rechercher toujours et avant tout un juste équilibre.

505.

31 juillet 1868.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le traitement douanier de marchandises provenant de Hambourg, Brême etc.

(F. V. Bl. 1868, Nr. 35.)

Zollbehandlung der aus Hamburg, Bremen u. s. w. einlangenden Waarensendungen.

Aus Anlass der Wahrnehmung, dass von einigen Zollämtern die Bestimmung unter §. 15 des Schlussprotokolles zu dem zwischen den Staaten Seiner k. k. Apostolischen Majestät einerseits und den Staaten des deutschen Zoll- und Handelsvereines anderseits am 9. März 1868 abgeschlossenen und mit 1. Juni d. J. in Wirksamkeit getretenen Vertrages nicht gehörig beachtet wird, werden die k. k. Zollämter aufmerksam gemacht, dass nach der bezogenen Bestimmung die aus Zollausschlüssen des deutschen Zollvereines (zu welchen nach §. 8 des Vollzugsprotokolles auch die freien Städte Hamburg und Bremen gehören) eingehenden Waaren keinem höheren Zolle unterliegen, als wenn sie aus dem Zollgebiete des deutschen Zollvereines eingehen.

Da nun im Sinne des Vertragsartikels 2 die in dem österreichisch-französischen Vertrage vom 13. December 1866 und in dem österreichisch-italienischen Vertrage vom 23. April 1867 zugestandenen Zollbegünstigungen auch für den Verkehr mit dem deutschen Zollverein gelten, so folgt aus der Bestimmung unter §. 15 des Schlussprotokolles zu dem Vertrage vom 9. März 1868,

1868 dass diese Zollbegünstigungen auch auf den Verkehr mit Hamburg, Bremen u. s. w. Anwendung finden.

Da ferner die zollbegünstigte Behandlung der in der Anlage *B* des österreichischisch-italienischen Vertrages vom 23. April 1867 angeführten Gegenstände, so weit dieselbe nicht ausdrücklich auf den unmittelbaren Uebertritt zu Lande über die gemeinschaftliche Grenze beschränkt wurde, nach Artikel VIII des erwähnten Vertrages nicht an die Bedingung des Ursprunges aus Italien geknüpft ist, sondern hierzu die Provenienz aus Italien, d. i. der Umstand genügt, dass solche Gegenstände aus Italien eingeführt werden, so folgt, dass z. B. Südfrüchte, Reis u. s. w., welche aus dem deutschen Zollvereine, sei es aus dessen freiem oder gebundenem Verkehre, oder aus den Zollausschlüssen dieses Vereines, als: Hamburg, Bremen u. s. w. eingeführt werden, an der vertragsmässigen Zollbegünstigung theilzunehmen haben.

506.

17 août 1868.

Publication de la lieutenance I. R. de Prague concernant la compétence des autorités politiques des districts de Melnik, Leitmeritz, Raudnitz, Aussig et Tetschen dans les affaires de police et de commerce touchant la navigation sur l'Elbe.

(L. R. B. für Böhmen 1868, Nr. 21.)

Kundmachung der k. k. Statthalterei vom 17. August 1868, Zahl 41637, betreffend den Uebergang der den Elbezollgerichten zugewiesenen Geschäfte, theils politisch-polizeilicher, theils gewerblicher Natur, an die neuen politischen Bezirksbehörden (Bezirkshauptmannschaften) in Melnik, Leitmeritz, Raudnitz, Aussig und Tetschen.

Das k. k. Ministerium des Innern fand laut hohen Erlasses vom 29. Juli l. J., Z. 3298 M. I., im Einvernehmen mit den k. k. Ministerien des Aeussern, der Justiz und des Handels zu bestimmen, dass bei der bevorstehenden Organisirung der politischen Behörden in Böhmen nach dem Grundsatze der Trennung der Rechtspflege von der Verwaltung von jenen Agenden, welche durch das auf Grund des Hofkammerpräsidial-Decretes vom 2. December 1845, Nr. 9020 erflossene Circulare des bestandenen böhmischen Guberniums vom 30. April 1846 (Prov. Ges. S. f. Böhmen, 1846, S. 287 etc.) in Folge der Elbeschifffahrtsacte vom 23. Juni 1821 und der Addi-

zionalacte vom 13. April 1844 den Elbezollgerichten zugewiesen 1868
worden sind, folgende Geschäfte theils politisch-polizeilicher, theils gewerblicher Natur unter den nachstehend bezeichneten Beschränkungen an die in Melnik, Leitmeritz, Raudnitz, Aussig und Tetschen zu errichtenden politischen Bezirksbehörden überzugehen:

§. 2.

A. Nach dem Artikel XXVI der Elbeschifffahrtsacte die Behandlung und Entscheidung:

c) über die von Privatpersonen unternommene Hemmung des Leinpfades.

B. Nach dem §. 47 der Additionalacte:

1. Die Untersuchung und Bestrafung

a) von Uebertretungen schifffahrts- und strompolizeilicher Vorschriften durch Schiffs- oder Flössführer, deren Dienstleute, Passagiere oder Schiffszieher;

b) von Excessen, welche die zur Bemannung der Stromfahrzeuge oder zum Schiffszuge gehörenden Personen gegen einander oder gegen die in Ausübung ihres Amtes begriffenen Elbezoll- oder Elbeschifffahrts-Polizeibeamten begehen, insofern die zur Beurtheilung vorliegende That sich nicht zur Behandlung nach den allgemeinen Strafgesetzen eignet, nebst der Entscheidung über die in allen diesen Fällen etwa zu leistende Entschädigung.

2. Die Untersuchung und Entscheidung von Streitigkeiten:

c) zwischen den Eignern und Führern, den Dienstleuten und Zugknechten der Stromfahrzeuge über ihre Dienst- und Lohnverhältnisse, insofern der im §. 4 letzten Absatz der Gubernialkundmachung erwähnte Fall eintritt.

§. 6.

Ausser den unter §. 2 dieser Kundmachung angeführten Gegenständen:

a) die Ertheilung der im §. 7 der Additionalacte bezeichneten Gewerbsbefugnisse, dann die Ausfertigung der in den §§. 10 und 12 der Additionalacte erwähnten Elbe-Schiffs- und Schifferpatente;

b) die Ueberwachung der Brauchbarkeit des Fahrzeuges und die Einziehung des Schiffspatentes in den Fällen des §. 11 der Additionalacte;

c) die Zurücknahme des Schifferpatentes aus den im §. 13 der Additionalacte angeführten Gründen;

d) die Einstellung und Bestrafung unbefugter Schifffahrt oder Holzflössung (§§ 14, 15 und 16 der Additionalacte);

1868 *e)* die Beglaubigung der Unterschrift des Schiffs- oder Flossführers auf dem Manifeste (§. 32, Z. 6 der Additionalacte);

f) die Beglaubigung der Abschriften der Manifeste (§. 34 der Additionalacte), falls diese nothwendig befunden wird;

g) die Bestrafung der Ordnungswidrigkeiten (XVIII, XIX und XXI. der Elbeschifffahrtsacte, dann §§. 31, 32, 33 und 34 der Additionalacte);

h) die unmittelbare Mittheilung der Auskünfte über vorgefallene Uebertretungen der schifffahrts- und strompolizeilichen Vorschriften (§. 50 der Additionalacte);

i) die Handhabung der passpolizeilichen Vorschriften.

Die in dem §. 2 *A*, lit. *b)*, *d)* und *e* dann *B* 2, lit. *a)* und *b)* der bezogenen Gubernialkundmachung erwähnten Angelegenheiten werden den Gerichtsbehörden zugewiesen werden. Rücksichtlich der übrigen in der erwähnten Gubernialkundmachung vorkommenden Bestimmungen, welche sich nur auf Zolldefraudationen und deren Behandlung beziehen, ist eine weitere Verfügung nicht erforderlich, da in Folge der Uebereinkunft vom 4. April 1863 (R. G. Bl. Nr. 46) in Oesterreich kein Elbezoll mehr eingehoben wird.

Der k. k. Statthalter:

Ernest Freiherr *von Kellersberg* m. p.

507.

31 août 1868.

Publication du tribunal d'appel de Prague concernant la compétence des autorités judiciaires des districts de Melnik, Lobositz, Raudnitz, Aussig et Leitmeritz dans les affaires judiciaires touchant la navigation sur l'Elbe.

(L. R. B. für Böhmen 1868, Nr. 24.)

Kundmachung des k. k. Oberlandesgerichtes im Königreiche Böhmen vom 31. August 1868, Zahl 26694, betreffend den Uebergang der den Elbezollgerichten zugewiesen gewesenen Geschäfte gerichtlicher Natur an die neuen Bezirksgerichte zu Melnik, Lobositz, Raudnitz, Aussig und Tetschen, dann an das k. k. städtisch-delegirte Bezirksgericht zu Leitmeritz.

Das k. k. Justizministerium hat mittelst des Erlasses vom 9. August 1868, Z. 9132, im Einvernehmen mit den k. k. Ministerien des Aeussern, des Innern und des Handels zu bestimmen befunden, dass von dem Tage der Activirung der neuen l. f. politischen Bezirksbehörden und des gleichzeitigen Inslebentretens der k. k. Be-

zirksgerichte, folgende in dem Hofkammer-Präsidialdecrete vom 1868
2. December 1845, Nr. 912 J. G. S., bezeichnete Agenden der Elbezollgerichte an die neu errichteten k. k. Bezirksgerichte zu Melnik, Lobositz, Raudnitz, Aussig und Tetschen, dann an das k. k. städtisch-delegirte Bezirksgericht zu Leitmeritz innerhalb ihres Gerichtssprengels überzugehen haben.

§. 2.

A. Nach dem Artikel XXVI der Elbeschifffahrtsacte die Behandlung und Entscheidung:

b) über Streitigkeiten wegen Zahlung der Krahnen-, Wag-, Hafen-, Werft-, Schleissengebühren und wegen ihres Betrages;

d) über die beim Schiffziehen veranlassten Beschädigungen an Wiesen und Feldern, sowie überhaupt über jeden Schaden, den Flösser oder Schiffer während der Fahrt oder beim Auslanden durch ihre Fahrlässigkeit Andern verursacht haben sollten.

e) über den Betrag der Berglöhne und anderer Hilfsvergütungen in Unglücksfällen, insofern die Interessenten darüber nicht einig sind.

B. Nach dem §. 47 der Additionalacte:

1. die Untersuchung und Bestrafung

b) von Excessen, welche die zur Bemannung der Stromfahrzeuge oder zum Schiffszuge gehörenden Personen gegen einander oder gegen die in Ausübung ihres Amtes begriffenen Elbeschifffahrts-Polizeibeamten begehen, insofern die zur Beurtheilung vorliegende That sich zur Behandlung nach den allgemeinen Strafgesetzen eignet, oder doch keinen criminellen Charakter an sich trägt, nebst der Entscheidung über die in allen diesen Fällen etwa zu leistende Entschädigung. (Würde die That einen criminellen Charakter an sich tragen, so wäre die Competenz des Strafgerichtshofes begründet.)

2. Die Untersuchung und Entscheidung von Streitigkeiten:

a) über Betrug und Zahlung der Lootsengebühren;

b) zwischen Schiffsführern und Passagieren über Preis- und sonstige Bedingungen und Verhältnisse des Transportes;

c) zwischen den Eignern und Führern, den Dienstleuten und Zugknechten der Stromfahrzeuge, über ihre Dienst- und Lohnverhältnisse in dem Falle, wenn sie nach Verlauf von 30 Tagen vom Tage als das Dienstverhältniss aufgehört hat, angebracht werden (§. 4 letztes Alinea des Hofkammer-Präsidialdecretes vom 2. December 1845, Nr. 912 J. G. S.).

Präsident des k. k. Oberlandesgerichtes:
Ignaz Freiherr *von Streit* m. p.

1868

508.

5 septembre 1868.

Déclaration du ministre R. des affaires étrangères de Belgique adressée au ministre I. et R. d'Autriche-Hongrie Comte de Vitzthum concernant le traitement d'indigents étrangers dans les hôpitaux belges.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Monsieur le Comte,

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en demandant au Gouvernement I. et. R. A. le traitement gratuit des Belges indigents dans les hôpitaux autrichiens, j'ai eu en vue les individus entièrement privés de fortune et dont le Trésor devrait à la rigueur supporter l'entretien.

Il n'est donc pas dérogé à ce qui se pratique depuis 1861 pour les aliénés.

Je tiens à Vous déclarer, en outre, Monsieur le Comte, que mon département s'empressera toujours de prêter ses bons offices au Gouvernement de l'Empereur pour lui faciliter la rentrée d'avances faites à des personnes appartenant à des familles aisées.

Je saisis etc.

509.

28 septembre 1868.

Circulaire du Ministre des affaires étrangères de la Porte Ottomane au Corps diplomatique à Constantinople, au sujet de la fermeture des détroits; en date de Constantinople, le 28 septembre 1868.

(Martens N. R. G. t. XVIII, p. 268.)

Monsieur l'Ambassadeur, — L'interdiction du passage des détroits des Dardanelles et du Bosphore pour les bâtiments de guerre étrangers est une règle que le Gouvernement Impérial a, dans l'exercice d'un droit territorial, de tout temps appliquée.

Le traité de Paris du 30 mars 1856 n'est intervenu que pour affirmer solennellement la résolution de S. M. I. le Sultan de maintenir invariablement, tant que la Sublime Porte se trouverait en paix, cette ancienne règle de son empire consignée déjà dans le Traité de Londres du 13 juillet 1841, et les Puissances consignataires se sont

engagées, par cet acte, à respecter cette détermination du Souverain 1868
territorial.

Ce principe a été toujours maintenu; et si, dans des occasions rares et exceptionnelles, il a été permis à quelques bâtiments de guerre de franchir les détroits, ce fut toujours en vertu d'une autorisation spéciale accordée par déférence pour les hauts personnages qui étaient à leur bord.

La Sublime Porte reconnaît toutefois qu'un relâchement dans la stricte application du dit principe à l'égard des bâtiments de guerre, en dehors des exceptions prévues par les articles 2 et 3 de la Convention du 30 mars 1856, ne serait pas compatible avec le Traité de Paris précité.

Aussi a-t-elle décidé que désormais il n'y aura absolument d'autre exception que pour celui des bâtiments de guerre sur lequel se trouverait un Souverain ou le Chef d'un État indépendant.

La décision qui précède ayant été sanctionnée par Sa Majesté Impériale, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien la porter à la connaissance de etc.

Veuillez agréer, etc.

Safvet.

510.

7 octobre 1868.

Dépêche du ministère I. et R. des affaires étrangères au Représentant I. et R. à Bruxelles concernant le traitement d'indigents belges dans les hôpitaux austro-hongrois.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Mit Bericht vom 13. v. M., betreffend den Verpflegskostenersatz für N. N. haben Euer . . . . . den Wunsch der königl. belgischen Regierung anher bekannt gegeben, dass, nachdem die Fremden in den belgischen Spitälern unentgeltlich verpflegt werden, ein Ersatzbegehren für die in Oesterreich verpflegten belgischen Unterthanen künftighin entfallen möge.

Die k. k. Regierung nimmt nun keinen Anstand, diesem Wunsche zu willfahren, nur glaubt sie, dass es den Anschauungen des königl. belgischen Gouvernements nicht widerstreite, wenn sie sich, analog dem in der Eisenacher-Convention vom 11. Juli 1853 diesfalls festgesetzten Principe und unter Zugestehung der Reciprocität vorbehält, einen Vergütungsanspruch in jenen Fällen zu erheben, in denen der hier-

1868 lands verpflegte Belgier entweder selbst ein Vermögen oder doch zahlungspflichtige und zahlungsfähige Angehörige hätte. Indem ich Euer .... einlade, vorstehende Erklärung zur Kenntniss der königl. belgischen Regierung zu bringen, und deren diesfällige Rückäusserung anher mitzutheilen, sehe ich zugleich einer Aufklärung über den Punkt entgegen, ob gedachte Regierung unter dem generellen Namen „Kranken" auch die Irrsinnigen gemeint habe, bezüglich welcher, wie aus der an Freiherrn v. Hügel ergangenen Weisung vom 19. April 1861, Z. 4098 ersichtlich, die gegenseitige Mittheilung der betreffenden Krankheitsfälle verfügt worden ist.

Empfangen etc.:

v. Hofmann.

511.

12 octobre 1868.

Publication du ministère I. R. de l'Intérieur concernant l'admission réciproque des sociétés en commandite et anonymes autrichiennes et françaises à l'exclusion des sociétés d'assurance.

(R. G. B. 1868, Nr. 141.)

Kundmachung des Ministeriums des Innern vom 12. October 1868, betreffend die gegenseitige Zulassung österreichischer und französischer Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss von Versicherungsgesellschaften, zum Geschäftsbetriebe.

Von Seite des k. k. Ministeriums des Innern wird mit der Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder bekanntgemacht, dass die österreichischen und französischen Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss der Versicherungsgesellschaften, auf Grund des ermittelten Bestandes der Reciprocität, und zwar die österreichischen in Frankreich in Gemässheit des kaiserlich französischen Decretes vom 20. Juni 1868, die französischen aber in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern in Gemässheit der kaiserlichen Verordnung vom 29. November 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 127) gegen Beobachtung der in den betreffenden Staatsgebieten bestehenden einschlägigen gesetzlichen Vorschriften gegenseitig zum Geschäftsbetriebe zugelassen werden.

Giskra m. p.

512.

1868

12 octobre 1868.

Notification du ministère I. R. de l'Interieur concernant l'admission réciproque des sociétés anonymes et en commandite autrichiennes et suisses à l'exclusion des sociétés d'assurance.

(R. G. B. 1868, Nr. 140.)

Kundmachung des Ministeriums des Innern vom 12. October 1868, betreffend die gegenseitige Zulassung österreichischer und schweizerischer Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss von Versicherungsgesellschaften, zum Geschäftsbetriebe.

Von Seite des k. k. Ministeriums des Innern wird mit der Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder bekanntgemacht, dass die österreichischen und die in den schweizerischen Cantonen Appenzell der äusseren Rhoden, Basel-Stadt, Genf, Glarus, Schaffhausen, Tessin, Uri, Wallis und Zürich gegründeten Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss der Versicherungsgesellschaften, auf Grund des ermittelten Bestandes der Reciprocität, und zwar die österreichischen in den genannten Cantonen in Gemässheit besonderer Erklärungen der betreffenden Cantonalregierungen, die schweizerischen aber in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern in Gemässheit der kaiserlichen Verordnung vom 29. November 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 127) gegen Beobachtung der in den betreffenden Staatsgebieten bestehenden einschlägigen gesetzlichen Vorschriften gegenseitig zum Geschäftsbetriebe zugelassen werden.

Giskra m. p.

513.

24 octobre 1868.

Note du chef de cabinet Mr. de Peiroleri au baron de Kübeck envoyé extraordinaire de S. M. I. et R. à Florence concernant le traitement de certaines espèces de poissons marins.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Monsieur le baron,

Le Ministre des Finances prenant en considération les observations qui étaient contenues dans la note que Vous avez bien voulu

1868 m'adresser en date du 12 septembre Nr. 2291, vient de donner les dispositions nécessaires afin que le traitement de faveur accordé aux sardelle, acciughe, scoranze et bojane, soit étendu par analogie aux sgombri, lanzarde, aguzigole, maride, robi et suri, qui, étant ainsi assimilés aux qualités précédentes, seront désormais soumis au seul droit de 25 centimes par 100 kilogrammes y compris les droits additionnels.

En portant ce qui précède à la connaissance de V. E., je crois devoir ajouter que, conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1868, tout les ports du Royaume sont également admis à jouir à l'égard des différentes qualités de poissons susmentionnées du traitement de faveur qui avait été réservé jusqu'ici aux seuls ports de l'Adriatique.

Je saisis etc. etc.

514.

25 octobre 1868.

Convention télégraphique entre l'Autriche, la Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade et les Pays-Bas, conclue à Bade-Bade. Ratification Impériale et Royale datée de Vienne, le 30 décembre 1869. Échange des ratifications à Bade-Bade, le 25 janvier 1870.

(R. G. B. 1870, Nr. 39.)

Telegraphenvertrag vom 25. October 1868 zwischen Oesterreich-Ungarn, Preussen für den Norddeutschen Bund, Bayern, Württemberg, Baden und den Niederlanden. Unterzeichnet zu Baden-Baden am 25. October 1868; in fünf gleichlautenden Ratificirungsurkunden daselbst ausgewechselt am 25. Jänner 1870.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; Apostolischer König von Ungarn, König von Böhmen etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen Unseren Bevollmächtigten einerseits und dem von Seiner Majestät dem Könige von Preussen für den Norddeutschen Bund hierzu ernannten Bevollmächtigten anderseits (gleiche kaiserlich-königliche Ratificirungsurkunden wurden auch gegenüber den übrigen Contrahenten: Bayern, Württemberg, Baden und den Niederlanden ausgestellt), zum Zwecke einer neuen Regelung der telegraphischen Beziehungen zwischen den beiderseitigen Gebieten

am 25. October v. J. zu Baden-Baden ein aus 14 Artikeln bestehen- 1868
der Vertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher also lautet:

Nachdem die zum deutsch-österreichischen Telegraphenvereine gehörigen hohen Regierungen übereingekommen sind, ihre gegenseitigen telegraphischen Beziehungen durch neue Verträge zu ordnen, haben

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w., und Apostolischer König von Ungarn,

Seine Majestät der König von Preussen, im Namen des Norddeutschen Bundes,

Seine Majestät der König von Bayern,

Seine Majestät der König von Württemberg,

Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Baden, und

Seine Majestät der König der Niederlande,

für den gedachten Zweck zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Apostolischer König von Ungarn:

den Ministerialrath und Director der k. k. Staatstelegraphen, Carl Brunner von Wattenwyl, und

den Chef der königlich ungarischen Telegraphenverwaltung, Sectionsrath Johann von Takács;

Seine Majestät der König von Preussen:

den General-Telegraphendirector des Norddeutschen Bundes, Oberst Franz von Chauvin;

Seine Majestät der König von Bayern:

den Vorstand der Telegraphenabtheilung der Generaldirection der königlich bayerischen Verkehrsanstalten, Heinrich Gumbart;

Seine Majestät der König von Württemberg:

den königlichen Eisenbahnbau- und Telegraphendirector Ludwig von Klein;

Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Baden:

den Director der grossherzoglichen Verkehrsanstalten, Geheimrath Hermann Zimmer;

Seine Majestät der König der Niederlande:

den mit der Verwaltung der Staatstelegraphen betrauten Referendar, Wilhelm Constantin Arnold Staring;

welche sich mit Vorbehalt der Genehmigung ihrer hohen Vollmachtgeber über nachfolgende Artikel geeinigt haben:

Artikel 1. Den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages sind alle Telegraphenlinien und Stationen unterworfen, welche die hohen contrahirenden Theile, sei es in den eigenen Staatsgebieten, sei es in den Gebieten anderer Staaten, für den allgemeinen Verkehr unterhalten.

1868 Artikel 2. Jedem der hohen contrahirenden Theile bleibt es vorbehalten, Telegraphenlinien und Stationen, welche derselbe zur unterseeischen Verbindung mit anderen Staaten anlegt, von seinen übrigen Telegraphenlinien und Stationen entweder auszuschliessen, oder für die unterseeischen Linien abweichende Tarife vorzuschlagen.

Artikel 3. Diejenige telegraphische Correspondenz, welche die Linien zweier oder mehrerer der hohen contrahirenden Theile berührt, wird nach den Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages behandelt und Vereinscorrespondenz genannt.

Die Bestimmungen über die Correspondenz, welche die Linien nur einer Telegraphenverwaltung berührt, bleiben jedem der vertragschliessenden Theile vorbehalten.

Artikel 4. Die auf den telegraphischen Correspondenzdienst bezüglichen Bestimmungen des internationalen Telegraphenvertrages, revidirt in Wien den 21. Juli 1868, sowie des dazu gehörigen Reglements für den internationalen Telegraphendienst finden auf die Vereinscorrespondenz volle Anwendung, insoweit durch gegenwärtigen Vertrag nicht anderweitige Vereinbarungen getroffen sind.

Artikel 5. Zur Ermittlung der Beförderungsgebühren für die Vereinscorrespondenz wird das gesammte Telegraphengebiet der hohen contrahirenden Theile in viereckige Flächen zerlegt. Die Bildung dieser Flächen geschieht in der Weise, dass jeder Breitengrad in 5 und jeder Längengrad in 3 gleiche Theile getheilt wird, und durch die Theilungspunkte Meridian- und Parallelkreise gezogen werden, wodurch je 15 Vierecke, Taxquadrate genannt, entstehen.

Artikel 6. Die Gebühren für einfache Depeschen von zwanzig Worten betragen:

a) 8 Sgr. = 28 kr. süddeutsch = 40 kr. österreichische Währung = 0·50 fl. niederländisch bei der Beförderung zwischen Stationen eines und desselben Taxquadrates untereinander, sowie zwischen denselben und solchen Stationen, welche innerhalb der nächsten, das Taxquadrat umgebenden 8 Quadratreihen (Taxviereck) gelegen sind, mit Hinwegfall derjenigen 40 Quadrate, welche ausserhalb des in dieses Taxviereck eingeschriebenen Kreises fallen;

b) 16 Sgr. = 56 kr. süddeutsch = 80 kr. österreichische Währung = 1 fl. niederländisch bei der Beförderung zwischen Stationen eines Taxquadrates und allen übrigen ausserhalb des Bereiches ad *a)* gelegenen Stationen.

Diese Gebühren erhöhen sich für je weitere zehn Worte oder einen Theil von zehn Worten um die Hälfte.

Artikel 7. Die periodische Revision des vorstehenden Tarifes, sowie der Terminal- und Transittaxen für die mit dem Auslande gewechselte Vereinscorrespondenz im Wege der Vereinbarung zwischen

den Telegraphenverwaltungen der hohen contrahirenden Theile bleibt 1868
vorbehalten.

Artikel 8. Die für die Beförderung der telegraphischen Vereinscorrespondenz eingehobenen tarifmässigen Gebühren bilden ein gemeinschaftliches Eigenthum, und werden unter die betheiligten Telegraphenverwaltungen nach Verhältnisszahlen vertheilt, welche gebildet werden aus der Zahl der in einem jeden Verwaltungsgebiete beförderten Vereinsdepeschen, multiplicirt mit einer Ziffer, welche den relativen Werth einer Vereinsdepesche in dem bezüglichen Gebiete darstellt.

Diese Werthziffern werden im gemeinsamen Einverständnisse der betheiligten Verwaltungen festgestellt.

Artikel 9. Zur Ermittlung und Ausgleichung der wechselseitigen Zahlungen und Forderungen der einzelnen Telegraphenverwaltungen an Gebühren und Auslagen für Vereinscorrespondenz finden nach regelmässigen Zeitabschnitten Abrechnungen statt.

Die Telegraphenverwaltung des Norddeutschen Bundes unterzieht sich der Besorgung des Abrechnungsgeschäftes auf Grundlage der zwischen den betheiligten Telegraphenverwaltungen vereinbarten Instruction.

Der Aufwand für diese Geschäftsbesorgung wird von sämmtlichen Telegraphenverwaltungen gemeinschaftlich nach Verhältniss ihres Antheiles an der Gebühreneinnahme getragen.

Artikel 10. Zum Behufe der Fortbildung der Beziehungen zwischen den Telegraphenverwaltungen der hohen contrahirenden Theile findet zeitweise nach Bedürfniss ein Zusammentritt von Abgeordneten statt.

Artikel 11. Gegenwärtiger Vertrag tritt mit dem 1. Juli 1869 in Wirksamkeit, jedoch mit Ausnahme der in Artikeln 5 und 6 enthaltenen neuen Tarifbestimmungen, welche spätestens am 1. Juli 1870 in Anwendung kommen.

Bis zur Anwendung des neuen Tarifes bleiben die Tarifbestimmungen des Telegraphenvereinsvertrages, ddo. Schwerin 30. September 1865, in Kraft.

Artikel 12. Dieser Vertrag ist von Jahr zu Jahr kündbar. Die Kündigung kann jedoch nur zum 1. Jänner eines jeden Jahres erfolgen, dergestalt, dass der Vertrag demnächst noch bis zum 31. December desselben Jahres in Kraft bleibt.

Artikel 13. Der deutsch-österreichische Telegraphenvereinsvertrag vom 30. September 1865 erlischt mit dem Inslebentreten des gegenwärtigen Vertrages.

Artikel 14. Die Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages sollen in möglichst kurzer Frist in Carlsruhe ausgetauscht werden.

1868 Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterschrieben und besiegelt.

So geschehen zu Baden-Baden, am fünfundzwanzigsten October Eintausend achthundert und achtundsechzig.

(L. S.) Carl *Brunner* m. p.
(L. S.) Johann *v. Takács* m. p.
(L. S.) Franz *v. Chauvin* m. p.
(L. S.) Heinrich *Gumbart* m. p.
(L. S.) Ludwig *v. Klein* m. p.
(L. S.) Hermann *Zimmer* m. p.
(L. S.) Wilhelm Constantin Arnold *Staring* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen und königlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir die gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches und königliches Insiegel beidrucken lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien am dreissigsten des Monates December im Jahre des Heils Eintausend achthundert neun und sechzig, Unserer Reiche im zwei und zwanzigsten.

Franz Joseph m. p.

Beust m. p.

Im Allerhöchsten Auftrage Seiner kaiserl. und königl. Apostolischen Majestät:

Maximilian Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

515.

29 octobre 1868.

Protocole de la Commission européenne du Danube, relatif au contrat d'emprunt signé à Londres.

(Martens N. R. G. t. XVIII, p. 158.)

Le Commissaire de France rend compte à la Commission de la mission qui lui a été confiée de s'entendre avec MM. Bischoffsheim

et Goldschmidt sur certains points demeurés en litige relativement à l'emprunt conclu avec cette maison de banque et d'arrêter définitivement la rédaction du contrat d'emprunt. 1868

Il communique en même temps sa correspondance avec les banquiers et les deux originaux du contrat signés à Londres par MM. Bischofsheim et Goldschmidt, sous la date du 29 septembre dernier, et destinés à recevoir également les signatures des sept délégués composant la Commission européenne.

Après avoir pris connaissance de ces documents, la Commission constate avec satisfaction que le contrat d'emprunt et les clauses accessoires stipulées par lettres pour son exécution sont conformes aux conditions générales sous lesquelles l'emprunt des travaux définitifs a été adjugé, et exprime ses vifs remerciments à M. le baron d'Avril pour l'heureux résultat obtenu par ses bons soins.

On croit devoir constater que la garantie stipulée dans la Convention signée à Galatz le 30 avril dernier*) produisant ses effets par suite des ratifications données par cinq des Hautes Parties contractantes, et en vertu des sanctions législatives dont cette Convention a été l'objet, le bénéfice de ladite garantie se trouve acquis à MM. Bischoffsheim et Goldschmidt; qu'en conséquence le contrat soumis à la signature des Commissaires est conclu sur les bases convenues pour l'emprunt garanti, c'est à-dire qu'il porte sur un capital nominal de 135.000 livres sterling ou 3,375.000 francs en rente 4 pour 100, que les banquiers prennent ferme au taux de 96.

Après quoi, les Commissaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Russie et de Turquie apposent leur signature sur chacun des originaux du contrat d'emprunt, et il est entendu que ce contrat sera également soumis, dans le plus court délai possible, à la signature des Commissaires d'Italie et de Prusse; que l'un des deux originaux en sera remis alors à MM. Bischoffsheim et Goldschmidt, et que l'autre demeure annexé au présent Protocole.**)

Fait à Galatz, le 29 octobre 1868.

A. *de Kremer.*
A. *d'Avril.*
J. *Stokes.*
Offenberg.
Suleyman.

---

*) Voir page 1.
**) Voir page 315.

1868

516.

29 octobre 1868.

Extrait du protocole de la séance de la Commission Européenne du Danube relatif à la question du pavillon à hisser sur l'hôtel du Capitaine du port de Soulina.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube. Prot. Nr. CCXIX. Annexe).

Présents:

Pour l'Autriche,	Mr. le Chevalier de Kremer;
„ la France,	„ le Baron d'Avril;
„ la Grande Bretagne,	„ Stokes;
„ la Russie,	„ le Baron d'Offenberg;
„ la Turquie,	Suleymann Pacha.

§. 1.

Installation des bureaux du Capitaine du port de Soulina et de la Caisse de navigation dans l'hôtel construit à cet effet.

Il est donné lecture d'une dépêche télégraphique par laquelle le directeur de la caisse de navigation et le capitaine du port de Soulina font connaître que leurs bureaux respectifs ont été installés, le 27 octobre, dans l'hôtel construit par la Commission Européenne, en exécution de la décision prise dans la séance du 16 octobre 1866 (Protocole Nr. CXC, § 2).

Question du pavillon à hisser sur cet hôtel.

Afin de constater que cet édifice, élevé des deniers fournis par la navigation, constitue une propriété internationale et qu'il est placé sous le sauvegarde de la neutralité stipulée par l'article 21 de l'Acte public du 2 novembre 1865, pour les ouvrages et établissements de toute nature créés par la Commission Européenne, notamment pour la caisse de navigation de Soulina, la Commission reconnaît qu'il n'y aura lieu d'arborer, sur le dit édifice, le pavillon d'aucune puissance à l'exclusion de ceux des autres.

Il est exposé qu'il avait été admis d'abord que le pavillon adopté par la Commission serait placé sur le fronton central du bâtiment, et que pour faire ressortir aux yeux du public le caractère particulier de l'office du port, comme autorité de police, le pavillon de la Puissance territoriale serait arboré à un mât placé devant les bureaux de cet office.

Cette disposition ayant donné lieu à des difficultés avec l'autorité locale, à Soulina, il a été convenu, sur la proposition du Commissaire de la Turquie:

Que le pavillon de la Puissance territoriale sera hissé par le Capitaine de port, à un mât qui sera placé entre la rive du fleuve et la façade de l'hôtel, à droite (en entrant) de la porte principale, et devant les bureaux du Capitanat; 1868

Et qu'à la gauche de la même porte, devant les bureaux de la Caisse de navigation, un second mât sera placé, auquel le pavillon adopté par la Commission sera hissé, durant la présence des Commissaires, ou de l'un d'eux, à Soulina.

A cette occasion, on rappelle que le dit pavillon se compose de cinq bandes parallèles, perpendiculaires à la hampe, et disposées dans l'ordre suivant de leurs couleurs: rouge, blanc, bleu, blanc, rouge; la bande bleue du milieu ayant une hauteur triple de celle de chacune des autres bandes.

517.

31 octobre 1868.

Instruction de la Commission Européenne du Danube pour l'officier vérificateur attaché à la Caisse de navigation de Soulina.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube. Prot. Nr. CCXXIII. Annexe.)

§ 1.

La mission de l'officier vérificateur est de fournir à la Caisse de navigation les renseignements nécessaires pour qu'aucun bâtiment ne sorte du port de Soulina sans avoir acquitté les droits de navigation établis par la Commission Européenne du Danube, et pour que chaque bâtiment soit régulièrement taxé conformément aux tarifs en vigueur.

§ 2.

L'officier vérificateur prête serment entre les mains de la Commission Européenne de remplir ces fonctions en honneur et conscience.

Il fonctionne sous les ordres du directeur de la caisse de navigation, ou de son suppléant, sur les réquisitions duquel il est tenu d'agir, dans les limites des présentes instructions.

§ 3.

Il est tenu notamment de jauger, suivant les règles légales de la Grande-Bretagne, tous les bâtiments mouillés dans le port ou dans la rade de Soulina, qui lui sont désignés par la caisse de navigation.

La caisse à toujours la faculté de déléguer un de ses employés pour assister l'officier vérificateur dans les opérations de jaugeage.

1868

§ 4.

L'officier vérificateur fait, au moins une fois par jour, l'inspection du port et s'assure que les bâtiments qui lui ont été désignés, pour être jaugés suivant *la Rule I*, ne commencent point à recevoir leur cargaison avant le jaugeage.

Il est autorisé, dans ce but, à se faire rendre compte, par le bosseman, des operations des bâtiments mouillés dans le port ou en rade.

§ 5.

Il contrôle avec soin, soit d'office, soit sur la réquisition spéciale de la caisse de navigation, l'exactitude des certificats délivrés par le bosseman, touchant la quantité de cargaison qui se trouve à bord des bâtiments entrant à Soulina ou sortant de ce port incomplètement chargés.

Il a le droit de demander au bosseman la remise de ces certificats, qu'il contresigne autant que possible, et sur lesquels il peut faire telles mentions et observations qu'il juge convenable.

Il contrôle également, dans la même forme, les certificats constatant les dimensions et le tirant d'eau des radeaux, ou le tirant d'eau de tous bâtiments pour lesquels ce renseignement devrait être pris, dans l'intérêt de la perception des taxes, notamment des bateaux à vapeur périodiques, à aubes, et des bâtiments qui prennent leur cargaison à l'embouchure.

§ 6.

L'officier vérificateur contrôle avec un soin spécial l'agent chargé de recueillir les laissez-passer des bâtiments et alléges, à la sortie du port, et il veille à ce qu'aucun bâtiment ne prenne la mer, sans que la caisse de navigation n'ait annulé l'estampille apposée par elle, à l'entrée, sur le rôle d'équipage.

A cet effet, la caisse de navigation remet, chaque jour, à l'officier vérificateur une liste des bâtiments expédiés par la caisse, liste sur laquelle il note, à son tour, les bâtiments qui ont effectivement pris la mer. Il compare cette liste, aussi souvent que possible, avec les laissez-passer remis au bosseman.

§ 7.

L'officier vérificateur présente deux fois par jour son rapport verbal au directeur de la caisse de navigation ou à son suppléant, et ce à midi et le soir, immédiatement avant la clôture des bureaux de la caisse.

La liste des bâtiments expédiés par la caisse est complétée lors de chaque rapport.

§ 8. 1868

Lorsque plusieurs bâtiments se trouvent en rade de Soulina pour y recevoir ou même pour y compléter seulement leur cargaison, l'officier vérificateur se rend en rade, pour surveiller les opérations des alléges et pour s'assurer que les déclarations faites à la caisse de navigation en ce qui concerne ces bâtiments, sont exactes.

Chaque fois qu'un bâtiment quitte la rade, il le fait connaître à la caisse, dans son prochain rapport.

§ 9.

L'officier vérificateur est spécialement chargé de constater et de faire connaître à la caisse de navigation, si les capitaines qui profitent de la faculté de vendre leur lest, en ont fait la déclaration, pour être taxés comme s'ils étaient entrés avec cargaison dans le fleuve.

§ 10.

Pour les cas non prévus par la présente instruction et relatifs aux vérifications qui intéressent la perception des taxes, l'officier vérificateur agit suivant les directions, verbales ou écrites, qui lui sont données par la caisse de navigation.

§ 11.

Il peut également être requis, lorsque son service auprès de la caisse le permet, de prêter son concours au capitaine du port de Soulina, pour la surveillance de police des bâtiments qui y sont mouillés; il prête spécialement ce concours en agissant comme expert dans les cas d'avarie et autres de même nature.

Lorsqu'il doit être procédé à Soulina, à l'examen des bâtiments destinés à être immatriculés comme alléges et à leur jaugeage, l'officier vérificateur fait partie de la commission instituée, à cet effet, par le capitaine de port.

En remplissant cette partie de ses attributions, il n'a droit à à aucune rémunération spéciale ni droit de vacation, à moins que l'expertise ne soit faite dans un intérêt purement civil, auquel cas, il peut être rétribué conformément au tarif du capitanat de port.

§ 12.

L'officier vérificateur a le droit de demander, dans l'exercice de ses fonctions, l'assistance du capitaine du port de Soulina et de ses agents, y compris le corps des pilotes de l'embouchure; il peut toujours prendre passage dans les embarcations à vapeur ou autres destinées au service du port et du pilotage, et les requiert spéciale-

1868 ment à cet effet, auprès des Autorités du port, lorsque les besoins de son service le commandent.

§ 13.

Les présentes instructions pourront être révisées et modifiées suivant que l'expérience en fera connaître l'utilité.

Galatz, le 31 octobre 1868.

Signe: A. *de Kremer.* — A. *d'Avril.* — J. *Stokes.* — *Suleyman.*

518.

5 novembre 1868.

Protocole relatif à l'accession de la monarchie austro-hongroise aux conditions énoncées par la loi turque du 18 juin 1867 sur la faculté des étrangers d'acquérir de la propriété immobilière dans l'Empire Ottoman. Signé à Constantinople.

(R. G. B. 1869, Nr. 5.)

Protokoll vom 5. November 1868, in Bezug auf den Beitritt der österreichisch-ungarischen Monarchie zu den Bestimmungen des türkischen Gesetzes vom 7. Sépher 1284 (18. Juni 1867), womit den Fremden das Recht eingeräumt wurde, unter gewissen Bedingungen unbewegliches Eigenthum im ottomanischen Reiche zu erwerben. Unterzeichnet zu Constantinopel am 5. November 1868, in Folge Allerhöchster Ermächtigung Seiner k. und k. Apostolischen Majestät vom 18. October 1868.

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et Sa Majesté Impériale le Sultan, désirant constater, par un acte spécial, l'entente intervenue entre Eux sur l'admission des sujets des États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique en Turquie au droit de propriété immobilière concédé aux étrangers par la loi promulguée en date du 7 Sépher 1284, ont autorisé

Sa Majesté l'Empereur et Roi, Monsieur le Feldzeugmestre Baron Prokesch-Osten, Conseiller intime et Son Ambassadeur à Constantinople, et

Sa Majesté Impériale le Sultan, Safvet Pacha, Son Ministre des affaires étrangères ad intérim,

à signer le protocole dont la teneur suit:

Protocole. 1868

La loi qui accorde aux étrangers les droits de propriété immobilière ne porte aucune atteinte aux immunités consacrées par les traités et qui continueront à couvrir la personne et les biens meubles des étrangers devenus propriétaires d'immeubles.

L'exercice de ce droit de propriété devant engager les étrangers à s'établir en plus grand nombre sur le territoire ottoman, le Gouvernement Impérial croit de son devoir de prévoir et de prévenir les difficultés auxquelles l'application de cette loi pourrait donner lieu dans certaines localités. Tel est l'objet des arrangements qui vont suivre:

La demeure de toute personne habitant le sol ottoman étant inviolable et nul ne pouvant y pénétrer sans le consentement du maître, si ce n'est en vertu d'ordres émanés de l'Autorité compétente et avec assistance du magistrat ou fonctionnaire investi des pouvoirs nécessaires, la demeure du sujet étranger est inviolable au même titre, conformément aux traités; et les agents de la force publique ne peuvent y pénétrer sans l'assistance du Consul ou du délégué du Cosul dont relève cet étranger.

On entend par demeure la maison d'habitation et ses attenances, c'est-à-dire les communs, cours, jardins et enclos contigus à l'exclusion de toutes les autres parties de la propriété.

Dans les localités éloignées de moins de neuf heures de la résidence consulaire, les Agents de la force publique ne pourront pénétrer dans la demeure d'un étranger sans l'assistance du Consul, comme il est dit plus haut. De son côté le Cosul est tenu de prêter son assistance immédiate à l'autorité locale, de telle sorte qu'il ne s'écoule pas plus de six heures entre l'instant où il aura été prévenu et l'instant de son départ ou du départ de son délégué, afin que l'action de l'autorité ne puisse jamais être suspendue durant plus de 24 heures.

Dans les localités éloignées de neuf heures ou de plus de neuf heures de marche de la résidence de l'Agent consulaire, les Agents de la force publique pourront, sur la réquisition de l'autorité locale et avec l'assistance de trois membres du Conseil des Anciens de la Commune, pénétrer dans la demeure d'un sujet étranger, sans être assistés de l'Agent consulaire, mais seulement en cas d'urgence et pour la recherche ou la constatation du crime de meutre, de tentative de meurtre, d'incendie, de vol à main armée ou avec effraction ou de nuit dans une maison habitée, de rébellion armée et de fabrication de fausse monnaie, et ce soit que le crime ait été commis par un sujet étranger ou par un sujet ottoman, et soit qu'il ait eu lieu dans l'habitation de l'étranger ou en dehors de cette habitation et dans quelque autre lieu que ce soit.

1868 Ces dispositions ne sont applicables qu'aux parties de la propriété qui constituent la demeure telle qu'elle a été définie plus haut. En dehors de la demeure, l'action de la police s'exercera librement et sans réserve; mais dans le cas où un individu prévenu de crime ou de délit serait arrêté et que ce prévenu serait un sujet étranger, les immunités attachées à sa personne devraient être observées à son égard.

Le fonctionnaire ou officier chargé de l'accomplissement de la visite domiciliaire, dans les circonstances exceptionnelles déterminées plus haut, et les membres du Conseil des Anciens qui l'assisteront, seront tenus de dresser procès-verbal de la visite domiciliaire et de la communiquer immédiatement à l'autorité supérieure dont ils relèvent, qui le transmettra elle-même et sans retard à l'Agent consulaire le plus rapproché.

Un règlement spécial sera promulgué par la Sublime Porte pour déterminer le mode d'action de la police locale dans les différents cas prévus plus haut.

Dans les localités distantes de plus de neuf heures de la résidence de l'Agent consulaire et dans lesquelles la loi sur l'organisation judiciaire du Vilayet sera en vigueur, les sujets étrangers seront jugés, sans l'assistance du délégué consulaire, par le Conseil des Anciens remplissant les fonctions de juge de paix et par le tribunal du Caza, tant pour les contestations n'excédant pas mille piastres que pour les contraventions n'entraînant que la condamnation à une amende de cinq cents piastres au maximum.

Les sujets étrangers auront dans tous les cas le droit d'interjeter appel par devant le tribunal du Sandjak des sentences rendues comme il est dit ci-dessus; et l'appel sera suivi et jugé avec l'assistance du Consul, conformément aux traités.

L'appel suspendra toujours l'exécution.

Dans tous les cas, l'exécution forcée des sentences rendues dans les conditions déterminées plus haut ne pourra avoir lieu sans le concours du Consul ou de son délégué.

Le Gouvernement Impérial édictera une loi qui déterminera les règles de procédure à observer par les parties dans l'application des dispositions qui précèdent.

Les sujets étrangers, en quelque localité que ce soit, sont autorisés à se rendre spontanément justiciables du Conseil des Anciens ou des tribunaux des Cazas, sans l'assistance du Consul, dans les contestations dont l'objet n'excède pas la compétence de ces Conseils ou tribunaux, sauf le droit d'appel par devant le tribunal du Sandjak où la cause sera appelée et jugée avec l'assistance du Consul ou de son délégué.

Toutefois, le consentement du sujet étranger à se faire juger 1868
comme il est dit plus haut sans l'assistance du Consul, devra être donné par écrit et préalablement à toute procédure.

Il est bien entendu que toutes ces restrictions ne concernent point les procès qui ont pour objet une question de propriété immobilière, lesquels seront poursuivis et jugés dans les conditions établies par la loi.

Le droit de défense et la publicité des audiences sont assurés en toute matière aux étrangers qui comparaîtront devant les tribunaux ottomans, aussi bien qu'aux sujets ottomans.

Les arrangements qui précèdent resteront en vigueur jusqu'à la révision des anciens traités, révision sur laquelle la Sublime Porte se réserve de provoquer ultérieurement une entente entre elle et les Puissances amies.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le 5 novembre 1868.

(L. S.) *Prokesch-Osten* m. p. (L. S.) *Safvet* m. p.

519.

6 novembre 1868.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant la rectification d'un passage aux ordonnances du 20 décembre 1866 et du 16 août 1867 touchant l'exécution des traités commerciaux.

(F. V. Bl. 1868, Nr. 44.)

Berichtigung einer Stelle in den Verordnungen vom 20. December 1866 und vom 16. August 1867, betreffend die Vollziehung von Handelsverträgen.

In dem vorletzten Alinea der Verordnung vom 20. December 1866 (V. Bl. Nr. 54, Seite 337) soll es statt der Worte: „durch Vorlage des Frachtbriefes (Fattura)“ heissen: „durch Vorlage des Frachtbriefes oder der Fattura“, um anzudeuten, dass, in Ermanglung eines Ursprungszeugnisses sich auch mit der Vorlage einer der beiden genannten Urkunden, nämlich entweder des Frachtbriefes oder der Factur (Fattura, englisch Invoice), d. i. der Rechnung über die gelieferte Waare, begnügt werden kann.

Dieselbe Berichtigung ist in der Verordnung vom 16. August 1867, Z. 29872 (V. Bl. Nr. 29, Seite 198), im zweiten Alinea der Zahl 3 vorzunehmen.

1868 **520.**

30 novembre 1868.

Ordonnance du ministère I. R. de l'Intérieur concernant le remboursement des frais de traitement de sujets italiens dans les hôpitaux austro-hongrois.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Abschrift eines Erlasses des Ministers des Innern, an sämmtliche Statthalter und Landespräsidenten ddo. 13. November 1868, Z. 5837, M. I. — Verpflegskosten mit Italien.

Im Nachhange zu meinem Erlasse vom 10. April d. J., Z. 1396, M. I., habe ich die Ehre, Hochdenselben zu eröffnen, dass zwar die Verhandlungen wegen Anbahnung eines neuen Uebereinkommens zwischen Oesterreich und Italien bezüglich der Krankenkostenersätze bis jetzt noch nicht zum Abschlusse gelangt sind, dass jedoch die königlich italienische Regierung, aus Anlass der von einer Landesbehörde auf Grund des eingangserwähnten Erlasses verweigerten Vergütung von Krankenverpflegskosten, gegen die aus dem dritten und vierten Absatze dieses Erlasses sich ergebende Anschauung bezüglich der stillschweigenden Ausdehnung der Vereinbarung vom 1. Jänner 1861 auf die neuerworbenen Gebietstheile des Königreiches Italien, dann bezüglich des Verhältnisses zu Venetien seit dem Friedensschlusse ddo. 3. October 1866 motivirte Einsprache erhoben hat.

In Würdigung der diesfalls seitens der königlich italienischen Regierung geltend gemachten Gründe finde ich mich einvernehmlich mit dem Ministerium des Aeussern bestimmt, die in dem mehrerwähnten Erlasse enthaltenen massgebenden Grundsätze bezüglich des Vorganges bei Krankenkostenersätzen gegenüber Italien derart zu modificiren, dass der dritte und vierte Absatz dieses Erlasses nunmehr folgendermassen zu lauten hat:

— „Bis zum eventuellen Zustandekommen einer neuen Vereinbarung wird also fortan das seit dem 1. Jänner 1861 zwischen Oesterreich und Italien geltende Princip wegen unentgeltlicher Behandlung mittelloser Unterthanen des einen Staates in den Spitälern des anderen Staates aufrecht, und uns diesfalls nur der Regress an etwa vorhandene alimentationspflichtige und zahlungsfähige Verwandte des Verpflegten offen bleiben."

„Was aber unser Verhältniss zu Venetien betrifft, so wird bis zum Eintritte der obenerwähnten Eventualität, die früher normirt gewesene Verpflegskostenvergütung durch die Länderfonds zu gelten haben."

Indem ich mich beehre, Hochdieselben hiervon zur gefälligen Darnachachtung in die Kenntniss zu setzen, und mir vorbehalte,

Hochdenselben seinerzeit das Ergebniss der Verhandlungen mit der 1868
königlich italienischen Regierung bezüglich eines neuen Uebereinkommens mitzutheilen, füge ich noch bei, dass selbstverständlich von Seite der kaiserlichen Regierung Italien gegenüber der Anspruch auf volle Reciprocität geltend gemacht, und sich hiernach vorbehalten wird, den Ersatz sämmtlicher, zu was immer für einer Zeit in österreichischen Spitälern wegen ärztlicher Behandlung venetianischer Angehöriger aufgelaufenen und etwa noch nicht berichtigten Kosten zu beanspruchen.

521.

$\frac{\text{29 novembre}}{\text{11 décembre}}$ 1868.

Déclaration des plénipotentiaires de l'Autriche, de la Bavière, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Russie, de la Grande-Bretagne etc. etc., concernant la prohibition de l'emploi de balles explosibles comme armes de guerre. St. Pétersbourg $\frac{\text{29 novembre}}{\text{11 décembre}}$ 1868.

(R. G. B. 1869, Nr. 23.)

Declaration vom 11. December 1868 über die Ausschliessung gewisser Sprenggeschosse vom Kriegsgebrauche. Unterzeichnet von den Vertretern der Regierungen von Oesterreich-Ungarn, Bayern, Belgien, Dänemark, Frankreich, Grossbritannien und Irland, Griechenland, Italien, der Niederlande, von Persien, Portugal, Preussen und dem Norddeutschen Bunde, Russland, Schweden und Norwegen, der Schweiz, der Türkei und von Württemberg unter dem nachträglichen Beitritte Badens zu St. Petersburg am $\frac{\text{29. November}}{\text{11. December}}$ *1868.*

Sur la proposition du Cabinet Impérial de Russie, une commission militaire internationale ayant été réunie à St. Pétersbourg afin d'examiner la convenance d'interdire l'usage de certains projectiles en temps de guerre entre les nations civilisées, et cette commission ayant fixé d'un commun accord les limites techniques ou les nécessités de la guerre doivent s'arrêter devant les exigences de l'humanité, les Soussignés sont autorisés par les ordres de leurs Gouvernements à déclarer ce qui suit:

Considérant que les progrès de la civilisation doivent avoir pour effet d'atténuer autant que possible les calamités de la guerre;

1868 que le seul but légitime que les États doivent se proposer durant la guerre est l'affaiblissement des forces militaires de l'ennemi;

qu'à cet effet il suffit de mettre hors de combat le plus grand nombre d'hommes possible;

que ce but serait dépassé par l'emploi d'armes qui aggraveraient inutilement les souffrances des hommes mis hors de combat ou rendraient leur mort inévitable;

que l'emploi de pareilles armes serait dès-lors contraire au lois de l'humanité;

les parties contractantes s'engagent à renoncer mutuellement, en cas de guerre entr'elles à l'emploi par leurs troupes de terre ou de mer, de tout projectile d'un poids inférieur à 400 grammes, qui serait ou explosible ou chargé de matières fulminantes ou inflammables.

Elles inviteront tout les États qui n'ont pas participé par l'envoi de Délégués aux délibérations de la commission militaire internationale réunie à St. Pétersbourg à accéder au présent engagement.

Cet engagement n'est obligatoire que pour les parties contractantes ou accédantes en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles; il n'est pas applicable vis-à-vis de parties non-contractantes ou qui n'auraient pas accédé.

Il cesserait également d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre parties contractantes ou accédantes, une partie non-contractante ou qui n'aurait pas accédé se joindrait à l'un des belligérants.

Les parties contractantes ou accédantes se réservent de s'entendre ultérieurement, toutes les fois qu'une proposition précise serait formulée en vue des perfectionnements à venir que la science pourrait apporter dans l'armement des troupes, afin de maintenir les principes qu'elles ont posés et de concilier les nécessités de la guerre avec les lois de l'humanité.

Fait à St. Petersbourg, le $\frac{\text{vingt neuf novembre}}{\text{onze décembre}}$ mil huit cent soixante-huit.

Vetsera m. p.
Comte *Tauffkirchen* m. p.
Comte *Errembault de Dudzeele* m. p.
E. *Vind* m. p.
Talleyrand m. p.
Andrew *Buchanan* m. p.
S. A. *Metaxa* m. p.
Bella *Caracciolo* m. p.
Br. *Gevert* m. p.
Mirza Assedullah Khan m. p.
Rilvas m. p.
H. VII. *v. Reuss*, pour la Prusse et la Confédération de l'Allemagne du Nord m. p.
Gortchacow m. p.
O. M. *Bjornstjerna* m. p.
Ad. *Glinz* m. p.
Caratheódory m. p.
C. *v. Abélé* m. p.

522. 1868

30 novembre 1868.

Ordonnance du ministère I. R. de l'Intérieur concernant le remboursement des frais de traitement de sujets anglais dans les hôpitaux austro-hongrois.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Aus Anlass eines speciellen Falles, betreffend die Hereinbringung von Verpflegskosten für in Spitälern der österreichisch-ungarischen Monarchie behandelte britische Staatsangehörige, hat die k. k. Botschaft in London dem Ministerium des Aeussern die Anzeige erstattet, dass es bei den in England bestehenden Verhältnissen überhaupt nicht möglich sei, die k. grossbritannische Regierung um Unterstützung bei Hereinbringung der Spitalkosten für im Auslände verpflegte englische Unterthanen anzugehen, und dass diese auch anderseits auf die Verwaltung der meist aus Privatmitteln gegründeten Spitäler keinen directen Einfluss ausübt.

Unter solchen Umständen sind daher Einschreiten um Hereinbringung von Verpflegskosten für britische Staatsangehörige nicht mehr zu stellen, und ist Grossbritannien den unter Z. 1 meines Erlasses vom 10. April l. J., Z. 1396/mp. benannten Staaten einzureihen, welche principiell keine Verpflegskosten-Vergütungsansprüche an uns stellen, gegen welche somit solche Ansprüche in Hinkunft auch unserseits gänzlich fallen zu lassen sind.

Hiervon beehre ich mich, Hochdieselben im Nachhange zu dem vorerwähnten Erlasse, einvernehmlich mit dem Ministerium des Aeussern, zur gefälligen Wissenschaft und Darnachachtung, sowie zur geeigneten Anweisung der unterstehenden Behörden, in die Kenntniss zu setzen.

Genehmigen etc.

Wien, am 30. November 1868.

Für den k. k. Minister des Innern:
Schlosser m. p.

1868

523.

14/2 décembre 1868.

Convention postale entre le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et celui du Prince de Servie, conclue à Pesth. Ratifiée par le ministre I. et R. des affaires étrangères à Vienne, le 30 juillet 1869; par le ministre des affaires étrangères de Servie à Belgrade. le $\frac{29 \text{ juillet}}{10 \text{ août}}$ 1869.

(R. G. B. 1869, Nr. 154.)

Postübereinkunft) vom 14./2. December 1868.*

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. etc., Roi Apostolique de Hongrie, et

le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Servie,

désirant régler le service de la correspondance entre les États respectifs au moyen d'une Convention postale, ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires les soussignés, qui sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Il y aura entre les administrations contractantes un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature, ainsi que d'articles de messagerie (Fahrpostsendungen) originaires des pays respectifs, ou provenant des pays, auxquels les administrations contractantes servent ou pourraient servir d'intermédiaire.

Article 2.

Cet échange s'effectuera au moyen des services établis ou à établir, savoir:

1° Entre Semlin et Belgrade.
2° Entre Klenak et Schabatz.
3° Entre Kubin et Smederevo (Semendria).
4° Entre Baziasch et Gradisté.
5° Entre Orsova et Tekija.

Article 3.

Si les administrations des postes contractantes jugeraient à propos d'établir un service de poste pour l'échange mutuel des cor-

*) Ces dispositions ont été, par suite d'une entente spéciale, mises en vigueur à partir du 1er octobre 1869.

respondances et des objets de messagerie dans d'autres directions 1868
que celles mentionnées à l'article précédent, elles pourront les organiser après s'être concertées réciproquement à cet égard.

Article 4.

Le nombre et l'organisation des services de poste sur les routes indiquées dans l'article 2, ainsi que les heures de départ et d'arrivée des courriers seront réglés d'un commun accord entre les administrations respectives selon le besoin du service.

Article 5.

Chaque administration supportera les frais du transport sur son propre territoire. Toutefois si les administrations contractantes jugeraient convenable de traiter avec le même entrepreneur pour l'aller et le retour entre les bureaux de frontière, elles supporteront les frais proportionnellement à la distance parcourue sur leurs territoires respectifs.

Article 6.

Les administrations contractantes désigneront d'un commun accord les bureaux, par lesquels devra avoir lieu l'échange des dépêches closes et des objets de messagerie.

Article 7.

Elles s'engagent à effectuer le transport des envois de poste internationaux et de ceux en transit par les moyens les plus accélérés dont elles pourront disposer.

Elles feront à cet effet dresser et se communiqueront mutuellement les tableaux indiquant la direction à donner aux envois de poste.

Article 8.

Il sera organisé un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature ainsi que d'articles de messagerie entre les bureaux de poste i. et r. établis en Turquie et la Servie.

Cet échange s'effectuera à Alexinatz par l'intermédiaire d'un Agent du Gouvernement i. et r.

Article 9.

Seront expédiés par la poste aux lettres:
les lettres sans valeur déclarée,
les échantillons de marchandises,
les journaux et les imprimés de toute nature,
les mandats de poste.

1868 Le poids des lettres, des échantillons et des imprimés ne devra pas excéder quinze loth (75 drammes).

Sont compris dans les articles de messagerie:

les lettres avec valeur déclarée,

les groups d'argent,

les paquets (colis) avec ou sans déclaration de valeur,

les envois contre remboursement (Nachnahme).

L'affranchissement des lettres ordinaires, c'est-a-dire non-recommandées et sans valeur déclarée, qui seront expédiées de l'un des pays contractants à destination de l'autre, est facultatif.

Les envoyeurs pourront à leur choix en payer le port d'avance jusqu'à destination, ou le laisser à la charge des destinataires.

Article 10.

En ce qui concerne le port à percevoir pour les lettres, la Monarchie austro-hongroise sera divisée en deux rayons:

Le premier rayon comprendra: la Hongrie, la Transylvanie, la Croatie, la Slavonie et la Frontière Militaire.

Les autres pays de la Monarchie seront compris dans le second rayon.

Le port sera fixé:

1° pour chaque lettre simple affranchie originaire du premier rayon à destination de la Servie, à cinq (5) kreuzer;

2° pour chaque lettre simple non-affranchie originaire de la Servie à destination du premier rayon à dix (10) kreuzer;

3° pour chaque lettre simple affranchie originaire du second rayon à destination de la Servie à sept (7) kreuzer;

4° pour chaque lettre simple non affranchie, originaire de la Servie, à destination du second rayon à quatorze (14) kreuzer.

D'autre part le port à percevoir en Servie sera fixé:

1° pour chaque lettre simple affranchie, originaire de la Servie à destination du premier rayon à vingt cinq (25) para;

2° pour chaque lettre simple non affranchie, originaire du premier rayon, à destination de la Servie à cinquante (50) para;

3° pour chaque lettre simple affranchie, originaire de la Servie, à destination du second rayon à trente cinq (35) para;

4° pour chaque lettre simple non-affranchie, originaire du second rayon à destination de la Servie à soixante dix (70) para.

Article 11.

Seront considérées comme lettres simples celles, dont le poids n'excède pas un loth, si elles seront expédiées de la Monarchie Austro-Hongroise pour la Servie, et dont le poids n'excède pas cinq (5)

drammes, si elles seront expédiées de la Servie pour la dite Monarchie. 1868

De loth à loth (de 5 drammes à 5 drammes) sera ajouté un port simple en sus.

Article 12.

Les produits des taxes à percevoir en vertu de larticle 10 pour les correspondances entre le premier rayon et la Servie resteront entièrement au profit de l'administration par laquelle les taxes auront été perçues.

Le port à percevoir pour les correspondances entre le second rayon et la Servie sera partagé dans la proportion de cinq septièmes ($^5/_7$) au profit de la Monarchie Austro-Hongroise et de deux septièmes ($^2/_7$) au profit de la Servie.

Article 13.

Des lettres recommandées pourront être expédiées de l'un des pays contractants pour l'autre, et autant que possible à destination des pays auxquels les administrations contractantes servent ou pourront servir d'intermédiare.

Le port des lettres recommandées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Toute lettre recommandée, adressée de l'un des pays contractants dans l'autre, supportera au départ en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids un droit fixe de 10 kreuzer ou de 40 para suivant le cas.

Ce droit fixe demeurera acquis à l'office expéditeur.

Les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature recommandés, adressés de l'un des pays contractants dans l'autre, supporteront en sus de la taxe modérée fixée par l'article 17, le droit fixe susdit et seront à tout autre point traités comme lettres recommandées.

Les lettres recommandées ne devront porter aucune déclaration de valeur.

Article 14.

L'envoyeur de tout objet recommandé pourra demander au moment du dépôt de l'objet, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas il payera d'avance pour le port de l'avis une taxe uniforme de 10 kreuzer (40 para) suivant le cas.

Cette taxe demeurera acquise à l'office expéditeur.

Article 15.

Les feuilles de réclamation adressées sur la demande des envoyeurs de l'un des pays contractants dans l'autre devront être

1868 affranchies moyennant le payement d'une taxe de 10 kreuzer ou 40 para, si l'envoyeur n'a pas payé un avis de réception.

Cette taxe demeurera acquise à l'administration par laquelle elle aura été perçue.

Cependant si la réclamation aura été produite par une faute de la poste, le réclamant pourra demander le remboursement de la taxe susdite.

Article 16.

Dans le cas où quelque objet recommandé, expédié de l'un des pays contractants pour l'autre se perdrait par la faute d'un employé de poste, celle des administrations contractantes sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, payera à l'envoyeur une indemnité de vingt (20) florins valeur autrichienne (250 piastres) dans le délai de deux mois à partir du jour de la réclamation.

Le droit de réclamer expire après six mois à dater du jour de la remise de la lettre.

Passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Article 17.

Les échantillons de marchandises et les épreuves d'imprimerie portant des corrections typographiques ainsi que les manuscrits joints à ces épreuves et s'y rapportant, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces, prix-courants etc. imprimés, lithographiés, ou metallographiés, expédiés de l'un des pays contractants dans l'autre, seront affranchis jusqu'à destination, moyennant le payement d'une taxe de deux (2) kreuzer, respectivement dix (10) para par $2^1/_2$ loth (12 drammes) ou fraction de ce poids.

Article 18.

La taxe de 2 kreuzer ou 10 para prévue pour les échantillons, imprimés etc. demeurera acquise entièrement au profit de l'administration par laquelle elle aura été perçue, si les envois sont expédiés du premier rayon à destination de la Servie, ou vice-versa.

La même taxe sera partagée dans la proportion de trois cinquièmes ($^3/_5$) au profit de la Monarchie Austro-Hongroise, et de deux cinquièmes ($^2/_5$) au profit de la Servie, si les envois sont originaires du second rayon à destination de la Servie, ou vice-versa.

Article 19.

Les échantillons de marchandises ne pourront être expédiés que sous les conditions requises par les lois de douane de chaque pays.

Il devront n'avoir aucune valeur vénale, être placés sous bande, ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature; ils ne

devront porter d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix. 1868

Les épreuves d'imprimerie corrigées et les manuscrits qui s'y trouveront joints, devront également être placés sous bande et ne pourront contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu.

Les journaux et imprimés de toute nature devront également être mis sous bande et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Les échantillons de marchandises, les épreuves et les imprimés de toute nature qui ne réuniraient pas les conditions ci-dessus exprimées ou dont le port serait laissé à la charge des destinataires, seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

Article 20.

L'envoyeur de toute lettre recommandée, expédiée de l'un des pays contractants dans l'autre pourra demander au moment du dépôt de la lettre, qu'elle soit remise au destinataire par un exprès aussitôt après son arrivée, à la condition toutefois que la lettre soit destinée pour un lieu, où se trouve un bureau de poste; dans ce cas il payera d'avance pour la remise par exprès une taxe fixe de quinze (15) kreuzer (75 para), laquelle sera acquise entièrement au bureau de destination.

Article 21.

Les administrations contractantes pourront se livrer réciproquement à découvert des lettres, des échantillons de marchandises, et des imprimés de toute nature à destination ou originaires des pays étrangers auxquels elles servent ou pourraient servir d'intermédiaire.

Les correspondances entre les États Allemands et le Grand-Duché de Luxembourg d'une part et la Servie d'autre part, seront en tous points traitées comme les correspondance entres le second rayon de la Monarchie Austro-Hongroise d'une part et la Servie d'autre part.

Les administrations contractantes se payeront réciproquement pour les correspondances à destination ou originaires des pays étrangers les taxes fixées par les respectives Conventions en vigueur ou à conclure dans l'avenir.

Les administrations des postes I. et R. payeront à l'administration des postes de Servie pour les correspondances affranchies originaires des pays étrangers à destination de la Servie et pour les correspondances non-affranchies originaires de la Servie à destination des pays étrangers, les mêmes sommes que pour les correspondances échangées entre les pays contractants.

1868 L'affranchissement facultatif ou obligatoire jusqu'à destination ou jusqu'à une certaine limite des correspondances mentionnés dans le présent article, les conditions que devront remplir les échantillons de marchandises et les imprimés pour jouir de la taxe modérée, les conditions du chargement des lettres etc. dépendront des stipulations des dites Conventions postales.

Article 22.

Les taxes à percevoir pour les correspondances échangées entre les bureaux de poste I. et R. établis en Turquie et la Servie seront fixées, savoir:

I Pour les correspondances entre Sofia et la Servie:

La taxe d'une lettre simple affranchie sera fixée à dix (10) kreuzer (50 para),

la taxe d'une lettre simple non-affranchie à quinze (15) kreuzer (75 para), et

la taxe pour les échantillons et pour les imprimés à deux (2) kreuzer (10 para) par $2^1/_2$ loth (12 drammes).

II. Pour les correspondances entre les bureaux de poste I. et R. établis dans la Turquie d'Europe à l'exception de l'Albanie et de l'île de Candie d'une part et la Servie d'autre part.

La taxe d'une lettre simple affranchie sera fixée à quinze (15) kreuzer (75 para);

la taxe d'une lettre simple non-affranchie à vingt (20) kreuzer (100 para), et

la taxe pour les échantillons et pour les imprimés à trois (3) kreuzer (15 para) par $2^1/_2$ loth (12 drammes).

III. Pour les correspondances entre les bureaux de poste I. et R. établis dans la Turquie d'Asie, dans l'Égypte, dans l'île de Candie et dans l'Albanie d'une part et la Servie d'autre part.

La taxe d'une lettre simple affranchie sera fixée à vingt (20) kreuzer (100 para);

la taxe d'une lettre simple non-affranchie à vingtcinq (25) kreuzer (125 para), et

la taxe pour les échantillons et pour les imprimés à quatre (4) kreuzer (20 para) par $2^1/_2$ loth (12 drammes).

Article 23.

Les taxes mentionnées dans l'article précédent seront partagées ainsi qu'il suit:

À l'administration des postes de Servie reviendront cinq (5) 1868
kreuzer (25 para) pour chaque lettre simple affranchie ou non-affranchie et un 1 kreuzer (5 para) par $2^1/_2$ loth (12 drammes) pour les échantillons et les imprimés.

Le reste reviendra aux administrations des postes I. et R.

Article 24.

L'affranchissement des correspondances de toute nature pourra s'effectuer dans les pays contractants au moyen des timbres-poste respectifs.

Article 25.

Lorsque le montant des timbres-poste, dont une lettre est revêtue, sera inférieur à la taxe établie pour en opérer l'affranchissement, cette lettre devra être considérée comme non-affranchie et traitée en conséquence sous déduction de la valeur des timbres-poste insuffisamment employés.

Les objets sous bande admis au bénéfice d'une modération de taxe moyennant affranchissement obligatoire, seront en cas d'affranchissement insuffisant taxés comme lettres non-affranchies sauf déduction du prix des timbres-poste y appliqués.

Article 26.

Les correspondances de toute nature mal adressées ou mal dirigées seront sans aucun délai renvoyés pour le prix auquel l'office envoyeur les aura livrées en compte à l'autre office.

Les correspondances, qui pour une raison quelconque ne pourront pas être remises aux destinataires devront être renvoyées de part et d'autre.

Celles qui auront été livrées affranchies, seront renvoyées sans taxe ni décompte; celles qui auront été livrées en compte, seront rendues pour le prix pour lequel elles auront été originairement comptées par l'office envoyeur.

Article 27.

Les correspondances internationales réexpédiées par suite du changement de résidence des destinataires, ne devront pas à raison de cette réexpédition être soumises à une taxe supplémentaire.

Les correspondances recommandées en cas de réexpédition seront traitées comme telles sans être soumises à un nouveau droit de chargement.

Article 28.

La correspondance exclusivement relative aux différents services publics, adressée d'un pays dans l'autre et dont la circulation en

1868 franchise aura été autorisée sur le territoire du pays, auquel appartient l'autorité ou le fonctionnaire de qui émane cette correspondance, sera transmise exempte de tout prix de port.

Si l'autorité ou le fonctionnaire, à qui elle est adressée, jouit pareillement de la franchise, elle sera délivrée sans taxe, dans le cas contraire cette correspondance ne sera passible que de la taxe territoriale du pays de destination.

Article 29.

Les administrations contractantes s'entendront sur un service international des mandats de poste d'après les bases suivantes:

Le maximum d'un mandat de poste sera fixé à soixante-quinze (75) ou cent (100) florins, valeur autrichienne ou l'équivalent en piastres.

La taxe ne devra être plus élevée que vingt (20) kreuzer (100 para) pour les mandats jusqu'à la moitié du maximum et quarante (40) kreuzer (5 piastres) pour les mandats excédant la moitié du maximum.

Les administrations contractantes garantiront au public les sommes versées.

La taxe sera toujours acquittée d'avance par l'expéditeur. Elle sera partagée à moitié entre les administrations contractantes.

Article 30.

Les bureaux de poste des administrations contractantes accepteront et effectueront réciproquement des abonnements aux journaux publiés soit dans les pays contractants soit à l'étranger et ils se chargeront aussi de l'expédition de ces journaux.

La taxe que les administrations contractantes percevront pour effectuer l'abonnement et l'expédition des journaux qui paraissent dans leurs pays respectifs, sera de 25$^0/_0$ du prix net du journal, abstraction faite des droits de finances et sera partagée entre les administrations contractantes dans la proportion de 15$^0/_0$ au profit de la Monarchie Austro-Hongroise et de 10$^0/_0$ au profit de la Servie.

Article 31.

Les bureaux de poste des administrations contractantes se livreront réciproquement les journaux publiés à l'étranger pour le prix que les abonnés payent dans leur propre pays, lorsqu'ils reçoivent ces journaux par la poste.

Article 32.

L'affranchissement des articles de messagerie expédiés de l'un des pays contractants à destination de l'autre est facultatif.

Les envoyeurs pourront à leur choix en payer le port d'avance 1868
jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière, ou ils pourront le laisser entièrement à la charge des destinataires.

Les taxes seront perçues d'après les tarifs en vigueur dans le pays d'origine et le pays de destination.

Article 33.

Les articles de messagerie échangés entre les bureaux de poste I. et R. établis en Turquie d'une part et la Servie d'autre part seront de part et d'autre affranchis jusqu'à la frontière et taxés d'après les tarifs en vigueur dans le pays d'origine et le pays de destination.

Article 34.

En ce qui concerne les articles de messagerie entre les bureaux de frontière situés à l'opposite les uns des autres, les taxes seront perçues ainsi qu'il suit:

I° Aux articles affranchis originaires:

1° de Semlin à destination de Belgrade,
2° de Klenak à destination de Schabatz,
3° de Kubin à destination de Smederevo (Semendria),
4° de Baziasch à destination de Gradisté,
5° d'Orsova à destination de Tekija,

et aux articles non-affranchis vice-versa sera appliquée la taxe fixée pour la moindre distance par les tarifs en vigueur dans la Monarchie Austro-Hongroise.

II° Aux articles affranchis originaires:

1° de Belgrade à destination de Semlin,
2° de Schabatz à destination de Klenak,
3° de Smederevo (Semendria) à destination de Kubin,
4° de Gradisté à destination de Baziasch,
5° de Tekija à destination d'Orsova,

et aux articles non-affranchis vice-versa sera appliquée la taxe fixée pour la moindre distance par les tarifs en vigueur dans la Servie.

Article 35.

L'envoyeur de tout article de messagerie pourra demander au moment du dépôt de l'objet qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire. Dans ce cas il payera d'avance pour le port de l'avis la taxe comme pour les lettres établie par l'article 14; cette taxe demeurera acquise à l'office expéditeur.

Article 36.

La lettre de voiture qui accompagnera les articles de messagerie, sera exempte de toute taxe supplémentaire, pourvu qu'elle n'excède

1868 pas le poids d'un loth, respectivement 5 drammes; en cas contraire elle sera taxée comme lettre ordinaire (articles 10 et 11).

Article 37.

Quand plusieurs colis seront accompagnés d'une seule lettre de voiture, les taxes seront néanmoins perçues séparément pour chaque colis.

Article 38.

Les articles de messagerie renvoyés au lieu d'origine pour une raison quelconque et les articles réexpédiés par suite du changement de résidence des destinataires seront soumis à une nouvelle taxe comme s'ils avaient été de nouveau mis à la poste.

Article 39.

Les articles de messagerie que les autorités et les fonctionnaires désignés à l'article 28 échangeront entr'eux seront expédiés exempts du port.

Article 40.

Il sera permis de faire suivre sur les articles de messagerie et les lettres, des remboursements dont le maximum sera fixé à soixante-quinze (75) ou à cent (100) florins valeur autrichienne ou l'équivalent en piastres.

Il sera permis de faire suivre des remboursements d'une somme plus élevée lorsqu'ils ont pour objet des frais de transport et des déboursés grévant les envois.

L'expéditeur ne peut pas exiger le payement du montant d'un remboursement avant que l'office postal du lieu de destination n'ait donné avis que le destinataire a retiré l'envoi.

Les envois contre remboursement sont soumis à la taxe de messagerie. Il est en outre prélévé pour le remboursement un droit dont la proportion sera fixée par l'Administration postale du pays de consignation.

Ce drot revient à l'Administration dont l'office de poste fait suivre le remboursement.

Si un envoi chargé de remboursement n'est pas retiré et payé dans le terme de 14 jours à dater du jour de l'arrivée à destination, l'envoi doit immédiatement à l'expiration de ce terme être retourné à l'office postal d'origine.

Cette disposition s'applique également aux envois contre remboursement portant l'indication „poste restante".

Les Administrations des postes contractantes s'entendront sur le terme à partir duquel elles mettront en vigueur les dispositions précédentes.

Article 41. 1868

L'expéditeur d'un article de messagerie aura la faculté de déclarer la valeur du contenu pour laquelle il sera garanti en cas de perte ou d'avarie de l'objet.

En cas de perte ou d'avarie d'un article de messagerie l'indemnité sera payée en raison de la valeur déclarée à moins que l'Administration ne fournisse la preuve, que la valeur déclarée est supérieure à la valeur réelle de l'article.

Dans ce cas l'Administration n'est tenue qu'au remboursement de celle-ci.

Lorsque l'expéditeur n'aura pas fait de déclaration de valeur, il n'aura droit qu'à une indemnité correspondant à la perte réelle ou à l'avarie réelle, laquelle indemnité ne pourra dépasser 1 florin 50 kreuzer valeur autrichienne (18 piastres 30 para) par une livre ou par toute fraction de ce poids.

En règle générale l'indemnité est payée à l'expéditeur de l'objet.

Toutefois elle pourra être acquittée entre les mains du destinataire, si l'expéditeur le demande expréssement ou si celui-ci est inconnu ou introuvable.

Article 42.

Les Administrations ne sont ni responsables ni tenues au remboursement des pertes ou des avaries résultant d'un cas de guerre, pourvu que le public sera prévenu d'avance, que la poste cesse toute responsabilité, d'un vice propre à la chose ou de la faute de l'expéditeur.

Elles ne le sont non plus des dommages indirects et des bénéfices non réalisés.

Les Administrations n'assument aucune responsabilité dans les cas suivants:

1° Si les avaries n'ont pas été constatées dès l'arrivée des objets et avant leur acceptation par le destinataire.

2° Si l'emballage ne porte aucune trace extérieure de bris ou de mouillure.

3° Si lorsqu'il s'agit d'un paquet déclaré à la valeur ou d'une lettre contenant de l'argent, le poids de l'objet à son arrivée au lieu de destination est trouvé conforme à celui constaté par le bureau expéditeur.

Article 43.

En cas de retard soit dans le transport, soit dans la remise des objets, les Administrations contractantes ne sont responsables dans la mesure de l'article 41 qu'en tant que le retard aura eu pour conséquence de détériorer complétement ou partiellement et pour toujours le contenu du paquet.

1868 Dans aucun cas les Administrations contractantes n'auront regard aux variations de cours ou de marché.

Article 44.

Un délai de six mois à partir de la date du dépôt de l'objet est accordé à l'expéditeur pour faire valoir ses droits à une indemnité. Passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Article 45.

Les Administrations contractantes répondront réciproquement des pertes et des avaries d'après les principes établis aux articles 41 à 44 et sur leurs parcours.

Lorsqu'une perte ou avarie se produira sur un parcours étranger aux parties contractantes, l'Administration en cause fera valoir auprès de l'Administration étrangère la réclamation de l'expéditeur à une indemnité avec le même intérêt que s'il s'agissait de ses propres envois et conformément aux dispositions des conventions existantes entre les Administrations contractantes et l'Administration étrangère.

Article 46.

Les articles de messagerie échangés entre la Servie et les pays étrangers expédiés à travers la Monarchie Austro-Hongroise seront soumis quant au parcours du territoire de la Servie aux mêmes tarifs et règlements que les objets originaires ou à destination des pays contractants.

Quant au parcours à partir de la frontière de la Servie jusqu'à destination et vice-versa ces objets seront soumis aux taxes et règlements en vigueur entre la Monarchie Austro-Hongroise et les pays étrangers respectifs.

Article 47.

Les Administrations contractantes admettront l'expédition au moyen d'estafettes de lettres et autres objets sans valeur déclarée.

Les taxes des estafettes devront toujours être acquittées d'avance jusqu'à destination.

Dans le cas, où un objet expédié par estafette viendrait à être perdu par la faute d'un employé de poste, l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu restituera à l'envoyeur les taxes payées pour le transport de l'estafette et lui payera une indemnité de vingt florins valeur autrichienne ou 250 piastres.

La réclamation résultant de la perte d'un objet expédié par estafette ne sera admissible que pendant six mois à dater du jour de la remise de l'objet.

Article 48. 1868

L'Administration des postes de Servie s'engage à faire transporter à travers son territoire les lettres, les imprimés, les échantillons et les articles de messagerie que les bureaux de poste dans la Monarchie Austro-Hongroise échangeront en dépêches closes ou en sacs fermés avec les bureaux de poste I. et R. établis en Turquie.

Les Administrations des postes de la Monarchie Austro-Hongroise payeront à l'Administration des postes de Servie pour le transit des envois sus-dits:

a) quarante (40) kreuzer par livre (Zoll-Pfund) poids brut pour les lettres;

b) six (6) kreuzer par livre poids brut pour les échantillons et les imprimés de toute nature;

c) six (6) kreuzer par livre poids brut et trois (3) kreuzer par cent (100) florins de la valeur déclarée pour les articles de messagerie.

Ces envois seront exempts en Servie de tout procédé de douane.

L'Administration des postes de Servie répondra et garantira en cas de perte ou d'avarie des envois transportés à travers son territoire d'après les principes établis dans la présente convention pour les envois échangés entre la Servie et la Monarchie Austro-Hongroise.

L'échange des envois à la frontière entre la Servie et la Turquie sera effectué par l'intervention d'un agent du Gouvernement I. et R. résidant à Aléxinatz.

Article 49.

Les Administrations contractantes dresseront chaque mois les comptes résultant de la transmission des correspondances, des dépêches closes, des articles de messagerie et des estafettes qu'elles se livreront réciproquement en vertu des dispositions de la présente convention.

Les comptes auront pour base et pour justification les accusés de réception des envois effectués pendant la période mensuelle à laquelle ils se rapportent.

Le solde sera payé à l'expiration de chaque trimestre sur la base d'un compte général, qui sera dressé aux soins du Ministère Royal hongrois de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce à Pest.

Le payement aura lieu en monnaie sonnante valeur autrichienne (argent) ou en lettre de change pour la somme entière dans la dite monnaie et le solde sera remis à la caisse de poste Royale hongroise à Pest, ou au Ministère de l'Intérieur à Belgrade selon que l'une ou l'autre des Administrations contractantes sera reconnue redevable envers l'autre.

Le payement devra être effectué dans les trois mois qui suivront le trimestre auquel le compte général se rapportera.

1868 Le résultat des différences rélevées sur les comptes d'un trimestre sera porté dans le compte du trimestre suivant.

La liquidation des comptes aura lieu sur le pied d'un florin valeur autrichienne pour douze et demi piastres.

Article 50.

Les Administrations contractantes arrêteront par un règlement la forme des comptes et tout autre mesure de détail et d'ordre nécessaire pour assurer l'exacte exécution de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les Administrations contractantes toutes les fois que d'un commun accord elles en reconnaitront la nécessité.

Article 51.

La présente Convention entrera en vigueur le 1 juillet 1869 et demeurera obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des Administrations contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les Administrations contractantes après l'expiration du dit terme.

La présente Convention sera ratifiée par les Gouvernements respectifs et les ratifications seront échangées à Belgrade.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention en double expédition et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Pest, le $\frac{\text{quatorze}}{\text{second}}$ décembre mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) Michael *Gervay* m. p.,

Conseiller de section auprès du Ministère hongrois de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, Directeur-Général des Postes du Royaume.

(L. S.) Mladen Z. *Radojcovits* m. p.,

Secrétaire de la Section des Postes et des Télégraphes de Servie.

(L. S.) François *Pilhal* m. p.,

Conseiller auprès du Ministère du Commerce I. R. autrichien.

524.

1868

15 décembre 1868.

Ordonnance circulaire du ministère I. R. de l'Intérieur concernant la reconnaissance de l'hôpital austro-hongrois à Galata à Constantinople comme hôpital public.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des Ministeriums des Innern an sämmtliche Länderchefs.

Im Nachhange meines Erlasses vom 7. Mai l. J., Z. 2983, sowie in Erledigung der in Angelegenheit der Anerkennung des österr.-ungar. Nationalspitales zu Galata in Constantinopel als einer allgemeinen öffentlichen Krankenheilanstalt erstatteten Berichte, habe ich die Ehre, Euer . . . zu eröffnen, dass ich, gestützt auf die, theils durch Ausschuss-, theils durch einfache Landtagsbeschlüsse, zum Theile aber im Gesetzgebungswege gegebenen Zustimmungserklärungen sämmtlicher im Reichsrathe vertretenen Länder, das österr.-ungar. Nationalspital zu Galata in Constantinopel nunmehr als eine allgemeine öffentliche Krankenheilanstalt im Sinne der hierortigen Erlässe vom 6. März 1855, Z. 6382 und 4. December 1856, Z. 26641, für die diesseitige Reichshälfte anzuerkennen finde, und dass es sonach Euer . . . . gefällig sein wolle, die geeigneten Verfügungen zu treffen, damit die jeweilig in Anforderung kommenden Verpflegs- und Beerdigungskosten für in das Euer . . . . Leitung unterstehende Verwaltungsgebiet zuständige k. k. österreichische Unterthanen im Sinne der obigen Vorschriften vergütet werden.

Für den k. k. Minister des Innern:
Wehli.

525.

27 décembre 1868.
20 janvier 1869.

Déclaration postale faite entre l'Autriche-Hongrie et les Pays-Bas.

(Arch. dipl. 1869, IV, p. 1437.)

Déclaration postale du 27 décembre 1868.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique déclare par l'organe du soussigné, Ministre des Affaires Étrangères:

1868 1° D'adhérer aux dispositions convenues dans l'article 21, II 2, de la convention de poste entre les Pays-Bas et la Confédération de l'Allemagne du Nord, du 1er septembre 1868, par lesquelles le droit de transit à payer par l'administration des postes des Pays-Bas pour le transport des dépêches closes, renfermant des correspondances entre le Royaume des Pays-Bas et les établissements Néerlandais aux Indes Orientales sur la distance des territoires de l'Empire Austro-Hongrois et de la Confédération de l'Allemagne du Nord à parcourir depuis Emmerich jusqu'à Trieste et vice versa, a été fixé à deux gros d'argent par poids net de 30 grammes, pour les lettres, et à un quart d'un gros d'argent par poids net de 40 grammes pour les imprimés et pour les échantillons de marchandises;

2° De faire expédier et transporter les dites depêches closes sur la distance de Trieste à Alexandrie et vice versa par l'intermédiaire des bateaux à vapeur de la Société du Lloyd Autrichien, moyennant un prix à payer par l'administration des postes des Pays-Bas de dix kreuzer, monnaie autrichienne (deux gros d'argent) par poids net de 30 grammes pour les lettres, et d'un kreuzer et un quart (un quart d'un gros d'argent) par poids net de 40 grammes pour les imprimés et pour les échantillons de marchandises.

Les présentes stipulations sont mises à exécution à dater du 1er octobre 1868.

Vienne, le 27 décembre 1868.

Le Chancelier de l'Empire, Ministre de la Maison Impériale et des Affaires Étrangères:

(L. S.) Signé: *von Beust.*

Déclaration postale du 20 janvier 1869.

Le Gouvernement des Pays-Bas déclare par l'organe du soussigné, Ministre des Affaires Étrangères, que:

1° Par suite de l'adhésion du Gouvernement de S. M. Impériale et Royale Apostolique aux dispositions convenues dans l'article 21 II. 2, de la convention de poste entre les Pays-Bas et la Confédération de l'Allemagne du Nord, du 1er septembre 1868, par lesquelles le droit de transit à payer par l'administration des postes des Pays-Bas pour le transport des dépêches closes, renfermant les correspondances entre le Royaume des Pays-Bas et les établissements Néerlandais aux Indes Orientales sur la distance des territoires de l'Empire Austro-Hongrois et de la Confédération de l'Allemagne du Nord à parcourir depuis Emmerich jusqu'à Trieste et vice versa a été fixé à deux gros d'argent par poids net de 30 grammes pour les lettres, et à un quart d'un gros d'argent par poids net de 40 grammes pour les imprimés et pour les échantillons de marchandises.

2° En vertu du consentement du même Gouvernement de Sa 1868
Majesté Impériale et Royale Apostolique de faire expédier et transporter les dites dépêches closes sur la distance de Trieste à Alexandrie et vice versa par l'intermédiaire des bateaux à vapeur de la Société du Lloyd Autrichien, moyennant un prix à payer par l'administration des postes des Pays-Bas de dix kreuzer, monnaie autrichienne (deux gros d'argent), par poids net de 30 grammes pour les lettres et d'un kreuzer et un quart (un quart d'un gros d'argent) par poids net de 40 grammes pour les imprimés et pour les échantillons de marchandises.

Les présentes stipulations sont mises à exécution à dater du 1er octobre 1868.

La Haye, le 20 janvier 1869.

(L. S.) Signé: *Roest van Limburg.*

526.

30 décembre 1868.

Déclaration par laquelle la réduction des taxes stipulées par l'arrangement du 22 juillet 1868 pour les correspondances télégraphiques, échangées entre l'Angleterre et les bureaux d'Autriche et de Hongrie sont étendues aux correspondances échangées par la voie de l'Autriche entre le Royaume Uni d'une part, et la Turquie, la Servie, les Principautés Unies et la Grèce d'autre part.

(T. V. B. 1869, Nr. 8.)

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, le Gouvernerment de Sa Majesté l'Empereur des Français, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de la Confédération Suisse, désirant favoriser par une modération de taxes dans les limites autorisées par la convention de Paris, revisée à Vienne, le 21 juillet 1868, le mouvement des correspondances télégraphiques en provenance ou à destination de l'Angleterre, les dispositions suivantes ont été dans ce but arrêtées d'un commun accord:

1° Les réductions de taxes stipulées par l'arrangement conclu à Vienne, le 22 juillet 1868 entre les délégués de l'Autriche et de la Hongrie, de la France, de l'Italie et de la Suisse pour les correspondances télégraphiques échangées entre l'Angleterre et les bureaux d'Autriche et de Hongrie sont étendues aux correspondances

1868 échangées par la voie de l'Autriche entre le Royaume uni d'une part et la Turquie, la Servie, les Principautés Unies et la Grèce d'autre part.

2° La présente déclaration exécutoire à partir du 1er janvier 1869 aura la même durée que l'arrangement du 22 juillet 1868.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en quadruple expédition, le 30 du mois de décembre 1868.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *Pepoli* m. p.
(L. S.) *Gramont* m. p. (L. S.) *v. Tschudi* m. p.

527.

30 décembre 1868.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce pour la mise à exécution de la convention télégraphique internationale, revisée à Vienne, le 21 juillet 1868.

(T. V. B. 1868, 22.)

Vollzugsvorschrift zu dem in Paris am 17. Mai 1865 abgeschlossenen und in Wien am 21 Juli 1868 revidirten internationalen Telegraphenvertrage.

Der internationale Telegraphenvertrag ddo. Wien den 21. Juli 1868 nebst dem dazu gehörenden Reglement für den internationalen Telegraphendienst (s. Tel. V. Bl. Nr. 21) tritt am 1. Jänner 1869, und zwar an Stelle des Telegraphenvertrages ddo. Paris den 17. Mai 1865 in Kraft.

Von demselben Zeitpunkte an werden die für die internationale Correspondenz theilweise noch geltenden Bestimmungen des Brüsseler Vertrages vom 30. Juni 1858 vollständig, und jene des Schweriner Vertrages vom 30. September 1866 hinsichtlich des Vereinsverkehres insoweit ausser Wirksamkeit gesetzt, als sie mit den reglementarischen Bestimmungen des Wiener Vertrages nicht im Einklange stehen.

Inwieferne in den besonderen Verträgen und Specialübereinkommen mit den an die österreichisch-ungarische Monarchie angrenzenden Nachbarstaaten vom 1. Jänner 1869 an eine Aenderung einzutreten habe, ist in der Vollzugsvorschrift vom 30. d. M., Z. 9820-T., angegeben.

Hiernach ist die telegraphische Correspondenz sowohl im internen als auch im vereinsländischen und internationalen Verkehre nur mehr nach den einheitlichen Grundsätzen des Vertrages ddo. Wien den 21. Juli 1869 zu behandeln, wobei jedoch

darauf Rücksicht zu nehmen ist, dass der bisher giltige Zonen- 1868
tarif für den internen und vereinsländischen Verkehr bis auf weiteres ungeändert bleibt, und dass im Verkehre mit jenen Nachbarstaaten, in denen besondere Vereinbarungen bestehen, nicht die Gebührensätze des internationalen Wiener Vertrages, sondern die in den betreffenden Uebereinkommen festgesetzten Taxen Anwendung zu finden haben.

Die Depeschenbeförderungsgebühren, welche in Folge dessen im Verkehre mit den Stationen des In- und Auslandes einzuheben sind, sind in der laut Verordnung vom 30. d. M., Z. 8473-T., herausgegebenen neuen Telegraphen-Tarifzusammenstellung angegeben; in derselben ist auch die neue Telegraphenordnung enthalten, welche an der Stelle der zum Schweriner Vertrage vom 30. September 1865 gehörigen Telegraphenordnung und beziehungsweise der Vereinsdienstanweisung zu treten hat.

In Betreff der Veränderungen, welche der internationale Pariser Vertrag durch die Revision seitens der internationalen Wiener Conferenz erfahren hat, wird bemerkt, dass die bezüglichen Stellen im deutschen und französischen Texte (Tel. V. Bl. Nr. 21) durch hervortretende Schrift ersichtlich gemacht sind.

Indem den verschiedenen Organen der Telegraphenanstalt hierdurch das Mittel geboten ist, die neuen dienstlichen Vorschriften mit Leichtigkeit kennen zu lernen, werden dieselben nur auf folgende Bestimmungen besonders aufmerksam gemacht.

Die für den telegraphischen Verkehr zugelassenen Sprachen (Artikel 9 des Vertrages) sind in der Tarifzusammenstellung (auf Seite X) angegeben.

Dienstnotizen über die Unbestellbarkeit einzelner Depeschen (Artikel 19 des Vertrages und XIV des Reglements) sind von der Adressstation, insoferne die Adresse des Aufgebers bekannt ist, jederzeit zu bestellen.

Die von dem Aufgeber der Ursprungsdepesche bezahlten Antwortgebühren (Artikel 24 des Vertrages und XVII des Reglements), deren Höhe als Dienstnotiz mitzutelegraphiren ist, sind dem Adressaten von der Adressstation bar und gegen Bestätigung auf dem Empfangscheine bei Zustellung der Depesche auszufolgen. Ist die Ursprungsdepesche, bei deren Aufgabe die Gebühr für das Antworttelegramm bezahlt worden ist, unbestellbar, oder verweigert der Adressat die Annahme des vom Aufgeber für die Antwort vorausbezahlten Betrages, so ist letzterer für die Beförderung der die Antwort vertretenden Amtsdepesche in Einnahme zu verrechnen.

Die Gebühren für Depeschen nach aussereuropäischen Ländern sind vorläufig in klingender Münze (Artikel 33 des Vertrages) einzuheben.

1868 Die besonderen Bestimmungen, welche im internen Verkehre zu berücksichtigen sind, werden in einem Nachtrage zur Telegraphenordnung kundgemacht werden.

Die Veränderungen, welche durch den internationalen Telegraphenverkehr für die Rechnungslegung der Telegraphenstationen bedingt werden, sind in der Instruction vom 29. December d. J., Z. 9820-T., enthalten.

Wien, am 30. December 1868.

528.

30 décembre 1868.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce pour la mise à exécution des conventions et arrangements télégraphiques conclus par suite de la convention internationale de 1868 à Vienne.

(T. V. B. 1868, Nr. 22.)

Vollzugsvorschrift zu den am 22., 24. und 25. Juli 1868 in Wien abgeschlossenen Uebereinkommen in Betreff der Behandlung und Tarifirung der telegraphischen Correspondenz mit Italien, Russland, Grossbritannien und Irland und der Schweiz, dann der gebührenfreien Weiterbeförderung der Depeschen mittelst Post.

In Vollziehung der am 22., 24. und 25. Juli 1868 aus Anlass der zweiten internationalen Telegraphenconferenz zu Wien abgeschlossenen besonderen Uebereinkommen und Vereinbarungen in Betreff der Behandlung und Tarifirung der telegraphischen Correspondenz mit Grossbritannien und Irland, mit Italien, mit Russland und mit der Schweiz, sowie in Betreff der gebührenfreien Weiterbeförderung der Depeschen mittelst Post werden den Telegraphenstationen die nachstehenden Bestimmungen zur genauen und gewissenhaften Darnachachtung bekannt gegeben.

I. Uebereinkunft zwischen Oesterreich-Ungarn und der Schweiz, ddo. Wien, 22. Juli 1868.

Die Taxirung der nach dem 31. December 1868 zwischen Oesterreich-Ungarn und der Schweiz via Höchst gewechselten Depeschen hat nicht nach den Gebührentabellen des internationalen Telegraphenvertrages, sondern nach den im Specialübereinkommen mit der Schweiz angesetzten Tarifsätzen stattzufinden.

Diese Tarifsätze sind in der gleichzeitig herausgegebenen, am 1868
1. Jänner 1869 in Kraft tretenden Tarifzusammenstellung auf Tafel II angegeben. Ebendaselbst sind auch die Beförderungsgebühren für die im Falle der Umleitung der Correspondenz via Italien oder Bayern zu benützenden Wege aufgeführt.

Zum Zwecke der richtigen Anwendung der Tarifzusammenstellung wird hierbei bemerkt, dass unter den im Artikel I der Uebereinkunft mit der Schweiz erwähnten Stationen der zur ungarischen Krone gehörenden Länder alle Telegraphenämter in Ungarn, Siebenbürgen, Croatien und Slavonien verstanden sind.

Im Uebrigen gelten im Verkehre mit der Schweiz ohne Unterschied des Beförderungsweges die Bestimmungen des internationalen Vertrages vom 21. Juli 1868. Für die Rechnungslegung über die mit der Schweiz ausgewechselten Telegramme gelten die Vorschriften der Instruction vom 29. December 1868, Z. 9820-T.

II Special-Uebereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien, ddo. Wien, 24. Juli 1868.

Die nach dem 31. December zwischen den österreichisch-ungarischen und italienischen Telegraphenstationen via Borghetto-Cormons-Pontafel gewechselte Correspondenz unterliegt den im Specialübereinkommen mit Italien festgesetzten, in der Tarifzusammenstellung für das Jahr 1869 auf Tafel III angegebenen Gebührensätzen.

Auf derselben Tariftafel sind auch die bei Benützung anderer Wege geltenden Beförderungsgebühren angesetzt.

Hinsichtlich der Stationen der zur ungarischen Krone gehörenden Länder gilt dasselbe, was in der Vollzugsvorschrift zum Uebereinkommen mit der Schweiz (siehe oben unter I) gesagt worden ist, wobei noch besonders bemerkt wird, dass die im Artikel II, A 1, für die Stationen im ungarischen Küstenlande, und für die Küstenstationen der k. k. Militärgrenze festgesetzte Terminaltaxe auf die schon im Betriebe stehenden Stationen zu Fiume, Buccari und Zengg, und auf die zur Eröffnung bestimmten Stationen zu Novi und Porto-Rè Anwendung zu finden hat.

Die unter Artikel II, B 1, erwähnten italienischen Telegraphenstationen sind in der neuen Tarifzusammenstellung auf Seite 167 namentlich aufgeführt.

Zur Sicherung des Beförderungsdienstes sind österreichischer- und italienischerseits die im Artikel I benannten Stationen zu Ablagerungsstationen bestimmt worden, deren Zweck darin besteht, sämmtliche, über die österreichisch-italienische Grenze beförderten Depeschen zu übernehmen, und mit Rücksicht auf deren Adresse entweder an die gegenüberliegende Ablagerungsstation des Nachbarstaates oder an die Adressstation des eigenen Landes

1868 Diese Stationen haben die Verpflichtung, jeden Tag beim Schlusse des Dienstes und beziehungsweise um Mitternacht mit denjenigen Ablagerungsstationen des Nachbarstaates, mit denen sie im Laufe des Tages in Correspondenz gestanden sind, nach Austausch des Wortes „Tagesschluss (chiusura)" die Summe der gegenseitig gewechselten Telegramme im Sinne der Instruction vom 29. December d. J., Z. 9820-T., telegraphisch zu collationiren und richtig zu stellen. Die in den internationalen Linien zwischen der Grenze und der hinter ihnen gelegenen Ablagerungsstation eingeschalteten Stationen sind verpflichtet, vor Beginn dieser Collationirung die Zahl der auf Grund des Artikels I mit den italienischen Stationen gewechselten Depeschen der in derselben Linie befindlichen inländischen Ablagerungsstation, und zwar ebenfalls telegraphisch anzuzeigen.

Hinsichtlich der im Artikel V erwähnten Dienstdepeschen wird bemerkt, dass gegenwärtig nur solche meteorologische Telegramme die Gebührenfreiheit geniessen, welche von Wien nach Florenz und umgekehrt abgesendet werden, und die Zahl von zwanzig Worten nicht überschreiten.

III. Uebereinkommen zwischen Oesterreich-Ungarn und Russland, ddo. Wien, 25. Juli 1868.

Der bisher giltige Tarif für den telegraphischen Verkehr zwischen Oesterreich-Ungarn und Russland erleidet vorläufig keine Aenderung.

Dagegen werden in Ausführung des Artikels II vorerst zu Krakau für die über den Grenzpunkt Granica und zu Radziwilow (Russland) für die über den Grenzpunkt Radziwilow beförderten Telegramme combinirte Grenz-Telegraphenstationen errichtet, an welche alle über obige Grenzpunkte zu leitenden Correspondenzen abzusetzen sind.

Eine dritte Ablagerungsstation für den neu zur Eröffnung kommenden Grenzpunkt Novoselica wird demnächst in Czernowitz eingerichtet werden. Die Rechnungslegung der Ablagerungsstationen Krakau, Radziwilow und Czernowitz hat nach den mit Instruction vom 29. d. M., Z. 9820-T., für combinirte Grenzstationen festgesetzten Bestimmungen stattzufinden.

IV. Vereinbarung über Herabsetzung der Telegraphen-Beförderungsgebühren zwischen Oesterreich-Ungarn und Grossbritannien und Irland, ddo. Wien, 22. Juli 1868.

Die durch diese Vereinbarung bezweckte Gleichstellung der Taxen für die Beförderung der Depeschen durch die Schweiz und Frankreich mit jenen für die Beförderung durch den Telegraphenverein ist bereits in Vollzug gesetzt worden. In der neuen Tarif-

zusammenstellung ist die Aenderung der fraglichen Gebührensätze 1868
schon vorgesehen worden.

V. Erklärung, ddo. Wien, 22. Juli 1868, betreffend die unentgeltliche Weiterbeförderung der Depeschen mit der Post.

Auf Grund der Erklärung vom 22. Juli 1868 sind alle Depeschen, welche aus den derselben beigetretenen Staaten zur Weiterbeförderung an den Adressaten mittelst Post einlangen, mögen dieselben recommandirt sein oder nicht, bei dem im Standorte der Telegraphenadressstation befindlichen Postamte unter Beobachtung der diesfalls geltenden Vorschriften als recommandirte Briefe aufzugeben.

Bei Depeschen aus Frankreich, Griechenland, Grossbritannien und Irland (insoferne diese Depeschen nicht aus Ostindien herkommen), dann Nordamerika hat, wenn es sich um nicht recommandirte Telegramme handelt, die Postbeförderung in gewöhnlichen Briefen zu geschehen.

Die Postgebühren für die im ersten Absatze erwähnten Depeschen werden jedoch, mit Ausschluss der allfälligen Boten- oder Expressgebühren, welche bei nicht recommandirten Telegrammen vom Adressaten einzuheben sind, zu Lasten des Telegraphenärars aus den Betriebseinnahmen bestritten. Werden Depeschen zur Aufgabe gebracht, welche nach Ländern bestimmt sind, wo kraft der Erklärung vom 22. Juli d. J. die unentgeltliche Weiterbeförderung mittelst Post stattfindet, so ist weder bei recommandirten, noch bei unrecommandirten Telegrammen eine Postgebühr vom Aufgeber zu erheben. Dagegen ist für solche zur Aufgabe gebrachte Depeschen, welche nach den im zweiten Absatze benannten Ländern als recommandirte, mit Post weiter zu sendende Telegramme zu befördern sind, wenn die Weiterbeförderungsgebühren vom Aufgeber bestritten werden (Artikel 48 des internationalen Wienervertrages), für die Postbeförderung in Europa ein Porto von 40 kr., und ausserhalb Europa die in der Tarifzusammenstellung auf den Gebührentabellen der betreffenden Adressstaaten angegebene Posttaxe vom Aufgeber einzuheben.

Die Postgebühren, welche für die in Folge Unterbrechung der submarinen Telegraphenlinien oder wegen Abgang telegraphischer Verbindungen über das Meer zu befördernden Depeschen bei der Aufgabe zur Erhebung kommen, sind entweder in der Tarifzusammenstellung angegeben, oder werden vorkommendenfalls besonders bekanntgegeben werden.

Eine unentgeltliche Weiterbeförderung der Depeschen mittelst Post über die Landesgrenzen hinaus findet nicht statt; dagegen hat die Weiterbeförderung der internen Depeschen ohne Unterschied, ob

1868 sie recommandirt sind oder nicht, ebenfalls in recommandirten Briefen und zwar auf Kosten der Telegraphenanstalt zu geschehen.

VI. Vereinbarung, ddo. Wien, 22. Juli 1868, behufs Herstellung einer directen Telegraphenverbindung zwischen London und Indien.

Nachdem diese zwischen Oesterreich-Ungarn, Frankreich und der Schweiz, Serbien und der Türkei getroffene Vereinbarung zur Beschleunigung der anglo-indischen Correspondenz bereits am 1. October d. J. in Wirksamkeit getreten ist, so wird mit Rücksicht auf die Nothwendigkeit, genaue Bestimmungen über die Benützung der anglo-indischen Transitlinien und über die Evidenzhaltung der bezüglichen Correspondenz festzustellen, Folgendes angeordnet:

1. Für die auf den directen Linien Paris - Wien - Constantinopel beförderten Telegramme gilt ausschliesslich die Telegraphen-Centralstation Wien als Ablagerungsstation; dieselbe hat demnach in Betreff der diesfälligen Correspondenz alle den Grenzcontrolstationen obliegenden Functionen zu besorgen.

2. Insoferne die in Oesterreich-Ungarn aufgegebenen, nach Frankreich und der Türkei oder darüber hinaus bestimmten Depeschen auf der anglo-indischen Transitlinie zur Beförderung kommen sollen, sind dieselben an die Centralstation Wien abzusetzen, welche sie nach Paris, und beziehungsweise Constantinopel weiter telegraphiren wird. Die nach Serbien, der Moldo-Walachei und die Schweiz adressirten Telegramme, sowie jene Correspondenzen, welche bei den Stationen der königlich ungarischen Inspectoratsbezirke Temesvár und Agram und der k. k. Inspectoratsbezirke Semlin und Zara für die Türkei und darüber hinaus, oder bei den Stationen des Inspectoratsbezirkes Innsbruck für Frankreich und darüber hinaus zur Aufgabe gelangen, sind nicht nach Wien, sondern an die dem betreffenden Ausbruchsgrenzpunkte zunächst gelegene Grenzcontrolstation zu leiten, was bei Unterbrechung der anglo-indischen Linie auch seitens der Stationen der anderen Inspectoratsbezirke zu geschehen hat.

3. Wenn im letzteren Falle die Grenzcontrolstation Semlin mit Nissa oder Constantinopel, und die Grenzcontrolstation Bregenz mit Paris auf der anglo-indischen Linie direct zu verkehren in der Lage sind, so haben dieselben alle auf dieser Linie beförderten und empfangenen Telegramme im Abgangs- und beziehungsweise Eingangscontrolregister in der Rubrik der betreffenden Adress- und beziehungsweise Aufgabeverwaltung mit rother Tinte zu unterstreichen, um die im Artikel 6 vorgesehenen Abrechnungsnachweisungen gegenüber Serbien und der Schweiz aufstellen zu können.

Weitere Bestimmungen über die bei Beförderung internationaler Depeschen einzuhaltenden Wege werden folgen.

Wien, den 30. December 1868.

529. 1869

9 janvier/6 février 1869.

Protocoles des Conférences tenues à Paris entre les Représentants des Puissances signataires du Traité du 30 mars 1856, pour aplanir le différend survenu entre la Turquie et la Grèce.

(Martens N. R. G. t. XVIII, p. 80.)

Protocole No. 1.

Séance du 9 janvier 1869.

Présents: Monsieur le Prince de Metternich, Ambassadeur d' Autriche-Hongrie;

Monsieur le Marquis de La Valette, Ministre des Affaires étrangères de France, Membre du Conseil privé, Sénateur de l'Empire;

Lord Lyons, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande;

Monsieur le Chevalier Nigra, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie;

Monsieur le Comte de Solms, Ministre plénipotentiaire de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord;

Monsieur l'Aide de camp général Comte de Stackelberg, Ambassadeur extraordinaire de Russie;

Mehemmed Djemil-Pacha, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Turquie;

Monsieur Desprez, Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères, Secrétaire de la Conférence.

Les Puissances signataires du Traité du 30 mars 1856, après s'être entendues pour rechercher en commun, et conformément au Protocole du 14 avril suivant, les moyens d'aplanir le différend survenu entre la Turquie et la Grèce, ont autorisé leurs Représentants à Paris à se réunir en Conférence.

Les Plénipotentiaires se sont assemblés aujourd'hui à l'hôtel du Ministère des Affaires étrangères, et ont confié la présidence de leurs travaux à Monsieur le Marquis de La Valette, Ministre des Affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, Membre de son Conseil privé, Sénateur de l'Empire. Sur sa proposition, la Conférence a désigné pour Secrétaire Monsieur Desprez, Conseiller d'État, Directeur au Ministère des Affaires étrangères.

Les pleins-pouvoirs ont été vérifiés et trouvés en bonne et due forme.

M. le Plénipotentiaire de France a ouvert la délibération en constatant l'esprit de conciliation dont tous les Cabinets se

1869 animés dans les pourparlers qui ont préparé la réunion de la Conférence. Il a rappelé que, d'après l'entente établie, le but unique et précis tracé aux Plénipotentiaires était d'examiner dans quelle mesure il y avait lieu de faire droit aux réclamations formulées dans l'Ultimatum adressé par la Turquie au Gouvernement hellénique.

On avait jugé équitable que la Grèce fût entendue. et, par le même accord qui avait circonscrit la mission de la Conférence, il avait été convenu que le Représentant du Gouvernement hellénique y serait appelé avec voix consultative.

La discussion s'est engagée sur une difficulté née à ce sujet au moment même où la séance allait s'ouvrir. Monsieur le Ministre de Grèce, averti de l'heure de la réunion au sein de laquelle il devait siéger aussitôt qu'elle serait constituée, venait d'annoncer à Monsieur le Marquis de La Valette que, d'après des instructions reçues dans la matinée, il n'était pas autorisé à assister aux délibérations, s'il n'y était admis sur un pied d'égalité complète avec M. l'Ambassadeur de Turquie.

Monsieur Rangabé, ayant été introduit, sur la demande de M. le Plénipotentiaire de Russie, pour présenter lui-même ses explications, a donné lecture d'une note conçue en ce sens, en déclarant qu'il avait ordre de se retirer, s'il n'était pas fait droit à sa réclamation.

Les Plénipotentiaires n'ont pas cru devoir accepter la participation de Monsieur le Ministre de Grèce dans les conditions qu'il avait pour instruction d'y mettre, et ils ont été unanimes pour exprimer la surprise et les regrets que la communication qu'ils venaient d'entendre était de nature à leur causer.

En effet, le Gouvernement hellénique aurait eu tout le temps nécessaire pour formuler ses objections avant le moment présent, s'il avait jugé à propos d'en produire.

La Conférence a été instituée entre les Puissances signataires du Traité de Paris et suivant l'esprit du Protocole du 14 avril 1856. La Grèce n'a pas été partie contractante dans les grandes transactions de cette époque. C'est par cette unique raison, a dit M. le Plénipotentiaire de France, et non dans la pensée de méconnaître sa situation, sa dignité ou ses droits, qu'elle n'a pas été invitée au même titre que la Turquie.

Reconnaissant la grave responsabilité que le Gouvernement hellénique assumerait, s'il persistait dans la résolution inattendue de s'abstenir, la Conférence a décidé que le Président, au nom de tous et avec l'appui des autres Cours, ferait une démarche auprès du Cabinet d'Athènes pour l'engager instamment à revenir sur une détermination de nature à compromettre l'oeuvre conciliatrice proposée à leurs efforts. Il a été également entendu que Monsieur le Ministre de Grèce à Paris serait instruit de cette décision.

Tout en blâmant la forme dans laquelle a été introduite la 1869
réclamation du Gouvernement hellénique, M. le Plénipotentiaire de Russie a cru devoir établir que, pour le fond, elle lui semblait conforme à la justice, et il a rappelé qu'elle coïncidait avec le point de vue qu'il avait été chargé de faire prévaloir à l'origine.

M. l'Ambassadeur de Turquie a fait observer que ce serait altérer le caractère et les bases de la délibération acceptée par toutes les Puissances que de modifier une des conditions expressément stipulées et sans lesquelles la Sublime Porte, signataire du Traité du 30 mars 1856, n'aurait pas pu adhérer à la convocation de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de France a reconnu que l'accord ne s'était pas établi immédiatement sur le rôle qui serait attribué au Gouvernement hellénique, et que le Cabinet de Saint-Pétersbourg avait, dans le principe, exprimé le désir de voir la position de la Grèce assimilée entièrement à celle de la Turquie. Mais il n'en était pas moins vrai que le dissentiment sur ce point avait été écarté, et que les Cabinets, dans un intérêt de conciliation, avaient unanimement consenti à ce que la Grèce fût admise, à titre consultatif.

La discussion étant close sur cet incident, les Plénipotentiaires ont pensé qu'il y avait lieu d'informer immédiatement la Turquie et la Grèce de la constitution de la Conférence. Ils ont été en même temps d'avis, en raison de l'urgence, d'inviter sans retard les deux Gouvernements à ne rien changer au statu quo actuel et à s'abstenir de toute mesure pouvant avoir pour effet d'entraver la mission des Puissances par la pression des événements extérieurs.

M. le Président de la Conférence a proposé, pour réaliser cette pensée, de faire parvenir à la Sublime Porte et au Cabinet hellénique la dépêche télégraphique suivante, dont la rédaction a été adoptée:

„Les Plénipotentiaires des Cours signataires du Traité de Paris, réunis pour rechercher les moyens d'apaiser le différend qui s'est élevé entre la Turquie et la Grèce, accomplissent un premier devoir en faisant connaître aux deux parties intéressées que la Conférence s'est constituée aujourd'hui.

„Les réclamations formulées dans l'Ultimatum remis par le Ministre de Turquie à Athènes au Ministre des Affaires étrangères de Grèce se trouvant dès à présent soumises à leur examen, les Puissances ont la persuasion que le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan et celui de Sa Majesté hellénique s'interdiront scrupuleusement tout ce qui serait de nature, en modifiant le statu quo, à rendre plus difficile la tâche qu'elles ont acceptée. Elles n'hésitent donc pas à faire appel à la modération de la Sublime Porte et à lui demander de suspendre jusqu'à la clotûre des travaux de la Conférence l'exécution des mesures comminatoires annoncées dans son Ultimatum du

nique. Chargé de l'exécution des résolutions communes, le Président 1869
de la Conférence n'avait pas cru pouvoir prendre sur lui de différer la réunion fixée pour aujourd'hui; mais, dans l'état des choses, il est disposé à ne pas insister pour que la discussion s'ouvre dès à présent sur les questions que la Conférence est appelée à examiner, et il pense que la délibération pourrait être ajournée au 14 janvier.

Monsieur le Comte de Stackelberg remercie M. le Plénipotentiaire de France de cette proposition, en ajoutant que l'absence d'un représentant de la Grèce modifierait le caractère de la Conférence et ne pourrait être considérée par lui comme indifférente pour la suite des délibérations.

M. le Plénipotentiaire de France déclare qu'il est prêt à faire tout ce qui sera d'accord avec son devoir; mais qu'il croirait difficile de subordonner entièrement l'oeuvre commune à la réponse du Gouvernement hellénique. Il prie donc ses collègues d'envisager l'hypothèse d'un refus de la part du Cabinet d'Athènes et de consulter leurs Cours sur la question de savoir quel parti la Conférence aurait à prendre dans cette éventualité.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre exprime l'espoir que la détermination de la Grèce sera conforme au voeu qui lui a été transmis.

Monsieur le Marquis de La Valette désire vivement que cet espoir se réalise, mais il juge essentiel que, dans le cas contraire, chacun des Plénipotentiaires puisse faire connaître l'opinion de son Gouvernement sur la situation, et décider de la suite à donner aux travaux de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire d'Italie déclare qu'il regarde également comme nécessaire que tous les Représentants des Puissances prennent sans retard les ordres de leurs Cours.

Cet avis est unanimement adopté, et la prochaine séance demeure fixée au 14 janvier, suivant la proposition de M. le Président de la Conférence.

Fait à Paris, le 12 janvier 1869.

(*Suivent les signatures.*)

(Télégramme.)

Paris, le 10 janvier 1869.

Contrairement à l'attente de tous les Plénipotentiaires, Monsieur Rangabé est venu me faire savoir, au moment même où allait avoir lieu la première réunion de la Conférence, qu'il n'était pas autorisé à assister aux délibérations, s'il n'y était appelé sur un pied d'égalité avec l'Ambassadeur de Turquie. Admis à présenter lui-même ses

1869 explications, il a confirmé la communication verbale qu'il venait de me faire, en donnant lecture d'une note signée de lui.

Ainsi que le déclare le procès-verbal de la première séance, la Conférence a été instituée entre les Cours signataires du Traité de Paris et en vertu du Protocole du 14 avril 1856. C'est par cette unique raison et non dans la pensée de méconnaître la situation, la dignité ou les droits de la Grèce, que son Représentant a été appelé à y figurer à titre consultatif.

Les Plénipotentiaires sont tombés d'accord pour reconnaître la grave responsabilité qui incomberait au Gouvernement hellénique s'il persistait dans la résolution inattendue de s'abstenir, et ils ont décidé que le Président, au nom de la Conférence, inviterait le Cabinet d'Athènes à revenir sur une détermination de nature à compromettre l'oeuvre de conciliation proposée à leurs efforts. Il a été convenu que les autres Cabinets appuyeraient cette démarche. Transmettez-moi, dans le plus bref délai possible, la réponse du Gouvernement grec.

La Valette.

Protocole N° 3.

Séance du 14 janvier 1869.

Présents: MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, de la Russie, de la Turquie; le Secrétaire de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de France donne connaissance des dépêches télégraphiques qu'il a échangées avec l'Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur des Français à Constantinople, et d'où il résulte que la Porte adhère au maintien du statu quo qui lui a été demandé, en ce sens qu'aucun sujet grec ne sera comme tel expulsé de la Turquie jusqu'à la clôture de la délibération actuelle. Quant à la décision relative à la fermeture des ports ottomans aux bâtiments grecs, elle a été apliquée à l'expiration du délai fixé, et la Porte déclare ne pouvoir la révoquer avant de connaître le résultat des travaux de la Conférence. Sous cette réserve, le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan s'abstiendra avec soin de tout ce qui pourrait entraver la tâche des Puissances.

Monsieur le Marquis de La Valette constate que la Conférence, en se réunissant à la date d'aujourd'hui, avait l'espoir de connaître également la réponse du Cabinet d'Athènes aux deux démarches faites auprès de lui, suivant la résolution prise en commun. Mais, après avoir adressé, depuis le 10 au matin, trois dépêches successives au Ministre de France en Grèce, Monsieur le Marquis de La Valette n'a encore

reçu au moment présent aucun avis et ce silence est considéré par 1869
lui comme l'indice de la résolution du Gouvernement hellénique de ne pas occuper la place qui lui a été réservée au sein de la Conférence. Chacun des Plénipotentiaires s'étant engagé à prendre les ordres de sa Cour en prévision de cette éventualité, M. le Plénipotentiaire de France demande à ses collègues s'ils sont munis des instructions qu'ils ont sollicitées.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie déclare que son Gouvernement verrait avec regret que les déliberations fussent suspendues, et qu'il est autorisé à y prendre part, même sans le concours d'un représentant de la Grèce.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre fait une déclaration semblable. Il aurait néanmoins préféré à toute autre combinaison celle qui eût assigné au Cabinet d'Athènes la part la plus large dans les discussions et les travaux de la Conférence. Il voudrait donc, dans le cas où la Grèce ne reviendrait pas sur sa détermination, que l'on pût donner au Gouvernement hellénique les facilités les plus larges pour faire entendre sa voix.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie s'associe à la manière de voir de Lord Lyons et partage le voeu qu'il vient d'exprimer.

M. le Plénipotentiaire d'Italie dit que son Gouvernement, tout en témoignant le désir que la Grèce ne persiste pas dans son abstention, est d'avis que la Conférence poursuive son oeuvre pacifique, quelle que soit la résolution définitive du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Hellènes.

M. le Plénipotentiaire de Prusse est autorisé, dans les deux hypothèses, à continuer à s'associer aux délibérations.

M. le Plénipotentiaire de Russie a reçu de Saint-Pétersbourg une dépêche télégraphique qui l'empêche de renoncer à tout espoir au sujet de la décision du Gouvernement hellénique. Dans le cas où cette décision serait négative, il donnera néanmoins son assentiment à ce que les Puissances achèvent leur mission; mais son attitude se trouvera modifiée à certains égards par l'absence d'un représentant de la Cour d'Athènes, et il pourra se croire obligé de prendre la défense de la Grèce dans des cas où il eût gardé le silence si le Gouvernement héllénique eût été représenté.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit que les instructions qu'il a demandées, comme ses collègues, sur le point en discussion, ne lui sont pas parvenues jusqu'ici; mais il déclare qu'il n'a pas de doute sur le sens de la réponse qu'il attend d'heure en heure, et que, dans l'état des choses, il se croit autorisé à participer aux travaux de la Conférence.

Monsieur le Marquis de La Valette, se reportant au voeu exprimé par Lord Lyons relativement à la forme dans laquelle la Conférence

1869 explications, il a confirmé la communication verbale qu'il venait de me faire, en donnant lecture d'une note signée de lui.

Ainsi que le déclare le procès-verbal de la première séance, la Conférence a été instituée entre les Cours signataires du Traité de Paris et en vertu du Protocole du 14 avril 1856. C'est par cette unique raison et non dans la pensée de méconnaître la situation, la dignité ou les droits de la Grèce, que son Représentant a été appelé à y figurer à titre consultatif.

Les Plénipotentiaires sont tombés d'accord pour reconnaître la grave responsabilité qui incomberait au Gouvernement hellénique s'il persistait dans la résolution inattendue de s'abstenir, et ils ont décidé que le Président, au nom de la Conférence, inviterait le Cabinet d'Athènes à revenir sur une détermination de nature à compromettre l'oeuvre de conciliation proposée à leurs efforts. Il a été convenu que les autres Cabinets appuyeraient cette démarche. Transmettez-moi, dans le plus bref délai possible, la réponse du Gouvernement grec.

La Valette.

Protocole N° 3.

Séance du 14 janvier 1869.

Présents: MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, de la Russie, de la Turquie; le Secrétaire de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de France donne connaissance des dépêches télégraphiques qu'il a échangées avec l'Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur des Français à Constantinople, et d'où il résulte que la Porte adhère au maintien du statu quo qui lui a été demandé, en ce sens qu'aucun sujet grec ne sera comme tel expulsé de la Turquie jusqu'à la clôture de la délibération actuelle. Quant à la décision relative à la fermeture des ports ottomans aux bâtiments grecs, elle a été apliquée à l'expiration du délai fixé, et la Porte déclare ne pouvoir la révoquer avant de connaître le résultat des travaux de la Conférence. Sous cette réserve, le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan s'abstiendra avec soin de tout ce qui pourrait entraver la tâche des Puissances.

Monsieur le Marquis de La Valette constate que la Conférence, en se réunissant à la date d'aujourd'hui, avait l'espoir de connaître également la réponse du Cabinet d'Athènes aux deux démarches faites auprès de lui, suivant la résolution prise en commun. Mais, après avoir adressé, depuis le 10 au matin, trois dépêches successives au Ministre de France en Grèce, Monsieur le Marquis de La Valette n'a encore

reçu au moment présent aucun avis et ce silence est considéré par 1869
lui comme l'indice de la résolution du Gouvernement hellénique de ne pas occuper la place qui lui a été réservée au sein de la Conférence. Chacun des Plénipotentiaires s'étant engagé à prendre les ordres de sa Cour en prévision de cette éventualité, M. le Plénipotentiaire de France demande à ses collègues s'ils sont munis des instructions qu'ils ont sollicitées.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie déclare que son Gouvernement verrait avec regret que les déliberations fussent suspendues, et qu'il est autorisé à y prendre part, même sans le concours d'un représentant de la Grèce.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre fait une déclaration semblable. Il aurait néanmoins préféré à toute autre combinaison celle qui eût assigné au Cabinet d'Athènes la part la plus large dans les discussions et les travaux de la Conférence. Il voudrait donc, dans le cas où la Grèce ne reviendrait pas sur sa détermination, que l'on pût donner au Gouvernement hellénique les facilités les plus larges pour faire entendre sa voix.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie s'associe à la manière de voir de Lord Lyons et partage le voeu qu'il vient d'exprimer.

M. le Plénipotentiaire d'Italie dit que son Gouvernement, tout en témoignant le désir que la Grèce ne persiste pas dans son abstention, est d'avis que la Conférence poursuive son oeuvre pacifique, quelle que soit la résolution définitive du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Hellènes.

M. le Plénipotentiaire de Prusse est autorisé, dans les deux hypothèses, à continuer à s'associer aux délibérations.

M. le Plénipotentiaire de Russie a reçu de Saint-Pétersbourg une dépêche télégraphique qui l'empêche de renoncer à tout espoir au sujet de la décision du Gouvernement hellénique. Dans le cas où cette décision serait négative, il donnera néanmoins son assentiment à ce que les Puissances achèvent leur mission; mais son attitude se trouvera modifiée à certains égards par l'absence d'un représentant de la Cour d'Athènes, et il pourra se croire obligé de prendre la défense de la Grèce dans des cas où il eût gardé le silence si le Gouvernement héllénique eût été représenté.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit que les instructions qu'il a demandées, comme ses collègues, sur le point en discussion, ne lui sont pas parvenues jusqu'ici; mais il déclare qu'il n'a pas de doute sur le sens de la réponse qu'il attend d'heure en heure, et que, dans l'état des choses, il se croit autorisé à participer aux travaux de la Conférence.

Monsieur le Marquis de La Valette, se reportant au voeu exprimé par Lord Lyons relativement à la forme dans laquelle la Conférence

1869 explications, il a confirmé la communication verbale qu'il venait de me faire, en donnant lecture d'une note signée de lui.

Ainsi que le déclare le procès-verbal de la première séance, la Conférence a été instituée entre les Cours signataires du Traité de Paris et en vertu du Protocole du 14 avril 1856. C'est par cette unique raison et non dans la pensée de méconnaître la situation, la dignité ou les droits de la Grèce, que son Représentant a été appelé à y figurer à titre consultatif.

Les Plénipotentiaires sont tombés d'accord pour reconnaître la grave responsabilité qui incomberait au Gouvernement hellénique s'il persistait dans la résolution inattendue de s'abstenir, et ils ont décidé que le Président, au nom de la Conférence, inviterait le Cabinet d'Athènes à revenir sur une détermination de nature à compromettre l'oeuvre de conciliation proposée à leurs efforts. Il a été convenu que les autres Cabinets appuyeraient cette démarche. Transmettez-moi, dans le plus bref délai possible, la réponse du Gouvernement grec.

La Valette.

Protocole N° 3.

Séance du 14 janvier 1869.

Présents: MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, de la Russie, de la Turquie; le Secrétaire de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de France donne connaissance des dépêches télégraphiques qu'il a échangées avec l'Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur des Français à Constantinople, et d'où il résulte que la Porte adhère au maintien du statu quo qui lui a été demandé, en ce sens qu'aucun sujet grec ne sera comme tel expulsé de la Turquie jusqu'à la clôture de la délibération actuelle. Quant à la décision relative à la fermeture des ports ottomans aux bâtiments grecs, elle a été apliquée à l'expiration du délai fixé, et la Porte déclare ne pouvoir la révoquer avant de connaître le résultat des travaux de la Conférence. Sous cette réserve, le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan s'abstiendra avec soin de tout ce qui pourrait entraver la tâche des Puissances.

Monsieur le Marquis de La Valette constate que la Conférence, en se réunissant à la date d'aujourd'hui, avait l'espoir de connaître également la réponse du Cabinet d'Athènes aux deux démarches faites auprès de lui, suivant la résolution prise en commun. Mais, après avoir adressé, depuis le 10 au matin, trois dépêches successives au Ministre de France en Grèce, Monsieur le Marquis de La Valette n'a encore

reçu au moment présent aucun avis et ce silence est considéré par 1869
lui comme l'indice de la résolution du Gouvernement hellénique de ne pas occuper la place qui lui a été réservée au sein de la Conférence. Chacun des Plénipotentiaires s'étant engagé à prendre les ordres de sa Cour en prévision de cette éventualité, M. le Plénipotentiaire de France demande à ses collègues s'ils sont munis des instructions qu'ils ont sollicitées.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie déclare que son Gouvernement verrait avec regret que les déliberations fussent suspendues, et qu'il est autorisé à y prendre part, même sans le concours d'un représentant de la Grèce.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre fait une déclaration semblable. Il aurait néanmoins préféré à toute autre combinaison celle qui eût assigné au Cabinet d'Athènes la part la plus large dans les discussions et les travaux de la Conférence. Il voudrait donc, dans le cas où la Grèce ne reviendrait pas sur sa détermination, que l'on pût donner au Gouvernement hellénique les facilités les plus larges pour faire entendre sa voix.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie s'associe à la manière de voir de Lord Lyons et partage le voeu qu'il vient d'exprimer.

M. le Plénipotentiaire d'Italie dit que son Gouvernement, tout en témoignant le désir que la Grèce ne persiste pas dans son abstention, est d'avis que la Conférence poursuive son oeuvre pacifique, quelle que soit la résolution définitive du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Hellènes.

M. le Plénipotentiaire de Prusse est autorisé, dans les deux hypothèses, à continuer à s'associer aux délibérations.

M. le Plénipotentiaire de Russie a reçu de Saint-Pétersbourg une dépêche télégraphique qui l'empêche de renoncer à tout espoir au sujet de la décision du Gouvernement hellénique. Dans le cas où cette décision serait négative, il donnera néanmoins son assentiment à ce que les Puissances achèvent leur mission; mais son attitude se trouvera modifiée à certains égards par l'absence d'un représentant de la Cour d'Athènes, et il pourra se croire obligé de prendre la défense de la Grèce dans des cas où il eût gardé le silence si le Gouvernement héllénique eût été représenté.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit que les instructions qu'il a demandées, comme ses collègues, sur le point en discussion, ne lui sont pas parvenues jusqu'ici; mais il déclare qu'il n'a pas de doute sur le sens de la réponse qu'il attend d'heure en heure, et que, dans l'état des choses, il se croit autorisé à participer aux travaux de la Conférence.

Monsieur le Marquis de La Valette, se reportant au voeu exprimé par Lord Lyons relativement à la forme dans laquelle la Conférence

1869 pourrait entrer en communication avec Monsieur le Ministre de Grèce, témoigne le désir que la manière de procéder soit réglée de façon à assurer le secret des délibérations et à ne pas en compromettre la marche.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre, d'Italie et de Russie, il demeure convenu que M. le Plénipotentiaire de France, agissant en sa qualité de Président, sera autorisé à recevoir les communications que Monsieur le Ministre de Grèce pourrait avoir à faire dans les limites tracées à la mission de la Conférence, et que les documents dont la Conférence, de son côté, jugerait utile de donner connaissance à Monsieur Rangabé pourront lui être transmis par Monsieur le Marquis de La Valette, sous les réserves qui seraient jugées convenables.

Monsieur le Chevalier Nigra demande quelques explications sur la porté que Monsieur le Comte de Stackelberg attache aux observations qu'il a présentées quant aux devoirs particuliers résultant pour lui de l'absence d'un représentant hellénique.

M. le Plénipotentiaire de Russie répond que son intention n'est nullement de se substituer à Monsieur le Ministre de Grèce, mais qu'il pourrait, dans une pensée d'équité, se trouver appelé à prendre la parole plus souvent qu'il ne l'aurait fait dans d'autres conditions.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre fait observer que, la Grèce n'ayant point d'organe au sein de la Conférence, tous les Plénipotentiaires se croiront tenus à plus de modération encore, s'il est possible, à l'égard du Gouvernement hellénique, et dans la discussion chacun se fera certainement un devoir de suppléer, autant qu'il sera nécessaire, à l'absence d'un représentant du Cabinet d'Athènes.

M. le Plénipotentiaire de France confirme cette assurance pour ce qui le concerne, et ajoute que les sentiments de justice dont tous les Membres de la Conférence se montrent animés constituent, sous ce rapport, une garantie de nature à inspirer à la Grèce la plus entière confiance dans l'impartialité de leurs appréciations.

Les Plénipotentiaires étant d'accord sur les questions préliminaires, la Conférence juge que le moment est venu d'entrer dans l'examen des réclamations de la Turquie sur lesquelles elle est appelée à manifester son opinion.

Monsieur le Marquis de La Valette établit que la Conférence est dans l'impossibilité de former une commission d'enquête pour rechercher les faits, et qu'une pareille manière de procéder serait d'ailleurs contraire à l'indépendance des deux parties, car elle impliquerait une véritable intervention dans leur administration intérieure. La Conférence est donc tenue de se renfermer dans l'étude des documents officiels échangés entre la Porte Ottomane et le Cabinet d'Athènes. M. le Plénipotentiaire de France croit que, par cette raison même, il est

du devoir de tous d'examiner avec la plus scrupuleuse attention les 1869
pièces produites par les deux Gouvernements, et il demande à les résumer préalablement, afin de bien déterminer le terrain du débat.

La Conférence ayant donné son assentiment à cette proposition, M. le Plénipotentiaire de France s'exprime dans les termes suivants:

„Les actes qui ont constitué la Conférence ont en même temps précisé les limites dans lesquelles devront se renfermer ses délibérations. Ainsi que je l'ai déjà rappelé dans notre première séance, le but unique et précis assigné à nos travaux est d'examiner dans quelle mesure il y a lieu de faire droit aux réclamations formulées dans l'Ultimatum du Gouvernement ottoman. Notre premier soin doit être d'exposer les faits tels que les indiquent les communications échangées entre les deux Cours à la veille de la rupture.

„Les griefs de la Turquie se résument dans les secours directs de toute nature que la Grèce aurait fournis à une province insurgée de l'Empire ottoman; dans l'assistance indirecte que le Gouvernement hellénique aurait prêtée lui-même à l'insurrection; dans l'opposition qu'aurait rencontrée en Grèce le repatriement des familles candiotes; dans les actes de violence dont les sujets ottomans auraient été victimes sur le territoire hellénique; enfin dans le refus du Cabinet d'Athènes de donner satisfaction, sur ces différents points, aux plaintes réitérées du Gouvernement ottoman.

„Les notes adressées par le Représentant de la Porte au Ministre des Affaires étrangères de Grèce rappelent les faits suivants à l'appui de ces réclamations.

„D'après les explications mêmes fournies aux Chambres helléniques par un ancien Ministre des Finances, une partie du dernier emprunt grec aurait été consacrée à l'achat du navire la Crète, destiné, comme l'Énosis et le Panhellénion, à porter à l'insurrection candiote des secours de toute espèce.

„Une nouvelle bande de volontaires, levée dans le but avoué de passer en Crète, se serait organisée sur le territoire hellénique sans rencontrer d'opposition de la part des autorités grecques. Le Chef de ce corps, Petropoulaki, aurait au contraire reçu des armes, des effets d'équipement et même des canons tirés de l'arsenal de Nauplie. Des officiers appartenant à l'armée hellénique auraient été désignés pour prendre des commandements dans les bandes de Pétropoulaki. Ces bandes elles-mêmes, au moment de leur départ, auraient fait à Athènes une démonstration publique.

„La population grecque se serait opposé par la force à plusieurs reprises, et notamment le 11 septembre dernier, au départ des réfugiés candiotes qui avaient exprimé l'intention de retourner en Crète. Les autorités helléniques se seraient abstenues d'intervenir. Plus récemment encore, vingt délégués crétois, venus à Égine avec la

1869 mission d'opérer le repatriement d'un certain nombre de leurs compatriotes, auraient été victimes d'actes de violence que l'autorité grecque aurait laissés impunis.

„La même impunité aurait été assurée, enfin, aux auteurs d'actes analogues commis sur des sujets ottomans, officiers ou soldats, assassinés ou maltraités sur le territoire du Royaume.

„Le Gouvernement turc, par son Ultimatum du 11 décembre 1868, a mis dès lors le Cabinet hellénique en demeure:

„1° De disperser immédiatement les bandes de volontaires organisées dans les différentes parties du Royaume et d'empêcher la formation de nouvelles bandes;

„2° De désarmer les corsaires l'Énosis, la Crète et le Panhellénion, ou, en tout cas, de leur fermer l'accès des ports helléniques.

„3° D'accorder aux émigrés crétois non-seulement l'autorisation de retourner dans leurs foyers, mais encore une aide et une protection efficaces;

„4° De punir conformément aux lois ceux qui se sont rendus coupables d'agressions contre les militaires et les sujets ottomans et d'accorder aux familles des victimes de ces attentats une juste indemnité;

„5° De suivre désormais une ligne de conduite conforme aux traités existants et au droit des gens.

„Le Cabinet d'Athènes objecte, en ce qui concerne les trois bâtiments signalés par le Gouvernement ottoman comme servant à des actes contraires à la neutralité:

„Que deux de ces navires, le Panhellénion et l'Énosis, n'ont pas été armés dans des ports grecs;

„Que les institutions du Royaume ne lui permettent pas, et que les règles du droit des gens ne lui font point une obligation d'empêcher des navires appartenant à des particuliers ou à des compagnies commerciales d'aller porter des secours aux insurgés d'une province ottomane armés contre leur Gouvernement.

„Il reconnaît d'ailleurs que l'Énosis, la Crète et le Panhellénion, qu'il représente comme appartenant à la Compagnie hellénique, ont porté des vivres aux insurgés candiotes, tout en se livrant en même temps à d'autres opérations de commerce.

„Le Cabinet d'Athènes ne conteste pas davantage la formation de bandes armées sur le territoire grec. Mais il ne pense pas que ce fait soit contraire au droit international, et ajoute qu'aucune disposition des lois du Royaume ne permet d'empêcher des sujets helléniques de porter les armes à l'étranger et d'y guerroyer à leurs risques et périls.

„Il croit inexact que des officiers appartenant à l'armée hellénique aient été désignés pour prendre le commandement de la bande

de Pétropoulaki, et affirme que les autorités militaires ont été invitées 1869
par le Ministre de la Guerre à arrêter et à punir les soldats qui auraient déserté pour rejoindre cette même bande.

„Le Gouverneur de la forteresse de Nauplie n'avait pas reçu l'ordre de livrer des armes ou des effets d'équipement. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de Grèce fait observer, d'ailleurs, qu'il existe plusieurs fonderies de canons dans le Royaume; celle de Syra, notamment, a été établie par la Compagnie à laquelle appartiennent l'Énosis, la Crète et le Panhellénion.

„Quant aux difficultés qu'aurait rencontrées le repatriement des familles candiotes réfugiées en Grèce, le Cabinet d'Athènes croit pouvoir affirmer que les autorités helléniques se sont prêtées à toutes les demandes adressées dans ce but. Quatre mille Candiotes sont déjà rentrés dans leur patrie. Le Ministre des Affaires étrangères de Grèce rappelle que, au moment même où la rupture était imminente, plus de deux cents émigrés crétois s'embarquaient au Pirée sans rencontrer la moindre opposition.

„Les violences dont quelques Candiotes ont été victimes seraient le fait d'autres Candiotes indignés d'une résolution qu'ils considéraient comme impliquant l'abandon de la cause nationale. Ces actes ne sauraient engager la responsabilité du Gouvernement hellénique. Les coupables ont d'ailleurs été traduits devant les tribunaux grecs.

„Le Ministre des Affaires étrangères de Grèce déclare avoir appris avec étonnement par l'Ultimatum de la Porte que des attentats dirigés contre des sujets ottomans seraient restés impunis. Il repousse énergiquement une accusation que rien, à sa connaissance, ne justifierait, si elle portait sur d'autres faits que l'incident survenu à Syra en 1867, et qui fut l'objet, à cette époque, d'explications que le Gouvernement turc considéra comme satisfaisantes.

„Tel est au fond le différend qui, hier encore, menaçait si gravement la tranquillité en Orient. Le sentiment de ce danger s'imposait aux préoccupations de toutes les Puissances, lorsqu'elles se sont entendues pour se réunir en Conférence, conformément au voeu pacifique inséré, sur l'initiative du Comte de Clarendon, au XXIIIe Protocole des actes du Congrès de Paris.

„L'esprit même dans lequel a été conçue et accueillie, à cette époque, la proposition des Plénipotentiaires britanniques, ne laisse pas de doute sur le rôle assigné à la réunion qui en fait aujourd'hui la première application. La Conférence n'a pas à prendre de décisions de nature à porter atteinte à la liberté d'action des deux Puissances, auxquelles elle offre ses bons offices; elle ne peut légitimement qu'examiner les faits, dire ce qui lui paraît être le droit, et présenter les bases d'une réconciliation qu'elle appele de tous ses voeux. Réduite à ces proportions sa tâche est encore digne d'elle. Écartant toute

1869 arrière-pensée personnelle, dégagées de toute préoccupation étrangère à la recherche du droit, les Puissances qu'elle représente constituent, non pas un tribunal chargé de rendre un arrêt, mais un Conseil international dont les appréciations ne sauraient engager les parties que par la liberté même qu'elles leur laissent et l'absence complète de toute autre sanction que celle qu'implique nécessairement, dans l'ordre moral, une telle manifestation de l'opinion publique et en quelque sorte de la conscience européenne."

M. le Plénipotentiaire de Turquie n'élève aucune objection contre l'exposé que vient de présenter Monsieur le Président de la Conférence; il fait remarquer que, pour le Gouvernement ottoman, la question se résume dans les cinq points de l'Ultimatum remis au Cabinet d'Athènes, et que la Porte demande à la Grèce des satisfactions pour le passé et des engagements pour l'avenir. On pourrait, ajoute M. le Plénipotentiaire de Turquie, relire l'Ultimatum et examiner successivement chacune des réclamations qui y sont énoncées.

M. le Plénipotentiaire de France propose de prendre d'abord les deux premiers points de l'Ultimatum et rappelle qu'ils allèguent des faits et affirment des principes. Il prie M. le Plénipotentiaire de Turquie de vouloir bien faire savoir s'il est en mesure de fournir à la Conférence de nouveaux renseignements sur les points de fait dont elle vient d'entendre l'exposé.

M. le Plénipotentiaire de Turquie répond qu'il est en possession de documents qui mettent hors de doute toutes les allégations de son Gouvernement se rapportant à l'état des choses au moment de la remise de l'Ultimatum; que, pour ce qui existe au moment actuel, la Turquie n'ayant plus de Légation ni de Consuls en Grèce, n'est pas en position d'être complètement et exactement renseignée, mais qu'il est de notoriété que les manifestations hostiles se reproduisent chaque jour. M. le Plénipotentiaire de Turquie est donc autorisé à dire que la situation s'est aggravée sans pouvoir préciser si de nouvelles bandes se sont formées et si de nouveaux armements se font dans les ports helléniques.

M. l'Ambassadeur d'Angleterre objecte que ce sont là des préparatifs de guerre résultant de la situation créée par l'Ultimatum, mais non des faits venant corroborer ceux qui sont énoncés dans l'Ultimatum lui-même, et c'est précisement cette situation, beaucoup plus grave que les incidents antérieurs, qui a décidé les Puissances à offrir leurs bons offices pour sauvegarder la paix.

M. le Plénipotentiaire d'Italie fait observer qu'un examen détaillé des points de fait serait une tâche bien difficile pour la Conférence, et qu'une telle discussion ne présenterait pas beaucoup d'utilité pratique. La Conférence devrait, à son avis, se borner à examiner et à constater les principes qui doivent servir de règle

de conduite pour l'avenir dans les rapports de la Grèce avec la Turquie. 1869

Monsieur le Comte de Stackelberg appuie l'opinion exprimée par Monsieur le Chevalier Nigra, et déclare qu'à ses yeux la définition des principes est même le seul terrain sur lequel la Conférence puisse se placer; il dit que c'est à tort que les documents émanés de la Porte appellent pirates ou corsaires les bâtiments qui s'exposaient aux croisières turques pour porter des vivres aux Crétois. Il ajoute que le bâtiment pirate est en réalité celui qui parcourt les mers dans un but de pillage, le nom de corsaire est particulièrement attribué par le droit des gens à des bâtiments munis de lettres de marque d'un Gouvernement, et aucune de ces définitions ne s'applique aux bâtiments helléniques qui ont forcé depuis deux ans le blocus de l'île de Crète.

Quelle que soit la qualification appliquée à ces bâtiments, M. le Plénipotentiaire de Turquie tient à constater que, par les armements faits dans les ports de la Grèce aussi bien que par la formation sur le territoire hellénique des bandes transportées en Crète, les principes de la loi internationale ont été méconnus.

Monsieur le Marquis de La Valette a été d'avis qu'il était essentiel de se rendre compte préalablement des faits tels qu'ils résultent des documents produits des deux parts, et c'est par cette raison qu'il a cru devoir avant tout en donner l'exposé; cependant il reconnaît tout l'intérêt qu'il y a à ne point s'engager dans un débat contradictoire sur les détails. Dans l'Ultimatum, il est question du passé, mais il est question surtout de l'avenir. Le Gouvernement ottoman ne réclame pas d'indemnités pour les torts qu'il a subis, il se borne à demander que certaines règles de conduite soient établies et deviennent obligatoires pour la Grèce. Dès lors, ce qui importe, c'est de s'entendre sur les principes, et, si l'interprétation que la Conférence donnera au droit est conforme à l'interprétation de la Turquie, ce fait constituera en lui-même une satisfaction morale d'autant plus grande qu'elle sera l'expression de l'opinion unanime des principales Puissances de l'Europe. La Conférence, d'ailleurs, voudra sans doute présenter sa décision sous la forme la plus propre à en rendre l'acceptation possible pour la Grèce, et les Plénipotentiaires y sont déjà préparés par le caractère même de la tâche qu'ils accomplissent.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Prusse et de Russie s'associent entièrement à ces considérations.

M. l'Ambassadeur de Turquie déclare que son Gouvernement désire le maintien de la paix aussi sincèrement que les autres Cours, et qu'il l'a prouvé dernièrement encore en acceptant la Conférence proposée par les Puissances sur les bases au sujet desquelles elles

1869 sont tombées d'accord; après les gages de modération qu'elle a donnés pendant trois ans d'une patience dans laquelle la Grèce n'a vu qu'un encouragement, la Sublime Porte ne réclame cependant que les satisfactions qui lui sont légitimement dues.

Monsieur le Prince de Metternich est d'avis que le Gouvernement ottoman peut se contenter d'une déclaration de la Conférence établissant les principes de droit qui doivent être observés par la Grèce.

Monsieur le Comte de Solms insiste également pour que la Conférence renonce à entrer dans l'examen des faits.

Monsieur le Chevalier Nigra fait remarquer que ce qui importe à la Turquie c'est d'empêcher, pour l'avenir, la formation de bandes et d'armements hostiles de la part de la Grèce, et que ce but serait atteint par une déclaration qui établirait que des faits de ce genre sont contraires aux règles ordinaires de la neutralité et ne doivent pas se renouveler.

Avant de se prononcer à cet égard, M. l'Ambassadeur de Turquie aurait besoin de connaître la forme qui sera donnée à la déclaration collective et la portée qu'il conviendra d'y attribuer.

Monsieur le Marquis de La Valette répond qu'il appartiendra à la Conférence de décider de la forme de ce document; que, dans tous les cas, il sera consacré soit par le procès-verbal de la séance où il sera adopté, soit par un protocole spécial. Il aura ainsi la sanction de l'Europe. Dans la pensée de M. le Plénipotentiaire de France, on pourrait commencer par établir que les Principes du droit des gens obligent la Grèce comme toutes les autres nations à ne pas permettre que des bandes se recrutent sur son territoire, ou que des bâtiments s'arment dans ses ports pour attaquer un État voisin. On en déduirait que la Grèce devra s'abstenir désormais de favoriser ou de tolérer les actes contraires à cette règle de conduite, ce qui répondrait à la fois au voeu exprimé dans le cinquième point et aux griefs allégués dans les deux premiers. Il y aurait lieu pour la Turquie de renoncer aux mesures annoncées par elle, si la Grèce, dans une communication adressée aux Cabinets, déférait à l'opinion émise par la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Turquie demande s'il y aura, dans ce cas, un engagement de la Grèce envers la Turquie.

Monsieur le Chevalier Nigra fait remarquer que, d'après les indications données par Monsieur le Marquis de La Valette, l'engagement de la Grèce aura un caractère encore plus solennel, car il sera contracté envers l'Europe.

M. l'Ambassadeur de Turquie, dans la prévision d'une proposition de cette nature, avait demandé des instructions à son Gouvernement: il répète qu'il doit les attendre pour engager son opinion.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Prusse et de Russie se déclarent disposés à

adopter entièrement la manière de procéder qui a été indiquée, et 1869
ils manifestent le désir que, dans la prochaine séance, on puisse s'entendre en ce qui touche la question de principe sur laquelle seule la Conférence juge utile de se prononcer.

Les Plénipotentiaires échangent ensuite leurs idées sur le troisième point, relatif aux réfugiés candiotes.

Monsieur le Marquis de La Valette propose de prendre acte des déclarations faites à ce sujet par le Cabinet d'Athènes dans ses notes du 9 et du 13 décembre, en exprimant l'espoir qu'il se prêtera à faciliter autant qu'il dépend de lui le départ des familles crétoises qui désiraient rentrer dans leur patrie.

M. le Plénipotentiaire de Turquie, sans élever d'objections contre cette proposition, croit devoir rappeler que les assurances précédemment données par le Cabinet grec au sujet des Crétois n'ont pas reçu d'exécution, et il invoque à ce sujet le témoignage des commandants des forces navales étrangères dans les eaux de la Grèce, ainsi que celui des agents diplomatiques et consulaires des Puissances.

Quant aux actes d'agression commis en Grèce sur la personne des sujets turcs, et qui forment l'objet du quatrième point de l'Ultimatum ottoman, la Turquie, acceptant la juridiction des tribunaux grecs, il suffira, suivant M. le Plénipotentiaire de France, d'établir que le Gouvernement hellénique devra faire exécuter les lois et faciliter la répression des crimes ou délits qui lui sont signalés.

Les Plénipotentiaires conviennent de rechercher, chacun de son côté, les éléments d'une rédaction commune répondant aux idées émises dans le cours de la délibération. Ils espèrent que M. le Plénipotentiaire de Turquie recevra incessamment les instructions qu'il attend, et que, en présence du rapprochement qui se manifeste de plus en plus dans les vues de toutes les Cours, la Conférence pourra promptement achever son oeuvre.

Monsieur le Prince de Metternich, rappelant les suppositions qui tendaient à accréditer l'opinion que son Gouvernement n'avait pas vu avec déplaisir s'élever le différend entre la Turquie et la Grèce, et chercherait même à susciter des complications en Orient, attache un prix particulier à seconder ces dispositions conciliantes, et exprime le voeu que l'entente définitive ne tarde pas davantage à s'établir.

La Conférence s'ajourne à demain 15 janvier.

Fait à Paris, le 15 janvier 1869.

(Suivent les signatures.)

1869

Protocole No 4.

Séance du 15 janvier 1869.

Présents: MM. les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, de Russie, de Turquie; le Secrétaire de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que les membres de la Conférence, en se séparant hier, étaient convenus de délibérer dans la séance d'aujourd'hui sur un projet de déclaration destiné à être communiqué à la Grèce. Il a lui-même indiqué ses idées dans un travail, sans caractère officiel, élaboré uniquement pour servir de thème à la discussion. Il demande que chacun présente les observations auxquelles la rédaction proposée par lui aurait pu donner lieu.

La plupart des Plénipotentiaires déclarent qu'ils n'ont aucune objection à élever sur l'ensemble, et M. le Plénipotentiaire de Prusse propose que le document rédigé par Monsieur le Marquis de La Valette soit lu paragraphe par paragraphe.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit que, n'étant pas encore en possession des instructions qu'il attend, il assistera à la discussion en faisant ses réserves.

Sur les explications qui lui sont demandées par MM. les Plénipotentiaires de Prusse et de Russie, M. l'Ambassadeur de Turquie ajoute que la déclaration projetée soulève pour lui une question de conduite sur laquelle il a besoin de connaître l'avis préalable de son Gouvernement.

M. le Plénipotentiaire d'Italie reconnaît qu'en effet le Représentant de la Porte peut se demander sous quelle forme il devra s'associer à la déclaration collective, et suivant Monsieur le Chevalier Nigra, il n'est pas nécessaire que M. le Plénipotentiaire de Turquie appose sa signature à ce document; il signerait simplement le Protocole dans lequel l'adoption de la déclaration sera constatée.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie croit qu'il est indispensable que le Représentant de la Turquie soit lié par le Protocole, s'il ne croit pas pouvoir s'associer à la déclaration, et Monsieur le Prince de Metternich fait remarquer, au surplus, que, dans le cas où le Plénipotentiaire de Turquie participerait à la déclaration, le projet présenté par Monsieur le Marquis de La Valette devrait être modifié dans plusieurs passages de sa rédaction.

M. le Plénipotentiaire de France dit qu'il appartient à M. le Plénipotentiaire de Turquie d'examiner le parti qu'il lui convient de prendre, soit qu'il désire signer la déclaration finale ou simplement le Protocole, et les réserves qu'il peut faire à ce sujet n'empêchent pas la discussion sur la déclaration elle-même.

M. le Plénipotentiaire de Turquie donne son assentiment à cette proposition. 1869

Monsieur le Marquis de La Valette lit le premier paragraphe, ainsi conçu, du projet communiqué par lui à ses Collègues:

„Justement préoccupées des dangers qui peuvent naître de la rupture des relations entre la Turquie et la Grèce, les Puissances signataires du Traité de 1856 se sont entendues pour apaiser le différend survenu entre les deux États et ont autorisé à cet effet leurs Représentants auprès de Sa Majesté l'Empereur des Français à se constituer en Conférence.

„Après une étude attentive des documents échangés entre les deux Gouvernements, les Plénipotentiaires sont tombés d'accord pour regretter que, cédant à des entraînements sur lesquels son patriotisme a pu l'égarer, la Grèce ait donné lieu aux griefs articulés par la Porte Ottomane dans l'Ultimatum remis le 11 décembre 1868 au Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi des Hellènes. Il est constant, en effet, que les principes du droit des gens obligent la Grèce, comme toutes les autres nations, à ne pas permettre que des bandes se recrutent sur son territoire, ni que des bâtiments s'arment dans ses ports pour attaquer un État voisin".

M. le Plénipotentiaire de Turquie demande incidemment s'il était permis à la Grèce d'agir comme elle l'a fait dans l'affaire de Crète.

M. le Plénipotentiaire de France fait observer que la Conférence a jugé à dessein convenable de ne pas s'engager dans l'interprétation des lois helléniques, et qu'une semblable manière de procéder aurait des inconvénients qui se présentent d'eux-mêmes à l'esprit.

Monsieur le Chevalier Nigra pense qu'il est utile pour la Turquie, sans entrer dans l'examen des lois intérieures, qui sont révocables, de se placer sur le terrain du droit des gens, qui est permanent.

A la suite de ces observations, le premier paragraphe du projet de déclaration est adopté.

Monsieur le Marquis de La Valette donne lecture du deuxième paragraphe ci-après:

„Persuadée d'ailleurs que le Cabinet d'Athènes ne saurait méconnaître la pensée qui inspire cette appréciation aux trois Cours protectrices de la Grèce comme à toutes les autres Puissances signataires du Traité de 1856, la Conférence déclare que le Gouvernement hellénique est tenu d'observer, dans ses rapports avec la Turquie, les règles de conduite communes à tous les Gouvernements, et de satisfaire ainsi aux réclamations formulées par la Sublime Porte pour le passé en la rassurant en même temps pour l'avenir.

„La Grèce, devra donc s'abstenir désormais de favoriser ou de tolérer la formation, sur son territoire, de toute bande armée en vue

1869 d'une agression contre la Turquie, et prendre les dispositions nécessaires pour empêcher l'armement, dans ses ports, de bâtiments destinés à secourir, sous quelque forme que ce soit, toute tentative d'insurrection dans les possessions de Sa Majesté le Sultan".

Sur les observations de plusieurs Plénipotentiaires, la seconde partie de ce paragraphe est modifiée ainsi qu'il suit:

„La Grèce devra donc s'abstenir désormais de favoriser ou de tolérer:

„1° La formation, sur son territoire, de toute bande armée en vue d'une agression contre la Turquie;

2° L'armement, dans ses ports, de bâtiments destinés à secourir, sous quelque forme que ce soit, toute tentative d'insurrection dans les possessions de Sa Majesté le Sultan".

Monsieur le Marquis de La Valette continue la lecture de son projet et propose la rédaction suivante au sujet du repatriement des Crétois:

„En ce qui regarde les demandes de la Porte relatives au repatriement des sujets turcs réfugiés sur le territoire hellénique, la Conférence prend acte des déclarations faites par le Cabinet d'Athènes dans ses notes des 9 et 13 décembre, et demeure convaincue qu'il se prêtera à faciliter, autant qu'il dépend de lui, le départ des familles candiotes qui désireraient rentrer dans leur patrie".

Ce paragraphe est adopté, avec la substitution des mots „Crétois émigrés" à ceux de „sujets turcs".

Le paragraphe suivant est ainsi conçu:

„Quant aux dommages privés encourus par des sujets ottomans, le Gouvernement hellénique ne contestant nullement à la Turquie le droit de faire poursuivre, par la voie judiciaire, les réparations qui pourraient être dues, et la Turquie acceptant, de son côté, la juridiction des tribunaux grecs, les Plénipotentiaires ne croient pas devoir entrer dans l'examen des faits, et sont d'avis que le Cabinet d'Athènes ne doit négliger aucune des voies légales pour que l'oeuvre de la justice suive son cours régulier".

Cette rédaction n'ayant donné lieu à aucune observation, M. le Plénipotentiaire de France achève en ces termes la lecture de son projet:

„La Conférence ne saurait douter que, devant l'expression unanime de l'opinion des Plénipotentiaires sur les questions soumises à leur examen, le Gouvernement hellénique ne s'empresse de conformer ses actes aux principes qui viennent d'être rappelés, et que les griefs exposés dans l'Ultimatum de la Porte ne se trouvent, par le fait même, définitivement écartés.

„Cette déclaration sera portée sans délai à la connaissance du Cabinet d'Athènes, et les Plénipotentiaires ont la conviction que la

Sublime Porte renoncera à donner suite aux mesures annoncées par 1869
elle comme devant être la conséquence de la rupture des relations diplomatiques, si, dans une communication notifiée aux Cabinets, la Grèce défère à l'opinion émise par la Conférence.

„Les Plénipotentiaires, faisant dès lors appel aux mêmes sentiments de conciliation et de paix qui animent les Cours dont ils sont les Représentants, expriment l'espoir que les deux Gouvernements n'hésiteront pas à renouer leurs rapports et à effacer ainsi, dans l'intérêt commun de leurs sujets, toute trace du dissentiment qui a motivé la réunion de la Conférence".

Monsieur le Prince de Metternich propose qu'un délai soit fixé à la Grèce pour faire connaître si elle s'engage à se conformer à la déclaration qui lui sera transmise.

M. le Plénipotentiaire de France appuie cette proposition, qui lui paraît d'un intérêt égal pour les deux parties, et il pense que le délai, auquel d'ailleurs on devrait s'abstenir avec soin de donner un caractère comminatoire, pourrait courir du jour de la remise de la déclaration entre les mains du Ministre des Affaires étrangères de Grèce.

Monsieur le Chevalier Nigra regarde comme essentiel que la Turquie adhère préalablement à la déclaration, et elle pourrait le faire en reproduisant les termes de ce document, c'est à-dire en affirmant qu'elle renoncera à donner suite aux mesures qu'implique le rejet de son Ultimatum, si la Grèce défère à l'opinion émise par la Conférence.

M. l'Ambassadeur de Turquie exprime l'espoir que, si la Grèce prend l'engagement d'observer désormais les prescriptions du droit international, la Porte ne fera pas d'objection au rétablissement des rapports diplomatiques; mais il ne voit pas la nécessité de faire dès à présent une déclaration à ce sujet.

M. le Plénipotentiaire de France constate qu'il ne s'agit plus en ce moment que de déterminer dans quels termes et dans quel délai il serait nécessaire que le Gouvernement hellénique répondît pour que la Porte pût retirer les mesures résultant de son Ultimatum.

Monsieur le Chevalier Nigra est d'avis que la déclaration devrait être portée à la connaissance du Gouvernement hellénique par une dépêche du Président de la Conférence. Cette dépêche tracerait implicitement au Cabinet d'Athènes sa réponse, qui devrait consister dans une acceptation pure et simple.

Monsieur le Comte de Stackelberg approuve cette manière de procéder; il pense que la fixation d'un terme dans la déclaration y donnerait un caractère impératif qu'elle ne doit pas revêtir, et qu'il suffira de mentionner le délai dans la dépêche que le Président adressera au Gouvernement hellénique au nom de la Conférence, et

1869 dont les termes pourraient être discutés et arrêtés d'un commun accord.

Monsieur le Marquis de La Valette dit qu'il est prêt à se conformer aux intentions de la Conférence.

Au moment où la séance allait être levée, M. le Plénipotentiaire de France reçoit communication d'un document autographié et non signé, portant le titre de Mémoire sur le conflit Gréco-Turc, et qui lui est transmis par Monsieur le Ministre de Grèce à Paris. Après avoir pris connaissance de cette pièce, ainsi que de ses annexes, et en avoir lu les principaux passages à la Conférence, Monsieur le Marquis de La Valette propose, pour en faciliter l'étude, d'en faire distribuer des copies à chacun des Plénipotentiaires, qui pourront ainsi en mieux apprécier l'argumentation.

Afin de déférer au voeu, unanimement exprimé dans la dernière réunion, que les communications de la Grèce soient accueillies avec bienveillance et sérieusement examinées, les Plénipotentiaires décident que le projet de déclaration sur lequel ils sont tombés d'accord, ne sera pas parafé avant que chacun d'eux ait pu se rendre compte de la valeur du document émané de la Chancellerie hellénique.

Fait à Paris, le 15 janvier 1869.

(Suivent les signatures.)

Protocole No 5.

Séance du 16 janvier 1869.

Présents: MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande Bretagne, de l'Italie, de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, de la Russie, de la Turquie; le Secrétaire de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de France ouvre la délibération en constatant que le document qui lui a été transmis hier par Monsieur le Ministre de Grèce à Paris à été distribué, ainsi qu'il avait été convenu dans la séance d'hier, et que chacun des Membres de la Conférence a pu s'en rendre compte. Monsieur le Marquis de La Valette annonce qu'il a reçu aujourd'hui de Monsieur Rangabé l'extrait d'une dépêche de Monsieur Delyanni, datée d'Athènes le 7 janvier, et qui reproduit les conclusions des différentes notes adressées par le Cabinet hellénique au Ministre de Turquie en Grèce, en formant une demande reconventionelle contre le Gouvernement turc pour les préjudices que les sujets grecs auraient éprouvés par suite des dernières mesures aussi bien que de l'inobservation des Traités.

Il est donné lecture de cette pièce à la Conférence.

Monsieur le Prince de Metternich déclare qu'après avoir examiné 1869
le Mémoire qui a été distribué aux Plénipotentiaires, et entendu celui qui vient d'être porté à leur connaissance, il ne croit pas qu'il y ait lieu de s'écarter des principes, ni de modifier la base de la déclaration discutée dans la séance précédente.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre dit qu'il a lu avec le plus grand soin le document adressé hier à la Conférence par Monsieur le Ministre de Grèce; il l'a comparé avec d'autres documents et spécialement avec le projet de déclaration; il a en outre écouté avec une très-grande attention la lecture de la dépêche de Monsieur Delyanni, et il juge que les arguments développés dans les deux pièces transmises à la Conférence laissent subsister toutes les raisons qui l'ont déterminé à adhérer au projet de déclaration.

M. le Plénipotentiaire d'Italie déclare qu'il a prêté la même attention scrupuleuse à l'examen des documents grecs, mais qu'à ses yeux il y a lieu de maintenir des résolutions qui sont fondées sur une juste et équitable appréciation des questions soumises à la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Prusse, tout en témoignant de l'intérêt avec lequel il a entendu la lecture de ces documents, est d'avis que les prendre en considération ce serait rentrer dans la discussion des faits, que la Conférence a tenu à éviter.

M. le Plénipotentiaire de Russie trouve les documents émanés du Cabinet d'Athènes remplis d'utiles informations, et il en apprécie la forme modérée; mais il doit reconnaître que les satisfactions proposées par la Grèce ne suffiraient pas à écarter les demandes de la Porte, ni à conjurer les calamités de la guerre. Or, comme le but de la Conférence est d'aplanir un différend qui menace la paix, et que l'on est tout près de s'entendre sur une déclaration établissant des principes généraux obligatoires pour la Grèce comme pour les autres États, Monsieur le Comte de Stackelberg est d'avis de maintenir la marche adoptée, en approuvant le projet élaboré avant la communication des documents grecs. Quant aux demandes reconventionelles de la Grèce, c'est là une question étrangère au programme étroitement limité de la Conférence et dont elle n'est pas appelée à s'occuper.

M. l'Ambassadeur de Turquie dit que le premier document mis sous les yeux des Plénipotentiaires n'est qu'une discussion de droit en opposition avec les principes établis au sein de la Conférence. Quant à la dépêche qui vient d'être lue, elle ne se borne pas à une justification du Gouvernement hellénique, elle accuse le Gouvernement ottoman. Si ces pièces devaient figurer aux actes de la Conférence et être prises en considération, il se verrait obligé de les passer en revue point par point et d'opposer à chacune des allégations du Cabinet grec les affirmations contraires du Gouvernement ottoman.

1869 M. le Plénipotentiaire d'Italie résume l'ensemble des raisons qui ont déterminé la Conférence à n'entrer dans aucune controverse au sujet des faits, pour établir les principes destinés à empêcher le retour des actes qui ont motivé les plaintes de la Turquie. Il fait ressortir que les prévisions de la déclaration s'appliquent à tous les points déjà connus de la contestation, et il écarte les considérations émises dans les nouveaux documents communiqués par la Grèce.

M. le Plénipotentiaire de Turquie ne demande pas à la Conférence de revenir sur une de ses décisions et de s'engager dans la discussion des faits, qui a été jugée sans utilité pratiqué; mais il n'a pas cru devoir laisser passer, sans les relever, les assertions développées dans les communications faites à la Conférence par Monsieur le Ministre de Grèce, et les observations qu'il a présentées n'avaient pas d'autre objet.

Monsieur le Marquis de La Valette, rappelant les considérations qu'il a déjà développées à ce sujet, dit que la Conférence, n'ayant pu avoir la pensée d'ouvrir en Orient une enquête incompatible avec l'indépendance des deux parties intéressées, et voulant cependant se rendre un compte exact des faits, a dû attacher une importance particulière aux documents produits par les deux Gouvernements. Ceux du Cabinet d'Athènes ont été d'autant plus consciencieusement examinés, que la Grèce n'était pas représentée dans la Conférence, et l'on peut dire, ajoute M. le Plénipotentiaire de France, que, sous ce rapport, le Gouvernement hellénique a pu tenir un langage beaucoup plus libre que celui qu'il aurait été autorisé à faire entendre, si Monsieur le Ministre de Grèce avait été présent, car Monsieur Rangabé n'aurait pas pu aborder certainement toutes les questions traitées dans les notes communiquées par lui. Le Président de la Conférence croit résumer la pensée des tous en ajoutant que ces communications n'ont pas modifié les dispositions manifestées dans la séance d'hier, et les Plénipotentiaires étant à cet égard unanimes, il propose d'arrêter définitivement les termes du projet de déclaration.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre présente quelques observations sur le passage du deuxième paragraphe, portant que „la Grèce devra s'abstenir désormais de favoriser ou de tolérer: 1° la formation sur son territoire de toute bande armée en vue d'une agression contre la Turquie; 2° l'armement dans ses ports de bâtiments destinés à secourir, sous quelque forme que ce soit, toute tentative d'insurrection dans les possessions de S. M. le Sultan."

Sur la demande de Lord Lyons, la rédaction suivante est adoptés:

„La Grèce devra donc s'abstenir désormais de favoriser ou de tolérer:

1° La formation sur son territoire de toute bande recrutée en vue d'une agression contre la Turquie;

2° L'équipement dans ses ports de bâtiments armés, destinés à 1869
secourir, sous quelque forme que ce soit, toute tentative d'insurrection dans les possessions de S. M. le Sultan."

M. le Plénipotentiaire de Turquie ne peut personnellement que donner son entière adhésion aux principes exposés dans la déclaration; il est toutefois sans instructions pour y apposer sa signature, et il se réserve de faire ultérieurement connaître si son Gouvernement consent à adhérer aux conditions qu'elle lui impose à lui-même.

M. le Plénipotentiaire de France fait observer que la déclaration ne saurait être expédiée à Athènes avant que l'assentiment conditionnel de la Porte ait été notifié à la Conférence. Il est nécessaire, en effet, de savoir préalablement que, si la Grèce défère à la décision des Plénipotentiaires, la Turquie renoncera à donner suite aux mesures définies dans son Ultimatum.

En outre, M. le Plénipotentiaire de France, dans un sentiment de loyauté et pour prévenir tout malentendu, croit qu'il est indispensable de préciser comment aura lieu la notification de l'assentiment de la Grèce, et il fait remarquer que, en établissant qu'elle sera faite aux Cabinets, on décide implicitement qu'elle sera transmise aux différentes Puissances représentées à la Conférence.

M. le Plénipotentiaire d'Italie pense qu'on éviterait cette difficulté en décidant que la réponse de la Grèce serait notifiée à la Conférence elle-même, et il fait une proposition dans ce sens.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Prusse et de Russie, cette proposition est adoptée, et il est convenu que le projet de déclaration sera modifié sur ce point, dont la rédaction est arrêtée ainsi qu'il suit:

„Cette Déclaration sera portée sans délai à la connaissance du Cabinet d'Athènes, et les Plénipotentiaires ont la conviction que la Sublime Porte renoncera à donner suite aux mesures annoncées comme devant être la conséquence de la rupture des relations diplomatiques, si, dans une communication notifiée à la Conférence, le Gouvernement hellénique défère à l'opinion émise par elle."

La discussion étant épuisée au sujet du projet de déclaration les Plénipotentiaires tombent d'accord pour le parafer immédiatement, ne varietur.

La Conférence s'occupe ensuite de la rédaction de la dépêche par laquelle M. le Plénipotentiaire de France fera parvenir à Athènes la déclaration aussitôt que l'adhésion de la Turquie sera officiellement connue. On convient qu'un projet sera présenté à la prochaine séance; et, sur la proposition de Monsieur le Chevalier Nigra, on décide la communication sera faite directement par Monsieur le Président de la Conférence à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de

1869 Grèce, et sera appuyée, à Athènes, par les Représentants de l'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse et de la Russie.

Fait à Paris, le 16 janvier 1869.

(*Suivent les signatures.*)

Protocole N° 6.

Séance du 20 janvier 1869.

Présents: MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, de la Russie, de la Turquie; le Sécretaire de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de France annonce que, s'étant mis en communication avec Monsieur le Ministre de Grèce à Paris, il lui a donné connaissance de la déclaration parafée dans la séance du 16 janvier; il lui a même lu le projet de dépêche qui doit être examiné aujourd'hui et qui accompagnera l'envoi de la déclaration au Cabinet d'Athènes. Monsieur Rangabé se trouve ainsi au courant non-seulement des résolutions de la Conférence, mais en quelque sorte de sa pensée et de ses intentions.

Monsieur le Marquis de La Valette ajoute qu'il a reçu de Monsieur le Ministre de Grèce l'extrait d'une nouvelle dépêche de Monsieur Delyanni, en date du 7 janvier ainsi que la précédente. Ne voulant pas se porter juge de ce document, il propose de le soumettre à l'appréciation de la Conférence. Après en avoir entendu la lecture, MM. les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Prusse et de Russie sont unanimes pour constater qu'il soulève des questions de territoire dont l'examen est en dehors des limites assignées à la délibération. Sans attendre les observations que M. le Plénipotentiaire de Turquie se disposait à présenter, la Conférence se déclare incompétente et décide qu'elle ne saurait donner aucune suite à la communication de Monsieur le Ministre de Grèce.

Monsieur le Marquis de La Valette demande à résumer les dépêches télégraphiques qui lui sont parvenues seulement dans la journée d'hier en réponse à celles qu'il a adressées au Ministre de France à Athènes dans la matinée du 10 janvier, conformément aux résolutions prises en commun. Il résulte de ces informations sommaires que le Gouvernement grec ne croit pas pouvoir revenir sur sa détermination de ne point se réunir aux Puissances autrement que sur un pied de complète égalité avec la Turquie. Le Cabinet hellénique proteste toutefois de son intention de ne rien faire qui soit de nature à rendre plus difficile la tâche des Plénipotentiaires, et ajoute que,

en ce qui le concerne, le statu quo sera maintenu pendant la durée 1869
de leurs travaux.

Monsieur le Marquis de La Valette, s'étant acquitté de toutes les communications qu'il avait à soumettre à ses Collègues, insiste sur la nécessité d'arrêter sans nouveaux retards des décisions définitives.

La Conférence, après avoir parafé le projet de déclaration délibéré dans les deux séances précédentes, s'était ajournée afin de laisser à M. le Plénipotentiaire de Turquie le temps nécessaire pour recevoir les instructions qu'il attendait de Constantinople. Djemil-Pacha se trouvant en mesure de faire connaître aujourd'hui la résolution de la Sublime Porte, le Président lui donne la parole.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit qu'il a transmis à son Gouvernement le texte du projet de déclaration parafé dans la dernière séance par MM. les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Prusse et de Russie. Il ajoute que le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan adhère entièrement à la déclaration de la Conférence, et que, si le Cabinet d'Athènes, par une Communication notifiée à la Conférence, fait savoir qu'il adhère lui-même à cet acte, la Sublime Porte renoncera à mettre à exécution les mesures annoncées comme devant être la conséquence du rejet de son Ultimatum.

La Conférence prend acte de la déclaration de M. le Plénipotentiaire de Turquie et reconnaît unanimement qu'elle constitue une adhésion complète et sans réserves. Il est décidé dès lors que sa propre déclaration sera portée dans le plus bref délai possible à la connaissance du Cabinet d'Athènes.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Prusse et de Russie apposent leur signature à ce document, dont les termes demeurent fixés ainsi qu'il suit:

Déclaration.

„Justement préoccupées des dangers qui peuvent naître de la rupture des relations entre la Turquie et la Grèce, les Puissances signataires du Traité de 1856 se sont entendues pour apaiser le différend survenu entre les deux États, et ont autorisé à cet effet leurs Représentants auprès de S. M. l'Empereur des Français à se constituer en Conférence.

„Après une étude attentive des documents échangés entre les deux Gouvernements, les Plénipotentiaires sont tombés d'accord pour regetter que, cédant à des entraînements sur lesquels son patroitisme a pu l'égarer, la Grèce ait donné lieu aux griefs articulés par la Porte ottomane dans l'Ultimatum remis le 11 décembre 1868 au Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi des Hellènes. Il est constant, en effet, que les principes du droit des gens obligent

1869 la Grèce, comme toutes les autres nations, à ne pas permettre que des bandes se recrutent sur son territoire, ni que des bâtiments s'arment dans ses ports pour attaquer un État voisin.

„Persuadée d'ailleurs que le Cabinet d'Athènes ne saurait méconnaître la pensée qui inspire cette appréciation aux trois Cours protectrices de la Grèce, comme à toutes les autres Puissances signataires du Traité de 1856, la Conférence déclare que le Gouvernement hellénique est tenu d'observer, dans ses rapports avec la Turquie, les règles de conduite communes à tous les Gouvernements et de satisfaire ainsi aux réclamations formulées par la Sublime Porte pour le passé, en la rassurant en même temps pour l'avenir.

„La Grèce devra donc s'abstenir désormais de favoriser ou de tolérer:

„1° la formation sur son territoire de toute bande recrutée en vue d'une agression contre la Turquie;

„2° l'équipement dans ses ports de bâtiments armés destinés à secourir, sous quelque forme que ce soit, toute tentative d'insurrection dans les possessions de S. M. le Sultan.

„En ce qui regarde les demandes de la Porte relatives au rapatriement des Crétois émigrés sur le territoire hellénique, la Conférence prend acte des déclarations faites par le Cabinet l'Athènes, et demeure convaincue qu'il se prêtera à faciliter, autant qu'il dépend de lui, le départ des familles candiotes qui désireraient rentrer dans leur patrie.

„Quant aux dommages privés encourus par des sujets ottomans, le Gouvernement hellénique ne contestant nullement à la Turquie le droit de faire poursuivre par la voie judiciaire les réparations qui pourraient être dues, et la Turquie acceptant de son côté la juridiction des tribunaux grecs, les Plénipotentiaires ne croient pas devoir entrer dans l'examen des faits et sont d'avis que le Cabinet d'Athènes ne doit négliger aucune des voies légales pour que l'oeuvre de la justice suive son cours régulier.

„La Conférence ne saurait douter que, devant l'expression unanime de l'opinion des Plénipotentiaires sur les questions soumises à leur examen, le Gouvernement hellénique ne s'empresse de conformer ses actes aux principes qui viennent d'être rappelés, et que les griefs exposés dans l'Ultimatum de la Porte ne se trouvent, par le fait même, définitivement écartés.

„Cette Déclaration sera portée sans délai à la connaissance du Cabinet d'Athènes, et les Plénipotentiaires ont la conviction que la Sublime Porte renoncera à donner suite aux mesures annoncées comme devant être la conséquence de la rupture des relations diplomatiques, si, dans une communication notifiée à la Conférence, le Gouvernement hellénique défère à l'opinion émise par elle.

„Les Plénipotentiaires, faisant dès lors appel aux mêmes senti- 1869
ments de conciliation et de paix qui animent les Cours dont ils sont les représentants, expriment l'espoir que les deux Gouvernements n'hésiteront pas à renouer leurs rapports et à effacer ainsi, dans l'intérêt commun de leur sujets, toute trace du dissentiment qui a motivé la réunion de la Conférence."

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit qu'il signera le Protocole où doit figurer la Déclaration, mais qu'il s'abstiendra de revêtir de sa signature l'Acte même qui sera présenté au Cabinet d'Athènes. En agissant ainsi, conformément aux instructions qu'il a reçues, il obéit à un sentiment de réserve et de modération qui lui paraît entrer dans la pensée de la Conférence.

Monsieur le Marquis de la Valette annonce qu'il se propose de faire parvenir la Déclaration à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de Grèce par le courrier qui partira de Paris vendredi prochain 22 janvier.

M. le Plénipotentiaire de France signale une préoccupation témoignée par le Gouvernement ottoman, et dont M. l'Ambassadeur de Turquie l'a entretenu. Disposée à se conformer au voeu formulé dans la Déclaration que les rapports diplomatiques ne demeurent pas plus longtemps interrompus entre les deux Pays, la Porte se demande comment il sera procédé au rétablissement des relations, et elle juge nécessaire que le Gouvernement hellénique prenne à cet égard l'initiative. M. le Plénipotentiaire de France est d'avis qu'il y aurait intérêt à aplanir cette difficulté, afin d'écarter à l'avance tout ce qui peut retarder le rapprochement que l'on s'est proposé pour but. Du moment où la Grèce aurait adhéré à la Déclaration, la Turquie ayant de son côté renoncé, sous cette condition, à donner suite aux mesures comminatoires indiquées dans l'Ultimatum, on pourrait décider que les relations des deux Cabinets se trouveraient rétablies par ce seul fait.

La Conférence prend une résolution en ce sens.

Il est convenu en même temps que la lettre adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de Grèce pour lui faire parvenir la Déclaration signée aujourd'hui contiendra l'expression du voeu unanimement manifesté à ce sujet par les Plénipotentiaires.

M. le Plénipotentiaire de France demande que les termes de cette dépêche soient immédiatement arrêtés. Il donne lecture du projet qu'il a préparé à la suite de l'échange d'idées qui a eu lieu dans la séance précédente. Après avoir été complété conformément à la décision qui vient d'être prise, ce projet est adopté.

Sur la proposition de M. le Plénipotentiaire de Russie, on convient que ce Document sera annexé au Protocole.

Monsieur le Marquis de La Valette rappelle que son intention étant d'expédier après-demain la communication qu'il est chargé d'adresser

1869 au Cabinet d'Athènes, il est urgent d'en aviser les différentes Cours, et les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de Grand-Bretagne, d'Italie, de Prusse et de Russie s'engagent à en informer leurs Gouvernements, afin que les Légations en Grèce soient invitées à prêter leur appui à la démarche du Président de la Conférence.

Fait à Paris, le 20 janvier 1869.

(Suivent les signatures.)

(Annexe au Protocole.)

20 janvier 1869.

Le marquis de Moustier à M. P. Delyanni.

Monsieur le Ministre, les Puissances signataires du Traité de 1856, reunies en Conférence à Paris afin d'examiner, dans un esprit de conciliation, le différend survenu entre la Grèce et la Turquie, ont profondément regretté que le Gouvernement hellénique n'ait point cru pouvoir permettre à son Représentant d'assister à leurs travaux, et n'ait pas choisi cette voie pour faire entendre ses explications au sein de la Conférence.

Elles ont jugé néanmoins de leur devoir de poursuivre l'oeuvre de médiation bienveillante qu'elles avaient entreprise dans l'intérêt de la paix, en me chargeant, en ma qualité de Président de la Conférence, de faire savoir à Monsieur le Ministre de Grèce à Paris, qu'il pouvait entrer en communication avec elle par mon entremise. Je n'ai pas besoin d'ajouter que je me suis empressé, ainsi que les procès-verbaux de la déliberation en font foi, de porter les documents qui m'ont été adressés par M. Rangabé à la connaissance des Plénipotentiaires, et les résolutions que la Conférence était appelée à prendre n'ont été définitivement adoptées qu'après un examen attentif de toutes les pièces qui pouvaient éclairer leur conscience.

Cet examen impartial et approfondi a conduit les Puissances à la conviction unanime qu'il y avait lieu de dégager le débat des questions de fait et de s'attacher bien moins à prononcer sur le passé qu'à rechercher les règles de conduite qui doivent, dans l'avenir, présider aux rapports entre la Turquie et la Grèce. La Conférence, en un mot, a pensé que le meilleur moyen de prévenir le retour des difficultés actuelles et d'en effacer les traces était de préciser les principes généraux de droit international sur lesquels les deux Gouvernements étaient en dissentiment, et qui sont ou doivent être la loi commune de toutes les nations.

Je suis chargé par la Conférence de faire connaître à Votre Ex- 1869
cellence la Déclaration ci-jointe, dans laquelle les Plénipotentiaires ont consigné le résultat de leurs appréciations et de leurs voeux.

La Conférence et persuadée que le Gouvernement hellénique ne saurait méconnaître la pensée bienveillante qui l'a constamment dirigée dans ses travaux, et qu'il ne se refusera pas à accéder à des principes universels, qui, je le répète, sont également obligatoires pour tous les États, et que la Grèce peut certainement s'approprier sans qu'il en résulte aucune atteinte pour son indépendance et sa dignité.

Pour que sa détermination, toutefois, ait la valeur immédiate que les Cabinets désirent pouvoir y attacher, il est nécessaire, que, dans la semaine qui suivra la remise de la présente Déclaration, le Gouvernement hellénique réponde, en notifiant à la Conférence, par mon entremise, son adhésion pure et simple aux décisions exposées dans cet Acte et sa résolution d'y conformer dorénavant son attitude.

Ainsi que le constate l'adhésion que, de son côté, M. le Plénipotentiaire de Turquie a déjà donnée à la Déclaration, et qui est consignée dans les Protocoles, la Porte Ottomane s'engage, à cette condition, à renoncer aux mesures énoncées dans l'Ultimatum du 11 décembre.

Par le fait de l'acquiescement du Gouvernement de Sa Majesté Hellénique à la déclaration, la reprise des rapports diplomatiques entre la Grèce et la Turquie sera considérée comme avenue de plein droit au moment même où cet acquiescement aura été notifié à la Conférence.

Passé le délai indiqué, la Conférence devrait, à son vif et profond regret, regarder comme un refus le silence du Cabinet d'Athènes, et ses propres efforts de conciliation comme épuisés.

Il ne lui resterait plus dès lors qu'à abandonner le Gouvernement hellénique aux conséquences d'une détermination qui serait en opposition avec le voeu de toutes les Puissances en faveur du maintien de la paix.

Signé: *La Valette.*

Protocole N° 7.

Séance du 18 février 1869.

Présents: MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne. de l'Italie, de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, de la Russie, de la Turquie; le Secrétaire de la Conférence.

Le Président de la Conférence ayant reçu la réponse du Gouvernement hellénique à la communication qu'il avait été chargé de

1869 lui faire, en vertu des décisions adoptées en commun, les Plénipotentiaires se sont réunis aujourd'hui pour prendre connaissance de ce Document.

Monsieur le Marquis de La Valette ouvre la séance en donnant lecture de la lettre du Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi des Hellènes, en date du 25 janvier/6 février. Il ajoute que le Ministre de France à Athènes lui a fait parvenir une proclamation au peuple grec, par laquelle le nouveau Cabinet explique sa résolution d'accéder à la déclaration de la Conférence. Monsieur le Marquis de La Valette a été également instruit par Monsieur le Ministre de Grèce à Paris de l'existence d'une circulaire adressée aux Agents helléniques au dehors, et dont Monsieur Rangabé avait manifesté l'intention de donner connaissance à chacun des Plénipotentiaires. Cette communication n'ayant pas été faite jusqu'à l'heure présente. M. le Plénipotentiaire de France ne pense pas qu'il y ait lieu de s'en préoccuper. Il ne croit pas non plus que l'on doive entrer dans l'examen de la proclamation, qui n'a pas été transmise par le Cabinet hellénique. La Conférence a donc à délibérer uniquement sur la réponse du Cabinet d'Athènes et à décider si ce document peut être considéré comme constituant une adhésion complète à la déclaration du 20 janvier, et comme propre à mettre fin au différend entre la Turquie et la Grèce.

M. le Plénipotentiaire de l'Autriche-Hongrie dit qu'il aurait désiré savoir que la circulaire ne renferme pas de réserves de nature à modifier l'opinion des Puissances sur la réponse de la Grèce. Si cependant cette circulaire est conçue dans le même esprit que la proclamation et ne contient que l'expression de regrets, Monsieur le Prince de Metternich ne voit aucune raison d'en tenir compte, car elle ne pourrait exercer aucune influence sur le jugement que la Conférence est appelée à porter.

M. le Plénipotentiaire de Russie constate qu'en fait la circulaire dont il s'agit n'a pas été communiquée en temps opportun pour être l'objet d'une délibération, et il en tire la conclusion que Monsieur le Ministre de Grèce n'y aura pas lui-même attaché une valeur pratique.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre demande si l'on peut regarder comme établi que le Représentant de la Grèce a été averti de la réunion de la Conférence et qu'il a été mis en mesure de faire sa communication avant la séance; en un mot, si l'on peut croire qu'il s'est abstenu sciemment de donner suite à sa pensée première.

MM. les Plénipotentiaires de France et de Russie répondent affirmativement.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre dit que la Conférence doit dès lors se borner à rechercher si la lettre de Monsieur le Marquis de la Valette est conforme ou non au voeu émis dans la déclaration collective.

Monsieur le Marquis de la Valette est d'avis que, si Monsieur le Ministre de Grèce avait cru devoir faire la communication qu'il avait annoncée, les Plénipotentiaires auraient dû eux-mêmes l'examiner pour se conformer à la règle qu'ils avaient suivie jusqu'ici, sauf à écarter toute discussion sur les questions laissées en dehors des limites de leur compétence. M. le Plénipotentiaire de France en avait fait l'observation à Monsieur Rangabé, et avait appelé toute son attention sur les difficultés qu'il créerait pour la Grèce si, produisant un document nouveau après la réponse de Monsieur Delyanni, il donnait à la Cour d'Athènes l'apparence de vouloir retirer d'une main ce qu'elle accordait de l'autre. La Conférence, de son côté, ajoute Monsieur le Marquis de La Valette, n'a pas intérêt à demander la production d'une pièce qui pourrait faire renaître des discussions sans issue; elle a voulu écarter les incidents qui inquiétaient dans le présent les amis de la paix en Orient. Renfermés dans cette limite par l'accord de leurs Cabinets, les Plénipotentiaires ont atteint leur but, et ils peuvent légitimement se flatter d'avoir rendu un important service à la Grèce. La proclamation du Ministère hellénique en offre la preuve en quelque sorte à chaque ligne, car elle atteste, d'une manière plus saisissante qu'aucune Puissance n'eût osé le dire, à quel point les Grecs étaient hors d'état de soutenir la guerre avec la Turquie. 1869

M. le Plénipotentiaire de France voit en même temps dans la situation de la Grèce, telle qu'elle est représentée par la proclamation, un témoignage de la modération et de la sagesse dont la Porte Ottomane s'est montrée animée en abandonnant la pensée de poursuivre elle-même ses griefs par la force et en déférant aux conseils pacifiques des Puissances. Devant cet exposé de l'état du Royaume hellénique, on doit rendre également justice aux nouveaux Ministres, qui ont su, en acceptant la déclaration, détourner les périls qui menaçaient leur pays si une lutte armée avait dû s'engager. Sans s'arrêter aux regrets dont ils ont entouré leur résolution, la Conférence, suivant Monsieur le Marquis de La Valette, doit envisager la résolution elle-même, et il se plaît, pour sa part, à y voir un gage sérieux de l'apaisement qui s'est fait dans les esprits en Grèce.

Monsieur le Comte de Stackelberg ajoute que Sa Majesté le Roi des Hellènes a montré beaucoup d'énergie dans ces dernières circonstances, et que sa fermeté est aussi une garantie de la loyauté avec laquelle la Grèce se conformera aux engagements qu'elle a pris.

M. le Plénipotentiaire de France déclare que Sa Majesté le Roi Georges s'est en effet conduit avec décision, ne se laissant ni décourager par les difficultés qu'il a rencontrées pour trouver de nouveaux Ministres, ni intimider par les manifestations au moyen desquelles on avait espéré l'entraîner dans la voie de la résistance

1869 aux voeux de l'Europe. Monsieur le Marquis de La Valette s'associe donc entièrement au sentiment exprimé par M. le Plénipotentiaire de Russie, et à l'espoir qu'il fonde pour l'avenir sur l'attitude calme et ferme de Sa Majesté le Roi des Hellènes dans cette crise. M. le Plénipotentiaire de France croit trouver en outre un symptôme de l'affermissement des idées de prévoyance et de sagesse à Athènes dans la responsabilité que Monsieur le Ministre de Grèce a assumée de ne pas faire la communication qu'il avait d'abord annoncée.

M. le Plénipotentiaire d'Italie dit qu'après les explications qui viennent d'être données il ne reste plus qu'à prendre une détermination au sujet de la réponse du Gouvernement hellénique, seul document dont la Conférence soit saisie, et à décider si cette réponse satisfait aux conditions qu'elle devait remplir.

Tous les Plénipotentiaires sont d'accord pour reconnaître qu'elle ne donne lieu à aucune observation particulière.

En conséquence, sur la proposition de Monsieur le Chevalier Nigra, la Conférence prend acte de l'adhésion de la Grèce aux principes énoncés dans la déclaration du 20 janvier 1869.

Il est convenu que la lettre de Monsieur Delyanni à Monsieur le Marquis de La Valette, datée du 25 janvier/6 février, sera annexée au Protocole.

La Conférence charge en même temps son Président de remercier les Cours de Constantinople et d'Athènes de la preuve de déférence qu'elles ont donnée en écoutant les conseils qui leur étaient adressés.

Conformément aux termes de la dépêche de Monsieur le Marquis de La Valette au Gouvernement hellénique, la Conférence décide enfin que les rapports diplomatiques sont rétablis ipso jure entre la Turquie et la Grèce par l'adhésion, maintenant constatée, du Cabinet d'Athènes.

M. le Plénipotentiaire de France demande à M. le Plénipotentiaire de Turquie s'il croit que la Porte serait disposée à accepter pour le rétablissement de fait des Légations le principe de la simultanéité et à prendre l'engagement d'envoyer son Ministre à Athènes dès qu'elle saurait, par l'entremise de l'Ambassade de France, que l'Agent hellénique se rend lui-même à Constantinople.

M. le Plénipotentiaire de Turquie répond qu'il a informé son Gouvernement de la suggestion déjà faite dans des entretiens antérieurs par Monsieur le Marquis de La Valette à ce sujet, mais qu'il n'a pas encore reçu les instructions qu'il attend.

M. le Plénipotentiaire d'Italie dit que la Conférence rendrait un nouveau service à la Turquie et à la Grèce si elle employait ses bons offices pour faciliter l'aplanissement de toute difficulté sur ce dernier point, et il propose de charger M. le Plénipotentiaire de France de pressentir les deux Cours de Constantinople et d'Athènes à l'effet de

déterminer, de concert avec elles, le jour où les Ministres respectifs 1869
partiraient pour se rendre à leur poste.

Monsieur le Marquis de la Valette déclare qu'il est prêt à seconder le voeu de la Conférence, et qu'il invitera sans perte de temps les Agents diplomatiques de l'Empereur en Turquie et en Grèce à appuyer la combinaison dont il s'agit et à en faciliter l'exécution.

Monsieur le Marquis de La Valette donne ensuite connaissance d'une démarche faite auprès du Ministre de France en Grèce par une députation des principaux Crétois réfugiés à Athènes. Ces délégués de l'émigration étaient chargés d'attester le voeu unanime de leurs compatriotes de rentrer en Crète, pourvu qu'ils eussent la certitude de ne pas être molestés à leur retour. M. le Plénipotentiaire de France dit qu'il n'a aucun doute sur les dispositions bienveillantes de la Porte en ce qui concerne le traitement réservé aux familles candiotes. Il désirerait toutefois recevoir de M. le Plénipotentiaire de Turquie l'assurance que les émigrés crétois ne seront pas recherchés ou menacés pour leur participation aux événements de Candie. Il fait observer, d'ailleurs, que cette question n'implique aucune pensée d'immixtion dans les rapports du Sultan avec ses sujets. Le but de la Conférence, ajoute Monsieur le Marquis de La Valette, est uniquement de savoir d'une manière certaine qu'elle n'expose pas au danger de poursuites et de vexations de la part des autorités ottomanes les familles dont elle demande que le rapatriement soit facilité, et qu'elle encourage ainsi à retourner en Crète.

Djemil-Pacha répond que jamais aucun des réfugiées déjà rentrés en Crète n'a été inquiété; que la Porte elle-même s'efforce de hâter le rapatriement; qu'elle n'a que des sentiments de commisération pour les malheureuses familles qui se sont éloignées de leur pays pendant l'insurrection, et qu'autorisées par ce qui s'est passé pour celles qui ont déjà quitté la Grèce, elles peuvent compter à leur retour sur toute sécurité pour leurs personnes et pour leurs biens.

La Conférence prend acte de la déclaration faite par M. le Plénipotentiaire ottoman.

M. le Plénipotentiaire de France demande à Djemil-Pacha si la Porte est prête à recommencer les opérations du rapatriement et si elle se trouvera prochainement en état de recevoir dans les ports de la Grèce les familles qui désirent dès à présent effectuer leur retour en Crète.

M. le Plénipotentiaire de Turquie rappelle que, avant la rupture des relations avec la Grèce, le Gouvernement ottoman avait nolisé des bâtiments destinés à opérer à ses frais le transport des émigrés candiotes, et que ces mesures n'avaient été différées que par suite de la suspension des rapports diplomatiques. Il ajoute qu'il a transmis

1869 à Constantinople la question que M. le Plénipotentiaire de France lui avait déjà posée à ce sujet, et qu'il ne doute pas que la Porte ne s'empresse d'employer au rapatriement tous les moyens dont elle dispose.

La discussion étant épuisée sur tous les points mis en délibération, Monsieur le Prince de Metternich demande la parole pour remercier le Président, au nom de la Conférence, de la façon éclairée et loyale dont il a dirigé ses travaux, et ajoute que le succès obtenu doit lui être en grande partie attribué. M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie se félicite personnellement d'avoir participé à une réunion qui s'est distinguée par une unité constante et remarquable de principes et d'intentions pacifiques, et il manifeste l'espoir que cette Conférence servira de précédent salutaire.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse, de la Russie et de la Turquie joignent leurs remercîments à ceux de Monsieur le Prince de Metternich, et se plaisent à constater l'esprit de conciliation et les vues élevées que M. le Plénipotentiaire de France a apportés dans cette négociation.

MM. les Plénipotentiaires expriment en même temps leur satisfaction pour la manière dont le Secrétaire de la Conférence chargé de la rédaction des Protocoles s'est acquitté de cette tâche.

Monsieur le Marquis de La Valette témoigne sa vive reconnaissance pour les appréciations bienveillantes de ses Collègues et pour l'appui qu'il a trouvé auprès d'eux dans la poursuite du but commun. Si les travaux de la Conférence, ajoute-t-il, ont eu une issue favorable, on le devra principalement aux dispositions conciliantes qui se sont manifestées de toutes parts.

M. le Plénipotentiaire de France ne veut pas exagérer les résultats auxquels la Conférence est arrivée. Il croit cependant qu'on ne saurait équitablement en contester la valeur, car les Cabinets représentés dans cette réunion sont parvenus à prévenir le conflit qui était près d'éclater en Orient, et à écarter ainsi une cause de complications pour l'Europe. Monsieur le Marquis de La Valette espère en outre, avec Monsieur le Prince de Metternich, que l'exemple donné par la Conférence ne sera pas perdu, et que l'oeuvre pacifique accomplie en vertu et dans l'esprit du Protocole du 14 avril 1856 restera comme un précédent, qui sera de plus en plus invoqué dans les dissentiments qu'une délibération commune peut aplanir.

Tous les Plénipotentiaires sont unanimes pour exprimer ce voeu, et la Conférence, ayant atteint le but de sa mission, se déclare dissoute.

Fait à Paris, le 18 février 1869.

(Suivent les signatures.)

M. Théodore Delyanni au marquis de La Valette. 1869

Athènes, le 25 janvier/6 février 1869.

Monsieur le Ministre, mon prédécesseur, M. P. Delyanni, m'a remis la lettre que vous avez bien voulu lui adresser le 20 janvier, ainsi que la Déclaration y annexée en copie des Plénipotentiaires des six grandes Puissances européennes réunis en Conférence à Paris, afin d'examiner, dans un esprit de conciliation, le différend survenu entre la Grèce et la Turquie.

Le résultat des délibérations de la Conférence a été accueilli, je ne saurais vous le dissimuler, Monsieur le Ministre, avec un sentiment de pénible émotion par le peuple hellène tout entier, et la crise ministérielle, s'étant prolongée pendant plusieurs jours, a fait qu'une réponse n'a pu être donnée dans cet intervalle à la lettre de Votre Excellence. Le Cabinet dont j'ai l'honneur de faire partie s'est fait un devoir, aussitôt constitué, de prendre en sérieuse considération le contenu de la Déclaration et de votre communication.

Le Gouvernement du Roi a vu avec regret que le Ministre de Sa Majesté à Paris n'a pu prendre part aux travaux de la Conférence, par suite de la position d'infériorité qui lui a été faite vis-à-vis du Plénipotentiaire de Turquie.

En présence de l'unanimité des six grandes Puissances européennes et de votre déclaration que leurs Plénipotentiaires, en dégageant le débat des questions de fait, n'ont eu en vue que de rechercher les règles de conduite qui doivent présider aux rapports entre la Grèce et la Turquie, je m'empresse de vous informer que le Gouvernement du Roi adhère aux principes généraux de jurisprudence internationale contenus dans la Déclaration de la Conférence, et qu'il est décidé d'y conformer son attitude.

En priant Votre Excellence de vouloir bien porter cette adhésion à la connaissance de la Conférence, j'aime à espérer que les six grandes Puissances, appréciant les difficultés de la situation, tiendront compte à la Grèce de sa résolution de déférer à leurs voeux et de contribuer pour sa part au maintien du repos général.

Je saisis avec empressement cette occasion de vous exprimer les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

Signé: Théodore *Delyanni.*

1869 **530.**

19 janvier 1869.

Loi sur la nationalité Ottomane; en date du 19 janvier 1869.

(Martens N. R. G. t. XVIII, p. 238.)

Traduction.

Article 1.

Tout individu né d'un père Ottoman et d'une mère Ottomane, ou seulement d'un père Ottoman, est sujet Ottoman.

Article 2.

Tout individu né sur le territoire Ottoman, de parents étrangers, peut, dans les trois années qui suivront sa majorité, revendiquer la qualité de sujet Ottoman.

Article 3.

Tout étranger majeur qui a résidé durant cinq années consécutives dans l'Empire Ottoman peut obtenir la nationalité Ottomane en adressant directement ou par intermédiaire sa demande au Ministre des Affaires étrangères.

Article 4.

Le Gouvernement Impérial pourra accorder extraordinairement la nationalité Ottomane à l'étranger qui, sans remplir les conditions de l'article précédent, serait jugé digne de cette faveur exceptionnelle.

Article 5.

Le sujet Ottoman qui a acquis une nationalité étrangère avec l'autorisation du Gouvernement Impérial est considéré et traité comme sujet étranger; si, au contraire, il s'est naturalisé étranger sans l'autorisation préalable du Gouvernement Impérial, sa naturalisation sera considérée comme nulle et non avenue, et il continuera à être considéré et traité en tous points comme sujet Ottoman.

Aucun sujet Ottoman ne pourra, dans tous les cas, se naturaliser étranger qu'après avoir obtenu un acte d'autorisation délivré en vertu d'un Iradé impérial.

Article 6.

Néanmoins le Gouvernement Impérial pourra prononcer la perte de la qualité de sujet Ottoman contre tout sujet Ottoman qui se sera naturalisé à l'étranger ou qui aura accepté des fonctions militaires près d'un Gouvernement étranger sans l'autorisation de son Souverain.

Dans ce cas, la perte de la qualité de sujet Ottoman entraînera de plein droit l'interdiction, pour celui qui l'aura encourue, de rentrer dans l'Empire Ottoman.

Article 7. 1869

La femme Ottomane qui a épousé un étranger peut, si elle devient veuve, recouvrer sa qualité de sujette Ottomane, en en faisant la déclaration dans les trois années qui suivront le décès de son mari. Cette disposition n'est toutefois applicable qu'à sa personne; ses propriétés sont soumises aux lois et règlements généraux qui les regissent.

Article 8.

L'enfant même mineur d'un sujet Ottoman qui s'est naturalisé étranger ou qui a perdu sa nationalité ne suit pas la condition de son père et reste sujet Ottoman. L'enfant même mineur d'un étranger qui s'est naturalisé Ottoman ne suit pas la condition de son père et reste étranger.

Article 9.

Tout individu habitant le territoire Ottoman est réputé sujet Ottoman et traité comme tel, jusqu'à ce que sa qualité d'étranger ait été régulièrement constatée.

531.

21 janvier 1869.

Déclaration échangée entre le gouvernement austro-hongrois et le gouvernement italien pour l'admission réciproque des sociétés en commandite et anonymes à l'exclusion des sociétés d'assurance.

(Tratt. e conv. III, p. 297.)

Déclaration.

Le soussigné, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi d'Italie, déclare par la présente, au nom du Gouvernement italien, que les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières (à l'exception toutefois des compagnies d'assurance) fondées, avec l'autoisation du Gouvernement Impérial, dans les États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique représentés dans le Conseil de l'Empire, pourront exercer en Italie tous leurs droits, y compris celui d'ester en justice, en se conformant aux lois du Royaume, et à la condition que les sociétés ou associations de même nature légalement établies en Italie soient admises à jouir des mêmes droits dans les États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique représentés dans le Conseil de l'Empire.

En foi de quoi, le soussigné a muni la présente déclaration de sa signature et du cachet de ses armes.

Florence, le 19 janvier 1869.

(L. S.) Signé: L. F. *Menabrea.*

1869 Cette déclaration a été échangée contre une déclaration identique du Ministre I. et R. des affaires étrangères de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, datée du 21 janvier 1869.

Kundmachung des Ministeriums des Innern vom 15. Februar 1869, betreffend die gegenseitige Zulassung österreichischer und italienischer Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien mit Ausschluss der Versicherungsgesellschaften zum Geschäftsbetriebe.

(R. G. B. 1869, Nr. 24.)

Von Seite des k. k. Ministeriums des Innern wird mit der Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder bekanntgemacht, dass die k. k. österreichische und die königlich italienische Regierung, und zwar die erstere mit Hinblick auf die Verordnung vom 29. November 1865 (R. G. Bl. Nr. 127) mittelst zu Florenz ausgewechselten Erklärungen vom 21. Jänner d. J. übereingekommen sind, die im Königreiche Italien und die in den im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder der österreichisch-ungarischen Monarchie gegründeten Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss der Versicherungsgesellschaften, gegen Beobachtung der in den betreffenden Staatsgebieten bestehenden einschlägigen gesetzlichen Vorschriften gegenseitig, d. i. die österreichischen in Italien und die italienischen in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern, zum Geschäftsbetriebe zuzulassen.

Giskra m. p.

532.

22 janvier 1869.

Ordonnance du ministère Royal hongrois de la justice concernant l'exécution des sentences rendues par les tribunaux russes en matière civile et de lettres de change.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Verordnung des königl. ungarischen Justizministeriums vom 22. Jänner 1869, Z. 18729, in Angelegenheit der Execution der in Civil- und Wechselsachen gefällten russischen Urtheile.

Die im russischen Reiche früher bestandene Vorschrift, dass ausländische Urtheile dort keinesfalls vollzogen werden, hat durch die neue Civilprocessordnung eine Aenderung erlitten, insoferne in

Civilsachen gefällte Urtheile durch jene russischen Gerichte, in deren 1869
Gebiete die neue Civilprocessordnung in das Leben getreten, in jenem Falle vollzogen werden, wenn das Ansuchen um die Execution, betreffs dessen Erfordernisse die Vorschriften der hiesigen Verordnung, Z. 81514, vom Jahre 1868 zu beobachten sind, bei dem zuständigen russischen Gerichte eingelangt ist, und dieses nach kurzer Verhandlung das Urtheil als ein solches findet, welches den dortigen Staatsgesetzen oder der socialen Ordnung nicht widerspricht. Urtheile, wodurch ein Recht auf unbewegliche Güter in Russland zugesprochen wird, werden nicht vollzogen.

Nach dem Grundsatze der Reciprocität ist hier in dem Falle, als von den in der Verordnung, Z. 8154, 1868 aufgeführten russischen Gerichten Executionsgesuche in Civil- und Wechselsachen, die sich nicht auf liegende Güter in Ungarn erstrecken, einlangen, ebenso vorzugehen.

Die vorläufige Prüfung steht in Ungarn in Wechselsachen nach Gesetzartikel 1840 (XV, II. Theil, §. 193) dem Wechselobergerichte, in Civilsachen der k. Tafel in Pest, in Siebenbürgen aber in Civil- und Wechselsachen der k. Tafel in Máros-Vásárhely zu.

533.

9 février 1869.

Règlement ottoman relatif aux bâtiments chargés de sel étranger qui relâchent dans les ports de mer de l'Empire, ou qui traversent le Bosphore pour se rendre dans la mer Noire.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey III, p 412.)

Article 1.

Si un bâtiment chargé, en tout ou en partie, de sel étranger, est obligé d'entrer dans un port de l'Empire, le capitaine sera tenu, immédiatement après avoir pris pratique, de donner avis des motifs de son arrivée à l'autorité douanière qui lui indiquera l'endroit où il devra mouiller. Cette déclaration, si elle est par écrit, pourra être en quelque langue que ce soit, et l'autorité douanière en délivrera un reçu, si elle est verbale, procès-verbal en sera dressé et copie remise au capitaine.

Dans le cas, où, par suite de force majeure, le bâtiment se serait arrêté sur un point quelconque des côtes de l'Empire, le capitaine sera tenu, aussitôt que l'état de la mer ou du navire le lui permettront, de donner avis à l'autorité douanière la plus rapprochée, ou à l'autorité locale la plus voisine.

1869 Le bâtiment se remettra en route aussitôt que la cause qui l'avait forcé de s'arrêter dans le port ou sur la côte n'existera plus.

S'il ne se soumet pas à cette prescription, il sera passible de l'amende fixée par l'article 4, ainsi que des frais de remorquage. A défaut de remorqueurs, il sera forcé par l'autorité de lever l'ancre et de quitter le port ou la côte.

Article 2.

Tout bâtiment, chargé en tout ou en partie, de sel étranger, qui, de passage à Constantinople, devrait s'y arrêter plus de 48 heures, ne pourra mouiller que dans l'un des six points suivants; Yéni-Capou, Scutari, Bagtché-Capou, Sténia, Oumour-Yéri, Buyuk-Déré, sans être soumis à aucune formalité.

Après les 48 heures, si le bâtiment, par cas de vent contraire ou d'avarie, n'était pas encore partie, le capitaine devra se rendre immédiatement à la Grande-Douane de Stamboul, pour se conformer aux formalités par l'article 1.

Les bâtiments qui auraient des opérations de commerce à faire seront obligés, immédiatement après avoir pris pratique, de se rendre à la Grande-Douane de Stamboul, pour se conformer aux formalités prescrites par l'article 1er. Ces bâtiments ne pourront mouiller que devant la Douane de Bagtché-Capou, de Galata, ou dans l'intérieur du port, après avoir, pour ce dernier point, obtenu une permission spéciale.

Aucun bâtiment chargé de sel étranger ne pourra mouiller le long des côtes qui s'étendent depuis Kutchuk-Tchekmedjé jusqu'à la pointe du Sérail (Yéni-Capou excepté), ni devant des Îles des Princes ou les côtes Asiatiques, depuis le golfe d'Ismith inclusivement jusqu'à Scutari.

Article 3.

Dans le cas où le bâtiment surpris par une bonace, ou tout autre cas de force majeure, n'aurait pu prendre un des mouillages fixés par l'article précédent, le capitaine devra en prévenir, aussitôt que l'état de la mer et du navire le permettront, la Grande Douane de Stamboul; si celle-ci veut faire remorquer les bâtiments, elle le pourra, mais à ses propres frais. Le cas de force majeure ayant cessé, si le capitaine ne se dirige pas vers un des mouillages prescrits, l'Administration de la douane pourra faire procéder au remorquage aux frais du bâtiment.

Article 4.

Toute contravention à l'une des dispositions précédentes entraînera la condamnation du capitaine au payement d'une amende de 20 livres turques, sans préjudice des frais de remorquage du bâtiment à l'un des mouillages prescrits, ou jusqu'à l'embouchure du Bosphore.

Il ne sera permis au bâtiment de repartir, qu'après le payement de 1869
l'amende et des frais susmentionnés.

Article 5.

Les autorités consulaires et les capitaines de port des Puissances amies devront prêter aux autorités douanières l'assistance nécessaire pour l'exécution des dispositions contenues dans le présent règlement.

Le présent règlement sera appliqué dans toute l'étendue de l'Empire un mois après sa promulgation.

Nouveau règlement fixant les pénalités applicables aux contrebandiers de sel, et la récompense allouée aux individus qui fourniraient à l'administration les moyens de saisir la contrebande).*

Article 1.

Le sel étranger ou indigène, provenant de contrebande, sera saisi. La marchandise ainsi séquestrée sera complétement abandonné à la personne qui aura dénoncé la contrebande, ou qui, par ses indications, aura fourni les moyens de saisir le sel frauduleusement transporté. En outre le contrebandier payera à titre d'amende le double de la valeur de la marchandise saisie. Cette valeur sera fixée d'après le prix auquel le sel est vendu par l'État. Cette amende sera perçue au profit du fisc.

Article 2.

Dans le cas où l'amende fixee par la loi ne pourrait être recouvrée, soit par suite de l'évasion des contrebandiers, soit par l'impossibilité matérielle dans laquelle ceux-ci pourraient se trouver de satisfaire à cette exigence de la loi, les personnes qui auront dénoncé la contrebande ou qui auront fourni les moyens de la saisir ne recevront à titre de récompense que le quart de la marchandise confisquée. Les trois autres quarts appartiendront alors au fisc.

Article 3.

Au cas où le contrebandier aurait pris la fuite en laissant entre les mains des agents les chariots, les bêtes de somme, les barques, les bâtiments ou enfin tout ce qui sert au transport du sel de contrebande, ces effets seront vendus aux enchères publiques, et le produit de la vente sera déduit sur le chiffre de l'indemnité que le contrebandier devra payer.

Si la vente produit une somme supérieure au chiffre de l'amende, le surplus sera restitué, contre reçu, au propriétaire, lorsqu'il se présentera. Si la vente de ces objets ne produit pas une somme suffi-

*) Archives de la S. Porte.

1869 sante pour indemniser le fisc, elle sera néanmoins partagée entre l'administration et la personne qui aura dénoncé la contrebande, d'après l'article 2. Ainsi donc le dénonciateur recevra en nature le quart de la marchandise confisquée, plus le quart du produit de la vente des effets qui auront servi au transport du sol. Le reste deviendra la propriété du fisc.

534.

9 février 1869.

Traité entre l'Autriche et la Prusse concernant la délimitation de la frontière entre la Bohême et la Silésie Prussienne. Conclu à Vienne; ratification I. et R. datée de Neuberg, le 4 mai, celle de la Prusse datée de Berlin, le 5 avril; échange des ratifications à Vienne, le 9 mai 1869.

(R. G. Bl. 1869, Nr. 97.)

Vertrag vom 9. Februar 1869 zwischen Seiner kaiserl. und königl. Apostolischen Majestät einerseits, und Seiner Majestät dem Könige von Preussen anderseits, über die Feststellung des Grenzzuges zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Königreiche Preussen längs des Königreiches Böhmen und der preussischen Provinz Schlesien. Geschlossen zu Wien am 9. Februar 1869 und von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 4. Mai 1869, worüber die Auswechslung der beiderseitigen Ratificationen am 9. Mai 1869 in Wien erfolgt ist.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Böhmen, Apostolischer König von Ungarn. etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenem Seiner Majestät des Königs von Preussen zur Feststellung des Grenzlaufes zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Königreiche Preussen längs des Königreiches Böhmen und der preussischen Provinz Schlesien, am 9. Februar 1869 zu Wien ein Vertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher lautet, wie folgt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn, und

Seine Majestät der König von Preussen,

von der Absicht geleitet, den Grenzzug zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Königreiche Preussen längs des Königreiches Böhmen einerseits und längs der preussischen Provinz

Schlesien (respective der Grafschaft Glatz, des souveränen Herzog- 1869
thums Schesien und des Markgrafenthums Ober - Lausitz) anderseits, zu revidiren und endgiltig festzustellen, haben sich in dem Beschlusse vereinigt, hierüber eine gemeinschaftliche, commissionelle Verhandlung anzuordnen, welche auch in Folge dessen von den hierzu mit den nöthigen Vollmachten und Instructionen versehenen Commissären, und zwar:

Seitens Seiner kaiserl. und königl. Apostolischen Majestät zuerst von dem k. k. Gubernialrathe und Kreishauptmanne des Bidschower Kreises, späteren k. k. Regierungsrathe Joseph Hansgirg, sodann von dem k. k. Statthaltereirathe Freiherrn von Karg-Bebenburg, endlich von dem k. k. Hofrathe Ritter von Sacher und dem k. k. Statthaltereisecretär Franz Karasek, und

Seitens Seiner Majestät des Königs von Preussen, zuerst von dem königlichen Regierungsrathe Friedrich Theodor von Merckel, und sodann von dem königlichen Regierungsrathe Carl Theodor von Ebertz und dem königlichen Regierungsrathe Carl von Tzschoppe gepflogen wurde.

Diese Commissäre haben es sich angelegen sein lassen, die Landesgrenze, wie dieselbe nach urkundlichen Beweisen im Jahre 1742 lag, zu ermitteln und festzustellen. Dabei hat es sich die Commission zur Aufgabe gemacht, die Streitigkeiten, welche zwischen Privaten entstanden sind, weil ihre Grundstücke bis an die Landesgrenze gingen, diese aber noch nicht festgestellt war, zu beseitigen, und die Interessenten durch gütliches Uebereinkommen zu vermögen, die Landesgrenze nunmehr auch als ihre Privatgrenze anzuerkennen.

In den Fällen aber, wo das nicht gelang, hat die Commission den Privaten ihre Rechte behufs Austragung derselbem im Civilprocesse vorbehalten, einstweilen aber die Landesgrenze, in der Voraussetzung der beiderseitigen Allerhöchsten Genehmigung, in der Art fixirt, wie sie sich urkundlich als die des Jahres 1742, oder durch den jüngsten Besitz, oder endlich durch angenommenen Vergleich zwischen den beiden hohen Landesregierungen ergab.

Die Commission hat ferner im Laufe des Geschäftes festgestellt, wie die zwischen den Gründen der beiderseitigen Grenzanrainer vorhandenen Grenzzeichen vervollständigt, vermehrt und bezeichnet werden sollen.

Zugleich wurde die Verfügung getroffen, dass der Grenzzug durch die von den beiden Regierungen ihren Grenzregulirungs-Commissären beigegebenen Ingenieure vermessen, und die nöthigen Demarcationsübersichten angefertigt werden.

Demnach wurden durch die beiderseitigen Regierungscommissäre bei mehreren in den Jahren 1844, 1845, 1846, 1847, 1850, 1855, 1856, 1858 und 1867 stattgehabten Zusammenkünften, mit Zuziehung

1869 der Localbehörden, sowie der beiderseitigen Grenzanreiner, mit Benützung der vorhandenen Grenzkarten, Register und Merkmale, nach Einsicht in Acten und Urkunden und Einvernehmung von Gedenkmännern, die Grenzen des beiderseitigen Privatbesitzes erörtert, die keinem Zweifel unterlegenen Grenzzüge als Landesgrenze bezeichnet, hinsichtlich der vorgekommenen strittigen Strecken aber entweder zwischen den betreffenden Grundbesitzern gütliche Ausgleichungen vermittelt, oder, wo solche nicht erzielt werden konnten, mit Vorbehalt der beiderseitigen höheren Genehmigung und unbeschadet der Eigenthums- und sonstigen Rechte der Privatbesitzer, den Umständen angemessene Verfügungen getroffen.

Zur Erzielung eines möglichst geraden und ununterbrochenen Grenzzuges wurde von der Grenzregulirungscommission der Austausch mehrerer Grundparcellen an den Grenzflüssen und Bächen Erlitz, Woleschnitz, Iser und Wittig beantragt, und nach erfolgter beiderseitiger Allerhöchster Genehmigung dieser Anträge die Uebergabe und Uebernahme der ausgetauschten Grundparcellen commissionell bewirkt, die neue Grenze mit Steinen bezeichnet, und das Geschehene in den beiderseitigen Landesgrenz-Demarcationsübersichten vorgemerkt.

Mit Rücksicht auf die vorstehenden Bestimmungen wurde auch die Vermessung und Aufnahme der Landesgrenze durch die beiderseitigen Commissionsingenieure vollständig bewirkt, die Grenzbeschreibungsprotokolle, die tabellarischen Grenzbeschreibungen und Vermessungsregister, sowie die Grenzlandmappen in Original- und in Reinzeichnung, dann Uebersichtskarten der ganzen Landesgrenze für beide Regierungen verfasst, sonach die von den Ingenieuren gelieferten Arbeiten von den beiden Regierungscommissären durch örtliche Besichtigung und Entgegenhaltung commissionell geprüpft, und nach zu Stande gekommener vollkommener Uebereinstimmung beiderseits beglaubigt.

Nachdem dergestalt die Grenzregulirung zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und den königlich preussischen Staaten längs des Königreiches Böhmen einerseits, und längs der königlich preussischen Provinz Schlesien (respective der Grafschaft Glatz, des souveränen Herzogthums Schlesien, des Markgrafenthumes Ober-Lausitz) anderseits factisch beendet erscheint, haben die beiderseitigen hohen Regierungen beschlossen, darüber zur Richtschnur für die dabei Betheiligten und zur allgemeinen Nachachtung einen förmlichen Staatsvertrag abzuschliessen.

Zur Verwirklichung dieser Absicht haben Ihre Majestäten Bevollmächtigte ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Friedrich Ferdinand Grafen von Beust, Grosskreuz 1869
des königlich ungarischen St. Stephan-Ordens, des kaiserlichen Leopold-Ordens, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens erster Classe, Ehrenritter des königlich preussischen Johanniter-Ordens etc. etc., Allerhöchstihren wirklichen geheimen Rath, Reichskanzler, Minister Allerhöchstihres Hauses und des Aeussern;

Seine Majestät der König von Preussen:

den Herrn Carl Anton Philipp Freiherrn von Werther, Grosskreuz des königlich preussischen rothen Adler-Ordens, Gross-Comthurkreuz des Hohenzoller'schen Haus-Ordens, Ritter des königlich preussischen Johanniter-Ordens, Grosskreuz des kaiserlich österreichischen Leopold-Ordens etc. etc., Allerhöchstihren wirklichen geheimen Rath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am k. k. Hofe;

welche nach vorgängiger Auswechslung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die Grenze zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Königreiche Preussen berührt auf preussischer Seite in den zu der Provinz Schlesien gehörigen Regierungsbezirken Breslau und Liegnitz, die Kreise Habelschwerdt, Glatz, Neurode, Waldenburg, Landeshut, Hirschberg, Löwenberg und Lauban, dann auf österreichischer Seite die Bezirkshauptmannschaften Senftenberg, Reichenau, Neustadt ob der Mettau, Braunau, Trautenau, Hohenelbe, Starkenbach, Gablonz und Friedland.

Diese Grenzstrecke ist in zwölf Demarcationssectionen abgetheilt und in folgender Weise bestimmt.

I. Section.

Diese beginnt auf dem grossen oder Grulicher Schneeberge, wo die Grenzen der zu dem Breslauer Regierungsbezirke gehörigen Grafschaft Glatz, dann des österreichischen Markgrafenthumes Mähren und des Königreiches Böhmen zusammenstossen, mit dem Hauptsteine 1, und zieht sich auf preussischer Seite in dem Bereiche des Kreises Habelschwerdt, längs der Besitzungen der Herrschaften Seitenberg, Schnallenstein und Mittelwalde mit den Forstrevieren Neundorf, Tanndorf, Dreihöfe und Mittelwalde und nach den Grenzmarken der Gemeinden Alt-Neissbach, Schreibendorf, Lobischau, Steinbach, Rothflössel und Grenzendorf, dann auf österreichischer Seite in den zur Bezirkshauptmannschaft Senftenberg nach den Grenzmarken der Gemeinden: Obermorau, Herrnsdorf, Mittel- und

1869 Nieder-Lipka, Lichtenau, Deutsch- und Böhmisch-Petersdorf, dann Klösterle mit der Ortschaft Tschiak, bis zu dem Grenzsteine 607 an dem Erlitz- oder wilden Adlerflusse.

In dieser Section ergaben sich bei der Ermittelung der Privatgrenzen Anstände, und zwar:

a) Die Grenze von dem grossen oder Grulicher Schneeberge bis zu der Pflaumenpappe, von dem Hauptsteine 1 bis zu dem Steine 83, war streitig, indem von österreichischer Seite behauptet wurde, dass die Grenze sich auf dem Kamme des Bergrückens hinziehe, während von preussischer Seite der Grenzzug an der halben Berglehne beansprucht worden ist.

Nachdem für keine dieser Behauptungen genügende Beweismittel beigebracht werden konnten, überdies auch die von beiden Seiten anstossenden Gründe einem und demselben Eigenthümer, nämlich dem Grafen von Althan gehören, so wurde von der Grenzregulirungscommission, mit Vorbehalt höherer Genehmigung, die strittige Strecke in der Art getheilt, dass der dem Schneeberge näher gelegene Theil an Preussen und der nach der Pflaumenpappe zugehende Theil an Oesterreich fiel.

Hiernach wurde die neue Grenze mit Steinen bezeichnet, das Geschehene in den Demarcationsnachweisungen ersichtlich gemacht, und es erhält diese von der Commission getroffene Bestimmung von den beiden vertragschliessenden Regierungen die Bestätigung.

b) Von dem Grenzsteine 212 bis zu dem Grenzsteine 227, längs der von dem Insassen Seifert aus dem österreichischen Dorfe Herrnsdorf besessenen Waldbrandäcker im Flächenmasse von 6 Joch 83·10 □Klaftern oder von 13 Morgen 119·67 □Ruthen, war die Grenze insoferne zweifelhaft, als diese in früheren Zeiten durch Insassen der preussischen Ortschaften Schreibendorf und Alt-Neissbach an österreichische Insassen aus Herrnsdorf verkauften Gründe von österreichischer Seite nach dem factischen Besitzstande als nach Oesterreich zuständig angesehen waren, wogegen von preussischer Seite geltend gemacht wurde, dass die Uebertragung des Privateigenthums dieser Gründe von preussischen an österreichische Unterthanen die früheren preussischen Landeshoheitsrechte nicht beirren und an dem Landesgrenzzuge keine Aenderung bewirken könne.

Nachdem die Grenzregulirungscommission aus beigebrachten glaubwürdigen Originalurkunden die Ueberzeugung eingeholt hatte, dass bei dem ursprünglichen Verkaufe dieser Grundstücke deren Zuständigkeit zu der preussischen Herrschaft Mittelwalde vorbehalten und diese Grundstücke demnach auch schon in dem Jahre 1767 ausdrücklich als nach Preussen gehörig anerkannt worden sind, so wurden bei der Grenzvermarkung diese Gründe an Preussen

zugetheilt, dies in den Demarcationsnachweisen ersichtlich gemacht, 1869
und das Aufgeben des Anspruches an diese Gründe wird von Seiten der österreichischen Regierung gebilligt.

Ausser den zu *a)* und *b)* bemerkten Anständen sind in der ganzen ersten Demarcationssection die Grenzen des beiderseitigen Privatbesitzes überall als keinem Zweifel unterliegend anerkannt worden — sie wurdem demnach auch als Landesgrenze bezeichnet, und in die beiderseitigen Demarcationsübersichten eingetragen.

II. Section.

Diese fängt, sowie auch alle übrigen Demarcationssectionen mit dem Hauptsteine1 an und zieht sich auf preussischer Seite in dem Bereiche der Grafschaft Glatz, und zwar des Kreises Habelschwerdt nach den Grenzmarken der Gemeinden und Forstreviere: Freiwalde, Marienthal, Peuker, Stuhlseifen, Langenbrück, Friedrichsgrund, Königswalde und Kaiserswalde, dann auf österreichischer Seite in den Bezirkshauptmannschaften Senftenberg und Reichenau nach den Grenzmarken der Gemeinden: Klösterle, Nesselfleck, Batzdorf, Hohenörlitz, Halbseiten, Bernwald, Schönwald, Neudorf, Schwarzwasser, Kronstadt, Kerndorf, Grünborn und Friedrichswald bis zu dem Grenzsteine 258.

In dieser Section ergab sich ein Anstand, und zwar: *c)* hinsichtlich der Grenze des auf der preussischen Seite des Erlitzflusses gelegenen, durch den Insassen Franz Knoblich aus der österreichischen Ortschaft Neudorf besessenen und ihm von dem Insassen Caspar Strauch aus dem preussischen Orte Stuhlseifen strittig gemachten Grundstückes, dann des gleichfalls auf der preussischen Seite befindlichen, durch den Neudorfer österreichischen Insassen Franz Frosch benützten Grundstückes, welche beide Parcellen an den Grenzsteinen 151 und 153 liegen.

Der Anspruch auf diesen Wiesengrund beruht von österreichischer Seite auf der Behauptung, dass der Erlitzfluss früher einen anderen Lauf gehabt habe, und zwar an diesen beiden Grundstücken dergestalt herumgegangen sei, dass dieselben auf österreichischer Seite waren.

Nachdem weder diese Behauptung, noch die Giltigkeit der Ansprüche des Caspar Strauch durch Urkunden oder andere Beweismittel constatirt werden konnten, dagegen aber erhoben wurde, dass bei der im Jahre 1839 geschehenen Katastralvermessung diese Wiesengründe als nach Oesterreich gehörend bezeichnet worden sind, und diese Annahme sich auf den damals erörterten Zustand vom Jahre 1787 gründete, somit der längere Besitzstand für den österreichischen Insassen Franz Knoblich sprach, so wurde von der Grenzregulirungscommission zwischen den streitenden Parteien ein

1869 Vergleich dahin vermittelt, dass ein vorspringendes Eck des strittig gewesenen Grundstückes abgetheilt und dem Stuhlseifner preussischen Insassen Caspar Strauch, der andere grössere Theil dagegen dem österreichischen Insassen Franz Knoblich zugewiesen, das zweite durch den Neudorfer Insassen Franz Frosch auf preussischer Seite benützte, auch von preussischen Insassen gar nicht beanspruchte Grundstück aber diesem ganz belassen wurde.

Wie schon im Eingange erwähnt wurde, fand zur Herstellung eines möglichst geraden und ununterbrochenen Grenzzuges der Austausch mehrerer Grundparcellen zwischen den vertragschliessenden Regierungen statt.

In der zweiten Section wurden dergestalt von Oesterreich an Preussen abgetreten:

1. Die in dem Absatze *c)* erwähnten, zwischen den Grenzsteinen 151 und 153 gelegenen Wiesenparcellen, welche in den Katastralacten als nach Neudorf in Böhmen gehörend bezeichnet erscheinen, nun aber — unbeschadet der Privatbesitzrechte — bezüglich der Landeshoheit zu dem preussischen Orte Stuhlseifen zu gehören haben, und zusammen 93·8 □Klafter oder 23·8 □Ruthen enthalten.

2. Von der österreichischen Gemeinde Kerndorf zwischen den Grenzsteinen 226 und 235 ein Wiesengrund im Flächenmasse von 474·3 □Klaftern oder 120·3 □Ruthen.

Dagegen wurden von Preussen an Oesterreich abgetreten:

3. von der preussischen Gemeinde Langenbrück zwischen den Grenzsteinen 182 bis 192 ein Wiesengrund von 449·5 □Klaftern oder 114 □Ruthen;

4. von derselben Gemeinde Langenbrück zwischen den Grenz steinen 193 bis 204 ein Wiesengrund von 1 Joch 438·5 □Klaftern oder 2 Morgen 157 □Ruthen, und

5. von der preussischen Colonie Königswalde zwischen den Grenzsteinen 245 bis 249 ein Wiesengrund im Flächenmasse von 630 □Klaftern oder 159·8 □Ruthen.

Diese Parcellen wurden den 20. Juni 1858 gegenseitig commissionell übergeben und übernommen, hiernach die Grenzvermarkung sowie auch die Demarcationsübersichten berichtigt, und es wird dieser Austausch von den vertragschliessenden Regierungen definitiv genehmigt.

Ausser dem bei *c)* erwähnten Anstande wurden in dieser Section überall die Grenzen der beiderseitigen Grundanreiner unzweifelhaft befunden und daher auch als Landesgrenze festgehalten.

Da in dieser Richtung die Erlitz oder der wilde Adlerfluss grösstentheils in seiner Mitte die Grenzen der beiderseitigen Privatbesitzungen bildete, und nachdem die zu 1, 2, 3, 4 und 5 angeführten,

auf gegenseitigen Ufern gelegenen Grundstücke ausgetauscht und 1869
gegenseitig übergeben worden sind, so bildet dermal in der ganzen zweiten Section der Erlitzfluss die Landesgrenze.

III. Section.

Sie beginnt mit dem Hauptsteine 1, geht auf preussischer Seite in den zu der Grafschaft Glatz gehörigen Kreisen Habelschwerdt und Glatz nach den Grenzmarken der königlichen Forste und der Gemeinden: Kaiserswalde, Königswalde, Grenzendorf, Pronnendorf, Kohlau, Kaltwasser, Klein-Georgsdorf, Kuttel und Tassau, dann auf österreichischer Seite in der Bezirkshauptmannschaft Neustadt ob der Mettau nach den Grenzmarken der Gemeinden Trschkadorf, Deschney-Sattel, Gieshübel und Dlachey bis zu dem Grenzsteine 260.

In dieser Strecke unterlagen die Privatgrenzen der beiderseitigen Grenzanrainer keinem Anstande, sie wurden daher als Landesgrenze angenommen und bezeichnet.

Dagegen fand in dieser Section zwischen den beiden Regierungen ein Austausch statt; es wurden nämlich gegen Entschädigung in anderen Grenzstrecken von Preussen an Oesterreich abgetreten:

6. von der preussischen Colonie Königswalde zwischen den Grenzsteinen 8 bis 11 eine Wiesenparcelle im Flächenmasse von 13·0 □Klaftern oder 3·3 □Ruthen, und

7. an dem Woleschnitzbache von der preussischen Gemeinde Tassau zwischen den Grenzsteinen 209 bis 213 eine Wiesenparcelle von 56·38 □Klaftern oder 14·3 □Ruthen.

Diese Parcellen wurden den 19. Juni 1858 commissionell gegenseitig übergeben und übernommen. und hiernach die Vermarkung sowie die Demarcationsübersichten berichtigt.

IV. Section.

Von dem Hauptsteine 1 zieht sich die Grenze auf preussischer Seite in dem Glatzer Kreise nach den Grenzmarken der Gemeinden Tassau, Jerker, Gellenan, Brzezowie, Schlaney, Sakisch und Deutsch-Tscherbeney, dann auf österreichischer Seite in der Bezirkshauptmannschaft Neustadt ob der Mettau nach den Grenzmarken der Gemeinden Borowa, Böhmisch-Čerma, Dobroschow, Bilowes, Baby, Klein- und Gross-Porzitsch, Zdiarek und Klein-Čerma bis zu dem Grenzsteine 557.

In dieser Strecke waren die Privatgrenzen der beiderseitigen Privatbesitzungen unbezweifelt, und sie wurden als Landesgrenze bezeichnet und vorgemerkt.

V. Section.

Diese geht von dem Hauptsteine 1 auf preussischer Seite in dem Glatzer Kreise nach den Grenzmarken der Gemeinden: Deutsch-

1869 Tscherbeney, Strausseney, Bukowina und des zur Herrschaft Tscherbeney gehörigen Forstreviers, dann auf österreichischer Seite in den Bezirken Neustadt ob der Mettau und Braunau nach den Grenzmarken der Gemeinden Zdiarek, Hochsichel und Machau bis zu dem Grenzsteine 272.

In dieser Section ergaben sich Anstände, und zwar: *d)* an den Grenzsteinen 34 bis 36 bestand zwischen dem preussischen Insassen Wied aus Deutsch-Tscherbeney, dann den österreichischen Insassen Franz Rutter und Franz Wolaschek aus Zdiarek ein Streit über die Grenze ihrer am Zdiarekteiche liegenden Besitzungen.

Nachdem für die Giltigkeit der Ansprüche von keiner Seite genügende Beweise beigebracht werden konnten, so bewirkten die beiden Regierungscommissäre zwischen den streitenden Parteien einen Vergleich, nach welchem die zwischen jenen Punkten, welche von beiden Seiten in Anspruch genommen waren, gelegenen Flächen getheilt und von dem Theilungspunkte die Grenze über den Teich, nach dem auf dem anderen Ufer stehenden Grenzsteine 36 gezogen worden ist.

Die dergestalt ermittelte Grenzlinie wurde auch von der Grenzregulirungscommission als Landesgrenze bezeichnet, und sie wird als solche bestätiget.

e) Bei den Grenzsteinen 264 bis 272 an der Waldstrecke Bukowina war ein Waldgrund im Ausmasse von 3 Joch 269·78 □Klaftern oder 7 Morgen 120 □Ruthen zwischen der preussischen Herrschaft Tscherbeney und der österreichischen Gemeinde Machau seit undenklichen Zeiten streitig.

Nachdem weder Auskünfte über den Ursprung des Streites erlangt, noch zur Begründung der gegenseitigen Ansprüche giltige Beweismittel geliefert werden konnten, so wurde von der Grenzregulirungscommission ein Vergleich mittelst Theilung des strittigen Grundstückes vorgeschlagen, von den bevollmächtigten Vertretern der Herrschaft Tscherbeney und der Gemeinde Machau angenommen, sonach die Theilungslinie des Besitzes beider Grundanrainer auch als Landesgrenze bezeichnet und vorgemerkt, als welche sie fortan zu gelten hat.

Ausser den zu *d)* und *e)* bemerkten Anständen wurden in dieser Section sämmtliche Privatgrenzen der beiderseitigen Grundanrainer unzweifelhaft gefunden, daher als Landesgrenze bezeichnet und vorgemerkt.

VI. Section.

Von dem Hauptsteine 1 geht die Grenze auf preussischer Seite in den Kreisen Glatz und Neurode längs den Besitzungen der Herrschaft Deutsch-Tscherbeney, des königlichen Forstfiscus und nach den Grenzmarken der Gemeinden: Nausseney königlichen und

Passendorfer Antheiles, Passendorf, Brunnenkresse, Wünschelburg 1869
und Scheibau, dann auf österreichischer Seite in der Bezirkshauptmannschaft Braunau nach den Grenzmarken der Gemeinden: Machau, Lhotta, Mölten, Bilai und Barzdorf bis zu dem Grenzsteine 276, und es bilden in dieser Grenzstrecke die überall unbeanständet gefundenen Privatgrenzen der beiderseitigen Besitzungen auch die Landesgrenze.

VII. Section.

Dieselbe beginnt mit dem Hauptsteine 1 und geht auf preussischer Seite in dem Kreise Neurode nach den Grenzmarken der Rittergüter Scheidewinkel, Tunschendorf, Niederwalditz und Krainsdorf, dann der Gemeinden Scheibau, des Freirichtergutes Oberrathen, der Gemeinden Tunschendorf, Scheidewinkel, Klein-Tunschendorf mit der Colonie Ende-Gut, Rudelsdorf, Krainsdorf, Vierhöfen, Markgrund und Beutengrund, dann auf österreichischer Seite in der Bezirkshauptmannschaft Braunau nach den Grenzmarken der Gemeinden Barzdorf, Ottendorf und Schönau bis zu dem Grenzsteine 430, wo auf preussischer Seite die Grafschaft Glatz endet.

Die in dieser Grenzstrecke allenthalben unzweifelhaft gefundenen Privatgrenzen der beiderseitigen Anrainer wurden auch als Landesgrenze vermarkt und in die Demarcationsübersichten eingetragen.

VIII. Section.

Vom Hauptsteine 1 geht die Grenze auf preussischer Seite in dem Waldenburger Kreise nach den Grenzmarken der zur freien Standesherrschaft Fürstenstein gehörigen Forstreviere Donnerau, Lomnitz, Görbersdorf und Raspenau, dann der Gemeinden Ober-Wüste, Giersdorf, Lomnitz, Neudorf, Göhlenau, Rosenau und Raspenau, dann auf österreichischer Seite in der Bezirkshauptmannschaft Braunau nach den Grenzmarken der Gemeinden Schönau, Rosenthal, Johannisberg, Hermsdorf, Ruppertdorf, Wiese, Halbstadt und Neusorge, dann Wernersdorf, Oberweckelsdorf, Merkelsdorf und Liebenau bis zu dem Grenzsteine 742, wo auf preussisscher Seite der Breslauer Regierungsbezirk endet und der Liegnitzer anfängt.

Zwischen den Grenzsteinen 471 bis 473 bildet der Bach Neudorfer Wasser in vielfachen Krümmungen die Grenze.

Im Uebrigeu wurden die in dieser Section vorgefundenen Privatgrenzen anstandslos als Landesgrenzen behandelt.

IX. Section.

Sie beginnt bei dem Hauptsteine 1, zieht sich auf preussischer Seite in dem zum Regierungsbezirke Liegnitz gehörigen K[illegible] Landeshut längs der königlichen Forste und nach den Grenzm[illegible] der Gemeinden Berthelsdorf, Albendorf, Dittersbach, Tschöp[illegible]

1869 Buchwald, Oppau und Kunzendorf, dann auf österreichischer Seite in der Bezirkshauptmannschaft Braunau, dann in der Bezirkshauptmannschaft Trautenau nach den Grenzmarken der Gemeinden Liebenau, Ober-Adersbach, Quolisch, Petersdorf, Döberle, Patschendorf, Bernsdorf, Königshain, Schwarzwasser, Bober, Schatzlar, Rehhorn, Dürngrund, Nieder-Albendorf und Ober-Albendorf bis zu dem Hauptsteine 792=1.

In dieser Section bilden die allenthalben unzweifelhaft gefundenen Privatgrenzen auch die Landesgrenze.

X. Section.

Der Hauptstein 792=1, mit welchem die IX. Section endet, bildet auch den Anfang der X. Section, welche auf preussischer Seite nach den Grenzmarken der Gemeinden Hermsdorf und Arnsberg und längs den Besitzungen der Herrschaft Kynast (Forstrevier Wolfshau), dann auf österreichischer Seite in der Bezirkshauptmannschaft Trautenau nach den Grenzmarken der Gemeinden Ober-Albendorf, Ober-Kolbendorf, Klein-Auppaniedertheil, Klein-Auppaobertheil und Gross-Auppa bis zu dem Hauptsteine 223=1 geht.

In dieser Grenzstrecke waren hinsichtlich des Privatgrenzzuges Anstände auszugleichen, und zwar:

f) An den Grenzsteinen 29 bis 50 zwischen den Gründen der österreichischen Herrschaft Marschendorf und dem preussischen Forstreviere Hermsdorf ergab sich bei einer wegen Grenzanständen durch die beiderseitigen Kreisbehörden den 1. September 1838 vorgenommenen commissionellen Erhebung ein Zweifel hinsichtlich des Eigenthumes eines Grundstückes im Flächenmasse von 1 Joch 450 □Klaftern oder 2 Morgen 147·8 □Ruthen, und es bestanden in dieser Richtung auch keine Grenzzeichen.

Durch Auffindung eines alten Grenzsteines wurde der Zweifel hinsichtlich des Zuges der Landesgrenze behoben, und von der Commission den beiderseitigen Interessenten die Theilung und Vermarkung des strittigen Grundstückes in Vorschlag gebracht.

Bei der am 3. August 1844 durch die Grenzregulirungscommission vorgenommenen Revision war diese Strecke bereits nach dem im Jahre 1838 geschehenen Antrage durch die Anrainer mit Steinen bezeichnet; die bevollmächtigten Vertreter beider Interessenten erklärten sich damit einverstanden, und es wurde daher bei der Commissionsverhandlung vom 6. August 1844 die Theilungslinie beider Grundbesitze als die Landesgrenze bezeichnet.

g) Auf dem höchsten Punkte des Riesengebirges, der Schneekoppe, steht eine Capelle zwischen den Grenzsteinen 183 bis 188, und es blieb bei den früheren Commissionsverhandlungen die Grenze in dieser Strecke unbestimmt und unvermarkt, weil von österreichi-

scher Seite behauptet wurde, die Capelle stehe in ihrer Mitte auf 1869
der Landesgrenze, während von preussischer Seite die Bezeichnung der Landesgrenze um die Capelle herum in Anspruch genommen worden ist.

Ebenso waren in dieser Hinsicht die Privatgrenzen des zu der österreichischen Herrschaft Marschendorf und zu der preussischen Herrschaft Kynast gehörigen Grundbesitzes streitig und nicht vermarkt.

Bei der commissarischen Grenzbegehung am 14. September 1844 wurde ein Situationsplan aufgenommen, und darauf die beiderseits in Anspruch genommenen Grenzzüge ersichtlich gemacht.

Nachdem bei den nachgefolgten Erhebungen weder durch Documente noch durch Zeugenverhöre über die Richtigkeit des Landesgrenzzuges ein Beweis hergestellt werden konnte, so wurde von Seite der österreichischen Regierung mit Allerhöchster Genehmigung eingewilligt, dass die strittige Landesgrenze auf dem Plateau der Schneekoppe nach der von der preussischen Regierung gewünschten, an der dort befindlichen Capelle vorüberlaufenden Richtungslinie, wie sie auf dem dem Commissionsacte vom 14. September 1844 beiliegenden Plane bezeichnet ist, festgesetzt werde.

Demgemäss ist den 12. Juni 1858 durch die beiderseitigen Grenzregulirungscommissäre mit Beiziehung der Localbehörden, dann der Vertreter der Herrschaften Marschendorf und Kynast der Landesgrenzzug zwischen den Grenzsteinen 183 und 188 durch mit den Zahlen 184, 185, 186 und 187 bezeichnete Grenzsteine vermarkt, das Geschehene in die Mappen und Grenzvermessungsregister eingetragen, und darüber ein Protokoll aufgenommen worden, zu welchem der gräflich Aichelburg'sche Wirthschaftsverwalter Joseph Reuss die Erklärung abgab, er sei von dem Besitzer von Marschendorf, Grafen von Aichelburg, ermächtiget, einzuwilligen, dass der Allerhöchst genehmigte Landesgrenzzug auch fortan in diesem Punkte die Privatgrenze zwischen den Besitzungen von Marschendorf und Kynast bilden soll.

Die dergestalt zwischen den Grenzsteinen 183 bis 188 bestimmte Landesgrenze wird als bleibend anerkannt.

h) An den Grenzsteinen 204 bis 223 war die Grenze zwischen den Auppa-Quellen und dem alten Koppenstege längs des Riesengrundes zwischen der österreichischen Herrschaft Marschendorf und der preussischen Herrschaft Kynast bezüglich der Frage streitig, welche von den verschiedenen Auppa-Quellen den Grenzpunkt zu bilden, und welcher Zug sodann für die Grenze nach dem alten Koppenstege anzunehmen sei.

Nach vielseitigen Erörterungen wurde endlich allerseits anerkannt, dass die nördliche Auppa-Quelle den Punkt bildet, wo die

1869 Grenzen der preussichen Herrschaft Kynast, dann der österreichischen Herrschaften Marschendorf und Hohenelbe zusammenstosssen.

Auch zwischen diesem Punkte und dem alten Koppenstege ist durch die Commission über den weiteren Grenzzug zwischen den betreffenden Parteien eine Einigung vermittelt worden, wornach die strittige Grundstrecke in zwei gleiche Theile getrennt und die Scheidungslinie nach Zulässigkeit der Terrainverhältnisse dergestalt bezeichnet wurde, dass auch die beiden Regierungscommisssäre keinen Anstand nahmen, diese Linie mit Vorbehalt höherer Genehmigung als Landesgrenze zu bezeichnen und in die Demarcationsübersichten einzutragen, und es wird dieses Ergebniss von den vertragschliessenden Regierungen genehmigt.

Ausser den unter *f)*, *g)* und *h)* bemerkten Anständen dienten die überall unzweifelhaft gefundenen Privatgrenzen der beiderseitigen Besitzungen zur Bezeichnung der Landesgrenze.

Vom Steine Nr. 143 bis 183 bildete die Mitte des Koppenweges die Grenze. Die Commission schlug vor, zur leichteren Auffindung der Grenzlinie die Mitte des Weges als Landesgrenze aufzugeben und dafür als solche die gerade Linie von Grenzstein zu Grenzstein, welche übrigens auf beiden Seiten des Weges stehen, anzunehmen. Dies wird hierdurch genehmigt.

XI. Section.

An dem Hauptsteine 223—1 beginnt diese Section, welche sich auf preussischer Seite in den zum Liegnitzer Regierungsbezirke gehörigen Hirschbergerkreise nach den Grenzmarken der zu den Herrschaften Kynast gehörigen Forstreviere Wosfsbau, Brückenberg, Hani, Hermsdorf, Petersdorf, Schreibenhau und Carlsthal, dann der Colonie Strickenhäuser, der Hoffnungsthaler Glashütte und der Colonie Kobelhäuser, dann auf österreichischer Seite in den Bezirkshauptmannschaften Hohenelbe und Starkenbach und in den Bezirkshauptmannschaften Gablonz und Friedland nach den Grenzmarken der Gemeinden Schnidelmühle, Krausebande, Sahlenbach, Harrachsdorf, Neuwald, Passek, Polaun und Weissbach bis zu dem Hauptgrenzsteine 331=1 zieht, und wo, nachdem bezüglich des Zuges der Privatgrenzen keine Zweifel vorkamen, dieselben als Landesgrenze angenommen und bezeichnet worden sind.

XII. Section.

Diese beginnt mit dem Hauptsteine 331=1, geht auf preussischer Seite in dem zum Liegnitzer Regierungsbezirke gehörigen Kreisen Löwenberg und Lauban an den Besitzungen der Herrschaften und Rittergüter Greifenstein (Forstrevier Flinsberg), Meffersdorf,

Schwerta, Schadewalde, Hartmannsdorf, Mittel- und Ober-Gerlachs- 1869
heim, Nieder- und Ober-Küpper, Alt-Seidenberg, Ostrichen, Zwecka und Wilka nach den Grenzmarken der Gemeinden und Colonien Iser (zu Flinsberg gehörig), Neu-Gersdorf, Meffersdorf, Wiegandsthal. Mittel-Gerlachsheim, Stadt Marklissa, Ober-Gerlachsheim, Ober-Linda, Nieder- und Ober-Küpper, der zu Beschwitz, Schönberg, zur Stadt Görlitz, und zu Nieder-Mois gehörigen Waldparcellen, des zu Küpper gehörigen Forstes, ferner der Gemeinden Alt-Seidenberg, Stadt Seidenberg, Ostrichen, Zwecka, Nieder-Rudelsdorf und Wilka; dann auf österreichischer Seite in der Bezirkshauptmannschaft Friedland nach den Grenzmarken der Gemeinden Weissbach, Liebwerda, Neustadt, Dittersbüchel, Heinersdorf, Wünschendorf, Berensdorf, Nieder-Ullersdorf, Bellendorf, Berzdorf, Göhe, Ebersdorf, Tscherenhausen und Wiese bis zu dem Hauptsteine 1140, wo die Grenzen der Königreiche Sachsen, Preussen und Böhmen zusammenstossen.

In dieser Section ergaben sich Anstände, und zwar:

i) zwischen der österreichischen Herrschaft Friedland und der preussischen Herrschaft Greifenstein war in jener Strecke, welche gegenwärtig mit den Grenzsteinen 75 bis 111 bezeichnet ist, eine Waldstrecke von 375 Joch 1570 □Klaftern oder 848 Morgen 168·62 □Ruthen seit mehr als 200 Jahren im Streite.

Nachdem die von beiden Theilen beigebrachten Beweismittel zur Begründung ihrer Ansprüche unzulänglich waren, so bewirkten die Regierungscommissäre zwischen den bevollmächtigten Vertretern beider Herrschaften einen Vergleich, wornach das strittige Grundstück in zwei gleiche Theile getrennt, und die Scheidungslinie des getheilten Grundbesitzes mit Vorbehalt der höheren Genehmigung als Landesgrenze angenommen und bezeichnet worden ist.

8. Auf dem Grunde des dermal trocken gelegten, sogenannten Schindelteiches des zu der Herrschaft Friedland gehörigen Meierhofes Tscherenhausen, befand sich eine zu dem preussischen Rittergute Ostrichen gehörige Enclave in der Gestalt einer Halbinsel, aus mit Gesträuch bewachsenem Waldgrund bestehend.

Zur Herrstellung einer besseren Arrondirung fand zwischen der Herrschaft Friedland und der Herrschaft Ostrichen ein Austausch statt, wornach die grösste Enclave von der Herrschaft Ostrichen gegen einen Theil desselben Teichgrundes und einen daran grenzenden Streifen Ackerlandes an die Herrschaft Friedland abgetreten worden ist.

Die von Ostrichen abgetretene Grundparcelle hat ein Flächenmass von 188·92 □Klaftern oder 47·98 □Ruthen, und die von Friedland abgetretenen 116·90 □Klaftern oder 29·69 □Ruthen.

Die dergestalt bewirkte Abgrenzung wurde von der gemeinschaftlichen Grenzregulirungscommission als zweckmässig erkannt,

1869 und dieser Grenzzug unter Vorbehalt der höheren Genehmigung mit den Grenzsteinen 1032 bis 1037 als Landesgrenze bezeichnet.

k) An dem Wittigflusse, welcher die beiderseitigen Besitzungen des preussischen Rittergutes Ostrichen und der österreichischen Gemeinde Wiese theilt, ist schon seit Jahren durch Hochwässer ein Stück von den Gründen des Gutes Ostrichen abgerissen und auf böhmischer Seite durch den Ortspfarrer von Wiese benützt worden.

In gleicher Weise wurde ein Stück von dem österreichischen Ufer abgetrennt, und wird auf preussischer Seite von Insassen der Gemeinde Ostrichen benützt.

In Berücksichtigung des langjährigen Besitzes, der Unbedeutendheit des Objectes und in Anbetracht der Vortheile, welche ein ununterbrochener Grenzzug bietet, sind die beiderseitigen Regierungscommissäre — mit Zustimmung der dabei Betheiligten und mit Vorbehalt höherer Genehmigung — übereingekommen, den Lauf des Wittigflusses als Landesgrenze festzustellen, und es wurden darnach die beiderseitigen Ufer mit den Grenzsteinen 1086 bis 1095 bezeichnet.

Die unter *i)*, 8 und *k)* erwähnten, von der Grenzregulirungscommission getroffenen Verfügungen sind als von beiden vertragschliessenden Regierungen genehmigt anzusehen.

In dieser Section fand auch zur Regelung der Landesgrenze ein gegenseitiger Austausch mehrerer Gebietsantheile statt. Es wurden nämlich von Oesterreich an Preussen abgetreten:

9. Von der österreichischen Gemeinde Weissbach, die auf der preussischen Seite der Iser zwischen den Gründen der Herrschaft Greifenstein gelegene sumpfige Wiesenparcelle an den Grenzsteinen 11 bis 17 im Flächenmasse von 1 Joch 425.5 □Klaftern oder 2 Morgen 157·7 □Ruthen.

Die gegenseitige Uebergabe und Uebernahme dieses Grundstückes ist laut Protokolls vom 13. August 1867 bewirkt worden.

10. Von dem preussischen Rittergute Ostrichen wurde abgetreten: zwischen den Grenzsteinen 1089 und 1090 die durch Hochwasser an die Gründe der österreichischen Gemeinde Wiese gekommene Parcelle von 129·5 □Klaftern oder 32·89 □Ruthen.

11. Von demselben preussischen Rittergute — zwischen den Grenzsteinen 1091 und 1092 — die auf österreichischer Seite der Gemeinde Wiese zugekommene Parcelle von 350·6 □Klaftern oder 89.5 □Ruthen, und

12. von der preussischen Gemeinde Ostrichen zwischen den Grenzsteinen 1101 und 1101 *E* die auf dem österreichischen Wittig-Ufer der Gemeinde Wiese befindliche Parcelle von 500·5 □Klaftern oder 127·13 □Ruthen.

Von Oesterreich an Preussen sind abgetreten worden, und zwar von den Gründen der Gemeinde Wiese:

13. die zwischen den Grenzsteinen 1110 und 1111 auf dem 1869
preussischen Ufer des Wittigflusses gelegene Parcelle von 1074·3 □Klaftern oder 1 Morgen 92·87 □Ruthen.

14. Die zwischen den Grenzsteinen 1114 und 1115 auf dem preussischen Ufer befindliche Parcelle von 655·7 □Klaftern oder 166·55 □Ruthen.

15. Zwischen den Grenzsteinen 1120 und 1121 auf dem preussischen Ufer — eine Parcelle von 127·5 □Klaftern oder 32·39 □Ruthen, endlich

16. Die zwischen den Grenzsteinen 1125 und 1126 auf dem preussischen Ufer des Wittigflusses liegenden zwei Parcellen im Gesammtflächenmasse von 1 Joch 175·5 □Klaftern oder 2 Morgen 90·9 □Ruthen.

Die unter 10 bis einschliesslich 16 angeführten Parcellen wurden den 26. Juni 1858 gegenseitig übergeben und übernommen, darnach die Grenzsteine gesetzt, in die Demarcationsübersichten eingetragen, und es erhält dieser Austausch, sowie die Gebietsabtretung sub 9 von den beiden vertragschliessenden Regierungen die Bestätigung.

Ausser den bei *i)*, 8 und *k)* bemerkten Anständen und dem geschehenen Austausche wurden in dieser Section die Privatgrenzen durchaus unzweifelhaft gefunden und als Landesgrenze bezeichnet.

Artikel 2.

Die in dem vorstehenden Absatze angeführten, in den Grenzbegehungsprotokollen von den Jahren 1844, 1845, 1846, 1847, 1850 und 1867, sowie in den nachträglichen gemeinschaftlichen Commissionsacten von den Jahren 1855, 1856, 1858 und 1867 ausführlich beschriebenen und aus den beiderseits commissionell beglaubigten Grenzkarten, Vermessungsregistern und tabellarischen Grenzbeschreibungen ersichtlichen Grenzzüge haben von dem Tage der Ratification des gegenwärtigen Staatsvertrages als Landesgrenze zwischen Oesterreich und Preussen zu gelten.

Die tabellarische Grenzbeschreibung in Verbindung mit den beizuheftenden Grenzkarten (Grenzlandmappen) wird von den betheiligten Regierungen bestätigt werden, und künftighin die ausschliessliche Grundlage der Grenzbestimmung bilden.

Artikel 3.

Wo Flüsse oder Bäche die beiden Staaten trennen, geht die Landesgrenze, so lange der Lauf des Flusses oder des Baches unverändert bleibt, längs der Mitte derselben, parallel mit den Ufern und in gleichen Abständen von denselben, sowie diese Ufer in den im §. 2 gedachten Grenzkarten bezeichnet sind, und wie die Grenze

1869 durch die in den Vermessungregistern enthaltenen Angaben über die Abstände der Grenzmarken von derselben festgestellt ist.

Artikel 4.

Sollte durch Abschwemmungen und Anschwemmungen grösserer oder kleinerer Erdtheile der Lauf eines Grenzwassers sich ändern, so soll dennoch fortwährend die Landesgrenze nach dem jetzigen Laufe des Grenzwasses bestimmt bleiben, und die an das Ufer angeschwemmten Erdtheile sollen dem Staate gehören, an dessen Ufer sie angeschwemmt werden, soweit jene nicht über die jetzt festgestellte Grenzlinie hinausreichen.

Artikel 5.

Wenn durch Abspülen, durch gewaltsame Avulsion, durch theilweise Anstocknung oder durch Aenderung des Laufes in einem Grenzwasser eine Insel entsteht, so fällt dieselbe beiden Staaten insoweit zu, als sie an die dermal festgestellte Landesgrenze reicht. Kommt die entstandene Insel ganz innerhalb der Grenze eines der beiden Staaten, so gehört sie ganz dahin.

Artikel 6.

Soweit es zur Errichtung eines Wasserwerkes oder sonstigen Anlagen und Unternehmungen an den Grenzwässern, wodurch der Wasserstand, der Wasserlauf oder das Rinnsal beeinflusst werden kann, nach den Gesetzen desjenigen Staates, auf dessen Gebiete sie vorgenommen werden, einer obrigkeitlichen Genehmigung bedarf, soll diese nicht eher als nach erfolgter Zuziehung und Anhörung der die Interessen der Landesgrenze wahrnehmenden jenseitigen Verwaltungsbehörde, und soferne diese im landeshoheitlichen Interesse Einwendungen erhebt, nach Ausgleichung derselben durch Verständigung der beiderseitigen Regierungen ertheilt werden. Die betreffenden Behörden beider Staaten werden zur Behandlung der einschlagenden Fälle die geeigneten Instructionen erhalten.

Im Falle des Conflictes von blossen Privatinteressen aus Anlass solcher Unternehmungen an den Grenzwässern wird die Entscheidung lediglich den dazu landesgesetzlich verordneten Behörden desjenigen Staates überlassen, vor dessen Forum der Streit nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen gehört.

Artikel 7.

Alle Privatrechte bezüglich des Eigenthumes und Besitzes, insbesondere des Fischrecht und alle sonstigen Berechtigungen der beiderseitigen Grenzanrainer hinsichtlich der Benützung der Grenzwässer bleiben durch die auf die Demarcation der Landesgrenzen

bezughabenden Bestimmungen unberührt, und sind alle aus diesem 1869
Anlasse zwischen den Grenzanrainern entstehenden Streitigkeiten und Ansprüche im ordentlichen Rechtswege auszutragen.

Artikel 8.

Bei allen derlei Streitigkeiten haben die beiderseitigen Grenzbehörden bemüht zu sein, zwischen den Parteien einen gütlichen Vergleich zu Stande zu bringen, und erst wenn ein solcher nicht zu Stande kommen könnte, ist der Gegenstand zur Austragung auf den Rechtsweg zu weisen.

Artikel 9.

Bei gewaltsamen Durchbrüchen, wodurch ein neuer Lauf oder eine Theilung des Grenzwassers gebildet wird, sowie auch bei stattfindenden bedeutenden An- und Abschwemmungen (Artikel 4) ist von den betreffenden Localbehörden sogleich den zuständigen landesfürstlichen Behörden die Anzeige zu machen.

Diese haben gemeinschaftlich mit den betreffenden jenseitigen Behörden eine Localuntersuchung vorzunehmen, und nöthigenfalls mit Beiziehung geeigneter Fachmänner dahin zu wirken, dass das Grenzwasser durch angemessene Bauten wieder seinen früheren Lauf erhalte.

Sollte dieses nicht möglich sein, so haben sie längs der Mitte des früheren Wasserbettes Grenzmarken setzen oder Gräben ziehen zu lassen, und über das Geschehene den zur Leitung der Grenzgeschäfte bestimmten Regierungsorganen die Anzeige zu erstatten, damit diese im gemeinschaftlichen Einvernehmen das etwa weiter Nöthige vorkehren und die erforderlichen Berichtigungen der Demarcationsübersichten veranlassen.

Artikel 10.

Wo Strassen, Wege, Stege oder Gräben die Landesgrenze bilden, ist die Mitte dieser Objecte als die Scheidungslinie der beiderseitigen Landeshoheit zu betrachten, unbeschadet der wegen Benützung dieser Objecte, sowie der übrigen nächst der Grenze befindlichen Wege und Stege, dann wegen ihrer Erhaltung, nach der Uebung, nach Verträgen oder Zugeständnissen, oder nach behördlichen Entscheidungen bestehenden oder weiterhin zu treffenden Bestimmungen.

Artikel 11.

Die hohen Regierungen übernehmen die Verpflichtung, die Landesgrenzlinien in der erforderlichen Breite möglichst klar, zugänglich und unverändert zu erhalten.

1869

Artikel 12.

Die beiderseitigen Localbehörden haben die Verpflichtung, über die Erhaltung der Grenzmarken zu wachen, und wenn daran durch Elementarereignisse, andere Zufälle oder absichtliche Handlungen Beschädigungen entstehen, darüber sogleich den betreffenden landesfürstlichen Behörden die Anzeige zu machen.

Artikel 13.

Zum Zwecke der Erhaltung der Grenzdemarcation haben die vertragschliessenden Regierungen eine Specialinstruction für die mit der Ueberwachung der Grenze betrauten Behörden, sowie ein Publicandum vereinbart, worin die Competenz dieser Behörden näher bestimmt wird.

Diese Specialinstruction und das Publicandum sind dem gegenwärtigen Staatsvertrage als Anhang *A* und *B* beigefügt.

Artikel 14.

Die landesfürstlichen Grenzbehörden haben nach erlangter Kenntniss von Demarcationsbeschädigungen unverzüglich wegen Ermittlung der Schuldtragenden die Erhebung vorzunehmen, im Einverständnisse mit den jenseitigen landesfürstlichen Grenzbehörden wegen Behebung der Demarcationsgebrechen die nach Umständen erforderlichen Einleitungen zu treffen, und davon den zur Leitung der Grenzgeschäfte bestimmten Organen die Mittheilung zu machen, damit diese im Einvernehmen mit den jenseitigen hierzu bestimmten Organen die zur vollkommenen Wiederherstellung der Demarcation und ihrer beiderseitigen Uebersichten nöthigen Vorkehrungen treffen.

Artikel 15.

Dem gemeinschaftlichen Einflusse der beiderseits zur Leitung der Grenzgeschäfte aufgestellten Organe bleiben insbesondere alle Fälle vorbehalten, wo mit Auslagen für die Regierungen verbundene Herstellungen zu bewirken sind, oder wo die Ereignisse eine Aenderung des Standes der Grenzzeichen und daher auch die Berichtigung der beiderseitigen Grenzkarten, Beschreibungen und Vermessungsregister nothwendig machen.

Artikel 16.

Wenn jedoch, wie in den im Artikel 9 erwähnten Fällen, die Behebung der Demarcationsgebrechen dringend nothwendig ist, sind die betreffenden Grenzbehörden ermächtigt, im gemeinschaftlichen Einvernehmen mit den jenseitgen Grenzbehörden sogleich mit Beiziehung geeigneter Fachmänner die nöthigen Herstellungen, unbe-

schadet der Privatrechte der Anrainer, ausführen zu lassen, worüber 1869
sie mit Zuziehung der Localbehörden und der betreffenden beiderseitigen Grenzanrainer gemeinschaftliche Commissionsprotokolle in zwei Parien aufzunehmen, und die sammt den erforderlichen Belegen versehenen Rechnungen über die entstandenen Auslagen an die zur Leitung der Grenzgeschäfte aufgestellten Organe einzusenden haben.

Die Originalrechnung hat jene Grenzbehörde zu legen und einzusenden, auf deren Ufer die Herstellungen geschehen, und der jenseitigen Grenzbehörde sind beglaubigte Abschriften der Rechnung und ihrer Belege mitzutheilen.

Artikel 17.

Alle Herstellungen, welche zur Regelung, Erhaltung und Sicherung der Landesgrenzdemarcation nothwendig sind, müssen mit Zustimmung beider Regierungen geschehen. Die diesfälligen Auslagen für Materialien und Arbeiten sind von beiden Regierungen zu gleichen Theilen zu tragen; dagegen bestreitet jede Regierung für sich die Reisekosten und sonstigen Gebühren ihrer eigenen bei Grenzgeschäften verwendeten Beamten und Diener.

Artikel 18.

Beiden Regierungen bleibt der Anspruch auf Ersatz aller Auslagen vorbehalten, wenn diese durch Verschulden einer Partei entstanden sind und von ihr eingebracht werden können.

Die Einbringung solcher Ersätze hat beiderseits durch die zuständigen Behörden im vorgeschriebenen Wege zu geschehen.

Artikel 19.

Die Verhandlungen wegen Berichtigung der die beiden Regierungen betreffenden Zahlungsantheile und wegen Einforderung diesfälliger Ersätze sind, sowie alle auf die Grenzdemarcation bezughabenden Geschäfte, durch die beiderseits zur Leitung der Grenzgeschäfte aufgestellten Organe — zwischen einander und bei den betreffenden Regierungsbehörden — im Correspondenzwege auszutragen.

Artikel 20.

Die ämtlichen Correspondenzen der zur Leitung der Grenzgeschäfte bestimmten Organe zwischen einander und mit anderen Regierungsbehörden unterliegen keinen Postabgaben.

Artikel 21.

Wenn Demarcationsgebrechen entstehen, zu deren Behebung die Grenzkarten, Beschreibungen und Vermessungsregister nothwendig sind, oder wenn Localvermessungen oder Einzeichnungen in die beiderseitigen Demarcationsübersichten gesche

1869 haben die zur Leitung der Grenzgeschäfte bestimmten Organe die Einleitung zu treffen, dass hierzu berufene Ingenieure zur Mitwirkung bei den Amtshandlungen der Grenzbehörden entsendet werden.

Artikel 22.

Zur Ueberzeugung von der vollkommenen Aufrechthaltung der Grenzdemarcation und um dem Wiederkehre von Zweifeln und Irrungen vorzubeugen, werden die vertragschliessenden Regierungen nach dem Verlaufe von je zehn Jahren, durch abgeordnete Commissäre mit ihnen beigegebenen Ingenieuren eine gemeinschaftliche Begehung und Revision der ganzen Landesgrenze vornehmen lassen, bei welcher die Localbehörden und die beiderseitigen Grenzanrainer zuzuziehen, und wo die Commission ermächtigt sein wird, die locker gewordenen Grenzsteine befestigen, die umgefallenen, abgebrochenen oder abhanden gekommenen Steine nach Constatirung ihres richtigen Standpunktes einsetzen oder durch neue Steine ersetzen zu lassen, und ebenso auch die Lichtung der Grenzlinie durch Beseitigung von Bäumen und Unterwuchs, dann die Reinigung oder Erneuerung der Grenzgräben, insoferne auf gemeinschaftliche Kosten beider Regierungen zu veranlassen, als hierzu nicht etwa die Grenzanrainer oder andere Parteien rechtlich verhalten werden können.

Bei diesen Grenzbegehungen haben die Abgeordneten gemeinschaftlich Protokolle in zwei Parien aufzunehmen, welche den Befund, sowie die von der Commission getroffenen oder beantragten Verfügungen, dann alle Aenderungen nachzuweisen haben, welche etwa in den Grenzkarten und Vermessungsregistern vorgenommen werden müssen. Nach beendetem Geschäfte sind diese Protokolle beiderseits zur höheren Genehmigung vorzulegen.

Es wird übrigens einer späteren gemeinschaftlichen Uebereinkunft die Bestimmung vorbehalten, wann die erste der alle zehn Jahre vorzunehmenden commissarischen Begehungen einzutreten haben wird.

Artikel 23.

Die nach den Andeutungen im Artikel 1 zwischen beiden Regierungen getheilten Gründe und die zur Herstellung eines geregelten Grenzzuges wechselseitig ausgetauschten Gebietsantheile übergehen vom Tage der Ratification dieses Staatsvertrages in die ihnen zugewiesene Landeshoheit, und es sind hiernach beiderseits die öffentlichen Bücher, unbeschadet der Privatrechte, und die Steuervorschreibungen zu berichtigen.

Artikel 24.

Den beiderseitigen Besitzern jener Gründe, welche nach den Bestimmungen dieses Staatsvertrages unter die Landeshoheit der

jenseitigen Regierung fallen, soll es — gegen Beobachtung der etwa 1869
in polizeilicher und zollämtlicher Beziehung zu treffenden Controlmassregeln — jederzeit gestattet sein, die Landesgrenze mit den zur Bewirthschaftung ihrer Gründe nöthigen Geräthschaften zu überschreiten, um die in dem Bereiche ihres jenseitigen Besitzes nöthigen Arbeiten vorzunehmen.

Sie haben auch für die auf den gedachten Gründen hervorgebrachten Bodenerzeugnisse, wenn diese sich noch unverändert in demselben Zustande befinden, wie sie den Gründen entnommen worden sind, bei deren Transport über die Landesgrenze keine Einfuhr- und Ausfuhrzölle zu entrichten.

Artikel 25.

Die Zahlung der Steuern und sonstigen Abgaben von den den beiden Regierungen kraft dieses Vertrages neu zugekommenen Gründen hat vom Tage der Ratification des Vertrages zu beginnen.

Artikel 26.

Wenn in der Zeit von dem Tage der Ratification bis zu dem Zeitpunkte der Giltigkeit des Staatsvertrages von den Besitzern der unter andere Landeshoheit übergehenden Gründe Steuerzahlungen an die bisherigen Perceptionsorgane geschehen, so ist darüber zwischen den beiderseitigen Finanzbehörden eine Abrechnung vorzunehmen und die nöthige Ausgleichung zu bewirken.

Artikel 27.

Ausserdem übernimmt es keine der vertragschliessenden Regierungen für die andere, Steuer- oder sonstige auf den Gründen haftende Rückstände einzutreiben.

Artikel 28.

Die beiden betheiligten Regierungen werden eine vollständige Vermarkung der durch den gegenwärtigen Vertrag festgestellten Grenze mittelst der Aufstellung von neuen Grenzsteinen im gemeinsamen Einvernehmen und auf gemeinschaftliche Kosten vornehmen lassen.

Artikel 29.

Ebenso wird auf gemeinschaftliche Kosten die Lithographirung der tabellarischen Grenzbeschreibungen, respective Grenzmappen zur Vertheilung an die beiderseitigen Grenzbehörden veranlasst werden.

Artikel 30.

Dieser Vertrag wird nach dessen Abschluss möglichst bald ratificirt werden.

1869 Zur Urkund dessen ist gegenwärtiger Vertrag zweifach ausgefertigt und von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen zu Wien, den 9. Februar 1869.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) Freiherr *von Werther* m. p.

Anhang A.

Specialinstruction für die mit der Ueberwachung der österreichisch-preussischen Grenzen beauftragten Behörden.

§. 1.

Den k. k. österreichischen politischen Bezirksbehörden und den königl. preussischen Landrathsämtern liegt die Verpflichtung ob, über die Erhaltung der Landesgrenzmarkzeichen zu wachen.

§. 2.

Sie erhalten zu diesem Behufe die bezüglichen Exemplare der ihren District betreffenden Grenzkarten, Beschreibungen und Vermessungregister nebst dem über die Regulirung der Grenzen aufgenommenen Comissionsprotokolle.

§. 3.

Es bleibt ihnen überlassen, an die Localbehörden die nöthigen Instructionen zu erlassen, damit ihnen diese von jeder Veränderung der Grenzzeichen, die zu ihrer Kenntniss gelangt, ungesäumt Nachricht geben.

§. 4.

Sobald sie durch diese oder auf welche andere Weise von einer Verrückung oder Verdunklung der Grenzzeichen Nachricht erhalten, liegt es ihnen ob, sofort dasjenige anzuordnen, was erforderlich erscheint, um jede weitere Verdunklung zu verhüten und die an der Veränderung etwa Schuldtragenden zu ermitteln; auch ist die jenseitige Behörde ohne Zögern von dem Geschehenen zu unterrichten.

§. 5.

Ist die Stelle, wo das neuerdings verrückte Grenzzeichen früher gestanden, unzweifelhaft kenntlich und die Herstellung ohne erheblichen Kostenaufwand möglich, so ist die Grenzbehörde, in deren District das Zeichen gehört, berechtigt, ohne Weiteres das zur Herstellung Erforderliche vorzunehmen, und genügt in der Regel die vorherige Benachrichtigung der jenseitigen Grenzbehörde, welcher

zugleich ein Exemplar des über den Vorgang in duplo aufzunehmenden 1869
Protokolls nebst Kostennote zu übersenden ist.

§. 6.

Ist jedoch zur Herstellung ein grösserer Kostenaufwand erforderlich, oder ist die Stelle, wo das Grenzzeichen gestanden, nicht unzweifelhaft kenntlich, oder besteht endlich die jenseitige Grenzbehörde im Falle des §. 5 auf ihre Zuziehung, so treten je ein Vertreter der beiderseitigen Grenzbehörden als Commission zusammen und ordnen gemeinschaftlich das Weitere an.

§. 7.

Ueber jede demnächst erfolgende Herstellung, beziehungsweise Erneuerung der Grenzzeichen sind unter Zuziehung der Localbehörden und der beiderseitigen Grenzanrainer — deren Privatrechte jedoch hierdurch keine Aenderung erleiden — gemeinschaftliche Commissionsprotokolle nebst den mit Belegen versehenen Rechnungen in duplo aufzunehmen, und der k. k. Statthalterei zu Prag, beziehungsweise der betreffenden königlichen Regierung in Original oder in beglaubigter Abschrift zur Festsetzung und Zahlungsanweisung einzureichen.

Sind zur Behebung der Demarcationsgebrechen die Grenzkarten, Beschreibungs- und Vermessungsregister erforderlich, und müssen Localvermessungen und Einzeichnungen in die beiderseitigen Demarcationsübersichten geschehen, so sind zur Mitwirkung bei der Grenzregulirungsverhandlung geeignete Fachmänner zuzuziehen. Die Originalrechnung über die erforderlich gewesenen Auslagen ist von derjenigen Grenzbehörde aufzustellen, auf deren Seite die Herstellungen geschehen, und der jenseitigen Behörde sind beglaubigte Abschriften nebst Belegen mitzutheilen.

§. 8.

Alle Grenzregulirungen, bei welchen unter den Grenzbehörden Verschiedenheit der Meinung herrscht, oder wo die Ereignisse eine Aenderung der Grenzzeichen und daher auch eine Berichtigung der beiderseitigen Grenzkarten, Beschreibungen und Vermessungsregister nothwendig machen, endlich wo es eine der Grenzbehörden ausdrücklich verlangt, müssen der Entscheidung der k. k. Statthalterei zu Prag, beziehungweise der betreffenden königlichen Regierung unterbreitet werden, und bleibt es diesen vorbehalten, in solchen Fällen besondere Commissarien zur Vornahme der erforderlichen Anordnungen zu ernennen.

§. 9.

Alle zur Sicherung, Herstellung oder Erneuerung erforderlichen Auslagen für Materialien und Arbeiten sind von beiden Regierungen

1869 zu gleichen Theilen zu tragen, so weit sich nicht klar herausstellt, dass die Beschädigung durch die Unterthanen eines der beiden Grenzländer verursacht worden ist, in welchem Falle die Regierung des Landes, dem der Beschädigte als Unterthan angehört, die Kosten zu zahlen hat. In allen Fällen bestreitet jede Regierung für sich die Reisekosten und sonstigen Gebühren ihrer eigenen bei Grenzgeschäften verwenden Beamten.

§. 10.

Sämmtliche auf die Grenzregulirungen bezüglichen Verhandlungen der Grenzbehörden untereinander, sowie mit ihren betreffenden Regierungen, erfolgen im Correspondenzwege und unterliegen keinen Postabgaben.

§. 11.

Die Grenzbehörden sind gehalten, den von den respectiven Regierungen im Falle des §. 8 oder zu den nach dem Vertrage vom 9. Februar 1869 zu den zehnjährigen Grenzrevisionsgeschäften ernannten Commissarien alle Materialien vorzulegen und alle Requisitionen zu erledigen, welche von denselben bei Erledigung ihres Auftrages für erforderlich erachtet werden.

§. 12.

Es bleibt den beiderseitigen Regierungen überlassen, ihre bei den Grenzregulirungsverhandlungen zuzuziehenden Organe mit besonderen Instructionen zu versehen.

Anhang B.

Publicandum.

Unter Bezugnahme auf die Artikel 6, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 21 und 22 des Staatsvertrages vom 9. Februar 1869 werden hiermit

1. die Oberaufsicht in Grenzangelegenheiten, worunter die Festsetzung und die Berichtigung der etwa entstehenden Kosten ebenfalls zu rechnen ist, ferner alle Acte, welche eine Veränderung des Grenzzuges oder Gebietsabtretungen bezwecken, letztere beide jedoch nur nach vorher eingeholter Zustimmung der beiderseitigen höchsten Staatsbehörden, und endlich die Entscheidung aller Streitigkeiten zwischen den unteren Verwaltungsbehörden, für Oesterreich der k. k. Statthalterei in Prag, für Preussen die königlichen Regierungen zu Breslau und zu Liegnitz innerhalb je ihres Bezirkes;

2. die Bewilligungen neuer Wasserausleitungen aus Grenzgewässern und die Errichtung von Wasserwerken und sonstigen

Anlagen an denselben, für Oesterreich den k. k. politischen Bezirks- 1869
behörden, für Preussen den oben genannten königlichen Regierungen innerhalb je ihres Bezirkes, und

3. die Regelung aller übrigen, in dem Staatsvertrage berührten Verhältnisse, insbesondere die Erhaltung der Landesgrenzmarkzeichen, in Gemässheit der beigehefteten Specialinstruction vom heutigen Datum für Oesterreich den k. k. politischen Bezirksbehörden, für Preussen den königlichen Landrathsämtern übertragen.

So haben wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit unserem kaiserlichen und königlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir die gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und mit Unserem kaiserlichen und königlichen Siegel versehen lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien am vierten des Monates Mai im Jahre des Heils Eintausend achthundert sechzig neun, Unserer Reiche im ein und zwanzigsten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *Beust* m. p.

Im Auftrage Seiner kaiserl. und königl. Apostolischen Majestät:

Johann Freiherr *Vesque von Püttlingen* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

1869

535.

12 février 1869.

Convention additionnelle à la Convention du 13 novembre 1855 pour l'extradition des criminels conclue avec la France à Paris, le 12 février 1869. Ratification autrichienne datée de Bude le 6 mars, celle de la France du 20 février 1869; ratifications échangées à Paris, le 13 mars 1869.

(R. G. B. 1869, Nr. 56.)

Additional-Convention vom 12. Februar 1869, zu der zwischen Oesterreich und Frankreich bezüglich der gegenseitigen Auslieferung von Verbrechern abgeschlossenen Convention vom 13. November 1855.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro et a Plenipotentiario Suae Imperatoris Francorum Majestatis conventio additionalis ad illam de reciproca maleficorum extraditione die 13. Novembris 1855 conclusam Lutetiis Parisiorum die 12ª mensis Februarii anni 1869 inita et signata est tenoris sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie et Sa Majesté l'Empereur des Français, ayant jugé utile de compléter par une convention additionnelle les stipulations de la convention conclue entre l'Autriche et la France le 13 novembre 1855, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs; ont à cet effet muni de Leurs pleins-pouvoirs, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie, Son Excellence le Prince Richard de Metternich-Winneburg, Chevalier de la Toison d'or, Grand'Croix de l'Ordre de St. Étienne de Hongrie, de l'Ordre Impérial et Royal de Léopold d'Autriche, de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur etc. etc., Son Ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté l'Empereur des Français; et

Sa Majesté l'Empereur des Français Son Excellence M. Félix Marquis de La Valette, Sénateur de l'Empire, Membre de Son Conseil privé, Grand'Croix de Son Ordre Impérial de la Légion d'honneur, de l'Ordre de St. Étienne de Hongrie etc. etc., Son Ministre et Secrétaire d'État au Département des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, son convenus des articles suivants: 1869

Article I.

L'arrestation provisoire d'un individu poursuivi pour l'un des faits prévus dans l'article 2 de la convention du 13 novembre 1855 devra être effectuée, non seulement sur l'exhibition d'un des documents mentionnés à l'article 5 de la dite convention, mais également sur avis transmis par la poste ou par télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné, par voie diplomatique, au Ministère des affaires étrangères du pays sur le territoire duquel l'inculpé se sera réfugié.

Article II.

L'arrestation sera facultative si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'une des hautes parties contractantes; mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires et investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, en cas de difficulté, rendre compte au Ministre des affaires étrangères des motifs qui l'auraient portée à surseoir à l'arrestation réclamée.

Article III.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles voulues par la législation du Gouvernement requis; elle cessera d'être maintenue, si, dans les quinze jours à partir du moment où elle a été effectuée, le Gouvernement n'est pas régulièrement saisi de la demande d'extradition du détenu.

Article IV.

La remise de l'individu réclamé à l'autorité de l'État réclamant aura lieu à Salzbourg si l'extradition a été demandée par le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français, et à Strassbourg si l'extradition a été demandée par le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie.

En cas toutefois où la détermination d'un autre point frontière ou bien le transport par mer serait jugé préférable, il sera procédé, sur avis télégraphique du lieu d'arrestation, avec toute célérité à la fixation du point de la frontière où s'opérera la remise de l'extradé.

Article V.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, resteront à la charge de ch

1869. des hautes parties contractantes dans les limites des leurs territoires respectifs, ainsi qu'il a été stipulé à l'article 9 de la convention d'extradition du 13 novembre 1855.

Les frais de transport par le territoire des États intermédiaires seront à la charge de l'État réclamant.

Article VI.

La présente Convention additionnelle sera publiée aussitôt après l'échange des ratifications, lequel aura lieu dans le délai de deux mois, ou plus-tôt, si faire se peut. Elle sera mise en vigueur dix jours après celui de sa publication.

Article VII.

La présente Convention aura la même durée que celle du 13 novembre 1855, à laquelle elle se rapporte, et sera censée dénoncée par le fait de la dénonciation de cette dernière.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé les précédents articles et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 12 février 1869.

(L. S.) *Metternich* m. p. (L. S.) *La Valette* m. p.

Nos visis et perpensis hujus conventionis additionalis articulos illos omnes et singulos ratos hisce confirmatosque habere profitemur ac declaramus, verbo Nostro Caesareo et Regio adpromittentes, Nos omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio adpresso firmari jussimus.

Dabantur in Regia Urbe Nostra Buda, die sexta mensis Martii anno millesimo octingentesimo sexagesimo nono, Regnorum Nostrorum vigesimo primo.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Comes *a Beust* m. p.

Ad mandatam Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Joannes Liber Baro *a Vesque-Püttlingen* m. p.,
Caes. et Reg. Consiliarius aulicus et Ministerialis.

536.

1869

20 février 1869.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant une rédaction modifiée du point 3 du § 22 de l'instruction publiée à l'égard des traités postaux conclus à Berlin, le 23 novembre 1867.

(P. V. B. 1868, Nr. 11.)

Veränderte Fassung des §. 22, Punkt 3, der Instruction zu den Postverträgen ddo. Berlin 23. November 1867.

In Folge der gegenwärtigen Verhältnisse zu dem Zollvereinsauslande erhält der siebente und achte Absatz, Punkt 3, des §. 22 der Instruction zu dem Postvertrage ddo. Berlin 23. November 1867 folgende Fassung:

Die Zollpapiere (Inhaltserklärungen) werden vom Zollauslande bis zu derjenigen Postanstalt, welche zuerst die Umspedition besorgt, der betreffenden Postkarte offen beigefügt, an dieselbe mit einer Nadel oder mit einem Faden befestigt und der Zahl nach am Kopfe der Postkarte nachrichtlich vermerkt. Die Weitersendung erfolgt in den Fahrpostbeuteln in der Weise, dass die Zollpapiere den betreffenden Begleitbriefen beigeschlossen werden.

Diejenige Postanstalt, welche Sendungen vom Zollauslande zuerst umspedirt, vermerkt auf die Vorderseite des Begleitbriefes in rother oder blauer Farbe ein grosses *A* und die Zahl der zu dem Packete gehörigen Inhaltserklärungen oder Revisionsnoten. In den Postkarten erscheinen, sobald die Zollpapiere mit den Begleitbriefen zusammen verpackt werden, auf die zollämtliche Behandlung der Poststücke bezügliche Vermerke nicht.

1869 **537.**

27 février 1869.

Traité pour l'extradition des criminels conclu entre la monarchie austro-hongroise et le royaume d'Italie. Conclu à Florence. Ratification Impériale et Royale, datée de Gödöllö, le 31 mars, ratification italienne de Florence, le 13 mai; échange des ratifications à Florence, le 17 mai 1869.

(R. G. B. 1869, Nr. 100.)

Staatsvertrag vom 27. Februar 1869 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Königreiche Italien, wegen gegenseitiger Auslieferung von Verbrechern. Abgeschlossen zu Florenz am 27. Februar 1869; von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt am 31. März 1869; in den beiderseitigen Ratificationen ausgewechselt in Florenz am 17. Mai 1869.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Plenipotentiario Nostro atque illo Majestatis Suae Regis Italiae, praevie collatis consiliis mutuisque deliberationibus, conventio de mutua maleficorum extraditione Florentiae die vigesima septima mensis Februarii anni currentis inita et simul cum declaratione annexa signata fuit, tenoris sequentis:

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Rè di Boemia ecc. e Rè Apostolico d'Ungheria, e

Sua Maestà il Rè d'Italia,

mossi dal desiderio di assicurare la repressione dei delitti commessi nei rispettivi loro territorî, i cui autori o complici volessero sfuggire al rigor delle leggi col ricoverarsi da un paese all' altro, hanno risoluto di conchiudere una Convenzione di estradizione, ed hanno nominato a questo scopo per loro Plenipotenziarî, cioè:

Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica:

Il Signor Luigi Barone di Kübeck, Gran Croce dell'Ordine Imperiale di Leopoldo, Cavaliere di II. Classe dell' Ordine della Corona di ferro; Gran Cordone dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Suo Consigliere intimo attuale, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Rè d'Italia;

Sua Maestà il Rè d'Italia:

Il Signor Conte Luigi Federico Menabrea, Luogotenente Generale e Suo primo Ajutante di campo, Membro della Reale Accademia delle Scienze di Torino e della Società dei XL di Modena,

Senatore del Regno, Cavaliere dell'Ordine supremo della Ss^ma^ Annunziata, Gran Croce decorato del Gran-Cordone dell' Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Gran-Cordone dell' Ordine della Corona d'Italia, Cavaliere dell' Ordine civile e Gran Croce e Consigliere dell'Ordine Militare di Savoja, fregiato della medaglia di Savoja in oro al valor militare, Gran Cordone dell'Ordine Imperiale di Leopoldo ecc., Presidente del Consiglio dei Ministri e Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri; 1869

i quali dopo lo scambio dei loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto sugli Articoli seguenti:

Articolo I.

Le alte parti contraenti assumono l'obbligo di consegnarsi reciprocamente gl'individui, autori o complici, i quali per alcuna delle azioni punibili, indicate nel seguente articolo II vengono perseguiti o condannati dai Tribunali dello Stato cui appartengono e si sono rifuggiati sul territorio dell' altro stato.

Articolo II.

L'estradizione dovrà essere accordata per le infrazioni alle leggi penali qui appresso indicate allorchè le medesime saranno dalla legislazione austriaca qualificate come crimini, rispettivamente dalla legislazione ungherese minacciate di pene gravi, ovvero secondo la legislazione italiana soggette a pene criminali.

1° Parricidio, infanticidio, assassino, avvelenamento, omicidio volontario di qualsiasi altra specie.

2° Percosse e ferite volontarie.

3° Limitazione illegale della libertà personale, ossia detenzione illegale e sequestro di persona.

4° Incesto, bigamia, ratto, stupro, prostituzione o corruzione di minori per parte dei parenti o di ogni altra persona incaricata di loro sorveglianza, aborto procurato.

5° Rapimento, occultamento, soppressione d'infante, sostituzione di un infante ad un altro, supposizione d'infante ad una donna che non ha partorito.

6° Incendio.

7° Associazione di malfattori, estorsione, rapina, furto.

8° Contraffazione, introduzione e smercio di monete false o falsificate, come pure di carta monetata falsa o falsificata, contraffazione di rendite o obbligazioni dello stato, dei biglietti di banca o di ogni altro effetto pubblico, immissione ed uso di questi titoli.

Contraffazione di atti sovrani, di sigilli, di punzoni, bollimarche dello stato e delle amministrazioni pubbliche, ed uso di questi oggetti contraffati.

1869 Falso in scrittura pubblica o autentica, privata di commercio e di banca, ed uso di scritture falsificate.

9° Falsa testimonianza, falsa perizia, subornazione di testimoni e di periti. Calunnia.

10° Baratteria.

11° Sedizione a bordo di un bastimento quando le persone componenti lo equipaggio, si fossero con frode o violenza impadronite del bastimento medesimo. o lo avessero consegnato a pirati.

12° Sottrazione (malversazione) commessa da ufficiale o depositari pubblici.

13° Bancarotta fraudolenta e partecipazione ad una bancarotta fraudolenta.

14° Danno volontariamente cagionato alle ferrovie ed ai telegrafi.

15° Abuso di confidenza od appropriazione indebita, truffa o frode.

Per le infrazioni comprese sotto il N° 15 e pei danni volontarî ai telegrafi, avrà luogo la consegna al Governo Italiano quantunque sieno dalla legislazione italiana assoggettate a pene correzionali, purchè trattandosi di abuso di confidenza o di appropriazione indebita, di truffa o frode, il danno non sia minore di lire mille italiane.

Articolo III.

La estradizione non sarà mai accordata per crimini o delitti politici. L'individuo che sarà consegnato per altra infrazione alle leggi penali, non potrà in alcun caso esser giudicato o condannato per crimine o delitto politico anteriormente commesso, nè per qualsivoglia fatto relativo a questo crimine o delitto.

L'individuo medesimo non potrà essere processato o condannato per qualsivoglia altra infrazione anteriore alla estradizione, che non sia preveduta nella presente Convenzione, a meno che, dopo essere stato punito ovvero assolto dal delitto, che motivò la sua estradizione, abbia egli trascurato di abbandonare il paese prima che spirasse il termine di tre mesi, ovvero che vi sia in seguito ritornato.

Articolo IV.

La estradizione non potrà aver luogo, se dopo i fatti imputati, i procedimenti penali o la condanna relativa, si fosse avverata la prescrizione dell' azione o della pena in base alle leggi del paese nel quale l'imputato o il condannato si è rifuggito.

Articolo V.

In nessun caso e per nessun motivo le Alte Parti Contraenti potranno essere tenute a consegnare i propri nazionali.

Se in base alle Leggi vigenti nello Stato, al quale il colpevole 1869
appartiene, debba questi esser sottoposto a procedimento penale per infrazione commessa nell' altro Stato, il Governo di quest' ultimo dovrà comunicare le informazioni e i documenti, consegnare gli oggetti costituenti il corpo del delitto, e procurare ogni altro schiarimento, che fosse necessario alla spedizione del processo.

Articolo VI.

Se l'imputato o condannato fosse straniero agli Stati delle Alte Parti Contraenti, il Governo, che deve accordare la estradizione, informerà, se ne è il caso, quello del paese, al quale il colpevole appartiene, della domanda avuta; e se quest' ultimo Governo reclamerà per proprio conto l'imputato per farlo giudicare dai suoi Tribunali, quello a cui la domanda di estradizione venne fatta, potrà a sua scelta consegnarlo o allo Stato, nel cui territorio il crimine o delitto fu commesso, o a quello cui l'individuo appartiene.

Se l'imputato o condannato, del quale in forza della presente Convenzione domandasi la estradizione da una delle Alte Parti Contraenti, fosse del pari reclamato da un altro o da altri Governi simultaneamente per crimini o delitti commessi nei rispettivi loro territori dall' individuo medesimo, sarà costui consegnato di preferenza al Governo, nel cui territorio fu commessa la infrazione più grave, ed ove le varie infrazioni avessero tutte la medesima gravità, a quello, la cui domanda sarà di data più antica.

Articolo VII.

Se l'individuo reclamato è accusato o condannato nel paese, dove egli si è rifuggito, per un crimine o delitto commesso in questo stesso paese, la sua estradizione potrà esser differita fino a che sia stato assolto da una sentenza definitiva o che vi abbia scontata la sua pena.

Articolo VIII.

La estradizione secondo la presente convenzione, sarà accordata anche nel caso che l'imputato si trovasse impedito per questa sua consegna, di adempire ad impegni contratti con privati, ai quali sarà in ogni caso riservata facoltà di far valere i proprj diritti presso le autorità giudiziarie competenti.

Articolo IX.

L'estradizione sarà accordata in seguito di domanda avanzata da una delle Alte Parti Contraenti all'altra in via diplomatica e sulla produzione di una sentenza di condanna o di un atto di accusa, di un mandato di cattura, o di ogni altro atto equivalente al mandato, nel quale dovrà essere indicato del pari la natura e la gravità dei

1869 fatti imputati non che la disposizione di legge penale applicabile ad essi.

Gli atti saranno rilasciati in originale o in forma autentica di spedizione, sia da un Tribunale, sia da ogni altra Autorità competente del paese, dal quale si domanda la estradizione.

Si forniranno in pari tempo, se ciò sarà possibile, i connotati dell' individuo reclamato, o qualsivoglia altra indicazione capace di constatarne la identità.

Articolo X.

Nei casi urgenti e segnatamente quando vi ha pericolo di fuga, ciascuna delle Alte Parti Contraenti in base di condanna. di un atto di accusa, o di un mandato di cattura, potrà. col mezzo più spedito ed anche per telegrafo domandare ed ottenere l' arresto del condannato o prevenuto a condizione di presentare nel più breve termine possibile il documento, di cui si è annunciata la esistenza.

Articolo XI.

Gli oggetti involati o sequestrati presso il condannato o prevenuto, gli strumenti ed ordigni, di cui esso ebbe a servirsi per commettere il crimine o delitto ed ogni altro elemento di prova, saranno restituiti al tempo stesso che avrà luogo la consegna dell' individuo arrestato, ed anche quando dopo essere stata accordata non potesse la estradizione effettuarsi per causa della morte o della fuga del colpevole. Una tal consegna comprenderà pure tutti gli oggetti della stessa natura che l' imputato avesse nascosti o depositati nel paese, dove si è ricoverato, e che poi fossero rinvenuti più tardi.

Sono intanto riservati i diritti dei terzi sugli oggetti summenzionati, e questi dovranno esser loro restituiti esenti da ogni spesa, appena compiuto il procedimento criminale o correzionale.

Articolo XII.

Le spese dell' arresto, del mantenimento e del trasporto dell' individuo di cui venne accordata la estradizione, non chè quelle della consegna e trasporto degli oggetti, che a tenore dell' articolo precedente debbono essere restituiti o rimessi, andranno a carico delle Alte Parti Contraenti nei territorî rispettivi.

Nel caso che il trasporto per mare fosse giudicato preferibile, l' individuo reclamato sarà condotto nel porto, che indicherà il Governo, che ne ha domandata la estradizione, ed a carico del medesimo cederanno le relative spese d'imbarco.

Articolo XIII.

Se una delle Alte Parti Contraenti giudica necessario per la istruzione di un affare criminale o correzionale la deposizione di testi-

moni domiciliati nel territorio dell' altra Parte, o qualsivoglia altro 1869
atto d'istruzione giudiziaria, saranno a questo effetto dirette in via diplomatica lettere rogatorie dalla Corte d'appello competente del Regno d'Italia al rispettivo Tribunale superiore austriaco od ungherese, e così di ricambio, le quali Autorità saranno tenute a darvi corso in conformità delle leggi in vigore nel paese, dove il testimone sarà udito, o l' atto rilasciato.

Articolo XIV.

Nel caso che la comparsa del testimone fosse necessaria, il Governo, da cui esso dipende, l'impegnerà a corrispondere all' invito che gliene vien fatto dall' altro Governo.

Se i testimoni consentono a partire, saranno prontamente muniti dei necessarî passaporti, ed i Governi rispettivi si metteranno d'accordo in via diplomatica per fissare la indennità dovuta, e che sarà loro corrisposta dallo Stato reclamante in ragione della distanza e del soggiorno e con anticipazione delle somme occorrenti.

In verun caso questi testimoni potranno essere arrestati o molestati per un fatto anteriore alla domanda di loro comparsa durante il soggiorno obbligatorio nel luogo, dove il giudice, che deve esaminarli, esercita le sue funzioni, nè durante il loro viaggio tanto all'andare che al ritorno.

Articolo XV.

Se all'occasione di una istruzione criminale o correzionale in uno degli Stati Contraenti tornasse necessario di procedere al confronto del prevenuto con i colpevoli detenuti nell'altro Stato, o di produrre elementi di prova o documenti giudiciari, che ad esso appartengono, dovrà farsene domanda in via diplomatica, e ad essa sempre annuirsi, salvo in caso in cui eccezionali considerazioni vi si opponessero, a condizione tutta volta di doversi rinviare nel più breve tempo possibile i detenuti ed i documenti, e restituire gli elememti di prova summenzionati.

Le spese di trasporto da uno Stato all' altro degli individui ed oggetti anzidetti, nonchè quelle occasionate dall' adempimento delle formalità enunciate nell'articolo XIII saranno sopportate da ciascun Governo, nei limiti del territorio rispettivo.

Articolo XVI.

Le Alte Parti Contraenti si obbligano a communicarsi reciprocamente le sentenze di condanna per crimine o delitto di ogni natura pronunziate dai Tribunali di uno degli Stati contro i sudditi dell'altro.

Questa comunicazione sarà fatta mediante la spedizione in via diplomatica della sentenza pronunziata e divenuta definitiva allo

1869 di cui è suditto il colpevole, per essere depositata alla Cancelleria del Tribunale competente.

Ciascuno dei Governi rispettivi darà a tale effetto le istruzioni necessarie alle Autorità, cui spetta.

Articolo XVII.

La presente Convenzione avrà la durata di cinque anni a contare dal giorno in cui avverrà lo scambio delle ratifiche.

Nel caso, in cui nessuna delle Alte Parti Contraenti avesse notificato sei mesi prima della fine dei cinque anni la volontà di farne cessare gli effetti, la Convenzione resterà obbligatoria per altri cinque anni, e così di seguito di cinque in cinque anni.

Articolo XVIII.

La presente Convenzione sarà ratificata, e le ratifiche saranno scambiate qui in Firenze nel termine di tre mesi ed anche prima se sarà possibile.

In fede di che i due Plenipotenziari l'hanno firmata in doppio originale e vi hanno apposto il loro sigillo.

Fatto in Firenze, il 27 febbrajo 1869.

(L. S.) *Kübeck* m. p. (L. S.) L. F. *Menabrea* m. p.

Déclaration.

Les soussignés s'étant réunis pour signer la Convention d'extradition concertée entre la Monarchie Austro-Hongroise et le Royaume d'Italie ont jugé utile de déclarer formellement :

Que les deux textes de la Convention, savoir le texte allemand et le texte italien, doivent être considérés comme également authentiques, et que s'il pouvait se trouver une divergence entre ces deux textes, de même que s'il surgissait un doute sur l'interprêtation d'un passage quelconque, l'on suivra l'interprêtation la plus favorable à l'extradition du prévenu.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition à Florence, le 27 février 1869.

(L. S.) *Kübeck* m. p. (L. S.) L. F. *Menabrea* m. p.

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis illos omnes et singulos una cum praedicta conventione ratos hisce confirmatosque habere profitemur àc declaramus, verbo Nostro Caesareo et Regio promittentes, Nos omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis 1869
Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo et Regio adpresso firmari jussimus.

Dabantur in Gödöllö, die trigesima prima mensis Martii, anno millesimo octingentesimo sexagesimo nono, Regnorum Nostrorum vigesimo primo.

Franciscus Josephus (LS)

Comes *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Joannes Liber Baro *a Vesque-Püttlingen* m. p.,
C. et R. Consiliarius aulicus et Ministerialis.

538.

3 mars 1869.

Ordonnance du ministère Impérial Royal du commerce publiant le règlement et les dispositions pour la mise à exécution du traité postal avec la Suisse.

(P. V. Bl. 1869, 7.)

Kundmachung des Postvertrages zwischen Oesterreich und der Schweiz.

Der am 15. Juli 1868 abgeschlossene österreichisch-schweizerische Postvertrag, welcher mit dem hierortigen Erlasse vom 21. August 1868, Z. 14440-1396 vom 1. September 1868 an provisorisch in Vollzug gesetzt worden ist, wird vorstehend seinem vollen Inhalte nach kundgemacht.

Diesem Postverordnungsblatte liegt auch das Reglement bei, welches den k. k. Postämtern zur Nachachtung zu dienen hat.

Die in dem Vertrage und in dem Reglement zu demselben enthaltenen Bestimmungen in Betreff der Postanweisungen und Nachnahmesendungen haben vorläufig nicht in Anwendung zu kommen.

Reglement und Ausführungsbestimmungen zu dem Postvertrage mit der Schweiz.

I. Allgemeine Bestimmungen.

§. 1.

Allgemeine Beschaffenheit der Postsendungen.

Die mit der Post zu versendenden Briefe, Gelder und Pack[illegible]
müssen nach Massgabe der nachfolgenden Bestimmungen [illegible]

1869 adressirt, beziehungsweise gezeichnet (signirt) und haltbar verpackt und verschlossen sein.

Das Gewicht der Sendungen in Brief- oder ähnlicher Form soll ein halbes Pfund = 250 Grammen nicht übersteigen.

Die Adresse muss den Bestimmungsort, sowie die Person desjenigen, an welchen die Zustellung erfolgen soll, so bestimmt bezeichnen, dass jeder Ungewissheit darüber vorgebeugt wird.

Bei gewöhnlichen Briefen, Drucksachen oder Waarenproben mit dem Vermerk „*poste restante*“ darf, statt des Namens des Adressaten, eine Angabe in Buchstaben, Ziffern u. s. w. angewendet sein.

Ausser den auf die Beförderung oder Bestellung einer Sendung bezüglichen Angaben darf noch der Name oder die Firma des Absenders, sonst aber soll keine, einer brieflichen Mittheilung gleich zu achtende Notiz auf der Aussenseite enthalten sein.

§. 2.

Begleitbrief bei Packeten.

Jedem Packete — d. i. jeder Fahrpostsendung, mit Ausnahme von Briefen mit declarirtem Werthe und von Briefen mit Postvorschuss (Nachnahme) — muss ein Begleitbrief beigegeben sein. Derselbe kann entweder aus einem förmlich verschlossenen Briefe, der weder mit Geld noch mit sonstigen Gegenständen von angegebenem Werthe beschwert ist, oder aus einer blossen Adresse bestehen, welche jedoch mindestens aus einem Viertelbogen Papier gefertigt sein muss.

Der Begleitbrief soll das Gewicht von einem Loth oder 15 Grammen nicht übersteigen.

Auf dem Begleitbriefe muss die äussere Beschaffenheit der Sendung (eine Kiste bloss, eine Kiste in Leinen, ein Fass u. s. w.), ferner die Bezeichnung (Signatur), und wenn der Werth declarirt wird, die Werthangabe enthalten sein.

Der Begleitbrief muss mit einem Abdrucke des Petschafts versehen werden, welches zur Versiegelung des Packets benützt ist. Für gewöhnlich ist der Abdruck in Siegellack herzustellen. Auf Begleitbriefen zu Packeten ohne Werthsdeclaration ist aber auch ein farbiger Stempelabdruck zulässig, insofern derselbe dem zum Verschlusse des Packets dienenden Petschaftsabdruck in Siegellack nach Form und Inhalt im Wesentlichen entspricht.

Zu einem Begleitbriefe können zwar mehrere Packete gehören, jedoch nicht zugleich Packete mit und solche ohne Werthsdeclaration.

Gehören mehrere Packete mit Werthsdeclaration zu einem Begleitbriefe, so muss auf demselben der Werth eines jeden Packets besonders angegeben sein.

§. 3. 1869

Signatur.

Die Bezeichnung (Signatur) einer Sendung soll in der Regel aus der vollständigen Adresse oder aus mehreren grossen lesbaren Buchstaben oder Zeichen darf aber niemals aus Nummern allein bestehen; dieselbe muss den Bestimmungsort übereinstimmend mit der Bezeichnung auf dem Begleitbriefe enthalten.

Bei nach- oder zurückzusendenden Gegenständen muss die Bezeichnung des Bestimmungsortes von der Postanstalt kostenfrei entsprechend abgeändert werden.

Die Signatur muss dauerhaft und haltbar sein. Ein Aufkleben von Signaturen mittelst eines Stückes Papier u. s. w. auf Sendungen mit declarirtem Werthe ist unzulässig.

Falls bei Sendungen ohne declarirtem Werthe die Signatur nicht auf die Sendung selbst, sondern auf ein Stück Papier geschrieben wird, darf letzteres der Sendung nicht aufgesiegelt, sondern muss mit Klebestoff der ganzen Fläche nach aufgeklebt werden.

§. 4.

Werthsdeclaration.

Wenn von der Declaration des Werthes einer Sendung Gebrauch gemacht wird, so hat dieselbe in der im Aufgabepostgebiete vorgeschriebenen Währung zu geschehen, und muss bei Briefen auf der Adresse des Briefes, bei anderen Sendungen sowohl auf der Adresse des Begleitbriefes, als auf der dazu gehörigen Sendung bei der Signatur, angegeben werden.

Der declarirte Werth soll den gemeinen Werth der Sendung nicht übersteigen.

In der Entnahme eines Postvorschusses auf einer Sendung ist eine Werthsdeclaration des Inhalts nicht zu finden.

§. 5.

Verpackung und Verschluss der Postsendungen im Allgemeinen.

Die Verpackung der Sendungen muss nach Massgabe der Transportstrecke, des Gewichts und Umfangs der Sendung und nach Massgabe der Beschaffenheit des Inhalts haltbar und sichernd eingerichtet sein.

Bei Gegenständen von geringerem Werthe, welche nicht unter Druck leiden, und nicht Fett oder Feuchtigkeit absetzen, ferner bei Acten- oder Schriftensendungen, genügt im Allgemeinen bei einem Gewichte bis zu ungefähr sechs Pfund, wenn die Dauer des Trans-

1869 ports verhältnissmässig kurz ist, eine Emballage von haltbarem Packpapier mit angemessener Verschnürung.

Auf grössere Entfernungen zu versendende Gegenstände, sowie alle schwereren Gegenstände, müssen, insofern nicht der Inhalt und Umfang eine andere festere Verpackung erfordert, mindestens in mehrfachen Umschlägen von starkem Papier verpackt sein.

Sendungen von bedeutenderem Werthe, insbesondere solche, welche durch Nässe, Reibung oder Druck leicht Schaden leiden, z. B. Spitzen, Seidenwaaren u. s. w., müssen nach Massgabe ihres Werthes, Umfanges und Gewichtes in genügend sicherer Weise in Wachsleinwand, Pappe (Pappdeckel), in gut beschaffenen und nach Umständen emballirten Kisten u. s. w. verpackt sein.

Sendungen mit einem Inhalte, welcher anderen Postsendungen schädlich werden könnte, müssen so verpackt sein, dass eine solche Beschädigung fern gehalten wird. Mit Flüssigkeiten angefüllte kleinere Gefässe (Flaschen, Krüge u. s. w.) sind noch besonders in starken Kisten, Kübeln oder Körben zu verwahren. Fässer, in denen Flüssigkeiten zur Versendung kommen, müssen stark bereift und die Reifen gehörig befestigt sein.

Sendungen mit frischen Weintrauben dürfen, ausser in einer festeren Verpackung, namentlich in Kisten, Schachteln u. s. w., auch in Körben aus geflochtenen Weiden, welche mit einem Deckel von gleichem Stoffe geschlossen sind, verpackt werden, insofern nicht mit Rücksicht auf die Beschaffenheit der Trauben bereits bei der Aufgabe, oder auf die bedeutende Entfernung des Bestimmungsortes, das Absetzen von Feuchtigkeit in grösserem Masse zu besorgen ist.

Sendungen von Blutegeln müssen so beschaffen sein, dass von dem Inhalte des Gefässes nichts herausdringen kann.

Wild, welches nicht mehr blutet, darf unverpackt versendet werden.

Wenn in Folge fehlerhafter Verpackung einer Sendung während ihres Transportes eine neue Verpackung nöthig wird, so werden die Kosten der letzteren von dem Adressaten eingezogen.

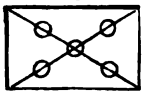
Der Verschluss einer jeden Postsendung — mit Ausnahme der Drucksachen und Waarenproben — muss haltbar und so eingerichtet sein, dass ohne Beschädigung oder Eröffnung desselben dem Inhalte nicht beizukommen ist.

Der Verschluss eines jeden Packetes muss in Befestigung der Schlüsse durch Siegellack oder Blei mit Abdruck eines ordentlichen Petschafts bestehen.

Wird eine Verschnürung angebracht, so muss dieselbe so beschaffen und festgesiegelt sein, dass sie ohne Verletzung des Siegelverschlusses nicht abgestreift oder geöffnet werden kann.

§. 6. 1869

Verpackung und Verschluss der Sendungen mit declarirtem Werthe.



Briefe mit declarirtem Werthe müssen mit einem haltbaren Kreuzcouvert versehen und mit fünf gleichen Siegeln nach Massgabe der nebenstehenden Zeichnung gut verschlossen sein.

Einzelne Geldstücke, Juwelen etc. müssen in Papier oder dergleichen eingeschlagen, und innerhalb des Briefes so befestigt sein, dass eine Veränderung ihrer Lage während des Transportes nicht stattfinden kann.

Sendungen bis zum Gewichte von drei Pfund, sofern der Werth bei Papiergeld nicht 5000 Gulden oder 10.000 Franken und bei barem Gelde nicht 500 Gulden oder 1000 Franken übersteigt, dürfen in Packeten von starkem, mehrfach umgeschlagenen und gut verschnürtem Papier eingeliefert werden.

Bei schwererem Gewichte und bei grösseren Summen muss die äussere Verpackung in haltbaren Leinen, in Wachsleinwand oder Leder bestehen, gut umschnürt und vernäht, sowie die Naht hinlänglich oft versiegelt sein.

Geldbeutel und Säcke, welche nicht in Fässern u. s. w. versandt werden, können in dem Falle aus einfacher starker Leinwand bestehen, wenn das Geld darin gehörig eingerollt, oder zu Päckchen vereinigt enthalten ist. Andernfalls müssen die Beutel aus wenigstens doppelter Leinwand hergestellt sein. Die Naht darf nicht auswendig und der Kropf nicht zu kurz sein. Da, wo der Knoten geschürzt ist, und ausserdem über beiden Schnurenden muss das Siegel deutlich aufgedrückt oder die Verbleiung gut ausgeprägt sein. Die Schnur, welche den Kropf umgibt, muss durch den Kropf selbst hindurchgezogen werden. Dergleichen Sendungen sollen nicht über 50 Pfund schwer sein.

Die Geldkisten müssen von starkem Holze angefertigt, gut gefügt, fest vernagelt und auch dann, wenn sie Schlösser haben, vorschriftsmässig versiegelt sein. Dieselben dürfen nicht mit überstehenden Deckeln versehen, die Eisenbeschläge müssen fest und dergestalt eingelassen sein, dass sie andere Gegenstände nicht zerscheuern können. Ueber 50 Pfund schwere Kisten müssen gut bereift und mit Handhaben (Handschlingen) versehen sein.

Die Geldfässer müssen gut bereift, die Schlussreifen angenagelt und an beiden Böden dergestalt verschnürt und versiegelt sein, dass ein Oeffnen des Fasses ohne Verletzung der Umschnürung oder des Siegels nicht möglich ist.

Bei Packeten mit barem Gelde in grösseren Beträgen muss der Inhalt gerollt sein. Gelder in Fässern oder Kisten müssen in Beuteln oder Packeten verpackt sein.

1869

§. 7.

Von der Postbeförderung ausgeschlossene Gegenstände.

Zur Versendung mit der Post dürfen nicht aufgegeben werden: Gegenstände, deren Beförderung mit Gefahr verbunden ist, namentlich alle durch Reibung, Luftzudrang oder Druck und sonst leicht entzündliche Sachen, sowie ätzende Flüssigkeiten.

Diejenigen, welche derartige Sachen unter unrichtiger Declaration oder mit Verschweigung des Inhalts der Sendung zur Post aufgeben, haben — vorbehaltlich der Bestrafung nach den Landesgesetzen — für jeden entstehenden Schaden zu haften.

§. 8.

Zur Postbeförderung bedingt zugelassene Gegenstände.

Flüssigkeiten, desgleichen Sachen, die dem schnellen Verderben und der Fäulniss ausgesetzt sind, unförmlich grosse Gegenstände, sowie Bäume, Sträucher und dergleichen, ferner lebende Thiere, können von den Postanstalten zurückgewiesen werden.

Für dergleichen Gegenstände, wenn dieselben dennoch zur Beförderung angenommen werden, sowie für leicht zerbrechliche Gegenstände und für in Schachteln verpackte Sachen, leistet die Postverwaltung keinen Ersatz, wenn durch die Natur des Inhaltes der Sendung oder durch die Beschaffenheit der Verpackung auf dem Transporte eine Beschädigung oder ein Verlust entstanden ist.

Wenn Flüssigkeiten als solche nicht declarirt sind, so hat der Absender den Schaden zu ersetzen, welcher in Folge der Beförderung derartiger Sendungen anderen Postgütern verursacht wird.

Das Gewicht eines Packetes (einer Kiste, eines Fasses u. s. w.) soll im Allgemeinen 100 Pfund nicht erheblich übersteigen.

§. 9.

Behandlung reglementswidrig beschaffener Sendungen.

Alles, was nicht den vorstehenden Bestimmungen gemäss adressirt, signirt, verpackt und verschlossen ist, kann dem Absender zur vorschriftsmässigen Adressirung, Signirung, Verpackung und Verschliessung zurückgegeben werden.

Verlangt jedoch der Einlieferer, der ihm geschehenen Bedeutung ungeachtet, die Beförderung der Sendung in ihrer mangelhaften Beschaffenheit, so muss solche insoweit geschehen, als aus den gerügten Mängeln ein Nachtheil für andere Postgüter oder eine Störung der Ordnung im Dienstbetriebe nicht zu befürchten ist, der Einlieferer auch auf Ersatz und Entschädigung verzichtet, und diese Verzichtleistung auf der Adresse durch die Worte: „auf meine

Gefahr" ausdrückt und unterschreibt. Wird über die Sendung ein 1869
Einlieferungsschein ertheilt, so hat die Postanstalt über die Verzichtleistung des Absenders auf dem Scheine einen Vermerk zu machen. Es wird alsdann im Falle eines Verlustes oder Schadens vermuthet, dass derselbe in Folge jener Mängel entstanden ist.

Ist aber auch die Annahme der Sendung wegen mangelhafter Beschaffenheit nicht beanständet worden, so hat dennoch der Absender alle die Nachtheile zu vertreten, welche erweislich aus einer vorschriftswidrigen Adressirung, Signirung, Verpackung und Verschliessung hervorgegangen sind.

§. 10.

Gewichtsermittlung und Gewichtsnotirung.

Für die Gewichtsbestimmungen im wechselseitigen Postverkehre ist bis auf Weiteres als Gewichtseinheit das Zollpfund, beziehungsweise Schweizer Pfund = 500 Grammen — bei dem Verkehre nach der Schweiz mit der Eintheilung in 30 Loth und der Unterabtheilung des Lothes in Zehntel, bei dem Verkehre aus der Schweiz für Briefpostgegenstände mit der Eintheilung nach Grammen, für Fahrpostgegenstände mit der Eintheilung in 32 Loth und der Unterabtheilung des Lothes in Zehntel — massgebend.

Auf Grund der vorgenommenen Gewichtsermittlung werden mit dem Gewichte bezeichnet:

die gewöhnlichen Briefe, Drucksachen, Waarenproben (Waarenmuster), die recommandirten Sendungen, } sobald dieselben das betreffende einfache Gewicht übersteigen und nicht zu den portofreien Sendungen gehören;

die Briefe mit declarirtem Werthe;

die sonstigen Fahrpoststücke jeder Art, mit Ausnahme der gewöhnlichen Briefe mit Postvorschuss.

Das ermittelte Gewicht wird, insofern nicht im folgenden Absatze ein Anderes bestimmt ist, auf den Brief oder den Begleitbrief oben links in die Ecke mit Tinte notirt. Gehören mehrere Sendungen zu demselben Begleitbriefe, so folgt deren Gewicht neben einander oder unter einander, übereinstimmend mit der von dem Absender beobachteten Aufzählung der Sendungen. Bei der Gewichtsfeststellung sind Lothbruchtheile bis wenigstens $^1/_{10}$ Loth zu berücksichtigen, und diese in förmlichen Brüchen (nicht durch Decimalstellen) auszudrücken.

Bei den gewöhnlichen Briefen und bei den recommandirten Briefen des internationalen Verkehres bedarf es der Gewichtsermittlung nur insoweit, um festzustellen, ob der Brief das Gewicht von

1869 1 Loth oder 15 Grammen übersteigt; das ermittelte Gewicht wird nur dann auf den Brief notirt, wenn ein durch Verwendung von Freimarken oder eines Francocouvertes frankirter Brief von dem Absender, statt mit dem Werthzeichen des zweifachen, mit dem des einfachen Portos versehen, oder wenn bei barer Frankirung am Aufgabeorte aus Versehen das einfache statt des zweifachen Portos erhoben worden ist.

§. 11.

Stempelung.

Gestempelt werden:

1. die Briefe, Drucksachen, Waarenproben, Postanweisungen, Fahrpostsendungen ohne Begleitbrief und die Begleitbriefe mit dem Aufgabestempel des Ortes und Datums der Einlieferung; auf der Adressseite, wenn möglich oben rechts;
2. die recommandirten Sendungen, ausserdem noch mit dem Stempel „Recommandirt (*Chargé* recomm.)";
3. die bei 1. und 2. bezeichneten Gegenstände mit dem Stempel des Ortes und Datums der Auswechslungs-Postanstalten auf der Rückseite;
4. die Freimarken mit dem landesüblichen Entwerthungsstempel.

§. 12.

Frankirungsvermerk. — Franco-Aufzeichnung.

Briefe u. s. w., auf deren Adresse der Frankirungsvermerk (frei, franco, fr. etc.) durchstrichen, radirt oder abgeändert ist, sind bei der Annahme zurückzuweisen. Wenn derartig beschaffene Briefe, oder Briefe mit dem Frankirungsvermerk, für welche das Porto durch Freimarken oder Francocouverts nicht entrichtet worden ist, im Briefkasten vorgefunden werden, so wird die Ungiltigkeit des Frankirungsvermerkes amtlich attestirt, und die Briefe werden als unfrankirt behandelt.

Wenn Postsendungen nicht mit Freimarken oder gestempelten Couverts frankirt sind, so ist das bar erhobene Franco auf der Adresse unten links in der Ecke in kleinen Zahlen roth zu vermerken und an dieser Stelle das etwa fehlende Francozeichen beizufügen.

In Fällen, in welchen mehrere Stücke zu einem Begleitbriefe gehören, ist das Franco und Weiterfranco für jedes Stück einzeln, nach der vom Absender bei der Aufzählung der Stücke beobachteten Reihenfolge, zu notiren.

§. 13.

Laufzettel.

Der Aufgeber einer jeden Postsendung, wofür die Postverwaltung Garantie zu leisten hat, kann über die richtige Beförderung

und Bestellung derselben die Absendung eines Laufzettels verlangen, wofür derselbe als Gebühr das Porto des einfachen frankirten Briefes (Artikel 5 des Vertrages) im Voraus zu entrichten hat. Ergibt sich, dass die Reclamation durch Versehen eines Postbeamten herbeigeführt worden ist, so muss der Schuldige auf Verlangen das Porto erstatten. 1869

Die Laufzettel sind beiderseits ungesäumt erledigen und ohne Aufenthalt zurücksenden zu lassen. Die Gebühr verbleibt der Postverwaltung des Aufgabegebietes.

Ueber gewöhnliche Briefpostsendungen werden auf Verlangen der Aufgabepostanstalt, soweit thunlich, Nachforschungen angestellt und das Ergebniss zur Benachrichtigung des Absenders mitgetheilt werden.

§. 14.

Zurückforderung von Postsendungen durch den Absender.

Die zur Post eingelieferten Sendungen können von dem Absender vor deren Zustellung an den Adressaten zurückgenommen werden.

Die Zurücknahme kann erfolgen am Orte der Aufgabe oder am Bestimmungsorte, ausnahmsweise auch, insofern dadurch keine Störung des Expeditionsdienstes herbeigeführt wird, an einem unterwegs gelegenen Umspeditionsorte.

In welcher Weise sich derjenige, welcher eine Sendung zurückfordert, bei der absendenden Postanstalt über seine Berechtigung dazu und über seine Persönlichkeit auszuweisen hat, bestimmen die für jedes Postgebiet dieserhalb bestehenden Vorschriften.

Ist die Sendung bereits abgegangen, so hat derjenige, welcher dieselbe zurückfordert, den Gegenstand bei der Postanstalt des Abgangsortes schriftlich so genau zu bezeichnen, dass derselbe unzweifelhaft als der reclamirte zu erkennen ist. Die gedachte Postanstalt fertigt das Reclamationsschreiben aus, welchem die betreffenden Postanstalten Folge zu leisten haben.

Soll die Zurückforderung auf telegraphischem Wege geschehen, so darf eine dessfalsige Depesche nicht abgesandt, oder derselben Folge gegeben werden, wenn nicht die Postanstalt des Aufgabeortes amtlich bescheinigt hat, dass der Absender sich als zur Zurückforderung berechtigt bei derselben legitimirt habe; dass dies geschehen, muss in der Depesche bemerkt sein.

Ist die Sendung bereits abgesandt, so hat der Absender das Porto u. s. w. wie für eine gewöhnliche Retoursendung zu entrichten, und zwar bei Packeten und bei Sendungen mit declarirtem Werthe, sowie bei Briefen mit Postvorschüssen bis zu und von dem Orte, von wo der Gegenstand zurückgesandt wird.

1869

§. 15.

Aushändigung von Postsendungen an den Adressaten an Umspeditionsorten.

Auf Verlangen eines gehörig legitimirten Adressaten kann, sofern im einzelnen Falle keine dem Beamten bekannten Bedenken entgegenstehen, die Aushändigung einer Sendung an den Ersteren auch an einem Umspeditionsorte stattfinden, wenn dadurch keine Störung des Expeditionsdienstes herbeigeführt wird.

Ist die Sendung bei der Aufgabe frankirt, oder das Porto in einer Postkarte bereits berechnet, so hat es hierbei zu bewenden; im entgegengesetzten Falle wird das Porto nach Massgabe der wirklich stattgehabten Beförderung berechnet.

§. 16.

Durch Expressen zu bestellende Sendungen.

Sendungen, welche sogleich nach der Ankunft dem Adressaten besonders zugestellt werden sollen, müssen auf der Adresse einen Vermerk tragen, welcher unzweideutig das Verlangen ausdrückt, dass die Bestellung an den Adressaten sogleich nach der Ankunft durch besonderen Boten erfolgen solle. Hierher sind beispielsweise folgende Vermerke zu rechnen:

„durch Expressen zu bestellen,
„*per express*,
„*per express* zu bestellen,
„*per express* zu befördern,
„durch besonderen Boten zu bestellen."

Bezeichnungen, wie *cito*, *citissime*, pressant, dringend, eilig etc., sind nicht als das Verlangen der Expressbestellung ausdrückend anzusehen.

Die absendende Postanstalt ist berechtigt, die Expressbehandlung der Sendungen nach dem Landbestellbezirke der Bestimmungs-Postanstalt von der Hinterlegung eines dem Botenlohne entsprechenden Betrages abhängig zu machen.

Den Expresssendungen, beziehungsweise den zugehörigen Begleitbriefen, werden Bestellzettel auf rothem Papiere untergebunden.

Für die Expressbestellung von Fahrpostsendungen sind ausserdem folgende Bestimmungen massgebend:

Die Zustellung der Fahrpoststücke in die Wohnung der Adressaten findet nur statt, wenn dieselben

a nach dem Ortsbestellbezirke der Abgabepostanstalt bestimmt sind, und

b im declarirten Werthe 75 Gulden oder 200 Franken, oder im Gewichte 5 Pfund nicht übersteigen.

Bei Sendungen, welche nach den Landbestellbezirken bestimmt 1869
sind oder das vorbemerkte Maximum des Werthes oder Gewichtes übersteigen, erstreckt sich die Verpflichtung der Postanstalt zur expressen Bestellung in die Wohnung des Adressaten nur auf das Formular zum Ablieferungsschein, beziehungsweise die Begleitadresse.

In denjenigen Fällen, in welchen die Sendungen selbst in die Wohnung des Adressaten überbracht werden, wird für die expresse Bestellung das Doppelte der im Artikel 10 des Vertrages festgesetzten Gebühr für die expresse Bestellung von Briefpostsendungen, dagegen in den anderen Fällen nur der einfache Betrag dieser Gebühr ein gehoben.

§. 17.

Nachsendung der Postsendungen.

Hat der Adressat seinen Aufenthalts- oder Wohnort verändert, und ist sein neuer Aufenthalts- oder Wohnort bekannt, so werden ihm gewöhnliche Briefe, Drucksachen und Waarenproben, ferner recommandirte Sendungen nachgesendet, wenn er nicht eine andere Bestimmung ausdrücklich getroffen hat.

Bei dergleichen Nachsendungen findet ein weiterer Portoansatz zu Gunsten desjenigen der vertragsschliessenden Theile, welcher bereits Porto für die Sendung bezogen hat, nicht statt, wogegen es dem anderen Theile überlassen bleibt, für die Sendung das interne Porto anzurechnen.

Nachzusendende recommandirte Briefpostgegenstände werden auch bei der Nachsendung als recommandirt behandelt. Eine nochmalige Erhebung der Recommandationsgebühr findet dabei nicht statt.

Bei Packeten mit oder ohne Werthsdeclaration, bei Briefen mit declarirtem Werthe, sowie bei Briefen mit Postvorschüssen erfolgt die Nachsendung nur auf ausdrückliches Verlangen des Absenders oder, bei vorhandener Sicherheit für Porto und Auslagen, auch des Adressaten. Der Adressat ist in solchem Falle von dem Vorliegen einer Sendung amtlich und portofrei in Kenntniss zu setzen Für die Nachsendung von dergleichen Gegenständen kommt das Porto wie für eine neue Beförderung in Ansatz.

Die Nachsendung von Postanweisungen ist nur insofern zulässig, als sie im Inneren des Bestimmungslandes zu erfolgen hat.

§. 18.

Behandlung unbestellbarer Postsendungen am Bestimmungsorte.

Postsendungen sind für unbestellbar zu erachten:

1. wenn der Adressat am Bestimmungsorte nicht zu ermitteln und die Nachsendung (siehe §. 17) nicht möglich oder nicht zulässig ist;

1869 2. wenn die Annahme verweigert wird;

3. wenn die Sendung mit dem Vermerk *„poste restante“* versehen ist und nicht binnen 3 Monaten, vom Tage des Eintreffens an gerechnet, von der Post abgeholt wird;

4. wenn es sich um eine Sendung mit Postvorschuss handelt, auch wenn sie mit *poste restante* bezeichnet ist, und die Sendung nicht innerhalb 14 Tagen nach ihrer Ankunft am Bestimmungsorte eingelöst worden ist;

5. wenn bei Postanweisungen innerhalb 14 Tagen nach ihrer Bestellung oder Abholung der Geldbetrag nicht in Empfang genommen worden ist;

6. wenn die Sendung Lose oder Offerte zu einem Glückspiele enthält, an welchem der Adressat nach den für ihn geltenden Landesgesetzen sich nicht betheiligen darf, und wenn eine solche Sendung sofort nach geschehener Eröffnung durch den Adressaten an die Post zurückgegeben wird.

Bevor in dem Falle ad 1 eine mit einem Begleitbriefe versehene Sendung mit oder ohne Werthsdeclaration desshalb als unbestellbar angesehen wird, weil mehrere dem Adressaten gleichbenannte Personen im Orte sich befinden und der wirkliche Adressat nicht sicher zu unterscheiden ist, muss der Begleitbrief nach dem Aufgabeorte zurückgesandt werden, um den Absender, wenn derselbe an der äusseren Beschaffenheit des Begleitbriefes erkannt oder sonst auf geeignete Weise ermittelt werden kann, zur näheren Bezeichnung des Adressaten zu veranlassen. Die Uebersendung des Begleitbriefes geschieht zwischen den Postanstalten unter Couvert und portofrei.

In dem Falle ad 2 ist die Aufgabepostanstalt von der Nichtannahme der Sendung behufs der Mittheilnng an den Absender sogleich zu benachrichtigen, um dessen anderweite Verfügung zu veranlassen.

Erfolgt eine solche anderweite Verfügung nicht binnen 14 Tagen, oder ist in Gemässheit derselben die Bestellung nicht sofort möglich, so hat die Rücksendung ohne Verzug stattzufinden.

Alle anderen Postsendungen sind, wenn sie als offenbar unbestellbar erkannt worden, ohne Verzug nach dem Aufgabeorte zurückzusenden.

Bei Sendungen, die einem schnellen Verderben unterliegen, muss jedoch, sofern nach dem Ermessen der Postanstalt des Bestimmungsortes Grund zu der Besorgniss vorhanden ist, dass das Verderben während der Lagerung oder auf dem Rückwege eintreten werde, von der Benachrichtigung beziehungsweise der Rücksendung abgesehen werden, und die Veräusserung des Inhaltes für Rechnung des Absenders erfolgen.

In allen vorgedachten Fällen ist der Grund der Zurücksendung, 1869
oder, eintretenden Falles, dass und wesshalb die Veräusserung erfolgt sei, auf dem Begleitbriefe zu vermerken.

Die zurückzusendenden Gegenstände dürfen nicht eröffnet, müssen vielmehr noch mit dem vom Aufgeber aufgedrückten Siegel verschlossen sein. Eine Ausnahme hiervon tritt nur ein bezüglich der Briefe, welche von einer Person gleichlautenden Namens irrthümlich geöffnet wurden, und bezüglich der im ersten Absatze unter 6 bezeichneten Briefe. Bei irrthümlicher Eröffnung von Briefen durch Personen gleichlautenden Namens ist übrigens, sofern dies möglich ist, eine von letzteren selbst unter Namensunterschrift auf die Rückseite des Briefes niederzuschreibende bezügliche Bemerkung beizubringen.

Die Eröffnung des Begleitbriefes zu einem Packete seitens des Adressaten, beziehungsweise seines Bevollmächtigten, ist der Annahme der Sendung überhaupt gleich zu achten.

Gehören zu einem Begleitbriefe mehrere Sendungen, so kann die Annahme oder die Verweigerung sich nur auf alle Sendungen insgesammt erstrecken.

Für die Rücksendung unbestellbarer Briefpostgegenstände wird ein besonderes Porto nicht angesetzt. Waren dieselben unfrankirt, so darf kein höherer Betrag als derjenige zurückgerechnet werden, welchen die Postverwaltung des Aufgabegebietes ursprünglich angerechnet hat, wogegen es letzterer überlassen bleibt, das ganze Porto für den Hinweg von dem Aufgeber einzuziehen.

Der Betrag unbestellbarer Postanweisungen wird dem Absender, sobald derselbe ermittelt ist, zurückgegeben. Eine Rückerstattung der Gebühr erfolgt hierbei nicht.

Zurückzusendende Fahrpostgegenstände werden wie Sendungen taxirt, welche an dem Orte, von wo aus die Rücksendung erfolgt, nach dem ursprünglichen Aufgabeorte eingeliefert werden.

§. 19.

Unrichtig geleitete Briefpostsendungen.

Unrichtig geleitete Briefpostsendungen sind ohne Verzug an den wirklichen Bestimmungsort zu befördern, woselbst nur dasjenige Porto zu erheben ist, welches sich bei richtiger Leitung ergeben hätte.

§. 20.

Sendungen, welche an Postanstalten couvertirt sind.

Werden Briefe oder andere Gegenstände vom Absender an eine Postanstalt zum Vertheilen couvertirt, so kommt für jede im Couvert enthaltene Sendung das tarifmässige Porto, beziehungsweise die Assecuranzgebühr in Ansatz.

1869

II. Besondere Bestimmungen.

A. Briefpostverkehr.

§. 21.

Recommandirte Sendungen.

Briefe, Drucksachen und Waarenproben, welche unter Recommandation abgesandt werden sollen, müssen von dem Absender mit einer dieses Verlangen ausdrückenden Bezeichnung (recommandirt, *chargé*) versehen werden.

Dieselben können wie gewöhnliche Briefe etc. verpackt und verschlossen sein.

Wünscht der Absender eines recommandirten Briefes u. s. w. eine von dem Adressaten aussustellende Empfangsbescheinigung (Rückschein, Retourrecepisse) zu erhalten, so muss ein solches Verlangen durch die Bemerkung „gegen Rückschein" („Retourrecepisse") auf der Adresse ausgedrückt sein, und der Absender sich namhaft machen.

Der Rückschein wird dem recommandirten Briefe etc. von der Aufgabepostanstalt beigebunden, und an diese nach der Unterzeichnung mit nächster Post kostenfrei zurückgesendet.

Die Postanstalt ist nicht verpflichtet, Briefpostsendungen, die mit dem Recommandationszeichen versehen im Briefkasten vorgefunden werden, als recommandirt zu behandeln, es sei denn, dass dieselben vollständig, einschliesslich der Recommandationsgebühr, mit Marken frankirt sind.

Wird dagegen eine unzweifelhaft als recommandirt erkennbare Briefpostsendung wie eine gewöhnliche spedirt, so ist dieselbe gleichwohl von der empfangenden Postanstalt als recommandirt zu behandeln und dies der zuspedirenden Postanstalt zurückzumelden.

§. 22.

Postanweisungen.

Zu den Postanweisungen werden gedruckte Cartons verwendet, welche im Allgemeinen den Anlagen *A* und *B* entsprechen, und für deren Abgabe eine besondere Gebühr nicht erhoben wird.

Die Postanweisungen müssen auf den Betrag lauten, welcher dem Empfänger in der Währung des Bestimmungslandes auszuzahlen ist. Die Summe der Gulden oder Franken muss in Zahlen und in Buchstaben ausgedrückt sein. Der Postanstalt des Aufgabegebietes bleibt überlassen, nach dem jeweiligen Börsencurse zu bestimmen, wie viel der Aufgeber zur Deckung der Auszahlung einzuzahlen hat.

Die Ausfüllung des Formulares — mit Ausnahme der für die Postvermerke bestimmten Rubriken — ist Sache des Absenders. Ist in den für die Eintragung des Geldbetrages bestimmten Rubriken

der eine oder der andere Raum unausgefüllt geblieben, so muss der- 1869
selbe von dem annehmenden Postbeamten durch einen Vacatstrich geschlossen werden. Ebenso sind, wenn in dem schraffirten Raume die Eintragung nicht zusammenhängend geschrieben ist, die Lücken zwischen den einzelnen Worten durch Vacatstriche auszufüllen.

Ueber die Postanweisung wird dem Aufgeber ein Einlieferungsschein ertheilt.

Das Verfahren der Recommandation findet bei dem Postanweisungsverkehre keine Anwendung.

Die Postanweisungen werden als Briefpostgegenstände uneingetragen abgesandt, aber bei den recommandirten Briefen mit verpackt.

Die Postanstalt am Bestimmungsorte hat zu prüfen, ob die Postanweisung vorschriftsmässig ausgefertigt ist. Ergeben sich dabei Anstände, so ist die Postanweisung zur Beseitigung der Mängel mit Anschreiben an die Aufgabepostanstalt zurückzusenden.

Die Auszahlung des angewiesenen Betrages erfolgt, nachdem der Adressat die auf der Postanweisung befindliche Quittung durch Einsetzung des Ortes und Datums, sowie durch Hinzufügung seiner Namensunterschrift vollzogen hat, gegen Rückgabe der Postanweisung. Der der Postanweisung angefügte Coupon kann von dem Adressaten zurückbehalten werden.

Die Erhebung des Geldbetrages bei der Postanstalt am Bestimmungsorte muss spätestens innerhalb 14 Tagen, vom Tage der Aushändigung der Postanweisung an den Adressaten gerechnet, erfolgen. Andernfalls wird die Rückzahlung des Geldes an den Aufgeber eingeleitet, oder, sofern derselbe nicht zu ermitteln ist, das für unbestellbare Sendungen im Bezirke der Aufgabepostanstalt vorgeschriebene Verfahren zur Anwendung gebracht.

Stehen der Postanstalt am Bestimmungsorte die erforderlichen Geldmittel augenblicklich nicht zur Verfügung, so kann die Auszahlung erst verlangt werden, nachdem die Beschaffung der Mittel erfolgt ist.

Unbestellbare Postanweisungen werden mit dem Vermerk des Grundes der unterbliebenen Auszahlung an die Aufgabepostanstalt zurückgeschickt.

Einer jeden der vertragschliessenden Verwaltungen bleibt vorbehalten, unter aussergewöhnlichen Verhältnissen eine zeitweise Suspendirung des Postanweisungsverfahrens, soweit ihre Postanstalten dabei betheiligt sind, eintreten zu lassen.

§. 23.

Depeschenanweisungen.

Auf Postanweisungen eingezahlte Beträge können auf V[illegible]
des Absenders durch die Postanstalt am Aufgabeorte auf [illegible]

1869 phischem Wege der Postanstalt am Bestimmungsorte zur Auszahlung überwiesen werden, wenn sowohl am Aufgabe- als auch am Bestimmungsorte eine dem öffentlichen Verkehre dienende Telegraphenstation sich befindet.

Wünscht der Absender durch dieses Telegramm weitere, auf die Verfügung über das Geld bezügliche Mittheilungen zu machen, so muss er diese der Postanstalt am Aufgabeorte schriftlich übergeben, welche sie in das abzulassende Telegramm mit aufnimmt.

Die von dem Absender übergebene Postanweisung selbst wird von der Aufgabepostanstalt auf der Vorderseite mit der Notiz „per Telegraph" versehen, und sodann gleich den übrigen Postanweisungen gebucht und an die Bestimmungspostanstalt abgesandt. Diese letztere hat, sobald die Anweisung mit der Post bei ihr eingegangen und der Betrag an den Adressaten bereits ausgezahlt ist, das Telegramm, in welchem der Adressat quittirt hat, dem Postanweisungsformulare anzuheften.

§ 24.

Anfertigung und Abnahme der Briefkartenschlüsse.

1. Zu den Briefkartenschlüssen kommen ausschliesslich die anliegenden Formulare *C* und *D* in Anwendung.

Die Briefkarten sind regelmässig abzusenden, auch wenn Eintragungen in dieselben nicht zu machen sind.

2. Die Abgangszeit der Karte wird nach dem planmässigen Abgange oder Weitergange der Post aus dem Orte verzeichnet.

Die ambulanten Eisenbahnpostbureaus geben bei den von ihnen ausgehenden Kartenschlüssen als Abgangszeit die planmässige Ankunft des Zuges auf der Cursstation, wo sie den Kartenschluss abliefern, oder die Zugnummer an.

3. Bei Anfertigung eines Briefkartenschlusses sind die damit abgehenden Gegenstände zunächst nach Anleitung des Kartenformulares in die daselbst aufgeführten Correspondenzgattungen abzutheilen, und für jede dieser Abtheilungen die Taxantheile, welche eine Verwaltung an die andere zu vergüten und beziehungsweise von derselben zu fordern hat, entweder mit der Zahl der einfachen Portosätze oder mit der Summe der auf den einzelnen Briefpostsendungen verzeichneten Porto- oder Francobeträge zuzurechnen. Die gegenseitigen Vergütungen und Anrechnungen haben in beiden Richtungen in Franken und Rappen zu erfolgen.

Um die Zahl der einfachen Portosätze ermitteln zu können, ist erforderlich, dass alle Briefpostsendungen, welche den einfachen Gewichtssatz überschreiten, von der Auslieferungspostanstalt in der linken oberen Ecke mit einer kleinen blauen Zahl

markirt werden, welche angibt, wie viele einfache Portosätze in 1869
Berechnung zu ziehen sind.

Hinsichtlich der nach Massgabe des Kartenformulares nicht nach der Zahl der einfachen Portosätze vorzutragenden Taxantheile wird von der Auslieferungspostanstalt bei allen frankirten Sendungen das zu vergütende Franco in rothen Zahlen, sodann bei allen unfrankirten Sendungen das anzurechnende Porto in blauen Zahlen — linker Hand auf der Adresse jeder einzelnen Sendung in einer Summe vorgezeichnet.

4. Bei unzureichend frankirten Briefen wird in der Richtung nach der Schweiz von der ausliefernden Postanstalt der Werth der verwendeten Freimarken unmittelbar unter oder neben denselben in kleinen rothen Zahlen nach der Schweizer Geldwährung angegeben und dabei das Reductionsverhältniss 1 Neukreuzer = $2^1/_2$ Rappen beobachtet.

5. Recommandirte Briefpostsendungen werden in der Kartenabtheilung III nach Massgabe der Rubriken eingetragen.

Ist denselben ein Rückschein beigegeben, so wird neben der betreffenden Eintragung der Vermerk „Rückschein" *(R.)* beigesetzt.

Ferner werden in die Karten speciell eingetragen:

a) vollzogen zurückgehende Rückscheine über recommandirte Sendungen;

b) Rückmeldungen und Laufzettel über recommandirte Sendungen, über Sendungen mit declarirtem Werthinhalte und über Postanweisungen, sowie sämmtliche zweite und weitere Laufzettel;

c) Briefpackete und Briefbeutel, welche in andere aufgenommen werden.

6. Wird ein in der Karte namentlich eingetragener Gegenstand nicht mit dem Kartenschlusse abgesendet, so ist die Eintragung zu durchstreichen und dem Durchstriche der Name des abfertigenden Beamten beizufügen.

7. Die rechnerischen Eintragungen in den Karten müssen deutlich sein. Ist eine Abänderung erforderlich, so ist die abzuändernde Zahl zu durchstreichen, die richtige Zahl darüber oder darunter zu setzen, und der Name des abfertigenden Beamten beizufügen.

8. Die zu jeder einzelnen Nummer der Briefkarte gehörigen Gegenstände sind für sich zusammen zu binden und mit einem Titelschilde zu versehen, welches die betreffende Abtheilung und Nummer der Briefkarte angibt.

Sind bei einzelnen Nummern nur wenige Briefe vorhanden, so kann von der Umschnürung Abstand genommen werden; das Titelschild ist indess stets diesen Briefen da, wo eine neue Nummer beginnt, vorzulegen.

1869 9. Wird zur Versendung ein Briefbeutel benützt, und befinden sich in demselben recommandirte Sendungen oder denselben gleich zu achtende Gegenstände, so ist der Briefbeutel entweder mit Siegellack oder einer mit Klebestoff versehenen Siegelmarke (Etiquette) oder mit einer Plombe zu verschliessen. Geschieht die Versendung eines Briefkartenschlusses in einem blosgehenden Packete, so ist dieses gut zu emballiren und zu verschnüren, sowie, falls sich recommandirte Sendungen darin vorfinden, wie vorstehend vorgeschrieben zu verschliessen.

Die Briefbeutel oder Briefpackete müssen mit dem Namen der absendenden und der empfangenden Postanstalt in der Weise überschrieben sein, dass die absendende Postanstalt voransteht, z. B. „Briefbeutel von Feldkirch nach Chur-St. Gallen."

10. Enthält ein Briefkartenschluss „per Expressen zu bestellende" Briefpostsendungen, so ist solches, wenn die Versendung per Briefbeutel geschieht,

auf dem betreffenden Briefbunde,

wenn die Versendung in einem blosgehenden Briefpackete geschieht,

auf letzterem,

kurz aber deutlich zu vermerken.

Vorausbezahlte Expressbestellgebühren sind in der Karte unter Abtheilung I, Nummer 1 zu vergüten.

11. Die Postanstalt, welche einen Briefkartenschluss empfängt, hat in der Karte die wirkliche Ankunftszeit anzugeben.

Die bei Prüfung der Karteneinträge etwa vorgenommenen Abänderungen werden unverzüglich mittelst Rückmeldung zur Kenntniss der absendenden Postanstalt gebracht. Die Rückmeldungen sind, mit dem Anerkenntniss der Postanstalt, an welche sie gerichtet sind, versehen, an die Postanstalt, welche dieselben erlassen hat, zum Belage für die betreffende Karte zurückzusenden.

12. Differenzen bei dem für einzelne Briefe erhobenen Franco oder zugerechneten Porto, welche in der Verschiedenheit der Waagen und Gewichte ihren Grund haben können, sind nicht zu berichtigen.

13. Wird gegen die Eintragung in der Karte, insbesondere bezüglich eines Briefpacketes, einer recommandirten Sendung u. s. w. eine Ausstellung mit der nächsten Post nicht gemacht, so gilt dies bis zur Führung des vollständigen Gegenbeweises als Quittung über die Richtigkeit der Eintragungen, beziehungsweise den richtigen Empfang der eingetragenen Gegenstände.

14. Insoweit für die Bedürfnisse der Rechnungslegung der empfangenden Postverwaltung eine Austaxirung des Portos auf unfrankirten Briefen erforderlich werden sollte, wird die absendende Postverwaltung diese Austaxirung und die entsprechende Vormerkung der dessfalsigen Beträge in der Karte auf Verlangen bewirken.

§. 25. 1869

Briefporto- und Weiterfranco-Verzeichnisse.

Die Postanstalten haben über die in den Briefkarten enthaltenen Porto- und Weiterfranco-Beträge monatlich Verzeichnisse (Briefpostabgangs-, beziehungsweise Briefpostankunfts-Register), und zwar für jeden Kartenschluss getrennt nach Massgabe der anliegenden Formulare zu fertigen.

B. Zeitungsverkehr.

§. 26.

Bestellung der Zeitungen seitens der Postanstalten.

Die Bestellung der Zeitungen und Zeitschriften hat bei derjenigen Postverwaltung zu geschehen, in deren Gebiet der Verlagsort belegen ist.

Die Postverwaltungen bezeichnen einander die einzelnen Postanstalten, bei welchen die Bestellung erfolgen kann.

§. 27.

Versendung der Zeitungen durch die Postanstalten

Die Versendung der bestellten Zeitungen und Zeitschriften hat thunlichst direct zu erfolgen.

Die mit der Versendung der Zeitungen beauftragte Postanstalt ist verpflichtet, diese Versendung nach solchen Orten direct zu bewirken, welche entweder einen ansehnlichen Bedarf beziehen, oder welche die betreffende Zeitung bei nicht directer Versendung verzögert erhalten würden.

§. 28.

Ausbleiben von Zeitungen.

Bleiben Zeitungen aus, ohne dass der Grund des Fehlens von der Verlagspostanstalt oder von der Speditionspostanstalt mitgetheilt ist, so müssen dieselben

1. insofern sie in regelmässigen Fristen herausgegeben werden, unverzögert nach dem Ausbleiben, dagegen

2. wenn sie in unregelmässigen Fristen herausgegeben werden, unverzögert nach dem Eintreffen der nächsten Nummer

reclamirt werden.

Die Nachlieferungen erfolgen kostenfrei, wenn der Defect mit umgehender Post gemeldet wird, im anderen Falle gegen Ersatz vom Verleger etwa in Anspruch genommenen Vergütung.

1869

§. 29.

Berichtigung der Zeitungsgelder.

Die bestellende Postanstalt hat an diejenige Postanstalt, von welcher sie eine Zeitung bezieht, den betreffenden Betrag nach Eingang und Richtigstellung der Rechnung unverzüglich zu berichtigen.

Die Zeitungsrechnungen sind in der zweiten Hälfte des dritten Monates der Abonnementsperiode aufzustellen, und zwar in der Währung derjenigen Postanstalt, an welche die Zahlung zu leisten ist. Bis die Aufstellung, beziehungsweise Bezahlung der Rechnung erfolgt, sind auf Verlangen Abschlagszahlungen von der bestellenden Postanstalt zu leisten.

C. Fahrpostverkehr.

§. 30.

Postvorschusssendungen.

Sendungen, auf welchen ein Postvorschuss (Nachnahme) haftet, müssen auf der Adresse den Vorschussbetrag mit den Worten:

„Vorschuss (Nachnahme) von . . . . "

in der Währung der Aufgabepostanstalt ausgedrückt enthalten.

Eine Vorschusssendung darf nur gegen Berichtigung des Vorschussbetrages ausgehändigt werden. Die Einziehung des Vorschussbetrages findet in der Währung der Postanstalt des Bestimmungsortes statt. Die Reduction des als Vorschuss entnommenen Betrages ist seitens der Postanstalt thunlichst genau, jedoch mit der Massgabe zu bewirken, dass bei der Einziehung Bruchtheile auf volle Kreuzer oder Rappen abgerundet werden.

Eine Vorschusssendung muss spätestens 14 Tage nach dem Eingange der Postanstalt am Aufgabeorte zurückgesandt werden, wenn sie innerhalb dieser Frist nicht eingelöst wird. Dieses gilt auch von Vorschusssendungen mit dem Vermerk „*poste restante*".

Erst durch die Einlösung einer Vorschusssendung erwächst der Aufgabepostanstalt die Verbindlichkeit zur Auszahlung des Vorschussbetrages. Von der erfolgten Einlösung muss der Postanstalt am Aufgabeorte mit nächster Post Nachricht gegeben werden. Zu diesem Zwecke wird jeder Nachnahmesendung am Aufgabeorte ein Rückschein beigefügt, welcher von der Abgabepostanstalt nach der Einlösung des Vorschusses ohne Verzug, oder im Falle der Nichteinlösung spätestens nach 14 Tagen zugleich mit der nicht eingelösten Sendung nach dem Aufgabeorte mit dem Vermerk über die erfolgte oder nicht erfolgte Einlösung zurückzusenden ist.

Wenn bei längerem Ausbleiben des Rückscheines bei der Postanstalt des Bestimmungsortes Nachfrage gehalten wird, so hat letz-

tere Postanstalt darauf mit nächster Post bestimmte Auskunft 1869
zu geben.

Die Postvorschussgebühr verbleibt der Postcasse auch dann, wenn der Adressat die Vorschusssendung nicht einlösen sollte.

§. 31.

Eintragung der Fahrpostsendungen in die Frachtkarten.

1. Zu den Frachtkartenschlüssen kommen die beiliegenden Kartenformulare in Anwendung.

Die Frachtkarten müssen regelmässig abgesandt werden, auch wenn Versendungsgegenstände nicht vorhanden sind.

In Fällen letzterer Art kann statt des gewöhnlichen Kartenformulares ein Vacatformular geringerer Grösse zur Anwendung kommen, welches mit der Bezeichnung „Vacatfrachtkarte" und mit der Ueberschrift der allgemeinen Formulare versehen ist.

Die Abgangszeit der Karte wird nach dem planmässigen Abgange oder Weitergange der Post aus dem Orte verzeichnet.

2. Bei der Expedition der Fahrpostsendungen werden der Karte zwei Abtheilungen gegeben, von denen die erstere mit: „ordinäre Karte" und die letztere mit: „Geldkarte" bezeichnet wird.

In letztere werden alle Sendungen mit declarirtem Werthe nach der Nummerfolge einzeln eingetragen. Alle übrigen Fahrpostsensendungen, d. i. Packete ohne declarirten Werth, sowie gewöhnliche Briefe mit Postvorschüssen, werden in gleicher Weise in die erste Abtheilung — ordinäre Karte — aufgenommen.

Wo der Umfang des Verkehres solches erfordert, werden die ordinäre Karte und die Geldkarte von einander getrennt auf verschiedenen Karten angefertigt.

3. Alle Fahrpostgegenstände müssen einzeln nach der Adresse, dem Abgangs- und Bestimmungsorte und dem Gewichte eingetragen werden; bei Werthgegenständen tritt noch die Angabe des declarirten Werthes hinzu.

Für die Eintragung sind im Allgemeinen die vorgedruckten Rubriken des Formulares massgebend.

Mehrere Stücke zu einem Begleitbriefe sind in der auf diesem eingehaltenen Reihenfolge unter einander einzutragen und ebenso die Franco- und Portobeträge nicht in einer Summe zusammengezogen, sondern für jede einzelne Sendung abgesondert in der Karte zu verzeichnen.

Begleitpapiere werden in der für den Namen des Bestimmungsortes vorgesehenen Kartenrubrik unter der Nummer desselben Stückes vorgemerkt, zu welchem sie gehören.

Bei frankirten Sendungen, welche nach Orten bestimmt sind, wo sich eine Postanstalt nicht befindet, ist ausser dem Bestimmungs-

1869 orte auch die Postanstalt anzugeben, bis zu welcher die Taxe berechnet worden ist.

Enthält ein Frachtkartenschluss per Expressen zu bestellende Sendungen, so ist in der Rubrik für den Bestimmungsort der Vermerk „*per express*“ niederzuschreiben und zu unterstreichen.

Ist eine Eintragung in der Karte zu löschen, so muss dem Durchstriche der Name des abfertigenden Beamten beigefügt werden.

Beim Abschlusse der Karte werden, ausser den Colonnen für die Rechnungslegung, die Rubriken für die Stückzahl der Wagenstücke, Beutelstücke und Begleitbriefe aufsummirt.

Die anzurechnenden Porto- und Auslagebeträge werden in der Währung der absendenden Postverwaltung, die zu vergütenden Francobeträge dagegen in der Währung der empfangenden Postverwaltung eingetragen.

§. 32.

Ueberlieferung der Fahrpoststücke.

Die Ueberlieferung der Fahrpoststücke erfolgt zwischen den Postanstalten, je nach den Verkehrsverhältnissen und der bezüglichen besonderen Verständigung zwischen den betreffenden Verwaltungen, entweder

a) blosgehend, oder

b) in geschlossenen Beuteln, oder

c) in geschlossenen Körben, Kisten, Felleisen oder Fahrpostsäcken (Curssäcken).

In den unter *c)* genannten gechlossenen Behältern dürfen nur Fahrpostbeutel ohne declarirtem Werthinhalte und ordinäre Päckereien überliefert werden. Sowohl die Einzählung als die Auszählung des Inhaltes hat in Gegenwart eines Zeugen zu geschehen, und ist die Stückzahl des Inhaltes in der zugehörigen Frachtkarte anzugeben.

Bei der Ueberlieferung sind die Fahrpostbeutel und die Päckereien mit Werthsdeclaration einzeln zu übergeben.

Die zu den Poststücken gehörigen Zolldeclarationen und sonstigen zum Gebrauche für die Zollverwaltung bestimmten Schriftstücke werden den Frachtkarten offen beigefügt.

§. 33.

Spedition in geschlossenen Beuteln.

Bei der Spedition in geschlossenen Beuteln werden in letztere aufgenommen:

a) Alle Briefe und Packete mit barem Gelde oder Papieren von Geldeswerth, soweit sie sich nach ihrer Beschaffenheit und ihrem Umfange dazu eignen;

b) Sendungen von geringem Umfange mit oder ohne declarirten Werth, sofern dieselben nicht nach den Zollvorschriften einzeln überliefert werden müssen; 1869

c) alle Begleitbriefe (soweit sie nicht mit Rücksicht auf die Zollbehandlung der dazu gehörigen Stücke offen beizugeben sind), gewöhnliche Briefe mit Postvorschüssen u. s. w.

Die zur Verwendung kommenden Beutel müssen von starkem Leinen oder Zwillich, ohne Naht und am oberen Rande mit einem starken eingewebten Wulst versehen, oder von Leder sein. Ausgebesserte Beutel dürfen nicht verwendet werden. Die Beutel müssen die Bezeichnung „Fahrpost" mit den Namen des Absendungs- und Bestimmungsortes tragen. Dabei ist der Name der absendenden Postanstalt stets voran zu stellen, z. B. „Fahrpostbeutel von St. Gallen nach Bregenz".

Auf Beuteln, welche hin und zurück benützt werden, dürfen die dessfallsigen zweifachen Bezeichnungen nicht auf einer Seite angebracht sein, vielmehr muss die eine Richtung, für welche diese Beutel benützt werden, auf der Aussenseite, die andere Richtung auf der inneren Seite bezeichnet sein, wonach dieselben je für den Gebrauch umzukehren sind.

§. 34.

Verpackung der Briefe mit declarirtem Werthe; Geldbriefpacket.

Befindet sich in einem Kartenschlusse nur ein Brief mit declarirtem Werthe, so wird derselbe den im §. 33 unter *c)* aufgeführten Briefen beigefügt.

Das betreffende Bund wird alsdann wie ein Geldbriefpacket verpackt, verschnürt, versiegelt und gewogen.

Sind dagegen zwei oder mehrere Briefe mit declarirtem Werthe vorhanden, so wird aus denselben ein besonderes Geldbriefpacket formirt und dieses dergestalt verschnürt und versiegelt, dass der Inhalt des Packetes dadurch nicht leidet, gleichwohl aber so gesichert ist, dass demselben ohne Verletzung der Verpackung oder Versiegelung nicht beigekommen werden kann.

Ist eine grössere Anzahl von Briefen mit declarirtem Werthe vorhanden, so werden mehrere Geldbriefpackete gebildet. Die Briefe mit declarirtem Werthe sind stets nach der Reihenfolge der Eintragung in den Karten zu legen.

Ausser den Briefen mit declarirtem Werthe werden auch alle in der Geldkarte eingetragenen Begleitbriefe in das Geldbriefpacket, der Reihenfolge nach, mit aufgenommen.

Das Geldbriefpacket wird mit der Bezeichnung: „Geldbriefpacket" versehen, bis auf die einzelnen Loththeile genau gewogen, und das ermittelte Gewicht mit der Stückzahl der im Packete

1869 enthaltenen Briefe mit declarirtem Werthe sowohl auf dem Packete selbst oben links, als auch am Schlusse der Karte angegeben.

§. 35.

Schliessung des Fahrpostbeutels.

Aus den im §. 33 unter *c)* genannten Gegenständen, welche nach der Reihenfolge der Eintragungen zusammenzulegen sind, werden, ausser dem Falle unter §. 34, ein oder mehrere Bunde gebildet, welche durch Umwickeln mit Papier und Bindfaden gegen Auseinanderfallen zu schützen sind.

Bei der Abfertigung wird das Geldbriefpacket mit den übrigen im Beutel zu versendenden Fahrpoststücken, sowie mit den in ein eigenes Bund, ohne weitere Gewichtserhebung vereinigten übrigen Briefen in den Fahrpostbeutel verpackt, dieser am Kropfe fest verschnürt, mindestens auf den beiden Enden der Schnur mit einem deutlichen Abdruck des Dienstsiegels verschlossen, und sodann gewogen.

Der Inhalt des Beutels ist am Schlusse der Frachtkarte durch specielle Angabe der Stückzahl der Geldbriefpackete, Beutelstücke und Briefbunde zu recapituliren.

Auch die leer abzusendenden Fahrpostbeutel sind zu umschnüren und zu versiegeln; dieselben sind als Theile der Ladung gleich den beschwerten Fahrpostbeuteln zu überliefern.

§. 66.

Uebernahme etc.

Die Uebergabe der Briefpackete oder Briefbeutel, sowie der Fahrpostbeutel hat dergestalt zu erfolgen, dass der übernehmende Theil dem übergebenden Theile die gehörige Quittung auf den Begleitbriefen ausstellt, und sich bei der Uebernahme von der vollständig guten Beschaffenheit der zu übergebenden Gegenstände, namentlich auch von der Unverletztheit des Siegelverschlusses überzeugt. Mit der vollendeten Uebergabe geht die Verantwortlichkeit auf den übernehmenden Theil über.

In ähnlicher Weise wie die Fahrpostbeutel sind auch die zu denselben gehörigen, blosgehenden gewöhnlichen Packete und Geld- und Werthsendungen auf Grund der Begleitpapiere und mit denselben zu übergeben.

Zum Transport der Briefpackete, Briefbeutel und Fahrpostbeutel sind erforderlichen Falls Felleisen, Säcke oder sonstige geeignete Behälter zu verwenden, in welche auch kleinere Poststücke, insbesondere Werthsachen, mit verpackt werden können.

Nach Massgabe der vorstehend für die Uebernahme der Ladung ertheilten Vorschriften regelt sich auch das Verfahren bei Ablieferung der Gegenstände an die Postanstalt des Ankunftsortes.

Beim Fehlen oder bei Beschädigung eines Gegenstandes muss 1869
der Thatbestand sofort protokollarisch in gehöriger Weise festgestellt und der absendenden Postanstalt unverzüglich unter Beifügung einer Abschrift des Protokolles und unter Recommandation Meldung gemacht werden.

Die Eröffnung des Fahrpostbeutels, des Briefbeutels und des Bundes mit den recommandirten Briefen, sowie die Feststellung des Inhaltes muss möglichst unter Zuziehung eines zweiten Beamten erfolgen. Der Fahrpostbeutel wird vor der Eröffnung nachgewogen, und das ermittelte Gewicht mit der am Fusse der Karte befindlichen Angabe verglichen. Fehlt ein Gegenstand oder ergibt sich eine bedenkliche Gewichtsdifferenz, eine Beschädigung der Verpackung oder des Verschlusses, so muss der Thatbestand unter Zuziehung des Zeugen sofort protokollarisch in gehöriger Weise festgestellt und der absendenden Postanstalt umgehend unter Beifügung einer Abschrift des Protokolles und unter Recommandation Meldung gemacht werden.

Unterbleibt die Beobachtung dieser Vorschriften, so gilt bis zur Führung des Gegenbeweises die Vermuthung, dass die empfangende Postanstalt die Sendungen vollzählig und in gutem Zustande erhalten habe.

Die bei der Decartirung etwa vorzunehmenden Aenderungen in den Karteneinträgen werden in der Weise bewirkt, dass die frühere Eintragung noch leserlich bleibt. Der Abänderung ist eine kurze Angabe des Grundes hinzuzufügen.

Demnächst ist in jedem Falle, wo eine Abänderung stattgefunden hat, eine Rückmeldung mit umgehender Post unter Recommandation an die Postanstalt, welche den Kartenschluss gefertigt hatte, abzusenden. Bei erheblichen Abweichungen ist die Rückmeldung von dem als Zeugen bei der Feststellung hinzuzuziehenden zweiten Beamten mit zu unterschreiben. Die Postanstalt, an welche die Rückmeldung gelangt, nimmt die nöthige Berichtigung ihres Abgangsregisters vor, versieht die Rückmeldung mit dem Vermerk „anerkannt“, dem Datum und der Unterschrift, und sendet dieselbe an das Bureau, von welchem sie ausgegangen war, zurück. Dieses Postbureau fügt die anerkannte Rückmeldung der betreffenden Karte als Belag bei.

§. 37.

Behandlung unrichtig spedirter und mangelhaft beschaffener Sendungen.

1. Unrichtig spedirte Sendungen werden ohne Portoaufrechnung nach dem Postgebiete zurückgeleitet, aus welchem dieselben eingegangen sind. Hat die unrichtige Spedition besondere Beförderungskosten (bare Auslagen, ausländisches Porto u. s. w.) verursacht, so können dieselben zur Einziehung von dem schuldigen Theile bei der betreffenden Verwaltung liquidirt werden.

1869 2. Bei Sendungen, welche wegen Fehlens von Begleitpapieren u. s. w. nicht an den Bestimmungsort befördert werden können, ist, wenn der Mangel mit Hilfe des Begleitbriefes allein zu beseitigen ist, lediglich dieser an den Aufgabeort portofrei zurückzuschicken. Falls zur Nachholung des Fehlenden die Sendung selbst zurückgeschickt werden muss, wird für die Zurücksendung und die zweite Hinsendung bis zu dem Orte, von welchem ab die Zurücksendung stattfand, kein Porto angesetzt, wenn bei Vornahme der vorgeschriebenen Prüfung und nach Massgabe des den Poststellen zu Gebote stehenden Materiales der Mangel bei der Aufgabe der Sendung wahrgenommen werden konnte. Besondere Auslagen bei der Beförderung können von der betreffenden Verwaltung zur Einziehung von dem Schuldigen liquidirt werden.

3. Mangelhaft verpackte, beziehungsweise während des Posttransportes verletzte Sendungen sollen bei der Ueberlieferung von einer Postanstalt an die andere nicht zurückgewiesen, sondern je nach Erforderniss — unter thunlichster Beibehaltung der ursprünglichen Verpackung — neu verpackt werden.

Der festgestellte Mangel, sowie die Beseitigung desselben ist der zuspedirenden Postanstalt mit nächster Post zurückzumelden.

§. 38.

Porto- und Francoverzeichnisse.

Ueber die in den Frachtkarten enthaltenen Auslagen, Porto- und Francobeträge haben die Postanstalten für jeden Kartenschluss getrennte Ankunftsregister und, soweit die inneren Vorschriften solches bedingen, auch Abgangsregister zu fertigen.

D. Abrechnung.

§. 39.

Abrechnung über die Brief- und Fahrpostkartenschlüsse.

Jede Postverwaltung fertigt über die Eintragungen an Auslagen, zugerechnetem Porto und zu vergütendem Franco aus den bei ihr eingegangenen Brief- und Frachtkarten monatliche Aufstellungen an und theilt dieselben, ohne Revision der Richtigkeit der Karten und Verzeichnisse, in der zweiten Hälfte des folgenden Monates der mitbetheiligten Verwaltung zur Prüfung mit. Die aufgefundenen Differenzen werden gegenseitig monatlich mitgetheilt und endgiltig festgesetzt.

Auf Grund dieser vorläufigen Aufstellung ist alle Quartale eine Generalabrechnung von derjenigen Verwaltung zusammenzustellen, für welche sich eine Forderung ergibt; die Forderung ist sobald als thunlich, spätestens binnen 14 Tagen nach Empfang der Generalabrechnung, zu saldiren.

Die anerkannten Differenzbeträge eines Quartals werden in die 1869
Abrechnung über das dann laufende Quartal mittelst besonderen Ansatzes aufgenommen.

§. 40.

Abrechnung über den Postanweisungsverkehr.

1. Die Abrechnung über die Beträge aus dem Postanweisungsverkehre zwischen den einzelnen Postverwaltungen erfolgt monatlich.

2. Jede Postverwaltung hat über die in ihrem Gebiete ausgezahlten Postanweisungen monatliche Verzeichnisse nach Massgabe des anliegenden Formulares aufzustellen.

Die Beträge werden in der Währung aufgeführt, in welcher die Auszahlung erfolgt ist.

In das Verzeichniss werden alle diejenigen Postanweisungen aufgenommen, welche nach Massgabe des Aufgabestempels aus dem betreffenden Monate herrühren, und die bis zum Tage des Schlusses des Verzeichnisses ausgezahlt sind.

Postanweisungen, welche noch aus früheren Monaten herrühren, sind am Schlusse dieses Verzeichnisses nachzutragen.

3. In allen Fällen sollen spätestens bis zum Schlusse des auf den betreffenden Monat folgenden Monates die Verzeichnisse der Verwaltung, aus deren Gebiete die Postanweisungen herrühren, nebst den quittirten Postanweisungen übersandt sein. Die Verzeichnisse werden gegenseitig geprüft und in soweit richtig gestellt, als in denselben unzweifelhafte Fehler aufgefunden werden. Ueber zweifelhafte Unrichtigkeiten werden Differenznachweisungen angefertigt, deren Ergebniss nach erfolgter Anerkennung in den Rechnungsabschluss eines folgenden Monates aufzunehmen ist.

4. Die Verzeichnisse dienen zugleich zur Grundlage für die Abrechnung über den Antheil an den Postanweisungsgebühren. Die Ausgleichung über die gegenseitigen Forderungen aus der Einnahme an diesen Gebühren soll indess nicht bei der Abrechnung über die auf die Postanweisungen ein- und ausgezahlten Geldbeträge, sondern durch die gewöhnliche Generalabrechnung stattfinden, in welche die betreffenden Summen zu übernehmen sind.

5. Behufs Ermittlung des Saldo werden die Beträge auf die Währung derjenigen Postverwaltung zurückgeführt, welche zu empfangen hat. Bei dieser Reduction wird der mittlere Börsencurs des Ortes, an welchem die Zahlung zu leisten ist, und des Monates, auf welchen dieselbe sich bezieht, zu Grunde gelegt.

Diejenige Verwaltung, bei welcher der Betrag der Einzahlungen die geleisteten Auszahlungen überstiegen hat, zahlt den Ueberschuss spätestens innerhalb acht Tagen nach Empfang der Benachrichtigung über die Höhe des Saldo heraus.

A.

Coupon.

(Kann vom Adressaten bei nebenstehendem Strich abgetrennt und als Belag zurückbehalten werden.)

.....*Fcs.*.....*cents.*

Name und Wohnort des Absenders:

.....

.....

.....

.....

Postanweisung

auf die Summe von .....**Francs** .....**cents.**

(Zu wiederholen die Francs in Buchstaben.)

francs — *cents.*

Zum Aufkleben der Freimarken.

Post-Annahmestempel.

An

.....

.....

Bestimmungsort:.....

Wohnung des Adressaten, wenn sie mit Sicherheit angegeben werden kann

Post-Vermerk. Unter **№** eingetragen durch:

Aufgabepostamt oder Postcasse, wo die Einzahlung geleistet wurde. } ..... den..... ten ..... 18.....

1869

Quittung des Adressaten.

Den umstehenden Betrag aus der Postcasse richtig empfangen zu haben bescheinigt durch Unterschrift. (Ort) ..... den ..ten ..... 18 .....

Post-Abgabestempel.

(Name) .....

Post-Ankunftsbuch.
№

Bemerkungen für den Gebrauch der Postanweisungen.

1. Diese Formulare werden durch die Postanstalten unentgeltlich verabfolgt.
2. Der Coupon kann von dem Absender zu schriftlichen Mittheilungen jeder Art benützt werden.
3. Der Adressat erhebt bei der Postanstalt am Bestimmungsorte den Betrag auf Grund der obigen vollzogenen Quittung; die Erhebung muss längstens binnen 14 Tagen nach Zustellung der Postanweisung erfolgen.
4. Reichen die Geldmittel der Postcasse zur sofortigen Auszahlung der Beträge nicht aus, so kann die Zahlung erst nach Beschaffung der erforderlichen Geldmittel verlangt werden.
5. Die Post ertheilt über die Postanweisung unentgeltlich einen Aufgabeschein, und haftet für die Beträge in dem Umfange wie für Sendungen mit declarirtem Werthe.

Anmerkung. Auf den wirklichen Formularen zu Postanweisungen steht der Text auf der Rückseite umgekehrt.

B.

Coupon.

(Kann vom Adressaten bei nebenstehendem Doppelstriche abgetrennt und zurückbehalten werden.)

a .....

Name und Wohnort des Absenders:

Nom et domicile de l'envoyeur:

Nome e domicilio del mittente:

.....

.....

.....

Verkehr mit den deutschen Postbezirken u. mit Oesterr.
Échange avec les États d'Allemagne et avec l'Autriche
Scambio cogli Stati di Germania e coll' Austria.

Giltig bis auf den Betrag von / Valable jusqu'à la somme de / *Valevole sino alla somma di* } Fr..... / Thal..... / Fl.....

Geldanweisung.

Mandat de poste. Vaglia postale.

a. [redacted] № [redacted]

b. .....

An / Pour / *Per* .....

Bestimmungsort / Lieu de destination / *Luogo di destinazione* } .....

Staat, Provinz oder Kreis etc. / État, Province ou Arrondissement etc. / *Stato, Provincia o Circondario ecc.* } .....

a. { Thaler, Silbergroschen und Pfennige oder Gulden und Kreuzer / Indiquer les Thalers, Silbergros et Pfennings ou Florins et Kreuzers / *Indicare i Thaleri, Silbergrosi e Pfenninghi o Fiorini e Kreuzeri (Soldi)* } (*Thl. Sgr. Pf.* / Fl. Kr.) { in Ziffern / en chiffres / *in cifre*

b. { in Worten anzugeben / en toutes lettres / *in disteso*

1869

Quittung des Adressaten.

Den umstehenden Betrag aus der Postcasse richtig empfangen zu haben bescheinigt durch Unterschrift.

(Ort) ..... *den* ..... *ten* ..... *18* .....

Post-Ausgabestempel.

(Name) .....

Post-Ankunftsbuch.
№

Anmerkung. Auf den wirklichen Formularen zu Postanweisungen steht der Text auf der Rückseite umgekehrt.

1869 **C. u. D.**

Briefkarte

von d **österreichischen** Post-
auf d **schweizerische** Post-
von d **schweizerischen** Post-
auf d **österreichische** Post-
abgegangen den ten 18 um Uhr mittags.
angekommen den ten 18 um Uhr mittags.

Nr.	Bezeichnung der Correspondenz	Schweizerische Forderung Fr.	Rappen	Zahl der einfachen Portosätze
	Abtheilung I. Frankirte Correspondenz.			
1	Recommandirte Sendungen und Expressbriefe laut Abtheilung III			—
2	Briefe nach der Schweiz aus Oesterreich und aus rückliegenden Ländern	—	—	
3	Briefe nach fremden Ländern im Transit durch die Schweiz			—
4	Drucksachen und Waarenproben nach der Schweiz	—	—	
5	Drucksachen und Waarenproben nach fremden Ländern im Transit durch die Schweiz			—
6	Betrag der Freimarken auf unzureichend frankirten Sendungen			—
	Summe der schweizerischen Forderung .			—
		Oesterr. Forderung Fr.	Rappen	Zahl der einfachen Portosätze
	Abtheilung II. Unfrankirte Correspondenz.			
7	Briefe aus Oesterreich nach der Schweiz und im Transit durch dieselbe	—	—	
8	Briefe etc. aus fremden Ländern im Transit durch Oesterreich			—
9	Retourbriefe und nachgesandte Briefe etc.			—
10	Unzureichend frankirte Briefe			—
	Summe der österreichischen Forderung .			

Unfrankirte Briefe nach der Schweiz

	Fr.	Rap.	Portosätze
Grenzrayon à 20 Rappen . .	—	—	
Aus Oesterreich à 50 Rappen	—	—	
Im Transit über Oesterreich			—
Sa			—

Abtheilung III. Recommandirte Sendungen. 1869

Nr.	Abgangsort	Adressat	Bestimmungsort	Schweizerische Forderung		
				Fr.	Rappen	
		Hierzu Franco und etwaige Bestellgebühr für . . Stück frankirte gewöhnliche Expressbriefe				
		Summe, zu übertragen unter Abtheilung I, Nr. 1				

Abtheilung IV. Transitirende geschlossene Briefpackete.

Nr.	Abgangsort	Bestimmungsort	Nettogewicht der Briefe	Nettogewicht der Drucksachen und Waarenproben	
			Grammen	Grammen	

Name des Absendungsbeamten:

Name des Decartirungsbeamten:

E.

Abgangsregister

für den Briefkartenschluss von de **österreichischen** Post- in
auf d **schweizerische** Post- in
Monat 18 Abgangszeit Uhr mittags.

Datum	Schweizerische Forderung				Oesterreichische Forderung		
	Laut Briefkarte 1, 3, 5, 6		Nummern der Briefkarte 2	Nummern der Briefkarte 4	Laut Briefkarte 8, 9, 10		Nummer 7 der Briefkarte
			Zahl der einfachen Portosätze				Zahl der einfachen Portosätze
	a		b	c	d		e
	Francs	Rappen			Francs	Rappen	
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
u. s. f. bis 31							
Summe							
			à 10 Rappen für den einfachen Portosatz	à $2^1/_2$ Rappen für den einfachen Portosatz			à 30 Rappen für den einfachen Portosatz

F.

Ankunftsregister

für den Briefkartenschluss von de schweizerischen Post- in
auf d österreichische Post- in
Monat 18 Abgangszeit Uhr mittags.

Datum	Oesterreichische Forderung				Schweizerische Forderung		
	Laut Briefkarte 1, 3, 5, 6		Nummern der Briefkarte 2 / 3 — Zahl der einfachen Portosätze		Laut Briefkarte 8, 9, 10		Nummer 7 der Briefkarte — Zahl der einfachen Portosätze
	a		*b*	*c*	*d*		*e*
	Francs	Rappen			Francs	Rappen	
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
u. s. f. bis 31							
Summe							
			à 15 Rappen für den einfachen Portosatz	à $2^1/_2$ Rappen für den einfachen Portosatz			à 20 Rappen für den einfachen Portosatz

1869 **G. u. H.**

F r a c h t-

von der **österreichischen (schweizerischen)** Postanstalt in

abgegangen am ten 18 mittags —

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Aufgabenummer	Gegenstand und Signatur	Wagenstück	Beutelstück	Begleitbrief	Laufende Nummer	Aufgabeort	Adresse	Bestimmungsort	Werth
		Stückzahl							

G. u. H. 1869

k a r t e

auf die schweizerische (österreichische) Postanstalt in

angekommen **am** ten 18 **mittags.**

11		12	13	14		15		16		17		18		19	
				Unfrankirt						Frankirt					
Gewicht		Ob Porto, Franco oder Dienstsache	Auslagen und von weiterher zugerechnetes Porto	Deutsches beziehungsweise österreichisches Porto		Reduction aus Rubrik 13 und 14		Schweizerisches Porto		Deutsches beziehungsweise österreichisches Franco		Weiter-Franco (schweizerisches und ausländisches Franco)			
Pfd.	Lth.			fl.	kr.	Fr.	Rap.	Fr.	Rap.	fl.	kr.	fl.	kr.	Fr.	Rap.

1869

J.

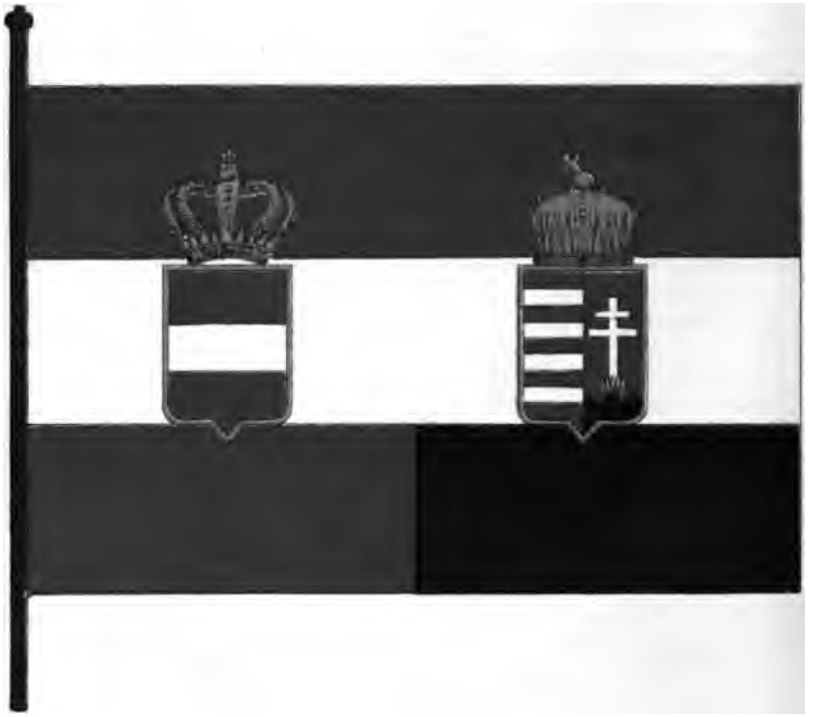
.....Postgebiet..... Monat 18 .....

Verzeichniss

der Beträge, welche auf Postanweisungen.....

.....Postanstalten ausgezahlt sind.

Laufende Nummer	Aufgabenummer der Postanweisung	Aufgabeort	Bestimmungsort	Ausgezahlter Betrag			Gebühr		Bemerkungen
			u. s. f.						



539.

1869

5 mars 1869.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant une rédaction modifiée de l'alinéa 3 du § 22 de l'instruction publiée à l'égard des conventions postales conclues à Berlin, le 23 novembre 1867.

(P. V. B. 1869, 8.)

Veränderte Fassung des dritten Absatzes im §. 22 der Instruction zu den Postverträgen ddo. Berlin 23. November 1867.

Der dritte Absatz im §. 22 der Instruction zu den Postverträgen ddo. 23. November 1867 erhält die nachstehend veränderte Fassung:

„In Fällen letzterer Art kann statt des gewöhnlichen Kartenformulares ein Vacatformular geringerer Grösse zur Anwendung kommen, welches mit der Bezeichnung „„Vacatfrachtkarte““ und mit der Ueberschrift der allgemeinen Formulare versehen ist.

540.

6 mars 1869.

Publication du ministère I. R. du commerce concernant l'introduction d'un nouveau pavillon pour les navires de commerce austro-hongrois.

(R. G. B. 1869, Nr. 28.)

Kundmachung des Handelsministeriums vom 6. März 1869, über die Einführung einer neuen Flagge für die Seehandelsschiffe der österreichisch-ungarischen Monarchie.

In Vollziehung des Artikels VI des Gesetzes vom 24. December 1867, betreffend das Zoll- und Handelsbündniss zwischen den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der ungarischen Krone (R. G. Bl. Nr. 4 vom Jahre 1868), beziehungsweise des XVI. ungarischen Gesetzartikels vom Jahre 1867, wird mit Allerhöchster Genehmigung Seiner k. und k. Apostolischen Majestät Folgendes bestimmt:

Die Flagge, welche von den Seehandelsschiffen der österreichisch-ungarischen Monarchie fortan ausschliesslich zu führen ist, bildet nach dem beiliegenden Muster ein längliches Rechteck, welches aus zwei gleichen Flaggenfeldern zusammengesetzt ist. Das eine an die Flaggenstange anschliessende Flaggenfeld besteht aus drei gleich-

1869 breiten wagrechten Streifen, von denen der mittlere weiss, der obere und untere roth ist. Das andere nach auswärts fallende Flaggenfeld besteht ebenfalls aus drei gleichbreiten wagrechten Streifen, von denen der obere roth, der mittlere weiss und der untere grün ist. In dem Mittelstreifen jedes der beiden Flaggenfelder ist je ein gelb eingefasstes Wappenschild, von den Seitenwänden gleichmässig und doppelt so weit von einander abstehend.

Der zur Flaggenstange einwärtige Schild ist roth mit einem weissen Querbalken, und der auswärtige, längs getheilte, enthält rechts vier weisse Balken im rothen Felde, dann links ein weisses Patriarchenkreuz, hervorgehend aus einem gekrönten grünen Dreiberge, ebenfalls im rothen Felde.

Jeden Schild ziert eine gelbe Krone, und zwar: den einwärtigen eine offene Bügelkrone und den auswärtigen das Abbild der königl. ungarischen Stephanskrone.

Das Verhältniss der Höhe der Flagge zur Länge ist wie zwei zu drei.

Ein besonderes Abzeichen in der Flagge oder einen Wimpel zu führen, ähnlich demjenigen der Kriegsmarine, ist den Handelsschiffen nicht gestattet. —

Als Einführungstermin für die neue Flagge wird der 1. August 1869 festgesetzt.

Plener m. p.

541.

20 mars 1869.

Arrangement pris entre l'Autriche-Hongrie et la Bavière à l'égard du transport des criminels expédiés par l'Italie en Bavière à travers le territoire autrichien.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Note du ministre Impérial et Royal comte Ingelheim au ministre Royal des affaires étrangères Prince Hohenlohe en date de Munich, le 20 mars 1869.

Der königlich bayerische Gesandte in Wien hat dem k. und k. Ministerium des Aeussern Mittheilung gemacht von dem unterm 18. September v. J. von der königlich bayerischen und königlich italienischen Regierung abgeschlossenen Vertrage über gegenseitige Auslieferung von Verbrechern, und in Folge erhaltener Weisung die Anfrage gestellt, ob die österreichische Regierung geneigt wäre, aus Italien nach Bayern ausgelieferte Verbrecher durch österreichisches Territorium gegen Kostenersatz der königlich bayerischen Regie-

rung durchzuliefern, wobei die Confrontation von Verbrechern als 1869
Auslieferung ad hoc zu betrachten wäre.

Nach diesfalls gepflogenem Einvernehmen mit den betheiligten k. k. Ministerien der Justiz, für Landesvertheidigung und öffentliche Sicherheit und des Innern hat der Unterzeichnete den Auftrag erhalten, der königlich bayerischen Regierung zu erklären, „dass die k. k. Regierung geneigt ist, aus Italien nach Bayern ausgelieferte Verbrecher durch österreichisches Territorium gegen Kostenersatz der königlich bayerischen Regierung durchzuliefern, wobei die Confrontation von Verbrechern als Auslieferung ad hoc zu betrachten ist. Ausnahmen hiervon haben jedoch einzutreten:

1. wenn das betreffende Individuum ein Unterthan der österreichisch-ungarischen Monarchie ist;

2. wenn wegen derselben strafbaren Handlung, welche den Durchlieferungsantrag veranlasst hat, die Competenz der kaiserlichen Gerichte nach den österreichischen Gesetzen begründet ist, und

3. wenn der Durchzuliefernde in Oesterreich wegen anderer Handlungen einer Untersuchung oder Strafhaft, oder wegen Schulden oder sonstiger civilrechtlicher Verbindlichkeiten einem Arreste unterliegt.

Die Durchzuliefernden und die mit zu übergebenden Gegenstände werden auf dem Wege nach Bayern ebenso verpflegt und behandelt, und es wird in gleichem Masse hierfür Vergütung geleistet, wie dieses für die eigenen Unterthanen in der österreichisch-ungarischen Monarchie vorgeschrieben ist.

Von der ausliefernden Behörde ist ein Transportausweis auszufertigen und mit dem Verhafteten zu übergeben. Die k. k. Regierung wird die auf ihrem Gebiete erwachsenden Kosten vorschussweise bezahlen, dieselben auf dem Transportausweise quittiren lassen, und so der königlich bayerischen Regierung in Anrechnung bringen, und bei der Auslieferung an die requirirende königlich bayerische Behörde durch diese den vollen Ersatz erhalten.

Indem der Unterzeichnete beauftragt ist, vorstehende Erklärung, falls hier darauf eingegangen wird, gegen eine Annahmserklärung seitens der königlich bayerischen Regierung auszutauschen, erlaubt er sich, Seine . . . . zu ersuchen, ihm von der Form, sowie von der Art und Weise des Austausches, in welcher diese Erklärungen beliebt werden, gefälligst Kenntniss geben zu wollen.

25 mars 1869.

Réponse du Prince Hohenlohe à cette note.

Der Unterzeichnete hat die Ehre gehabt, die Note Seiner des k. k. österreichischen ausserordentlichen Gesandten und bevoll-

1869 mächtigten Ministers Herrn Grafen von Ingelheim Hochgeboren ddo. 20. d. M. zu erhalten, welche die Durchlieferung aus Italien nach Bayern ausgelieferter Verbrecher durch kaiserliches Territorium betraf, und beeilt sich der Unterzeichnete, Namens der königlichen Regierung seine volle Uebereinstimmung mit dem materiellen Theile der in der gefälligen Note vom 20. d. M. formulirten Vorschläge hiermit auszudrücken.

Da jedoch in derselben Note beantragt wurde, diese Uebereinstimmung im Wege des Austausches von Erklärungen zu documentiren, so beehrt sich der Unterzeichnete darauf hinzuweisen, dass die die Regulirung der Durchlieferung selbst betreffenden Vorschläge im Wesentlichen vollständig mit den Bestimmungen des Artikels 1, Ziffer 1—3 und der Artikel 7—9 des Bundesbeschlusses vom 26. Jänner 1854 „die gegenseitige Auslieferung von Verbrechern auf dem deutschen Bundesgebiete betreffend" zusammenfallen.

Nachdem nun die fortdauernde Geltung dieses Vertrages vom 26. Jänner 1854 seitens der kaiserlichen Regierung niemals in Frage gestellt, vielmehr die wesentlichste Bestimmung desselben, die Auslieferung von Verbrechern, stets in Praxi nach den Grundsätzen des Bundesbeschlusses, auch seit den Ereignissen des Jahres 1866 vollzogen wurde, so glaubt der Unterzeichnete sich darauf beschränken zu sollen, die durch die geehrte Note vom 20. d. M. vermittelte Zusage der kaiserlichen Regierung, als auf dem Bundesbeschlusse vom 26. Jänner 1854 beruhend, in vorstehender Note dankbarst zu acceptiren, ohne den Austausch weiterer formellerer Erklärungen nöthig zu erachten.

Indem der Unterzeichnete Seine Hochgeboren bittet, den vorstehenden lediglich einen formellen Punkt betreffenden Gegenvorschlag zur Kenntniss der k. k. Regierung zu bringen, ergreift derselbe etc.

542.

Mars 1869.

Règlement ottoman concernant la fouille et la verte des objets antiques.

(Législation ottoman par Aristarchi Bey III, p. 161.)

Article 1.

Toute demande d'autorisation pour faire des fouilles dans les États de Sa Majesté Impériale le Sultan, devra être désormais adressée au Ministère de l'instruction publique, et nulle part il ne pourra être fait des fouilles de cette nature sans une autorisation officielle.

Article 2. 1869

Il est expressément interdit aux personnes qui auront entrepris des fouilles dans l'Empire, avec l'autorisation du gouvernement, dans des endroits exempts d'inconvénients, d'exporter à l'étranger les objets antiques qu'elles pourront y découvrir. Faculté leur est laissée, cependant, de vendre ces objets dans l'Empire soit à des particuliers, soit à l'État, s'il le demande.

Article 3.

Tout objet antique découvert dans des propriétés particulières, appartient au propriétaire du sol.

Article 4.

Les monnaies antiques de toute espèce sont exeptées de l'interdiction d'exportation prescrite par l'article 2.

Article 5.

Toute autorisation de faire des fouilles s'applique exclusivement aux objets gisant sous sol. Il ne sera permis à qui que ce soit de toucher ou d'endommager les monuments antiques de toute sorte, comme leurs accessoires, sis à la surface de la terre. Les personnes qui contreviendront à cette règle seront punies d'après la loi.

Article 6.

L'acceptation de toute demande faite officiellement par une Puissance étrangère concernant les antiquités, dépendra d'un Iradé Impérial spécialement émané à cet égard.

Article 7.

Les personnes qui, possédant des connaissances spéciales pour la recherche et la découverte des antiquités, seront en état de le prouver au département de l'Instruction Publique, seront chargées de faire des fouilles aux frais de l'État et obtiendront dans le même but des missions spéciales du gouvernement impérial. Les personnes de cette catégorie sont, par conséquent, invitées à s'adresser au ministère de l'Instruction Publique.

1869

543.

28 mars 1869.

Convention additionnelle à la convention postale avec la France du 3 septembre 1857; Conclue à Paris, le 12 février 1869; ratification autrichienne datée de Vienne le 28 mars; échange des ratifications à Paris, le 13 avril 1869.

(R. G. B. 1869, Nr. 102.)

Zusatzartikel vom 12. Februar 1869, zum Postvertrage vom 3. September 1857 zwischen Oesterreich und Frankreich. Die Bestimmungen dieser Additionalconvention haben in Folge einer Vereinbarung mit der kaiserl. französischen Postverwaltung mit 1. Juli 1869 in Wirksamkeit zu treten.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiario Nostro atque Plenipotentiario Majestatis Suae Francorum Imperatoris ad complendam conventionem de dato 3. Septembris anni 1857 conventio additionalis, tribus articulis consistens, eo fine, ut transmissio quarundam rerum, verbi gratia, ephemeridum publicarum, rerum typographicarum etc. intra Imperium Austriaco-Hungaricum atque Franco-Gallicum faciliori modo peragatur, Lutetiae Parisiorum die duodecima Februarii anni currentis inita et signata fuit, tenoris ad verbum sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie et Sa Majesté l'Empereur des Français désirant faciliter l'échange des échantillons de marchandises, des imprimés, papiers d'affaires etc., entre la Monarchie Austro-Hongroise et la France, ont résolu d'assurer ce résultat par des articles additionnels à la Convention de poste du 3 septembre 1857, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à cet effet, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie, Son Excellence Monsieur le Prince Richard de Metternich-Winneburg, Chevalier de la Toison d'Or, Grand' Croix de l'Ordre de St. Étienne de Hongrie, de l'Ordre Impérial et Royal de Léopold d'Autriche, de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur etc., Son Ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

et Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Excellence Monsieur Félix Marquis de La Valette, Sénateur de l'Empire, Membre de Son Conseil privé, Grand' Croix de Son Ordre Impérial

de la Légion d'honneur, de l'Ordre de St. Étienne de Hongrie etc., Son 1869
Ministre et Secrétaire d'État au Département des Affaires étrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les taxes à percevoir pour l'affranchissement jusqu'à destination des échantillons de marchandises, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés ou reliés, des brochures, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, litographiés ou autographiés, expédiés, soit de la Monarchie Austro-Hongroise pour la France et l'Algérie, soit de la France et de l'Algérie pour la Monarchie Austro Hongroise, seront payées par les envoyeurs et réparties entre les administrations des Postes des Pays contractants, conformément au Tarif ci-dessous.

Origine	Destination	Taxe à payer par l'envoyeur pour l'affranchissement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes	Sommes à payer pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes	
			par l'Administration des postes de France aux Administrations des postes dans la Monarchie Austro-Hongroise	par les Administrations des postes dans la Monarchie Austro-Hongroise à l'Administration des postes de France
			Centimes	Kreuzer
France et Algérie	La Monarchie Austro-Hongroise et la ville de Belgrade	dix Centimes	3½	—
La Monarchie Austro-Hongroise et la ville de Belgrade	France et Algérie	six Kreuzer	—	4

1869

Article II.

Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir du bénéfice des dispositions de l'article précédent qu'autant qu'ils ne pèseront pas plus de 250 grammes, qu'ils n'auront pas eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par le même Article, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, devront être mis sous bande et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées, ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article précédent, seront considérés et taxés comme lettres.

Article III.

Les présents articles qui seront considérés comme additionnels à la Convention du 3 septembre 1857, seront ratifiés et les Ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé les présents articles additionnels et les ont revêtus du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Paris, le 12 février 1869.

(L. S.) *Metternich* m. p. (L. S.) *La Valette* m. p.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis quae in conventione hac continentur, ea omnia rata grataque hisce profitemur verbo Nostro Caesareo-Regio pro Nobis atque successoribus Nostris promittentes, Nos ea omnia executioni mandaturos nec ut illis ulla ratione contraveniatur, permissuros esse.

In quorum fidem praesentes ratihabitionis tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro munipi jussimus.

Dabantur in Imperali Urbe Nostra Vienna, die vigesima octava mensis Martii anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo nono, Regnorum Nostrorum vigesimo primo.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Comes *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
C. et R. Consiliarius aulicus et ministerialis.

544.

1869

31 mars 1869.

Déclaration de l'Ambassadeur Anglais à Vienne, adressée au ministre I. et R. des affaires étrangères concernant les lois en vigueur dans la Grande-Bretagne à l'égard du traitement et rappatriment des sujets britanniques aliénés.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Monsieur le Comte.

I lost no time in communicating to the Earl of Clarendon Your Excellency's Note of the 15th of January, requesting me to bring to the knowledge of Her Majestys Government the circumstances under which N. N., a British subject, was received into Dr. N. Private Lunatic Asylum on the 13th of October last, a Curator having been appointed by the Austrian Government act as Guardian for the Patient.

I regret however to be now obliged to inform Your Excellency that, in consequence of the state of the Law in England, relative to the maintenance of pauper lunatics, Her Majesty's Government do not feel themselves authorised to provide either for the maintenance or removal to England of the above mentioned N. N.

J avail myself

545.

17 avril 1869.

Extrait du protocole de la séance de la commission européenne du Danube concernant les règlements applicables au bas Danube en matière de quarantaine.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CCXXXVII. Annexe.)

Présents:

Pour l'Autriche-Hongrie,	Mr. le Chevalier Zulauf de Pottenburg;
„ la France,	„ le Baron d'Avril;
„ la Grande-Bretagne,	„ Stokes;
„ l'Italie,	„ le Chevalier Berio;
„ la Russie,	„ le Baron d'Offenberg;
„ la Turquie,	Suleyman Pacha.

§. 1.

Résumé des règlements applicables au Bas-Danube en matière de quarantaine.

Le Commissaire de la Grande-Bretagne communique une copie, qu'il a reçue par l'entremise du médecin directeur de la quarantaine

1869 de Soulina, des règles spéciales applicables sur les rives du Bas-Danube, en matière de quarantaine, telles que ces règles ont été arrêtées par le Conseil de santé de Constantinople, à la suite des communications échangées entre le Conseil et la Commission européenne.

Ce document est annexé au présent protocole.

Résumé des règles spécialement applicables sur les bords du Bas-Danube en matière de quarantaine.

1°. Les formalités sanitaires qui consistent en l'acte de la reconnaissance des navires, exhibition de la patente de santé et arraisonnement, ne sont appliquées qu'à Soulina où elles sont obligatoires en tout temps, aussi bien pour les navires qui entrent dans le fleuve que pour ceux qui en sortent.

2°. En temps d'épidémie, mais seulement au cas où le choléra aurait atteint les provinces riveraines du Danube, ces formalités sont également mises en vigueur dans les ports intérieurs de la rive droite.

3°. Les mesures de quarantaine proprement dites, mises en vigueur en temps d'épidémie, ne peuvent être appliquées qu'aux navires et aux voyageurs de provenance brute et dans les ports non contaminés;

En conséquence:

Les navires entrant dans le Danube qui auront rempli les formalités sanitaires à Soulina, ou purgé en cas de besoin leur quarantaine dans ce port, sont affranchis, en remontant le fleuve, de toute formalité de reconnaissance et de toute mesure restrictive, lors même que l'épidémie existerait dans les provinces non riveraines du Danube;

Les mesures exceptionnelles et restrictives sont également supprimées, sauf les formalités de reconnaissance, dans le cas où l'épidémie ne se bornant pas à quelques localités du Danube, en aurait infecté toutes ou presque toutes les rives.

4°. Les bâtiments à voiles remontant le fleuve sont admis en toute circonstance, même en cas d'épidémie, à pratiquer le halage sur les rives non habitées du bras de Soulina, sauf la surveillance à exercer, s'il est jugé nécessaire, sur les matelots débarqués.

5°. L'inspecteur-général de la navigation, le chancelier de l'inspection et les surveillants des quatre sections fluviales du Bas-Danube (en aval d'Isaktcha) ont la liberté de circuler sur le fleuve, sans entraves, en temps d'épidémie, à condition de se soumettre, en cas de compromission, aux mesures réglementaires auxquelles sont soumis les agents de la santé.

En conséquence, lors de l'arrivée de ces officiers dans un port 1869
non contaminé, l'admission en libre pratique ou la mise en quarantaine dépend pour eux de la déclaration qu'ils font au médecin sanitaire du port, et les effets de cette déclaration sont également applicables aux rameurs des embarcations des dits officiers.

Constantinople, le 17 avril 1869.

Pour copie conforme:
(L. S.) Le médecin directeur,
Signé: E. *Putz.*

546.

20 avril 1869.

Contrat d'emprunt entre la commission européenne du Danube, et la maison Bischoffsheim et Goldschmidt*).

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CCXXV. Annexe.)

European Commission of the Danube, and Messieurs Bischoffsheim & Goldschmidt.

Loan Contract.

The European Commission of the Danube, appointed under the Treaty of Paris of the 30th March, 1856, and acting by virtue and in pursuance of the powers enabling them in this behalf and of the decisions and resolutions taken and adopted by them and their High

*) Extrait du procès-verbal du 20 avril 1869.

§ 1.

L'acte de garantie de l'emprunt conclu à Londres a été signé pour les Puissances garantes.

Les Commissaires s'étant réunis en session ordinaire, le Comité exécutif expose que le contrat contenant les conditions de l'emprunt conclu avec Messieurs Bischoffsheim et Goldschmidt, pour la somme destinée à l'achèvement des travaux définitifs, a été soumis aux Gouvernements des cinq Puissances qui ont garanti cet emprunt, afin que l'acte de garantie annexé au contrat fût revêtu des signatures des Ministres des affaires étrangères des dites Puissances;

Qu'à cet effet, celui des deux originaux du contrat d'emprunt qui est destiné à rester déposé dans les archives de la Commission a été détaché du protocole de la séance du 29 octobre dernier (N° CCXX) auquel il avait été joint, conformément à la décision prise le 3 décembre suivant (Protocole N° CCXXIV, § 2).

Le comité reproduit ce document qui porte aujourd'hui toutes les signatures nécessaires pour assurer la validité, tant du contrat d'emprunt que de l'acte de garantie. Les dates de cet acte étant postérieures de plusieurs mois à celle du protocole N° CCXX, on reconnaît qu'au lieu de joindre de nouveau le susdit document à ce dernier protocole, il convient mieux de l'annexer au protocole de la présente séance (annexe N° 1).

On constate, d'ailleurs, que le contrat d'emprunt a reçu déjà un commencement d'exécution, et que les deux premiers termes du capital, s'élevant ensemble à 60.000 livres sterling, ont été versés à la Commission.

1869 Constituent Powers (hereinafter called „the European Commission") of the one part; and Messieurs Louis Raphael Bischoffsheim and Henry Louis Bischoffsheim carrying on business as Bankers, at Founders Court, Lothbury, in the city of London, under the style and partnership of „Bischoffsheim and Goldschmidt" (hereinafter called „the Lenders") of the other part;

Have concluded between them a Contract for a Loan, wohse tenor is, and it is accordingly hereby agreed, as follows: —

Article I.

The Lenders undertake to advance to the European Commission, as a Loan, the sum of £135.000 sterling, destined for the completion of the works of improvement undertaken, or to be undertaken, by the European Commission, at the Sulina Mouth and branches of the Danube; the loan to carry interest at the rate of £4 per cent. per annum, and to be repaid by a sinking fund as hereinafter provided; and the interest and sinking fund to be also guaranteed as hereinafter mentioned.

Article II.

The Lenders engage to pay over the loan in sterling by the Instalments, and at the periods hereafter specified, viz.: —

£ 30.000 immediately after signature of the present contract.
£ 30.000 on the 1st of January, 1869.
£ 15.000 on the 1st of July, 1869.
£ 30.000 on the 1st of January, 1870.
£ 25.000 on the 1st of July, 1870; and
£ 5.000 on the 1st of January, 1871.

It is, however, understood that none of these payments can be demanded by the European Commission, before the Lenders have in their hands one of the originals of this present Contract, furnished with the signatures of the seven delegates who compose the European Commission, and, having annexed hereto, the Guarantee of teh Interest and Sinking Fund of the loan, as stipulated in the Convention signed at Galatz on the 30th of April, 1868, between the Powers who are signataries thereto; such guarantee to be duly signed on behalf of Great Britain, and also on behalf of at least three of the other Powers who are signataries to the said Convention.

Article III.

The European Commission will receive the Instalments of the Loan in London, at the Bank of the Lenders.

In order however to get the sums they have to receive, the Commission shall be entitled to issue Drafts on the Lenders, due at

the dates hereinbefore fixed for each instalment, and the Lenders engage to accept such drafts, payable at their said Bank. 1869

It is understood by both the contracting parties, that the drafts to be issued by the Commission, by virtue of the present Article, must be duly signed and indorsed by two at least of the Members of the Commission, whose Constituent Powers are signataries to the said Convention, and of whom the English delegate shall be one.

Article IV.

From the capital of each instalment of the loan the Lenders shall retain in their hands, as a Banking Commission, a sum of 4 per cent so that the drafts of the European Commission will be issued only for 96 per cent of the amount of each instalment.

Article V.

The European Commission engages to pay to the Lenders Interest on the full nominal capital of the loan, or the part thereof for the time being advanced and outstanding, at the rate of 4 per cent per annum, to run from the respective dates stipulated for the payment of the instalments, and pro rata of the sums payable; such interest to be paid in London, at the Bank of the Lenders, each half year, viz., on the 30th of June and the 31st of December of each year, and to begin on the 31st of December, 1868, for the time elapsed after the first payment.

Article VI.

The European Commission also engages, by means of a Sinking Fund, to reimburse to the Lenders the full amount of the loan, and to effect this reimbursement by half-yearly payments, the first of which shall be due on the 30th of June, 1871, and the following to be due every subsequent six months, viz., on the 30th of June and the 31st of December of each year, and the last of which will be due on the 31st December, 1882.

The amount of each of these payments is fixed so that the European Commission has, from the beginning of the year 1871, to devote to the amortization of the loan, the sum of £ 14.400 sterling annually, or £ 7.200 sterling half yearly, comprising the interest from the 1st January, 1871, as well as the Sinking Fund for the reimbursement of the capital. Consequently the amortization of this present loan will be effectued according to the following Table, viz.:

		£	£
1871. 30 June	.....Interest for 6 months on	135.000	2.700
	Reimbursement of Capital .	4.500	4.500
			7.200

			£	£
1869				
"	31 December.	Interest for 6 months on	130.500	2.610
		Reimbursement of Capital .	4.590	4.590
				7.200
1872.	30 June.	Interest for 6 months on	125.910	2.518.20
		Reimbursement of Capital .	4.681.80	4.681 80
				7.200
"	31 December.	Interest for 6 months on	121.228.20	2.424.56
		Reimbursement of Capital .	4.775.44	4.775.44
				7.200
1873.	30 June.	Interest for 6 months on . . .	116.452.76	2.329.05
		Reimbursement of Capital .	4.870.95	4.870.95
				7.200
"	31 December.	Interest for 6 months on	110.581.81	2.231.64
		Reimbursement of Capital .	4.968.36	4.968.36
				7.200
1874.	30 June.	Interest for 6 months on	106.613.45	2.132.27
		Reimbursement of Capital .	5.067.73	5.067.73
				7.200
"	31 December.	Interest for 6 months on	101.545.72	2.030.91
		Reimbursement of Capital .	5.169.09	5.169.09
				7.200
1875.	30 June.	Interest for 6 months on	96.376 63	1.927.53
		Reimbursement of Capital .	5.272.47	5.272.47
				7.200
"	31 December.	Interest for 6 months on	91.104.16	1.822.08
		Reimbursement of Capital .	5.377.92	5.377.92
				7.200
1876.	30 June.	Interest for 6 months on	85.726.24	1.714.52
		Reimbursement of Capital .	5.485.48	5.485.46
				7.200
"	31 December.	Interest for 6 months on	80.240.76	1.604.82
		Reimbursement of Capital .	5.595.18	5.595.18
				7.200
1877.	30 June.	Interest for 6 months on	74.645.58	1.492.91
		Reimbursement of Capital .	5.707 09	5.707.09
				7.200
"	31 December.	Interest for 6 months on	68.938.49	1.378.77
		Reimbursement of Capital .	5.821.23	5.821.23
				7.200

		£	£	1369
1878.	30 June. .....Interest for 6 months on	63.117.26	1.262.35	
	Reimbursement of Capital .	5.937.65	5.937.65	
			7.200	
„	31 December. Interest for 6 months on	57.179.61	1.143.59	
	Reimbursement of Capital .	6.056.41	6.056.41	
			7.200	
1879.	30 June. .....Interest for 6 months on	51.123.20	1.022.46	
	Reimbursement of Capital .	6.177.54	6.177.54	
			7.200	
„	31 December. Interest for 6 months on	44.945.16	898.91	
	Reimbursement of Capital .	6.301.09	6.301.09	
			7.200	
1880.	30 June. .....Interest for 6 months on	38.644.57	772.89	
	Reimbursement of Capital .	6.427.11	6.427.11	
			7.200	
„	31 December. Interest for 6 months on	32.217.46	644.35	
	Reimbursement of Capital .	6.555.65	6.555.65	
			7.200	
1881.	30 June. .....Interest for 6 months on	25.661.81	513.24	
	Reimbursement of Capital .	6.686.76	6.686.76	
			7.200	
„	31 December. Interest for 6 months on	18.975.05	379.50	
	Reimbursement of Capital .	6.820.50	6.820.50	
			7.200	
1882.	30 June. ....Interest for 6 months on	12.154.55	243.09	
	Reimbursement of Capital .	6.956.91	6.956.91	
			7.200	
„	31 December. Interest for 6 months on	5.197.64	103.95	
	Reimbursement of Capital .	5.197.64	5.197.64	
			5.301.59	

Article VII.

All payments which the European Commission will have to make by virtue of this contract, shall be made in London, at the Bank of the Lenders, in sterling, without costs or deductions whatsoever, and at least thirty days before the respective days of payment.

The European Commission shall, however, be considered to have fulfilled this obligation when they remit approved first-class drafts on London, duly accepted, and which shall be payable and actually paid tho the Lenders on the date each payment falls due.

1869

Article VIII.

In order to guarantee to the Lenders the repayment of the capital of the loan, by means of the sinking fund, as well as the exact provision of interest as aforesaid, and all accessory expenses, the European Commission hereby hypothecates, especially for the benefit of the Lenders, the produce of the navigation tolls and duties authorized to be levied by the Commission at the Mouth of the Sulina by virtue of Article XVI of the Treaty of Paris, dated 30th of March, 1856, and of Article XIII of the Public Act relative to the navigation of the Mouth of the Danube, signed at Galatz on the 2nd of November, 1865, and sanctioned by the Paris Conference in the sitting of the 28th of March, 1866.

This security is consented to by the European Commission in conformity with the stipulations of Article XIV of said Act of the 2nd of November, 1865, and it is agreed that, in order to carry it out, the Lenders (should the necessity arise) shall have the power to nominate an Agent of their own choice at the receiving office in Sulina, to which Agent de Director of the said office shall be obliged to pay direct, for account of the Lenders, the daily produce of the tolls and dues collected, without other deduction than that of the sums which the Commission collects (with de duties) for de pilots of the Mouth, and for the administration of the light-houses, which sums amount to 26 centimes per ton.

N. B. — This sum of 26 centimes per ton has never been considered as forming part of the income of the Commission, and never enters their budgets.

The exercise of the foregoing right of receivership, shall be put into force only in case there should be delay on the part of the European Commission or their successors in authority, in the execution of the engagements arising from this present contract and this right shall be suspended immediately the Lenders shall have been fully and duly covered for the amounts they have to demand on the loan, whether for capital, interest, of expenses.

The expenses arising from the exercise of this right of receivership shall be borne by the European Commission, or their successors in authority, but it is stipulated that the expenses of the Agent which the Lenders may think fit to dispatch to Sulina, is not to exceed one thousand francs per month, as far as they are concerned.

Article IX.

The untersigned delegates hereby declare in the name of the European Commission, that at the date of this present contract, the loans for the guarantee of which the produce of the navigation dues

at Sulina, has been hypothecated primâ facie, amount in capital to 1869
the sum of 73.000 Austrian ducats, and no more.

The European Commission engage to repay the whole of that capital which is represented by bonds, and the last of which falls due on the 11th of February, 1782, as also all interest due thereon; so that from that date, the sums due to the Lenders by virtue of this contract, or to their representatives, shall and will be the first charge on the said navigation tolls and duties, which are hereby pledged to the Lenders as aforesaid.

Article X.

The European Commission shall, if required by the Lenders, execute a general bond or obligation for payment of the Interest and Sinking fund of the present loan to the Lenders at the times and in manner before provided, and upon the therms set forth in the present loan contract.

Article XI.

The Lenders have the right either to indorse for the benefit of third parties, such general Bond to be handed to them in the execution of the preceding Article, or to issue in lieu or in respect thereof smaller bonds, to bearer, the respective amounts of which (so as to make up the full sum of £ 135.000) and the form of which will have to be agreed upon by common accord between the contracting parties; and the European Commission hereby undertake to countersign such smaller Bonds, or to appoint two of their body, of whom the English delegate shall be one, for such purpose.

It is, however, well understood that from this creation of smaller bonds no expenses can accrue to the said Commission, nor shall any further obligation be imposed upon the Commission beyond that of paying into the Bank of the Lenders the sums stipulated for in this Contract or in the general bond (if issued), which shall be for the benefit of the holders of the subdivided bonds representing the loan.

It is also agreed that the Lenders shall be solely responsible for the validity of the payments made to the bearers of these subdivided bonds.

The issue of the Smaller bonds shall, if required by the Lenders, be contemporary with the advance of each instalment of the Loan, as provided by Article II of this Contract, and shall be paid-up in bonds equal to the amount of each instalment actually payd over.

The process of amortization of these smaller bonds out of the Sinking Fund shall be, by paying off, at par, such bonds as shall be drawn by lot in such manner as the Lenders shall defer mine.

1869

Article XII.

The expenses and duties arising from this present loan contract and the general bond, if issued by virtue of Article X of this contract, as also of the guarantee heretofore mentioned in Article II, shall be borne by the European Commission up to the sum of £ 250 sterling; any amount exceeding this sum shall fall to the charge of the Lenders.

Article XIII.

The undersigned delegates declare that their respective Governments undertake to act by whomsover it concerns. in such a way as to insure, after the dissolution of the European Commission (if it should be dissolved before this present loan has been fully paid off), the execution by the Authorities or Corporation, on whom its attributes will devolve, of all the engagements contracted by virtue of this present loan contract with the Lenders.

Article XIV.

Any differences which may arise between the contracting parties in the execution of this contract shall be finally settled by arbitration.

Tho this effet each of the two parties shall name an Arbitrator and in case their opinion be divided, these two Arbitrators shall by common consent choose an Umpire whose decision shall be final.

Signed and sealed by the parties hereto in London, this twenty ninth day of September 1868.

Signed: *Bischoffsheim & Goldschmidt.* — A. *de Kremer.* — A. *d'Avril.* — J. *Stokes.* — B. *Berio.* — Comte *Keyserling.* — *d'Offenberg.* — *Suleyman.*

Guarantee.

In Pursuance of the Convention for the Guarantee of a Loan of £ 135.000, to complete the works at the Sulina Mouth and Branches of the Danube, signed at Galatz on the 30th day of April, 1868, His Majesty the Emperor of the French (with the assent and by the ratification of the Legislative Body of France, signified on the eighteenth day of July, 1868; Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland (by the authorithy of „The Danube Works Loan Act, 1868"); and His Majesty the King of Italy (with the approbation of the Italian Parliament, signified on the ninth day of July, 1868); His Majesty the King of Prussia, in the name of the North German Confederation (with the assent of the Reichstag and of the Federal Council, signified on the eleventh day of June, 1868); and His Majesty the Sultan of the Ottoman Empire; and every combination of those Powers, do hereby jointly, and each of

the same Powers doth hereby severally, Guarantee, — on the therms 1869
and conditions set forth in the above-mentioned Convention, and in the annexed Loan Contract, of even date herewith, between the European Commission of the Danube, and Messieurs Bischoffsheim and Goldschmidt of Founder's Court, Lothbury, in the city of London, Bankers, — the due payment of the Interest and Sinking Fund of the loan of £ 135.000 sterling, as provided for in the said Convention and Contract respectively; and also agree to do, and procure to be done, all acts neccessary for giving due and proper effect to the said Convention and Contract, and to this present Guarantee.

Signed and sealed by or on behalf of the several above mentioned Powers, this 19th day of January 1869.

(L. S.) Signed: *Lavalette* for France.

this 6th day of February 1869.

Signed: *Clarendon* for Great Britain and Ireland. (L. S.)

this 12th day of January 1869.

(L. S.) Signed: *Menabrea* for Italy.

this 25th day of January 1869.

Signed: *v. Bismarck* for the Nord German Confederation (L. S.)

this 30th day of December 1868:

(L. S.) Signed: *Safvet* for Turkey.

547.

22 avril 1869.

Règlements divers arrêtés par la Commission Européenne du Danube.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, No. CCXXVII. Annexe.)

Disposition modifiant le tarif des taxes du pilotage fluvial.

La Commission Européene du Danube,

Vu l'article 112 du règlement de navigation et de police applicable au Bas-Danube en date du 2 novembre 1865;

Et les nouvelles dispositions relatives au pilotage, en date du 16 avril 1868, modifiant l'article 78 du susdit règlement de navigation et de police;

Vu les inconvénients, que l'expérience a fait sentir, du mode de taxation proportionnel au tonnage, établi par le nouvel article 78, pour la rétribution des pilotes du service fluvial;

Attendu que cette taxe proportionnelle, dont l'application est justifiée pour les bâtiments d'un tonnage considérable, ne produit que des résultats insuffisants pour les pilotes chargés de conduire les petits bâtiments;

1869 Que le choix du pilote devant être laissé, dans la plupart des cas, au capitaine du bâtiment piloté, il est impossible de répartir le travail entre les pilotes, de manière à leur assurer à tous un revenu à peu près équivalent:

Arrête la disposition dont la teneur suit:

Article 1.

L'Article 78 du règlement de navigation et de police annexé à l'acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube, en date du 2 novembre 1865, tel que cet article a été modifié par les nouvelles dispositions du 16 avril 1868, est abrogé, sauf le premier alinéa qui restera en vigueur dans sa teneur actuelle, et remplacé par les dispositions suivantes:

„Quant au pilotage obligatoire du voyage à la descente, la taxe en est fixée, ainsi qu'il suit:

„Les bâtiments à voiles de plus de soixante tonneaux et ne dépassant pas cent cinquante tonneaux payeront:

„Pour le trajet de Galatz, ou d'un port situé en amont de ce point, à Soulina, cent-dix francs;

„Pour le trajet de Reni ou d'Ismaïl à Soulina, quatre-vingt-dix francs;

„Et pour le trajet de Toultcha à Soulina, soixante francs.

„Les bâtiments à voiles de plus de cent cinquante tonneaux et ne dépassant pas deux cent cinquante tonneaux, payeront:

„Pour le trajet de Galatz, ou d'un port situé en amont de ce point, à Soulina, cent vingt-cinq francs;

„Pour le trajet de Reni ou d'Ismaïl à Soulina, cent francs;

„Et pour le trajet de Toultcha à Soulina, soixante quinze francs.

„Les bâtiments à voiles de plus de deux cent cinquante tonneaux, payeront:

„Pour le trajet de Galatz, ou d'un port situé en amont de ce point, à Soulina, cinquante centimes par tonneau de jauge;

„Pour le trajet de Reni ou d'Ismaïl à Soulina, quarante centimes par tonneau;

„Et pour le trajet de Toultcha à Soulina, trente centimes par tonneau.

„Les bâtiments à vapeur ne payeront que la moitié de ces taxes, et ceux qui effectuent leurs voyages entre les ports du Danube et les ports de la mer Noire ou du Bosphore peuvent en être affranchis, pourvu que le pilote du bord soit muni d'un brevet de pilote fluvial.

„Le chef-pilote du service fluvial prélève sur le montant de la taxe acquittée par chaque bâtiment à voiles, une somme déterminée ainsi qu'il suit:

„Trois francs pour les bâtiments de plus de soixante tonneaux 1869
et ne dépassant pas cent cinquante tonneaux;

„Quatre francs pour les bâtiments de plus de cent cinquante tonneaux et ne dépassant pas deux cent cinquante tonneaux;

„Et deux centimes par tonneau pour les bâtiments de plus de deux cent cinquante tonneaux.

„Ce prélèvement n'est que de moitié sur la taxe de pilotage payée par les bâtiments à vapeur, mais il est effectué, même pour ceux de ces bâtiments dont les pilotes sont engagés à titre permanent, et qui sont affranchis du payement de la dite taxe.

„Le surplus des taxes est acquis aux pilotes.

„Ces taxes sont acquittées entre les mains du directeur de la caisse de navigation de Soulina, qui seul peut en donner quittance valable; il est loisible, toutefois, au capitaine du bâtiment piloté de verser directement la moitié de la taxe à son pilote, à titre d'avance.

„Le calcul du tonnage pour la liquidation de la taxe du pilotage fluvial s'opère, pour les bâtiments de plus de 250 tonneaux, suivant les règles fixées par le tarif de droits de navigation du 2 novembre 1865."

Article 2.

La disposition qui précède entrera en vigueur le 15 mai 1869.

Fait à Galatz, le 22 avril 1869.

Signé: A. *de Kremer.* — A. *d'Avril.* — J. *Stokes.* B. *Berio.* — Comte *Keyserling.* — *d'Offenberg.* — *Suleyman.*

Règlement additionnel sur le remorquage entre Isaktcha et l'embouchure de Soulina.

La Commission Européenne du Danube,

Vu l'article 112 du règlement de navigation et de police applicable au Bas-Danube, en date du 2 novembre 1865,

Et le règlement édicté le 2 novembre 1867, sur le remorquage local dans le port et à l'embouchure de Soulina;

Considérant que l'expérience a démontré l'utilité de dispositions de police spécialement applicables aux remorqueurs, et la nécessité d'en étendre les effets à la navigation du fleuve;

Arrête le règlement dont la teneur suit:

Article 1.

Tout bâtiment employé d'une manière habituelle à des opérations de remorquage sur le Bas-Danube, en aval d'Isaktcha, doit être soumis à l'accomplissement des formalités prescrites par les

1869 articles un et deux du règlement de remorquage édicté par la Commission Européenne du Danube, pour le port et pour l'embouchure de Soulina, le 2 novembre 1867.

Est considéré comme faisant habituellement des opérations de remorquage entre Isaktcha et l'embouchure de Soulina, tout bâtiment qui effectue dans cette partie du fleuve plus de trois opérations dans un terme de quarante jours, sans être à même de prouver, par les visas portés sur ses papiers de bord, que dans l'intervalle de ces opérations, il a fait un voyage de mer ou un voyage en amont de Braïla.

Article 2.

Est soumis, en tout état de cause, à l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 1 et 2 du règlement du 2 novembre 1867, tout remorqueur qui effectue plus de trois opérations dans l'espace d'un mois entre Isaktcha et Soulina.

Article 3.

Lorsque les bâtiments ou transports conduits en remorque s'amarrent ou jettent l'ancre dans un port ou sur tout autre point du Bas-Danube situé en aval d'Isaktcha, les remorqueurs ne peuvent larguer les amarres de remorque avant que les bâtiments ou transports remorqués n'aient fait leur évitée au courant, et ne se trouvent en sécurité de mouillage.

Article 4.

En cas d'échouement d'un bâtiment ou transport remorqué, en aval d'Isaktcha, le capitaine du remorqueur, en continuant son voyage, est tenu de donner avis de l'accident à la première embarcation du service de l'inspection générale de la navigation qu'il rencontre.

Si l'échouement est imputable à la faute du remorqueur, celui-ci ne peut continuer son voyage avant qu'il ne soit constaté que la force de son moteur est insuffisante pour remettre à flot le bâtiment ou transport échoué.

Article 5.

Lorsque le capitaine d'un remorqueur entreprend de remorquer, en aval d'Isaktcha, un ou plusieurs bâtiments ou transports, pour lesquels la force de son bâtiment est insuffisante, il est civilement responsable de tous les dommages qui peuvent en résulter.

Article 6.

Les articles 3, 4 et 5 du présent règlement, ainsi que les pénalités qui en forment la sanction, sont applicables à tous les bâtiments employés, en aval d'Isaktcha, à en remorquer d'autres, soit habituellement soit accidentellement.

Article 7. 1869

Tous les remorqueurs munis de la licence prescrite par l'article premier du règlement du 2 novembre 1867 et par les articles 1 et 2 du présent réglement, sont tenus de porter le numéro de leur licence peint en blanc et en chiffres arabes d'un pied de hauteur, à babord et à tribord, sur une partie apparente de leur bordage extérieur.

Article 8.

Toute contravention à l'une des dipositions des articles un, deux, trois, quatre ou cinq du présent règlement est punie d'une amende de vingt-quatre francs au moins et de cent vingt francs au plus.

Toute contravention à l'article sept du même règlement est punie d'une amende de douze francs au moins et de trente six francs au plus.

Article 9.

L'application des amendes est prononcée par le capitaine du port de Soulina ou par l'inspecteur général de la navigation, sur les contraventions commises ou constatées dans l'étendue de leurs ressorts respectifs.

Elle est réglée, notamment en ce qui concerne la récidive et l'appel, par les dispositions du chapitre II dn titre IV du règlement de navigation et de police du 2 novembre 1865.

Article 10.

Le présent règlement entrera en vigueur le 1 juillet 1869.

Fait à Galatz, le 22 avril 1869.

Signé: A. *de Kremer*. — A. *d'Avril*. — J. *Stokes*. — B. *Berio*. — Comte *Keyserling*. — *d'Offenberg*. — *Suleyman*.

Dispositions additionnelles de police relatives au mouillage dans le port de Soulina.

La Commission Européenne du Danube,

Vu l'article 112 du règlement de navigation et de police applicable au Bas-Danube, en date du 2 novembre 1865;

Considérant que l'article 17 de ce règlement ne contient pas de disposition spécialement applicable aux bâtiments qui après être sortis du port de Soulina, pour prendre la mer, sont obligés de rentrer pour cause d'accident ou de vent contraire;

Que l'exportation du pétrole des Principautés-Unies prenant une certaine extension, il est devenu nécessaire d'assigner un mouillage

1869 spécial aux bâtiments chargés de ce produit, qui s'arrêtent à Soulina, afin d'écarter autant que possible le danger auquel leur voisinage peut exposer les autres bâtiments;

Arrête les dispositions dont la teneur suit:

Article 1.

Le capitaine de tout bâtiment qui après être sorti du port de Soulina pour prendre la mer, est obligé de rentrer dans le dit port par suite d'accident ou de vent contraire, est tenu de se présenter, dans les vingt-quatre heures de la rentrée, au bureau du capitaine de port, pour y faire sa déclaration.

Il est tenu également de produire, dans le même délai, son rôle d'équipage au directeur de la caisse de navigation de Soulina. Ce rôle lui est immédiatement rendu.

Article 2.

Si une allége employée à alléger un batiment sortant du fleuve rentre dans le port, pour un motif quelconque, même de force majeure, avant d'avoir pu rendre la totalité des marchandises qu'elle avait embarquées, le capitaine ou patron est tenu d'en faire immédiatement la déclaration au bureau du capitaine de port, et cette déclaration est communiquée sans délai au directeur de la caisse de navigation.

Article 3.

Les bâtiments et alléges qui rentrent dans le port de Soulina, dans l'un des cas prévus par les deux articles précédents, sont tenus de mouiller dans la partie inférieure du port, au point qui leur est indiqué par le bosseman.

Ils sont soumis à la surveillance spéciale de l'officier vérificateur attaché à la caisse de navigation, sur la requisition duquel les capitaines ou patrons sont tenus d'ouvrir la cale et les cabines de leur bâtiment.

Article 4.

Le capitaine de tout bâtiment arrivant dans le port de Soulina, avec un chargement composé, exclusivement ou en partie, de pétrole, est tenu d'en faire immédiatement sa déclaration au bosseman, avant de prendre son mouillage.

Article 5.

Les bâtiments ayant du pétrole, à bord ne peuvent mouiller que dans la partie inférieure du port, sur la rive gauche, en aval de tous les autres bâtiments, et il leur est interdit de jeter l'ancre ou de s'amarrer dans aucune autre section du port.

Article 6. 1869

Toute contravention à l'une des dispositions des articles un, deux et trois ci-dessus sera punie d'une amende de vingt francs au moins et de cent francs au plus.

Article 7.

Toute contravention à l'article quatre ci-dessus sera punie d'une amende de cent francs au moins et de trois cents francs au plus.

Pour les contraventions commises contre les dispositions de l'article cinq ci-dessus, la peine sera de vingt francs au moins et de deux cents francs au plus.

Article 8.

Les peines édictées par les deux articles précédents sont appliquées par le capitaine du port de Soulina, chargée de l'exécution des présentes dispositions.

L'application de ces peines est réglée, en général, notamment en ce qui concerne les cas de récidive et l'appel, par les dispositions des articles 104, 105, 106, 107, 108 et 110 du règlement de navigation et de police en date du 2 novembre 1865, énoncé plus haut.

Article 9.

Les présentes dispositions entreront en vigueur le premier juillet 1869.

Fait à Galatz, le 22 avril 1869.

Signé: A. *de Kremer*. — A. *d'Avril*. — J. *Stokes*. — B. *Berio*. — Comte *Keyserling*. — *d'Offenberg*. — *Suleyman*.

Dispositions additionnelles à l'instruction spéciale arrêtée par la Commission Européenne du Danube, le 10 mai 1866, pour le capitaine du port de Soulina, en vertu de l'article 9 de l'Acte public signé à Galatz, le 2 novembre 1865.

§. 1.

Par dérogation au § 7 de l'instruction spéciale du 10 mai 1866, une partie de la première section du port de Soulina sera affectée au mouillage des bâtiments chargés de pétrole ainsi que des bâtiments et alléges qui rentrent en relâche dans le port, dans les cas prévus par les articles 1 et 2 des dispositions de police du 22 avril 1869.

1869 Ces trois catégories de bâtiments seront mouillées sur la rive gauche, dans l'ordre suivant, en partant de la mer:

1° Les bâtiments chargés de pétrole, auprès des corps-morts les plus rapprochés de l'embouchure;

2° Les bâtiments de mer rentrés en relâche;

3° Les alléges qui rentrent chargées, en tout ou en partie.

Le mouillage des alléges sera limité cependant par l'extrémité inférieure du nouveau quai construit pour les besoins des travaux, et de telle sorte que l'accès de ce quai reste toujours libre. En cas d'encombrement, il pourra être assigné aux alléges un autre mouillage dans lequel elles puissent être facilement surveillées par l'officier vérificateur attaché à la caisse de navigation.

§. 2.

Les bâtiments de mer qui rentrent en relâche dans le port de Soulina sont inscrits par le capitaine de port sur un registre spécial qui devra contenir notamment:

Le nom et la nationalité du bâtiment;

Le chiffre de son tonnage et celui de son tirant d'eau;

Le nom du capitaine;

Le numéro de la dernière estampille apposée sur le rôle d'équipage par la caisse de navigation;

La date et les motifs de la rentrée;

La date de la sortie.

§ 3.

Ces bâtiments ne peuvent sortir du port avant d'en avoir fait la déclaration au bureau du capitaine de port, lequel, de son côté, en donne avis à la caisse de navigation, sans aucun délai.

Sur cet avis, le directeur de la caisse délivre un certificat constatant que les bâtiments prêts à sortir n'ont aucune nouvelle taxe à payer, lequel certificat est visé par le capitaine de port et tient lieu du laissez-passer nécessaire pour la sortie.

§ 4.

En ce qui concerne les alléges rentrées en relâche, elles ne sont pas tenues de se munir, pour ressortir du port, du laissez-passer prescrit par l'article 89 du règlement du 2 novembre 1865.

Lorsque plusieurs alléges rentrées en relâche passent simultanément la nuit au mouillage spécial qui leur est assigné conformément au § 1er ci-dessus, le directeur de la caisse de navigation a la faculté de requérir l'apposition du sceau du capitaine de port, sur les ouvertures de la cale de ces alléges.

Dans ce cas, les alléges ne peuvent sortir du port pour continuer le déchargement de leur cargaison, avant que l'intégrité des scellés n'ait été reconnue par l'officier vérificateur attaché à la caisse de navigation, en présence du bosseman ou de tout autre employé du capitanat de port. 1869

Fait à Galatz, le 22 avril 1869

La Commission Européenne du Danube:

Signé: A. *de Kremer*. — A. *d'Avril*. — J. *Stokes*. — B. *Berio*. — Comte *Keyserling*. — *d'Offenberg*. — *Suleyman*.

548.

23 avril 1869.

Règlement pour le service de l'hôpital de la Marine de Soulina.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CCXXVIII. Annexe.)

Règlement pour le service de l'hôpital de la marine de Soulina.

Article 1.

L'hôpital établi à Soulina par la Commission européenne du Danube est spécialement destiné à recevoir les matelots de la marine marchande et le personnel subalterne de l'administration du port.

Cet hôpital est administré, sous la direction immédiate de la Commission Européenne ou de l'autorité internationale qui lui succèdera dans ses attributions, par le médecin en chef de l'établissement, conformément à l'instruction spéciale qui lui est donnée pour regler ce service.

Le médecin en chef est nommé par la Commission Européenne du Danube et après elle par l'autorité qui la remplacera; il est considéré comme ayant un caractère international et jouit, en temps de guerre, du bénéfice de la neutralité stipulée dans l'article 21 de l'acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube, signé à Galatz, le 2 novembre 1865.

Article 2.

Sont admis de droit et traités à titre entièrement gratuit dans le dit hôpital:

1° Les matelots de la marine marchande de tous les pavillons, embarqués à bord des bâtiments de mer qui acquittent les droits

1869 proportionnels de tonnage établis par le tarif en vigueur à l'embouchure de Soulina;

2° Les pilotes en activité, tant de l'embouchure que du service fluvial, les mécaniciens, chauffeurs et matelots des embarcations à vapeur du port et du pilotage, ainsi que des bateaux à vapeur de l'inspection générale de la navigation;

3° Les ouvriers employés aux travaux d'amélioration entrepris par la Commission Européenne ou par l'autorité qui lui succèdera.

Article 3.

Sont également admis de droit dans l'hôpital:

1° Les matelots de bâtiments de guerre de tous les pavillons;

2° Ceux des alléges, remorqueurs et chalands de remorque, et ceux des bâtiments de mer qui n'acquittent pas le droit proportionnel de tonnage, tels que les bâtiments de moins de trente tonneaux de jauge, les bâtiments mouillés en rade de Soulina et ceux qui entrent dans le port en simple relâche.

Les malades compris dans les deux catégories déterminées par le présent article sont tenus d'acquitter, par jour de traitement, une rétribution de deux francs qui est versée dans la caisse de navigation de Soulina.

Article 4.

Les malades atteints d'aliénation mentale ne peuvent être admis à l'hôpital de la marine.

Article 5.

Le capitaine ou patron qui demande l'admission de l'un de ses matelots dans l'hôpital est tenu de se présenter avec le malade, devant le médecin de l'établissement, et de produire, sur la demande de ce dernier, la preuve que celui pour lequel l'admission est demandée appartient à l'équipage du bord.

Si l'admission est demandée à titre gratuit, le capitaine ou patron est également tenu de prouver que son bâtiment est soumis, pour le voyage en cours, au payement du droit proportionnel de tonnage, ou que ce droit a été acquitté dans le courant de l'année, s'il s'agit d'un bâtiment de mer employé temporairement comme allége.

Article 6.

Les naufragés malades sont admis dans l'hôpital sur la simple demande écrite du consul compétent ou du capitaine du port. Ils sont traités gratuitement, à quelque catégorie qu'ils appartiennent.

Article 7.

Les malades compris dans la deuxième des catégories déterminées par l'article 2 du présent règlement sont admis sur la pro-

duction d'un certificat constatant leur qualité, délivré par le capitaine 18
du port de Soulina, pour le personnel attaché au service du port ou du pilotage de l'embouchure, et par l'inspecteur général de la navigation, pour les hommes des bateaux à vapeur de l'inspection et les pilotes du fleuve.

Article 8.

Les ouvriers employés aux travaux d'amélioration sont admis sur la production d'un certificat signé par le contremaître sous les ordres duquel ils se trouvent placés, et revêtu du visa de l'ingénieur des travaux.

Article 9.

Les matelots des bâtiments de guerre sont admis sur la demande écrite du commandant.

Article 10.

Le médecin en chef de l'hôpital fixe une heure par jour pendant laquelle il donne des consultations gratuites aux malades appartenant à l'une des catégories déterminées par les articles deux et trois du présent règlement, ainsi qu'aux femmes et aux enfants des individus rentrant dans la deuxième et dans la troisième des catégories déterminées par l'article deux.

Article 11.

Les matelots convalescents sont remis à leur capitaine, ou en cas de départ de celui-ci, à leur consul; en l'absence d'un consul, ils sont consignés au capitaine du port.

Le capitaine ou patron d'un bâtiment dont le pavillon n'est pas protégé par un consul résidant à Soulina, et qui s'éloigne de ce port en laissant un de ses matelots à l'hôpital, est tenu, au surplus, de désigner au médecin en chef de l'établissement une personne domiciliée dans le port, à laquelle le convalescent puisse être confié.

Article 12.

Si l'affection d'un malade prend un caractère chronique ou s'il est reconnu par le médecin que la guérison est improbable sous l'influence du climat de Soulina, le malade est mis à la disposition de qui de droit, pour être rapatrié.

Article 13.

Le capitaine ou patron de tout matelot admis dans l'hôpital et appartenant à l'une des catégories déterminées par l'article trois du présent règlement est tenu, avant de quitter le port ou la rade de Soulina, de verser à la caisse de navigation le montant de la rétribution due pour le traitement du malade.

1869 Si dans ce cas, le bâtiment quitte le port ou la rade, en laissant un de ses matelots dans l'hôpital, le payement de la rétribution est effectué jusqu'au jour du départ du bâtiment, et l'administration de l'hôpital demande les bons offices des autorités consulaires ou locales compétentes, pour opérer le recouvrement du surplus.

Article 14.

Les malades sont tenus, pendant tout le temps de leur séjour dans l'hôpital, de se conformer à la discipline intérieure de l'établissement et de se soumettre à tous les ordres du médecin concernant le traitement et le régime à suivre.

Article 15.

En cas de décès d'un malade admis à l'hôpital, les frais d'inhumation sont à la charge de celui, au service duquel le défunt était engagé.

Article 16.

Les marins déserteurs ne peuvent être admis à l'hôpital; le médecin en chef de l'établissement a recours, à cet effet, au contrôle et au concours des autorités consulaires et locales.

Article 17.

Le règlement arrêté par la Commission Européenne, le 20 février 1861, est abrogé, et le présent règlement entre en vigueur à partir de ce jour.

Fait à Galatz, le 23 avril 1869.

La Commission Européenne du Danube.

Signe: A. *de Kremer*. — A. *d'Avril*. — J. *Stokes*. — B. *Berio*. — Comte *Keyserling*. — *d'Offenberg*.

549.

30 avril 1869.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce à l'égard d'un complément au § 10 du règlement annexé aux traités postaux de Berlin du 23 novembre 1867.

(P. V. B. 1869, 41.)

Vervollständigung des §. 10 des Reglements zu den Postverträgen, ddo. Berlin 23. November 1867.

Vor dem Schlusssatze des §. 10 des Reglements zu den Postverträgen, ddo. Berlin 23. November 1867, ist folgender Beisatz einzuschalten:

„Die Packete ohne declarirten Werth können an Stelle der 1869
Versiegelung in der Weise verschlossen werden, dass die beiden Enden des Bindfadens, mit welchem das Packet zu umschnüren ist, durch Anlegung einer Plombe vereiniget und solche Plomben mit einem Stempelabdrucke versehen werden, welcher dem Siegel, respective dem Stempelabdrucke auf dem Begleitbriefe nach Form und Inhalt im Wesentlichen entspricht."

550.

10 mai 1869.

Décret du Gouvernement central maritime concernant l'assimilation des bâtiments italiens aux bâtiments autrichiens aussi quant aux facilités accordées par la circulaire du 18 janvier 1869.

(Ann. marit. 1870. p. 45.)

Decreto dell' i. r. Governo centrale marittimo di data 10 maggio 1869, N. 2131, diretto all' i. r. Ufficio di porto e sanità in Rovigno sulla parificazione dei bastimenti italiani agli austriaci anche relativamente alle facilitazioni accordate colla governativa circolare 18 gennaio 1869, N. 485.

In esito al rapporto 23 marzo p. p., N. 360, si avverte codesto Ufficio, che li bastimenti italiani sono da trattarsi come gli austriaci anche relativamente alle facilitazioni accordate col decreto 18 gennajo 1869, N. 485, e ciò in base al Trattato di commercio e di navigazione austro-italiano ed in perfetta analogia a quanto fu disposto colla governativa circolare 22 agosto 1867, N. 7238, relativamente ai diritti portualisanitari.

Decreto dell' i. r. Governo centrale marittimo di data 10 maggio 1869, N. 2708 agli Uffici centrali di porto e sanità marittima in Zara e Ragusa) contenente alcune istruzioni sull' applicazione della circolare governativa del 18 gennajo 1869, N. 485**) relativa alle facilitazione accordate alle barche nazionali non eccedenti le dieci tonellate.*

In riscontro ad interpellazioni sul modo di pratica applicazione della Gov. circolare 18 gennajo a. c., N. 485 si dichiara quanto segue:

---

*) Simili istruzioni furono date agli Uffici di porto in Trieste, Lussinpiccolo e Rovigno. (Decreti N. 2708 del 18 ottobre 1869, N. 1116, del 18 febbrajo 1869 e N. 1206 del 20 detto mese.)

**) Voir page 337.

1869 1° Colla circolare testè detta non essendo state derogate le disposizioni relative al manifesti di carico, ne viene di conseguenza, che ogni qualvolta una barca dovesse essere munita del manifesto di carico, questo dovrà essere vidimato in partenza anche d'ora in avanti, come finora, dagli Organi port. sanit. Siccome poi le barche, di cui trattasi, non sono obbligate di rassegnarsi per l'ammissione a pratica, nè di far vidimare le spedizioni al momento della partenza, ne viene da sè, che tali barche non devono essere registrate nè in arrivo nè in partenza, eccettuato il caso di un cambiamento d'equipaggio, nel qual caso però la registrazione sarà da farsi non già nel registro arrivi o partenze, ma in quello apposito pei ritocchi e vidimazioni dei ruoli d'equipaggio.

2° Dovendosi comprendere nei prospetti statistici i manifesti di carico anche delle barche favorite colla Circolare summenzionata e quindi non registrate, sarà proceduto in tale riguardo nel modo seguente:

I manifesti di carico delle barche favorite (quindi non registrate) saranno da tenersi separatamente dai manifesti delle barche non favorite e saranno da munirsi (indipendentemente dai manifesti delle barche non favorite) di numero progressivo, secondo la loro presentazione, uno per l'arrivo ed altro per la partenza senza registrare tali manifesti in verun luogo e tale numero sarà poi riportato nei bilanci statistici in luogo del numero del registro arrivi e partenze, che veniva riportato finora.

3. Le bollette doganali di circolazione o di assegno, che riguardano soltanto il trasporto entro lo stesso territorio doganale dalmato, non sono da comprendersi nei bilanci statistici, non sono quindi da munirsi dei numeri prescritti al N. 2 pei manifesti di carico e non hanno da inceppare minimamente le facilitazioni di movimento accordate colla circolare suddetta.

Se qualche conduttore di barca insta spontaneamente per qualche particolare suo motivo, che venga fatta menzione delle sue bollette doganali sulla fede sanitaria, l'organo port. sanit. è tenuto di prestarsi a tale domanda e di eseguirla dopo le debite verificazioni, senza però tener perciò appositi registri, o restringere menomamente il libero movimento concesso colla circolare summenzionata.

Codesto i. r. Ufficio Centrale istruirà analogamente li dipendenti ii. rr. Uffici di Porto e gli altri proprî organi port. sanit. e sorveglierà, affinchè le intenzioni di questo Governo, dirette a liberare per quanto è possibile il movimento marittimo da ogni superfluo inceppamento, ottengano il pieno loro effetto.

Circolare dell' i. r. Governo centrale marittimo, di data 18 gennajo 1869, N. 485 a tutti gli Organi portuali-sanitari, relativa al libero movimento dei navigli nazionali non eccedenti le 10 tonellate nei loro viaggi fra porti nazionali. 1869

Allo scopo di vieppiù facilitare il movimento della piccola navigazione fra i porti nazionali ed in conformità alle disposizioni di massima espresse nel regolamento generale per l'amministrazione della sanità marittima pubblicato colla Sovrana Ordinanza 13 dicembre 1851, segnatamente nei §§ 24, 25, 173 e 175 si dichiara riguardo ai navigli nazionali, la cui portata non sorpassa le 10 tonellate ed i quali per la ordinanza 25 febbrajo 1865 del preesistito ministero di marina (annuario marittimo del 1866, parte seconda pag. 10) pagano un diritto annuo di licenza di venti soldi V. A. per ogni tonellata quanto segue:

1⁰ Fino a che lo stato di salute pubblica si mantenga in condizioni pienamente normali, detti navigli nei loro viaggi fra porti nazionali sono esentati dall'obbligo d'insinuarsi a qualsiasi organo portuale-sanitario per l'ammissione a pratica, purchè non abbiano avuto comunicazioni in mare con altri navigli o merci suscettibili, e così pure dall' obbligo di far ritoccare la fede di sanità al momento della partenza.

2⁰ Le esenzioni indicate nel precedente capoverso non tolgono menomamente l'obbligo ai conduttori dei detti navigli di legittimarsi ad ogni richiesta degli organi portuali-sanitari colla produzione della fede di sanità, della licenza e del ruolo, di munirsi (nei casi, in cui sono prescritti) dei manifesti di carico e di presentarli anche in avvenire agli organi portuali-sanitari e di finanza, come finora giusta le norme e pratiche vigenti, ed in generale di adempire tutte le formalità richieste dalle vigenti discipline finanziarie e politiche.

3⁰ Le fedi di sanità saranno loro rilasciate all'atto del pagamento del diritto annuo di licenza e verranno rinnovate soltanto ad ogni pagamento del diritto stesso.

4⁰ I ruoli, di cui sono muniti tali navigli, dovranno essere vidimati dagli organi portuali-sanitari soltanto allorquando si verifichi un cambiamento nell' equipaggio.

5⁰ La presente circolare entrerà in attività col primo marzo p. v., restando ferme le falilitazioni già accordate alle barche destinate a scopi rurali ed a quelle esercenti la pesca ed il trasporto di pietra di costruzione o di sabbia.

1869

551.

17 mai 1869.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et le Siam. Conclu à Bangkok. Ratifié à Vienne, le 8 mai 1871. Ratifications échangées à Bangkok, le 30 avril 1872.

(R. G. B. 1873, Nr. 8.)

Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Königreiche Siam vom 8. Mai 1871. Abgeschlossen zu Bangkok am 17. Mai 1869, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 8. Mai 1871, und in den beiderseitigen Ratificationen ausgewechselt zu Bangkok am 30. April 1872.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro et Majestatum Suarum primi ac secundi Regis Siamensis Plenipotentiario ad favendas et amplificandas amicitiae, commercii et navigationis relationes, inter ditiones Nostras existentes in urbe Bangkok die decima septima mensis Maji anno millesimi octingentesimi sexagesimi noni tractatus infra scriptus initus et signatus fuit tenoris ad verbum sequentis:

His Majesty Francis Joseph the First, Dei gratia Emperor of Austria, King of Bohemia etc. and Apostolic King of Hungary etc. etc., and

Their Majesties Somdetch phra Paramindr Maha Chulalonkorn Patindr Debia Maha Mongkut Purusiaratane Rajrawiwongse Waruttamabongse Paribat Warakhattiarajanikarotom Chaturant param Mahachakrabattirajasangkas Paramdhamika Maha Rajadhiraj Paramnarth Pabitre Phra Chulalonkorn, the First King of Siam, and

Krom Phra Rajawang Pawar Sathan Mongol, the Second King of Siam,

being disirous to establish and promote relations of friendship, commerce and navigation between Their respective States and subjects, have resolved to conclude a treaty for this object and have appointed as Their Plenipotentiaries:

His Imperial and Royal Apostolic Majesty:

the Rear Admiral Baron Anthony Petz, Minister Plenipotentiary and Envoy in extraordinary Mission, Commander in Chief of the

Imperial and Royal Expedition to Eastern Asia and Southern America, 1869
Knight of the military order of Maria Theresa etc. etc.

Their Majesties te first and the second Kings of Siam:

His Royal Highness Krom Hluang Wongsadhiraj Sanid,

His Excellency Chow Phya Budharabhay, Minister of the northern provinces,

His Excellency Chow Phya Surawongse Way Waddhne, Prime Minister and Minister of war,

His Excellency Chaw Phya Bhanuwongse Maha Kosa dhipate, Minister for Foreign Affairs,

His Excellency Phaya Chareun Rajamitri, International Judge,

Who after having communicated to each other their respective full powers and found them in good and due form have agreed and concluded the following articles:

Article I.

There shall be constant peace and perpetual friendship between His Imperial and Royal Apostolic Majesty, His Heirs and Successors on the one part and their Majesties the first and second Kings of Siam, Their Heirs and Successors on the other part as well as between the subjects of both states, witout exception of persons and places.

The subjects of each shall enjoy in the country of the other full and entire protection for their persons and property agreeably to the established laws.

There shall be full and entire freedom of commerce and navigation, for the subjects and vessels of the two high contracting powers, in every portion of their respective territories, where trade or navigation is actually allowed, or may hereafter be allowed, to the subjects or vessels of the most favored nation.

Article II.

The two High contracting Powers recognize reciprocally the right to etablish and appoint in the ports and the towns of their respective states, Consuls general, Consuls and consular agents; and that these officers shall enjoy the same privileges, immunities, powers and exemptions, as are or may be enjoyed by those of the most favored nation. Such Consuls or consular agents, however, shall not begin to exercise their functions, until they shall have receeived the Exequatur of the local Government. The Imperial and Royal Consuls General, Consuls or Consular Agents in Siam shall be at liberty to hoist their national flag over their consulates.

The Imperial and Royal Consular officer in Siam shall have the interests of all citizens of the Austro-Hungarian Monarchy in or

1869 coming to Siam, under his protection, regulation and control. He shall himself conform to all the provisions of this treaty, and enforce the observance of the same by the citizens of the Austro-Hungarian Empire. He shall also promulgate and give due effect to all rules and regulations, which are now, or may hereafter be enacted, for the government of Citizens of the Austro-Hungarian Empire in Siam, the conduct of their business and their due observance of the laws of Siam.

Should the Imperial and Royal Consular officer be absent, Citizens of the Empire visiting or residing in Siam may have recourse to the intervention of a Consul of a friendly nation, or they may address themselves directly to the local authorities, and the said authorities shall take means to secure to them all the benefits of the present treaty.

Article III.

Citizens of the Austro-Hungarian Empire visiting or residing in Siam shall be allowed the free exercise of their religions, belief and worship, and be at liberty to build churches in such convenient localities as shall be consented to by the Siamese authorities, and such consent shall not be withheld without sufficient reason being assigned.

Article IV.

Citizens of the Austro-Hungarian Monarchy wishing to reside in the Kingdom of Siam must be registered atthe Imperial and Royal Consulate, a copy of which registration is to be furnished to the Siamese authorities. Whenever such a citizen shall have recourse to the Siamese authorities, his petition or claim must be first submitted to the Imperial and Royal Consular officer, and if the petition or claim appear to him to be reasonable, and written with propriety, he shall forward it, or otherwis, before forwarding the same, he shall modify its contents. The Siamese on their part, when they shall have to address themselves to the Imperial and Royal Consulate, shall follow a similar course, in first addressing themselves to the Siamese authorities, who shall act in like manner.

Article V.

Citizens of the Austro-Hungarian Monarchy, who shall reside in a permanent manner in Siam, shall for the present do so only in the city of Bangkok, or within a limit defined by the following boundaries, viz:

1. on the North.

By the Bang Putsa Canal from its mouth on the Chow Phya River to the old city walls of Lobpury, and a straight line from Lob-

pury to the landing place of the Tha Phrangam near to the town of 1869
Saraburi on the river Pasak.

2. on the East:

By a straight line drawn from the landing place of Tha Phrangam to the junction of the Klongkut Canal, with the Bangpakong River; the Bangpakong River from the junction of the Klongkut Canal to its mouth and the coast from the mouth of the Bangpakong River to the Island of Srimaharajah to such distance inland as can be reached within twenty four hours journey from Bangkok.

3. on the South.

By the Island of Srimaharajah and the Island of Se-Chang on the East-side of the Gulf, and the city walls of Petchaburi on the west side.

4. on the West.

By the western coast of the Gulf to the mouth of the Meklong River to such a distance inland, as can be reached within twenty four hours journey from Bangkok. The Meklong River, from its mouth to the City walls of Rajpury. A straight line from the city walls of Rajpuri to the town of Suphanapuri, and a straight line from Suphanapuri to the mouth of the Bangputsa Canal on the Chow Phya River.

But Citizens of the Austro-Hungarian Empire may reside beyond these boundaries, on obtaining permission to do so from the Siamese authorities.

All Citizens of the Austro-Hungarian Empire are at liberty to to travel troughout the entire Kingdom of Siam, and to trade by buying and selling merchandise, not being contraband from and to whomsoever they shall think proper this privilege being in no way whatever affected by any form or exclusive rigth of sale and purchase, nor is anybody permitted to interfere with them or hinder them in their business.

Article VI.

The Siamese Government will place no restrictions upon the employment by citizens of the Austro-Hungarian Monarchy of Siamese subjects in any capacity whatever. But whenever a Siamese subject belongs or owes service to some particular Master, the servant who engages himself to a citizen of the said Monarchy, without the consent of his master, may be reclaimed by him and the Siamese Government will not enforce an agreement for services between a citizen of the Austro-Hungarian Monarchy and any Siamese in his employment, unless made, with the knowledge and consent of the master.

1869 If Siamese in the employment of a citizen of the Austro-Hungarian Monarchy offend against the laws of Siam, or if any Siamese having so offended, or desiring to desert, take refuge with such a citizen in Siam, they shall be searched for and upon proof of their guilts or desertion they shall be delivered up by the Consul to the Siamese authorities.

Article VII.

Citizens of the Austro-Hungarian Monarchy shall not be detained against their will in the Kingdom of Siam, unless the Siamese authorities shall prove to the Imperial and Royal Consular officer, that there are lawful reason for such detention.

Within the boundaries, fixed by Art. V of this treaty, citizens of the Austro-Hungarian Empire shall be at liberty to travel without hindrance or delays of any hind whatever, provided they have a passport signed by their Consular officer, containing in Siamese characters, their names, profession and identity and countersigned by the competent Siamese authorities.

Should they wish to go beyond the said limit and travel in the interior of the Kingdom of Siam, they shall procure for themselves a passport, which shall be delivered to them on the request of the Consular officer by the Siamese authorities, and such passport shall not be refused in any instance, except with concurrence of the Consular officer.

Article VIII.

Citizens of the Austro-Hungarian Monarchy may purchase land and plantations, and may take on lease or let land and plantations, and may hire, buy or build houses within the boundaries specified by Art. V with this exception and limitation only, that the power to purchase lands in the City of Bangkok, or within four British statute miles from its walls shall be confined to those who shall have resided in Siam for ten years, or who shall obtain a special license from the Siamese Government.

In order to obtain possession of such property, the citizens of the Austro-Hungarian Monarchy shall in the first place make application trough the Consular officer to the Siamese Government, and the Siamese Government shall name an officer who along with the Consular officer (having satisfied themselves of the honest intentions of the applicant) shall adjust and settle upon equitable terms the amount of purchase money, and shall make out and fix the boundaries of the property.

The Siamese Government shall then convey the property to the purchaser, citizen of the Austro-Hungarian Empire and such property shall thereupon be under the protection of the Governor of the

district and of the particular local authorities, the said purchaser 1869
shall conform in ordinary matters to any just direction to be given to him by them, and he shall be subject to the same taxation as that levied on Siamese subjects.

But if through negligence, the want of capital or other causes, a citizen of the Austro-Hungarian Monarchy shall fail to commence the cultivation or improvement of the lands so acquired within a term of three years, from the date of receiving possession thereof, the Siamese Government shall have the power of resuming the property upon returning to the citizen of the Austro-Hungarian Monarchy the purchase money paid by him for the same.

Citizens of the Austro-Hungarian Empire shall be at liberty to search for and open mines in any part of Siam, and on a proper exposition being furnished, the Consular officer in conjunction with the Siamese authorities, shall arrange such suitable conditions and terms, as shall admit of the mines being worked. Citizens of the Austro-Hungarian Empire shall also be permitted to build ships, and engage in and carry on any description of manufacture in Siam (the same not being contrary to law) upon like reasonable conditions and terms arranged between the consular officer and Siamese authorities.

Article IX.

When a citizen of the Austro-Hungarian Monarchy residing permanently or temporarily in the Kingdom of Siam, shall have any subject of complaint or any claim to make against a Siamese, he shall first submit his grievances to his consular officer, who after having examined the affair, shall endeavour to settle it amicably. In the same manner, when a Siamese shall have to complain against a citizen of the said Monarchy, the consular officer shall hear the complaint, and try to make and amicable settlement, but if in such cases this is impossible, the consular officer shall apply to a competent Siamese functionary, and both after having together examined the affair, shall decide thereon according to equity.

Article X.

If a crime or an offence be committed in Siam and the offender be a citizen of the Austro Hungarian Monarchy, he shall be punished by the consular officer in conformity to the laws of his country or be sent to his country for punishment. If the offender be a Siamese, he shall be punished by the Siamese authorities according to the laws of the country.

Article XI.

Should any act of Piracy be committed on vessels of the Austro-Hungarian Monarchy on the coast or in the vicinity of the Kingdom

1869 of Siam, the authorities of the nearest place, on being informed of the same, shall afford every assistance in the capture of the Pirates, and recovery of the stolen property, which shall be delivered to the Consular officer for restoration to the owners. The same course shall be followed by the Siamese authorities in all acts of pillage and robbery committed on the property of citizens of the Austro-Hungarian Empire on shore. The Siamese Government shall not be held responsible for stolen property, belonging to citizens of the said Empire, when it is proved, that every means in their power have been used for its recovery, and the same conditions shall apply equally to Siamese subjects and property under the control of the Government of His Imperial and Royal Apostolic Majesty,

Article XII.

On the Imperial and Royal Consular officer sending a written application to the Siamese authorities, he shall receive from them every aid and support in detecting and arresting sailors or other citizens of the Austro-Hungarian Empire or any individuals under the protection of the Imperial and Royal flag. On the requisition of the Imperial and Royal Consular officer he shall also receive from the Siamese Authorities every aid and assistance and such a force as may be necessary to enable him to give due effect to his authority over, the citizens of the Austro-Hungarian Monarchy and to enforce discipline among shipping of the Austro-Hungarian Monarchy in Siam. In like manner should a Siamese guilty of desertion or any other crime, take refuge in the house of a citizen of the Austro-Hungarian Empire, or on board a vessel of this Empire the local authorities shall address themselves to the Imperial and Royal Consular officer and he shall on proof of the culpability of the accused, immediately authorize his arrest. All concealment and connivance shall be carefully avoided by both parties.

Article XIII.

Should a citizen of the Austro-Hungarian Monarchy, engaged in business in the Kingdom of Siam, become bankrupt, the Imperial and Royal Consular officer shall take possession of all his goods, in order that the same may be distributed rateably amongst his creditors; and the Consular officer shall neglect no means, to seize on behalf of creditors all the goods the said bankrupt may possess in other countries, and the Consular officer shall have the aid of the Siamese authorities for this purpose. And in like manner the Siamese authorities shall adjudicate and administer the efforts of Siamese subjects, who may become bankrupt, in their commercial transactions with citizens of the Austro-Hungarian Empire.

Article XIV. 1869

Should a Siamese subject refuse or evade the payment of a debt to a citizen of the Austro-Hungarian Monarchy, the Siamese authorities shall afford the creditor every aid and facility, to recover all that is due to him. In like manner the Imperial and Royal Consular officer shall give every assistance to Siamese subjects, to recover debts which may be due to them by citizens of the said Monarchy.

Artikel XV.

In case of the decease of one of their respective subjects in the dominion of the one or the other of the high Contracting Parties, his property shall be delivered unto the executor of his will, or if none have been appointed, unto the family of the deceased or unto his partners in business. If the defunct possesses neither a family nor partners in business, his property shall in the dominions of both the High Contracting Powers be placed, as far as the laws of the land permit it, under the charge and control of the respective Consular officers, in order that these may deal with it in the customary manner according to the laws and usages of their Countries.

Article XVI.

The Imperial and Royal ships of war shall be at liberty to enter the river and anchor at Paknam, but they must inform the Siamese authorities of their intention of going up to Bangkok and have an understanding with the said authorities concerning the place where they are to anchor.

Article XVII.

Should a vessel belonging to the Austro-Hungarian Manarchy in distress enter into a Siamese Port, the local authorities shall give every possible assistance for her being repaired and revictualed, so that she may be enabled to continue her voyage. Should a vessel, belonging to the said Monarchy, be wrecked on the coast of the Kingdom of Siam, the Siamese authorities of the nearest place, being informed thereof, shall immediately give every possible assistance to the crew, shall supply their wants, and take all measures necessary for the salvage and protection of the vessel and carge, and shall afterwards inform the Imperial and Royal Consular officer of what has been by the said authorities, in order that the Consul together with the competent Siamese authorities may take steps for sending the crew to their homes and for preserving and disposing of the wrek and the cargo and adjusting any legal claims thereon.

Article XVIII.

By paying the duties of importation and exportation as after mentioned vessels belonging to the Austro-Hungarian Empire and

1869 their cargoes shall be free in Siamese Ports of all taxes of tonnage, pilotage, anchorage and of any other tax whatever either on their arrival or on their departure. Such vessels shall enjoy all privileges and immunities which are or shall be granted to Gunks and to Siamese vessels themselves, as well as to the vessels of the most favoured nations.

Article XIX.

The duties to be levied on merchandize imported by vessels of the Austro-Hungarian Monarchy into the Kingdom of Siam, shall not exceed three percent on their value. They shall be paid in kind or in money at the choice of the Importers. If the Importer cannot agree with the Siamese officer as to the value of the imported merchandize, a reference shall be made to the Imperial and Royal Consular officer and a competent Siamese functionary, who after having each called in for consultation one or two merchants as advisers, if they shall think it necessary, shall settle the difference according to justice.

After the payment of the said import duty of three percent the merchandize may be sold by wholesale or retail, free of any other tax or charge whatever. Should merchandize be landed and not sold, and be again shipped for exportation, the whole of the duties paid on them shall be reimbursed. No duty shall be levied on any cargo not sold. And no further duty, tax or charge shall be imposed or levied on such imported merchandize, when it has passed into the hands of Siamese purchasers.

Article XX.

The duties to be levied on Siamese produce, either before or at the time of shipment, shall be according to Tariff, annexed to the present Treaty. Every article of produce subject by the Tariff to duties of exportation, shall be free of any duty of transit, or any other duty in any part of the Siamese Kingdom, and all Siamese Produce which shall have been already taxed either for transit or for any other cause, shall be no more taxed either under the Tariff hereto annexed, or in any way whatever before or at the time of the shipment.

If there be any article not included in the said tariff, which is now or may be hereafter the produce of Siam, and which is not subjected to a duty or governmental charge of any kind, the Siamese Government shall have the right to levy a single tax or duty on such article, provided always that such a tax or duty be moderate and reasonable.

The right of the Siamese Government is recognized for making such arrangements respecting the importation and sale in Siam of

deleterious and dangerous articles as may be necessary for the pro- 1869
tection of the public health and safety.

Article XXI.

On paying the duties above mentioned, which are not to be augmented in future, the citizens of the Austro-Hungarian Monarchy shall be at liberty to import into the Kingdom of Siam from the Austro-Hungarian Empire and foreign parts, and likewise to export for all destinations all goods, which on the day of the signing of the present treaty are not the subject of a formal prohibition or a special monopoly.

Article XXII.

Goods, whose importation and-sale in Siam are at present subject to certain restrictions, are:

1. Guns, bullets, gun-powder, ammunition and other implements of war, which, according to Tariff Sect. IV, can only be sold to the Siamese authorities or with their permission, and if such permission is not given, must be reexported.

2. Opium, which can be imported free of duty, but can only be sold to the opium farmer or his agents.

In the event of no arrangement being effected with them for the sale of the opium, it shall be reexported and no import or duty shall be levied thereon.

Any infringement of this regulation shall subject the opium to seizure and confiscation.

Respecting the import and sale of fermented and destilled liquors, the citizens of the Austro-Hungarian Monarchy shall enjoy the same privileges and be subject to no other restrictions than those, agreed upon with regard to french subjects in the convention of August 7th 1867.

The Siamese Government reserves to itself moreover the right of prohibiting the exportation of rice, fish and salt whenever it shall find reason to apprehend a dearth in the country. But such prohibition, which must be published one month before being enforced, shall not interfere with the fulfilment of contracts made bona fide before its publication; the merchants of the Austro Hungarian Monarchy shall however inform the Siamese authorities of any bargains, they have concluded previously to the prohibition. It shall also be permitted that ships, which have arrived in Siam at the time of the publication of said prohibition, or are on their way to Siam from Chinese ports or from Singapore, if they had left these ports before the prohibition to export could be known there, may be laden with rice, fish and salt for exportation. Specie, bullion, provisions and

1869 personal effects, may be imported and exported free of duty. Should the Siamese Government hereafter reduce the duties on goods imported or exported in Siamese or other bottoms, vessels belonging to the Austro-Hungarian Monarchy, which import or export similar produce, shall immediately participate in the benefits accruing from such a reduction.

Article XXIII.

The Imperial and Royal Consular officer shall see that merchants and shipmasters of the Austro-Hungarian Monarchy conform themselves to the regulations annexed to the present treaty and the Siamese authorities shall aid them to that end. All fines levied for infractions of the present treaty shall belong to the Siamese Government.

Article XXIV.

The Government and the citizens of the Austro-Hungarian Monarchy shall be allowed free and equal participation in any privileges that may have been, or may hereafter be granted by the Siamese Government to the Government, citizens or subjects of any other nation.

Article XXV.

After the lapse of twelve years from the date of the ratification of this treaty, upon the desire of either of the High Contracting Powers and on twelve months notice thereof, this treaty, together with the tariff and regulations hereunto annexed, and those that may hereafter be introduced, shall be subject to revision by Commissioners to be appointed on both sides for the purpose, with power to make such alterations, additions and amendments, as experience may prove to be desirable.

Article XXVI.

Should any question or controversy arise between the High Contracting Powers, which is not settled by amicable diplomatic intercourse or correspondence, it is hereby agreed that the settlement of such question or controversy shall be referred to the arbitration of a friendly neutral power to be chosen by common accord and that the result of such arbitration shall be accepted by the High Contracting Parties as a final decision.

Article XXVII.

The present treaty is executed in fourfold copies in the German, the Siamese and the English languages. All these versions have one and the same meaning and intention, but the English text shall be looked upon as the original text of the treaty, to that if any different interpretation of the German and Siamese versions should ever occur, the English text shall determine the sense.

The treaty shall take effect immediately, and its ratifications shall be exchanged at Bangkok within eighteen months from the present date. 1869

It witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed and sealed the present Treaty.

Bangkok on the seventeenth day of May in the year one thousand eight hundred and sixty nine of the Christian era, corresponding to the 7th day of the waxing moon of 7th month year of the Small Dragon, first of the Decade, Siamese civil era 1231.

Baron Anthony *Petz*,
Rear Admiral.

Krom Hluang Wongsadhiraj Sanid.

Chow Phya Bhudharabhay,
Minister of the northern provinces.

Chow Phya Surawongse Way Waddhne,
Prime Minister and Minister of War.

Chow Phya Bhanuwongse Maha Kosa dhipate,
Minister for Foreign Affairs.

Phaya Chareun Rajamitri,
International Judge.

General Regulations under which the trade of the Austro-Hungarian Empire is to be conducted in Siam.

Reg. 1.

The master of every Ship of the Austro-Hungarian Monarchy coming to Bangkok to trade, must, either before or after entering the river, as may be found convenient, report the arrival of his vessel at the Custom House at Paknam togheter with the number of his Crew and Guns, and the Port from whence he comes. Upon anchoring his vessel at Paknam, he will deliver into the Custody of the Custom House officers all his Guns and Ammunition, and a Custom House officer will then be appointed to the vessel and will proceed in her to Bangkok.

Reg. 2.

A vessel passing Paknam without discharging her Guns and Ammunition as directed in the foregoing regulution will be sent back to Paknam to comply with its provisions, and will be liable to a fine not exceeding eight hundred Tikals for having so disobeyed. After delivery of her Guns and Ammunition she whill be permitted to return to Bangkok to trade.

1869

Reg. 3.

When a vessel of the Austro-Hungarian Monarchy shall have cast anchor at Bangkok, the master unless a Holyday should intervene, will within four and twenty hours after arrival, proceed to the Imperial and Royal Consulate and there deposit his ships papers, bills of lading etc., together with a true manifest of his import cargo and upon the Consular officer reporting these particulars to the Custom House, permission to break bulk will at once be given by the latter.

For neglecting so to report his arrival or for presenting a false manifest, the master will subject himself in each instance to a penalty not exceeding four hundred Ticals; but he will be allowed to correct within twenty four hours after delivery of it, to the Consular officer any mistake he may discover in his manifest without incurring any penalty.

Reg. 4.

A vessel of the Austro-Hungarian Empire breaking bulk and commencing to discharge before due permission shall be obtained, or smuggling either when in the river or outside the bar, shall be subject to a penalty not exceeding eight hundred Ticals and confiscation of the goods so smuggled or discharged.

Reg. 5.

As soon as a vessel of the Austro-Hungarian Monarchy shall have discharged her cargo and completed her outward lading, paid all her duties, and delivered a true manifest of her outward cargo to the Imperial and Royal Consular officer, a Siamese port clearance shall be granted her on application from the Consular officer who in the absence of any legal impediment to her departure, will then return to the master his ships papers, and allow the vessel to leave.

A Custom House officer will accompany the vessel to Paknam, and on arriving there she will be inspected by the Custom House officers of that station, and will receive from them the Guns and Ammunition previously delivered into their charge.

Reg. 6.

All Custom House officers shall carry a Badge, by which they can be distinguished, when acting officially and only two Custom House officers shall be allowed on board a vessel of the Austro-Hungarian Monarchy at one time, unless a greater number should be required, to effect the seizure of smuggled goods.

Freiherr *von Petz* m. p.,
Contre-Admiral.

Tariff 1869

of Export and Inland Duties to be levied on articles of Trade.

Section I.

The undermentioned articles shall be entirely free from Inland or other Taxes on Production or Transit, and shall pay Export Duty as follows:

		Ticals	Salunga	Fuangs	per
1	Yvory	10	—	—	Picul
2	Gamboge	6	—	—	—
3	Rhinozeros horns	50	—	—	—
4	Cardamums best	14	—	—	—
5	„ bastard	6	—	—	—
6	Dried Mussles	1	—	—	—
7	Pelicans quils	2	2	—	—
8	Betel Nut dried	1	—	—	—
9	Krachi wood	—	2	—	—
10	Sharks Fins white	6	—	—	—
11	„ black	3	—	—	—
12	Lukkrabau Seed	—	2	—	—
13	Peacocks Tails	10	—	—	100
14	Buffalo and Cowbones	3 Huns per Picul			
15	Rhinoceros hides	—	2	—	—
16	Hide cuttings	—	1	—	—
17	Turtle shells	1	—	—	—
18	Soft Turt shells	1	—	—	—
19	Bêche de Mer	3	—	—	—
20	Fish maws	3	—	—	—
21	Birds nests uncleaned	20 per Cent			
22	Kingfishers feathers	6	—		100
23	Cuth	—	2	—	Picul
24	Beyché Seed (Nux vomica)	—	2	—	—
25	Pungtarai seed	—	2	—	—
26	Gum Benjamin	4	—	—	—
27	Angrai Bark	—	2	—	—
28	Agilla wood	2	—	—	—
29	Ray skins	3	—	—	—
30	Old deers horns	—	2	—	—
31	Sôft or young do	10 per Cent			
32	Deer hides, fine	8	—	—	100
33	„ common	3	—	—	—
34	„ sinews	4	—	—	Picul
35	Buffalo and Cow hides	1	—	—	—
36	Elephantsbones	1	—	—	—
37	Tiger bones	5	—	—	—
38	Buffalo horns	—	1	—	—

1869

		Ticals	Salunga	Fuangs	per
39	Elephant hides	—	1	—	—
40	Tiger skins	—	1	—	Skins
41	Armadillo skins	4	—	—	Picul
42	Sticklack	1	1	—	—
43	Hemp	1	2	—	—
44	Dried fish Plahong	1	2	—	—
45	„ „ Plasalit	1	—	—	—
46	Sapan wood	—	2	1	—
47	Salt mead	2	—	—	—
48	Mangroveback	—	1	—	—
49	Rosewood	—	2	—	—
50	Ebony	1	1	—	—
51	Rice	4	—	—	Koyan
52	Paddy	2	—	—	—

Section II.

The undermentioned Articles being subject to the Inland or Transit duties herein named, and which shall not be increased, shall be exempt from Export Duty:

		Ticals	Salunga	Fuangs	per
53	Sugar, white	—	2	—	Picul
54	„ red	—	1	—	—
55	Cotton clean and unclean	10 per Cent			
56	Pepper	1	—	—	Picul
57	Saltfish-Platu	1	—	—	10.000
58	Beans and Peas	one twelfth			
59	Dried Prawns	—	—	—	—
60	Til seed	—	—	—	—
61	Silk, raw	—	—	—	—
62	Bees Wax	one fifteenth			
63	Tallow	1	—	—	Picul
64	Salt	6	—	—	Koyan 1000
65	Tobacco	1	2	—	bundly

Section III. 1869

All goods or produce unenumerated in this Tariff shall be free of Export Duty and shall only be subject to one Inland Tax or Transit Duty not exceeding the rate now paid.

Section IV.

Munitions of war are prohibited, unless sold to the Siamese authorities or with their consent.

Freiherr *von Petz*,
Contre-Admiral.

Krom Hluang Wongsadhiraj Sanid.

Chow Phya Bhudharabhay,
Minister der nördlichen Provinzen.

Chow Phya Surawongse Way Wadhne,
Premierminister und Kriegsminister.

Chow Phya Bhanuwongse Maha Kosa dhipate,
Minister des Aeussern.

Phaya Charem Rajamitri,
Richter für internationale Angelegenheiten.

Nos visis et perpensis tractatus hujus articulis ea omnia, quae in illis continentur, rata grataque habere declaramus ac profitemur, Verbo Nostro Caesareo Regio promittentes, Nos ea omnia fideliter observaturos atque executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesarea Regio appenso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die octava mensis Maji, anno Domini millesimo octingentesimo septuagesimo primo, Regnorum Nostrorum vigesimo tertio.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Comes *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

1869 **552.**

18 mai 1869.

Traité entre l'Autriche et la Russie concernant la jonction, près de Wołoczyska, des chemins de fer de Kiew-Odessa et de Léopol-Vienne. Vienne, le 18 mai 1869; ratification russe datée de $\frac{31 \text{ mai}}{12 \text{ juin}}$ 1869, celle de l'Autriche, datée de Vienne, le 22 janvier 1870; échange des ratifications à Vienne, le 25 janvier 1870.

(R. G. B. 1870, Nr. 20.)

Staatsvertrag vom 18. Mai 1869 zwischen der kaiserl. und königl. österreichisch-ungarischen und der kaiserl. russischen Regierung, über den Anschluss der Kiew-Odessaer an die Lemberg-Wiener Eisenbahnlinie bei Wołoczyska. Abgeschlossen zu Wien am 18. Mai 1869. Die Auswechslung der beiderseitigen Ratificirungen hat ebendaselbst am 25. Jänner 1870 stattgefunden.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro cum Suae Majestatis Russiarum Imperatoris Plenipotentiario ad amplificandas et rite construendas vias ferreas, Imperia Nostra conjungentes Viennae die 18. Maji, anni praeteriti conventio decem et octo articulis consistens inita et signata fuit tenoris ad verbum sequentis:

Au nom de Dieu Tout-Puissant!

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. et Roi Apostolique de Hongrie, et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies animés du désir d'étendre les relations commerciales entre Leurs États respectifs, et d'effectuer à cette fin une jonction entre le chemin de fer de Kiew-Odessa à celui de Léopol-Vienne ont résolu de conclure dans ce but une Convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi Apostolique de Hongrie:

le Sieur Frédéric Ferdinand Comte de Beust, Son Conseiller intime, Chancelier de l'Empire, Ministre de Sa Maison et des affaires étrangères, Grand'Croix des Ordres de St. Étienne et de Léopold, de St. Alexandre Newski etc. etc.,

Sa Majesté l'Empereur de Russie: 1869

le Sieur Charles Baron de Uxkul-Gyllenband, Son Chambellan, Conseiller d'État actuel et Chargé d'affaires près la Cour Impériale et Royale;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Le Gouvernement russe s'engage à construire un embranchement du chemin de fer de Kiew-Odessa, allant du village de Zmierynski à la petite ville de Wołoczyska vers la frontière autrichienne, par contre, le Gouvernement autrichien s'engage à construire sur son territoire un chemin de fer, allant de la frontière russe près de Wołoczyska à Léopol en passant par Tarnopol.

Article II.

Le raccordement des chemins de fer russes et autrichiens, conformément au portocole ci-joint daté de Léopol le 8/20 août 1867 et formant partie intégrante de la présente Convention, s'effectuera près de Wołoczyska d'après le plan arrêté d'un commun accord par des commissaires des deux Gouvernements. Toutes les autres dispositions concernant la direction du chemin et la désignation des stations sur les territoires respectifs restent réservées au libre arbitre et à la décision du Gouvernement auquel appartient le pouvoir territorial.

Article III.

Le chemin de fer et le matériel seront disposés de part et d'autre de manière à assurer le service du chemin de fer moyennant des locomotives.

Article IV.

La largeur des voies entre les arrêtes intérieures des rails est fixée à cinq pieds anglais pour le chemin russe, et à quatre pieds huit pouces et demie, mesure anglaise, pour le chemin autrichien.

Article V.

Les travaux de terrassement et les ouvrages d'art seront immédiatement exécutés pour une voie de Zmierynski à Wołoczyska. La construction d'une seconde voie dépendra de la décision de chacun des deux Gouvernements.

Article VI.

Les travaux de chemin de fer seront conduits, si faire se peut, de manière, que les deux tronçons soient achevés et livrés à l'exercice autant que possible à la même époque et pas plus tard que le 1/13 août 1870.

1869

Article VII.

Le passage d'un chemin de fer à l'autre aura lieu sur la frontière des deux États.

Par conséquent, les administrations de chemin de fer tant autrichienne que russe établiront chacune sur son territoire une station près de la frontière, de manière que les convois russes, exigeant une voie plus large, puissent entrer dans la station autrichienne, et que les convois autrichiens, exigeant une voie plus étroite, puissent entrer dans la station russe.

Article VIII.

La construction et l'entretien de la voie plus étroite sur le territoire russe entre la station russe et la frontière, ainsi que la surveillance de la dite voie incomberont au Gouvernement Impérial russe. Par contre, la construction et l'entretien de la voie plus large sur le territoire autrichien entre la station autrichienne et la frontière, ainsi que la surveillance de cette voie seront à la charge du Gouvernement autrichien.

Les Gouvernements autrichien et russe ne payeront l'un à l'autre aucun dédommagement pour l'usage des deux susdites parties du chemin de fer ni pour leur détérioration.

La construction et l'entretien d'un pont à voie double sur la rivière frontière Sbrutsch s'effectueront à frais égaux par les administrations de chemin de fer russe et autrichienne. Le devis et l'exécution de travaux mêmes se feront à la suite d'une entente entre les administrations des chemins de fer respectives.

Article IX.

Les hautes Parties Contractantes prendront, sur les stations frontières, toutes les mesures nécessaires pour opérer avec le moins de temps et de frais possibles le déchargement et le rechargement des wagons à marchandises rendus inévitables par la largeur inégale des voies.

Article X.

Concernant les signaux ainsi que tous les autres détails de service spécialement pour la station de Wołoczyska, des dispositions uniformes seront arrêtées moyennant un commun accord des administrations des deux chemins de fer contigus et confirmées par les autorités compétentes des deux parties.

Article XI.

Les deux administrations de chemin de fer, après s'être mises d'accord et avoir obtenu le consentement des autorités respectives,

établiront une répartition convenable des trains de voyageurs qui 1869
doivent faire le service sur tout le parcours dans les deux directions entre Vienne et Odessa et Kiew en passant par Léopol et Wołoczyska.

Article XII.

Le tarif d'exploitation et le prix du transport des passagers et des marchandises seront fixés par chacune des administrations pour le tronçon de chemin de fer respectif pour être communiqués à l'autre.

Article XIII.

Il ne sera fait aucune différence entre les habitants des deux États sous le rapport tant du prix de transport, que des heures d'expédition.

Article XIV.

En cas que l'un des deux Gouvernements ne fût pas disposé à se charger lui-même de la construction et de l'entretien du chemin de fer, et qu'il préférât l'abandonner à des entrepreneurs particuliers, le dit Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution exacte des conditions de la présente Convention et pour se réserver une influence suffisante sur le règlement du service du chemin de fer.

Article XV.

Toutes les dispositions de police et de douane que l'ouverture du chemin de fer, objet de la présente Convention, rendrait nécessaires, seront abandonnées à la décision des deux Gouvernements et prises d'un commun accord, si faire se peut.

Quant au visa des passeports et à la visite en douane des articles d'importation et d'exportation et des effets des voyageurs, les deux Gouvernements s'engagent à favoriser le chemin de fer en question, et ils accorderont, dans l'intérêt du commerce, toutes les facilités compatibles avec la législation des deux États.

Article XVI.

Jusqu'à l'ouverture des deux chemins de fer, les deux Gouvernements se mettront d'accord sur les changements à introduire, à cause de ce nouveau moyen de communication dans les règlements du service de poste et de télégraphe existants.

Article XVII.

Dans tous les cas où les administrations des chemins de fer des deux États ne sauraient tomber d'accord sur les différents points de la présente Convention et spécialement sur les moyens d'assurer la régularité de l'exploitation et les relations commerciales, les deux

1869 Gouvernements décideront d'office sur l'objet en litige et prendront d'un commun accord les mesures nécessaires.

Article XVIII.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Vienne dans l'espace d'une année à dater du jour de la signature ou plus-tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition, le 18 mai de l'an de grâce 1869.

Beust m. p. *Uxkull* m. p.

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die vigesima secunda mensis Januarii, anno Domini millesimo octingentesimo septuagesimo, Regnorum Nostrorum vigesimo secondo.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Comes a *Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:

Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.
Consiliarius aulicus ac mini-terialis.

553.

1869

24 mai 1869.

Circulaire du Gouvernement central maritime à l'égard des signaux maritimes.

(Ann. marit. 1870, 46.)

Circolare dell' i. r. Governo centrale marittimo di data 24 maggio 1869, N. 3926 a tutti gli Organi portuali-sanitari ed alle Spettabili Camere di Commercio e d'industria del Litorale della Monarchia, colla quale vengono invitati i Capitani e Direttori dei legni mercantili nazionali a voler segnalare coi mezzi che posseggono a bordo (e di preferenza mediante i segnali del codice internazionale assegnati nell' elenco dei bastimenti della marina austro-ungarica), il nome del proprio bastimento, incontrando un altro specialmente se diretto per Trieste.

Essendo della massima importanza tanto per gli Armatori che per il ceto commerciale e le Camere di assicurazione, l'avere quanto più sovente possibile e con sollecitudine notizie dei bastimenti che si trovano in viaggio, ed essendo più volte avvenuto che Capitani di bastimenti e specialmente di piroscafi giunti a Trieste non furono in caso di riferire il nome dei navigli incontrati durante il viaggio, perchè questi non avevano issato nè il loro segnale nè la loro bandiera, vengono invitati i Capitani e Direttori dei legni mercantili a voler segnalare coi mezzi che posseggono a bordo e di preferenza mediante i segnali del codice internazionale assegnati nell' elenco dei bastimenti della marina austro-ungarica, il nome del proprio bastimento, ogni qualvolta incontrano un naviglio a vela od un piroscafo nazionale od estero, specialmente se diretto per Trieste.

Nel mentre si partecipa ciò agli Organi portuali sanitarî affinchè ne rendano opportunamente avvertiti i Naviganti anche mediante affisso della presente circolare nel proprio albo, s'invitano del pari le Spettabili Camere di Commercio e d'Industria del litorale della Monarchia a voler interessare gli armatori, affinchè ne diano notizia ed istruzione ai Capitani dei loro bastimenti.

554.

27 mai 1869.

Circulaire de la Direction Générale Sanitaire ottomane.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey III, p. 159.)

Par ordre Impérial on doit généraliser dans les provinces de l'Empire les dispositions du Règlement promulgué pour Constanti-

1869 nople et relatif à l'inhumation des morts et punir d'emprisonnement d'un mois jusqu'à un an et rendre passible de l'amende d'une livre jusqu'à dix ceux qui contreviendraient au susdit règlement. Toutefois ce règlement ne sera appliqué dans les provinces qu'en établissant les cimetières de la manière indiquée dans le dit règlement. Mais ceux qui se trouvent dans certaines localités sont loin d'être conformes aux prescriptions réglementaires. La Sublime Porte a été priée de transmettre les ordres nécessaires afin que les cimetières soient régularisés c'est-à-dire que les points où les nouveaux cimetières seraient établis soient choisis avec le consentement et l'approbation des médecins des offices sanitaires, et à leur défaut, des médecins civiles. Comme nous pensons qu'un ordre à cet effet sera rendu, la Direction de la santé publique, après avoir exposé tout cela, nous suggère qu'il faut envoyer deux exemplaires du dit règlement à chacun des offices sanitaires et que sur l'avis préalable de l'autorité on doit choisir des endroits convenables pour en faire des cimetières et exécuter en outre les dispositions du règlement. Je vous envoie donc ci-inclus deux exemplaires pour que vous commenciez à exécuter ce qui est nécessaire d'après ce qui précède.

Mehemed Cabouli.

555.

7 juillet 1869.

Articles à ajouter au Règlement ottoman pour l'exportation des tabacs.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey III. p. 438.)

Article 10.

Tout négociant qui, n'ayant pas exporté, dans le terme fixé, les tabacs qu'il aurait déposés dans son magasin privé, moyennant la déclaration ou la garantie spécifiée aux articles 2 et 3, ou qui, après l'exportation de ces tabacs, n'en ayant pas exhibé le certificat dans le délai déterminé par les articles 4 et 5, apporterait des retards et des difficultés au payement des droits de consommation (muourourié), des intérêts et du droit d'ardié, ne sera plus dès-lors admis à fournir des déclarations ou garanties pour ses tabacs d'exportation, mais il devra déposer les droits de consommation en espèces.

En outre l'administration arrêtera les tabacs que ce négociant voudrait faire passer par la Douane, jusqu'au payement intégral des droits dus sur les tabacs qui n'auraient pas été exportés ou dont le certificat ne serait pas exhibé en temps voulu.

Règlement pour l'exportation des Tabacs. *) 1869

Article 1.

Les tabacs destinés à l'exportation seront librement achetés aux lieux de production et transportés directement à l'échelle d'embarquement sans avoir à fournir aucune espèce de déclaration ni d'engagements lors de l'achat.

Si ces tabacs en passant par les villes, bourgs et villages où résident des préposés de l'administration des tabacs, étaient forcés d'y séjourner momentanément, ils devront être déposés dans les entrepôts affectés à cet effet par l'administration des tabacs.

Il est bien entendu que l'administration des tabacs fera en sorte de ne pas apporter de retard ni d'entrave au transport des tabacs.

Article 2.

Lorsque les tabacs d'exportation arriveront à l'échelle d'embarquement, l'exportateur sera tenu:

1° de les embarquer immédiatement;

2° ou de les déposer dans les magasins de la douane, auquel cas il n'aurait à payer aucun droit d'ardié à moins qu'il ne le retire pour la consommation intérieure;

3° ou de les déposer dans un magasin privé, à double clef, dont l'une restera entre ses mains et l'autre entre celles de la douane, avec faculté à celle-ci d'y apposer son cachet, et sous l'obligation pour l'exportateur de donner une déclaration à la douane indiquant la quantité et le prix des tabacs, d'après le cours de la place. La douane ne pèsera pas à la sortie de ce magasin les tabacs destinés à l'exportation;

4° si cet exportateur veut emmagasiner ses tabacs à domicile il devra déposer les droits de consommation (mourourié) ou donner une déclaration portant qu'il ne vendra pas ses tabacs pour la consommation intérieure, et spécifiant la quantité de ces tabacs et le montant des droits de consommation (mourourié). Dans ces deux cas il sera obligé d'exporter ses tabacs dans le terme de six mois. Ce terme une fois passé, il aura à se soumettre à l'une des trois clauses ci-dessus, car dans le cas contraire, ses tabacs seront considérés comme consommés dans le pays, et dès lors, s'il a opéré le dépôt des droits de mourourié, ce dépôt restera acquis à la douane. Si au lieu du dépôt du mourourié il a donné la déclaration susmentionnée, il sera obligé de payer les droits de consommation mourourié, plus les intérêts calculés à 1% par mois sur le montant des dits droits de consommation à partir de la date de sa déclaration.

---

*) Archives de la Sublime Porte.

1869 Dans le cas où l'exportateur des tabacs ne serait pas une personne connue de la douane, il devra appuyer la déclaration par la garantie d'un négociant, établi à l'échelle, de quelque nationalité qu'il soit, à la satisfaction de la douane. Cette garantie portera que le garant répond du mourourié si l'exportateur des tabacs après six mois ne s'est pas soumis aux dispositions du présent article.

Si des tabacs destinés à l'exportation viennent à changer de main, ils ne seront pas soumis pour ce fait aux droits de mourourié, mais l'acheteur prendra lieu et place du vendeur, vis-à-vis de la douane, en assumant sur lui les mêmes obligations et en jouissant des mêmes droits qu'avait ce vendeur.

Article 3.

Si l'exportateur des tabacs veut emmagasiner sa marchandise à domicile pour la manipuler dans un autre endroit qu'à une échelle, il devra se soumettre aux dispositions de l'article 2.

Les dispositions de l'article 2 seront également applicables aux tabacs destinés à l'exportation, et qui une fois embarqués seraient mis à terre momentanément dans une autre échelle de l'Empire.

Article 4.

Lors de l'embarquement des tabacs ou lors de leur passage par le dernier bureau de douane de la frontière de terre, l'exportateur devra donner une déclaration spécifiant le montant des droits de consommation intérieure (mourourié) et l'obligation de présenter dans le terme d'un an, ou plus tôt si faire se peut, un certificat de la douane du lieu d'arrivée.

Ce certificat portera le nom de l'exportateur, le poids, les marques et numéros des balles de tabacs, le jour de l'arrivée de ce tabac et la mention soit du transit effectué, soit du payement des droits d'importation.

Dans le cas où l'exportateur ne serait pas en mesure de porter dans le délai d'un an le certificat ci-dessus, et s'il désirait un délai ultérieur, la douane le lui accordera pourvu que sa demande soit accompagnée d'un certificat de la douane du lieu d'arrivée portant le nom de l'exportateur, le poids, les marques et numéros des balles de tabacs, le jour de l'arrivée de ce tabac et la mention que ce même tabac se trouve à l'entrépôt.

Toutes les fois que des tabacs de Turquie seront importés et vendus pour la consommation locale dans des ports francs (pour le tabac) le certificat exigé par le présent article sera, à défaut de la douane, délivré sans frais dans ces ports exceptionnels pour les consuls ottomans y résidant 24 heures après la demande.

Si l'exportateur n'était pas une personne connue de la douane, 1869
il sera obligé d'appuyer la déclaration dont il est question dans le présent article, par la garantie d'un négociant de quelque nationalité qu'il soit, à la satisfaction de la douane, et s'il ne pouvait pas donner cette garantie, il devra opérer le dépot des droits de consommation (mourourié).

Article 5.

Quant aux tabacs achetés pour le compte d'un gouvernement étranger, le certificat du lieu d'arrivée portera simplement que ces tabacs ont été consignés à la régie de ce gouvernement.

Si un négociant ainsi chargé par un gouvernement étranger d'acheter des tabacs pour la régie, dans une localité quelconque de la Turquie, n'était pas une personne connue de la douane et ne trouvait pas de garantie, cette garantie pourra être remplacée par une déclaration officielle du consul de cette puissance, portant que son gouvernement a chargé le négociant en question de l'achat de telle quantité de tabac, et que le certificat de la régie constatant l'arrivée de ce tabac sera remis à la Douane dans le délai fixé.

Article 6.

À l'expiration du délai fixé dans l'article 4, si l'exportateur n'a pu produire de certificat ni de preuve que la marchandise n'a pu arriver à sa destination, l'administration des tabacs réclamera du signataire de la déclaration précitée, ou à défaut de celui-ci, de son garant, le payement du droit de mourourié plus les intérêts calculés à 1 % par mois à partir de la date de la dite déclaration. Si cet exportateur produit le certificat ou preuve susmentionnés dans le délai fixé, la douane lui restituera le dépôt ou déchargera la garantie qu'il aura donnée.

Article 7.

Si un tabac destiné, dans le principe, à la consommation du pays et qui aurait déjà payé le mourourié venait, sans changer de main, à être exporté dans le terme de six mois à partir de la date du payement de ce droit, l'administration des tabacs restituera le montant du mourourié à l'exportateur qui aura, dès-lors, à se soumettre bien entendu, aux dispositions du présent règlement relatif à l'exportation.

Article 8.

Pour les tabacs qui, conformément à l'article 3 et aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 2, séjourneront dans les magasins privés ou qui y seront soumis à la manipulation, les déchets provenant de cette manipulation et les déchets de [illegible] de ce tabac sont fixés de la manière suivante :

1869

Déchets de Manipulation.

Tabac de Bafra	$3^1/_4$ %
„ Yénidjé (plaine)	$3^1/_4$ „
„ „ (montagne)	$5^1/_4$ „
„ Samsoun et Sinope	$5^1/_4$ „
„ Drama (tchiflik et plaine)	$3^3/_4$ „
„ „ (montagne)	5 „
„ Ermié (Armiro)	3 „
„ Salonique et Nevrocop	4 „
„ Beyrouth, Djebel, Lattaquié et tout l'Arabistan	$3^1/_2$ „
„ Trébizonde et Andrinople	4 „
„ Magnésie et Bergame	4 „
„ Mihalitch et Uskup	$6^3/_4$ „

Déchets de Séchage.

Pendant le mois de juin	1 „
„ „ juillet	$^3/_4$ „
„ „ août	$^3/_4$ „

Les déchets fixés ci-dessus ne seront point applicables aux tabacs consommés dans l'empire ottoman, quand même ceux-ci auraient été déclarés originairement comme destinés à l'exportation.

Article 9.

Les mêmes mesures contenues dans le présent règlement seront prises pour les tabacs exportés par voie de terre.

556.

8 juillet 1869.

Notification du Gouvernement central maritime concernant la publication de l'édition austro-hongroise du code international des signaux.

(Ann. marit. 1870, 47.)

Notificazione dell' i. r. Governo centrale marittimo di data 8 luglio 1869, N. 5163, intorno alla pubblicazione della edizione austro-ungarica del codice commerciale dei segnali ad uso dei bastimenti di tutte le nazioni.

Come fù pubblicato colla notificazione 4 aprile 1867, N. 2258 il Governo austro-ungarico si dichiarò disposto ad introdurre nella marina mercantile nazionale il codice commerciale dei segnali ad uso dei bastimenti di tutte le nazioni.

Nel mentre era gia avanzata per parte della Deputazione di 1869
Borsa in Trieste la traduzione in idioma italiano del codice stesso, si venne a rilevare che tale traduzione era stata ultimata non ha guari in Londra per cura del Governo Italiano, e che si era già in procinto di stamparne la relativa edizione in Firenze.

In vista di ciò, e nell' intendimento di poter offrire alla marina nazionale un' opera di tanta importanza colla maggior possibile sollecitudine, esattezza e conformità al testo originale, approfittando della gentile condiscendenza del Governo Italiano, si è inviato a Firenze un apposito Delegato austriaco (Ispettore marittimo e Capitano del porto di Trieste Lodovico Blasich) coll' incarico di assistere alla pubblicazione del detto codice, di acquistarne un conveniente numero di esemplari e d'introdurvi, all' atto della redazione finale e della stampa, quei singoli cambiamenti, che sembrassero opportuni per adattare il testo anche al linguaggio in uso nella nostra marina.

Ciò venne appunto effettuato colla presente edizione e non si dubita che il ceto mercantile marittimo, riconoscendo i vantaggi, che saranno per derivare alla marina nazionale coll' adozione di un sistema uniforme di segnali a mezzo del codice universale internazionale, vorrà anche dal canto proprio prestarsi alla maggior possibile diffusione di un' opera tanto benefica al commercio ed alla navigazione.

La commissione dell' Ufficio Veritas Austriaco, conformandosi a quanto fece il Lloyd's Register of British and Foreign shipping ha stabilito di aggiungere alla classificazione dei navigli nel registro alla colonna 17ª analoga annotazione, consistente nelle lettere *C*ª, la quale dinoterà se il naviglio rispettivo sia provveduto o meno del Codice commerciale e dei segnali relativi. Per tal modo verrà fatto noto, ai Signori negozianti ed assicuratori in ispecie, che un tal bastimento, oltre le altre sue qualità, possiede il mezzo di porsi in comunicazione con qualsiasi naviglio e con ogni stazione semaforica; ciò che, come l'esperienza ebbe già a dimostrare, può essere sommamente importante anche per la salvezza del bastimento e degli equipaggi.

I bastimenti da guerra, sì nazionali che di varie altre potenze marittime (Francia, Granbretagna, Olanda, Italia, America, Danimarca, Svezia, Russia, Grecia, Confederazione germanica, Spagna, Portogallo e Brasile) come pure le stazioni semaforiche in generale faranno uso esclusivamente del piuddetto codice per le comunicazioni marittime internazionali.

Gli elenchi dei bastimenti delle diverse marine, che hanno adottato il codice internazionale dei segnali, vengono pubblicati e completati periodicamente dalle nazioni rispettive; essi offrono il mezzo di poter con sole quattro bandiere segnalare sì ad altri navigli che alla costa

1869 il nome del proprio bastimento, come nell' interesse comune venne raccomandato nella Circolare Gov. 24 maggio 1869, N. 3926.

Giusta l'articolo 31 del trattato internazionale telegrafico del 21 luglio 1868, i Governi degli Stati che vi presero parte s'impegnarono di prendere le misure che saranno necessarie per l'invio a destinazione dei dispacci spediti dal mare coll' intermezzo dei semafori stabiliti o da stabilire sul litorale di uno qualunque degli Stati stessi.

L'edizione austro-ungarica del Codice trovasi vendibile presso gli Uffici di porto e sanità marittima del itorale della Monarchia e presso i Consolati nazionali di Ancona, Alessandria, Brindisi, Constantinopoli, Corfù, Genova, Gibilterra, Livorno, Londra, Marsiglia. Malta, Napoli, Odessa, Palermo, Salonico, Sira, Smirne, Sulinà, e Venezia, nonchè presso la Deputazione di Borsa in Trieste, a prezzo di fiorini cinque in V. A. per ogni esemplare.

Si richiama in modo speciale l'attenzione dei Signori Capitani sulla raccomandazione loro fatta a pagina VII del Codice, di tener conto cioè degli eventuali difetti ed imperfezioni, che vi scorgessero durante la navigazione, e di comunicarli poi od in iscritto od a voce alla rispettiva autorità marittima.

557.

15/27 juillet 1869.

Règlement relatif aux immunités et formalités douanières touchant les objets ou effets arrivant à l'adresse des Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls des Puissances étrangères.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey III, p. 408.)

Article 1.

Les Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls, ne faisant pas le commerce, sont exemptés de tous droits de douane pour les objets ou effets destinés à leur usage personnel. Leurs caisses ou colis ne seront soumis à aucune formalité d'ouverture ni de visite.

Article 2.

Les Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls, faisant le commerce, sont exemptés des droits de douane pour les objets ou effets destinés à leur usage personnel, jusqu'à la limite d'une valeur annuelle de 25 mille piastres pour les Consuls généraux; 20 mille pour les Consuls, et 10 mille piastres pour les vice-Consuls.

Article 3. 1869

Toutes les caisses ou colis renfermant des objets ou effets destinés aux Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls mentionnés aux articles précédents, seront directement débarqués ou transportés à la douane locale.

Article 4.

Les Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls, non commerçants, adresseront à la douane, pour obtenir la franchise des droits, une déclaration, avec la traduction turque en regard, indiquant le nombre des colis, les marques et numéros, la nature, la quantité, et la valeur des objets ou effets, revêtue de leur signature et d'un sceau du Consulat, conformément au modèle ci-joint.

Article 5.

Les Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls commerçants adresseront également à la douane une déclaration analogue à celle de l'article précédent. Leurs caisses ou colis seront soumis aux formalités de l'ouverture et de la visite dans les magasins de la douane. Les employés de la douane seront tenus d'observer des égards particuliers dans l'accomplissement de ces formalités.

Lorsque les sommes fixées dans l'article 2 seront dépassées, les Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls commerçants ne pourront plus retirer leurs caisses ou colis que contre payement des droits établis.

Il va sans dire que les effets, meubles et autres objets de première installation ne sont pas compris dans les sommes si-dessus déterminées.

Article 6.

Les Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls commerçants seront traités par la douane, à l'égard de leurs marchandises et effets de commerce, sur le même pied que les négociants de la nation qu'ils représentent.

Article 7.

Les caisses ou colis retirés de la douane en franchise de droits, seront accompagnés jusqu'au domicile du destinataire par un préposé de l'administration de la douane.

Article 8.

Les caisses ou colis des Consuls et vice-Consuls, résidant dans les villes de l'intérieur, seront retirés de la douane de l'échelle, par l'entremise de l'agent représentant sur les lieux la nation du destinataire. Cet agent donnera, à défaut du destinataire, une déclaration provisoire conforme à celle qui est prescrite par l'article 4.

1869 Les formalités de l'ouverture et de la visite, s'il y a lieu, seront remplies à la douane de l'échelle. L'agent qui retirera, après les formalités remplies, les caisses ou colis, s'engagera par écrit à faire tenir à la douane dans un nombre de jours déterminé, la déclaration définitive du destinataire, annonçant que les caisses ou colis lui sont réellement parvenus, et à sa présentation, il retirera la déclaration provisoire qu'il aurait donnée, comme il a été dit plus haut.

Article 9.

L'exception des droits de douane dont jouissent conformément à ce règlement Messieurs les Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls qui ne font pas le commerce, sera aussi appliquée pour chaque Consulat général, à deux des officiers supérieurs y attachés, et pour chaque Consulat, à un de ces officiers, à la condition toutefois que ces officiers appartiennent à la catégorie des fonctionnaires qui sont nommés par décret souverain et auxquels le commerce est absolument interdit.

La demande adressée à la douane, conformément à l'article 4, devra en tout cas être signée par le Consul général ou Consul.

Article 10.

Le présent règlement n'est évidemment pas applicable aux plis et paquets revêtus de cachets officiels, qui, par leur nature, sont absolument affranchis de toute formalité douanière.

Modèle de la Déclaration.

Le soussigné, Consul général, Consul ou vice-Consul de . . . . . pric le Directeur de la Douane de . . . . . de vouloir bien faire passer, en franchisse de droits, les effets ci-dessous destinés à son usage personnel.

Le 18

(Signature): (L. S.)

Communication officielle. *)

Le ministère des affaires étrangères a porté à la connaissance des chefs des missions étrangères la mesure suivante:

L'administration générale des Contributions indirectes, voulant prévenir certaines irrégularités qui se produisent dans l'importation des objets destinés à l'usage personnel des agents étrangers en Turquie, vient de décider que dorénavant ces objets, pour jouir de l'exemption douanière que les règlements en vigueur leur assurent,

*) Moniteur du Commerce du 26 avril 1874.

devront porter la désignation expresse des destinataires, et que le 1869
connaissement devra être fait en leur nom. Les objets ou effets qui seraient réclamés par les agents étrangers comme destinés à leur propre usage, mais qui seraient adressés à une tierce personne, considérés comme articles de commerce et par conséquent assujettis au payement des droits de douane.

558.

21/28 juillet 1869.

Convention postale conclue entre les administrations de poste austro-hongroise et badoise.

(Archives du ministère Impérial et Royal des affaires étrangères.)

Uebereinkunft zwischen der grossherzoglich-badischen Postverwaltung und den Postverwaltungen der österreichisch-ungarischen Monarchie, wegen des Transites geschlossener Correspondenzpackete einerseits zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und der Schweiz über Baden, andererseits zwischen Baden und Italien über Oesterreich.

§. 1.

Die Postverwaltungen der österreichisch-ungarischen Monarchie gestatten der grossherzoglich-badischen Postverwaltung die Versendung geschlossener Correspondenzpackete zwischen Baden und Italien in beiden Richtungen im Transit durch das österreichische Postgebiet.

Umgekehrt gestattet die grossherzoglich badische Postverwaltung den Postverwaltungen der österreichisch-ungarischen Monarchie den Transit geschlossener Correspondenzpackete zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und der Schweiz in beiden Richtungen über das grossherzoglich badische Postgebiet.

§. 2.

In der Richtung aus der Schweiz und Italien erhält die transitgebende Verwaltung Vergütung für die in den Briefpacketen enthaltenen, der Portozahlung unterworfenen Briefe.

In der Richtung nach der Schweiz und Italien erfolgt der Transit gebührenfrei.

Drucksachen, Waarenproben, Postanweisungen, sowie die portofreien Sendungen sollen in beiden Richtungen gebührenfrei transitiren

1869

§. 3.

Die Vergütung für die inhaltlich des voranstehenden §. 2 transitportopflichtigen Briefe soll drei Kreuzer süddeutsche Währung per Zoll-Loth netto betragen.

So lange jedoch nach Massgabe des jeweils bestehenden Postvertrages zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und der Schweiz für die das Gewicht von 1 Loth übersteigenden Briefe bis zum zulässigen Gewichtsmaximum nur doppeltes Briefporto erhoben wird, soll die Transitporto-Vergütung von den Postverwaltungen der österreichisch-ungarischen Monarchie an die grossherzoglich badische Postverwaltung nach dem Satze von Ein und Einem halben Kreuzer süddeutscher Währung für jeden einfachen Briefportosatz geleistet werden.

Die gleiche Modification soll bezüglich der von der grossherzoglich badischen an die Postverwaltungen der österreichisch-ungarischen Monarchie zu zahlenden Transitporto-Vergütung eintreten, sobald das Porto für die Briefe zwischen Baden und Italien ebenfalls nur nach der zweistufigen Gewichtsprogression erhoben wird.

§. 4.

Gegenwärtiges Uebereinkommen tritt am 1. April 1869 in Wirksamkeit und soll so lange in Kraft bleiben, bis dasselbe von einer der beiden Postverwaltungen ein halbes Jahr zum Voraus gekündigt werden wird.

Urkundlich dessen sind von gegenwärtiger Uebereinkunft zwei gleichlautende Exemplare gefertigt und von den contrahirenden Verwaltungen unterzeichnet worden.

Wien, am 28. Juli 1869. Pest, am 21. Juli 1869.

Kaiserlich-österr. Handelsministerium: Königlich-ungar. Handelsministerium:

Maly. *Gervay.*

Carlsruhe, am 26. August 1869.

Direction der grossherzoglich-badischen Verkehrsanstalten:

B. V. d. D.

Poppen.

559. 1869

17/29 juillet 1869.

Règlement relatif aux attributions des Bureaux des Passeports dans l'Empire Ottoman.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey II. p. 99.)

Article 1.

Il sera créé au chef-lieu de chaque vilayet un bureau des Passeports à l'instar de celui existant à Constantinople. Ils seront chargés de l'exécution des passeports dans l'Empire.

Le bureau des passeports relèvera, dans la capitale, du Ministère de la Police, et dans les provinces, directement des valis.

Article 2.

Ces bureaux délivreront les passeports pour l'étranger et les teskérés pour l'intérieur de l'Empire. Quand ils ne pourront pas se fier aux personnes qui se présentent pour les obtenir, ils devront exiger l'attestation de deux personnes connues et possédant la confiance de la commission chargée des affaires de nationalité.

Article 3.

Ils ne délivreront point de passeports ou teskérés:

1° aux mineurs ou interdits sans le consentement des personnes sous l'autorité desquelles ils se trouvent;

2° aux individus contre lesquels existe une poursuite ou une condamnation judiciaire dont les bureaux auront été officiellement prévenus.

Article 4.

Les bureaux des passeports retireront de l'office sanitaire les passeports qui, en vertu de l'article 4 du Règlement sur les passeports, sont consignés à cet office par les capitaines des navires.

Article 5.

Le bureau remettra, dans les 24 heures au plus tard, aux différents Consulats étrangers les passeports des passagers qui en relèvent.

Il devra, toutefois, retenir les passeports émanant d'une autorité étrangère, lorsqu'il aura des motifs de croire que les porteurs de ces passeports sont des sujets ottomans.

1869 Dans ce cas, les porteurs de ces passeports seront requis de se présenter personnellement au bureau des passeports pour fournir les preuves et documents nécessaires à l'appui de la nationalité étrangère qu'ils revendiquent.

S'ils ne se présentent pas dans les huit jours qui suivront la sommation, ou si, en se présentant, ils ne sont pas en mesure d'établir leur droit à la nationalité qu'ils revendiquent, le bureau remettra les passeports avec un rapport à la Commission chargée des contestations en matière de nationalité.

Article 6.

La Direction Générale des passeports dans l'Empire est dévolue au Ministère de la police. Celui-ci aura, néanmoins, à s'en référer au Ministère des affaires étrangères, toutes les fois qu'il s'agira de nommer ou de révoquer les fonctionnaires chargés de ce service, et s'en tiendra à cet égard à la décision de ce ministère.

Règlement, fait à Constantinople, le 16 Redjib 1260 — 1 août 1844 — à l'egard de l'organisation du Service des Passe-ports.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey II. p. 95.)

Le Gouvernement de Sa Hautesse prenant en considération l'état incomplet des règlements sur des passeports, voyant la nécessité, tout en accordant les facilités nécessaires au commerce, de prendre des mesures de précaution propres à assurer la tranquillité et le bien être public et indispensables à faciliter la surveillance de la Police, a promulgué le règlement suivant:

Article 1.

Toute personne désirant entrer dans l'Empire Ottoman, en sortir ou voyager dans l'intérieur du dit Empire, doit être munie d'un passeport en règle délivré par l'autorité compétente.

Article 2.

Tout sujet d'une puissance étrangère amie ou alliée de la Sublime Porte, désirant entrer dans l'Empire Ottoman, doit faire viser son passeport par un des consuls de la Puissance, dont il relève et par une des ambassades ou par un des consuls de Sa Hautesse à l'étranger. Dans le pays où il n'existe ni ambassade de Sa Hautesse, ni consul Ottoman, le seul visa de l'autorité dont relève le porteur du passeport, sera considéré comme suffisant. Si le porteur passe ensuite par quelque pays où il existe un Consul Ottoman, il sera tenu de se procurer son visa.

Article 3. 1869

À son entrée dans l'Empire, s'il arrive par terre, il devra exhiber son passeport aux autorités chargées de ce service aux frontières; s'il arrive par mer, il devra présenter son passeport aux autorités du port, où il débarque immédiatement à son arrivée.

Article 4.

Dans les 24 heures qui suivent son arrivée il devra se présenter, si c'est à Constantinople, à la Direction Générale des passeports, si c'est dans les Provinces, par devant les autorités locales, pour y réclamer son passeport et déclarer le temps qu'il compte séjourner et le lieu de sa demeure. Il devra ensuite se présenter à la chancellerie de sa nation et s'il a l'intention de séjourner, il devra se munir d'un permis de séjour qui sera timbré par les autorités locales; les permis de séjour seront individuels; ils ne pourront être délivrés aux individus mâles âgés au-dessous de 10 ans.

Article 5.

Tout marin ou passager inscrit sur le rôle d'équipage qui, arrivant dans un des ports de l'Empire Ottoman, aura l'intention de débarquer et de séjourner à terre, devra se munir d'un certificat constatant qu'il a été extrait du rôle, et se présenter avec ce document au bureau des passeports pour s'y faire enregistrer.

Article 6.

Les passeports pour l'intérieur de l'Empire Ottoman sont délivrés, à Constantinople, à la Direction Générale des Passeports, dans les provinces, par des conseils municipaux qui députeront un de leurs membres pour ce service.

Article 7.

Tout étranger désirant voyager dans l'intérieur de l'Empire Ottoman doit faire viser son passeport par la chancellerie ou par son consul qui lui donnera en même temps une demande (dite inha) adressée au bureau des Passeports. Il se présentera avec ces documents à ce bureau, où il lui sera délivré un passeport Ottoman qui sera annexé à celui de son Gouvernement.

Article 8.

À chaque nouveau voyage il devra s'adresser pareillement à sa chancellerie pour obtenir le visa et la demande comme à l'article précédent, et sans la protection de ces documents, le passeport ottoman dont il se trouve être déjà porteur, sera revêtu du visa

1869

Article 9.

Les passeports Ottomans, pour voyager à l'intérieur, sont valables pour un an. Il devront indiquer le nom et prénom du porteur, sa nationalité, son âge, sa profession, le lieu de sa naissance et son signalement. Ils seront individuels; cependant la femme du porteur et les enfants au-dessous de l'âge de 15 ans pourront y être inscrits gratis; au-dessus de cet âge ils devront avoir un passeport séparé.

Article 10.

Tout voyageur désirant se rendre à l'étranger, sera tenu, après avoir fait viser son passeport par sa chancellerie, de se présenter, à Constantinople, à la Direction Générale des Passeports, dans les provinces, aux autorités compétentes pour faire apposer le visa qui seul pourra l'autoriser à s'embarquer.

Article 11.

Tout capitaine d'un bateau à vapeur ou de son bâtiment voilier, avant d'embarquer des passagers pour Constantinople ou pour tout autre port de l'Empire Ottoman, devra s'assurer qu'ils sont munis d'un passeport en règle.

De même tout capitaine, soit à Constantinople, soit dans tout autre port de l'Empire, prenant des passagers pour un autre port quelconque de l'Empire, devra s'assurer qu'ils sont munis d'un passeport Ottoman en règle annexé au passeport de leur gouvernement. S'il prend des passagers pour quelque point ne faisant pas partie de l'Empire, il devra s'assurer que leur passeport est revêtu du visa des autorités locales.

Article 12.

Tout capitaine d'un bateau à vapeur ou de tout bâtiment voilier, arrivant à Constantinople ou dans tout autre port de l'Empire, soit de l'étranger, soit d'un autre point quelconque de l'Empire, doit retenir en sa possession les passeports de tous ses passagers dès le moment de leur entrée à son bord, et, à son arrivée, il est tenu de les consigner aux employés chargés du soin de se rendre à bord pour les recevoir contre le reçu d'un nombre égal de billets imprimés et timbrés, un desquels devra être remis à chaque personne pour qu'elle puisse réclamer et recevoir son passeport, comme il est dit à l'article 4me.

Les ambassadeurs et agents diplomatiques des Puissances amies ou alliées de la Sublime Porte sont seuls exceptés de cette règle; ils sont priés de donner aux autorités avis de leur arrivée, dans les 24 heures, et d'envoyer leurs passeports pour être enregistrés.

1869

Article 13.

Tout voyageur qui ne sera pas muni d'un passeport ou dont le passeport ne sera pas en règle, devra immédiatement se présenter, à Constantinople, à la Direction Générale des Passeports, dans les provinces, aux autorités locales, pour en faire sa déposition et y alléguer les raisons qu'il croit pouvoir invoquer en excuse. Si elles sont considérées comme satisfaisantes, une garantie par écrit de sa chancellerie ou de son consul sera acceptée. Dans le cas contraire, il sera mis sous arrêt pour être renvoyé par la première occasion hors du territoire de Sa Hautesse.

Article 14.

Toute personne arrivant aux frontières sans passeport ou avec un passeport qui ne sera pas en règle n'aura pas la liberté d'entrer dans l'Empire Ottoman.

Article 15.

Toute personne voyageant dans l'intérieur de l'Empire Ottoman et qui ne sera pas muni d'un passeport Ottoman en règle, sera arrêtée et conduite devant l'autorité du lieu, pour y être interrogée. Si les raisons qu'elle peut alléguer sont satisfaisantes, et qu'elle puisse fournir des cautions valables, on pourra lui délivrer un passeport spécial pour arriver au but de son voyage. Dans le cas contraire, elle sera conduite au lieu d'où elle est partie, sous la garde d'un officier public, par le plus court chemin, et les frais d'escorte seront à la charge du contraventionnaire.

Article 16.

Tout individu porteur d'un passeport qui ne lui appartient pas, ou qui aura pris un faux nom dans son passeport, sera arrêté, conduit par devant les autorités compétentes, et, sur leur ordre, renvoyé immédiatement hors du territoire Ottoman, si c'est un étranger. Dans le cas contraire, il sera sévèrement puni.

Article 17.

Tout voyageur est tenu d'exhiber son passeport à la réquisition des commissaires et officiers de Police, capitaines de port, employés de quarantaine et autres.

Ces divers employés sont spécialement chargés de l'exécution du présent règlement qui sera mis en exécution à dater du jour de sa publication; cependant un délai de trois mois sera accordé pour que chacun puisse en prendre connaissance. Après cette époque toute personne en contravention ne pourra plus prétexter cause d'ignorance et sera passible d'une amende ou d'une autre punition suivant le débit.

1869

560.

2 août 1869.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'accession de la France à l'arrangement du 22 juillet 1868 pour le transport gratuit des dépêches par la poste.

(Tel. V. B. 1869, 15.)

Beitritt Frankreichs zu dem Uebereinkommen vom 22. Juli 1868 wegen unengteltlicher Beförderung der Telegramme durch die Post.

Laut Erlasses des hohen k. k. Handelsministeriums ddo. 22. Juli l. J., Z. 14383-496, ist nunmehr auch die französische Regierung dem Uebereinkommen vom 22. Juli 1868 wegen unentgeltlicher Beförderung der Depeschen durch die Post beigetreten.

Hiervon wird die Verlautbarung mit dem Beifügen gemacht, dass nunmehr sowohl das Uebereinkommen vom 22. Juli 1868 als die dazu gehörige Vollzugsvorschrift vom 30. December 1868 auch im Verkehre mit Frankreich in Anwendung zu kommen habe.

561.

2 août 1869.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant la rédaction des avis de service en langue française.

(Tel. V. B. 1869, 15.)

Abfassung der Dienstnotizen in französischer Sprache im internationalen Verkehre.

Die Telegraphenverwaltungen der Staaten, welche den zu Wien am 21. Juli 1868 revidirten internationalen Telegraphenvertrag unterzeichnet haben, haben sich auf Grund des Artikels 61 desselben über folgenden Zusatz zu dem Reglement für den internationalen Dienst geeinigt, welcher zum §. 1 des Artikels V dieses Reglements hinzuzufügen ist:

„Cette disposition est également applicable à la rédaction de toutes les indications du préambule et de tous les avis de service ou d'office qui accompagnent ou suivent la transmission des dépêches et dont il est fait mention dans le présent règlement.“

„Diese Bestimmung gilt in gleicher Weise für die Abfassung 1869
aller Angaben im Eingange der Depeschen und aller Dienst- und Amtsnotizen, welche die Uebermittlung der Depeschen begleiten oder ihr nachfolgen, und von welchen im gegenwärtigen Reglement Erwähnung geschieht."

Diese Bestimmung, durch welche die Anwendung der französischen Sprache nicht nur auf eigentliche Amtsdepeschen, sondern auch auf alle Dienstnotizen, welche aus Anlass der Telegraphirung einer Depesche nothwendig werden, z. B. vorausbezahlte Antwort, recommandirt, nachzusenden, u. s. f. ausgedehnt wird, wird in den Telegraphenstationen zur genauen Darnachachtung im internationalen Verkehre mit dem Beisatze bekannt gegeben, dass dieselbe auf interne und intern-vereinsländische Depeschen keine Anwendung findet.

562.

4 août et 22 octobre 1869.

Echange de notes à l'égard de la résiliation de l'arrangement conclu, le 15 décembre 1851, entre l'Autriche et la Russie pour la fourniture de sel.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Le chargé d'affaires de Russie au comte de Beust.

Un contrat a été conclu le 15 décembre 1851 entre le Gouvernement Impérial de Russie et le Gouvernement Impérial et Royal, pour le terme de 10 ans, pour l'achat annuel de 650.000 quintaux autrichiens, ou 2,206.785 pouds de sel provenant des salines de Bochnia et de Wieliczka à raison de $15^1/_2$ cop. le poud. Il a été stipulé entre autres dans le contrat en question qu'il est reservé aux parties contractantes, dans le cas où elles ne voudraient pas en prolonger l'effet, de mentionner le désir de le résilier trois ans avant l'expiration du terme; si la notification n'a pas lieu, le contrat doit continuer à rester en vigueur et, dans le cas même où cette notification serait faite, il conserverait sa force obligatoire encore durant trois ans après sa dénonciation.

Aujourd'hui le soussigné, Chargé d'affaires de Russie, a l'honneur d'informer Son Excellence Monsieur le Comte de Beust, Chancelier de l'Empire, qu'il vient de recevoir l'ordre du Ministère Impérial de dénoncer ce contrat en réservant toutefois au Gouvernement Impérial de Russie le droit d'acquérir du sel en Autr[illegible]

1869 pendant trois ans à dater de ce jour, aux mêmes conditions que par le passé, conformément à la stipulation ci-dessus mentionnée.

Le Baron d'Uxkuell saisit . . . . .

Vienne, le 23 juillet/4 août 1869.

Uxkuell.

22 octobre 1869.

Le comte de Beust au chargé d'affaires de Russie Baron d'Uxkuell.

En conséquence à la Note que M. le Baron d'Uxkuell, chargé d'affaires de Russie, a bien voulu lui adresser en date du 23 juillet-4 août, au sujet de l'achat des sels d'Autriche, le Ministère Impérial et Royal des a. é. n'a pas manqué d'en faire connaître la teneur au Ministère Impérial Royal des finances.

Ce dernier vient d'informer le Ministère d. a. é. qu'après avoir eu connaissance de la susdite Note, il accepte la résiliation y contenue du contrat conclu le 15 décembre 1851 entre le Gouvernement Impérial de Russie et le Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche pour le terme de 10 ans, pour l'achat annuel de 650.000 quintaux autrichiens ou 2,206.785 pouds de sel provenant des salines de Bochnia et de Wieliczka à raison de 15½ cop. le poud, de manière que conformément aux dispositions du § 22 du dit contrat celui-ci conservera sa force obligatoire encore durant trois ans à partir du 23 juillet-4 août, jour de sa résiliation.

En s'empressant de porter cette communication à la connaissance de M. le Baron d'Uxkuell, chargé d'affaires, le soussigné saisit . . . . .

Beust.

563.

12 août 1869.

Circulaire du Gouvernement central maritime à l'égard des conditions auxquelles l'enrôlement de marins italiens pourra avoir lieu sur des bâtiments étrangers.

(Ann. marit. 1870, 59.)

Circolare dell' i. r. Governo centrale marittimo di data 12 agosto 1869, N. 5970 a tutti gli Uffici portuali sanitari ed agli ii. e rr. Consolati austro-ungarici in Marsiglia, Alessandria, Londra e Nuovayork nonchè all' i. r. Consolato austro-ungarico in Constantinopoli, riferibile alle condizioni verso le quali marinaj sudditi italiani possono essere arruolati sopra bastimenti esteri.

In seguito a rescritto 28 luglio p. p., N. 15037 dell' Eccelso i. r. Ministero del Commercio si partecipa a codesto Ufficio che il regio

Ministero degli Affari esteri del regno d'Italia ha in data 13 detto 1869
mese sub N. 1853 diretto all' i. e r. Legazione in Firenze una comunicazione, giusta la quale, prendendo argomento dal fatto, che individui appartenenti alla regia marina mercantile italiana vengono ammessi a fermar parte d'equipaggi di bastimenti delle marine estere senza averne eglino ottenuto previamente il permesso dalle autorità marittime del luogo in cui sono iscritti, interessa i rappresentanti delle potenze accreditate presso il regio Governo italiano a disporre per modo che non si proceda all' ingaggio sopra bastimenti forestieri di tali individui, quando non siasi previamente accertato, che nulla vi si apponga da parte della autorità marittima italiana, potendosi constatare facilmente una tale autorizzazione, mediante semplice annotazione iscritta sul libretto del marinaio.

Presentandosi adunque presso codesto Ufficio il caso d'ingaggio di marinai italiani sopra bastimenti della marina mercantile austro-ungarica, esso vorrà aver presente l'osservanza di tale norma.

564.

13 août 1869.

Notification du Gouvernement central maritime concernant la correspondance télégraphique internationale au moyen des sémaphores.

(Ann. marit. 1870, 49.)

Notificazione dell' i. r. Governo centrale marittimo di data 13 agosto 1869, N. 5736 intorno alla corrispondenza telegrafica internazionale con i Semafori.

Lungo le coste della Francia, dell' Inghilterra, dell' Italia e del Portogallo sono già istituiti dei Semafori o stazioni di segnali, e fra i seguenti Stati: Austria ed Ungheria, Baden, Baviera, Danimarca, Francia, Germania del Nord, Grecia, Indie Britanniche, Italia, Lussemburgo, Olanda, Persia, Portogallo, Principati Uniti, Russia, Serbia, Spagna, Svezia e Norvegia, Svizzera, Turchia e Würtemberg, è pure convenuto di passare od inviare a destinazione le comunicazioni od i dispacci ricevuti dai bastimenti o per i bastimenti a mare.

Quanto agli altri Stati, che adottarono il Codice commerciale dei segnali e che non attivarono ancora i Semafori o non presero parte all'accennata convenzione, è da ritenersi che lo faranno fra breve.

Le communicazioni tra bastimenti e Semafori vanno fatte esclusivamente a mezzo dei segnali del Codice commerciale internazionale.

1869 I dispacci semaforici devono essere nella lingua del paese, ov'è situato il Semaforo, che sarà incaricato di segnalarli, ovvero in segnali del Codice.

I dispacci che non potessero essere trasmessi dalla stazione semaforica al bastimento, pel quale sono destinati entro il termine di trenta giorni a datare dall' epoca dell'impostazione, verranno trattati come dispacci non consegnabili a meno che il redattore del dispaccio non abbia pagata la tassa di raccomandazione.

L'indirizzo di ogni dispaccio deve contenere il nome della persona cui è diretto e del bastimento sul quale va ricapitato, nonchè il nome della stazione semaforica, cui si dirige il dispaccio. Se un dispaccio è indirizzato al capitano di un bastimento o proviene da questo, potrà servire il nome del bastimento come indirizzo e rispettivamente come firma.

Nella computazione del numero delle parole valgono le norme internazionali stabilite; i gruppi di lettere verranno considerati come cifre, cioè ogni cinque lettere come una parola. I segni di separazione fra i gruppi, come punti, virgole, linee, ecc., vengono computati come lettere.

La tassa per l'inoltro dei telegrammi per bastimenti dal luogo dell'impostazione sino alla stazione semaforica, alla quale sono da trasmettere, verrà percepita anticipatamente a norma del numero delle parole. Questa tassa sarà però doppia per un dispaccio raccomandato.

Inoltre per la trasmissione di un dispaccio semplice (di venti parole) sia raccomandato o no, dalla stazione semaforica a bordo o viceversa, si paga una tassa di ottanta soldi V. A. (due franchi), e quaranta soldi V. A. (un franco) per ogni dieci parole di più.

I dispacci composti di cifre o di gruppi di lettere devono essere raccomandati.

I dispacci semaforici provenienti dal mare verranno consegnati alla persona cui sono indirizzati, soltanto dopo che questa avrà pagato la tassa che giusta la tariffa importa il dispaccio medesimo.

Non è ancora ammesso l'inoltro dei dispacci semaforici mediante la posta. Però qualora la distanza del luogo cui è diretto il dispaccio dalla stazione telegrafica non sia maggiore di otto miglia marine, e sia garantito il pagamento della tassa del telegrafo aumentata di quella per il messo, non vi sarà alcuna difficoltà d'inoltrare il dispaccio con tale mezzo.

Il dispacci provenienti da un bastimento in mare sono trasmessi alla destinazione in segnali del Codice commerciale, quando quello che spedisce il dispaccio lo domanda espressamente. In caso però che ciò non sia domandato. i dispacci vengono tradotti in linguaggio ordinario dal capo della stazione semaforica e trasmessi in tal guisa alla destinazione.

Norme speciali per i Semafori francesi sono contenute nella parte 1869
terza del Codice a pag. 7; e l'elenco dei Semafori esistenti ed in costruzione trovasi del pari in tale parte del Codice alle pagine 9, 10 ed 11.

565.

7/19 août 1869.

Règlement relatif aux Passeports et aux Teskérés des sujets étrangers dans l'Empire.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey II p. 100.)

Article 1.

Tous les étrangers se rendant dans l'Empire doivent être munis d'un passeport portant le visa de la Légation ou d'un des Consulats de Turquie, sous peine d'une amende de 3 livres ottomanes.

Article 2.

Indépendamment du payement de l'amende prescrite par l'article précédent, les autorités locales devront aussi exiger des personnes dépourvues ainsi de passeports une caution pour leur permettre le séjour dans l'Empire. La garantie des Consuls dont relèvent ces personnes sera suffisante pour tenir lieu de cette caution. Quant aux individus qui ne seront pas en état de la fournir, les autorités locales auront à les renvoyer, en cas qu'elles le jugeraient nécessaire pour l'ordre et la sécurité publique. Toutefois ces autorités délivreront des passeports aux étrangers qui viendraient dans l'Empire d'endroits éloignés de la résidence d'une Légation ou d'un Consulat Ottoman. Les dispositions pénales ci-dessus seront également applicables à ces derniers, dans le cas où, en passant sur leur parcours par un endroit où se trouverait un agent ou un Consul de la Sublime Porte, ils auront négligé de lui faire viser les passeports dont ils seraient porteurs.

Article 3.

Les passeports seront valables pour un an. Il sera perçu sur chaque passeport un droit de deux et demi medjidiés d'argent de 20 piastres, et pour chaque visa, un médjidié d'argent de 20 piastres.

Article 4.

Les capitaines des bateaux à vapeur et des bâtiments à voiles étrangers seront tenus, dès leur arrivée dans un port de l'Empire

1869 consigner les passeports de tous leurs passagers à l'office sanitaire de la localité. En cas d'infraction, il leur sera refusé la libre pratique de la part de l'administration des quarantaines. De plus, les capitaines qui, en dissimulant les passagers dépourvus de passeports, les débarqueraient à terre avec les autres passagers, seront passibles d'une amende de 10 livres turques. Seront toutefois exempts de la pénalité de refus de libre pratique les capitaines qui auront consignés à la police les passagers dépourvus de passeports.

Article 5.

Tout individu appartenant à l'équipage d'un bateau à vapeur ou d'un bâtiment à voiles étrangers, qui voudrait prendre domicile à terre ou entreprendre un voyage dans l'intérieur de l'Empire, aura à se munir d'un extrait du rôle d'équipage de son pyroscaphe ou bâtiment à voiles, certifié par son capitaine et légalisé par le Consul de la nation à laquelle il appartient. Sur l'exhibition de cet extrait, il lui sera délivré un passeport ou un teskéré en conformité avec les dispositions de ce règlement. La règle prescrite par l'article 2, au sujet de la caution à exiger pour le permis de séjour dans l'Empire, sera aussi applicable aux matelots débarqués ainsi à terre.

Article 6.

Toute personne voyageant dans l'intérieur de l'Empire devra être munie d'un teskéré. Les individus saisis sans teskéré, seront passibles d'une amende de 2 livres turques

Article 7.

Il sera perçu pour chaque teskéré une taxe de 2 médjidiés d'argent de cinq piastres. Il sera valable pendant un an pour voyager dans toutes les parties de l'Empire.

Article 8.

Les dispositions de ce Règlement entreront en pleine vigueur trois mois après la date de sa promulgation.

---

566. 1869

2 septembre 1869.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et la Chine. Conclu à Pékin. Ratifié à Vienne, le 8 mai 1871. Ratifications échangées à Shanghai, le 27 novembre 1871.

(R. G. B. 1872, Nr. 58.)

Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Kaiserthume China vom 2. September 1869. Abgeschlossen zu Peking am 2. September 1869; von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 8. Mai 1871, und in den beiderseitigen Ratificationen ausgewechselt zu Shanghai am 27. November 1871.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemia etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro atque Majestatis Suae Chinae Imperatoris Plenipotentiario fine stabiliendarum ac ampliandarum inter Utriusque Nostrum ditiones amicitiae, comercii et navigationis relationum Pechini die secunda mensis septembris anni millesimi octingentesimi sexagesimi noni tractatus infra scriptus initus et signatus fuit tenoris ad verbum sequentis:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn einerseits, und Seine Majestät der Kaiser von China anderseits, von dem aufrichtigen Wunsche beseelt, freundschaftliche Beziehungen zwischen den vorgedachten Staaten zu begründen, haben beschlossen, solche durch einen gegenseitig vortheilhaften und den Unterthanen der hohen vertragenden Mächte nützlichen Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag zu befestigen. Zu dem Ende haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine kaiserliche und königliche Apostolische Majestät:

Allerhöchstihren Contreadmiral Anton Freiherrn von Petz, bevollmächtigten Minister und Gesandten in ausserordentlicher Mission, Chef der k. und k. Expedition nach Ostasien, Ritter des militärischen Maria Theresien-Ordens etc. etc.;

Seine Majestät der Kaiser von China:

Tung-Sün Präsidenten des Conseils der Staatseinnahmen, einen der Cabinetsminister für auswärtige Angelegenheiten;

Chung-Hou, Vormund des Thronerben, Vicepräsidenten des Kriegsconseils, einen Commandanten des rothen Banners mit Borten

1869 der chinesischen Bannertruppen, Aufseher des Handels der drei nördlichen Häfen etc. etc.;

welche, nachdem sie ihre Vollmachten sich mitgetheilt und solche in guter und gehöriger Form befunden haben, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Zwischen den contrahirenden Staaten soll dauernder Friede und unwandelbare Freundschaft bestehen. Die Angehörigen derselben sollen in den beiderseitigen Staaten vollen Schutz für Person und Eigenthum geniessen.

Artikel II.

Zur Aufrechthaltung der guten Beziehungen in der Zukunft genehmigen Seine kaiserliche und königliche Apostolische Majestät und Seine Majestät der Kaiser von China, dass, nach dem zwischen grossen und befreundeten Nationen eingeführten Gebrauche, Seine kaiserliche und königliche Apostolische Majestät, wenn es Ihr angemessen erscheint, bei der Regierung Seiner Majestät des Kaisers von China einen diplomatischen Agenten, und anderseits Seine Majestät der Kaiser von China, wenn es Ihm angemessen erscheint, bei der Regierung Seiner kaiserlichen und königlich Apostolischen Majestät einen diplomatischen Agenten beglaubigen könne.

Artikel III.

Die beiderseitig ernannten diplomatischen Agenten haben das Recht, zur Besorgung ihrer Geschäfte, nach Ihrem Ermessen, den Aufenthalt entweder bleibend in der Hauptstadt des anderen Theiles zu nehmen, oder dieselbe gelegentlich zu besuchen.

Die diplomatischen Agenten der beiden vertragenden Theile sollen gegenseitig am Orte ihres Aufenthaltes die Vorrechte und Freiheiten geniessen, welche das Völkerrecht ihnen gewährt. Ihre Person, ihre Familie, ihr Haus und ihre Correspondenz sollen unverletzlich sein. Sie sollen in der Wahl und Anstellung ihrer Beamten, Couriere, Dolmetsche, Diener u. s. w. nicht beschränkt werden, welche Personen in keinerlei Weise belästigt werden sollen.

Wer immer sich gegen die Vertreter Ihrer Majestäten, oder gegen ein Mitglied ihrer Familien, oder ihres Haushaltes eine mündliche oder thätliche Beleidigung oder Gewaltthätigkeit zu Schulden kommen lässt, soll von den Behörden strenge bestraft werden.

Artikel IV.

Es ist ferner festgesetzt, dass den Reisen des Vertreters Seiner kaiserlichen und königlich Apostolischen Majestät oder den Personen seines Gefolges keinerlei Hindernisse in den Weg gelegt werden sollen. Dieser Vertreter wird seine eigene Correspondenz über was

immer für einen Punkt der Küste nach Belieben versenden oder be- 1869
ziehen können; seine Briefe und seine Effecten werden unverletzlich sein. Er wird sich eigener Couriere bedienen können, und diese werden auf ihrer Route denselben Schutz und dieselben Erleichterungen geniessen, deren sich die mit dem Transporte der kaiserlich chinesischen Regierungsdepeschen betrauten Personen erfreuen.

Ueberhaupt wird er derselben Privilegien theilhaftig werden, welche die Functionäre gleichen Ranges nach dem Gebrauche der Nationen des Occidents geniessen.

Alle Arten von Kosten, welche die diplomatischen Missionen verursachen, werden von ihren respectiven Regierungen getragen werden.

Artikel V.

Der Vertreter Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät wird die Geschäfte mit den Ministern Seiner Majestät des Kaisers von China persönlich oder schriftlich auf dem Fusse vollkommener Gleichheit behandeln.

Artikel VI.

Die Regierung Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät soll das Recht haben, einen Generalconsul und für jeden offenen Hafen oder jede dergleichen Stadt in China, für welche ihre Handelsinteressen es erheischen, einen Consul, Viceconsul oder Consularagenten zu ernennen.

Diese Beamten sollen mit der gebührenden Achtung von den chinesischen Behörden behandelt werden und dieselben Privilegien und Vorrechte geniessen, wie die Consularbeamten der meistbegünstigten Nation.

Wenn die Regierung Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät die Aufstellung eines Consuls in einem der dem Handel geöffneten Häfen nicht für nothwendig erachtet, wird sie den Consul einer befreundeten Macht mit den Functionen eines Consularagenten in diesem Hafen betrauen können.

Artikel VII.

Die amtlichen Mittheilungen der diplomatischen und der Consularagenten Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät sollen in deutscher Sprache geschehen und von einer chinesischen Uebersetzung begleitet sein. Ebenso sollen die chinesischen Behörden in chinesischer Sprache schreiben, und im Falle in der deutschen oder in der chinesischen Version ein Unterschied entdeckt wird, so soll diejenige als die richtige anerkannt werden, welche in der Sprache der Nation abgefasst ist, die das Schreiben erlassen hat.

Der gegenwärtige Vertrag ist in deutscher und chinesischer Sprache ausgefertigt und beide Texte sind sorgfältig verglichen

1869 worden, so dass Sinn und Bedeutung jedes Artikels vollkommen gleichlautend sind.

Artikel VIII.

In den Häfen und Städten von Canton, Swatow, Amoy, Foochow, Ningpo, Shanghai, Chinkiang, Nanking, Kiukiang und Hankan, auf dem Yang-tse-Flusse, Chee-Foo (Yentai), Tientsin und Newchuang, dann Tamsui und Taiwan-foo auf der Insel Formosa und Kiungow auf der Insel Haiman ist es den Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie und ihren Familien erlaubt, sich frei zu bewegen, niederzulassen, Handel und Industrie zu treiben, in voller Sicherheit und ohne irgend welches Hinderniss.

Im Innern des Landes können sie, gleich den Angehörigen anderer Nationen, Handel treiben, ohne jedoch Waarenhäuser daselbst zu errichten.

Artikel IX.

Jeder Angehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie, welcher in Gemässheit der Stipulationen des vorhergehenden Artikels in einem der dem fremden Handel geöffneten Häfen anlangt, wird, ohne Rücksicht auf die Dauer seines Aufenthaltes, Häuser und Magazine zur Aufbewahrung seiner Waaren miethen, oder Grundstücke pachten und darauf selbst Häuser und Magazine erbauen können.

Die Angehörigen der besagten Monarchie werden in gleicher Weise Gotteshäuser, Spitäler, Armenasyle, Schulen und Friedhöfe anlegen können. Im gegebenen Falle wird die Localbehörde, nachdem sie sich mit dem Consul ins Einvernehmen gesetzt hat, die für den Aufenthalt der vorbenannten Staatsangehörigen geeignetsten Stadtviertel und Plätze, wo obbesagte Bauten stattfinden können, bezeichnen.

Der Preis der Miethen und Pachtungen wird zwischen den Betheiligten frei debattirt, und, so viel als möglich, nach dem durchschnittlichen Localpreise geregelt werden. Die chinesischen Behörden werden ihre Nationalen davon abhalten, übertriebene Preise zu stellen oder solche zu fordern, und der Consul wird seinerseits darauf Bedacht nehmen, dass die Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie keinerlei Zwang anwenden, um den chinesischen Eigenthümern ihre Zustimmung abzunöthigen.

Artikel X.

Die Handelsschiffe der österreichisch-ungarischen Monarchie werden die dem fremden Handel geöffneten Häfen und Städte besuchen und mit ihren Waaren von einem Hafen zum anderen frei fahren können. Es ist ihnen aber verboten, andere Häfen zu besuchen oder an der Küste Schmuggelhandel zu treiben.

Wenn ein Kauffahrer im Schmuggelhandel betreten wird, so soll seine Ladung, ohne Rücksicht auf deren Werth oder Beschaffenheit,

der Confiscation durch die chinesischen Behörden unterliegen; der 1869
Kauffahrer kann von dem weiteren Handel ausgeschlossen und entfernt werden, sobald er seine Rechnungen geordnet und beglichen hat. Alle Confiscationen werden zum Besten der chinesischen Regierung stattfinden, welch' letztere jedoch, ehe die Beschlagnahme und Confiscation giltig ausgesprochen worden, den k. und k. Consul des nächsten Hafens davon in Kenntniss setzen soll.

Kein Kaufmann oder Kauffahrer darf Rebellen oder Piraten irgend welche Lebensmittel, Waffen oder Munition zuführen. Im Falle der Uebertretung sollen Schiff und Ladung confiscirt und der Schuldige seiner Regierung übergeben werden, damit er nach der Strenge des Gesetzes bestraft werde. Auch ist der Besuch der von Rebellen besetzten Gebiete verboten.

Den unberechtigten Gebrauch ihrer Handelsflagge wird die österreichisch-ungarische Regierung durch alle möglichen Mittel zu verhindern suchen.

Artikel XI.

Angehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie, welche, um Handel zu treiben, nach dem Innern reisen, müssen sich gleich den Unterthanen anderer Mächte mit Reisedocumenten von Seite des Zollinspectors versehen; denjenigen, welche bloss zum Vergnügen reisen, wird der Consul einen Pass ausstellen, welcher von der Localbehörde vidirt werden muss. Dieser Pass muss auf Verlangen vorgezeigt werden. Ist derselbe in Ordnung, so kann der Inhaber seinen Weg fortsetzen, und er darf nicht gehindert werden, Personen in Dienst zu nehmen, oder Boote zum Transporte seines Gepäckes oder seiner Waaren zu miethen. Ist der Reisende dagegen mit einem Passe nicht versehen oder begeht er gesetzwidrige Handlungen, so soll er dem nächsten Consulate zur Bestrafung ausgeliefert werden; doch darf derselbe ausser der nothwendigen Arrestation einer üblen Behandlung nicht unterworfen werden. Zu Ausflügen in einer Entfernung von nicht über hundert Li von den dem Handel geöffneten Häfen und für eine Zeit von nicht über fünf Tagen bedarf es keines Passes.

Dieser Artikel bezieht sich nicht auf die Schiffsmannschaften u. s. w., für welche, im Einverständnisse der Consuln und der Ortsbehörden, besondere Grenzen werden gesetzt werden.

Der k. und k. Consul wird bedacht sein, bloss an achtbare Personen Pässe zu ertheilen

Artikel XII.

Es soll den Staatsangehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie gestattet sein, Compradors, Dolmetsche, Schreiber, Arbeiter, Bootführer, Schiffleute und Diener aus allen Theilen Chinas gegen eine entsprechende durch Uebereinkunft beider Theile festzu-

1869 stellende Vergütung in Dienst zu nehmen. Desgleichen soll es ihnen unverwehrt sein, von Chinesen die Sprache oder die Dialecte des Landes zu erlernen, oder sie in fremden Sprachen zu unterrichten. Dem Verkaufe von, im österreichisch-ungarischen Reiche gedruckten, sowie dem Ankaufe von chinesischen Büchern soll kein Hinderniss in den Weg gelegt werden.

Artikel XIII.

Das wie immer geartete Eigenthum der Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie im Kaiserthume China wird von den Chinesen als unverletzlich betrachtet und von ihnen stets geschont werden. Die chinesischen Behörden dürfen unter keiner Bedingung auf die Schiffe der obbenannten Staatsangehörigen Beschlag legen, oder dieselben irgend zu einem öffentlichen oder Privatzwecke gewaltsam verwenden.

Artikel XIV.

Wenn ein der österreichisch-ungarischen Monarchie zugehörendes Schiff in den Gewässern eines dem Handel eröffneten Hafens anlangt, so soll es ihm freistehen, einen Lootsen nach seiner Wahl aufzunehmen, um sich in den Hafen führen zu lassen. Ebenso soll es, wenn es alle Gebühren und Abgaben entrichtet hat, und zur Abreise fertig ist, sich einen Lootsen wählen können, um es aus dem Hafen hinauszuführen.

Artikel XV.

Sobald ein der österreichisch-ungarischen Monarchie zugehörendes Kauffahrteischiff in einen Hafen eingelaufen ist, so soll der Zollinspector, wenn er es für gut findet, einen oder mehrere Zollbeamten abordnen, um das Schiff zu überwachen, und darauf zu sehen, dass keine Waaren geschmuggelt werden. Diese Beamten können nach ihrem Belieben in ihrem eigenen Boote bleiben, oder sich an Bord des Schiffes aufhalten.

Die Kosten ihrer Besoldung, ihrer Nahrung und ihres Unterhaltes fallen der chinesischen Zollbehörde zur Last, und sie dürfen keine Entschädigung oder Belohnung irgend einer Art, weder von dem Schiffscapitän noch von den Consignatären verlangen.

Artikel XVI.

Innerhalb vierundzwanzig (24) Stunden nach Ankunft müssen die Schiffspapiere, Frachtbriefe u. s. w. dem Consul übergeben sein, welcher nach weiteren vierundzwanzig (24) Stunden dem Zollinspector den Namen des Schiffes, dessen Tonnengehalt und die Beschaffenheit seiner Ladung berichten wird.

Wenn durch Schuld des Capitäns binnen achtundvierzig (48) Stunden nach der Ankunft des Schiffes dieser Vorschrift nicht entsprochen worden ist, so soll derselbe einer Strafe von fünfzig (50) Taels

für jeden Tag Verzögerung unterworfen sein. Jedoch soll der Gesammt- 1869
betrag dieser Strafe zweihundert (200) Taels nicht übersteigen.

Der Capitän ist für die Richtigkeit des Schiffsmanifestes verantwortlich, welches einen genauen und umständlichen Bericht über die an Bord befindliche Waarenladung enthalten muss. Für die Ueberreichung eines falschen Schiffsmanifestes unterliegt er einer Geldstrafe von fünfhundert (500) Taels, aber es soll ihm gestattet sein, innerhalb vierundzwanzig (24) Stunden nach Ueberreichung des Manifestes an die Zollbeamten, irgend einen Irrthum zu verbessern, den er in demselben entdeckt, ohne desshalb einer Strafe zu verfallen.

Nachdem der Zollinspector vom Consul den vorgeschriebenen Bericht erhalten hat, wird ersterer die Erlaubniss zum Oeffnen des Schiffsraumes ertheilen. Sollte der Capitän ohne eine solche Erlaubniss zum Oeffnen des Schiffsraumes und zum Ausladen der Waaren schreiten, so verfällt er einer Geldstrafe von fünfhundert (500) Taels, und alle ausgeladenen Waaren sollen confiscirt werden.

Artikel XVII.

So oft ein Kaufmann des österreichisch-ungarischen Reiches Waaren zu landen oder zu verschiffen hat, soll er die Erlaubniss dazu bei dem Zollinspector nachsuchen. Waaren, welche ohne eine solche Erlaubniss gelandet oder verschifft werden, unterliegen der Confiscation.

Artikel XVIII.

Keine Umladung aus einem Schiffe in ein anderes kann ohne besondere Erlaubniss des Zollinspectors stattfinden. Güter, welche ohne Erlaubniss von einem Schiffe auf ein anderes umgeladen worden sind, sollen confiscirt werden.

Artikel XIX.

Die Capitäne und Handelsleute des österreichisch-ungarischen Reiches werden beliebige Gattungen von Lichterschiffen und Fahrzeugen zum Transporte der Waaren und Passagiere miethen können, und der Miethpreis für diese Lichterschiffe wird durch das freie Uebereinkommen der Betheiligten ohne Dazwischenkunft der chinesischen Behörde geregelt werden. Die Anzahl wird nicht beschränkt sein, und das Monopol derselben, eben so wenig wie jenes des Transportes durch Träger der ein- und auszuladenden Waaren, wird an Niemanden verliehen werden können. Sollte in jenen Lichterschiffen Schmuggel getrieben werden, so unterliegen die Waaren, welche hätten eingeschmuggelt werden sollen, der Confiscation.

Artikel XX.

Die Kaufleute der österreichisch-ungarischen Monarchie sollen die im Zolltarife verzeichneten Aus- und Einfuhrzölle bezahlen, in keinem Falle aber höhere, als die Kaufleute der meistbegünstigten Nation.

1869 Im Falle China vor Ablauf dieses Vertrages mit einer anderen Macht über Ermässigung oder Erhöhung der Zölle verhandeln sollte, so wird die kaiserliche und königliche Regierung, sobald eine solche Vereinbarung allgemein angenommen wurde, derselben gleichfalls beitreten.

Die dem gegenwärtigen Vertrage beigefügten Handelsbestimmungen sollen als integrirender Theil dieses Vertrages, und desshalb bindend für die beiden hohen contrahirenden Theile angesehen werden.

Artikel XXI.

Was die Waaren anbelangt, welche nach dem Tarife einer Abgabe ad valorem unterliegen, so soll, wenn der Kaufmann der österreichisch-ungarischen Monarchie mit den chinesischen Beamten sich über den Werth nicht einigen kann, jede Partei zwei oder drei Kaufleute zuziehen, welche die Waaren untersuchen sollen. Der höchste Preis, zu welchem einer dieser Kaufleute sie zu kaufen Willens wäre, soll als der Werth derselben angenommen werden.

Artikel XXII.

Die tarifmässige Abgabe wird nach dem Nettogewichte jeder Waare, nach Abzug der Tara berechnet. Wenn, um diese Tara auf jeden einzelnen Artikel, z. B. auf Thee, zu erhalten, der Kaufmann sich mit dem Zollbeamten nicht einigen kann, so wählt jeder von ihnen eine gleiche Anzahl Kisten, nach Hunderten, aus, nach Ermittelung des Bruttogewichtes, dann des Nettogewichtes und Berechnung der Differenz ergibt sich mittelst dieser Operation die Durchschnittstara für die ganze Partie. Nach demselben Principe ist die Tara für jede Waare oder für jeden Artikel zu ermitteln. Wenn sich ausserdem anderer Anlass zu Meinungsverschiedenheiten ergibt, welche nicht sofort zu lösen sind, so ist darüber dem Consul Anzeige zu machen, und dieser hat die Documente dem Zollinspector zu übersenden, um nach Recht und Billigkeit zu entscheiden. Der Recurs muss aber binnen vierundzwanzig Stunden erfolgen, widrigenfalls derselbe ohne Wirkung bleibt. Bis zur Erledigung der Angelegenheit hat der Zollinspector die Buchung der Waaren zu suspendiren.

Artikel XXIII.

Für alle eingeführten Waaren, welche eine Beschädigung erlitten haben sollten, wird eine der Beschädigung entsprechende Zollermässigung eintreten. Ergeben sich aber Streitigkeiten, so sollen diese auf dieselbe Weise zu Ende geführt werden, als solches im Artikel XXI für die mit einer Abgabe ad volorem belasteten Waaren vorgeschrieben ist.

Artikel XXIV. 1869

Der Capitän eines der österreichisch-ungarischen Monarchie angehörenden Kauffahrteischiffes kann innerhalb achtundvierzig Stunden nach Ankunft seines Schiffes, aber nicht später sich zum Wiederauslaufen entschliessen, ohne den Schiffsraum geöffnet zu haben, in welchem Falle er der Entrichtung der Tonnengelder nicht unterliegen wird. Nach Ablauf der achtundvierzig Stunden müssen die Tonnengelder entrichtet werden. Keine anderen Gebühren oder Abgaben sollen beim Ein- oder Auslaufen behoben werden.

Artikel XXV.

Die Eingangszölle sind beim Landen der Güter und die Ausgangszölle beim Verschiffen derselben fällig. Wenn die Tonnengelder und Zölle, welche von Schiff und Ladung zu zahlen sind, vollständig berichtigt wurden, so soll der Zollinspector eine Generalquittung darüber ausstellen, auf deren Vorzeigung der Consularbeamte dem Capitän seine Schiffspapiere zurückgeben und erlauben wird, unter Segel zu gehen.

Artikel XXVI.

Die Einzahlung der Abgaben erfolgt bei den von der chinesischen Regierung bezeichneten Bankhäusern in Sycee-Silber oder in fremden Münzen. Diese letzteren werden von den österreichisch-ungarischen Staatsangehörigen zu demselben Course angenommen, wie von den anderen fremden Kaufleuten, und in keinem Falle zu einem verschiedenen oder höheren Curse.

Artikel XXVII.

Die der österreichisch-ungarischen Monarchie angehörenden Kauffahrteischiffe von mehr als hundertfünfzig (150) Tonnen sollen vier (4) Mace per Tonne, und Schiffe von hundertfünfzig (150) Tonnen oder weniger, ein (1) Mace per Tonne bezahlen. Der Berechnung dieser Gebühren wird das englische Tonnenmass zu Grunde gelegt. Ueber die erfolgte Bezahlung der Tonnengelder soll der Zollinspector dem Capitän oder Consignatär eine Bescheinigung ertheilen, auf deren Vorzeigung bei den Zollbehörden anderer chinesischer Häfen, in welche der Capitän einzulaufen für gut finden sollte, binnen vier (4) Monaten vom Datum der im Artikel XXV erwähnten Generalquittung keine abermaligen Tonnengelder mehr verlangt werden sollen.

Keine Tonnengelder sollen zu entrichten sein von Fahrzeugen, welche Angehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie zum Transporte von Passagieren, Gepäck, Briefen, Lebensmitteln oder solchen Artikeln verwenden, welche keinem Zolle unterliegen. Führen solche Fahrzeuge auch gleichzeitig zollpflichtige Waaren mit sich, so sollen sie in die Kategorie der Schiffe unter hundertfünfzig (150)

1869 Tonnen Gehalt gerechnet werden, und ein Tonnengeld von ein (1) Mace per Tonne entrichten.

Artikel XXVIII.

Den Staatsangehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie, welche Producte aus dem Innern von China nach einem der chinesischen Häfen, oder importirte Waaren aus einem Hafen nach einem Platze des Innern versenden wollen, soll es freistehen, die Transitgebühren auf Einmal zu entrichten, und die Zahlung in der Weise zu leisten, welche die dem Tarife beigeschlossene siebente Handelsbestimmung vorschreibt.

Diese einmalige Gebühr wird die Hälfte der im Tarife festgesetzten Gebühren betragen, mit Ausnahme der zollfreien Waaren, welche in Gemässheit der im Tarife dieses Vertrages beigeschlossenen zweiten Handelsbestimmung, einem Transitzolle von $2^1/_2$ Procent ad valorem unterliegen.

Es ist ausdrücklich bestimmt, dass die Entrichtung der Transitgebühren die im Tarife vorgesehenen Ein- und Ausfuhrzölle nicht berührt, und es haben letztere im ganzen Betrage und abgesondert eingehoben zu werden.

Im Falle die chinesische Regierung in Zukunft mit einer anderen Macht in Bezug auf die Reduction oder Erhöhung der Zölle, oder wegen einer Veränderung in der Art und Weise ihrer Einhebung unterhandeln sollte, so wird die kaiserliche und königliche Regierung einer solchen Uebereinkunft, sobald dieselbe allgemein angenommen worden ist, gleichfalls beitreten.

Artikel XXIX.

Wenn der Capitän eines der österreichisch-ungarischen Monarchie angehörenden Schiffes, welches in einen chinesischen Hafen eingelaufen ist, daselbst nur einen Theil der Ladung zu löschen wünscht, so soll er auch nur für diesen Theil zur Zollentrichtung verbunden sein. Den Rest der Ladung kann er nach einem anderen Hafen führen und daselbst verzollen und verkaufen.

Artikel XXX.

Den Fahrzeugen von Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie, welche Küstenfahrt betreiben, wird es freistehen, chinesische Erzeugnisse von einem offenen Hafen zum anderen zu transportiren gegen Entrichtung des tarifmässigen Zolles im Hafen der Einladung, und ferner Entrichtung der Cabotagegebühr (welche die Hälfte des tarifmässigen Zolles beträgt) im Ausschiffungshafen. Wenn diese chinesischen Erzeugnisse, welche aus einem anderen Hafen eingeführt worden sind, innerhalb eines Jahres wieder ausgeführt werden, so sollen die oberwähnten Fahrzeuge einen Rückzollschein

(draw back Certificate oder Tsun-piao) erhalten, welcher den halben 1869
Werth des bezahlten Zolles vorstellen wird, wornach das Verschiffen einem Ausgangszolle nicht mehr unterliegt, doch wird im Ausschiffungshafen die Hälfte der Cabotagegebühr zu entrichten sein.

Artikel XXXI.

Wenn Kaufleute der österreichisch-ungarischen Monarchie in einem der offenen Häfen Waaren eingeführt und daselbst verzollt haben, werden sie vom Zollinspector die Erlaubniss zur Wiederausfuhr erlangen können. Um jeder Defraudation vorzubeugen, werden die Zollbeamten sich überzeugen, ob die Zollgebühren für die bezeichneten Waaren wirklich entrichtet und gehörig registrirt worden, ferner ob die Marken unverletzt sind. Sollte sich eine Zolldefraudation herausstellen, so werden die Waaren von der chinesischen Regierung confiscirt werden. Unter diesen Bedingungen werden die Kaufleute der österreichisch-ungarischen Monarchie zur Wiederausfuhr fremder Waaren ins Ausland einen Rückzollschein über den bezahlten Einfuhrszoll erhalten. Bei der Wiederausfuhr chinesischer Erzeugnisse innerhalb einer zwölfmonatlichen Frist ins Ausland können die Kaufleute der österreichisch-ungarischen Monarchie einen Rückzollschein über die bezahlten Cabotagegebühren verlangen.

Die Rückzollscheine werden von dem Zollamte des Hafens, wo sie ausgestellt sind, bei der Entrichtung von Einfuhr- und Ausfuhrzöllen zum Nominalwerthe in Zahlung angenommen werden.

Statt der Rückzollscheine wird man vom Zollamte einen Erlaubnissschein zum zollfreien Löschen der Waaren (Mien-schue-tân), für einen anderen chinesischen Hafen giltig, erlangen können. Die der österreichisch-ungarischen Monarchie angehörenden Schiffe, welche mit fremden Cerealien beladen sind, können dieselben zollfrei ausführen, solange sie nicht einen Theil ihrer Ladung gelöscht haben.

Sollte die chinesische Regierung in Zukunft mit einer anderen Macht in Bezug auf die Dauer unterhandeln, innerhalb welcher solche Rückzollscheine (vom Zeitpunkte der Ladung der Waaren gerechnet) ausgestellt werden können, so wird die kaiserliche und königliche Regierung solchen Vereinbarungen zustimmen, sobald dieselben allgemein angenommen worden sind.

Artikel XXXII.

In jedem der Häfen, welche dem fremden Handel geöffnet sind, soll der Zollinspector beim Consularbeamten eine Sammlung der beim Zollamte in Canton gebräuchlichen Masse und Gewichte, sowie gesetzliche Waagen zum Abwiegen der Waare und des Geldes deponiren. Diese Normalmasse, Normalgewichte und Waagen sollen die Grundlagen aller Zolleinforderungen und Zahlungen bilden, und im Falle von Streitigkeiten soll auf ihre Ergebnisse verwiesen werden.

1869 Um jedem Irrthume vorzubeugen und grössere Gleichförmigkeit zu erzielen, ist man übereingekommen, dass diese Masse und Gewichte mit der vierten Handelsbestimmung dieses Vertrages im Einklange stehen sollen.

Artikel XXXIII.

Alle Geldstrafen und Confiscationen für Zuwiderhandlungen gegen diesen Vertrag sollen der chinesischen Regierung zufallen.

Die chinesischen Behörden werden in jedem Hafen die ihnen am geeignetsten scheinenden Massregeln ergreifen, damit die Staatseinnahme weder durch Betrug, noch durch Schmuggel eine Beeinträchtigung erleide.

Artikel XXXIV.

Den kaiserlichen und königlichen Kriegsschiffen, welche nicht in feindseliger Absicht kommen, oder welche mit der Verfolgung von Seeräubern beschäftigt sind, soll es freistehen, alle chinesischen Häfen ohne Unterschied zu besuchen.

Beim Ankaufe von Vorräthen, Einnehmen von Wasser, sowie bei Ausbesserungen soll ihnen jede Erleichterung zu Theil werden, und sie sollen keinerlei Hindernissen begegnen. Die Befehlshaber solcher Schiffe sollen mit den chinesischen Behörden als Gleichgestellte und auf höflichem Fusse verkehren. Abgaben irgend einer Art sollen von solchen Schiffen nicht erhoben werden.

Artikel XXXV.

Sollte ein österreichisch-ungarischer Kauffahrer zu irgend einer Zeit an der Küste von China Schiffbruch leiden oder stranden, oder gezwungen sein, in irgend einem Hafen innerhalb des Gebietes des Kaisers von China Zuflucht zu suchen, so sollen die chinesischen Behörden, sobald sie von dieser Thatsache Nachricht erhalten, unverweilt Massregeln zur Rettung und Sicherheit des Schiffes treffen; den an Bord befindlichen Personen soll eine freundliche Behandlung zutheil werden, und sie sollen, wenn nothwendig, mit den Mitteln zur Weiterfahrt nach der nächsten Consularstation versehen werden.

Artikel XXXVI.

Wenn Matrosen oder andere Individuen von den der österreichisch-ungarischen Monarchie zugehörenden Kriegs- oder Handelsschiffen desertiren, so soll die chinesische Behörde auf Requisition des Consularbeamten, oder, wenn ein solcher nicht vorhanden ist, des Capitäns, die erforderlichen Schritte thun, um den Deserteur oder Flüchtling zu entdecken und in die Hände des Consularbeamten oder des Capitäns zurückzuliefern.

Gleichermassen kann, wenn chinesische Deserteure oder wegen eines Verbrechens Verfolgte sich in die Häuser oder auf die Schiffe von Staatsangehörigen des österreichisch-ungarischen Reiches flüchten

sollten, die Ortsbehörde sich an den kaiserlich und königlichen Consularbeamten wenden, welcher die nöthigen Massregeln ergreifen soll, um die Auslieferung derselben zu bewerkstelligen. 1869

Artikel XXXVII.

Wenn Schiffe der österreichisch-ungarischen Monarchie in chinesischen Gewässern von Seeräubern geplündert werden sollten, so soll es Pflicht der chinesischen Behörden sein, alle Mittel zur Habhaftwerdung und Bestrafung der Räuber aufzubieten. Die geraubten Waaren sollen in die Hände des betreffenden Consularbeamten abgeliefert werden, welcher dieselben an die Berechtigten gelangen lassen wird. Kann man weder der Piraten habhaft werden, noch die geraubten Gegenstände wieder erlangen, so sollen die chinesischen Behörden nach den chinesischen Gesetzen bestraft werden, ohne zum Ersatze der geraubten Gegenstände verpflichtet zu sein.

Artikel XXXVIII.

Wenn ein Staatsangehöriger der österreichisch-ungarischen Monarchie Ursache zu Beschwerden über einen Chinesen hat, so soll er sich zuvörderst zu dem Consularbeamten begeben und den Gegenstand seiner Beschwerde auseinandersetzen. Der Consularbeamte, nachdem er die Angelegenheit untersucht hat, wird sich Mühe geben, dieselbe gütlich auszugleichen.

Ebenso wird der Consularbeamte, wenn ein Chinese sich über einen Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie zu beschweren hat, ersterem williges Gehör schenken und eine gütliche Einigung herbeizuführen suchen.

Sollte eine solche aber in dem einen oder anderen Falle nicht gelingen, so wird der Consularbeamte die Mitwirkung des betreffenden chinesischen Beamten in Anspruch nehmen, und beide vereint werden die Angelegenheit nach den Grundsätzen der Billigkeit entscheiden.

Artikel XXXIX.

Chinesische Unterthanen, welche sich einer verbrecherischen Handlung gegen einen Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie schuldig machen, sollen von den chinesischen Behörden verhaftet und nach chinesischen Gesetzen bestraft werden.

Angehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie, wenn sie sich einer verbrecherischen Handlung gegen einen chinesischen Unterthan schuldig machen, sollen von dem Consularbeamten verhaftet und nach den Gesetzen des österreichisch-ungarischen Reiches bestraft werden.

Artikel XL.

Streitsachen zwischen Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie, bezüglich der Rechte des Eigenthums oder der

1869 Personen, unterstehen der Gerichtsbarkeit der kaiserlichen und königlichen Behörden. Streitsachen zwischen Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Angehörigen einer anderen fremden Nation werden in China nach den zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dieser fremden Nation bestehenden Verträgen entschieden werden, ohne dass der chinesischen Regierung eine Ingerenz zustünde. Wenn aber chinesische Unterthanen in die Streitsache verwickelt sind, werden die chinesischen Behörden in jedem Falle an dem Verfahren sich betheiligen, in Gemässheit der Artikel XXXVIII und XXXIX des gegenwärtigen Vertrages.

Artikel XLI.

Die chinesischen Behörden sollen der Person und dem Eigenthume der Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie zu jeder Zeit den vollsten Schutz angedeihen lassen, namentlich wenn denselben eine Beleidigung oder eine Gewaltthat widerfahren sollte.

In Fällen von Raub oder Brandschatzung sollen die Ortsbehörden die geeigneten Massregeln ergreifen, um das geraubte Eigenthum zurück zu erlangen, der Unordnung zu steuern und die Schuldigen zu arretiren, welche nach dem Gesetze bestraft werden sollen. Sollte es aber der Localbehörde nicht gelingen, der Schuldigen habhaft zu werden, so wird von der chinesischen Regierung keine andere Compensation verlangt werden können, als die Bestrafung besagter Behörde nach chinesischen Gesetzen.

Artikel XLII.

Wenn ein chinesischer Unterthan, welcher Schuldner eines Staatsangehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie ist, es unterlässt, seine Schuld zu bezahlen, oder in betrügerischer Absicht sich entfernt, so wird die chinesische Behörde jedes ihr zu Gebote stehende Mittel anwenden, um den Flüchtigen zu verhaften, und den Schuldner zur Bezahlung seiner Schuld zu zwingen.

Ebenso sollen die kaiserlichen und königlichen Behörden ihr Möglichstes thun, um Staatsangehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie, welche ihre Schulden an chinesische Unterthanen nicht bezahlen, dazu zu zwingen, und wenn sie in betrügerischer Absicht sich entfernt haben, vor Gericht zu ziehen.

In keinem Falle aber sollen weder die chinesische Regierung noch die Regierung Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät für die Schulden ihrer Staatsangehörigen verantwortlich gemacht werden können.

Artikel XLIII.

Der österreichisch-ungarischen Monarchie und ihren Staatsangehörigen soll volle und gleiche Theilnahme an allen Privilegien,

Freiheiten und Vortheilen zustehen, welche von Seiner Majestät dem 1869
Kaiser von China der Regierung oder den Unterthanen irgend einer anderen Nation gewährt sind, oder in Zukunft gewährt werden mögen.

Alle Veränderungen im Tarife oder in den Bestimmungen über Zölle, Tonnen- und Hafengelder, Einfuhr, Ausfuhr und Transit, auch die beschränkenden, sollen, wenn sie allgemein angenommen worden sind, auch auf die Handelsleute und Kauffahrer der österreichisch-ungarischen Monarchie sofort und ohne weiteren Vertrag Anwendung finden.

Ebenso sollen chinesische Unterthanen in dem Gebiete der österreichisch-ungarischen Monarchie gleich den Unterthanen der meistbegünstigten Nation behandelt werden.

Artikel XLIV.

Man ist übereingekommen, dass jeder der hohen contrahirenden Theile das Recht haben soll, nach Ablauf von zehn Jahren die Revision des Tarifes und der auf den Handel bezüglichen Artikel dieses Vertrages zu verlangen. Wenn aber in den darauf folgenden sechs Monaten kein Verlangen gestellt wird, so bleibt der Tarif, vom obigen Zeitpunkte an gerechnet, weitere zehn Jahre in Kraft, und dasselbe wird nach dem Ablaufe einer jeden der nachfolgenden zehnjährigen Perioden beobachtet werden.

Sollte aber vor Ablauf der ersten zehn Jahre mit einer der Mächte, welche mit China im Vertragsverhältnisse stehen, eine Revision ihres Vertrages oder Tarifes vorgenommen werden, so sollen die Vortheile derselben der Regierung Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät sofort zu statten kommen.

Artikel XLV.

Die Ratificationen dieses Vertrages sollen innerhalb Eines Jahres vom Tage der Unterzeichnung desselben in Shanghai oder Tientsin ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen zu Peking, in vierfacher Ausfertigung am zweiten September des Jahres Eintausend achthundert sechzig und neun der christlichen Zeitrechnung, d. i. am 26. Tage des 7. Monates des 8. Jahres der Regierung Seiner Majestät Tung-Chih.

(L. S.) Freiherr *von Petz*,
Contre-Admiral.

(L. S.) *Tung-Sün.*

(L. S.) *Chung-Hou.*

1869

Zolltarif.

I. Einfuhr.

Gegenstand	per	T.	M.	C.	C.
Agar-Agar	100 Catties	—	1	5	—
Assa foëtida	„	—	6	5	—
Bauholz:					
Masten und Sparren, hartes Holz, nicht nicht über 40 engl. Fuss	Stück	4	—	—	—
Hartes Holz nicht über 60 engl. Fuss . .	„	6	—	—	—
Hartes Holz, über 60 engl. Fuss	„	10	—	—	—
Weiches Holz, nicht über 40 engl. Fuss .	„	2	—	—	—
Weiches Holz, nicht über 60 engl. Fuss .	„	4	5	—	—
Weiches Holz, über 60 engl. Fuss . . .	„	6	5	—	—
Balken, hartes Holz, nicht über 26 engl. Fuss lang, unter 12 Zoll im Quadrat .	„	1	5	—	—
Planken, hartes Holz, nicht über 24 engl. Fuss lang, 12 Zoll breit und 3 Zoll stark	100	3	5	—	—
Hartes Holz, nicht über 16 engl. Fuss lang, 12 Zoll breit und 3 Zoll stark . .	100	2	—	—	—
Weiches Holz	1000 □Fuss	—	7	—	—
Von Teakbaum-Holz	Cub. Fuss	—	—	3	5
Baumwolle, rohe	100 Catties	—	3	5	—
Baumwollwaaren:					
Grau, weiss, glatt geköpert, über 34 engl. Zoll breit und nicht über 40 Yards lang	Stück	—	—	8	—
Grau, über 34 engl. Zoll breit und über 40 Yards lang	10 Yards	—	—	2	—
Drills und Geans, eine Art Barchent, nicht über 30 engl. Zoll breit und nicht über 40 Yards lang	Stück	—	1	—	—
Drills und Geans nicht über 30 engl. Zoll breit und nicht über 30 Yards lang	„	—	—	7	5
T. Tuch, nicht über 34 engl. Zoll breit und nicht über 48 Yards lang	„	—	—	8	—
T. Tuch, nicht über 34 engl. Zoll breit und nicht über 24 Yards lang	„	—	—	4	—
T. Tuch, gefärbt, gemustert und ungemustert, nicht über 36 engl. Zoll breit und nicht über 40 Yards lang	„	—	1	5	—
Bunte Waaren, weisser Brocat, punktirter Shirting, nicht über 36 engl. Zoll breit und nicht über 40 Yards lang . .	„	—	1	—	—
Gedruckte: Zitz- u. Möbelcattune, nicht über 31 engl. Zoll breit und nicht über 30 Yards lang	„	—	—	7	—

1869

Gegenstand	per	T.	M.	C.	C.
Cambric, nicht über 46 engl. Zoll breit und nicht über 24 Yards lang	Stück	—	—	7	—
Cambric, nicht über 46 engl. Zoll breit und nicht über 12 Yards lang	„	—	—	3	5
Mousseline, nicht über 46 engl. Zoll breit und nicht über 24 Yards lang	„	—	—	7	5
Mousseline, nicht über 46 engl. Zoll breit und nicht über 12 Yards lang	„	—	—	3	5
Damast, nicht über 36 engl. Zoll breit und nicht über 40 Yards lang	„	—	2	—	—
Dimity der Piqué, nicht über 40 engl. Zoll breit und nicht über 12 Yards lang	„	—	—	6	5
Gingham, nicht über 28 engl. Zoll breit und nicht über 30 Yards lang . . .	„	—	—	3	5
Tücher, nicht über 1 Yard im Quadrat .	Dutzend	—	—	2	5
Barchent, nicht über 35 Yards lang . .	Stück	—	2	—	—
Sammt, nicht über 34 Yards lang . . .	„	—	1	5	—
Baumwollzwirn	100 Catties	—	7	2	—
Baumwollgarn	„	—	7	—	—
Betelnuss	„	—	1	5	—
Betelnussschale	„	—	—	7	5
Bêche de mer, schwarz	„	1	5	—	—
„ „ „ weiss	„	—	3	5	—
Bienenwachs, gelbes	„	1	—	—	—
Cochenille	„	5	—	—	—
Cow Bezoar, indisches	Catty	1	5	—	—
Cutch	100 Catties	—	1	8	—
Elephantenzähne, ganz	„	4	—	—	—
„ Bruch.	„	3	—	—	—
Federn, Eisvogel.	100	—	4	—	—
„ Pfauen	100	—	4	—	—
Feuersteine	100 Catties	—	—	3	—
Fischbalg.	„	—	2	—	—
Fische, gesalzene	„	—	1	8	—
Fischmagen	„	1	—	—	—
Gambier	„	—	1	5	—
Garnelen, getrocknete	„	—	3	6	—
Gewürznelken	„	—	5	—	—
Gewürznelkenmutter	„	—	1	8	—
Giseng, amerikanischer, ungeklärt . . .	„	6	—	—	—
„ „ geklärt	„	8	—	—	—
Glas. Fenster	100 □Fuss	—	1	5	—
Golddraht, echter	Catty	1	6	—	—
„ imitirter	„	—	—	3	—
Gummi, Benjamin	100 Catties	—	6	—	—
„ Oel, von	„	—	6	—	—
„ Drachenblut	„	—	4	5	—
„ Myrrhe	„	—	4	5	—

1869

Gegenstand	per	T.	M.	C.	C.
Gummi Olibanum	100 Catties	—	4	5	—
Gummigutt	„	1	—	—	—
Haifischflossen schwarze	„	—	5	—	—
„ weisse	„	1	5	—	—
Haifischhäute	100	2	—	—	—
Hausenblase (Fischleim)	100 Catties	—	6	5	—
Häute:					
Büffel- oder Kuh-	„	—	5	—	—
Rhinoceros-	„	—	4	2	—
Fuchs-, grosse	Stück	—	1	5	—
„ kleine	„	—	—	7	5
Marder-	„	—	1	5	—
See-Otter-	„	1	5	—	—
Tiger- oder Leoparden-	„	—	1	5	—
Biber-	100	5	—	—	—
Reh-, Hasen- und Kaninchen-	„	—	5	—	—
Eichhorn-	„		5	—	—
Landotter-	„	2	—	—	—
Waschbär-	„	2	—	—	—
Dachs-	„	2	—	—	—
Wolf-, grosse	Stück	—	1	5	—
„ kleine	„	—	—	7	5
Hörner, Büffel-	100 Catties	—	2	5	—
„ Hirsch-	„	—	2	5	—
„ Rhinoceros-	„	2	—	—	—
Holz, Camagon-	„	—	—	3	—
„ Eben-	„	—	1	5	—
„ wohlriechendes	„	—	4	5	—
„ Kranjee, 35 engl. Fuss lang, 1 engl. Fuss 8 Zoll breit u. 1 Fuss stark	Stück	—	8	—	—
Laka	100 Catties	—	1	4	5
„ Roth	„	—	1	1	5
„ Garvo	„	2	—	—	—
Indigo, flüssiger	„	—	1	8	—
Kampher, Barroos, gereiniget	Catty	1	3	—	—
„ Abfall	„	—	7	2	—
Kardamomen, bessere Qualität	100 Catties	1	—	—	—
„ geringere Qualität oder Paradieskörner	„	—	5	—	—
Karneol	100 Steine	—	3	—	—
Karneolperlen	100 Catties	7	—	—	—
Knöpfe, metallene	Gros	—	—	5	5
Korallen	Catty	—	1	—	—
Lackirte Waaren	100 Catties	1	—	—	—
Leder	„	—	4	2	—
Leim	„	—	1	5	—
Leinen, feine, wie irische od. schottische, nicht über 50 Yards lang	Stück	—	5	—	—

1869

Gegenstand	per	T.	M.	C.	C.
Leinen, grobe, wie Leinen mit Baumwolle oder Seide gemischt, nicht über 50 Yards lang	Stück	—	2	—	—
Lucrabau, Samen	100 Catties	—	—	3	5
Macisblüthe	„	1	—	—	—
Mangrove- (Mangelbaum-) Rinde	„	—	—	3	—
Metalle:					
Kupfer, verarbeitetes, wie in Blechen, Stangen, Nägeln	„	1	5	—	—
Kupfer, unverarbeitetes, wie in Platten	„	1	—	—	—
Yellow, Metall, Bleche, Nägel	„	—	9	—	—
„ japanesisches	„	—	6	—	—
Eisen, verarbeitetes, wie in Blechen, Stangen, Stäben, Reifen	„	—	1	2	5
Eisen, unverarbeitetes, in Blöcken	„	—	—	7	5
Eisen, Ballast	„	—	—	1	—
„ Draht	„	—	2	5	—
Blei in Blöcken	„	—	2	5	—
„ in Tafeln	„	—	5	5	—
Quecksilber	„	2	—	—	—
Zink (nur nach dem, dem Tarife angehängten Regulative vorläufig)	„	—	2	5	—
Stahl	„	—	2	5	—
Zinn	„	1	2	5	—
Weissblech	„	—	4	—	—
Muscatnüsse	„	2	5	—	—
Muscheln, getrocknete	„	—	2	—	—
Oliven, uneingemachte, gesalzene oder eingemachte	„	—	1	8	—
Opium	„	30	—	—	—
Perlenmutterschale	„	—	2	—	—
Pfeffer, schwarzer	„	—	3	6	—
„ weisser	„	—	5	—	—
Putschuk (Kostwurzel)	„	—	6	—	—
Rotang (ostindisches Stuhlrohr)	„	—	1	5	—
Salpeter (nur nach dem, dem Tarife angehängten Regulative verkäuflich)	„	—	5	—	—
Sammtzeuge, nicht über 34 Yards lang	Stück	—	1	8	—
Sandelholz	100 Catties	—	4	—	—
Sapanholz	„	—	1	—	—
Schildkrötenschalen	Catty	—	2	5	—
„ Bruch	„	—	—	7	2
Schirme	Stück	—	—	3	5
Schmalte	100 Catties	1	5	—	—
Schnupftabak, fremder	„	7	2	—	—
Schwefel (nur nach dem, dem Tarife angehängten Regulative verkäuflich)	„	—	2	—	—

1869

Gegenstand	per	T.	M.	C.	C.
Segeltuch von Leinen oder Baumwolle, nicht über 50 Yards lang	Stück	—	4	—	—
Sehnen, Büffel- und Hirsch-	100 Catties	—	5	5	—
Silberdraht, echter	Catty	1	3	—	—
„ imitirter	„	—	—	—	—
Spieldosen, 5% ad valorem	„	—	—	—	—
Stangenlack	100 Catties	—	3	—	—
Steinkohlen, fremde	Tonne	—	—	5	—
Stockfisch	100 Catties	—	5	—	—
Taschenuhren	Paar	1	—	—	—
„ emaillirt à perles	„	4	5	—	—
Tauwerk, Manilla	100 Catties	—	3	5	—
Teleskope, Ferngläser, Operngläser, Spiegel, Trumeaux, 5% ad valorem .	—	—	—	—	—
Tigerknochen	100 Catties	1	5	5	—
Uhren, Wand- und Stutz-, 5% ad valorem	—	—	—	—	—
Vogelnester, indische, essbare:					
1. Qualität	Catty	—	5	5	—
2. Qualität	„	—	4	5	—
3. Qualität oder ungereinigte	„	—	1	5	—
Wallrosszähne	100 Catties	2	—	—	—
Wachs, japanesisches	„	—	6	5	—
Wollengarn	„	3	—	—	—
Wollenwaaren, nämlich:					
Decken	Paar	—	2	—	—
Feines Tuch und Spanish stripes, Habit und Medium-Tuch, 51 bis 64 engl. Zoll breit	Chang	—	1	2	—
Long Ells, 31 engl. Zoll breit	„	—	—	4	5
Camelot, englischer, 31 engl. Zoll breit	„	—	—	5	—
Camelot, holländischer, 33 engl. Zoll breit	„	—	1	—	—
Camelot, imitirter oder Bombazettes . .	„	—	—	3	5
Casimir, Flanell und schmales Tuch . .	„	—	—	4	—
Lastings, 31 engl. Zoll breit	„	—	—	5	—
Lastings, imitirter, und Orleans, 34 engl. Zoll breit	„	—	—	3	5
Flaggentuch Bunting, nicht über 24 engl. Zoll breit, 40 Yards lang	Stück	—	2	—	—
Wollene und baumwollene gemischte Gewebe, wie Lustres, einfache und brocat, nicht über 31 Yards lang . . .	„	—	2	—	—
Ordinäre Spanish stripes	Chang	—	1	—	—
Zimmt	100 Catties	1	5	—	—
Zunder	„	—	3	5	—

II. Ausfuhr. 1869

Gegenstand	per	T.	M.	C.	C.
Alaun	100 Catties	—	—	4	5
„ grüner oder Eisenvitriol	„	—	1	—	—
Anis-Stern	„	—	5	—	—
„ -Bruch	„	—	2	5	—
„ -Oel	„	5	—	—	—
Aprikosenkerne oder Mandeln	„	—	4	5	—
Arsenik	„	—	4	5	—
„ gelbes oder Operment	„	—	3	5	—
Austernschalen und Seemuscheln	„	—	—	9	—
Bambusfabrikate	„	—	7	5	—
Bangles oder gläserne Armspangen	„	—	5	—	—
Baumwolle, rohe	„	—	3	5	—
„ Lumpen	„	—	—	4	5
Bilder und Gemälde	Stück	—	1	—	—
„ „ „ auf Reispapier	100	—	1	—	—
Bleigelb (Massicot)	100 Catties	—	3	5	—
Bleiroth (Minium)	„	—	3	5	—
Bleiweiss (Ceruse)	„	—	3	5	—
Blumen, künstliche	„	1	5	—	—
Bohnen und Erbsen (ausgenommen von Newchwang und Tangchow)	„	—	—	6	—
Bohnenkuchen (ausgenommen von Newchwang und Tangchow)	„	—	—	3	5
Capoor Cutchery	„	—	3	—	—
Cassia lignea	„	—	6	—	—
„ -Blüthen	„	—	8	—	—
„ -Zweige	„	—	1	5	—
„ -Oel	„	9	—	—	—
Castor-Oel (Ricinus)	„	—	2	—	—
Chinawurzel	„	—	1	3	—
Coir (Cocosnussfaser-Geflecht)	„	—	1	—	—
Cow-bezoar	Catty	—	3	6	—
Datteln, schwarze	100 Catties	—	1	5	—
„ rothe	„	—	—	9	—
Decken, grobe, von Haaren oder Fellen	Stück	—	—	9	—
Düngerkuchen oder Poudrette	100 Catties	—	—	9	—
Eier eingemachte	1000	—	3	5	—
Elfenbeinwaaren	Catty	—	1	5	—
Erdnüsse	100 Catties	—	1	—	—
„ Kuchen	„	—	—	3	—
Erd chwämme	„	1	5	—	—
Fächer, von Federn	100	—	7	5	—
„ von Papier	„	—	—	4	5
„ von Palmenblättern, eingefasst	1000	—	3	6	—
„ von Palmenblättern, uneingefasst	„	—	2	—	—
Farbe, grüne	100 Catties	—	4	5	—

1869

Gegenstand	per	T.	M.	C.	C.
Färbestoff, grüner	Catty	—	8	—	—
Filzabfall	100 Catties	—	1	—	—
Filzmützen	100	1	2	5	—
Firniss oder roher Lack	100 Catties	—	5	—	—
Galgant	"	—	1	—	—
Galläpfel	"	—	5	—	—
Gelbwurz (Turmeric)	"	—	1	—	—
Giseng, einheimischer, 5% ad valorem	"	—	—	—	—
Giseng von Corea oder Japan:					
1. Qualität	Catty	—	5	—	—
2. "	"	—	3	5	—
Glas oder Glaswaaren	100 Catties	—	5	—	—
Glasperlen	"	—	5	—	—
Grastuch, feines	"	2	5	—	—
" ordinäres	"	—	7	5	—
Gyps	"	—	—	3	—
Haare, Kameel-	"	1	—	—	—
" Ziegen-	"	—	1	8	—
Hanf	"	—	3	5	—
Hanfgarne von Canton	"	—	1	5	—
" von Sutschau (Sutchow)	"	—	5	—	—
Häute, grüne	"	1	8	—	—
Holz: Pfähle, Stangen, Balken	Stück	—	—	3	—
" -Waaren	100 Catties	1	1	5	—
Honig	"	—	9	—	—
Hörner, Hirsch- alte	"	1	3	5	—
" " junge	Paar	—	9	—	—
Indigo, trockener	100 Catties	1	—	—	—
Joss sticks (chinesische Glimmkerzen)	"	—	2	—	—
Kampher	"	—	7	5	—
Kanthariden	"	2	—	—	—
Kastanien	"	—	1	—	—
Kleidungsstücke, baumwollene	"	1	5	—	—
" seidene	"	10	—	—	—
Knoblauch	"	—	—	3	5
Knochen- und Hornwaaren	"	1	5	—	—
Koffer von Leder	"	1	5	—	—
Konfect und Eingemachtes aller Art	"	—	5	—	—
Korallen, unechte	"	—	3	5	—
Kubeben	"	1	5	—	—
Kupfererz	"	—	5	—	—
" Blech, altes	"	—	5	—	—
Kupfer- und Zinnwaaren	"	1	1	5	—
Kuriositäten und Antiquitäten, 5% ad valorem	—	—	—	—	—
Lackirte Waaren	"	1	—	—	—
Lakritzen	"	—	1	3	5
Lampendochte	"	—	6	—	—
Leder, frisches	"	1	8	—	—

1869

Gegenstand	per	T.	M.	C.	C.
Lederwaaren, wie Taschen, Beutel, Börsen	100 Catties	1	5	—	
Lichees (getrocknete Früchte)	"	—	2	—	—
Lilienblumen, getrocknete	"	—	2	7	—
Liliensamen oder Lotosnüsse	"	—	5	—	—
Lung-ngan (getrocknete Früchte) . . .	"	—	2	5	—
" ohne Stein	"	—	3	5	—
Marmorplatten	"	—	2	—	—
Matten aller Art	100 Stück	—	2	—	—
Mattenbelag, fortlaufend, die Rolle von 40 Yards	Rolle von 40 Yards	—	2	—	—
Melonensamen	100 Catties	—	1	—	—
Metallknöpfe	"	3	—	—	—
Metallfolie	"	1	5	—	—
Metallwaaren	"	1	—	—	—
Metalldraht	"	1	1	5	—
Moschus	Catty	—	9	—	—
Nanking u. inländische Baumwollenzeuge	100 Catties	1	5	—	—
Nudeln, lange (Vermicelli)	"	—	1	8	—
Oel, wie Bohnen-, Thee-, Holz-, Baumwollen- und Hanfsamen-Oel	"	—	3	—	—
Olivensamen	"	—	3	—	—
Palampore, gesteppte, Bettdecken von Baumwolle	100	2	7	5	—
Papier, 1. Qualität	100 Catties	—	7	—	—
" 2. "	"	—	4	—	—
" geöltes	"	—	4	5	—
Perlen, unechte	"	2	—	—	—
Perlenmutter-Waaren	Catty	—	1	—	—
Pfeffermünzblätter	100 Catties	—	1	—	—
Pfeffermünzöl	"	3	5	—	—
Porzellan, feines	"	—	9	—	—
" ordinäres	"	—	4	5	—
Reis oder Paddy, Weizen, Hirse oder andere Körnerfrüchte	"	—	1	—	—
Rhabarber	"	1	2	5	—
Rohrstöcke	Tausend	—	5	—	—
Rotang, gespaltener	100 Catties	—	2	5	—
" Waaren		—	3	—	—
Samtchu	"	—	1	5	—
Sandelholz-Waaren	Catty	—	1	—	—
Schalen, Orange-.	100 Catties	—	3	—	—
" Pumelo-, 1. Qualität	"	—	4	5	—
" " 2. "	"	—	1	5	—
Schildplatt-Waaren	Catty	—	2	—	—
Schinken	100 Catties	—	5	5	—
Schirme, Papier, Kitty sols	100	—	5	—	—
Schnupftabak	100 Catties	—	8	—	—
Schuhe u. Stiefel von Leder oder Atlas	100 Paar	3	—	—	—
Schuhe von Stroh	"	—	1	8	—

1869

Gegenstand	per	T.	M.	C.	C.
Schwärmer und Feuerwerk	100 Catties	—	5	—	—
Schwamm oder Agaric	"	—	6	—	—
Schwefelquecksilber, rothes	"	—	7	5	—
Seegras (Algen, Tang)	"	—	1	5	—
Seide: rohe oder gezwirnte	"	10	—	—	—
" gelbe von Setchuen	"	7	—	—	—
" gehaspelte von Dupions	"	5	—	—	—
" wilde, roh	"	2	5	—	—
" Abfall	"	1	—	—	—
" Cocons	"	3	—	—	—
" Floret von Canton	"	4	3	—	—
" " von anderen Provinzen. .	"	10	—	—	—
" Bänder und Zwirn	"	10	—	—	—
Seidenwaaren:					
" -Pongies, Shawls, Schärpen (scarfs), Krepp, Atlas, Gaze, Sammt und brodirte Stoffe . . .	"	12	—	—	—
" -Sammte von Setchuen u. Shangtung	"	4	5	—	—
" -Quasten (Troddeln)	"	10	—	—	—
" -Mützen	100	—	9	—	—
Mit Baumwolle gemischte Stoffe	100 Catties	5	5	—	—
Sesamsamen	"	—	1	3	5
Silber- und Goldwaaren.	"	10	—	—	—
Soya	"	—	4	—	—
Strohgeflecht	"	—	7	—	—
Steckrüben (Turnips), gesalzene	"	—	1	8	—
Steinkohle	"	—	—	4	—
Tabak, zubereiteter	"	—	4	5	—
" -Blätter	"	—	1	5	—
Talg, animalischer	"	—	2	—	—
" vegetabilischer	"	—	3	—	—
Teppiche und Droguets	100	3	5	—	—
Thee	100 Catties	2	5	—	—
Töpfer- und irdene Waaren	"	—	—	5	—
Tusche, chinesische	"	4	—	—	—
Wachs, weisses oder Insecten-	"	1	5	—	—
Wolle	"	—	3	5	—
Zinnfolie	"	1	2	5	—
Zinnober	"	2	5	—	—
Zucker, brauner	"	—	1	2	—
" weisser	"	—	2	—	—
" Kandis	"	—	2	5	—

1869

Handelsbestimmungen.

Erste Bestimmung.

Nicht aufgeführte Waaren.

Artikel, welche in dem Ausfuhrtarife nicht angeführt sind, sich aber in dem Einfuhrtarife aufgezählt finden, sollen, wenn sie ausgeführt werden, dieselben Zölle bezahlen, welche ihnen durch den Einfuhrtarif auferlegt sind. In gleicher Weise sollen die im Einfuhrtarife nicht aufgezählten Artikel, welche sich im Ausfuhrtarife verzeichnet finden, wenn sie importirt werden, dieselben Zölle zahlen, die in dem Ausfuhrtarife ihnen auferlegt sind.

Artikel, welche sich weder in dem einen, noch in dem anderen dieser beiden Tarife verzeichnet finden, und auch unter den zollfreien Waaren nicht aufgeführt sind, sollen einen Zoll von fünf Procent ad valorem zahlen, wobei der Marktpreis zu Grunde gelegt werden soll.

Zweite Bestimmung.

Zollfreie Waaren.

Gold und Silber in Barren, fremde Münzen, Mehl, Maismehl, Sago, Biscuit, präservirtes Fleisch, präservirtes Gemüse, Käse, Butter, Zuckerwaaren, fremde Kleidungsstücke, Gold- und Juwelierwaaren, Silber und plattirte Waaren, Parfümerien, Seife aller Art, Holzkohlen, Brennholz, fremde Kerzen, fremder Tabak, fremde Cigarren, Wein, Bier und Spirituosen, Hausgeräthe, Haus- und Schiffsvorräthe, Gepäck zum persönlichen Gebrauche, Papier und Schreibmaterialien, Tapisseriewaaren, Messerschmiedwaaren, fremde Medicamente, Glas- und Krystallwaaren.

Die hier aufgeführten Artikel sollen weder Einfuhr- noch Ausfuhrzoll zahlen. Mit Ausnahme von Gepäck zum persönlichen Gebrauche, Gold und Silber in Barren und fremden Münzen sollen sie aber, wenn sie nach dem Innern von China geführt werden, einem Transitzoll von zwei und einem halben Procent ad valorem unterliegen. Ein Fahrzeug, welches ganz oder theilweise mit zollfreien Artikeln (Gepäck zum persönlichen Gebrauche, Gold und Silber in Barren und fremde Geldmünzen ausgenommen) befrachtet ist, soll zur Entrichtung von Tonnengeldern verbunden sein, selbst wenn es keine andere Ladung an Bord haben sollte.

Dritte Bestimmung.

Verbotene Waaren.

Die Einfuhr sowohl als die Ausfuhr folgender Gegenstände ist verboten:

1869 Schiesspulver, Kugeln, Kanonen, gross und klein, Gewehre von jedem Kaliber, Waffen, Munition und Kriegsgeräthschaften aller Art, Salz.

Vierte Bestimmung.

Masse und Gewichte.

Der Tarifberechnung liegt die Annahme zu Grunde, dass das Gewicht eines (1) Pical von hundert (100) Catti gleich ist hundertzwanzig (120) Zollpfund siebenundzwanzig (27) Loth ein (1) Quent acht (8) Cents, oder sechzig (60) Kilogramm vierhundert dreiundfünfzig (453) Gramm, und dass die Länge eines (1) Tschang von zehn (10) chinesischen Fuss gleich ist eilf (11) Fuss zwei (2) Zoll neun (9) Linien österreichisch oder drei (3) Meter fünfundfünfzig (55) Centimeter. Ein chinesischer Fuss wird angenommen gleich dreizehn (13) Zoll fünf (5) Linien österreichisch, oder drei hundert fünfzig fünf (355) Millimeter.

Fünfte Bestimmung.

Artikel, die früher verboten waren.

Die Beschränkung des Handels mit Opium, Kupfermünze, Cerealien, Hülsenfrüchten, Schwefel, Salpeter und der unter der englischen Benennung Spelter bekannten Zinkart, ist unter folgenden Bedingungen aufgehoben:

1. Opium soll von jetzt an dreissig (30) Taels Eingangszoll für das Picul zahlen. Der Importeur soll es nur im Hafen verkaufen können, und in das Innere Chinas soll der Artikel nur von Chinesen und als chinesisches Eigenthum verführt werden dürfen. Dem Kaufmanne der österreichisch-ungarischen Monarchie soll nicht erlaubt sein, ihn zu begleiten. Der XI. (eilfte) Artikel des Vertrages darf also auf diesen Fall nicht ausgedehnt werden. Ebenso finden die Bestimmungen über Transitgebühren auf Opium keine Anwendung, sondern die chinesische Regierung darf diese Waare nach Gutdünken mit Transitzöllen belegen. Auch Tarifrevisionen sollen auf Opium keine Anwendung finden.

2. Kupfermünze. Die Ausfuhr chinesischer Kupfermünze nach einem fremden Hafen ist verboten, aber die Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie können dieselbe unter folgenden Bedingungen aus einem der offenen Häfen Chinas nach einem anderen verführen.

Der Verschiffer muss den Betrag der Kupfermünze, welche er einzuschiffen beabsichtigt, und den Hafen, nach welchem dieselbe bestimmt ist, angeben. Er muss zwei zahlungsfähige Personen als Bürgen, oder irgend eine andere vom Zollinspector genügend erachtete Caution dafür stellen, dass er innerhalb sechs (6) Monaten vom Zeit-

punkte der Clarirung ab, dem Zolleinnehmer im Hafen der Verschiffung das von demselben ausgestellte Certificat zurückgeben will, und zwar mit einer darauf enthaltenen, unter Siegel ausgefertigten Bescheinigung des Zolleinnehmers im Hafen der Bestimmung, dass die Kupfermünze daselbst angekommen ist. Bringt der Verschiffer das Certificat nicht bei, so verfällt er in eine, dem Betrage der verschifften Kupfermünze gleiche Geldstrafe. Die Kupfermünze soll keinen Zoll zahlen, aber eine vollständige oder theilweise Ladung dieser Münze soll das Fahrzeug, auf dem sie sich befindet, zur Zahlung von Tonnengeldern verpflichten, selbst wenn es keine anderen Frachten an Bord hätte. 1869

3. Reis. Die Ausfuhr nach einem fremden Hafen von Reis und allen anderen einheimischen oder fremden Cerealien, wo sie auch erzeugt, oder von wo sie eingeführt sein mögen, ist verboten. Aber diese Producte dürfen von Kaufleuten der österreichisch-ungarischen Monarchie aus einem offenen Hafen Chinas nach dem anderen geführt werden, unter denselben Bürgschaftsbedingungen wie bei Kupfermünze, und gegen Zahlung der im Tarife bezeichneten Zölle im Hafen der Einschiffung.

Kein Einfuhrzoll soll von Reis und Cerealien erhoben werden, aber eine ganze oder theilweise Ladung von Reis und Cerealien soll, wenn sich auch keine andere Ladung an Bord befindet, das Fahrzeug, das damit befrachtet ist, der Zahlung der Tonnengelder unterwerfen.

4. Salpeter, Schwefel und die unter dem Namen Spelter bekannte Zinkart werden als Kriegsmunition angesehen, und dürfen durch Kaufleute der österreichisch-ungarischen Monarchie nicht eingeführt werden, es sei denn auf Verlangen der chinesischen Regierung oder zum Verkaufe an chinesische Unterthanen, die vorschriftsmässig autorisirt sind, solche zu kaufen. Kein Erlauhnissschein zum Landen solcher Gegenstände wird ertheilt werden, ehe das Zollamt sich versichert hat, dass der Käufer die nöthige Autorisation erhalten hat. Es soll den Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie nicht erlaubt sein, diese Artikel den Yang-tze-kiang hinauf oder in andere, als die an der Seeküste eröffneten Häfen einzuführen; auch dürfen sie dieselben nicht für Rechnung von Chinesen in das Innere des Landes begleiten.

Diese Artikel sollen nur in den Häfen verkauft werden, und an allen anderen Orten sollen sie als chinesisches Eigenthum angesehen werden.

Die Zuwiderhandlung gegen die hier festgesetzten Bedingungen, unter denen der Handel mit Opium, Kupfermünze, Cerealien, Salpeter, Schwefel und dem unter dem Namen Spelter bekannten Zink erlaubt ist, soll mit Confiscation aller in Rede stehenden Artikel bestraft werden.

1869 **Sechste Bestimmung.**

Formalitäten, welche von den Schiffen bei ihrer Ankunft im Hafen zu beobachten sind.

Um jedes Missverständniss zu verhüten, ist man übereingekommen, dass der Zeitraum von 24 Stunden, binnen dessen jeder Capitän laut Artikel XVI des Vertrages seine Papiere dem Consul übergeben muss, von dem Abgenblicke zu laufen anfangen soll, wo das Schiff innerhalb der Hafengrenze angekommen ist.

Ebenso soll die Frist von 48 (achtundvierzig) Stunden gerechnet werden, welche der Artikel XXIV dieses Vertrages den der österreichisch-ungarischen Monarchie zugehörenden Schiffen im Hafen zu bleiben erlaubt, ohne Tonnengelder zu bezahlen.

Die Hafengrenzen sollen von den Zollbehörden den Bedürfnissen des Handelsstandes gemäss bestimmt werden, soweit dieselben mit gebührender Wahrung der Zolleinkünfte vereinbar sind.

Auf dieselbe Weise sollen die Orte bestimmt werden, wo es in jedem Hafen gestattet sein wird, Güter ein- und auszuladen, und diese Orte sollen den Consuln bekanntgemacht werden, damit sie dem Publicum davon Kenntniss geben.

Siebente Bestimmung.

Durchfuhrzölle.

Kaufmannsgüter haben die Transitzölle berichtiget, wenn sie folgende Bedingungen erfüllt haben.

Bei der Einfuhr: Dem Vorstande des Zollamtes in dem Hafen, von welchem aus die Waaren in das Innere versendet werden, soll von der Art und Anzahl dieser Waaren, von den Namen des Schiffes, welches dieselben ausgeladen hat, und von den Namen der Orte, wohin sie bestimmt sind, Anzeige gemacht werden.

Der Vorstand des Zollamtes wird, nachdem er sich von der Wahrheit dieser Angaben überzeugt, und den Betrag der Transitabgaben, wie er im Artikel XXVIII des Vertrages normirt ist, empfangen hat, dem Importeur der Waaren ein Transitabgabencertificat aushändigen, welches bei allen Hebestellen vorgezeigt werden muss. Keine andere Abgabe irgend einer Art kann, nach welchem Theile des Reiches diese Waaren auch gebracht werden mögen, davon erhoben werden.

Bei der Ausfuhr: Die im Innern von China von einem Staatsangehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie gekauften Erzeugnisse sollen an der ersten Hebestelle, welche sie auf ihrem Wege nach dem Einschiffungshafen passiren, untersucht und notirt werden. Die Person, oder die Personen, welche den Transport besorgen, sollen eine von ihnen unterzeichnete Erklärung über die

Qualität der Erzeugnisse und den Hafen, in welchem sie eingeschifft 1869
werden sollen, übergeben. Sie werden dann ein Certificat erhalten, das bei jeder Hebestelle auf dem Wege nach dem Einschiffungshafen vergezeigt und visirt werden muss.

Bei Ankunft der Waaren an der dem Hafen zunächst gelegenen Hebestelle wird dem Zollamte dieses Hafens davon Anzeige gemacht werden, und die Waaren können, nachdem der laut Artikels XXVIII des Vertrages darauf lastende Durchfuhrzoll entrichtet ist, passiren. Bei der Ausfuhr sollen die durch den Tarif festgesetzten Zölle bezahlt werden.

Jeder Versuch, ein- oder auszuführende Waaren den obigen Bestimmungen entgegen durchzuschmuggeln, soll zur Folge haben, dass diese Waaren der Confiscation unterliegen.

Waaren, welche auf die angegebene Weise als Transitwaaren nach einem Hafen declarirt worden sind, dürfen confiscirt werden, wenn sie ohne Erlaubniss während des Transits verkauft werden.

Jeder Versuch, mehr Waaren durchzuführen als in dem Certificate angegeben sind, lässt alle in dem Certificate aufgeführten Waaren derselben Benennung der Confiscation anheimfallen.

Der Vorstand des Zollamtes soll das Recht haben, die Einschiffung von Waaren zu verhindern, von denen die Zahlung der darauf haftenden Transitabgaben nicht nachgewiesen werden kann, und das solange, bis diese Abgaben entrichtet sind.

Achte Bestimmung.

Fremder Handel im Innern auf Grund von Pässen.

Man ist übereingekommen, dass der Artikel XI des Vertrages nicht so verstanden werden soll, als erlaube er den Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie, nach der Hauptstadt von China zu kommen, um dort Handel zu treiben.

Neunte Bestimmung.

Entrichtung der Zölle in den Häfen.

Da der vorstehende Vertrag der chinesischen Regierung das Recht einräumt, alle jene Massregeln zu treffen, welche ihr geeignet scheinen werden, um die aus dem Handel der österreichisch-ungarischen Monarchie ihr erwachsenden Einnahmen zu schützen, ist man übereingekommen, dass ein gleichförmiges System in allen offenen Häfen angenommen werden wird.

Die chinesische Regierung wird alle jene Massregeln ergreifen, welche ihr nothwendig scheinen werden, um den Schleichhandel auf dem Yang-tze-kiang hintanzuhalten.

Der von der chinesischen Regierung zur Ueberwachung des fremden Handels ernannte Functionär wird zu diesem Behufe

1869 Zeit zu Zeit die verschiedenen Häfen entweder selbst besuchen, oder einen Vertreter dahin senden. Dem besagten Functionär wird es freistehen, nach seinem Gutdünken einen Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie zu wählen, den er für geeignet hält, ihn in der Verwaltung der Zolleinnahmen, in der Hintanhaltung des Schmuggels, in der Feststellung der Hafengrenzen, in der Ausübung der Functionen eines Hafencapitäns, endlich in der Vertheilung der Leuchtthürme, Bojen, Seezeichen u. s. w. zu unterstützen; die Unterhaltungskosten derselben sollen aus den Tonnengebühren bestritten werden.

(L. S.) Freiherr *von Petz*, Contre-Admiral. (L. S.) *Tung-Sün.* (L. S.) *Chung-Hon.*

Nos visis et perpensis tractatus hujus articulis ea omnia, quae in illis continentur, rata grataque habere declaramus ac profitemur, Verbo Nostro Caesareo Regio promittentes, Nos ea omnia fideliter observaturos atque executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo Regio appenso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die octava mensis Maji, anno Domini millesimo octingentesimo septuagesimo primo, Regnorum Nostrorum vigesimo tertio.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Comes *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:

Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

567.

2 septembre 1869.

Ordonnance du ministère I. R. de l'Intérieur concernant les demandes de naturalisation de sujets ottomans.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Ministers des Innern an alle Länderchefs.

Im Einvernehmen mit dem k. u. k. Ministerium des Aeussern wurde sich in dem Grundsatze geeinigt, dass künftighin über solche Gesuche

von türkischen Unterthanen um Aufnahme in den österreichischen Staatsverband, bei welchen die vorgängige Entlassung aus dem türkischen Staatsverbande auf Grund des neuen türkischen Nationalitätsgesetzes vom 19. Jänner 1869 beigebracht wird, die Entscheidung ohne weitere Einflussname des k. u. k. Ministeriums des Aeussern zu treffen sei, dass hingegen über solche Gesuche, bei denen dies nicht der Fall ist, die bisher übliche vorläufige Rücksprache mit dem k. u. k. Ministerium des Aeussern auch fernerhin Statt zu finden habe. 1869

568.

29 septembre 1869.

Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Saxe concernant la jonction des lignes ferrées à la frontière bohémo-saxonne près Weipert, Georgswalde et Warnsdorf. Conclu à Dresde. Ratifié à Vienne, le 2 mai 1871. Ratifications échangées à Dresde, le 13 mai 1871.

(R. G. B. 1871, Nr. 61.)

Staatsvertrag vom 29. September 1869 zwischen Oesterreich-Ungarn und Sachsen, über die Eisenbahnanschlüsse an der böhmisch-sächsischen Grenze bei Weipert, Georgswalde und Warnsdorf. Abgeschlossen zu Dresden am 29. September 1869, von Sr. k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 2. Mai 1871; die Ratificationen ausgewechselt zu Dresden am 13. Mai 1871.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; Apostolischer König von Ungarn, König von Böhmen etc. etc.

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und dem Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Sachsen zum Zwecke der Vervollständigung der zwischen beiden Staaten bereits bestehenden Eisenbahnverbindungen ein aus 18 Artikeln, einem Separat- und Schlussprotokolle bestehendes Uebereinkommen zu Dresden am 29. September 1869 abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welches von Wort zu Wort lautet:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, und Seine Majestät der König von Sachsen, geleitet von dem Wunsche, die zwischen beiden Staaten bereits bestehenden Eisenbahnverbindungen im Sinne nachbarlicher Freundschaft noch ferner zu vervollständigen, haben, um

1869 zu diesem Behufe ein Uebereinkommen abzuschliessen, zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine k. und k. Apostolische Majestät:

Ihren wirklichen geheimen Rath Joseph Freiherrn von Werner Grosskreuz des Leopold-Ordens, Ritter des Ordens der eisernen Krone I. Classe und des St. Stephan-Ordens, Grosskreuz des königl. sächsischen und Albrechts-, des herzogtich sachsen-ernestinischen Haus-Ordens etc. etc., Mitglied des Herrenhauses im österreichischen Reichsrathe, Sr. k. und k. Apostolischen Majestät ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an dem königl. sächsischen Hofe, sowie an dem grossherzoglichen Hofe von Weimar, und den herzoglichen Höfen von Meiningen, Altenburg und Coburg-Gotha;

Seine Majestät der König von Sachsen:

Ihren Staatsminister der Finanzen und der auswärtigen Angelegenheiten Richard Freiherrn von Friesen, Ritter des Haus-Ordens der Rautenkrone, Grosskreuz des Verdienst-Ordens, Ritter des k. und k. österreichischen Ordens der eisernen Krone I. Classe, Grosskreuz des k. und k. österreichischen Franz-Joseph-Ordens u. s. w.;

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer richtig befundenen Vollmachten, mit Vorbehalt der Allerhöchsten Ratification, über folgende Punkte übereingekommen sind:

Artikel I.

Es wird eine Eisenbahnverbindung zwischen Komotau und Annaberg über Weipert hergestellt.

Artikel II.

Auf der böhmischen Strecke dieser Bahn wird der Bau durch die privilegirte Buschtehrader Gesellschaft, auf der sächsischen Strecke entweder durch eine zum Baue dieser Bahn sich rechtzeitig bildende Gesellschaft, oder nach ertheilter ständischer Bewilligung auf Staatskosten geführt werden.

Artikel III.

Die königl. sächsische Regierung macht sich verbindlich, einer Gesellschaft, die sich zu diesem Zwecke bildet, die erforderliche Concession zu ertheilen, und die Vollendung des Baues bis zum 1. Juli 1871 zur Pflicht zu machen, im entgegengesetzten Falle aber auf dem nächsten Landtage die Genehmigung des Baues dieser Strecke bis zur Landesgrenze auf Staatskosten zu beantragen und dafern die ständische Genehmigung erfolgt, den Bau thunlichst zu beschleunigen.

Artikel IV. 1869

Der Grenzbahnhof auf dieser Bahn wird bei Weipert errichtet.

Artikel V.

Sollte sich zum Baue einer Eisenbahn von einem Punkte der Chemnitz-Annaberger Staatsbahn aus über Olbernhau oder Marienberg bis zum Anschlusse an die Linie Kommotau-Weipert ein Unternehmer finden und die Concession der königl. sächsischen Regierung hiezu erhalten, oder sollte der Bau einer solchen Bahn von der königl. sächsischen Regierung auf Staatskosten beschlossen werden, so wird die k. und k. Regierung dem Zustandekommen dieser Bahn und dem Anschlusse derselben an die Linie Komotau-Weipert nicht nur kein Hinderniss entgegenstellen, sondern förderlich zu sein sich bestreben unter dem Vorbehalte, dass die diesfällige Concession zum Baue auf österreichischem Gebiete der königl. sächsischen Regierung oder einer sächsischen Gesellschaft nur in dem Falle ertheilt werden würde, wenn sich zu diesem Behufe nicht ein österreichischer Unternehmer bereit finden sollte.

Artikel VI.

Es wird ferner in kürzester Zeit eine Eisenbahnverbindung hergestellt zwischen Grossschönau einer- und Warnsdorf anderseits, mit Aufstellung des Grenzbahnhofes im letztgenannten Orte.

Artikel VII.

Da die königl. sächsische Regierung die Weiterführung dieser Bahn über österreichisches Gebiet vom Bahnhofe bei Warnsdorf bis zur böhmisch-sächsischen Grenze bei Seifhennersdorf beabsichtigt und den Bau der Bahn übernehmen will, so ertheilt die k. und k. Regierung ihre Genehmigung hiezu unter nachstehenden Bedingungen:

a) Der königl. sächsischen Regierung wird auf österreichischem Gebiete das Recht der Expropriation nach den diesfalls in Oesterreich geltenden gesetzlichen Bestimmungen zugestanden.

b) Unbeschadet des Hoheits- und Aufsichtsrechtes der contrahirenden Regierungen über die in ihren Gebieten gelegenen Bahnstrecken soll die Bahnbetriebspolizei durch die Beamten der königl. sächsischen Eisenbahnbetriebsverwaltung auch auf österreichischem Gebiete gehandhabt und denselben jene Befugnisse eingeräumt werden, welche für die österreichischen Bahnen Geltung haben.

Auch wird die k. und k. Regierung Vorsorge treffen, dass diese Bahnbeamten auf der in Oesterreich gelegenen Strecke in Ausübung der bahnpolizeilichen Amtshandlungen von den Staatsorganen die nöthige Unterstützung erhalten.

1869 *c)* Die Ernennung der für den Betrieb auf der in Oesterreich gelegenen Strecke erforderlichen Beamten und Diener kommt der königl. sächsischen Regierung zu, welche über dieselben auch die Disciplinargewalt im Dienste auszuüben hat. Derselben bleibt vorbehalten:

1. Die Untersuchung gegen die auf der bezeichneten Bahnstrecke und dem Bahnhofe zu Warnsdorf verwendeten sächsischen Staatsangehörigen
   - α) wegen etwaiger von ihnen durch Verletzung dienstlicher Obliegenheiten auf der Eisenbahn verursachten Unglücksfälle und Beschädigungen,
   - β) wegen der gegen den sächsischen Staat begangenen Verbrechen und Vergehen.
2. Hinsichtlich der Civiljustiz:
   - α) die Regulirung der Nachlässe jener Beamten und Diener,
   - β) die Beschlussfassung über die zu dem Vermögen derselben zu eröffnenden Concurse und die Leitung der letzteren, wobei jedoch der österreichischen Justizbehörde die Einleitung eines Particularconcurses zu dem auf österreichischem Gebiete befindlichen Theile solchen Vermögens unbenommen bleibt.

   Die königlich sächsische Regierung wird die Behörde, welche sich dieser vorbehaltenen Gerichtsbarkeit zu unterziehen hat, bestimmen.

d) Die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung wird von der im §. 69 der österreichischen Eisenbahnbetriebsordnung vom 16. November 1851 vorgesehenen Entrichtung eines Pauschaules für die erhöhten Kosten der Polizeiaufsicht und für die gefällsämtliche Ueberwachung enthoben.

e) Die königlich sächsische Staatseisenbahnverwaltung hat das Recht, die Drähte für den Betriebstelegraphen an die Pfähle des Staatstelegraphen zu befestigen.

f) Die Festsetzung der Tarife und der Fahrordnungen für die erwähnte Eisenbahn bleibt der königl. sächsischen Regierung vorbehalten.

g) Von der innerhalb des österreichischen Gebietes gelegenen Strecke der in Rede stehenden Eisenbahn sollen mit Rücksicht auf deren geringe Ausdehnung und Unselbstständigkeit mit Ausnahme der Grundsteuer für die eingelössten und sonst erworbenen Gründe und sonstigen Objecte keinerlei Abgaben und Steuern erhoben werden.

h) Die Dauer der von der k. und k. österreichischen Regierung zum Betriebe der fraglichen Eisenbahnstrecke ertheilten Concession

wird auf Sechzig Jahre, vom Tage der Betriebseröffnung an 1869
gerechnet, festgesetzt, nach deren Verlauf das Eigenthum der auf österreichischem Gebiete gelegenen Strecke sammt allen unbeweglichen Zubehörungen ohne Entgeld kostenfrei und unmittelbar an den österreichischen Staat übergeht.

Sollte innerhalb dieser Concessionsdauer der Reinertrag nicht hinreichen, das Anlagecapital sammt Zinsen zu tilgen, so verbleibt der königl. sächsischen Regierung der ungeschmälerte Betrieb der Bahn auf so lange, bis nebst der Verzinsung auch der Ersatz des Capitals erfolgt ist.

Der k. und k. österreichischen Staatsverwaltung bleibt aber auch das Recht vorbehalten, die fragliche auf österreichischem Gebiete liegende Bahnstrecke zu jeder Zeit nach vorausgegangener halbjähriger Kündigung gegen Erlag (in Silber) der Anlagekosten und der etwa hiervon ausständigen Zinsen einzulösen.

i) Im Falle die gedachte auf österreichischem Gebiete gelegene Bahnstrecke nach Ablauf der Concessionsdauer oder durch Einlösung von der k. und k. österreichischen Regierung erworben werden sollte, wird für die entsprechende Fortführung des Betriebes auf dieser Strecke durch ein besonderes Uebereinkommen Vorsorge getroffen werden.

Die Feststellung der näheren Modalitäten, unter welchen auf der ganzen Strecke der zollamtliche Abfertigungsdienst stattfinden soll, wird ein Uebereinkommen der beiderseitigen Finanzbehörden vorbehalten.

Sollte sich in der Folge das Bedürfniss einer Haltestelle für den Personenverkehr zwischen Warnsdorf und Seifhennersdorf zeigen, so wird selbe im beiderseitigen Einverständnisse errichtet werden.

Artikel VIII.

Der Betrieb auf der im böhmischen Gebiete gelegenen Strecke von der Landesgrenze nach Warnsdorf zu bis zur Landesgrenze in der Richtung nach Seifhennersdorf wird von der königl. sächsischen Staatseisenbahnverwaltung auf eigene Rechnung und nach Massgabe der für den Betrieb auf den sächsischen Staatsbahnen bestehenden Vorschriften geführt.

Letztere besorgt auch die Unterhaltung der Bahn, die Anstellung und Instruirung der Bahnwärter und überhaupt aller zum Betriebe und zum Behufe der Bahnunterhaltung nöthigen Officianten und Arbeiter.

Die böhmische Nordbahngesellschaft wird der sächsischen Staatsbahnverwaltung die Mitbenützung ihres Warnsdorfer Bahn-

1869 hofes unter Einräumung der nöthigen Betriebslocalitäten und Einrichtungen gestatten.

Die specielle Regulirung dieser Verhältnisse bleibt einem besonderen Vertrage zwischen der sächsischen Staatsbahnverwaltung und dem Verwaltungsrathe der böhmischen Nordbahn vorbehalten.

Artikel IX.

Die k. und k. Regierung gestattet die zollfreie Einfuhr aller sowohl zur ersten Anlage der Betriebseinrichtungen im weitesten Sinne (also einschliesslich der Betriebstelegraphen, der Signalvorrichtungen u. s. w.), sowie zur Unterhaltung derselben und der Bahnunterhaltung überhaupt erforderlichen Materialien, Utensilien, Uebersiedlungseffecten der sächsischen Bediensteten und sonstigen Einrichtungsgegenstände.

Artikel X.

Die k. und k. österreichisch-ungarische Regierung verspricht, die zollfreie Durchfuhr aller Gegenstände auf der böhmischen Strecke zu gestatten, und derselben keine Erschwerungen entgegen zu stellen, als solche, die zur Sicherstellung gegen etwaige Einschwärzungsversuche nothwendig sind.

Insbesondere wird dieselbe auf dieser Strecke von den Fahrbillets, welche von ausserösterreichischen Stationen auf solche ausgestellt worden sind, ingleichen von Frachtbriefen, Büchern und sonstigen Schriften der innerhalb des österreichischen Gebietes befindlichen sächsischen Eisenbahnverwaltung keine Stämpel und sonstigen Abgaben erheben, dergestalt, dass von der sächsischen Bahnverwaltung Stempel- und Gebührenentrichtung blos hinsichtlich der in Oesterreich abgeschlossenen förmlichen Rechtsgeschäfte und ausgestellten eigentlichen Rechtsurkunden zu erfolgen hat.

Artikel XI.

Die Bestimmungen unter 7, 8, 9 und 10 finden ihre Anwendung auch auf die kurze böhmische Strecke bei Fugau.

Artikel XII.

Ferner wird einer von Rumburg aus über Georgswalde kommenden, von der böhmischen Nordbahngesellschaft zu bauenden Eisenbahn der Anschluss an die Süd-Lausitzer Staatsbahn bei Ebersbach gestattet, und Concession zum Baue bis dahin ertheilt werden.

Dagegen wird die königl. sächsische Regierung die von ihr nach der Löbau-Zittauer Bahn in der Richtung auf Löbau zu erbauende eingeleisige Zweigbahn ebenfalls bei Ebersbach anschliessen und deren Bau dergestalt beschleunigen lassen, dass derselbe bis zum

31. October 1872 und, wenn es sein kann, noch früher beendet 1869
sein wird.

Artikel XIII.

Der Grenzbahnhof auf dieser Linie wird zwischen Georgswalde und Ebersbach auf königl. sächsischem Staatsgebiete möglichst nahe an der Landesgrenze und an der von Georgswalde nach Ebersbach führenden Strasse angelegt.

Es wird der böhmischen Nordbahngesellschaft die Mitbenützung dieses Bahnhofes unter denselben Modalitäten gestattet werden, die ihrerseits nach Artikel 8 dieses Vertrages der sächsischen Staatsbahnverwaltung in Warnsdorf eingeräumt werden sollen.

Ein näheres Uebereinkommen hierüber wird zwischen den beiderseitigen Bahnverwaltungen abgeschlossen werden.

Der Verkehr der Bewohner von Georgswalde soll durch die Zollmanipulation auf dem gemeinschaftlichen Bahnhofe möglichst wenig beeinträchtigt und auf diesen Zweck in dem zwischen den beiderseitigen Zollbehörden unmittelbar abzuschliessenden Uebereinkommen speciell Rücksicht genommen werden.

Artikel XIV.

Zu Weipert, Warnsdorf und Georgswalde-Ebersbach auf den daselbst zu errichtenden Grenzbahnhöfen, endlich zu Rumburg sollen combinirte Grenzabfertigungsstellen, soweit thunlich, mit gleichen Befugnissen errichtet werden.

Alle näheren Bestimmungen in dieser Beziehung bleiben der speciellen Festsetzung durch Beauftragte der beiderseitigen Zollverwaltungen überlassen.

Artikel XV.

Ebenso werden rücksichtlich des Post- und Telegraphendienstes auf den neu zu erbauenden Bahnstrecken, endlich in Bezug auf die in den Grenzbahnhöfen gemeinschaftlich aufzustellenden Polizeiorgane zwischen beiden Staaten die näheren Bestimmungen auf Grundlage der Verhältnisse, wie sie in den bereits zwischen beiden Staaten bestehenden Eisenbahnverträgen vom 31. December 1850, vom 1. März 1860 und vom 30. November 1864 geregelt sind, demnächst vereinbart werden.

Artikel XVI.

Die königl. sächsische Regierung verpflichtet sich, den Anschlussverkehr der beiderseitigen Eisenbahnlinien über Warnsdorf und Rumburg thunlichst zu begünstigen, und insbesondere einerseits die sächsischen Eisenbahnlinien in den directen Frachtenverkehr mit der böhmischen Nordbahn eintreten zu lassen, anderseits derselben

1869 einen gleichen directen Frachtenverkehr mit den anderen Anschlussbahnen zu gestatten.

Von Seite der böhmischen Nordbahngesellschaft und der übrigen böhmischen Bahnen, soweit sie hierbei in Frage kommen, wird den sächsischen Bahnen gegenüber ganz dasselbe Verfahren eingehalten werden.

Artikel XVII.

Die volle Landeshoheit bleibt in Ansehung der auf österreichisches Gebiet treffenden Bahnstrecken Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich, und in Ansehung der auf sächsisches Gebiet treffenden Bahnstrecken Sr. Majestät dem Könige von Sachsen ausschliesslich vorbehalten.

Artikel XVIII.

Gegenwärtiger Vertrag soll baldthunlichst zur Allerhöchsten Ratification vorgelegt, und die Auswechslung der Ratificationsurkunden in Dresden bewirkt werden.

So geschehen Dresden, am 29. September 1869.

(L. S.) Joseph Freiherr *von Werner* m. p.
(L. S.) *Friesen* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Uebereinkommens und seiner Anlagen dasselbe gutgeheissen, und versprechen mit Unserem kaiserlichen und königlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, dasselbe seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir die gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und mit Unserem kaiserlichen und königlichen Insiegel versehen lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien am zweiten Tage des Monates Mai im Jahre des Herrn Eintausend achthundert einundsiebzig, Unserer Reiche im dreiundzwanzigsten.

Franz Joseph m. p.

Graf *von Beust* m. p.

Auf Allerhöchsten Befehl Seiner k. k. Apostolischen Majestät:

Maximilian Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. u. k. Hof- und Ministerialrath.

569. 1869

1 octobre 1869.

Protocole à l'égard des différends des communes de Caorle et de Marano, d'une part, et de celle de Grado, de l'autre part, relatifs à la pêche et à la chasse. Signé à Gradisca. Ratification austro-hongroise datée du 14 janvier 1870. Ratification italienne datée de Florence, le 31 janvier 1870. Déclarations de ratifications échangées le 12 février 1870.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Dichiarazione.

Un Protocollo inteso a definire le controversie circa lo esercizio della pesca e della caccia pendenti trà i Comuni di Marano e di Caorle, da una parte, e quello di Grado dall'altra, essendo stato firmato a Gradisca il 1 ottobre 1869 dai delegati del Regio Governo Italiano e da quelli dell'I. R. Governo Austro-Ungherese e dovendo il medesimo, per esser posto definitivamente in vigore, venir approvato dai due Governi interessati, il sottoscritto Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri di S. M. il Rè d'Italia, approva e sanziona, a nome del proprio Governo, e mediante la presente dichiarazione, da scambiarsi con dichiarazione analoga dell'I. R. Governo Austro-Ungherese, il detto Protocollo del tenore seguente.

Protocollo.

Allo scopo di appianare definitivamente le controversie esistenti da tempo remoto per l'esercizio della pesca e della caccia sulle Lagune e sulla spiaggia del mare trà il Comune di Grado, da una parte, ed i Comuni di Mararo e Caorle dall'altra, e sopire ogni eventuale reciproco preteso derivante da tali controversie non chè di togliere ogni motivo alla ripetizione di deplorabili conflitti fra gli abitanti di quei Comuni l'Imperiale e Regio Governo Austriaco ed il Regio Governo Italiano hanno nominato apposita Commissione Internazionale composta dai seguenti membri:

Da parte del Regio Governo Italiano Vicenzo Piola, Cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia, Capitano di Porto a Venezia, Eliodoro Radaelli, Sindaco di Caorle, Giovanni Corvetta, Cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia, Capo del Genio civile della Provincia di Udine;

Da parte dell'Imperiale e Regio Governo Austriaco Antonio Nobile da Mosto, Ciambellano di S. M., Cavaliere dell'Ordine Gerosalemitano, Capitano distrettuale in Gradisca, ed

1869 Antonio Cavaliere Rinaldini, Cavaliere dell'Ordine Pontificio di San Silvestro, Segretario del Governo Centrale Marittimo;

i quali dopo aver esibito le loro legitimazioni ed averle riconosciute in debita forma, ed invitato il Podestà di Grado Nicolò Corbato ad offrire gli opportuni schiarimenti.

Riconosciuto che attenendosi strettamente da una parte ai diritti acquisiti pretesi dal Comune di Grado, e d'altra parte a quelli derivanti dal diritto internazionale, non si poteva stabilire uno stato di cose che dasse piena sicurezza di troncar per l'avvenire ogni causa dei conflitti surricordati; riconosciuto inoltre che a conseguire un accordo giova collegare alla controversia della pesca Marina quella della pesca e della Caccia lagunare; considerato che i Comuni di Marano non hanno usato finora ne intendono di usare in seguito del diritto di pesca nel miglio marino geografico della spiaggia del loro Comune, bastando ad essi di conservare la pesca delle Cape, e dei crostacci Marini; considerato finalmente che il Comune di Grado possede di fatto sulla spiaggia del Comune di Marano l'Isola denominata di S. Andrea con casolare, e l'Isola denominata Martignano, la prima delle quali col casolare, è anche allibrata in estimo in ditta del Comune di Grado, sono convenuti nei seguenti articoli.

Articolo I.

Relativamente alla questione della pesca entro il miglio marittimo, lungo il tratto di spiaggia da Porto Buso a Porto Tagliamento:

a) I Gradeti potranno liberamente ed esclusivamente pessare entro il miglio marittimo della spiaggia di mare da Porto Buso fino alla sponda sinistra di Porto Lignano, nella quale spiaggia sono appunto comprese le Isole sunnominate di S. Andrea e Martignano;

b) dalla sponda sinistra del Porto Lignano lungo la costa fino alla foce del Tagliamento, il diritto di pesca entro il miglio marittimo resta riservato esclusivamente ai Comunisti di Caorle, nel senso che i Comunisti di Grado devono astenersi dalla pesca in quella zona d'acqua;

c) la pesca delle Cape e crostacci marittimi sulla spiaggia da Porto Buso a Porto Lignano rimane libera come finora ai Comunisti di Marano, e di Grado, la pesca stessa sulla spiaggia da Porto Lignano a Porto Tagliamento sarà esercitata dai Comunisti di Latifana e di Caorle, esclusi quelli di Grado;

d) pel tratto d'acqua nel seno tra la punta di Tagliamento e S. Giovanni Satuba, per quanto che eccede il miglio marittimo dalla spiaggia, vale nei riguardi di pesca, quanto venne stabilito nel Protocollo finale relativo al trattato di Commercio e di Navigazione Austro-Italico del 23 aprile 1867 nell'adizio-

nale all'Articolo XVIII (decimottavo) del trattato stesso, che 1869
cioè il diritto di pesca nei detti limiti, eccedente il Miglio riservato, compete come lungo le altre coste dei rispettivi stati nel Mar Adriatico agli abitanti dei Litorali Austriaco ed Italiano.

Articolo II.

Relativamente all'esercizio della pesca e della caccia nelle lagune interne dei Comuni confinanti di Grado e Marano, si stabilisce quanto segue:

a) In quanto all'esercizio della pesca rimane inalterata la Convenzione stipulato tra il Comune di Grado e quello di Marano in Monastero il 27 marzo 1832;

b) in quanto all'esercizio della caccia si conviene che la caccia sui fondi lagunari marcati nella Mappa del Comune di Marano ai N[i] 369 (trecento sessanta nove) e 370 (trecento settanta) allibrati in ditta del Comune di Grado e siti a sinistro dei fiumi Auso ed Anfora sarà esercitata esclusivamente dai Comunisti di Grado, e la caccia sul fondo lagunare marcato al N° 371 (trecento settant'uno) della mappa suddetta in ditta del Comune di Marano, fondo sito a destro del fiume Anfora, sarà esclusivamente esercitata da Comunisti di Marano, cosicchè il confine per l'esercizio della caccia da parte dei Comunisti di Grado e di Marano coinciderà col confine tracciato per la pesca nella suddetta convenzione di Monastero, e sarà quindi quello formato dal fiume Anfora fino alla confluenza dell'Ansa, e poi dall'Ansa fino a Porto Buso indipendentemente della dimarcazione del confine politico.

Articolo III.

S'intende da sè che col presente accomodamento non vengono per nulla lesi i diritti di dominio diritto e di giurisdizione amministrativa sulle spiagge, e spazii d'acqua, e terreni di cui si tratta, come pure s'intende da sè che tanto la pesca, sia in mare che nella Laguna, quanto la caccia dovranno esercitersi con osservanze delle leggi e discipline vigenti, o che venissero emanate in seguito nei rispettivi territorj, e ciò anche in quanto alle occorribili licenze.

Articolo IV.

La presente convenzione avrà definitivo vigore tosto chè avrà riportato l'approvazione dei due Governi interessati. Nel desiderio peraltro di raggiungere quanto prima lo scopo del pacifico esercizio della pesca e caccia da parte dei Comunisti interessati, si conviene che la presente convenzione abbia fino da oggi provvisoria efficacia.

Il presente protocollo, eretto in Gradisca il 1 ottobre 1869 (primo ottobre mille ottocente sessanta nove) in due origi[illegible]

1869 firmato dai membri della Commissione internazionale, i quali convengono che trattandosi d'interessi risguardanti il Comune di Grado, concorre a firmare l'atto presente il Podestà di quel Comune, in prova della piena sua adesione.

Firmato V. *Piola.*
„ *Radaelli.*
„ G. *Corvetta.*
„ A. *Zaboga.*

Firmato *Da Mosto.*
„ *Rinaldini.*
„ N. *Corbato.*

Firenze, li 21 gennajo 1870.

Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri di S. M. il Rè d'Italia.

(L. S.) Firmato: *Visconti Venosta.*

570.

7 octobre 1869.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant certaines modifications des dispositions relatives aux imprimés.

(P. V. B. 1869, 54.)

Aenderungen in den Bestimmungen für Drucksachen im internen Verkehre und im Verkehre mit Deutschland.

Der Schlusssatz des siebenten Absatzes im §. 14 des Reglements zu den Postverträgen ddo. Berlin 23. November 1867 bezüglich der Beschaffenheit der Drucksachen, erhält die nachstehende veränderte Fassung:

„An- und Unterstreichungen sollen jedoch gestattet sein, soweit dieselben nicht bestimmt sind, eine briefliche Mittheilung zu ersetzen.“

Ferner ist zu dem eilften Absatze desselben Paragraphes folgender Zusatz zu machen:

„Auch bei fertigen Drucksachen soll die nachträgliche Correctur blosser Druckfehler gestattet sein.“

Dieselben Bestimmungen haben auch im internen Verkehre der österreichisch-ungarischen Monarchie in Anwendung zu kommen.

Diese Bestimmungen, durch welche die Verordnungen vom 5. September 1866, Z. 13760-1555, und vom 13. Jänner 1868, Z. 567-48, theilweise modificirt werden, sind in der gewöhnlichen Weise zu verlautbaren.

---

571. 1869

7 octobre 1869.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant une modification des §§ 5 et 10 du règlement annexé aux traités postaux datés de Berlin, le 23 novembre 1867.

(P. V. B. 1869, 53.)

Aenderung in den Paragraphen 5 und 10 des Reglements zu den Postverträgen ddo. Berlin 23. November 1867.

Nachdem sich die an dem Berliner Postvertrage vom 23. November 1867 betheiligten Postverwaltungen über die Textirung der Bestimmung wegen der facultativen Verschlussart der Packete ohne declarirten Werth geeinigt haben, so ist in dem Reglement zu den Postverträgen ddo. Berlin 23. November 1867 dem §. 5 — „Erfordernisse eines Begleitbriefes" — folgender Zusatz beizufügen:

„Ist der Verschluss des Packetes vermittelst Plombe hergestellt, so muss der auf dem Begleitbriefe befindliche Siegel- oder Stempelabdruck ebenfalls dem Stempelabdrucke auf der Plombe nach Form und Inhalt im Wesentlichen entsprechen."

Ferner ist dem 3. und 4. Absatze des §. 10 — „Verschluss" — folgende veränderte Fassung zu geben:

„Bei Packeten mit declarirtem Werthe hat die Befestigung der Schlüsse stets durch Siegellack mit Abdruck eines ordentlichen Petschafts stattzufinden. — Bei Packeten ohne Werthsdeclaration ist es gestattet, den Verschluss statt durch Versiegelung in der Weise herzustellen, dass die Enden des Bindfadens, welcher zum Vernähen oder zur Verschnürung des betreffenden Packetes dient, durch Anlegen einer oder mehrerer Plomben vereinigt, und solche Plomben mit einem Stämpelabdrucke versehen werden, welcher dem Siegel, respective dem Stempelabdrucke, auf dem Begleitbriefe nach Form und Inhalt im Wesentlichen entspricht.

Wird eine Verschnürung angebracht, so muss dieselbe so beschaffen und befestigt sein, dass sie ohne Verletzung des Siegelverschlusses, respective Plombenverschlusses, nicht abgestreift oder geöffnet werden kann."

Hiervon werden die k. k. Postämter im Nachhange zu der Verordnung vom 30. August l. J., Z. 16932-1265, in Kenntniss gesetzt.

1869

572.

11 octobre 1869.

Notification du ministère I. R. de la justice concernant la décision par laquelle l'office du Grand Maréchal de cour est déclaré instance personnelle de Son Altesse Royale le prince Alexandre de Würtemberg.

(R. G. B. 1869, Nr. 157.

Kundmachung des Justizministeriums vom 11. October 1869, betreffend die Bestimmung des k. k. Obersthofmarschallamtes als Personalinstanz für Seine königliche Hoheit den Prinzen Alexander von Württemberg.

Seine kaiserl. und königl. Apostolische Majestät haben über den von dem Herrn Reichskanzler als Minister des Aeussern erstatteten allerunterthänigsten Antrag wegen Anerkennung der exterritorialen Eigenschaft Seiner königlichen Hoheit des Prinzen Alexander von Württemberg mit der Allerhöchsten Entschliessung vom 7. Juni 1869 dem Prinzen Alexander von Württemberg das Recht der Exterritorialität, jedoch mit der Massgabe zuzuerkennen geruht, dass die Wirkungen dieses Rechtes sich auf die von dem Prinzen erbetene Unterstellung unter die Jurisdiction des Obersthofmarschallamtes zu beschränken haben, dass somit dem Prinzen für seine Person der Personalgerichtsstand des k. k. Obersthofmarschallamtes bewilliget werde.

Herbst m. p.

573.

17 octobre 1869.

Note du ministre des affaires étrangères Comte Ménabréa au baron de Kübeck, envoyé extraordinaire I. et R. à Florence, à l'égard du traitement douanier de l'huile de colza.

(Archives du ministère I. et. R. des affaires étrangères.)

Mr. le baron,

Le Gouvernement de S. M. ayant pris en considération les observations contenues dans les notes de V. E. du mai 1868 et 27 janvier 1869, ainsi que dans celle de M. le baron de Walterskirchen du 19 août dernier, vient de décider que le traitement stipulé par le tarif et annexé au traité de commerce et de navigation

entre l'Italie et l'Autriche du 23 avril 1867, en faveur de l'huile de 1869
ravizzone, soit également étendu à l'huile de colza.

Cette décision a été prise en égard surtout au fait que ces deux qualités d'huile ont à-peu-près les mêmes caractères et servent aux mêmes usages, et sont extraites, l'une et l'autre, de plantes qui ne constituent que deux variétés du genre brassica.

Toutefois, comme le système contraire, suivi jusqu'à présent par le Gouvernement du Roi était parfaitement fondé et justifiable, ainsi que je l'ai exposé à V. E. dans ma correspondance précédente sur ce sujet, la mesure dont il s'agit ne saurait avoir aucun effet rétroactif et n'entrera en vigueur qu'à partir du 1er novembre prochain.

En priant V. E. de vouloir bien porter ces déterminations à la connaissance du Gouvernement I. et R., j'ai l'honneur de Lui transmettre ci-joint copie de la circulaire relative à cette mesure qui sera bientôt publiée dans le bulletin officiel des douanes du Royaume et je saisis . . . .

574.

18 october 1869.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et le Japon. Conclu à Yeddo. Ratifié à Vienne, le 8 mai 1871. Ratifications échangées à Yeddo, le 12 janvier 1872.

(R. G. B. 1872, Nr. 128.)

Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Kaiserthume Japan vom 18. October 1869. Abgeschlossen zu Yeddo am 18. October 1869, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 8. Mai 1871 und in den beiderseitigen Ratificirungen ausgewechselt zu Yeddo am 12. Jänner 1872.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro atque Majestatis Suae Japaniae Imperatoris Plenipotentiario fine stabiliendarum ac ampliandarum inter Utriusque Nostrum ditiones amicitiae commercii et navigationis relationum in urbe Yeddo die decima octava mensis Octobris anni millesimi octingentesimi sexagesimi noni tractatus infra scriptus initus et signatus fuit tenoris ad verbum sequentis:

1869 His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia etc., and Apostolic King of Hungary on the one part, and

His Majesty the Emperor of Japan on the other part,

being desirous to place the relations between the two Empires on a permanent and friendly footing and tho facilitate the commercial intercourse between their respective subjects, have resolved to enter into a Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Imperial and Royal Apostolic Majesty:

the Rear Admiral Baron Anthony Petz, Minister Plenipotentiary and Envoy in extraordinary Mission, Knight of the Military order of Maria Theresa, etc. etc.;

His Majesty the Emperor of Japan:

Sawa Kiyowara no Ason Nobuyoshi, Principal Minister for foreign Affairs, invested with the second degree of the third rank, and

Therashima Fujiwara no Ason Munenori, assistant Minister for foreign Affairs, invested with the second degree of the fourth rank,

who, after having communicated to each other their respective full Powers and found them te be in due and proper form have agreed upon the following articles:

Article I.

There shall be perpetual peace and friendship between the high contracting Powers and their respective subjects.

Article II.

His Imperial and Royal Apostolic Majesty shall have the right to appoint a diplomatic Agent, a Consul General, and for every port or town in Japan open to foreign trade a Consul, Vice-Consul or Consular Agent; these Officials shall have the same privileges and rights as those of the most favoured nation.

The diplomatic Agent appointed by His Imperial and Royal Apostolic Majesty as well as the Consul General, shall have the right to travel freely in any part of the Japanese Empire.

Likewise those Imperial and Royal Consular Officers, who are entrusted with judicial powers, shall have the right, whenever an Austro-Hungarian ship is wrecked, or an attack is made upon the life and property of an Austro-Hungarian citizen, within the limits of their jurisdiction, tho proceed to the spot, in order to collect such evidence as may be necessary. But in every such case the Imperial and Royal Consular Officers shall inform the Japanese local Authorities in writing, of the object of their journey and

the place to which they intend to proceed, and shall undertake this journey only in the company of a high japanese officer, to be appointed by the Japanese Authorities. 1869

His Majesty the Emperor of Japan may appoint a diplomatic Agent at the Court of Vienna and Consular Officers at any port or town of the Austro-Hungarian Monarchy where Consula Officers of any other power are admitted to reside.

The diplomatic Agent and the Consular Officers of Japan shall, under the condition of reciprocity, enjoy in the territory of the Austro-Hungarian Empire the same rights, privileges and immunities, which those of any other Power now enjoy or may hereafter enjoy.

Article III.

The ports and towns of Yokohama (in the district of Kanagawa), Hiogo, Osaka, Nagasaki, Niigata, Ebisuminato on the island of Sado, Hakodate and the city of Tokei (Yedo), shall, from the day on which this Treaty comes into operation, be opened to the citizens of the Austro-Hungarian Monarchy and to their trade.

In the above ports and towns Austro-Hungarian citizens may permanently reside; they shall have the right, therein to lease land, to purchase houses and to erect dwellings and warehouses.

The place, where Austro Hungarian citizens shall reside and where they shall erect their buildings, shall be determined on by the Imperial and Royal Consular Officers in conjunction with the competent local authorities; the harbour-regulations shall be arranged in a similar manner.

If the Imperial and Royal Consular Officer and the Japanese Authorities cannot agree, the matter shall be submitted to the diplomatic Agent and the Japanese Government.

No wall, fence or gate shall be erected by the Japanese, around the place, where Austro-Hungarian citizens reside, and nothing shall be done there, which may prevent free egress or ingress.

Austro-Hungarian citizens shall be free to go where they please within the following limits:

At Yokohama (in the district of Kanagawa) tho the river Rokugo and ten Ri in any other direction.

At Hiogo in the direction of Kioto as far as ten Ri from that city, and ten Ri in any other direction.

At Osaka, on the South from the mouth of the Yamatogawa to Funabashimura and from the latter place within the limits of a line drawn from there through Kiokoji mura to Sada; the town of Sakai lies outside these limits, but Austro-Hungarian citizens shall be allowed to visit it,

At Nagasaki into any part of the Nagasaki District.

1869 At Niigata and Hakodate ten Ri in any direction.

At Ebisuminato throughout the whole island of Sado.

At Tokei (Yedo) within the following boundaries: from the mouth of the Shintonegawa to Kanamashi and from there along the highroad to Mito as far as Senji; from there, along the river Sumida as far as Furuyakamigo, and thence through Omuro, Takakura, Koyata, Ogiwara, Miyadera, Mitsugi and Tanaka to the ferry of Hino on the river Rokugo.

The distances of ten Ri shall be measured by land from the Saibansho or Townhall of each of the above mentioned places.

One Ri is equal to:

12.367 feet Austrian Measure.
4 275 Yards English „
3.910 mètres french „

Austro-Hungarian citizens who transgress these limits shall be liable to a fine of one hundred Mexican Dollars for the first offence and for a second offence to a fine of twohundred fifty Mexican Dollars.

Article IV.

Austro-Hungarian citizens residing in Japan shall be allowed the free exercise of their Religion and for this purpose they shall have the right to erect within the limits of their settlement suitable places of worship.

Article V.

All questions in regard to rights, whether of property or of person, arising between Austro-Hungarian citizens residing in Japan shall be subject to the jurisdiction of the Imperial and Royal Authorities.

In like manner the Japanese Authorities shall not interfere in any question which may arise between Austro-Hungarian citizens and the subjects of any other Treaty Power.

If an Austro-Hungarian citizen has a complaint or grievance against a Japanese subject, the case shall be decided by the Japanese Authorities.

If on the contrary a Japanese has a complaiut or grievance against a citizen of the said Monarchy, the case shall be decided by the Imperial and Royal Authorities.

Should any Japanese subject fail to discharge debts, incurred to an Austro-Hungarian citizen, or should he fraudulently abscond, the competent Japanese Authorities will do their utmost to bring him to justice and to enforce recovery of the debts. And, should any Austro-Hungarian citizen fraudulently abscond or fail to discharge debts, incurred by him to a Japanese subject, the Imperial and

Royal Authorities will do their utmost, to bring him to justice and 1869
to enforce recovery of the debts.

Neither the Austro-Hungarian nor the Japanese Authorities shall be held responsible for the payment of any debts contracted by Austro-Hungarian or Japanese subjects.

Article VI.

Austro-Hungarian citizens, who may commit any crime against Japanese subjects or against the subjects of any other nation, shall be brought before the Imperial and Royal Consular Officer and punished according to the laws of their country.

Japanese subjects, who may commit any crime against Austro-Hungarian citizens shall be brought before the Japanese Anthorities and punished according to Japanese laws.

Article VII.

Any case involving a penalty or confiscation by reason of any breach of this Treaty, the Trade-Regulations, or the Tariff annexed thereto, shall be brought before the Imperial and Royal Consular Authorities for decision. Every penalty enforced or confiscation made by these authorities, shall belong to and be appropriated by the Japanese Gouvernment. Goods, which are seized, shall be put under the seals of both the Japanese and the Consular Authorities, and shall be kept in the godowns of the Customhouse until the Imperial and Royal Consul shall have given his decision.

If this decision is in favour of the owner or consignee of the goods, they shall be immediately placed at the disposal of the Consul; but should the Japanese Government wish to appeal against the decision of the Consul, the owner or consignee of the goods shall be bound to deposit their value at the Imperial and Royal Consulate until the final decision has been pronounced.

Should the seized goods be of a perishable nature, they shall be handed over to the owner or consignee, even before the final decision be given, on his lodging the amount of their value at the Imperial and Royal Consulate.

Article VIII.

At each of the ports open or to be opened to trade, Austro-Hungarian citizens shall be at full liberty to import from their own or any other ports, and sell there and purchase therein, and export to their own or to any other ports all manner of merchandize not contraband, paying the duties thereon as laid down in the tariff annexed to this Treaty, and no other charges whatsoever.

1869 In estimating ad valorem duties, if the Customhouse officers are dissatisfied with the value placed by a merchant on any of his goods, they may themselves place a value thereon and offer to take the goods at that valuation.

If the owner refuses this offer, he shall pay the duty on the valuation, wich the Japanese Custom-House officers have made. If on the contrary the owner accepts the offer, the Custom-House valuation shall be paid to him without delay and without any abatement or discount.

Article IX.

Austro-Hungarian citizens having imported merchandize into one of the open ports of Japan and having paid the duty due thereon, shall be entitled to demand from the Japanese Custom-House Authorities a Certificate, stating that such payment has been made, and shall be at liberty, by virtue of this certificate, to reexport the same merchandize and land it in any other of the open Ports without the payment of any additional duty whatever.

Article X.

The Japanese Government engages to erect in all the open Ports Warehouses, in which imported goods may be stored on the application of the importer or owner without payment of duty.

The Japanese Government will be responsible for the safe custody of these goods, so long as they remain in their charge, and during such time will adopt all the precautions necessary to render the said goods insurable against fire. When the owner or importer wishes to remove the goods from the said warehouses, he must pay the duties fixed by the tariff annexed to this treaty, but if he should wish to reexport them, he may do so without payment of duty.

Storage-charges must be paid in any case on delivery of the goods. The amount of these charges as well as the regulations necessary for the management of the said warehouses will be established by common consent of the high contracting parties.

Article XI.

Citizens of the Austro-Hungarian Empire shall be at liberty to ship all kinds of Japanese produce bought in one of the open ports in Japan to another open port in Japan without the payment of any duty.

When Japanese products are shipped by an Austro-Hungarian citizen from one of the open ports to another, the said citizen shall deposit at the Customhouse the amount of duty, which would have to be paid, if the same goods were exported to foreign countries.

This amount shall be returned by the Japanese Authorities to 1869
the said citizen immediately and without any objection on their part upon the production within six months of a certificate from the Customhouse Authorities at the port of destination, stating that the same goods have been landed there.

In the case of goods, the export of which to foreign ports is absolutely prohibited, the shipper must deposit at the Custom-House a written declaration, binding himself to pay to the Japanese Authorities the full value of the said goods, in case he should fail to produce the aforesaid certificate within the above mentioned time.

Should a vessel, bound from one of the open ports to another, be lost an the voyage, proof of the loss shall take the place of the Customhouse Certificate, and a term of one year shall be allowed to the Austro-Hungarian citizen to furnish this proof.

Article XII.

All goods imported by citizens of the Austro-Hungarian Monarchy into one of the open ports in Japan, on which the duties stipulated by the present treaty have been paid, may — whether they are in the possession of Austro-Hungarian citizens or of Japanese subjects — be transported by the owners into any part of the Japanese Empire without the payment of any tax or transit duty whatever.

All articles of Japanese production may be conveyed by Japanese subjects from any place in Japan to any of the open ports without being liable to any tax or transit duty, with the exception of such tolls as are levied equally on all traders for the maintenance of roads or navigation.

Article XIII.

Austro-Hungarian citizens shall be at liberty to buy from Japanese and sell to them all articles without the intervention of any Japanese officer either in such purchase or sale, or in making or receiving payment for the same.

All Japanese shall be at liberty to buy any articles from Austro-Hungarian citizens either within the limits of the Austro-Hungarian Empire or in the open ports of Japan, without the intervention of any Japanese officer, and they may either keep and use the articles, which tey have thus bought, or resell them. — In their commercial transactions with Austro-Hungarian citizens, the Japanese shall not be jubject to higher taxation, than that usually paid by them in their transactions with each other.

Likewise all Japanese subjects may, on condition of observing the laws, visit the Austro-Hungarian Empire as well as the open

1869 ports of Japan, and there transact business with citizens of the said Empire freely and without the intervention of Japanese officers, provided always, they submit to the existing police regulations and pay the established duties.

All Japanese subjects may ship goods of Japanese or foreign origine to, from or between the open ports in Japan, or from or to foreign ports either in vessels owned by Japanese or by citizens of the Austro.Hungarian Monarchy.

Article XIV.

The Regulations of trade and the Tariff annexed to this Treaty shall be considered as forming a part of the Treaty and therefore as binding on the high contracting parties.

The diplomatic agent of the Austro-Hungarian Monarchy in Japan in conjunction and by mutual agreement with such officers as the Japanese Government may designate for this purpose shall have power to make for all ports open to trade, such rules as are necessary to carry out the provisions of the annexed Regulations of Trade.

The Japanese Authorities will adopt at each port such measures as they may judge most proper to prevent fraud and smuggling.

Article XV.

The Japanese Government will not prevent citizens of the Austro-Hungarian Monarchy residing in Japan from taking Japanese into their service as interpreters, teachers, servants etc., or from employing them in any way not forbidden by law; provided always that in case such Japanese shall commit a crime, he shall be subject to Japanese law.

Japanese shall also be at liberty to take service in any capacity on board of ships belonging to the Austro-Hungarian Monarchy.

Japanese in the service of Austro-Hungarian citizens shall, on application to the local authorities, obtain permission to accompany their employers abroad.

Furthermore all Japanese, on being provided with regular passports from their authorities, according to the proclamation of the Japanese Government dated the 23rd of May 1866, may travel to the Austro-Hungarian Empire for purposes of study or trade.

Article XVI.

The Japanese Government engage to improve immediately the manufacture of Japanese coin. The Japanese principal Mint as well as the special offices to be organized at all the open ports will then receive from foreigners and Japanese, without distinction of rank,

foreign coins of all kinds as well as silver and gold bullion and will 1869
exchange the same for Japanese coin of the same intrinsic value, deducting a certain charge for coinage, the amount of which will be fixed by consent of the high contracting powers.

Citizens of the Austro-Hungarian Monarchy and Japanese subjects may freely use foreign or Japanese coin in making payments to each other.

Coins of all description (with the exception of Japanese copper coin), as well as foreign bullion in gold and silver may be exported from Japan.

Article XVII.

The Japanese Government will provide all ports open to the trade of Austro-Hungarian citizens with such lighthouses, lights, buoys and beacons as may be necessary to facilitate and render secure the navigation of the approaches to the said ports.

Article XVIII.

If any vessel of the Austro-Hungarian Monarchy be wrecked or stranded en the coasts of Japan, or be compelled to take refuge in any Japanese port, the competent Japanese Authorities, on being apprized of the fact, shall immediately render tho the vessel all the assistance in their power. The persons on board shall receive friendly treatment and be furnished, if necessary, with the means of conveyance to the nearest Austro-Hungarian Consular Station.

Article XIX.

Supplies of all kinds for the use of the Austro-Hungarian Navy may be landed at the open ports of Japan and stored in warehouses in the custody of Austro-Hungarian officers, without the payment of any duty. But if any such supplies are sold to foreigners or Japanese, the purchasers shall pay the proper duty to the Japanese authorities.

Article XX.

It is hereby expressly stipulated, that the Austro-Hungarian Government and the citizens of the Austro-Hungarian Monarchy shall from the day, on which this Treaty comes into operation, participate in all privileges, immunities and advantages, which have been granted, or may be hereafter granted by His Majesty the Emperor of Japan to the Government or subjects of any other nation.

Article XXI.

It is agreed that either of the high contracting Parties may demand a Revision of this Treaty, of the Trade Regulations Tariff annexed thereto, on and after the 1st of July 18[illegible]

1869 view to the insertion therein of such modifications or amendments as experience shall prove to be expedient. It is necessary however, that one year's notice must be given, before such Revision can be claimed.

In case however, His Majesty the Emperor of Japan should desire the Revision of all the Treaties before the above mentioned date and obtain thereto the consent of all the other Treaty Powers, the Austro-Hungarian Government will also join, at the request of the Japanese Government, in the negociations relating to the same.

Article XXII.

All official communications addressed by the Imperial and Royal diplomatic agent or Consular officers tho the Japanese Authorities, shall be written in the German language.

In order however to facilitate the transaction of business, these communications will, for a period of three years from the date, on which this Treaty comes into operation, be accompanied by an English or Japanese translation.

Article XXIII.

The present Treaty is written in seven copies, viz. two in the Japanese, three in the English and two in the German language. All these versions have the same meaning and intention, but in case of dispute the English Text shall be considered as the original one.

Article XXIV.

The present Treaty shall be ratified by His Majesty the Emperor of Austria and Apostolic King of Hungary and H. M. the Emperor of Japan under their hands and seals, and the ratifications shall be exchanged within twelve months from this date or sooner, if possible.

It is also agreed, that this Treaty shall come into operation from the present date.

In token whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed this Treaty.

Done at Tokei (Yedo) this eighteenth day of October in the year of Our Lord one thousand eight hundred and sixty nine, or the fourteenth day of the ninth month of the second year of Meiji according to Japanese reckoning.

Freiherr *von Petz*,
Contre-Admiral.

Sawa Kiyowara no Ason Nobuyoshi
Terashima Fujiwara no Ason Munenori.

Regulations under which the trade of the Austro-Hungarian Monarchy is to be conducted in Japan. 1869

Regulation I.

Within forty eight hours (Sunday excepted) after the arrival of an Austro-Hungarian ship in a Japanese port, the captain or commander shall exhibit to the Japanese Custom-House Authorities the receipt of the Imperial and Royal Consul, showing that he has deposited all the ship's papers, the ship's bills of lading etc. at the Imperial and Royal Consulate and he shall then make an entry of his ship, by giving a written paper, stating the name of the ship, and the name of the port, from which she comes, her tonnage, the name of her captain or commander, the names of her passengers (if any) and the number of her crew, which paper shall be certified by the Captain or Commander to be a true statement and shall be signed hy bim; he shall at the same time deposit a written manifest of his cargo, setting forth the marks and numbers of the packages and their contents, as they are described in his bills of lading, with the names of the person or persons to whom they are consigned. A list of the stores of the ship shall be added to the manifest.

The Captain or Commander shall certify the manifest to be a true account of all the cargo and stores on board the ship and shall sign his name to the same. If any error is discovered in the manifest, it may be corrected within twenty four hours (Sunday excepted) without the payment of any fees, but for any alteration or post entry to the manifest made after that the a fee of fifteen dollars shall be paid.

All goods, not entered on the manifest, shall, besides the duty, pay a fine equal in amount to that duty.

Any Captain or Commander, who shall neglect to enter his vessel at the Japanese Custom-House within the time prescribed by this regulation, shall pay a penalty of sixty dollars for each day that he shall so neglect to enter his ship.

Regulation II.

The Japanese Government shall have the right to place Custom-House Officers on board of any ship in their ports (men of war excepted). The Custom-House Officers shall be treated with civility and such reasonable accomodation, as the ship affords, shall be allotted to them.

No goods shall be unladen from any ship between sunset and sunrise except by special permission of the Custom-House Authorities and the hatches and all other places of entrance into that part of the ship, where the cargo is stowed, may be secured by japanese officers between sunset and sunrise, by fixing seals, locks or other fastening;

1869 and if any person shall, without due permission, open any entrance so secured, or break open or take off any seal, lock or other fastening, that has been affixed by the Japanese Custom-House officers, every person so offending shall pay a fine of sixty dollars for each offence.

Goods, that shall be discharged or attempted to be discharged from any ship without having been duly entered at the Japanese Custom-House, as herein after provided, shall be liable to seizure and confiscation.

Packages of goods, made up with an intent to defraud the revenue of Japan by concealing therein articles of value, which are not set forth in the invoice shall be forfeited.

If any Austro-Hungarian ship shall smuggle or attempt to smuggle goods at any of the non-opened harbours of Japan, all such goods shall be forfeited to te Japanese Government and the ship shall pay a fine of one thousand Dollars for each offence of this kind.

Vessels needing repairs may land their cargo for that purpose, without the payment of duty. All goods, so landed, shall remain in charge of the Japanese authorities, and all just charges for storage, labour and supervision shall be paid thereon. But if any portion of such cargo be sold, the regular duties shall be paid on the portion so disposed of.

Cargo may be transshipped to another vessel in the same harbour without payment of duty, but all transshipment shall be made under the supervision of Japanese Officers, and after satisfactory proof has been given to the Custom-House Authorities of the bona-fide nature of the transaction, and also under a permit to be granted for that purpose by such authorities. A fine of sixty dollars shall be paid for any infraction of this rule.

The importation of Opium being prohibited, any Austro-Hungarian vessel coming to Japan for the purpose of trade and having more than three catties weight of opium on board, the surplus quantity may be seized and destroyed by the Japanese Authorities; and any person or persons smuggling or attempting to smuggle Opium, shall be liable to pay a fine of fifteen Dollars for each catty of opium so smuggled or attempted to be smuggled.

Regulation III.

The owner or consignee of any goods who desires tho land them. shall make an entry of the same at the Japanese Custom-House. The entry shall be in writing and shall set fort the name of the person making the entry and the name of the ship in which the goods were imported, and the marks, numbers, packages, and the contents thereof, with the value of each package extended separately in one

amount; and at the bottom of the entry shall be placed the aggre- 1869
gate value of all the goods contained in the entry. On each entry the owner or consignee shall certify in writing, that the entry then presented exhibits the actual cost of the goods and that nothing has been concealed, whereby the costums of Japan would be defrauded, and the owner or consignee shall sign his name to such certificate.

The original invoice or invoices of the goods, so entered, shall be presented to the Custom-House Authorities and shall remain in their possession until they have examined the goods contained in the entry.

The Japanese officers may examine any or all the packages so entered and for this purpose may take them to the Custom-House; but this examination must be made without expense to the importer or injury to the goods; and after examination the Japanese shall restore the goods tho their original condition in the packages (so far as may be practicable) and such examination shall be made without any unreasonable delay.

If any owner or importer discovers that his goods have been damaged on the voyage of importation before having been delivered to him, he may notify such damage to the Custom-House Officers and he may have the damaged goods appraised by two or more competent and disinterested persons, who after due examination shall deliver a certificate setting forth the amount per cent of damage on each separate package, describing it by its mark and number. This certificate shall be signed by the appraisers in presence of the Custom-House Authorities. The importer may attach it to his entry and make a corresponding deduction from it.

But this shall not prevent the Custom-House Authorities from appraising the goods in the manner provided in the Article VIII of the Treaty to which these Regulations are appended.

After the duties have been paid the owner shall receive a permit authorizing the delivery to him of the goods, wheter the same are at the Custom-House or on ship-board.

All goods intended to be exported shall be entered at the Japanese Custom-House before they are placed on ship-board. The entry shall be in writing and shall state the name of the ship by which the goods are to be exported, with the marks and numbers of the packages and the quantity, description and value of their contents. The exporter shall certify in writing, that the entry is a true account of all goods contained therein, and shall sign his name thereto.

Any goods, which are put on board a ship for exportation before they have been entered at the Custom-House, and all packages, which contain prohibited articles, shall be forfeited to the Japanese Government.

1869 No entry at the Custom-House shall be required for supplies for the use of the ships, their crews and passengers nor for the clothing etc. of passengers.

The Japanese Custom-House Officers may seize any suspected package, but on doing so, they must give notice to the Imperial and Royal Consular Officer.

Goods which are confiscated by the decision of the Imperial and Royal Consular Officers, shall at once be delivered tho the Japanese Authorities and all fines or forfeitures decreed by the Imperial and Royal Consular Officers shall be levied by them without delay and paid over to the Japanese Autorities.

Regulation IV.

Ships, wishing to clear, shall give twenty four hour's notice at the Custom-House and at the end of that time they shall be entitled to their clearance. But if it be refused, the Custom-House Authorities shall immediately inform the Captain or consignee of the ship of the reason, why the clearance is refused, and they shall also give the same notice to the Imperial and Royal Consul, who will not deliver to the Captain the deposited shippapers, until he produces a receipt from the Custom-House stating that all duties have been paid.

Imperial and Royal Men-of-War shall not be required to enter or clear at the Custom-House, nor shall they be visited by Japanese Custom-House or police officers.

Steamers, conveying the Mails of the Austro-Hungarian Monarchy, may enter and clear on the same day and they shall not be required to make a manifest, except for such passengers and goods, as are to be landed in Japan. But such steamers shall in all cases enter and clear at the Custom-House.

Whaleships, touching for supplies, or ships in distress, shall not be required to make a manifest of their cargo; but if they subsequently wish to trade, they shall then deposit a manifest as required in Regulation I.

The word „ships", wherever it occurs in these regulations or in the treaty, to which they are annexed, is to be held as meaning a vessel, barque, brig schooner, sloop or steamer.

Regulation V.

Any person, signing a false declaration or certificate, with the intent to defraud the revenue of Japan, shall pay a fine of one hundred and twenty five (125) dollars for each offence.

Regulation VI.

No tonnage-dues shall be levied on Austro-Hungarian ships in ports of Japan, but the following fees shall be paid to the Japanese Custom-House Authorities:

For the entry of a ship fifteen dollars; 1869

for the clearance of a ship seven dollars;

for the permit to land or ship goods, whereever they may be mentioned in these regulations, no fee has to be paid.

For every other document, as: bills of health etc. one dollar and a half.

Regulation VII.

Duties shall be paid to the Japanese Government on all goods landed in Japan, and on all Japanese goods, intended for exportation according to the Tariff annexed to this Treaty.

Regulation VIII.

Any Japanese subject shall be free to purchase either in the open ports or abroad every description of sailing vessels, or steamers intended to carry either cargo or passengers, with the exception of ships of war, which may only be purchased under the Authorisation of the Japanese Government.

All Austro-Hungarian ships, purchased by Japanese subjects, shall be registered as Japanese ships on payment of a duty of three Boos per Ton for Steamers and one Boo per Ton for sailing vessels.

The Tonnage of each vessel shall be proved by the Austro-Hungarian register of the ship, which shall be certified as authentic by the Imperial and Royal Consular Officer and exhibited by him to ihe Japanese authorities on their demand. Ammunitions of war can only be sold to the Japanese Government and to foreigners.

Regulation IX.

Austro-Hungarian citizens residing in Japan, and the crews and passengers of ships, belonging to the said Monarchy shall be free to purchase for their own consumption supplies of those kinds of grain and flour, the export of which is prohibited by the tariff; but the usual permit must be obtained from the Custom-House, before any of the aforesaid kinds of grain or flour can be shipped on board of an Austro-Hungarian vessel.

The Japanese Government will offer no difficulty to the transport from one open port to another of those kinds of Japanese grain and flour, the export of which to foreign ports is prohibited. Should howerer particular circumstances make it desirable, that the transport of these articles from any one of the open ports should, for a certain time, be prohibited both tho Japanese and foreigners, the Japanese Government will give two month's notice of such prohibition to the foreign authorities, and will further undertake that the said prohibition shall not remain longer in force than is absolutely necessary.

1869

Regulation X.

The catty, mentioned in the tariff, is equal to 604 grammes, 53 centigrammes or $1^1/_3$ pound english A. d. P. or 1·08 pound Austrian weight.

The Yard is a measure of three english feet equal to 914 millimetres.

The english foot is equal to 0.3047 mêtres and is one eight of an inch longer than the Japanese Kaneshaku.

The Koku is equal to ten cubic feet english measure or to one hundred twenty feet of american timber measure of one inch in thickness.

The Boo or Itziboo is a silver coin weighing not less than 8·67 grammes (134 grains Troy weight) and containing nine parts of pure silver and one part of alloy.

The cent is the one hundredth part of the Boo.

Regulation XI.

In order to put a stop to the abuses and inconveniences at the open ports, relative to the transaction of business at the Custom-House, the landing and shipping of goods and the hiring of boats, coolies, servants etc. the high contracting Parties have agreed, that at each port the local authorities shall from time to time enter into negociations with the foreign Consuls, with a view tho the establishment by mutual consent of such measures, as shall effectually put an end to any complaints and shall afford all desirable facility and security both to the operation of trade and to private transactions between foreigners and Japanese.

The Japanese Government will construct at the landing places of each of the open ports, one or more landing sheds for the use of Austro-Hungarian citizens when landing or slipping cargo.

Freiherr *von Petz*,
Contre-Admiral.

Sawa Kiyovara no Ason Nobuyoshi.
Terashima Fujiwara no Ason Munenori.

Tariff. 1869

A. Import.

Class I. — Specific Duties.

No.	Article	Per	Boos	Cents
1	Alum	100 Catties	—	15
2	Batelnut	"	—	45
3	Brass buttons	Gross	—	22
4	Candles	100 Catties	2	25
5	Canvas and Cotton Duck	10 Yards	—	25
6	Cigars	Catty	—	25
7	Cloves and Mother Cloves	100 Catties	1	—
8	Cochineal	"	21	—
9	Cordége	"	1	25
10	Cotton, raw	"	1	25
	Cotton Manufactures:			
11	Shirtings, grey white and twilled, white spotted or figured, Drills and Jeans, white Brocades, Veloth, Cambrics, Muslins, Lawns, Dimities, Quiltings, Cottonets; all the above Goods dyed, printed Cottons, Chintzes and Furnitures:			
	a) not exceeding 34 inches wide	10 Yards	—	7½
	b) " " 40 " "	"	—	8¾
	c) " " 46 " "	"	—	10
	d) exceeding 46 " "	"	—	11¼
12	Taffachelass, not exceeding 31 inches	"	—	17½
	" exceeding 31 inches and not exceeding 43 inches	"	—	25
13	Fustians, as: Cotton velvets, Velveteens, Satins, Sattinets and Cotton Damask not exceeding 40 inches	"	—	20
14	Ginghams, not exceeding 31 inches	"	—	6
	" " " 43 "	"	—	9
15	Handkerchiefs	Dozen	—	5
16	Singlets and Drawers	"	—	25
17	Table cloths	Each	—	6
18	Cotton thread, plain or dyed in reel or ball	100 Catties	7	50
19	" yarn, plain or dyed	"	5	—
20	Cuth	"	—	75
21	Feathers (Kingfisher, Peacock etc.)	100 in Nr.	1	50
22	Flints	100 Catties	—	—
23	Cambier	"	—	12
24	Gamboge	"	3	45
25	Glass Window	box of 100 square feet	—	35

1869

No.	Article	Per	Cents	Boos
26	Glue	100 Catties	—	60
27	Gum Benjamin and oil of d°	"	2	40
28	" Dragon's blood, Myrrh, Olibanum	"	1	80
29	Gypsum	"	—	8
30	Hides, Buffalo and Cow	"	1	20
31	Horns, Buffalo and Deer	"	1	5
32	" Rhinoceros	"	3	50
33	Hoofs	"	—	30
34	Indigo liquid	"	—	75
35	" dry	"	3	75
36	Ivory-Elephant's teeth, all qualities	"	15	—
37	Paint, as red, white and yellow lead (Minium, Ceruse and Massicot) and Paint oils	"	1	50
38	Leather	"	2	—
39	Linen, all qualities	10 Yards	—	20
40	Mangrove bark	100 Catties	—	15
41	Matting flor	Roll of 40 Yards	—	75
	Metals:			
42	Copper and Brass in stabs, sheets rods, nails	100 Catties	3	50
43	Yellow Metal, Muntz's Metal, Sheating an Nails	"	2	50
44	Iron, manufactured as in Rods, Bars, Nails	"	—	30
45	" " in Pigs	"	—	15
46	" " in Kentledge	"	—	6
47	" " in Wire	"	—	80
48	Lead, Pigs	"	—	80
49	" Sheet	"	1	—
50	Spelter and Zinc	"	—	60
51	Steel	"	—	60
52	Tin	" box of not exceed.	3	—
53	Tin Plates	90 Catties	—	70
54	Oil cloth for flooring	10 Yards	—	30
55	" " or leather cloth for furniture	"	—	15
56	Pepper black and white	100 Catties	1	—
57	Putschuk	"	2	25
58	Quicksilver	"	6	—
59	Quinine	Catty	1	50
60	Rattans	100 Catties	—	45
61	Rhubarb	"	1	—
62	Salt fish	"	—	75
63	Sandal Wood	"	1	25
64	Sapan Wood	"	—	40
65	Sea Horse teeth	"	7	50
66	Narwhal or „Unicorn" teeth	Catty	1	—
67	Shark's skins	100 Pieces	7	50
68	Snuff	Catty	—	30

1869

No.	Article	Per	Cents	Boos
69	Soap, Bar	100 Catties	—	50
70	Sticklac	"	1	75
71	Sugar, brown and black	"	—	40
72	" white	"	—	75
73	" candy and Loaf	"	1	—
74	Tobacco	"	1	80
75	Vermillion	"	9	—
	Woollen Manufactures:			
76	Broad, Habit, Medium and narrow cloth not exceeding 34 inches	10 Yards	—	60
	Broad, Habit, Medium and narrow cloth not exceeding 55 inches	"	1	—
	Broad, Habit, Medium and narrow cloth exceeding 55 inches	"	1	25
77	Spanish Stripes	"	—	75
78	Cassimeres, Flannel, Long Ells, and Serges	"	—	45
79	Bunting	"	—	15
80	Camlets, Dutch	"	—	75
81	" English	"	—	40
82	Lastings, Crape Lastings and worsted Crapes, Merinos and all other Woollen Goods not classed under Nr. 76:			
	a) not exceeding 34 inches	"	—	30
	b) exceeding 34 inches	"	—	45
83	Woollen and Cotton Mixtures as: Imitation Camlets, Imitation Lastings, Orleans (plain and figured), Lustres (plain and figured), Alpacas, Baratheas, Damasks, Italian cloth, Taffachelass, Russel Cords Cassanneras, woollen Fancies, Camlet Cords, and all other Cotton and Woollen Mixtures:			
	a) not exceeding 34 inches	"	—	30
	b) exceeding 34 inches	"	—	45
84	Blanchets and Horse Cloths	10 Catties	—	50
85	Travelling Rugs, Plaids and Shawls	Each	—	50
86	Figured woollen Table cloths	"	—	75
87	Woollen Singlets and Drawers	Dozen	—	80
88	" and Cotton Singlets and Drawers	"	—	50
89	" Yarn, plain and dyed	100 Catties	10	—

Class II. — Huty free Goods.

1. All animals used for food or draught.
2. Anhors and chain cables.
3. Coal.
4. Clothing, not being articles named in the tariff.
5. Gold and Silver, coined and uncoined.
6. Grain, including Rice, Paddy, Wheat, Barley, Oats, Rye, Peas, Beans, Millet, indian Corn.

1869

7. Flour and Meal, prepared from above.
8. Oil cake.
9. Packing, Matting.
10. Printed Books.
11. Salt.
12. Salted Meats in Casks.
13. Salpetre.
14. Solder.
15. Tar and Pitch.
16. Tea-firing Pans and Baskets.
17. Tea Lead.
18. Travelling Package.

Class III. — Prohibited Goods.

Opium.

Class IV. — Goods, subject to an ad valorem Duty of five Percent on original value.

1. Arms and Munitions of War.
2. Articles de Paris.
3. Boots and Shoes.
4. Clocks, watches and Musical boxes.
5. Coral.
6. Cutlery.
7. Drugs and medicines, such as Ginseng etc.
8. Dyes.
9. European Porcelain and Earthenware.
10. Furniture of all kinds, new and second hand.
11. Glas and Cristalware.
12. Gold and Silver Lace and Thread.
13. Gums and Spices not named in tariff.
14. Lamps.
15. Looking glasses.
16. Jewellery.
17. Machinery and Manufactures in Iron and Steel, Manufactures of all kinds in Silk, Silk and Cotton or Silk and Wool, as Velvets, Damasks, Brocades etc.
18. Paintings and Engravings.
19. Perfumery, Scented Soap.
20. Plated Ware.
21. Skins and Furs.
22. Telescopes and Scientific Instruments.
23 Timber.
24. Wines, Malt and Spirituous Liquors, Table-stores of all kinds.

And all other unenumerated Goods.

B. Export.

Class I. — Specific Duties.

No.	Article	Per	Boos	Cents
1	Awabi	100 Catties	3	—
2	„ shells	„	—	8
3	Camphor	„	1	80
4	China root (Bukrio)	„	—	75
5	Cassia	„	—	30
6	„ Buds	„	2	25
7	Coal	„	—	4
8	Cotton, raw	„	2	25
9	Coir	„	—	45
10	Fish, dried, or salted salmon & Cod	„	—	75
11	„ cuttle	„	1	5

1869

No.	Article	Per	Cents	Boos
12	Galnuts	100 Catties	—	90
13	Ginang	"	—	45
14	Hemp	"	2	—
15	Honey	"	1	5
16	Horns, Deers, old	"	—	90
17	Irico or Biche de mer	"	3	—
18	Iron, Japanese	"	—	60
19	Isinglass	"	2	25
20	Lead	"	—	90
21	Mushrooms, all qualities	"	5	—
22	Oil, fish-	"	—	30
23	" seed-	"	1	5
24	Paper, writing-	"	3	—
25	" inferior	"	1	—
26	Peas, Beans & Pulse of all kinds	"	—	30
27	Pyone bark (Botampi)	"	5	75
28	Potatoes	"	—	15
29	Rags	"	—	12
30	Saké or Japanese wines or spirits	"	—	90
31	Seaweed, uncut	"	—	30
32	" cut	"	—	60
33	Seeds, rape	"	—	45
34	" sesamum	"	—	90
35	Shark's fins	"	1	80
36	Shrimps and Prawns, dried salt	"	1	80
	Silk:			
37	Raw and Trown	"	75	—
38	Tama or Dupioni	"	20	—
39	Noshi or Shinsilk	"	7	50
40	Floss silk	"	20	—
41	Cocoons, pierced	"	7	—
42	" unpierced	"	12	—
43	Waste silk and waste Cocoons	"	2	25
44	Silkworm eggs	Sheet	—	7½
45	Roy	100 Catties	—	45
46	Sulphur	"	—	30
47	Tea	"	3	50
48	" quality known as „Boncha" (wheen exported from Nagasaki only)	"	—	75
49	Timber, Soft woods: All kinds, as Kinoki (spruce), matsu (fine), Todo (fir), Sugi (Cedar) etc. wheter in the rough, cud or dressed	100 Kokus	6	—
50	Timber, Hard woods, all kinds as Nara (oak), Tamo (elm), Sen (ash), Buno (beech), Haya (maple), Kuri (chestnut), Ha (alder), Kaba (birch), Katsura, Ho, S'koro, Yask, Keaki,			

1869

No.	Article	Per	Boos	Cents
	Kashi, Is'u, Kusunoki, Kurogaki etc., whether in the rough, cut or dressed	100 Kocus	7	60
51	Tobacco, leaf	"	—	75
52	" cut or prepared	"	1	50
53	Vermicelli	"	—	45
54	Wax, vegetable	"	1	50
55	" Bees.	"	2	50

Class II. — Duty free Goods.

Gold and Silver coined.

Gold and Silver uncoined of Japanese production to be sold only by the Japanese Government at public Auction.

Class III. — Prohibited Goods.

1. Rice, Paddy, Wheat and Barley.
2. Flour made from the above.
3. Salpetre.

Class IV. — Goods subject to an ad valorem duty of five Percent to be calculated on their Market value.

1. Bamboo Ware.
2. Copper and Copper Utensils of all kinds.
3. Charcoal.
4. Ginseng and unenumerated drugs.
5. Horns, Deer, young or soft.
6. Mats and Matting.
7. Silk dresses, Manufactures or Embroideries.
8. Timber, except that of Hakodate.

And all other unenumerated Goods.

Freiherr *von Petz*,
Contre-Admiral.

Sawa Kiyowara no Ason Nobuyoshi.
Terashima Fujiwara no Ason Munenori.

Nos visis et perpensis tractatus hujus articulis ea omnia, quae in illis continentur, rata grataque habere declaramus ac profitemur Verbo Nostro Caesareo-Regio promittentes, Nos ea omnia fideliter observaturos atque executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio appenso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna, die octava mensis 1869
Maji, anno Domini millesimo octingentesimo septuagesimo primo, Regnorum Nostrorum vigesimo tertio.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Comes *a Beust* m. p.

Ad mandatam Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

575.

20 octobre 1869.

Circulaire du ministère I. et R. des affaires étrangères enjoignant aux consulats en Orient des règles de conduite pour empêcher le trafic pratiqué en Autriche-Hongrie pour l'Orient dans le but de la prostitution.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Schon wiederholt musste auf den schmählichen Handel aufmerksam gemacht werden, welcher in den Ländern des Orients mit österreichischen und namentlich mit ungarischen Mädchen betrieben wird.

Den Bemühungen der k. u. k. Consularbehörden, sowie der Behörden des Inlandes ist es zwar schon gelungen, manche dieser bedauernswerthen Geschöpfe aus den Händen gewissenloser Kuppler zu befreien, und die Verführer der verdienten Strafe zuzuführen. Dessenungeachtet ist das Uebel noch nicht ausgerottet, ja kaum wesentlich eingeschränkt worden, und es ist unbedingt nothwendig, diesem verbrecherischen Treiben eine stete Aufmerksamkeit zuzuwenden.

Die Hauptaufgabe in dieser traurigen Angelegenheit fällt ohne Zweifel den Behörden des Inlandes zu, und es sind diesfalls schon umfassende Massregeln ergriffen worden. Insbesondere ist im Königreiche Ungarn die Anordnung getroffen worden, dass jungen Frauenspersonen, welche nur um einen Dienst zu suchen nach dem Orient gehen, oder die keine anderweitige sichere und ordentliche Erwerbsquelle nachzuweisen vermögen, endlich Personen, deren Sittlichkeit begründeten Bedenken unterliegt, fortan weder Pässe noch Grenzpassirscheine ausgefertigt werden.

1869 Nichtsdestoweniger ist die thätige Mitwirkung der k. u. k. Consularbehörden in dieser leidigen Sache unentbehrlich, und werden diese Behörden hiermit eingeladen, sich die Abstellung eines so schändlichen Unfuges nach wie vor angelegen sein zu lassen.

Insbesondere werden den k. u. k. Consularbehörden folgende Punkte zur sorgfältigen Beachtung empfohlen:

1. In Fällen, wo ein österreichisch-ungarischer Staatsangehöriger des Verbrechens des Menschenraubes, der gesetzwidrigen Einschränkung der persönlichen Freiheit, der Behandlung eines Menschen als Sclaven, der Entführung oder irgend einer Gewaltthätigkeit beinzichtigt erscheint, darf die Abstrafung desselben wegen Uebertretung der Kuppelei nicht als genügend angesehen werden, sondern es ist gegen denselben das strafgerichtliche Verfahren wegen des betreffenden Verbrechens einzuleiten.

Daferne fremde Unterthanen oder Schutzgenossen sich eines der bezeichneten Verbrechen gegen diesseitige Staatsangehörige schuldig machen, ist mit möglichstem Nachdrucke auf deren Bestrafung durch die Gerichte des Staates, welchem sie unterstehen, hinzuwirken.

2. Mit jedem österreichisch-ungarischen Mädchen, das am Sitze oder im Bezirke einer k. u. k. Consularbehörde betreten wird, und das im Verdachte steht, das unzüchtige Gewerbe zu treiben, ist ein Protokoll aufzunehmen, um dessen Heimatsverhältnisse zu constatiren und zugleich festzustellen, ob das Mädchen mit einem Reisepasse versehen war, wann und von wem derselbe ausgestellt worden, wie die betreffende Person ins Ausland kam, ob und durch wem sie ein Opfer trügerischer Vorspiegelungen geworden sei, wo sich der allfällige Betrüger aufhalte u. s. w.

Diese Protokolle sind, falls sich gegen im Inlande domicilirende Individuen Verdachtsgründe einer strafbaren Handlung ergeben, an die betreffende inländische Behörde zu leiten, um die Schuldigen sofort eruiren und der verdienten Strafe zuführen zu können.

3. Diejenigen k. u. k. Consularbehörden, welche in die Lage kommen, gefallene Mädchen nach Oesterreich-Ungarn zurückzuschicken, werden eingeladen, die Namensverzeichnisse derselben für die Vergangenheit (1867, 1868 bis Ende September 1869) sogleich, für die Zukunft aber vierteljährig dem k. u. k. Ministerium des Aeussern einzusenden.

Für diejenigen Consulate, die derlei Verzeichnisse pro praeterito bereits eingesendet haben, entfällt selbstverständlich die Nothwendigkeit, dies noch einmal zu thun.

Für den Minister des Aeussern:
Biegeleben.

576. 1869

20 octobre — 1 novembre 1869.

Instructions de la S. Porte relatives au plombage des tabacs transportés, par mer, d'un point de l'empire à un autre.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey III, p. 439.)

Article 1.

Les tabacs destinés à être expediés, par mer, d'un point de l'empire à un autre, pour la consommation intérieure, devant dorénavant être exclusivement embarqués à l'une des échelles indiquées dans le tableau ci-joint, les bureaux des contributions indirectes de ces échelles appliqueront, avant l'embarquement, des timbres de plomb rattachés par des cordes, sur les colis, paquets (boghtchas) ou autres récipients contenant ces tabacs, soit que le droit de murouriyé en ait été acquitté au lieu de leur provenance dans l'intérieur, ou à l'échelle d'embarquement.

Le fait du plombage sera constaté par une annotation en tête du téskéré d'imrariyé et sous le cachet de l'administration.

Les expéditeurs payeront, à titre de frais de plombage, 20 paras pour chaque timbre appliqué sur leurs colis, paquets (boghtchas) ou autres récipients.

Tout envoi de tabac dont la qnantité serait au-dessus d'un paquet (boghtcha), ne devant pas être considéré comme destiné au commerce, mais à l'usage personnel, sera dispensé du plombage, et cette circonstance sera également consignée sur le teskéré, dans la forme sus-énoncée.

Les tabacs embarqués à toute autre échelle que celles indiquées dans le tableau mentionné ci-dessus, et qui, par ce motif, ne seraient pas plombés, seront tenus de payer le droit de murouriyé au bureau du lieu de leur arrivée, quand même ils seraient munis de teskérés.

Article 2.

Les tabacs destinés à être dirigés, par mer, sur tout autre point de l'Empire, pour la consommation intérieure, ne doivent être embarqués, qu'après que le colis, paquets (boghtchas) ou autres récipients qui les renferment, auront été soumis au plombage. Cette opération ne devant avoir lieu qu'aux bureaux mêmes des contributions indirectes, il est défendu de l'effectuer dans les magasins des négociants ou ailleurs.

Article 3.

À l'arrivée par mer des colis, paquets (boghtchas) ou de tous autres récipients plombés, aux bureaux des contributions indirectes

1869 situés sur la côte, les préposés seront tenus de détacher les plombs et de les retenir, afin de les soustraire aux abus auxquels ils pourraient servir en tombant entre les mains des particuliers.

Article 4.

Dans le cas où parmi les colis, paquets (boghtchas) ou autres récipients de tabac expédiés d'une échelle de l'Empire à une autre, il s'en trouverait qui ne fussent pas plombés, ou dont les plombs fussent reconnus être ultérieurement appliqués en fraude, ces colis, paquets ou autres récipients non-plombés, ou plombés frauduleusement, seront soumis au payement du droit de murouriyé quand même ils seraient conformes à la teneur du teskéré qui les accompagne. Ils seront ensuite plombés régulièrement et munis d'un nouveau teskéré contre le document primitif qui devra être annulé, selon l'usage, et conservé par l'administration avec les autres pièces de cette nature.

A la fin de chaque mois, ces documents seront transmis, par les Mémours des contributions indirectes, aux Mudirs dont ils relèvent et par ces derniers, aux Directeurs (Nazirs), qui les expédieront, à leur tour, à l'Administration Générale des contributions indirectes.

Dans le cas où le propriétaire des tabacs dont le plombage serait entaché de fraude, se refuserait à reconnaître ce fait et à payer le droit exigé, l'administration fera examiner et constater ce plombage en faux, par le Medjliss de l'autorité locale et en obtiendra un mazbata, en vertu duquel elle réclamera l'assistance de cette autorité pour la perception du murouriyé.

Article 5.

Afin de mettre les négociants à même de prendre connaissance des teskérés, soit par eux-mêmes, soit en les faisant lire par d'autres et de ne les accepter qu'en faisant rectifier les erreurs ou omissions qu'ils pourraient y constater, ces documents leur étant délivrés, toujours ouverts, si des tabacs, revêtus des plombs nécessaires, mais accompagnés d'un teskéré qui ne contiendrait point l'annotation énoncée à l'article 1, étaient débarqués à un bureau des contributions indirectes, le propriétaire de ces tabacs sera tenu de déposer le montant du droit de murouriyé, et le fait sera porté, par le dit bureau, à la connaissance de l'Administration Générale des contributions indirectes, qui fera restituer ce dépôt au négociant, dans le cas où les informations prises par elle, au bureau d'embarquement, ne dénonceraient aucune espèce de fraude; dans le cas contraire, la somme déposée sera définitivement portée en recette.

Article 6.

Les préposés des contributions indirectes, à l'arrivée des tabacs plombés régulièrement et accompagnés de teskérés annotés de la

manière expliquée plus haut, retiendrout ces documents, ainsi que 1869
les timbres de plomb qu'ils auront à enlever, et délivreront d'autres teskérés dits de rouhsatiyé, moyennant lesquels ces tabacs pourront être introduits dans les villes, bourgs ou villages situés dans l'intérieur. Si, plus tard, ces tabacs devaient être réexpédiés, en entier, ou en partie, par mer à une autre localité de l'Empire, l'administration appliquera de nouveau les plombs nécessaires sur leurs colis, paquets (boghtchas) ou autres récipients, en percevant 20 paras de frais par timbre, conformément aux dispositions de l'article 1, et délivrera gratuitement le teskéré.

Article 7.

Le plombage n'est applicable qu'aux tabacs transportés par mer, d'une échelle de l'Empire à une autre. Les expéditions de tabac effectués par voie de terre seront, comme par le passé, dispensées de cette formalité.

Article 8.

Les tabacs qui auraient été embarqués avant la mise à exécutiou des formalités prescrites par les présentes instructions dans les bureaux des contributions indirectes des provinces, devant naturellement se trouver sans plombs, un délai convenable a dû leur être accordé.

En conséquence, les administrations des susdits bureaux, tout en procédant à la mise à exécution des présentes instructions aussitôt qu'elles en auront reçu communication par l'Administration Générale, devront, néanmoins, laisser passer sans difficulté, jusqu'au 1er Zilcadé 1286 (21 janvier [9 février] 1870), les tabacs qui arriveraient d'un autre bureau des contributions indirectes, sans être revêtus de plombs, quelle que soit d'ailleurs la date des teskérés qui les accompagnent. Passé ce délai, les dispositions de l'article 4 seront appliquées à l'égard des tabacs qui ne seraient pas plombés.

577.

30 octobre 1869.

Dispositions relatives au pilotage exercé dans la mer Noire par les pilotes du Danube.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CCXXXVI. Annexe.)

La Commission européenne du Danube,

Vu l'article 112 du règlement de navigation et de police applicable au Bas-Danube, en date du 2 novembre 1865;

Considérant que la défense faite aux pilotes du fleuve, de piloter les bâtiments en mer, rencontre des difficultés dans son applicati

1869 et que les capitaines, qui ont intérêt à trouver facilement de bons pilotes pour la traversée du Bosphore à l'embouchure du Danube et vice versa, ont exprimé eux-mêmes le désir que cette défense fût levée;

Qu'il importe cependant de donner à l'autorité dont les pilotes relèvent, le moyen de contrôler les voyages effectués par eux hors du Danube;

Arrête les dispositions dont la teneur suit:

Article 1.

Est abrogée, à partir de ce jour, la disposition arrêtée le 16 avril 1868 et insérée au dernier alinéa de l'article 75 du règlement de navigation et de police applicable au bas-Danube, en date du 2 novembre 1865, faisant défense aux pilotes brevetés du service fluvial, de piloter les bâtiments dans aucune partie de leur traversée maritime.

Cette défense continue toutefois à être applicable au pilotage dans la passe de l'embouchure de Soulina, qui est réservé, comme précédemment, au corps des pilotes locaux.

Article 2.

Le pilote du service fluvial, qui sort du Danube pour piloter un bâtiment en mer, est tenu de présenter préalablement son brevet au sous-chef pilote du dit service, lequel y appose un visa indiquant la date de la sortie.

Le pilote est tenu de remplir la même formalité au moment où il rentre dans la fleuve.

Toute contravention aux dispositions du présent article est punie d'une amende de cinquante francs au moins et de cent francs au plus.

Article 3.

L'inspecteur-général de la navigation du Bas-Danube est chargé de veiller à l'exécution des présentes dispositions et de prononcer l'application des amendes encourues pour contravention à l'article deux ci-dessus.

L'application de cette pénalité est réglée par les dispositions du chapitre II du titre VI du règlement de navigation et de police du 2 novembre 1865 ci-dessus énoncé.

Fait à Galatz, le 30 octobre 1869.

Signé: *Zulauf de Pottenburg.*
J. *Stokes.*
B. *Berio.*
d'Offenberg.

578. 1869

11 novembre 1869.

Ordonnance circulaire du ministère Impérial Royal de l'Intérieur concernant le traitement gratuit des sujets danois dans les hospices austro-hongrois.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Im Punkte 2 meines Erlasses vom 10. April 1868, Z. 1396-M. I. habe ich Eurer . . . . . mitgetheilt, dass gegenüber dem Königreiche Dänemark künftighin von allen Verpflegskostenreclamationen für gewöhnliche (das ist nicht Geisteskranke) Kranke abzusehen sei, mit Ausnahme jener Fälle, wo die Verpflegten oder deren zahlungspflichtigen Verwandten in der Lage sind, die Kosten zu ersetzen.

Diesem Grundsatze gemäss hat das k. und k. Ministerium des Aeussern einen speciellen Fall zum Anlass genommen, um dem königlich dänischen Gouvernement bekannt zu geben, dass man sich, analog dem in der Eisenacher Convention vom 11. Juli 1853 (R. G. Bl. 1854, Nr. 6) diesfalls festgesetzten Principe und unter Zugestehung der Reciprocität vorbehalte, einen Vergütungsanspruch blos in jenen Fällen zu erheben, in denen der hierlands verpflegte Däne entweder selbst ein Vermögen oder doch zahlungspflichtige und zahlungsfähige Angehörige besitzt. Dieser Erklärung wurde auch noch der Wunsch beigefügt, dass die königlich dänische Regierung die unbedingte gegenseitige Ersatzpflicht der Cur- und Verpflegskosten für Geisteskranke anerkennen möge.

Die königlich dänische Regierung hat jedoch laut Mittheilung des k. und k. Ministeriums des Aeussern vom 5. d. M., Z. 14443, diesen Vorschlag zur reciproken Anwendung der Bestimmungen der Eisenacher Convention bei Vergütungsansprüchen für Verpflegung der gegenseitigen Staatsangehörigen, sowie auch wegen der unbedingten gegenseitigen Ersatzpflicht der Cur- und Verpflegskosten für Geisteskranke unter Berufung auf die dortländige Gesetzgebung abgelehnt, dabei jedoch ihre Bereitwilligkeit ausgedrückt, über Ansuchen der auswärtigen Behörden einen freiwilligen Rückersatz der Kosten von Seite der Verpflegten oder ihrer Familie zu vermitteln, ohne sich jedoch die Unwahrscheinlichkeit eines Erfolges zu verhehlen.

Ich setze Euer . . . . . von dieser Modification des oben citirten Erlasses zur Wissenschaft und geeigneten Verfügung in die Kenntniss.

1869

579.

15 novembre 1869.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant une annexe au § 26 de l'instruction publiée à l'égard des traités postaux conclus à Berlin, le 23 novembre 1867.

(P. V. B. 1869, 58.)

Zusatz zum §. 26 der Instruction zu den Postverträgen ddo. Berlin, 23. November 1867.

Dem §. 26 der Instruction zu den Postverträgen, ddo. Berlin, 23. November 1867, ist am Schlusse folgender Zusatz beizufügen:

„Die Beutel sind ausschliesslich zur Spedition zwischen den durch ihre Signatur sich ergebenden zwei Postanstalten zu benützen.

Steht in einem besonderen Falle ein signirter Fahrpostbeutel für einen Kartenschluss nicht zu Gebot, so ist entweder ein Reservebeutel zu verwenden, oder es ist zur Fertigung eines Fahrpostpacketes zu schreiten. Die Reservebeutel dürfen mit einem Bestimmungsorte nicht signirt sein; letzterer ist vielmehr auf einer haltbaren Etikette anzubringen, welche in die Verschnürung des Beutels fest einzubinden und an den Bindfaden anzusiegeln ist.

In Fahrpostpackete sind die Begleitbriefe, Vorschussbriefe und Geldbriefe aufzunehmen, kleinere Packete aber nur dann, wenn das Fahrpostpacket dadurch keinen grösseren Umfang erreicht.

Für die Fertigung und die Behandlung der Fahrpostpackete kommen die Vorschriften in §§. 27 und 29 gleichmässig zur Anwendung."

580.

12 décembre 1869.

Publication du ministre de l'Intérieur concernant une convention avec plusieurs états allemands relative à la rénovation du cartel du 12 mai 1831 pour l'extradition des déserteurs.

(R. G. B. 1869, Nr. 182.)

Kundmachung des Ministers des Innern vom 12. December 1869, über die für mehrere deutsche Staaten fortdauernde Wirksamkeit der Bundescartell-Convention vom 10. Februar 1831, wegen wechselseitiger Auslieferung der Deserteure.

Die ehemaligen deutschen Bundesstaaten Bayern, Königreich Sachsen, Württemberg, Baden, Hessen, Sachsen-Weimar, Sachsen-Coburg-Gotha, Sachsen-Meiningen und Sachsen-Altenburg haben,

laut der von ihnen einzeln abgegebenen Erklärungen, die fortdauernde 1869
Wirksamkeit der Bundescartell-Convention vom 10. Februar 1831 (kaiserl. Patent vom 12. Mai 1831, polit. Gesetzsammlung Band 59, Seite 78), wegen wechselseitiger Auslieferung der Deserteure, sowie der durch Bundesbeschluss vom 2. Juli 1863 (Ministerialverordnung vom 25. Juli 1863, Nr. 68 des R. G. Bl.) eingeführten Abänderungen anerkannt, und die Verzichtleistung auf die im Artikel IX der bezogenen Cartell-Convention stipulirten Ergreifungs-(Fang-) Prämien ausgesprochen.

Giskra m. p.

581.

26/8 décembre 1869.

Règlement sur les Ardiés.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey III, p. 391.)
(La Turquie, 9 décembre 1869.)

Direction Générale des contributions indirectes.

Le retard que quelques négociants mettent à retirer leurs marchandises donnant lieu à l'encombrement qui, surtout en la saison d'hiver, est préjudiciable, tant au service régulier qu'au commerce en général, l'Administration Générale des Douanes de l'Empire prévient les intéressés d'avoir à retirer leurs marchandises dans le délai réglementaire, à défaut de quoi, ces marchandises seront soumises au payement du droit d'ardié, conformément aux dispositions suivantes:

Article 1.

Les négociants auront à retirer des douanes, dans le terme de huits jours, à partir de celui de leur débarquement, les marchandises arrivant à leur adresse, quelle qu'en soit la provenance. Passé ce terme, c'est-à-dire, à partir du neuvième jour, l'Administration percevra sur ces marchandises, qu'elles soient déposées dans les magasins, dans la cour ou au débarcadère de la douane, le droit d'ardié, dans les proportions ci-dessous indiquées:

Les colis, caisses, balles, barils et autres récipients contenant des articles de commerce, de quelque nature qu'ils soient et dont le poids ne dépasse pas 2 quintaux, payeront 10 paras (monnaie de bon aloi) par jour; ceux de 2 à 4 quintaux, 20 paras; ceux de 4 à 6 quintaux, 30 paras, ceux de 6 à 8 quintaux, 40 paras, ceux de 8 à 10 quintaux, 50 paras, et ceux dont le poids excéderait 40 quintaux, 60 paras par jour.

1869 Les marchandises qui ne seraient contenues dans aucune espèce de récipient, payeront le droit d'ardié au poids et dans les proportions sus-indiquées.

Article 2.

Si, à l'expiration de la première huitaine, ces marchandises n'étaient pas encore retirées, le droit d'ardié sera doublé dans les mêmes proportions, durant la deuxième huitaine; dans le cas, où la troisième huitaine arrivant, ces marchandises continueraient à séjourner à la douane, le droit d'ardié sera triplé, et en payant ce dernier droit, les négociants auront la faculté de laisser leurs marchandises à la douane, aussi longtemps qu'il leur conviendrait, sans dépasser le terme d'un an depuis leur entrée à la douane.

Article 3.

Les colis qui, après avoir été débarqués à la douane, ne pourraient pas être retrouvés, malgré les recherches faites, en temps opportun, par leurs propriétaires, seront exempts du droit d'ardié jusqu'au jour où ils auraient été trouvés. Toutefois, leurs propriétaires destinataires seront tenus de faire immédiatement une déclaration par ou écrit, indiquant les marques et numéros des colis qui n'auraient pas été retrouvés, et de la présenter à la Direction de la douane qui, après l'avoir visée et datée, y apposera le cachet de l'Administration et la remettra au déclarant. Ce dernier, aussitôt que sa marchandise aura été retrouvée, devra rendre la déclaration sus-mentionnée à la Direction de la douane qui la conservera dans ses archives et accordera l'exemption du droit d'ardié.

Article 4.

Les objets devant servir à l'usage personnel des voyageurs, fonctionnaires et autres qui ne feraient pas le commerce, seront exempts du droit d'ardié.

Article 5.

Les Compagnies des bateaux à vapeur seront également exemptes du payement de l'ardié, pour les colis soit en litige, soit mal dirigés ou retenus par force majeure. Mais si ces colis mal dirigés ou retenus par force majeure devaient, par suite d'un changement de destination, être rétires pour la consommation locale, ils seront passibles du droit d'ardié.

Article 6.

La même exemption sera accordée pour les colis arrêtés en douane, par suite d'un séquestre mis par l'autorité compétente et dûment notifié, ainsi qu'à l'égard de ceux retenus pour cause d'avaries.

---

582. 1869

30 décembre 1869.

Convention entre l'Autriche et la Grande-Bretagne remplaçant la convention additionnelle stipulée à l'article 5 du traité de commerce du 16 décembre 1865. Conclue à Vienne. Ratification impériale datée de Vienne, le 9 février 1870; échange des ratifications à Vienne, le 23 février 1870.

(R. G. B. 1870, Nr. 13.)

Convention zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Grossbritannien vom 30. December 1869, an die Stelle der im Artikel V des Handelsvertrages mit Grossbritannien vom 16. December 1865 stipulirten Nachtragsconvention. Abgeschlossen zu Wien am 30. December 1869. Von Seiner k. und k. Majestät ratificirt zu Wien am 9. Februar 1870, und in den beiderseitigen Ratificirungen ebendaselbst ausgewechselt am 23. Februar 1870.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Plenipotentiario Nostro et a Plenipotentiario Serenissimae ac Potentissimae Reginae Magnae Britanniae Hiberniaeque ad exequendum articulum V tractatus die 16 Decembris 1865 conclusi suppletoria conventio die 30 Decembris anni praeteriti inita et signata fuit tenoris sequentis:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn auf der einen Seite, und

Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland auf der anderen Seite, sind übereingekommen, an Stelle der im Artikel V des Handelsvertrages vom 16. December 1865 stipulirten Nachtragsconvention, die folgende Convention abzuschliessen, und haben zu diesem Ende zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine k. und k. Apostolische Majestät:

den Herrn Friedrich Ferdinand Grafen von Beust, Allerhöchstihren geheimen Rath, Reichskanzler und Minister des Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten, Grosskreuz des St. Stephan- und des Leopold-Ordens;

und Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreiches Grossbritannien und Irland:

den sehr ehrenwerthen Johann Arthur Douglas, Baron Bloomfield von Oakhampton und Redwood, Pair von Irland, Mitgl

1869 Ihrer britischen Majestät höchst ehrenwerthen Geheimrathes, Grosskreuz des höchst ehrenwerthen Bath-Ordens, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner k. und k. Apostolischen Majestät;

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart und abgeschlossen haben:

Artikel I.

Die Artikel britischer Erzeugung und Manufactur sollen während der Dauer der gegenwärtigen Convention zur Einfuhr in die beiden Staatsgebiete Seiner k. und k. Apostolischen Majestät gegen Entrichtung der Eingangszölle zugelassen werden, welche in dem Tarife zum Handelsvertrage zwischen Seiner k. und k. Apostolischen Majestät und Seiner Majestät dem Könige von Preussen in Vertretung der dem preussischen Steuer- und Zollsysteme beigetretenen souveränen Staaten und Territorien vom 9. März 1868 angeführt sind.

Artikel II.

Seine k. und k. Apostolische Majestät versprechen ferner, dass von und nach dem 1. Jänner 1870 die folgenden Artikel britischer Manufactur bei der Einfuhr in die beiden Staatsgebiete Seiner k. und k. Apostolischen Majestät zu den nachfolgend verzeichneten Eingangszöllen zugelassen werden.

	Per Ctr.	
	fl.	kr.
Baumwollwaaren, d. i.:		
Webe- und Wirkwaaren aus Baumwolle oder aus Baumwolle und Leinen; auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase, jedoch ohne Beimischung von Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren.		
a) Gemeinste, d. i.:		
Dochte, gewebte, Gitter (marly), Gurten, Netze (Fisch-, Pferde-, Vogel- und ähnliche grobe Netze), auch gesteifte Futternetze (stiff nets)	12	.
b) Gemeine, d. i.:		
1. Glatte (nicht gemusterte), rohe (aus rohem Garn verfertigte), dichte Webewaaren, auch geköpert, croisirt, gerauht oder appretirt, gebleicht	16	.
dann		
2. Gemusterte, rohe, dichte Webewaaren	16	.
Alle diese unter Z. 1 und 2 genannten Waaren mit Ausnahme der sammtartigen (mit aufgeschnittenem oder nicht aufgeschnittenen Flor) und der unter *f)* begriffenen	16	.
c) Mittelfeine d. i.:		
1. Glatte, dichte Webewaaren, gefärbt	20	.

1869

	Per Ctr. fl.	kr.
2. Gemusterte, dichte Webewaaren, gebleicht oder gefärbt	20	.
d) 1. Undichte Webewaaren, roh		
2. Alle mehrfärbigen und alle rothgefärbten dichten Webewaaren		
3. Alle Sammte und sammtartigen Webewaaren (mit aufgeschnittenem oder nicht aufgeschnittenem Flor)	30	.
4. Band-, Knopfmacher, Posamentir- und Strumpfwaaren, auch Möbelnetze und bobbinetartige Vorhängestoffe		
5. Alle bedruckten dichten Webewaaren		
Alle diese unter Z. 2, 3, 4 und 5 genannten, insoweit sie nicht unter *e)* und *f)* begriffen sind		
e) Feine, d. i. alle undichten Webewaaren, ausgenommen die unter *d)* und *f)* genannten	45	.
f) Feinste, d. i. Tülle englischer Façon (bobbinets, petinets), mit Ausnahme der unter *d)* 4 genannten Vorhängestoffe, Spitzen und gestickte Webewaaren, und alle Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	60	.
Wollenwaaren, d. i.:		
Alle Webe- und Wirkwaaren aus Wolle oder anderen Thierhaaren, auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase oder mit anderen nicht seidenen Webe- und Wirkmaterialien.		
a) Gemeinste, d. i. Kotzen, Halinatuch, Matrosentuch (Sigona), Loden, Oeltücher, Presstücher (Filtrirtücher), Siebböden und Geflechte (Seile, Taue) aus Pferdehaaren ohne Verbindung mit anderen Materialien, Hutabschnitte, Tuchenden, Fussteppiche aus Hund-, Kalb- oder Rindhaar, Filze (auch getheert und lackirt), unbedruckt, Walzenüberzüge (endlose Filze), Gitter und geknüpfte Netze, beide ungefärbt, Haarsohlen (für Stiefel und Schuhe aus Filz, auch auf einer Seite lackirt), dann Gurten	4	50
b) Gemeine, d. i. gewalkte, nicht bedruckte und nicht sammtartige Webewaaren, nicht bedruckte Filzwaaren; auch Fussteppiche mit Ausnahme der unter *a)* genannten	18	.
und vom 1. Jänner 1871 an	15	.
c) Mittelfeine, d. i.:		
1. Alle sammtartigen, alle ungewalkten, dichten und alle bedruckten Wollwaaren, ausgenommen die unter *d)* und *e)* genannten	35	.
2. Posamentir-, Knopfmacher- und Strumpfwaaren		
d) feine, d. i. Tülle und andere undichte Webewaaren, ausgenommen die unter *e)* genannten; auch Shawls und Shawltücher (ohne Beimischung von Seide)	50	.
e) feinste, d. i.: Spitzen (auch Spitzentücher), gestickte Webewaaren und alle Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	60	.

1869

Artikel III.

Die Artikel III, IV und V des Handelsvertrages zwischen Seiner k. und k. Apostolischen Majestät und Ihrer Majestät der Königin von Grossbritannien vom 16. December 1865, sowie die Artikel II und III des Schlussprotokolles zu jenem Vertrage werden hiermit aufgehoben.

Artikel IV.

Die gegenwärtige Convention soll dieselbe Dauer haben, wie der Vertrag vom 16. December 1865.

Artikel V.

Die gegenwärtige Uebereinkunft soll ratificirt, und es sollen die Ratificationsurkunden in Wien binnen sechs Wochen, oder wenn möglich früher, ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieselbe unterzeichnet, und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien, am dreissigsten Tage des Monates December im Jahre des Heils Achtzehnhundert sechzig und neun.

Beust m. p. *Bloomfield* m. p.

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appenso munir i jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die nono mensis Februarii, anno Domini millesimo octingentesimo septuagesimo, Regnorum Nostrorum vigesimo secundo.

Franciscus Josephus m. p.

Ferdinandus Comes *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:

Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
C. R. Consiliarius aulicus et ministerialis.

APPENDICE

contenant les documents les plus importants relatifs à la ***question d' Orient****, qui jusqu'à présent n'ont pas trouvé de place dans le Recueil ni dans la Nouvelle Suite du Recueil.*

(Grèce, Principautés Danubiennes, Monténégro, mer Noire, les deux détroits des Dardanelles et du Bosphore, navigation et embouchures du Danube.)

APPENDICE.

583.

5 janvier 1809. 1809

Traité de paix entre la Grande-Bretagne et la Porte signé le 5 janvier 1809.

(Martens S. R. t. V, p. 160.)

Au Nom de Dieu Très Miséricordieux!

L'objet de cet instrument fidele et authentique est ce qui suit.

Nonobstant les apparences d'une mésintelligence survenue à la suite des événements du temps entre la Sublime Porte Ottomane et la cour de la Grande-Bretagne; ces deux puissances également animées du désir sincère de rétablir l'ancienne amitié qui subsistait entre elles, ont nommé pour cet effet leurs plénipotentiaires respectifs; savoir: Sa Majesté, le très majestueux, très puissant et très magnifique sultan Mahmoudhan II, Empereur des Ottomans, a nommé pour son plénipotentiaire Seyde, Mehmed-Emin-Vahad Efendi, directeur et inspecteur du département appelé Mencoufat, et revêtu du rang de Nichandji du divan impérial; et Sa Majesté le très Auguste et très honoré Georges III, Roi (Padichah) du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande a nommé pour son plénipotentiaire Robert Adair, écuyer, membre du parlement royal de la Grande-Bretagne; lesquels, s'étant réciproquement communiqués leurs pleins pouvoirs, ont, après plusieurs conférences et discussions, conclu la paix également desirée des deux puissances, et sont convenus des articles suivants:

Article I.

Cessation d'hostilités; prisonniers.

Du moment de la signature du présent traité, tout acte de hostilité doit cesser entre l'Angleterre et la Turquie, et les prisonniers de part et d'autre doivent, en vertu de cette heureuse paix, être échangés sans hésitation, en trente-un jours après l'époque de la signature de ce traité, ou plus tôt si faire se pourra.

1809

Article II.

Restitution des places.

S'il se trouvera des places appartenantes à la Sublime Porte dans l'occupation de la Grande-Bretagne, elles devront être restituées et remises à la Sublime Porte avec tous les canons, munitions et autres effets dans la même condition où elles se trouvaient lors de leur occupation par l'Angleterre, et cette restitution devra se faire dans l'espace de trente-un jours après la signature de ce présent traité.

Article III.

Séquestres.

S'il y avait des effets et propriétés appartenants aux négociants Anglais ou séquestrés sous la juridiction de la Sublime Porte, ils doivent être entièrement rendus et remis aux propriétaires, et pareillement s'il y avait des effets, propriétés et vaisseaux appartenants aux négociants et sujets de la Sublime Porte en séquestre à Malte ou dans les autres îles et États de Sa Majesté britannique, ils doivent également être entièrement rendus et remis à leurs propriétaires.

Article IV.

Capitulations précédentes.

Les capitulations du traité stipulé en l'année turque 1086 de la lune Djemazi ul Akher, ainsi que l'acte relatif au commerce de la mer Noire et les autres priviléges (midjiazals) également établis par des actes à des époques subséquentes, doivent être observés et maintenus comme par le passé comme s'ils n'avaient souffert aucune interruption.

En vertu du bon traitement et de la faveur accordée par la Sublime Porte aux négociants Anglais à l'égard de leurs marchandises et propriétés, et par rapport à tout dont leurs vaisseaux ont besoin, ainsi que dans tous les objets tendant à faciliter leur commerce, l'Angleterre accordera réciproquement la pleine faveur et un traitement amical aux pavillons, sujets et négociants de la Sublime Porte qui dorénavant fréquenteront les États de Sa Majesté Britannique pour exercer le commerce.

Article VI.

Douanes.

Le tarif de la douane qui à été fixé a Constantinople en dernier lieu sur l'ancien taux de 3 pour cent, et spécialement l'article qui regarde le commerce intérieur, seront observés pour toujours, ainsi qu'ils ont été réglés. C'est à quoi l'Angleterre promet de se conformer.

1809

Article VII.

Ambassadeurs.

Les ambassadeurs de Sa Majesté le roi de la Grande-Bretagne jouiront pleinement des honneurs des autres nations près la Sublime Porte et réciproquement les ambassadeurs de la Sublime Porte près la cour de Londres, jouiront pleinement de tous les honneurs qui seront accordés aux ambassadeurs de la Grande-Bretagne.

Article VIII.

Consuls.

Il sera permis de nommer des chahbenders (consuls) à Malte et dans les États de Sa Majesté Britannique où il sera nécessaire pour gérer et inspecter les affaires et les interêts des négociants de la Sublime Porte, et les mêmes traitements et immunités qui sont pratiqués envers les consuls d'Angleterre résidants dans les États Ottomans, seront exactement observés envers les chahbenders de la Sublime-Porte.

Article IX.

Drogmans.

Les ambassadeurs et consuls d'Angleterre pourront, selon l'usage, se servir des drogmans dont ils ont besoin; mais comme il a été arrêté ci-devant par un commun accord que la Sublime Porte n'accordera pas de berat de drogman en faveur d'individus qui n'exerceront point cette fonction dans le lieu de leur destination, il est convenu conformément à ce principe que dorénavant il ne sera accordé de berat à personne de la classe des artisans et banquiers, ni à quiconque tiendra de boutique et de fabrique dans les marchés publics, ou qui prêtera la main aux affaires de cette nature; et il ne sera nommé non plus des consuls Anglais entre les sujets de la Sublime Porte.

Article X.

Protection.

La patente de protection Anglaise ne sera accordée à personne d'entre les dépendants et négociants sujets de la Sublime Porte, et il ne sera livré à ceux-ci aucun passeport de la part des ambassadeurs ou consuls sans la permission préalable de la Sublime Porte.

Article XI.

Mer Noire fermée.

Comme il a été de tout temps défendu aux vaisseaux de guerre d'entrer dans le canal de Constantinople, savoir dans le détroit des Dardanelles et dans celui de la mer Noire; et comme cette an

1809 règle de l'Empire Ottoman doit être de même observée dorénavant en temps de paix vis-à-vis de toute puissance quelle que ce soit, la cour Britannique promet aussi de se conformer à ce principe.

Article XII.

Ratifications.

Les ratifications du présent traité de paix entre les hautes parties contractantes seront échangées à Constantinople dans l'espace de quatre-vingt-onze jours, depuis la date du présent traité ou plus tôt si faire se pourra.

Conclusion.

Pour que la paix qui vient d'être heureusement conclue et rétablie, avec l'assistance de Dieu, et en vertu de la sincérité et loyauté des deux parties, consistant en douze articles ci-dessus mentionnés et que l'échange des ratifications puissent avoir leur effet définitif: moi plénipotentiaire de la Sublime Porte, muni des pleins pouvoirs impériaux, j'ai, en vertu de ces mêmes pleins pouvoirs impériaux, signé et cacheté cet instrument, lequel, ayant été également signé par le plénipotentiaire de Sa Majesté le Padichah de la Grande-Bretagne, d'après la teneur de ces mêmes pleins pouvoirs, j'ai remis au susdit plénipotentiaire le présent en échange d'un autre instrument tout-à-fait conforme, écrit en langue française avec la traduction qui m'a été remise de sa part.

1812

584.

28 mai 1812.

Traité de paix entre S. M. Impériale de toutes les Russies et la Porte signé à Bucharest, le 28 mai 1812.

(Martens S. R. t. VII, p. 397.)

Im Namen des Allerhöchsten.

Se. Majestät der erhabene und grossmächtigste Kaiser aller Reussen und Se. Hoheit der mächtige und Selbstherrscher der Ottomanen, von gleichem Verlangen beseelt, den zwischen Ihnen geraume Zeit hindurch bestandenen Krieg zu beendigen und einen dauerhaften Frieden, Freundschaft und gute Harmonie herzustellen, haben geruht, dieses gute und heilsame Geschäft der Obsorge und den Gefühlen Ihrer Bevollmächtigten anzuvertrauen, und zwar von Seiten Sr. russischen Majestät, Sr. Excellenz dem Herrn Michael

Grafen Golenitschef Kutusow, General der Infanterie, Oberbefehlshaber der Armee, Ritter aller russischen Orden, des kaiserlichen Maria-Theresien-Ordens Grosskreuz, und jenes des heiligen Johannes von Jerusalem; von Seiten Sr. Hoheit des ottomanischen Kaisers hingegen, dem erlauchten Achmet Pascha, Grossvesier und Generalissimus der hohen ottomanischen Pforte, damit das heilsame Friedensgeschäft durch die von beiden Bevollmächtigten gewählten Personen regulirt, der Tractat abgeschlossen und unterzeichnet werden möge. Diesem zu Folge ist von Seiten des kaiserl. russischen Hofes, gewählt und mit Vollmachten versehen worden, Herr Andreas Italinsky, geheimer Rath des russischen Hofes, Sr. Majestät Kämmerer und Ritter der Orden des heiligen Wladimir und der heiligen Anna zweiter Classe; dann Herr Sabanief, Generalmajor in der Armee Sr. kaiserl. Majestät, Chef eines Regiments bei der grossen Armee an der Donau, Ritter des Ordens des heiligen Wladimir zweiter, der heiligen Anna erster, des heiligen Georgs zweiter Classe; und endlich Herr Joseph Fonton, Hofrath Sr. kaiserl. Majestät und Ritter der Orden des heiligen Wladimir dritter, und der heiligen Anna zweiter Classe. Von Seiten der hohen ottomanischen Pforte aber, ihre Excellenzen, der Sait Machmet Galip Efendi, Kichaja Bey der hohen ottomanischen Pforte, dann der Mastar Zade Ibraim Ali Efendi, Kazarkir und Oberrichter der ottomanischen Armee im Orient, und endlich der Abdul Halip Efendi, Kanzler der Janitscharen; welche nach erfolgter Zusammenkunft und Auswechslung ihrer Vollmachten über nachstehende Artikel übereingekommen sind: 1812

Artikel I.

Paix et amitié.

Die Feindseligkeiten und der Zwist, der bisher zwischen den beiden Monarchien obwaltete, hat, kraft dieses Tractats, von jetzt an auf immer, sowohl zu Wasser als zu Lande, aufzuhören; es soll auf ewige Zeiten Friede, Freundschaft und gutes Einverständniss zwischen Sr. kaiserl. Majestät dem Selbstherrscher und Padischah aller Reussen, und Sr. Majestät dem ottomanischen Kaiser und Padischah, zwischen Ihren Nachkommen und Thronfolgern und Ihren beiderseitigen Reichen bestehen. Beide hohen contrahirenden Theile sind von dem aufrichtigen Verlangen beseelt, alles zu entfernen, was zu Uneinigkeiten zwischen ihren beiderseitigen Unterthanen Anlass geben könnte, werden alles auf das genaueste erfüllen, was im gegenwärtigen Vertrage festgesetzt ist, und auf das eifrigste verhüten, dass in der Folge weder von der einen noch von der anderen Seite, weder öffentlich noch im Geheim, etwas diesem Vertrage Zuwiderlaufendes unternommen werde.

1812

Artikel II.

Amnestie.

Die sonach ausgesöhnten hohen Contrahirenden versichern, nach der Herstellung des Friedens und der Freundschaft, eine vollkommene Amnestie und allgemeine Verzeihung allen ihren Unterthanen, welche im Verlaufe des Krieges an militärischen Handlungen theilgenommen oder auf was immer für eine Art dem Interesse ihres Landesherrn oder ihres Landes entgegen gehandelt haben. Es wird daher in Folge dieser Amnestie niemand zu irgend einer Verantwortung gezogen werden, sondern jeder, der in seine Heimat zurückgekehrt, ist, die vormals gehabten Rechte, unter dem Schutze der Gesetze, gleich den übrigen geniessen.

Artikel III.

Confirmation des traités.

Alle Tractate und Uebereinkünfte, die bei mehreren vorigen Friedensnegociationen geschlossen und sowohl von dem kaiserl. russischen Hofe als der ottomanischen Pforte anerkannt worden sind, werden hiermit bestätigt, und bleiben in ihrer Wirksamkeit, mit Ausnahme derjenigen Artikel, welche in der Folge der Zeit einige Abänderung erlitten haben. Es versprechen daher beide ausgesöhnten hohen contrahirenden Theile sowohl den gegenwärtigen als die vorbesagten Tractate wechselseitig aufs heiligste und unverletzt zu halten.

Artikel IV.

Limites.

Mittelst des ersten Artikels der Präliminarien ist festgesetzt worden, dass der Pruthfluss, von da, wo er in die Moldau eintritt, bis zu seiner Einmündung in die Donau, von da aber das linke Ufer des letztgedachten Stromes bis Kilia und dessen Einmündung ins schwarze Meer die Grenze zwischen beiden Mächten bilden soll. Die Schifffahrt bleibt indessen beiden Theilen gemeinschaftlich. Die kleinen, und vor dem Ausbruche des Krieges unbewohnt gewesenen Donauinseln, die jenseits Ismail anfangen und bis Kilia anzutreffen sind, sollen zwar, insofern sie dem linken Ufer näher liegen, unter russische Botmässigkeit kommen, werden jedoch von keiner dieser Mächte beherrscht, auch darf auf selben von nun an keine Befestigung oder sonstiges festes Bollwerk aufgeführt werden, sondern sollen dieselben öde bleiben; doch ist es beiderseitigen Unterthanen freigelassen worden, daselbst zu fischen oder Holz zu fällen. Die ganz grossen, Ismail und Kilia gegenüberstehenden Inseln bleiben ebenfalls, eine Stunde Weges vom nächsten linken Donauufer an gerechnet, öde;

welches jedoch erst bezeichnet werden wird. Die Etablissements, 1812
die vor dem Ausbruche des Krieges bestanden, sowie Alt-Kilia, sind in dieser Grenzlinie nicht eingeschlossen. Im Ueberreste eben dieses Artikels leistet die hohe ottomanische Pforte Verzicht und übergibt dem kaiserl. russischen Hofe das Land, welches am linken Pruthufer gelegen ist, mit allen Festungen, mit allen Städten und Wohnungen, die sich in diesem Theile befinden, nebst der Hälfte des Pruthflusses, der die Grenze zwischen den beiden Monarchien bildet. Beider Höfe Handelsschiffe können auf dem Arm bei Kilia ein- und auslaufen und den ganzen Donaustrom befahren. Was aber die russischen Kriegsschiffe betrifft, so können selbige nur bis zur Einmündung des Pruthflusses auf der Donau hinauffahren.

Artikel V.

Restitution de la part de la Russie en Moldavie.

Se. Majestät der Kaiser aller Reussen überlässt und stellt zurück an die hohe ottomanische Pforte denjenigen Theil der Moldau, welcher auf dem rechten Ufer des Pruthflusses liegt, sowie die grosse und kleine Walachei, nebst allen Festungen im gegenwärtigen Zustande, Städte, Marktflecken, Dörfer, sonstige Niederlassungen, und alles, was sich immer in diesen Provinzen befindet, zugleich mit den Donauinseln, jedoch mit Ausnahme des oben im 4. Artikel des gegenwärtigen Tractats aufgeführten.

Die Contracte und Conventionen, welche unter die Privilegien der Moldau gezählt worden sind, werden nach der Grundlage des fünften Artikels der Präliminarien bestätigt. Die besonderen Conventionen, und jene die in dem vierten Artikel des Jassyer Tractats stipulirt sind, bleiben ebenfalls in ihrer vollen Wirkung, welche festsetzen, dass keine Entschädigung für die entgangenen Revenüen verlangt und keine Steuer für die Dauer der ganzen Kriegszeit begehrt werden soll, und dass die Einwohner beider dieser Provinzen, in Zeit von zwei Jahren (von der Auswechslung des Tractats an gerechnet) von jeder Steuer frei bleiben, und zu allenfallsiger Auswanderung in andere Staaten einen angemessenen Termin erhalten sollen; zu welch letzterem Endzwecke ihnen ein viermonatlicher Termin bewilligt, und die hohe Pforte gewähren wird, die Steuern der Moldau nach Mass ihrer gegenwärtigen Grösse anzulegen.

Artikel VI.

Restitution des conquêtes.

Ausser der Grenze des Flusses Pruth werden gegen Asien und andere Gegenden die nämlichen Grenzen verbleiben, wie sie vor Ausbruch des gegenwärtigen Krieges waren, und der kaiserl. russische Hof gibt kraft des dritten Artikels der Präliminarien

1812 hohe ottomanische Pforte zurück: alle eroberten Festungen und Schlösser, innerhalb dieser Grenzen, in dem nämlichen Zustande, in dem sie sich dermalen befinden; mit allen Städten, Marktflecken, Dörfern und Häusern und allem dem, was diese Landstrecken in sich begreifen.

Artikel VII.

Émigration.

Diejenigen ottomanischen Unterthanen, die nach Beginnen des Krieges in dem nun an Russland abgetretenen Theile geblieben oder während des Krieges dahin gekommen sind, können in die Länder der hohen Pforte sammt ihrer Familie und Habe ziehen, und daselbst für immer verbleiben, ohne dass sie Jemand daran auch nur im geringsten hindere. Es wird ihnen auch freigelassen, ihr Vermögen an wen immer von den Ortseinwohnern zu veräussern, und mit dem was sie mitnehmen wollen, nach den ottomanischen Staaten auszuwandern. Diese Erlaubniss wird selbst auf die Eingebornen des abgetretenen Strich Landes, die daselbst einiges Vermögen besitzen, sich aber gegenwärtig in den Staaten der ottomanischen Pforte aufhalten, ausgedehnt, und sowohl diesen als den erstgedachten zur Regulirung ihrer Angelegenheiten ein achtzehnmonatlicher Termin, vom Tage der Auswechslung des gegenwärtigen Tractats gerechnet, bewilligt. Ingleichen können die Tartaren, die während dieses Krieges aus Bessarabien nach Russland gewandert, wenn sie wollen, nach den ottomanischen Staaten zurückkehren; jedoch unter der Bedingung, dass die hohe Pforte verpflichtet sei, die bei der Uebersiedlung und Etablirung dieser Tartaren gehabten Kosten dem russischen Hofe zu ersetzen. Nicht weniger können die Christen, die in dem an Russland abgetretenen Lande Vermögen besitzen, daselbst gebürtig sind, nun aber sich in anderen Theilen der ottomanischen Staaten aufhalten, wenn sie wollen, nach dem abgetretenen Lande zurückkehren, und sich daselbst sammt ihren Familien und ihrer Habe, ohne dass dieselben daran verhindert werden sollen, niederlassen. Auch ist ihnen erlaubt, ihr was immer für Namen habendes Vermögen, das sie in den Staaten der hohen ottomanischen Pforte besitzen, an die ottomanischen Unterthanen zu veräussern, und das gelöste Geld nach den russischen Staaten mitzunehmen. Auch für diese wird auf die nämliche Weise der achtzehnmonatliche Termin, vom Tage der Friedensratification an gerechnet, gegeben.

Artikel VIII.

Serviens.

In Folge des vierten Artikels der Präliminarien, obschon nicht gezweifelt werden darf, dass die hohe Pforte, nach ihren Grund-

sätzen, gegen die Servier, als ein ihr seit langer Zeit unterwürfiges 1812
und tributäres Volk, Milde und Grossmuth ausüben werde, hat man, in Betracht des Antheils, welchen die Servier an diesem Kriege hatten, für billig erachtet, in Ansehung ihrer Sicherheit feierlich Verabredung zu pflegen. In Folge derselben gewährt die hohe Pforte den Serviern volle Amnestie, und daher kann wegen der vergangenen Vorfälle ihre Ruhe auf keine Weise gestört werden. Die Festungen, so dieselben aus Anlass des Krieges in ihrem Lande bauten, und die vorher nicht angelegt waren, werden, insoweit sie für die Zukunft nicht nöthig sind, geschleift; und die hohe Pforte wird, wie vorher, in den schon bestandenen Festungen, Schlössern, und anderen befestigten Ortschaften, die Herrschaft übernehmen, sie mit Artillerie, Kriegsmunition und mit anderen Kriegsvorräthen versehen, auch die Garnison nach ihrem Gutbefinden einlegen. Damit aber diese Garnisonen gegen die Servier keine ungerechten Bedrückungen ausüben, so wird die hohe Pforte, im Gefühle der Barmherzigkeit gegen die Servier, die zu ihrer Sicherheit erforderliche Mässigung ausüben. Ueberdies wird die hohe Pforte den Serviern, auf ihre Bitte, die nämlichen Vortheile zugestehen, welche ihre anderen Unterthanen, in den Inseln des Archipels und in andere Gegenden haben; und ihnen auch ein Merkmal ihrer Grossmuth dadurch geben, dass sie die Verwaltung der inneren Angelegenheiten ihnen selbst überlässt, ihnen mässige Steuern auferlegt, diese nur unmittelbar von ihnen empfängt, und die zu diesem Ende erforderliche Verfügung im Einverständnisse mit der servischen Nation treffen wird.

Artikel IX.

Prisonniers.

Alle in beiden Reichen befindlichen Gefangenen, sowohl männlichen als weiblichen Geschlechts, von was immer für einer Nation oder Stande, sollen sogleich nach Auswechslung der Ratification des gegenwärtigen Tractats ohne das mindeste Lösegeld ausgewechselt werden, ausgenommen die Christen, welche aus eigenem Antriebe in den Ländern der hohen Pforte die mohammedanische Religion, oder die Mohammedaner, welche gleichfalls auf ihr freies Verlangen in den Ländern der russischen Monarchie die christliche Religion angenommen haben. Ein Gleiches hat in Ansehung aller jener russischen Unterthanen zu gelten, welche nach der Unterzeichnung dieses Friedenstractats bei was immer für einer Gelegenheit in Gefangenschaft gerathen sind, und sich in den Ländern der hohen Pforte befinden. Der russische Hof verbindet sich auch seinerseits, auf gleiche Art gegen alle Unterthanen der hohen Pforte zu verfahren. Für die von beiden hohen contrahirenden Theilen

1812 Unterhalt der Gefangenen verwendeten Summen, kann keinerlei Ersatz in Anspruch genommen werden. Ueberdies werden von beiden Seiten die Gefangenen mit allem Nöthigen bis zur Grenze versehen, und dort durch beiderseitige Commissäre ausgewechselt werden.

Artikel X.

Justice; Dettes.

Alle Rechtshändel der beiderseitigen Unterthanen, die wegen der Kriegsumstände nicht haben beendigt werden können, sind nicht als aufgehoben ansusehen, sondern müssen erst nach erfolgtem Frieden im Wege Rechtens entschieden werden.

Alle Schulden, wenn solche von beiderseitigen Unterthanen gemacht wurden, so wie auch die Forderung des Schatzes, sollen unverweilt und gänzlich befriedigt werden.

Artikel XI.

Évacuations.

In Folge dieses zwischen den beiden höchsten Monarchen geschlossenen Friedenstractats und dessen Auswechslung, nach der von beiden Monarchen vorhergehenden Ratification, müssen die Landarmeen und die Flotten des kaiserl. russischen Hofes zur Räumung der ottomanischen Staaten und Gewässer schreiten; es kann aber dieses wegen der grossen Entfernung und sonstigen Hindernisse nicht so leicht bewirkt werden. Daher haben beide ausgesöhnten hohen Theile sich einverstanden, zur gänzlichen Räumung der europäischen und asiatischen Provinzen einen dreimonatlichen Termin, vom Tage der Auswechslung des Tractats, festzusetzen; welcher Termin vom obbezeichneten Tage ausgeht, und während dessen die kaiserl. russische Landarmee alle der hohen Pforte mittelst dieses Tractats zurückgegebenen europäischen und asiatischen Länder gänzlich räumen, die Flotten und sonstige Kriegsfahrzeuge aber die ottomanischen Gewässer verlassen werden. Diejenigen ottomanischen Orte und Festungen, in denen die russische Armee bis zum Anfange dieses Termins verweilen wird, bleiben, bis zur Räumung, wie bisher, unter der Administration des russischen Hofes, ohne dass sich die hohe ottomanische Pforte in dieselbe, bis Ausgang des Termins und Räumung von allen Truppen, die sich mit allen Lebensmitteln und den übrigen Bedürfnissen bis zum Tage ihres Abmarsches daselbst zu versorgen haben, auch nur im geringsten mische.

Artikel XII. 1812

Indemnités pour les rapines des Barbaresques.

Im Falle der in Constantinopel residirende Minister oder Bevollmächtigte des kaiserl. russischen Hofes schriftlich, in Folge des 7. Artikels des Tractats von Jassy, Entschädigung für das Unterthanen und Kaufleuten des kaiserl. russischen Hofes durch Corsaren der Reiche Algier, Tunis und Tripolis, zugefügte Unrecht verlangen, oder in Angelegenheiten, die auf den bestehenden Handelstractat Bezug haben, und woraus Streit und Klagen entstehen können, protestiren sollte, wird die hohe Pforte jedesmal sich angelegen sein lassen, dass Alles, was die Tractate vorschreiben, erfüllt, und die bemerkten Anstände gehoben und beseitigt werden; jedoch gänzlich unbeschadet der in dieser Hinsicht bestehenden Vorschriften und Anordnungen. Der kaiserl. russische Hof wird in dieser Hinsicht, in Gemässheit der bestehenden Handelsgesetze gegen die hohe Pforte das Nämliche beobachten.

Artikel XIII.

Bons offices de la Porte en faveur de la Perse.

Nach Abschluss dieses Tractats willigt der kaiserl. russische Hof ein, dass die hohe ottomanische Pforte, als mit den Personen eines Glaubens, ihre freundschaftlichen Dienste anbiete, damit zwischen dem kaiserl. russischen Hofe und dem persischen Reiche der Krieg beendigt, und zur Abschliessung eines Friedens ein wechselseitiges Einverständniss gepflogen werde.

Artikel XIV.

Cessation des hostilités.

Nach Auswechslung der Ratification des gegenwärtigen Friedenstractats werden die Oberbefehlshaber der Armeen beider Reiche sogleich zur Einstellung der Feindseligkeiten, sowohl zu Lande als zu Wasser, an die Corpscommandanten Befehl erlassen; sollten aber solche Feindseligkeiten nach Unterzeichnung dieses Tractats vorfallen, so sind sie als nicht vorgefallen anzusehen, und können zu irgend einer Abänderung in den Bestimmungen des gegenwärtigen Tractats keinen Anlass geben. Ferner soll alles, was während dieser Zeit von einem oder dem anderen Theile der hohen Contrahirenden erobert worden wäre, sogleich wieder zurückgestellt werden.

Artikel XV.

Confirmation.

Nach Unterzeichnung dieses Friedenstractats durch die beiderseitigen Bevollmächtigten werden der erste Bevollmäch

1812 kaiserl. russischen Majestät und der Grossvesier der hohen ottomanischen Pforte ihn bestätigen und zehn Tage nach der Unterzeichnung, oder wo möglich noch früher, sollen die Instrumente durch eben diese Bevollmächtigten ausgetauscht werden.

Artikel XVI.

Ratifications.

Gegenwärtiger Tractat eines ewigen Friedens soll von Seiten, Sr. Majestät des Kaisers und Padischah aller Reussen, und von Seiten des Grosssultans und Padischah der Ottomanen, bestätigt, feierlich, durch eigenhändige Unterschrift beider Monarchen, ratificirt, und von den beiderseitigen Bevollmächtigten in der Stadt, in welcher der Tractat abgeschlossen wurde, binnen vier Wochen, vom Tage des gegenwärtigen Tractats, und wo möglich noch früher, ausgewechselt werden.

Gegenwärtiges Friedensinstrument in sechzehn Artikeln, welches nach erfolgter Auswechslung gegenseitiger Ratification in Giltigkeit tritt, haben Wir kraft unserer Vollmachten unterzeichnet, mit Unserem Insiegel bekräftigt, und gegen ein anderes gleichlautendes, durch die oben erwähnten Bevollmächtigten der hohen ottomanischen Pforte unterzeichnetes, mit ihrem Siegel bekräftigtes Instrument ausgewechselt. Geschehen zu Bucharest, am 16. (28.) Mai 1812.

Unterzeichnet: *Halinsky* Andreas, m. p.
Sabanijew Johann, m. p.
Fonton Joseph, m. p.

La ratification de la part de la Russie est dateé du 11/23 juin 1812; la publication en a été faite à St. Pétersbourg, le 9/17 août 1812, l'une et l'autre se trouve dans Voss Zeiten l. c. p. 41, 42.

1815 **585.**

30 mai 1815.

Firman de la Sublime Porte pour assurer à l'Autriche la navigation sur le Danube.

(Pol. Ges. Samml. tom. 43 pag. 259.)

Hofkanzl-i-D cret vom 30. Mai 1815, an die niederösterreichische Regierung.

Der Anschluss enthält den durch den k. k. Internuntius zur Sicherung der österreichischen Donau-Schifffahrt bei

der ottomanischen Pforte ausgewirkten Ferman. Von dessen Inhalte 1815
sind alle Handelsleute, Schiffsmeister und Schiffeigenthümer in die Kenntniss zu setzen, wobei denselben aber zugleich ausdrücklich zu bedeuten ist, dass sie alle über die Donauschifffahrt und Seeregelmässigkeit bestehenden Vorschriften auf das genaueste beobachten, und dass sowohl sie selbst, als auch die Nauführer und Spediteure während der Fahrt sich alles Unterschleifs enthalten, dann für ihre unter Weges auf türkischem Gebiete freiwillig ausgeladenen Waaren die Entrichtung des tractatmässigen Zolles nicht verweigern sollen, indem sie widrigen Falls die daraus entstehenden nachtheiligen Folgen nur sich allein zuzuschreiben haben würden.

Beilage.

Uebersetzung eines an die Veziere und Oberbefehlshaber an dem Ufer der Donau sowohl, als an die Oberrichter, Richter, Mauthner und sämmtliche türkische Behörden und Gerichtsbarkeiten erlassenen grossherrlichen Fermans.

In Gemässheit des 7. Artikels des zwischen der hohen Pforte und dem k. k. Hofe abgeschlossenen Handlungsvertrages sollen alle von den österreichischen Staaten nach fremden, und von da zu Meer oder auf Flüssen mit k. k. Flagge wieder rückkehrenden deutschen Unterthanen und Kaufleute im ganzen Ottomanischen Gebiete, und namentlich an den Küsten der schwarzen See von allen Abgaben frei sein, und auf ihrer Reise der vollkommensten Sicherheit geniessen. Niemand darf sie zur Ausladung ihrer Waarengüter zwingen, und im Falle sie dieselben freiwillig ausladen, können sie zu keiner weitern, als der stipulirten Mauthgebührsentrichtung verhalten werden. Doch dürfen ihre Kauffahrtzeuge nicht grösser als jene der russischen Unterthanen sein. Da aber die österreichischen Handelsleute und Kauffahrer einem Hofe angehören, dessen Verhältnisse mit der hohen Pforte fortwährend, innig und freundschaftlich bestehen, und in diesem Anbetrachte vorzüglichen Beistand zur Förderung ihrer Geschäfte verdienen, ihre Fahrzeuge und Donauschiffe jedoch nicht für das schwarze Meer gebaut, und dasselbe zu beschiffen meistens nicht geeignet sind; so ist ihnen auch gestattet, bei Annäherung an die Küsten des schwarzen Meeres mit ihren Waarengütern ungehindert jene Schiffe zu befrachten, die gewöhnlich die Fahrt auf jenem Meere unternehmen, ohne dass sie bei Ausladung und Uebertragung derselben zur Entrichtung von Mauthgebühren verhalten, oder mit was immer für Forderungen belästigt werden dürfen. Aus dem klaren Sinne dieses Artikels folgt auch die billige Obliegenheit einer steten getreuen Erfüllung dessen. Dennoch langen ununterbrochen Klagen ein, dass die von den Wiener Schiffmeistern und Eigenthümern auf

1815 ihren mit Kaufmannsgütern und inländischen Erzeugnissen beladenen Kelheimer nach den ottomanischen Staaten gesendeten Bestellten und Handlungsagenten an den Oertern, wo sie anlanden müssen, namentlich aber zu Belgrad, Viddin und Sistow von Euch Bassen und Befehlshabern mit unbilligen Forderungen aller Orten belästiget und beeinträchtiget werden.

Der an der hohen Pforte residirende Internuntius und bevollmächtigte Minister Seiner Majestät des Kaisers und Padischahs von Oesterreich, Freiherr von Stürmer, hat sich dadurch veranlasst gefunden, gestützt auf den oben angeführten Artikel, in einer officiellen Note die Einstellung dieser unstatthaften Forderungen und ausgiebige Aushilfe so unziemlicher, den österreichischen k. k. Unterthanen zugefügten Beeinträchtigungen zu verlangen; wesshalb auch an die Divans-Kanzlei die betreffende gemessene Weisung zur Erstattung des gebührenden Gutachtens ergangen, welches in der Rückäusserung dahin lautet: dass im Falle die obgenannten Agenten, Bestellten und Handelsdiener österreichisch kaiserlicher Schiffmeister und Eigenthümer auf ihrer Fahrt keine Waarengüter ausladen, auch von denselben weder in Belgrad, Viddin oder Sistow, noch irgend anderswo eine Abgabe oder Mauthgebühr gefordert werden könne, und derlei unrechtmässigen tractatwidrigen Bedrückungen des Handels allerdings durch einen eigens auszufertigenden Ferman zu steuern, erforderlich sei.

Es ergeht demnach an Euch sämmtliche Bassen, Befehlshaber, Richter und Obrigkeiten längs der Donau-Ufer dieser gemessene Befehl, den zwischen der hohen ottomanischen Pforte und dem österreichisch kaiserlichen Hofe bestehenden freundschaftlichen Verhältnissen zufolge, Euch die Erfüllung des Artikels des Handlungsvertrages bestens angelegen sein zu lassen, und die österreichisch kaiserlichen Donaufahrer, wenn dieselben unter Weges keine Waarengüter ausladen, mit keinen, was immer für unrechtmässigen Forderungen zu belästigen, Euch von jeder Beeinträchtigung wohl zu hüten, und jeden Anlass zu neuen gegründeten Beschwerden möglichst zu vermeiden.

Gegeben in Unserer grossherrlichen Residenz zu Constantinopel in den ersten Tagen des Monats Rebint Achyr 1230.

---

586. 1826

Le 25 septembre/7 octobre 1826.

Convention entre la Russie et la Porte, destinée à fixer le mode d'accomplissement de tous les articles du traité de Bucharest, qui n'avaient pas été exécutés par la Porte depuis l'année 1812, à assurer l'état de possession territoriale de la Russie sur les côtes de la mer Noire et à remettre en vigueur tous les priviléges dont la Moldavie, la Valachie et la Servie doivent jouir sous l'influence tutélaire du cabinet de Pétersbourg, signée à Ackerman, le 25 septembre (7 octobre 1826).

(Martens S. R. t. X 2. p. 1053.)

I. Convention explicative du traité de Bucharest.

Au nom de Dieu tout-puissant.

La cour impériale de Russie et la Sublime Porte, animées du désir sincère de mettre un terme aux discussions qui se sont élevées entre elles depuis la conclusion du traité de Bucharest, et voulant consolider les rapports des deux empires en leur donnant pour base une parfaite harmonie et une entière confiance réciproque, sont convenues d'ouvrir, par le moyen d'une réunion de plénipotentiaires respectifs, une négociation amicale, dans la pure intention d'écarter de leurs relations mutuelles tout sujet de différend ultérieur, et d'assurer, pour l'avenir, la pleine exécution du traité de Bucharest, ainsi que des traités et actes qu'il renouvelle ou confirme, et dont l'observation peut seule garantir le maintien de la paix si heureusement établie entre la cour impériale de Russie et la Sublime Porte Ottomane. En conséquence, S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies et S. M. l'Empereur et Padischah des Ottomans, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, les sieurs Comte Michel Woronzoff, aide-de-camp général, général d'infanterie, membre du conseil de l'empire, gouverneur général de la Nouvelle-Russie et commissaire plénipotentiaire de la province de Bessarabie, chevalier de l'ordre de St. Alexandre-Nevsky, chevalier grand'croix de celui de St. George de 2e classe, de St. Vladimir de 1re classe, de St. Anne de 1re classe enrichi de diamants et chevalier de plusieurs ordres étrangers; et Alexandre de Ribeaupierre, conseiller privé et chambellan actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sublime Porte, et chevalier de l'ordre de St. Anne de 1re classe enrichi de diamants, chevalier grand'croix de l'ordre de St. Vladimir de 2e classe, ainsi que de

1826 celui de Léopold d'Autriche de 1re classe. — Et S. H., les sieurs Seïd-Mehmed-Hadi-Efendi, contrôleur-général d'Anatolie, 1er plénipotentiaire, et Seïd-Ibrahim-Iffet-Efendi, Cadi provisoire de Sophia, avec rang de Molla de Scutari, second plénipotentiaire; lesquels après avoir échangé les copies vidimées de leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté, conclu et signé les articles suivants:

Article I.

Toutes les clauses et stipulations du traité de paix conclu à Bucharest, le 16 mai 1812 (17 jour de la lune de Djemaziul ewel de l'an de l'Hégire 1227), sont confirmées dans toute leur force et valeur par la présente convention, comme si le traité de Bucharest s'y trouvait inséré mot pour mot, les éclaircissemens qui font l'objet de la présente convention, ne devant servir qu'à déterminer le sens précis et à corroborer la teneur des articles du dit traité.

Article II.

L'article 4 du traité de Bucharest ayant stipulé pour les deux grandes îles du Danube, situées vis-à-vis d'Ismaïl et Kilia, lesquelles, tout en demeurant propriété de la Porte Ottomane, doivent rester en partie désertes et inhabitées, un mode de délimitation dont l'exécution a été reconnue impossible, vu les inconvéniens qu'entraînent les fréquents débordements du fleuve, et l'expérience ayant démontré en outre la nécessité d'établir une séparation fixe et suffisament étendue entre les riverains respectifs, pour leur ôter tout point de contact et pour faire cesser par là même les différends et les troubles continuels qui en résultent, la Sublime Porte Ottomane voulant donner à la cour impériale de Russie une preuve non équivoque de son désir sincère de cimenter les relations d'amitié et de bon voisinage entre les deux états, s'engage à exécuter et à maintenir l'arrangement qui a été convenu à cet égard à Constantinople entre l'envoyé de Russie et les ministres de la Sublime Porte, dans la conférence tenue le 21 août 1817*), conformément aux dispositions consignées au proto-

*) *Extrait du protocole en question d'après un rapport de l'Internonce d'Autriche adressé au Prince Metternich en date de Constantinople le 10 décembre 1817.*

Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.

La ligne convenue devra partir du sommet de l'angle formé par la division du Danube en deux bras, celui de Kilia et celui de Souliné. Cette ligne suivra la rive droite du bras de Kilia jusqu'au point précis qui se trouvera situé à une heure de distance de la rive gauche du bras de Souliné; à partir de ce point, elle se prolongera parallèlement à la rive gauche du dit bras de Souliné, à une heure de distance tout le long de cette branche, traversant et coupant

cole de cette conférence. En conséquence, les dispositions énoncées 1826
dans ce protocole et relatives à l'objet en question, seront considérées comme faisant partie intégrante de la présente convention.

Article III.

Les traités et actes relatifs aux priviléges dont jouissent la Moldavie et la Valachie, ayant été confirmés par une clause expresse de l'article 5 du traité de Bucharest, la Sublime Porte s'engage solennellement à observer lesdits priviléges, traités et actes en toute occasion, avec la fidélité la plus scrupuleuse, et promet de renouveler dans l'espace de six mois après la ratification de la présente convention, les Hatti-Chérifs de 1802, qui ont spécifié et garanti ces mêmes priviléges. En outre, vu les malheurs qu'ont essuyés ces provinces par suite des derniers événements, vu le choix fait de Bojars Valaques et Moldaves pour être Hospodars des deux principautés, et vu que la cour impériale de Russie a donné son assentiment à cette mesure, il a été reconnu, tant par la Sublime Porte que par la cour de Russie, que les Hatti-Chérifs ci-dessus mentionnés de l'année 1802 devaient indispensablement être complétés au moyen des clauses consignées dans l'acte séparé ci-joint, qui a été convenu entre les plénipotentiaires respectifs, et qui est et sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente convention.

Il a été stipulé par l'article 6 du traité de Bucharest, que, du côté de l'Asie, la frontière entre les deux empires serait rétablie comme elle était anciennement avant la guerre, et que la cour impériale de Russie restituerait à la Sublime Porte Ottomane les forteresses et châteaux situés dans l'intérieur de cette frontière et conquis par ses armes. En conséquence de cette stipulation, et vu que la cour impériale de Russie a évacué et restitué immédiatement après la paix celles de ces forteresses qui avaient été prises seulement

---

les deux grandes îles de Tschatal et de Léti dans toute leur étendue jusqu'à la mer Noire vis-à-vis et à une heure de distance de l'embouchure du Souliné.

Cette ligne, après que le transport des habitations aura été effectué, sera marquée par des signaux sur toute sa longueur, ainsi qu'elle est tracée sur la carte: les signaux seront placés par la Sublime Porte. Tout l'espace du terrain renfermé entre la dite ligne et le bras de Kilia ne cessera pas d'être la propriété de la Porte conformément au traité: celli-ci toutefois usant de son droit, devra laisser ce terrain à jamais désert et inhabité ainsi que les petites îles situées devant l'embouchure du Kilia. La Porte s'engage à effectuer le déplacement du vieux Kilia dans le terme d'une année et fera défense rigoureuse à ses sujets de passer, sous aucun prétexte sur le territoire (qui sera toujours propriété Ottomane) au-delà de la ligne tracée à une heure de distance du Souliné: comme aussi les sujets Russes ne pourront, sous aucun prétexte, depasser la rive droite du bras de Kilia; c'est à dire aller sur les deux grandes îles de Tschatal et de Léti.

1826 pendant la guerre sur les troupes de la Sublime Porte, il est convenu de part et d'autre, que désormais les frontières asiatiques entre les deux empires demeureront telles qu'elles existent aujourd'hui, et qu'un terme de deux ans est fixé afin d'aviser réciproquement aux moyens les plus propres à maintenir la tranquillité et la sûreté des sujets respectifs.

Article V.

La Sublime Porte Ottomane, désirant donner à la cour impériale de Russie un témoignage éclatant de ses dispositions amicales et de sa scrupuleuse attention à remplir en entier les conditions du traité de Bucharest, mettra immédiatement à exécution toutes les clauses de l'article 8 de ce traité relatives à la nation Servienne, laquelle étant *ab antiquo* sujette et tributaire de la Sublime Porte, devra éprouver en toute occasion les effets de sa clémence et de sa générosité. En conséquence, la Sublime Porte réglera avec les députés de la nation Servienne, les mesures qui seront jugées les plus convenables pour lui assurer les avantages stipulés en sa faveur, avantages dont la jouissance sera tout à la fois la juste récompense et le meilleur gage de la fidélité dont cette nation a donné des preuves à l'empire Ottoman. Comme un terme de dix-huit mois est jugé nécessaire pour procéder aux vérifications qu'exige cet objet, conformément à l'acte séparé ci-joint, convenu entre les plénipotentiaires respectifs, lesdites mesures seront réglées et arrêtées de concert avec la députation servienne à Constantinople et consignées en détail dans un firman suprême revêtu du Hatti-Chérif, lequel sera mis en vigueur dans le plus court délai possible et au plus tard dans le susdit terme de dix-huit mois, et sera en outre communiqué à la cour impériale de Russie et considéré dès-lors comme faisant partie intégrante de la présente convention.

Article VI.

En vertu des stipulations expresses de l'article 10 du traité de Bucharest, toutes les affaires et réclamations des sujets respectifs, lesquelles avoient été suspendues par l'événement de la guerre, devant être reprises et terminées de même, les créances que les sujets respectifs pouvoient avoir les uns contre les autres, ainsi que sur le fisc, devant être examinées et réglées en toute justice, et promptement et entièrement liquidées, il est convenu que toutes les affaires et réclamations des sujets russes, à l'occasion des pertes qu'ils ont essuyées par les déprédations des pirates barbaresques, les confiscations faites au moment de la rupture entre les deux cours en 1806 et autres actes de même nature, y compris ceux qui ont eu lieu depuis l'année 1821, donneront lieu à une liquidation et à un dédommage-

ment équitables. A cet effet, il sera nommé sans délai, de part et 1826
d'autre, des commissaires qui vérifieront les états des pertes et fixeront le montant d'un dédommagement. Tous les travaux de ces commissaires seront terminés, et la somme à laquelle s'élèvera le dédommagement ci-dessus mentionné, sera remise en bloc à la légation impériale de Russie à Constantinople, dans un terme de dix-huit mois, à dater de la ratification de la présente convention. Il sera aussi observé une égale réciprocité envers les sujets de la Sublime Porte.

Article VII.

La réparation des dommages causés aux sujets et négociants de la cour impériale de Russie par les corsaires des régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli, et la pleine et entière exécution des stipulations du traité de commerce et de l'article 7 du traité de Jassy, étant d'une stricte obligation pour la Sublime Porte en vertu des clauses expresses de l'article 12 du traité de Bucharest, lequel, conjointement avec l'article 3, rappelle et confirme toutes les transactions antérieures, la Sublime Porte réitère solennellement la promesse de remplir désormais avec la plus scrupuleuse fidélité tous ses engagements à cet égard. En conséquence: 1° La Sublime Porte mettra tous ses soins à empêcher que les corsaires des régences barbaresques ne puissent, sous quelque prétexte que ce soit, inquiéter le commerce ou la navigation russe, et en cas de déprédation de leur part, dès quelle en sera instruite, elle s'engage itérativement à faire restituer sans nul retard, toutes les prises faites par lesdits corsaires, à faire dédommager les sujets russes des pertes qu'ils auraient essuyées, à adresser à cette fin un firman rigoureux aux régences barbaresques, de manière à ce qu'il ne soit plus nécessaire de le réitérer une seconde fois, et, dans le cas où ce firman n'aurait pas été exécuté, à payer le montant de l'indemnité, de son trésor impérial, dans le terme de deux mois, spécifiés en l'article 7 du traité de Jassy, à dater du jour de la réclamation qui aura été présentée à cet égard par le ministre de Russie sur la vérification qu'il en aura faite. 2° La Sublime Porte promet d'observer rigoureusement toutes les conditions du dit traité de commerce, de lever toutes les prohibitions contraires à la teneur expresse de ses stipulations, de ne mettre aucune entrave à la libre navigation des navires marchands sous pavillon russe dans toutes les mers et eaux de l'empire Ottoman sans aucune exception, en un mot, de faire jouir les marchands, les capitaines et tous les sujets russes en général, des avantages et prérogatives, comme de l'entière liberté de commerce, qui sont formellement stipulés par les traités existants entre les deux empires. 3° Conformément à l'article 1 du traité de commerce, qui stipule en faveur de

1826 tous les sujets russes en général, la liberté de navigation et de commerce dans tous les états de la Sublime Porte, tant sur terre que sur mer, et partout où la navigation et le commerce pourront convenir aux sujets russes; et en vertu des clauses des articles 31 et 35 du dit traité, qui assurent le libre passage par le canal de Constantinople des navires marchands russes, chargés de vivres ou autres marchandises et productions de la Russie ou d'autres états non soumis à l'empire Ottoman, ainsi que la libre disposition de ces vivres, marchandises et productions, la Sublime Porte promet de n'apporter aucun obstacle ni empêchement à ce que les bâtiments russes, chargés de blés et autres vivres, à leur arrivée dans le canal de Constantinople, le cas de besoin échéant, puissent transborder leur cargaison sur d'autres bâtiments, soit russes soit d'autre nation étrangère, pour être transportée hors des états de la Sublime Porte. 4° La Sublime Porte acceptera les bons offices de la cour impériale de Russie à l'effet d'accorder, d'après les exemples précédents, l'entrée de la mer Noire aux bâtiments des puissances amies du gouvernement Ottoman, qui n'ont pas encore obtenu ce privilége, de manière à ce que le commerce d'importation en Russie par le moyen de ces bâtiments, et l'exportation des produits russes à leur bord, ne puissent essuyer aucune entrave.

Article VIII.

La présente convention, servant d'éclaircissement et de complément au traité de Bucharest, sera ratifiée par S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies et S. M. l'Empereur et Padischah des Ottomans, au moyen de ratifications solennelles munies de leur propre signature suivant l'usage, qui seront échangées par les plénipotentiaires respectifs, dans le terme de quatre semaines ou plus tôt s'il est possible, à compter du jour de la conclusion de la présente convention.

Fait à Ackerman, le 25 septembre (7 octobre) 1826.

II. Acte séparé relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie.

Au nom de Dieu tout-puissant.

Les Hospodars de Moldavie et de Valachie étant choisis parmi les Bojars indigènes, leur élection sera désormais faite dans chacune de ces provinces d'après le consentement et la volonté de la Sublime Porte, par l'assemblée générale du Divan, conformément à l'ancien usage du pays.

Les Bojars du Divan de chaque province, comme corps du pays, et avec l'accord général des habitants, feront choix pour la

dignité de Hospodar, d'un des Bojars les plus anciens et les plus 1826
capables de la bien remplir, et ils présenteront à la Sublime Porte par une requête (Arz. Mahsar) le candidat élu, lequel, s'il est agréé par la Sublime Porte, sera nommé Hospodar et recevra son investiture. Si, par des raisons graves, la nomination du candidat élu ne se trouvait point conforme au désir de la Sublime Porte, dans ce cas, après que ces raisons graves auront été avérées par les deux cours, il sera permis de recommander aux dits Bojars de procéder à l'élection d'une autre personne convenable.

La durée de l'administration des Hospodars restera toujours fixée, comme par le passé, à sept années complètes et entières, à dater du jour de leur nomination, et ils ne pourront être destitués avant ce terme. Si, pendant la durée de leur administration, ils commettent quelque délit, la Sublime Porte en informerait le ministre de Russie, et lorsqu'après vérification faite de part et d'autre, il sera constaté que le Hospodar s'est effectivement rendu coupable d'un délit, sa destitution sera permise dans ce cas seulement.

Les Hospodars qui auront achevé leur terme de sept années, sans avoir donné, soit aux deux cours, soit au pays, aucun sujet de plainte légitime et grave, seront nommés de nouveau pour sept autres années, si la demande en est faite à la Sublime Porte par les Divans des provinces et si le consentement général des habitants se manifeste à leur égard.

S'il arrive qu'un des Hospodars abdique avant l'accomplissement du terme de sept ans, pour cause de vieillesse, de maladie ou par toute raison, la Sublime Porte en donnera connaissance à la cour de Russie, et l'abdication pourra avoir lieu d'après un accord préalable des deux cours.

Tout Hospodar qui aurait été destitué après avoir fini son terme, ou qui aurait abdiqué, encourra la déchéance de son titre et pourra rentrer dans la classe des Bojars, à condition de rester paisible et tranquille, mais sans pouvoir ni redevenir membre du Divan, ni remplir aucune fonction publique, et sans pouvoir être réélu Hospodar.

Les fils des Hospodars destitués ou abdicataires conserveront la qualité de Bojars, pourront occuper les charges du pays et être élus Hospodars.

En cas de destitution, d'abdication ou de mort d'un Hospodar, et jusqu'à ce qu'il lui soit donné un successeur, l'administration de la principauté sera confiée à des Caïmacans nommés par le Divan de la dite principauté.

Le Hatti-Chérif de 1802 ayant ordonné l'abolition des impôts, redevances et réquisitions introduites depuis l'année 1198 (1783), les Hospodars avec les Bojars des Divans respecti[illegible]

1826 et fixeront les impôts et les charges annuelles de la Moldavie et de la Valachie, en prenant pour base les règlements qui ont été établis à la suite du Hatti-Chérif de 1802. Les Hospodars ne pourront dans aucun cas manquer au strict accomplissement de cette disposition. Ils auront égard aux représentations du ministre de S. M. I. et à celles que les consuls de Russie leur adresseront d'après ses ordres, tant sur cet objet, que sur le maintien des priviléges du pays, et spécialement sur l'observation des clauses et articles insérés dans le présent acte.

Les Hospodars, de concert avec les Divans respectifs, fixeront dans chaque province le nombre de Beschlis d'après celui qui existait avant les troubles de 1821. Ce nombre une fois fixé ne pourra être augmenté sous aucun prétexte, à moins que l'urgente nécessité n'en soit reconnue de part et d'autre, et il est bien entendu que les Beschlis continueront à être formés et organisés comme ils l'étaient avant les troubles de 1821; que les Agas continueront d'être choisis et nommés d'après le mode suivi avant la dite époque, et qu'enfin les Beschlis et leurs Agas ne rempliront jamais que les fonctions pour lesquelles ils ont été originairement institués, sans pouvoir se mêler des affaires du pays, ni se permettre aucune autre action.

Les usurpations faites sur le territoire de la Valachie du côté d'Ibrail, Ghierghiova et de Coulé, et au-delà de l'Olta, seront restituées aux propriétaires, et il sera fixé pour la dite restitution un terme dans les firmans y relatifs, lesquels seront adressés à qui il appartient.

Ceux des Bojars Moldaves, qui uniquement par suite des derniers troubles se sont vus forcés de quitter leur patrie, pourront y revenir librement, sans être inquiétés par qui que ce soit, et rentreront dans la pleine et entière jouissance de leurs droits, prérogatives, biens et propriétés comme par le passé.

La Sublime Porte, en égard aux malheurs qui ont pesé sur les principautés de la Moldavie et de la Valachie, par suite des derniers troubles, leur accordera deux années d'exemption des tributs et redevances qu'elles sont tenues de lui payer; à l'expiration du terme de l'exemption ci-dessus mentionnée, les dits tributs et redevances seront acquittés au taux fixé par les Hatti-Chérifs de 1802, et ne pourront être augmentés dans aucun cas. La Sublime Porte accordera également aux habitants des deux principautés la liberté de commerce pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie, dont ils pourront disposer comme bon leur semblera, sauf les restrictions exigées d'un côté par les fournitures dues annuellement à la Sublime Porte, dont ces provinces sont comme les greniers, de l'autre par l'approvisionnement du pays. Toutes les dispositions du Hatti-Chérif de 1802, relatives à ces fournitures, à leur acquittement régulier aux

prix courants, d'après lesquels elles doivent être soldées et dont la 1826
fixation appartiendra, en cas de litige, aux Divans respectifs, seront remises en vigueur et observées à l'avenir avec une scrupuleuse exactitude.

Les Bojars seront tenus d'exécuter les ordres des Hospodars et de rester envers eux dans les bornes d'une parfaite soumission. De leur côté, les Hospodars ne pourront sévir arbitrairement contre les Bojars, ni leur faire subir des punitions non méritées et sans qu'ils aient commis quelque faute avérée, et les derniers ne subiront de peine qu'après avoir été jugés conformément aux lois et usages du pays.

Les troubles, survenus dans les dernières années en Moldavie et en Valachie, ayant porté la plus grave atteinte à l'ordre dans les diverses branches de l'administration intérieure, les Hospodars seront tenus de s'occuper sans le moindre délai, avec les Divans respectifs, des mesures nécessaires pour améliorer la situation des principautés confiées à leurs soins, et ces mesures feront l'objet d'un règlement général pour chaque province, lequel sera mis immédiatement à exécution.

Tous les autres droits et priviléges des principautés de Moldavie et de Valachie, et tous les Hatti-Chérifs qui les concernent, seront maintenus et observés, en tant qu'ils ne seront pas modifiés par le présent acte.

C'est pourquoi, nous soussignés plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, munis des pleins-pouvoirs souverains, de concert avec les plénipotentiaires de la Sublime Porte Ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard de la Moldavie et de la Valachie les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'art. 3 de la convention explicative et confirmative du traité de Bucharest, conclue en huit articles, dans les conférences à Ackerman, entre nous et les plénipotentiaires ottomans.

En conséquence, le présent acte séparé a été rédigé, muni de nos signatures, et délivré entre les mains des plénipotentiaires de la Sublime Porte.

Fait à Ackerman, le 25 septembre (7 octobre) 1826.

Comte M. *Woronzow.*
Ribeaupierre.

III. Acte séparé relatif à la Servie.

Au nom de Dieu tout-puissant.

La Sublime Porte, dans l'unique intention de remplir fidèlement les stipulations de l'article 8 du traité de Bucharest, ayant précédem-

1826 ment permis aux députés serviens à Constantinople de lui présenter les demandes de leur nation, sur les objets les plus convenables pour consolider la sûreté et le bien-être du pays, ces députés avaient précédemment exposé dans leur requête le voeu de la nation relativement à quelques-uns de ces objets, tels que la liberté du culte, le choix de ses chefs, l'indépendance de son administration intérieure, la réunion des districts détachés de la Servie, la réunion des différents impôts en un seul, l'abandon aux Serviens de la régie des biens appartenant à des Musulmans, à charge d'en payer le revenu ensemble avec le tribut, la liberté de commerce, la permission aux négociants serviens de voyager dans les états ottomans avec leurs propres passeports, l'établissement d'hôpitaux, écoles et imprimeries, et enfin la défense aux Musulmans, autres que ceux appartenant aux garnisons, de s'établir en Servie. Tandis que l'on s'occupait à vérifier et à régler les articles ci-dessus spécifiés, certains empêchements survenus en motivèrent l'ajournement. Mais la Sublime Porte persistant aujourd'hui encore dans la ferme résolution d'accorder à la nation Servienne les avantages stipulés dans l'article 8 du traité de Bucharest, elle réglera de concert avec les députés serviens à Constantinople, les demandes ci-dessus mentionnées de cette nation fidèle et soumise, comme aussi toutes les autres qui lui seraient presentées par la députation servienne, et qui ne seraient point contraires à la qualité de sujets de l'empire Ottoman.

La Sublime Porte informera la cour impériale de Russie de l'exécution qu'aura reçue l'article 8 du traité de Bucharest, et lui communiquera le firman revêtu du Hatti-Chérif par lequel les susdits avantages seront accordés.

C'est pourquoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, munis des pleins-pouvoirs souverains, de concert avec les plénipotentiaires de la Sublime Porte Ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard des Serviens les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'article 5 de la convention explicative et confirmative du traité de Bucharest, conclue en huit articles dans les conférences d'Ackerman, entre nous, et les plénipotentiaires ottomans.

En conséquence, le présent acte séparé a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures, et délivré entre les mains des plénipotentiaires de la Sublime Porte.

Fait à Ackerman, le 25 septembre (7 octobre) 1826.

Comte M. *Woronzoff.*
Ribeaupierre.

La présente convention et les deux actes séparés ont été ratifiés par S. M. l'Empereur de Russie le 14 (26 octobre) 1826.

587. 1829

2/14 septembre 1829.

Traité de paix entre la Russie et la Porte Ottomane signé à Andrinople, le 2/14 septembre 1829.

(Martens S. R. t. XII, p. 143.)

Au nom du Tout-Puissant!

Sa Majesté Impériale le très haut et très puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies et sa Hautesse le très haut et très puissant Empereur des Ottomans, animés d'un égal désir de mettre un terme aux calamités de la guerre et de rétablir sur des bases solides et immuables la paix, l'amitié et la bonne harmonie entre leurs empires, ont résolu d'un commun accord de confier cette oeuvre salutaire aux soins et à la direction de leurs plénipotentiaires respectifs, c'est-à-dire Sa Majesté Impériale de toutes les Russies au très illustre et très excellent comte Diebitsch etc. etc. lequel, en vertu des pleins-pouvoirs suprêmes, dont il est muni, a délégué et nommé comme plénipotentiaire de la part de la cour impériale de Russie, les très excellents et très honorables comte Alexis Orloff etc., et comte Frédéric Pahlen, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, les très-excellents et très honorables Méhemmed Sadik-Efendi, actuel Grand-Defterdar de la S. Porte Ottomane, et Abdul Kadir-Bey, Cazi Asker d'Anatolie; lesquels s'étant assemblés en la ville d'Andrinople, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Toute inimitié et tout différend, qui ont subsisté jusqu'à présent entre les deux empires cesseront à dater de ce jour, tant sur terre que sur mer, et il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligence entre Sa Majesté l'Empereur et Padischah de toutes les Russies et Sa Hautesse l'Empereur et Padischah des Ottomans, leurs héritiers et successeurs au trône, ainsi qu'entre leurs empires. Les deux hautes parties contractantes apporteront une attention particulière à prévenir tout ce qui pourrait faire renaître la mésintelligence entre leurs sujets respectifs. Elles rempliront scrupuleusement toutes les conditions du présent traité de paix, et veilleront de même à ce qu'il n'y soit contrevenu d'aucune manière directe ou indirecte.

Article II.

Sa Majesté l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, voulant donner à Sa Hautesse l'Empereur et Padischah des Ottomans un

1829 témoignage de la sincérité de ses dispositions amicales, restitue à la Sublime Porte la principauté de Moldavie avec les limites qu'elle avait avant le commencement de la guerre, à laquelle le présent traité vient de mettre un terme. Sa Majesté Impériale restitue également la principauté de Valachie, le banat de Crajova sans exception quelconque, la Bulgarie et le pays de Dobridgé depuis le Danube jusqu'à la mer, avec Silistrie, Hirsova, Matchin, Isaktscha, Toultscha, Babadag, Bazardschick, Varna, Pravody et autres villes, bourgs et villages qu'il renferme, toute l'étendue du Balkan depuis Eminé-Bournou jusqu'à Kasar, et tout le pays depuis les Balkans jusqu'à la mer Noire, avec Slimna, Tschamboly, Aida, Karnabat, Missemiria, Okhioly, Burgas, Sizépolis, Kirk-Klissi, la ville d'Andrinople, Lulé-Burgas et enfin toutes les villes, bourgs et villages, et en général tous les endroits que les troupes russes ont occupés en Roumélie.

Article III.

Le Pruth continuera à former la limite des deux empires, du point où cette rivière touche le territoire de la Moldavie jusqu'à son confluent avec le Danube. De cet endroit la ligne des frontières suivra le cours du Danube jusqu'à l'embouchure de Saint-Georges, de sorte qu'en laissant toutes les îles formées par les différents bras de ce fleuve en possession de la Russie, la rive droite en restera comme par le passé à la Porte Ottomane. Il est convenu néanmoins que cette rive droite, à partir du point où le bras de Saint-Georges se sépare de celui de Souliné, demeurera inhabitée à la distance de deux heures de ce fleuve et qu'il n'y sera formé d'établissement d'aucune espèce, et que de même sur les îles qui resteront en possession de la cour de Russie, à l'exception des quarantaines qui y seront établies, il ne sera permis d'y faire aucun autre établissement, ni fortification. Les bâtiments marchands des deux puissances auront la faculté de naviguer sur le Danube, dans tout son cours, et ceux portant le pavillon Ottoman pourront entrer librement dans les embouchures de Vili et de Souliné celle de Saint-Georges demeurera commune aux pavillons de guerre et marchands des deux puissances contractantes. Mais les vaisseaux de guerre russes ne pourront, en remontant le Danube, dépasser l'endroit de sa jonction avec le Pruth.

Article IV.

La Géorgie, l'Imériti, la Mingrélie, le Gouriel et plusieurs autres provinces du Caucase se trouvant réunies depuis de longues années et à perpétuité à l'Empire de Russie, et cet Empire ayant en outre par le traité conclu avec la Perse à Touramantchai, le

10 février 1828, acquis les Khanats d'Erivan et de Nakhitchévan, 1829
les deux hautes puissances contractantes ont reconnu la nécessité d'établir entre leurs états respectifs, sur toute cette ligne, une frontière bien déterminée et propre à prévenir toute discussion future. Elles ont pris également en considération les moyens propres à opposer des obstacles insurmontables aux incursions et aux brigandages qu'avaient exercés jusqu'ici les peuplades limitrophes, et qui ont si souvent compromis les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux Empires. En conséquence il a été convenu de reconnaître désormais pour frontière entre les états de la cour impériale de Russie et ceux de la Sublime Porte Ottomane en Asie, la ligne qui, en suivant la limite actuelle du Gouriel, depuis la mer Noire, remonte jusqu'à la limite de l'Iméritie et de là dans la direction la plus droite jusqu'au point de réunion des frontières des pachaliks d'Akhaltzik et de Kars avec celles de la Géorgie, laissant de cette manière au Nord et en dedans de cette ligne, la ville d'Akhaltzik et le fort d'Akhalkalaki, à une distance qui ne serait pas moindre de deux heures. Tous les pays situés au sud et à l'ouest de cette ligne de démarcation vers les pachaliks de Kars et de Trébisonde, avec la majeure partie du pachalik d'Akhaltzik, resteront à perpétuité sous la domination de la Sublime Porte, tandis que ceux qui sont situés au nord et à l'est de la dite ligne vers la Géorgie, l'Iméritie et le Gouriel, aussi bien que tout le littoral de la mer Noire, depuis l'embouchure du Kouban jusqu'au port de Saint-Nicolas inclusivement, demeureront à perpétuité sous la domination de l'Empire de Russie. En conséquence la cour impériale de Russie rend et restitue à la Sublime Porte le restant du pachalik d'Akhaltzik, la ville et le pachalik de Kars, la ville et le pachalik de Bayazid, la ville et le pachalik d'Erzerum, ainsi que tous les endroits occupés par les troupes russes, et qui se trouvent hors de la ligne ci-dessus indiquée.

Article V.

Les principautés de Moldavie et de Valachie s'étant, par suite d'une capitulation, placées sous la suzeraineté de la Sublime Porte, et la Russie ayant garanti leur prospérité, il est entendu qu'elles conserveront tous les priviléges et immunités qui leur ont été accordés, soit par leurs capitulations, soit par les traités conclus entre les deux Empires, ou par les hatti-chérifs émanés en divers temps. En conséquence elles jouiront du libre exercice de leur culte, d'une sûreté parfaite, d'une administration nationale indépendante et d'une pleine liberté de commerce, les clauses additionnelles aux stipulations antécédentes, jugées nécessaires pour assurer à ces deux provinces la jouissance de leurs droits, sont consignées dans l'acte séparé

1829 ci-joint, qui est et sera considéré comme faisant partie intégrante du présent traité.

Article VI.

Les circonstances survenues depuis la conclusion de la convention d'Ackerman, n'ayant pas permis à la Sublime Porte de s'occuper immédiatement de la mise à exécution des clauses de l'acte séparé, relatif à la Servie et annexé à l'article V de la dite convention, elle s'engage de la manière la plus solennelle à les remplir sans le moindre délai et avec la plus scrupuleuse exactitude, et à procéder nommément à la restitution immédiate des six districts détachés de la Servie, de manière à assurer pour toujours la tranquillité et le bien-être de cette nation fidèle et soumise. Le Firman revêtu du hatti-chérif qui ordonnera l'exécution des susdites clauses, sera délivré et officiellement communiqué à la cour impériale de Russie, dans le terme d'un mois, à dater de la signature du présent traité de paix.

Article VII.

Les sujets russes jouiront dans toute l'étendue de l'empire ottoman, tant sur terre que sur mer, de la pleine et entière liberté de commerce que leur assurent les traités, conclus antérieurement entre les deux hautes puissances contractantes. Il ne sera porté aucune atteinte à cette liberté de commerce, et elle ne pourra être gênée dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, par une prohibition ou restriction quelconque, ni par suite d'aucun règlement ou mesure soit d'administration soit de législation intérieure. Les sujets, bâtiments et marchandises russes seront à l'abri de toute violence et de toute chicane: les premiers demeureront sous la juridiction et police exclusive du ministre et des consuls de Russie, les bâtiments russes ne seront jamais soumis à aucune visite de bord quelconque de la part des autorités ottomanes, ni en pleine mer, ni dans aucun des ports ou rades soumis à la domination de la Sublime Porte, et toute marchandise ou denrée appartenant à un sujet russe, après avoir acquitté les droits de douane réglés par les tarifs, pourra être librement vendue, déposée à terre dans les magasins du propriétaire ou consignataire, ou bien transportée sur un autre bâtiment, de quelque nation que ce puisse être, sans que le sujet russe ait besoin dans ce cas d'en donner avis aux autorités locales et encore moins de leur en demander la permission. Il est expressément convenu que les blés provenant de Russie jouiront de ces mêmes priviléges, et que leur libre transit ne souffrira jamais et sous aucun prétexte la moindre difficulté ou empêchement. La Sublime Porte s'engage en outre à veiller soigneusement à ce que le commerce et la navigation

de la mer Noire en particulier ne puissent éprouver aucune entrave 1829
de quelque nature que ce soit. A cet effet, elle reconnaît et déclare le passage du canal de Constantinople et du détroit des Dardanelles entièrement libre et ouvert aux bâtiments russes sous pavillon marchand, chargés ou sur lest, soit qu'ils viennent de la mer Noire pour entrer dans la Méditerranée, soit que venant de la Méditerranée ils veuillent entrer dans la mer Noire. Ces navires, pourvu qu'ils soient des bâtiments marchands, de quelque grandeur et de quelque portée qu'ils puissent être, ne seront exposés à aucun empêchement, ou vexation quelconque ainsi qu'il a été réglé ci-dessus. Les deux cours s'entendront sur les moyens les plus propres à prévenir tout retard dans la délivrance des expéditions nécessaires. En vertu du même principe le passage du canal de Constantinople et du détroit des Dardanelles est déclaré libre et ouvert à tous les bâtiments marchands des puissances qui se trouvent en état de paix avec la Sublime Porte, soit qu'ils aillent dans les ports russes de la mer Noire, ou qu'ils en viennent chargés ou sur lest, aux mêmes conditions qui sont stipulées pour les navires sous pavillon russe.

Enfin la Sublime Porte reconnaissant à la cour impériale de Russie le droit de s'assurer des garanties de cette pleine liberté de commerce et de navigation dans la mer Noire, déclare solennellement qu'il n'y sera jamais, et sous aucun prétexte quelconque, apporté de sa part le moindre obstacle. Elle promet surtout de ne jamais se permettre dorénavant d'arrêter ou de retenir les bâtiments chargés ou sur lest, soit russes, soit appartenant à des nations avec lesquelles l'Empire ottoman ne serait pas en état de guerre déclarée, et passant par le canal de Constantinople et le détroit des Dardanelles pour se rendre de la mer Noire dans la Méditerranée, ou de la Méditerranée dans les ports russes de la mer Noire. Et si, ce qu'à Dieu ne plaise, quelqu'une des stipulations contenues dans le présent article venait à être enfreinte, sans que les réclamations du ministre de Russie à ce sujet obtinssent une pleine et prompte satisfaction, la Sublime Porte reconnait d'avance à la cour impériale de Russie, le droit de considérer une pareille infraction comme un acte d'hostilité et d'user immédiatement de représailles envers l'empire ottoman.

Article VIII.

Les arrangements précédemment stipulés par l'article VI de la convention d'Ackerman, à l'effet de régler et de liquider les réclamations des sujets et négociants respectifs, relativement à l'indemnité des pertes essuyées à diverses époques de la guerre de 1806, n'ayant pas reçu leur accomplissement, et le commerce russe ayant, depuis la conclusion de la convention précitée d'Ackerman, éprouvé de nouveaux dommages considérables par suite des mesures adoptées

1829 touchant la navigation du Bosphore, il est convenu et arrêté que la Porte Ottomane, en réparation de ces dommages et pertes, payera à la cour impériale de Russie, dans le courant de dix-huit mois, à des termes qui seront réglés ultérieurement, la somme d'un million cinq-cent mille ducats d'Hollande, en sorte que l'acquittement de cette somme mettra fin à toute réclamation ou prétention réciproque des deux puissances contractantes du chef des circonstances mentionnées ci-dessus.

Article IX.

La prolongation de la guerre, à laquelle le présent traité de paix met heureusement fin, ayant occasionné à la cour impériale de Russie des dépenses considérables, la Sublime Porte reconnaît la nécessité de lui en offrir une indemnité convenable. C'est pourquoi, indépendamment de la cession d'une petite portion de territoire en Asie, stipulée dans l'article IV, que la cour de Russie consent à recevoir à compte de la dite indemnité, la Sublime Porte s'engage à lui payer une somme d'argent dont la quotité sera réglée d'un commun accord.

Article X.

La Sublime Porte en déclarant son entière adhésion aux stipulations du traité conclu à Londres le 21 juin (6 juillet) 1827 entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France, accède également à l'acte arrêté le 10 (22) mars 1829, d'un commun accord entre ces mêmes puissances, sur la base du dit traité et contenant les arrangements de détails relatifs à son exécution définitive. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité de paix, la Sublime Porte nommera des plénipotentiaires pour convenir avec ceux de la cour impériale de Russie et des cours d'Angleterre et de France, de la mise à exécution des dites stipulations et arrangements.

Article XI.

Immédiament après la signature du présent traité de paix entre les deux empires et l'échange des ratifications des deux souverains, la Sublime Porte prendra les mesures nécessaires pour la prompte et scrupuleuse exécution des stipulations qu'il renferme, et nommément des articles III et IV, relatifs aux limites qui doivent séparer les deux empires, tant en Europe qu'en Asie, des articles V et VI concernant les principautés de Moldavie et de Valachie, ainsi que la Servie, et du moment où ces différents articles pourront être considérés comme ayant été exécutés, la cour impériale de Russie procédera à l'évacuation du territoire de l'empire ottoman, conformément aux bases établies par un acte séparé, qui fait partie intégrante du présent traité de paix. Jusqu'à l'entière évacuation des pays occupés

l'administration et l'ordre de choses qui y sont établis actuellement, 1829
sous l'influence de la cour impériale de Russie, seront maintenues et la Sublime Porte Ottomane ne pourra y intervenir d'aucune manière.

Article XII.

Aussitôt après la signature du présent traité de paix, il sera donné des ordres aux commandants des troupes respectives, tant sur terre que sur mer, pour faire cesser les hostilités. Celles qui auront été commises après la signature du présent traité seront considérées comme non avenues, et n'apporteront aucun changement aux stipulations qu'il renferme. De même tout ce qui dans cet intervalle aura été conquis par les troupes de l'une ou de l'autre des hautes puissances contractantes, sera restitué sans le moindre délai.

Article XIII.

Les hautes puissances contractantes, en rétablissant entre elles les rapports d'une amitié sincère, accordent un pardon général et une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets, de quelque condition qu'ils puissent être, qui pendant le cours de la guerre heureusement terminée aujourd'hui auraient pris part aux opérations militaires, ou manifesté soit par leur conduite, soit par leurs opinions, leur attachement à l'une ou l'autre des deux puissances contractantes.

En conséquence, aucun de ces individus ne sera inquiété ou poursuivi, ni pour sa personne, ni dans ses biens à cause de sa conduite passée, et chacune d'eux recouvrant les propriétés qu'il possédait auparavant, en aura la paisible jouissance sous la protection des lois, ou bien sera libre de s'en défaire dans l'espace de 18 mois pour se transporter avec sa famille et ses biens meubles dans tels pays qu'il lui plaira de choisir, sans essuyer de vexations ni d'entraves quelconques.

Il sera en outre accordé aux sujets respectifs établis dans les pays restitués à la Sublime Porte ou cédés à la cour impériale de Russie, le même terme de dix-huit mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité de paix, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés acquises, soit avant, soit depuis la guerre, et se retirer avec leurs capitaux et leurs biens meubles des états de l'une des puissances contractantes dans ceux de l'autre et réciproquement.

Article XIV.

Tous les prisonniers de guerre, de quelque nation, condition et sexe qu'ils soient, qui se trouvent dans les deux empires, doivent

1829 aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité de paix, être délivrés et rendus sans la moindre rançon ou payement. Sont exceptés les chrétiens qui ont embrassé de leur plein gré la religion mahométane, dans les états de la Sublime Porte et les mohamétans, qui également de leur plein gré ont embrassé la religion chrétienne dans les états de l'empire de Russie.

On en agira de même à l'égard des sujets russes qui, après la signature du présent traité de paix, seraient d'une manière quelconque tombés en captivité et se trouveraient dans les états de la Sublime Porte. La cour impériale de Russie promet de son côté d'en user de la même manière envers les sujets de la Sublime Porte.

Il ne sera point exigé de remboursement des sommes qui ont été employées par les deux hautes parties contractantes à l'entretien des prisonniers. Chacune d'elles les pourvoira de tout ce qui leur sera nécessaire pour leur voyage jusqu'à la frontière où ils seront échangés par des commissaires nommés de part et d'autre.

Article XV.

Tous les traités, conventions et stipulations arrêtés et conclus à différentes époques entre la cour impériale de Russie et la Sublime Porte Ottomane, sauf les articles auxquels il a été dérogé par le présent traité de paix, sont confirmés dans toute leur force et valeur, et les deux hautes parties contractantes s'engagent à les observer religieusement et inviolablement.

Article XVI.

Le présent traité de paix sera ratifié par les deux hautes cours contractantes, et l'échange des ratifications entre les plénipotentiaires respectifs aura lieu dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se pourra.

Le présent instrument de paix, contenant seize articles et auquel il sera mis la dernière main par l'échange des ratifications respectives dans le terme stipulé, a été en vertu de nos pleins pouvoirs, signé et scellé par nous et échangé contre un autre pareil, signé par les plénipotentiaires susmentionnés de la Sublime Porte Ottomane et muni de leurs sceaux.

Fait à Andrinople, le 2 septembre 1829.

Signé à l'original remis aux plénipotentiaires turcs:

Le Comte Alexis *Orloff*.
Le Comte F. *de Pahlen*.

588. 1829

2/14 septembre 1829.

Traité séparé entre la Russie et la Porte relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Andrinople, le 2/14 septembre 1829.

(Martens S. R. t. XII, p. 152.

Au nom de Dieu tout-puissant!

Les deux hautes puissances contractantes, en confirmant tout ce qui a été stipulé par l'acte séparé de la convention d'Ackerman, relativement au mode d'élection des Hospodars de Moldavie et de Valachie, ont reconnu la nécessité de donner à l'administration de ces provinces une base plus stable et plus conforme aux véritables intérêts des deux pays. A cet effet il a été convenu et réglé définitivement que la durée du gouvernement des Hospodars ne serait plus bornée à sept ans, comme par le passé, mais qu'ils seraient dorénavant investis de cette dignité à vie, sauf les cas d'abdication volontaire ou de destitution pour cause de délits, prévus par le dit acte séparé.

Les Hospodars régleront librement toutes les affaires intérieures de leurs provinces en consultant leurs divans respectifs, sans pouvoir porter néanmoins aucune atteinte aux droits garantis aux deux pays par les hatti-chérifs, et ne seront troublés dans leur administration intérieure par aucun ordre contraire à ces droits.

La Sublime Porte promet et s'engage de veiller scrupuleusement à ce que les priviléges accordés à la Moldavie et à la Valachie ne soient d'aucune manière enfreints par ses commandants limitrophes, de ne souffrir aucune ingérence de leur part dans les affaires des deux provinces et d'empêcher toute incursion des riverains de la rive droite du Danube sur le territoire Valaque ou Moldave. Seront considérées comme faisant partie intégrante de ce territoire, toutes les îles attenantes à la rive gauche du Danube, et le chenal (Thalweg) de ce fleuve formera la limite des deux principautés, depuis son entrée dans les états ottomans jusqu'à son confluent avec le Pruth.

Pour mieux assurer l'inviolabilité du territoire Moldave et Valaque, la Sublime Porte s'engage à ne conserver aucun point fortifié, à ne tolérer aucun établissement quelconque de ses sujets Musulmans sur la rive gauche du Danube. En conséquence, il est invariablement arrêté, que sur toute cette rive dans la grande et petite Valachie comme aussi en Moldavie, aucun Mohamétan ne pourra jamais avoir son domicile et que l'on y admettra les seuls marchands, munis de firmans, qui viendront acheter pour leur propre compte dans les principautés les denrées nécessaires pour la consommation de Constantinople, ou d'autres objets.

1829 Les villes turques situées sur la rive gauche du Danube seront, ainsi que leurs territoires (rajahs), restituées à la Valachie pour être désormais réunies à cette principauté, et les fortifications existantes auparavant sur cette rive ne pourront jamais être rétablies. Les Musulmans qui possèdent des biens-fonds non usurpés sur des particuliers, soit dans ces mêmes villes, soit sur tout autre point de la rive gauche du Danube, seront tenus de les vendre aux indigènes dans l'espace de dix-huit mois.

Le gouvernement des deux principautés jouissant de tous les priviléges d'une administration intérieure indépendante, pourra librement établir des cordons sanitaires et des quarantaines le long du Danube et ailleurs dans les pays, où il en sera besoin, sans que les étrangers qui y arrivent, tant Musulmans que Chrétiens, puissent se dispenser de l'exacte observation des règlements sanitaires. Pour le service des quarantaines, aussi bien que pour veiller à la sûreté des frontières, au maintien du bon ordre dans les villes et campagnes et à l'exécution des lois et règlements, le gouvernement de chaque principauté pourra entretenir un nombre de gardes armés, strictement nécessaire pour ces diverses fonctions. Le nombre et l'entretien de cette milice seront réglés par les Hospodars de concert avec leurs Divans respectifs, en se basant sur les anciens exemples.

La Sublime Porte animée du désir sincère de procurer aux deux principautés tout le bien-être dont elles peuvent jouir, et informée des abus et des vexations qui s'y commettent à l'occasion des diverses fournitures exigées pour la consommation de Constantinople, l'approvisionnement des forteresses situées sur le Danube et les besoins de l'arsenal, leur fait un abandon plein et entier de son droit à cet égard. En conséquence, la Valachie et la Moldavie seront pour toujours dispensées de fournir les grains et autres denrées, les moutons et les bois de construction qu'elles étaient tenues de livrer précédemment.

Il ne sera de même requis de ces provinces, en aucun cas, des ouvriers pour les travaux des forteresses, ni aucune autre corvée de quelque nature que ce soit. Mais afin de dédommager le trésor impérial des pertes que cet abandon total de ses droits pourrait lui faire éprouver, indépendamment du tribut annuel les deux principautés doivent payer à la Sublime Porte sous les dénominations de Karatsch, de Idyié et de Bekiabyé (selon la teneur des hatti-chérifs de 1802), la Moldavie et la Valachie payeront chacune annuellement à la Sublime Porte, par forme de compensation, une somme d'argent dont la quotité sera déterminée ultérieurement d'un commun accord. En outre à chaque renouvellement des hospodars, par le décès, l'abdication ou la destitution légale des titulaires, la principauté où le cas viendroit à écheoir, sera tenue de payer à la Sublime Porte une somme équivalente au tribut annuel de la province établi par les

hatti-chérifs. Ces sommes exceptées, il ne sera jamais exigé du pays 1829
ni des hospodars aucun autre tribut, redevance ou cadeau, sous quelque prétexte que ce puisse être.

En vertu de l'abolissement des fournitures ci-dessus spécifiées, les habitants des principautés jouiront de la pleine liberté de commerce pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie (stipulées par l'acte séparé de la convention d'Ackerman) sans aucunes restrictions, hormis celles que les hospodars, de concert avec leurs divans respectifs, jugeront indispensables d'établir afin d'assurer l'approvisionnement du pays. Ils pourront naviguer librement sur le Danube avec leurs propres bâtiments, munis de passeports de leur gouvernement, et aller commercer dans les autres villes ou ports de la Sublime Porte, sans être molestés par les percepteurs du Karatsch, ni exposés à aucune autre vexation.

De plus la Sublime Porte, considérant toutes les calamités que la Moldavie et la Valachie ont eu à supporter, et mue par un sentiment d'humanité tout particulier, consent à exempter les habitants de ces provinces, pour l'espace de deux ans, à compter du jour où les principautés auront été entièrement évacuées par les troupes russes, du paiement des impôts annuels versés dans son trésor.

Enfin la Sublime Porte désirant assurer de toutes les manières le bien-être futur des deux principautés, s'engage solennellement à confirmer les règlements administratifs, qui, durant l'occupation de ces deux provinces par les armées de la cour impériale, ont été faits d'après le voeu exprimé par les assemblées des plus notables habitants du pays, et qui devront à l'avenir servir de bases pour régime intérieur des deux provinces, en tant bien entendu que les dits règlements ne porteraient aucune atteinte aux droits de souveraineté de la Sublime Porte.

C'est pourquoi, nous soussignés plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, de concert avec les plénipotentiaires de la Sublime Porte ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard de la Moldavie et de la Valachie les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'article V du traité de paix conclu à Andrinople entre nous et les plénipotentiaires ottomans. En conséquence, le présent acte séparé a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures et délivré entre les mains des plénipotentiaires de la Sublime Porte.

Fait à Andrinople, le 2 (14) septembre 1829.

Signé à l'original remis aux plénipotentiaires turcs:

Le Comte Alexis *Orloff*.
Le Comte F. *de Pahlen*.

Confirmé à l'original par le comte Diebitsch Sabalkansky, général en chef de la 2e armée.

1833

589.

18 février 1833.

Note du Baron d'Ottenfels, internonce d'Autriche à Constantinople, relative aux enclaves de Kleck et de Sutorina, adressée au Reis Efendi, en date du 18 février 1833.

(Martens R. G. t. XV, p. 474.)

Le long de la côte orientale de la Mer Adriatique, depuis le Golfe de Fiume jusqu'aux confins de l'Albanie Turque s'étendent, sur une longueur de près de 150 lieues, les provinces de la Dalmatie, de Raguse et des bouches de Cattaro, appartenant à l'Autriche, dont la contiguïté n'est interrompu que sur deux points au nord et au sud de Raguse où deux petites langues de terre, d'un terrain pierreux, inculte et inhabité, n'ayant, la première qu'une lieue, la seconde à peine une demi-lieue de largeur, s'avancent depuis les confins de la Bosnie jusqu'à la mer.

Ces deux langues de terre appartenaient autrefois à la République de Venise, de même que la Dalmatie et le territoire des bouches de Cattaro, dont elles faisaient partie. Voici la manière dont elles en furent détachées et réunies aux domaines de la Sublime Porte.

Lapetite République de Raguse, bornée d'un côté de la Bosnie, du second de la Mer Adriatique, et des deux autres par les territoires Vénitiens, était souvent en dissensions avec sa voisine la République de Venise, plus grande et plus puissante qu'elle. Craignant ses envahissements, les Ragusais profitèrent d'une guerre malheureuse que Venise avait à soutenir contre la Sublime Porte, pour obtenir de cette dernière que, lors de la conclusion de la paix, les deux lisières de terrain qui forment précisément les deux langues de terre, furent détachées du territoire Vénitien et réunies aux domaines Ottomans, de sorte que le territoire Ragusais se trouvait ainsi de tous côtés, excepté de celui de la mer, entouré de territoires Ottomans.

C'est ainsi que les choses restèrent pendant près de deux siècles, jusqu'à l'époque des guerres de la Révolution Française (1597—1797). Les Français, après avoir détruit et la République de Venise et celle de Raguse, et occupé la Dalmatie, Raguse, et les bouches de Cattaro, s'emparèrent également des deux langues de terre susmentionnées, et en restèrent en possession jusqu'au moment où ils en furent expulsés par les troupes de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche en 1814.

La Sublime Porte, loin d'élever la moindre réclamation contre cette occupation arbitraire des deux morceaux de territoire par les

Français, la souffrit patiemment, et semblait l'ignorer tout entièrement, 1833
par la raison simple que ces terrains incultes n'étaient pour elle d'aucune utilité, ni sous le rapport militaire ni sous celui financier, et qu'il n'y existait ni village, ni mosquée, ni habitations d'aucune espèce.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, en prenant possession des provinces ci-devant Vénitiennes situées sur l'Adriatique, qui lui furent adjugées par les transactions générales parmi les principales Puissances de l'Europe, se fit soumettre la carte de ces pays: ayant reconnu que les deux langues de terre susmentionées avaient appartenu autrefois de droit à la Sublime Porte, il ne voulut point, d'après les sentiments de justice qui ont constamment formé la base de sa politique, s'emparer du bien d'autrui.

Renonçant au droit de conquête qu'il aurait pu y exercer, en se saisissant de ce que les Français y avaient possédé tranquillement pendant plusieurs années, Sa Majesté fit restituer à la Porte les deux langues de terrain, en déclarant toutefois, comme les archives du Divan Impérial en font foi, qu'elle désirait s'entendre avec le Gouvernement Ottoman sur les moyens d'acquérir d'une manière légale et tout à fait amicale, les terrains qui interrompaient la contiguïté de ses possessions pour écarter ainsi les inconvénients sans nombre que le mélange des territoires causait sous le rapport des mesures sanitaires à l'Autriche, de la défraudation des douanes, enfin sous celui de la surveillance de la police.

La difficulté des temps et l'importance des négociations qui, depuis cette époque, ont presque sans interruption absorbé l'attention de la Sublime Porte, ont fait différer à Sa Majesté la reproduction de cet objet. Mais aujourd'hui où le Soussigné, après avoir résidé plus de dix ans auprès de Sa Hautesse, a obtenu la permission de se rendre par congé à Vienne, il a reçu l'ordre de conduire à un résultat définitif les pourparlers qui, depuis plus d'un an, sont ouverts avec le Ministère Ottoman sur la question de la cession desdites langues de terre.

Le Soussigné a eu l'honneur de faire connaître à la Sublime Porte dans plusieurs mémoires, les motifs très-graves qui font désirer à la Cour Impériale de faire l'acquisition, contre un équivalent convenable et complet, de ces terrains, et les avantages non-indifférents qui résulteraient pour la Sublime Porte elle-même d'une pareille transaction. Il a eu l'honneur de déclarer officiellement que sa Cour est prête à offrir au Gouvernement Ottoman pour la cession de ces terrains, une indemnité pécuniaire complète, dont le montant serait fixé d'un commun accord en suite de l'estimation faite par les commissaires respectifs des deux parties sur les lieux mêmes.

Actuellement le Soussigné vient de recevoir de sa Cour l'autorisation de proposer un second moyen de terminer cette affaire à

1833 l'amiable; proposition qui prouvera au Ministère Ottoman combien l'Empereur désire de s'entendre sur cet objet avec le Divan d'une manière équitable et également avantageuse aux deux parties.

Quelque minime que soit l'étendue des terrains en question, quelque même que soit leur valeur intrinsèque, Sa Majesté, réfléchissant qu'il pourrait y exister des considérations qui empêcheraient Sa Hautesse de consentir à la cession desdites langues de terre contre une indemnité pécuniaire, s'est déterminé à offrir à la Sublime Porte un échange de terrains; c'est-à-dire, de lui céder de son côté, un portion du territoire Autrichien, de la même grandeur, étendue et surface que l'aréal formé par les deux langues de terre.

Ce morceau de terrain est situé à l'extrémité des bouches de Cattaro, contigu à la mer, et confinant avec les domaines Ottomans, et se trouve indiqué sur la carte ci-jointe.

Le Soussigné, en portant cette proposition à la connaissance du Ministère Ottoman, a l'ordre de lui demander laquelle des deux alternatives proposées par la Cour Impériale serait de la convenance de la Sublime Porte, afin que le Gouvernement Impérial puisse donner des instructions nécessaires à ses autorités sur ladite frontière. Mais ce qu'il importe surtout à la Cour Impériale d'Autriche, c'est de savoir un moment plus-tôt si la Sublime Porte est disposée à s'entendre amicalement avec elle pour parvenir à un arrangement sur l'une ou l'autre de deux bases proposées.

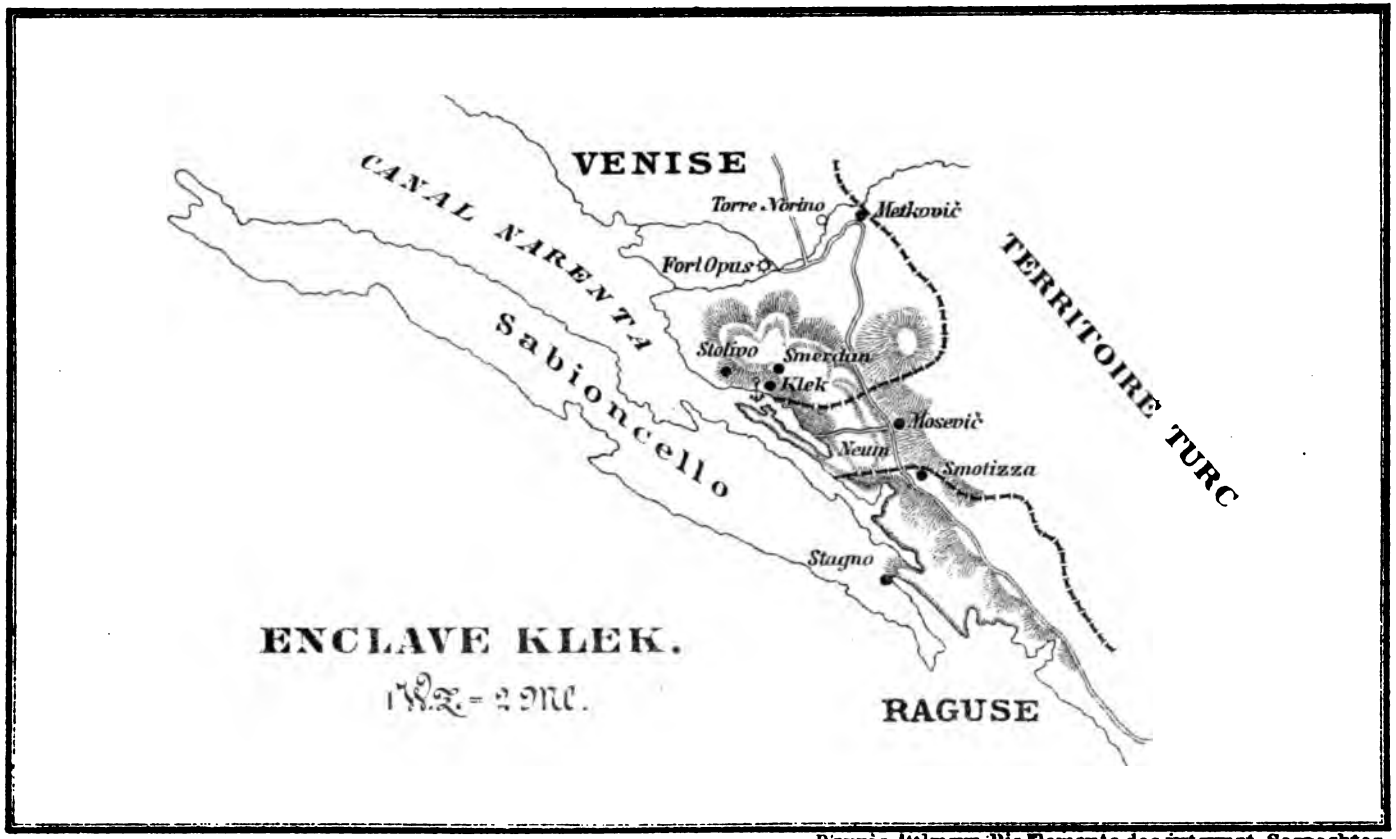
Le Soussigné, spécialement chargé de cette négociation, s'estimerait heureux si, en quittant cette capitale pour se rendre à Vienne, il pourrait être le porteur d'un ‚oui' positif de la Sublime Porte, et déposer ainsi aux pieds du trône de Sa Majesté Impériale une preuve réelle du parfait retour des sentiments d'amitié que Sa Majesté l'Empereur n'a cessé de professer envers Sa Hautesse.

Documents servant à l'histoire des deux enclaves.

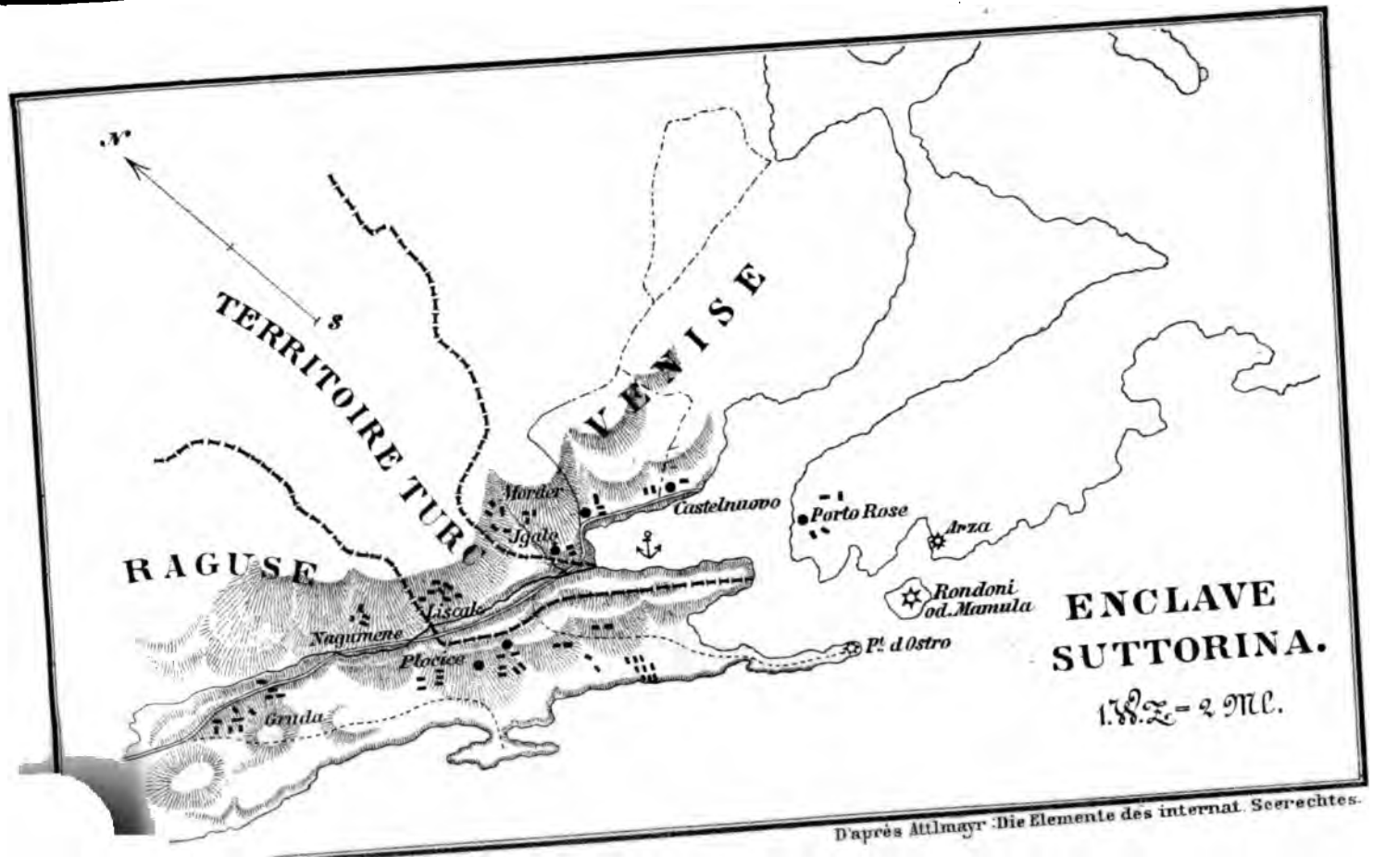
a)

(Traduction de l'original serbe se trouvant aux archives de Venise.)

Von mir, dem in Trebigne amtirenden Kassym Aghá Umsich, dem Knechte des Grossherren, an den Edlen und Erlauchten Herrn und Gebieter, den tapferen und einsichtsvollen Sopra-Provveditore, Commandanten von Cattaro, Albanien und Castelnuovo, den Herrn Bartolo Moro, meinen ehrerbietigsten Gruss. Und nach diesem sollt Ihr wissen, dass ich aus Rücksicht gegen Euer Excellenz nach Suttorina gekommen bin, um immerfort zu sorgen, dass zwischen Uns in dieser Gegend gute Uebereinstimmung und Freundschaft herrsche. Hier angekommen, nahm ich die Gelegenheit wahr, zu beobachten, in welcher Weise Euere Unterthanen mit den unseren in Verkehr treten, denn ich habe den Auftrag des Grossherrn und des Vezir von Bosnien, Aali Pascha, darob zu wachen, dass ununterbrochene Ver-



D'après Attlmayr: Die Elemente des internat. Seerechtes.



D'après Attlmayr: Die Elemente des internat. Seerechtes.

1833

c)

Extrait du traité de limites du 6 octobre 1721.

(Traduction de l'original serbe et italien se trouvant aux archives de Venise.)

In dem Districte von Zažabije, sechs Stunden seewärts von Utovo, wo die Halbinsel von Klek mit dem Festlande zusammenhängt, dort war eine Schanze (Meteriz), welche in dem Raume zwischen den Ländern der Herren von Ragusa und jenen der Republik (Venedig) in den Bereich des Kaiserthumes (Türkei) fiel. Diese Schanze wollte der (venezianische) General-Commissär nicht aufgeben, indem er sagte, sie müsse dort verbleiben, und dass dort Nichts die Verbindung der Gebiete der Herren von Ragusa und jener des Kaiserthumes hindert. Mehemed Efendi aber bestand darauf, dass die Grenze von jenem Punkte aus bestimmt werden müsse, wo im Frieden von Carlowitz der erwähnte Ausschluss festgesetzt worden war; dass dem Kaiserthume jene Ortschaften und Strecken verbleiben müssten, welche innerhalb der geraden Linie liegen, die von dem am Meeresstrande, bei dem Orte, genannt Surduk mali errichteten Grenzzeichen (Meta) nach der Spitze der Halbinsel Klek gegen das Meer zu gezogen wird, — und dass es daher nothwendig sei, zuerst jenes Grenzzeichen so herzustellen, wie es im Frieden von Carlowitz bestimmt war. Da aber über diesen Punkt zwischen ihnen sich viel Disput erhob, so bestimmten sie, sowohl über Feststellung der Grenze von Torre di Tersana*) nächst Gabella, wie über die Bestimmung der Verbindungslinie mit einander zu unterhandeln und zu beschliessen. Am 29. des oberwähnten Monates begab sich der Efendi nach der Torre di Tersana, welche am Ufer der Narenta gegenüber der Gabella liegt, und auch der General-Commissär verfügte sich mit der Galeere auf dem Flusse Narenta in die Nähe der Stadt Metkovich, welche in ihrem Besitze, westlich von Gabella gelegen ist. Dort vereinigten sie sich und der obgedachte Mehemed Efendi brachte vor: „Der Weisung meines Instructions-Ferman gemäss, verlange ich für die Torre di Tersana, die sich augenblicklich im Besitze des Kaiserthumes befindet, eine Distanzstunde Vorterrain (un hora di fronte), und weil die Stadt Metkovich in dieser Strecke inbegriffen ist, so muss auch diese selbe Stadt dem Kaiserthume verbleiben."

Der General-Commissär aber widersetzte sich dem und sagte: „In meinen, wie in Euren Instructionen wird erklärt, dass die Festungen, Vorwerke (Palanche) und Schlösser, die geschlossenen wie offenen Orte, welche sich in dem Besitze der Republik befinden, auch in solchem zu verbleiben haben; überdies haben wir in der genannten Stadt drei Thürme und ein Reduit (Šarampó), bemannt mit mehreren Compagnien Soldaten. Durch zwei, drei Jahre hat die Stadt in Kriegszeit ausgehalten und widerstanden gegen vier Plätze des Kaiserthumes, welche sie nie zu bezwingen vermochten, — alle Grenzbewohner wissen dieses."

Mehemed Efendi befrug hierauf ob der Wahrheit über die Stadt alle Befehlshaber und Aeltesten und die bejahrten Grenzvorsteher, welche er bei sich hatte und welche bei der Verhandlung gegenwärtig waren, und sie Alle berichteten, dass die besagte Stadt ein Reduit (Šarampó) und Thürme habe, dass dort einige Compagnien Soldaten seien, dass in Kriegszeiten mehrere Male starke Truppenabtheilungen gegen sie auszogen, dass die Stadt durch fünf, sechs Stunden gekämpft, sich immer vertheidiget und

* Aujourdhui Torre di Norino.

jederzeit widerstanden habe. Mehemed Efendi hatte nun zwar die Forderung der genannten Stadt zurückgezogen: da er aber wusste, dass Osman Pascha, der hochherzige und glückliche oberste Vezir in Bosnien, mit dieser Sache vollkommen vertraut sei und dann in Berücksichtigung von dessen Oberhoheit, schrieb sowohl er, Mehemed Efendi, als wie auch der General-Commissär dem erwähnten Vezir, indem sie ihn ersuchten, er wolle in der besagten Differenz seine Entscheidung abgeben. 1833

Nachdem der obbemerkte Vezir es für rechtmässig erkannt hatte, dass einzig nur die Stadt Metkovich der Republik bleibe, und dass man von dem Vorsprunge oder der Spitze des dahinterliegenden Meeres eine gerade Grenzlinie ziehe, deren Endpunkte einerseits an der geraden Linie gegen die Festung Vergorac und anderseits an der gleichfalls geraden Linie, welche vom Berge Žaba sich gegen das Meer erstreckt, liegen sollen, — so entschied er auch in diesem Sinne, und schrieb dies in einem eigenen Briefe.

Auf dieses beruhigte sich der General-Commissär, er fuhr aber fort zu verlangen, dass die Schanze (Meteriz) Polazza, über die sie sich schon geeiniget hatten, ihr (der Venetianer) Eigenthum bleibe, und desshalb ergaben sich noch viele Controversen.

Endlich, nachdem er von der Forderung abstand, gab er auch zu, dass man von dem früheren Grenzzeichen (Meta) oder Steinhaufen (Gromila) beginne, welches Grenzzeichen an dem Orte, genannt „Surduk mali", am Ufer des Meeres gerade gegenüber von der Spitze der Halbinsel Klek gelegen war. Demnach begann man am 10. des Mondes Dschumâdi el ewwel im Jahre 1131 der Hidschraa (2. April 1719) bei dem oben bezeichneten Ausgangspunkte mit der Erneuerung der Grenzzeichen (Mete) in der drei und eine halbe Stunde langen Linie von dem ersten Steinhaufen (Gromila), genannt Morazva — d. h. am Ufer des Meeres — nahe dem „Surduk mali" benannten Orte, gegenüber der in das Meer sich erstreckenden Halbinsel Klek und von da in der Richtung gegen den Berg Žaba.

An der Stelle, die man Morazva nennt, wurde die Grenzmarke wieder hergestellt, welche vorher auf festem Steingrunde (sopra un sasso vivo) angelegt war, — und dieses ist das Erste Grenzzeichen.

590.

8 juillet 1833.

Traité d'Unkiar-Iskelessi entre la Russie et la Porte Ottomane, signé à Constantinople, le 8 juillet 1833.

Traduction française de l'original russe.

(Martens S. R. t. XV, p. 655.)

Sa Majesté le très haut et très puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies et Sa Hautesse le très haut et très puissant Empereur des Ottomans, également animés du sincère désir de maintenir le système de paix et de bonne harmonie heureusement établies entre les deux empires, ont résolu d'étendre et de fortifier la parfaite

1833 amitié et la confiance qui règnent entre eux, par la conclusion d'un traité d'alliance défensive.

En conséquence, Leurs Majestés ont choisi et nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, les très excellents et très honorables le sieur Alexis comte Orloff, son ambassadeur extraordinaire près la Sublime Porte ottomane, etc., et le sieur Apollinaire Bouteneff, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sublime Porte ottomane, etc.;

Et Sa Hautesse le sultan des Ottomans, le très illustre et très excellent le plus ancien de ses visirs, Hossew-Mehemet-Pacha, seraskier commandant en chef des troupes de ligne régulières et gouverneur-général de Constantinople, etc.; les très excellents et très honorables Ferzi-Achmet-Pacha, mouchir et commandant de la garde de Sa Hautesse, etc.; et Hadji-Mehmet-Akif, efendi, reis-efendi actuel, etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Il y aura à jamais paix, amitié et alliance entre Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, leurs empires et leurs sujets, tant sur terre que sur mer. Cette alliance ayant uniquement pour objet la défense commune de leurs états contre tout empiètement, Leurs Majestés promettent de s'entendre, sans réserve, sur tous les objets qui concernent leur tranquillité et sûreté respectives et de se prêter mutuellement à cet effet des secours matériels et l'assistance la plus efficace.

Article 2.

Le traité de paix conclu à Andrinople, le 2 septembre 1829, ainsi que les autres traités qui y sont compris, de même aussi que la convention signée à Saint-Pétersbourg, le 14 avril 1830, et l'arrangement conclu à Constantinople, le 9 (21) juillet 1832, relatif à la Grèce, sont confirmés, dans toute leur teneur, par le présent traité d'alliance défensive, comme si lesdites transactions y avaient été insérées mot pour mot.

Article 3.

En conséquence du principe de conservation et de défense mutuelle qui sert de base au présent traité d'alliance, et par suite du plus sincère désir d'assurer la durée, le maintien et l'entière indépendance de la Sublime Porte, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, dans le cas où les circonstances qui pourraient déterminer

de nouveau la Sublime Porte à réclamer l'assistance navale et mili- 1833
taire de la Russie viendraient à se présenter, quoique ce cas ne soit nullement à prévoir, s'il plaît à Dieu, promet de fournir, par terre et par mer, autant de troupes et de forces que les deux hautes parties contractantes le jugeraient nécessaire. D'après cela, il est convenu qu'en ce cas, les forces de terre et de mer dont la Sublime Porte réclamerait le secours, seront tenues à sa disposition.

Article 4.

Selon ce qui a été dit plus haut, dans le cas où l'une des deux puissances aura réclamé l'assistance de l'autre, les frais seuls d'approvisionnement pour les forces de terre et de mer qui seraient fournies, tomberont à la charge de la puissance qui aura demandé le secours.

Article 5.

Quoique les deux hautes parties contractantes soient sincèrement intentionnées de maintenir cet engagement jusqu'au terme le plus éloigné, comme il se pourrait que dans la suite les circonstances exigeassent qu'il fût apporté quelques changements à ce traité, on est convenu de fixer sa durée à huit ans, à dater du jour de l'échange des ratifications impériales. Les deux parties, avant l'expiration de ce terme, se concerteront suivant l'état où seront les choses à cette époque, sur le renouvellement dudit traité.

Article 6.

Le présent traité d'alliance défensive sera ratifié par les deux hautes parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Constantinople dans le terme de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

Le présent traité, contenant six articles et auquel il sera mis la dernière main par l'échange des ratifications respectives, ayant été arrêté entre nous, nous l'avons signé et scellé de nos sceaux, en vertu de nos pleins-pouvoirs, et délivré en échange, contre un autre pareil, entre les mains des plénipotentiaires de la Sublime Porte ottomane.

Fait à Constantinople, le 26 juin (8 juillet), l'an 1833 (le 20 de la lune de Safer, l'an 1249 de l'Hégire).

Signé: (L. S.) Comte Alexis *Orloff*.
(L. S.) A. *Bouteneff*.

Suivent les Signatures des trois Plénipotentiaires Ottomans.

1833 *Article secret additionnel du traité d'alliance conclu entre la Russie et la Turquie le 26 juin 1833 selon l'ancien calendrier ou le 8 juillet 1833 selon le nouveau calendrier.*

En vertu d'une des clauses de l'article 1er du traité patent d'alliance défensive conclu entre la Sublime Porte et la cour impériale de Russie, les deux hautes parties contractantes sont tenues de se prêter mutuellement des secours matériels et l'assistance la plus efficace pour la sûreté de leurs états respectifs. Néanmoins, comme Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, voulant épargner à la Sublime Porte la charge et les embarras qui résulteraient pour elle de la prestation d'un secours matériel, ne demandera pas ce secours si les circonstances mettaient la Sublime Porte dans l'obligation de le fournir, la Sublime Porte ottomane, à la place du secours qu'elle doit prêter au besoin, d'après le principe de reciprocité du traité patent, devra borner son action en faveur de la cour impériale de Russie à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous aucun prétexte quelconque.

Le présent article, séparé et secret, aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans le traité d'alliance défensive de ce jour.

Fait à Constantinople, le 26 juin, l'an 1833 (le 20 de la lune de Safer, l'an 1249 de l'Hégire.)

Signé: (L. S.) Comte Alexis *Orloff*.
(L. S.) A. *Bouteneff*.

Signatures des Plénipotentiaires Ottomans.

Notes entre le cabinet des Tuileries et celui de St. Pétersbourg, par suite du Traité entre la Russie et la Turquie du 8 juillet 1833.

Note du Chargé d'affaires de France à St. Pétersbourg.

Le soussigné, Chargé d'affaires de Sa Majesté le Roi des Français, a reçu l'ordre d'exprimer au Cabinet de St. Pétersbourg la profonde affliction, que le Gouvernement français a éprouvé en apprenant la conclusion du traité du 8 juillet dernier entre Sa Majesté l'Empereur de Russie et le Grand-Seigneur. Dans l'opinion du Gouvernement du Roi, ce traité assigne aux relations mutuelles de l'Empire Ottoman et de la Russie un caractère nouveau, contre lequel les Puissances d'Europe ont le droit de se prononcer. Le soussigné est donc chargé de déclarer que si les stipulations de cet acte devaient subséquemment amener une intervention armée de la Russie dans les affaires intérieures de la Turquie, le Gouvernement français se tiendrait pour entièrement libre d'adopter telle ligne de conduite que lui serait suggérée par les circonstances, agissant dès-

lors comme si le traité en question n'existait pas. Il est également 1833
prescrit au soussigné de faire connaître au Cabinet Impérial, qu'une déclaration analogue a été remise à la Porte ottomane par l'Ambassadeur de Sa Majesté à Constantinople.

St. Pétersbourg, le . . octobre 1833.

Signé: J. *de Lagréné.*

Réponse du Ministre des relations extérieures de la Russie.

Le soussigné a reçu la note par laquelle Monsieur J. de Lagréné, Chargé d'affaires de Sa Majesté le Roi des Français lui a fait part du profond regret, que la conclusion du traité du 8 juillet entre la Russie et la Porte a causé au Gouvernement français, sans énoncer en même temps ni les motifs de ce regret, ni la nature des objections auxquelles ce traité pourrait donner lieu. Le soussigné ne saurait donc les connaître; il peut encore moins les comprendre. En effet le traité du 8 juillet est purement défensif, il a été conclu entre deux puissances indépendantes usant de la plénitude de leurs droits; il ne porte nul préjudice aux intérêts d'aucun État quelconque. Quelles seraient donc les objections, que d'autres puissances se croiraient autorisées avec justice à élever contre une pareille transaction? Comment surtout pourraient-elles déclarer qu'elles ne lui reconnaissent aucune valeur, à moins qu'il n'entre dans leurs vues de renverser un empire que le traité est destiné à conserver? — Mais tel ne peut être le dessein du gouvernement français. Il serait en contradiction ouverte avec toutes les déclarations qu'il a émises lors des dernières complications de l'Orient. Le soussigné doit par conséquent supposer que l'opinion énoncée dans la note de Monsieur de Lagréné repose sur des données inexactes, et que mieux éclairé par la communication du traité que la Porte a fait récemment à l'ambassadeur français à Constantinople, son gouvernement appréciera davantage la valeur et l'utilité d'une transaction conclue dans un esprit aussi pacifique que conservateur. Cet acte change, il est vrai, la nature des relations entre la Russie et la Porte, car il fait succéder à une longue inimitié des rapports d'intimité et de confiance, dans lesquels le gouvernement turc trouvera désormais une garantie de stabilité, et au besoin des moyens de défense propres à assurer sa conservation. — C'est dans cette conviction, et guidé par les intentions les plus pures comme les plus désintéressées, que Sa Majesté l'Empereur est résolu de remplir fidèlement, le cas échéant, les obligations que le traité du 8 juillet lui impose, agissant ainsi comme si la déclaration contenue dans la note de Monsieur Lagréné n'existait pas.

St. Pétersbourg, le . . octobre 1833.

Signé: *Nesselrode.*

1834 **591.**

29. janvier 1834.

Traité entre la Russie et la Porte Ottomane, relatif aux limites asiatiques, aux Principautés de la Moldavie et de la Valachie et aux indemnités, signé à St. Pétersbourg, le 29 janvier 1834.

(Martens N. R. G. t. XV, p. 482.)

Le Très Haut et Très Puissant Empereur Ottoman, mon bienfaiteur et maître, d'une part, et le Très-Haut et Très-Magnanime Empereur de toutes les Russies, de l'autre, animés du désir que leur inspirent l'amitié sincère, la sécurité et la confiance qui existent heureusement entre eux, d'arranger définitivement certains points du Traité conclu entre les deux Hautes Puissances à Andrinople, lesquels n'ont pas été mis à exécution jusqu'à présent, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté l'Empereur Ottoman, son Excellence Mouchir Ahmed Pacha, Conseiller Militaire du Sérail, Ambassadeur Extraordinaire de la Sublime Porte à la Cour Impériale de Russie, etc.; et Sa Majesté l'Empereur de Russie, leurs Excellences le Comte Nesselrode, Vice-Chancelier de l'Empire, et le Comte Alexis Orloff, Général de Cavalerie, Aide-de-camp de l'Empereur, etc.; lesquels, après avoir montré réciproquement leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Les deux Hautes Cours ayant jugé nécessaire d'établir, ainsi qu'il est stipulé dans le Traité d'Andrinople, une ligne de démarcation entre les deux Empires dans l'Orient, capable de prévenir désormais toute espèce de disputes et de discussion, il a été convenu que l'on tracerait une ligne qui peut empêcher entièrement les déprédations que les peuplades circonvoisines commettaient, et qui ont plus d'une fois compromis les relations de voisinage et d'amitié entre les deux Empires. En conséquence, et après que des Commissaires de part et d'autre ont examiné les lieux, et pris des renseignements à cet égard, les deux Parties Contractatantes ont résolu de procéder à la fixation des frontières, de manière à ce que le but qu'on s'est sagement proposé dans le Traité d'Andrinople fût complétement rempli; et pour cela elles ont adopté, de commun accord, la ligne que l'on voit tracée en couleur rouge dans la carte qui est jointe au présent Traité.

Conformément au IVme Article du Traité d'Andrinople, cette ligne part du Port de St. Nicolas, sur la côte de la mer Noire, suit les frontières actuelles de la Province de Guriel, monte jusqu'aux confins d'Juira, et de là elle traverse la Province d'Akhiskha: et

elle aboutit au point où les Provinces d'Akhiskha et de Kars se 1834
réunissent à la Province de la Géorgie. Ainsi la plus grande partie de la Province d'Akhiskha reste, avec les autres pays et terres dont il est question dans le dit Traité, sous la domination de la Sublime Porte, comme on voit par la carte dont deux copies ont été faites et collationnées par les Plénipotentiaires des deux Puissances, et qui, considerées comme faisant partie du présent Traité, doivent y être jointes, pour y voir la manière dont les limites futures des deux Empires ont été fixées.

Après l'échange des ratifictions du présent Traité, et aussitôt que l'on aura fait planter des poteaux par des Commissaires nommés de part et d'autre, d'après la ligne tracée dans la carte, d'un bout à l'autre, les troupes Russes évacueront les terres situées au-dehors de cette ligne, et se retireront dans les bornes qu'elle prescrit. De même les Musulmans qui se trouvent dans les terres peu considérables qui sont comprises dans la ligne qui passe devant le Sandjack de Ghroubhan et des extrémités des Sandjacks de Ponskron et de Djildir, lesquels voudront s'établir dans les terres de la Sublime Porte, pourront, dans le terme de dix-huit mois, à dater du jour de l'échange des ratifications du Traité, finir les affaires, qui les attachaient au pays, et se transporter dans les États Turcs, sans que l'on y mette obstacle.

Article II.

Par l'instrument fait séparément à Andrinople relativement aux Principautés de la Valachie et de la Moldavie, la Sublime Porte a pris l'engagement de reconnaître formellement les Règlements faits, pendant que les troupes Russes occupaient ces Provinces, par les principaux habitants sur leur administration intérieure; la Sublime Porte ne trouvant rien dans les Articles de cette Constitution qui puisse affecter ses droits de souveraineté, consent dès-à-présent à reconnaître formellement la dite Constitution.

Elle s'engage à publier à cet égard un firman, accompagné d'un hatti-chérif, deux mois après l'échange des ratifications, et à donner une copie du même à la Mission Russe à Constantinople.

Après la reconnaissance formelle de la Constitution, les Hospodars de Valachie et de Moldavie seront nommés, mais pour cette seule fois-ci, et comme un cas tout particulier, de la manière qui a été convenue, il y a quelque temps, entre les deux Puissances Contractantes, et ils commenceront à gouverner les deux Provinces conformément à la Constitution, laquelle est une suite des stipulations dont il a été parlé plus haut.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, voulant donner une nouvelle preuve des égards et de la considération qu'il a pour Sa Hautesse, et hâter le moment où la Sublime Porte usera des droits que les

1834 Traités lui assurent sur les deux Provinces, ordonnera à ses troupes, une fois que les Princes auront été nommés, de se retirer des deux Provinces. Ce point aura son exécution deux mois après la nomination des Princes. Et comme une compensation est due en toute justice pour les avantages que la Sublime Porte accorde par faveur aux Valaques et aux Moldaves, il est convenu et arrêté que le tribut annuel, que les deux Provinces doivent lui payer d'après les Traités, est fixé désormais à 6,000 bourses (c'est-à-dire à 3,000.000 piastres Turques); et les Princes auront soin que cette somme lui soit payée annuellement, à compter du 1er janvier 1835.

Il est convenu entre les deux Cours que le nombre des troupes qui seront employées comme garnisons dans l'intérieur des deux Provinces, sera fixé d'une manière invariable et au gré de la Sublime Porte, et que celle-ci donnera les drapeaux aux garnisons, et le pavillon aux bâtiments marchands Valaco-Moldaves qui naviguent sur le Danube.

Article III.

En égard au désir témoigné par Sa Hautesse d'exécuter scrupuleusement les engagements qu'elle a pris par le IIIme Article de l'Acte explicatif et séparé qui fait suite au Traité d'Andrinople et par le Traité de St. Pétersbourg y relatif, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies a bien voulu offrir de nouvelles facilités dans l'exécution des engagements imposés par les Actes ci-dessus mentionnés à la Sublime Porte; et par conséquent il est convenu:

1° Que quoiqu'il ait été stipulé par le second Article du Traité de St. Pétersbourg, que la Sublime Porte payera annuellement, et pendant huit ans, 1,000.000 de ducats de Hollande, elle ne payera que 500.000 ducats par an.

2° Que la Sublime Porte n'est plus obligée, comme elle l'était jusqu'ici, de payer au mois de mai de chaque année, et en une seule fois, tout l'argent qui était dû pour l'année; et qu'elle payera désormais les 500.000 ducats peu à peu, mais en entier dans l'intervalle du mois de mai d'une année au mois de mai de l'année suivante.

3° Que Sa Majesté Impériale renonce à son droit de demander la différence qu'il y avait à l'époque de chaque payement de la portion des indemnités pour les frais de la guerre et pour le commerce, entre le prix auquel la Sublime Porte payait le ducat en piastres Turques, et la véritable valeur des ducats.

4° Qu'en outre, Sa Majesté Impériale, prenant en considération les embarras dans lesquels le Trésor de cet Empire s'est trouvé dernièrement, consent à défalquer sur le champ 2,000.000 de ducats, ce qui est le tiers du solde des indemnités pour les frais de la guerre.

5° Que vu la défalcation ci-dessus énoncée et les autres dispositions dont il a été parlé plus haut, le total des indemnités est de

4,000.000 de ducats de Hollande, dont la première portion à payer 1834
dans un an, comme un acompte, consiste en 500.000 ducats, et sera payé du 1er mai 1834 au 1er mai 1835, et les portions préalables dans les années suivantes seront payées de la même manière jusqu'à l'acquittement de la dette; mais à condition que les assurances, les garanties, et les facilités stipulées par les Articles IV, V, VI, VII, et IX du Traité de St. Pétersbourg conserveront jusqu'alors toute leur vigueur, comme s'ils étaient insérées mot-à-mot dans le présent Traité.

En vertu des pouvoirs qui m'ont été donnés j'ai conclu le présent Traité, qui sera ratifié par les deux Parties Contractantes, et dont les ratifications seront échangées à Constantinople, dans le terme de six semaines ou plus-tôt si faire se pourra; j'y ai apposé mon cachet, et mis ma signature; et je l'ai remis à leurs Excellences les Plénipotentiaires de la Cour de Russie à St. Pétersbourg, en échange de la pièce qu'ils m'ont remise.

Fait le 18 Ramazan, 1249.

(L. S.) *Nesselrode.* (L. S.) *Mouchir Ahmed Pacha.*
(L. S.) *Alexis Orloff.*

592.

17 septembre 1840. 1840

Protocole d'une Conférence des Plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande Bretagne, de Prusse, de Russie et de la Porte Ottomane, signé à Londres, le 17 septembre 1840, après l'échange des ratifications du Traité de Londres du 15 juillet 1840.

(Martens N. R. G. t. XV, p. 488.)

Les Plénipotentiaires des Cours de la Grande Bretagne, d'Autriche, de Prusse, et de Russie, après avoir échangé les ratifications de la Convention conclue le 15 juillet dernier, ont résolu, dans le but de placer dans son vrai jour le désintéressement qui a guidé leurs Cours dans la conclusion de cet Acte, de déclarer formellement:

Que dans l'exécution des engagements résultant de la susdite Convention pour les Puissances contractantes, ces Puissances ne chercheront aucune augmentation de territoire, aucune influence exclusive, aucun avantage de commerce pour leurs sujets, [illegible] de toute autre nation ne puissent également obtenir.

1840 Les Plénipotentiaires des Cours susdites ont résolu de consigner cette déclaration dans le présent Protocole.

Le Plénipotentiaire de la Sublime Porte Ottomane, en rendant un juste hommage à la loyauté et au désintéressement de la politique des Cours Alliées, a pris acte de la déclaration contenue dans le présent Protocole, et s'est chargé de la transmettre à sa Cour.

Palmerston. *Chekib.*
Neumann.
Schleinitz.
Brunnow.

1841 **593.**

10 juillet 1841.

Conférence des Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de la Porte-Ottomane, relative aux affaires de l'Orient, tenue à Londres, le 10 juillet 1841.

(Martens N. R. G. t. II, p. 126.)

Protocole.

Les difficultés dans lesquelles Sa Hautesse le Sultan, s'est trouvé placé et qui l'ont déterminé à réclamer l'appui et l'assistance des cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, venant d'être applanies, et Mehemet-Ali ayant fait envers Sa Hautesse le Sultan l'acte de soumission que la convention du 15 juillet 1840 était destinée à amener, les Représentants des cours signataires de la dite convention ont reconnu, qu'indépendamment de l'exécution des mesures temporaires résultant de cette convention, il importe essentiellement de consacrer, de la manière la plus formelle, le respect dû à l'ancienne règle de l'Empire ottoman, en vertu de laquelle il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des Puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore.

Ce principe étant par sa nature d'une application générale et permanente, les Plénipotentiaires respectifs, munis à cet effet des ordres de leurs cours, ont été d'avis, que pour manifester l'accord et l'union qui président aux intentions de toutes les cours dans l'intérêt de l'affermissement de la paix Européenne, il conviendrait de constater le respect dû au principe susmentionné, au moyen d'une transaction à laquelle la France serait appelée à concourir, à l'invitation et d'après le voeu de Sa Hautesse le Sultan.

Cette transaction étant de nature à offrir à l'Europe un gage de l'union des cinq Puissances, le principal secrétaire d'État de Sa

Majesté Britannique ayant le Département des affaires étrangères, 1841
d'accord avec les Plénipotentiaires des quatre Puissances, s'est chargé de porter cet objet à la connaissance du Gouvernement français, en l'invitant à participer à la transaction par laquelle, d'une part, le Sultan déclarerait sa ferme résolution de maintenir à l'avenir le susdit principe; de l'autre, les cinq Puissances annonceraient leur détermination unanime de respecter ce principe et de s'y conformer.

Signé: *Esterhazy.* — *Neumann.* — *Palmerston.* — *Bulow.* — *Brunnow.* — *Chekib.*

594.

Janvier 1853. 1853

Note adressée par le Représentant d'Autriche à la Porte Ottomane, à l'égard des enclaves de Kleck et de Sutorina.

(Martens R. G. t. XV, p. 475.)

Extrait textuel.

Bien que la position où se trouvent les deux enclaves Turques de la Dalmatie ait été expliquée à diverses reprises aux Ministres Ottomans, et bien que, abstraction faite de ce que la Sublime Porte avait antérieurement déclaré au sujet du rétablissement d'une entente amicale entre les deux Empires, aussi Fuad Efendi, Ministre Actuel des Affaires Etrangères, assure au Gouvernement Impérial que la Sublime Porte ne songera jamais à enfreindre violemment le statu quo dans lesdites enclaves: ce Ministre pense néanmoins que son Gouvernement ne pourrait donner à cet égard une déclaration par écrit, attendu qu'il renoncerait par là à un droit de posséder.

Le Gouvernement Impérial d'Autriche dans cet état de choses se voit obligé de déclarer aujourd'hui de son côté à la Sublime Porte, par écrit et dans la forme officielle, que la question dont il s'agit et que le divan trouve douteuse au point même de faire entrevoir la pensée d'un arbitrage, est tout à fait claire à ses yeux.

Lorsque la Dalmatie passa de l'occupation des Français au pouvoir de l'Autriche, les deux enclaves que la République de Raguse avait jadis cédées à la Turquie se trouvaient entièrement incorporées au territoire Dalmate. Le Gouvernement Impérial d'Autriche les en a spontanément séparées pour les abandonner à la Sublime Porte. Si, donc, c'était l'Autriche qui, dans la véritable acceptation du terme, fit cadeau à l'état limitrophe Ottoman de ces parcelles de territoire, elle devait savoir mieux que tout autre jusqu'où elle voulait étendre sa générosité.

1853 Il est aussi certain que jamais il n'a été question de l'abandon du territoire maritime qui baigne les deux langues de terre; qu'il est notoire que l'Autriche avait de tout temps ses vaisseaux de garde stationnés dans ces parages pour empêcher, comme ils ont effectivement toujours empêché, la communication par mer avec lesdites enclaves, ainsi que déjà la République de Venise, maîtresse antérieure de la Dalmatie, le faisait dès le moment où ces deux portions de territoire furent cédées aux Ottomans.

Le point de droit est donc assez évident pour que l'Autriche puisse décliner toute discussion à laquelle on voudrait la soumettre, de même que toute proposition de négociation dont les prémisses seraient de la nature de celles qui servaient jusqu'à présent de point de départ à la Sublime Porte.

Fermement résolu de maintenir l'état de choses actuel tel qu'il existe légalement, le Gouvernement Impérial, si la Turquie voulait essayer d'y porter atteinte par des voies de fait, repousserait une semblable tentative avec toute la force des moyens dont il dispose.

595.

Février 1853.

Note du Comte de Leiningen, Envoyé extraordinaire d'Autriche, adressée à la Porte Ottomane concernant ces mêmes enclaves.

(Martens R. G. t. XV, p. 476.)

Extrait textuel.

Pour ce qui est de la question des enclaves de Kleck et de Sutorina, le Soussigné a l'ordre de déclarer, que le Gouvernement d'Autriche est ferme dans son opinion et dans son attitude anoncées au divan par la dernière note du Chargé d'Affaires Impérial, et qu'il insiste sur une réponse propre à dissiper toute espèce de doute concernant les intentions de la Sublime Porte à cet égard.

596.

18/30 juin 1853.

Déclaration de la Russie et de la Bavière touchant la navigation du Danube, du 18/30 juin 1853.

(Martens et Cussy Receuil manuel t. VII, p. 245.)

Déclaration.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Bavière, voulant assurer à leurs sujets respectifs les avantages

qu'un plus grand développement de la libre navigation du Danube 1853
peut procurer aux relations commerciales des deux Pays, ont autorisé les soussignés à convenir des points suivants:

1° Sur toute la partie inférieure du Danube, à partir du point où il touche le territoire russe, jusqu'à son embouchure dans la mer Noire, et vice-versa, les navires marchands bavarois seront assimilés en tout point aux navires marchands autrichiens, et ils jouiront des mêmes avantages qui sont ou qui seront concédés à ces derniers tant sous le rapport de la libre navigation que pour ce qui concerne les mesures sanitaires.

2° En réciprocité les bâtiments marchands russes remontant ou descendant le Danube, seront traités sur tout le cours de ce fleuve à travers le territoire bavarois et sur ses affluents, absolument sur le même pied que les navires autrichiens, et tous les avantages résultant pour ces derniers du traité de navigation conclu le 2 décembre 1851 entre la Bavière et l'Autriche, ou qui pourraient leur être accordés par la suite, seront également applicables aux bâtiments russes.

3° L'arrangement résultant des dispositions qui précèdent restera en vigueur pendant cinq ans à dater de la signature de la présente déclaration.

Fait en double expédition à Munich, le 18/30 juin 1853.

(Suivent les signatures.)

597.

28 décembre 1854. 1854

Memorandum communiqué, le 28 décembre 1854, par les plénipotentiaires d'Autriche, de France et de la Grande-Bretagne au Prince Gortchakoff.

(Martens R. G. t. XV, p. 632.)

Dans le but de préciser le sens que leurs Gouvernements attribuent à chacun des principes contenus dans les quatre Articles, et se réservant d'ailleurs, comme ils l'ont toujours fait, la faculté de poser telles conditions particulières qui leur paraîtraient exigées en sus des quatre garanties par l'intérêt général de l'Europe pour prévenir le retour des dernières complications, les Représentants de l'Autriche, de la France, et de la Grande-Bretagne déclarent:

1854 1° Que leurs Gouvernements, en jugeant de commun accord qu'il était nécessaire d'abolir le Protectorat exclusif exercé par la Russie sur la Moldavie, la Valachie et la Servie, et de placer dorénavant sous la garantie collective des Cinq Puissances les priviléges reconnus par les Sultans à ces Principautés dépendantes de leur Empire, ont entendu et entendent qu'aucune des stipulations des anciens Traités de la Russie avec la Porte concernant les dites Provinces ne pourrait être remise en vigueur à la paix, et que les arrangements à conclure à leur sujet seraient ultérieurement combinés de façon à donner une pleine et entière satisfaction aux droits de la Puissance Suzeraine, à ceux des trois Principautés, et aux intérêts généraux de l'Europe;

2° Pour donner à la liberté de la navigation du Danube tout le développement dont elle est susceptible, il conviendrait que le cours du Bas-Danube, à partir du point où il devient commun aux deux États riverains, fût soustrait à la juridiction territoriale existante en vertu de l'Article III du Traité d'Andrinople. En tous cas la libre navigation du Danube ne saurait être assurée si elle n'est pas placée sous le contrôle d'une autorité syndicale investie des pouvoirs nécessaires pour détruire les obstacles existants aux embouchures de ce fleuve, ou qui s'y formeraient plus tard;

3° La révision du Traité du 13 juillet 1841, doit avoir pour objet de rattacher plus complètement l'existence de l'Empire Ottoman à l'équilibre Européen, et de mettre fin à la prépondérance de la Russie dans la mer Noire. Quant aux arrangements à prendre à cet égard, ils dépendent trop directement des événements de la guerre pour qu'on puisse dès à présent en arrêter les bases; il suffit d'en indiquer le principe;

4° La Russie, en renonçant à la prétention de couvrir d'un Protectorat officiel les sujets Chrétiens du Sultan du rit Oriental, renonce également, par voie de conséquence naturelle, à faire revivre aucun des Articles de ses Traités antérieurs, et notamment du Traité de Koutchouk-Kainardji, dont l'interprétation erronée a été la cause principale de la guerre actuelle. En se prêtant leur mutuel concours pour obtenir de l'initiative du Gouvernement Ottoman la consécration et l'observance des priviléges religieux des diverses communautés Chrétiennes sans distinction de culte, et en mettant ensemble à profit, dans l'intéret des dites communautés, les généreuses intentions manifestées à leur égard par Sa Majesté le Sultan, les trois Puissances attacheront le plus grand soin à préserver de toute atteinte la dignité de Sa Hautesse et l'indépendance de sa Couronne.

---

598. 1855

15 mars — 4 juin 1855.

Protocoles des conférences tenues à Vienne entre les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Russie et de Turquie.

(Martens R. G. t. XV, p. 633.)

1.

Protocole (N° 1) d'une conférence tenue à Vienne, le 15 mars 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne:
Lord John Russell, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince Gortschakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aarif Efendi.

MM. Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, et de la Turquie, s'étant réunis aujourd'hui en Conférence à l'hôtel du Ministère des Affaires Étrangères, sont convenus d'adopter pour leur négociation la forme de séance à Protocole.

Il a été résolu de confier la présidence des Conférences à Monsieur le Comte Buol-Schauenstein, Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et le soin de la rédaction des Protocoles au Baron de Meysenbug, Conseiller Aulique au Ministère des Affaires Étrangères d'Autriche.

MM. les Plénipotentiaires ont produit ensuite leurs pleins-pouvoirs respectifs, lesquels, après avoir été examinés et mutuellement acceptés, ont été deposés aux Actes de la Conférence.

Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein a pris la parole, en s'exprimant ainsi qu'il suit:

„Messieurs, — Un but commun nous réunit dans cette enceinte, celui de parvenir à une loyale entente pour rendre à l'Europe cette

1855 paix dont elle a si grand besoin. Maintes difficultés se présenteront sans doute dans le cours de nos pourparlers; des opinions divergentes se produiront; des intérêts en apparence contradictoires se présenteront; le souvenir des sacrifices cruels que la guerre a déjà exigés, viendra se mêler à ces difficultés. Mais moins nous nous dissimulons la gravité de ces obstacles, et plus nous apporterons tous, j'en exprime ici la pleine conviction, tout l'esprit de conciliation compatible avec nos devoirs et avec les pleins-pouvoirs dont nous sommes munis pour ne pas faire avorter le noble but qui nous réunit.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, ses Plénipotentiaires ont l'ordre de le déclarer, a fixé ses idées sur les conditions indispensables sur lesquelles l'oeuvre de paix devra reposer. L'Empereur s'est franchement entendu avec ses alliés sur les bases qui semblent seules pouvoir assurer un état de choses qui puisse nous garantir du retour d'une complication qui a porté une si profonde atteinte aux rapports internationaux et aux intérêts de tous les peuples. Sa Majesté, pour sa part, est décidée à poursuivre invariablement la route qu'elle s'est tracée, et rien, même les conséquences les plus graves, ne l'arrêterait de maintenir scrupuleusement les engagements qu'elle a contractés à cet égard vis-à-vis de ses alliées.

Le chemin que nous avons à poursuivre se trouve déjà tracé. Les bases de paix qui ont été jugées indispensables pour donner à l'avenir des gages de sécurité et pour mettre fin à une situation qui a placé la Russie en désaccord avec la majeure partie de l'Europe, sont posées. Ces bases ont déjà au préalable été communiquées à Monsieur l'Envoyé de Russie. Il en a pris connaissance, et a déclaré qu'il était autorisé d'adhérer à tous les principes établis et prêt à les prendre comme point de départ des négociations.

En conséquence:

1° Le Protectorat exercé par la Russie sur la Moldavie et la Valachie cessera, et les priviléges reconnus par les Sultans à ces Principautés, ainsi qu'à la Servie, seront dorénavant placés sous la garantie collective des Puissances contractantes;

2° La liberté de la navigation du Danube sera complètement assurée par des moyens efficaces et sous le contrôle d'une autorité syndicale permanente;

3° Le Traité du 13 juillet 1841 sera révisé dans le double but de rattacher plus complètement l'existence de l'Empire Ottoman à l'équilibre Européen et de mettre fin à la prépondérance de la Russie dans la mer Noire;

4° La Russie abandonne le principe de couvrir d'un Protectorat officiel les sujets Chrétiens du Sultan du rit Oriental, mais les Puissances Chrétiennes se prêteront leur mutuel concours pour obtenir de l'initiative du Gouvernement Ottoman la consécration et

l'observance des droits religieux des communautés Chrétiennes 1855
sujettes de la Porte, sans distinction du rit.

C'est le développement de ces principes qui formera l'objet de nos négociations.

Mettons la main à l'oeuvre avec la ferme volonté de réussir, et espérons que le succès couronnera nos efforts.

L'importance de nos travaux et l'immense gravité des intérêts qui s'y rattachent, sont de nature à justifier le désir que la marche de nos négociations ne tombe pas prématurément dans le domaine de la publicité, en devenant ainsi l'objet d'une polémique qui pourrait porter préjudice à nos efforts conciliants. Je pense que MM. les Plénipotentiaires seront unanimes à vouloir obvier à cet inconvénient autant qu'il dépend d'eux, en se donnant mutuellement la parole de garder personnellement le secret sur tout ce qui sera discuté entr'eux.

En commençant nos travaux, n'oublions point de les placer avant tout sous les auspices de la divine Providence. Puisse le Ciel, en nous éclairant tous, faire en sorte que l'union de l'Europe, si nécessaire aux progrès de la civilisation, ressorte plus consolidée que jamais de ces négociations."

Monsieur le Baron de Bourquency s'est associé aux sentiments exprimés par Monsieur le Plénipotentiaire Autrichien, sentiments qui ne peuvent trouver qu'un écho fidèle chez tous les membres de la Conférence. Mais il s'est hâté en même temps de constater, après et avec Monsieur le Comte Buol, que le rétablissement de la paix ne saurait être poursuivi en dehors des quatre principes énumérés par Monsieur le Plénipotentiaire d'Autriche et désormais hors de discussion. La négociation ne s'ouvre que sur leur application. C'est au nom des intérêts Européens que son Gouvernement a entrepris de faire prévaloir ces principes et il ne s'arrêtera dans la carrière de ses sacrifices que lorsqu'ils auront pris place avec toutes leurs conséquences dans le droit public de l'Europe.

Représentant d'une Puissance belligérante il a rappelé et constaté la faculté que son Gouvernement s'est réservée dans tous les documents antérieurs, de poser, en sus des quatre garanties, telle condition particulière qui lui paraîtrait exigée par l'intérêt général de l'Europe.

Lord John Russell, en s'associant également aux sentiments exprimés par Monsieur le Plénipotentiaire Autrichien, a déclaré voir avec satisfaction la définition des quatre bases énumérés par le Comte de Buol. Comme Représentant d'une Puissance belligérante il a déclaré en outre que son Gouvernement se réserve, ainsi qu'il l'a toujours fait, la faculté de poser telles conditions particulières qui lui paraîtraient exigées en sus des quatre garanties par l'intérêt

1855 général de l'Europe, pour prévenir le retour des complications actuelles.

Le Comte Westmorland a adhéré en tout point à la déclaration précédente de Lord John Russell, qui répond parfaitement à ses propres sentiments.

Le Prince Gortchakoff a pris la parole en s'exprimant ainsi qu'il suit:

„Je sais gré à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche d'avoir constaté dès le début de nos conférences l'accord établi entre nos pensées par les explications verbales échangées dans la réunion du 7 janvier. De mon côté, et après lui, je tiens à constater l'accord d'une pensée commune. Nous sommes ici des hommes sérieux, réunis pour travailler à une oeuvre sérieuse, la plus ardue qui se soit présentée de nos temps, et il doit nous tenir à coeur à tous de sortir des généralités pour arriver à l'application pratique des principes que nous avons adoptés, et par concéquent d'aborder sans autre retard le développement des détails de chaque question. Ce n'est qu'alors qu'il sera mis en évidence si nous pouvons, ou non, nous entendre. Nous avons donc tous un point de départ commun; j'espère que nous avons également un but commun, celui d'arriver à la paix générale, une paix qui ne saurait être solide et de valeur pratique qu'en étant honorable pour les deux parties. Si, de quelque part que ce soit, on voulait faire à la Russie pour cette paix des conditions qui ne seraient pas compatibles avec son honneur, la Russie n'y consentirait jamais, quelque graves que puissent être les conséquences."

Monsieur de Titoff a adhéré à la déclaration du Prince Gortchakoff.

Aarif Efendi, en s'associant aux sentiments exprimés par Monsieur le Comte de Buol et par MM. les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne, a réservé à la Sublime Porte la faculté de poser telles conditions particulières qui lui paraitraient exigées en sus des quatre garanties, par ses propres intérêts, pour la conservation des droits de son indépendance et de son intégrité.

Relativement aux réserves faites par MM. les Plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre, et de la Porte Ottomane, Monsieur le Prince Gortchakoff a déclaré ne point vouloir contester aux Puissances belligérantes le droit d'ajouter, selon les chances de la guerre, de nouvelles demandes aux quatre points; mais il a observé à Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche qu'il le considérait pour sa part, et en vertu des déclarations explicites de sa cour, comme étant dans l'obligation de se renfermer dans les limites des quatre points.

Monsieur le Comte de Buol a répondu que l'Autriche, dans la 1855
phase actuelle, n'entendait point dépasser ces limites; qu'il devait cependant, comme il l'avait toujours fait, réserver à sa Cour une pleine et entière liberté d'appreciation quant aux conditions qui, selon les circonstances et dans l'intérêt Européen, pourraient être posées par les belligérants en sus des quatre points.

La proposition faite par Monsieur le Comte Buol d'entrer sans retard ultérieur dans le fond des quatre points, par ordre chronologique, et d'en faire préparer le développement par des Commissions qui auraient à soumettre leur travail à la Conference plénière, a été adoptée.

Monsieur le Baron Prokesch a donné lecture d'un aperçu destiné à fixer à la Commission qui aura à s'occuper du premier point, relatif aux Principautés Danubiennes, les points de départ de son travail.

Dans la discussion soulevée par cette lecture, MM. les Plénipotentiaires Russes ont objecté à l'emploi du mot „protectorat" appliqué aux rapports de la Russie avec les Principautés, puisque ce mot ne se trouvait dans aucun Traité de la Russie avec la Sublime Porte.

Il a été constaté, d'autre part, que le mot „protectorat" ne s'en rencontrait pas moins dans le Statut Organique, ainsi que dans de nombreux documents émanés des Chancelleries Russes.

Monsieur le Baron Bourqueney, tout en proposant de substituer au mot „protectorat" celui de „protection", a etabli que c'était un principe incontesté de droit international que la guerre entre deux Puissances annule tous leurs Traités antérieurs; que dans les arrangements nouveaux, à la recherche desquels la Conférence allait se livrer, dans les question d'organisation qu'elle aurait à débattre, et notamment dans l'application et le développement de la première, il était entendu, par conséquent, qu'aucune des stipulations des anciens Traités de la Russie avec la Sublime Porte ne saurait être invoquée comme un droit ou opposée comme un obstacle.

Monsieur le Prince de Gortchakoff a reconnu que les stipulations des Traités de la Russie avec la Sublime Porte relatives aux rapports entre la Russie et les Principautés, seraient abolies à la paix; mais il a en même temps posé en principe que le nouvel ordre de choses ne devrait priver ces Provinces d'aucun des avantages dont elles avaient joui jusqu'ici sous les rapports administratif, financier et commercial.

MM. les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont déclaré que le but de leurs Gouvernements n'était point de détériorer la position des Principautés, mais de l'améliorer, combinant les nouveaux arrangements à conclure à leur su

1855 façon à donner une pleine et entière satisfaction aux droits de la Puissance suzeraine, à ceux des trois Principautés, et aux intérêts généraux de l'Europe.

Par suite de ces diverses observations, quelques changements préalables ont été apportés au travail de Monsieur le Baron Prokesch. Il a été décidé que cette pièce ainsi amendée, et dont copie est jointe au Protocole, formerait dans la prochaine séance l'objet d'une nouvelle discussion.

Pour le cas où MM. les Plénipotentiaires ne seraient pas préparés à reprendre cette discussion à la prochaine séance fixée à après-demain, Monsieur le Prince Gortchakoff a énoncé le désir qu'on passe de suite à la prise en délibération de la seconde garantie, pour accélérer autant que possible la marche des négociations qui doivent conduire à la paix, objet de ses voeux.

Signés : *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Bourqueney. — J. Russell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aarif.*

Annexe au protocole N° 1.

Développement du premier point.

1° Les Principautés Danubiennes de Moldavie, Valachie et Servie continueront à relever de la Sublime Porte en vertu des anciennes capitulations et hatts impériaux en vigueur. Aucune protection exclusive ne sera exercée dorénavant sur ces provinces.

2° La Sublime Porte, dans la plénitude de son pouvoir suzerain, conservera intacte aux dites Principautés leur administration indépendante et nationale, et, par conséquent, la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation. Toutes les clauses qui ont pour objet la prospérité du pays, contenues dans les hatts impériaux, sont maintenues et seront, selon les circonstances, soigneusement développées.

3° La Sublime Porte, considérant dans sa sagesse que la position politique des trois Principautés touche de très près les intérêts généraux de l'Europe, s'entendra dans la voie la plus amicale avec les Puissances ses amies, sur le contenu d'un hatt solennel, comprenant l'ensemble des stipulations relatives aux droits et immunités des dites Principautés; elle en fera communication aux Puissances contractantes, qui, de leur côté, après examen, assumeront la garantie.

4° Il y aura une force armée nationale, organisée à l'objet de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières.

Dans l'intérêt commun de la Sublime Porte, des Principautés et de l'Europe, les conditions d'un système défensif seront prises en considération. 1855

5° Dans le cas où des doutes dussent être soulevés sur l'interprétation du hatt constitutif, les Représentants des Puissances contractantes examineront en Conférence le fond de ces réclamations. Cette Conférence fera, le cas échéant, valoir ses bons offices tant auprès de la Sublime Porte Ottomane, qu'auprès des autorités locales.

6° Lorsque le repos intérieur des dites Principautés se trouverait menacé ou compromis, les Puissances garantes s'entendront sur les représentations à faire soit à la Puissance suzeraine, soit aux Gouvernements locaux. Une intervention armée ne saurait avoir lieu de la part de la Sublime Porte sans intervention égale au nom de l'Europe.

7° Les Cours s'engagent à ne point accorder de protection spéciale dans les Principautés à des étrangers dont les menées pourraient être préjudiciables soit à la tranquillité de ces pays, soit aux interêts des États voisins. Elles s'engagent de même réciproquement à ne pas tolérer de la part de leurs propres sujets de pareilles manoeuvres et à prendre en sérieuse considération les réclamations qui pourraient être soulevées à ce sujet par les Puissances limitrophes ou même par les autorités locales. Par contre, la Sublime Porte enjoindra aux Principautés de ne pas tolérer sur leur sol des étrangers tels qu'on les a désignés plus haut, ni de permettre aux indigènes de tremper dans des menées dangereuses pour leur propre pays ou pour la tranquillité des États voisins.

2.

Protocole (N° 2) d'une conférence tenue à Vienne, le 17 mars 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;

Pour la France:
Monsieur le Baron Bourqueney;

Pour la Grande-Bretagne:
Lord John Russell, et
Monsieur le Comte de Westmorland;

1855 Pour la Russie:
Monsieur le Prince Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aarif Efendi.

MM. les Plénipotentiaires ont repris la discussion sur le développement à donner à la première des quatre garanties.

Monsieur le Prince de Gortchakoff a établi que le but commun des Puissances était d'apporter à la situation des Principautés Danubiennes toutes les améliorations dont elle pourrait être susceptible. Il pense donc que ce serait simplifier la question que de constater d'abord le statu quo de leurs priviléges qui devraient être conservés et d'examiner ensuite ce qui pourrait y être ajouté, afin de développer, autant que possible, le bien-être de ces pays. Ce mode de procéder serait, selon lui, éminemment fait pour rassurer les esprits dans les Principautés elles-mêmes.

Pour expliquer davantage sa pensée il a donné lecture de la pièce ci-annexée en copie sous litt. *A*.

Passant à la Servie, il a fait observer que sa position était différente de celle de la Moldavie et de la Valachie.

En donnant également lecture de la pièce annexée sous litt. *B*, qui résume les priviléges dont la Servie est actuellement en possession, il a déclaré que la Russie ne consentira pas à ce qu'ils soient amoindris.

Ayant dans les conclusions de l'aperçu sur la Moldavie et la Valachie fait mention de la garantie des cinq Puissances sous laquelle devraient à l'avenir être placés les priviléges des Principautés, il en a pris texte pour faire consigner au Protocole les profonds regrets qu'il éprouve de ne pas voir la Prusse représentée dans la Conférence. Il a fait ressortir les graves inconvénients que pourrait entraîner l'absence de cette Puissance d'une réunion qui doit régler des questions d'équilibre général et s'occuper de la révision d'un Traité Européen auquel la Prusse a été Partie contractante. Partant du point de vue que les Plénipotentiaires réunis ici ont pour but commun de fonder un nouvel ordre de choses sur la base des quatre principes connus, il a émis l'opinion que du moment que la Prusse adhère à ces principes, rien ne devrait s'opposer à sa participation aux délibérations qui ont pour objet leur développement.

Monsieur le Comte Buol a fait observer, que l'Autriche s'associait on ne peut plus sincèrement aux regrets exprimés par Monsieur le Prince Gortchakoff; que le Cabinet de Vienne pouvait se rendre le témoignage d'avoir fait tout ce qui avait dépendu de lui pour faciliter la participation de la Prusse aux délibérations de la

Conférence; que toutefois l'oeuvre de la paix ne devrait point être 1855
arrêtée par l'abstention du Cabinet de Berlin; et que pour ce motif il désirait que le second des principes généraux que Monsieur le Prince Gortchakoff proposait de consacrer par le Traité de Paix, fût formulé par les termes: „accord des Puissances Contractantes" au lieu de dire: „accord des cinq Puissances."

Les Cabinets représentés ici n'auraient certes pas le droit de stipuler au nom de la Prusse; mais rien ne les empêcherait de s'entendre sur les moyens de ménager à cette Puissance la faculté d'accéder, sous une forme ou sous l'autre, au résultat de leurs négociations.

Le Prince Gortchakoff a dit qu'il n'était point entré dans ses intentions de subordonner la marche ultérieure des négociations de paix à la participation de la Prusse, mais quil avait parlé de la garantie collective des cinq Puissances, puisque le même terme avait été employé dans des documents antérieurs signés par les trois Cabinets, et qu'il avait le désir, autant que l'espoir, de voir la Prusse concourir aux arrangements à conclure, soit en intervenant encore dans les negociations pendantes, soit en accédant pour le moins à leurs résultats.

Le Baron de Bourqueney a posé en fait que son Gouvernement avait non seulement désiré voir la Prusse prendre part aux Conférences de Paix, mais qu'il avait fait dans ce but des efforts aussi sincères que constants malheureusement restés sans succès.

Lord John Russel a dit que rien n'attestait mieux le désir de son Gouvernement de voir la Prusse prendre part aux Conférences que la mission qu'il avait naguère eu à remplir à Berlin dans ce but.

Quant à l'idée mise en avant par Monsieur le Prince Gortchakoff de statuer d'abord dans le Traité de Paix certains principes généraux, sa valeur pratique a été appréciée par MM. les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, et de Grande-Bretagne. Ils ont à ce propos fait observer qu'avant de consacrer indistinctement toutes les immunités des Principautés, il faudrait examiner si dans le nombre il n'y en avait pas quelques-unes qui avaient été imposées à la Puissance suzeraine à la suite de guerres malheureuses dans un but exclusivement politique, et qui, par conséquent, ne seraient plus en harmonie avec le système nouveau qu'il s'agit de fonder. Ils ont reconnu enfin qu'il conviendrait de ne pas procéder à la modification du Réglement Constitutif sans avoir laissé à la Puissance suzeraine le temps de faire suffisamment connaître ses intentions.

Monsieur de Titoff a commencé à donner lecture d'un travail ci-joint en copie sous litt. *C*, destiné à compléter celui dont la Conférence s'était occupée dans sa première séance.

1855 En se livrant à l'examen comparé des premiers paragraphes des deux textes, on a apporté quelques changements à la rédaction primitive du Baron Prokesch.

Au second paragraphe Monsieur le Plénipotentiaire de France a voté pour la suppression du mot „territoire", ne voulant pas exclure la possibilité de réunir un jour les territoires des deux Principautés en un seul, si jamais cette réunion était jugée de nature à faciliter leur administration et à favoriser leurs intérêts bien entendus.

En réponse à une question de Monsieur le Prince Gortchakoff, Monsieur le Baron de Bourqueney a établi, que son observation n'impliquait nullement la possibilité de diminuer la totalité du territoire actuel des deux Principautés.

La continuation de l'examen comparé des deux versions a été ajournée à la prochaine séance.

Signé: *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Bourqueney. — J. Russell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aarif.*

Annexe A au protocole N° 2.

Principautés de Moldavie et de Valachie.

Les immunités dont jouissent ces Provinces, et qui leur sont assurées par des hatti-chérifs formels, peuvent se résumer en ces termes:

Liberté de culte.

Administration nationale indépendante, régie selon les institutions du pays légalement établies.

Liberté entière du commerce; abolition des restrictions et des mesures vexatoires autrefois usitées.

Election des Hospodars par l'Assemblée des Divans.

Fixation du tribut déterminé une fois pour toutes.

Autorisation de former des établissements de quarantaine et d'entretenir un nombre de gardes armées strictement nécessaire pour le maintien du bon ordre.

Maintien de l'engagement pris par les Musulmans de ne point fixer leur domicile sur territoire Moldave et Valaque, et de ne pas rétablir de places fortes sur la rive gauche du Danube.

Cette situation a été assurée aux Principautés par des hatti-chérifs émanés de l'autorité suzeraine.

Par une garantie collective des cinq Puissances, ces immunités acquerraient le caractère universel du droit public Européen.

Pour arriver à ce résultat, il s'agirait sans nul doute de régulariser quelques points de détail, et dans l'examen de ces questions le Statut Organique qui régit aujourd'hui les Principautés, pourra devenir matière à délibération. 1855

Sous ce rapport, je pourrais pour le moment me borner à faire deux observations:

1° Le Statut a été le résultat de déliberations sérieuses, où les voeux et l'opinion et l'expérience locale des notables des pays ont été dûment pris en considération. S'il s'agit d'y apporter des modifications de manière à ne point compromettre les intérêts réels du pays, il conviendra de procéder à cette révision avec maturité et avec le concours légal d'organes choisis dans son sein.

2° Nul doute que ce travail, par sa nature, ne soit compliqué. Il exigera du temps. Les Plénipotentiaires des Cinq Puissances pourront y apporter des vues divergentes. Vouloir achever cette oeuvre dans les Conférences actuelles serait ou lui imprimer une hâte qui la rendrait incomplète, ou prolonger la durée de ces Conférences outre mesure, au détriment du but élevé qu'il s'agit d'atteindre.

Ne pourrait-il pas suffire de réserver ces difficultés à un examen subséquent et de commencer par statuer dans le Traité de Paix certains principes généraux:

1° Conservation des priviléges assurés aux Principautés par les hatti-chérifs existant par rapport à la liberté du culte, l'indépendance de l'administration nationale, la liberté entière du commerce, etc.

2° Accord des Cinq Puissances de garantir en commun l'existence de cet état de choses dans un intérêt général d'ordre public et de civilisation.

3° Détermination arrêtée de commun accord de consulter les voeux du pays quant au maintien ou à la modification du Règlement qui constitue la base de son organisation intérieure. Enfin,

4° Ajournement de ce travail à une époque convenue de concert avec le Gouvernement Ottoman.

Annexe B au protocole N° 2.

Servie.

Les prérogatives dont jouit la Servie sont:

La liberté du culte;

Le choix des chefs du pays;

L'indépendance de son administration intérieure;

La réunion des districts détachés de la Servie;

La réunion des différents impôts en un seul;

L'abandon aux Serviens de la régie des biens appartenant des Musulmans à charge d'en payer le revenu ensemble avec le tri

1855 La liberté du commerce;

La permission aux négociants Serviens de voyager dans les États Ottomans avec leurs propres passe-ports;

L'établissement d'hôpitaux, écoles et imprimeries, et enfin;

La défense aux Musulmans autres que ceux appartenant aux garnisons de s'établir en Servie.

Annexe C au protocole N° 2.

Développement du premier point.

1° Les Principautés Danubiennes de Moldavie, de Valachie, et de Servie continueront à relever de la Sublime Porte, conformément aux anciennes capitulations et aux hatts impériaux qui fixent et déterminent les droits et immunités dont elles jouissent.

Aucune protection exclusive ne sera dorénavant exercée sur ces Provinces.

2° La Sublime Porte, dans la plénitude de son pouvoir suzerain, conservera intacts aux dites Principautés leur territoire, ainsi que leur administration indépendante et nationale, et, par conséquent, la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation. Toutes les clauses qui ont pour objet leur prospérité, contenues dans les hatts impériaux, sont maintenues et seront soigneusement développées, selon les circonstances et les besoins légalement constatés du pays.

3° La Sublime Porte, considérant dans sa sagesse que la position politique des trois Principautés, dont il s'agit, touche de très près les intérêts généraux de l'Europe, s'entendra, dans la voie la plus amicale, avec les Puissances contractantes, soit pour le maintien des règlements en vigueur dans ces Provinces, soit pour les modifications à y apporter. A cet effet elle consultera tout d'abord les voeux du pays et consignera dans un hatti-chérif solennel, séparément pour chacune des trois Provinces, l'ensemble des dispositions relatives aux droits et immunités des dites Principautés. Avant de le promulguer elle fera communication de cet Acte aux Puissances, qui, de leur côté, après examen, en assumeront la garantie.

4° La force armée nationale existant dans les Principautés pour veiller à la sûreté de l'intérieur et garantir celle des frontières, sera maintenue dans l'intérêt commun de la Sublime Porte, des Principautés et de l'Europe. Son augmentation, en cas d'urgence, sera déterminée d'un commun accord entre la Puissance suzeraine et les États limitrophes, et le résultat en sera communiqué aux Puissances contractantes. Toutefois cette augmentation ne devra jamais être exagérée au point de devenir un fardeau excessif pour les Principautés.

5° Dans le cas où des doutes viendraient à être soulevés sur 1855
l'interprétation du hatti-chérif constitutiv, les Représentants des Puissances contractantes en examineront le fond et la portée. Ils emploieront, le cas échéant, leurs bons offices soit auprès de la Sublime Porte, soit auprès des autorités locales, pour amener une entente.

6° Lorsque le repos intérieur des dites Principautés se trouverait menacé ou compromis, les Puissances garantes s'entendront, selon la gravité du cas, sur les mesures réclamées et sur les représentations à faire, soit à la Puissance Suzeraine, soit aux Gouvernements locaux. Une intervention armée ne saurait avoir lieu de la part de la Porte, sans entente préalable et sans intervention égale au nom de l'Europe.

7° Les Cours s'engagent à ne point accorder de protection dans les Principautés à des étrangers dont les menées pourraient être prejudicables soit à la tranquillité de ces pays, soit aux intérêts des États voisins. Elles s'engagent de même réciproquement, à ne pas tolérer de la part de leurs propres sujets de parailles manoeuvres, et à prendre en sérieuse considération les réclamations qui pourraient être soulevées à ce sujet par les Puissances limitrophes, ou même par les autorités locales. Par contre, la Sublime Porte enjoindra aux Principautés de ne pas tolérer sur leur sol des étrangers tels qu'on les a désignés plus haut, ni de permettre aux indigènes de tremper dans des menées dangereuses pour la tranquillité de leur propre pays ou des États voisins.

3.

Protocole (N° 3) d'une Conférence tenue à Vienne, le 19 mars 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne:
Lord John Russel, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince de Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie
Aarif Efendi.

1855 Le Protocole de la séance du 17 de ce mois a été lu et approuvé.

Il a été reconnu que les pièces annexés au dit Protocole sous litt. *A* et *B* renfermaient des éléments précieux qui pourraient être utilisés lorsque le moment de commencer ses travaux serait arrivé pour la Commission qui aura à discuter les détails de la question des trois Principautés.

Aarif Efendi ayant fait observer que la Sublime Porte s'occupait de son côté d'un travail relatif aux Principautés, et qu'il espérait que le nouveau Plénipotentiaire Ottoman serait à même de faire connaître ce travail, MM. les Plénipotentiaires ont été d'avis, que cela ne devait pas les empêcher de continuer en attendant la tâche déjà commencée à la dernière séance, en comparant l'un à l'autre les deux textes produits pour formuler les principes fondamentaux qui doivent servir de guide à la Commission, sauf à Monsieur le Plénipotentiaire Ottoman de faire à ce sujet telle réserve générale ou spéciale qu'il jugerait convenable.

Monsieur le Baron Prokesch a relu les deux textes précités, Article par Article, et après une discussion approfondie de chacun d'eux, on est tombé d'accord sur la rédaction ci-jointe en copie.

Ce travail achevé, Aarif Efendi a réservé au nouveau Plénipotentiaire Ottoman qui va arriver ici muni de pouvoirs plus étendus, la liberté d'appréciation au sujet de l'Article 3 et de ceux qui suivent.

Signé: *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Bourqueney. — J. Russell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aarif.*

Annexe au protocole N° 3.

Développement du Premier Point.

1° Les Principautés Danubiennes de Moldavie, de Valachie et de Servie continueront à relever de la Sublime Porte en vertu des anciennes capitulations et hatts impériaux qui ont fixé et déterminé les droits et immunités dont elles jouissent.

Aucune protection exclusive ne sera dorénavant exercée sur ces Provinces.

2° La Sublime Porte, dans la plénitude de son pouvoir suzerain, conservera aux dites Principautés leur administration indépendante et nationale, et, par conséquent, la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation.

Toutes les clauses contenues dans les hatts impériaux, lesquelles ont pour objet l'organisation intérieure de ces Principautés,

ne pourront être développées que dans un esprit conforme à ces 1855
principes et selon les besoins dûment constatés du pays.

Le territoire des dites Principautés ne pourra subir aucune diminution.

3° La Sublime Porte, considérant dans sa sagesse que la position politique des trois Principautés, dont il s'agit, touche de très près aux intérêts généraux de l'Europe, s'entendra dans la voie la plus amicale avec les Puissances contractantes, soit pour le maintien de la législation en vigueur dans ces Provinces, soit pour les modifications à y apporter. A cet effet elle consultera les voeux du pays et consignera dans un hatti-chérif solennel l'ensemble des dispositions relatives aux droits et immunités des dites Principautés. Avant de le promulguer elle fera communication de cet Acte aux Puissances, qui, de leur côté, après examen, en assumeront la garantie.

4° La force armée nationale organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières, pourra être développée au besoin dans la mesure des ressources du pays. Les conditions d'un système défensif seront prises en considération dans l'intérêt commun de la Sublime Porte, des Principautés et de l'Europe.

5° Dans le cas où des doutes viendraient à être soulevés sur l'interprétation du hatt constitutif, les Puissances garantes examineront, de concert avec la Sublime Porte, le fond et la portée de la réclamation. Elles ne négligeront aucun moyen pour amener une entente.

6° Dans le cas où le repos intérieur des dites Principautés se trouverait compromis, aucune intervention armée n'aura lieu sur leur territoire, sans être ou sans devenir l'objet d'une entente entre les Hautes Parties Contractantes.

7. Les Cours s'engagent à ne point accorder de protection dans les Principautés à des étrangers dont les menées pourraient être préjudiciables soit à la tranquillité de ces pays, soit aux intérêts des États voisins. Désapprouvant de pareilles manoeuvres elles s'engagent de même réciproquement à prendre en sérieuse considération les réclamations qui pourraient être soulevées à ce sujet par les Puissances, ou même par les autorités locales. De son côté, la Sublime Porte enjoindra aux Principautés de ne pas tolérer sur leur sol des étrangers tels qu'on les a désignés plus haut, ni de permettre aux indigènes de tremper dans des menées dangereuses pour la tranquillité de leur propre pays ou pour celle des États voisins.

1855

4.

Protocole (N° 4) d'une conférence tenue à Vienne, le 21 mars 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne:
Lord John Russell, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince de Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aarif Efendi.

Après la lecture du Protocole de la séance du 19 courant, qui a été approuvé et signé, MM. les Plenipotentiaires ont pris en considération le second des quatre principes établis, qui a pour objet d'assurer, par des moyens efficaces et sous le contrôle d'une autorité syndicale permanente, la liberté de la navigation du Danube.

Monsieur le Baron Prokesch a lu le travail ci-joint en copie, dans lequel il expose ses idées sur l'application pratique de ce principe.

Cette lecture finie, Monsieur le Prince Gortchakoff a développé à ce sujet quelques observations générales. Il a dit, que la question en instance présentait deux côtés, le côté politique et le côté commercial et pratique. Au point de vue politique il a établi, que la Russie n'ayant jamais contesté et ne contestant pas la question de droit, celle-ci se trouvait complètement vidée, et il a rappelé à ce propos que la Russie seule, entre toutes les Grandes Puissances, avait, il y a déjà un quart de siècle, stipulé la liberté de la navigation dans la mer Noire en faveur de tous les pavillons marchands. Quant au côté commercial de la question, il a dit, que la nature avait créé, soit dans le cours du Danube, soit à ses embouchures, des obstacles plus ou moins graves, et que l'intention de la Russie avait été et était encore de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour les enlever aussi complètement que la nature le permettrait.

Monsieur le Baron Prokesch a répondu, qu'il était loin de sa pensée de mettre en doute les bonnes intentions du Gouvernement

Impérial de Russie à ce sujet, mais que, d'un autre côté, il était 1855
incontestable que les résultats avaient été en désaccord avec ces intentions.

Monsieur le Prince Gortchakoff a itérativement assuré, que le concours le plus loyal de la Russie était acquis à toutes les mesures ayant pour but d'affranchir la navigation du Danube de tous les obstacles, et Monsieur de Titoff a complètement adhéré à cette déclaration de son collégue.

Après ces observations Monsieur le Baron Prokesch a repris la lecture de son projet, Article par Article. Les trois premiers Articles n'ont pas rencontré d'opposition.

A l'Article 4, où il est dit que les délégués des Puissances contractantes, agissant en Syndicat Européen, établiront pour la navigation du Bas-Danube les bases de la législation fluviale et maritime, MM. les Plénipotentiaires Russes ont objecté à l'emploi du terme „Syndicat", parce qu'il ne présentait pas une idée claire et précise, et qu'il était d'ailleurs tout-à-fait inusité dans les relations internationales.

Monsieur le Prince Gortchakoff a dit, que le second des quatre principes établis avait pour but d'assurer la liberté complète de la navigation du Danube; que la Commission régulatrice, qu'on appelait du nom de „Syndicat", aurait un caractère scientifique et technique; que la question se rattachait au commerce et qu'il importait de ne pas y mêler des considérations politiques.

Monsieur le Baron Bourqueney a fait observer qu'on ne pouvait dépouiller de tout caractère politique une question qui avait été élevée à la hauteur d'une garantie Européenne; que quelque sincères qu'eussent été les intentions du Gouvernement Russe au sujet de la liberté de la navigation du Danube, les résultats tout opposés auxquels on était notoirement arrivée, étaient de nature à justifier même un surcroît de précautions, et que le Syndicat ne devait être autre chose que le représentant des intérêts de tous.

Monsieur le Prince Gortchakoff a déclaré, que si le mot „Syndicat" impliquait l'exercice d'un droit de souveraineté quelconque, il devait s'y opposer.

Le dernier alinéa de l'Article 4, où il est dit que chacune des Puissances contractantes aura le droit de faire stationner un ou deux bâtiments de guerre aux embouchures du Danube, a donné lieu à MM. les Plénipotentiaires de Russie de réserver leur opinion jusqu'à la discussion de la révision du Traité du 13 juillet 1841, puisque le principe de la fermeture des Détroits, consacré par ce Traité, subsistait encore à l'heure qu'il est, et que ce principe s'opposait à ce que des bâtiments de guerre pénétrassent dans la mer Noire par les Dardanelles.

1855 Monsieur le Baron Bourqueney a jugé très utile de déposer dès à présent au Protocole le Principe de la surveillance de bâtiments de guerre aux embouchures du Danube, sauf à mettre ce principe en harmonie avec les Traités.

MM. les Plénipotentiaires de Grande-Bretagne ont adhéré à l'opinion émise par le Baron Bourqueney.

MM. les Plénipotentiaires Russes ont maintenu leur réserve.

MM. les Plénipotentiaires Autrichiens se sont rangés à l'avis des Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne. Ils ont, de plus, fait observer, que sa position géographique offrait à l'Autriche le moyen de faire parvenir des bâtiments de guerre jusqu'aux embouchures du Danube sans qu'ils eussent besoins de passer par les Dardanelles, mais qu'ils n'en devaient pas moins se prononcer pour l'adoption du principe, que toutes les Puissances contractantes fussent à même de contrôler efficacement l'exécution des stipulations arrêtées.

A l'Article 5 du Mémorandum, où il est établi que les délégués des États riverains, réunis en Commission, d'après l'anologie des stipulations du Congrès de Vienne, constitueront le pouvoir exécutif du Syndicat Européen, Lord John Russel a énoncé le désir de son Gouvernement d'être aussi représenté dans la Commission Exécutive, l'Angleterre ayant sur le Danube d'importants intérêts de commerce Européen.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche ont répondu à cela, que selon l'Acte du Congrès, les Commissions de navigation ne devaient être composées que des délégués des États riverains, et que l'Autriche, en tant que cela concernait la partie du Danube qui traverse son territoire, tenait à l'application stricte de cette stipulation.

Monsieur le Prince Gortschakoff, en adhérant au principe établi par Monsieur le Comte Buol, a demandé qu'il fût appliqué également à la Russie. Il a, à ce propos, posé la question, si les États Allemands dont le territoire est traversé par le Danube, et nommément la Bavière, ne seraient pas représentés dans la Commission. Monsieur le Baron Prokesch a répondu, qu'entre l'Autriche et la Bavière il y avait des stipulations spéciales sur la navigation de la partie supérieure de ce fleuve, et qu'il ne s'agissait maintenant que de régler la navigation du Bas-Danube.

L'idée énoncée à l'Article 6, de neutraliser le Delta du Danube, en autant que l'exigerait la liberté de mouvement et d'action de la Commission permanente, a rencontré de l'opposition de la part de MM. les Plénipotentiaires de Russie. Monsieur le Prince Gortschakoff a dit qu'il ne consentirait point à une combinaison qui avait l'air d'une expropriation indirecte. A propos de l'idée mise en avant,

d'accorder aux membres de la Commission permanente le privilége 1855
de l'exterritorialité, Monsieur le Prince Gortchakoff a fait observer, que ce serait faire valoir au sujet de la Russie un principe qui n'était appliqué qu'aux échelles du Levant.

Lord John Russell ayant fait observer que, si ni l'une ni l'autre de ces combinaisons n'était admise, il serait indispensable de définir et d'énumérer exactement les attributions et les droits de la Commission permanente, le Prince Gortchakoff a dit qu'il concourrait volontiers à une entente à ce sujet, tout comme il tenait à constater que toutes les observations qu'il avait été dans le cas de présenter dans le cours de la discussion, n'avaient nullement pour but d'entraver, en quoi que ce soit, la liberté de la navigation du Danube, que la Russie désirait au contraire voir arriver à un développement complet.

Le Plénipotentiaire Ottoman a fait à l'égard des questions discutées dans cette séance, la même réserve qu'il avait déjà formulée à la dernière Conférence.

MM. les Plénipotentiaires ont décidé de faire mettre en circulation le projet élaboré par Monsieur le Baron Prokesch et d'en reprendre l'examen à la prochaine séance.

Signé: *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Bourqueney. — J. Russell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aarif.*

Annexe au Protocole No 4.

Développement du Second Point.

1° L'acte du Congrès de Vienne, auquel la Sublime Porte n'a pas pris part, ayant établi, dans ses Articles 108 à 116, les principes destinés à régler la navigation des fleuves traversant plusieurs États, les Puissances contractantes conviennent entre elles de stipuler qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au cours inférieur du Danube, à partir du point où ce fleuve devient commun à l'Autriche et à l'Empire Ottoman jusque dans la mer. Cette disposition fera désormais partie du droit public de l'Europe et sera garantie par toutes les Puissances contractantes.

2° L'application à faire de ces principes doit être toute entière dans le sens de faciliter le commerce et la navigation de telle sorte que la navigation de cette partie du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevence, qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations qui vont suivre, et que dès lors aussi les priviléges et immunités fondés dans les anciens Traités et les anciennes capitulations avec les États riverains de la partie du fleuve dont il s'agit, seront maintenus intacts.

1855 En conséquence, il ne sera perçu sur tout le parcours susmentionné du Danube aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, et il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation. Les mesures de précaution qu'on pourrait vouloir adopter sous le rapport des douanes et sous celui des quarantaines, devront être limitées au stricte nécessaire et mises en harmonie avec ce qu'exigera la liberté de la navigation.

3° Afin de faire disparaître l'obstacle le plus important qui pèse sur la navigation du Bas-Danube, on entreprendra et on achevera, dans le plus bref délai, les travaux nécessaires tant pour dégager l'embouchure du Danube des sables qui l'obstruent, que pour écarter les autres inconvénients physiques qui diminuent la navigabilité du fleuve sur d'autres points en amont de son cours, à tel point que la circulation jusqu'à Galatz et Braila de bâtiments de marine commerciale du tonnage le plus fort soit délivrée des périls, empêchements et pertes, avec lesquels elle a eu à lutter jusqu'à ce jour.

Pour couvrir les frais de ces travaux et des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation, des droits fixes d'un taux convenable pourront être prélevés sur les navires parcourant le Bas-Danube, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tout autre, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

4° L'exécution et le contrôle des stipulations contenues dans les Articles précédents étant placés sous la garantie Européenne, les Puissances contractantes nommeront aussitôt après la signature de la paix des délégués qui, après examen sur les lieux, présenteront aux Représentants des dites Puissances, réunis en Conférence, un relevé exact et circonstancié sur les obstacles qui s'opposent à l'heure à la libre navigation du Bas-Danube, et sur les travaux à exécuter et les moyens à employer pour les faire disparaître. Ces délégués, agissant en Syndicat Européen, établiront, de même, les bases de la législation réglementaire et de police fluviale et maritime qui, après avoir reçu la sanction des Puissances contractantes, formera dorénavant loi pour la navigation du Bas-Danube.

Chacune des Puissances contractantes aura le droit de faire stationner un ou deux bâtiments de guerre aux embouchures du fleuve.

5. Le Syndicat Européen, en tant qu'il est appelé à agir en autorité exécutive, sera composé, en conformité avec les stipulations du Congrès de Vienne, de déléguées des États riverains. Cette Commission exécutive sera permanente et prendra le nom de „Commission de la Navigation du Bas-Danube".

Elle sera chargée de commun accord et en usant de moyens communs, de l'exécution des mesures approuvées par les Puissances

pour l'abolition des obstacles de la libre navigation du fleuve dans 1855
son parcours susmentionné, ainsi que de l'application et du développement des principes réglementaires et de police. Elle sera munie des pouvoirs nécessaires pour pouvoir remplir sa tâche de la manière la plus complète, sans difficultés ni délais. La manière dont cette Commission permanente, agissant au nom de l'Europe, sera constituée, ainsi que la tâche qu'elle aura à remplir, seront spécifiées dans un Acte Séparé, et les dispositions qui s'y trouveront consignées, auront force obligatoire pour les trois États riverains.

6. Pour faciliter et assurer l'action efficace de la Commission permanente, la Russie, en possession des îles formant le Delta du Bas-Danube, consentira à ne plus rétablir sur le bras de Soulina la ligne de quarantaine qu'elle y avait établie autrefois. Elle consentira également à ne conserver ni ériger aucun établissement militaire qui pourrait gêner les navires passant le fleuve. De plus elle déclare vouloir considérer, en autant que l'exige l'action de la Commission permanente, dont elle sera elle-même partie intégrante, les îles susmentionées formant le Delta du Danube comme pays neutre, tout en se réservant la juridiction sur ses sujets y établis.

5.

Protocole (N° 5) d'une Conférence tenue à Vienne, le 23 mars 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne:
Lord John Russell, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince de Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aarif Efendi.

Lecture a été donnée du Protocole du 21 du mois courant.

Relevant un passage de ce Protocole Monsieur le Baron de Bourqueney a fait observer, que puisque Monsieur le Prince Gortchakoff avait revendiqué pour la Russie seule l'honneur d'avoir stipulé en faveur de la marine marchande de toutes les nations la

1855 liberté de navigation dans la mer Noire, il ne lui semblait pas hors de propos de réclamer aussi pour la Sublime Porte une juste part dans une disposition à laquelle elle avait concouru. Quant à la France en particulier, il a constaté que le Traité d'Andrinople n'avait rien ajouté à la liberté de navigation dont sa marine marchande avait déjà joui avant cette époque dans la mer Noire.

Aarif Efendi a donné son entière adhésion à cette observation.

On a repris la discussion du mémorandum produit à la dernière séance par Monsieur le Baron Prokesch et ayant pour objet le développement de la seconde base.

L'Article 1 a été définitivement adopté.

Sur l'observation faite par Monsieur le Plénipotentiaire Ottoman que les anciens Traités, mentionnés à l'Article 2, avaient souvent donné lieu aux autorités Russes de mettre des entraves au commerce Turc sur le Danube, Lord John Russell a proposé de préciser davantage les priviléges découlant des anciens Traités et qui seraient à maintenir, en y ajoutant les mots: „qui ne sont pas en opposition avec le principe de la liberté de la navigation."

Cet amendement a été adopté, de même que l'Article 3 tout entier.

Arrivant à l'Article 4, Monsieur le Baron Prokesch a proposé de substituer à son texte primitif une rédaction plus succincte et plus précise des attributions des deux Commissions, appelées, chacune dans sa sphère d'autorité, à réaliser le principe de la libre navigation du Danube.

La discussion s'est engagée sur ce nouveau texte et nommément sur la valeur du mot „Syndicat".

Monsieur le Prince Gortchakoff ayant déclaré que les objections qu'il avait élevés contre ce terme ne portaient nullement sur l'institution elle-même et n'avaient pour but que de trouver un mot plus adapté à l'idée qu'il s'agissait d'exprimer, on est tombé d'accord de substituer au terme „Syndicat" celui de „Commission Européenne."

Lord John Russell a itérativement énoncé le désir de son Gouvernement d'être représenté et dans la Commission Européenne et dans la Commission Riveraine. A l'appui de ce désir, il a fait valoir la considération que les obstacles physiques que rencontrait la navigation du Danube, comme par exemple les bancs de sable, étaient variables de leur nature; qu'il fallait donc, pour pouvoir les écarter en tout temps, une surveillance et une action constantes; qu'enfin, si la Commission Exécutive, ainsi qu'on le lui avait fait observer, ne devait, d'après l'analogie des stipulations du Congrès de Vienne, être composée que de délégués des États riverains, il

désirait, pour le moins, que la Commission Européenne ayant pour 1855
mission d'exercer un contrôle sur la liberté de la navigation du Danube à ses embouchures et jusque dans la mer, restât en permanence.

Quelques objections ayant été élevées contre la nécessité et l'utilité de cette permanence, Lord John Russell, appuyé par Lord Westmorland, a proposé de statuer que la Commission Européenne „ne sera dissoute que d'un commun accord".

Cet amendement a réuni tous les suffrages, de même que le reste de l'Article 4, conçu ainsi qu'il suit:

„Pour réaliser les stipulations contenues dans l'Article précédent, les Puissances contractantes, en considération de l'intérêt Européen qui s'attache à l'ouverture complète du Danube dans ses branches navigables ou à rendre navigables jusque dans la mer, en assumeront, de commun accord, dans les limites tracées par l'Acte Final du Congrès de Vienne, la direction et la garantie de l'exécution, tout comme elles se chargeront du contrôle suprême pour le maintien du principe de l'ouverture du Danube. A cet effet, elles détermineront, à l'aide d'une Commission Européenne, composée de délégués de chacune d'elles, l'étendue des travaux à exécuter et celle des moyens à employer pour faire disparaître les obstacles physiques et autres qui s'opposent jusqu'à cette heure à la libre navigation dans la partie du fleuve comprise entre Galatz et la mer. Cette Commission Européenne, qui ne sera dissoute que d'un commun accord, élaborera les bases d'un règlement de navigation et de police fluviale et maritime applicable au Danube dans son parcours susindiqué, et dressera les instructions pour servir de guide et de norme à une Commission Rivéraine Exécutive, composée de délégués des trois États riverains, savoir, de l'Autriche, de la Russie et de la Turquie."

Le dernier alinéa de cet Article est conçu ainsi qu'il suit dans le projet du Baron Prokesch:

„Chacune de Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner un ou deux bâtiments de guerre aux embouchures du fleuve."

Cette clause a provoqué un débat prolongé un bout duquel les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Turquie, s'étant unanimement prononcés en faveur du principe qu'elle établit, MM. les Plénipotentiaires de Russie ont déclaré réserver la discussion du principe et du fait jusqu'à l'examen de la troisième base de la négociation.

La nouvelle rédaction proposée par le Baron Prokesch pour l'Article 5 a été adoptée.

En examinant le sixième et dernier Article, les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne ont appuyé sur

1855 le non-rétablissement de la quarantaine qui avait autrefois existé à l'embouchure de Soulina. Les Plénipotentiaires de Russie ont exprimé le voeu que l'intérêt de la santé publique, qui était aussi un intérêt Européen, ne donnât jamais lieu à regretter cette disposition. Ils y ont consenti toutefois en considération des développement présentés par le Baron Prokesch concernant la presqu'impossibilité de combiner la facilité de naviguer par le Soulina avec l'existence d'une quarantaine sur ce bras du fleuve.

Les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont touché la question de la délimitation entre la Russie et la Turquie telle qu'elle avait été fixée par l'Article III du Traité d'Andrinople, aujourd'hui annulé entre les belligérants par l'effet de la guerre.

Monsieur le Comte Westmorland a émis à ce sujet l'opinion que, puisqu'il s'agissait d'appliquer au Bas-Danube les principes établis par le Congrès de Vienne, il serait désirable que la règle que le Thalweg forme la frontière—règle faisant loi dans le reste de l'Europe partout où des fleuves séparent deux États—fût aussi mise en pratique lors de la nouvelle délimitation entre la Russie et la Turquie.

Monsieur le Comte Buol ayant fait ressortir, de son côte, l'importance qu'il y aurait, dans l'intérêt de la navigation et du commerce du Danube, à voir apporter des modifications à certaines clauses restrictives du Traité d'Andrinople, qui interdisent aux Turcs de former aucun établissements sur une partie de la rive droite du fleuve, et le Plénipotentiaires Ottoman ayant adhéré à cette opinion, Monsieur de Titoff a appuyé sur le caractère bilatéral des stipulations auxquelles Monsieur le Comte Buol venait de faire allusion, et qui avaient été parfaitement motivées par les circonstances locales à l'époque dont il était question. Aujourd'hui, où ces circonstances, grâce à la voie de réforme dans laquelle la Sublime Porte était entrée, avaient en partie changé, il n'y aurait peut-être pas d'inconvénient à prendre en considération jusqu'à quel point les stipulations dont il s'agit étaient susceptibles de modification. Cet examen, selon lui, serait toutefois prématuré à l'heure qu'il est.

La discussion s'étant établie sur les garanties personelles et locales qui seraient indispensables pour assurer aux Commissions Européenne et Riveraine la liberté de mouvement et d'action dont elles auront besoin pour pouvoir remplir leur tâche, MM. les Plénipotentiaires de Russie ont déclaré qu'ils ne se refuseraient à aucune combinaison dont la necessité leur serait démontrée pour atteindre le but de la complète liberté de la navigation du Danube, mais qu'ils s'opposaient à des arrangements tels que la neutralité du Delta, qui, dans leur opinion, dépassait de beaucoup ce but, et serait même, à certains égards, contraire à sa réalisation.

Monsieur le Baron de Prokesch, en discutant le sens de ce mot 1855
et son application au cas spécial, a établi qu'en l'introduisant dans sa première rédaction il n'y avait attaché aucune portée politique, ce qui résultait suffisamment de la réserve fait en faveur de la juridiction de la Russie. Il a ajouté que si, dans son appréciation, la neutralité et même l'abandon du Delta eussent été indispensables pour assurer la libre action des Commissions, il n'aurait pas cru, en formulant une proposition analogue dans un intérêt Européen, reconnu en principe par la Russie, sortir des bornes d'une modération conciliante, d'autant plus que ces îlots ne semblaient avoir pour la Russie aucune valeur réelle.

Après avoir encore examiné différentes variantes, on tombe finalement d'accord sur la rédaction du dernier alinéa en adoptant l'amendement proposé par les Plénipotentiaires d'Autriche.

Le texte du développement de la seconde base de négociation tel qu'il a été définitivement arrêté, est annexé au Protocole.

Signé: *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Bourqueney. — J. Russell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aarif.*

Annexe au Protocole N° 5.

Développement du Second Point.

1° L'Acte du Congrès de Vienne, auquel la Sublime Porte n'a pas pris part, ayant établi, dans ses Articles 108 à 116, les principes destinés à régler la navigation des fleuves traversant plusieurs États, les Puissances contractantes conviennent entre elles de stipuler qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au cours inférieur du Danube, à partir du point où ce fleuve devient commun à l'Autriche et à l'Empire Ottoman jusque dans la mer. Cette disposition fera désormais partie du droit public de l'Europe et sera garantie par toutes les Puissances contractantes.

2° L'application à faire de ces principes doit être toute entière dans le sens de faciliter le commerce et la navigation de telle sorte que la navigation de cette partie du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations qui vont suivre, et que dès lors aussi les priviléges et immunités fondés dans les anciens Traités et les anciennes capitulations avec les États riverains de la partie du fleuve dont il s'agit, qui ne sont pas en opposition avec le principe de la liberté de la navigation, seront maintenus intacts.

En conséquence, il ne sera perçu sur tout le parcours susmentionné du Danube, aucun péage, basé uniquement sur le fait de

1855 la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, et il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation. Les mesures de précaution qu'on pourrait vouloir adopter sous le rapport des douanes et sous celui des quarantaines, devront être limitées au stricte nécessaire, et mises en harmonie avec ce qu'exigera la liberté de la navigation.

3° Afin de faire disparaître l'obstacle le plus important qui pèse sur la navigation du Bas-Danube, on entreprendra et on achèvera dans le plus bref délai les travaux nécessaires tant pour dégager l'embouchure du Danube des sables qui l'obstruent que pour écarter les autres inconvénients physiques qui diminuent la navigabilité du fleuve sur d'autres points en amont de son cours, à tel point que la circulation jusqu'à Galatz et Braila de bâtiments de marine commerciale du tonnage le plus fort soit délivrée des périls, empêchements et pertes, avec lesquels elle a eu à lutter jusqu'à ce jour.

Pour couvrir les frais de ces travaux et des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation, des droits fixes d'un taux convenable pourront être prélevés sur les navires parcourant le Bas-Danube, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous toute autre, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

4° Pour réaliser les stipulations contenues dans l'Article précédent, les Puissances contractantes, en considération de l'intérêt Européen qui s'attache à l'ouverture complète du Danube dans ses branches navigables ou à rendre navigables jusque dans la mer, en assumeront de commun accord, dans les limites tracées par l'Acte Final du Congrès de Vienne, la direction et la garantie de l'exécution, tout comme elles se chargeront du contrôle suprême pour le maintien du principe de l'ouverture du Danube. A cet effet, elles détermineront à l'aide d'une Commission Européenne, composée de délégués de chacune d'elles, l'étendue des travaux à exécuter, et celle des moyens à employer, pour faire disparaître les obstacles physiques et autres, qui s'opposent jusqu'à cette heure à la libre navigation dans la partie du fleuve comprise entre Galatz et la mer. Cette Commission Européenne, qui ne sera dissoute que d'un commun accord, élaborera les bases d'un règlement de navigation et de police fluviale et maritime applicable au Danube dans son parcours susindiqué, et dressera les instructions pour servir de guide et de norme à une Commission Riveraine Exécutive, composée de délégués de trois États riverains, savoir, de l'Autriche, de Russie, et de la Turquie.

5° La Commission Riveraine appelée à agir au nom de l'Europe en autorité exécutive, sera permanente. Elle sera munie de pouvoirs nécessaires pour remplir sa tâche de la manière la plus efficace et la plus complète.

6° La Russie consentira à ne plus rétablir sur le bras de Soulina la ligne de quarantaine qu'elle y avait établie autrefois. Elle veillera à ce qu'aucun de ses établissements militaires situés depuis le confluent du Pruth avec le Danube jusqu'au point où le bras de St. Georges se sépare de celui de Soulina, ne puisse gêner les navires passant le fleuve. Quant à la partie du fleuve entre le point de l'embranchement susmentionné et les embouchures de St. Georges et de Soulina il n'y aura aucune fortification. 1855

Désirant assurer pour sa part, avec un empressement égal à celui des autres Puissances contractantes, la libre navigation du Danube, la Russie s'engage à seconder de tous ses moyens l'action de la Commission permanente.

6.

Protocole (N° 6) d'une Conférence tenue à Vienne, le 26 mars 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne:
Lord John Russell, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince de Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aarif Efendi.

Le Protocole de la séance du 23 courant a été lu et approuvé.

Monsieur le Baron Bourqueney a demandé à déposer au Protocole l'exposé ci-joint par lequel son Gouvernement a développé quelques points de vue qui n'ont point été pris en considération par la Conférence au moment où ont été établis les principes dont l'application doit assurer la réalisation de la première garantie.

Après avoir donné lecture du mémorandum du Cabinet de Paris, Monsieur le Plénipotentiaire de France a ajouté que son intention n'était pas de provoquer quant à présent une discussion sur les questions qui y étaient traitées et qu'en tout cas il était bien entendu qu'elles ne sauraient devenir l'objet de délibérations communes que du consentement de la Porte.

1855 Lord John Russell a fait observer que si dans la discussion sur la première base de négociation, il n'avait point abordé plusieurs questions telles que la réunion des deux Principautés en une seule, le gouvernement viager ou héréditaire des Hospodars, l'opportunité d'une représentation nationale, ce n'était point que leur importance lui eût échappé; mais il lui avait paru que l'initiative de propositions de cette nature revenait à la Sublime Porte et que leur prise en considération devait être ajournée jusqu'au moment où le Gouvernement Ottoman serait en mesure de faire connaître toute sa pensée à la Conférence.

Lord Westmorland a adhéré à l'opinion de son collègue.

Le Comte Buol s'est également rangé de l'avis que c'est à la Sublime Porte qu'appartenait l'initiative des propositions de cette catégorie.

Le Prince Gortchakoff a établi que par rapport au développement de la première base il ne pouvait y avoir d'obligatoire que ce que MM. les Plénipotentiaires avaient paraphé, mais que d'autres points de vue relatifs à cette question pouvaient en temps opportun fournir matière à discussion.

Le Plénipotentiaire Ottoman a établi que les questions entamées dans le mémorandum Français intéressaient trop directement les droits de la Puissance Suzeraine, pour qu'il ne dût pas à ce sujet réserver le droit d'initiative à son Gouvernement.

Cet incident vidé, Monsieur le Comte Buol a proposé de passer à la troisième base de négociation, par laquelle deux principes ont été établis: celui de rattacher plus complétement l'existence de l'Empire Ottoman à l'équilibre Européen par des modifications à apporter au Traité du 13 juillet 1841, et celui de s'entendre sur une juste pondération des forces navales dans la mer Noire. Il lui semblerait utile de s'occuper d'abord de la solution pratique du second principe, vu qu'une entente à ce sujet faciliterait la tâche que l'application de l'autre réserve à la Conférence. Si cet avis rencontrait l'approbation de l'Assemblée, il pensait que rien ne serait plus propre à amener un accord désirable que si MM. les Plénipotentiaires de Russie et de Turquie se trouvaient préparés à exposer eux-mêmes à la Conférence leurs idées sur les moyens d'y parvenir. Il n'était guère contestable qu'une extension illimitée des forces navales soit de l'une soit de l'autre des Puissances riveraines de la mer Noire se présenterait comme un sujet d'inquiétude pour l'Europe, et qu'il fût, par conséquent, de la plus haute importance d'aviser aux moyens d'obvier à une situation qui pourrait devenir une source de graves complications pour l'avenir.

Il était juste aussi de faire observer que le développement exagéré de flottes dans une mer dont l'accès été fermé aux autres

pavillons de guerre de l'Europe, était en contradiction avec le but 1855
d'action assigné aux flottes de la mer Noire. Ces considérations, auxquelles l'Europe était en droit d'attacher un haut intérêt, lui semblaient de nature à devoir porter les deux Puissances plus directement appelées a concourir à la solution du problème, à entrer avec la Conférence dans l'examen des moyens propres à établir un état de choses offrant des gages de sécurité à l'Europe.

Monsieur le Baron Bourqueney est prêt pour sa part à suivre l'ordre de discussion indiqué par Monsieur le Comte de Buol dans ses premières paroles.

Arrivé à un point de la négociation qui s'est présenté à beaucoup d'esprits comme hérissé de difficultés, il a, au contraire, exprimé l'espoir qu'il sera facile d'amener à ce sujet une parfaite entente. La confiance dont il est animé prend sa source dans la persuasion que c'est ici que tout le monde donnera des preuves de sa loyauté et que la Russie concourra franchement au développement d'un principe auquel elle a donné son adhésion morale. A quoi se réduirait en effet le problème à résoudre? A trouver une combinaison de nature à substituer l'appareil de la paix à l'appareil de la guerre dans des eaux intérieures qui semblent surtout faites pour la paix et les transactions commerciales, et qui néanmoins sont malheureusement devenues le théâtre de la guerre.

Lord John Russell, en rappelant la déclaration faite au début de la négociation par le Prince Gortchakoff, qu'il ne consentirait à aucune condition incompatible avec l'honneur de la Russie, a établi qu'aux yeux de l'Angleterre et de ses alliés les meilleures conditions de paix et les seules admissibles seraient celles qui, tout en étant le plus conformes à l'honneur de la Russie, fussent à la fois suffisantes pour la sécurité de l'Europe et pour obvier au retour des complications telles que celle à laquelle il s'agit de mettre fin.

Le Comte de Westmorland s'est exprimé dans le même sens.

Le Prince Gortchakoff, en se félicitant des dispositions conciliantes dans lesquelles cette question avait été abordée jusqu'ici dans la Conférence, a dit qu'il était préparé à discuter les moyens d'exécution qui seraient proposés par MM. les Plénipotentiaires, mais qu'il ne se croyait pas en position de devoir prendre l'initiative à ce sujet, ainsi que Monsieur le Comte de Buol l'avait suggéré. Appréciant toutefois les sentiments de courtoisie et de conciliation qui d'après le langage unanime qu'il venait d'entendre semblaient avoir inspiré cette proposition, il s'est déclaré prêt à la prendre ad referendum, en se réservant de faire connaître à la Conférence la réponse qu'il recevrait de sa Cour.

Monsieur de Titoff s'est énoncé dans un sens identique.

1855 En présence de cette déclaration des Plénipotentiaires Russes — déclaration dans laquelle tous les membres de la Conférence ont unanimement reconnu et apprécié l'intention de faciliter la solution du point en discussion — le Plénipotentiaire de France a cru devoir réserver le développement des idées de son Gouvernement sur l'application de la troisième garantie jusqu'au moment où la discussion pourra être complète de part et d'autre.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ont entièrement adhéré à cette opinion.

Aarif Efendi, tout en déclarant n'être point autorisé à prendre l'iniative de propositions relatives au troisième point, a exprimé l'espoir que son Gouvernement accéderait à celles que les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne se sont réservé de faire à ce sujet.

Monsieur le Comte Buol a proposé d'aborder à la prochaine séance, fixée au 29 courant, la quatrième base de négociation, en attendant que la réponse du Cabinet de St. Pétersbourg puisse arriver.

Le Prince Gortchakoff a accédé, pour sa part, à cette proposition, en constatant qu'il n'attachait au quatrième principe aucune idée politique, mais qu'il était bien convaincu que rien ne serait plus propre à faciliter au Sultan le gouvernement de son Empire, que ce qu'il ferait pour ajouter au bonheur et à la satisfaction de ses sujets Chrétiens.

Le Plénipotentiaire Ottoman, en déclarant que le Sultan a déjà donné et continue à donner des preuves irrécusables et notoires des intentions bienveillantes qui l'animent à ce sujet, a exprimé le désir que cette discussion fût ajournée jusqu'à l'arrivée prochaine du Plénipotentiaire venant de Constantinople, muni d'instructions plus complètes et de pouvoirs plus étendus.

Monsieur le Comte Buol a répondu, que la Conférence accueillerait certes avec tout l'intérêt qu'elles méritaient les ouvertures que le nouveau Plénipotentiaire Ottoman aurait à lui faire, mais que selon lui cela ne devait pas empêcher la Conférence de continuer en attendant ses travaux.

Signe: *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Bourqueney. — J. Russell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aarif.*

Annexe au Protocole N° 6.

D'après le texte même des notes de Vienne et l'interprétation qui leur a été donnée d'un commun accord, la pensée des trois Cabinets alliés a été, non seulement de soustraire le territoire des Principautés à une influence qui s'y exerçait exclusivement, mais

aussi d'en faire une sorte de barrière naturelle qu'elle ne puisse plus 1855
désormais franchir pour menacer l'Empire Ottoman au coeur même. Parmi les combinaisons qui se présentent pour assurer à la Moldavie et à la Valachie une consistance et une force suffisantes, la première nous paraît devoir être l'union en une seule des deux Principautés. Il n'est pas nécessaire d'insister sur ce que la nature a fait pour faciliter cette union, sur l'identité de la langue, des moeurs, des lois et des intérêts. Le voeu des deux Provinces à cet égard se présente conforme aux convenances des Gouvernements alliés ; elles ne devraient voir dans leur fusion administrative que l'application d'un plan qui est depuis de longues années l'objet de leurs préoccupations constantes, et qui avait même été indiquée dans l'un des Articles de leur Règlement Organique élaboré par la Russie en 1829, à une époque où tout révélait un effort pour consommer leur séparation morale d'avec l'Empire Ottoman.

Dans le cas présent, l'intérêt de la Puissance Suzeraine est en parfait accord avec l'intérêt général et avec celui des deux Provinces, et il y a lieu de penser que les conseillers les plus éclairés du Sultan seraient favorables à une combinaison qui établirait ainsi sur la rive gauche du Danube une grande Principauté de près de 4.000.000 d'âmes à la place de deux Principautés jusqu'à ce jour trop faibles pour opposer une résistance efficace à l'action de la Russie.

Les mêmes considérations qui doivent faire désirer que la Moldavie et la Valachie soient placées sous un même Gouvernement, demandent que ce Gouvernement possède toutes les conditions de force et de durée, et un système se rapprochant le plus possible de la forme monarchique répondrait seule complètement au but que l'on se propose. Temporaire, le pouvoir laisse le champ ouvert aux compétitions et aux luttes de partis qui ne pourraient que faciliter le retour de l'influence qu'il s'agit d'eloigner. Viager, il aurait à peu près les mêmes inconvénients, car les changements de personne, pour être moins fréquents, n'éveilleraient pas moins de convoitises et ne provoqueraient pas moins d'intrigues. L'histoire des Principautés n'a été, en quelque sorte, que la triste expérience de ces deux modes.

L'autorité suprême serait donc héréditaire, si l'on voulait qu'elle pût remplir avec avantage le rôle important qui lui serait assigné.

Sur cette question de l'hérédité, l'opinion de la Porte ne nous est point connue. Toutefois le fait ne constituerait point à ses yeux une nouveauté ; la famille de Milosch en Servie avait obtenu du Sultan Mahmoud le privilége de l'hérédité, et il a été conféré en Egypte à la famille de Mehemet Ali, où il continue de régler la transmission de pouvoir. La Porte n'a rien vu dans ces concessions qui fût

1855 patible avec les droits souverains et avec le principe de l'intégrité de l'Empire. Elle n'aurait donc pas d'objections de fond contre un arrangement qui serait, d'autre part, si favorable à ses intérêts sur la rive gauche du Danube.

Il y aurait deux voies à suivre. Ou l'on se bornerait pour le moment à proclamer le principe de l'hérédité, en conférant la souveraineté à titre conditionnel à un Prince du pays, dont la Porte se réserverait d'apprécier dans un temps donné le dévouement et les titres. Ou bien (et cette mesure serait peut-être la meilleure) on trancherait dès maintenant la question, en faisant appel à un Prince d'une des familles régnantes de l'Europe.

C'est, nous le rappelons, la combinaison à laquelle on avait songé pour la Grèce, à une époque où les Puissances qui l'ont aidée à se constituer, pensaient encore qu'il y avait lieu de la maintenir sous la suzeraineté de la Porte. Elles ne doutaient pas que la Turquie n'y donnât son assentiment, et elles ne regardaient nullement comme impossible qu'un Prince Chrétien acceptât le Gouvernement du nouvel État à la condition de reconnaître la suzeraineté du Sultan. C'est ce qui résulte du Protocole de la Conférence de Londres du 22 mars 1829. L'importance de la nouvelle Principauté, par sa position politique comme par le chiffre de sa population, assurerait à une dynastie Chrétienne d'assez grands avantages pour que la vassalité ne fût pas peut-être une objection décisive.

L'État de la Servie est également compris parmi les objets dont les Puissances auront à s'occuper pour compléter l'exécution de la première garantie. Mais la position de cette Principauté n'est pas exactement la même que celle des deux autres. Du moment où la Moldo-Valachie est fortement constituée, l'action qui dominait à Belgrade n'a plus les mêmes moyens pour s'y exercer. Il suffira donc, pour ce qui regarde les Serbes, d'assurer par une garantie collective et qui leur donne toute sécurité, les priviléges que la Porte leur a reconnus ou leur reconnaîtrait après s'être concertée avec ses alliés.

26 mars 1855.

7.

Protocole (N° 7) d'une Conférence tenue à Vienne, le 29 mars 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:

Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et

Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;

Pour la France:

Monsieur le Baron de Bourqueney;

Pour la Grande-Bretagne: 1855
Lord John Russel, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince de Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aarif Efendi.

Après la lecture du Protocole N° 6, M. le Plénipotentiaire Ottoman a déclaré qu'il venait de recevoir, par voie télégraphique, des nouvelles de Constantinople en date du 23 courant, portant qu'Aali Pacha était alors au moment de se mettre en route pour Vienne, muni des pleins pouvoirs étendus de la Sublime Porte. Conformément aux instructions qui lui étaient parvenues en même temps, Aarif Efendi a renouvelé les réserves qu'il avait déjà articulées dans les Conférences précédentes à l'égard de tous les points de la négociation sur lesquels le nouveau Plénipotentiaire Ottoman aurait à faire connaître les idées de son Gouvernement.

Les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont constaté que les instructions qu'ils venaient de recevoir de leurs Gouvernements respectifs, leur prescrivaient de s'en tenir à l'ordre des matières tel qu'il avait été fixé de commun accord au début de la négociation et qu'ils ne se trouvaient, par conséquent, pas en mesure d'aborder la discussion de la quatrième base de négociation avant qu'une entente mutuelle sur la troisième eût été amenée.

Les Plénipotentiaires d'Autriche ont pris à tâche de faire ressortir l'opportunité qu'il y aurait à recueillir en attendant les matériaux nécessaires pour pouvoir discuter à fond le quatrième point. Ils ont émis l'opinion que l'espace de temps qui s'écoulerait jusqu'à la réception de la réponse du Cabinet de St. Pétersbourg au compte rendu des Plénipotentiaires Russes pourrait être utilement employé, si la Conférence se livrait à ce travail préparatoire, qui, tout en ne préjugeant aucune question essentielle, serait de nature à faciliter considérablement la tâche qu'elle aurait à remplir plus tard avec le concours du nouveau Plénipotentiaire Ottoman.

Les Plénipotentiaires de Russie ont fortement appuyé cette opinion.

Cédant au désir qui leur en a été exprimé, les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont consenti à demander à leurs Gouvernements, par la voie électrique, l'autorisation de prendre dès à présent part à un travail préparatoire, qui ne préjugerait la solution d'aucune question.

Le Plénipotentiaire Ottoman a également consenti à assister aux Conférences qui seraient tenues dans ce but, du moment que les

1855 Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne seraient autorisés à y intervenir.

Signé: *Buol-Schauenstein.— Prokesch-Osten. — Bourqueney. — J. Russell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aarif.*

8.

Protocole (N° 8) d'une Conférence tenue à Vienne, le 2 avril 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne:
Lord John Russell, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie;
Monsieur le Prince de Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie;
Aarif Efendi.

Le Protocole de la séance du 29 mars dernier a été lu, approuvé et signé.

Le Plénipotentiaire de France a déclaré que la réponse qu'il avait reçue de son Gouvernement à sa dépêche télégraphique du 29 mars lui prescrivait itérativement de s'abstenir de toute discussion sur la quatrième garantie jusqu'à ce que le troisième point eût obtenu une solution complète. Indépendamment du prix que son Gouvernement attachait à maintenir l'ordre de discussion convenu dès l'ouverture de la négociation, il a fait valoir comme un nouveau motif d'ajournement l'arrivée imminente de MM. les Ministres des Affaires Étrangères de France et de la Sublime Porte, venant l'un et l'autre prendre part aux travaux de la Conférence.

Les Plénipotentiaires de Grande-Bretagne ont également annoncé qu'ils n'avaient point été autorisés à dévier de l'ordre de discussion chronologique établi dès l'abord et qu'ils ne pourraient donc, quant à présent, prendre part à aucun travail concernant la quatrième base de négociation.

Le Prince Gortchakoff, tout en admettant la valeur des motifs d'ajournement qu'il venait d'entendre, ne peut se dispenser d'exprimer

les regrets que lui fait éprouver ce retard, regrets d'autant plus vifs, 1855
qu'il s'agit d'une question de conscience, d'un engagement d'honneur des Puissances Européennes, et que la politique devrait y rester étrangère.

Monsieur de Titoff s'associe aux sentiments dont son collègue s'est rendu l'interprète.

Le Comte de Buol, tout en regrettant pour sa part l'ajournement de la discussion du quatrième point, exprime l'espoir que le concours éclairé des nouveaux collaborateurs annoncés à la Conférence, contribuera essentiellement à lui faciliter l'accomplissement de la tâche qui lui est réservée.

Aarif Efendi se déclare d'accord avec l'opinion émise par les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne.

Répondant à l'observation faite par Monsieur le Prince de Gortchakoff, le Plénipotentiaire de France a constaté que le délai apporté à la discussion du quatrième point ne saurait de la part de son Gouvernement impliquer la moindre nuance entre l'intérêt qu'il vouait lui-même au sort des sujets Chrétiens du Sultan et celui que les Plénipotentiaires Russes avaient témoigné en leur faveur. L'importance même que le Gouvernement Français attachait a cette question, avait été pour lui un motif de plus de ne pas autoriser son Plénipotentiaire à prendre part à un travail préparatoire sur cette matière au moment où le Ministre des Affaires Etrangères de la Sublime Porte, attendu incessament ici, allait mettre la Conférence à même de la discuter avec son concours en pleine connaissance de cause.

Le Prince Gortchakoff, tout en prenant acte de la déclaration du Plénipotentiaire de France, a peine à se rendre compte des raisons qui pourraient empêcher la Conférence de commencer le travail préparatoire dès l'arrivée de MM. les Ministres des Affaires Étrangères de France et de la Sublime Porte.

Lord John Russel a établi, de son côte, que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui avait de tout temps désiré voir les sujets Chrétiens du Sultan traiter avec justice et humanité, et qui avait par l'entremise de son Ambassadeur à Constantinople reçu des preuves non équivoques des intentions sincérement bienveillantes dont la Porte était animée à ce sujet, ne saurait certes être accusé d'indifférence en cette matière. Comme toutefois les questions soulevées par le quatrième point, touchaient de très près aux droits de souveraineté du Sultan, et qu'elles devaient être traitées avec une puissance actuellement en état de guerre avec l'Empire Ottoman, la discussion serait nécessairement d'une nature délicate et c'était là une des raisons pour lesquelles son Gouvernement insistait à ne voir aborder le quatrième point que lorsque le troisième serait complétement vidé.

1855 Le Comte de Westmorland se range entièrement de l'avis de son collègue.

Le Plénipotentiaire Ottoman adhère à l'opinion émise par les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne.

Eu égard aux motifs d'ajournement précités et aux cérémonies religieuses de la Semaine Sainte, on est convenu de fixer la prochaine séance au 9 de ce mois.

Signe: *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Bourqueney. — J. Russell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aarif.*

9.

Protocole (No 9) d'une Conférence tenue à Vienne, le 9 avril 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur Drouyn de Lhuys, et
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne:
Lord John Russell, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince de Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aali Pacha, et
Aarif Efendi.

Le Comte de Buol a ouvert la séance en introduisant leurs Excellences les Ministres des Affaires Etrangères de France et de la Sublime Porte—Monsieur Drouyn de Lhuys et Aali Pacha—munis l'un et l'autre de pleins-pouvoirs pour prendre part aux négociations de paix. Il croit n'être que le fidèle interprète des sentiments de toute l'assemblée en saluant leur présence avec une véritable satisfaction et comme un nouveau gage du haut prix que leurs Gouvernements attachent à voir les travaux de la Conférence aboutir au rétablissement d'une paix solide et durable.

Les nouveaux Plénipotentiaires ont exhibé leurs pleins pouvoirs respectifs, qui après avoir été examinés et trouvés en bonne et due forme, ont été déposés aux Actes de la Conférence.

Le Protocole N° 8 ayant été lu, approuvé et signé, on est 1855
convenu d'ajourner la prochaine séance jusqu'à l'arrivée des nouvelles instructions que les Plénipotentiaires de Russie ont sollicitées de leur cour à la suite de la Conférence du 26 mars par un courrier expédié d'ici le 28.

Signe: *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Drouyn de Lhuys. — Bourqueney. — J. Russell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aali. — Aarif.*

10.

Protocole (N° 10) d'une conférence tenue à Vienne, le 17 avril 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur Drouyn de Lhuys, et
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne:
Lord John Russell, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aali Pacha, et
Aarif Efendi.

Après la lecture et la signature du Protocole du 9 courant, le Comte de Buol a annoncé que le Prince Gortchakoff l'avait informé de l'arrivée de la réponse faite par la Cour Impériale de Russie au compte rendu de ses Plénipotentiaires.

Le Prince Gortchakoff a dit que sa Cour, tout en appréciant hautement les intentions qui avaient inspiré aux membres de la Conférence l'idée d'abandonner au Cabinet de St. Pétersbourg l'initiative des propositions concernant le développement du troisième principe, ne se sentait point appelé à faire usage de l'initiative qui lui avait été offerte; que toutefois elle avait autorisé ses Plénipotentiaires, conformément à ce qu'il avait déjà déclaré dans la réunion du 7 janvier dernier, à entrer très sérieusement et avec l'intention sincère de parvenir à une entente, dans l'examen des moyens qui seraient proposés, pourvu qu'ils ne fussent pas de nature à porter

1855 atteinte aux droits de souveraineté de l'Empereur de Russie chez lui; qu'il adhérait enfin pour sa part à la manière dont Lord John Russell avait posé la question, en déclarant dans la Conférence du 26 mars, que les meilleures conditions de paix et les seules admissibles seraient celles qui, tout en étant les plus conformes à l'honneur de la Russie, seraient à la fois suffisantes pour la sécurité de l'Europe et pour obvier au retour des complications actuelles.

Monsieur Drouyn de Lhuys exprime ses vifs regrets de voir, après un délai de dix-huit jours, renvoyer aux auteurs de la proposition l'initiative qu'ils avaient déférée à la Russie dans une Conférence à laquelle il n'avait pas assisté. Ses regrets sont d'autant plus sincères que les alliés, dans l'attente d'un résultat tout opposé, ne se trouvent pas préparés à formuler sur le champ leurs propositions. Il pense donc que les alliés devraient se réunir immédiatement pour se concerter à ce sujet. L'importance de la réserve faite par le Prince Gortchakoff l'engage à lui demander des explications ultérieures sur le sens qu'il y attache. Il lui pose la question, si la Russie considérerait ses droits de souveraineté comme atteints, en s'interdisant la liberté de construire dans la mer Noire un nombre illimité de bâtiments de guerre.

Le Prince Gortchakoff répond, que la Russie ne consentira pas à laisser imposer, soit par Traité, soit d'une autre manière, un chiffre quelconque à l'état de sa marine.

S'associant, du reste, aux regrets exprimés par Monsieur Drouyn de Lhuys du délai apporté aux négociations, il l'explique par les distances, en ajoutant que les Plénipotentiaires de Russie avaient été dès le 26 mars prêts à entrer en discussion et qu'ils ne s'étaient chargés d'en référer d'abord à leur cour qu'en cédant aux voeux unanimes qui leur en avaient été exprimés.

Quant à la nécessité qu'il y aurait, selon Monsieur Drouyn de Lhuys, d'établir une entente préalable entre les alliés, avant de pouvoir faire des propositions, il la trouve en contradiction avec le principe posé dans les réunions préparatoires des mois de décembre et de janvier, que chacun conserverait individuellement son entière liberté d'interprétation au sujet du développement des quatre bases de négociation.

Le Baron de Bourqueney, en s'associant aux regrets exprimés par Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères de France, fait ressortir, en réponse à la dernière observation du Prince Gortchakoff, que les membres de la Conférence ont le droit de délibérer entre eux, comme ils signent les Protocoles.

Lord John Russell ne dissimule point la surprise que lui a causée la déclaration du Prince Gortchakoff. L'initiative déférée à la Russie n'avait pour but que de lui offrir l'occasion de faire des pro-

positions conformes à son honneur. L'histoire présente plus d'un 1855
exemple de grands et glorieux Souverains qui ont consenti à une limitation de leurs droits de souveraineté chez eux, animés qu'ils étaient du désir de mettre fin à l'effusion du sang par un Traité de Paix, ou d'obvier à une rupture et aux maux de la guerre qui s'en suivent. Il cite Louis XIV souscrivant à la démolition de Dunkerque, et différents autres exemples tirés de Traités conclus entre la Grande-Bretagne et la France et la Grande-Bretagne et les États-Unis, dans le but d'éviter la guerre. Il avait espéré que la Russie ferait spontanément, et pour faciliter le rétablissement de la paix, des propositions tendantes à ce but. La cour de St. Pétersbourg ayant décliné de prendre à ce sujet l'initiative, les chances de succès des négociations de paix se trouvent à ses yeux beaucoup diminuées.

Le Prince Gortchakoff répond, qu'une Puissance du premier ordre n'accepte guère des limitations du genre de celles auxquelles Lord John Russell a fait allusion, qu'après avoir subi une longue série de désastres, et que l'exemple de Dunkerque ne saurait en aucune façon être appliqué à la position actuelle de la Russie. Quant aux chances de paix, qui, selon Lord John Russell, ont diminué, il le prie de considérer que la Russie n'a mis hors de discussion qu'un seul principe, tout en étant prête à examiner tous les modes de solution qui seraient proposés en dehors de ce principe.

Monsieur Drouyn de Lhuys exprime le désir d'écarter, s'il est possible, les questions de dignité. Du moment qu'une stipulation est sanctionnée par le consentement mutuel, nul ne saurait prêtendre que la souveraineté est lésée, et, par conséquent, l'honneur atteint. La Russie elle-même, en consentant dans le cours de la négociation à la restriction de certains droits, par exemple, dans les îles du Danube, n'a fait que souscrire à des propositions parfaitement honorables.

Le Prince Gortchakoff admet que l'honneur est sauf dès qu'il y a consentement mutuel. C'est ainsi que la Russie a jugé de sa convenance de consentir librement aux stipulations concernant le Danube. Il n'en serait pas de même quant à la limitation de ses forces dans la mer Noire. Toutefois, il ne prétend point exclure péremptoirement l'examen de toute proposition se rattachant au principe de la limitation, sauf à y refuser son adhésion.

Le Comte de Westmorland exprime l'espoir que le principe de convenance réciproque entre États riverains ne sera pas exclu par les Plénipotentiaires Russes. Il partage, au reste, la pénible impression produite sur les autres Plénipotentiaires par l'accueil que le Cabinet de St. Pétersbourg a cru devoir faire à la proposition de prendre l'initiative.

1855 Aali Pacha se range à l'avis de M. le Ministre des Affaires Étrangères de France, que dans la nouvelle phase où la question est entrée par suite de la déclaration des Plénipotentiaires de Russie, il importe de combiner d'avance les propositions qu'on devra leur faire: il ne saurait concevoir comment on pourrait s'entendre définitivement si chacun des Plénipotentiaires devait apporter à la Conférence un plan d'arrangement formulé sans entente préalable; ce mode lui paraîtrait en outre contraire aux engagements réciproques qui existent entre les Puissances alliées. Il ajoute, cependant, que, dans son opinion, la limitation des forces maritimes dans la mer Noire offre le seul mode de solution praticable et honorable pour tout le monde.

Le Baron de Prokesch établit, que puisque les Puissances alliées se sont entendues sur les quatre bases de négociation, rien n'est plus logique pour elles que de s'entendre également sur leur application.

Le Comte Buol partage les regrets exprimés par les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne que la réponse du Cabinet de St. Pétersbourg n'ait pas été de nature à servir de point de départ à des délibérations ultérieures. Il aurait désiré que la Cour Impériale de Russie n'eût pas seulement apprécié les intentions qui avaient inspiré l'offre de l'initiative, mais qu'elle se fût également pénétrée des facilités qu'elle aurait apportées à la réussite des négociations en entrant dans cette voie. Quant à l'entente proposée par M. le Ministre des Affaires Étrangères de France, elle n'est, aux yeux de Comte Buol, qu'une conséquence naturelle de l'ensemble de la position, comme de la marche suivie jusqu'ici avec fruit. Sans avoir un caractère hostile contre qui que ce soit, elle aura pour effet d'accélérer et de faciliter les négociations.

La discussion s'engage entre les Plénipotentiaires de Russie, d'un côté, et ceux d'Autriche et de France, de l'autre, sur la question de savoir, si l'entente préalable entre les quatre alliés est, ou non, contraire au principe établi, selon le Prince Gortchakoff, dans les Conférences préparatoires; principe d'après lequel les Plénipotentiaires, après avoir constaté ensemble l'accord de leurs pensées sur les bases de paix, auraient individuellement conservé leur complète liberté d'interprétation au sujet du développement de ces bases.

Monsieur Drouyn de Lhuys ayant prouvé par le Traité du 2 décembre que les alliés ont contracté l'engagement réciproque de n'entrer dans aucun arrangement avec la Russie avant d'en avoir délibéré en commun, et que, par conséquent, rien n'est plus simple que de rencontrer dans la négociation d'un côte les alliés comme être collectif, et de l'autre la Russie, le Prince Gortchakoff, sans vouloir se dissimuler le fait de l'alliance, appuie sur la nuance qu'il y a entre une Puissance belligérante et une Puissance qui, tout en étant l'alliée

des belligérants. n'est pas elle-même en état de guerre. Il établit, 1855
que lors de la conclusion du traité du 2 décembre, qui a eu pour objet de poser les bases de la paix, leur interprétation n'était point arrêtée, tout comme l'Autriche est restée libre de juger dans le cas où la paix ne serait pas rétablie, laquelle des Puissances l'aurait empêchée.

Le Baron de Bourqueney ne veut pas contester que chacun des Plénipotentiaires conserve ici sa liberté d'esprit en prenant part aux délibérations de la Conférence; mais c'est une conséquence rigoureuse du Traité du 2 décembre que les alliés cherchent à faire prévaloir une pensée commune vis-à-vis de l'adversaire commun.

Monsieur de Titoff, en protestant que la Russie n'est pas l'adversaire de l'Autriche, soutient que la marche proposée constituerait non seulement une Conférence à côte de la Conférence générale, mais entraînerait aussi au point de vue pratique des lenteurs regrettables.

Monsieur Drouyn de Lhuys réplique, que l'entente préalable par lui proposée n'est ni un fait nouveau, ni un fait illégitime; que c'est de droit que la France demande cette entente à ses alliés; qu'il ne verrait, pour sa part, des motifs de retard que dans le système contraire; qu'enfin, quisque les alliés, dans l'attente des propositions de la Russie, n'en avaient pas formulé de leur côte, il fallait bien s'en occuper maintenant de commun accord et sans le moindre retard.

Le Comte de Buol a adhéré à la proposition de Monsieur Drouyn de Lhuys, soit au point de vue du principe, soit en considération de l'avantage pratique qu'offrirait son application — avantage déjà prouvé par la marche suivie lors de la discussion des deux premiers points, sans préjudice pour la liberté d'opinion de chacun.

Sur l'observation de Monsieur de Titoff que l'initiative de la Sublime Porte lui semblerait au fond mieux que toute autre répondre à la nature des choses et aux exigences de la situation, Monsieur Drouyn de Lhuys a dit que les alliés auraient à coeur de tenir très grand compte de cette initiative dans l'entente préalable qui allait avoir lieu entre eux.

MM. les Plénipotentiaires se sont réservé de convenir ultérieurement du jour où ils se réuniraient de nouveau en Conférence.

Signe: *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Drouyn de Lhuys. — Bourqueney. — J. Russell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aali. — Aarif.*

1855 11.

Protocole (No 11) d'une Conférence tenue à Vienne, le 19 avril 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur Drouyn de Lhuys, et
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne:
Lord John Russell, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aali Pacha, et
Aarif Efendi.

Le Protocole de la dernière séance ayant été lu et approuvé, on a repris la discussion sur la troisième garantie. Monsieur Drouyn de Lhuys a rappelé le double objet de cette garantie. La Sublime Porte étant intéressée en première ligne à ce que son existence soit plus complètement rattachée à l'équilibre Européen, Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de France a invité les Plénipotentiaires Ottomans à s'expliquer les premiers sur cette partie de la question.

Aali Pacha est d'avis qu'elle pourrait être résolue d'une manière satisfaisante par une stipulation conçue dans les termes suivants:

„Les Puissances contractantes voulant manifester l'importance qu'elles attachent à ce que l'Empire Ottoman participe aux avantages du concert établi par le droit public entre les différents États Européens, déclarent considérer désormais cet Empire comme partie intégrante de ce concert et s'engagent à respecter son intégrité territoriale et son indépendance comme condition essentielle de l'équilibre général."

Les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont donné leur entière adhésion au principe établi par le Ministre des Affaires Etrangères de la Sublime Porte.

Les Plénipotentiaires de Russie y adhèrent également. En expliquant leur pensée, ils ajoutent qu'ils n'entendent point par là engager leur cour à une garantie territoriale.

Monsieur Drouyn de Lhuys, dans le but de formuler avec plus 1855
de précision le principe unanimement admis, propose une rédaction d'Article, qui est adoptée.

Sur l'observation de Comte du Buol, qu'il fallait aussi prévoir la possibilité d'un conflit entre la Sublime Porte et une des Puissances contractantes, on tombe d'accord sur la rédaction d'un second Article, joint ici en même temps que le premier sous litt. A.

L'un des objets de la troisième garantie se trouvant ainsi réglé, on passe à l'autre partie de la question, savoir, la cessation de la prépondérance Russe dans la mer Noire.

Monsieur Drouyn de Lhuys expose ses vues sur cette matière. Il établit que le moyen le plus naturel et le plus efficace de faire cesser la prépondérance de la Russie dans la mer Noire consiste en la limitation des forces maritimes qu'elle y entretient. La Russie ayant accepté le principe de la cessation de la prépondérance dans la mer Noire, le Gouvernement Français ne s'attendait pas à voir exclure le principal moyen d'exécution par la déclaration des Plénipotentiaires de Russie, qu'ils considéreraient toute limitation comme attentatoire aux droits de souveraineté de l'Empereur leur maître.

Il entre dans de longs développements tendant à prouver que tout Traité implique une certaine restriction des droits de souveraineté, qui toutefois, étant librement consentie, n'est nullement dérogatoire à la dignité souveraine.

Envisageant la question au point de vue des faits, il constate que la mer Noire n'est en ce moment occupée que par les forces de trois Puissances, à l'exclusion de la Russie. Ces Puissances, maîtresses de la mer Noire, le resteront autant que durera la guerre. Ce n'est donc pas à elles à demander des concessions à la Russie. Voulant bien poser la question, il serait plus exact de dire, que c'est à la Russie à demander aux trois Puissances à quelles conditions elles consentiront à faire cesser l'exclusion dont son pavillon de guerre est actuellement frappé. S'imposer une limitation modérée pour rentrer en possession d'une portion de souveraineté, qui, de fait, n'est plus entre les mains de la Russie, ce serait donc faire un sacrifice tout à fait raisonnable et justifié par les circonstances. Ce sacrifice serait d'autant plus motivé et honorable, qu'il contribuerait essentiellement à donner à l'Europe un gage de la durée et de la solidité de la paix qu'il s'agit de rétablir.

Après avoir ajouté qu'il avait à coeur de bien constater que les propositions à faire à la Russie étaient parfaitement honorables, et qu'en les refusant elle mettrait les torts de son côté, il a donné lecture des Articles 3 à 10 ci-joints et copie sous litt. B. En entrant dans les préliminaires de paix, sauf les changements de rédaction à y apporter, ces Articles seraient, selon lui, suffisants pour rassurer

1855 l'Europe et pour sauvegarder l'intégrité et l'indépendance de l'Empire Ottoman.

Le Baron de Bourqueney n'a rien à ajouter à la clarté d'exposition ni à la force des arguments dont M. le Ministre des Affaires Étrangères de France à fait usage.

Lord John Russell a établi que dans les circonstances ordinaires une Puissance qui regarde comme excessive la force d'une Puissance limitrophe, peut avoir recours à ses propres ressources pour rétablir l'équilibre. C'est ainsi par exemple que la Grande-Bretagne, ayant été informée il y à une vingtaine d'années, que la Russie avait augmenté sa flotte Baltique, s'est bornée à renforcer sa propre marine. La mer Noire, cependant, se trouve placée dans une situation exceptionnelle. Le principe de la clôture de cette mer, après avoir de tout temps, été une règle de l'Empire Ottoman, est, par le Traité de 1841, entré dans le droit public de l'Europe. Des deux Puissances qui dominent seules les bords de la mer Noire, l'une, dejà très forte, augmente continuellement ses forces, tandis que l'autre se trouve affaiblie par les guerres qu'elle a eu successivement à soutenir contre la Russie. Dans cet état de choses l'Angleterre envisage l'accroissement excessif de la flotte Russe dans la mer Noire comme une menace perpetuelle suspendue sur le Bosphore et Constantinople, où cette flotte pourrait, en très peu de temps, transporter des forces de terre considérables. La Turquie ne trouvant pas dans ses propres forces les garanties de sécurité qu'elle-même et l'Europe avec elle ont le droit de réclamer, il est juste de les chercher dans la diminution des forces maritimes de l'autre Puissance riveraine, dans une proposition qui ferait cesser le caractère menaçant de ces forces. Ce sacrifice étant necessaire pour le repos de l'Europe, l'Empereur de Russie ne saurait, selon lui, le qualifier de dérogatoire à sa dignité. Admettre que l'Empire Ottoman est un élément essentiel de l'équilibre Européen et vouloir maintenir à la fois une menace perpétuelle dirigée contre cet Empire, lui semblerait une contradiction patente.

Au point de vue de l'honneur militaire il n'y aurait, selon lui, dans l'adhésion aux idées développées par M. le Ministre des Affaires Étrangères de France, rien qui pût froisser les susceptibilités de personne. Les armées qui attaquent Sébastopol et celle qui défend cette forteresse, se sont également couvertes de gloire, et l'honneur militaire est sauf des deux côtés.

Le Comte de Westmorland, en adhérant à l'opinion de son collègue, fait voloir, en faveur du mode de solution proposé des considérations puisées dans la convenance réciproque entre États riverains.

Le Comte de Buol voit dans le projet en discussion un moyen efficace pour mettre un terme à l'effusion du sang et pour rassurer

l'Europe contre la disproportion excessive qui subsiste entre les 1855
forces respectives des deux États riverains de la mer Noire. Il établit en thèse générale que prétendre limiter les forces de terre ou de mer d'une Puissance étrangère, ce serait porter atteinte à ses droits souverains. D'un autre côté, l'accroissement illimité de l'état militaire d'une Puissance, autorise les autres à en faire un objet de réclamations. Appliquant cette règle à la position tout exceptionnelle du Pont-Euxin, mer close, où l'on ne saurait attribuer qu'une tendance agressive à un développement indéfini des forces maritimes de l'une des Puissances riveraines, il trouve que dans ce cas spécial et dans ces eaux intérieures la limitation est juste et nullement de nature à compromettre la dignité souveraine.

Le Baron de Prokesch a dit que l'Autriche ne peut que vivement désirer de voir la Russie accepter la proposition en instance, qui, à ses yeux, est propre à rassurer l'Europe et à mettre les faits en accord avec les assurances du Cabinet de St. Pétersbourg.

Le Prince Gortchakoff adresse au Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche la question, si la limitation des forces Russes dans la mer Noire, que le Comte Buol avait admise par exception à un principe général reconnu par lui-même, devait dans son opinion être amenée par voie de coërcition dans le cas où la Russie se refuserait à y concourir spontanément.

Répondant à cette interpellation le Comte Buol constate que l'Autriche, quant à présent, appuie le projet en discussion, en le recommandant à l'adoption de la Russie; que du reste, il doit réserver à l'Empereur son maître toute sa liberté quant au choix des moyens par lesquels il jugerait à propos de prêter éventuellement son appui à cette proposition.

Le Prince Gortchakoff s'étant réservé de s'expliquer dans la prochaine Conférence sur le mode de solution proposé, Monsieur Drouyn de Lhuys fait valoir tous les motifs d'urgence qui militent en faveur d'une décision immédiate, en insistant particulièrement pour savoir au moins, des à présent, si les Plénipotentiaires de Russie acceptent ou non les grandes lignes du projet, sauf à en régler ultérieurement les détails.

Dans la discussion qui s'engage à ce sujet, les Plénipotentiaires de Russie établissent que ce n'est pas à eux qu'on saurait avec justice imputer les retards et les lenteurs de la négociation. Le Prince Gortchakoff dit, qu'il était parti du principe que chacun proposerait individuellement son mode d'exécution mais que, se trouvant aujourd'hui en face d'un plan combiné entre quatre sur une base qu'il avait toujours indiquée comme un écueil à éviter, il croyait à bon droit pouvoir demander, pour peser mûrement ce plan, dont il n'avait entendu qu'une rapide lecture, autant de temps qu'il

1855 en avait fallu pour l'élaborer, c'est-à-dire, deux fois vingt-quatre heures.

Monsieur Drouyn de Lhuys fait observer que si, dans le système proposé, la Russie trouvait à redire à la fixation d'un chiffre déterminé et à la signification directe et immédiate de ce chiffre aux Plénipotentiaires Russes par la Conférence, on pourrait imaginer un biais qui éviterait ce double inconvénient. Les Plénipotentiaires de la Russie et de la Porte s'entendraient entre eux au sein de la Conférence sur une base de pondération de leurs forces respectives, laquelle base serait consignée dans un arrangement qu'ils signeraient entre eux et qui, annexé au Traité, aurait même valeur et même force.

Sur l'observation générale émise par Lord John Russell, qu'il ne comprenait pas les scrupules de la Russie, lorsque la Porte se montre disposée pour sa part à épouser le principe de limitation, Monsieur de Titoff expose que pour résoudre les difficultés d'une manière équitable et conforme aux besoins et convenances des deux Puissances riveraines, le moyen le plus efficace consisterait sans doute à faciliter des explications directes entre les Plénipotentiaires de Turquie et ceux de Russie. Pénétré des effets salutaires d'une bonne intelligence entre les deux États, il est persuadé que rien n'offrirait aux Plénipotentiaires Russes de meilleure occasion pour prouver les dispositions conciliantes de leur Cour, que s'ils étaient dans le cas de discuter les intérêts avec une Puissance libre de ses résolutions et de ses mouvements.

Cette opinion ayant soulevé de plusieurs côtés l'objection que les Traités signés par la Porte à l'occasion de la guerre, lui interdisent de s'arranger avec la Russie sans le concours des alliés du Sultan, Monsieur de Titoff soutient, que discuter n'est point la même chose que s'engager. Il croit donc que sans déroger aux obligations que la Porte s'est imposées, les amis de la paix ne devraient pas décourager cette Puissance d'adopter une voie que la nature des choses indique aux deux pays; que la guerre n'empêche point d'avoir une foule d'intérêts limitrophes et susceptibles d'être le mieux appréciés, dès qu'ils seraient livrés à l'examen compétent de chacun dans ses affaires.

Le Prince Gortchakoff déclare être tout à fait d'accord avec les sentiments exprimés par son collègue, et regrette de voir la Sublime Porte, dont il s'agit de sauvegarder l'indépendance, dans une position qui y semble si contraire.

Aali Pacha proteste contre cette manière de poser la question. Il exprime ses regrets de se voir obligé, malgré son désir de ne pas envenimer la discussion, de répondre aux observations de Monsieur la Prince Gortchakoff, en établissant que la Sublime Porte

a été forcée par des circonstances qui sont à la connaissance de tout 1855
le monde, à récourir aux armes pour défendre ses droits; que les deux Grandes Puissances Occidentales ayant reconnu la justice de sa cause, ont signé avec elle un Traité d'Alliance, qui repose sur des bases de parfaite réciprocité; que la clause qui lie l'Empire Ottoman vis-à-vis des Puissances Occidentales, de ne rien conclure sans s'entendre au préalable avec elles, les lie en retour au même degré vis-à-vis de la Sublime Porte; que du reste ses pleines pouvoirs ne l'autorisent point à entamer avec la Russie une négociation séparée en dehors de la Conférence.

Signe: *Buol-Schauenstein.* — *Prokesch-Osten.* — *Drouyn.* — *Bourqueney.* — *J. Russell.* — *Westmorland.* — *Gortchakoff.* — *Titoff.* — *Aali.* — *Aarif.*

Annexe A au Protocole N° 11.

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes, désirant que la Sublime Porte participe aux avantages du concert établi par le droit public entre les différents États de l'Europe, s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte ou tout événement qui serait de nature à y porter atteinte, comme une question d'intérêt Européen.

Article 2.

Si un conflit survenait entre la Porte et l'une des Puissances contractantes, ces deux États, avant de recourir à l'emploi de la force, devraient mettre les autres Puissances en mesure de prévenir cette extrémité par les voies pacifiques.

Annexe B au Protocole N° 11.

Article 3.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et Sa Hautesse le Sultan, voulant se donner réciproquement un témoignage de leur confiance et prévenir les inquiétudes qui pourraient naître du développement excessif de leurs forces navales dans l'Euxin, s'engagent à n'avoir, chacune dans cette mer, que quatre vaisseaux, quatre frégates, avec un nombre proportionné de bâtiments légers et de navires non armés, exclusivement adaptés au transport des troupes.

1855

Article 4.

La régle de la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, consacrée par le Traité du 13 juillet 1841, restera en vigueur, sauf les exceptions specifiées dans les Articles suivants.

Article 5.

Chacune des Puissances contractantes qui n'ont pas d'établissement dans la mer Noire, sera autorisée par un firman de Sa Hautesse, en le notifiant cinq jours à l'avance à faire entrer dans cette mer un nombre de bâtiments égal à la moitié des forces navales que chacune des deux Puissances riveraines y entretiendra, conformément à l'Article 2.

Article 6.

En aucun temps les vaisseaux de guerre des nations étrangères, à l'exception des bâtiments légers appartenant aux Ambassades admis jusqu'à ce jour, ne pourront jeter l'ancre à la Corne d'Or, et en temps de paix, le nombre des vaisseaux de ligne des Puissances contractantes qui n'ont pas d'établissement dans la mer Noire, ne pourra être de plus de quatre à la fois devant Constantinople, dans leur trajet des Dardanelles à la mer Noire, et de la mer Noire aux Dardanelles.

Article 7.

Dans le cas où (ce qu'à Dieu ne plaise!) le Sultan serait menacé d'une agression, il se réserve le droit d'ouvrir les passages à toutes les forces navales de ses alliés.

Article 8.

Les deux Puissances riveraines de la mer Noire pour témoigner aux autres Hautes Parties Contractantes leur désir d'entretenir avec elles les relations les plus amicales, s'engagent à admettre dans tous les ports situés sur la mer Noire les Consuls que celles-ci jugeraient utile d'y établir.

Article 9.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et Sa Hautesse le Sultan, voulant donner une marque des sentiments généreux dont elles sont animées, promettent une amnistie pleine et entière à tous les habitants et fonctionnaires des Provinces qui ont été le théâtre de la guerre. Aucun d'eux ne pourra être recherché ni poursuivi pour ses opinions, pour ses actes, ou pour la conduite qu'il aurait tenue, soit pendant la guerre, soit pendant l'occupation temporaire des dites Provinces par les troupes respectives des parties belligérantes.

Les habitants des Îles d'Aland sont admis au bénéfice de cette disposition.

Article 10. 1855

Sa Majesté le Roi de Sardaigne est comprise dans la présente paix. Les relations commerciales et autres sont rétablies entre ce Royaume et l'Empire de toutes les Russies sur le pied où elles étaient avant la déclation de guerre.

12.

Protocole (N° 12) d'une Conférence tenue à Vienne, le 21 avril 1855.

Presents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur Drouyn de Lhuys, et
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Betragne:
Lord John Russell, et
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aali Pacha. et
Aarif Efendi.

La lecture du Protocole N° 11 donne lieu au Prince Gortchakoff de demander qu'il y soit expressement fait mention des explications dans lequelles il était entré dans la Conférence précédente pour établir qu'il n'attache pas à la garantie dont il est question dans l'Article I unanimement adopté, le sens d'une garantie active de l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman.

Monsieur Drouyn de Lhuys expose que l'engagement à contracter par les Puissances, ainsi qu'il a été constaté dans la dernière Conférence, leur impose l'obligation de respecter elles-mêmes et de faire respecter par les autres Parties contractantes l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, de manière que toute Puissance contractante qui porterait atteinte à cette intégrité territoriale serait responsable envers les autres, qui useraint alors, pour faire respecter l'engagement commun, de tous les moyens en leur pouvoir, l'emploi de la force non excepté.

Le Prince Gortchakoff reconnait qu'il y aurait obligati[illegible] la Russie de considérer tout acte attentatoire à l'intégrité ter[illegible]

1855 de la Turquie comme une question d'intérêt Européen, mais il se refuse à l'engagement d'en faire un cas de guerre. Il insiste sur l'insertion au Protocole précédent de son observation explicative.

Les Plénipotentiaires de Grande-Bretagne et d'Autriche, en adhérant à l'opinion exposée par Monsieur Drouyn de Lhuys, demandent de leur côté, en même temps que les Plénipotentiaires de France, à consigner au Protocole d'aujourd'hui l'expression des regrets avec lesquels ils prennent acte de l'interprétation restrictive du Prince Gortchakoff.

Le Comte Buol ajoute que son impression avait été que les explications échangés de part et d'autre dans la dernière Conférence, avaient fait entièrement disparaître la divergence d'opinion manifestée d'abord par le Prince Gortchakoff.

La lecture du Protocole N° 11 terminée, le Prince Gortchakoff dit que les Plénipotentiaires de Russie ont aujourd'hui un double devoir à remplir; celui de donner leur opinion sur les propositions faites dans la dernière Conférence, et celui d'exposer leurs propres idées sur les moyens de développer le troisième principe.

Les propositions qui leur ont été faites, étant à leurs yeux dérogatoires aux droits de souveraineté de l'Empereur leur maître, contraires à l'équilibre Européen, et dangéreuses pour l'indépendance de l'Empire Ottoman ils ne peuvent que les décliner.

Avant de faire connaître à la Conférence les vues des Plénipotentiaires de Russie sur le sens dans lequel pourrait avoir lieu la révision du Traité du 13 juillet 1841, le Prince Gortchakoff exprime itérativement ses regrets de ne pas voir représentée ici l'une des Puissances Européennes dont le double droit de participer à ces délibérations ressort, à ses yeux, de sa qualité d'État de premier ordre, et du fait qu'elle est co-signataire de ce Traité.

Après avoir donné lecture du mémorandum annexé sous litt. A, le Prince Gortchakoff demande si la Conférence désire aussi connaître les idées des Plénipotentiaires de Russie sur le mode d'application des vues générales qu'il vient d'exposer

Lord John Russel déclare que le plan developpé par le Prince Gortchakoff repose sur une base sur laquelle il n'est pas autorisé à traiter; que, par conséquent, il lui est interdit d'entrer dans la discussion des détails de ce plan; que toutefois il ne peut empêcher le Prince Gortchakoff de les faire connaître.

Le Prince Gortchakoff, après avoir donné lecture de la pièce annexée sous litt. B, tient à constater que la Russie s'étant engagée à proposer les moyens d'établir l'équilibre des forces dans la mer Noire, a dégagé sa parole.

Aali Pacha déclare que ses instructions lui prescrivent de maintenir le principe de la clôture des Détroits, que le plan Russe

tend à abolir; que la Sublime Porte, ayant de tout temps considéré 1855
ce principe comme une garantie de son indépendance, tient à le voir respecté sauf quelques exceptions, qui pourraient être stipulées; que l'ouverture de la mer Noire constituerait, à ses yeux, non seulement un danger pour l'Empire Ottoman, mais multiplierait aussi les occasions de conflit entre les Puissances Européennes.

Monsieur Drouyn de Lhuys constate, qu'il n'est pas autorisé à discuter les détails du plan Russe, dont l'idée fondamentale est diamétralement opposée au système que la France aurait voulu faire prévaloir. Ce système tendait à obvier au danger de laisser les deux forces inégales en présence l'un de l'autre, en faisant disparaître de la mer Noire, sauf les exceptions justifiées par le service de police des deux États riverains, tout appareil de guerre, tandis que le projet Russe permettrait de l'augmenter indéfiniment. La France, empruntant cette idée à l'Impératrice Cathérine de Russie, aurait désiré faire du Pont-Euxin une mer entièrement commerciale, d'où seraient exclus les pavillons de guerre de toutes les nations; le plan produit par le Prince Gortchakoff tend au contraire à les y appeler tous. La France maintient le principe de la clôture; la Russie veut l'abolir.

Monsieur Tytoff ayant fait observer que l'Article 5 du projet de Traité présenté par Monsieur Drouyn de Lhuys enfreint aussi le principe de clôture et même d'une manière, selon lui, très dangéreuse pour l'indépendance de la Porte, et le Prince Gortchakoff ayant également déclaré que rien ne serait menaçant pour cette indépendance et pour l'équilibre Européen en général, que des combinaisons qui admettraient de l'autre côte des Détroits l'existence des flottes les plus formidables du monde, tandis qu'en deça le contrepoids de la marine Russe serait anéanti, Monsieur Drouyn de Lhuys réplique que le Gouvernement Ottoman est le meilleur juge de la question de savoir si les exceptions stipulées par l'Article 5 sont, au non, conformes à son intérêt; que d'ailleurs l'exception ne fait que confirmer la règle, et qu'en tout cas il n'y a pas de comparaison possible entre les cas exceptionnels prévus par l'Article en question, et l'abolition totale du principe de clôture que la Russie propose.

Lord John Russell rappelle, qu'il a déjà établi dans la dernière Conférence que les dangers qui menacent l'Empire du Sultan ne viennent que de la Russie: que de la France, pas plus que la Grande-Bretagne, ne sont soupçonnées de viser au renversement de la puissance Ottomane; que rien ne prouve mieux que la guerre actuelle les sentiments tout opposés dont ces Gouvernements sont animés. La Sublime Porte a fait appel aux Puissances Occidentales, soit pour avoir leur assistance contre l'agression de la Russie, soit pour obtenir des garanties de sécurité pour l'avenir. L'Angleterre aurait vu un moyen efficace de les lui procurer dans l'adoption du système de

1855 neutralité de la mer Noire, dont Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères de France a fait mention. La Russie aurait pu y adhérer sans danger, puisque la mer Noire serait restée close à tous les pavillons de guerre. La Russie ayant rejeté ce système, tout comme celui de la limitation réciproque des riverains, avec admission d'un nombre restreint de bâtiments de guerre des Puissances contractantes, et n'ayant proposé de son côté qu'un plan basé sur un principe tout opposé et n'offrant, selon lui, aucune garantie contre les dangers qu'il s'agit d'écarter, il ne peut qu'exprimer ses profonds regrets de ce qu'il n'ait pas été possible de s'entendre au sein de la Conférence sur les moyens de solution pacifique, et de voir l'Angleterre et la France réduites à la nécessité de chercher les garanties indispensables dans la continuation de l'occupation de la mer Noire et de la mer Baltique.

Le Comte de Westmorland partage l'opinion de son collègue.

Monsieur de Titoff regrette que les Plénipotentiaires de Grande-Bretagne ne se trouvent pas même autorisés à discuter le projet mis en avant par la Russie, tandis qu'une pareille latitude aurait semblé offrir un véritable gage de leur sincérité à désirer la paix.

Le Baron de Bourqueney ayant fait observer que tout le plan développé par les Plénipotentiaires Russes a l'air d'avoir été inspiré par la pensée que la prépondérance de la Russie dans la mer Noire, à laquelle la Conférence doit chercher les moyens de mettre fin, est une nécessité absolue pour l'équilibre Européen, le Prince Gortchakoff réplique, que le travail présenté par lui a eu le double objet de mettre en lumière, d'abord, que la force agressive de la flotte Russe dans l'Euxin n'est pas à beaucoup près aussi redoutable qu'on a l'air de le croire, et puis, que dans l'intérêt de l'équilibre Européen comme dans celui de l'indépendance de la Porte, l'existence d'une force navale Russe dans la mer Noire est nécessaire.

Le Comte Buol dit, que l'Autriche n'ayant rien plus à coeur que de contribuer au rétablissement de la paix, il regrette sincèrement voir la Russie proposer le principe de l'ouverture de la mer Noire, tandis que les autres Puissances sont unanimes à proclamer le principe contraire comme nécessaire à la tranquillité de l'Europe. L'Autriche comprend que la Russie tient à avoir dans la mer Noire une force respectable, mais elle voit dans l'extension illimitée de cette force un danger non seulement pour la Turquie, mais pour la Russie elle-même. Les Plénipotentiaires Russes ont constaté eux-mêmes, que la flotte de la mer Noire a été trop faible pour contribuer dans la guerre actuelle efficacement à la défense des côtes. Il n'en est pas moins vrai, qu'elle est encore trop forte vis-à-vis de la marine Ottomane, ainsi que les faits de la guerre l'ont également prouvé. C'est donc dans le but d'obvier au retour de nouvelles

complications que l'Autriche désire voir apporter une certaine limitation aux forces maritimes de la Russie dans la mer Noire. 1855

Monsieur Drouyn de Lhuys établit que la Russie ne veut donner à l'Empire Ottoman aucune espèce de garantie. Quant à celle renfermée dans l'Article 1, et adoptée dans la dernière Conférence, la Russie la réduit à une chimère, puisque même dans le cas où une province Turque serait envahie par une des Puissances contractantes, la Russie, d'après l'interpretation du Prince Gortchakoff, se bornera à l'emploi de ses bons offices. De l'autre côté elle n'admet aucune limitation d'une flotte qui, au jugement de toutes les Puissances, est disproportionnée aux forces de l'autre Puissance riveraine, au point de constituer pour elle une menace permanente. La Russie signale elle-même comme un danger pour la Porte le rassemblement des forces Européennes autour de Constantinople, et cependant elle propose un plan d'après lequel elles pourraient y accourir librement, et qui permettrait même à la flotte Russe de la Baltique de venir rejoindre celle de la mer Noire.

Le Prince Gortchakoff ne prétend point que son projet soit exempt d'inconvénients. Mieux vaudrait, en général, abandonner la Sublime Porte à ses propres inspirations et lui laisser davantage sa liberté de mouvement. En tout cas son projet présente moins d'inconvénients que celui produit par Monsieur Drouyn de Lhuys, auquel il attribue la tendance d'humilier la Russie, puisque le principe de limitation touche aux droits souverains.

Monsieur Drouyn de Lhuys proteste contre la tendance imputée à son projet. Si la Russie n'a pas l'intention de donner à sa marine de la mer Noire un développement indéfini, pourquoi ne s'entendrait-elle pas de gré-à-gré avec la Puissance limitrophe sur une base de limitation réciproque, pourquoi les deux Puissances ne donneraient-elles pas ensuite connaissance à la Conférence du concert établi entre elles? Où serait là l'humiliation et où le déshonneur?

Le Baron Prokesch constate que lorsque quatre Puissances sont unanimes à voir dans l'existence d'une flotte illimitée dans la mer Noire un danger pour l'Empire Ottoman, l'opinion contraire de la Russie ne saurait les empêcher d'aviser à des mesures de précaution pour obvier à ce danger. Les Plénipotentiaires Russes ont admis eux-mêmes, qu'un développement illimité des forces navales Russes dans la mer Noire n'était ni dans les intérêts ni dans les intentions de la Russie. Pourquoi dès lors ne pas s'imposer cette limitation sous une forme aussi convenable que celle d'une entente réciproque entre Puissances limitrophes?

Le Prince Gortchakoff répond à Monsieur le Baron de Prokesch qu'il ne saurait que partager le respect que le Plénipotentiaire d'Autriche manifeste pour un droit de souveraineté de la Sub[illegible]

1855 Porte; qu'il le reconnaît comme incontestable et s'incline devant ce principe; mais qu'en retour il demande à M. le Plénipotentiaire d'Autriche, pourquoi la même valeur n'est pas accordée par lui à un droit de souveraineté également incontestable de l'Empereur de Russie, celui de décider du nombre des vaisseaux qu'il lui convient d'avoir dans ses propres ports? Il lui semble que dans ce cas la réciprocité serait de la plus stricte équité.

Le Baron de Prokesch établit que la réponse est dans la différence des positions respectives, l'Autriche étant dans la crise actuelle l'alliée des Puissances qui sont en guerre avec la Russie. D'ailleurs, quelle que soit la confiance que méritent la sagesse et la modération des Souverains, elle ne suffit pas pour rendre superflues les stipulations positives des Traités, nécessaires aussi longtemps qu'il y a des Gouvernements.

Monsieur Drouyn de Lhuys tient à répéter que le projet produit par lui avait été inspiré par une pensée sincèrement conciliante et qu'il ne renfermait absolument rien de blessant ou de provoquant pour la Russie. Le problème à résoudre consistait à trouver les moyens de rattacher l'existence de l'Empire Ottoman à l'équilibre Européen, et de mettre fin à la prépondérance Russe dans la mer Noire. Mais lorsqu'il s'agit de mettre à l'abri de toute atteinte l'intégrité territoriale de la Turquie, la Russie dit qu'elle veut la maintenir, mais point garantir, et lorsqu'il s'agit de parer aux dangers qui menacent la Turquie du côté de la mer, la Russie rejette péremptoirement toute espèce de limitation de sa flotte, même sous la forme d'un arrangement direct avec la Sublime Porte.

La discussion ayant été ramenée à la question de la garantie agitée déjà au début de la séance, et sur l'opinion divergente de celle des autres membres de la Conférence que les Plénipotentiaires de Russie ont émise sur la portée de cette garantie, le Baron Bourqueney constate qu'en sa qualité de signataire du Traité de 1841, il a déjà assisté à la même lutte que celle dont il est aujourd'hui témoin. Si ses efforts n'ont pas réussi alors à faire passer le principe du préambule dans le dispositif, il aura au moins la satisfaction de soutenir deux fois la même doctrine, en face, il est vrai, des mêmes adversaires. Qui oserait contester que l'obligation internationale démandée aujourd'hui à la Russie par les quatre Puissances, inscrite alors dans les Articles d'un Traité, n'eût pas imposé à toutes les Parties Contractantes des devoirs dont le prompt accomplissement eût étouffé dans leur germe les complications actuelles?

Le Comte Buol établit que si l'une des Puissances contractantes attache à la garantie commune un autre sens que les quatre autres, ce sera à ses risques et périls, puisque les quatre maintiendront leur interprétation.

Aali Pacha propose pour l'Article 1 une rédaction modifiée 1855
dont copie est ci-jointe sous litt. C, en ajoutant que l'engagement pris par chacune des Puissances Contractantes en vertu de cet Article, consiste, dans son opinion, à respecter et à faire respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, et que la garantie commune s'applique, par conséquent, à la stricte observation de cet engagement de la part de chacune des Parties Contractantes.

Le Baron Prokesch trouve qu'il serait plus logique de fondre les Articles 1 et 2 en un seul.

La Conférence tiendra compte de ces propositions lors de la rédaction définitive.

Le Comte Buol ne regarde pas comme épuisés les différents modes de solution et considère particulièrement comme la tâche de l'Autriche de s'occuper de la recherche des moyens de rapprochement. Il espère donc que la Conférence se réunira de nouveau dès que l'un de ses membres aura de nouvelles propositions a lui faire.

Lord John Russel, tout en rendant justice à l'esprit conciliant de M. le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche, déclare pour sa part que ses instructions sont épuisés.

Monsieur Drouyn de Lhuys fait la même déclaration, en ajoutant qu'il se voit obligé de prendre les ordres de l'Empereur son maître, et en se réservant d'en informer éventuellement le Représentant de France à la Cour de Vienne.

Signé: *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Drouyn. — Bourqueney. — J. Russel. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aali. — Aarif.*

Annexe A au Protocole N° 12.

Le Cabinet Impérial de Russie en acceptant „les quatre points" pour base de négociations, ne s'est pas dissimulé leur véritable signification; encore moins a-t-il jamais songé à l'altérer.

La pensée fondamentale qui préside aux délibérations de la Conférence est de faire cesser la position isolée de l'Empire Ottoman, de le rattacher à l'équilibre Européen, de la faire entrer dans le droit public du monde civilisé; enfin de lui assurer des conditions d'existence propres à lui offrir à lui-même des gages de sécurité, a donner à l'Europe des garanties contre de nouvelles complications.

La réalisation de cette pensée devait nécessiter des sacrifices essentiels de la part de la Russie. Décidée à les faire, pourvu qu'ils conduisent réellement au but qu'on se proposait, la Russie a accepté franchement et loyalement le nouveau programme. Elle

1855 Les Plénipotentiaires de Russie n'ont pas besoin de rappeler la manière large dont le Cabinet Impérial l'a tout récemment formulé. La circulaire de Monsieur le Comte Nesselrode a été lue ici même; elle est sans doute présente à tous les esprits.

Durant tout le cours des Conférences l'attitude des Plénipotentiaires de Russie a consciencieusement répondu à ce programme. Ils ont réuni tous leurs efforts pour le mettre en oeuvre avec franchise et loyauté.

Les discussions qui ont eu lieu sur la position future des Principautés du Danube, ainsi que sur la libre navigation de ce fleuve, en fournissent la preuve.

Se bornant à écarter des stipulations tout ce qui pouvait rappeler des appréhensions et des méfiances, qu'ils repoussent comme injustes et non-motivés, les Plénipotentiaires de Russie sont entrés, pour le reste, sans restriction ni détour, dans toutes les vues tendantes à réaliser le nouveau système politique qui aurait désormais à régir l'Orient.

Ils n'ont reculé, à cet effet, devant aucun sacrifice compatible avec l'honneur et la dignité de leur Souverain et propre à concourir au but qu'on se propose d'atteindre.

Les membres de la Conférence leur rendront, on peut l'espérer, la justice de reconnaître que toutes leurs démarches ont eu pour objet de réaliser la pensée commune, qui est, de consolider la position de l'Orient de manière à faire cesser les rivalités des Grandes Puissances.

Cette pensée, ils l'apportent avec la même abnégation à la solution du troisième point. Ils désirent seulement que, pour y arriver, on veuille bien quitter le terrain des préventions, pour se placer sur celui de l'équilibre Européen qui embrasse la question Orientale.

En examinant de ce point de vue élevé les engagements qui découlent du troisième point, on arrivera facilement à une solution honorable pour tous et offrant des garanties réelles à toutes les Parties Contractantes.

Avant tout il est nécessaire de mentionner que ce que l'on veut bien appeler la prépondérance de la Russie dans la mer Noire, a été le résultat de la nature et de l'ensemble des relations politiques des deux Empires riverains. C'est une supériorité d'autorité que la Russie a exercée plutôt par l'ascendant que lui donnaient ses Traités particuliers avec l'Empire Ottoman que par sa suprématie maritime. Elle résultait de l'isolement de la Porte, bien plus que de son infériorité sur mer.

Développée sous l'empire de circonstances indépendantes de la Russie, telles que la régénération de la Grèce, la bataille de Navarin, la conquête de l'Algérie par la France, les tendances autonomes du Pacha d'Egypte, des Beys de Tunis et de Tripolis, qui privaient la

Porte de secours maritimes assez importants, cette infériorité n'était 1855
pas provoquée par la Russie. Elle n'avait fait l'objet d'aucune stipulation. Elle pouvait cesser au gré de la Porte.

La configuration topographique du Bosphore, si favorable à l'organisation d'un système de défense inexpugnable; la possession de forteresses et de ports, tels que Varna, Sisépolis, Bourgas, Trébisonde, etc.; l'avantage de pouvoir grouper toutes ses forces autour de trois bassins contigus, c'étaient là et ce sont encore, des avantages marquants, que la Porte possédait et possède toujours sur la Russie, qui, obligée d'entretenir des forces navales dans quatre mers séparées par des distances immenses, ne saurait donner à sa marine dans la mer Noire qu'un développement restreint.

Si malgré les méfiances que, depuis une vingtaine d'années, on a cherché à exciter contre la Russie la Porte n'usa pas de ses avantages, ne serait-ce pas parce que, au lieu de voir un danger pour elle dans le développement maritime de la Russie, elle eut l'instinct de ceux qui la menaceraient d'autre part et contre lesquels, au besoin, les forces de la Russie pourraient lui servir de défense?

Moralement aussi bien que matériellement les faits sembleraient justifier cette appréciation.

On s'est étrangement abusé à l'endroit des dangers que la flotte Russe pourrait faire courir à l'Empire Ottoman.

En affirmant dans son ouvrage sur la Russie Méridionale, qu'avec sa flotte, portée, il est vrai, à trente vaisseaux, la Russie pouvait à volonté occuper Constantinople, le Maréchal Marmont a accrédité une double erreur: d'une part, parce que les forces navales Russes de la mer Noire ne peuvent jamais atteindre ce chiffre sans leur réunion avec celles de la Baltique, réunion qui est impossible; de l'autre, parce que si même un développement maritime aussi gigantesque pouvait s'effectuer, il serait bien loin d'offrir les dangers qu'on semble appréhender. Ce qui se passe actuellement en Crimée suffirait pour le prouver.

Les faits réels sont encore bien autrement en désaccord avec ces hypothèses. Prenons pour exemple ce qui se passait en 1833. A cette époque la flotte Russe paraît dans le Bosphore et effectue une descente, mais dans quelles conditions? C'est avec le consentement du Sultan et pour venir à son secours. D'ailleurs, appareillant de toutes voiles, la flotte Russe ne put transporter à cette époque que 10.000 à 12.000 hommes environ. Et l'on avouera que cette force, importante comme auxiliaire, eût été complétement insuffisante si elle se fut présentée en ennemie.

Depuis lors on a beaucoup parlé des développements qu'a pris la marine Russe. Malgré tout ce qu'on en a dit, que voyons-nous vingt ans après, c'est-à-dire en 1853? La flotte Russe emploie une quin-

1855 zaine de jours environ pour l'embarquement, le transport et le débarquement d'une division d'Infanterie, c'est-à-dire, de 15.000 hommes, de Sébastopol à Redoute Kalé.

En tenant compte de la proximité des établissements maritimes de la Russie, on peut évaluer tout au plus à 20.000 hommes le nombre des troupes de descente que la marine Russe de la mer Noire, dans son plus grand développement, serait à même de transporter sur un point quelconque du territoire Ottoman dans l'espace d'environ trois semaines.

Est-ce là un danger bien grand? Justifie-t-il les appréhensions qu'on a conçues? Ne risque-t-on pas, cherchant à l'éviter, de sacrifier à un danger chimérique les véritables conditions de la sécurité de l'Orient et de l'équilibre Européen?

Des dangers ont maintes fois menacé l'Empire Ottoman d'autre part que du nord. On a vu même un Amiral du Sultan conduire sa flotte à son vassal rébelle. Qui répond que des faits de cette nature ne puissent se renouveler encore?

D'ailleurs les flottes Anglaise et Française, prises non collectivement mais isolément, ne sont ni moins puissantes ni moins dangéreuses que celles de la Russie. Parce que les établissements maritimes de la France et de l'Angleterre sont plus éloignés, ils n'en sont pas plus inoffensifs. L'Europe est moins a même de surveiller les évolutions des flottes qui en sortent.

Grâce à la rapidité des communications électriques, elles peuvent, appareillant de Toulon et de Malte au moment même où la flotte Russe quitterait Sébastopol, arriver assez à temps pour parer aux dangers de la Porte. Mais qui répond qu'elles ne se présentent un jour avec la même célérité, soit isolément soit collectivement, devant le Sérail en ennemies de la Porte?

La rapidité avec laquelle la flotte Française appareilla vers Salamine en 1853, en montre la possibilité matérielle de la part de la France. Les menaces dont usait peu avant Monsieur de Lavalette en prouvent la possibilité morale. Pour ce qui concerne l'Angleterre, nous nous bornerons à mentionner la violation du Détroit en 1849 sous prétexte de tempêtes.

Où serait, si la mer Noire était désarmée, le secours contre de telles tentatives? Où le contrepoids pour empêcher qu'elles ne soient légèrement entreprises?

Ces simples réflexions suffisent pour démontrer, que quelle que soit la modalité qui serait adoptée dans la révision du Traité de 1841 afin de rattacher l'Empire Ottoman à l'équilibre Européen, le maintien dans la mer Noire de forces navales Russes respectables, non seulement ne serait pas de nature à élever des appréhensions sérieuses, mais serait même une des conditions nécessaires pour assurer, par

une pondération des forces navales qui peuvent se trouver en présence dans les eaux du Levant, le maintien intact des stipulations conclues dans l'intérêt de l'équilibre Européen; et qu'on n'objecte pas que ce serait là le maintien du statu quo et que par là la prépondérance que la Russie exerçait dans la mer Noire ne viendrait pas à cesser. 1855

Il a été démontré plus haut que cette prépondérance tenait à l'isolement de la Turquie; elle cessera donc avec l'entrée de celle-ci dans le droit public Européen.

La Porte conserverait non seulement la faculté qu'elle a toujours eue de donner selon son gré à sa marine le développement qui lui paraîtrait nécessaire, mais elle acquerrait encore une garantie morale contre toute attaque de la part de la Russie, qui, certes, ne risquerait pas, pour une entrepise des plus hasardeuses, d'attirer sur elle, par une violation du droit public Européen, une coalition générale.

Du reste, la Russie ne se refuserait pas pour sa part à offrir de nouvelles garanties par une révision du Traité de 1841, si cela était dans les convenances du Sultan.

Les transactions de la Russie conclues directement avec la Porte n'ont jamais fait de la mer Noire une mer close. Au contraire, le Traité d'Andrinople a eu le mérite d'avoir ouvert cette mer à la navigation marchande de toutes les nations indistinctement.

La fermeture des Détroits au pavillon de guerre n'a donc pas été le résultat de transactions de la Russie avec la Porte. Elle est provenue uniquement de l'ancienne législation de l'Empire Ottoman.

Le Traité de 1841 n'a servi qu'à reconnaître et à confirmer ce principe établi par les Sultans en leur qualité de Souverains du territoire qui avoisine les deux Détroits.

Ils sont libres d'ouvrir le passage, comme ils étaient maîtres de le tenir ferme.

Tant que les Détroits restaient clos, il en est resulté naturellement que la navigation de la mer Noire devenait accessible uniquement aux bâtiments de guerre des deux Puissances riveraines: l'une la Russie, l'autre la Turquie.

Les Plénipotentiaires Russes sont les premiers à admettre la faculté que possède le Sultan, de droit et de fait, d'ouvrir le passage des Détroits au pavillon de guerre des Puissances avec lesquelles la Porte est en paix, mais réciproquement en ouvrant à égal titre les Détroits pour autoriser le passage d'une mer à l'autre, et cela en faveur de toutes les nations.

Adoptée d'un commun accord dans l'intérêt de l'équilibre général, une disposition semblable peut servir à faire cesser l'infériorité relative dans laquelle la Porte se trouvait placée dans la mer Noire. Elle pourrait être complétée par d'autres mesures qui en

1855 seraient les corollaires. Convaincus que des stipulations empruntées dans cet ordre d'idées doivent amener la solution tant désirée et donner à la paix de l'Europe de nouveaux gages de sécurité, les Plénipotentiaires de Russie croient de leur devoir de faire appel aux sentiments qui animent les membres de la Conférence pour les engager à entrer dans cette voie salutaire et à discuter des propositions formulées dans ce sens.

Annexe B au Protocole No 12.

Article . Les Hautes Cours Contractantes ayant à coeur de faire cesser les inquiétudes qui pouvaient naître de l'inégalité des forces navales des deux Puissances riveraines dans le basin de la mer Noire, Sa Hautesse le Sultan, par un acte spontané de sa volonté souveraine, consent à modifier la règle de la clôture des Détroits de Dardanelles et du Bosphore, consacrée par le Traité du 1/13 juillet 1841, et à accorder désormais indistinctement aux pavillons de guerre de toutes les nations le libre passage à travers ces Détroits pour se rendre de l'Archipel dans la mer Noire et vice versâ.

Article . Les dispositions qui régleront le passage des bâtiments de guerre à travers les Détroits et détermineront les points et la durée des mouillages, feront l'objet d'un règlement spécial que la Sublime Porte promulguera selon les besoins de sa sécurité.

Article . Le règlement mentionné à l'Article précédent sera identique pour les pavillons de guerre de toutes nations en état de paix avec la Sublime Porte, qui, appelées à en jouir sur un pied de parfaite égalité, s'engageront à l'observer scrupuleusement.

Article . Sa Hautesse le Sultan se réserve toutefois, en vue de circonstances particulières, d'apporter dans les dispositions de ce règlement, en faveur de tel pavillon qu'il lui plaira, des modifications exceptionnelles et transitoires destinées à en élargir les franchises pour un temps limité.

Article . Pour le cas où (ce qu'à Dieu ne plaise!) la Sublime Porte serait elle-même en état de guerre, ou verrait sa sécurité compromise par des hostilités qui viendraient à éclater entre d'autres Puissances, Sa Hautesse le Sultan se réserve la faculté de suspendre le libre passage à travers les Détroits, soit totalement, soit partiellement, jusqu'à la cessation des circonstances qui auraient motivé cette mesure.

Annexe C au Protocole No 12.

Les Hautes Parties Contractantes, pénetrées de l'importance qu'il y aurait pour le maintien de l'équilibre général de voir la Sublime Porte participer aux avantages du concert établi par le droit

public entre les différents États Européens, déclarent la considérer 1855
désormais comme partie intégrante de ce concert; s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman; garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considereront en conséquence tout acte, etc.

13.

Protocole (No 13) d'une conférence tenue à Vienne, le 26 avril 1855.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et
Monsieur le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France:
Monsieur Drouyn de Lhuys, et
Monsieur le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne:
Monsieur le Comte de Westmorland;
Pour la Russie:
Monsieur le Prince de Gortchakoff, et
Monsieur de Titoff;
Pour la Turquie:
Aali Pacha, et
Aarif Effendi.

Le Comte de Buol ouvre la séance un disant, qu'il a invité les membres de la Conférence a se réunir sur la demande des Plénipotentiaires de Russie, qui ont déclaré avoir des communications à faire.

Le Prince Gortchakoff tient à établir que ce sont les Plénipotentiaires de Russie qui, dans la douzième Conférence, ont déposé au Protocole la dernière proposition tendant à la solution du troisième principe, et que ce sont eux encore qui présentent aujourd'hui, dans le même but, de nouvelles idées.

Avant de développer celles-ci, il croit devoir revenir sur une assertion de M. le Ministre des Affaires Étrangères de France, consignée dans le Protocole No 12, et portant „que la Russie ne veut donner à l'Empire Ottoman aucune espèce de garantie, et que quant à celle renfermée dans l'Article I, et adoptée dans la onzième Conférence, la Russie la réduit à une chimère, puisque même dans le cas où une province Turque serait envahie par une des Puissances Contractantes, la Russie, d'après l'interprétation du Prince Gortchakoff, se bornera à l'emploi de ses bons offices".

1855 Il fait observer que les Plénipotentiaires de Russie ont, de commun accord avec les autres membres de la Conférence, consacré le principe de faire participer la Sublime Porte aux avantages du concert Européen et de la placer sous l'égide du droit public de l'Europe; ils ont enfin, au nom de leur cour, pris l'engagement de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman. Ces engagements peuvent-ils être qualifiés de chimère? Une des raisons pour lesquelles il a décliné une garantie territoriale active de l'Empire Ottoman, se trouve dans la difficulté de définir avec certitude ses limites La garantie territoriale une fois stipulée, ne faudrait-il pas l'étendre aux points les plus éloignés, tels, pour exemple, que Tunis et Aden, et faire un cas de guerre de toute attaque dirigée contre l'un de ces territoires par une des Parties contractantes? Il se refuse à donner une si grande extension à l'engagement qu'il prend, parce que le sang de la Russie n'appartient qu'à la Russie. Cela ne veut pas dire toutefois que la Russie se bornera exclusivement à de bons offices. L'indépendance de la Sublime Porte n'est pas seulement un intérêt Européen, mais aussi un intérêt Russe. Si elle était menacée, la Russie ne serait pas la dernière à la défendre, mais elle se réserve le droit de peser, le cas échéant, s'il y a lieu ou non à l'emploi de ces ressources matérielles.

Abordant l'objet spécial de la Conférence d'aujourd'hui, il établit que le plan proposé par les Plénipotentiaires de Russie avait eu pour but non seulement de résoudre les difficultés du moment, mais encore, d'entourer l'indépendance de la Porte de garanties pour l'avenir; que ce plan toutefois ayant été décliné, surtout par la raison qu'il reposait sur un principe contraire à un droit de souveraineté de la Porte, dont elle juge le maintien nécessaire à son indépendance, il a cherché la solution dans un ordre d'idées différents. Il fait lecture des Articles 1 et 2 ci-joints en copie, l'un donnant une nouvelle consécration au principe de la fermeture des Détroits, et l'autre laissant la Sublime Porte elle-même juge souverain des cas où l'intérêt de sa sûreté exigerait des exeptions à ce principe et où elle croirait devoir appeler, selon les circonstances, soit les flottes des Puissances Occidentales, soit celle de la Russie.

Répondant au Prince Gortchakoff, M. Drouyn de Lhuys maintient les paroles que celui-ci a citées. Il constate de nouveau que la France prend l'engagement de respecter non seulement l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, mais aussi de les faire respecter, tandis que la Russie se refuse à contracter ce second engagement. Quant à la Régence de Tunis, à laquelle le Prince Gortchakoff a fait allusion, il n'éprouve, pour sa part, aucune difficulté à étendre à ce pays l'engagement qu'il est prêt à souscrire.

Pour ce qui concerne les nouvelles propositions des Plénipotentiaires Russes, il a déjà déclaré dans la dernière Conférence que ses instructions étaient épuisées, puisque la Russie avait exclu la limitation sous quelque forme que ce fût. Il applique la même déclaration aux propositions d'aujourd'hui. Sous cette réserve il fait observer que ces propositions tendent si peu à la cessation de la prépondérance Russe dans la mer Noire, qu'elles prévoient même le cas où la flotte prépondérante deviendrait hostile. 1855

Le Baron Bourqueney adhère en tout point à l'opinion de Monsieur Drouyn de Lhuys.

Lord Westmorland se réfère à la déclaration émise par Lord John Russell dans la dernière Conférence, et portant que les instructions des Plénipotentiaires de Grande-Bretagne étaient épuisées.

Quant à l'établissement d'Aden, dont il a été question, il constate que son Gouvernement n'y a rien fait de contraire à ses Traités avec la Sublime Porte.

Le Prince Gortchakoff répond que parlant d'Aden, son intention n'a pas été de faire des récriminations sur le passé, mais seulement de poser un cas hypothétique de nature à démontrer les conséquences extrêmes auxquelles conduirait, dans certaines éventualités, la garantie territoriale de l'Empire Ottoman.

Monsieur de Titoff ajoute à l'exposé de son collègue l'expression de l'espoir que la Conférence reconnaîtra que les obstacles à un rapprochement ne viennent pas des Plénipotentiaires de Russie, qui, loin de se renfermer dans un système exclusif, proposent aujourd'hui un plan sur une nouvelle base, tandis que les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne déclarent leurs instructions épuisées.

Aali Pacha et Aarif Efendi constatent que leurs instructions ne les mettent pas dans le cas de donner leur adhésion à la proposition des Plénipotentiaires de Russie, ni d'énoncer une opinion à cet égard, et qu'ils se trouvent absolument dans la même position que les Plénipotentiaires des Puissances alliées.

Le Comte Buol prend acte de la nouvelle proposition Russe. Il voit avec satisfaction que dans l'Article I, le principe de la clôture ait été substitué à celui de l'ouverture, antérieurement proposée. Il pense que l'Article II, qui réserve au Sultan la faculté d'appeler éventuellement à son secours des flottes étrangères et d'ouvrir exceptionnellement les Détroits, est susceptible d'une application pratique. La proposition lui semble discutable; elle renferme des éléments dont l'Autriche tâchera de tirer parti pour un rapprochement, mais à l'état d'ébauche où elle se trouve encore, il ne saurait la considérer comme une solution, ni même comme une base de solution.

Le Baron Prokesch dit que, puisqu'il y a disparité dans les positions respectives des Puissances, il sera difficile de faire pré-

1855 valoir le principe de réciprocité sur lequel repose l'Article II. Personne ne soupçonnera l'Autriche de vouloir porter atteinte à l'indépendance ou à l'intégrité territoriale de la Turquie. Lorsque les Puissances maritimes ont, de concert avec la Russie, concouru à l'émancipation de la Grèce, elles n'en ont retiré aucun agrandissement territorial. En revanche, la Russie, dans une suite de guerres faites à l'Empire Ottoman dans le cours d'un siècle, lui a enlevé provinces sur provinces. La marche suivie par elle en 1853 à été jugée par les Puissances signataires des Protocoles de Vienne comme renfermant de graves dangers et pour la Sublime Porte et pour l'Europe. C'est contre ces dangers qu'elles cherchent aujourd'hui à se prémunir. Les positions respectives n'étant pas égales, ce n'est pas à la Russie à chercher des garanties; elle n'en a pas besoin, ni pour elle-même, puisqu'elle les trouve dans ces propres forces, ni pour la Sublime Porte, qui n'en réclame pas de ce côté; mais il est juste que les Puissances alliés en demandent à la Russie dans l'intérêt de la Porte et contre le retour de dangers qui ont été pour toute l'Europe une cause de si graves perturbations et de si énormes sacrifices.

Au point de vue pratique il trouve que la flotte Russe, pour être éventuellement à même de porter efficacement secours à la Sublime Porte, devrait avoir une force considérable. L'Article II aurait donc pour effet de perpétuer un danger qu'ils s'agit précisément de faire cesser.

Le Prince Gortchakoff répondant aux Plénipotentiaires d'Autriche, constate que le projet aujourd'hui présenté est plus qu'une ébauche, qu'il a la valeur d'une base réelle; que ce projet ne tend pas seulement à la solution de la complication actuelle, mais qu'il embrasse aussi les prévisions de l'avenir, et que son exécution mettrait fin à la prépondérance de la Russie dans la mer Noire, tout en entourant l'existence de la Turquie de nouvelles garanties. L'Article II ne fait pas de la réciprocité une nécessité absolue; il rend hommage à l'autonomie de la Sublime Porte, en la constituant seul juge des dangers qui pourraient la menacer et en lui laissant la plus entière liberté de choix quant à ceux qu'elle voudrait appeler pour conjurer ces dangers. La faculté réservée au Sultan de pouvoir faire aussi appel au secours de la Russie, s'il le juge convenable, ne suppose pas a priori qu'elle devra entretenir dans la mer Noire une force navale prépondérante. Du reste, les Plénipotentiaires de Russie en proposant d'abord le „mare apertum", ensuite le „mare clausum", croient avoir fourni la preuve irréfragable de leur désir sincère de faciliter l'entente générale.

Le Comte Buol fait observer qu'en n'attachant au projet Russe d'autre valeur que celle d'une ébauche, il a été mu par la considération que ce projet propose seulement les moyens de mettre fin à la

prépondérance navale de la Russie lorsqu'elle se serait déjà élevée aux 1855
proportions d'un danger intolérable, mais ne tend nullement à la faire cesser d'une manière permanente et dans l'état ordinaire des choses.

Le Prince Gortchakoff réplique, que combiné avec les principes auxquels il a souscrit et qui ont pour objet de placer la Sublime Porte sous l'égide du droit public de l'Europe et de respecter son indépendance et son intégrité territoriale, son projet lui paraît avoir la valeur d'une oeuvre complète.

Monsieur Drouyn de Lhuys constate que la solution que la France aurait désiré faire prévaloir, eût été de nature à écarter le danger de quelque côté qu'il vînt. Aujourd'hui il n'est question que de chercher des garanties contre les dangers qui menacent la Turquie de la part de la Russie. Il ne suffit pas de proposer les moyens de mettre éventuellement un terme au conflit lorsqu'il a déjà éclaté; il faut écarter la possibilité d'un conflit, puisque tout conflit trouble l'Europe. Le nouveau projet Russe laissant subsister l'inégalité des forces dans la mer Noire, ne rassure l'Europe que sur l'issue des conflits qui pourraient naître. Dans le but d'en écarter la possibilité, la France a proposé l'engagement de faire respecter l'intégrité territoriale de la Turquie. Cet engagement, auquel la Russie se refuse, était pour la Sublime Porte une garantie plus sérieuse que le secours qu'on lui offre en perspective; car si la flotte Russe est forte, les forces à lui opposer seront encore plus considérables, et si elle est faible, le secours qu'elle pourra porter ne sera pas efficace.

Le Prince Gortchakoff établit que le contrepoids contre la prépondérance Russe se trouverait dans la faculté du Sultan d'appeler à son secours des flottes étrangères, et que la plus solide garantie pour l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Porte réside dans son entrée dans le concert Européen; que, de l'autre côté, l'existence d'une flotte Russe respectable dans la mer Noire est, à ses yeux, une condition essentielle, soit de l'équilibre Européen, soit de l'indépendance de la Porte. Il prend, du reste, acte du jugement que M. le Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche a porté sur la nouvelle proposition Russe, en exprimant l'espoir que les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne, dont les instructions, à son grand regret, ne leur permettent pas de la discuter, la soumettront à leurs cours et il ne doute pas que les Plénipotentiaires Ottomans n'en apprécient trop l'importance et les avantages, pour ne pas s'empresser de demander à la Sublime Porte des instructions à ce sujet.

Monsieur Drouyn de Lhuys reconnaît avec le Comte de Buol que le projet Russe n'est pas une base; qu'il en renferme to[illegible] plus un élément, en ce sens que le principe de clôture est pré[illegible] à celui d'ouverture. Tel qu'il est, ses instructions ne lui perm[illegible]

1855 pas de le discuter, pas plus qu'il ne consentirait à le porter à Paris.

Le Baron de Bourqueney constate que la position n'est pas modifiée par les nouvelles propositions, et il fait ses réserves pour que le silence qu'on s'impose volontairement, ne puisse être pris pour une adhésion.

Le Comte de Westmorland s'énonce dans un sens indentique.

Monsieur de Titoff fait observer qu'on paraît trop oublier que la troisième garantie avait pour objet de mettre fin à la prépondérance maritime de la Russie dans la mer Noire, en fortifiant à la fois l'indépendance et l'autonomie de la Sublime Porte. Ce double objet lui paraît mieux assuré par le projet Russe que par le principe de limitation soutenu par les adversaires; si bien que la Russie, si elle avait les projets ambitieux qu'on lui prête, aurait même des motifs de préférer une certaine limitation, résultant d'ailleurs en pratique de la nature des choses, à une combinaison qui ouvre la mer Noire aux flottes étrangères dès que la Sublime Porte se croirait menacée.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche ayant dit que c'est pour ce motif qu'ils eussent désiré voir adopter l'idée d'une entente directe à amener au sein de la Conférence entre les Puissances riveraines sur une limitation réciproque de leurs forces navales, le Prince Gortchakoff établit qu'autre chose est apprécier la valeur pratique d'une entente directe sur une limitation réciproque, ainsi que Monsieur de Titoff a été le premier à le faire, et autre chose vouloir imposer à la Russie cette limitation moyennant une négociation au sein de la Conférence — marche qui ne lui paraît pas pratique et que les Plénipotentiaires Ottomans ont d'ailleurs déclinée.

Monsieur Drouyn de Lhuys réclame la paternité de l'idée d'une entente directe, en ajoutant qu'Aali Pacha n'avait point objecté à la forme sous laquelle il l'avait lui-même proposée, mais qu'il s'était seulement opposé à une entente en dehors de la Conférence, comme contraire aux engagements réciproques contractés par les alliés.

Le Prince Gortchakoff rappelle que Monsieur de Titoff avait de son côte appuyé sur la différence qu'il y a entre discuter et conclure définitivement.

Aali Pacha émet l'opinion que le troisième point ayant été adopté en commun, la base de l'arrangement qui doit en amener la solution, ne saurait également être arrêtée qu'en commun au sein de la Conférence; que des négociations directes avec les Plénipotentiaires de Russie au sujet de cette base seraient contraires aux engagements réciproques contractés entre les Puissances alliées, et que c'est seulement sur les détails que l'on pourrait recourir au mode dont il s'agit.

Monsieur Drouyn de Lhuys établit que son idée tenait compte des trois points de vue essentiels: 1° inscrire la sécurité des alliés

dans le Traité Général; 2° donner à cette garantie la forme d'une 1855
entente directe entre les Puissances riveraines; et empêcher, enfin, qu'aucun des alliés n'entre dans un arrangement séparé.

Le Comte de Buol ayant à toute bonne fin pris acte des deux principes déposées dans les Articles proposés, le Prince Gortchakoff lui fait observer qu'il ne faut pas oublier que ces principes se rattachent intimement à l'adoption de l'ensemble du plan qu'il a présenté.

Le Baron Prokesch étant revenu sur la question du sens à attacher à la garantie accordée à la Sublime Porte par les Puissances contractantes, Monsieur Drouyn de Lhuys constate qu'il a déjà fait ressortir le peu de solidité des garanties que la Russie offre pour sa part à l'Empire Ottoman. Si son intégrité est violée par terre, la Russie ne s'engage pas à la défendre, mais seulement à interposer ses bons offices; si elle est attaquée du côté de la mer, la Russie fait espérer le secours éventuel de sa flotte, en demandant qu'elle puisse entrer dans la Méditerranée.

Le Prince Gortchakoff ayant répliquée, que puisqu'il est de l'intérêt de la Russie de défendre l'indépendance de la Porte, l'engagement explicite n'est pas nécessaire, Monsieur Drouyn de Lhuys fait observer qu'il ne s'agit pas ici des intérêts découlant de la position géographique, mais de stipulations positives.

Aali Pacha établit qu'aux termes de l'engagement à prendre, tout conflit entre la Sublime Porte et une des Puissances contractantes serait considéré comme une question d'intérêt Européen; que, par conséquent, les cas où la garantie commune pourrait entraîner la guerre ne sauraient être imminents.

Le Prince Gortchakoff ayant exprimé l'espoir que les idées présentées par les Plenipotentiaires de Russie seraient prises en sérieuse considération, les Plénipotentiaires de France, de Grande-Bretagne et de Turquie déclarent ne pouvoir que persister dans leur première déclaration.

Le Comte Buol renouvelle, en les résumant, les paroles prononcées par lui, ajoute que le projet développé par M. le Ministre des Affaires Etrangères de France, et décliné par les Plénipotentiaires de Russie, contenait un système complet et efficace; qu'il n'en saurait dire autant des propositions aujourd'hui présentées; que la Russie, en n'attachant à la garantie commune que la valeur d'un engagement de ne pas porter atteinte à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, la réduit au fond à une obligation qui s'entend pour ainsi dire de soi-même; que la combinaison proposée pour servir d'application au principe de la cessation de la prépondérance Russe dans la mer Noire, se borne à la faculté réservée au Sultan d'appeler à son secours les flottes étrangères lorsque la prépondérance de la flotte Russe deviendrait menaçante pour lui, ce qui, en fin de compte,

1855 ne ferait qu'augmenter les chances de conflit; que, somme toute, les propositions Russes ne sauraient être considérées que comme renfermant des principes de nature à être introduits dans un système général et complet.

Monsieur Drouyn de Lhuys adhère en tout point au langage du Comte Buol.

Les Plénipotentiaires Ottomans y adhèrent de leur côté.

Au moment de la clôture de la séance, le Prince Gortchakoff constate que les Plénipotentiaires de Russie ont largement dégagé leur parole en proposant plusieurs modes de solution.

Signé: *Buol-Schauenstein. — Prokesch-Osten. — Drouyn de Lhuis. — Bourqueney. — J. Rusell. — Westmorland. — Gortchakoff. — Titoff. — Aali — Aarif.*

Annexe au Protocole N° 13.

Article I.

Le principe de la fermeture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles en temps de paix, consacré par l'ancienne législation de la Sublime Porte et par le Traité du 1/13 juillet 1841, reste en pleine vigueur.

Article II.

Sa Hautesse le Sultan se réserve la faculté d'ouvrir, à titre d'exception transitoire, les Détroits des Dardanelles et du Bosphore aux flottes des Puissances étrangères que la Sublime Porte croirait devoir appeler lorsqu'elle jugerait sa sécurité menacée.

14.

Protocole (N° 14) d'une Conférence tenue à Vienne, le 4 juin 1855.

Présents: Pour l'Autriche: Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, et Monsieur le Baron de Prokesch-Osten; pour la France: Monsieur le Baron Bourqueney; pour la Grande-Bretagne: Monsieur le Comte de Westmorland; pour la Russie: Monsieur le Prince de Gortchakoff, et Monsieur de Titoff; pour la Turquie: Aali Pacha et Aarif Efendi.

Le Comte de Buol a ouvert la séance par les paroles suivantes:

„Dans la douzième Conférence j'ai eu l'honneur d'énoncer l'opinion que les modes de solution propres à réaliser complètement la troisième garantie n'étaient point épuisés et j'ai réclamé en particulier pour l'Autriche la tâche de s'occuper de la recherche des moyens de rapprochement.

„Nous sommes voués à l'accomplissement de cette tâche avec un 1855
zèle proportionné à la gravité des intérêts qui se trouvent en jeu. Les éléments de la solution que je vais soumettre à l'appréciation de la Conférence, je les ai puisés dans nos délibérations précédentes. En les récapitulant dans mon esprit, je me suis convaincu que plusieurs principes, admis de part et d'autre, pouvaient être considérés comme hors de discussion. Ces principes sont:

„1° rattacher l'existence de l'Empire Ottoman plus complètement à l'équilibre Européen,

„2° établir une juste pondération des forces maritimes entre les deux États riverains de la mer Noire,

„3° donner une nouvelle consécration à la règle de la fermeture des détroits, tout en réservant à la Sublime Porte la faculté d'appeler les flottes de Ses alliés, lorsqu'Elle se croirait menacée.

„Ces bases étant acquises à la négociation, quel est l'obstacle qui s'est opposé à une entente parfaite sur l'ensemble de la troisième garantie?

„La difficulté principale, je dirais la seule, réside dans le refus de la Russie de s'imposer par traité une limitation unilatérale de ses forces navales dans la mer Noire. Mais tout en qualifiant un pareil engagement d'attentatoire aux droits de souveraineté de l'Empereur, les Plénipotentiaires de Russie n'ont pas d'avance décliné l'examen de toute proposition se rattachant au principe de la limitation, et ils sont convenus qu'une stipulation de cette nature ne porterait pas atteinte à l'honneur, du moment qu'elle serait le résultat du consentement mutuel des parties contractantes.

„Dans le but d'écarter cette difficulté, l'un de MM. les Plénipotentiaires français, qui n'assiste plus à nos délibérations, a indiqué un expédient que j'aime à reproduire, parce qu'il constate les sentiments de modération dont ses instructions étaient empreintes.

„Une entente de gré à gré entre les Plénipotentiaires de la Russie et de Sublime Porte sur une base de pondération de leurs forces respectives et l'annexion subséquente au traité général de l'arrangement signé entre eux à ce sujet, ont été proposées par Monsieur Drouyn de Lhuys comme un moyen propre à concilier tous les intérêts et toutes les convenances.

„Ce mode, inspiré, selon nous, par une pensée éminemment conciliante, nous semblait à la fois être l'application pratique d'un mot heureux du Plénipotentiaire britannique, qui aussi n'est plus des nôtres.

„Aux yeux de l'Angleterre, c'est ainsi qu'il s'exprima, les meilleures conditions et les seules admissibles seraient celles qui, tout en étant les plus conformes à l'honneur de la Russie, fussent à la fois suffisantes pour la sécurité de l'Europe et pour obvier au

1855 retour de complications telles que celle à laquelle il s'agit de mettre fin."

„C'est donc cette idée, dont l'honneur appartient au Cabinet français, qui a servi de base au projet dont je vais donner lecture et qui, parfaitement honorable pour toutes les parties, réunit, à nos yeux, tous les éléments d'une solution satisfaisante de la troisième garantie."

Après cet exorde il a donné lecture du projet ci-annexé en copie.

Cette lecture terminée il conclut en s'exprimant ainsi qu'il suit:

„L'Autriche, je suis autorisé à le déclarer, verrait dans l'acceptation de ce programme les bases complètes d'une solution efficace et honorable pour toutes les parties. Constamment fidèle aux engagements qu'elle a contractés vis-à-vis de ses alliées, fidèle aux principes qu'elle a posés, mais placée en dehors de l'action hostile qui sépare les autres parties ici représentées, elle a dû envisager comme un devoir sacré émanant de sa position exceptionnelle, d'épuiser tous les moyens pour obtenir le triomphe de ces principes, tout en mettant, s'il était possible, fin aux calamités d'une guerre qui a déjà coûté tant de nobles victimes. C'est dans ces sentiments que l'Autriche présente cette proposition, en la recommandant à la considération sérieuse et bienveillante tant de ces alliés que de la Cour de Russie."

Le Baron Bourqueney déclare que la proposition de M. le Comte Buol ayant pour base un principe si itérativement et si péremptoirement repoussé par les Plénipotentiaires de Russie, c'est à eux à prendre d'abord la parole à ce sujet.

Le Comte Westmorland établit qu'il est venu assister à la Conférence en se rendant à l'invitation de M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche, mais qu'il se trouve dans la même position où il était dans la dernière séance, lorsqu'il a déclaré épuisées ses instructions.

Le Prince Gortschakoff, en contestant l'opinion du Baron Bourqueney que la proposition du Comte Buol reposait sur un principe catégoriquement rejeté par les Plénipotentiaires de Russie, prie M. le Plénipotentiaire de France de vouloir bien s'expliquer le premier.

Le Baron Bourqueney constate alors que, pressé d'émettre son opinion, il se voit obligé à revenir sur le refus péremptoire et réitéré des Plénipotentiaires de Russie d'admettre la réduction de leurs forces navales par traité et sur une base discutée en Conférence. Ce refus a, comme de raison, laissé des traces et exercé une influence positive sur les directions dont son Gouvernement l'a muni dans la prévision de la Conférence qui serait convoquée par le Ministre des

affaires étrangères d'Autriche pour faire connaître les moyens de 1855
rapprochement à la recherche desquels il avait déclaré vouloir se livrer. Le projet par le Comte Buol ne se trouvant pas complètement atteindre les conditions que ses instructions antérieures indiquent, il est pour sa part dans le cas de déclarer, en ce qui le concerne, la mission de la Conférence épuisée.

Le Prince Gortchakoff établit que, d'après les déclarations qu'il vient d'entendre, les Conférences de paix ont cessé de facto. Son droit serait donc le silence absolu, puisque vouloir entrer en matière ce serait discuter sur des bases qui aux yeux de l'Autriche sont complètes, tandis que ses alliés les jugent insuffisantes. I ne veut cepedant pas se prévaloir de ce droit. Partant du fait que les propositions autrichiennes ont déjà été pesées par les Cabinets de Paris et de Londres, il les portera également à la connaissance de sa Cour, au jugement de laquelle il doit réserver leur libre et entière appréciation.

Il énoncera toutefois son opinion personnelle comme témoignage d'égards pour le Cabinet qui a voué tant de soins à la rédaction du projet en question.

En l'analysant, il pose d'abord en fait que ce projet ne repose pas sur le principe que les Plénipotentiaires de Russie ont invariablement repoussé et qu'ils repousseront toujours. Passant aux différents articles, il n'a rien à objecter au principe formulé par le premier. Quant au second, il trouve que son essence réside dans l'entente directe entre les Plénipotentiaires de Russie et de la Sublime Porte sur une pondération de leurs forces navales respectives. Il ne repousse pas une combinaison semblable, tout en soutenant que la fixation du chiffre de ces forces regarde les deux Puissances directement intéressées et que les droits de souveraineté de l'une et de l'autre seraient atteints, si d'autres Puissances voulaient à ce sujet leur faire de la loi. Il est d'accord avec l'article 3. Il trouve que les articles 4 et 5 découlent au fond de l'article 2 du contreprojet russe, qui laissait Sa Hautesse le Sultan souverain juge de la question de savoir, s'il serait, ou non, conforme à ses intérêts d'ouvrir exceptionnellement les détroits.

En résumé, il trouve dans les principes généraux du projet du Comte Buol les bases d'une solution possible de la troisième garantie.

M. de Titoff partage cette opinion de son collègue, et sans avoir rien à ajouter à l'appréciation personnelle exposée par ce dernier, il s'associe pleinement à sa déclaration officielle de vouloir déférer le plan d'arrangement proposé par M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche à l'examen et à la décision de sa cour.

Aali Pascha déclare que le projet d'une entente directe entre la Sublime Porte et la Russie avait pour base, comme les autres

1855 systèmes discutés au sein de la Conférence, le principe de la limitation. Le rejet réitéré et catégorique de ce principe de la part de MM. les Pénipotentiaires de Russie ayant amené l'abandon de tout plan de ce genre, son collègue et lui n'ont pas cru devoir provoquer des instructions de la cour sur ce même projet, et ils se trouvent, par conséquent, dans la même position que MM. les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne.

Aarif Efendi adhère à cette manière de voir.

Le Baron Prokesch fait ressortir que les Plénipotentiaires de Russie ne rejettent pas absolument le principe de limitation, que leurs objections portent plutôt sur la forme sous laquelle il pourrait être appliqué. Les Plénipotentiaires de Russie s'étant déclarés prêts à soumettre la proposition autrichienne à leur cour, il exprime l'espoir que les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne en feront autant de leur côté.

Les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne déclinent de prendre à ce sujet un engagement.

Le Comte Buol, tout en voyant avec satisfaction que les Plénipotentiaires de Russie soumettront sa proposition à leur cour, croit pouvoir se dispenser de répondre aux observations dont elle a été l'objet de la part du Prince Gortschakoff, puisqu'il n'y a attaché lui-même que la valeur d'impressions personnelles. Il ajoute qu'il est au reste trop juste pour ne pas reconnaître, que les déclarations des Plénipotentiaires de France et de Grande Bretagne rendaient effectivement difficile au Prince Gortschakoff d'entrer dans une discussion plus approfondie. Il constate enfin, que les Plénipotentiaires de Puissances maritimes ayant eux-mêmes déclaré closes les Conférences, l'ont dispensé d'un pénible devoir, dont sa position lui aurait imposé l'accomplissement. En remerciant MM. les Plénipotentiaires de s'être, à son invitation, réunis pour donner aux Conférences une clôture convenable, il déclare que l'Autriche n'a plus d'autre proposition à faire, qu'elle sera cependant toujours prête, surtout si c'était dans l'intérêt de la paix, à transmettre aux Puissances belligérantes les ouvertures que l'une ou l'autre d'entre elles pourrait être dans le cas de lui adresser.

Le Baron Bourqueney prend encore une fois la parole pour bien préciser les positions respectives. Il soutient que d'après tout ce qui s'est passé dans les Conférences son gouvernement était parfaitement en droit de considérer tout projet fondé sur le principe de limitation comme décidément repoussé par les Plénipotentiaires de Russie, il ne pouvait, par conséquent, pas faire entrer une prévision contraire dans les instructions dont il a muni son Plénipotentiaire pour une Conférence de clôture. Il a été confirmé dans cette conviction par la circulaire de M. le Comte de Nesselrode, portant un

jugement sur l'ensemble des Conférences, et autorisant dès lors à 1855
croire que le Cabinet de St. Pétersbourg les considérait lui-même comme closes. Il fait enfin observer au Prince Gortchakoff que le projet autrichien est fondé sur le principe de limitation dans son expression la plus sévère.

Le Comte Westmorland constate qu'après le rejet catégorique du principe de limitation, son gouvernement n'a plus vu aucun avantage à continuer les délibérations. Il a dès lors considéré comme closes les Conférences précédentes. Ses pleins-pouvoirs étant épuisés, il n'a plus rien à dire, si ce n'est qu'il soumettra à l'appréciation de son gouvernement le protocole de la Conférence de ce jour.

Le Prince Gortchakoff, répondant à M. de Bourqueney, constate itérativement que, et dans les Conférences, et en dehors d'elles, et toutes les fois que la question a été touchée, il a constamment déclaré que toute limitation de forces, qu'on chercherait à imposer à la Russie, serait envisagée par ses Plénipotentiaires comme étant une atteinte aux droits de souveraineté de leur maître et un abstacle insurmontable à la paix; qu'il est resté invariablement fidèle à ce principe et qu'il l'établit de nouveau dans cette Conférence de clôture; que, du reste, il convie MM. les membres de la Conférence, qui ont les Protocoles en mains, et plus particulièrement M. le Plénipotentiaire de France, à trouver dans ces actes un seul principe ou une seule parole qui ne soient pas d'accord avec ce qu'il affirme aujourd'hui; que M. le Comte de Buol ayant dit dans son discours d'introduction que le Cabinet de Vienne s'est attaché à trouver une solution également honorable pour toutes les parties, il n'a relevé et admis du second article que la pensée qui seule est de nature à offrir une base de négociation pour des Puissances qui se respectent, c'est-à-dire la combinaison d'amener une pondération de forces par l'entente directe et le consentement mutuel des parties intéressées.

Le Baron Bourqueney lui fait observer qu'il est pourtant bien constant que la proposition faite par M. Drouyn de Lhuys dans la onzième Conférence et portant „que les Plénipotentiaires de la Russie et de la Porte s'entendraient entre eux au sein de la Conférence sur une base de pondération de leurs forces respectives, laquelle base serait consignée dans un arrangement qu'ils signeraient entre eux et qui, annéxe au traité, aurait même valeur et même force“ a été rejetée.

Le Prince Gortchakoff rappelle à M. de Bourqueney qu'il trouvera dans le Protocole de la séance à laquelle il se réfère, la preuve que ses objections n'ont point porté sur l'idée même d'une entente directe, mais sur le mode peu pratique dans lequel il avait été proposé de l'amener.

Après quelques observations du Prince Gortchakoff tendant à modifier l'impression produite sur le Baron Bourqueney par la

1855 circulaire de M. le Chancelier de l'Empire de Russie, la séance a été levée.

Signé: *Buol-Schauenstein.* — *Prokesch-Osten.* — *Bourqueney.* — *Westmorland.* — *Gortchakoff.* — *Titoff.* — *Aali.* — *Aarif.*

Annexe au Protocole N° 14.

Art. 1. Les Hautes Parties contractantes, désirant que la Sublime Porte participe aux avantages du concert établi par le droit public entre les différents États de l'Europe, s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement et considéreront, en conséquence, tout acte ou tout événement qui serait de nature à y porter atteinte, comme une question d'intérêt européen.

Si un conflit survenait entre la Porte et l'une des Puissances contractantes, ces deux États, avant de recourir à l'emploi de la force, devraient mettre les autres Puissances en mesure de prévenir cette extremité par les voies pacifiques.

Art. 2. Les Plénipotentiaires Russes et ceux de la Sublime Porte proposeront de commun accord à la Conférence l'effectif égal des forces navales que les deux Puissances riveraines entretiendront dans la mer Noire et qui ne devra pas dépasser l'état actuel des bâtiment russes à flot dans cette mer. L'arrangement qu'ils auront pris entre eux à cet égard, fera partie intégrante du traité général.

Seront également insérés dans le traité les moyens dont les mêmes Plénipotentiaires seront convenus à l'effet de contrôler l'exacte et constante observation des dispositions du présent article.

Art. 3. La règle de la clôture des détroits du Bosphore et des Dardanelles, consacrée par le traité du 13 juillet 1841, restera en vigueur, sauf les exceptions stipulées dans les articles suivants.

Art. 4. Chacune des Puissances contractantes qui n'a pas d'établissement dans la mer Noire, sera autorisée par un firman de Sa Hautesse à faire entrer et stationner dans cette mer deux frégates ou bâtiments de moindre force.

Art. 5. Dans le cas où (ce qu'à Dieu ne plaise!) le Sultan serait menacé d'une agression, il se réserve le droit d'ouvrir les passages à toutes les forces navales de ses alliés.

---

599. 1856

25. février — 16 avril 1856.

Protocoles du congrès de Paris. 25 fevrier/16 avril 1856.

(Martens G. R. t. XV, p. 700.)

Protocole No 1.

Présents:

Pour l'Autriche:
Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, etc., et
Monsieur le Baron de Hübner etc.;
Pour la France:
Monsieur le Comte Colonna Walewski, etc., et
Monsieur le Baron de Bourqueney, etc.;
Pour la Grande-Betragne:
Monsieur le Comte de Clarendon, etc., et
Lord Cowley, etc.;
Pour la Russie:
Monsieur le Comte Orloff, etc., et
Monsieur le Baron de Brunnow, etc.;
Pour la Sardaigne:
Monsieur le Comte de Cavour, etc., et
Monsieur le Marquis de Villamarina, etc.;
Pour la Turquie:
Aali Pacha, etc., et
Mehemmed-Djemil-Bey, etc.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie se sont réunis aujourd'hui en Conférence à l'Hôtel du Ministère des Affaires Étrangères.

Monsieur le Comte de Buol prend la parole et propose de confier à Monsieur le Comte Walewski la présidence des travaux de la Conference: „Ce n'est pas seulement," dit-il, „un usage consacré par les précédents et récemment observé à Vienne; c'est, en même temps, un hommage au Souverain de l'hospitalité duquel jouissent en ce moment les représentants de l'Europe." Monsieur le Comte de Buol ne doute pas de l'assentiment unanime que rencontrera ce choix, qui assure, sous tous les rapports, la meilleure direction à imprimer aux travaux de la Conférence.

MM. les Plénipotentiaires adhèrent unanimement à cette proposition, et Monsieur le Comte Walewski, ayant pris la présidence, remercie la Conférence en ces termes:

„Messieurs, je vous remercie de l'honneur que vous voulez bien me faire en me choisissant pour votre organe; et, quoique m'estimant

1856 très indigne de cet honneur, je ne peux pas, je ne dois pas hésiter à l'accepter, car il est un nouveau témoignage des sentiments qui ont porté nos alliés comme nos adversaires à demander que Paris soit le siège des négociations qui vont s'ouvrir.

„L'accord unanime qui s'est manifesté sur ce point, est de bon augure pour le résultat futur de nos efforts.

„Pour ce qui me concerne personnellement, je m'efforcerai de justifier votre confiance en remplissant consciencieusement les devoirs que vous m'avez attribués; mes soins tendront à écarter les longueurs inutiles; mais, préoccupé spécialement d'atteindre promptement le but, je n'oublierai pas, cependant, que trop de précipitation pourrait nous en éloigner.

„D'ailleurs, Messieurs, animés tous d'un égal esprit de conciliation, disposés à faire preuve d'une bienveillance mutuelle en évitant les discussions irritantes, nous saurons accomplir, scrupuleusement et avec toute la maturité qu'elle comporte, la grande tâche qui nous est dévolue, sans perdre de vue la juste impatience de l'Europe dont les yeux sont fixés sur nous, et qui attend avec anxiété le résultat de nos délibérations."

Sur la proposition de Monsieur le Comte Walewski, la Conférence décide de confier la rédaction des Protocoles à Monsieur Benedetti, Directeur des Affaires Politiques au Ministère des Affaires Étrangères, qui est introduit.

Les Plénipotentiaires procèdent à la vérification de leurs pouvoirs respectifs, qui, ayant été trouvés en bonne et due forme, sont déposés aux Actes de la Conférence.

Monsieur le Comte Walewski propose et MM. les Plénipotentiaires conviennent de s'engager mutuellement à observer un secret absolu sur tout ce qui se passera dans la Conférence.

La Sardaigne n'ayant pas concouru à la signature du Protocole arrêté à Vienne le 1er février, les Plénipotentiaires Sardes déclarent adhérer pleinement au dit Protocole et à la pièce qui s'y trouve annexée.

Monsieur le Comte Walewski, après avoir exposé l'ordre des travaux auxquels la Conférence doit se livrer, émet l'avis de déclarer que le Protocole signé à Vienne le 1er février tiendra lieu de Préliminaires de Paix.

Après avoir échangé leurs idées sur ce point, les Plénipotentiaires, considérant que le Protocole signé à Vienne le 1 février par les Représentants de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Turquie, constate l'adhésion de leurs cours aux bases de négociations consignées dans le document annexé au dit Protocole, et que ces dispositions remplissent l'objet qui serait atteint par un acte destiné à fixer les Préliminaires de Paix, con-

viennent que ce même Protocole et son Annexe, dont une expédition 1856
sera parafée par eux et annexée au présent Protocole, auront la valeur de Préliminaires formels de paix.

Les Plénipotentiaires étant ainsi tombés d'accord sur les préliminaires de paix, Monsieur le Comte Walewski propose de passer à la conclusion d'un armistice. Le terme et la nature en ayant été débattus, les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes, considérant qu'il y a lieu de procéder à une suspension d'hostilités entre les armées qui se trouvent en présence, pendant la durée présumée des négociations, arrêtent qu'il sera conclu, par les Commandants en chef, un armistice qui cessera de plein droit le 31 mars prochain inclusivement, si, avant cette époque, il n'est pas renouvelé d'un commun accord.

Pendant la suspension d'hostilités, les troupes conserveront les positions respectives qu'elles occupent en s'abstenant de tout acte agressif.

En conséquence, la présente résolution sera transmise, sans retard et par le télégraphe, autant que faire se peut, aux Commandants en chef, pour qu'ils aient à s'y conformer aussitôt que les ordres de leurs Gouvernements leur seront parvenus.

Les Plénipotentiaires décident, en outre, que l'armistice sera sans effet sur les blocus établis ou à établir; mais les Commandants des forces navales recevront l'ordre de s'abstenir, pendant la durée de l'armistice, de toute acte d'hostilité contre les territoires des belligérants.

Ceci arrêté, les Plénipotentiaires conviennent qu'ils se réuniront après-demain, 27 février, pour passer à la négociation du Traité définitif.

Fait à Paris, le vingt-cinq février, mil huit cent cinquante-six.

Signe: *Buol-Schauenstein.* — *Hübner.* — *Walewski.* — *Bourqueney.* — *Clarendon.* — *Cowley.* — Comte *Orloff.* — *Brunnow.* — *Cavour.* — *Villamarina.* *Aali.* — *Mehemmed-Djémil.*

Annexe au Protocole Nr. 1.

Présents:

Les Représentants de la France,
„ de l'Autriche,
„ de la Grande-Bretagne,
„ de la Russie,
„ de la Turquie.

Par suite de l'acceptation par leurs cours respectives des cinq propositions renfermées dans le document ci-annexé sous le titre de

1856 Projet de Préliminaires, les Soussignés, après l'avoir parafé, conformément à l'autorisation qu'ils ont reçue à cet effet, sont convenus que leurs Gouvernements nommeront chacun des Plénipotentiaires munis des pleins-pouvoirs nécessaires pour procéder à la signature des Préliminaires de Paix formels, conclure un armistice et un Traité de Paix définitif. Les dits Plénipotentiaires auront à se réunir à Paris dans le terme de trois semaines à partir de ce jour, ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Vienne, le premier février, mil huit cent cinquante-six, en quintuple expédition.

Ont signé: *Bourqueney.* — *Buol-Schauenstein.* — *G. H. Seymour.* — *Gortschakoff.* — *Hizam.*

Parafé: *B. H. W. B. C. C. O. B. C. V. A. M.D.*

Projet de Préliminaires.

1. Principautés Danubiennes.

Abolition complète du Protectorat Russe.

La Russie n'exercera aucun droit particulier ou exclusif de protection ou d'ingérence dans les affaires intérieures des Principautés Danubiennes.

Les Principautés conserveront leurs priviléges et immunités sous la suzeraineté de la Porte, et le Sultan, de concert avec les Puissances contractantes, accordera, en outre, à ces Principautés ou y confirmera une organisation intérieure, conforme aux besoins et aux voeux des populations.

D'accord avec la Puissance Suzeraine, les Principautés adopteront un système défensif permanent réclamé par leur situation géographique; aucune entrave ne saurait être apportée aux mesures extraordinaires de défense qu'elles seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

En échange des places fortes et territoires occupés par les armées alliées, la Russie consent à une rectification de sa frontière avec la Turquie Européenne. Cette frontière, ainsi rectifiée d'une manière conforme aux intérêts généraux, partirait des environs de Chotyn, suivrait la ligne de montagnes qui s'étend dans la direction sud-est, et aboutirait au lac Salzyk. Le tracé serait définitivement réglé par le Traité de Paix, et le territoire concédé retournerait aux Principautés et a la suzeraineté de la Porte.

2. Danube.

La liberté du Danube et de ces embouchures sera efficacement assurée par des institutions Européennes dans lesquelles les Puissances contractantes seront également représentées, sauf les positions particulières des riverains qui seront réglées sur les principes

établis par l'Acte du Congrès de Vienne en matière de navigation 1856
fluviale.

Chacune des Puissance contractantes aura le droit de faire stationner un ou deux bâtiments de guerre légers aux embouchures du fleuve, destinés à assurer l'exécution des règlements relatifs à la liberté du Danube.

3. Mer Noire.

La mer Noire sera neutralisée.

Ouvertes à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux resteront interdites aux marines militaires.

Par conséquent il n'y sera créé ni conservé d'arsenaux militaires-maritimes.

La protection des intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations sera assurée dans les ports respectifs de la mer Noire par l'établissement d'institutions conformes au droit international et aux usages consacrés dans la matière.

Les deux Puissances riveraines s'engageront mutuellement à n'y entretenir que le nombre de bâtiments légers, d'une force déterminée, nécessaire au service de leurs côtes. La convention qui sera passée entre elles, à cet effet, sera, après avoir été préalablement agréée par les Puissances signataires du Traité Général, annexée audit Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Cette Convention séparée ne pourra être ni annulée ni modifiée sans l'assentiment des Puissances signataires du Traité Général.

La clôture des Détroits admettra l'exception, applicable aux stationnaires, mentionnée dans l'Article précédent.

4. Populations Chrétiennes sujettes de la Porte.

Les immunités des sujets Rayas de la Porte seront consacrées sans atteinte à l'indépendance et à la dignité de la Couronne du Sultan.

Des délibérations ayant lieu entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne et la Sublime Porte, afin d'assurer aux sujets Chrétiens du Sultan leurs droits religieux et politiques, la Russie sera invitée, à la paix, à s'y associer.

5. Conditions Particulières.

Les Puissances belligérantes réservent le droit qui leur appartient de produire, dans un intérêt Européen, des conditions particulières en sus des quatre garanties.

Parafé à Vienne: *B. B. H. S. G. H.*

Parafe à Paris: *B. H. W. B. C. C. O. B. C. V. A. M. D.*

1856 *Protocole N° 2.*

Séance du 28 février 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Premier Plénipotentiaire de Russie annonce qu'ayant communiqué à son Gouvernement la résolution prise par de Congrès au sujet de l'armistice, il avait reçu l'avis que les ordres avaient été immédiatement expédiés aux Commandants en chef des armées Russes en Crimée et en Asie.

Les Plénipotentiaires de la France, de la Sardaigne et de la Turquie font des communications analogues.

Monsieur le Comte de Clarendon fait savoir, de son côté, que l'ordre a été également expédié aux Commandants des forces navales des alliés dans la mer Noire et dans la mer Baltique de s'abstenir de toute acte d'hostilité contre les territoires Russes.

Monsieur le Comte Walewski expose qu'il y a lieu de toucher à quelques questions préjudicielles, afin de fixer la marche de la négociation générale.

Monsieur le Comte de Buol pense qu'il conviendrait, avant de procéder au développement de chaque point, de passer rapidement en revue les bases générales.

Monsieur le Comte de Clarendon appuie cet avis, et indique que l'ordre à suivre, dans l'examen définitif, devrait être fixé par l'importance des matières.

Les Plénipotentiaires de Russie, de Sardaigne et de Turquie adhèrent à cette combinaison.

La question de savoir si on procédera à la rédaction d'un ou de plusieurs instruments est ajournée d'un accord unanime; mais tous les Plénipotentiaires reconnaissent qu'il y aura lieu de clore la négociation par un Traité Général, auquel les autres Actes seraient annexés.

Monsieur le Comte Walewski, en conséquence, donne lecture, par paragraphe, des propositions de paix acceptées par les Puissances contractantes comme bases de la négociation, et qui se trouvent consignées dans le document joint au Protocole signé à Vienne le 1er février dernier.

Sur le paragraphe premier du premier point, Monsieur le Baron de Brunnow fait remarquer que le mot „protectorat" exprime improprement le rôle qui était acquis à la Russie dans les Principautés: les Plénipotentiaires Russes l'avaient signalé aux Conférences de Vienne, et ils avaient obtenu qu'on y substituât une autre dénomination afin de restituer à l'action de la Russie son véritable caractère. Monsieur le Baron de Brunnow demande qu'on s'en tienne

à l'appréciation qui avoit prévalu dans les Actes de la Conférence de 1856
Vienne.

Monsieur le Comte de Buol rapelle que le protectorat était dans les faits et dans la situation, si le mot ne se trouvait pas dans les stipulations diplomatiques avec la Turquie; que l'expression employée est en effet celle de „garantie", mais qu'il est important de trouver une rédaction propre à indiquer, d'une manière exacte, qu'il sera mis un terme à cette garantie exclusive.

Aali Pacha rappelle, de son côté, que le mot „protectorat" a été employée dans des pièces diplomatiques et, notamment, dans le Statut Organique des Principautés.

Les Premiers Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne ajoutent que les déterminations prises à Vienne n'ont pas toutes également satisfait les Puissances alliées, et qu'on n'a pas, d'ailleurs, à s'en préoccuper aujourd'hui, puisque les efforts faits à cette époque pour le rétablissement de la paix ont été infructueux.

Les Plénipotentiaires de Russié expriment le voeu que l'on tienne compte, toutefois, afin de hâter les travaux du Congrès, de l'accord qui s'était établi, à cette époque sur certains points.

Monsieur le Baron de Brunnow pense que la situation de la Servie devrait faire l'objet d'un Article spécial.

Cette opinion rencontre l'assentiment de tous les Plénipotentiaires.

Aali Pacha relève que la cessation de tout protectorat particulier exclut naturellement toute idée de protectorat collectif et que l'intervention des Puissances sera circonscrite dans les limites d'une simple garantie.

Après avoir donné lecture du deuxième paragraphe du premier point, Monsieur le Comte Walewski rappelle que l'organisation future des Principautés a donné naissance à plusieurs systèmes.

Les Plénipotentiaires sont unanimes à penser que toutes ces combinaisons devront être renvoyées devant une Commission prise dans le sein du Congrès, qui, lui-même, n'aura d'ailleurs qu'à poser les principes de la constitution politique et administrative des Provinces Danubiennes, laissant le soin d'élaborer les détails à une seconde Commission, dans laquelle les Puissances contractantes seront représentées, et qui se réunira immédiatement après la conclusion de la paix.

Le troisième paragraphe du premier point, relatif au système de défense dans les Principautés, est lu par Monsieur le Comte Walewski.

Monsieur le Baron de Brunnow déclare qu'à ce sujet les Plénipotentiaires de Russie s'en référeraient volontiers à la rédaction concertée à Vienne.

1856 Monsieur le Baron de Bourqueney répond que les idées, sur ce point important, se trouvent aujourd'hui plus développés et mieux définies; que la référence ne répondrait pas à l'objet qu'on s'est proposé par la rédaction du paragraphe en discussion.

Monsieur le Comte Walewski, après avoir donné lecture du quatrième et dernier paragraphe du premier point, passe au deuxième point, qui ne comprend qu'un seul paragraphe.

Monsieur le Comte Orloff fait remarquer que la présence, aux bouches du Danube, de bâtiments de guerre portant le pavillon de Puissances non riveraines de la mer Noire, constituera une atteinte au principe de la neutralisation.

Monsieur le Comte Walewski répond qu'on ne saurait donner à une exception convenue par les Parties contractantes le caractère d'une infraction au principe.

Monsieur le Comte de Buol fait observer que les navires des Puissances non riveraines, destinés à stationner aux embouchures du Danube, pourront, cependant, librement circuler dans la mer Noire; que la nature et les exigences du service dont ils seront chargés ne permettraient pas qu'il pût subsister un doute à cet égard.

Monsieur le Baron de Brunnow rappelle que l'objet de leur mission demeure toutefois défini.

La lecture des premier, deuxième et troisième paragraphes du troisième point ne donne lieu à aucune observation.

Une courte discusssion a constaté l'accord des Plénipotentiaires sur l'interprétation des quatrième, cinquième et sixième paragraphes concernant la protection des intérêts commerciaux dans la mer Noire et la Convention particulière qui sera passée entre la Russie et la Porte Ottomane.

Sur le huitième paragraphe relatif au renouvellement de la Convention des Détroits, les Plénipotentiaires ont unanimement émis le vœu que l'Acte particulier, destiné à consacrer ce principe important, soit relié au Traité Général.

Monsieur le Comte Walewski fait remarquer qu'il y aura lieu, quand les Plénipotentiaires aborderont ce point de la négociation, de s'enquérir des Puissances qui seront appelées à y concourir; et Monsieur le Comte Orloff, ainsi que Monsieur le Comte de Buol, ajoute que la Prusse serait naturellement invitée à y prendre part.

En adhérant à cet avis, Monsieur le Comte de clarendon a exposé que la Prusse ne devait être invitée à participer à la négociatiation que lorsque les principales clauses du Traité Général seraient arrêtées.

Monsieur le Comte Walewski indique que les Plénipotentiaires auront à décider postérieurement à quel moment cette invitation devra être adressée à la Prusse.

Le quatrième point est lu dans son ensemble, et Monsieur le 1856
Comte Walewski rappelle, à cette occasion, qu'il y aura lieu de constater l'entrée de la Turquie dans le droit public Européen. Les Plénipotentiaires reconnaissent qu'il importe de constater ce fait nouveau par une stipulation particulière insérée au Traité Général. Il est donné lecture de la rédaction qui avait été concertée à Vienne à cet effet, et il est admis qu'elle pourrait être accuillie par le Congrès.

Monsieur le Comte Orloff exprime le désir d'être fixé sur la marche que la Turquie se propose de suivre pour donner au quatrième point la suite qu'il comporte.

Aali Pacha annonce qu'un nouvel hatti-chérif a renouvelé les priviléges religieux octroyés aux sujets non-musulmans de la Porte, et prescrit de nouvelles réformes qui attestent la solicitude de Sa Majesté le Sultan pour tous ses peuples indistinctement; que cet Acte a été publié, et que la Sublime Porte, se proposant de le communiquer aux Puissances, au moyen d'une note officielle, aura ainsi satisfait aux prévisions concernant le quatrième point.

Monsieur le Comte Orloff. ainsi que Monsieur le Baron Hübner, et après eux les autres Plénipotentiaires expriment l'avis qu'il soit fait mention, dans le Traité Général, des mesures prises par le Gouvernement Ottoman. Ils invoquent le texte même du quatrième point qui en fait une obligation aux Plénipotentiaires, sans qu'il puisse. toutefois, en résulter une atteinte à l'indépendance et à la dignité de la Couronne du Sultan.

Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne rendent hommage au caractère libéral des dispositions qui ont été arrêtées à Constantinople, et c'est dans la même pensée qu'ils jugent indispensable de les rappeller dans l'Acte Final du Congrès, et nullement pour en faire naître un droit quelconque d'immixtion dans les rapports du Gouvernement de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets.

Aali Pacha répond que ses pouvoirs ne lui permettent pas d'adhérer pleinement à l'avis des autres Plénipotentaires, et annonce qu'il prendra, par le télégraphe, les ordres de sa Cour.

La séance est levée, et l'examen du cinquième point est renvoyé à la prochaine réunion.

(Suivent les signatures.)

Protocole No 3.

Séance du 1er mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

1856 Le Congrès, ainsi qu'il l'a résolu, passe à l'examen du cinquième point.

Monsieur le Comte Walewski en donne lecture, et ajoute qu'en premier lieu et comme condition particulière, les Puissances alliées demandent que la Russie ne puisse plus désormais reconstruire ou créer aucun établissement naval ou militaire dans les Iles d'Aland.

Monsieur le Comte Orloff répond que la Russie est disposée à adhérer à cette stipulation, si les Plénipotentiaires réussissent, comme il l'espère, à s'entendre sur les autres points de la négociation. Il demande que cette stipulation soit consignée dans un Acte Séparé qui serait conclu entre la France, la Grande-Bretagne, et la Russie, attendu que ces Puissances ont exclusivement pris part aux faits de guerre dont la Baltique a été le théâtre.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche énoncent l'avis que l'Acte Séparé soit, néanmoins, annexé au Traité Général.

Le Congrès adhère.

Monsieur le Comte Walewski annonce que, comme seconde condition particulière, les Puissances alliées demandent de soumettre à un examen spécial l'état des territoires situés à l'est de la mer Noire.

Monsieur le Baron de Brunnow expose les faits diplomatiques qui ont mis la Russie en possession de ces territoires, et leur situation actuelle.

Aali Pacha rappelle qu'il s'est élevé, à cet égard, des difficultés entre la Porte Ottomane et la Russie, et qu'il y aurait utilité à procéder à la vérification et, s'il y a lieu, à la rectification des frontières entre les possessions des deux Empires en Asie.

Monsieur le Baron de Brunnow fait remarquer que le tracé déterminé par la Convention signée à St. Pétersbourg en 1834, n'a donné lieu, depuis cette époque, à aucune contestation entre les deux Gouvernements; que, dans le district de la Cabuletie, dont la carte a été produite, il s'est élevé, à la vérité, des réclamations, mais elles avaient exclusivement le caractère de réclamations particulières prenant leur source dans des titres de propriétés litigieuses. Monsieur le Plénipotentiaire de Russie ajoute que l'Autriche a donné à la Russie l'assurance que les conditions particulières n'impliqueraient aucune cession de territoire.

Monsieur le Comte Walewski répond qu'une révision de limites ne constitue pas un remaniement territorial, et propose, afin de donner une preuve de l'esprit d'équité qui anime toutes les parties, de décider qu'une Commission Mixte sera chargée, après la conclusion de la paix, de statuer sur ce point dans un délai dont le terme sera fixé.

Cette proposition est agréée en principe par tous les Plénipotentiaires, mais l'adoption définitive en est remise à la prochaine réunion.

Monsieur le Comte Walewski rapelle que la Russie avait élevé 1856
sur la côte orientale de la mer Noire des forts qu'elle a fait sauter elle-même en partie, et qu'il y aura lieu de s'entendre à cet égard.

Monsieur le Comte de Clarendon, se fondant notamment sur le principe de la neutralisation de la mer Noire, s'applique à démontrer que ces forts ne pourraient être réédifiés.

MM. les Plénipotentiaires de Russie, établissant la distinction qui existe, selon eux, entre ces forts et des arsenaux militaires-maritimes, soutiennent l'opinion contraire.

L'examen de ce point est ajourné.

Monsieur le Comte Walewski établit que la ville de Kars et le territoire Ottoman occupés en ce moment par l'armée Russe devront être restitués à la Turquie.

Monsieur le Comte de Clarendon appuie et développe cette opinion.

MM. les Plénipotentiaires de Russie admettent le principe de cette restitution; mais, comme elle ne doit recevoir sa consécration définitive qu'au terme de la négociation, ils manifestent l'espoir que, dans son cours, il leur sera tenu compte des facilités auxquelles ils se prêtent, dans l'examen des conditions particulières en sus des bases déjà consenties.

Monsieur le Comte Walewski, prenant acte de l'adhésion des Plénipotentiaires de Russie, rend témoignage aux dispositions conciliantes dont ils ont fait preuve dans cette séance, aussi bien en ce qui concerne Kars qu'en ce qui concerne les Iles d'Aland.

Avant de lever la séance, Monsieur le Comte Walewski rapelle qu'il y aura lieu, à la prochaine réunion, de s'occuper du développement des bases et de la rédaction des Articles du Traité; il pense qu'il pourrait être opportun de commencer par le troisième point relatif à la neutralisation de la mer Noire.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 4.

Séance du 4 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente est lu est approuvé.

Monsieur le Comte Walewski rapelle que le Congrès s'est réservé de prendre une décision definitive, dans la présente séance, à l'égard de la Commission Mixte chargée de vérifier et de rectifier, s'il y a lieu, les frontières de la Turquie et de la Russie en Asie.

Monsieur le Baron de Brunnow rappelle, de son côté, que cette révision doit se faire sans préjudice pour les parties, et de façon

1856 qu'elle ne puisse constituer une cession gratuite ou superflue de territoire.

MM. les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne et de la Turquie pensent que la Commission doit comprendre, outre les Commissaires des deux Parties directement intéressés, des délégués des Puissances contractantes.

Monsieur le Comte Walewski propose de composer la Commission de deux Commissaires Turcs, de deux Commissaires Russes, d'un Commissaire Anglais et d'un Commissaire Français. MM. les Plénipotentiaires de Russie adhèrent, en réservant l'approbation de leur Cour.

Il est convenu que les travaux de cette Commission devront être terminés dans le délai de huit mois après la signature du Traité de Paix.

Monsieur le Comte Walewski dit qu'il y a lieu de passer, ainsi que le Congrès l'a décidé, au développement du troisième point, relatif à la neutralisation de la mer Noire, en convenant de la rédaction des stipulations dont les bases ont été posées dans les séances précédentes. M. le Premier Plénipotentiaires de France propose le texte du premier paragraphe, qui, après avoir été l'objet d'un examen auquel prennent part tous les Plénipotentiaires, est arrêté ainsi qu'il suit:

„La Mer Noire est neutralisée: ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont formellement, et à perpétuité, interdits au pavillon de guerre, soit des Puissances riveraines, soit de toute autre Puissance, sauf les exceptions stipulées au présent Traité.

„Libre de toute entrave, le commerce dans les ports et dans les eaux de la mer Noire ne sera assujetti qu'aux règlements en vigueur.“

Le second paragraphe est également agréé par tous les Plénipotentiaires, après avoir été arrêté dans la forme suivante:

„La mer Noire étant déclarée neutre, le maintien ou l'établissement, sur son littoral, de places militaires-maritimes devient sans nécessité comme sans objet. En conséquence, Sa Majesté l'Empereur de Russie et Sa Majesté le Sultan s'engagent à n'élever et à ne conserver sur ce littoral aucun arsenal militaire-maritime.“

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne expose que la Russie possède à Nicolaieff un arsenal de constructions maritimes de premier ordre dont la conservation serait en contradiction avec les principes sur lesquels est fondé le paragraphe dont le Congrès vient d'arrêter les termes. Cet arsenal n'étant pas situé sur les bords de la mer Noire, Lord Clarendon n'entend pas établir que la Russie soit tenue de détruire les chantiers qui si trouvent;

mais il fait remarquer que l'opinion publique serait autorisée à 1856
prêter à la Russie des intentions qu'elle ne peut entretenir, si Nicolaieff conservait, comme centre de constructions maritimes, l'importance qu'il a acquise.

M. le Premier Plénipotentiaire de Russie répond que l'Empereur, son auguste maître, en accédant loyalement aux propositions de paix, a pris la ferme résolution d'exécuter strictement tous les engagements qui en découlent; mais que Nicolaieff étant situé loin de rives de la mer Noire, le sentiment de sa dignité ne permettrait pas à la Russie de laisser étendre à l'interieur de l'Empire un principe uniquement applicable au littoral; que la securité des côtes et leur surveillance exigent, d'ailleurs, que la Russie ait, ainsi qu'on l'a reconnu, un certain nombre de navires légers dans la mer Noire, et que, si elle consentait à l'abandon des chantiers de Nicolaieff, elle serait dans l'obligation d'en établir sur un autre point de ses possessions méridionales; que, pour satisfaire, à la fois, et à ses engagements et aux exigences du service maritime, l'intention de l'Empereur est de n'autoriser, à Nicolaieff, que la construction des navires de guerre dont il est fait mention dans les bases de la négociation.

Monsieur le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, et, après lui, les autres Plénipotentiaires considèrent cette déclaration comme satisfaisante.

M. le Comte de Clarendon demande à Monsieur le Premier Plénipotentiaire de Russie s'il adhère à l'insertion de sa déclaration au Protocole. Après avoir répondu affirmativement Monsieur le Comte Orloff ajoute que, pour donner une preuve de la sincérité de ses dispositions, l'Empereur l'a chargé de demander le libre passage des Détroits du Bosphore et des Dardanelles pour les deux seuls vaisseaux de ligne qui se trouvent à Nicolaieff, et qui doivent se rendre dans la Baltique aussitôt que la paix sera conclue.

La rédaction des autres paragraphes relatifs au troisième point, délibérée entre les Plénipotentiaires, demeure ainsi conçue:

„Pour donner aux intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations la sécurité désirable, la Russie et la Sublime Porte admettront des Consuls dans leurs ports situés sur le littoral de la mer Noire, conformément aux principes du droit international.

„Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan ayant conclu entre eux une Convention à l'effet de déterminer la force et le nombre des bâtiments légers qu'ils pourront entretenir dans la mer Noire, cette Convention est annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Elle ne pourra être ni annulée ni modifiée sans l'assentiment des Puissances signataires du présent Traité.

1856 „La Convention du 13 juillet 1841 qui maintient l'antique règle de l'Empire Ottoman, relative à la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, ayant été revisée d'un commun accord, l'Acte conclu à cet effet est et demeure annexé au présent Traité."

MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie sont invités à se concerter sur la Convention qui doit être conclue entre eux au sujet des bâtiments légers que la Sublime Porte et la Russie pourront entretenir dans la mer Noire, et il est convenu que le projet en sera communiqué au Congrès dans la prochaine réunion.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 5.

Séance du 6 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

Monsieur le Comte Orloff annonce que les Plénipotentiaires de la Turquie et de la Russie ne sont pas en mesure de présenter au Congrès le projet de traité relatif aux bâtiments de guerre que les Puissances riveraines pourront entretenir dans la mer Noire, et demande à renvoyer cette communication à la séance suivante.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne demande à MM. les Plénipotentiaires de Russie si la déclaration faite par Monsieur le Comte Orloff, dans la précédente séance, au sujet de Nicolaieff, s'applique également à Kherson et à la Mer d'Azoff.

M. le Premier Plénipotentiaire de Russie répond que, comme Nicolaieff, la Mer d'Azoff ne saurait tomber sous l'application directe du principe accepté par la Russie; que, d'autre part, il est hors de doute que des navires de haut bord ne peuvent naviguer dans cette mer; il maintient, toutefois, les assurances que Monsieur le Comte de Clarendon a rappelées, et il répète que la Russie, voulant se conformer pleinement aux engagements qu'elle a contractés, ne fera construire nulle part sur les bords de la mer Noire ou sur ses affluents, ni dans les eaux qui en dépendent, des bâtiments de guerre autres que ceux que la Russie entretiendra dans la mer Noire aux termes de sa Convention avec la Turquie.

Le Congrès passe au développement du deuxième point.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France rappelle que la Conférence de Vienne avait étudié avec soin toutes les questions qui se rattachent à la navigation du Danube, et qu'il y aurait lieu, par conséquent, de tenir compte des travaux qu'elle avait préparés.

Monsieur le Comte de Buol donne lecture de l'Annexe au Protocole de Vienne N° 5.

Monsieur le Comte Walewski propose la rédaction des six 1856
paragraphes suivants:

„L'Acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves traversant plusieurs États, les Puissances contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au Danube et a ses embouchures; elles déclarent que cette disposition fait désormais partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

„La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations qui suivent. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, et il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation.

„La Sublime Porte prend l'engagement de faire exécuter, d'accord avec l'administration locale dans les Principautés, les travaux qui sont, dès à présent, ou qui pourraient devenir nécessaires, tant pour dégager l'embouchure du Danube des sables qui l'obstruent, que pour mettre le fleuve dans les meilleures conditions de navigabilité possibles sur d'autres points en amont de son cours, notamment entre les ports de Galatz et de Braïla.

„Pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation, des droits fixes, d'un taux convenable, pourront être prélevés sur les navires parcourant le Bas-Danube, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

„Dans le but de réaliser les dispositions de l'Article précédent, une Commission, qui ne pourra être dissoute que d'un commun accord et composée de . . . . . .
sera chargée de déterminer l'étendue des travaux à exécuter, et d'élaborer les bases d'un règlement de navigation et de police fluviale et maritime; elle dressera également les instructions destinées à servir de guide à une Commission Exécutive.

„En conformité avec les stipulations des Traités de Vienne, cette Commission sera composée de . . . . . .
en qualité d'États riverains: elle sera permanente. En cas de desaccord relativement à l'interprétation à donner aux règlements établis, il en sera référé aux Puissances contractantes."

Monsieur le Comte Walewski fait remarquer que le Congrès aura à s'occuper ultérieurement de la composition des deux Commissions dont il est parlé dans les deux derniers paragraphes; mais que la Commission Exécutive devant comprendre des délégués

1856 toutes les Puissances riveraines du Danube, il y aura lieu d'inviter la Bavière à s'y faire représenter.

Monsieur le Comte de Buol fait observer que le règlement dont cette Commission devra surveiller l'exécution, ne peut toucher qu'aux intérêts de la navigation dans le Bas-Danube; que la navigation du Haut-Danube n'a soulevé aucun conflit entre les intéresses, et qu'il n'y aurait nulle raison de donner à l'autorité de la Commission une extension que rien ne justifierait.

Monsieur le Premier Plénipotentiaire de la France répond que le Congrès est saisi d'une question générale intéressant la navigation du fleuve; qu'elle a été posée ainsi dans le document qui sert de base à la négociation; et que, du moment où il est convenu que la Commission dite Exécutive doit être composée des riverains, on ne saurait en exclure la Bavière; il ajoute que, d'ailleurs, le texte des Articles proposés ne prête pas à l'ambiguité, et indique suffissamment la nature des attributions de cette Commission.

Monsieur le Comte Walewski donne lecture du septième et dernier paragraphe, qui est ainsi conçu:

„Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des Puissances contractantes aura le droit de faire stationner (un ou deux) bâtiments légers aux embouchures du Danube."

Le Congrès ajourne à une prochaine séance la rédaction définitive de ces divers paragraphes.

Monsieur le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne émet l'avis que la rédaction des stipulations insérées aux Protocoles ne devrait pas lier le Congrès d'une manière irrévocable. Il ajoute que, dans son opinion, chaque Plénipotentiaire conserve la faculté de proposer ultérieurement les modifications qu'il jugerait utile de présenter.

Monsieur le Comte Orloff répond que les Plénipotentiaires transmettant chaque Protocole à leurs Gouvernements respectifs, il ne saurait admettre que des clauses, acceptées d'un commun accord, pussent être indéfiniment remaniées.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ajoutent qu'ils n'entendent pas réserver à chaque Plénipotentiaire le droit de revenir sur les déterminations prises et les principes acceptés par le Congrès, mais la faculté de proposer une simple révision de texte, s'il y a lieu, et afin de mieux en préciser le sens et la portée.

Circonscrites dans ces limites, les observations de Monsieur le Comte de Clarendon sont agréées par le Congrès.

(Suivent les signatures.)

Protocole No 6. 1856

Séance du 8 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Monsieur le Premier Plénipotentiaire de Turquie fait savoir que Mehemmed-Djémil-Bey n'assistera pas à la séance, l'état de sa santé ne le lui permettant pas.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

Monsieur le Premier Plénipotentiaire de Russie annonce que sa cour a donné son assentiment à l'institution de la Commission Mixte qui sera chargée de la révision de la frontière en Asie, et à laquelle, ainsi que le constate le Protocole No 4, les Plénipotentiaires de la Russie n'avaient adhéré qu'en réservant l'approbation de leur Gouvernement.

Sur la proposition de Monsieur le Comte Walewski, le Congrès passe au développement du premier point, et décide qu'avant d'aborder les questions qui se rattachent à l'organisation des Principautés, il s'occupera de la rectification de frontières entre les Provinces Danubiennes et le territoire Russe.

Monsieur le Baron de Brunnow donne lecture d'un mémoire tendant à établir que la disposition des lieux et la direction des voies de communication ne permettent pas de déterminer un tracé direct entre les deux points extrêmes indiqués dans les Préliminaires de Paix. Il rapelle que les Puissances alliées ont eu en vue d'assurer la libre navigation du Danube, et il pense que cet objet serait atteint par un autre tracé qu'il est chargé de proposer au Congrès: ce tracé, qui aurait l'avantage de n'apporter aucune perturbation dans l'économie de la province, partirait de Waduli-Isaki sur le Pruth, suivrait le Val de Trajan, et aboutirait au nord du Lac Yalput. La Russie ferait l'abandon des Iles du Delta et raserait les forts d'Ismaïl et de Kilia-Nova.

Monsieur le Comte Walewski répond que cette proposition s'éloigne d'une manière trop sensible des bases mêmes de la négociation pour que les Plénipotentiaires des Puissances alliées puissent la prendre en sérieuse considération.

Monsieur le Baron Brunnow, revenant sur les observations qu'il a déjà fait valoir, expose qu'il serait difficile de fixer une bonne délimitation en s'écartant des limites qu'il a indiquées. Il ajoute qu'on pourrait, toutefois, joindre au territoire que la Russie cède par le tracé qu'il a déjà proposé, celui qui se trouve compris entre le Lac Katlabug, le Val de Trajan et le Lac Salsyk.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne représente que l'admission du tracé indiqué par Monsieur le Plénipotentiaire de Russie équivaudrait à l'abandon des propositions for-

1856 mulées par l'Autriche avec l'assentiment des Puissances alliées; que ces propositions ont été acceptées à Saint-Pétersbourg, confirmées à Vienne et à Paris, et que les Plénipotentiaires de ces Puissances, quel que soit l'esprit de conciliation qui les anime, ne sauraient s'écarter, dans une semblable mesure, des conditions de paix et renoncer totalement à des concessions admises en principe par tous les Gouvernements représentés au Congrès.

Monsieur le Comte Walewski présente des observations analogues.

Monsieur le Comte de Buol fait également remarquer que le tracé offert par Monsieur le Baron de Brunnow ne comprend qu'une petite portion du territoire dont la cession a été consentie par la Russie, en acceptant les conditions de paix que l'Autriche a portées à Saint Pétersbourg, et qu'il espère que MM. les Plénipotentiaires de Russie feront au Congrès une proposition qui se rapprochera davantage des faits qui ont précédé l'ouverture des négociations.

Monsieur le Baron de Hübner rappelle que le tracé indiqué, par ses deux points extrêmes, dans les propositions Autrichiennes, est fondé sur la configuration reproduite dans toutes les cartes.

MM. les Plénipotentiaires de Russie répondent qu'ils ont témoigné, dans les séances précédentes, de leurs intentions conciliantes; qu'ils ont placé sous les yeux du Congrès des considérations dont il y a lieu, à leur sens, de tenir compte; qu'ils n'ont d'autre objet que de provoquer une entente conforme à la topographie du pays et aux intérêts des populations qui l'habitent, et qu'ils sont, par conséquent, prêts à discuter toute autre proposition qui leur serait communiquée.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France répète que les Puissances alliées ne sauraient adhérer à une délimitation qui ne serait pas en harmonie avec les concessions acquises à la négociation; mais qu'il est, cependant, permis de procéder par voie de compensation, et qu'il serait peut-être possible de s'entendre en prolongeant la limite au sud-est et au delà du Lac Salsyk, si, comme le pensent MM. les Plénipotentiaires de Russie, elle rencontre au nord des difficultés topographiques.

Après une discussion, engagée sur cet amendement, à laquelle tous les Plénipotentiaires prennent part, il est offert à MM. les Plénipotentiaires de Russie d'établir la frontière au moyen d'une ligne qui, partant du Pruth, entre Séova et Hush, passerait au nord du Lac Salsyk et s'arrêterait au dessus du Lac Albédiès.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie, obligés, disent-ils, de s'assurer de la position qui en résulterait pour les colonies de Bulgares et de Russes établies dans cette partie de la Bessarabie, demandent à remettre la suite de la discussion à la prochaine séance.

Le Congrès adhère; mais MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne établissent que la proposition à laquelle ils se sont ralliés, dans un esprit de concorde, constitue, sous tous les rapports, une concession dont l'importance est attestée par l'étendue du territoire compris entre Chotyn et Hush, et ils expriment la conviction que cette concession sera pleinement appréciée par MM. les Plénipotentiaires de la Russie. 1856

Monsieur le Comte Orloff rend témoignage des bonnes dispositions que MM. les Plénipotentiaires de Russie rencontrent, à leur tour, de la part des autres membres du Congrès, et il ajoute qu'en demandant de pouvoir soumettre à une étude particulière la proposition qui leur est faite, ils n'ont en vue d'autre but que celui de chercher à la concilier avec les exigences locales.

Le Congrès passe à l'examen des propositions relatives à l'organisation des Principautés.

Monsieur le Comte Walewski fait remarquer qu'avant de toucher à ce point important de la négociation, il est indispensable de délibérer sur une question qui est dominante et à la solution de laquelle se trouvent nécessairement subordonnés les travaux ultérieurs du Congrès à ce sujet; cette question est celle de savoir si la Moldavie et la Valachie seront désormais réunies en une seule Principauté, ou si elles continueront à posséder une administration séparée. M. le Premier Plénipotentiaire de la France pense que la réunion des deux Provinces répondant à des nécessités révélées par un examen attentif de leurs véritables intérêts, le Congrès devrait l'admettre et la proclamer.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne partage et appuie la même opinion, en se fondant particulièrement sur l'utilité et la convenance à prendre en sérieuse considération les voeux des populations dont il est toujours bon, ajoute-t-il, de tenir compte.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Turquie la combat. Aali Pacha soutient qu'on ne saurait attribuer à la séparation des deux provinces la situation à laquelle il s'agit de mettre un terme; que la séparation date des temps les plus reculés, et que la perturbation qui a régné dans les Principautés, remonte à une époque relativement récente; que la séparation est la conséquence naturelle des moeurs et des habitudes, qui diffèrent dans l'une et l'autre province; que quelques individus, sous l'influence des considérations personelles, ont pu formuler un avis contraire à l'état actuel, mais que telle n'est pas certainement l'opinion des populations.

Monsieur le Comte de Buol, quoique n'étant pas autorisé à discuter une question que ses instructions n'ont pas prévue, pense, comme le Premier Plénipotentiaire de la Turquie, que rien ne justifierait la réunion des deux provinces; les populations, ajoute-t-il,

1856 n'ont pas été consultées, et, si l'on considère le prix que chaque agglomération attache à son autonomie, on peut en déduire a priori que les Moldaves, comme les Valaques, désirent, avant tout, conserver leurs instutions locales et séparées.

Après avoir développé tous les motifs qui militent pour la réunion, Monsieur le Comte Walewski répond que le Congrès ne peut consulter directement ces populations, et qu'il doit nécessairement procéder à cet égard par voie de présomption. Or, dit-il, tous les renseignements s'accordent à représenter les Moldo-Valaques comme unanimement animés du désir de ne plus former, à l'avenir, qu'une seule Principauté : ce désir s'explique par la communauté d'origine et de religion, ainsi que par les précédents qui ont mis en lumière les inconvénients de l'ordre politique ou administratif qui résultent de la séparation; l'union étant, sans contredit, un élément de force et de prospérité pour les deux provinces, répond à l'objet proposé à la sollicitude du Congrès.

M. le Premier Plénipotentiaire de l'Autriche ne croit pas pouvoir accorder une foi entière aux informations sur lesquelles se fonde le Premier Plénipotentiaire de la France. Il pense, d'ailleurs, que l'opinion du Premier Plénipotentiaire de la Turquie, mieux placé qu'aucun autre membre du Congrès pour apprécier les véritables besoins et les voeux des populations, mérite d'être prise en considération particulière; que, d'autre part, les Puissances sont, avant tout, engagées à maintenir les priviléges des Principautés, et que ce serait y porter une grave atteinte que de contraindre les deux provinces à se fondre l'une dans l'autre, puisque au nombre de ces priviléges se trouve, avant tout, celui de s'administrer séparément. Il ajoute que plus tard, et quand on aura constitué dans les Principautés une institution pouvant être régulièrement considérée comme l'organe légitime des voeux du pays, on pourra, s'il y a lieu, procéder à l'union des deux provinces avec une parfaite connaissance de cause.

Monsieur le Baron de Bourqueney répond au Premier Plénipotentiaire de l'Autriche qu'il ne peut partager son appréciation. Les bases de la négociation, dit-il, portent que les Principautés conserveront leurs priviléges et immunités, et que le Sultan, de concert avec ses alliés, leur accordera ou y confirmera une organisation intérieure conforme aux besoins et aux voeux des populations. Nous avons donc, a Vienne, entendu réserver au Sultan et à ses alliées le droit et le soin de se concerter sur les mesures propres à assurer le bonheur de ces peuples, en tenant compte de leurs voeux. Or, la France a déposé, aux Conférences de l'an dernier, un Acte qui a placé la question sur le terrain de la discussion, et il ne s'est élevé nulle part, depuis lors, une manifestation tendant à infirmer les

renseignements qui nous portent à croire que les Moldo-Valaques 1856
désirent la réunion des provinces en une seule Principauté.

M. le Premier Plénipotentiaire de Sardaigne rappelle, afin d'établir que le voeu des populations à cet égard est antérieur aux circonstances actuelles, qu'un Article du Statut Organique a préjugé la question en déposant dans cet Acte le principe de la réunion éventuelle des Principautés.

Aali Pacha soutient que l'Article cité par Monsieur le Comte de Cavour ne saurait comporter une semblable interprétation.

Monsieur le Comte Orloff déclare que les Plénipotentiaires de Russie, ayant pu apprécier les besoins et les voeux des deux Principautés, appuient le projet de réunion comme devant aider à la prospérité de ces provinces.

Sur la déclaration faite par Aali Pacha que les Plénipotentiaires de la Turquie ne sont pas autorisés à suivre la discussion sur ce terrain, et les Plénipotentiaires de l'Autriche étant eux-mêmes sans instructions, la question est renvoyée à une autre séance afin de les mettre à même de prendre les ordres de leurs cours.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 7.

Séance du 10 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

M. le Second Plénipotentiaire de la Turquie, retenu par l'état de sa santé, n'assiste pas à la séance.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

Le Congrès reprend la discussion sur la délimitation des frontières en Bessarabie.

Monsieur le Baron de Brunnow expose que les Plénipotentiaires de Russie ont examiné, avec le même esprit de concorde qui en a suggéré les termes aux Plénipotentiaires des Puissances alliées, le tracé qui leur a été proposé dans la séance précédente; qu'ils reconnaissent combien ce tracé justifie la confiance qu'ils avaient placée dans les dispositions conciliantes du Congrès, mais qu'après avoir consulté leurs instructions, et en se fondant sur les considérations topographiques et administratives qu'ils ont déjà fait valoir, ils se voient obligés, dans l'intérêt même d'une bonne délimitation, de demander un amendement au tracé qui leur a été offert, de façon que la frontière, partant du confluent du Pruth et de la Saratsika, remonterait cette dernière rivière jusqu'au village du même nom, pour se diriger de là vers la rivière de Yalpuk, dont elle descendrait le co

1856 jusqu'au point où elle rejoint le Val de Trajan, qu'elle suivrait jusqu'au Lac Salsyk, pour aboutir ensuite à l'extrémité septentrionale du Lac Alabiès.

Cette proposition devient l'objet d'un examen auquel participent tous les Plénipotentiaires, qui, tombant d'accord, décident que la frontière partira de la mer Noire, à un kilomètre à l'est du Lac Bourna Sola, rejoindra perpendiculairement la route d'Akerman, suivra cette route jusqu'au Val de Trajan, passera au sud de Bolgrad, remontera le long de la rivière de Yalpuk jusqu'à la hauteur de Saratsika, et ira aboutir à Katamori sur le Pruth.

En adhérant à cette délibération, MM. les Plénipotentiaires de la Russie, ayant dû, disant-ils, s'écarter de leurs instructions, réservent l'approbation de leur Cour.

Une Commission, composée d'ingénieurs et de géomètres, sera chargée de fixer, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

Monsieur le Comte Orloff, se fondant sur les précédents, propose au Congrès de décider que les habitants du territoire cédé par la Russie conserveront la jouissance entière des droits et priviléges dont ils sont en possession, et qu'il leur sera permis de transporter ailleurs leur domicile, en cédant leurs propriétés contre une indemnité pécuniaire convenu de gré à gré, ou au moyen d'un accord particulier qui serait conclu avec l'Administration des Principautés.

Plusieurs Plénipotentiaires faisant remarquer que cette proposition peut soulever des difficultés qu'ils ne sont pas en mesure d'apprécier, le Congrès la prend ad referendum.

Monsieur le Comte Walewski rappelle que le développement du premier point, en ce qui concerne l'organisation future des Principautés, exige d'en confier les détails à une Commission dont les travaux, si on devait y subordonner la conclusion de la paix, retarderaient, sans motifs suffisants, le principal objet confié aux soins du Congrès. Dans l'opinion de M. le Premier Plénipotentiaire de la France, on pourrait se borner à consigner au Traité les bases du régime politique et administratif qui régira désormais les Provinces Danubiennes, en convenant que les Parties contractantes concluront, dans le plus bref délai, une Convention à ce sujet; dans ce cas, ajoute-t-il, le Traité de Paix pourrait être signé prochainement, et l'attente de l'Europe ne serait pas tenue plus longtemps en suspens.

Cette proposition est l'objet d'une discussion dans laquelle interviennent particulièrement MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Grande-Bretagne.

M. le Premier Plénipotentiaire de l'Autriche propose un amendement qui est accepté; et, en conséquence, le Congrès décide qu'une Commission, composée de Monsieur le Comte de Buol, de Monsieur le Baron de Bourqueney et d'Aali Pacha, présentera, à la prochaine

séance, le texte des Articles du Traité de Paix destinés à fixer les 1856
bases de la Convention qui sera conclue au sujet des Principautés.

Monsieur le Comte Walewski émet l'avis qu'au point où les négociations sont heureusement arrivées, le moment est venu d'inviter la Prusse à se faire représenter au Congrès, ainsi qu'il a été décidé dans la séance du 28 février, et il propose de faire parvenir à Berlin la résolution suivante:

„Le Congrès, considérant qu'il est d'un intérêt Européen que la Prusse, signataire de la Convention conclue à Londres, le 13 juillet 1841, participe aux nouveaux arrangements à prendre, décide qu'un extrait du Protocole de ce jour sera adressé à Berlin, par les soins de Monsieur le Comte Walewski, organe du Congrès, pour inviter le Gouvernement Prussien à envoyer des Plénipotentiaires à Paris."

Le Congrès adhère.

Monsieur le Comte de Clarendon, en témoignant de la confiance qu'il place dans les sentiments de la Cour de Russie, et parlant au nom des Puissances alliées, croit pouvoir être certain que les cimetières où reposent les officiers et soldats qui ont succombé devant Sébastopol ou sur d'autres points du territoire Russe, ainsi que les monuments élevés à leur mémoire, seront maintenus à perpétuité et environnés du respect dû à la cendre des morts; il ajoute qu'il serait heureux, toutefois, d'en recueillir l'assurance de la bouche de MM. les Plénipotentiaires de la Russie.

Monsieur le Comte Orloff remercie le Congrès de l'occasion qui lui est offerte de donner une marque des dispositions qui animent l'Empereur son auguste maître, dont il est certain d'être le loyal et fidèle interprète en déclarant qu'on prendra toutes les mesures propres à réaliser pleinement le voeu exprimé par MM. les Plénipotentiaires des Puissances alliés.

Monsieur le Comte Walewski rappelle que le Traité de Paix devra faire mention de l'amnistie pleine et entière que chaque Puissance belligérante accordera à ses propres sujets pour toute coopération aux faits de guerre.

MM. les Plénipotentiaires de Russie adhèrent à cet avis, qui est également accueilli par les autres membres du Congrès.

(Suivent les signatures.)

Protocole No 8.

Séance du 12 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

1856 Monsieur le Baron de Bourqueney rend compte du travail de la Commission qui, dans la dernière réunion, a été chargée de préparer le texte des Articles du Traité concernant l'organisation future des Principautés.

Avant de donner lecture des Articles proposés par la Commission, M. le Baron de Bourqueney établit que le but du travail de cette Commission a été de concilier les opinions émises dans la dernière séance.

La marche proposée par la Commission, ajoute Monsieur le Baron de Bourqueney, repose sur trois principes:

Conclure la paix sans en subordonner l'instrument final à un acte diplomatique resté en suspens;

Prendre les mesures propres à s'assurer du voeu des populations sur des questions de principe non encore résolues;

Respecter les droits de la Puissance Suzeraine, et ne pas laisser de côté ceux des Puissances garantes, en établissant la double nécessité d'un acte diplomatique pour consacrer les principes adoptés comme bases de l'organisation des Principautés, et d'un hatti-chérif pour en promulguer l'application.

Partant de ces trois idées, la Commission propose l'envoi immédiat à Bucharest de délégués qui s'y réuniront à un Commissaire Ottoman.

Des Divans ad hoc seraient convoqués sans retard au chef-lieu des deux Provinces. Ils seraient composés de manière à offrir les garanties d'une véritable et sérieuse représentation.

La Commission Européenne, prenant en considération les voeux exprimés par les Divans, reviserait les statuts et règlements en vigueur. Son travail serait transmis au siège actuel des Conférences. Une Convention diplomatique basée sur ce travail, serait conclue entre les Puissances contractantes, et un hatti-chérif, constituant l'organisation définitive, serait promulgué par le Sultan.

Le Congrès adopte la marche proposée, et renvoie à une autre séance l'adoption définitive du texte des Articles dont Monsieur le Baron de Bourqueney a donné lecture.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie communiquent au Congrès le projet de la Convention qui doit être conclue entre eux, après avoir été agréé par les autres Plénipotentiaires, relativement aux bâtiments de guerre légers que les Puissances riveraines entretiendront dans la mer Noire.

Ils annoncent qu'ils ne sont pas d'accord sur un point; MM. les Plénipotentiaires de la Russie pensent que la Convention doit autoriser l'une et l'autre Puissance à entretenir, outre les bâtiments de guerre qui seront employés à la police de la mer Noire, et un nombre déterminé de transports, des navires d'un moindre tonnage destinés

à surveiller l'exécution des règlements administratifs et sanitaires 1856
dans les ports. MM. les Plénipotentiaires de Turquie ne sont pas autorisés à accueillir une stipulation conçue dans ce sens.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie donnent au Congrès des explications tendant à démontrer la nécessité de pourvoir à la police intérieure des ports, et d'insérer dans la Convention une clause relative aux stationnaires qui y seront employés afin de ne pas exposer les Puissances riveraines de la mer Noire aux interprétations que pourrait autoriser le silence gardé à cet égard.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France répondent que, ces bâtiments ne pouvant comporter ni les dimensions ni l'armement de bâtiments de guerre, il n'y a pas lieu d'en faire mention dans la Convention, et que, si la Russie n'entend avoir dans ses ports que de bateaux dits „pataches" pour le service de la douane et de la santé, ne devant pas, par conséquent, être employés à la mer, il n'y a pas lieu de craindre que la présence de ces pataches, dans les ports de commerce, puisse devenir l'occasion d'interprétations regrettables.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie retirent leur demande relative à l'insertion dans la Convention de la clause concernant les petits navires destinés au service intérieur des ports, en réservant toutefois l'approbation de leur cour.

Monsieur le Comte de Clarendon fait remarquer que les bâtiments — transports ne devront pas être armés.

Monsieur le Comte Orloff répond que, comme tous les transports employés par les autres Puissances dans d'autres mers, ceux de la Russie dans la mer Noire seront exclusivement munis de l'armement de sûreté que comporte la nature du service auquel ils seront affectés.

Monsieur le Comte Clarendon ne croyant pas devoir admettre ces explications, la question est ajournée.

Le Congrès reprend la discussion du projet de rédaction du second point qui a fait l'objet de ses délibérations dans la séance du 6 mars.

Monsieur le Comte de Buol expose que les principes établis par le Congrès de Vienne et destinés à régler la navigation des fleuves qui traversent plusieurs États posent, comme règle principale, que les Puissances riveraines seront exclusivement appelées à se concerter sur les règlements de police fluviale, et à en surveiller l'exécution; que la Commission Européenne, dont il est fait mention dans la rédaction insérée au Protocole N° 5, comprendra, outre les délégués des Puissances riveraines du Danube, des délégués des Puissances non-riveraines; que la Commission permanente qui lui sera substituée sera chargée d'exécuter les résolutions prises par elle; que dès lors, et pour rester dans l'esprit, comme dans les termes de

1856 l'Acte du Congrès de Vienne, l'une et l'autre Commission devront borner leurs travaux au Bas-Danube et à ses embouchures.

Monsieur le Comte Walewski rappelle les bases de la négociation acceptées par toutes les Puissances contractantes, et portant que la liberté du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée; qu'il a été entendu, par conséquent, qu'il sera pourvu à la libre navigation de ce fleuve.

Monsieur le Comte de Clarendon ajoute que, s'il en était autrement, l'Autriche, restant seule en possession du Haut-Danube, et participant à la navigation de la partie inférieure du fleuve, acquerrait des avantages particuliers et exclusifs que le Congrès ne saurait consacrer.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche répondent que tous les efforts de leur Gouvernement, comme ses tendances, en matière commerciale, ont pour objet d'établir et de propager, sur tous les points de l'Empire, les principes d'une entière liberté, et que la navigation du Danube est naturellement comprise dans les limites des améliorations qu'il se propose; mais qu'il se trouve, à cet egard, en présence d'engagements antérieurs, de droits acquis, dont il est obligé de tenir compte; que ses intentions répondent donc au voeu déposé dans les Préliminaires de Paix; que, néanmoins, ils ne peuvent reconnaître aux Commissions qu'il s'agit d'instituer, une autorité qui ne saurait leur appartenir sur le Haut-Danube.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France dit qu'il y a lieu, en effet, de distinguer entre deux résolutions également admises en principe, mais ayant, l'une et l'autre, un objet parfaitement distinct; que, d'une part, le Congrès doit pourvoir à la libre navigation du Danube, dans tout son parcours, sur les bases établies par le Congrès de Vienne; et, de l'autre, aviser aux moyens de faire disparaître les obstacles qui entravent le mouvement commercial dans la partie inférieure du fleuve et à ses embouchures; que c'est uniquement cette dernière tâche qui sera dévolue aux Commissaires qu'on se propose d'instituer; mais qu'il n'est pas moins essentiel de s'entendre sur le développement du principe général, afin de compléter l'oeuvre que les Puissances contractantes ont eu en vue en stipulant, comme il est dit dans les Préliminaires, que la navigation du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée, en réservant les positions particulières des riverains, qui seront réglées sur les principes établis par l'Acte du Congrès de Vienne en matière de navigation fluviale.

Après les explications qui précèdent, il est décidé que MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche présenteront, à une des prochaines séances, les amendements qu'ils croiront devoir proposer à la rédaction insérée au Protocole N° 5. *(Suivent les signatures.)*

1856

Protocole No 9.

Séance du 14 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

Monsieur le Comte Orloff annonce que le tracé de délimitation entre la Russie et l'Empire Ottoman en Europe, fixé par le Congrès dans sa séance du 10 mars, a obtenu l'approbation de sa cour.

Le Congrès reprend l'examen de la rédaction des Articles concernant les Principautés et destinés à figurer au Traité de Paix, préparé par la Commission dont Monsieur le Baron de Bourqueney, en qualité de rapporteur, a donné communication au Congrès dans la précédente séance.

Chaque paragraphe de cette rédaction fait l'objet d'une discussion à laquelle participent tous les Plénipotentiaires, et, après avoir été amendée sur deux points, elle est adoptée par le Congrès dans les termes suivants:

„Aucune protection exclusive ne sera dorénavant exercée sur les Principautés Danubiennes. Il n'y aura ni garantie exclusive ni droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures. Elles continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Sublime Porte et sous la garantie Européenne, des priviléges et immunités dont elles sont en possession.

„Dans la révision qui aura lieu des lois et statuts aujourd'hui en vigueur, la Sublime Porte conservera aux dites Principautés une administration indépendante et nationale ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

„Pour établir entre elles un complet accord sur cette révision, une Commission spéciale, sur la composition de laquelle s'entendront les Hautes Parties Contractantes, se réunira sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime Porte.

„Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés et de proposer les bases de leur future organisation.

„Sa Majesté le Sultan convoquera immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan ad hoc, composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les voeux des populations, relativement à l'organisation définitive des Principautés.

„Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

1856 „Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra sans retard au siége actuel des Conférences son propre travail.

„L'entente finale avec la Puissance Suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties Contractantes; et un hatti-chérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces Provinces placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

„Il y aura une force armée nationale organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne saurait être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d'accord avec la Sublime Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

„Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, les Puissances garantes s'entendront avec la Sublime Porte, sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne saurait avoir lieu sans une entente préalable entre ces Puissances."

M. le premier Plénipotentiaire de Turquie fait remarquer que, ses instructions ne lui permettant pas d'adhérer définitivement à cette rédaction, il réserve l'approbation de sa cour, qu'il sollicitera par voie télégraphique.

MM. les membres de la Commission qui a préparé le travail dont le Congrès vient de s'occuper, sont chargés de vouloir bien se réunir pour élaborer le projet d'un texte devant être également inséré au Traité, et fixant les dispositions qui devront être prises, s'il y a lieu, au sujet de la Servie.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France dit qu'il y a lieu de convenir des termes dont on fera usage dans le Traité pour constater l'entrée de la Turquie dans le concert Européen, et donne lecture d'un projet en deux Articles.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Turquie pense qu'il conviendrait de s'en tenir à la rédaction qu'il avait proposée aux Conférences de Vienne, et la soumet au Congrès.

Sur la proposition de Monsieur le Comte Walewski, le Congrès décide qu'une Commission, composée d'Aali Pacha et de MM. les Seconds Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Sardaigne, se réunira le plus tôt possible pour préparer un projet de rédaction de toutes les stipulations du Traité de Paix, en tenant compte des résolutions consignées aux Protocoles, et renvoie à cette Commission les projets présentés par MM. des Premiers Plénipotentiaires de la France et de la Turquie sur l'admission de l'Empire Ottoman dans le droit public Européen.

Monsieur le Comte Walewski annonce qu'en réponse à la communication qu'il a été chargé de faire parvenir à Berlin, comme organe du Congrès, il a reçu l'avis que la Prusse, se rendant à l'invitation que lui a été adressée, a nommé, pour ses Plénipotentiaires, Monsieur le Baron de Manteuffel, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, et Monsieur le Comte de Hatzfeldt, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour de France. 1856

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 10.

1re Séance du 18 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie présentent le projet de Convention concerté entre eux et relatif au nombre et aux dimensions des bâtiments légers que les Puissances riveraines entretiendront dans la mer Noire pour la police de cette mer et la sûreté de leurs côtes. Après en avoir examiné les termes, le Congrès, trouvant ce projet conforme aux bases qui en ont été posées dans les Préliminaires, décide que la copie, déposée et parafée par MM. les Premiers Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie, sera annexée au présent Protocole.

La Commission de rédaction, par l'organe de son rapporteur Monsieur le Baron de Bourqueney, rend compte de ses travaux. En cette qualité, M. le Second Plénipotentiaire de la France expose que la Commission c'est occupée, en premier lieu, de l'ordre dans lequel les différentes stipulations seront insérées au Traité, et il ajoute qu'elle a adopté la distribution suivante: Rétablissement de la paix; Évacuation des territoires occupés; Prisonniers de guerre; Amnistie; Entrée de la Turquie dans le concert Européen; Le sort des Chrétiens; Révision de la Convention de 1841; Neutralisation de la mer Noire; Liberté du Danube; Nouveau tracé de la frontière de la Turquie Européenne; Les deux Principautés; La Servie; Commission Mixte pour la révision de la frontière en Asie.

Passant à la lecture des textes préparés par la Commission, Monsieur le Baron de Bourqueney donne communication d'un projet de préambule ainsi conçu:

„Sa Majesté l'Empereur de Français, Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté le Sultan, animées du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre,

1856 voulant, de concert avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, sont tombées d'accord sur les moyens d'assurer, par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman; et Leursdites Majestés, ayant arrêté les conditions propres à atteindre ce double but, ont invité Sa Majesté le Roi de Prusse à s'associer à cette oeuvre de pacification générale.

„En conséquence, Leurs Majestés ont nommé," etc.

Monsieur le Baron de Bourqueney lit les paragraphes suivants:

„Il y aura, à dater de ce jour, paix et amitié entre Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Sa Majesté le Sultan, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs, à perpétuité.

„La paix étant heureusement rétablie entre Lesdites Majestés, les territoires conquis ou occupés pendant la guerre seront réciproquement évacués.

„Des arrangements spéciaux régleront le mode de l'évacuation, qui devra être aussi prompte que possible.

„Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'engage à restituer à Sa Majesté le Sultan la ville et citadelle de Kars, aussi bien que les autres parties du territoire Ottoman dont les troupes Russes se trouvent en possession.

„Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine de la Grande Bretagne, le Roi de Sardaigne et le Sultan s'engagent à restituer à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies les villes et ports de Sébastopol, Balaklava, Kamiesch, Eupatoria, Kertsch, Jenikaleh, Kinburn, ainsi que tous autres territoires occupés par les troupes alliées."

Lord Cowley fait remarquer que le rapprochement des deux derniers paragraphes peut laisser croire que les Puissances belligérantes procèdent à un échange, tandis que les Préliminaires portent que la Russie en échange des territoires occupés par les armées alliées, consent à une rectification de sa frontière avec la Turquie Européenne.

M. le Second Plénipotentiaire de la Russie répond qu'il s'agit ici d'une restitution mutuelle des territoires occupés, de part et d'autre, par les armées belligérantes, et nullement de cession territoriale; que ce dernier point viendra à sa place quand il y aura à procéder, ainsi que le stipulent les Préliminaires, à la rectification de la frontière en Europe.

M. le Rapporteur de la Commission propose ensuite les paragraphes suivants:

„Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Leurs Majestés 1856
l'Empereur des Français, la Reine de la Grande Bretagne, le Roi de Sardaigne et le Sultan s'engagent à remettre en liberté les prisonniers de guerre aussitôt après l'échange des ratifications du présent Traité.

„Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine de la Grande Bretagne, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et le Sultan accordent une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets qui auraient été compromis par leur participation aux événements de la guerre en faveur de la cause ennemie.

„Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Sardaigne déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du concert Européen. Leurs Majestés s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte ou tout événement qui serait de nature à y porter atteinte, comme une question d'intérêt général.

„Les Conventions ou Traités conclus ou à conclure entre elles et la Sublime Porte feront désormais partie du droit public Européen.

„S'il survenait entre la Sublime Porte et l'une des Puissances contractantes un dissentiment de nature à menacer le maintien de leurs relations, les deux États, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres Puissances en mesure de prévenir cette extrémité par les voies de la conciliation."

Monsieur le Comte de Buol annonce qu'il a reçu les instructions de sa Cour sur le deuxième point concernant le Danube. Il déclare que l'Autriche adhère à l'entière application des principes établis par l'Acte du Congrès de Vienne au Haut-comme au Bas-Danube, pourvu, toutefois, que cette mesure soit combinée avec les engagements antérieurs pris, bona fide, par les États riverains. Il propose, en conséquence, une rédaction nouvelle qui a pour objet de répondre pleinement au principe de libre navigation déposé dans les Préliminaires, en tenant compte, pendant un terme déterminé, de ces mêmes engagements.

Après avoir entendu la lecture de cette nouvelle rédaction, le Congrès décide que copie en sera annexée au présent Protocole, et en renvoie la discussion à la Prochaine séance.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

1856 *Annexe 1 au Protocole N° 10.*

Convention Séparée entre la Sublime Porte et la Russie.

Sa Majesté Impériale le Sultan, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, prenant en considération le principe de la neutralisation de la mer Noire consacré dans le Traité Général en date du . . . . . , auquel elles sont Parties contractantes, et voulant, en conséquence, régler, d'un commun accord, le nombre et la force des bâtiments qu'elles se sont réservé d'entretenir dans la mer Noire pour le service de leurs côtes, ont résolu de signer, dans ce but, une Convention Spéciale, et ont nommé à cet effet:

Sa Majesté Impériale le Sultan, Aali Pacha, Grand Vizir et son Premier Plénipotentiaire au Congrès de Paris; et Mehemmed-Djémil-Bey, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes le Russies, l'Aide-de-camp Général Comte Orloff, son Premier Plénipotentiaire au Congrès de Paris, etc.; et le Baron de Brunnow, etc.

Article I.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à n'avoir dans la mer Noire d'autres bâtiments de guerre que ceux dont le nombre, la force, et les dimensions sont stipulées ci-après.

Article II.

Chacune des deux Hautes Parties Contractantes se réserve d'entretenir dans cette mer six bâtiments-à-vapeur de cinquante mètres de longueur à la flottaison, et quatre bâtiments légers d'un tonnage qui ne dépassera pas deux cents tonneaux chacun.

(Parafes des deux Premiers Plénipotentiaires.)

Orl. A.

Annexe 2 au Protocole N° 10.

Article I.

L'acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves traversant plusieurs États, les Puissances contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au Danube et à ses embouchures; elles déclarent que cette disposition fait désormais partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévu par les stipulations qui suivent. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni

aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, 1856
et il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation.

Article II.

Dans le but de réaliser les dispositions de l'Article précédent, une Commission, composée des Délégués de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie, sera chargée de désigner les travaux nécessaires pour dégager l'embouchure du Danube des sables qui l'obstruent, et d'ordonner l'exécution de ces travaux.

Pour couvrir les frais de ces travaux ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux bouches du Danube, des droits fixes, d'un taux convenable, pourront être prélevés, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Article III.

Une Commission sera établie qui se composera des délégués de l'Autriche, de la Bavière, du Wurtemberg, de la Servie, de la Valachie, de la Moldavie et de la Turquie. Elle sera permanente, élaborera: *a)* Les règlements de navigation et de police fluviale; *b)* Fera disparaître les entraves législatives qui s'opposent encore à l'application au Danube des dispositions du Traité de Vienne; *c)* Ordonnera et fera exécuter les travaux nécessaires sur tout le parcours du fleuve.

Article IV.

Il est entendu que la Commission Européenne aura rempli sa tâche, et que la Commission Riveraine, aura terminé les travaux désignés dans l'Article précédent par les lettres *a* et *b*, dans l'espace de deux ou trois ans, ou plus tôt si faire se peut. La Conférence siégeant à Paris, informée de ce fait, après en avoir pris acte, prononcera la dissolution de la Commission Européenne.

Article V.

Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord, d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des Puissances contractantes aura le droit de faire stationner (un ou deux) bâtiments légers aux embouchures du Danube.

Protocole N° 11.

2e Séance du 18 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

1856 Monsieur le Comte Walewski annonce que l'arrivée des Plénipotentiaires Prussiens à Paris lui a été notifiée par Monsieur le Comte de Hatzfeldt.

Monsieur le Baron de Manteuffel et Monsieur le Comte de Hatzfeldt, étant introduits, présentent leurs pleins-pouvoirs qui sont trouvés en bonne et due forme et déposés aux Actes du Congrès.

Il est remis à MM. les Plénipotentiaires de la Prusse une copie des Protocoles des séances précédentes.

Monsieur le Baron de Bourqueney donne lecture des paragraphes préparés pour le renouvellement de la Convention des Détroits; ces paragraphes sont conçus dans les termes suivants: —

„La Convention du 13 juillet 1841, qui maintient l'antique règle de l'Empire Ottoman relative à la clôture des Détroits du Bosphore et de Dardanelles, a été révisée d'un commun accord.

„L'Acte conclu à cet effet et conformément à ce principe, est et demeure annexé au présent Traité."

Monsieur le Comte Walewski propose de confier à une Commission le soin de rédiger l'instrument destiné à remplacer la Convention du 13 juillet 1841. Le Congrès adhère, et la Commission est composée de MM. les Premiers Plénipotentiaires de la Prusse et de la Turquie, et de MM. les Seconds Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Sardaigne.

(Suivent les Signatures.)

Protocole N° 12.

Séance du 22 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la seconde séance, tenue le 18 mars 1856, est lu et approuvé.

Monsieur le Comte Orloff fait savoir au Congrès que la cour de Russie a donné son approbation au projet de Convention concerté entre MM. les Plénipotentiaires de la Turquie et de la Russie, et qui a été annexé au Protocole N° 10.

Monsieur le Comte Walewski propose de désigner une Commission qui sera chargée de présenter au Congrès un projet définitif de préambule.

Cette proposition est adoptée, et la Commission est composée de MM. les Seconds Plénipotentiaires.

(Suivent les signatures.)

Protocole No 13. 1856

Séance du 24 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

Monsieur le Baron de Bourqueney rend compte des travaux de la Commission chargée de préparer le projet définitif du préambule du Traité Général. La Commission, dit M. le Second Plénipotentiaire de la France, avait pour tâche de trouver une rédaction qui, en faisant la part de toutes les situations, fût également satisfaisante pour chacune des Puissances qui concourent à l'oeuvre de la paix.

Lecture est donnée, en ces termes, du projet unanimement accepté par la Commission:

„Leurs Majestés, etc., animées du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et voulant prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, ont résolu de s'entendre avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche sur les bases à donner au rétablissement et à la consolidation de la paix, en assurant, par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman.

„A cet effet, Leursdites Majestés ont nommé pour Plénipotentiaires, etc., lesquels se sont réunis en Congrès à Paris.

„L'entente ayant été heureusement établie entre eux, Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume de la Grande-Bretagne, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et le Sultan, considérant que, dans un intérêt Européen, Sa Majesté le Roi de Prusse, signataire de la Convention du 13 juillet 1841, devait être appelée à participer aux nouveaux arrangements à prendre, et appréciant la valeur qu'ajouterait à une oeuvre de pacification générale le concours de Sadite Majesté, l'ont invitée à envoyer des Plénipotentiaires au Congrès.

„En conséquence Sa Majesté le Roi de Prusse a nommé pour ses Plénipotentiaires," etc.

Le Congrès adopte.

Monsieur le Comte Walewski rapporte que le Congrès a décidé, dans une de ses précédentes séances, qu'il serait fait mention, dans le Traité Général, du hatti-chérif rendu récemment par Sa Majesté le Sultan en faveur de ses sujets non-musulmans; qu'il a éte convenu, toutefois, que cette mention serait conçue, à la fois, dans des termes propres à établir la spontanéité dont le Gouvernement Ottoman a usé dans cette circonstance, et de façon qu'il ne pût, en aucun cas, en résulter un droit d'ingérence pour les autres Puissances.

1856 Monsieur le Comte Walewski propose d'insérer au Traité Général, sur le quatrième point, la redaction suivante, qui lui semble remplir les intentions du Congrés:

„Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de tous ses sujets, sans distinction de religion ni de race, ayant octroyé un firman qui consacre également ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux Puissances contractantes ledit firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

„Il est bien entendu que cette communication, dont les Puissances contractantes constatent la haute valeur, ne saurait, en aucun cas, donner le droit auxdites Puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son Empire."

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne et de la Turquie appuient cette proposition comme répondant pleinement à l'objet qu'on se propose. Aali Pacha ajoute qu'il ne lui serait pas possible de se rallier à toute autre rédaction, si elle tendait à conférer aux Puissances un droit de nature à limiter l'autorité souveraine de la Sublime Porte.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent que ce point mérite une attention particulière, et qu'ils ne sauraient exprimer leur opinion avant d'avoir examiné avec soin la rédaction mise en déliberation; ils en demandent le renvoi à une Commission.

MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne combattent la proposition de MM. les Plénipotentiaires de la Russie, en se fondant, à leur tour, sur l'importance même de la question, qui demande à être délibérée in pleno.

Il est décidé que la discussion aura lieu, en Congrès, dans la prochaine séance.

M. le Premier Plénipotentiaire de France communique les Articles relatifs à la Servie, et qui ont été rédigés par la Commission des Principautés.

Sur la proposition de Monsieur le Comte de Clarendon le Congrés arrête que ces Articles seront insérés au présent Protocole, et en remet l'examen à la réunion suivante.

Ces Articles sont ainsi conçus:

„Article . La Principauté de Servie continuera à relever de la Sublime Porte, conformément aux hatts impériaux qui fixent et déterminent les droits et immunités dont elle jouit.

„En conséquence, ladite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

„Les améliorations qu'il pourrait devenir nécessaire d'introduire 1856
dans les institutions actuelles de la Principauté de Servie, ne devront être que le résultat d'un concert entre la Sublime Porte et les autres Parties contractantes.

„Article . Le droit de garnison de la Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les règlements antérieurs, est maintenu.

„Article . La Servie se trouvant désormais placée sous la garantie collective de toutes les Puissances, aucune intervention armée exclusive ne pourra avoir lieu sur son territoire de la part de l'une ou l'autre des Puissances contractantes."

(Suivent les Signatures.)

Protocole No 14.

Séance du 25 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie sont invités à faire part au Congrès des observations qu'ils se sont réservé de présenter sur la rédaction insérée au Protocole No 13, et relative au quatrième point.

Monsieur le Baron Brunnow expose qu'en assurant aux Chrétiens de l'Empire Ottoman l'entière jouissance de leurs priviléges, on a donné à la paix une garantie de plus et qui ne sera pas la moins précieuse; qu'à ce titre on ne saurait trop apprécier l'importance du hatti-chérif récemment émané de la volonté souveraine du Sultan; que les Plénipotentiaires de la Russie n'hésitent pas à reconnaître et sont, en outre, heureux de déclarer que cet Acte, dont chaque paragraphe atteste hautement les intentions bienveillantes du Souverain qui l'a rendu, réalise et dépasse même toutes leurs espérances; que ce sera rendre hommage à la haute sagesse du Sultan, et témoigner de la sollicitude qui anime également tous les Gouvernements de l'Europe, que d'en faire mention dans le Traité de Paix; qu'on est d'accord sur ce point, et qu'il ne s'agit plus que de s'entendre sur les termes. Monsieur de Brunnow ajoute que l'intérêt particulier que la Russie porte aux Chrétiens de la Turquie, l'avait déterminée à donner son entier assentiment à une première rédaction qui semble, cependant, avoir soulevé certaines objections, bien que cette rédaction, conformément à l'avis unanime du Congrès, fît remonter exculsivement à la volonté souveraine et spontanée du Sultan l'acte qu'on veut rappeler dans le Traité, et stipulât qu'il ne pouvait en résulter un droit quelconque d'ingérence pour aucune Puissance.

1856 Par égard, dit-il encore, pour des susceptibilités que nous respectons, nous y renonçons donc, et nous proposons au Congrès une rédaction qui nous semble satisfaire à toutes les nécessités, en restant dans les limites qui nous sont tracées. M. le Baron de Brunnow donne lecture de cette rédaction, qui est ainsi conçue:

„Sa Majesté le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de tous ses sujets, sans distinction de religion ni de race, ayant octroyé un firman qui consacre ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, a résolu de porter ledit firman à la connaissance des Puissances contractantes.

„Leurs Majestés l'Empereur des Français, etc., constatent la haute valeur de cet acte spontané de la volonté souveraine de Sa Majesté le Sultan. Leurs dites Majestés acceptent cette communication comme un nouveau gage de l'amélioration du sort des Chrétiens en Orient, objet commun de leurs voeux, dans un intérêt général d'humanité, de civilisation et de piété.

„En manifestant, à cet égard, l'unanimité de leurs intentions, les Hautes Parties contractantes déclarent, d'un commun accord, que la communication de l'Acte ci-dessus mentionné ne saurait donner lieu à aucune ingérence collective ou isolée dans les affaires d'administration intérieure de l'Empire Ottoman au préjudice de l'indépendance et de la dignité de l'autorité souveraine dans ses rapports avec ses sujets."

M. le premier Plénipotentiaire de la France, et, après lui, M. le Comte de Clarendon, font remarquer que le projet présenté par MM. les Plénipotentiaires de la Russie ne diffère pas essentiellement de celui auquel ils demandent à le substituer, et qu'en insistant ils placeraient MM. les Plénipotentiaires de la Turquie dans l'obligation d'en référer de nouveau à Constantinople, et provoqueraient ainsi de nouveaux ajournements; que si les différences qu'on remarque entre les deux textes, ont une portée digne d'occuper le Congrès, MM. les Plénipotentiaires de la Russie devraient en préciser le caractère et la nature; que si, au contraire, ces différences sont insignifiantes, comme on peut le croire à première vue, il conviendrait de s'en tenir à la rédaction qui a déjà obtenu l'agrément du Gouvernement Ottoman, principal intéressé dans la question.

M. le Comte Orloff répond que, d'accord avec M. le Baron de Brunnow et prenant en considération les motifs énoncés par MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne, il renonce à faire agréer le projet présenté par M. le second Plénipotentiaire de la Russie, et qu'il se rallie à celui qui a été présenté par M. le Comte Walewski, en demandant, toutefois, un léger changement, et réservant l'approbation de sa cour.

Lord Cowley dit qu'il ne peut laisser passer les expressions 1856
dont s'est servi M. le Baron de Brunnow en parlant de l'intérêt particulier que la Russie porte aux sujets Chrétiens du Sultan, et que l'intérêt que les autres Puissances Chrétiennes n'ont cessé de leur témoigner, n'est ni moins grand ni moins particulier.

M. le Baron de Brunnow répond qu'en rappelant les dispositions dont sa Cour a toujours été animée, il n'a pas entendu révoquer en doute ou contester celles des autres Puissances pour leurs co-religionaires.

Après avoir déclaré que ses instructions ne lui permettent d'adhérer à aucune modification sans prendre les ordres de son Gouvernement, Aali Pacha, reconnaissant que le dernier changement demandé par M. le Comte Orloff consiste dans une simple transposition de mots, y donne son assentiment, et le Congrès adopte la rédaction suivante, devenue définitive, sauf la réserve faite plus haut par M. le premier Plénipotentiaire de la Russie:

„Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, sans distinction de religion ni de race, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, consacre également ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard a résolu de communiquer aux Puissances contractantes le dit firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

„Les Puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication.

„Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit aux dites Puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son Empire."

M. le Comte Walewski dit que l'état de guerre ayant invalidé les Traités et Conventions qui existaient entre la Russie et les autres Puissances belligérantes. il y a lieu de convenir d'une stipulation transitoire qui fixe les rapports commerciaux de leurs sujets respectifs à dater de la conclusion de la paix.

M. le Comte de Clarendon émet l'avis qu'il conviendrait de stipuler mutuellement, pour le commerce et pour la navigation, le traitement de la nation la plus favorisée, en attendant que chaque Puissance alliée puisse renouveler avec la Russie ses anciens Traités ou bien en négocier de nouveaux.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent qu'ils sont sans instructions à cet égard, et qu'il ne leur serait pas permis de prendre des engagements propres à créer un état de choses différent de celui qui existait avant la guerre, et qu'avant de se prêter à la

1856 combinaison proposée par M. le Comte de Clarendon, ils devraient en référer à leur cour; que la Russie a conclu, d'ailleurs, avec des États limitrophes, des Traités qui accordent aux sujets respectifs des avantages qu'il ne lui conviendrait pas, peut-être, de concéder même temporairement aux sujets d'autres Puissances, attendu qu'il pourrait ne pas en résulter une juste réciprocité; et, par ces motifs, ils proposent de convenir que les Traités et Conventions existant avant la guerre seront remis en vigueur pendant un délai déterminé et suffisant pour permettre aux Parties de se concerter sur de nouvelles stipulations.

La question étant réservée, M. le Comte de Clarendon dit qu'en appellant la Turquie à faire partie du système politique de l'Europe, les Puissances contractantes donneraient un témoignage éclatant des dispositions qui les unissent et de leur sollicitude pour les intérêts généraux de leurs sujets respectifs, si elles cherchaient à s'entendre dans le but de mettre les rapports de leur commerce et de leur navigation en harmonie avec la position nouvelle qui sera faite à l'Empire Ottoman.

M. le Comte Walewski appuie cet avis, en se fondant sur les principes nouveaux qui vont sortir des délibérations du Congrès, et sur les garanties que les récentes mesures prises par le Gouvernement du Sultan donnent à l'Europe.

M. le Comte de Cavour fait remarquer qu'aucune Puissance ne possède une législation commerciale d'un caractère plus libéral que celle de la Turquie, et que l'anarchie qui règne dans les transactions, ou plutôt dans les rapports personnels des étrangers résidant dans l'Empire Ottoman, tient à des stipulations nées d'une situation exceptionnelle.

M. le Baron de Manteuffel dit que la Prusse ayant eu à négocier un Traité de Commerce avec la Porte, il a eu occasion de constater les difficultés de toute nature auxquelles donne lieu la multiplicité des Conventions conclues avec la Turquie, en stipulant, pour chaque Puissance, le traitement de la nation la plus favorisée.

M. le Comte de Buol reconnaît qu'il résulterait certains avantages du règlement des relations commerciales de la Turquie avec les autres Puissances; mais, les intérêts différant avec les situations respectives, il ne peut être procédé qu'avec une extrême circonspection à un remaniement qui toucherait à des positions acquises, et remontant aux premiers temps de l'Empire Ottoman.

Aali Pacha attribue toutes les difficultés qui entravent les relations commerciales de la Turquie et l'action du Gouvernemen Ottoman à des stipulations qui ont fait leur temps. Il entre dant des détails tendant à établir que les priviléges acquis par les capi tulations aux Européens, nuisent à leur propre sécurité et au déve-

loppement de leurs transactions, en limitant l'intervention de l'administration locale; que la juridiction dont les agents étrangers couvrent leurs nationaux, constitue une multiplicité de Gouvernements dans le Gouvernement, et, par conséquent, un obstacle infranchissable à toutes les améliorations. 1856

M. le Baron de Bourqueney et les autres Plénipotentiaires avec lui reconnaissent que les capitulations répondent à une situation à laquelle le Traité de Paix tendra nécessairement à mettre fin, et que les priviléges qu'elles stipulent pour les personnes circonscrivent l'autorité de la Porte dans des limites regrettables; qu'il y a lieu d'aviser à des tempéraments propres à tout concilier; mais qu'il n'est pas moins important de les proportionner aux réformes que la Turquie introduit dans son administration, de manière à combiner les garanties nécessaires aux étrangers avec celles qui naîtront des mesures dont la Porte poursuit l'application.

Ces explications échangées, MM. les Plénipotentiaires reconnaissent unanimement la nécessité de réviser les stipulations qui fixent les rapports commerciaux de la Porte avec les autres Puissances, ainsi que les conditions des étrangers résidant en Turquie; et ils décident de consigner au présent Protocole le voeu qu'une délibération soit ouverte à Constantinople, après la conclusion de la paix, entre la Porte et les Représentants des autres Puissances contractantes, pour atteindre ce double but dans une mesure propre à donner une entière satisfaction à tous les intérêts légitimes.

Le Congrès reprend la discussion des Articles relatifs à la Servie; M. le Comte Walewski en donne lecture. Après avoir été remaniés, ces Articles sont agréés par le Congrès dans les termes suivants:

„Art. . La principauté de Servie continuera à relever de la Sublime Porte, conformément aux hatts impériaux qui fixent et déterminent ses droits et immunités, placés désormais sous la garantie collective des Puissances contractantes.

„En conséquence, ladite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

„Sa Majesté le Sultan s'engage à rechercher, de concert avec les Hautes Puissances contractantes, les améliorations que comporte l'organisation actuelle de la Principauté.

„Art. . Le droit de garnison de la Sublime Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les règlements antérieur, est maintenu. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu sur son territoire sans un accord préalable entre les Hautes Puissances contractantes."

Le Congrès arrête, en outre, que les Ministres de la Porte s'entendront, à Constantinople, avec les Représentants des autres

1856 Puissances contractantes, sur les moyens les plus propres à mettre un terme aux abus constatés par une investigation dont ils détermineront entre eux la nature.

M. Le Comte de Buol pense qu'il serait utile, à l'occasion des différents points dont le Congrès vient de s'occuper, d'obtenir de MM. les Plénipotentiaires de la Russie, au sujet du Monténégro, des assurances qu'ils sont vraisemblablement disposés à donner. Il ajoute que des circonstances, qui remontent à diverses époques, ont pu faire croire que la Russie entendait exercer, dans cette province, une action ayant une certaine analogie avec celle qui lui avait été dévolue dans les Provinces Danubiennes, et que ses Plénipotentiaires pourraient, au moyen d'une déclaration qui resterait consignée au Protocole, lever tous les doutes à cet égard.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent qu'il n'a été fait mention du Monténégro ni dans les documents qui sont sorties des Conférences de Vienne, ni dans les Actes qui ont précédé la réunion du Congrès; que, néanmoins, ils n'hésitent pas à déclarer, puisqu'ils sont interpellés, que leur Gouvernement n'entretient avec le Monténégro d'autres rapports que ceux qui naissent des sympathies des Monténégrins pour la Russie et des dispositions bienveillantes de la Russie pour ces montagnards.

Cette déclaration est jugée satisfaisante, et le Congrès passe à l'examen des Articles relatifs aux Principautés Danubiennes, qui ont été revus par la Commission de rédaction.

Après avoir été l'objet d'une nouvelle discussion, ces Articles restent consignés au Protocole ainsi qu'il suit:

„Art. . Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie Européenne, des priviléges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n'y aura aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

„Art. . La Sublime Porte s'engage à conserver auxdites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

„Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront revisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une Commission spéciale, sur la composition de laquelle les Hautes Parties contractantes s'entendront, se réunira, sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime Porte.

„Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés, et de proposer les bases de leur future organisation.

„Art. . Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan ad hoc, composé de manière à constituer la réprésentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les voeux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés. 1856

„Une instruction du Congrès règlera les rapports de la Commission avec ces Divans.

„Art. . Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra, sans retard, au siége actuel des Conférences, le résultat de son propre travail.

„L'entente finale avec la Puissance suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties contractantes; et un hatti-chérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces Provinces, placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

„Art. . Il est convenu qu'il y aura une force armée nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d'accord avec la Sublime Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

„Art. . Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime Porte s'entendra avec les autres Puissances contractantes sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances.“

Sur une observation presentée par M. le Comte de Clarendon, il demeure entendu que le firman prescrivant la convocation des Divans ad hoc sera concerté avec les Représentants des Puissances contractantes à Constantinople, et rédigé de manière à pourvoir à l'entière exécution de l'Article qui détermine la composition de ces assemblées.

Avant de lever la séance, M. le Comte Walewski fait remarquer que la plupart des Articles du Traité Général ayant été arrêtés et se trouvant insérés aux Protocoles, le Congrès, dans la prochaine réunion, pourra passer en revue tous les textes destinés à composer l'instrument final.

(Suivent les signatures.)

1856 *Protocole N° 15.*

Séance du 26 mars 1856

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Lecture étant donnée du Protocole de la séance précédente, MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne et de la Turquie déclarent considérer les explications fournies par MM. les Plénipotentiaires de la Russie, au sujet du Monténégro, comme impliquant l'assurance que la Russie n'entretient pas avec cette Province des relations d'un caractère politique exclusif.

Aali Pacha ajoute que la Porte regarde le Monténégro comme partie intégrante de l'Empire Ottoman, et déclare toutefois que la Sublime Porte n'a pas l'intention de changer l'état de choses actuel. Après ces explications, le Protocole est lu et approuvé.

Monsieur le Comte Walewski donne une lecture générale et définitive de toutes les stipulations adoptées par le Congrès, et qui sont successivement insérées au présent Protocole, apres avoir reçu les modifications convenues d'un commun accord:

„Leurs Majestés, etc., animées du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et voulant prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, ont résolu de s'entendre avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche sur les bases à donner au rétablissement et à la consolidation de la paix, en assurant, par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman.

„A cet effet, Leurs dites Majestés ont nommé pour Plénipotentiaires, etc.; lesquels se sont réunis en Congrès à Paris.

„L'entente ayant été heureusement établie entre eux, Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et le Sultan, considérant que, dans un intérêt Européen, Sa Majesté le Roi de Prusse, signataire de la Convention du 13 juillet 1841, devait être appelé à participer aux nouveaux arrangements à prendre, et appréciant la valeur qu'ajouterait à une oeuvre de pacification générale le concours de Sadite Majesté, l'ont invitée à envoyer des Plénipotentiaires au Congrès.

„En conséquence, Sa Majesté le Roi de Prusse à nommé pour ses Plénipotentiaires, etc.

Article I.

„Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, paix et amitié entre Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine da Royaume-Uni de la

Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Sa Majesté le Sultan, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs, à perpétuité. 1856

Article II.

„La paix étant heureusement rétablie entre Leursdites Majestés, les territoires conquis ou occupés par leurs armées pendant la guerre seront réciproquement évacués.

„Des arrangements spéciaux régleront le mode de l'évacuation, qui devra être aussi prompte que faire se pourra.

Article III.

„Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'engage à restituer à Sa Majesté le Sultan la ville et citadelle de Kars, aussi bien que les autres parties du territoire Ottoman dont les troupes Russes se trouvent en possession.

Article IV.

„Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Sardaigne et le Sultan s'engagent à restituer à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies les villes et ports de Sébastopol, Balaklava, Kamiesch, Eupatoria, Kertch, Jenikaleh, Kinburn, ainsi que tous autres territoires occupés par les troupes alliées.

Article V.

„Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et le Sultan accordent une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets qui auraient été compromis par une participation quelconque aux événements de la guerre en faveur de la cause ennemie.

„Il est expressément entendu que cette amnistie s'étendra aux sujets de chacune des Parties belligérantes, qui auraient continué, pendant la guerre, à être employés dans le service de l'un des autres belligérants.

Article VI.

„Les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Article VII.

„Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Sa Majeste la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur de toutes les

1856 Russies et Sa Majesté le Roi de Sardaigne déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert Européen. Leurs Majestés s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général.

Article VIII.

„S'il survenait entre la Sublime Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires, un dissentiment qui menaçât le maintien de leurs relations, la Sublime Porte et chacune de ces Puissances, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres Parties contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice.

Article IX.

„Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, sans distinction de religion ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage des ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux Puissances contractantes ledit firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

„Les Puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit aux dites Puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son Empire.

Article X.

„La Convention du 13 juillet 1841, qui maintient l'antique règle de l'Empire Ottoman relative à la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, a été revisée d'un commun accord.

„L'Acte conclu à cet effet, et conformément à ce principe, entre les Hautes Parties contractantes, est et demeure annexé au présent Traité, et aura même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Article XI.

„La mer Noire est neutralisée: ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont formellement et à perpétuité interdits au pavillon de guerre, soit des

Puissances riveraines, soit de toute autre Puissance, sauf les excep- 1856
tions mentionnées aux Articles . . et . . du présent Traité.

Article XII.

„Libre de toute entrave, le commerce dans les ports et dans les eaux de la mer Noire ne sera assujetti qu'à des règlements de santé, de douane, de police, conçus dans un esprit favorable au développement des transactions commerciales.

„Pour donner aux intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations la sécurité désirable, la Russie et la Sublime Porte admettront des Consuls dans leurs ports situés sur le littoral de la mer Noire, conformément aux principes du droit international.

Article XIII.

„La mer Noire étant neutralisée aux termes de l'Article XI, le maintien ou l'établissement sur son littoral d'arsenaux militaires-maritimes devient sans nécessité comme sans objet. En conséquence, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan s'engagent à n'élever et à ne conserver, sur ce littoral, aucun arsenal militaire-maritime.

Article XIV.

„Leurs Majestés l'Empereur de toutes les Russies et le Sultan ayant conclu une Convention à l'effet de déterminer la force et le nombre des bâtiments légers, nécessaires au service de leurs côtes, qu'elles se réservent d'entretenir dans la mer Noire, cette Convention est annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Elle ne pourra être ni annulée ni modifiée sans l'assentiment des Puissances signataires du présent Traité".

Le Congrès renvoie la lecture et l'adoption des autres Articles à la séance suivante.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 16.

Séance du 27 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

Monsieur le Comte Walewski donne lecture du projet de Convention destiné à remplacer l'Acte signé à Londres, le 13 juillet 1841

1856 Ce projet est agréé, et le Congrès décide qu'il sera annexé au présent Protocole.

Le Congrès arrête, en outre, qu'un Protocole particulier, qui sera signé avant cette Convention, stipulera, pour le délai nécessaire à l'évacuation des territoires par les armées belligérantes, une exception temporaire à la règle de le clôture.

Monsieur le Comte Walewski reprend la lecture des Articles du Traité Général, interrompue à la fin de la précédente séance; ces Articles sont successivement adoptés dans les termes suivants:

Article XV.

„L'Acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves qui séparent ou traversent plusieurs États, les Puissances contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au Danube et à ses embouchures. Elles déclarent que cette disposition fait désormais partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

„La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne seraient pas expressément prévues par les stipulations contenues dans les Articles suivants. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Les règlements de police et de quarantaine à établir pour la sûreté des États séparés ou traversés par ce fleuve, seront conçus de manière à favoriser, autant que faire se pourra, la circulation des navires. Sauf ces règlements, il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation.

Article XVI.

„Dans le but de réaliser les dispositions de l'Article précédent, une Commission, dans laquelle l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Turquie seront, chacune, représentées par un Délégué, sera chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires, depuis Toultcha, pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et les dites parties de la mer dans les meilleures conditions possibles de navigabilité.

„Pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux bouches du Danube, des droits fixes, d'un taux convenable, arrêtés par la Commission à la majorité des voix, pourront être prélevés, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les

autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied 1856
d'une parfaite égalité."

MM. les Plénipotentiaires de la Turquie déclarent que la Sublime Porte fera volontiers les avances nécessaires à l'exécution des travaux dont il est fait mention dans l'Article ci-dessus.

Article XVII.

„Une Commission sera établie, et se composera des Délégués de l'Autriche, de la Bavière, de la Sublime Porte et du Wurtemberg (un pour chacune de ces Puissances), auxquels se réuniront les Commissaires de trois Principautés Danubiennes, dont la nomination aura été approuvée par la Porte. Cette Commission, qui sera permanente: 1° élaborera les règlements de navigation et de police fluviale; 2° fera disparaître les entraves, de quelque nature qu'elles puissent être, qui s'opposent encore à l'application au Danube des dispositions du Traité de Vienne; 3° ordonnera et fera exécuter les travaux nécessaires sur tout le parcours du fleuve, et 4° veillera, après la dissolution de la Commission Européenne, au maintien de la navigabilité des embouchures du Danube et des parties de la mer y avoisinantes.

Article XVIII.

„Il est entendu que la Commission Européenne aura rempli sa tâche, et que la Commission Riveraine aura terminé les travaux désignés dans l'Article précédent sous les N°s 1 et 2, dans l'espace de deux ans. Les Puissances signataires réunies en Conférence, informées de ce fait, prononceront, après en avoir pris acte, la dissolution de la Commission Européenne; et dès lors, la Commission Riveraine permanente jouira des mêmes pouvoirs que ceux dont la Commission Européenne aura été investie jusqu'alors.

Article XIX.

„Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord, d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des Puissances contractantes aura le droit de faire stationner, en tout temps, deux bâtiments légers aux embouchures du Danube.

Article XX.

„En échange des villes, ports et territoires énumérés dans l'Article IV du présent Traité et pour mieux assurer la liberté de la navigation du Danube, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies consent à la rectification de sa frontière en Bessarabie.

„La nouvelle frontiere partira de la mer Noire, à un kilomètre à l'est du Lac Bourna Sola, rejoindra perpendiculairement la

1856 route d'Akjerman, suivra cette route jusqu'au Val de Trajan, passera au sud de Bolgrad, remontera le long de la rivière de Yalpuc jusqu'à la hauteur de Saratsika, et ira aboutir à Katamori sur le Pruth. En amont de ce point, l'ancienne frontière entre les deux Empires ne subira aucune modification.

„Des Délégués des Puissances contractantes fixeront, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

Article XXI.

„Le territoire cédé par la Russie sera annexé à la Principauté de Moldavie sous la suzeraineté de la Sublime Porte.

„Les habitants de ce territoire jouiront des droits et priviléges assurés aux Principautés, et, pendant l'espace de trois années, il leur sera permis de transporter ailleurs leur domicile, en disposant librement de leurs propriétés.

Article XXII.

„Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie des Puissances contractantes, des priviléges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n'y aura aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Article XXIII.

„La Sublime Porte s'engage à conserver auxdites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

„Les lois et status aujourd'hui en vigueur seront revisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une Commission Spéciale, sur la composition de laquelle les Hautes Puissances contractantes s'entendront, se réunira, sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime Porte.

„Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés, et de proposer les bases de leur future organisation.

Article XXIV.

„Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan ad hoc, composé de manière à constituer la réprésentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés

à exprimer les voeux des populations relativement à l'organisation 18
définitive des Principautés.

„Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

Article XXV.

„Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra, sans retard, au siége actuel des Conférences, le résultat de son propre travail.

„L'entente finale avec la Puissance Suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties contractantes, et un hatti-chérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces Provinces placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

Article XXVI.

„Il est convenu qu'il y aura une force armée nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d'accord avec la Sublime Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

Article XXVII.

„Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime Porte s'entendra avec les autres Puissances contractantes sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances.

Article XXVIII.

„La Principauté de Servie continuera à relever de la Sublime Porte, conformément aux hatts impériaux qui fixent et déterminent ses droits et immunités placés, désormais, sous la garantie collective des Puissances contractantes.

„En conséquence, ladite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.“

En revisant ce dernier Article, le Congrès arrête que la décision qui y fait suite dans le Protocole N° 14 est maintenue.

Article XXIX.

„Le droit de garnison de la Sublime Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les règlements antérieurs, est maintenu. Aucune inter-

1856 vention armée ne pourra avoir lieu sur son territoire sans un accord préalable entre les Hautes Puissances contractantes.

Article XXX.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan maintiennent, dans son intégrité, l'état de leurs possessions en Asie, tel qu'il existait légalement avant la rupture.

„Pour prévenir toute contestation locale, le tracé de la frontière sera vérifiée et, s'il y a lieu, rectifié, sans qu'il puisse en résulter un préjudice territorial pour l'une ou l'autre des deux Parties.

„A cet effet, une Commission Mixte, composée de deux Commissaires Russes, de deux Commissaires Ottomans, d'un Commissaire Anglais et d'un Commissaire Français, sera envoyée sur les lieux immédiatement après la rétablissement des relations diplomatiques entre la Cour de Russie et la Sublime Porte. Son travail devra être terminé dans l'espace de huit mois à dater de l'échange des ratifications du présent Traité."

Monsieur le Premier Plénipotentiaire de la France dit qu'il arrive à l'Article stipulant l'évacuation du territoire Ottoman par les armées des Puissances alliées. Il fait remarquer que les Conventions antérieures conclues avec la Porte fixent, à ce sujet, des délais qui, en raison du développement pris par la guerre, sont devenus matériellement insuffissants pour l'évacuation des troupes et du matériel réunis, en ce moment, en Crimée. Il ajoute que l'évacuation commencera aussitôt que la paix sera conclue, et que l'intention de la France, comme celle de tous ses alliés, est de rappeler son armée dans le plus court délai possible, mais que cette opération n'exigera pas moins de six mois; que les alliés de la Porte se trouveront, par conséquent, dans l'impossibilité, d'exécuter dans le délai convenu les engagements qu'ils ont pris sur ce point, et qu'il y a lieu, dès lors, de s'entendre à ce sujet.

En conséquence de ces observations, le Congrès décide qu'il se réunira, immédiatement après la conclusion de la paix, pour convenir des arrangements, relatifs à l'évacuation et pour fixer les délais dans lesquels l'évacuation devra s'accomplir.

L'adoption des derniers Articles du Traité Général est renvoyée à la prochaine séance.

La projet de Convention à conclure entre la Russie et la Turquie, et qui se trouve joint au Protocole No 10, ayant été revisé, est agréé et demeure arrêté ainsi qu'il est annexé au présent Protocole.

(Suivent les signatures.)

Annexe 1 au Protocole N° 16. 1856

Convention Séparée entre la Sublime Porte et la Russie.

Au Nom de Dieu tout-puissant.

Sa Majesté Impériale le Sultan, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, prenant en considération le principe de la neutralisation de la mer Noire établi par les Préliminaires consignés au Protocole N° 1 signé à Paris le 25 février de la présente année, et voulant, en conséquence, régler, d'un commun accord, le nombre et la force des bâtiments légers, qu'elles se sont réservé d'entretenir dans la mer Noire pour le service de leurs côtes, ont résolu de signer dans ce but une Convention Spéciale, et ont nommé à cet effet, etc.

Article I.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent mutuellement à n'avoir dans la mer Noire d'autres bâtiments de guerre que ceux dont le nombre, la force, et les dimensions sont stipulés ci-après.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes se réservent, d'entretenir, chacune, dans cette mer, six bâtiments à vapeur de cinquante mètres de longueur à la flottaison, d'un tonnage de huit cents tonneaux au maximum, et quatre bâtiments légers à vapeur ou à voiles d'un tonnage qui ne dépassera pas deux cents tonneaux chacun.

Article III.

La présente Convention, annexée au Traité Général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Annexe 2 au Protocole N° 16.

Convention des Détroits.

Au Nom de Dieu tout-puissant.

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies, signataires de la Convention du 13 juillet 1841, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, voulant constater, en commun, leur détermination unanime [illegible] conformer à l'ancienne règle de l'Empire Ottoman, d'après la [illegible]

1856 les Détroits des Dardanelles et du Bosphore sont fermés aux bâtiments de guerre étrangers tant que la Porte se trouve en paix;

Lesdites Majestés, d'une part, et Sa Majesté le Sultan, de l'autre, ont résolu de renouveler la Convention conclue à Londres, le 13 juillet 1841, sauf quelques modifications de détail qui ne portent aucune atteinte au principe sur lequel elle repose.

En conséquence Leursdites Majestés ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir, etc.

Article I.

Sa Majesté le Sultan, d'une part, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir, a l'avenir, le principe invariablement établi comme ancienne règle de son Empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des Puissances étrangères d'entrer dans les Détroits des Dardanelles et du Bosphore; et que, tant que la Porte se trouve en paix, Sa Majesté n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans lesdits Détroits.

Et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine de Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies et le Roi de Sardaigne, de l'autre part, s'engagent à respecter cette détermination du Sultan, et à se conformer au principe ci-dessus énoncé.

Article II.

Le Sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer des firmans de passage aux bâtiments légers sous pavillon de guerre, lesquels seront employés, comme il est d'usage, au service des Légations des Puissances amies.

Article III.

La même exception s'applique aux bâtiments légers sous pavillon de guerre que chacune des Puissances contractantes est autorisée à faire stationner aux embouchures du Danube, pour assurer l'exécution des règlements relatifs à la liberté du fleuve, et dont le nombre ne devra pas excéder deux pour chaque Puissance.

Article IV.

La présente Convention, annexée au Traité Général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Protocole No 17. 1856

Séance du 28 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

Monsieur le Comte Walewski donne lecture des derniers Articles du Traité Général; ces Articles sont arrêtés et agréés par le Congrès dans les termes suivants: —

Article XXXI.

„Les territoires Ottomans occupés pendant la guerre par les troupes de Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et le Roi de Sardaigne, aux termes des Conventions signées, à Constantinople le 12 mars 1854, entre la France, la Grande-Bretagne et la Sublime Porte; le 14 juin de la même année entre l'Autriche et la Sublime Porte; et le 15 mars 1855 entre la Sardaigne et la Sublime Porte; seront évacués après l'échange des ratifications du présent Traité, aussitôt que faire se pourra. Les délais et les moyens d'exécution feront l'objet d'un arrangement entre la Sublime Porte et les Puissances dont les troupes ont occupé son territoire.

Article XXXII.

„Jusqu'à ce que les Traités ou Conventions qui existaient avant la guerre entre les Puissances belligérantes aient été ou renouvelés ou remplacés par des Actes nouveaux, le commerce d'importation ou d'exportation aura lieu réciproquement, pour chacune d'elles, sur le pied des règlements en vigueur avant la guerre, et leurs sujets, en toute autre matière, seront respectivement traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article XXXIII.

„La Convention conclue, en ce jour, entre Leurs Majestés l'Empereur des Français et la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, relativement aux Iles d'Aland, est et demeure annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie.

Article XXXIV.

„Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

1856 „En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

„Fait à Paris, etc."

Le Congrès décide en outre que le Traité se terminera par l'Article additionnel et transitoire ci-après: —

Article additionnel et transitoire.

„Les stipulations de la Convention des Détroits, signée en ce jour, ne seront pas applicables aux bâtiments de guerre employés par les Puissances belligérantes pour l'évacuation par mer des territoires occupés par leurs armées; mais lesdites stipulations reprendront leur entier effet aussitôt que l'évacuation sera terminée."

Tous les Articles ayant été lus et approuvés, Monsieur le Comte Walewski propose au Congrès de se réunir dans la journée de demain pour parafer le Traité et les Conventions qui y seront annexées. Il propose également de fixer au jour de dimanche, 30 du présent mois, la signature de la Paix.

Le Congrès adhère.

Monsieur le Comte Walewski fait enfin remarquer qu'en signant le Traité de Paix le Congrès ne sera pas arrivé au terme de ses travaux; qu'il devra continuer à se réunir pour se concerter sur tout ce qui concerne la cessation des hostilités, et particulièrement les blocus, pour préparer les instructions destinées à la Commission qui doit se rendre dans les Principautés, et convenir enfin des dispositions à prendre pour assurer l'évacuation de tous les territoires occupés par les armées des Puissances alliées.

En conséquence, le Congrès décide qu'il continuera à siéger et à se réunir au lieu de ses séances.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 18.

Séance du 29 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de le Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

Il est donné lecture successivement:

1° Du projet du Traité Général;

2° du projet de Convention des Détroits;

3° du projet de Convention relative aux bâtiments légers de guerre que les Puissances Riveraines entretiendront dans la mer Noire;

4° du projet de Convention concernant les Iles d'Aland; 1856

Et MM. les Plénipotentiaires, après avoir substitué le nom de „Isatcha" à celui de „Toultcha" à l'Article XVI du premier de ces projets, les ayant trouvés conformes aux textes insérés aux Protocoles N°s 15, 16 et 17, les parafent, et en remettent la signature, ainsi qu'ils en sont convenus, à demain, à l'heure de midi.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 19.

Séance du 30 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Réunis, à l'heure de midi, dans la salle de leurs délibérations, MM. les Plénipotentiaires collationnent, sur les instruments parafés dans la précedente séance:

1° Le Traité Général de Paix;

2° la Convention des Détroits;

3° la Convention relative aux bâtiments de guerre légers que les Puissances Riveraines entretiendront dans la mer Noire;

4° la Convention concernant les Iles d'Aland;

Et, tous ces Actes ayant été trouvés en due forme, MM. les Plénipotentiaires y apposent leur signature et le sceau de leurs armes.

Après quoi, et sur la proposition de Monsieur le Comte Walewski, le Congrès déclare que l'armistice, en conséquence de la signature de la paix, se trouve prorogé jusqu'au moment de l'échange des ratifications, et il est convenu entre MM. les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Sardaigne et de la Turquie, d'une part, et MM. les Plénipotentiaires de la Russie, de l'autre part, que des ordres seront transmis, sans délai, à cet effet.

Le Congrès décide, en outre, que l'échange des ratifications aura lieu en six exemplaires; que les ratifications de l'Article Additionnel au Traité Général se feront conjointement avec le Traité Général lui-même, et que les ratifications de ce Traité et de chacune des Conventions annexées seront consignées dans des Actes Séparés.

Monsieur le Comte de Clarendon propose aux Plénipotentiaires de se rendre aux Tuileries pour informer l'Empereur que le Congrès vient de terminer l'oeuvre de pacification, à laquelle Sa Majesté portait un grand intérêt, et que l'Europe attendait avec une si vive impatience.

1856 Le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit que cette démarche envers le Souverain du pays où le Congrès se trouve réuni, est, en même temps, un hommage respectueux de reconnaissance dû à la haute bienveillance et à la gracieuse hospitalité dont les Plénipotentiaires, individuellement et collectivement, ont été l'objet de la part de Sa Majesté Impériale. Lord Clarendon ajoute qu'il est certain d'avance que tout ce qui serait de nature à témoigner de sentiments de respect et de haute considération dont les Plénipotentiaires sont animés envers la personne de l'Empereur Napoléon rencontrera la plus complète approbation des Souverains que les Plénipotentiaires ont l'honneur de représenter.

Le Congrès accueille, avec une unanimité empressée, la proposition de Monsieur le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne.

Monsieur le Comte Walewski remercie le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne de la proposition qu'il vient de faire, et n'hésite pas à assurer que l'Empereur, son auguste Souverain, sera très sensible à la demarche suggérée par Lord Clarendon, et non moins reconnaissant des sentiments qui l'ont dictée que de l'empressement unanime avec lequel elle a été agréée.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

Protocole No 20.

Séance du 2 avril 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Ainsi qu'il l'avait décidé, le Congrès s'occupe de la question de savoir si les blocus peuvent être levés avant l'échange des ratifications du Traité de Paix.

Monsieur le Comte Walewski expose que les précédents établissent que généralement les blocus n'ont été levés qu'au moment de l'échange des ratifications, en vertu du principe que la guerre n'est terminée qu'au moment où les stipulations qui doivent y mettre fin, ont reçu la consécration des Souverains; que l'esprit de libéralité qui exerce, de nos jours, une si heureuse influence sur les rapports internationaux, conseille néanmoins de déroger à cette règle; que la France et la Grande-Bretagne, qui ont mis les blocus existants, se sont entendues pour donner, dans cette circonstance, une marque de leur sollicitude pour le commerce en général, en décidant que tous

les blocus seraient levés dès-à-présent, et qu'il ne reste plus, dès 1856
lors, qu'à se concerter sur les moyens propres à réaliser, sans délai, leurs intentions à cet égard.

D'accord avec Monsieur le premier Plénipotentiaire de la France, Monsieur le Comte de Clarendon propose de conclure un armistice sur mer. Cette mesure, dans son opinion, aurait pour effet la levée immédiate des blocus existants.

Monsieur le Comte Walewski ajoute que cette combinaison permettrait de considérer les prises, faites postérieurement à la signature de le Paix, comme non avenues, et de restituer les navires et les chargements capturés; que le commerce se trouverait ainsi autorisé à reprendre, sans plus de retard, toutes ses transactions, si la Russie, de son côte, rapportait dès-à-présent, les mesures exceptionnelles qu'elle a prises, durant la guerre, concernant les opérations commerciales qui se font dans ses ports.

Adoptant avec empressement les voeux exposés par MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne. MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent que la proposition soumise au Congrès sera vraisemblablement acceptée avec une extrême faveur par leur Gouvernement, qu'ils s'empressent, par conséquent, d'y adhérer pour leur part, mais qu'ils se trouvent dans l'obligation de réserver l'approbation de leur Cour.

MM. les Plénipotentiaires des autres Puissances déclarent que cette mesure sera accueillie avec un sentiment de vive reconnaissance par les États neutres.

Il est, en conséquence, décidé que si, dans la prochaine séance, ainsi qu'ils le présument, MM. les Plénipotentiaires de la Russie sont autorisés à faire savoir que leur Gouvernement a levé les prohibitions imposées pendant la guerre au commerce d'importation et d'exportation dans les ports et sur les frontières de l'empire Russe, il sera conclu entre la France, la Grande-Bretagne, la Sardaigne et la Turquie, d'une part, et la Russie, de l'autre part, un armistice sur mer qui comptera à dater de la signature de la Paix, et qui aura pour effet de lever tous les blocus. Par conséquent, les prises faites postérieurement à la date du 30 mars passé seront restituées.

Les actes Consulaires et formalités requises des navigateurs et des commerçants seront remplis provisoirement par les Agents des Puissances qui ont consenti pendant la guerre à se charger officieusement des intérêts des sujets des États belligérants.

(Suivent les signatures.)

1856

Protocole No 21.

Séance du 4 avril 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie annoncent qu'ils sont autorisés à déclarer que les mesures prohibitives prises pendant la guerre pour fermer les ports Russes au commerce d'exportation vont être levées.

Par suite de cette déclaration, et conformément à la résolution qu'il a prise dans sa précédente réunion, le Congrès arrête qu'il est conclu un armistice maritime entre la France, la Grande-Bretagne, la Sardaigne et la Turquie, d'une part, et la Russie, de l'autre part, et que les prises faites postérieurement à la signature de la Paix seront restituées.

Il est convenu, en conséquence, que des ordres seront donnés pour la levée immédiate des blocus existants, et que les mesures prises en Russie, pendant la guerre, contre l'exportation des produits Russes, et notamment des céréales, seront également rapportées sans retard.

Après avoir proposé au Congrès s'occuper de l'évacuation des territoires Russe et Ottoman, Monsieur le Comte Walewski dit qu'en ce qui concerne les alliés, leur intention, ainsi qu'ils en ont déjà donné l'assurance, est de rappeler leurs troupes sans retard, et de donner des ordres pour que le mouvement de retraite commence immédiatement après l'échange des ratifications. Il croit pouvoir assurer que les territoires de la Russie seront totalement évacués dans un délai de six mois. Il ajoute que les armées alliées quitteront, dans le même délai, les positions qu'elles occupent en Turquie.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie assurent, de leur côté, que des dispositions seront prises pour que les troupes Russes qui se trouvent à Kars et dans ses environs effectuent, aussi promptement que possible, leur retraite sur le territoire Russe. Ils s'engagent à faire connaître au Congrès, dans une de ses prochaines réunions, le terme qui sera jugé nécessaire à la prompte exécution de cette opération. Ils expriment le désir que les armées alliées qui sont en Crimée commencent leur mouvement de retraite par Kertch et Jenikalé, afin que la Mer d'Asoff se trouve, au plus tôt, ouverte à la navigation et au commerce.

Monsieur le Comte de Buol se félicite de l'empressement que témoignent les Puissances belligérantes à rappeler leurs armées, et à exécuter ainsi, sans retard, l'une des stipulations les plus impor-

tantes du Traité de Paix. Il dit que, de son côté, l'Autriche aura 1856
soin de faire rentrer sur son territoire celles de ses troupes qui occupent les Principautés. Il ajoute que cette opération ne rencontrant pas les mêmes difficultés que soulève l'embarquement des armées qui se trouvent en Crimée, elle pourra s'accomplir plus promptement; et, par conséquent, que les troupes Autrichiennes auront évacué les Principautés avant que les armées belligérantes n'aient pu, de leur côté, complétement évacuer l'Empire Ottoman.

Après ces explications, il est convenu, d'un accord unanime, que toutes les armées belligérantes ou alliées commenceront leur mouvement de retraite immédiatement après l'échange des ratifications du Traité de Paix, et qu'elles le continueront sans interruption. Il est également convenu que les armées de la France, de la Grande-Bretagne et de la Sardaigne auront un délai de six mois pour effectuer l'évacuation totale des territoires qu'elles occupent en Russie et dans l'Empire Ottoman; cette évacuation commencera, autant que possible, par Kertch, Jenikaleh. Kinburn et Eupatoria.

Les Traités conclus à Constantinople le 12 mars 1854 et 15 mars 1855, entre la France, la Grande-Bretagne, la Sardaigne et la Turquie, stipulant qu'à la paix le territoire de l'Empire Ottoman sera évacué dans l'espace de quarante jours, et l'exécution de cet engagement étant devenue matériellement impossible par suite du développement pris par la guerre, il est convenu que des instructions et des pouvoirs seront envoyés aux Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Sardaigne à Constantinople, pour qu'ils aient à conclure avec la Porte une Convention destinée à fixer un nouveau terme qui ne pourra excéder celui de six mois.

Le Congrès décide ensuite que les Commissaires, qui, aux termes de l'Article XX du Traité de Paix, auront à procéder à la délimitation de la nouvelle frontière en Bessarabie, devront se réunir à Galatz le 6 mai prochain, et s'aquitter sans retard de la mission qui leur sera confiée.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie déclarent que les autorités Russes remettront, dès que cette opération sera terminée, aux autorités Moldaves la portion de territoire qui, d'après la nouvelle délimitation, devra être annexée à la Moldavie. Il demeure entendu que cette cession coïncidera avec l'évacuation des territoires Russes par les armées alliées.

Monsieur le Comte de Clarendon fait remarquer que, pour hâter l'évacuation de la Crimée, il serait utile que les bâtiments des Puissances alliées pussent librement pénêtrer dans le port de Sébastopol; cette facilité, dans l'opinion du Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, avancerait l'embarquement des hommes et du matériel de plusieurs semaines.

1856 MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent qu'ils prendront, à cet égard, les ordres de leur Cour.

Monsieur le Comte Walewski dit qu'il y a lieu de s'occuper des instructions destinées aux Commissaires qui seront chargés de se rendre dans les Principautés pour s'enquérir, conformément à l'Article XXIII du Traité de Paix, de l'état actuel de ces Provinces. et pour proposer les bases de leur future organisation. Il expose que ces instructions doivent être conçues en termes généraux; qu'en fixant l'objet de la mission des Commissaires, tel qu'il a été défini par le Traité lui-même, elles doivent leur laisser la latitude nécessaire pour s'éclairer et se mettre en mesure de remplir d'une manière complète la tâche qui leur sera confiée. Il lui semble que cette opinion peut être d'autant plus agréé par le Congrès que le firman prescrivant la convocation des Divans ad hoc doit être, ainsi que le constate le Protocole N° 14, concerté avec les Représentants des Puissances contractantes à Constantinople et rédigé de manière à pourvoir à l'entière exécution de l'Article du Traité qui détermine la composition de ces Assemblées. Il pense, enfin, de confier la rédaction de ces instructions, à une Commission prise dans le sein du Congrès.

Le Congrès adhère, et la Commission est composée du Premier Plénipotentiaire de la Turquie, et des Seconds Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne.

Après nouvel examen, et jugeant utile de modifier ce qu'il avait arrêté, sur le même sujet, dans sa séance du 30 mars, le Congrès prend la résolution suivante: —

Dans les ratifications du Traité Général, ce Traité sera suivi, textuellement et in extenso, de l'Article Additionnel et des trois Conventions annexées; mais la ratification portera sur le Traité Général et l'Article Additionnel dans les termes suivants: — „Nous, etc., ayant vu et examiné ledit Traité et ledit Article Additionnel et Transitoire, les avons approuvés et approuvons en toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues," etc. Ces ratifications seront échangées en six exemplaires pour chaque Puissance contractante.

La Convention relative aux bâtiments légers sera ratifiée entre la Porte et la Russie.

La Convention relative aux Détroits sera ratifiée entre la Porte, d'une part, qui devra présenter six exemplaires, et les autres Puissances, de l'autre part, qui, n'ayant pas à échanger de ratifications entre elles, n'auront simplement à ratifier qu'avec la Porte, et, par conséquent, à présenter qu'un seul exemplaire.

La Convention d'Aland sera ratifiée entre la France et l'Angleterre, d'une part, qui devront produire, chacune, un exemplaire

destiné à la Russie, et la Russie, de l'autre part, qui devra produire 1856
deux exemplaires.

(Suivent les signatures.)

Protocole No 22.

Séance du 8 avril 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

Monsieur le Comte de Clarendon rappelle que, dans la dernière réunion, et attendu que tous les Plénipotentiaires n'étaient pas encore en mesure d'accéder à d'autres propositions, le Congrès s'est borné à convenir de la levée des blocus. Il annonce que les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne sont aujourd'hui autorisés à faire savoir que les décisions restrictives imposées, à l'occasion de la guerre, au commerce et à la navigation, sont à la veille d'être rapportées.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie ayant renouvelé la déclaration analogue qu'ils ont faite dans la séance du 4 avril, et tous les autres Plénipotentiaires ayant émis un avis favorable, le Congrès arrête que toutes les mesures, sans distinction, prises à l'origine ou en vue de la guerre, et ayant pour objet de suspendre le commerce et la navigation avec l'État ennemi, sont abrogées, et qu'en tout ce qui concerne soit les transactions commerciales, sans en excepter la contrebande de guerre, soit les expéditions de marchandises et le traitement des bâtiments de commerce, les choses sont rétablies partout, à dater de ce jour, sur le pied où elles se trouvaient avant la guerre.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie annoncent qu'ils ont reçu l'ordre de déclarer, en réponse à la demande qui leur en a été faite, que le port de Sébastopol sera ouvert aux bâtiments des Puissances alliées, afin d'accélérer l'embarquement de leurs troupes et de leur matériel.

Ils ajoutent que les instructions qui leur sont parvenues leur permettent d'assurer que l'évacuation du territoire Ottoman en Asie, par l'armée Russe, commencera immédiatement après l'échange des ratifications; qu'il sera procédé, dès que la saison et l'état des routes le permettront, au transport des magasins et du matériel de guerre, et que le mouvement général de l'armée Russe s'opérera simultanément avec celui des alliés, et se terminera à la même époque et dans les délais fixés pour l'évacuation des autres territoires.

1856 Au nom de la Commission chargée d'en proposer la rédaction, Monsieur le Baron de Bourqueney donne lecture d'un projet d'instructions destinées aux Commissaires qui devront se rendre dans les Principautés, aux termes de l'Article XXIII du Traité de Paix.

Monsieur le Comte de Clarendon fait remarquer que le Congrès s'est avant tout proposé, en s'occupant des Provinces Danubiennes, de provoquer l'expression, librement émise, des voeux des populations, et que cet objet pourrait ne pas se réaliser si les Hospodars restaient en possession des pouvoirs dont ils disposent, et qu'il y aurait lieu peut-être de rechercher une combinaison de nature à assurer une liberté complète aux Divans ad hoc.

M. le Premier Plénipotentiaire de l'Autriche répond qu'on ne doit toucher à l'administration, dans un moment de transition comme celui que les Principautés vont traverser, qu'avec une extrême réserve, et que ce serait tout compromettre que de mettre fin à tous les pouvoirs avant d'en avoir constitué de nouveaux; que c'est à la Porte, dans tous les cas, que le Congrès devrait laisser le soin de prendre les mesures qui pourraient être jugées nécessaires.

Aali Pacha expose que l'administration actuelle ne présente pas, peut-être, toutes les garanties que la Congrès pourrait désirer; mais qu'on s'exposerait à tomber dans l'anarchie, si l'on tentait de sortir de l'ordre légal.

Lord Clarendon représente qu'il n'entend nullement proposer le renversement de tous les pouvoirs; et, avec d'autres Plénipotentiaires, il rappelle que l'autorité des Hospodars actuels touche au terme fixé par l'arrangement qui la leur a confiée, et que, pour rester dans les limites de l'ordre légal, il y a précisément lieu d'aviser.

Plusieurs Plénipotentiaires rappellent également que la Loi Organique prévoit l'interruption du pouvoir des Hospodars.

Après ces explications, le Congrès décide qu'ils s'en réfère à la Sublime Porte pour prendre, s'il y a lieu, à l'expiration des pouvoirs des Hospodars actuels, les mesures nécessaires et propres à remplir les intentions du Congrès, en combinant la libre expression des voeux des Divans avec le maintien de l'ordre et le respect de l'état légal.

Sur la proposition de MM. les Premiers Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France, et pour prévenir tout conflit ou des discussions regrettables, il est également convenu que le firman qui doit ordonner la convocation des Divans ad hoc fixera les règles qui devront être suivies en ce qui concerne la présidence de ces assemblées et le mode de leurs délibérations.

Après avoir pris ces résolutions, le Congrès adopte, sauf quelques modifications qui y sont introduites, les instructions dont

Monsieur le Baron Bourqueney a présenté le projet, et qui sont annexées au présent Protocole. 1856

Monsieur le Comte Walewski dit qu'il est à désirer que les Plénipotentiaires, avant de se séparer, échangent leurs idées sur différents sujets qui demandent des solutions, et dont il pourrait être utile de s'occuper afin de prévenir de nouvelles complications. Quoique réuni spécialement pour régler la question d'Orient, le Congrès, selon M. le Premier Plénipotentiaire de la France, pourrait se reprocher de ne pas avoir profité de la circonstance qui met en présence les Représentants des principales Puissances de l'Europe, pour élucider certaines questions, poser certains principes, exprimer des intentions, faire enfin certaines déclarations, toujours et uniquement dans le but d'assurer, pour l'avenir, le repos du monde, en dissipant, avant qu'ils ne soient devenus menaçants, les nuages que l'on voit encore poindre à l'horizon politique.

„On ne saurait disconvenir, dit-il, que la Grèce ne soit dans une situation anormale. L'anarchie à laquelle a été livré ce pays, a obligé la France et l'Angleterre à envoyer des troupes au Pirée dans un moment où leurs armées ne manquaient cependant pas d'emploi. Le Congrès sait dans quel état était la Grèce; il n'ignore pas non plus que celui dans lequel elle se trouve aujourd'hui est loin d'être satisfaisant. Ne serait-il pas utile, dès lors, que les Puissances représentées au Congrès manifestassent le désir de voir les trois Cours protectrices prendre en mûre considération la situation déplorable du Royaume qu'elles ont créé, en avisant aux moyens d'y pourvoir?"

Monsieur le Comte Walewski ne doute pas que Lord Clarendon ne se joigne à lui pour déclarer que les deux Gouvernements attendent avec impatience le moment où il leur sera permis de faire cesser une occupation à laquelle, cependant, ils ne sauraient mettre fin sans de très sérieux inconvénients, tant qu'il ne sera pas apporté des modifications réelles dans l'état des choses en Grèce.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France rappelle ensuite que les États Pontificaux sont également dans une situation anormale; que la nécessité de ne pas laisser le pays livré à l'anarchie a déterminé la France, aussi bien que l'Autriche, à répondre à la demande du Saint-Siége, en faisant occuper Rome par ses troupes, tandis que les troupes Autrichiennes occupaient les Légations.

Il expose que la France avait un double motif de déférer sans hésitation à la demande du Saint-Siége: comme Puissance Catholique et comme Puissance Européenne. Le titre de Fils aîné de l'Église dont le Souverain de la France se glorifie, fait un devoir à l'Empereur de prêter aide et soutien au Souverain Pontife; la tranquillité des États-Romains, dont dépend celle de toute l'Italie, touche de trop

1856 près au maintien de l'ordre social en Europe pour que la France n'ait pas un intérêt majeur à y concourir par tous les moyens en son pouvoir. Mais, d'un autre côté, on ne saurait méconnaître ce qu'il y a d'anormal dans la situation d'une Puissance qui, pour se maintenir, a besoin d'être soutenue par des troupes étrangères.

Monsieur le Comte Walewski n'hésite pas à déclarer, et il espère que Monsieur le Comte Buol s'associera en ce qui concerne l'Autriche à cette déclaration, que non seulement la France est prête à retirer ses troupes, mais qu'elle appelle de tous ses voeux le moment où elle pourra le faire sans compromettre la tranquillité intérieure du pays et l'autorité du Gouvernement Pontifical, à la prospérité duquel l'Empereur, son auguste Souverain, prend le plus vif intérêt.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France représente combien il est à désirer pour l'équilibre Européen que le Gouvernement Romain se consolide assez fortement pour que les troupes Françaises et Autrichiennes puissent évacuer, sans inconvénient, les États Pontificaux, et il croit qu'un voeu exprimé dans ce sens pourrait ne pas être sans utilité. Il ne doute pas, dans tous les cas, que les assurances qui seraient données par la France et par l'Autriche sur leurs intentions à cet égard, ne produissent partout une impression favorable.

Poursuivant le même ordre d'idées, Monsieur le Comte Walewski se demande s'il n'est pas à souhaiter que certains Gouvernement de la Péninsule Italique, appelant à eux, par des actes de clémence bien entendus, les esprits égarés et non pervertis, mettent fin à un système qui va directement contre son but et qui, au lieu d'atteindre les ennemis de l'ordre public, a pour effet d'affaiblir des Gouvernements, et de donner des partisans à la démagogie. Dans son opinion, ce serait rendre un service signalé au Gouvernement des Deux-Siciles, aussi bien qu'à la cause de l'ordre dans la Péninsule Italienne, que déclairer ce Gouvernement sur la fausse voie dans laquelle il s'est engagé. Il pense que des avertissements, conçus dans ce sens et provenant des Puissances représentées au Congrès, seraient d'autant mieux accueillis que le Gouvernement Napolitain ne saurait mettre en doute les motifs qui les auraient dictés.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France appelle ensuite l'attention du Congrès sur un sujet qui, bien que concernant plus particulièrement la France, n'en est pas moins d'un intérêt réel pour toutes les Puissances Européennes. Il croit superflu de dire qu'on imprime chaque jour en Belgique les publications les plus injurieuses, les plus hostiles contre la France et son Gouvernement; qu'on y prêche ouvertement la révolte et l'assassinat. Il rappelle que, récemment encore, des journaux Belges ont osé préconiser la société dite „La Marianne“, dont on sait les tendances et l'objet, que toutes

ces publications sont autant de machines de guerre dirigées contre 1856
le repos et la tranquillité de la France par les ennemis de l'ordre social, qui, forts de l'impunité qu'ils trouvent à l'abri de la législation Belge, nourrissent l'espoir de parvenir à réaliser leurs coupables desseins.

Monsieur le Comte Walewski déclare que l'unique désir du Gouvernement de l'Empereur est de conserver les meilleurs rapports avec la Belgique. Il se hâte d'ajouter que la France n'a qu'à se louer du Cabinet de Bruxelles et de ses efforts pour atténuer un état de choses qu'il n'est pas à même de changer, sa législation ne lui permettant ni de réprimer les excès de la presse, ni de prendre l'initiative d'une réforme devenue absolument indispensable. „Nous regrettons, dit-il, d'être placés dans l'obligation de faire comprendre nous-mêmes à la Belgique la nécessité rigoureuse de modifier une législation qui ne permet pas à son Gouvernement de remplir le premier des devoirs internationaux, celui de ne pas tolérer chez soi des menées ayant pour but avoué de porter atteinte à la tranquillité des États voisins. Les représentations du plus fort au moins fort ressemblent trop à la menace pour que nous ne cherchions pas à éviter d'y avoir recours. Si les Représentants des Grandes Puissances de l'Europe, appréciant au même point de vue que nous cette nécessité, trouvaient utile d'émettre leur opinion à cet égard, il est probable que la Gouvernement Belge, s'appuyant sur la grande majorité du pays se trouverait en mesure de mettre fin à un état de choses qui ne peut manquer, tôt ou tard, de faire naître des difficultés, et même des dangers, qu'il est de l'intérêt de la Belgique de conjurer d'avance."

Monsieur le Comte Walewski propose au Congrès de terminer son oeuvre par une déclaration qui constituerait un progrès notable dans le droit international, et qui serait accueillie par le monde entier avec un sentiment de vive reconnaissance.

„Le Congrès de Westphalie, ajoute-t-il, a consacré la liberté de conscience, le Congrès de Vienne l'abolition de la traite des noirs et la liberté de la navigation des fleuves.

„Il serait digne du Congrès de Paris de poser les bases d'un droit maritime uniforme en temps du guerre. Les quatre principes suivants atteindraient complétement ce but: —

„1° Abolition de la course;

„2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, excepté la contrebande de guerre;

„3° La marchandise neutre, excepté la contrebande de guerre, n'est pas saisissable même sous pavillon ennemi;

„4° Les blocus ne sont obligatoires qu'autant qu'ils sont effectifs."

1856 Ce serait certes là un beau résultat auquel aucun de nous ne saurait être indifférent.

Monsieur le Comte de Clarendon, partageant les opinions émises par Monsieur le Comte Walewski, déclare que, comme la France, l'Angleterre entend rappeler les troupes qu'elle a été dans l'obligation d'envoyer en Grèce, dès qu'elle pourra le faire sans inconvénient pour la tranquillité publique; mais qu'il faut, d'abord, combiner des garanties solides pour le maintien d'un ordre de choses satisfaisant. Selon lui, les Puissances protectrices pourront s'entendre sur le remède qu'il est indispensable d'apporter à un système préjudiciable au pays, et qui s'est complétement eloigné du but qu'elles s'etaient proposé en y établissant une monarchie indépendante pour le bien-être et la prospérité du peuple Grec.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne rappelle que le Traité du 30 mars ouvre une ère nouvelle; qu'ainsi que l'Empereur le disait au Congrès, en le recevant après la signature du Traité, cette ère est celle de la paix; mais que, pour être conséquent, on ne devait rien négliger pour rendre cette paix solide et durable; que, représentant les principales Puissances de l'Europe, le Congrès manquerait à son devoir, si, en se séparant, il consacrait par son silence des situations qui nuisent à l'équilibre politique, et qui sont loin de mettre la paix à l'abri de tout danger dans un des pays les plus intéressants de l'Europe.

„Nous venons, continue Monsieur le Comte de Clarendon, de pourvoir à l'évacuation des différents territoires occupés par les armées étrangères pendant la guerre; nous venons de prendre l'engagement solennel d'effectuer cette évacuation dans le plus bref délai: comment pourrions-nous ne pas nous préoccuper des occupations qui ont eu lieu avant la guerre, et nous abstenir de rechercher les moyens d'y mettre fin?"

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne ne croit pas utile de s'enquérir des causes qui ont amené des armées étrangères sur plusieurs points de l'Italie, mais il pense, qu'en admettant même que ces causes étaient légitimes, il n'est pas moins vrai, qu'il en résulte un état anormal, irrégulier, qui ne peut être justifié que par une nécessité extrême, et qui doit cesser dès que cette nécessité ne se fait plus impérieusement sentir; que, cependant, si on ne travaille pas à mettre un terme à cette nécessité, elle continuera d'exister; que si on se contente de s'appuyer sur la force armée, au lieu de chercher à porter remède aux justes causes du mécontentement, il est certain qu'on rendra permanent un système peu honorable pour les Gouvernements et regrettable pour les peuples. Il pense que l'administration des États-Romains offre des inconvénients d'où peuvent naître des dangers que le Congrès a le droit

de chercher à conjurer; que, les négliger, ce serait s'exposer à tra- 1856
vailler au profit de la révolution que tous les Gouvernements condamnent et veulent prévenir. Le problème, qu'il est urgent de résoudre, consiste à combiner, selon lui, la retraite des troupes étrangères avec le maintien de la tranquillité, et cette solution repose dans l'organisation d'une administration qui, en faisant renaître la confiance, rendrait le Gouvernement indépendant de l'appui étranger; cet appui ne réussissant jamais à maintenir un Gouvernement auquel le sentiment public est hostile, il en résulterait, dans son opinion, un rôle que la France et l'Autriche ne voudraient pas accepter pour leurs armées. Pour le bien-être des États-Pontificaux comme dans l'intérêt de l'autorité souveraine du Pape, il serait donc utile, selon lui, de recommander la sécularisation du Gouvernement et l'organisation d'un système administratif en harmonie avec l'esprit du siècle et ayant pour but le bonheur du peuple. Il admet que cette réforme présenterait peut-être, à Rome même, en ce moment, certaines difficultés; mais il croit qu'elle pourrait s'accomplir facilement dans les Légations.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne fait remarquerc que, depuis huit ans, Bologne est en état de siége, et que les ampagnes sont tourmentées par le brigandage. On peut espérer,spense-t-il, qu'en constituant, dans cette partie des États-Romain un régime administratif et judiciaire, à la fois laïque et séparé, et qu'en y organisant une force armée nationale, la sécurité et la confiance s'y rétabliraient rapidement et que les troupes Autrichiennes pourraient se retirer avant peu sans qu'on eût à redouter le retour de nouvelles agitations; c'est, du moins, une expérience qu'à son sens on devrait tenter, et ce remède, offert à des maux incontestables, devrait être soumis par le Congrès à la sérieuse considération du Pape.

En ce qui concerne le Gouvernement Napolitain, M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne désire imiter l'exemple que lui a donné Monsieur le Comte Walewski, en passant sous silence des actes qui ont eu un si facheux retentissement. Il est d'avis qu'on doit, sans nul doute, reconnaître en principe qu'aucun Gouvernement n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des autres États; mais il croit qu'il est des cas où l'exception à cette règle devient également un droit et un devoir. Le Gouvernement Napolitain lui semble avoir conféré ce droit et imposé ce devoir à l'Europe; et puisque les Gouvernements représentés au Congrès veulent tous au même degré soutenir le principe monarchique et repousser la révolution, on doit élever la voix contre un système qui entretient au sein des masses, au lieu de chercher à l'apaiser, l'effervescence révolutionnaire. „Nous ne voulons pas", dit-il, „que la paix soit

1856 troublée, et il n'y a pas de paix sans justice; nous devons donc faire parvenir au Roi de Naples le voeu du Congrès pour l'amélioration de son système de gouvernement — voeu qui ne saurait rester stérile — et lui demander une amnistie en faveur des personnes qui on été condamnées ou qui sont détenues, sans jugement, pour délits politiques."

Quant aux observations presentées par Monsieur le Comte Walewski sur les excès de la presse Belge, et les dangers qui en résultent pour les pays limitrophes, les Plénipotentiaires de l'Angleterre en reconnaissent l'importance; mais, représentants d'un pays où une presse libre et indépendante est, pour ainsi dire, une des institutions fondamentales, ils ne sauraient s'associer à des mesures de coërcition contre la presse d'un autre État. M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, en déplorant la violence à laquelle se livrent certains organes de la presse Belge, n'hésite pas à déclarer que les auteurs des exécrables doctrines auxquelles faisait allusion Monsieur le Comte Walewski, que les hommes qui prêchent l'assassinat comme moyen d'atteindre un but politique, sont indignes de la protection qui garantit à la presse sa liberté et son indépendance.

En terminant, Monsieur le Comte de Clarendon rappelle qu'ainsi que la France, l'Angleterre, au commencement de la guerre, a cherché, par tous les moyens, à en atténuer les effets, et que, dans ce but, elle a renoncé, au profit des neutres, durant la lutte qui vient de cesser, à des principes qu'elle avait jusque là invariablement maintenus. Il ajoute que l'Angleterre est disposée à y renoncer définitivement, pourvu que la course soit également abolie pour toujours; que la course n'est autre chose qu'une piraterie organisée et légale, et que les corsaires sont un des plus grands fléaux de la guerre, et que notre état de civilisation et d'humanité exige qu'il soit mis fin à un système qui n'est plus de notre temps. Si le Congrès tout entier se ralliait à la proposition de Monsieur le Comte Walewski, il serait bien entendu qu'elle n'engagerait qu'à l'égard des Puissances qui y auraient accédé, et qu'elle ne pourrait être invoquée par les Gouvernements qui auraient refusé de s'y associer.

Monsieur le Comte Orloff fait observer que les pouvoirs dont il a été muni, ayant pour objet unique le rétablissement de la paix, il ne se croit pas autorisé à prendre part à une discussion que ses instructions n'ont pas pu prévoir.

Monsieur le Comte de Buol se félicite de voir les Gouvernements de France et d'Angleterre disposés à mettre fin aussi promptement que possible à l'occupation de la Grèce. L'Autriche, assure-t-il, forme les voeux les plus sincères pour la prospérité de ce Royaume, et elle désire également, comme la France, que tous les pays de l'Europe jouissent,

sous la protection du droit public, de leur indépendance politique et d'une complète prospérité. Il ne doute pas qu'une des conditions essentielles d'un état de choses aussi désirable ne réside dans la sagesse d'une législation combinée de manière à prévenir ou à réprimer les excès de la presse, que Monsieur le Comte Walewski a blâmés avec tant de raison en parlant d'un État voisin, et dont la répression doit être considérée comme un besoin Européen. Il espère que dans tous les États continentaux où la presse offre les mêmes dangers, les Gouvernements sauront trouver, dans leurs législations, les moyens de la contenir dans des justes limites, et qu'ils parviendront ainsi à mettre la paix à l'abri de nouvelles complications internationales. 1856

En ce qui concerne les principes de droit maritime dont M. le Premier Plénipotentiaire de la France a proposé l'adoption, Monsieur le Comte Buol déclare qu'il en apprécie l'esprit et la portée, mais que n'étant pas autorisé par ses instructions à donner un avis sur une matière aussi importante, il doit se borner, pour le moment, à annoncer au Congrès qu'il est prêt à solliciter les ordres de son Souverain.

Mais ici, dit-il, sa tâche doit finir. Il lui serait impossible, en effet, de s'entretenir de la situation intérieure d'États indépendants qui ne se trouvent pas représentés au Congrès. Les Plénipotentiaires n'ont reçu d'autre mission que celle de s'occuper des affaires du Levant, et n'ont pas été convoqués pour faire connaître à des Souverains indépendants des voeux relatifs à l'organisation intérieure de leurs pays: les pleins pouvoirs déposés aux Actes du Congrès en font foi. Les instructions des Plénipotentiaires Autrichiens, dans tous les cas, ayant défini l'objet de la mission qui leur a été confiée, il ne leur serait pas permis de prendre part à une discussion qu'elles n'ont pas prévue.

Pour les mêmes motifs, Monsieur le Comte de Buol croit devoir s'abstenir d'entrer dans l'ordre d'idées abordé par M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, et de donner des explications sur la durée de l'occupation des États-Romains par les troupes Autrichiennes, tout en s'associant cependant et complétement aux paroles prononcées par le Premier Plénipotentiaire de la France à ce sujet.

Monsieur le Comte Walewski fait remarquer qu'il ne s'agit ni d'arrêter des résolutions définitives, ni de prendre des engagements, encore moins de s'immiscer directement dans les affaires intérieures des Gouvernements représentés ou non représentés au Congrès, mais uniquement de consolider, de compléter l'oeuvre de la paix en se préoccupant d'avance des nouvelles complications qui pourraient surgir, soit de la prolongation indéfinie ou non justifiée de certaines

1856 occupations étrangères, soit d'un système de rigueurs opportun et impolitique, soit d'une licence perturbatrice contraire aux devoirs internationaux.

Monsieur le Baron de Hübner répond que les Plénipotentiaires de l'Autriche ne sont autorisés, ni à donner une assurance, ni à exprimer des voeux. La réduction de l'armée Autrichienne dans les Légations dit assez, selon lui, que le Cabinet Impérial a l'intention de rappeler ses troupes dès qu'une semblable mesure sera jugée opportune.

Monsieur le Baron de Manteuffel déclare connaître assez les intentions du Roi son auguste Maître, pour ne pas hésiter à exprimer son opinion, quoiqu'il n'ait pas d'instructions à ce sujet, sur les questions dont le Congrès a été saisi.

Les principes maritimes, dit M. le Premier Plénipotentiaire de la Prusse, que le Congrès est invité à s'approprier, ont toujours été professés par la Prusse, qui s'est constamment appliquée à les faire prévaloir; et il se considère comme autorisé à prendre part à la signature de tout Acte ayant pour objet de les faire admettre définitivement dans le droit public Européen. Il exprime la conviction que son Souverain ne refuserait pas son approbation à l'accord qui s'établirait dans ce sens entre les Plénipotentiaires.

Monsieur le Baron de Manteuffel ne méconnait la haute importance des autres questions qui ont été débattues; mais il fait observer qu'on a passé sous silence une affaire d'un intérêt majeur pour sa cour et pour l'Europe; il veut parler de la situation actuelle de Neufchâtel. Il fait remarquer que cette Principauté est peut-être le seul point en Europe où, contrairement aux Traités et à ce qui a été formellement reconnu par toutes les Grandes Puissances, domine un pouvoir révolutionnaire, qui méconnaît les droits du Souverain. Monsieur le Baron de Manteuffel demande que cette question soit comprise au nombre de celles qui devrait être examinées. Il ajoute que le Roi, son Souverain, appelle de tous ses voeux la prospérité du Royaume de Grèce, et qu'il désire ardemment voir disparaître les causes qui ont amené la situation anormale créée par la présence des troupes étrangères; il admet toutefois qu'il pourrait y avoir lieu d'examiner des faits de nature à présenter cette affaire sous son véritable jour.

Quant aux démarches qu'on jugerait utile de faire en ce qui concerne l'état des choses dans le Royaume des Deux-Siciles, Monsieur le Baron de Manteuffel fait observer que ces démarches pourraient offrir des inconvénients divers. Il dit qu'il serait bon de se demander si des avis de la nature de ceux qui ont été proposés ne susciteraient pas dans le pays un esprit d'opposition et des mouvements révolutionnaires, au lieu de répondre aux idées qu'on aurait eu en

vue de réaliser dans une intention certainement bienveillante. Il ne 1856
croit pas devoir entrer dans l'examen de la situation actuelle des États-Pontificaux. Il se borne à exprimer le désir qu'il soit possible de placer le Gouvernement dans des conditions qui rendraient désormais superflue l'occupation par des troupes étrangères. Monsieur le Baron de Manteuffel termine en déclarant que le Cabinet Prussien reconnaît parfaitement la funeste influence qu'exerce la presse subversive de tout ordre régulier, et les dangers qu'elle sème en prêchant le régicide et la révolte; il ajoute que la Prusse participerait volontiers à l'examen des mesures qu'on jugerait convenables pour mettre un terme à ces menées.

Monsieur le Comte de Cavour n'entend pas contester le droit qu'a tout Plénipotentiaire de ne pas prendre part à la discussion d'une question qui n'est pas prévue par ses instructions: il est, cependant, croit-il, de la plus haute importance que l'opinion manifestée par certaines Puissances sur l'occupation des États-Romains soit constatée au Protocole.

Monsieur le Premier Plénipotentiaire de la Sardaigne expose que l'occupation des États-Romains par les troupes Autrichiennes prend tous les jours davantage un caractère permanent; qu'elle dure depuis sept ans, et que, cependant, on n'aperçoit aucun indice qui puisse faire supposer qu'elle cessera dans un avenir plus ou moins prochain; que les causes qui y ont donné lieu subsistent toujours; que l'état du pays qu'elles occupent ne s'est certes pas amélioré, et que, pour s'en convaincre, il suffit de remarquer que l'Autriche se croit dans la nécessité de maintenir dans toute sa rigueur l'état de siége à Bologne, bien qu'il date de l'occupation elle-même. Il fait remarquer que la présence des troupes Autrichiennes dans les Légations et dans le Duché de Parme détruit l'équilibre politique en Italie, et constitue pour la Sardaigne un véritable danger. Les Plénipotentiaires de la Sardaigne, dit-il, croient donc devoir signaler à l'attention de l'Europe un état de choses aussi anormal que celui qui résulte de l'occupation indéfinie d'une grande partie de l'Italie par les troupes Autrichiennes.

Quant à la question de Naples, Monsieur de Cavour partage entièrement les opinions énoncées par Monsieur le Comte Walewski et par Monsieur le Comte de Clarendon, et il pense qu'il importe au plus haut degré de suggérer des tempéraments qui, en apaisant les passions, rendraient moins difficile la marche régulière des choses dans les autres États de la Péninsule.

Monsieur le Baron de Hübner dit, de son côté, que le Premier Plénipotentiaire de la Sardaigne a parlé seulement de l'occupation Autrichienne et gardé le silence sur celle de la France; que les deux occupations ont cependant eu lieu à la même époque et dans le même but; qu'on ne saurait admettre l'argument que Monsieur le Comte

1856 Cavour a tiré de la permanence de l'état de siége à Bologne; que si un état exceptionnel est encore nécessaire dans cette ville, tandis qu'il a cessé depuis longtemps à Rome et à Ancône, cela semble tout au plus prouver que les dispositions des populations de Rome et d'Ancône sont plus satisfaisantes que celles de la ville de Bologne. Il rappelle qu'il n'y a pas seulement que les États-Romains, en Italie, qui soient occupés par des troupes étrangères; que les communes de Menton et de Roquebrune, faisant partie de la Principauté de Monaco, sont, depuis huit ans, occupés par la Sardaigne, et que la seule différence qu'il y a entre les deux occupations, c'est que les Autrichiens et les Français ont été appelés par le Souverain du pays, tandis que les troupes Sardes ont pénétré sur le territoire du Prince de Monaco, contrairement à ses voeux, et qu'elles s'y maintiennent malgré les réclamations du Souverain de ce pays.

Répondant à Monsieur le Baron de Hübner, Monsieur le Comte de Cavour dit qu'il désire voir cesser l'occupation Française aussi bien que l'occupation Autrichienne, mais qu'il ne peut s'empêcher de considérer l'une comme bien autrement dangereuse que l'autre pour les États indépendants de l'Italie. Il ajoute qu'un faible corps d'armée, à une grande distance de la France, n'est menaçant pour personne, tandis qu'il est fort inquiétant de voir l'Autriche, appuyée sur Ferrare et sur Plaisance, dont elle étend les fortifications, contrairement à l'esprit sinon à la lettre des Traités de Vienne, s'étendre le long de l'Adriatique jusqu'à Ancône.

Quant à Monaco, Monsieur le Comte de Cavour déclare que la Sardaigne est prête à faire retirer les cinquante hommes qui occupent Menton, si le Prince est en état de rentrer dans ce pays, sans s'exposer aux plus graves dangers. Au reste, il ne croit pas qu'on puisse accuser la Sardaigne d'avoir contribué au renversement de l'ancien Gouvernement, afin d'occuper ces États, puisque le Prince n'a pu conserver son autorité que dans la seule ville de Monaco, que la Sardaigne occupait, en 1848, en vertu des Traités.

Monsieur le Baron de Brunnow croit devoir signaler une circonstance particulière, c'est que l'occupation de la Grèce par les troupes alliées a eu lieu pendant la guerre, et que les relations se trouvant heureusement rétablies entre les trois Cours Protectrices, le moment est venu de se concerter sur les moyens de revenir à une situation conforme à l'intérêt commun. Il assure que les Plénipotentiaires de la Russie ont recueilli avec satisfacton et qu'ils transmettront avec empressement à leur Gouvernement les dispositions qui ont été manifestées à cet égard par MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne, et que la Russie s'associera volontiers, dans un but de conservation et en vue d'améliorer l'état des choses existant en Grèce, à toutes les mesures qui sembleraient propres

à réaliser l'objet qu'on s'est proposé en fondant le Royaume Hellénique. 1856

MM. les Plénipotentiaires de la Russie ajoutent qu'ils prendront les ordres de la Cour sur leur proposition soumise au Congrès, relativement au droit maritime.

Monsieur le Comte Walewski se félicite d'avoir engagé les Plénipotentiaires à échanger leurs idées sur les questions qui ont été discutées. Il avait pensé qu'on aurait pu, utilement peut-être, se prononcer d'une manière plus complète sur quelques-uns des sujets qui ont fixé l'attention du Congrès. „Mais, tel quel," dit-il, „l'échange d'idées qui a eu lieu n'est pas sans utilité".

M. le Premier Plénipotentiaire de la France établit qu'il en ressort, en effet:

1° Que personne n'a contesté la nécessité de se préoccuper mûrement d'améliorer la situation de la Grèce, et que les trois Cours Protectrices ont reconnu l'importance de s'entendre entre elles à cet égard;

2° que les Plénipotentiaires de l'Autriche se sont associés au voeu exprimé par les Plénipotentiaires de la France de voir les États-Pontificaux évacués par les troupes Françaises et Autrichiennes aussitôt que faire se pourra sans inconvénient pour la tranquillité du pays et pour la consolidation de l'autorité du Saint-Siége;

3° que la plupart des Plénipotentiaires n'ont pas contesté l'efficacité qu'auraient des mesures de clémence prises d'une manière opportune par les Gouvernements de la Péninsule Italienne, et surtout par celui des Deux-Siciles;

4° que tous les Plénipotentiaires, et même ceux qui ont cru devoir réserver le principe de la liberté de la presse, nont pas hésité à flétrir hautement les excès auxquels les journaux Belges se livrent impunément, en reconnaissant la nécessité de remédier aux inconvénients réels qui résultent de la licence effrénée dont il est fait un si grand abus en Belgique;

5° qu'enfin l'accueil fait, par tous les Plénipotentiaires, à l'idée de clore leurs travaux par une déclaration de principes en matière de droit maritime, doit faire espérer qu'à la prochaine séance ils auront reçu de leurs Gouvernements respectifs l'autorisation d'adhérer à un Acte qui, en couronnant l'oeuvre du Congrès de Paris, réaliserait un progrès digne de notre époque.

(Suivent les Signatures.)

1856 *Protocole No 23.*

Séance du 14 avril 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente et son Annexe sont lus et approuvés.

Monsieur le Comte Walewski rappelle qu'il reste au Congrès à se prononcer sur le projet de déclaration dont il a indiqué les bases dans la dernière réunion, et demande aux Plénipotentiaires qui s'étaient réservé de prendre les ordres de leurs cours respectives, à cet égard, s'ils sont autorisés à y donner leur assentiment.

Monsieur le Comte de Buol déclare que l'Autriche se félicite de pouvoir concourir à un Acte dont elle reconnaît la salutaire influence, et qu'il a été muni des pouvoirs nécessaires pour y adhérer.

Monsieur le Comte Orloff s'exprime dans le même sens; il ajoute, toutefois, qu'en adoptant la proposition faite par M. le Premier Plénipotentiaire de la France, sa cour ne saurait s'engager à maintenir le principe de l'abolition de la course et à le défendre contre des Puissances qui ne croiraient pas devoir y accéder.

MM. les Plénipotentiaires de la Prusse, de la Sardaigne et de la Turquie ayant également donné leur assentiment, le Congrès adopte le projet de rédaction annexé au présent Protocole, et en renvoie la signature à la prochaine réunion.

Monsieur le Comte de Clarendon, ayant demandé la permission de présenter au Congrès une proposition qui lui semble devoir être favorablement accueillie, dit que les calamités de la guerre sont encore trop présentes à tous les esprits pour qu'il n'y ait pas lieu de rechercher tous les moyens qui seraient de nature à en prévenir le retour; qu'il a été inséré à l'Article VII du Traité de Paix une stipulation qui recommande de recourir à l'action médiatrice d'un État ami, avant d'en appeler à la force, en cas de dissentiment entre la Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne pense que cette heureuse innovation pourrait recevoir une application plus générale et devenir ainsi une barrière opposée à des conflits qui souvent n'éclatent que parce qu'il n'est pas toujours possible de s'expliquer et de s'entendre.

Il propose donc de se concerter sur une résolution propre à assurer, dans l'avenir, au maintien de la paix cette chance de durée, sans, toutefois, porter atteinte à l'indépendance des Gouvernements.

Monsieur le Comte Walewski se déclare autorisé a appuyer l'idée émise par M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-

Bretagne; il assure que les Plénipotentiaires de la France sont tout 1856
disposés à s'associer à l'insertion au Protocole d'un voeu qui, en répondant pleinement aux tendances de notre époque, n'entraverait, d'aucune façon, la liberté d'action des Gouvernements.

Monsieur le Comte de Buol n'hésiterait pas à se joindre à l'avis des Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France, si la résolution du Congrès doit avoir la forme indiquée par Monsieur le Comte Walewski; mais il ne saurait prendre, au nom de sa cour, un engagement absolu et de nature à limiter l'indépendance du Cabinet Autrichien.

Monsieur le Comte de Clarendon répond que chaque Puissance est et sera seule juge des exigences de son honneur et de ses intérêts, qu'il n'entend nullement circonscrire l'autorité des Gouvernements, mais seulement leur fournir l'occasion de ne pas recourir aux armes, toutes les fois que les dissentiments pourront être applanis par d'autres voies.

Monsieur le Baron de Manteuffel assure que le Roi, son auguste Maître, partage complétement les idées exposées par Monsieur le Comte de Clarendon; qu'il se croit donc autorisé à y adhérer et à leur donner tout le développement qu'elles comportent.

Monsieur le Comte Orloff, tout en reconnaissant la sagesse de la proposition faite au Congrès, croit devoir en référer à sa cour avant d'exprimer l'opinion des Plénipotentiaires de la Russie.

Monsieur le Comte de Cavour désire savoir, avant de donner son opinion, si, dans l'intention de l'auteur de la proposition, le voeu qui serait exprimé par le Congrès s'étendrait aux interventions militaires dirigées contre des Gouvernements de fait, et cite, comme exemple, l'intervention de l'Autriche dans le Royaume de Naples en 1821.

Lord Clarendon répond que le voeu du Congrès devrait admettre l'application la plus générale; il fait remarquer que, si les bons offices d'une autre Puissance avaient déterminé le Gouvernement Grec à respecter les lois de la neutralité, la France et l'Angleterre se seraient très probablement abstenues de faire occuper le Pirée par leurs troupes. Il rappelle les efforts faits par le Cabinet de la Grande-Bretagne, en 1823, pour prévenir l'intervention armée qui eut lieu, à cette époque, en Espagne.

Monsieur le Comte Walewski ajoute qu'il ne s'agit ni de stipuler un droit, ni de prendre un engagement; que le voeu exprimé par le Congrès ne saurait, en aucun cas, aliéner la liberté d'appréciation que toute puissance indépendante doit se réserver en pareille manière; qu'il n'y a donc aucun inconvénient à généraliser l'idée dont s'est inspiré Monsieur le Comte de Clarendon, et à lui donner la portée la plus étendue.

1856 Monsieur le Comte de Buol dit que Monsieur le Comte de Cavour, en parlant, dans une autre séance, de l'occupation des Légations par des troupes Autrichiennes, a oublié que d'autres troupes étrangères ont été appelées sur le sol des États-Romains. Aujourd'hui, en parlant de l'occupation par l'Autriche du Royaume de Naples en 1821, il oublie que cette occupation a été le résultat d'une entente entre les Cinq Grandes Puissances réunies au Congrès de Laybach. Dans les deux cas, il attribue à l'Autriche le mérite d'une initiative et d'une spontanéité que les Plénipotentiaires Autrichiens sont loin de revendiquer pour elle.

L'intervention, rappelée par le Plénipotentiaire de la Sardaigne, a eu lieu, ajoute-t-il, à la suite des pourparlers du Congrès de Laybach; elle rentre donc dans l'ordre d'idées énoncé par Lord Clarendon. Des cas semblables pourraient encore se reproduire, et Monsieur le Comte de Buol n'admet pas qu'une intervention effectuée par suite d'un accord établi entre les Cinq Grandes Puissances, puisse devenir l'objet des réclamations d'un État de second ordre.

Monsieur le Comte de Buol applaudit à la proposition, telle que Lord Clarendon l'a présentée, dans un but d'humanité; mais il ne pourrait y adhérer, si on voulait lui donner une trop grande étendue, ou en déduire des conséquences favorables aux Gouvernements de fait, et à des doctrines qu'il ne saurait admettre.

Il désire, au reste, que le Congrès, au moment même de terminer ses travaux ne se voie pas obligé de traiter des questions irritantes et de nature à troubler la parfaite harmonie qui n'a cessé de régner parmi les Plénipotentiaires.

Monsieur le Comte de Cavour déclare qu'il est pleinement satisfait des explications qu'il a provoquées, et qu'il donne son adhésion à la proposition soumise au Congrès.

Après quoi, MM. les Plénipotentiaires n'hésitent pas à exprimer, au nom de leurs Gouvernements, le voeu que les États entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux, avant d'en appeler aux armes, eussent recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices d'une Puissance amie.

MM. les Plénipotentiaires espèrent que les Gouvernements non représentés au Congrès s'associeront à la pensée qui a inspiré le voeu consigné au présent Protocole.

(Suivent les signatures.)

Annexe au Protocole N° 23.

Déclaration.

Les Plénipotentiaires qui ont signé le Traité de Paris du trente Mars, mil huit cent cinquante-six, réunis en Conférence, —

Considérant: 1856

Que le droit maritime, en temps de guerre, a été pendant longtemps l'objet de contestations regrettables;

Que l'incertitude du droit et des devoirs en pareille matière, donne lieu, entre les neutres et les belligérants, à des divergences d'opinion qui peuvent faire naître des difficultés sérieuses et même des conflits;

Qu'il y a avantage, par conséquent, à établir une doctrine uniforme sur un point aussi important;

Que les Plénipotentiaires assemblés au Congrès de Paris ne sauraient mieux répondre aux intentions dont leurs Gouvernements sont animés, qu'en cherchant à introduire dans les rapports internationaux des principes fixes à cet égard;

Dûment autorisés, les susdits Plénipotentiaires sont convenus de se concerter sur les moyens d'atteindre ce but; et étant tombés d'accord ont arrêté la Déclaration solennelle ci-après:

1° La course est et demeure abolie;

2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre;

3° La marchandise neutre, à l'exception de contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi;

4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire, maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

Les Gouvernements des Plénipotentiaires soussignés s'engagent à porter cette Déclaration à la connaissance des États qui n'ont pas été appelés à participer au Congrès de Paris, et à les inviter à y accéder.

Convaincus que les maximes qu'ils viennent de proclamer ne sauraient être accueillies qu'avec gratitude par le monde entier, les Plénipotentiaires soussignés ne doutent pas que les efforts de leurs Gouvernements pour en généraliser l'adoption ne soient couronnés d'un plein succès.

La présente Déclaration n'est et ne sera obligatoire qu'entre les Puissances qui y ont ou qui y auront accédé.

Fait à Paris, le seize avril, mil huit cent cinquante-six.

(Suivent les Signatures.)

Protocole N° 24.

Séance du 16 avril 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

1856 Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

Monsieur le Comte Orloff annonce qu'il est en mesure, en vertu des instructions de sa cour, d'adhérer définitivement au voeu consigné à l'avant-dernier paragraphe du Protocole N° 23.

Il est donné lecture du projet de Déclaration annexé au Protocole de la dernière réunion; après quoi et ainsi qu'ils l'avaient décidé, MM. les Plénipotentiaires procèdent à la signature de cet Acte.

Sur la proposition de Monsieur le Comte Walewski, et reconnaissant qu'il est de l'intérêt commun de maintenir l'indivisibilité des quatre principes mentionnés à la Déclaration signé en ce jour, MM. les Plénipotentiaires conviennent que les Puissances qui l'ont signée, ou celles qui y auront accédé, ne pourront entrer, à l'avenir, sur l'application du droit maritime en temps de guerre, en aucun arrangement qui ne repose à la fois sur les quatre principes objet de ladite Déclaration.

Sur une observation faite par MM. les Plénipotentiaires de la Russie, le Congrès reconnaît que la présente résolution, ne pouvant avoir d'effet retroactif, ne saurait invalider les Conventions antérieures.

Monsieur le Comte Orloff propose à MM. les Plénipotentiaires d'offrir, avant de se séparer, à Monsieur le Comte Walewski tous les remercîments du Congrès pour la manière dont il a conduit ses travaux. „Monsieur le Comte Walewski formait", dit-il, „à l'ouverture de notre première réunion, le voeu de voir nos délibérations aboutir à une heureuse issue; ce voeu se trouve réalisé, et assurément l'esprit de conciliation avec lequel notre Président a dirigé nos discussions, a exercé une influence que nous ne saurions trop reconnaître, et je suis convaincu de répondre aux sentiments de tous les Plénipotentiaires en priant Monsieur le Comte Walewski d'agréer l'expression de la gratitude du Congrès."

Monsieur le Comte de Clarendon appuie cette proposition, qui est accueillie avec un empressement unanime par tous les Plénipotentiaires, lesquels décident d'en faire une mention spéciale au Protocole.

Monsieur le Comte Walewski répond qu'il est extrêmement sensible au témoignage bienveillant dont il vient d'être objet; et, de son côté, il s'empresse d'exprimer à MM. les Plénipotentiaires sa reconnaissance pour l'indulgence dont il n'a cessé de recueillir les preuves pendant la durée des Conférences. Il se félicite avec eux d'avoir si heureusement et si complétement atteint le but proposé à leurs efforts.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les Signatures.)

600.

1856 décembre 1856.

Mémorandum russe rendant compte de la marche suivie par le Cabinet Impérial de Russie pour mettre à exécution les articles 20 et 21 du traité de Paris.

(Allgemeine Zeitung 1856, Nr. 349.)

Traduction.

Russische Denkschrift oder Darlegung des von dem Petersburger Cabinet befolgten Ganges, um die Artikel 20 und 21 des Vertrages vom 18. (30.) März 1856 zur Ausführung zu bringen.

Das Protokoll Nr. 1 vom 4. April setzt fest, dass die Commissäre, welche nach den Bestimmungen des Artikels 20 des Friedensvertrages zur Festsetzung der neuen Grenze von Bessarabien schreiten werden, in Galacz am 6. Mai zusammentreten und sich unverzüglich der Mission, die ihnen anvertraut werden wird, entledigen sollen. In derselben Sitzung haben die russischen Bevollmächtigten erklärt, dass die russischen Behörden sofort nach Beendigung dieser Arbeit den moldauischen Behörden den Gebietstheil, der nach der neuen Grenzbestimmung zu Moldau geschlagen werden soll, übergeben würden. Artikel 20 bestimmt die neue Grenze dahin:

„Dieselbe wird vom schwarzen Meere einen Kilometer östlich vom See Buwna-Sola gehen, dann perpendiculär die Strasse von Akjerman berühren, dieser Strasse bis zum Trajanswalle folgen, südlich an Bolgrad vorbeigehen, den Fluss Yalpuk entlang gehen bis zur Höhe von Saraszika, und endlich bei Katamori auf den Pruth auslaufen. Oberhalb dieses Punktes wird die alte Grenze zwischen beiden Reichen keinerlei Veränderung erfahren.“ — Kraft dieses nämlichen Artikels wurden die Abgeordneten der contrahirenden Mächte berufen, diese Grenzlinie nach ihren einzelnen Theilen festzustellen.

Man braucht nur den Wortlaut dieser Bestimmungen genau zu überblicken, um sich zu überzeugen, dass sie sich auf eine Grenzlinie auf dem festen Lande beziehen, dass sie aber keineswegs dem Besitzstande einer im offenen Meere liegenden Insel gelten. Diese Wahrnehmung bezieht sich jedoch auf die in Betreff der Schlangeninsel erhobene Verhandlung. Nicht der Text hat diese Schwierigkeit hervorgerufen, dieselbe erfolgte im Gegentheile aus dem Stillschweigen desselben. In der That hat keine ausdrückliche Stipulation des Vertrages diese Insel, in deren unbestrittenem Besitze Russland sich vor dem Friedensbruche befand, mit der Moldau vereinigt oder der Türkei zuerkannt. Denn in Rechtsangelegenheiten muss, wenn es sich um Uebertragung irgend eines Gebietes von einem [illegible] auf den anderen handelt, der Friedensvertrag diese Ver[illegible] durch eine klar und deutlich ausgesprochene Stipulation ans[illegible]

1856 Das Stillschweigen bedingt weder das Aufgeben von dem einen, noch den Erwerb von dem anderen Theile. Von diesem Gesichtspunkte ausgehend, glaubte das russische Cabinet bei Wiederkehr des Friedens sich nicht bloss berechtigt, sondern auch verpflichtet, auf der Schlangeninsel den vor dem Kriege auf seine Kosten im allgemeinen Interesse des internationalen Handels und Schifffahrtsverkehres unterhaltenen Leuchtthurm wieder herzustellen. Um bei der Ausführung dieser Verwaltungsmassregel nichts zu versäumen, erhielt der russische Gesandte in Paris die Weisung, sich zu erkundigen, ob die Schlangeninsel etwa noch von Frankreich oder England besetzt sei.

Die im Monate Juni bei dem Herrn Minister der auswärtigen Angelegenheiten von Frankreich und bei dem Herrn Gesandten von England erfolgte vorläufige Erkundigung beweist den guten Glauben, mit welchem die kaiserliche Regierung bei Wiederherstellung des Status quo verfuhr, den als Gegenstand des Streites zu betrachten bis dahin durchaus kein Grund vorhanden war.

Nach erlangter Gewissheit, dass während der Kriegsoperationen und nach Unterzeichnung des Friedens die Insel unbesetzt geblieben, schickten die russischen Behörden sich an, das Feuer des Leuchtthurmes wieder anzuzünden, als sie erfuhren, dass eine türkische Truppenabtheilung sich um die Mitte des Juni ohne irgendwelche Formalität in factischen Besitz der Insel gesetzt habe. Dieser Zwischenfall erfolgte sogar schon, bevor die Abgeordneten der contrahirenden Mächte die Arbeiten zur Vollziehung der Artikel 20 und 21 des Vertrages beendigt hatten.

Selbst wenn die Auslegung dieser Artikel zu einer Meinungsverschiedenheit Veranlassung gegeben hätte, würde man diesen Zweifel durch ein gemeinschaftliches Uebereinkommen unter den contrahirenden Mächten haben heben müssen. Die eine dieser Mächte konnte unmöglich aus eigener Machtvollkommenheit in einem Streite über eine Stipulation entscheiden, welche einen Theil einer europäischen Uebereinkunft bildet, deren Unterzeichner, Zeugen, Garanten und Richter sämmtliche Cabinete waren. Da das Friedenswerk das Ergebniss ihrer vereinbarten Anstrengungen war, so war auch ihre gegenseitige Mitwirkung zur Sicherung einer genauen Ausführung erforderlich.

In dieser Ueberzeugung hat das kaiserliche Cabinet keinen Augenblick gezögert, sich über die Nothwendigkeit auszusprechen, dass einer in Paris versammelten Conferenz die Prüfung über die Entscheidung der in Betreff der Schlangeninsel Ende Juli erhobenen Streitfrage vorzubehalten sei.

Eine auf Befehl des Kaisers an den Baron von Brunnow am 4. August erlassene Instruction schreibt diesem Gesandten vor, dem französischen Cabinet den sofortigen Wiederzusammentritt der Conferenz vorzuschlagen, um zu entscheiden, wer wieder in den

Besitz der Schlangeninsel gelangen solle. Indem das kaiserliche 1856
Cabinet den Mächten, welche den Vertrag unterzeichneten, die Entscheidung über diesen Streitpunkt anheimstellte, erklärte es zugleich, dass die Insel für Russland ohne politischen oder militärischen Werth sei, und keine andere Bedeutung habe als die, welche in der regelmässigen Unterhaltung des Leuchtthurmes liege, die für den Handel, namentlich für den von Odessa, eine unerlässliche Nothwendigkeit sei; dass ferner keine einseitig gemachte Besitzergreifung ohne die Zustimmung des letzten Besitzers einen begründeten Rechtsanspruch ergebe, da der Vertrag gänzlich darüber schweige, und endlich dass es, um diesen Fehler wieder gut zu machen, nöthig sei, dass die Vertreter der contrahirenden Mächte wieder zusammenberufen werden und ihrer Entscheidung eine Frage vorbehalten bleibe, welche durch die Handlungen des Congresses noch nicht die Kraft einer ausgemachten Thatsache erhalten habe. In damaliger Zeit schien die Zeitgemässheit einer gemeinsamen Berathung auch die Zustimmung des Wiener und Londoner Hofes finden zu wollen.

Während dieser Plan Gegenstand eines Austausches vertraulicher Mittheilungen unter den contrahirenden Mächten war, wurde die Nothwendigkeit, zu der sofortigen Versammlung ihrer Vertreter zu schreiten, durch einen neuen Zwischenfall noch augenscheinlicher gemacht. Dieser ergab sich aus der Meinungsverschiedenheit unter den mit der neuen bessarabischen Grenzbestimmung beauftragten Abgeordneten.

Wenn bis dahin die Arbeiten derselben auf eine genügende und rasche Lösung hinstrebten, so ist es nicht mehr als billig, den Antheil zu bezeichnen, den das kaiserlich russische Cabinet an diesem Resultat hatte. Jedesmal, wo die für ihre Handlungen verantwortlichen Abgeordneten auf eine locale Schwierigkeit stiessen, die sie aus eigener Machtvollkommenheit nicht besiegen konnten, hob eine auf Befehl des Kaisers übersandte Immediatentscheidung ihre Zweifel und erleichterte ihre Arbeit in einem vollkommen versöhnlichen Geist. Es wird genügen, zwei Proben zum Beweis dieses Satzes anzuführen. Nach Art. 20 sollte die neue Grenze auf 1 Kilometer vom See Buwna-Sola ausgehen und die Strasse von Akjerman perpendiculär erreichen. Diese Linie schnitt den See Hadschi-Ibrahim mitten durch und liess den See Basiriam vollständig bei Russland. Die Besichtigung an Ort und Stelle hatte die Mangelhaftigkeit dieser Bestimmung ergeben. Sofort hat das kaiserliche Cabinet seinen Bevollmächtigten gestattet, diesem Uebelstand so abzuhelfen, dass die beiden Seen ins moldauische Gebiet eingeschlossen werden. Zweitens liess Artikel 20 die Grenze bei Katamori auf den Pruth auslaufen. Der Text des Vertrages bestimmte durchaus nicht, ob dieser Ort an Russland gehören, oder wieder zur Moldau geschlagen

1856 werden solle. Das kaiserliche Cabinet hat diese Schwierigkeit gehoben, indem es zugab, dass Katamori an dieses Fürstenthum fallen solle. Doch noch mehr! In der Zeit, wo der Pariser Congress beisammen, war die Linie der neuen Grenze bereits in der Conferenz angenommen, als die Bevollmächtigten von Oesterreich, Frankreich und Grossbritannien ein Amendement beantragten, wonach die Grenze in einiger Entfernung nördlich von Katamori auslaufen sollte. Die russischen Bevollmächtigten befanden sich in der Unmöglichkeit, zu diesem Antrag ihre Zustimmung zu ertheilen, da bereits die im Artikel 20 angegebene Grenzlinie die Sanction Seiner Majestät des Kaisers erhalten habe. An Ort und Stelle vereinigt, haben die österreichischen, französischen, englischen und türkischen Bevollmächtigten das Amendement wieder vorgebracht, das auf der Conferenz nicht angenommen worden war. Das kaiserliche Cabinet hat seinen Bevollmächtigten Vollmacht ertheilt, auf diesen Plan einzugehen, wodurch die Moldau eine ausgedehntere Grenze am Pruth entlang erhält, als der Text des Vertrages vorgeschrieben hatte. Mittelst dieser freiwillig und unbedenklich vom kaiserlichen Cabinet zugestandenen Vereinbarungen wurde die Grenzlinie auf mehr als drei Viertel ihrer gesammten Ausdehnung vollendet. Es blieben auf der ganzen Linie nur noch zwei Lücken auszufüllen.

Zu diesem Zweck schlossen und unterzeichneten die Commissäre, sich dabei auf die Gesammtheit ihrer Arbeiten stützend, am 18. (30.) August eine Präliminarconvention, in welcher sie alle jene Punkte aufführten, über die sie sich geeinigt hatten, sowie alle jene bezeichneten, die eine endgiltige Entscheidung von Seiten der abschliessenden Mächte erheischen. Diese Convention unterbreitet dem Urtheil der Mächte vier ihrer Wahl überlassene Alternativen. Es gründet sich dieser Plan auf ein so sorgfältig ausgedachtes Entschädigungssystem, dass jede der beiden betheiligten Parteien geographisch die gleiche Gebietsoberfläche erhält, für welche Alternative sich auch immer die Cabinete entscheiden mögen. Die beiden noch auszufüllenden Lücken beziehen sich auf zwei Oertlichkeiten, nämlich 1. den Lauf des oberen Yalpuk; 2. die Stadt Bolgrad.

Was den ersten Punkt angeht, so bezeichnete der Wortlaut des Vertrages den Fluss Yalpuk als Grenzlinie. An der unter dem Namen Andreeska bekannten Stelle theilt er sich in zwei Arme, davon einer Yalpuk, der andere Yalpukhel heisst. Der Buchstabe des Vertrages würde für ersteren entscheiden, während die Linie des Yalpukhel der Moldau eine ausgedehntere Grenze geben würde. Die Abgeordneten haben diese Frage der Lösung durch die Cabinete vorbehalten.

Was den zweiten streitigen Punkt, die Stadt Bolgrad nämlich, anbelangt, so scheint diese Frage von einer Erwägung des guten

Glaubens (bonne foi) abhängig gemacht werden zu müssen. Es ist 1856
dies folgende: Als es sich im Congress um die principielle Erörterung und Feststellung der neuen Grenze handelte, setzten die Russen freimüthig auseinander, wie wichtig es sei, die Stadt Bolgrad nicht von den bulgarischen Colonien zu trennen, deren Hauptort sie bildet. Diese ohne Umschweife und ohne Vorbehalt hervorgehobene administrative Rücksicht ward einstimmig von allen Vertretern in einem Geiste der Eintracht und der Versöhnlichkeit als berechtigt anerkannt. In Folge davon ward mit allgemeiner Beistimmung beschlossen, die Grenzlinie südlich von Bolgrad zu ziehen, wie das der Wortlaut des Artikel 20 klar und deutlich besagt. Dieser Beschluss ward keineswegs auf Grund des Einblickes in Karten gefasst, welche die russischen Bevollmächtigten auf den Conferenzen vorlegten. Da dieselben in russischem Text gedruckt sind, so würden sie vielleicht nicht allen auf der Conferenz versammelten Vertretern hinlänglich verständlich erschienen sein. Die Bevollmächtigten gelangten daher auf Grund der Prüfung einer Karte, welche ihnen das französische Cabinet zur Verfügung gestellt hatte, zu ihrem Entschluss. Es ist nöthig, hier an diesen Umstand zu erinnern. Er beweist, dass, wenn Ungenauigkeiten auf den Karten vorkamen, die Bevollmächtigten Russlands die Verantwortlichkeit dafür zurückweisen müssen. Zudem hatte der Freimuth ihrer Sprache jedes Missverständniss beseitigt. Sie hatten erklärt, dass die Stadt Bolgrad, in deren Besitz zu verbleiben für Russland nicht gleichgiltig sei, den Hauptort der bulgarischen Colonien bilde. Bei diesem Geständniss fand weder ein Verschweigen, noch ein Missverständniss, noch eine Ueberrumpelung statt. Der Congress handelte billig und weise, indem er sich mit dem von den Bevollmächtigten Russlands ausgedrückten Wunsch einverstanden erklärte. Auch machte der von ihm in der Angelegenheit von Bolgrad gefasste Entschluss den Debatten ein Ende. Der Artikel 20 ward im Einklang mit diesem Entschluss noch während der Sitzung am 10. März redigirt. Die Bevollmächtigten Russlands glaubten sich jedoch die Genehmigung ihres Hofes vorbehalten zu müssen. Graf Orloff zeigte dieselbe in der Sitzung vom 14. März, Protokoll IX, an. Es lässt sich behaupten, dass bei dieser wichtigen Entscheidung die Uebereinstimmung der in der Conferenz versammelten Bevollmächtigten vollständig, und ihre Absicht, Russland im Besitze Bolgrads, des Hauptortes der bulgarischen Colonien, zu belassen, einstimmig war. Ohne Zweifel dachten die Cabinete, indem sie die Handlungen ihrer Bevollmächtigten ratificirten, nicht daran den Geist der Billigkeit und Eintracht, von welchem ihre Thätigkeit beseelt gewesen war, in Zweifel zu ziehen oder zu verläugnen. Der erste Anlass zum Zwist erhob sich erst in dem Augenblick, wo die betreffenden

1856 Abgeordneten sich an Ort und Stelle begaben. Sie bemerkten, dass Bolgrad, statt, wie auf allen Karten angegeben war, in einiger Entfernung vom See Yalpuk zu liegen, im Norden an das Ende dieses Sees stiess. Da man sich so an Ort und Stelle über die Lage vergewissert hatte, entstand unter den betreffenden Abgeordneten eine Meinungsverschiedenheit über die Feststellung der von ihnen abzusteckenden Grenzlinie. Die russischen Commissäre schlugen vor, die Linie des Thalweges als Grenze zu nehmen, und das linke Ufer des Sees zu Russland, das rechte zur Moldau zu schlagen. Die übrigen Commissäre hielten diesen Vorschlag für nicht zulässig. Ihrer Ansicht nach hätte der Russland gestattete freie Zutritt zu dem See auf dem linken Ufer zu der Befürchtung Anlass geben können, die kaiserliche Regierung werde die Gelegenheit benützen, um eine Flottille auf dem See zu bilden, deren Anwesenheit in der Folge die freie Donauschifffahrt beeinträchtigen könnte.

Wir dürfen wohl behaupten, dass diese Unterstellung in Wirklichkeit gar nicht mit der Beschaffenheit der Oertlichkeit vereinbarlich war. Ausserdem würde, wenn man sich mit dem Vorschlag der russischen Commissäre einverstanden erklärt hätte, zum voraus jeder Anlass zu Befürchtungen durch die ausdrückliche Bedingung beseitigt worden sein, dass es den russischen Behörden nur gestattet sein solle, ein einfaches Wachtschiff zu halten, dem sein bestimmter Posten, um den Zoll- und Sanitätsdienst zu versehen, anzuweisen wäre. Eine solche Bedingung musste ohne Zweifel auch die geringste Besorgniss in Bezug auf die freie Donauschifffahrt verscheuchen.

Nichtsdestoweniger stiess der Vorschlag der russischen Abgeordneten auf entschiedenen Widerstand. Der französische Commissär trat, um die widerstreitenden Ansichten zu versöhnen, mit einem neuen Plane auf, mit dem nämlich, längs dem See eine Chaussée abzustecken, sie als Grenzlinie zu nehmen, und so die Stadt Bolgrad vom Ufer des Sees Yalpuk zu trennen, ausser insofern als den Bewohnern die Communication mit den Ufern des Sees zu ihrem täglichen Gebrauche gestattet werden solle. Nach diesem Plane wäre der ganze See im Besitze der Moldau, die Stadt Bolgrad hingegen, der Hauptort der Colonien, im Besitze Russlands geblieben. Einem solchen Vorschlage, welcher sämmtliche Interessen versöhnte und allen von beiden Seiten zu beobachtenden Rücksichten Rechnung trug, gab das kaiserlich russische Cabinet ohne Zögern seine Zustimmung. Die österreichischen, englischen und osmanischen Abgeordneten waren nicht zur Annahme dieses Mittelweges ermächtigt. Ihrer Ansicht nach hätte die Grenzlinie, statt südlich von Bolgrad, dem Hauptorte, wie das die Absicht des Congresses gewesen war, und wie das Artikel 20 des Vertrages besagt, südlich von dem Orte gezogen werden müssen, der den Namen Tobak führt. (S. die

der Präliminarconvention vom 18./30. August beigefügte Karte.) Eine 1856
bedauernswürdige Controverse entspann sich über diesen Punkt.

Wenige Worte werden genügen, um die Frage aufzuklären, indem sie dieselbe auf ihre wahre Gestalt zurückführen. Der Ort Tobak ist nicht der Mittelpunkt der Verwaltung der bulgarischen Colonien. Seit vielen Jahren bildet die Stadt Bolgrad den Grenzort derselben. Kirche, Schule, Verwaltung, Bevölkerung — alles findet sich zu Bolgrad beisammen. Tobak entspricht also, wie alle Abgeordneten sich haben überzeugen können, durchaus nicht der laut ausgesprochenen Absicht, in der die Bevollmächtigten Russlands verlangten, und die Herren Bevollmächtigten der anderen im Congresse versammelten Mächte darin einwilligten, dass Bolgrad im Besitze von Russland bleibe. Es war dieses eine einfache Frage des Vertrauens. Wenn die Linie im Süden von Tobak gezogen würde, so wären die Arbeiten der Grenzbestimmung im Widerspruche mit dem Geiste und dem Buchstaben des Textes. Bolgrad würde von den Colonien gesondert, während diese Stadt damit vereinigt bleiben sollte. Mit einem Worte: der Vertrag vom 30. März würde in der Vollziehung keineswegs dem Gedanken entsprechen, der bei diesem Uebereinkommen vorherrschte.

In dieser Lage der Dinge erachtete der Kaiser, dass der loyalste Weg, den man einschlagen könne, der sei, an das Urtheil der Cabinete zu appelliren, die den Vertrag von Paris unterzeichneten. Auf Befehl Seiner Majestät hat der mit einer ausserordentlichen Sendung bei Seiner Majestät dem Kaiser der Franzosen betraute Gesandte Russlands die Ehre gehabt, unterm 19. September an den Herrn Minister des Auswärtigen eine amtliche Note zu richten, und sein Begehren zu wiederholen, dass eine Conferenz berufen werde, wo die Vertreter aller contrahirenden Mächte zusammentreten würden. Diesem Begehren entsprechend, hat der Herr Minister des Auswärtigen im Namen seiner Regierung die anderen Cabinete eingeladen, durch gemeinsame Einigung alle bisher unentschieden gebliebenen Punkte zu erledigen. Um dieser diplomatischen Versammlung den Charakter und das Verdienst einer endgiltigen Lösung aller streitigen Fragen zu geben, stellte Graf Walewski an Baron Brunnow die Frage, ob der russische Hof, als Theilnehmer an dieser Berathung, entschlossen sei, es auf die Mehrheit der Stimmen ankommen zu lassen. Auf diese durch den Telegraphen nach St. Petersburg übermachte Frage hat das kaiserliche Cabinet auf der Stelle eine bejahende Antwort nach Paris gelangen lassen. Die Gesinnung des Vertrauens, welche dieselbe eingegeben hat, ehrt das Cabinet von dem diese Antwort ausgeht, und die Mächte, an die sie gerichtet ist. Vier derselben, Frankreich, England, Sardinien und die Türkei, waren erst unlängst bei einem blutigen Kampf gegen

1856 Russland betheiligt. Heute trägt der Hof von St. Petersburg kein Bedenken, sich auf die Loyalität der Abstimmung dieser nämlichen Mächte zu verlassen. Er nimmt in gleicher Beziehung die Stimmen von Preussen und Oesterreich in Anspruch.

Alle Cabinete, die den Pariser Vertrag unterzeichneten, sind auf diese Weise aufgerufen worden, den gemeinschaftlich eingegangenen Verpflichtungen eine treue und aufrichtige Auslegung zu geben. Für seinen Theil hat der russische Hof das Bewusstsein, deren Vollziehung sogar bis über die Verpflichtungen hinaus erleichtert zu haben, die für ihn aus dem Text des Vertrages erwuchsen. Nachfolgend der Beweis. Die osmanische Pforte hat den Wunsch ausgedrückt, dass die Delta-Inseln unter ihre directe Autorität gestellt würden, statt der Moldau angeschlossen zu werden, wie der Artikel 21 es wollte. Die anderen Mächte haben dieses Begehren unterstützt. Der russische Hof hat sich bereit erklärt, demselben beizupflichten. Er hat in gleicher Weise den Wunsch bekundet, die in Betreff des Besitzstandes der Schlangeninsel, über welche der Pariser Vertrag geschwiegen hatte, entstandenen Schwierigkeiten zu beseitigen. Diese Frage wird zu keinem Streit Anlass geben können in dem Augenblick, wo die als Conferenz versammelten Vertreter der betreffenden Mächte berufen sein werden, sie im gemeinsamen Einvernehmen definitiv zu lösen.

Der Hof von Russland hat vernommen, dass die mit der Grenzbestimmung Bessarabiens beauftragten Abgeordneten sich mit der Bedeutung beschäftigt haben, welche die Lage von Bolgrad in militärischer Beziehung erlangen könnte. Sobald diese Nachricht zur Kenntniss des Kaisers gelangte, hat Seine Majestät seine Commissäre zu der Erklärung zu ermächtigen geruht, dass es nicht seine Absicht sei, diese Stadt zu befestigen. Ferner hat der Kaiser in Erwartung der Entscheidungen der Pariser Conferenz über die Punkte, die noch zu lösen sind, um die letzte Hand an die Feststellung der neuen Grenze zu legen, seinen Commissarien befohlen, „dass, sobald die Arbeiten über das Terrain selbst beendigt seien, das an die Moldau fallende Gebiet den moldauischen Behörden ohne Verzug, und ohne sogar die Unterzeichnung der schliesslichen Uebereinkunft abzuwarten, überantwortet werden soll". Diesem Befehle gemäss wird die Grenzscheidung, worüber die Abgeordneten durch die vorläufige Uebereinkunft vom 18. (30.) August sich geeinigt haben, schon jetzt in Vollzug gebracht werden. Nur über zwei Punkte wird man sich noch auszusprechen haben: über Ober-Yalpuk und über Bolgrad. Die Commissäre erwarten deren Lösung, um ihr Werk zu vollenden.

Sicherlich wird nicht gesagt werden, dass die Mächte von Europa, nachdem sie durch ihr wechselseitiges Einvernehmen beim Congresse von Paris der civilisirten Welt die Wohlthaten des Friedens

zurückgegeben haben, jetzt unentschlossen seien, von Neuem im 1856
Geiste der Versöhnung und der Eintracht zusammenzutreten zur billigen Regelung zweier untergeordneten Fragen, die auf einen so einfachen Ausdruck zurückgeführt sind, dass zwei Sitzungen zu ihrer Lösung werden hinreichen müssen. Alle Cabinete haben ein gemeinsames Interesse, diesen Abschluss zu beschleunigen, um Ursachen zu beseitigen, welche dazu beitragen, bis jetzt die Vollziehung des Pariser Vertrages in mehr als Einer der wesentlichen Bestimmungen, die er in sich schliesst, zu verzögern. Vor Allem ersehnen die Donaufürstenthümer den Augenblick, wo ihre unabhängige und nationale, durch die contrahirenden Mächte gewährleistete Verwaltung die schliessliche Genehmigung erhalten wird, die ihnen durch die Artikel 24 und 25 des Pariser Vertrages versprochen ist. Ihre auf die Redlichkeit dieses europäischen Vertrages begründeten Hoffnungen erheischen gerechte Berücksichtigung. Damit aber ihre Wünsche sich erfüllen, müssen sie gehört werden, und damit sie sich frei aussprechen, ist es nöthig, dass sie sich kund geben, ohne die Gegenwart einer fremden Truppenmacht.

Diese im Schoosse des Congresses anerkannte Wahrheit hat damals eine einmüthige Bestätigung empfangen durch den Eifer, womit die Vertreter aller contrahirenden Mächte die Absicht kundgegeben haben, das osmanische Gebiet in der möglich kürzesten Frist zu räumen. Ein Termin von 6 Monaten war eventuell festgesetzt worden. Frankreich und England sind dieser Frist mit bemerkenswerther Raschheit zuvorgekommen. Der erste Bevollmächtigte Oesterreichs hatte in der Sitzung vom 4. April, indem er sich Glück wünschte zu der Eile, welche die kriegführenden Mächte bekundeten, um ihre Armeen zurückzurufen, und so ohne Zögern eine der wichtigsten Bestimmungen des Friedensvertrages zu erfüllen, seinerseits angekündigt, dass Oesterreich Sorge tragen werde, diejenigen seiner Truppen, welche die Fürstenthümer besetzt halten, auf sein Gebiet zurückkehren zu lassen. Er hat noch hinzugefügt, „dass diese Operation, da sie nicht auf die nämlichen Schwierigkeiten stosse, wie die Einschiffung der in der Krim befindlichen Truppen und ihres Materials, auch rascher vollführt werden könne, und dass die österreichischen Truppen die Fürstenthümer geräumt haben würden, bevor die kriegführenden Armeen, ihrerseits, das osmanische Reich gänzlich geräumt haben könnten".

Nach dieser in das 21. Protokoll eingetragenen Erklärung wird das Wiener Cabinet ohne Zweifel den Wunsch hegen, durch sein Votum zur Beschleunigung des Endes der Grenzfeststellungsarbeiten beizutragen, um auch die Räumung der Donaufürstenthümer ebenso sehr zu beschleunigen. Die osmanische Pforte ihrerseits ist direct

1856 dabei betheiligt, dass der Zusatzartikel vom 18. (30.) März, und die dem allgemeinen Act angehängte Uebereinkunft wegen der Meerengen eine volle und gänzliche Lösung erhalten. Frankreich ist, nachdem es zuerst den Grundsatz der Neutralität des schwarzen Meeres aufgestellt hat, die Vollziehung einer Bestimmung, die den Artikeln 11 und 14 des Friedensvertrages zur Grundlage dient, zu erwarten berechtigt. Ueberhaupt würden die Regierungen und alle Nationen, die mit Vertrauen das Friedenswerk als eine der Befestigung der allgemeinen Ruhe gegebene neue Bürgschaft aufgenommen haben, es mit Ueberraschung und Bedauern sehen, wenn die Cabinete, die den Pariser Vertrag unterzeichneten und gewährleisteten, nicht geneigt wären, sich über eine einfache Detailschwierigkeit zu verständigen, welche Russland freisinnig ihrer Entscheidung zugewiesen hat. (Indépendance.)

1857

601.

7 novembre 1857.

Articles additionnels à l'acte pour la navigation du Danube conclu entre l'Autriche, la Bavière, la Turquie et le Wurtemberg.*)

(Archives du ministère I. et. R. des affaires étrangères.)

Préambule.

Les Gouvernements signataires de l'acte de navigation du Danube du 7 novembre 1857, ayant pris en considération les interprétations divergentes auxquelles plusieurs articles dudit acte ont donné lieu, ainsi que les observations et les voeux qui à ce sujet sont parvenus à leur connaissance, sont convenus de préciser le sens et la portée des stipulations sus-indiquées et de les compléter de la manière qui suit:

Article additionnel I.

L'article V de l'acte de navigation du Danube sera interprété de manière, que les bâtiments de toutes les nations, dans les voyages de long cours, que le dit article leur reconnaît le droit de faire librement de la pleine mer à chacun des ports du Danube et de chacun de ces ports à la pleine mer, auront également la faculté de pouvoir à l'occasion de chaque course transporter des voyageurs et des marchandises de chaque port du Danube à chaque autre port du fleuve se trouvant sur son passage dans la direction de cette même course.

*) Voir Recueil N. S. tome I, pag. 392.

Article additionnel II. 1857

Les Gouvernements signataires de l'acte de navigation du Danube sont d'accord que l'article VIII dudit acte ne met point obstacle à ce que chacun des Gouvernements des pays riverains sur la partie du fleuve comprise dans son territoire n'accorde à la navigation d'autres états, auxquels des faveurs à cet égard étaient acquises par des traités antérieurs, les facilités nécessaires pour satisfaire à ces engagements.

Article additionnel III.

Par les „mesures quarantenaires" indiquées au premier alinéa de l'article XXX et auxquelles les bâtiments navigant sur le Danube ne seront plus assujettis sous les conditions y mentionnées, sont entendues les formalités de la reconnaissance et de l'arraisonnement à effectuer pour déterminer le traitement auquel chaque bâtiment doit être soumis. En conséquence ce ne sera que pour cause de soupçon d'une maladie pestilentielle que le traitement quarantenaire proprement dit pourra être prescrit et qu'il aura lieu d'après les règlements en vigueur.

Le second alinéa dudit article sera interprété de manière que sous les conditions susmentionées de même les bâtiments venant de la mer ne soient plus assujettis aux susdites formalités de reconnaissance et d'arraisonnement, lorsque leur condition exempte de tout soupçon d'infection pestilentielle aura été dûment constatée au premier office quarantenaire à l'embouchure du Danube.

Article additionnel IV.

Pour le service de pilotage que les Gouvernements des pays riverains se sont engagés à organiser sur le Danube par l'article XXXIII de l'acte de navigation, il est entendu que les pilotes de toutes les nations y seront admis en se conformant aux conditions imposées aux pilotes des pays riverains.

Les tarifs du pilotage obligatoire seront périodiquement soumis à la révision de la Commission des états riverains.

Article additionnel V.

Les Gouvernements des états riverains sont d'accord qu'en vertu de l'article XLV de l'acte de navigation, aucune stipulation ne pourra être maintenue en vigueur qui serait incompatible avec les principes de libre navigation, établis par le traité de Vienne.

Article additionnel VI.

En ce qui regarde les affluents du Danube, qui dans leur cours navigable séparent ou traversent différents états, il est entendu que le système établi par l'acte du congrès de Vienne sera appliq

1857 chacune de ces rivières selon la teneur de l'article CX dudit acte, et par une convention spéciale à conclure entre les Gouvernements copossesseurs de la rive.

1858 **602.**

22 mai — 19 août 1858.

Protocoles des Conférences tenues à Paris, du 22 mai au 19 août 1858, pour l'organisation de la Moldavie et de la Valachie.

(Martens N. R. G. t. XVI, p. 14.)

Protocole N° 1.

Séance du 22 mai 1858.

Présents:
Les plénipotentiaires de l'Autriche.
de la France,
de la Grande-Bretagne,
de la Prusse,
de la Russie,
de la Sardaigne.
de la Turquie.

Les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie se sont réunis en Conférence aux termes de l'art. 25 du traité conclu à Paris entre leurs Cours, le 30 mars 1856, pour arrêter les stipulations de la convention prévue par ledit article.

Fuad Pacha, succédant aux plénipotentiaires de la Turquie, dépose ses pouvoirs, qui sont trouvés en bonne et due forme.

Monsieur le comte Walewski propose et les plénipotentiaires décident qu'il sera observé un secret absolu sur les travaux de la Conférence.

Monsieur le comte Walewski lit les articles du traité du 30 mars 1856 et les protocoles se référant aux Principautés, et il expose l'objet de la réunion de la Conférence: il dit dans quelle circonstance le Congrès a décidé de consulter les voeux des populations moldo-valaques, rappelant que la commission qui s'est rendue dans les Principautés a été chargée de s'enquérir de l'état de ces provinces et de proposer les bases de leur future administration, que la Conférence, enfin, a pour mission de préparer et de conclure une convention d'après laquelle un hatti-chériff de Sa Majesté le Sultan constituera définitivement leur organisation.

Après quoi Monsieur le Comte Walewski dépose le rapport de la commission élaboré à Bucharest conformément aux dispositions de l'article 23 du traité du 30 mars; la Conférence décide d'en prendre immédiatement connaisance, et il en est donné lecture. 1858

Monsieur le comte Walewski fait remarquer que la commission s'est acquittée de la mission qui lui a été confiée avec un soin éclairé et digne d'éloges; il propose de consigner au protocole la satisfaction de la Conférence; tous les plénipotentiaires adhèrent à cet avis avec empressement.

La discussion étant ouverte sur le rapport de la commission, Monsieur le comte Walewski rappelle qu'il avait déjà eu l'honneur d'exposer au Congrès de Paris les motifs qui, aux yeux du gouvernement français, militent en faveur de la réunion des deux principautés de Moldavie et de Valachie en un seul État. Les faits ont prouvé qu'il ne se trompait pas en représentant les Moldo-Valaques comme unanimement animés du désir de ne plus former à l'avenir qu'une seule principauté.

Les délibérations des Divans, consignées dans le rapport de la commission des puissances signataires, ne peuvent laisser aucun doute à cet égard.

Le comte Waleski ajoute que l'étude approfondie de la question, faite sur les lieux mêmes par les agents français, a confirmé le gouvernement de l'Empereur dans la conviction que la combinaison qui atteindrait le mieux le but proposé, et qui en même temps répondrait le plus complétement aux voeux des populations, ce serait la réunion de la Moldavie et de la Valachie en une seule principauté gouvernée par un prince étranger. Cette combinaison, d'ailleurs, ne serait nullement contraire aux sipulations du traité, car elle n'aurait nullement pour effet, comme on a semblé le croire, de soustraire les deux principautés réunies à la suzeraineté de la Porte-Ottomane.

Le comte Walewski développe les raisons sur lesquelles la France, aussi bien dans l'intérêt des deux Principautés, que dans l'intérêt de l'empire ottoman, fonde l'opinion émise par l'intermédiaire de son premier plénipotentiaire au Congrès de Paris.

Sur l'avis exprimé par M. le plenipotentiaire de la Grande-Bretagne, qu'il conviendrait d'entendre d'abord les plénipotentiaires de la Cour suzeraine et des puissances limitrophes, qui ont un intérêt plus spécial dans les différentes questions qui seront débattues, Fuad-Pacha déclare que la Porte désire maintenir les immunités acquises aux Principautés et assurer leur prosperité; qu'elle veut, comme tous ses alliés, le bien-être des populations moldo-valaques, mais qu'elle diffère avec quelques-uns d'entre eux sur le meilleur moyen propre à atteindre ce résultat; que la Porte était et demeure convaincue qu'on ne saurait mieux faire, dans ce but, que

1858 de conserver aux deux Principautés une administration séparée, en cherchant à l'améliorer par le développement des institutions existantes qui sont conformes aux traditions, aux moeurs et aux véritables intérêts du pays; — que, se fondant sur ces considérations, la Porte croit devoir persévérer dans l'opinion que le premier plénipotentiaire de la Turquie a exprimée au sein du Congrès.

Monsieur le baron de Hubner rappelle l'avis énoncé au Congrès par le premier plénipotentiaire de l'Autriche. Son gouvernement n'a pas modifié le jugement qu'il portait alors sur cette question. La réunion pourrait faire naître des espérances de nature à porter atteinte au principe de l'intégrité de l'empire ottoman, et, à ce point de vue, il convient de prendre en considération l'opinion de la puissance suzeraine, qui n'a jamais varié. D'autre part, Monsieur le baron de Hubner ne peut envisager la réunion des Principautés comme une mesure utile à ces provinces; son gouvernement, qui est à même de suivre et d'apprécier exactement le sentiment public dans ces contrées, contiguës à l'empire d'Autriche, a des raisons de douter que les Divans aient fidèlement rendu les voeux des populations qui ont besoin d'ordre et de stabilité: la réunion, selon lui, pourrait devenir la source d'une agitation permanente. „Par ces motifs," dit-il, „l'Autriche, intéressée d'ailleurs au maintien de la tranquillité dans un pays limitrophe de son territoire, pense qu'il faut rechercher dans d'autres combinaisons, plus appropriées au véritable état de choses, le moyen d'assurer la prospérité des Pricipautés.

Monsieur le comte Kisseleff dit que les Divans ont été convoqués pour exprimer les voeux des populations, et qu'ils se sont acquittés de ce soin en se prononçant à la presque unanimité en faveur de la réunion des Principautés sous un prince étranger; il croit ces voeux rationnels, légitimes, et il considère leur réalisation comme nécessaire pour assurer le bien-être futur des populations Moldo-Valaques. Il ajoute qu'il l'a cru autrefois, ainsi que le constate le règlement organique, qu'il le croit encore, et que son gouvernement est prêt à adhérer à la réunion, si la Conférence veut l'adopter.

Monsieur le comte Cowley, appuyant l'opinion exprimée par M. le plénipotentiaire d'Autriche, indique comment son gouvernement a été conduit, par un examen approfondi de la question, et après avoir entendu la puissance suzeraine, à penser que la réunion ne répondait pas à l'objet que le Congrès avait en vue. Il reconnaît cependant, sans examiner de trop près la manière dont les Divans ont été constitués, qu'il est certain que les populations se sont montrées favorables à la réunion, et il croit qu'on peut combiner, par l'assimilation des institutions administratives, un système pouvant satisfaire aux voeux des Principautés, tout en sauvegardant les

droits légitimes de la puissance suzeraine, système sur lequel on 1858
parviendra à se mettre d'accord, si, comme il en est convaincu, on est, de toute part, animé de cet esprit de conciliation qui a déjà permis aux puissances de s'entendre sur des questions non moins importantes.

Monsieur le comte de Hatzfeldt pense que l'unanimité avec laquelle les Divans ont exprimé leurs voeux ne permet pas de douter qu'ils n'aient été les organes fidèles des populations en se prononçant en faveur de l'union. Le plénipotentiaire de la Prusse est d'avis qu'avant d'aborder la question de l'union, il conviendrait d'examiner quelle est l'étendue des droits respectifs de la Turquie et des Principautés.

Monsieur le marquis de Villamarina dit que l'enquête faite dans les Principautés n'a pu que confirmer l'avis que le premier plénipotentiaire de Sardaigne a soutenu au Congrès, et que son gouvernement, jugeant toujours la réunion utile à ces provinces et conforme à leurs voeux, est disposé à y donner son assentiment; toutefois l'intention de la Sardaigne est, avant tout, de faciliter le rapprochement entre toutes les appréciations.

M. le plénipotentiaire de France constate que si les avis diffèrent, il ne peut être douteux que toutes les puissances ne désirent trouver un terrain où elles puissent se rencontrer; qu'aucune d'entre elles ne saurait avoir le pensée d'imposer son opinion, qu'il serait même fort difficile, ne fût-ce qu'à cause des positions particulières et exceptionnelles, de procéder par voie de majorité; il espère, par conséquent, que, grâce au sentiment général de conciliation qui l'anime, la Conférence réussira à concerter une entente fondée sur des concessions mutuelles et réciproques, et de nature, ainsi que l'indiquait M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, à satisfaire, autant que possible, tous les intérêts.

La Conférence décide qu'elle recherchera, dans sa prochaine réunion, une combinaison destinée à concilier, autant que faire se pourra, toutes les opinions.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 2.

Séance du 26 mai 1858.

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.

MM. les plénipotentiaires échangent leurs idées sur les bases générales qu'il conviendrait de donner à la future organisation des Principautés, en les combinant, autant que possible, avec les opinions de leurs cours respectives; la discussion est continuée a la prochaine réunion. *(Suivent les signatures.)*

1858 *Protocole No 3.*

Séance du 5 juin 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

La Conférence reprend la discussion sur la direction qu'il convient de donner à ses travaux.

M. le plénipotentiaire de Turquie renouvelle l'assurance qu'il examinera, dans l'intention de faciliter un accord, toute proposition qui se concilierait avec des droits qui ne peuvent être mis en discussion.

M. le plénipotentiaire d'Autriche expose que la traite du 30 mars a tracé d'avance la marche que la Conférence doit suivre: „l'article 23," dit-il, „porte que les statuts en vigueur seront revisés; c'est donc par le révision des règlements organiques, qui sont les status en vigueur, que la Conférence doit procéder".

M. le plénipotentiaire de France fait remarquer que les règlements organiques ont été établis pour un état de choses qu'il s'agit précisément de modifier, qu'ils ont été préparés en vue de maintenir l'entière séparation des Principautés, dont l'union était alors réservée pour un moment plus opportun; qu'on chercherait en vain à éluder une question qui domine à un tel point le travail d'organisation, que la Conférence ne saurait faire un pas sans l'avoir résolue au préalable: c'est celle qui concerne les rapports des Principautés entre elles; seront-elles réunies ou demeureront-elles séparées? Pour faciliter à la conférence l'accomplissement de sa tâche, Monsieur le comte Walewski dépose un document contenant certaines bases qui pourraient servir de thème à ses discussions; et il demande que ce document soit annexé au protocole. Il fait remarquer que ces bases ne répondent pas complétement à la manière de voir de la France, et qu'elles n'en sont pas, par conséquent, l'expression; qu'elles ont été combinées dans un esprit de conciliation, et de manière à donner aux résolutions de la Conférence un point de départ placé à égale distance des opinions opposées, afin de provoquer une entente entre toutes les parties contractantes.

M. le plénipotentiaire d'Autriche fait observer que le mode de procéder qu'il a proposé n'empêchera pas de prendre en considération les propositions que MM. les plénipotentiaires pourraient juger convenable de faire pendant que la Conférence se livrerait à la révision des statuts organiques, en consultant en même temps le rapport de la commission européenne. Quant à l'argument employé par M. le plénipotentiaire de France pour combattre sa proposition, Monsieur le baron de Hübner dit que le traité ne fait pas mention de l'union des Principautés; que, par conséquent, on pourrait bien invoquer le traité contre l'union, mais qu'on ne saurait invoquer l'union contre le traité.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit que son 1858
gouvernement, sans avoir consulté celui de l'Autriche, est arrivé exactement aux mêmes conclusions, à savoir: que le traité de 1856 prescrit le mode de procéder. En effet, le traité de 1856 déclare que „les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront revisés". Les instructions de son gouvernement lui prescrivent, en conséquence, d'adopter comme ordre de discussion l'examen des règlements organiques. C'est, selon lui, le point de départ indiqué par le traité même dont on ne devrait pas s'éloigner. Tout en reconnaissant les bonnes intentions de M. le plénipotentiaire de France qui, sans doute, a voulu faciliter les travaux des plénipotentiaires en leur soumettant, pour base de discussion, un document propre, dans son opinion, à concilier des opinions divergentes, le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne croit devoir appuyer la demande de M. le plénipotentiaire d'Autriche, que la discussion soit ouverte sur les lois organiques actuellement en vigueur dans les Principautés.

M. le plénipotentiaire de Russie dit que l'article 23 du traité de Paris se complète par l'article 25 qui stipule que la commission prendra en considération les voeux des Divans, que ces voeux ont pour premier objet la réunion des deux Principautés, que c'est donc là la première question qu'il faut résoudre. Il pense donc qu'on devrait déférer à la proposition de M. le plénipotentiaire de France, se réservant d'ailleurs toute sa liberté d'appréciation quant aux différents points indiqués dans le document déposé par Monsieur le comte Walewski.

Monsieur le baron de Hübner dit que son gouvernement ne s'oppose nullement à ce qu'on prenne en considération les voeux des populations, mais qu'il pense que les votes des Divans ad hoc ne sont pas l'expression exacte de ces voeux.

M. le plénipotentiaire de France rappelle que le rapport de la commission débute en plaçant sous les yeux de la Conférence les voeux politiques exprimés par les Divans, tant il est vrai qu'ils constituent une question qu'on ne peut écarter sans s'égarer dans des détails qu'il ne serait pas possible de coordonner avant de s'être entendu sur les rapports qui devront exister entre les deux Principautés. „C'est dans cette prévision, et dans l'intention de rapprocher tous les avis, que j'ai soumis, dit-il, à la Conférence le projet sur lequel je demande que la discussion soit ouverte."

M. le plénipotentiaire de Prusse se trouve autorisé à discuter la proposition de M. le plénipotentiaire de France. Cette discussion ne pouvant toutefois avoir lieu dans la séance d'aujourd'hui, d'après les déclarations qui ont déjà été émises, et MM. les plénipotentiaires d'Autriche et de Russie, en citant les articles 23 et 25 du [illegible] ayant porté la question sur le terrain d'une interprétation à [illegible]

1858 aux stipulations du traité, Monsieur le comte de Hatzfeldt désire en référer à sa cour. La Prusse ayant toujours, et avant tout, entendu demeurer fidèle aux stipulations du traité de Paris, Monsieur le comte de Hatzfeldt voudrait s'éclairer davantage sur l'interprétation des articles du traité.

Monsieur le comte Kisseleff pense que le point en discussion a été résolu par la Conférence dans sa première séance; il rappelle que dans cette réunion chaque plénipotentiaire, en exprimant son avis sur la question de principe, a néanmoins reconnu qu'il était désirable qu'on pût s'entendre au moyen d'une transaction, et il conclut de là qu'on devrait accepter la discussion sur des bases qui ont pour objet de concilier toutes les opinions.

Monsieur le baron de Hübner ne croit pas qu'on puisse invoquer d'autres engagements que ceux qui résultent du traité de Paris; or, l'article 23 de ce traité indique le mode et l'objet du travail de révision confié à la Conférence, qui, dans son opinion, ne peut procéder différemment.

Monsieur le comte Walewski répond que la tâche de la Conférence est de constituer l'organisation des Principautés, et non pas de reviser purement et simplement les règlements organiques; que, quant au mode de procéder, il faut qu'il soit pratique, afin de conduire à une solution, et il pense avoir suffisamment établi qu'en suivant celui qui est proposé par M. le plénipotentiaire d'Autriche, la Conférence se heurterait à des difficultés sans issue, puisqu'elle serait arretée à tout moment par la nécessité de fixer la nature des rapports des Principautés entre elles.

Monsieur le comte Cowley observe que le document déposé par M. le plénipotentiaire de France semble impliquer une sorte d'union, et que ce point important ne serait préjugé en aucune manière si l'on adoptait le mode de révision des règlements organiques. Il reconnaît toutefois que dans ce dernier cas on serait tout d'abord amené à fixer le caractère des relations qui devront exister entre les Principautés.

M. le plénipotentiaire de Sardaigne déclare que sa cour a toujours pensé et pense encore aujourd'hui que l'abandon de l'union politique des deux Principautés sous un prince étranger rend difficile et presque impossible la tâche imposée à la Conférence de constituer une organisation pouvant garantir la prospérité de ces deux provinces; mais que du moment où l'union absolue doit être abandonnée, son gouvernement, pour faire preuve de l'esprit de conciliation qui l'anime, est prêt à se rallier à tout autre projet ayant pour but de sauvegarder le principe de l'union et se conciliant, autant que faire se pourra, avec les droits de la Porte et les intérêts des populations roumaines; il est donc disposé à adhérer à la proposition que

Monsieur le comte Walewski a soumise à la Conférence, et il exprime 1858
en même temps le voeu qu'il soit donné à cette proposition un développement conforme à la pensée de son gouvernement, qui voudrait voir doter les deux Principautés d'un ensemble d'institutions propre à assurer la stabilité, ce qui serait d'ailleurs conforme aux voeux qu'elles ont exprimés d'une manière si solennelle et si unanime.

Fuad Pacha ne voit aucune difficulté à procéder par la révision des réglements organiques; il soutient d'ailleurs que le point de départ des travaux de la Conférence doit être le maintien de la séparation des deux Principautés, mais il admet qu'on pourrait accepter l'examen de toute base qui serait fondée sur cette première donnée.

Monsieur le comte Walewski fait remarquer que les bases suggérées dans le document qu'il vient de déposer répondent précisément aux vues de M. le plénipotentiaire de Turquie. Aussi croit-il devoir rappeler que ce projet ne doit être envisagé que comme une transaction à laquelle son gouvernement consentirait à donner son assentiment, tout en conservant la conviction que, dans l'intérêt bien entendu de la Turquie, comme dans celui des Principautés, l'organisation préférable serait celle qui reposerait sur l'union avec un prince étranger. Monsieur le comte Walewski fait d'ailleurs toutes réserves pour le cas où la Conférence n'adopterait pas la transaction dont il a proposé les bases principales.

MM. les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la Prusse devant consulter leurs cours respectives avant d'exprimer leur avis définitif, la Conférence remet la continuation de la discussion à une autre séance.

(Suivent les signatures.)

Annexe au protocole N° 3.

Séance du 5 juin 1858.

Priviléges et immunités des Principautés.

Conformément aux stipulations qui constituent leur autonomie en réglant leurs rapports avec la Sublime-Porte, et que plusieurs hatti-chériffs ont consacrées, conformément aussi aux articles 22 et 25 du traité conclu à Paris le 30 mars 1856, les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des priviléges et immunités dont elles sont en possession.

Les principautés de Moldavie et de Valachie seront constituées sous la dénomination de Provinces ou Principautés-Unies.

1858

Suzeraineté du Sultan.

Les deux Principautés sont maintenues sous la suzeraineté de Sa Majesté le Sultan.

Hospodars.

Le pouvoir exécutif sera exercé dans chaque province par un hospodar élu à vie.

Comité central et Assemblées nationales.

Le pouvoir législatif sera exercé par deux Assemblées, siégeant à Bucharest et à Jassy, et par un comité central composé de neuf membres valaques et de neuf membres moldaves, élus par les deux Assemblées et choisis parmi leurs membres.

Législation.

Le comité central siégera à Fokshani. Il fera les lois d'intérêt général qui seront communes aux deux Principautés. Il lui appartiendra d'en prendre l'initiative et d'en ordonner la promulgation. Toutefois, avant de donner à la loi sa forme définitive, il la communiquera aux deux Assemblées, afin de recueillir leurs observations, dont il devra, autant que possible, tenir compte.

Les Assemblées seront saisies par les hospodars des lois d'intérêt local pour chaque province; cependant ces lois ne deviendront exécutoires qu'après avoir été communiquées au comité, qui appréciera si elles sont compatibles avec la législation générale.

Le budget annuel sera considéré comme loi d'intérêt local; il sera préparé pour chaque Principauté par les soins de l'hospodar. Toutefois la loi organique destinée à fixer les diverses sources de revenus sera votée par le comité central, et aucun impôt nouveau ne pourra être établi qu'avec l'assentiment de ce comité.

Les lois votées par le comité central seront communes aux deux Principautés, sauf les cas particuliers; elles y seront également exécutoires.

Finances.

Le budget des recettes et des dépenses, préparé pour chaque Principauté par les soins de l'hospodar respectif, sera examiné, pourra être amendé et ne sera définitif qu'après avoir été voté par l'Assemblée.

Aucun impôt ne pourra être établi ou perçu s'il n'a été consenti par les Assemblées.

Armée.

Les milices régulières existant actuellement dans les deux provinces recevront l'organisation identique et nécessaire pour, au

besoin, pouvoir se réunir et former une armée unique; à cet effet, le 1858
comité central fera proceder à des inspections périodiques par des officiers de son choix, chargés de veiller à l'entière exécution des dispositions destinées à conserver aux milices tous les caractères de deux corps d'une même armée; le comité central nommera également le commandant en chef des deux milices toutes les fois qu'il y aura lieu de les réunir, notamment pour la défense du territoire.

Le drapeau national sera le même pour les deux corps de l'armée moldo-valaque.

Cour suprême de cassation.

Il sera institué une cour suprême de cassation pour les deux Principautés.

Les arrêts rendus par les cours et les jugements prononcés par les tribunaux de l'une ou de l'autre province, seront exclusivement portés devant cette cour de cassation.

L'indépendance des membres de cette cour sera garantie par le principe de l'inamovibilité.

Union douanière, monétaire, postale et télégraphique.

Il y aura entre les deux principautés union douanière, monétaire, postale et télégraphique, et il sera établi entre elles, par les soins du comité central, tels autres rapports de même nature qui pourraient se concilier avec leur nouvelle organisation.

Prenant pour bases les différents points indiqués plus haut, l'acte constitutif de l'organisation des Principautés sera, par conséquent, conçu de manière à en assurer le développement et l'exécution; ainsi il devra notamment pourvoir à la constitution des Assemblées et du comité central, et régler le mode d'élection de ses membres;

Définir les attributions des hospodars;

Fixer les rapports des différents pouvoirs entre eux, en leur garantissant l'autorité, la force et l'indépendance indispensables à la prompte expédition des affaires et au maintien de l'ordre;

Contenir les dispositions propres à assurer l'exécution des lois émanées du pouvoir législatif et celle des arrêts rendus par la cour suprême.

De son côté, le comité central, une fois institué, aura à s'inspirer de ces principes en procédant à la révision du règlement organique, en s'appliquant à la codification des lois.

Il devra établir l'organisation des milices des deux Principautés et les rapports qui doivent exister entre elles, et prévoir leur réunion éventuelle;

1858 Aviser à la réunion douanière, monétaire, postale et télégraphique:

Coordonner enfin toutes ces mesures et celles, que comportent tout les services communs, de manière à prévenir les conflits d'autorité et à satisfaire à la fois à toutes les exigences d'une administration prévoyante et fondée sur le principe de l'égalité, en sorte que les Moldaves et les Valaques soient tous égaux devant la loi, devant l'impôt, et également admissibles à toutes les fonctions publiques dans l'une et l'autre Principauté, sans distinction d'origine ni de religion.

Protocole N° 4.

Séance du 10 juin 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de Prusse sont invités à exprimer leur avis sur les propositions faites, dans la séance précéndente, par MM. les plénipotentiaires d'Autriche et de France.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit qu'il en a référé à sa cour, et qu'il a reçu l'ordre de déclarer que le gouvernement de la Reine, bien que considérant la révision des réglements organiques, ainsi que l'indique le traité de 1856, comme le meilleur mode de procéder, n'insiste pas pour que la Conférence l'adopte, si la majorité préfère entrer en discussion sur le document déposé par M. le plénipotentiaire de France; mais Monsieur le comte Cowley se réserve de revenir sur les dispositions de la loi organique toutes les fois qu'il le croira nécessaire.

M. le plénipotentiaire de Prusse exprime l'opinion que, d'aprés les articles 23, 24 et 25 du traité de Paris, les règlements organiques et le rapport de la commission européenne, qui constate, entre autres choses, les vœux exprimés par les Divans, forment un ensemble qui est comme tel soumis à l'examen de la Conférence. Dans toutes les parties de cet ensemble se trouvent certains points généraux dont l'examen préalable doit influer sur toutes les décisions ultérieures de la Conférence. Rien ne s'oppose, dans l'opinion de M. le plénipotentiaire de Prusse, à ce que la Conférence examine et discute un projet qu'un de ses membres jugerait convenable de soumettre à son appréciation, et indiquant les principaux points dont elle devrait s'occuper en premier lieu, ainsi que le propose Monsieur le comte Walewski. Pour sa part, Monsieur le comte de Hatzfeldt est donc prêt à entrer immédiatement en discussion sur le projet présenté par M. le plénipotentiaire de France.

M. le plénipotentiaire de Russie persiste dans l'opinion qu'il a exprimée dans la précédente séance.

M. le plénipotentiaire de Sardaigne dit qu'il a été invité, par 1858
de nouvelles instructions, à maintenir l'assentiment qu'il a donné à la proposition de M. le plénipotentiaire de France, ainsi que les observations quil a cru devoir présenter à la Conférence.

M. le plénipotentiaire de Turquie déclare que la Porte est d'avis qu'en adoptant le mode qui consisterait à reviser les règlements organiques, comme procédé indiqué par le traité, on ne pourrait exclure l'examen des bases contenues dans le document déposé par M. le plénipotentiaire de France; qu'il s'en remet, par conséquent, à ce que la Conférence décidera.

M. le plénipotentiaire d'Autriche pense que la voie qu'il a proposé de choisir eût été la plus conforme au traité de Paris et, par conséquent, la plus propre à faciliter une entente. Toutefois, prenant en considération le fait que le projet dont il s'agit, bien qu'il ne soit pas l'expression absolue des idées du gouvernement français, à été présenté par M. le plénipotentiaire de France comme bases de délibérations, et qu'il a été admis à la discussion par M. le plénipotentiaire de la puissance suzeraine et par les autres membres de la Conférence, Monsieur le baron de Hübner, dans cet esprit de conciliation qui anime son gouvernement, ne refuse pas, pour sa part, de s'associer à l'examen de cette pièce. Mais il doit faire observer que sa participation à la discussion dont ce document sera l'objet n'implique pas son adhésion aux dispositions qui y sont contenues, et il se réserve même d'en combattre quelques-unes.

La Conférence décide de passer à l'examen des bases suggérées par M. le plénipotentiaire de France; mais il demeure bien entendu que l'acquiescement qui pourra être donné par les plénipotentiaires à chacune de ces bases, durant la discussion, ne deviendra définitif que quand ils seront tombés d'accord sur l'ensemble de ce travail.

Monsieur le comte Walewski fait remarquer que, aux termes du traité, la Conférence est appelée à conclure une convention, et que c'est au moyen d'un hatti-chériff conforme aux stipulations de cette convention qu'il sera pourvu à l'organisation des Principautés; que les bases générales qu'il a soumises à la considération de la Conférence devront, par conséquent, si elles sont agréées, recevoir, quand le moment sera venu de préparer le texte de la convention, le développement propre à assurer l'application; que la Conférence aura alors à décider si elle entend procéder elle-même à cette rédaction, ou s'il convient d'en confier le soin à une commission.

Le premier paragraphe des bases générales est mis en discussion et adopté comme il suit:

„Privilèges et immunités des Principautés. Conformém[illegible] stipulations qui constituent leur autonomie, en réglant leurs r[illegible]

1858 avec la Sublime-Porte, et que plusieurs hatti-chériffs, notamment celui de 1834, ont consacrées, conformément aussi aux articles 22 et 25 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des priviléges et immunités dont elles sont en possession."

Monsieur le comte Walewski donne lecture du deuxième paragraphe, qui est ainsi conçu:

„Les Principautés de Moldavie et de Valachie seront constituées sous la dénomination de Provinces ou Principautés-Unies."

M. le plénipotentiaire d'Autriche ne peut pas acquiescer à cette dénomination.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne y adhérera, si toutefois, l'organisation définitive qui sera arrêtée justifie cette dénomination. Il préférerait, en tout cas, le mot Principautés à celui de Provinces, et propose d'ajouter après les mots: Principautés-Unies, les mots suivants: de Valachie et de Moldavie.

MM. les plénipotentiaires de France, de Prusse, de Russie et de Sardaigne adhèrent à la dénomination de „Principautés-Unies," et n'ont pas d'objection à y ajouter, ainsi que l'a proposé M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, les mots: de „Moldavie et de Valachie".

M. le plénipotentiaire de Turquie déclare qu'il acceptera cette dénomination s'il réussit, comme il l'espère, à tomber d'accord avec tous les plénipotentiaires sur tous les autres points.

Le troisième paragraphe est adopté en ces termes:

„Suzeraineté du Sultan."

„Les deux Principautés sont maintenues sous la suzeraineté de Sa Majesté le Sultan."

Sur la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie, il est entendu que la convention contiendra une définition précise des situations respectives de la cour suzeraine, des Principautés et des puissances garantes. Monsieur le comte Kisseleff se réserve de présenter ultérieurement des observations détaillées à ce sujet.

La Conférence passe à l'examen du troisième paragraphe, et arrête que le pouvoir exécutif sera exercé dans chaque province par un hospodar élu par les Principautés, et recevant l'investiture du Sultan.

Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne ayant proposé que les hospodars fussent élus à titre héréditaire, la Conférence ajourne à une autre séance de décider si la nomination devra avoir lieu à titre viager ou héréditaire.

Attendu qu'il ne pourrait être procédé à l'élection des hospodars avant que la nouvelle organisation ne soit mise en vigueur, la Con-

férence pense que les premiers hospodars devront être nommés par un 1858
autre mode. Elle se réserve de se prononcer ultérieurement sur ce mode ainsi que sur la durée des pouvoirs de ces premiers hospodars.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 5.

Séance du 14 juin 1858.

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.

La Conférence met en délibération le paragraphe ci-après:

Comité central et Assemblées nationales.

„Le pouvoir législatif sera exercé par deux Assemblées siégeant à Bucharest et à Jassy, et par un comité central composé de neuf membres valaques et de neuf membres moldaves, élus par les deux Assemblées et choisis parmi leurs membres."

M. le plénipotentiaire d'Autriche admet le principe des deux Assemblées provinciales, mais ne peut adhérer à la Constitution du comité central commun aux deux Principautés.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de Turquie admettent en principe, par différents motifs, la création d'un corps commun aux deux Principautés, sauf entente ultérieure sur la composition et les attributions de ce corps commun. Il pensent que ces attributions doivent être combinées dans un esprit de conservation et de manière qu'il ne puisse en résulter aucun empiètement quelconque sur les attributions du pouvoir exécutif dans les deux Principautés.

La Conférence discutera dans sa prochaine réunion la composition et les attributions du corps commun à la Moldavie et à la Valachie.

(Suivent les signatures.)

Protocole No 6.

Séance du 19 juin 1858.

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.

La Conférence examine les questions relatives au pouvoir législatif. Elle décide:

„Qu'il y aura dans chaque Principauté une Assemblée élective;

„Que le métropolitain et les évêques diocésains y siégeront de droit, comme par le passé;

„Qu'il sera procédé à la confection d'une loi électorale basée sur la propriété foncière."

1858 Les plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie admettent:

„Que le corps commun aux deux Principautés devrait être composé de seize membres, huit Moldaves et huit Valaques, quatre choisis par chaque hospodar parmi les membres de l'Assemblée, ou parmi les personnes qui auront rempli de hautes fonctions dans le pays, et quatre par chaque Assemblée pris dans son sein: le corps commun devrait siéger à Fokshani."

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 7.

Séance du 3 juillet 1858.

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.

Après délibération, la Conférence convient de ce quit suit:

„La loi organique est placée sous la sauvegarde du corps commun.

„Le corps commun prépare les lois d'intérêt général communes aux deux Principautés et soumet ces lois, par l'intermédiaire des hospodars, aux délibérations des Assemblées.

„Les hospodars, de leur côté, pourront saisir le corps commun de toutes les propositions qu'il leur paraitrait utile de convertir en projets de loi communes aux deux Principautés.

„Sont considérées comme lois d'intérêt général, toutes celles qui concernent l'unité de législation, l'union douanière, postale, monétaire, télégraphique, et toutes les matières d'utilité publique communes aux deux Principautés.

„Le corps commun aura spécialement à s'occuper, d'accord avec les hospodars et les Assemblées, de la confection des codes civil, criminel, de commerce et de procédure.

„Le Corps commun suggérera aux hospodars les améliorations à introduire dans les différentes branches de l'administration commune, en leur signalant les abus qu'il lui paraîtrait utile de réformer.

„Dans le cas où une divergence ce manifesterait entre les Assemblées des deux Principautés par rapport aux lois d'intérêt commun, soumises à leur délibération, il appartiendra au corps commun d'aviser pour rétablir l'accord entre elles.

„Les Assemblées seront saisies par les hospodars respectifs des lois d'intérêt local pour chaque Principauté; mais ces lois ne seront sanctionnées par l'hospodar qu'après avoir été communiquées par lui au corps commun, qui aura à apprécier si elles sont compatibles avec la loi organique.

„La promulgation des lois d'intérêt local, aussi bien que de 1858
celles d'intérêt commun, est réservée aux hospodars.

„Le budget des recettes et des dépenses, préparé pour chaque Principauté par les soins des hospodars respectifs, sera examiné, pourra être amendé et ne sera définitif qu'après avoir été voté par l'Assemblée.

„Aucun impôt ne pourra être établi s'il n'a pas été consenti par les Assemblées.

„Les milices régulières existant à présent dans les deux Principautés recevront l'organisation identique et nécessaire pour, au besoin, se réunir et former une armée unique; à cet effet, il sera procédé annuellement à l'inspection des milices des deux Principautés par des inspecteurs généraux nommés tous les ans, alternativement par chaque hospodar. Ces inspecteurs seront chargés de veiller à l'entière exécution des dispositions destinées à conserver aux milices tous les caractères de deux corps d'une même armée.

„Les hospodars nommeront alternativement le commandant en chef lorsqu'il y aura lieu de réunir les deux milices."

M. le plénipotentiaire de Prusse fait, au sujet du drapeau, la proposition suivante:

„Les milices des deux Principautés conserveront chacune leur drapeau actuel. Lorsqu'elles seront réunies, elles n'auront qu'un seul et même drapeau, lequel sera composé des drapeaux moldave et valaque placés à côté l'un de l'autre.

Les plénipotentiaires de la France, de la Russie et de la Sardaigne adhèrent à cette proposition.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne s'y rallie, mais croit devoir réserver l'approbation de son gouvernement.

M. le plénipotentiaire de la Turquie la prend ad referendum.

M. le plénipotentiaire de l'Autriche ne peut adhérer à la proposition de M. le plénipotentiaire de la Prusse, mais il pense qu'on pourrait convenir d'un emblème commun pour les cas d'action commune des deux milices. Cet emblème pourrait réunir les couleurs de la puissance suzeraine, de la Moldavie et de la Valachie.

Les bases suivantes sont discutées et admises:

„Il sera institué une cour suprême de cassation pour les deux Principautés.

„Les arrêts rendus par les cours et les jugements prononcés par les tribunaux de l'une et de l'autre province, seront exclusivement portés devant cette Cour de cassation.

„L'indépendance des membres de cette cour sera garantie par le principe de l'inamovibilité.

„Il y aura, entre les deux Principautés, une union douanière, postale, monétaire et télégraphique.

1858 „Les Moldaves et les Valaques seront tous égaux devant la loi, devant l'impôt et également admissibles aux emplois publics dans l'une et dans l'autre Principauté."

La question de l'hérédité des hospodars, soulevée dans la IVe séance, est reprise et les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de Russie, de Sardaigne et de Turquie se prononcent pour l'élection des Hospodars à titre viager.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne exprime ses regrets de voir sa proposition si peu favorablement accueillie, et, sans insister davantage, il désire cependant que les raisons qui l'ont porté à la faire, soient consignées dans le protocole.

„Jusqu'à présent," dit-il, „l'administration des Principautés laissait beaucoup à désirer, et il est fondé à penser que l'usage de nommer les hospodars à vie était pour beaucoup dans cet état de choses. Cet usage donnait lieu à toute espèce d'intrigues, entretenait la corruption et mettait les grands boyards en opposition les uns avec les autres, car chacun d'entre eux ne faisait que viser à devenir un jour hospodar. De plus, l'hospodar régnant n'avait nul intérêt à transmettre un gouvernement bien ordonné à un successeur pour lequel il n'avait aucune sympathie, tandis qu'on pourrait espérer des sentiments bien différents des a part, si ce successeur devait être son fils." — D'après le système actuel, ajoute M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, à l'investiture des hospodars une somme considérable était payée à la Porte; cette somme pesait naturellement sur les classes inférieures des Principautés.

„Pour mettre une fin à ces maux, le meilleur moyen serait de donner au gouvernement un plus grand élément de stabilité, et ceci ne pourrait mieux s'effectuer qu'en rendant les hospodarats héréditaires."

M. le plénipotentiaire de Turquie fait remarquer que la somme payée à la Porte lors de l'investiture des hospodars était invariablement fixée au montant du tribut annuel.

M. le plénipotentiaire de la Prusse dit „que le principe de l'hérédité est, en général, celui qui offre aux États le plus de garanties d'ordre et de prosperité. Mais comme il doute que les deux Principautés puissent offrir dans leur sein des éléments propres à instituer des familles régnantes héréditaires, et que les vœux exprimés par les Divans ne s'étendent pas à cette éventualité, il adhère au principe viager."

MM. les plénipotentiaires demandent à M. le plénipotentiaire de France de vouloir bien se charger de la rédaction d'un projet de convention fondée sur les bases arrêtées. Monsieur le comte Walewski s'empresse de déférer au désir de la Conférence.

M. le plénipotentiaire d'Autriche n'est pas autorisé à modifier 1858
l'opinion quil a émise dans le courant de la négociation; il portera à la connaissance de son gouvernement les délibérations de la séance et espère être prochainement à même de faire connaître la décision définitive de sa Cour sur les bases consignées aux protocoles de la Conférence.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 8.

Séance du 7 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence discute les bases de la loi électorale qui doit être annexée à la convention. Elle décide que les villes seront représentées à Assemblée, et remet à une autre séance la solution définitive des autres points qui ont été mis en délibération.

La Conférence arrête que la durée de chaque législature dans les deux Principautés sera fixée à sept ans.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 9.

Séance du 10 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence reprend la discussion des bases de la loi électorale et arrête celles qui suivent:

„Sera électeur, au premier degré dans les districts, quiconque pourra justifier d'un revenu foncier de cent ducats et au-dessus.

„Sera électeur, au second degré dans les districts, quiconque pourra justifier d'un revenu foncier de mille ducats et au-dessus.

„Sera électeur dans les villes, quiconque pourra justifier d'un capital foncier, industriel ou commercial de six mille ducats au moins, lui appartenant en propre, ou total, et libre de toute hypothèque.

„Tout électeur devra être âgé de vingt-cinq ans révolus au moins.

„Les électeurs au premier degré nommeront parmi eux, dans leurs arrondissements respectifs, trois électeurs, lesquels réunis au chef-lieu districtal, éliront un député par district.

„Les électeurs au second degré, justifiant d'un revenu de mille ducats, éliront directement deux députés par district.

„Les électeurs des villes éliront à Bucharest et à Jassy, trois députés; à Craïova, Ploïesti, Braïlow, Galatz et Ismaïl, deux députés; et dans les autres villes, chef-lieux de district, un député.

1858 „Les élections, par ces trois catégories d'électeurs, se feront séparément et dans des colléges spéciaux.

„Sera éligible indistinctement, dans tous les colléges, quiconque sera âgé de trente ans révolus, et pourra justifier d'un revenu de quatre cents ducats.

„La loi électorale contiendra une sanction pénale contre toute fausse déclaration relative au cens électoral.

„Les étrangers, même domiciliés dans les Principautés ne seront ni électeurs, ni éligibles, à moins d'être naturalisés."

La Conférence ne s'étant pas trouvée en possession de données statistiques suffisantes pour arrêter, en toute connaissance de cause, les bases de la loi électorale, exprime le vœu que cette loi puisse être revisée pendant la seconde législature, si l'expérience en demontrait la nécessité. Le résultat de cette révision serait sanctionné et promulgué par la cour suzeraine, après entente avec les cours garantes.

La Conférence prend ensuite les résolutions ci après:

„L'hospodar sera élu, dans chaque Principauté, par l'Assemblée.

„Si, lorsque la vacance se produit l'Assemblée est réunie, elle devra avoir procédé dans les huit jours à l'élection de l'hospodar; si elle n'est pas réunie, elle sera convoquée immédiatement et réunie dans le plus bref délai; elle devra avoir élu l'hospodar dans les huit jours qui suivront sa réunion.

Les métropolitains seront, de plein droit, comme par le passé, présidents des Assemblées."

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 10.

Séance du 15 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

M. le plénipotentiaire de Turquie propose de décider que dans les Principautés, les protégés ne pourront être ni électeurs ni éligibles.

La Conférence, après un premier examen, ajourne à la prochaine séance la solution de cette proposition, et passe à la discussion des rapports respectifs que devront entretenir la cour suzeraine, les Principautés et les puissances garantes.

M. le plénipotentiaire de la Russie, ainsi qu'il l'avait annoncé dans la quatrième séance, présente à ce sujet des observations qu'il résume par l'exposé suivant:

„La constatation des droits existants qui sont garantis par le traité du 30 mars et les clauses mêmes du traité, déterminent les relations entre les Principautés et la cour suzeraine d'une manière fort précise. Elles peuvent se résumer ainsi:

„Droit de la cour suzeraine de recevoir le tribut, de confirmer 1858
l'élection du Prince, de combiner avec les Principautés les mesures de défense de leur territoire en cas d'agression du dehors, et de provoquer une entente avec les puissances garantes, en cas de nécessité, pour le maintien de l'ordre dans les Principautés; enfin, droit de la cour suzeraine d'appliquer aux Principautés les traités internationaux dans tout ce qui ne porte point atteinte aux immunités du pays.

„Droit des Principautés de régler, sans l'ingérence de la cour suzeraine, toute l'administration intérieure dans les limites stipulées par l'accord des puissances garantes avec la cour suzeraine, et droit de recours aux puissances suzeraine et garantes en cas de violation de leurs immunités.

„Droit réservé aux puissances garantes de régler par voie diplomatique, et par une entente avec la Porte, toute contestation qui serait survenue entre elle et les Principautés."

M. le plénipotentiaire de Prusse rappelle l'avis qu'il a exprimé dans la première séance de la Conférence sur la convenance d'examiner tout d'abord l'étendue des droits respectifs de la Turquie et des Principautés. Il se félicite de la décision que prend la Conférence de faire tous ses efforts pour écarter les chances de malentendu, en s'occupant de définir aussi clairement que possible les droits de la puissance suzeraine et ceux sur lesquels repose l'administration indépendante et nationale que la Sublime-Porte s'est engagée à conserver aux Principautés.

La Conférence délibère sur les droits de la cour suzeraine.

M. le plénipotentiaire de Russie propose de supprimer le tribut extraordinaire que les Principautés payaient à la cour suzeraine à l'avénement de chaque hospodar, et d'élever d'un dixième, à titre de compensation, le montant du tribut annuel.

M. le plénipotentiaire de Turquie déclare qu'il en référera à sa cour, mais il pense que, dans tous les cas, le tribut annuel devrait être fixé proportionellement aux revenus de chaque Principauté et en suivre, par conséquent, les variations. Il ajoute qu'au surplus l'accroissement de territoire obtenu par la Moldavie, justifieuait une augmentation du tribut annuel de cette Principauté.

M. le plénipotentiaire d'Autriche se réserve de faire connaître son avis quand M. le plénipotentiaire de Turquie aura été mis en mesure de communiquer à la Conférence l'opinion de son gouvernement.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne adhère au principe de la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie, mais il désire connaître l'opinion définitive de M. le plénipotentiaire de Turquie avant de s'y rallier entièrement.

1858 MM. les plénipotentiaires de France, de Prusse et de Sardaigne adoptent sans réserve, la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie.

Tous les plénipotentiaires sont d'avis que la cour suzeraine aura à combiner avec les Principautés les mesures de défense de leur territoire en cas d'agression extérieure et à provoquer une entente avec les puissances garantes, en cas de nécessité, pour le maintien de l'ordre dans les Principautés.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne propose d'autoriser les hospodars, en cas de troubles intérieurs qu'ils ne seraient pas en mesure d'apaiser, à solliciter le concours de la puissance suzeraine, et attendant que l'accord s'établisse entre elle et les cours garantes.

Cette proposition, tendant à modifier l'article 27 du traité de Paris, les plénipotentiaires en ajournent la discussion.

La Conférence, après un premier examen, remet à une autre séance de statuer sur tout ce qui concerne l'investiture des hospodars et l'application, dans les Principautés, des traités internationaux.

La Conférence reconnaît que la Porte pourra entretenir ses rapports avec les hospodars, soit par correspondance, soit par l'intermédiare des agents des Principautés résidant à Constantinople (Kapou-Kiaya), soit par l'envoi auprès des hospodars de fonctionnaires chargés de missions spéciales, qui ne pourront toutefois s'immiscer, en aucune manière, dans l'administration du pays.

La Conférence décide que les droits des Principautés comprennent:

Le règlement, en dehors de toute ingérence de la cour suzeraine, et en vertu de leur autonomie, de toute l'administration intérieure dans les limites stipulées par l'accord des puissances garantes avec la cour suzeraine.

La discussion des autres points sera continuée à la prochaine séance.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 11.

Séance du 17 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence reprend l'examen des points mis en discussion dans la dernière réunion.

Elle décide:

Que, comme par le passé, les traités internationaux qui seront conclus par la cour suzeraine avec les puissances étrangères, seront applicables aux Principautés, dans tout ce qui ne portera pas atteinte aux immunités du pays.

Que, en cas de violation des immunités des Principautés, les 1858
hospodars adresseront un recours à la cour suzeraine, et que, s'il n'était pas fait droit à leurs réclamations, ils pourront les faire parvenir, par leurs agents, aux représentants des puissances garantes à Constantinople.

Que les hospodars auront la faculté de se faire représenter auprès de la Cour suzeraine par des Kapou-Kiayas moldaves ou valaques, agréés par la Porte.

Pour ce qui concerne les droits des puissances garantes, mentionnés dans la proposition du plénipotentiaire de la Russie, la Conférence s'en réfère au traité de Paris.

La Conférence arrête que le corps commun sera désigné sous la dénomination de Commission centrale.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 12.

Séance du 23 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence examine les conditions de l'éligibilité à l'hospodorat; elle se réserve de les fixer dans une autre séance.

Les plénipotentiaires reprennent la discussion des propositions relatives au tribut.

M. le plénipotentiaire de la Turquie déclare que sa cour adhère, en principe, à la suppression du tribut extraordinaire qui était payé à l'avénement des hospodars.

La Conférence, prenant en consideration l'accroissement de territoire et de revenus acquis à la Moldavie, et décidant que les Principautés n'auront plus desormais à servir à la Porte aucun tribut extraordinaire lors de l'élection d'un nouvel hospodar, fixe à un million cinq cent mille piastres le tribut annuel de la Moldavie et à deux millions cinq cent mille piastres celui de la Valachie.

La Conférence, après discussion, arrête également:

Que les hospodars auront le droit de dissoudre les Assemblées, à la condition, toutefois, de convoquer une nouvelle Assemblée, qui devra être réunie dans le délai de trois mois.

Revenant sur la proposition faite, dans la séance du 15 juillet, par M. le plénipotentiaire de la Turquie, la Conférence convient que les protégés dans les Principautés ne pourront être ni électeurs, ni éligibles.

M. le plénipotentiaire de la France rappelle que la Conférence, dans sa séance du 10 juin, a ajourné sa résolution en ce qui concerne la nomination des premiers hospodars, et il propose d'y

1858 procéder par la voie ordinaire en confiant, à dater de la promulgation du hatti-chérif de la Porte jusqu'à l'installation des hospodars, l'administration des Principautés à deux commissions (caïmacamies), constituées conformément aux dispositions des statuts organiques en vigueur.

M. le plénipotentiaire de la Turquie déclare qu'il en référera à sa cour.

M. le plénipotentiaire de l'Autriche réserve son opinion.

MM. les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne adhèrent à la proposition de M. le plénipotentiaire de la France.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 13.

Séance du 30 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence délibère sur les conditions de l'éligibilité à l'hospodarat, et adopte la résolution suivante:

„Sera éligible à l'hospodarat, quiconque, âgé de trente-cinq ans et fils d'un père né Moldave ou Valaque, peut justifier d'un revenu foncier de trois mille ducats, pourvu qu'il ait rempli des fonctions publiques pendant dix ans ou fait partie des Assemblées."

La Conférence reprend la discussion sur le drapeau; elle décide que les deux milices conserveront leurs drapeaux actuels, mais que ces drapeaux porteront à l'avenir une banderole de couleur bleue, conforme au modèle annexé au présent protocole.

La Conférence s'occupe de la proposition présentée par M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, dans la séance du 15 juillet, et tendant à modifier les dispositions de l'article 27 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856.

MM. les plénipotentiaires de l'Autriche et de la Russie déclarant que leurs gouvernements respectifs n'ont pas cru devoir les autoriser à participer à la discussion de la question soulevée par la proposition de M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, M. le comte Cowley ne croit pas devoir insister davantage sur sa proposition.

La Conférence délibère sur les conclusions ci-après, formulées par la Commission des Principautés:

1° Abolition des exemptions et des monopoles dont jouissent encore certaines classes, égalité devant l'impôt et devant la loi;

2° Révision de la loi qui établit les rapports entre les propriétaires du sol et les cultivateurs, en vue du véritable intérêt des deux classes;

3° Développement des institutions municipales; 1858

4° Réorganisation du ministère de l'intérieur, dont il est urgent de restreindre les attributions;

5° Séparation plus complète entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Adoption de moyens efficaces pour arriver graduellement à l'inamovibilité des juges et pour moraliser l'ordre judiciaire. Réforme radicale du système pénitentiaire;

6° Réorganisation du système de l'éducation du clergé, afin que le haut clergé réponde à sa vocation et que le clergé de campagne soit relevé de la condition où il se trouve aujourd'hui;

7° Création d'un système complet d'éducation pour toutes les classes de la société. Établissement d'académies pouvant conférer des degrés universitaires;

8° Nécessité du développement des voies de communication, afin de faciliter les relations commerciales;

9° Suppression des gratifications arbitraires et augmentation considérable des traitements de tous les employés;

10° Simplification du système financier; répartition plus équitable de l'impôt sur une base nouvelle qui offrirait les moyens d'augmenter les revenus de l'État.

La Conférence décide que les gouvernements des Principautés seront invités à vouer tous leurs efforts à la réalisation de celles des réformes signalées par la commission qui n'auraient pas trouvé place dans la convention. Cette décision sera portée à la connaissance des gouvernements des Principautés par les soins de la Sublime Porte.

M. le plénipotentiaire de la Russie appelle l'attention de la Conférence sur le conflit existant, dans les Principautés, touchant les biens des couvents dédiés; après examen, la Conférence décide que, pour donner une solution équitable au différend qui existe à ce sujet entre les gouvernements des Principautés et le clergé grec, les parties intéressées seront invitées à s'entendre entre elles au moyen d'un compromis; dans le cas où elles ne parviendraient pas à s'entendre dans le délai d'un an, il sera statué par voie d'arbitrage. Dans le cas où les arbitres ne parviendraient pas à s'entendre, ils choisiront un surarbitre; s'ils se trouvaient également dans l'impossibilité de s'entendre pour le choix de ce surarbitre, la Sublime Porte se concerterait avec les puissances garantes pour le désigner.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 14.

Séance du 9 août 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

M. le plénipotentiaire de l'Autriche, après avoir rappelé qu'il s'était réservé de soumettre à l'approbation de son gouvernement [illegible]

1858 bases générales consignées aux protocoles de la Conférence, annonce qu'il est autorisé à y donner son adhésion.

M. le plénipotentiaire de France dépose le projet de convention et le projet de loi électorale qu'il a préparés conformément au voeu exprimé par la Conférence dans sa séance du 3 juillet, et qui seront annexés au présent protocole.

La Conférence passe à l'examen du projet de convention. Le préambule est lu et adopté.

Les articles 1 et 2 sont réunis en un seul article ainsi conçu:

„Les Principautés de Moldavie et de Valachie, constituées désormais sous la dénomination de Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, demeurent placées sous la suzeraineté de Sa Majesté el Sultan."

La discussion sur l'article 3 du projet, devenu l'article 2, est renvoyée à la prochaine séance.

L'article 3 (ancien article 4) est adopté dans les termes suivants:

„Les Principautés serviront à la cour suzeraine un tribut annuel dont le montant demeure fixé à la somme d'un million cinq cent mille piastres pour la Moldavie et à la somme de deux millions cinq cent mille piastres pour la Valachie.

„L'investiture sera, comme par le passé, conféré eaux hospodars par Sa Majesté le Sultan.

„La cour suzeraine combinera avec les Principautés les mesures de défense de leur territoire, en cas d'agression extérieure, et il lui appartiendra de provoquer, par une entente avec les cours garantes, les mesures nécessaires pour le rétablissement de l'ordre, s'il venait à être compromis.

„Comme par le passé, les traités internationaux qui seront conclus par la cour suzeraine avec les puissances étrangères, seront applicables aux Principautés, dans tout ce qui ne portera pas atteinte à leurs immunités."

L'article 4 (ancien article 5) est adopté dans les termes suivants:

„En cas de violation des immunités des Principautés, les hospodars adresseront un recours à la puissance suzeraine, et, s'il n'est pas fait droit à leur réclamation, ils pourront la faire parvenir, par leurs agents, aux représentants des puissances garantes à Constantinople.

„Les hospodars se feront représenter auprès de la cour suzeraine par des agents (Kapou-Kiaya), nés Moldaves ou Valaques, ne relevant d'aucune juridiction étrangère, et agréés par la Porte."

L'article 5 (ancien article 6) est adopté dans les termes suivants:

„Les pouvoirs publics seront confiés, dans chaque Principauté, à un hospodar et à une Assemblée élective, agissant, dans les cas

prévus par la présente convention, avec le concours d'une commis- 1858
sion centrale commune aux deux Principautés."

Les articles 7, 8, 9, 10 et 11 du projet sont adoptés purement et simplement.

L'article 12 est adopté en ces termes:

„En cas de vacance, et jusqu'à l'installation du nouvel hospodar, l'administration sera dévolue au conseil (des ministres), qui entrera de plein droit en exercice.

„Ses attributions, purement administratives, sont limitées à l'expédition des affaires, sans qu'il puisse révoquer les fonctionnaires autrement que pour délit constaté judiciairement. Dans ce cas, il ne pourvoira à leur remplacement qu'à titre provisoire.

L'examen de la suite du projet est ajourné à la prochaine séance.

M. le plénipotentiaire de la France rappelle qu'aux termes de l'article 17 du traité de Paris, une commission riveraine a été chargée d'élaborer les règlements de la navigation du Danube. M. le comte Walewski demande à MM. les plénipotentiaires de l'Autriche et de la Turquie, s'ils sont en mesure de communiquer le travail de cette commission à la Conférence.

M. le plénipotentiaire de l'Autriche répond que bien que, d'après le traité de Paris, le travail de la commission riveraine n'eût dû être communiqué à la Conférence qu'en même temps que celui de la commission européenne, il est autorisé, toutefois, à le présenter, et il le dépose en demandant que la Conférence en prenne acte.

M. le plénipotentiaire de la Turquie s'associe à la présentation et à la demande faite par M. le baron de Hübner.

MM. le plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne ne pensent pas que la Conférence puisse prendre acte de ce document avant de l'avoir examiné.

M. le comte Walewski propose de remettre à une prochaine séance les observations auxquelles pourrait donner lieu l'examen attentif du document que vient de communiquer M. le baron de Hübner. Cette proposition est adoptée.

M. le plénipotentiaire de la Russie déclare qu'il a été procédé à l'échange des ratifications sur la convention de délimitation en Asie.

(*Suivent les signatures.*)

1858

Protocole No 15.

Séance du 10 août 1858.

Le protocole de la séance d'hier étant lu et adopté, la Conférence reprend l'examen du projet de convention.

Sur les observations présentées par M. le plénipotentiaire de la Turquie et M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, la Conférence revient à l'article 4 déjà adopté, et décide que ce paragraphe sera ajouté à la fin de l'article 13:

„L'investiture sera demandée comme par le passé; elle sera donnée dans le délai d'un mois au plus."

L'article 13 est adopté dans les termes suivants:

„Lorsque la vacance se produira, si l'Assemblée est réunie, elle devra avoir procédé, dans les huit jours, à l'élection de l'hospodar. Si elle n'est pas réunie, elle sera convoqués immédiatement et réunie dans le délai de dix jours. Dans le cas où elle serait dissoute, il serait procédé à de nouvelles élections dans le délai de quinze jours et la nouvelle Assemblée serait également réunie dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront sa réunion, elle devra avoir procédé à l'élection de l'hospodar. La présence des trois quarts du nombre des membres inscrits sera exigée pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où, pendant les huit jours, l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'Assemblée procédera à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents."

L'article 14 du projet est adopté.

L'article 15 est adopté avec une addition dans le premier paragraphe qui demeure rédigé comme il suit:

„L'hospodar gouverne avec le concours de ministres nommés par lui. Il sanctionne et promulgue les lois; il peut refuser sa sanction. Il a le droit de grâce et celui de commuer les peines en matière criminelle, sans pouvoir intervenir autrement dans l'administration de la justice."

La Conférence adopte l'article 16 et décide qu'il sera réuni au suivant dont il formera le premier paragraphe.

Sur l'article 17, M. le plénipotentiaire de l'Autriche propose la suppression des mots: „ou par l'Assemblée qui terminent le dernier paragraphe." La Conférence n'adhérant pas à cette modification, M. le baron de Hübner propose, et la Conférence adopte une disposition additionnelle au même article, ainsi conçue:

„La mise en accusation des ministres ne pourra être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

L'article 18 est adopté avec la substitution du mot élective au mot représentative.

Les articles 19 et 20 sont adoptés avec cette modification que 1858
l'Assemblée se réunira le premier dimanche de décembre au lieu de mars. En outre les deux articles seront réunis en un seul.

Les articles 21 et 22 sont adoptés; ils formeront un seul article.

L'article 23 est modifié comme il suit: „Le président fixe les conditions auxquelles le public sera admis aux séances, sauf les cas d'exception qui seront prevus par le règlement intérieur".

„Il sera dressé, par les soins du président, un procès-verbal sommaire de chaque séance qui sera inséré dans la Gazette officielle."

L'article 24 est adopté avec cette addition finale „quant aux lois d'intérêt commun".

L'article 25 est adopté avec addition de ces mots: . . . „sans participer au vote".

M. le plénipotentiaire de la France rappelle que la Conférence s'est réservé de statuer à l'égard de l'article 3, dont l'examen avait été ajourné par suite des objections que quelque-uns de MM. les plénipotentiaires avaient élevées contre la référence aux anciennes capitulations, mentionnée dans cet article. M. le comte Walewski expose les diverses considérations qui justifient sur ce point la rédaction du projet, et l'article 3 est finalement adopté dans les termes suivants:

„En vertu des capitulations émanées des sultans Bajazet I., Mohammet II., Sélim I. et Soliman II., qui constituent l'autonomie des Principautés, en réglant leurs rapports avec la Sublime Porte et que plusieurs hatti-chériffs, notamment cului de 1834, ont consacrées; conformément aussi aux articles 22 et 23 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, les Principautés continueront de jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des priviléges et immunités dont elles sont en possession.

„En conséquence, les Principautés s'administreront librement en dehors de toute ingérence de la Sublime Porte, dans les limites stipulées par l'accord des puissances garantes avec la cour suzeraine".

M. le plénipotentiaire de la Turquie croit devoir faire remarquer que la mention faite des capitulations dans la convention, ne pourra être interprétée comme une reconnaissance par la Sublime Porte de l'authenticité du texte cité par les Divans ad hoc et que, par conséquent, les dispositions de ce texte ne sauraient être obligatoires pour la Turquie.

(*Suivent les signatures.*)

1858

Protocole N° 16.

Séance du 12 août 1858.

Le protocole de la précédente séance étant lu et adopté, la Conférence continue l'examen du projet de convention.

Les articles 26 et 30 sont adoptés et réunis sous le N° 26.

L'article 27 est adopté dans les termes suivants:

„Les différents fonds provenant, jusqu'à présent, de caisses spéciales, et dont le gouvernement dispose à divers titres, devront être compris au budget général des recettes."

La Conférence adopte la disposition suivante qui sera additionnelle à l'article 15, précédemment adopté:

„La liste civile de chaque hospodar sera votée par l'Assemblée une fois pour toutes lors de son avènement."

L'article 28 est adopté avec une modification consistant à substituer le délai de deux ans à celui de trois pour le règlement définitif des comptes.

Les articles 29, 31, 32 et 33 sont adoptés.

Le premier paragraphe de l'article 34 est modifié comme il suit:

„La commission centrale est permanente. Elle pourra cependant, lorsque ses travaux le lui permettront, s'ajourner pour un temps qui ne devra, en aucun cas, excéder quatre mois."

Le reste de l'article est adopté.

Les articles 35 et 36 sont adoptés.

L'article 37 est modifié ainsi qu'il suit:

„Les dispositions constitutives de la nouvelle organisation des Principautés sont placées sous la sauvegarde de la commission centrale.

„Elle pourra signaler aux hospodars les abus qu'il lui paraîtrait urgent de réformer, et leur suggérer les améliorations qu'il y aurait lieu d'introduire dans les différentes branches de l'administration."

L'article 38 est adopté dans les termes suivants:

„Les hospodars pourront saisir la commission centrale de toutes les propositions qu'il leur paraîtrait utile de convertir en projets de lois communes aux deux Principautés.

„La commission centrale préparera les lois d'intérêt général communes aux deux Principautés et soumettra ces lois, par l'intermédiaire des hospodars, aux délibérations des Assemblées."

L'article 39 est adopté comme il suit:

„Sont considérées comme lois d'intérêt général toutes celles qui ont pour objet l'unité de législation l'établissement, le maintien ou l'amélioration de l'union douanière, postale, télégraphique, la fixation du taux monétaire, et les différentes matières d'utilité publique communes aux deux Principautés."

La Conférence modifie l'ordre d'abord adopté pour les premiers articles de Convention, de 1 à 10. 1858

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 17.

Séance du 14 août 1858.

Le protocole de la séance du 12 étant lu et adopté, la Conférence continue l'examen du projet de convention.

Le premier paragraphe de l'article 40 est adopté. Le deuxième paragraphe est modifié comme il suit:

„Elle revisera les règlements organiques ainsi que les Codes civil, criminel, de commerce et de procédure, de telle manière que, sauf les lois d'intérêt purement local, il n'existe plus qu'un seul et même corps de législation, qui sera exécutoire dans les deux Principautés, après avoir été voté par les Assemblées respectives, sanctionné et promulgué par chaque hospodar."

Les articles 41, 42, 43. 44, 45 et 46 sont adoptés.

L'article 47 est adopté avec addition d'un paragraphe final ainsi conçu: „Le chiffre des milices régulières, fixé par les règlements organiques, ne pourra être augmenté de plus d'un tiers, sans une entente préalable avec la cour suzeraine."

L'article 48 est adopté dans les termes suivants:

„Les milices devront être réunies toutes les fois que la sûreté de l'intérieur ou celle des frontières serait menacée. La réunion pourra être provoquée par l'un ou l'autre hospodar, mais elle ne pourra avoir lieu que par suite de leur commun accord, et il en sera donné avis à la cour suzeraine.

„Sur la proposition des inspecteurs, les hospodars pourront également réunir, en tout ou en partie, les milices en camp de manoeuvres, ou pour les passer en revue."

L'article 49 est adopté comme il suit:

„Le commandant en chef sera désigné alternativement par chaque hospodar, lorsqu'il y aura lieu de réunir les milices. Il devra être Moldave ou Valaque de naissance. Il pourra être révoqué par l'hospodar qui l'aura nommé. Le nouveau commandant en chef sera, dans ce cas, désigné par l'autre hospodar."

L'article 50 est adopté en ces termes:

„Les deux milices conserveront leurs drapeaux actuels, mais ces drapeaux porteront à l'avenir une banderole de couleur bleue, conforme au modèle annexé à la présente convention."

Les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 51, sont adoptés; un paragraphe additionnel qui sera le quatrième est adopté comme suit:

1858 „Les Moldaves et les Valaques de tous les rites chrétiens jouiront également des droits politiques. La jouissance de ces droits pourra être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives."

Le paragraphe 4, du projet, qui devient le 5, est modifié comme il suit:

„Tous les priviléges, exemptions ou monopoles, dont jouissent encore certaines classes, seront abolis, et il sera procédé sans retard à la révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires du sol avec les cultivateurs en vue d'améliorer l'état des paysans."

Le paragraphe additionnel suivant est encore adopté pour prendre place à la fin de l'article 51.

„Les institutions municipales, tant urbaines que rurales, recevront tous les développements que comportent les stipulations de la présente convention."

Les articles 52 et 54 sont adoptés.

L'article 54 est modifié comme il suit:

„Au moment de la publication dudit hatti-chérif, l'administration sera remise par les caïmacams actuels, dans chaque Principauté, à une commission intérimaire (caïmacamie), constituée conformément aux dispositions du règlement organique. En conséquence, ces commissions seront composées du président du Divan princier, du grand logothète et du ministre de l'intérieur, qui étaient en fonctions sous les derniers hospodars, avant l'installation, en 1856, des administrations provisoires.

„Lesdites commissions s'occuperont immédiatement de la confection des listes électorales, qui devront être dressées et affichées dans un délai de cinq semaines. Les élections auront lieu trois semaines après la publication des listes. Le dixième jour qui suivra, les députés devront être réunis, dans chaque Principauté, à l'effet de procéder, dans les délais établis ci-dessus, à l'élection des hospodars."

L'article 55 et dernier est adopté avec la fixation d'un délai de cinq semaines pour l'échange des ratifications.

La Conférence procède ensuite l'examen du projet de stipulations électorales qui avait été déposé par M. le plénipotentiaire de la France dans la séance du 9 août. Les articles de ce projet sont successivement adoptés sans modification, sauf:

L'article 1, dans lequel les mots: „Assemblée des Députés" sont remplacés par ceux de: „Assemblée élective."

L'article 6, auquel sont ajoutés ces mots: „..... ou seulement infamantes".

Et les articles 21 et 22 qui sont fondus ensemble et rédigés comme il suit:

„Toute personne qui se sera fait inscrire sur les listes électo- 1858
rales au moyen de déclarations frauduleuses, ou en dissimulant l'une des incapacités prévues, ou qui aura réclamé et obtenu son inscription sur plusieurs listes, ou qui aura pris part au vote, quoique non inscrite ou déchue du droit électoral, sera punie d'une amende de 100 ducats au moins et de 1000 ducats au plus, ou d'un emprisonnement de huit jours au moins et de trois mois au plus."

(*Suivent les signatures.*)

Protocole N° 18.

Séance du 16 août 1858.

Le protocole de la séance du 14 août est lu et adopté.

M. le plénipotentiaire de France, après avoir rappelé la constatation faite par la plupart des membres de la commission européenne des abus de la juridiction consulaire dans les Principautés, et le voeu émis par eux qu'il y soit porté remède, annonce que M. le comte Kisseleff fait, à ce sujet, une proposition dont il demande l'insertion au protocole. Cette proposition est ainsi conçue :

„La commission, dans son rapport, émet le voeu, à la presque unanimité, que la juridiction consulaire soit supprimée dans les Principautés, le plus tôt possible. La cour de Russie est disposée à accéder, dès à présent, à la réalisation de ce voeu, si les autres puissances y consentent. Dans le cas où cette mesure ne paraitrait pas encore opportune, il est urgent, selon le rapport même de la commission, et surtout pour assurer le succès des nouvelles institutions dont le pays sera doté, de faire cesser les abus provoqués par la juridiction consulaire."

A cet effet, M. le plénipotentiaire de Russie propose que les gouvernements princiers soient expressément invités à constater les abus précités selon la proposition faite dans ce sens par les commissaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne, afin qu'ils soient réprimés sans retard, et que la juridiction consulaire, se bornant aux nationaux respectifs, soit rigidement restreinte aux limites posées par les traités.

M. le comte Walewski fait remarquer qu'il y a deux parties dans la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie: l'une, qui implique l'abolition de la juridiction consulaire, et sur laquelle il ne croit pas devoir se prononcer en ce moment; l'autre, qui se réfère à la suppression des abus provenant de l'exercice de cette juridiction, et à laquelle il adhère avec empressement.

Fuad-Pacha dit qu'à son avis il y a de pareils abus dans toutes les parties de l'empire ottoman, et que, pour ce qui concerne les

1858 Principautés, leurs gouvernements devraient s'entendre pour cet abus dont il s'agit, avec la cour suzeraine.

M. le plénipotentiaire de l'Autriche rappelle le XIVme protocole du congrès de Paris dans lequel est consigné le voeu qu'une délibération soit ouverte à Constantinople, après la conclusion de la paix, entre la Porte et les représentant des autres puissances, à l'effet de réviser les stipulations fixant les rapports commerciaux de ces puissances avec la Turquie et la condition des étrangers dans l'empire ottoman. La marche à suivre se trouve donc indiquée d'avance, et M. le baron de Hübner ne peut adhérer à une proposition qui modifierait le voeu du Congrès. C'est à Constantinople qu'on doit procéder par voie d'entente entre la Porte et les représentants des puissances signataires.

M. le plénipotentiaire de Russie répond que les commissaires ont fait appel à la Conférence, et qu'elle se tro uve ainsien demeure de s'expliquer.

M. le comte Walewski déclare que, en ce qui concerne la première partie de la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie, c'est-à-dire l'abolition de toute juridiction consulaire dans les Principautés, il n'a qu'à donner son assentiment à ce que vient de dire M. le baron de Hübner. Mais pour ce qui est de la constatation des abus auxquels donne lieu cette juridiction, il est d'avis que la Conférence peut, sans qu'il y ait là, de sa part, aucune déviation de son mandat, insérer dans ses actes une invitation aux gouvernements des Principautés de constater ces abus en vue d'y porter remède. Cette constatation appartient aux pouvoirs locaux, sauf à s'entendre ensuite avec le gouvernement ottoman pour remédier aux abus.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit qu'il ne saurait adhérer à une proposition aussi limitée que celle de M. le comte Kisseleff; son gouvernement s'associerait volontiers à une révision générale de la juridiction consulaire. Il y a des abus de la part des agents de toutes les puissances; il est donc d'avis qu'il conviendrait de prendre la question dans son ensemble, au lieu de la renfermer dans des termes restreints.

M. le comte Walewski rappelle qu'il ne s'agit pas en ce moment de la question générale de l'abolition ou du maintien de la juridiction consulaire, mais des abus seulement. La révision des traités n'est pas du ressort de la Conférence, mais elle est compétente pour s'occuper de la constatation des abus; s'ils sont avérés, il est impossible que la Conférence n'y prête pas attention; or, il résulte du rapport de la commission, dont il vient d'être donné lecture, que ces abus sont flagrants et manifestes.

Fuad-Pacha répète que les abus dont il s'agit existent dans tout l'empire ottoman; la réforme qu'il convient d'y apporter n'est

pas de la compétence des hospodars, mais c'est à la Porte qu'il ap- 1858
partient d'examiner la question de concert avec les puissances.

M. le comte Cowley fait observer que les puissances ne sauraient inviter les hospodars à faire des constatations qui seraient dirigées contre elles-mêmes, dans la personne de leurs agents.

M. le baron de Hübner adhère complètement à la manière de voir que vient d'exprimer M. le plénipotentiaire d'Angleterre.

M. le plénipotentiaire de Prusse croit que, dans les circonstances actuelles, une suppression entière de la juridiction consulaire sur les sujets étrangers respectifs n'est pas opportune, les tribunaux du pays n'offrant pas encore des garanties suffisantes. Il faut donc, selon lui, se borner à donner suite à la pensée qui se trouve énoncée dans le rapport de la Commission, c'est-à-dire restreindre sévèrement les attributions judiciaires des consuls dans les limites posées par les traités. M. le comte de Hatzfeldt rappelle, à cette occasion, que les abus signalés dans le rapport de la Commission, sont de longue date; il cite à ce sujet l'article 93 du règlement organique qui a eu déjà pour objet de diminuer les abus de cette nature. M. le plénipotentiaire de Prusse adhère, de même que M. le plénipotentiaire de France, à la seconde partie de la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie.

M. le plénipotentiaire de Sardaigne reconnaît l'urgence et la nécessité de la proposition; il est d'avis qu'il faut donner aux gouvernements locaux la force nécessaire pour constater les abus en vue de les faire cesser; il ne saurait, d'ailleurs, se mettre en contradiction avec le commissaire sarde qui a signalé l'état des choses.

M. le plénipotentiaire de France rappelle que MM. les plénipotentiaires d'Autriche et de Turquie ont présenté, dans une des dernières séances, le travail élaboré à Vienne pour le règlement de la navigation du Danube; il propose à la Conférence de s'en occuper et d'entendre les observations que les plénipotentiaires peuvent avoir à présenter sur ce sujet important.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit que, ayant soumis les règlements pour la navigation du Danube, présentés à la Conférence dans sa quatorzième séance par M. le plénipotentiaire d'Autriche, à l'examen de son gouvernement, il a reçu l'ordre d'y proposer plusieurs modifications.

Il doit remarquer d'abord que dans l'article des règlements pour la libre navigation des fleuves, inséré au traité de Vienne, traité qui doit servir de base aux règlements concernant le Danube, se trouve la phrase suivante: „La navigation .... sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne."

1858 Or, ces mots ne se trouvent pas dans les règlements pour le Danube élaborés à Vienne. De plus, l'acte du Congrès de Vienne déclare que les règlements pour la navigation du Rhin seront arrêtés „d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorable que possible au commerce de toutes les nations".

Ces mots sont également omis dans l'acte de 1857, conçu dans un esprit plus exclusif et plus favorable aux États riverains.

Dans l'acte de 1857, aucune mention n'est faite des affluents du Danube. Lord Cowley désire que cette lacune soit remplie.

Passant à l'article 5, le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne remarque que cet article devient superflu, si les articles 1 et 8 sont modifiés ou supprimés conformément à sa proposition.

Sur l'article 8, le comte Cowley déclare que cette disposition n'est pas d'accord avec les préliminaires de paix annexés au premier protocole du Congrès de Paris, qui porte „que la liberté du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée par des institutions européennes, dans lesquelles les puissances contractantes seront également représentées".

La même disposition est, suivant lui, opposée aux articles 15 et 16 du traité de Paris, qui, non-seulement déclarent d'une manière générale que la navigation du Danube sera réglée d'après les principes établis par le Congrès de Vienne, mais qui stipulent, en outre, que, „sauf ces règlements (de police et de quarantaine), il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation de ce fleuve". Il est ajouté (article 16) que, sous tous les rapports, „les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalite". Ces deux passages ne peuvent se concilier avec l'intention manifestée par l'acte de 1857 de défendre le commerce du fleuve à tous les pavillons, excepté ceux des États riverains.

Cet article 8 n'est pas non plus en harmonie, poursuit M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, avec l'article 3 du traité de Paris de 1814 (base du traité de Vienne de 1815), qui dit que la navigation des fleuves européens sera réglée „de la manière la plus égale et la plus favorable au commerce de toutes les nations", ni avec les principes établis par le traité de Vienne de 1815, ainsi qu'avec les actes y annexés sur la navigation des fleuves.

Il lui semble enfin être en désaccord avec l'acte le plus récent d'une pareille nature, c'est-à-dire le traité sur la libre navigation du Pô, passé entre l'Autriche et trois États italiens en 1849, en conformité des prévisions expresses du Congrès de Vienne.

Les priviléges exclusifs accordés par l'article 9 aux entrepreneurs de navigation „appartenant à l'un des pays riverains" ne sauraient, dans l'opinion du plénipotentiaire de la Grande-Bretagne,

s'harmoniser avec l'esprit de libéralité qui animait les Congrès de 1858
Vienne et de Paris.

Les articles 11 à 18, dit M. le plénipotentiaire d'Angleterre, rédigés dans le but de pourvoir à la sûreté publique, ont pour objet de sauvegarder le monopole créé par l'article 8; il propose qu'ils soient supprimés de même que cet article.

La même observation s'applique aux derniers paragraphes de l'article 35, lesquels se rattachent aux articles 14, 16 et 17. Aucun inconvénient ne peut résulter de cette omission, puisque l'établissement des pilotes, légalement autorisés dans les parties dangereuses du fleuve, est prévu par l'article 33. Il serait à désirer, cependant, que les droits de pilotage fussent assujettis à l'approbation et à la révision de la commission permanente.

Quant aux articles concernant la quarantaine, M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne fait observer que la teneur en est très vague, et il doit se prononcer contre la détention des bâtiments „sous soupçon de maladie pestilentielle dans la Turquie d'Europe". Il croit que le fait de l'existence d'une telle maladie dans le port que le bâtiment vient de quitter, mentionné sur la patente de santé, doit seul justifier sa mise en quarantaine.

Par l'article 34, les puissances riveraines se réservent le droit de modifier les règlements existants ou d'en établir d'autres. M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne exprime la conviction que de tels changements ne pourront s'effectuer sans le consentement des puissances signataires du traité de Paris.

Finalement, M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne croit qu'il est nécessaire d'ajouter à l'article 45, qui stipule que „pour tout ce qui ne se trouve pas réglé par le présent acte de navigation, les traités, conventions et arrangements existants déjà entre les États riverains restent en vigueur", les mots suivants: „pourvu qu'il ne s'y trouve rien d'incompatible avec les principes de libre navigation établis par le traité de Vienne".

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne demande l'insertion au protocole des propositions suivantes:

Supprimer les articles 5, 8 et 9 à 18 inclusivement.

Substituer à l'article 1er la rédaction ci-après: „la navigation du Danube, depuis l'endroit où ce fleuve devient navigable jusque dans la mer Noire, et depuis la mer Noire jusqu'au dit endroit, soit en descendant, soit en remontant, sera entièrement libre, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs, et ne pourra être interdite à personne, en se conformant toutefois aux règlements qui seront arrêtés pour sa police d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorable que possible au commerce de toutes les nations".

1858 Le système qui sera établi pour la navigation du Danube, tant pour la perception des droits que pour le maintien de sa police, sera le même pour tout le cours du fleuve et s'étendra sur ceux de ses affluents qui, dans leur cours navigable, séparent ou traversent différents États.

A l'article 7 supprimer les mots: „et 6".

A l'article 9 supprimer les mots: „appartenant à un des pays riverains".

A l'article 30 substituer la rédaction ci-après: „Les bâtiments naviguant sur le Danube ne pourront être assujettis à aucune mesure quarantenaire, à moins que l'existence d'une maladie pestilentielle dans le port d'où ils viennent ne soit constatée par la patente de santé dont ils sont munis".

A l'article 35 supprimer les deux derniers paragraphes.

A l'article 45, l'addition des mots suivants: „Pourvu qu'il ne s'y trouve rien qui soit incompatible avec les principes de libre navigation établis par le traité de Vienne".

M. le plénipotentiaire de France pense que les dispositions contenues dans le travail élaboré à Vienne ne sont d'accord ni avec les stipulations du traité de Paris de 1856, ni avec les principes de l'acte de Vienne de 1815, ni avec les énonciations du traité de Paris de 1814, auxquelles il convient de se référer pour déterminer le sens précis de l'acte du Congrès de Vienne. M. le comte Walewski adhère entièrement aux observations et aux propositions présentées par M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne.

Il ajoute qu'en ce qui concerne les affluents, il doit faire remarquer que son gouvernement est d'autant mieux fondé à demander que la liberté de navigation soit également appliquée aux cours d'eau de cette nature, qu'on se rappellera qu'à l'occasion d'une concession faite par le gouvernement moldave à une Compagnie française pour l'exploitation du Sereth, et sur la réclamation formelle de l'Autriche et à la suite d'une correspondance échangée avec cette puissance et la Porte, le gouvernement français consentit à l'annulation de ce privilége. M. le comte Walewski se croit en droit, au nom de son gonvernement et conformément aux déclarations par lui faites antérieurement, d'invoquer ce précédent pour demander avec insistance que tous les affluents du Danube, sans exception, soient ouverts à la navigation de toutes les puissances.

M. le plénipotentiaire de Prusse adhère, comme le plénipotentiaire de France, aux propositions de lord Cowley.

M. le plénipotentiaire de Russie adhère aux propositions de lord Cowley qui renferment celles qu'il avait lui-même à faire au nom de son gouvernement. Il fait, en outre, une proposition tendant à ce que les pilotes de toutes les nations soient admis sur le

Danube, en se conformant aux conditions imposées aux pilotes des 1858
États riverains.

M. le plénipotentiaire de Sardaigne émet l'avis que l'acte élaboré à Vienne ne répond pas à ce que la Conférence était en droit d'attendre. Il adhère aux observations de MM. les plénipotentiaires de France, d'Angleterre, de Prusse et de Russie.

M. le plénipotentiaire d'Autriche répond que, contrairement aux déclarations exprimées par MM. les plénipotentiaires de France et de la Grande-Bretagne auxquelles ont adhéré MM. les plénipotentiaires de Prusse, de Russie et de Sardaigne, son gouvernement a la conviction que le travail de la commission riveraine est, en tous points, conforme aux traités de Vienne et de Paris.

M. le baron de Hübner commence par établir que les principes de l'acte du Congrès de Vienne et les stipulations du traité de Paris de 1856 sont seuls obligatoires pour les États riverains signataires du traité de Paris. Or, quels sont ces principes, quelles sont ces stipulations?

L'article 109 de l'acte du Congrès de Vienne dit: „La navigation dans tout le cours des rivières indiquées dans l'acte précédent, du point où chacune d'elles devient navigable jusqu'à son embouchure, sera entièrement libre et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne; bien entendu que l'on se conformera aux règlements relatifs à la police de cette navigation, lesquels seront conçus d'une manière uniforme pour tous et aussi favorables que possible au commerce de toutes les nations".

On ne saurait déduire de cette disposition une liberté absolue de navigation pour les pavillons de toutes les nations. Mais en admettant même, ce que le plénipotentiaire d'Autriche est loin d'admettre, que cet article soit susceptible d'interprétations diverses, où doit-on chercher l'interprétation authentique, si ce n'est dans les protocoles de la commission instituée pour les questions de navigation fluviale et composée de ce même Congrès. Consultons, dit M. le baron de Hübner, ces protocoles.

Le 2 février 1815, dans la première séance de cette commission, M. le duc de Dalberg, plénipotentiaire de France, a proposé: „Article 1. Le Rhin... sera, sous le rapport du commerce et de la navigation, consideré comme un fleuve commun entre les divers États qu'il sépare ou traverse. Article 2. La navigation... sera entièrement libre et ne pourra être interdite à personne, en se conformant, toutefois, aux règlements, etc."

Dans la seconde conférence, tenue le 8 février 1815, lord Clancarty, se référant au traité de Paris de 1814, „a propo[illegible] le protocole, „sur la base du traité de Paris, et afin d'ét[illegible] liberté de la navigation du Rhin à toutes les nations, de sub[illegible]

1858 la rédaction du plénipotentiaire de France, la rédaction suivante: „Article 1. Le Rhin sera entièrement libre au commerce et à la navigation de toutes les nations".

Cette proposition, n'ayant pas eu de suites, il la reproduisit dans la septième conférence, du 3 mars 1815. „Cependant", dit le protocole, „les autres membres de la commission ont été d'avis qu'il n'y avait pas lieu à faire cet amendement, vu .... que les dispositions du traité de Paris ne visaient qu'à débarrasser la navigation des entraves qu'un conflit entre les États riverains pourrait faire naître, et non à donner à tout sujet d'État non riverain un droit de navigation égal à celui des sujets des États riverains, et pour lequel il n'y aurait aucune réciprocité".

Telle etait la pensée des auteurs de l'acte du Congrès de Vienne, tel est le sens qu'ils ont eux-mêmes donné à leur oeuvre et notamment à l'article 109, lorsqu'ils étaient occupés à jeter les bases des règlements pour le Rhin. Les dispositions qui, encore aujurd'hui, règlent la navigation de ce fleuve, ne s'en écartent point et si elles sont conformes aux principes de l'acte du Congrès de Vienne, ce qui n'a jamais été contesté, — l'acte de navigation du Danube, élaboré dans un esprit bien plus libéral, — une comparaison des deux règlements le prouve, — doit l'être légalement et à plus forte raison.

M. le plénipotentiaire d'Autriche passe à l'examen du traité de Paris. Ce traité place en tête des articles relatifs à la navigation du Danube, la disposition fondamentale que les principes de l'acte du Congrès de Vienne seront à l'avenir appliqués au Danube. Dès lors, l'acte du Congrès de Vienne est devenu la règle; les exceptions ont dû être, et elles ont été, en effet, expressément stipulées par le traité de Paris. Or, l'acte du congrès de Vienne maintient la distinction entre les États riverains et non riverains, et le traité de Paris ne l'abolit pas. Les positions particulières des riverains ont été expressément réservées dans les préliminaires de la paix de Paris et dans le protocole VIII du 12 mars 1856. Ce n'est que pour les bouches du Danube que le traité du 30 mars a créé un état de choses nouveau, et par là, exceptionnel au point de vue de l'acte du Congrès de Vienne.

„M. le plénipotentiaire de la Grande Bretagne", poursuit M. le baron de Hübner, „objecte à l'article 8 de l'acte de navigation du Danube, parce qu'il réserve le cabotage aux États riverains, mais l'acte du Congrès de Vienne n'a pas accorde ce droit aux pavillons des États non riverains, témoin les règlements de la navigation du Rhin et de l'Elbe, élaborés en conformité de cet acte, et le traité de Paris ne contient aucune clause étendant aux pavillons de toutes les nations la jouissance de ce droit. L'article 16 du traité de Paris,

cité par lord Cowley, ne peut s'appliquer, selon M. le plénipotentiaire d'Autriche, qu'à la navigation aux bouches du Danube. Mais, de ce que les riverains se réservent le droit de cabotage pour les raisons qui viennent d'être exposées, il ne s'en suit pas qu'ils entendent, comme le pense M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, interdire le commerce du fleuve à tous les pavillons non riverains." 1858

La suppression des articles 11 à 18 et les modifications que lord Cowley propose d'apporter à l'article concernant les quarantaines, et à l'article 34, relatif aux changements ultérieurs du règlement fluvial, seraient incompatibles avec les droits de souveraineté des États riverains et priveraient les gouvernements de ces États des moyens de pourvoir efficacement au maintien de l'ordre et aux exigences de l'hygiène publique. Notamment en ce qui concerne l'observation de M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne à l'article 34, le plénipotentiaire d'Autriche rappelle que les règlements pour la navigation du Rhin et de l'Elbe ont été souvent modifiés par des commissions riveraines, sans que jamais, autant qu'il sache, des puissances non riveraines eussent demandé, et, certes, sans que jamais les États riverains leur eussent reconnu le droit d'intervenir dans ces travaux.

M. le baron de Hübner croit avoir constaté le parfait accord du règlement danubien avec les principes de l'acte du Congrès de Vienne et avec le traité de Paris, et avoir, en même temps, répondu aux principales objections de M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne. Si, pour ne pas entrer dans trop de développements, il n'a pas combattu une à une toutes les observations présentées par MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne, il prie la Conférence de ne pas en inférer qu'il y adhère.

M. le plénipotentiaire de France croit devoir présenter deux observations sur l'exposé de M. le Baron de Hübner: il dit que ce sont les principes de l'acte du Congrès de Vienne qui doivent être invoqués, et non les conséquences qui, par voie d'interprétation, ont pu en être déduites par les auteurs du règlement de la navigation du Rhin; or, si quelque doute pouvait subsister sur l'esprit et la portée de ces principes, il serait dissipé par la disposition primitive et fondamentale du traité de 1814. Quant à l'argumentation que M. le plénipotentiaire d'Autriche a basée sur le traité de Paris de 1856, M. le comte Walewski se borne à rappeler les termes de l'article 16, portant que, sous le rapport des droits à prélever aux embouchures, „comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité".

M. le plénipotentiaire de Turquie est d'avis que l'acte élaboré à Vienne est conforme au traité de Paris et à l'acte du Congrès

1858 de Vienne. Il adhère donc à ce qu'a dit M. le plénipotentiaire d'Autriche.

M. le comte Cowley fait remarquer que M. le baron de Hübner n'a parlé que du règlement pour la navigation du Rhin et qu'il a passé sous silence les règlements plus récemment adoptés pour la navigation du Pô. Du reste, si le règlement de la navigation du Rhin n'a été, jusqu'à présent, l'objet d'aucune réclamation, on ne serait nullement fondé à conclure de cette abstention que ce règlement est conforme aux principes de l'acte du Congrès de Vienne.

M. le plénipotentiaire d'Autriche dit qu'il transmettra à Vienne le protocole où seront consignées les opinions émises, afin que son gouvernement puisse les prendre en considération, et en faire l'objet d'une entente avec les autres gouvernements riverains, pour rechercher les moyens d'avoir égard aux voeux des puissances, sans porter atteinte au droit de souveraineté des États riverains.

M. le plénipotentiaire de Turquie fait la même déclaration.

M. le comte Walewski demande si M. le plénipotentiaire d'Autriche peut fixer l'époque à laquelle il sera en mesure de faire connaître à la Conférence la réponse de son gouvernement.

M. le baron de Hübner répond que, dans son opinion, l'entente qu'il s'agit d'établir au sujet du travail de la commission riveraine, réclamera quelques mois. Il ajoute qu'un égal espace de temps suffira, sans doute, à la commission européenne pour terminer sa tâche, en sorte que la Conférence se trouverait en mesure de prendre acte, en même temps, des travaux des deux commissions, de prononcer, aux termes de l'article 18, la dissolution de la commission européenne et d'en transférer les pouvoirs à la commission riveraine permanente.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne font observer que la commission européenne ne pourra pas avoir terminé ses travaux dans l'espace de quelques mois; ils rappellent que, conformément à l'article 18 du traité de Paris, la commission doit avoir terminé son travail dans l'espace de deux ans, et que, comme on ne saurait, à leur avis, faire dépendre la clôture du travail de la commission riveraine de celle de la commission européenne, ils espèrent que les plénipotentiaires d'Autriche et de la Turquie seront en mesure, avant l'expiration de ce délai, de faire connaître la suite qui aura été donnée par la commission riveraine aux observations consignées dans le protocole de ce jour.

M. le plénipotentiaire d'Autriche dit que le traité de Paris a fixé le même délai pour les deux commissions et rappelle ce qu'il a énoncé à ce sujet, en présentant à la Conférence dans sa XVIme séance l'acte de navigation.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, 1858
de Prusse, de Russie et de Sardaigne persistent dans leur opinion et ils ajoutent que, d'après les termes et l'esprit du traité de Paris, il n'est pas douteux que le soin de débarrasser les embouchures de tous les obstacles apportés à la navigation ne soit dévolu exclusivement à la commission européenne.

M. le plénipotentiaire d'Autriche pense que si le Congrès avait eu l'intention de charger la commission européenne de l'entière exécution de ces travaux, il aurait fixé pour sa durée un plus long délai.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne n'admettent pas que les termes de l'article 16 puissent laisser subsister à cet égard le moindre doute.

M. le plénipotentiaire de Turquie annonce que, bien qu'ayant donné une interprétation différente à l'article 16, son gouvernement adhérera, cependant, à l'opinion qui vient d'être émise par MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne.

M. le comte Kisseleff dit qu'il doit être bien entendu que l'acte de navigation ne sera pas mis à exécution avant qu'un accord complet ne soit établi entre toutes les puissances signataires.

M. le baron de Hübner répond que l'acte de navigation a été rendu exécutoire, en vertu d'un droit de souveraineté, que son gouvernement considère comme incontestable et qu'il doit en conséquence maintenir.

MM. les plénipotentaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne pensent que la question dont il s'agit concerne uniquement l'exécution des traités et ne touche nullement au droit de souveraineté; ils déclarent que, dans leur opinion, le travail de la commission riveraine ne peut pas être rendu exécutoire, avant qu'une entente ne se soit établie sur son contenu entre toutes les puissances signataires.

M. le plénipotentiaire ottoman maintient que la Turquie se trouve placée dans la même position que les autres puissances riveraines, et qu'en vertu des droits de souveraineté, elle pourrait mettre à exécution l'acte de navigation. Toutefois, prenant en considération les observations qui ont été présentées, la Sublime-Porte consent à attendre la solution de la question soulevée, avant d'appliquer sur la partie du fleuve qui parcourt le territoire de l'empire ottoman, l'acte de navigation, et à maintenir l'état actuel des choses, résultant de ses traités avec les puissances non riveraines.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne ne doutent pas que les décl[illegible]

1858 de Vienne. Il adhère donc à ce qu'a dit M. le plénipotentiaire d'Autriche.

M. le comte Cowley fait remarquer que M. le baron de Hübner n'a parlé que du règlement pour la navigation du Rhin et qu'il a passé sous silence les règlements plus récemment adoptés pour la navigation du Pô. Du reste, si le règlement de la navigation du Rhin n'a été, jusqu'à présent, l'objet d'aucune réclamation, on ne serait nullement fondé à conclure de cette abstention que ce règlement est conforme aux principes de l'acte du Congrès de Vienne.

M. le plénipotentiaire d'Autriche dit qu'il transmettra à Vienne le protocole où seront consignées les opinions émises, afin que son gouvernement puisse les prendre en considération, et en faire l'objet d'une entente avec les autres gouvernements riverains, pour rechercher les moyens d'avoir égard aux voeux des puissances, sans porter atteinte au droit de souveraineté des États riverains.

M. le plénipotentiaire de Turquie fait la même déclaration.

M. le comte Walewski demande si M. le plénipotentiaire d'Autriche peut fixer l'époque à laquelle il sera en mesure de faire connaître à la Conférence la réponse de son gouvernement.

M. le baron de Hübner répond que, dans son opinion, l'entente qu'il s'agit d'établir au sujet du travail de la commission riveraine, réclamera quelques mois. Il ajoute qu'un égal espace de temps suffira, sans doute, à la commission européenne pour terminer sa tâche, en sorte que la Conférence se trouverait en mesure de prendre acte, en même temps, des travaux des deux commissions, de prononcer, aux termes de l'article 18, la dissolution de la commission européenne et d'en transférer les pouvoirs à la commission riveraine permanente.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne font observer que la commission européenne ne pourra pas avoir terminé ses travaux dans l'espace de quelques mois; ils rappellent que, conformément à l'article 18 du traité de Paris, la commission doit avoir terminé son travail dans l'espace de deux ans, et que, comme on ne saurait, à leur avis, faire dépendre la clôture du travail de la commission riveraine de celle de la commission européenne, ils espèrent que les plénipotentiaires d'Autriche et de la Turquie seront en mesure, avant l'expiration de ce délai, de faire connaître la suite qui aura été donnée par la commission riveraine aux observations consignées dans le protocole de ce jour.

M. le plénipotentiaire d'Autriche dit que le traité de Paris a fixé le même délai pour les deux commissions et rappelle ce qu'il a énoncé à ce sujet, en présentant à la Conférence dans sa XVIme séance l'acte de navigation.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, 1858
de Prusse, de Russie et de Sardaigne persistent dans leur opinion et ils ajoutent que, d'après les termes et l'esprit du traité de Paris, il n'est pas douteux que le soin de débarrasser les embouchures de tous les obstacles apportés à la navigation ne soit dévolu exclusivement à la commission européenne.

M. le plénipotentiaire d'Autriche pense que si le Congrès avait eu l'intention de charger la commission européenne de l'entière exécution de ces travaux, il aurait fixé pour sa durée un plus long délai.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne n'admettent pas que les termes de l'article 16 puissent laisser subsister à cet égard le moindre doute.

M. le plénipotentiaire de Turquie annonce que, bien qu'ayant donné une interprétation différente à l'article 16, son gouvernement adhérera, cependant, à l'opinion qui vient d'être émise par MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne.

M. le comte Kisseleff dit qu'il doit être bien entendu que l'acte de navigation ne sera pas mis à exécution avant qu'un accord complet ne soit établi entre toutes les puissances signataires.

M. le baron de Hübner répond que l'acte de navigation a été rendu exécutoire, en vertu d'un droit de souveraineté, que son gouvernement considère comme incontestable et qu'il doit en conséquence maintenir.

MM. les plénipotentaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne pensent que la question dont il s'agit concerne uniquement l'exécution des traités et ne touche nullement au droit de souveraineté; ils déclarent que, dans leur opinion, le travail de la commission riveraine ne peut pas être rendu exécutoire, avant qu'une entente ne se soit établie sur son contenu entre toutes les puissances signataires.

M. le plénipotentiaire ottoman maintient que la Turquie se trouve placée dans la même position que les autres puissances riveraines, et qu'en vertu des droits de souveraineté, elle pourrait mettre à exécution l'acte de navigation. Toutefois, prenant en considération les observations qui ont été présentées, la Sublime-Porte consent à attendre la solution de la question soulevée, avant d'appliquer sur la partie du fleuve qui parcourt le territoire de l'empire ottoman, l'acte de navigation, et à maintenir l'état actuel des choses, résultant de ses traités avec les puissances non riveraines.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne ne doutent pas que les décla-

1858 rations consignées au présent protocole, ne soient prises en considération par le gouvernement de Sa Majesté l'empereur d'Autriche, et qu'elles n'aient pour effet de modifier la décision qu'il avait prise antérieurement.

M. le baron de Hübner, s'en référant à la réponse qu'il a faite ci-dessus, déclare réserver à son gouvernement l'entier exercice de son droit.

Lord Cowley ayant appelé l'attention de la Conférence sur la nécessité d'améliorer les conditions de la navigation aux Portes de Fer, et ayant exprimé le désir de savoir si quelque chose avait été fait pour cet objet, M. le plénipotentiaire d'Autriche répond que son gouvernement apporte une constante solicitude aux travaux qui tendent à l'amélioration de cette partie du Danube.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 19.

Séance du 19 août 1858.

Le protocole de la séance du 16 est lu et adopté.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de Turquie, dans la conviction que la commission européenne ne pourra pas avoir terminé les travaux énoncés en l'article 16 du traité de Paris, dans le délai de deux ans, sont d'avis de prolonger ce délai jusqu'à l'achèvement complet desdits travaux.

M. le plénipotentiaire d'Autriche reserve sur ce point l'opinion de son gouvernement qui s'en entendra par voie diplomatique avec les gouvernements des autres puissances signataires.

MM. les plénipotentiaires, au moment de terminer leurs travaux, se réunissent dans un sentiment unanime pour exprimer à M. le comte Walewski tous leurs remercîments pour la direction aussi éclairée que conciliante qu'il a constamment imprimée aux travaux de la Conférence.

Il est procédé à la signature de la convention et des stipulations électorales y annexées.

(Suivent les signatures.)

---

603. 1858

27 octobre — 8 novembre 1858.

Protocole signé entre les Représentants d'Autriche, de France, de Grande Bretagne, de Prusse et de Russie pour examiner le travail de la Commissien locale chargée de constater le statu quo des frontières d'Albanie, de l'Herzégovine et du Monténégro.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Une réunion s'étant tenue entre le Grand-Vizir, le Ministre des Affaires Etrangères de la Sublime Porte et le Président du Conseil du Tansimat dûment autorisés par Sa Majesté le Sultan, d'une part, et les Représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie également munis à cet effet des instructions de leurs Gouvernements, d'autre part, il a été pris connaissance du travail de la Commission locale chargée de constater le statu quo des frontières d'Albanie, de l'Herzégovine et du Monténégro tel qu'il existait au courant du mois de mars 1856.

Après cet examen il a été décidé que les frontières dont il s'agit seraient déterminées conformément à la ligne tracée en rouge (minium) sur la carte annexée au présent procès verbal et revêtue des signatures des Membres de la réunion. Un exemplaire légalisé par le Ministre des Affaires Étrangères de la Sublime Porte en sera remis à chaque Représentant.

On est convenu en même temps qu'une Commission d'ingénieurs démarcateurs sur la composition de laquelle les Gouvernements des hautes Puissances représentés à ladite réunion auront à se concerter, se transportera sur les lieux le printemps prochain pour assister à la pose des bornes qui serviront à fixer les limites de l'Albanie, de l'Herzégovine et du Monténégro, en suivant exactement le tracé indiqué sur la carte ci-jointe.

Cette commission toutefois pourra lorsqu'elle le jugera convenable consulter les anciens du pays et tenir compte des mouvements du terrain afin de donner à la ligne de frontières toute la précision désirable. C'est notamment à ce mode qu'elle devra avoir recours pour déterminer les limites entre les Vassoevich supérieurs et les Vassoevich inférieurs et les Kolachines indiquées en pointillé sur la carte. Il demeure entendu que la délimitation ne saurait porter aucune atteinte aux propriétés privées possédées de l'un ou de l'autre côté des frontières soit par des individus soit par des villages. Les contestations qui s'éleveraient à ce sujet et ne pourraient être réglées par les parties intéressées selon les usages des lieux seront examinées

1858 et jugées en dernier ressort par la commission chargée de la pose des bornes, soit que les propriétaires actuels préfèrent demeurer en possession de leurs terres et de leurs droits en se soumettant dans un délai fixé à tous les impôts et toutes les charges à l'instar des autres habitants de la localité, soit qu'ils aiment mieux aliéner leurs terres et leurs droits contre une idemnité équitablement arbitrée par ladite commission.

Fait à Constantinople, le $\frac{8 \text{ novembre}}{27 \text{ octobre}}$ 1858.

604.

1860 17 avril 1860.

Protocole signé par les Représentants des cinq Puissances et le Ministre des affaires étrangères de la S. Porte à l'égard du travail des Commissaires chargés de la délimitation de l'Albanie, de l'Herzégovine et du Monténégro.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Les Représentants des cinq Puissances ayant pris connaissance en présence de Son Excellence Fuad Pacha du rapport collectif des Commissaires en date du 26 mars et des pièces qui y sont annexées, ont reconnu comme méritant de fixer leur attention et comme posées par le rapport même les questions suivantes, savoir:

1° Si les Commissaires peuvent être regardé comme ayant terminé leur tâche;

2° Comment après la dissolution de la Commission on pourra résoudre les questions indiquées par le protocole du 8 novembre et par la dépêche collective du 6 mars 1860 soit que ces questions viennent à surgir à l'avenir sur la frontière soient qu'elles existent dès à présent mais sans avoir été signalées à l'attention des Commissaires.

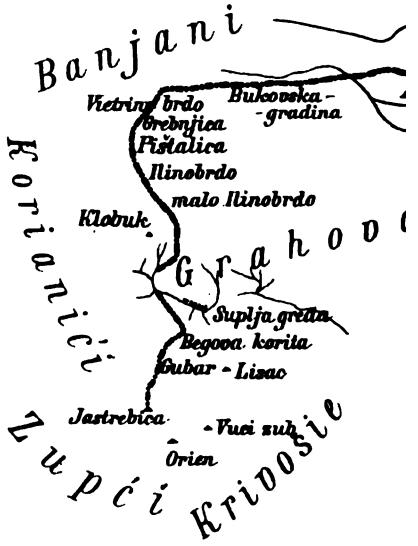
Sur le premier point les Représentants précités sont d'avis que les Commissaires ayant déclaré n'avoir connaissance d'aucune question pressante et urgente qui réclamât leur intervention et que le travail indiqué par Abdi Pacha durerait au moins deux années prolongeant ainsi leur mission au-delà des limites de temps que leurs gouvernements avaient prévues, ces messieurs sont libres de considérer leur tâche comme terminée.

Quand au second point les Représentants estiment que le voeu exprimé par le Prince Danilo en faveur de l'établissement des relations directes entre lui et les gouverneurs des districts avoisinant ainsi que celui d'une commission locale mixte formée d'un commun

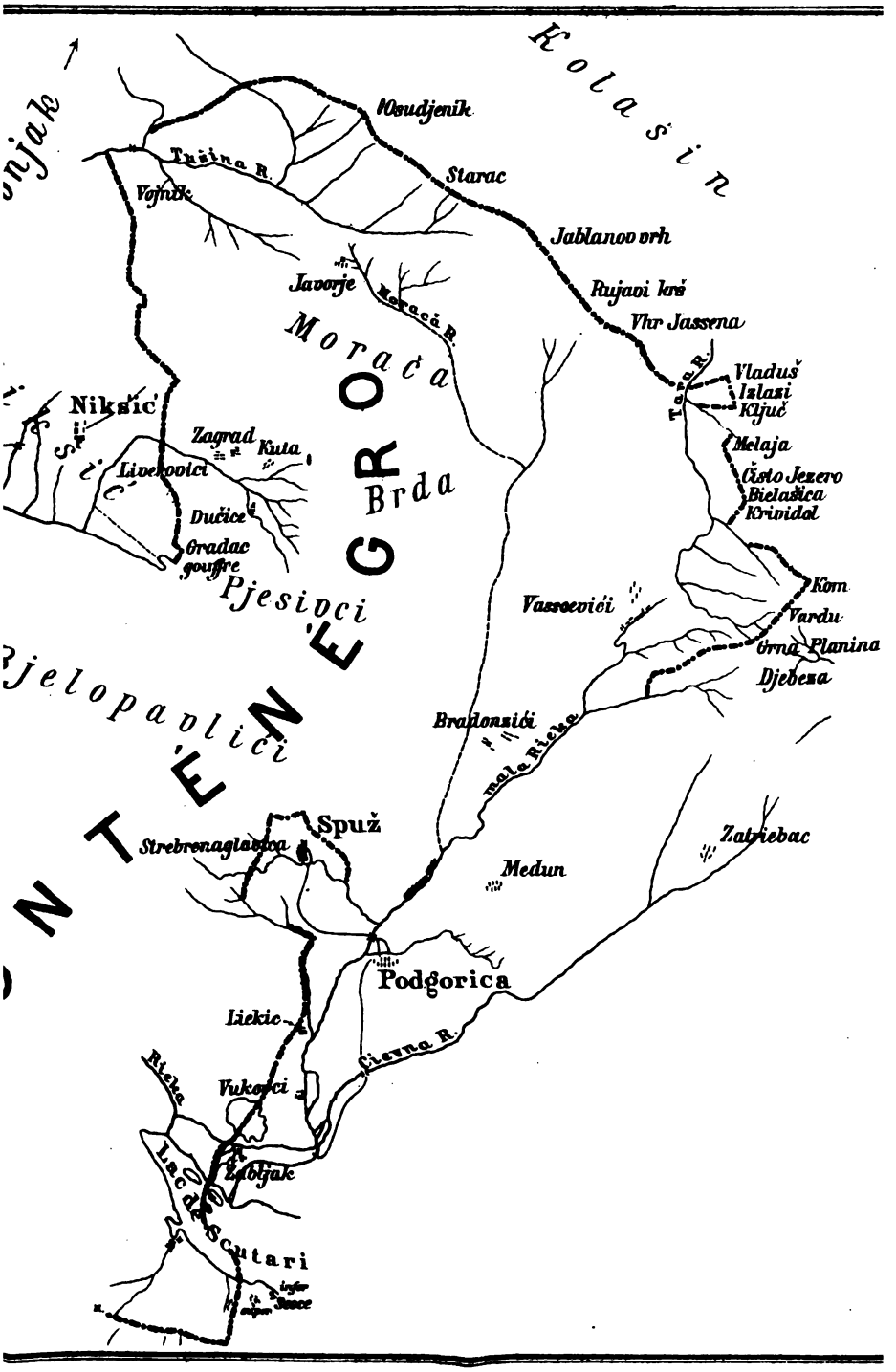
CARTE

de la désignation des frontières de l'Albanie, de l'Herzégovine et du Monténégro, dressée par les Commissaires d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et du Monténégro, en 1860, conformément au procès-verbal, signé le 21 octobre / 8 novembre 1858 à Constantinople.

Archives du ministère J. et R. des affaires étrangères.



Échelle : 1 - 576,000.


Kolašin
Osudjenik
Starac
Tušina R.
Vojnik
Jablanov vrh
Javorje
Moračá R.
Rujavi krš
Vhr Jassena
Morača
Tara R.
Vladuš
Izlazi
Ključ
Niksić
Zagrad
Kuta
Livekovici
Melaja
Čisto Jezero
Bielašica
Krividol
Brda
Dučice
Gradac
gouffre
Pjesivci
Kom
Vassoevići
Vardu
Grna Planina
Djebeza
Bjelopavlici
Bradonzići
mala Rieka
Spuž
Strebrenaglavica
Zatriebac
Medun
Podgorica
Liekic
Cievna R.
Rieka
Vukovci
Žabljak
Lac de Scutari
infer
Scoce
super

accord par les autorités Ottomanes et Monténégrines, commission qui 1860
pourrait avoir pour première tâche de décider les questions qui surgissent par rapport aux pâturages, mérite l'attention de la Sublime Porte. Ils croient ainsi devoir le recommander à l'examen de Son Excellence Fuad Pacha qui se montre favorable au principe de la mesure et promet de rechercher le mode et la forme convenable pour la mettre à exécution; en outre les représentants sont d'avis que dans le cas où, malgré les communications directes entre les gouverneurs des districts sur la frontière Ottomane et le Prince Danilo et les travaux de la commission sus dessus indiquée, quelques questions de nature à troubler la paix sur la frontière, resteraient indécisés, il y aurait lieu de soumettre ces questions aux Consuls des cinq Puissances à Scutari qui les examineront conjointement avec le Gouverneur de la ville, et que dans ce cas le Prince Danilo devrait avoir la faculté d'envoyer à Scutari quelque personne chargée de le représenter auprès de cette commission et de défendre ses intérêts.

Enfin, les Représentants avant de se séparer, expriment toute leur estime pour le travail de topographie et de spécification accompli par les Commissaires et que quelques-uns d'entre eux ont reçu.

605.

20 mai et 29 juin 1861. 1861

Extrait des Procès-verbaux des discussions de la Commission Européenne du Danube relatives à la délimitation entre la Turquie et la Moldavie sur le bras de Kilia.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube Prot. N° CXXII.)

Présents:

Messieurs les Commissaires:

Pour la France,	Mr. Engelhardt.
„ „ Russie,	„ Baron d'Offenberg.
„ „ Turquie,	„ Omer Pacha.
„ „ Prusse,	„ Saint-Pierre.
„ „ Grande-Bretagne,	„ Stokes.
„ l'Italie,	„ Chevalier Strambio.

Les Commissaires de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Turquie ont fait connaître qu'ils étaient munis des instructions nécessaires pour prendre part à la discussion qui doit s'ouvrir au sein de la Commission Européenne sur les questions soulevées par les réclamations des habitants du bourg de Wilkov.

d'une population dont le régime actuel paralyse l'industrie et ruine 1861
les ressources. Il serait bien entendu, en effet, qu'en prenant possession de la Kilia, dans les limites indiquées ci-dessus, et sans préjudice aux dispositions du Traité de Paris, du 30 mars 1856, applicables au Danube tout entier, la Moldavie aurait à reconnaître formellement les droits de propriété, y compris ceux de pacage et de pêche, qui ont été concédés à la colonie de Wilkov, par le Gouvernement Impérial de Russie.

. . . Monsieur le Baron d'Offenberg a déclaré qu'il adoptait entièrement l'opinion de Monsieur Engelhardt, touchant le principe du partage des eaux mitoyennes, sans pouvoir toutefois admettre avec lui que plusieurs bras pussent avoir un Thalweg commun; . .

Le Commissaire de Russie a proposé, en conséquence, d'adopter, pour le tracé de la frontière entre la Turquie et la Moldavie, le milieu de l'embranchement le plus septentrional qui sépare les îles situées dans le bras de Kilia de la rive gauche de ce bras. Il a exprimé l'opinion que cette délimitation serait entièrement conforme à la volonte des Puissances, telle qu'elle semblait résulter de la convention de 1857, et équitable en même temps vis à-vis des habitants de la rive gauche, qui conserveraient ainsi la jouissance d'une partie du fleuve.

Monsieur Saint-Pierre s'est prononcé dans le même sens que Monsieur le Baron d'Offenberg; . . . . . .

Omer Pacha a déclaré qu'il adoptait les conclusions formulées par Monsieur le Baron d'Offenberg et par Monsieur Saint-Pierre, d'après lesquelles la frontière entre la Turquie et la Moldavie suivrait, conformément aux termes du Protocole du 6 janvier 1857, interprété, d'après les principes du droit des gens, le milieu de l'embranchement, le plus septentrional de la Kilia, de telle sorte que la moitié de cet embranchement, et toutes les îles, sans exeption, formées par les différents bras du Danube, avec les eaux qui les baignent, continuassent à faire partie des possessions immédiates de la Sublime-Porte.

Monsieur le Chevalier Strambio a déclaré qu'il partageait entièrement les vues de son honorable Collègue de France, et qu'il adhérait à ses conclusions; . . . . . .

Monsieur le Major Stokes a dit qu'il considérait, avec Monsieur le Baron d'Offenberg et avec Monsieur Saint-Pierre, la carte jointe au Protocole du 6 janvier 1857, comme la seule base de la délimitation de la frontière séparant la Turquie de la Moldavie; qu'il ne pouvait admettre, toutefois, que cette frontière dût suivre le Thalweg du bras septentrional de la Kilia, longeant le territoire Moldave, par le motif que la règle générale d'après laquelle la frontière de deux États séparés par un cours d'eau, doit suivre le milieu du Thalweg, n'est applicable que dans le cas où l'on n'a pas stipulé expressément le contraire; qu'une frontière ne saurait être déterminée d'une manière

1861 plus exacte qu'au moyen d'une ligne tracée sur la carte des lieux, et qu'il suffissait de jeter les yeux sur la carte annexée au Protocole du 6 janvier, pour se convaincre que les Hautes Parties contractantes ont entendu attribuer à la Turquie, non seulement toutes les îles du bras de Kilia, mais encore la totalité de son lit, et que le territoire Moldave a été restreint, d'une manière explicite, dans les limites de la terre ferme. Monsieur le Major Stokes a fait observer que l'intention des Puissances était incontestablement d'investir la Sublime Porte de la Souveraineté directe et exclusive de toutes les bouches du Danube, et que si l'on a considéré l'île des serpents comme une dépendance du Delta, on ne saurait, à aucun titre, en détacher les îles intérieures que forme l'une de ses branches. Il a déclaré, en conséquence, qu'à moins d'y être autorisé par des instructions formelles, il ne saurait reconnaître a la Moldavie aucun droit sur une partie quelconque des eaux du Delta du Danube.

---

29 juin 1861.

Présents:

Messieurs les Commissaires:

Pour l'Autriche,	Mr. Becke,
„ la France,	„ Engelhardt,
„ „ Russie,	„ Baron d'Offenberg,
„ „ Turquie,	„ Omer Pacha,
„ l'Italie,	„ Chevalier Strambio.

. . . . . le Commissaire d'Autriche a formulé le vote qui lui a été réservé dans la séance du 20 mai, tant sur la question de la délimitation entre la Turquie et la Moldavie.

Il a exprimé l'opinion, en se référant aux instructions qu'il a reçues à cet égard, qu'en examinant le différend qui s'est élevé entre les deux États limitrophes relativement au tracé de leur frontière sur le bras de Kilia, la Commission Européenne n'avait qu'à constater, par une inspection des lieux, laquelle des bouches du Danube répondait le plus exactement, comme embouchure commune entre la Turquie et la Moldavie, à l'idée consignée dans la stipulation de la Conférence de Paris du 6 janvier 1857, et que la Commission ne pouvait être appelée à convenir d'une délimitation nouvelle. Il a déclaré que cette inspection des lieux ayant démontré l'exactitude du plan annexé au Protocole du 6 janvier, il ne pouvait que s'en tenir strictement au tracé indiqué par ce plan, et qu'il adhérait, en conséquence, au vote émis par les Commissaires de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Turquie, aux termes duquel la ligne séparative entre la Moldavie et les possessions immédiates de la Sublime Porte, doit suivre le Thalweg des embranchements septentrionaux du bras de Kilia, pour aboutir à l'embouchure de Bolgarod.

En ce qui concerne la question des pêcheries, Monsieur Becke a 1861
dit que, d'après son opinion, la Commission Européenne n'avait qu'à recommander tant au Gouvernement Ottoman qu'au Gouvernement Moldave de régler cette difficulté sur la base de la justice et de l'équité, et qu'il adhérait, sous ce rapport, aux conclusions adoptées par ses Collègues dans la séance du 20 mai dernier.

Résumé des conclusions de la Commission Européenne.

La délibération ayant été close, on a résumé, ainsi qu'il suit, les conclusions de la Commission Européenne.

En ce qui concerne la délimitation de la frontière, il a été constaté qu'il y a eu unanimité sur la nécessité de modifier le tracé actuel, dans le sens du principe général d'après lequel la frontière de deux Etats doit suivre le Thalweg du cours d'eau qui les sépare, mais qu'il y a eu divergence d'opinion sur l'application de ce principe au tracé de la frontière en question; que Monsieur Becke, Monsieur le Baron d'Offenberg, Omer Pacha, Monsieur Saint-Pierre et Monsieur le Major Stokes se sont prononcés pour le tracé qui suivrait le Thalweg du bras septentrional de la Kilia, pour aboutir à l'embouchure du bras de Bolgarod, tracé qui a été reproduit, pour plus de clarté, sur la carte communiquée par Monsieur Engelhardt (Annexe N° III); qu'au contraire, Monsieur Engelhardt et Monsieur le Chevalier Strambio ont voté pour l'adoption du Thalweg du bras principal comme frontière, Monsieur le Chevalier Strambio ayant suggéré toutefois, comme le minimum des concessions à faire à la Moldavie, la proposition de tracer la ligne séparative, dans sa partie inférieure, en suivant le Thalweg du bras d'Otchakoff.

Quant aux arrangements à prendre par la Turquie et la Moldavie, à l'égard de la Commune limitrophe de Wilkov, il a été reconnu, à l'unanimité, que ces arrangements devraient avoir pour effet de réintégrer les habitants de cette Commune, quelque fût le tracé qui serait adopté pour la frontière qui traverse actuellement leur domaine, dans la pleine et facile jouissance des droits et priviléges qui leur ont été concédés par S. M. l'Empereur de Russie;

Tous les Commissaires, sauf le Commissaire de Turquie qui a cru devoir réserver la décision de son Gouvernement, ont insisté notamment sur les points suivants:

1° Vis-à-vis de la Sublime-Porte:

Franchise complète assurée aux pêcheurs, tant sous le rapport de la dîme que des droits d'exportation, pour tous les produits recueillis dans les limites de la pêcherie communale de Wilkov;

Fixation d'une redevance annuelle remplaçant tous impôts et droits de douane sur le poisson pêché par les habitants de cette

1861 Commune, dans les eaux turques avoisinantes, en dehors des limites de leur concession;

Reconnaissance du droit des habitants de Wilkov de couper dans les îles du Delta de la Kilia le bois de chauffage et les roseaux nécessaires à leur usage;

2° Vis-à-vis du Gouvernement Moldave:

Exemption du droit d'importation pour les produits de la pêche exercée par les habitants de Wilkov;

Egalité parfaite entre le traitement appliqué à cette Commune, sous le rapport des taxes intérieures de toute nature et des droits de transit et d'exportation, et le régime en vigueur dans les autres parties de la Moldavie, et notamment abolition complète du monopole concédé pour la vente du poisson.

Fait à Galatz, le 29 juin 1861.

Signé: *Becke.* — Ed. *Engelhardt.* — *d'Offenberg.* — *Omer Fevzi.* — I. *Stokes.*

606.

1er septembre 1861.

Loi serbe sur la succession au trône, en date du 1er septembre 1861.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Traduction.

Michel Obrénovitch III.

Après avoir entendu l'Assemblée extraordinaire de Sainte-Préobragenie, et de concert avec le Sénat.

La loi de la succession au Trône princier et particulièrement l'article 4 ne déterminant la manière de se conduire que dans le cas où le Prince serve de la famille Obrénovitch, actuellement régnante, étant sans descedants mâles, aurait adopté, suivant les prescriptions des lois du pays, quelqu'un pour son fils et successeur au Trône, et ne disant rien sur le cas où le Prince serbe de la famille Obrénovitch, privé de descendants mâles, aurait désiré d'adopter quelqu'un pour son fils par testament.

Avons statué et statuons de compléter la loi de la succession au Trône princier de la Servie du 20 octobre 1859 par ce qui suit:

Article 1.

Dans le cas où le Prince serbe de la famille Obrénovitch sans descendants mâles, aurait désiré d'adopter quelqu'un pour son fils et successeur au Trône, il pourra le faire d'après les prescriptions de nos lois par un testament aussi.

Article 2. 1861

La personne adoptée de cette manière doit posséder les mêmes qualités que celles exposées dans l'article 4 de la loi de la succession au Trône princier de la Servie ci-dessus mentionnée.

Article 3.

Lorsque le Prince adopte quelqu'un pour son fils et successeur, il nommera un ou trois régents au plus, qui doivent continuer le règne et remettre le Gouvernement entre les mains du Prince, après que la grande Assemblée aurait donné son assentiment au choix.

Article 4.

Pour ce cas, le Prince fera deux testaments originaux, identiques par leur contenu comme par la forme extérieure. Les testaments doivent être écrits et signés par la propre main du Prince et cachetés dans une enveloppe de son sceau. — Si le testament n'est pas écrit en entier de la main du Prince, mais seulement signé par Lui, la signature de trois témoins choisis par le Prince entre les hauts dignitaires de l'État est nécessaire. Toutefois les témoins ne doivent point connaître le contenu du testament. De ces deux testaments originaux l'un sera gardé par le Prince lui-même sous sa propre clef, et l'autre sera confié par le Prince à la garde du Sénat et du grand tribunal.

Article 5.

Pour la garde du testament confié au Sénat et au grand tribunal, le Sénat choisira dans son sein un gardien du testament. Le grand tribunal en choisira également un entre ses Membres, et chacun des gardiens possédera une clef du dépôt. Les gardiens choisis peuvent être remplacés suivant la nécessité. L'endroit où le dépôt est établi est au Sénat.

Article 6.

Le testament confectionné de cette façon peut être remplacé par un autre, suivant la volonté du Prince.

Article 7.

En cas de mort du Prince, le Sénat et le grand tribunal ouvriront en même temps le testament déposé chez eux, comme celui gardé chez le Prince devant les Ministres; le Régent ou les Régents y désignés prendront le Gouvernement jusqu'à la convocation de la grande Assemblée nationale.

Dans le cas où l'un des testaments originaux aurait disparu, s'il est impossible de le trouver tout de suite le testament trouvé le premier doit être suivi. Le testament trouvé postérieurement doit être ouvert de la manière ci-dessus exposée et devant les mêmes personnes.

1861

Article 8.

Le Régent ou les Régents désignés, s'il y en a plusieurs, sont tenus de continuer le Gouvernement de la même manière et avec les mêmes personnes qui se sont trouvées au Gouvernement à la mort du Prince. La grande assemblée doit être convoquée dans le délai déterminé par la loi à l'effet de donner son assentiment au choix du Prince.

Article 9.

Aussitôt après l'adoption du successeur au Trône par le Sénat et par l'Assemblée nationale, si le successeur est majeur, il prend le pouvoir princier et toute régence cesse; au contraire, si le successeur se trouve encore en minorité, le Régent ou les Régents institués par testament exerceront le pouvoir princier dans toute son étendue jusqu'à la majorité du Prince.

Article 10.

Le Prince est en pouvoir dans tous le cas où le successeur au Trône est encore mineur de nommer lui-même l'un ou trois Régents au plus, qui exerceront le pouvoir princier jusqu'à la majorité du Prince; et seulement dans le cas où il n'aurait désigné les Régents ni pendant sa vie ni par testament, la Régence de la dignité princière sera exercée par les personnes désignées au paragraphes 10 et 12 de la loi mentionnée.

Article 11.

Si le Prince n'a nommé qu'un seul Régent, et dans le cas où celui-ci meurt ou devient incapable de remplir les fonctions de la Régence, le Paragraphe 12 de la loi sur la succession au Trône princier de la Servie doit être appliqué.

Si plusieurs Régents ont été nommés par le Prince et dans le cas où l'un ou plusieurs d'eux se trouvent empêchés par la mort, par une maladie ou d'une manière quelconque de remplir les fonctions de la Régence, alors on doit se conformer au paragraphe 14 de la loi précitée, et à cette fin convoquer la grande Assemblée nationale.

Michel *Obrénovitch III*,
Prince de Servie.

Le président du Sénat,
Étienne *Michaïlovitch*.

Le predstawnik du prince et
ministre des affaires étrangères,
Ph. *Christisca*.

Le secrétaire-général du Sénat,
R. *Lechienine*.

607.

1861

2 décembre 1861.

Firman sur l'organisation administrative et législative des Principautés de Moldavie et de Valachie, en date du 2 décembre 1861, suivi de la correspondance officielle du ministre des affaires étrangères de Turquie et des Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de l'Italie relative à ce firman.

(Martens N. R. G., t. XVII, p. 84.)

1. Firman.

Dans un Mémoire dernièrement soumis à notre Sublime Porte, le prince Couza, hospodar des principautés unies de Valachie et de Moldavie, expliquait les grandes difficultés que son administration rencontrait dans le régime de deux Assemblées générales et de deux ministères séparés, et les entraves qui en résulteraient pour le progrès de ces deux pays, par suite de la réunion de l'hospodarat en sa personne.

Le développement et le progrès de la prospérité de ces pays et de leurs habitants étant l'objet de notre plus grande sollicitude, ledit mémoire a été examiné par notre conseil des ministres avec toute l'attention qu'il méritait.

En effet, le système de l'administration de chacune de ces principautés par un hospodar séparé formant la base de l'organisation actuelle de la Moldavie et de la Valachie, la réunion exceptionnelle des deux hosdodarats dans la personne du prince Couza a été naturellement considérée comme devant nécessiter certaines modifications d'une nature également exceptionnelle.

Mais comme la réunion des deux hospodarats dans une même personne a été reconnue d'une manière exceptionnelle, il devient dès lors évident que les modifications à apporter à la convention conclue à Paris, le 19 août 1858, doivent être conformes à la nature exceptionnelle et temporaire de cette reconnaissance.

En conséquence, notre gouvernement, ainsi que les grandes puissances garantes, nos augustes alliées et signataires de ladite convention, après s'être concertés à ce sujet, sont tombés d'accord sur la nécessité d'appliquer les dispositions suivantes:

Article 1.

Tant que les deux hospodarats resteront réunis dans sa personne, le prince Couza gouvernera les Principautés avec le concours

1861 d'un seul ministère qui réunira les fonctions exercées jusqu'à présent par les ministères de Moldavie et de Valachie.

Article 2.

Les assemblées électives de Moldavie et de Valachie seront réunies en une seule. Les dispositions renfermées dans les articles 16 et 25 de la convention du 19 août 1858 restent applicables à cette assemblée, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent règlement. La présidence de l'Assemblée appartiendra alternativement au métropolitain de Moldavie et à celui de Valachie.

Article 3.

La commission centrale de Fokschani ayant été créée dans le but d'assurer l'unité nécessaire dans l'action des deux ministères et des deux Assemblées des Principautés, ses attributions seront suspendues pendant toute la durée de l'union de ces ministères et de ces Assemblées.

Si toutefois le gouvernement des Principautés, d'accord avec l'assemblée élective, trouve qu'une haute assemblée, sous le nom de Sénat ou sous toute autre dénomination, pourrait avantageusement être ajoutée à la constitution pour supléer à la commission centrale ainsi suspendue, la Sublime-Porte prendra en considération toute proposition de ce genre qui pourrait être soumise à son appréciation.

Article 4.

Les changements qui pourraient être effectués dans la division administrative des Principautés laisseront intacte la frontière qui les a séparées jusqu'ici.

Article 5.

Il y aura dans chaque Principauté un conseil provincial régulièrement convoqué, conseil qui doit être consulté sur toutes les lois et réglements d'un intérêt spécial à cette Principauté. Ces conseils seront en outre chargés du contrôle de l'administration des fonds provinciaux. Leur composition et les autres attributions dont ils doivent être investis seront déterminées d'un commun accord entre l'hospodar et l'assemblée élective.

Article 6.

A la première vacance de l'hospodarat, les dispositions ainsi modifiées temporairement de ladite convention du 19 août reprendront de droit leur force suspendue.

L'administration sera dévoulue au conseil des ministres qui l'exécutera dans les limites prescrites par l'article 11 de la convention du 19 août.

Si l'Assemblée élective est réunie, ses fonctions seront immé- 1861
diatement suspendues. Le conseil des ministres procédera sans délai à reconstituer, par de nouvelles élections faites conformément à la loi électorale qui sera alors en vigueur, l'Assemblée élective de Moldavie et celle de Valachie.

Les élections devront être terminées dans le délai de quatre semaines, et les deux Assemblées seront réunies chacune séparément à Jassy et à Bucharest, dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront leur réunion, elles devront avoir procédé à l'élection d'un hospodar pour la Principauté qu'elles représentent. La présence des trois quarts du nombre des membres inscrits sera exigée pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où, pendant les huit jours, l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'Assemblée procédera à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents.

Article 7.

Il est entendu que toutes les dispositions de la convention du 19 août, excepté celles qui sont temporairement modifiées, restent en pleine vigueur. Le protocole signé dans les conférences de Paris le 6 septembre 1859 reste également en pleine vigueur pour les cas qui y sont prévus.

Ainsi qu'il a été clairement établi dans le préambule, les changements introduits par ce firman dans la convention du 19 août, d'accord avec les grandes puissances garantes, ne sont en vigueur que pendant la réunion des deux hospodarats dans la personne du prince Couza.

En cas de vavance dans l'hospodarat, on procédera conformément aux dispositions ci-dessus énoncées.

En foi de quoi ce firman, revêtu de notre hatt impérial, a été rendu.

Que le Très Haut daigne dans sa bonté infinie rendre cette décision féconde en heureux résultats pour la propérité des habitants des dites Principautés!

---

2. *Note officielle adressée aux représentants des puissances garantes à Constantinople.*

2 décembre 1861.

Je soussigné, ministre ad interim des affaires étrangères de la Sublime Porte, ai l'honneur de communiquer, d'ordre de Sa Majesté Impériale le sultan, à M . . . . copie du firman impérial contenant les nouvelles dispositions adoptées d'un commun accord avec les grandes puissances garantes, et pour la vie durant du prince Couza,

1861 sur l'organisation administrative et législative des Principautés Unies de Moldavie et de Valachie.

La Sublime Porte se flatte que les Moldo-Valaques sauront apprécier l'importance de la modification qui vient de leur être accordée, qu'ils s'efforceront de ne pas en dépasser les limites légitimes, et qu'ils ne chercheront pas à y attribuer un caractère autre que celui qui est spécifié dans le susdit firman impérial.

Il demeure également entendu qu'à la première vacance dans la dignité hospodarale, la Sublime Porte enverra dans les Principautés un commissaire qui, conjointement avec les délégués désignés par les hautes Puissances garantes, aura à veiller à l'exécution des stipulations de la convention du 19 août 1858, qui, bien entendu, doit alors rentrer en vigueur dans toutes ses parties.

En cas d'une infraction aux stipulations dont il s'agit, la commission ci-dessus désignée sera chargée d'employer les moyens prescrits par le protocole signé à Paris le 6 septembre 1859.

Signe: *Mehemed-Djemil.*

3. *Note du Plénipotentiaire de la France.*

Décembre 1861.

Le soussigné a reçu la note qui accompagne la communication du firman promulguant les dispositions arrêtées par la Sublime Porte de concert avec les représentants des Puissances signataires du traité de Paris de 1856 et de la convention du 19 août 1858 relativement à l'organisation administrative et législative des Principautés Unies de Moldavie et de Valachie. Le soussigné a cru remarquer que, dans la note aussi bien que dans le firman, son Altesse Aali Pacha semblait se référer purement et simplement au protocole du 6 septembre 1859 comme applicable indistinctement à toute situation qui pourrait se produire après le règne du prince Couza aussi bien que pendant la durée de son administration.

Le soussigné, ayant pris bonne note des explications données par son Altesse Aali Pacha, est persuadé que telle n'est pas sa pensée.

Tout en constatant que les changements contenus dans le firman ne sauraient avoir d'autre portée que celle qui leur est attribuée dans cet acte, le soussigné a la conviction, partagée par son Gouvernement, que si les changements qui viennent d'être décrétés amenaient les heureux résultats que la Sublime Porte, dans sa haute et généreuse sollicitude pour le bien-être des populations, désire leur assurer, le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan s'empresserait d'examiner, de concert avec les Puissances garantes, les conséquences naturelles qui découleraient d'une pareille situation.

C'est dans ce sens que le soussigné n'hésite pas à déclarer que 1861
le Gouvernement de l'Empereur prêtera, le cas échéant, à la Sublime Porte, dans la mesure des traités, l'appui nécessaire pour se livrer avec sécurité à cet examen.

Il est entendu, du reste, que, dans le cas où une infraction aux conventions et traités intervenus entre les Puissances serait signalée par la Sublime Porte auxdites Puissances, le Gouvernement de l'Empereur ne manquerait pas de participer avec les autres cours à la nomination de leurs délégués respectifs. Le Gouvernement de l'Empereur se concerterait également sur les mesures qui, d'un commun accord, pourraient être jugées opportunes suivant les formes indiquées par le protocole du 6 septembre 1859, mais pour les cas seulement qui y sont expressément prévus.

Moustier.

4. *Note du Plénipotentiaire de la Russie.*

Décembre 1861.

Le soussigné a pris connaissance de la note que Son Altesse Aali Pacha lui a fait l'honneur de lui adresser sous la date du 2 décembre. Il partage la confiance du Gouvernement ottoman dans la sagesse des populations Moldo-Valaques et ne doute pas qu'elles ne sachent apprécier à leur juste valeur les bienfaits que la Sublime Porte vient de leur accorder dans sa sollicitude constante pour la prospérité des deux Principautés et de leurs habitants.

Le cabinet impérial a la conviction que cette sollicitude ne se démentira pas, et il espère que les dispositions ultérieures de la Sublime Porte se règleront sur l'expérience que les Puissances, ainsi que les populations Moldo-Valaques, auront faite des avantages de la nouvelle organisation.

A ce point de vue, le soussigné ne saurait pour sa part adhérer aux conclusions de la note du 2 décembre qui semble dès à présent préjuger cette question.

L'opinion du Gouvernement impérial à cet égard est suffisamment connue de la Sublime Porte: la franchise et la précision qu'il n'a cessé d'imprimer à son langage imposent au soussigné le devoir de s'expliquer avec la même netteté dans le sens de la dépêche de Son Excellence le prince Gortchakoff, en date du 19 septembre 1861, dont copie a été remise aux ministres de Sa Majesté Impériale le Sultan.

C'est en s'inspirant des intentions invariables de son Gouvernement que le soussignée croit devoir réserver à une entente préalable entre la Sublime Porte et les représentants des puissances gérantes l'examen de la situation qui se prodouirait dans les Principautés à la

1861 vacance de l'hospodarat ainsi que l'application éventuelle des mésures prévues par le protocole du 6 septembre 1859.

Le soussigné manquerait à ses obligations s'il laissait ignorer à Son Altesse Aali Pacha que son adhésion au firman annexé à la note du 2 décembre est entièrement subordonnée aux réserves qu'il vient de formuler.

Sobanov.

5. Note du Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne.

Décembre 1861.

Altesse,

J'ai eu l'honneur de recevoir la copie du firman relatif à l'union des Principautés que Votre Altesse m'a communiquée avec votre note officielle datée du 2 courant.

Votre Altesse s'apercevra, d'après mon accusé de réception de cet acte, que j'ai la satisfaction de pouvoir déclarer que ce firman ne contient rien qui me paraisse différer des principes déjà énoncés par la Sublime Porte, principes qui ont été reconnus par le Gouvernement de Sa Majesté comme justes et raisonnables.

En faisant cette communication officielle à Votre Altesse, je n'ai pas jugé nécessaire d'entrer minutieusement dans les détails ni de rappeler à votre esprit les conversations qui se sont passées entre nous au sujet des éventualités futures; mais j'ai informé le Gouvernement de Sa Majesté de la sagesse avec laquelle Votre Altesse s'est constamment exprimée, et de l'assurance qu'en communauté avec mes collègues j'ai reçue à diverses fois de Votre Altesse, spécialement que si une vacance dans l'hospodarat rouvrait la question de l'union des deux Principautés, la Sublime Porte, après avoir constaté séparément les vues de chacune des Assemblées de ces deux Principautés en ce qui concerne le choix de leur gouverneur ou de leurs Gouvernements, prendrait en considération toutes les circonstances tenant alors à la situation des affaires, et ne serait pas disposée à établir par la force la séparation legislative et administrative des deux Principautés si une telle séparation était contraire aux désirs de la population, et si l'union maintenant établie temporairement avait produit des résultats satisfaisants.

J'ai à peine besoin de faire observer qu'il est clairement entendu entre nous que, sans un concert ultérieur entre les Puissances, le protocole du 6 septembre 1859 est seulement applicable aux cas qui sont prévus dans ce document.

H. L. *Bulwer.*

6. Note du Plénipotentiaire de la Prusse. 1861

Décembre 1861.

Monsieur le Ministre,

Par la note officielle que j'ai eu l'honneur d'adresser aujourd'hui à Votre Altesse, relativement à la communication qu'elle avait bien voulu me faire du firman impérial renfermant les changements introduits, pour la vie durant du prince Couza, dans l'organisation des Principautés Unies de Moldavie et de Valachie, j'ai exprimé l'assentiment de mon Gouvernement à ces modifications. Il me reste maintenant encore à constater, en réponse à la lettre de Votre Altesse en date du 2 de ce mois, que, dans la pensée du Gouvernement et de Sa Majesté le Roi mon auguste Maître, ces changements, ainsi qu'il est dit dans le firman, ne sauraient avoir d'autre portée que celle qui leur est attribuée dans cet acte. Toutefois le Gouvernement du Roi espère, et les explications données par Votre Altesse dans les pourparlers qui ont eu lieu au sujet de cette question m'autorisent à croire que, si ces changements amenaient les heureux résultats que la Sublime Porte, dans sa haute et généreuse sollicitude pour le bien-être des populations Moldo-Valaques, désire leur assurer, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan ne se refuserait pas à examiner, de concert avec les Puissances garantes, les conséquences naturelles qui découleraient d'une pareille situation.

C'est dans ce sens que je n'hésite pas à déclarer que le Gouvernement du Roi prêtera, le cas échéant, à la Sublime Porte l'appui prévu dans le traité de Paris et le protocole du 6 septembre 1859, et qu'il nommera à cet effet, sur l'invitation de Sa Majesté le Sultan, un délégué qui sera chargé de se livrer, conjointement avec les délégués des autres Puissances garantes, à l'examen sus-indiqué et de veiller à l'observation des actes internationaux qui règlent la situation des Principautés.

Goltz.

---

7. Note du Plénipotentiaire de l'Italie.

Décembre 1861.

Monsieur le Ministre,

Je crois n'être que l'interprête des intentions du Gouvernement italien en vous soumettant quelques considérations sur la portée de l'article 6 du firman, article qui prévoit le cas d'une vacance de l'hospodarat, et qui établit les mesures, à prendre dans une telle circonstance. Il est difficile de juger d'une manière absolue les éventualités, et le Gouvernement de la Sublime Porte pourrait lui-même se trouver gêné par des engagements qu'il aurait pris sur une situation qu'on jugerait d'avance par des appréciations qui ne lui seraient

1861 pas contemporaines. Je me flatte donc que, en cas de vacance de l'hospodarat, la Sublime Porte saura apprécier les résultats d'un premier essai, et, s'ils étaient satisfaisants, elle jugerait peut-être que les mêmes considérations qui l'ont amenée à consentir à une union temporaire l'engageraient à ne pas détruire une oeuvre qui aurait acquis la double sanction du temps et des habitudes nationales.

Je me ferai aussi un devoir de signaler à mon Gouvernement les dispositions bienveillantes du cabinet impérial contenues à l'article 7, qui, tout en rappelant le protocole du 6 septembre 1859, en restreint l'application éventuelle aux seuls cas qui y sont prévus.

Cerruti.

608.

1862 31 août 1862.

Conditions imposées par la Turquie au Monténégro, le 31 août 1862.

(Martens N. R. G., t. XVII, p. 117.)

Article 1.

L'administration intérieure du Monténégro restera telle qu'elle a été avant l'entrée des troupes impériales sur son territoire.

Article 2.

La ligne de démarcation, tracée par la Commission mixte en 1859, constituera à l'avenir la limite du Monténégro. (Grahovo est comprise dans ces limites.)

Article 3.

Le Gouvernement Ottoman permettra aux Monténégrins l'exportation et l'importation des marchandises dans le port d'Antivari sans prélever aucun droit de douane. L'importation d'armes et de munitions de guerre est prohibée.

Article 4.

Les Monténégrins auront la faculté de prendre à ferme des terrains en dehors du Monténégro, dans le but d'y faire de l'agriculture.

Article 5.

Mirko quittera le Monténégro et n'y pourra plus retourner*).

*) Cet article a été modifié. Mirko a eu le droit de rester au Monténégro, à la condition d'y vivre en simple particulier. Voir Archives diplomatiques 1863, Tome III, page 269.

Article 6. 1862

La route de l'Herzégovine à Scutari, passant par l'intérieur du Monténégro, sera ouverte au commerce. Sur le trajet de cette route, plusieurs points seront occupés par des troupes impériales, qui tiendront garnison dans des blockhaus. Les points à occuper seront désignés plus tard.

Article 7.

Les Monténégrins ne devront plus faire d'excursions hostiles hors de leurs frontières.

En cas de soulèvement d'un ou de plusieurs districts voisins du Monténégro, les Monténégrins ne leur accorderont aucun appui ni moral ni matériel.

Tous les sénateurs, chefs des nahies et autres dignitaires du Monténégro, devront donner au Serdar-Ekrem leur engagement par écrit d'observer cette condition.

Article 8.

Tous les différends de moindre importance qui pourraient survenir sur les confins, seront réglés d'un commun accord. Chacune des puissances limitrophes du Monténégro aura un représentant chargé de régler ces différends, et, dans le cas où une question importante ne pourrait recevoir une solution satisfaisante, les deux parties s'adresseront directement à la Sublime Porte.

Article 9.

Aucune famille ne pourra entrer au Monténégro sans un passeport délivré par les autorités turques. Tout contrevenant devra être rigoureusement renvoyé.

Article 10.

Il sera permis aux Monténégrins, dans l'intérêt de leur commerce, de voyager dans toute l'étendue de l'Empire Ottoman. Les voyageurs auront la protection du Gouvernement.

Article 11.

Tous les criminels seront arrêtés et consignés à leurs autorités respectives sur la base d'une extradition réciproque.

Article 12.

De part et d'autre, les prisonniers devront être mis en liberté et renvoyés dans leurs foyers. Tous les réfugiés rayas seront renvoyés dans leurs familles.

Article 13.

En vertu du même principe de réciprocité, tous les objets [illegible] seront restitués et les auteurs des vols seront punis.

1862 Article 14.

Les Monténégrins s'engageront à ne construire aucun koulé ni aucun ouvrage de fortification sus les confins de l'Albanie, de la Bosnie et de l'Herzégovine.

Scutari, 31 août 1862.

Le Serdar-Ekrem.

609.

5 septembre 1862.

Protocole relatif à la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre; signé à Constantinople, le 5 septembre 1862, par les Représentants de la France, de la Russie et de la Turquie.

(Martens N. R. G., t. XVIII. p. 226.)

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur de Russie, mus par un sentiment de généreuse sollicitude pour la conservation d'un sanctuaire également vénéré par les diverses communions chrétiennes, ont exprimé à la Sublime Porte le désir d'opérer à leurs frais la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre à Jérusalem, et Sa Majesté le Sultan ayant agréé leur voeu et, de plus, leur ayant manifesté l'intention de participer à une oeuvre qui intéresse une portion si importante de la population soumise à son empire, les Ambassadeurs de France et de Russie et le Ministre des affaires étrangères de Turquie, soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

1° La nécessité de prévenir la ruine imminente de la coupole du Saint-Sépulcre étant de notoriété publique, il sera pourvu sans retard à la reconstruction de cet édifice à frais communs, et par portions égales, par la France, la Russie et la Turquie.

2° A cet effet, deux architectes désignés l'un par le Gouvernement français, l'autre par le Gouvernement russe et agréés par le Gouvernement ottoman, se transporteront le plus tôt possible à Jérusalem pour vérifier l'état actuel de la coupole, constater la nature et l'étendue des travaux à effectuer, en apprécier l'importance et dresser un devis estimatif des dépenses.

Ils consigneront dans un rapport collectif les résultats de leurs appréciations, et lorsque leurs propositions auront été approuvées par les trois Gouvernements respectifs, ils prendront, de concert avec les Consuls de France et de Russie et avec l'autorité locale, des mesures immédiates pour procéder à l'exécution des travaux. Des crédits seront ouverts aux Consuls de France et de Russie et au

Pacha gouverneur de Jérusalem pour faire face aux dépenses, au fur 1862
et à mesure des besoins.

3° Il sera prescrit aux architectes d'éviter, dans la décoration de la nouvelle coupole, toute inscription ou tout emblême qui serait de nature à provoquer les susceptibilités d'aucune des communions chrétiennes.

4° Le Gouvernement ottoman accordera toutes les facilités administratives et matérielles qui seront nécessaires pour la prompte et complète exécution des travaux, et des ordres seront transmis sans retard, à cet effet, au Pacha gouverneur de Jérusalem.

Paragraphe additionnel au protocole relatif à la reconstruction de la coupole.

5° Il est entendu que le présent arrangement ne confère aucun droit nouveau aux différentes communions chrétiennes, ni à aucune des parties signataires de ce protocole, et ne porte atteinte à aucun des droits qui leur étaient précédemment acquis.

Moustier. *Lobanoff.* *Aali-Pacha.*

610.

3 mai 1864. 1864

Protocole signé à Cettigné, le 3 mai 1864, par les Commissaires de la Porte Ottomane et du Monténégro, concernant la régularisation des intérêts privés sur la frontière tracée par la commission mixte en 1859.

(Martens N. R. G., t. XVIII, p. 110.)

Monsieur le lieutenant-colonel Hafiz-Bey, Commissaire ottoman, et Monsieur le voïvode et sénateur Giuro Matanovich, Commissaire pour le Monténégro, réunis en séance préparatoire, ont d'un commun accord arrêté les dispositions suivantes, comme bases de leurs opérations, concernant la régularisation des intérêts privés sur la frontière tracée par la Commission mixte en 1859.

Article 1.

La Commission turco-monténégrine commencera immédiatement ses travaux en prenant Presika pour point de départ.

Article 2.

Les procès-verbaux de ladite Commission seront écrits en langue italienne.

1864

Article 3.

Les propriétés particulières restées en deçà et au delà de la frontière seront échangées entre les propriétaires selon la décision de la Commission, qui ne décidera qu'après estimation faite par des experts turcs et monténégrins en nombre égal.

S'il y a différence dans l'estimation, la Commission tranchera le différend par sa décision.

Article 4.

Les propriétés restées en dehors de l'échange seront vendues.

Article 5.

Toute propriété, de quelque nature qu'elle soit, possédée par une personne à l'époque des travaux de la Commission mixte en 1858 et en 1859, sera reconnue par la Commission turco-monténégrine actuelle comme propriété légitime de ladite personne.

Lesdites propriétés seront naturellement cédées par voie d'échange. Lorsque l'échange ne sera pas possible, elles seront vendues, et le côté acheteur payera le prix de la propriété, d'après l'estimation dans le mode specifié par l'article 6.

Quant aux propriétés qui auront changé de maître par voie d'achat après cette époque, ces propriétés seront restituées en échange du prix d'achat, qui sera remboursé au dernier propriétaire.

Article 6.

Pour faciliter ses transactions, la Turquie et le Monténégro se chargent de l'indemnité à payer aux propriétaires vendeurs, chacun en ce qui concerne ses nationaux.

A la fin des opérations les autorités resteront redevables l'une envers l'autre des sommes versées.

Article 7.

Pour chaque échange ou vente, on établira un Protocole double signé par les Commissaires, et après la signature l'échange de cet acte aura lieu entre eux.

Article 8.

Pour éviter à l'avenir tout malentendu, les propriétaires turcs et monténégrins signeront un acte de renonciation à leurs droits de possession, et après la contre-signature des Commissaires ces actes seront échangés réciproquement.

Article 9.

L'acte de renonciation sera écrit dans la langue maternelle du propriétaire, la contre-signature des Commissaires sera en langue

italienne, et dans ledit acte il sera fait mention de la manière dont 1864
le propriétaire abandonne ses droits de possession.

Article 10.

On ne considère comme propriété particulière que les champs labourables, les jardins, les prairies, les maisons, les écuries, les magasins, les moulins, etc.

Article 11.

Les pâturages des montagnes, les forêts, les eaux, étant des propriétés communales, seront réciproquement abandonnés sans vente ni échange.

Article 12.

Il sera fait exception à l'article précédent pour les pâturages, forêts, eaux, consignés dans les observations du cahier de spécification de la Commission mixte de 1859, et qui ont été jugés nécessaires par les Commissaires à l'usage commun des habitants turcs et monténégrins.

Article 13.

Certaines églises sur la frontière, désignées dans le cahier de spécification de la Commission mixte de 1859, serviront à l'usage commun des deux côtés.

Article 14.

Les propriétés échangées ou vendues seront immédiatement possédées par leurs nouveaux propriétaires. La récolte de cette année sera faite par ceux qui ont fait les semailles.

Article 15.

Les propriétaires qui ne pourront pas se présenter devant la Commission se feront représenter par une personne chargées de leurs pouvoirs. Cette délégation de pouvoirs sera attestée par deux témoins.

Article 16.

Le délégué donnera acte de renonciation aux droits de possession, et cet acte signé également par les témoins sera valable, comme s'il portait la signature du propriétaire lui-même.

Article 17.

Toutes les bornes sur la frontière seront reconstruites en forme de pyramides maçonnées. Les habitants turcs et monténégrins seront chargés des transports nécessaires en chaux, sable, eau, pierres etc. S'il y a lieu, on élèvera des bornes intermédiaires, et des fossés seront creusés dans les plaines, pour bien définir la ligne de démarcation et éviter à l'avenir tout sujet de malentendu, de plainte ou de

1864 trouble. Les bornes porteront du côté de la Turquie les chiffres en turc, et du côté du Monténégro le chiffre sera en français.

Article 18.

La Commission expliquera sa décision aux habitants des deux côtés de la frontière, leur en fera comprendre l'importance, afin de les priver à l'avenir de toute excuse, et les rappellera au respect dû aux actes de la Commission et à l'intérêt de la conservation des bornes placées par elle.

Fait en double à Cettigné, le 3 mai 1864.

Pour et par ordre de S. A. le Prince de Monténégro: Le Voïvode et Sénateur,	Le Commissaire ottoman lieutenant-colonel d'artillerie délégué par la Sublime Porte,
Giuro *Matanovich.*	*Hafiz.*

611.

1866 - $\frac{10 \text{ mars}}{10 \text{ juin}}$ 1866.

Protocoles des Conférences tenues à Paris, en 1866, entre les Représentants de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse, de la Russie et de la Turquie, relativement aux affaires des Principautés danubiennes et à la navigation du Danube.

(Martens N. R. G., t. XVIII, p. 166.)

Protocole N° 1.

Présents: Monsieur Drouyn de Lhuys, Sénateur de l'Empire, Ministre des Affaires Étrangères;

Monsieur le Prince de Metternich, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche;

Monsieur le Comte Cowley, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique;

Monsieur le comte de goltz, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse;

Safvet-Pacha, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans;

Monsieur le Chevalier Nigra, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie;

Monsieur Tchitchérine, Chargé d'Affaires de Sa Majesté l'Empereur de Russie;

Monsieur Faugère, Secrétaire de la Conférence.

Les Représentants des Puissances signataires du Traité du 30 mars 1856 se sont réunis aujourd'hui, 10 mars 1866, en Confé-

rence à l'Hôtel des Affaires Étrangères à Paris, conformément à leurs 1866
instructions, pour aviser en commun aux mesures et aux résolutions à prendre en conséquence de l'abdication du Prince Couza.

Les Représentants des cours signataires, à l'exception de M. l'Ambassadeur d'Angleterre, n'ayant pas eu encore le temps de recevoir leurs pleins-pouvoirs, il a été convenu qu'ils seraient invités à les produire à la prochaine séance. Ils ont d'ailleurs déclaré qu'ils étaient expressément autorisés à se réunir en Conférence.

Monsieur le Prince de Metternich, au nom des autres Représentants et au sien, demande que Monsieur Drouyn de Lhuys veuille bien présider la Conférence.

Les fonctions de Secrétaire sont confiées à Monsieur Faugère, Ministre Plénipotentiaire, Sous-Directeur des Affaires Politiques, qui les a déjà remplies à la Conférence de 1858.

MM. les membres de la Conférence conviennent de garder le secret sur leurs délibérations.

Monsieur Drouyn de Lhuys, après avoir remercié les Représentants des Puissances pour l'honneur qui lui est déféré, dit qu'il croit devoir résumer en peu de mots les évènements et les phases diverses qui ont précédé la situation actuelle. Il rappelle les actes internationaux qui ont successivement modifié l'organisation des Principautés de Moldavie et de Valachie; le Traité du 30 mars 1856, qui les a placées sous la garantie collective du droit Européen, et qui stipula que les besoins et les voeux des populations seraient officiellement constatés; la convention du 19 août 1858, qui eut pour objet de régler l'organisation des Principautés, et qui, si elle ne leur a pas reconnu, ainsi qu'elles en avaient émis le voeu, le droit d'élire un Prince étranger, ni même la fusion des deux Provinces en une seule, contenait du moins des germes d'union dans quelques-unes de ses dispositions, notamment dans celle qui établissait une Commission Centrale chargée d'assurer l'uniformité de législation pour les objets d'un intérêt commun aux deux Principautés; le Protocole du 6 septembre 1859 validant la double nomination du Prince Couza, élu à la fois par l'assemblée de Valachie et par celle de Moldavie; le Firman du 4 décembre 1861, par lequel la Porte, de concert avec les Puissances garantes, établit comme conséquence nécessaire de la fusion en quelque sorte personnelle, l'union des deux Gouvernements et celle des deux Assemblées, en déclarant toutefois que cette nouvelle dérogation à la Convention de 1858 prendrait fin avec le Gouvernement du Prince Couza, tandis que la presque unanimité des Puissances garantes se réservaient d'examiner s'il n'y aurait pas lieu, au contraire, de la maintenir; enfin les dispositions additionnelles arrêtées en 1864, entre la Porte et le Prince Couza à Constantinople, avec l'assentiment des Cour garantes, qui, en apporta

1866 nouvelles modifications au Statut Organique de 1858, ont reconnu que les Principautés avaient désormais le droit de modifier ou changer les lois qui régissent leur administration intérieure, à la condition de respecter les droits de la Puissance Suzereine.

Le Gouvernement du Prince Couza ayant pris fin, le moment est venu pour les Puissances, ajoute Monsieur Drouyn de Lhuys, d'user des réserves qu'elles ont faites en 1861, et c'est pour examiner les questions soulevées par la vacance de l'Hospodarat que la Conférence est réunie. Du reste, M. l'Ambassadeur de Russie se trouvant encore absent, et M. le Chargé d'Affaires qui le remplace n'étant autorisé par son Gouvernement qu'à assister à la constitution de la Conférence, Monsieur Drouyn de Lhuys pense qu'il y a lieu, avant de passer outre à l'examen des questions à résoudre, d'attendre que Monsieur le Baron de Budberg puisse y prendre part.

Monsieur Tchitchérine confirme la déclaration de M. le Ministre des Affaires Étrangères, et ajoute que M. l'Ambassadeur de Russie quitte aujourd'hui même Saint-Pétersbourg pour retourner à Paris.

Monsieur Drouyn de Lhuys fait remarquer, avec l'assentiment de tous les autres membres de la Conférence, qu'il était bon de se constituer sans retard, afin que les Principautés sachent qu'il y a un centre d'action où l'on s'occupe avec sollicitude des intérêts qui les émeuvent en ce moment.

M. l'Ambassadeur de Turquie donne lecture d'une note ayant pour objet, suivant les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement, de rappeler les stipulations internationales concernant les Principautés et de faire éventuellement des réserves contre les décisions qui pourraient y porter atteinte. Il conclut en demandant „qu'il plaise à la Conférence d'adopter pour base de ses délibérations le Traité du 30 mars 1856 et tous les actes ultérieurs, qui en font partie intégrante, et qui concernent plus spécialement les Principautés de Moldavie et de Valachie; que de ses délibérations soient définitivement écartés la question de la nomination d'un Prince étranger, sous quelque forme et dénomination que ce soit, ainsi que le principe de l'hérédité et la consultation des voeux du pays, sans la publication officielle et préalable de la résolution irrévocable des Puissances de ne pas accepter l'élection d'un Hospodar non indigène.

Sur ces bases, il déclare être prêt à examiner, traiter, et régler, au nom de la Sublime Porte, et de concert avec ses honorables collègues, les Plénipotentiaires des puissances garantes, toutes les questions soulevées par les événements qui viennent d'avoir lieu dans la Moldo Valachie.

Sur la proposition de Monsieur Drouyn de Lhuys, il est donné acte à Safvet Pacha de sa déclaration et la discussion en est ajournée à une séance ultérieure.

Le Comte Cowley demande qu'il soit rédigé, séance tenante, une 1866
dépêche télégraphique qui sera adressée aux Agents des Puissances à Bucharest, leur annonçant que la Conférence est constituée, et les invitant à recommander au Gouvernement Provisoire siégeant à Bucharest d'observer la plus grande circonspection.

Monsieur Drouyn de Lhuys considère cette communication comme excellente et très salutaire, et ajouté, avec l'assentiment de tous les autres membres de la Conférence, qu'il sera bon de rappeler en même temps combien il est essentiel que le Gouvernement Provisoire à Bucharest s'applique à maintenir l'ordre et s'abstienne de toute mesure qui excéderait ses attributions.

Safvet Pacha désire qu'on recommande au Gouvernement Provisoire de ne s'occuper que des affaires courantes.

Monsieur Drouyn de Lhuys propose un projet de dépêche qui est arrêté et adopté dans les termes suivants:

„Les Représentants des Puissances signataires du Traité du 30 mars 1856 se sont constitués aujourd'hui en Conférence à Paris.

„Vous êtes invité à en informer le Gouvernement Provisoire des Principautés. Recommandez-lui de se borner au maintien de l'ordre et à l'administration, en s'abstenant de tout acte préjugeant les décisions de la Conférence.

„Entendez-vous avec vos collègues pour faire cette communication."

Monsieur le Comte de Goltz fait remarquer qu'il n'a pas qualité pour donner des directions au Consul-Général de Prusse dans les Principautés, et il pense qu'il serait préférable que chaque Représentant eût recours à son Gouvernement, qui transmettrait à son Agent à Bucharest des instructions conformes au voeu de la Conférence.

Après un échange d'observations sur le mode à suivre pour la transmission de la dépêche, il est convenu que, tandis que Monsieur Drouyn de Lhuys l'adressera directement à l'Agent Français à Bucharest, les autres membres de la Conférence la communiqueraient à leurs Gouvernements en leur demandant de l'adresser immédiatement à leurs Agents respectifs. Le Comte Cowley ajoute qu'il se croit autorisé à la transmettre directement à l'Agent de Sa Majesté Britannique.

La Conférence se sépare sans ajournement fixe. Elle se réunira sur convocation le plus tôt possible.

Fait à Paris, le 10 mars 1866.

Drouyn de Lhuys.
Prince *de Metternich.*
Cowley.
Goltz.
Safvet.
Nigra.
Tchitchérine.

1866 **Protocole N° 2.**

Présents: Les Plénipotentiaires d'Autriche;
de France;
de la Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Prusse;
de Russie;
de Turquie;
Le Secrétaire de la Conférence.

Monsieur le Prince de Metternich, Monsieur le Comte de Goltz, Monsieur le Baron de Budberg, et Monsieur le Chevalier Nigra déposent leurs pouvoirs, qui sont trouvés en bonne et due forme.

Le Protocole de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de France expose qu'il a reçu de M. l'Agent des Principautés-Unies une communication lui annonçant que le Gouvernement Provisoire de Bucharest a désignés Messieurs Charles Falcoyano et Jean Bratiano comme ses délégués auprès de la Conférence. Monsieur Drouyn de Lhuys donne lecture d'une lettre que lui a adressée Monsieur Bratiano en son nom et en celui de son collègue pour demander à être admis à exprimer, en présence de la Conférence, les aspirations et les besoins réels des populations Moldo-Valaques.

Les Plénipotentiaires délibèrent sur cette demande et décident qu'elle ne peut être admise. Toutefois chacun des Plénipotentiaires sera prêt à recevoir toutes les communications, soit écrites, soit verbales, que MM. les Délégués croiraient devoir leur faire à titre de renseignements.

Monsieur Nigra ayant demandé si les Protocoles seront livrés à la publicité, et fait observer qu'il serait peut-être convenable de prendre une décision à ce sujet, Monsieur Drouyn de Lhuys répond en rappelant que les Protocoles de 1856 et de 1858 ont été publiés; mais il est bien entendu qu'une publication semblable ne peut avoir lieu qu'après un certain temps.

Monsieur le Comte Cowley et Monsieur de Budberg rappellent que jusque-là le secret devra être gardé.

M. le Plénipotentiaire de Russie exprime l'avis qu'il faudrait avant tout définir la situation et indiquer clairement le but qu'il s'agit d'atteindre. Dans son opinion la Conférence n'est pas appelée à inventer et à créer un ordre de choses nouveau; sa mission consiste uniquement à tirer partie de ce qui existe et à y chercher les éléments d'une solution pratique.

Monsieur Drouyn de Lhuys ayant observé que c'étaient là ce que désiraient en effet tous les membres de la Conférence, Monsieur

de Budberg ajoute qu'il y aura lieu, suivant lui, d'appliquer les pre- 1866
scriptions de la Convention de 1858, qui ont prévu la vacance de l'Hospodarat.

M. le Plénipotentiaire de Prusse objecte à cette manière de voir que la Convention de 1858 a été modifiée par des actes subséquents, dont il lui paraît impossible de ne pas tenir compte.

M. le Plénipotentiaire d'Italie ayant demandé si la Conférence devrait se considérer comme investie d'un pouvoir en quelque sorte constituant et autorisée à entrer dans des errements nouveaux, Monsieur le Comte de Goltz répond qu'il suffit à son avis de s'en référer aux réserves faites par les Puissances en 1861; de cette manière on ne sortirait pas des limites de l'état de choses établie.

M. le Plénipotentiaire de France adhère à l'observation du Comte de Goltz. Quand à celles qui ont été présentés par M. le Plénipotentiaire de Russie, il y répondra par le simple exposé des actes qui se sont succédé depuis 1858; il les rappelle sommairement et conclut en disant que le question est celle-ci: Tombera-t-on de plein droit sous le régime de la Convention de 1858, ou examinera-t-on s'il y a lieu de maintenir les modifications qui y ont été ultérieurement apportées et qui ont eu pour effet d'établir l'union administrative et parlementaire des Principautés? Or, la question est résolue par le fait même des réserves officiellement adressées à la Porte par la presque unanimité des Représentants des Puissances garantes en 1861. Monsieur Drouyn de Lhuys donne lecture de la note adressée par le Prince Lobanoff au Ministre des Affaires Étrangères du Sultan, et qui se termine ainsi: —

„C'est en s'inspirant des intentions de son Gouvernement que le Soussigné croit devoir réserver à une entente préalable entre la Sublime Porte et les Représentants des Puissances garantes l'examen de la situation qui se produirait dans les Principautés à la vacance de l'Hospodarat, ainsi que l'application éventuelle des mesures prévues par le Protocole du 6 septembre 1859. Le Soussigné manquerait à ses obligations s'il laissait ignorer à Aali Pacha que son adhésion à la note du 2 décembre est entièrement subordonnée aux réserves qu'il vient de formuler."

Le Prince Lobanoff et ses collègues à Constantinople ont donc expressément réservé l'examen d'une situation, alors éventuelle, réalisée aujourd'hui; la Porte n'a rien objecté à leurs déclarations et les a, par cela même acceptées.

Monsieur le Comte Cowley dit que c'est, en effet, en vertu de ces réserves que les Plénipotentiaires se trouvent réunis.

Monsieur le Baron de Budberg ajoute que c'est là que réside le point de départ, et sur sa demande on passe à l'examen de la quest

1866 que soulève la déclaration lue à la séance précédente par M. l'Ambassadeur de Turquie.

M. le Plénipotentiaire de France résume la communication de Safvet-Pacha; elle se réduit à deux points, écarter des délibérations de la Conférence la question du Prince étranger, et celle de l'hérédité de l'Hospodarat.

Monsieur de Budberg ayant dit „et l'union?“ —

Monsieur Drouyn de Lhuys ajoute que la question de l'union ne ressort pas de la note de M. l'Ambassadeur de Turquie. Elle viendra naturellement dans le cours des délibérations, mais la note de Safvet Pacha n'en fait pas mention.

Le Plénipotentiaire de Turquie, invité à s'expliquer sur le premier objet de ses réserves, expose que la Porte ne peut admettre un Prince étranger à la tête des Principautés, parce que, dans son opinion, cela équivaudrait à déclarer l'indépendance de ces Provinces.

Le Plénipotentiaire de Russie dit que les populations Moldo-Valaques demandent, il est vrai, un Prince étranger; mais ce n'est pas de leur part un désir bien raisonné; c'est comme une tentative suprême pour améliorer le sort de leur pays par une combinaison qui n'a pas encore été essayée; mais rien ne prouve que ces espérances puissent se réaliser.

Quant à la Russie de nombreux motifs l'engagent à voter contre l'élection d'un Prince étranger. Monsieur de Budberg se réserve de les exposer, lorsque cette combinaison sera discutée par la Conférence.

Le Plénipotentiaire d'Autriche paraissant élever quelque doute sur ce qu'il y a eu de général dans les voeux exprimés sur ce point, le Comte Cowley répond que, d'après les renseignements qui lui ont été fournis, aucun doute n'est possible à cet égard; mais il pense avec Safvet Pacha que le Gouvernement d'un Prince étranger en Moldo-Valachie est incompatible avec le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman. Sans compter les difficultés de toute sorte que rencontreraient le choix et la nomination d'un Prince étranger, serait-il possible d'en trouver un qui fût prêt à accepter la position de vassal de la Porte?

Le Plénipotentiaire de Prusse, sur l'observation faite par Monsieur Nigra qu'il conviendrait peut-être que la Conférence déterminât l'ordre des questions et examinât d'abord celle de l'union, dit que, pour le moment il lui paraît qu'il y a à discuter, non la question même du Prince étranger, mais la question préalable de la réserve présentée à ce sujet par Safvet Pacha. Sans vouloir dès à présent proposer à la Conférence le choix d'un Prince étranger, on peut, cependant, hésiter à exclure de ses délibérations cette combinaison. Il ne croit donc pas qu'il convienne de se lier les mains sur ce point

pour l'avenir, en restreignant la délibération dans les limites indiquées 1866
par le Plénipotentiaire de Turquie.

Le Plénipotentiaire de Turquie ajoute à ce qu'il a dit précédemment que l'admission de ses réserves est la condition de la participation de la Turquie à la Conférence. Si elles n'étaient pas admises, il n'aurait qu'à en référer à son Gouvernement, qui ne pourrait sans doute que l'inviter à se retirer.

Le Plénipotentiaire de France ne se considère pas comme en mesure d'émettre en ce moment une opinion absolue sur la demande de l'Ambassadeur de Turquie. Son vote dépendra naturellement des résolutions qui seront adoptées par ses honorables collègues sur les autres questions soumises à leur examen; si le maintien de l'union, par exemple, était consacré, il serait disposé à donner moins de relief et d'insistance à son opinion en faveur du Prince étranger, car il ne voudrait pas faire échouer par son opposition isolée un arrangement auquel tous les autres membres de la Conference se seraient ralliés. Du reste la manière de voir du Gouvernement de l'Empereur à ce sujet se trouve énoncée dans toutes les délibérations qui se sont succédé à partir de la Conférence de Vienne en 1855; dans le Congrès de 1856, où le Plénipotentiaire français n'était pas seul à le soutenir; puis dans la Conférence de 1858; la France s'était dès le principe prononcée pour cette combinaison, dans la persuasion qu'elle était voulue par les Populations, et, en effet, les Divans ad hoc, convoqués en 1857, en ont exprimé le voeu. Depuis lors, la France a-t-elle aucun motif de modifier son opinion? Nullement; et les derniers évènements sont de nature, au contraire, à la confirmer. Enfin, pour ce qui le concerne, le Plénipotentiaire de la France désirerait que l'on laissât aux Principautés le droit de nommer un Prince soit étranger soit indigène.

M. le Plénipotentiaire de la Russie dit qu'il s'agit de savoir si l'on veut ou non maintenir l'article XII de la Convention de 1858.

M. le Plénipotentiaire d'Italie rappelle qu'il y a une question préjudicielle: M. l'Ambassadeur de Turquie sera-t-il admis ou non dans ses déclarations? Monsieur Nigra propose de suspendre l'examen de ces déclarations et d'examiner les autres questions. Safvet Pacha sera toujours à temps de se prononcer ainsi qu'il le jugera convenable.

M. le Plénipotentiaire de Prusse dit qu'en effet les réserves préalables de la Turquie ne sont pas d'une nécessité absolue, puisque les résolutions ne pourront être prises qu'à l'unanimité des voix.

M. le Plénipotentiaire de France adhère complètement à l'avis du Comte de Goltz. Safvet Pacha peut exprimer ses protestations aussi bien après qu'avant. Quant à lui, il ne voudrait pas se prononcer de prime abord pour ou contre l'objet des déclarations de

1866 M. l'Ambassadeur de Turquie; il ne pourrait, dès à présent, voter d'une manière absolue. Il réservera donc son vote, et il lui semble que M. l'Ambassadeur de Turquie pourrait également réserver sa décision.

Safvet Pacha ayant dit qu'il y consentait, si les Puissances déclaraient vouloir maintenir les Traités qui ont consacré l'intégrité de la Turquie.

Monsieur le Comte Cowley fait observer que des Traités solennels n'ont pas besoin d'une telle confirmation.

M. le Plénipotentiaire de France ajoute que personne n'a plus fait que la France pour assurer cette intégrité. Au surplus, bien qu'il n'admette point que l'avènement d'un Prince étranger soit nécessairement incompatible avec la suzeraineté de la Porte, si l'arrangement final agréé par tous les autres Plénipotentiaires, lui paraît convenable, il n'insistera pas sur le Prince étranger; mais s'il en était autrement, il serait obligé de maintenir sur ce point l'opinion de son Gouvernement. Enfin il ne se croit pas autorisé à dire a priori qu'il consent à écarter le Prince étranger, sans savoir quelles seront les décisions ultérieures de la Conférence.

Après quelques observations échangées entre MM. les Plénipotentiaires d'Autriche, d'Italie, de Turquie et de Russie, —

Monsieur le Comte Cowley fait remarquer que la note lue à la Conférence par Safvet Pacha contient deux parties distinctes; dans l'une, il indique les actes diplomatiques qu'il propose de prendre pour bases de discussion; dans l'autre, il demande que la Conférence écarte tout d'abord de ses délibérations la question du Prince étranger et celle de l'hérédité. Il semble qu'en réalité M. le Plénipotentiaire de Turquie n'ait entendu faire que de simples réserves. Ne pourrait-il pas, dès lors accepter purement et simplement la base de discussion qu'il a lui-même proposée, sauf à voir ce qu'il aurait à faire ultérieurement d'après la suite et le résultat de la délibération?

M. le Plénipotentiaire de France d'accord avec Monsieur le Comte Cowley, ajoute que M. le Plénipotentiaire de Turquie peut se considérer comme satisfait, du moment qu'il lui est donné acte de déclaration, et que sa décision définitive se trouve ainsi réservée.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit qu'après les explications données par Monsieur Drouyn de Lhuys il consent à remettre à plus tard l'examen des deux questions dont il s'agit, et qu'en conséquence il réserve son vote.

M. le Plénipotentiaire d'Italie rappelle qu'il y a deux grands principes à concilier: l'intégrité de l'Empire Ottoman et le voeu des populations. Or, ce voeu s'est toujours prononcé pour le Prince étranger; c'est la seule base d'une institution durable, et il pense, pour sa part, que la Conférence doit en tenir compte et ne pas écarter l'éventualité d'un Prince étranger.

MM. les Plénipotentiaires de Prusse, de Russie, de la Grande-Bretagne, d'Italie et de France, quoique différant d'avis en ce qui concerne l'opportunité et la possibilité de la nomination d'un Prince étranger, et le plus ou moins de garanties qu'elle offrirait, sont unanimes à déclarer qu'elle est dans le voeu des populations. 1866

En résumé, la question du Prince étranger demeure réservée, et la Conférence passe à celle de l'union.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait observer que c'est au Représentant de la Puissance suzereine à s'expliquer.

Safvet Pacha rappelle qu'aux termes du Firman de 1861, la réunion des deux Principautés, admise par la Puissance suzeraine, de concert avec les cours garantes, comme une conséquence de la double élection du Prince Couza, devait cesser à la première vacance de l'Hospodarat. Il donne lecture de l'article 6 du Firman portant que deux Assemblées devront être élues, l'une en Valachie, l'autre en Moldavie, pour procéder à la nomination d'un Hospodar pour chaque Principauté. Il donne également lecture de l'article 7, duquel il résulte que les modifications apportées à la Convention de 1858, dans le sens d'une union plus complète, n'ont qu'un caractère temporaire, et doivent cesser avec le Gouvernement du Prince Couza.

M. l'Ambassadeur de Turquie termine en demandant l'application de l'article 5.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit que ce que désire son Gouvernement est que l'on fournisse aux populations l'occasion d'exprimer librement leurs voeux quant à la séparation.

M. le Plénipotentiaire d'Italie, ayant émis l'avis que l'union doit être maintenue par cela même qu'elle existe, et que jusqu'à présent les populations n'ont cessé de marcher dans le même sens, —

Monsieur le Baron de Budberg ajoute qu'il n'en est pas ainsi en Moldavie. L'union peut sortir peut-être d'un appel fait au pays; mais la Russie est convaincue que la grande majorité des Moldaves désire, au fond, la séparation.

M. le Plénipotentiaire de France demande qu'il lui soit permis de rappeler les faits. La France s'est prononcée en faveur de l'union plus fortement encore que pour le Prince étranger; elle se fondait sur le voeu et l'intérêt des populations dans l'une et l'autre Principauté. Il y a, à cet égard, un document d'une autorité particulière, car il a été rédigé et promulgué avec la participation de la Russie. C'est le Règlement Organique donné à la Valachie en 1832; on y trouve dans une section ayant pour titre, „Commencement d'une union plus grande entre les deux Principautés," un Article ainsi conçu:

„L'origine, la religion, les moeurs, l'unité de langage de ces deux Principautés, l'identité de besoins, sont des éléments suffisants pour cimenter une union plus grande entre ces deux Principautés;

1866 union qui n'a été empêchée et retardée jusqu'ici que par des circonstances défavorables. Les résultats heureux qui en découleraient pour les deux Principautés, les concéquences avantageuses qui dériveraient d'un rapprochement plus intime entre ces deux peuples, ne peuvent être mis en doute par personne. Nous avons donc posé les commencements et les bases de cette union dans le Règlement Organique, en établissant des assises uniformes de législation administrative dans les deux provinces."

Aussi, au Congrès de Paris en 1856, le premier Plénipotentiaire de Russie se prononça-t-il, comme celui de France, en faveur de l'union. En 1858, l'opinion des Moldo-Valaques étant officiellement constatée et exprimée par les Divans ad hoc, le Plénipotentiaire Français put se prononcer d'une façon encore plus formelle. Cependant il y eut des résistances, et tandis qu'aujourd'hui tout le monde paraît d'accord pour s'en rapporter complètement à ce que voudraient les populations si on les consultait de nouveau, on crut devoir alors, malgré l'unanimité des voeux constatés, s'arrêter à une sorte de transaction en déposant dans la loi électorale annexée certains éléments d'unification. Depuis, par la force des choses, de nouveaux pas ont été faits vers le but indiqué dès 1832. En 1859, le même Hospodar a été élu dans l'une et l'autre Principauté, et telle était la force du voeu national que les Valaques n'hésitèrent pas à porter leur suffrage sur l'homme alors obscur, élu d'abord par la Moldavie. Tous les actes accomplis depuis lors jusqu'à ceux du 14 mai 1864, ont été autant de progrès successifs dans l'Union. La Porte, il est vrai, n'y a adhéré qu'avec des réserves. Mais, enfin, l'union existe en fait aujourd'hui, et, si on veut qu'elle cesse, il faut établir immédiatement deux Gouvernements, et recourir à des mesures qui auront le grave inconvénient de préjuger en la remettant en question une opinion déjà constatée.

Monsieur le Comte Cowley ayant fait remarquer que M. le Plénipotentiaire de Turquie ne demande pas deux Gouvernements, mais la convocation de deux Assemblées, —

Monsieur Drouyn de Lhuys se demande en vertu de quel principe on provoquera des élections en Moldavie et en Valachie, puisque l'on se trouve en présence de voeu déjà constatés et confirmés par la succession des faits.

M. le Plénipotentiaire de Russie conteste absolument que les populations soient aujourd'hui pour l'union; elles la veulent bien certainement avec un Prince étranger, mais pas autrement. Cela résulte des Informations venues de Jassy. Il est donc difficile que le pays ne soit pas de nouveau consulté. Il peut toutefois y avoir là une cause de trouble; il s'agirait donc de trouver un mode de procéder qui prévînt tout danger à cet égard.

Monsieur de Metternich adhère à cette manière de voir: son 1866
Gouvernement désire dans tous les cas que les populations Moldaves puissent émettre leurs voeux sous certaines garanties de liberté et d'indépendance.

Monsieur le Comte Cowley également: son Gouvernement n'a pas de parti pris ni pour ni contre l'union, il s'en remettra au voeu des populations.

Monsieur Drouyn de Lhuys dit que la France est pour l'union, parcequ'elle est toujours convaincue que les populations la veulent. Et c'est pour cela que, pour ce qui concerne, il ne se reconnaît pas le droit de prendre l'initiative de leur poser une question qu'elles ont déjà résolue. C'est une initiative qui leur appartient et qu'il convient de leur laisser. Il y a une Assemblée à Bucharest; ne pourrait-elle pas être appelée à pourvoir à la vacance de l'Hospodarat? Si elle voulait la séparation, elle aurait là naturellement l'occasion de manifester ses dispositions. Cette combinaison aurait d'ailleurs l'avantage d'éviter les lenteurs et les commotions d'une grande campagne électorale. Les Moldaves sont en assez grand nombre dans l'Assemblée, leur vote offre toutes les garanties désirables, et rien ne les empêcherait de se déclarer pour le maintien ou pour la cessation de l'union.

Le Plénipotentiaire de Russie considère ce système comme très pratique, mais à son avis il conviendrait, afin d'avoir un vote vraiment honnête et libre, que les Députés Moldaves se rendissent à Jassy pour y voter, tandis que les Députés Valaques voteraient à Bucharest. Il y aurait ainsi deux votations distinctes.

Monsieur Drouyn de Lhuys n'approuve pas cette séparation. Il désire que les choses se passent avec le moins de trouble et le plus de liberté possible. Or, il ne voudrait pas provoquer une mesure qui au lieu de laisser aux Députés eux-mêmes l'initiative d'un vote séparatiste, semblerait les y provoquer, et tendrait dès lors à exercer à leur égard une sorte de pression morale. De plus ne serait-il pas à craindre que la présence de Députés Moldaves à Jassy ne fournît un prétexte d'agitation?

Le Prince de Metternich répète et le Comte Cowley fait remarquer qu'il faudrait également garantir qu'il n'y aurait pas de pression sur les Députés Moldaves s'ils votaient à Bucharest. Or, MM. les Plénipotentiaires d'Autriche et de la Grande-Bretagne ne voient pas que ce serait le moyen d'assurer, en ce cas, la liberté de leurs votes.

M. le Plénipotentiaire de Turquie pense que l'on pourrait rendre le Gouvernement provisoire responsable des mesures à prendre pour assurer la tranquilité du pays et la libre émission des votes des Députés Moldaves.

1866 Le Plénipotentiaire de Prusse dit que son Gouvernement, qui se croit bien informé du voeu des populations, est pour l'union, mais qu'il n'entendrait pas la leur imposer. Jusqu'à présent il n'a reçu aucune information qui l'autorise à supposer que ce voeu s'est modifié; toutefois s'il s'élevait des doutes sérieux à cet égard, il n'aurait aucune objection à ce que les populations Moldo-Valaques fussent de nouveau consultées; il conviendrait alors de recourir à de nouvelles élections pour bien constater leurs dispositions actuelles.

Le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne déclare n'avoir pas d'informations suffisantes, et n'être en conséquence, comme la plupart de ses collègues, ni pour ni contre l'union, ainsi qu'il l'a déjà dit. Mais il ne comprendrait pas dans tous les cas que l'on hésitât à consulter les populations.

Le Plénipotentiaire de Russie donne la préférence à ce dernier mode de procéder sauf l'approbation de son Gouvernement. Mais pour avoir un vote complètement libre il serait à son avis indispensable de recourir à la convocation de deux Assemblées.

Le Plénipotentiaire de France résume l'état de la discussion; il rappelle que quelques membres de la Conférence ont émis l'avis adopté par leurs collègues d'en référer aux Gouvernements respectifs; il énumère, en les analysant, les diverses combinaisons qui se sont produites au sein de la Conférence, et invite les Plénipotentiaires à se prononcer.

La Conférence décide que les Plénipotentiaires en référeront à leurs Gouvernements respectifs et leur soumettront les questions suivantes: —

1° Convient-il de laisser à l'Assemblée qui siège actuellement à Bucharest la mission de nommer un Hospodar en remplacement du Prince Couza?

En ce cas si spontanément les membres Moldaves manifestaient des intentions différentes, et demandaient soit le vote séparé sur l'union ou la séparation des Principautés, ils pourraient être admis à voter de leur côté, tandis que les Députés Valaques voteraient du leur, mais sans quitter Bucharest.

2° Convient-il, sans attendre que les Députés Moldaves aient manifesté leurs intentions d'inviter l'Assemblée siégeant à Bucharest à se prononcer sur l'union ou la séparation avec une votation séparée?

3° Y aurait-il lieu de décider que l'Assemblée se trouvant appelée à se prononcer sur la question de l'union, les Députés Moldaves iraient voter à Jassy, tandis que les Députés Valaques voteraient à Bucharest?

4° Convient-il de faire un appel direct à des élections générales ayant expressément pour objet de nommer une seule Assemblée qui

se réunirait à Bucharest pour nommer un nouvel Hospodar et au 1866
besoin pour se prononcer sur la question de l'union?

Il serait entendu, dans ce dernier cas, que le vote favorable à l'union ne serait valable qu'autant qu'il aurait rallié la majorité des Députés Moldaves faisant partie de l'Assemblée.

5° Enfin vaudrait-il mieux recourir à la convocation de deux assemblées, l'une à Bucharest, l'autre à Jassy, à l'instar de ce qui s'est déjà fait en 1857 pour les Divans ad hoc?

La Conférence décide que dans sa prochaine réunion, qui aura lieu sur convocation, elle procédera à la ratification de l'acte public signé le 2 novembre dernier à Galatz, par les membres de la Commission Européenne.

Fait à Paris, le 19 mars 1866.

Metternich. *Goltz.*
Drouyn de Lhuis. *Budberg.*
Cowley. *Safvet.*
Nigra.

Protocole N° 3.

Présents: Les Plénipotentiaires d'Autriche;
de France;
de Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Prusse;
de Russie;
de Turquie.
Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la deuxième séance est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de France expose l'objet spécial de la réunion de ce jour; il s'agit de sanctionner l'Acte Public élaboré par la Commission Européenne du Bas-Danube et signé par elle à Galatz, le 2 novembre dernier.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'avant de prendre une décision à cet égard, il y aurait à résoudre deux questions préalables: l'une est relative à la prolongation des pouvoirs de la Commission Européenne; la Russie n'a pas d'objection à ce que la durée de la Commission soit prolongée; mais il lui paraît indispensable que le terme en soit fixé d'une manière définitive. L'autre est relative à l'Acte élaboré en 1857, par les Commissaires des États riverains. Les Puissances signataires du traité de Paris avaient, dans la Conférence de 1858, demandé que des modifications importantes fussent apportées à cet acte; on avait fait espérer qu'un nouveau projet serait préparé dans un délai de six mois, et huit ans se sont écoulés d[illegible]

1866 lors. Il serait donc convenable de se prononcer avant tout sur cette question préjudicielle.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne dit que si l'on veut que les travaux entrepris pour l'amélioration du Bas-Danube soient achevés d'une manière durable, il faut encore trois ans au moins; l'ingénieur Anglais attaché à la Commission est en ce moment ici, et il l'affirme; il déclare que l'année actuelle s'écoulera sans que l'on ait presque rien fait, si l'emprunt projeté par la Commission n'est pas réalisé bientôt; de plus, les trauvaux ne peuvent s'exécuter par tous les temps, ils exigent une saison favorable; enfin il y a diverses causes de retard dont il faut tenir compte pour fixer un délai à la durée de la Commission.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit que ses informations concordent entièrement avec celles du Compte Cowley. Il lui paraîtrait d'ailleurs plus régulier que la Conférence commençât par s'occuper de l'objet spécial de sa réunion, c'est-à-dire de la ratification de l'Acte Public signé à Galatz.

Monsieur le Comte Cowley répond qu'on peut, en effet procéder à cette ratification sans rien préjuger quand au reste, et

Monsieur le Baron de Budberg ajoute qu'il n'y a pas objection, de moment que les deux questions qu'il a posées seront traitées immédiatement.

La Conférence s'étant prononcé dans ce sens,

M. le Plénipotentiaire de France lit un Protocole destiné à constater la sanction donnée par les Plénipotentiaires à l'Acte Public et dont le projet avait été préalablement communiqué aux Membres de la Conférence. Ce Protocole est adopté dans les termes suivants:

„La Commission Européenne, instituée par l'Article XVI du Traité signé à Paris le 30 mars 1856, étant parvenue à améliorer la navigation du Bas-Danube en faisant exécuter plusieurs travaux importants, et ayant pourvu à la réglementation des divers services qui s'y rattachent, les Puissances signataires ont muni leurs Délégués dans ladite Commission de pleins-pouvoirs à l'effet de déterminer, par un Acte international, les droits et obligations ressortants du nouvel état de choses.

„En conséquence, un Acte Public a été signé par eux à Galatz, le 2 novembre 1865, en huit exemplaires originaux, dont l'un est resté déposé aux archives de la Commission Européenne, et dont les autres ont été envoyés par les Commissaires à leurs Gouvernements respectifs."

M. le Plénipotentiaire de France présente à la Conférence un des exemplaires originaux de l'Acte Public.

Après avoir pris connaissance de cet Acte, des deux Annexes A et B, qui en font partie intégrante, et de l'arrangement relatif aux

avances faites par la Sublime Porte à la Commission Européenne, 1866
qui y est également joint, la Conférence donne son assentiment et sa sanction aux dispositions qui y sont édictées.

Il est convenu toutefois, afin de réparer une omission involontaire, que l'Article 5 du Règlement du 21 novembre 1864 (Annexe A), sera rédigé comme il suit:

„Les capitaines marchands, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, sont tenus d'obtempérer aux ordres qui leur sont donnés, en vertu de présent Règlement, par l'Inspecteur-Général et par le Capitaine du port de Soulina.

„Ils sont également tenus de leur déclarer, s'ils en sont requis, leurs noms, ainsi que la nationalité et les noms de leurs bâtiments, et de leur présenter leurs rôles d'équipage, sans préjudice aux dispositions des Articles 10, 17 et 65 ci-dessous.

„Une instruction spéciale, émanée de la Commission Européenne, règle, dans ses détails, l'action de ces deux agents."

Il est convenu, en outre, que dans la section 1 de l'Article 98 du même Règlement, les mots „article 4" seront remplacés par les mots „Article 5".

Les Puissances contractantes, en donnant à l'Acte Public et à ses deux annexes la publicité officielle, chacune pour ce qui la concerne, tiendront compte des modifications qui précèdent.

Le présent Protocole a été dressé et signé en deux exemplaires originaux: l'un restera, comme les autres Protocoles, aux actes de la Conférence; le second a été remis officiellement, en Conférence, au Plénipotentiaire de Sa Majesté le Sultan, et sera, par ses soins, envoyé à Constantinople afin d'y servir et tenir lieu de la ratification Européenne prévue en l'Article 22 de l'Acte Public.

Ce document est signé par les Plénipotentiaires séance tenante, et remise en est faite immédiatement à M. l'Ambassadeur de Turquie, qui en donne acte.

On reprend l'examen de la question relative à la Commission Européenne.

M. le Plénipotentiaire de Prusse est d'avis qu'elle ne doit pas faire place à la Commission Riveraine avant que les travaux dont l'exécution lui a été confiée par le Traité du 20 mars 1856, ne soient entièrement terminés. Il y a dans la Commission Européenne et dans le personnel qui lui est adjoint des hommes capables, qui ont acquis par l'expérience une science pratique et dont le concours est précieux et très utile à conserver.

M. le Plénipotentiaire de France pose la question qui est de savoir s'il y a lieu d'assigner un terme fixe à l'achèvement des travaux. L'ingénieur Anglais demanderait au moins trois ans; c'est le délai que la Commission avait elle-même indiqué dans sa séance

1866 2 novembre 1865. A raison du temps écoulé depuis lors, il conviendrait d'accorder un an de plus.

M. le Plénipotentiaire de Russie tient avant tout à ce qu'un terme quelconque soit fixé d'une façon définitive; il est juste sans doute de tenir compte des causes de retard, comme celle résultant de la saison par exemple; mais n'y aurait-il pas des inconvénients à laisser aux Commissaires une latitude infinie?

Monsieur le Prince de Metternich et Monsieur le Comte Cowley observent qu'il faut tenir compte aussi du manque d'argent. Les derniers évènements survenus à Bucharest rendent plus difficile de se procurer, de ce côté, comme on l'espérait, une partie des capitaux nécessaires.

M. le Plénipotentiaire de Prusse pense que l'on pourrait prolonger les pouvoirs des Commissaires Européens jusqu'à la fin de 1869.

M. le Plénipotentiaire de Russie ayant répondu, en se référant aux observations présentées par Monsieur le Comte Cowley, qu'il est difficile de s'arrêter à ce terme.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne proposerait de déclarer que le délai ne devrait pas dépasser cinq ans; si, d'ailleurs, il indique un chiffre, c'est pour répondre au désir qui est exprimé pour la fixation d'un terme. Celui de trois ans ne saurait être adopté qu'avec la possibilité d'une prolongation.

M. le Plénipotentiaire de France appuie cette opinion: si on fixait un terme trop court, il paurrait sembler illusoire, et on espérerait toujours en obtenir un nouveau, tandis qu'un délai plus long serait par cela même considéré comme devant être définitif.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche et de Russie adhèreraient au terme de cinq ans, mais en demandant que la Commission Européenne fût invitée à presser autant que possible l'achèvement des travaux.

M. le Plénipotentiare de Turquie trouve ce délai bien long; il lui semble que c'est perpétuer la Commission.

M. le Plénipotentiaire de Russie éprouve quelque hésitation à se prononcer sur la proposition du Comte Cowley; elle est certainement très-logique, mais peut-on songer à dissoudre la Commission Européenne avant que le règlement élaboré par les riverains ait été terminé et accepté? Les deux questions sont inséparables: si l'Acte des riverains existait, si la Commission permanente était constituée, l'objection ne subsisterait plus.

M. le Plénipotentiaire de Prusse adhère à ces observations.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne fait remarquer que l'Acte des riverains pourrait être adopté sans que cela impliquât aucunement la dissolution de la Commission Européenne. Du reste,

on pourrait fixer pareillement un terme, celui de deux ans, par 1866
exemple, au travail de réglementation de la Commission Riveraine.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche serait d'avis de ne pas mêler les deux questions; il vaudrait mieux commencer par vider la première. Peut être les déclarations qu'il aura à présenter ensuite seront-elles de nature à satisfaire Monsieur le Baron Budberg.

Monsieur Drouyn de Lhuys croit devoir rappeler, et Monsieur le Comte Cowley adhère à son observation, que dans la Conférence de 1858 tous les Plénipotentiaires, à l'exception de celui d'Autriche, qui réservait l'opinion de son Gouvernement, furent d'avis de prolonger la durée de la Commission Européenne jusqu'à l'achèvement complet des travaux énoncés en l'article XVI du Traité de Paris. Sans aller aussi loin aujourd'hui, ne vaut-il pas mieux, entre les deux termes proposés, choisir celui qui est assez long pour être véritablement pris au sérieux?

MM. les Plénipotentiaires de Russie, d'Autriche, de Prusse, d'Italie et de Turquie adhèrent avec le Comte Cowley et Monsieur Drouyn de Lhuys au terme de cinq ans, mais sous la réserve de l'approbation de leurs Gouvernements.

M. le Plénipotentiaire de France énonce la deuxième question qui concerne le règlement élaboré par la commission Riveraine: on a exprimé le désir d'être fixé sur l'époque à laquelle ce travail pourra être entièrement terminé et présenté à l'acceptation des Puissances signataires du Traité de Paris.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche répond qu'il serait impossible de rien préciser à cet égard, vu la grande difficulté que présente la constitution de la Commission Riveraine par suite de la situation actuelle des Principautés Moldo-Valaques. Monsieur le Prince de Metternich déclare d'ailleurs que son Gouvernement est prêt à profiter de la prolongation de la Commission Européenne pour s'entendre directement avec les autres Puissances à l'effet de résoudre dans le sens le plus libéral les points restées en litige et d'amener la constitution aussi prochaine que possible de la Commission Riveraine.

M. le Plénipotentiaire de Russie ne peut considérer cette déclaration comme satisfaisante: il ne doute point que l'Autriche ne soit disposée à apporter dans le règlement des points en litige un esprit large et libéral, mais il désirerait que Monsieur le Prince de Metternich fût en mesure d'indiquer avec plus de précision les intentions de son Gouvernement. A-t-il adhéré aux observations présentés par le Comte Cowly à la Conférence de 1858?

Monsieur le Prince de Metternich répond qu'en même temps que l'Autriche entrera en pourparlers avec les autres Puissances, elle s'occupera de reconstituer la Commission Riveraine. Il croit pouvoir

1866 ajouter qu'il s'entend de soi que les observations présentées en 1858 sur le règlement élaboré par les Commissaires Riverains feront l'objet d'un sérieux examen de la part de son Gouvernement, qui ne tardera pas à en faire connaître le résultat.

Après un échange d'observations entre la plupart des Plénipotentiaires et Monsieur le Prince de Metternich sur l'opportunité de fixer un terme pour la constitution de la Commission Riveraine, et l'élaboration définitive du règlement relatif à la navigation du Danube, M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit que la déclaration qu'il vient de faire signifié, selon lui, que l'Autriche aura pourvu à cette double mesure avant la dissolution de la Commission Européenne.

Monsieur le Comte Cowley rappelle qu'aux termes du Traité de 1856 la Commission Riveraine doit être permanente; c'est un motif de plus pour qu'elle soit reconstitué sans retard. La situation actuelle des Principautés n'est pas un obstacle à cet égard, d'autant moins que la nomination des Commissaires Moldo-Valaques doit être approuvée par la Porte.

Pour ce qui concerne l'entier achèvement du règlement de navigation, il ne voit pas pourquoi on n'accorderait pas une prolongation de délai à la Commission Riveraine comme on l'a fait pour la Commission Européenne.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait remarquer qu'il n'y a pas parité, et que les commissaires riverains n'ont pas devant eux les mêmes obstacles. Il ajoute que Monsieur le Baron de Hübner a élevé contre les modifications demandés dans la Conférence de 1858 une objection tirée des droits de souveraineté de l'Autriche. Il serait bon que des explications fussent données à cet égard.

M. le Plénipotentiaire de Prusse et M. le Plénipotentiaire de France pensent avec le Comte Cowley que la situation actuelle des Principautés ne doit apporter aucune difficulté à la nomination de Commissaires Moldo-Valaques.

Monsieur Drouyn de Lhuys résume les questions que Monsieur le Prince de Metternich, d'après le désir de la Conférence, aurait à soumettre à sa cour: quelque disposition a-t-elle été prise pour modifier le règlement élaboré en 1857, et pour reconstituer la Commission Riveraine? Que se propose-t-on de faire pour ce double objet?

M. le Plénipotentiaire d'Italie ajoute qu'il serait également opportun de demander au Gouvernement Autrichien quel serait à son avis, le délai dans lequel pourrait être présenté le travail de la Commission Riveraine; car la Commission Européenne ne saurait être dissoute avant que ce règlement n'ait été approuvé.

Monsieur le Prince de Metternich sur une dernière observation de Monsieur le Baron de Budberg, dit qu'il s'empressera de transmettre à Vienne ces diverses questions, en demandant des instructions

nouvelles qui lui permettront de rapporter à la Conférence la réponse 1866
de son Gouvernement.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne demande à appeler l'attention de la Conférence sur un projet émané du Délégue de Sa Majesté Britannique dans la Commission Européenne, et qui aurait pour objet d'étendre jusqu'à Ibraïla l'autorité et l'action des Commissaires. Lord Cowley donne lecture de la note suivante destiné à exposer les avantages de cette mesure : —

„Le Traité de Paris en désignant Isaktcha comme le point au-dessous duquel la Commission Européenne exercerait sa juridiction, ne paraît avoir eu en vue que de confier à la Commission le Delta du Danube.

„Il y a pourtant une division du fleuve plus naturelle au point de vue de sa navigation, c'est-à-dire le port d'Ibraïla.

„Cette ville peut être considérée comme le point où la navigation maritime se rencontre avec celle du fleuve. La plus grande partie des bâtiments destinés à la navigation en pleine mer, qui se chargent dans le fleuve, le font à Galatz et à Ibraïla, et plus souvent à ce dernier port, qui est le plus en amont.

„Entre Ibraïla et Isaktcha, il n'y aurait que peu de travaux à faire, mais le bas-fond entre Galatz et Ibraïla est quelquefois un obstacle pour les bâtiments très chargés, surtout quand les eaux sont basses, et ce serait avantageux de le draguer quand les hommes qu'on emploie à draguer n'ont pas à travailler plus loin en aval dans le fleuve. On trouve, dans l'application des règlements, que les bâtiments destinés à la navigation en pleine mer sont incommodés par le fait que la juridiction de la Commission est limitée à cette partie du fleuve qui se trouve au-dessus d'Isaktcha.

„De cet endroit, et de là jusqu'à Ibraïla, les navires destinés à la navigation en pleine mer qui sont au nombre de 2559 bâtiments à voile, sans compter une grande quantité de bateaux à vapeur, de barques et d'alléges, sont tout à coup libres de ne pas se conformer aux règlements auxquels ils ont dû se soumettre en venant de la mer jusqu'à ce point; par conséquent les collisions et les disputes sont très fréquentes.

„L'inspection et la surintendance de cette partie de la rivière n'augmenterait que peu les dépenses faites sur les fonds provenant de notre tarif, comme on n'aurait besoin que d'un surintendant en plus.

„Le Gouvernement de Sa Majesté se demande donc s'il ne serait pas avantageux d'étendre la juridiction de la Commission jusqu'à Ibraïla.

„Les avantages acquis seraient:

„1° Que tous les bâtiments destinés à la navigation en plei[illegible] mer auraient à se conformer au même acte de navigation pendi[illegible] tout le cours de leur voyage dans le fleuve et non-seulement du[illegible]

1866 le peu de temps que subsistera encore la Commission, mais après sa dissolution et jusqu'à ce que la Commission Riveraine aura rédigé un acte de navigation qui s'appliquera au Bas-Danube, ce que l'acte de 1857 ne fait pas.

„2° La Commission Riveraine aurait alors de droit d'employer les dragues, les bouées, etc., appartenant à la navigation maritime de toute la partie du fleuve que cette navigation frequente.

„Par l'article 14 de l'Acte Public, ce matériel ne peut être employé qu'au-dessous d'Isaktcha.

„3° De cette manière la navigation maritime serait exemptée de tous les impôts additionnels que la Commission Riveraine pourrait, ultérieurement, d'après le Traité actuel, imposer pour couvrir les frais des établissements entre Isaktcha et Ibraïla."

A la demande de Lord Cowley, il est convenu que le Secrétaire de la Conférence transmetra une copie de cette note à chacun des Plénipotentiaires qui soumettront la question à l'examen de leurs Gouvernements, et qu'elle sera insérée au Protocole.

M. le Plénipotentiaire de France, se fondant sur le voeu exprimé dans la Conférence quant à l'opportunité de hâter l'oeuvre de la Commission Européenne, croit devoir rappeler que tous les Commissaires ont voté, dans leur séance du 2 novembre dernier, un projet d'emprunt de 251.000 ducats (environ 3,000.000 de francs) pour couvrir les dépenses des travaux d'amélioration de la Bouche de Soulina. Lors d'un premier emprunt, chaque Gouvernement a transmis son approbation séparément; puisque la Conférence se trouve réunie, peut-être jugerait-elle utile, pour gagner du temps, de donner au nouveau projet une approbation collective.

Quelques-uns des Plénipotentiaires ne se trouvant pas suffisamment autorisés à s'associer à cette mesure, il est convenu que chacun des Plénipotentiaires demandera à son Gouvernement de hâter l'envoi de son approbation à Galatz.

La Conférence s'ajourne au Lundi, 2 avril.

Fait à Paris, le 28 mars 1866.

Metternich.
Cowley.
Goltz.
Safvet.
Drouyn de Lhuys.
Nigra.
Budberg.

1866

Protocole No 4.

Présents: Les Plénipotentiaires d'Autriche;
de France;
de Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Prusse;
de Russie:
de Turquie;
Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit que les nouvelles instructions qu'il attend de Pétersbourg ne doivent lui parvenir que le 4 avril; on ne sera donc pas surpris qu'il s'abstienne de se prononcer sur les questions qui seraient examinées dans la séance de ce jour.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que c'est d'après le désir exprimé par le Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique qu'il a réuni la Conférence avant le jour qui avait été fixé, et il invite Monsieur le Comte Cowley à exposer l'objet de cette convocation.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne dit qu'il résulte des informations parvenues de Bucharest à son Gouvernement que les résolutions de la Conférence y étaient attendues avec une extrême impatience, et que si les Plénipotentiaires tardaient à prendre une décision, de grands troubles étaient imminents. En présence d'un pareil état de choses, son Gouvernement à pensé qu'il était urgent de réunir les Plénipotentiaires.

M. le Plénipotentiaire de France ajoute aux informations générales données par le comte Cowley que les Plénipotentiaires doivent maintenant savoir qu'une dépêche télégraphique expédiée la veille de Bucharest, anonce que le Gouvernement provisoire venait de dissoudre l'Assemblée et d'en convoquer une nouvelle. Cet incident peut placer la Conférence dans une situation difficile. Elle a, dès le début, recommandé aux hommes provisoirement investis du pouvoir dans les Principautés de s'abstenir et d'attendre: c'était prendre l'engagement de faire elle-même quelque chose. En différant d'arrêter ses résolutions, elle s'est exposée à venir trop tard; les événements la devancent et elle est placée dans l'alternative de prendre sans retard un parti ou de résigner son mandat.

M. le Plénipotentiaire de Russie adhère à ce que vient de dire Monsieur Drouyn de Lhuys. Il trouve que le Gouvernement provisoire de Bucharest a agi bien précipitamment et sans en avoir le droit. Du reste, on n'a nullement à regretter l'Assemblée dissoute. Il demande ce que l'on propose.

1866 M. le Plénipotentiaire de France rappelle que les Plénipotentiaires ont dû consulter leurs cours; il est regrettable qu'ils ne soient pas tous munis de suffisantes instructions.

M. le Plénipotentiaire d'Italie ayant fait remarquer que les événements survenus à Bucharest ont pu rendre inaplicables, du moins en partie, les instructions que les Plénipotentiaires s'étaient réservé de demander à leurs Gouvernements sur les questions posées par la Conférence, —

Monsieur Drouyn de Lhuys répond qu'il y a de principes dont l'examen est toujours opportun: est-on pour une seule Assemblée, ou pour deux Assemblées? Peut-on s'en remettre entièrement au voeu des Populations? Le Gouvernement de l'Empereur ne demanderait pas mieux; mais on semble vouloir écarter le Prince étranger.

M. le Plénipotentiaire de Russie pour ce qui le concerne, déclare qu'il n'a pas à se prononcer en ce moment à cet égard: il attend ses instructions. Il pense d'ailleurs qu'il serait nécessaire de rentrer dans les termes de la Convention de 1858: l'expression des voeux des populations résulterait naturellement de cette mesure.

M. le Plénipotentiaire de Prusse est d'avis que l'événement survenu à Bucharest, loin d'avoir pour effet de suspendre les résolutions de la Conférence, devrait au contraire les hâter. On est en présence d'un pays en révolution; ce qui s'y passe est fâcheux sans doute et très regrettable, mais enfin les faits sont là et cette situation cessera d'autant plus tôt que l'on aura adopté une base sur laquelle on puisse établir une ligne de conduite.

M. le Plénipotentiaire d'Italie suppose que la Conférence prenne une résolution à laquelle les Principautés refusent de se conformer, et il demande ce que l'on ferait alors.

M. le Plénipotentiaire de Turquie répond que tout est prévu par les Traités en parail cas.

Monsieur le Comte Cowley ayant demandé à M. le Plénipotentiaire de France quel est son avis en présence de ce qui est survenu à Bucharest, —

Monsieur Drouyn de Lhuys répond quil s'est prononcé sur le principe pour le recours à une Assemblée unique. Si la Conférence s'était décidée pour la convocation d'une seule Assemblée elle ne se trouverait pas devancée par l'événement, et en présence d'une décision prise malgré elle ou du moins en dehors d'elle.

Du reste cette mesure n'est point en opposition avec les vues du Gouvernement de l'Empereur. Le recours à une Assemblée unique, soit à celle qui siégeait à Bucharest, soit à une Assemblée nouvelle, ce qui est encore mieux, si cette grande opération électorale peut avoir lieu sans troubles, n'a pas cessé d'offrir cet avantage — qu'il ne préjugeait rien contre le maintien de l'union, tout en laissant les

partisans de la séparation également libres de manifester leurs voeux, 1866
puisqu'il a été bien entendu que la majorité des Députés Moldaves devrait, dans tous les cas, être acquise à l'union pour qu'elle fût maintenue. La ligne de conduite adopté par la France est bien simple: c'est de tenir compte des voeux des populations pour l'union et le Prince étranger.

L'union est bien plus qu'un voeu solennellement exprimé: c'est une réalité qui est entrée dans les actes diplomatiques comme dans les faits, et que l'on retrouve à chaque page de l'histoire des Principautés depuis dix ans; en un mot, c'est un fait obligatoire pour tout le monde, tant qu'il ne sera pas produit en sens contraire une manifestation spontanée au sein de l'Assemblée.

Quant au Prince étranger, le voeu des populations, dans l'opinion de la France, n'est pas moins légitime et sensé, car il est naturel qu'après avoir épuisé toutes les autres combinaisons, elles désirent faire l'essai de celle-là; et serait-ce donc la première fois qu'un peuple aurait demandé à l'étranger un Prince qu'il ne pouvait rencontrer chez lui? De plus, le choix d'un Prince étranger n'est point nécessairement incompatible avec la suzeraineté de la Porte. La France est donc toujours favorable à cette combinaison, mais comme elle est demeurée à l'état de simple voeu et qu'elle est en opposition avec des stipulations internationales qui ne sauraient être modifiées qu'avec le concours de toutes les Puissances, Monsieur Drouyn de Lhuys ne peut que regretter l'opposition qu'elle a jusqu'à présent rencontrée.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait remarquer que la discussion sur le Prince étranger a été momentanément écartée des délibération de la Conférence. Pour ce qui concerne l'union, Monsieur le baron de Budberg conteste, comme il l'a fait précédemment, qu'elle soit dans le voeu des populations. La Moldavie n'en veut pas, et si l'on tarde d'avoir égard à ses tendances, il y aura certainement des démonstrations dans un sens contraire. A l'appui de cette assertion, M. le Plénipotentiaire de Russie donne lecture d'une dépêche du Consul russe à Jassy en date du 5 et d'une autre du 9 mars dans laquelle il est dit que les Agents du Gouvernement provisoire agissent par tous les moyens en faveur de l'union. On a même fait venir de la Valachie à Jassy une batterie d'artillerie; malgré tout, les Moldaves repoussent l'union, à moins qu'elle ne s'effectue avec un Prince étranger.

Monsieur le baron de Budberg est convaincu de l'exactitude de ces rapports; il ne saurait toutefois exiger des autres Plénipotentiaires qu'ils y aujoutent la même confiance. Mais ils comprendront que la Russie ne puisse consentir à ce que la liberté des opinions soit opprimé en Moldavie.

1866 M. le Plenipotentiaire de France fait remarquer que bien loin de vouloir aucune oppression de cette espèce le Gouvernement de l'Empereur a consenti à ce que les populations fussent mises en mesure d'exprimer de nouveau leurs voeux. Du reste, en convoquant une Assemblée unique on fait ce que la France souhaitait voir faire par la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Prusse dit que l'événement, quelque regrettable qu'il soit, a du moins l'avantage de simplifier la question: on a pris à Bucharest la résolution qu'il voulait lui-même proposer.

Monsieur le baron de Budberg exprime de nouveau le désir qu'on lui accorde le temps de recevoir ses instructions et le plupart des autres Plénipotentiaires demandent à en référer à les Gouvernements.

M. le Plénipotentiaire de France résume l'état de la question. Après avoir dit que cette situation ne saurait se prolonger sans porter atteinte à l'autorité morale et même à la dignité de la Conférence, il ajoute qu'il n'y a, à son avis, que trois partis à prendre.

Laisser les populations entièrement maîtresses de disposer de leurs destinées, comme elles l'entendront;

Les diriger et les satisfaire en prenant des résolutions promptes et équitables, appropriées à leurs besoin et aux circonstances;

Enfin ne tenir aucun compte de leurs voeux: puis leur imposer par la force les résolutions de la Conférence.

Le premier système, s'il était adopté par les autres Puissances, ne contrarierait certainement pas le Gouvernement de l'Empereur; il abonde dans son sens, puisqu'il laisse la plus libre carrière aux aspirations du pays et n'imposerait aux Puissances d'autre responsabilité que celle de surveiller la marche des événements et de n'intervenir qu'autant qu'il pourrait en résulter quelque danger auquel il leur appartiendrait d'obvier.

Le second serait assurément le meilleur si toutes les Puissances pouvaient se mettre promptement d'accord sur les résolutions à prendre.

Quant au troisième système, Monsieur Drouyn de Lhuys ne sait s'il trouverait beaucoup de partisans; il serait en apparence le plus favorable aux droits de suzeraineté de la Porte, mais il ouvrirait la voie aux plus dangereuses complications, et le Plénipotentiaire de France doute que le Gouvernement Ottoman dût savoir un bien bon gré à ceux qui lui imposeraient la mission de faire prevaloir dans les Principautés Moldo-Valaques un ordre de choses dont elles ne voudraient pas.

Un des membres de la Conférence ayant demande s'il n'y aurait pas à adresser en ce moment quelque communication au Gouvernement Provisoire.

Safvet Pacha émet l'avis que l'on pourrait lui demander de faire 1866
connaître les motifs de la mesure qu'il vient de prendre. Il serait peut-être de la dignité de la Conférence de réclamer, à cet égard, des explications.

La Conférence s'ajourne au mecredi, 4 avril.

Fait à Paris, le 31 mars 1866.

Metternich. *Goltz.*
Drouyn de Lhuys. *Budberg.*
Cowley. *Safvet.*
Nigra.

Protocole N° 5.

Présents: Les Plénipotentiaires d'Autriche;
de France;
de Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Prusse;
de Russie;
de Turquie;
Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que la Conférence s'était ajournée au 4 avril sur le désir exprimé par la plupart de ses membres de recevoir les instructions de leurs Gouvernements. Il a, pour ce qui le concerne, mûrement examiné la question soumise en ce moment à la Conférence, et après avoir pris les ordres de l'Empereur, il a résumé la manière de voir de son Gouvernement dans une dépêche, en date d'hier, adressée aux Représentants de Sa Majesté près les cours signataires du Traité de Paris.

Monsieur Drouyn de Lhuys donne lecture de cette dépêche, dans laquelle, en se fondant sur les mêmes considérations qu'il a déjà présentées à la Conférence, il se demande si des trois systèmes indiqués dans la dernière séance, le meilleur ne serait pas de laisser aux populations le soin de régler elles-mêmes leurs destinées, en réservant l'intervention de la Conférence pour le cas seulement d'une violation des droits consacrés par des stipulations internationales. En résumé, les Principautés agiraient sous leur responsabilité, sans autre restriction que celle de ne porter aucune atteinte aux droits de la Cour suzeraine ou des Puissances garantes. S'il y avait, de leur part, infraction la Conférence devrait être appelée à aviser.

Cette ligne de conduite serait en harmonie avec la v[illegible] unanimement manifestée par le membres de la Conférence, d[illegible]

1866 compte de voeu des populations; de plus, elle serait d'accord avec l'Acte Additionnel de 1864, qui a reconnu aux Principautés-Unies la faculté de modifier par elles-mêmes leur régime intérieur, sans porter atteinte d'ailleurs aux droits de la cour suzeraine ou des Puissances garantes.

M. le Plénipotentiaire de Turquie fait observer que le système qui vient d'être exposé, repose sur un principe tout nouveau, et qui n'a pas de précédents; laisser les populations libres de disposer de leur sort, ce serait contraire à tous les Traités. Ainsi livrées à elles-mêmes, les Principautés ne manqueraient pas de revenir à l'union avec le Prince étranger. On ne doit pas oublier, en effet, que le Gouvernement Provisoire est le maître de diriger les élections à son gré, et qu'il peut faire tout ce qu'il voudra.

C'est donc à la Conférence à intervenir et à faire connaître ses résolutions à Bucharest. Si le Gouvernement Provisoire refusait de s'y conformer, la Conférence pourrait décider que l'on nommerait à sa place un seul Caïmacam.

M. le Plénipotentiaire de France répond à Safvet Pacha qu'il est jusqu'à présent difficile d'admettre que le Gouvernement Provisoire ait désobéi aux décisions de la Conférence, puisqu'elle n'a encore rien décidé. Non-seulement on n'a transmis aux Principautés aucune direction, mais on leur a interdit à elles-mêmes de rien décider.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit que si la Conférence n'a pas encore pris de résolution, elle a du moins fait adresser des recommandations au Gouvernement Provisoire et qu'il n'en a tenu aucun compte.

Safvet Pacha ajoute que l'Assemblée qui siégeait à Bucharest n'est point sans doute à regretter; on a même bien fait de la dissoudre, car s'étant déjà prononcée par son vote elle ne pouvait remplir la mission que l'on eût voulu lui attribuer; mais le Gouvernement Provisoire n'aurait pas dû prendre cette mesure sans en avoir prévenu la Conférence.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche rappelle que cinq questions avaient été posées; il demande ce qu'elles deviennent; si on en fait maintenant abstraction, on se trouve dans une voie toute nouvelle, et il aurait peut-être besoin, en ce cas, de recevoir de nouvelles instructions.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne dit qu'il s'est borné jusqu'a présent à indiquer très sommairement la manière de voir de son Gouvernement, et qu'il s'est abstenu de répondre à des observations auxquelles il ne pouvait donner son assentiment; il espérait qu'en évitant ainsi la discussion, il y aurait plus de chances d'arriver à une entente commune. Aujourd'hui que cet espoir s'évanouit de plus en plus, il croit devoir s'expliquer catégoriquement.

L'Angleterre n'a, dans les Principautés, aucun intérêt direct ou 1866
particulier; elle n'y en a pas d'autre que celui d'une grande Puissance qui, d'une part, désire voir se développer chez les petits États la prospérité et le bien-être, gage commun de l'ordre et de la tranquillité générale, et d'une autre part, s'est associée à une garantie collective assurant aux Principautés la libre jouissance de leurs priviléges et immunités. Certes jamais tâche n'a été plus facile, car personne n'a tenté de porter la plus légère atteinte à ces priviléges. Monsieur le Comte Cowley serait heureux de pouvoir constater la même modération de la part des Principautés envers la Cour Suzeraine. Mais il n'en a pas été ainsi, et les Puissances ont vu l'arrangement qui était leur oeuvre commune, détruit par des exigences qui, loin d'être satisfaits, augmentent tous les jours.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, dès les premières négociations destinées à régler les relations entre les Principautés et la Cour Suzeraine, avait pensé qu'il eût été mieux de maintenir la séparation, à laquelle les populations étaient accoutumés, parce qu'il prévoyait qu'en plaçant les deux principautés sous une seule administration, on provoquerait des aspirations d'indépendance incompatibles avec l'intégrité de l'Empire Ottoman, et on leur imposerait de trop grandes charges. Cette prévision ne s'est que trop vite réalisée: le pays se trouve appauvri par les charges d'une armée et d'une haute administration hors de proportion avec ses besoins. Aussi le peuple, las de ce mauvais Gouvernement, après une épreuve de huit années, s'est-il allié à l'armée pour renverser le Prince dont la double nomination avait amené l'union.

Enfin, M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ne peut oublier que les Capitulations, qui sont obligatoires dans les Principautés comme dans le reste de l'Empire Ottoman, n'étaient jamais mises en doute par les Gouvernements séparés, tandis qu'elles ont été constamment violées par le Gouvernement de l'union. La Grande-Bretagne ne saurait voir dans cet état de choses une preuve que l'union ait été une bonne mesure en elle-même; toutefois elle n'a nullement la prétention d'imposer aux populations un ordre de choses qui leur répugne; si donc, légalement consultées, elles se prononcent, malgré ce qui s'est passé, pour le maintien de l'union, non-seulement le Gouvernement Anglais ne s'y opposera pas, mais il fera tout ce qui dépend de lui pour obtenir l'adhésion de la Porte, qui en concédant, à diverses reprises, des modifications à la constitution Moldo-Valaque, s'est toujours réservé le droit de rentrer dans les termes stricts des Traités.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait la remarque que les observations présentées par le Comte Cowley s'appliquent au passé plutôt qu'à la situation présente.

1866 M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ajoute que pour ce qui concerne l'état actuel des choses, il est d'avis que dans l'ignorance des motifs qui ont dicté la mesure prise par le Gouvernement Provisoire, il faut lui en laisser la responsabilité, et, à cet effet, il propose une déclaration dont il lit le projet à la Conférence. Il pense, en outre, que cette déclaration devrait être accompagnée d'une dépêche identique rappelant les stipulations qui règlent les rapports des Principautés avec la Cour Souzeraine et invitant les Consuls des diverses Puissances à Bucharest à faire tout ce qui dépendra d'eux pour dissuader les Principautés d'y apporter aucune infraction. Il soumet également un projet de dépêche à la Conférence.

M. le Plénipotentiaires de Russie donne lecture de la note suivante, dont il demande l'insertion textuelle au Protocole : —

„Dans la séance du 19 mars, il a été convenu que les Plénipotentiaires soumettraient à leurs Gouvernements respectifs une série de questions, portant sur cinq points, et dont copie a été remise à chacun des membres participants à la réunion.

„Pour simplifier la négociation et faire sortir le plus promptement possible les populations des Principautés de leur état actuel d'incertitude, il semblerait désirable de grouper les opinions autour de quelques lignes principales.

„Dans ce but, le Plénipotentiaire de Russie a l'honneur de déclarer que, dans sa pensée l'attention de la Conférence devrait se porter particulièrement sur le cinquième point, stipulant „la Convocation de deux Assemblées, l'une à Bucharest, l'autre à Jassy, à l'instar de ce qui s'est déjà fait en 1857 pour les Divans ad hoc."

„En recommandant l'adoption de cette combinaison, le Plénipotentiaire de Russie croit devoir développer les motifs qui l'y ont amené; l'objet essentiel de la Conférence est, incontestablement, d'arriver à une organisation des Principautés pouvant offrir des garanties sérieuses de durée et de stabilité, avec la seule réserve des intérêts généraux d'ordre Européen. Dans ces limites, qui doivent nécessairement prévaloir sur les considérations d'intérêt local, une solution satisfaisante ne pourrait être obtenue qu'en tenant compte de ce que les populations elles-mêmes désireraient établir pour leur propre bien-être et leur prospérité.

„Les discussions précédentes ont démontré qu'aucun des Gouvernements ne voulait imposer violence aux voeux populaires, et qu'à côté du respect des Traités ils ont tous à coeur de connaître l'expression vraie de l'opinion de la majorité dans les Principautés-Unies.

„Des élections, faites en vue de la consultation de ces voeux, offriraient sans nul doute le gage le plus sérieux de sincérité, et

permettraient à la Conférence de se prononcer avec une entière con- 1866
naissance de cause.

„Il ne suffirait pas en ce moment de se guider uniquement sur les désirs antérieurement exprimés par les populations. En effet, en étudiant avec impartialité le développement de l'idée de l'union, on arrive à se convaincre que si, jusqu'en 1858, elle avait rallié la majorité des suffrages, depuis lors des doutes ont pu naître dans les esprits sur l'efficacité de cette combinaison. L'administration du prince Couza, s'écroulant sans faire la moindre tentative de résistance, est un fait trop considérable pour qu'il soit permis de ne pas tenir compte de cette expérience manquée.

„Dès lors, la convocation des deux Assemblées se présente comme la marche à suivre la plus naturelle et la plus sûre. Le texte des Traités est en faveur de cette façon de procéder, et lorsqu'il y a la possibilité de réunir ces deux éléments, la stricte légalité avec les aspirations légitimes d'un peuple, il serait regrettable que l'on n'en profitât pas.

„Il n'entre certainement pas dans l'intention des Puissances de renouveler la même expérience d'après une théorie préconçue ou un parti pris, sans s'inquiéter des conséquences qui pourraient en résulter pour la tranquillité du pays lui-même ou la sécurité générale. Personne ne voudrait assumer une pareille responsabilité."

S'expliquant ensuite sur la proposition de Monsieur le Plénipotentiaire de France, le Baron de Budberg déclare y adhérer, parce que la Conférence n'ayant pas été écoutée à Bucharest, elle n'a plus qu'à s'abstenir en laissant au Gouvernement Provisoire la responsabilité qu'il a encourue.

M. le Plénipotentiaire de France répète qu'il était difficile d'être écouté à Bucharest lorsqu'en réalité on n'y a rien dit, puisqu'on s'est borné à y recommander l'abstention, sans prendre aucune résolution, sans indiquer aucun principe qui pût servir de règle de conduite à un pays en état de crise et dans l'attente. Si maintenant on invitait le Gouvernement Provisoire à convoquer deux Assemblées, suivant le système vient d'appuyer Monsieur le Baron de Budberg, il est évident qu'on arriverait trop tard.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne partage cette opinion, le temps est passé où la Conférence aurait pu prendre utilement une résolution. Il lit un projet de dépêche aux Consuls qui accompagnerait la déclaration qu'il a proposé à la Conférence; on y recommanderait le respect des Traités, en annonçant que les Plénipotentiaires seraient disposés à adhérer à tout ce qui serait fait dans la limite des stipulations internationales.

MM. les Plénipotentiaires de Prusse et d'Italie adhèrent à la proposition du comte Cowley, en faisant remarquer qu'elle rentre dans celle de Monsieur Drouyn de Lhuys.

1866 Monsieur le Plénipotentiaire de Russie n'a rien à objecter à la déclaration présentée par le Comte Cowley, si ce n'est qu'il désirerait que les termes en fussent un peu plus précis. Il voudrait rappeler expressément la Traité de 1856 et la Convention de 1858.

M. le Plénipotentiaire de Prusse dit que l'observation stricte des Traités impliquant la séparation, on pourrait faire mention des Actes diplomatiques en général.

M. le Plénipotentiaire d'Italie ajoute que s'en référer simplement aux Traités, c'est sanctionner la séparation; il proposerait donc un projet de déclaration ainsi conçu:

„La Conférence, considérant que dans la question des Principautés il y a deux principes à sauvegarder, savoir, l'intégrité de l'Empire Ottoman et la satisfaction des voeux des populations, et voulant concilier autant que possible ces deux principes, déclare qu'elle confie à la sagesse des populations Roumaines le soin de régler leur propre Gouvernement et leur administration, pourvu que la suzeraineté de la Porte et l'intégrité de l'Empire Ottoman ne souffrent aucune atteinte.

„Dans le cas où quelque atteinte serait portée à la suzeraineté ou à l'intégrité de la Turquie, la Conférence serait immédiatement réunie sur la convocation de l'une des Puissances intéressées."

M. le Plénipotentiaire de Turquie demand à Monsieur Nigra ce qu'il entend par atteinte à l'intégrité de l'Empire Ottoman.

M. le Plénipotentiaire d'Italie répond que cela veut dire que les Principautés ne romperont pas les liens qui les rattachent à la Turquie.

M. le Plénipotentiaire de Prusse dit que l'on pourrait mentionner les Traités et les Actes subséquents dans les mêmes termes que l'a fait M. l'Ambassadeur de Turquie dans la note lue par lui à la première séance. Cette rédaction comprend toutes les modifications survenues depuis 1858.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne pense qu'il suffirait de rappeler l'Article XXII du Traité de Paris et l'Article I de Convention de 1858.

M. le Plénipotentiaire de Russie ayant exprimé l'avis de rappeler également l'Article XIII de la Convention.

M. le Plénipotentiaire d'Italie observe qu'il vaudrait autant prononcer l'exclusion du Prince étranger.

M. le Plénipotentiaire de France n'a pas d'objection à mentionner l'Article XXII du Traité de 1856 et l'Article I de la Convention de 1858, dans lesquels on trouve une affirmation énergique des droits de la Porte. Quant à l'Article XIII, qui définit les conditions à remplir pour être appelé à l'Hospodariat, il implique très nettement l'exclusion du Prince étranger.

M. le Plénipotentiaire de Russie ayant proposé, si on ne veut 1866
pas citer l'Article XIII en particulier, de s'en référer à la Convention de 1858, simplement.

M. le Plénipotentiaire de France dit que ce serait se prononcer d'avance contre l'union.

M. le Plénipotentiaire de Turquie désire, avant tout, que la Conférence déclare formellement que les Puissances n'accepteront à aucun titre ni sous aucune forme la nomination d'un Prince étranger. Sans cela, il sera même inutile de s'en référer à l'Article XIII, car on cherchera à l'éluder en l'interprétant. Il faudrait donc s'expliquer très nettement à cet égard, et déclarer qu'au besoin la Conférence aviserait aux moyens de faire respecter ses résolutions, puisque tout le monde est d'accord pour écarter le Prince étranger.

M. le Plénipotentiaire de France fait remarquer à l'Ambassadeur de Turquie que la Porte pourrait faire savoir à l'avance qu'elle n'accorderait pas son investiture à un Prince étranger. Safvet Pacha pense-t-il qu'une telle démarche de la part de son Gouvernement ne suffirait pas? Pour ce qui le concerne, Monsieur Drouyn de Lhuys ne saurait s'associer à l'abolition expresse, absolue, d'un système qui se trouve écarté sans doute par les dispositions internationales existantes, mais que le Gouvernement de l'Empereur n'a pas cessé de considérer en principe comme le meilleur.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ayant exprimé l'avis que la mention des trois Articles dont il s'agit pourrait être insérée seulement dans la dépêche, qui n'est qu'une simple instruction et n'engage à ce titre que ceux qui l'écrivent.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'il préférerait que cette mention figurât dans la déclaration même, mais qu'il adhérerait à l'avis du Comte Cowley.

M. le Plénipotentiaire de France, en ce cas, se verrait dans l'obligation de modifier les instructions qu'il adresserait au Consul de l'Empereur. Il accepte la déclaration proposée par le Comte Cowley, mais il ne signerait pas la dépêche dans les termes dont on vient de parler. Il ne lui serait pas possible de proclamer en quelque sorte comme irrévocable un principe que peut-être on aurait plus tard à modifier. Il désire donc que la dépêche rédigée en termes généraux.

M. le Plénipotentiaire de Russie insiste sur la nécessité qu'il y a à ce que les populations sachent bien d'avance qu'elles ne doivent pas élire un Prince étranger; et

M. le Plénipotentiaire d'Autriche ajoute que si cette faculté ne leur est pas interdite, il n'y a pas de doute qu'elles éliront un Prince étranger.

Après un échange de quelques autres observations entre plusieurs membres de la Conférence, Monsieur le Comte Cowley fait

1866 remarquer que l'éventualité de la nomination d'un Prince étranger peut être considérée comme implicitement prévue dans la mention générale que fait la déclaration „des engagements qui subsistent entre les Puissances et la Sublime Porte". Il ne serait donc pas nécessaire d'introduire dans la dépêche aux Consuls une autre mention plus explicite.

M. le Plénipotentiaire de France, en ce cas, n'aurait plus aucune objection à accepter la dépêche aussi bien que la déclaration.

M. le Plénipotentiaire de Russie croit devoir rappeler la déclaration antérieurement faite par Monsieur Drouyn de Lhuys, que si les membres de la Conférence parvenaient à se mettre d'accord sur une combinaison qui lui parût satisfaisante, et si, par exemple, l'union des Principautés était consacrée, il serait disposé à insister beaucoup moins pour le Prince étranger; or, l'union ne se trouve point écartée, et n'y a-t-il pas là une satisfaction donnée à la France et qui puisse engager Monsieur Drouyn de Lhuys a se départir de ses réserves en faveur du Prince étranger?

M. le Plénipotentiaire d'Autriche adhère à l'observation de Monsieur le Baron de Budberg.

M. le Plénipotentiaire de France répond que personne ne peut dire encore avec certitude quelle sera la combinaison qui définitivement prévaudra. Il ne croit donc pas qu'il lui convienne, sur la seule espérance d'un arrangement qui peut ne pas s'accomplir, d'abandonner pour son Gouvernement l'honneur de demeurer fidèle à un principe qu'il considère toujours comme le meilleur, et de rester conséquent avec lui-même; il ne demande, d'ailleurs, qu'à ne pas renier une opinion antérieure, et l'attitude qu'il désire garder ne va pas au-delà de la répugnance qu'il éprouve à se prononcer d'une manière absolue contre le Prince étranger.

La déclaration et la dépêche proposées par Monsieur le Comte Cowley sont adoptées, après quelques légers changements de rédaction, dans les termes suivants:

Résolution.

„La dissolution de l'Assemblée Moldo-Valaque par le Gouvernement Provisoire de Bucharest et la convocation d'une nouvelle Assemblée ayant été portées à la connaissance de la Conférence comme des faits accomplis, la Conférence a cru devoir se réunir pour délibérer sur un état de choses aussi imprévu.

„Dans l'ignorance des motifs qui ont donné lieu à cette mesure, la Conférence en laisse au Gouvernement Provisoire toute la responsabilité, ainsi que celle des conséquences qui pourraient en résulter.

„Mais la Conférence croit devoir rappeler à l'attention du Gouvernement Provisoire et des populations Moldo-Valaques que si, d'un

côté, les privilèges et les immunités des Principautés sont placés sous 1866
la protection collective des Puissances signataires du Traité de Paris, ces Puissances ne sont pas moins liées par le même Traité au devoir de veiller à ce que l'état des relations entre les Principautés et la Cour Suzeraine soit rigoureusement maintenu, ainsi que les engagements qui subsistent entre les Puissances et la Sublime Porte.

„Les Puissances ont assez témoigné de leur bon vouloir envers les Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, pour attendre de leur part que rien ne soit fait de nature à provoquer un dissentiment quelconque sur les devoirs également compris par tous.

„La Conférence attend des nouvelles des Principautés pour reprendre ses séances, sauf à se réunir à la demande de l'une ou de l'autre des Puissances.

„Paris, le 4 avril 1866."

Dépêche à adresser aux Consuls à Bucharest.

„Monsieur,

„Vous trouverez ci-joint ampliation d'une résolution prise par la Conférence dans sa séance du 4 de ce mois. Vous y verrez qu'en face des événements qui se sont accomplis à Bucharest, elle a jugé convenable d'attendre des renseignements ultérieurs avant d'aviser aux mesures à prendre. La Conférence est trop peu instruite des circonstances qui ont accompagné les derniers actes du Gouvernement Provisoire, pour en apprécier sainement la cause et la portée; ainsi elle en laisse toute la responsabilité à ceux qui les ont conseillés; mais il est très nécessaire que ni le Gouvernement Provisoire ni les populations Moldo-Valaques ne se trompent sur leur véritable position.

„Vous profiterez donc de toute occasion pour rappeler aux Membres du Gouvernement et aux notables du pays les transactions internationales, et pour les dissuader de tout acte tendant à changer les relations existantes entre les Principautés et la Cour Suzeraine.

„Mais tout ce qui sera fait par la nouvelle Assemblée, comme représentant les voeux des populations, conformément à ces relations et à ces transactions internationales, sera l'objet d'une attention bienveillante de la part des Puissances représentées dans la Conférence et toujours animées du désir d'arriver à un état de choses qui consolide le repos, le bien-être, et la prospérité des Principautés Moldo-Valaques.

„Vous voudrez bien donner connaissance au Gouvernement Provisoire de la résolution ci-annexée."

M. le Plénipotentiaire de Turquie exprime l'intention de n'approuver l'une et l'autre communication qu'ad referendum; il demande un délai de deux jours pour rendre comte à son Go[illegible]

1866 ment et en recevoir des instructions. Mais sur l'observation qui lui est faite par MM. les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne, que le Gouvernement Ottoman ne saurait avoir d'objection à une déclaration qui consacre ses droits, Safvet Pacha n'insiste pas.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche fait d'ailleurs remarquer que M. le Plénipotentiaire de Turquie pourra, comme les autres membres de la Conférences, provoquer une nouvelle séance quand il le jugera opportun.

Fait à Paris, le 4 avril 1866.

Metternich. *Goltz.*
Drouyn de Lhuys. *Budberg.*
Cowley. *Safvet.*
Nigra.

Protocole N° 6.

Présents: Les Plénipotentiaires d'Autriche;
de France;
de Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Prusse;
de Russie;
de Turquie.
Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente a été communiqué à chacun des Plénipotentiaires en particulier, approuvé et signé par eux; il n'en est donc pas donné lecture à la Conférence.

Les pouvoirs de M. l'Ambassadeur de Turquie lui étant parvenus depuis la dernière séance, sont présentés à la Conférence et reconnus en bonne et due forme.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'il s'est permis de provoquer la réunion des Plénipotentiaires, parce qu'il a reçu l'ordre de leur donner lecture d'une dépêche exposant les vues de son Gouvernement et d'en demander l'insertion au Protocole. Cette communication, qui porte la date du 4/16 avril, est ainsi conçue:

„Les dépêches de Votre Excellence du 28 mars/9 avril relatives à la question des Principautés du Danube ont fixé l'attention de Sa Majesté l'Empereur. Elles exposent la situation telle qu'elle se produit après les trois premières séances de la Conférence.

„J'ai l'ordre de notre auguste Maître de préciser le point de vue sous lequel nous l'envisageons. Si nous sommes placés dès le début sur le terrain de la Convention de 1858, c'est uniquement comme un point de départ auquel doit nécessairement se rattacher tout examen en Conférence de la position des Principautés.

„Mais je ne saurais assez vous répéter, et vous ne saurez mettre 1866
trop de netteté à constater que nous n'avons aucun parti pris ni pour ni contre l'union.

„Nos antécédents l'attestent assez clairement pour que je n'aie pas besoin d'insister sur ce point.

„Nous avons été les premiers à poser les bases de la réunion administrative de la Moldavie et de la Valachie à une époque où nous étions seuls à nous occuper de leur sort, de concert avec la Cour Suzeraine. Nous avons adhéré à ce principe au Congrès de 1856 et dans les Conférences subséquentes, dans la croyance que cette fusion des intérêts des deux Principautés serait avantageuse à leur prospérité.

„Toutefois, dès l'année 1858 et plus tard, en 1859 et en 1861, nous avons signalé les inconvénients que présentait à nos yeux la manière dont cette fusion s'est accomplie.

„Nous augurions mal d'une oeuvre basée sur des illusions, des réticences et des obscurités.

„Nous y avons souscrit comme à une transaction destinée à écarter les plus grands embarras et à une expérience à faire.

„Actuellement l'expérience est faite. Elle est devant les yeux des Moldo-Valaques et des Puissances qui s'intéressent à leurs destinées.

„Les appréciations peuvent varier sur ce sujet. Mais il y a des faits visibles et incontestables.

„Les désordres de l'administration du Prince Couza, sa chute, les acclamations qui l'ont accueillie, la misère du pays, la famine causée par les lois agricoles qu'il a promulguées, les abus, les dilapidations de tout genre qui ont été signalées, sont de notoriété publique.

„Si ces faits ne sont pas concluants, ils doivent au moins porter les Puissances qui, comme nous, s'intéressent au bien-être des Principautés à douter que l'union ait eu pour elles les fruits avantageux qu'on en attendait. Ce doute peut s'être également présenté a l'esprit des Moldo-Valaques.

„Ici encore les appréciations peuvent varier, mais les faits parlent. Les mesures administratives, militaires et de police prises par le Gouvernement Provisoire en Moldavie n'indiquent certainement pas une complète unanimité dans les dispositions des deux Principautés quant à l'union.

„Or, notre conviction profonde est que le premier devoir de la Conférence est de résoudre les doutes et non de les perpétuer.

„Tant que l'épreuve était à faire, la Conférence a pu, a dû peut-être, accepter cette base incertaine pour l'oeuvre qu'elle avait à fonder. Nous nous y sommes associés sans nous faire d'illusion.

„Aujourd'hui en présence des résultats constatés, nous ne prendrions pas que les Puissances consentissent à prolonger

1866 obscurité. La Russie, comme Puissance limitrophe, pourrait moins que toute autre approuver que l'on construisit dans les ténèbres.

„Ce que nous désirons avant tout et exclusivement, s'est la lumière; cette lumière ne peut être obtenue que par un nouveau recours au vote des deux Principautés, entouré de toutes les garanties qui peuvent en assurer la sincérité.

„Nous comprendrions d'autant moins que la Conférence hésitât à la chercher à cette source que si, comme d'autres Cabinets sont portés à le croire d'après leurs propres données, l'union n'a pas cessé d'être dans les voeux des Moldo-Valaques, elle recevrait d'un pareil vote une nouvelle et éclatante confirmation qui dissiperait toute incertitude et mettrait à couvert la conscience et la responsabilité des Puissances.

„Nous ne saurions admettre en pareil cas l'appréhension qu'un recours au vote des populations puisse amener une agitation dangereuse.

„Si l'unanimité existe, elle se manifestera sans obstacle. Si des agitations étaient à craindre, c'est que cette unanimité n'existerait pas, et alors ce serait pour la Conférence un motif suffisant pour désirer s'éclairer.

„Mais pour que le vote soit sincère, la première condition requise est qu'aucune incertitude ne soit laissée aux populations Moldo-Valaques quant aux limites entre lesquelles leurs voeux doivent se renfermer, afin de pouvoir se concilier avec la position de droit que les Traités leur assignent et que les Puissances entendent maintenir.

„Nous avons la conviction que cette incertitude est la cause principale de l'instabilité, des agitations et des entraînements qui se sont produits dans ces contrées, y ont rendu et y rendraient encore tout gouvernement régulier impossible. On a laissé naître dans l'esprit des populations l'espoir d'arriver à l'indépendance sous un Prince étranger.

„Sous cette impression, elles ont réuni leur choix sur le Prince Couza dans l'espérance que cette union, d'abord provisoire, conduirait à l'union définitive, qui ne serait elle-même qu'un acheminement vers l'indépendance sous un Prince étranger.

„Tout Gouvernement qui ne réaliserait pas ce but suprême donné à leurs aspirations ne serait évidemment à leurs yeux qu'un provisoire sans prestige, et sans garantie de stabilité.

„Cependant les Puissances considèrent ce résultat final comme incompatible avec les Traités qui ont réglé l'équilibre de l'Orient et consacré l'intégrité de l'Empire Ottoman, et à ce titre elles ne sont pas disposées à en assurer la réalisation aux Principautés.

„C'est là une position équivoque que pour notre part nous ne saurions accepter.

„Il est clair à nos yeux qu'aussi longtemps que les populations 1866
Moldo-Valaques auront l'espoir d'arriver à l'indépendance sous un Prince étranger, aussi longtemps que l'attitude de la Conférence sera de nature à leur laisser croire que cette combinaison, dont l'essai a été le premier acte du Gouvernement Provisoire, ne rencontre d'autre obstacle que le refus du candidat sur lequel s'était fixé leur choix, mais qu'une autre tentative pourrait être plus heureuse, elles seront portées à maintenir l'union malgré ses inconvénients comme un degré nécessaire pour atteindre le couronnement de leurs aspirations.

„Il serait donc impossible de compter dans ces conditions sur un vote sincère quant à la question d'union.

„D'après cela, si les Puissances réunies en conférence désirent, comme nous, assurer aux Principautés une organisation stable, conforme à leurs besoins et à leurs voeux réels, qui concilie les exigences de leur bien-être avec la position politique que leur ont faite les Traités existants, la marche à suivre nous paraît être de résoudre avant tout nettement, catégoriquement, la question du Prince étranger, afin que les populations Moldo-Valaques soient complètement éclairées sur les limites dans lesquelles elles ont à émettre leurs voeux; ensuite de consulter ces voeux dans les deux Principautés séparément, par le vote d'Assemblées élues à cet effet en dehors de toute pression morale ou matérielle, soit du dedans, soit du dehors, sous le contrôle vigilant et impartial des Consuls étrangers.

„Cela fait, la Conférence sera en mesure de prononcer en toute sécurité de conscience et en pleine connaissance de cause.

„Telle est notre profession de foi. Elle nous est dictée par nos traditions sympathiques envers les Principautés, par nos intérêts de Puissance limitrophe et nos devoirs de Puissance Européenne intéressée au repos de l'Orient.

„Nous serions heureux de la voir partagée pas les autres Cabinets.

„Notre auguste Maître vous ordonne de faire lecture de ma dépêche du jour en Conférence et de demander son adjonction au Protocole. Nous tenons à constater que la Russie ne poursuit dans cette question qu'un but impartial, sans réticence, sans arrière-pensée ni idées preconçues, qu'elle n'a en vue qu'une oeuvre durable fondée à la fois sur les voeux réels des Principautés et les nécessités du droit international, et qu'elle répudie toute part de responsabilité dans une oeuvre éphémère qui tiendrait à perpétuer parmi les Moldo-Valaques des illusions irréalisables et à les maintenir dans un état d'anarchie qui léguerait à l'avenir le germe de graves complications."

Monsieur le baron de Budberg ajoute qu'en résumé il s'agirait d'après son Gouvernement, en premier lieu, d'écarter formellement

1866 l'élection d'un Prince étranger, puis de consulter les populations en les appelant à voter séparément en Valachie et en Moldavie.

M. le Plénipotentiaire de France ayant démandé si quelqu'un désirait prendre la parole sur cette proposition.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne exprime le désir que M. l'Ambassadeur de Turquie fasse connaître sa manière de voir.

M. le Plénipotentiaire de Turquie rappelle les réserves qu'il a faites dès le commencement contre l'éventualité d'un Prince étranger. La Conférence a cru devoir ajourner la solution de cette question. Un Prince étranger vient d'être proclamé pour la deuxième fois dans les Principautés; Safvet Pacha ajoute qu'il a reçu des instructions au sujet de cet incident, et il ne peut que persévérer dans ses déclarations antérieures.

Monsieur le Comte Cowley demande si la proposition présentée par la Russie devrait avoir pour conséquence l'annulation de tout ce qui s'est fait jusqu'à présent dans les Principautés, et, sur la réponse affirmative de Monsieur de Budberg, il demande ce que l'on ferait si le Gouvernement Provisoire se refusait à considérer les mesures déjà prises par lui comme non avenues.

M. le Plénipotentiaire de Russie répond que l'on se trouverait alors dans le cas prévu par le Protocole du 6 septembre 1859; c'est-à-dire, qu'il y aurait lieu d'envoyer à Bucharest un Commissaire Ottoman avec des Délégués des Puissances garantes. Pour le moment, il importe d'avertir le Gouvernement Provisoire afin qu'il sorte de la fausse route où on l'a laissé s'engager.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne faisant observer que si le Commissaire et les Délégués envoyés à Bucharest n'étaient pas écoutés, on se trouverait amené à faire un pas de plus.

Monsieur le baron de Budberg rappelle que ce cas a été en effet prévu par les transactions précédentes, et Safvet Pacha donne lecture du passage du Protocole de 1859 portant que les Délégués et le Commissaire, s'il n'est pas fait droit à leur réquisition, „signifieront à l'Hospodar que, vu le refus d'y obtempérer, il sera avisé aux moyens coercitifs à employer. En ce cas, la Porte se concertera sans délai avec les Représentants des Puissances garantes à Constantinople, sur les mesures qu'il y aura lieu d'arrêter".

M. le Plénipotentiaire de Russie ajoute que l'on s'est toujours référé à cet Article. Il pense, d'ailleurs, qu'une volonté unanime exprimée par la Conférence suffirait pour assurer l'exécution des résolutions qu'elle prendrait. Il insiste pour que la Conférence transmette à Bucharest une déclaration qui fixe les limites dans lesquelles les populations devront se renfermer pour émettre leurs voeux.

M. le Plénipotentiaire de France dit que ce qui est demandé à la Conférence lui semble avoir déja été fait, dans la mesure du

possible; la résolution adoptée et transmise à Bucharest sur la proposition de M. le Plénipotentiaire d'Angleterre n'a pas eu d'autre objet que de rappeler au Gouvernement Provisoire et aux populations Moldo-Valaques l'obligation de se conformer aux stipulations internationales. Quant à la seconde partie de la proposition de la Russie, elle a pour objet d'effectuer la séparation électorale; Monsieur Drouyn de Lhuys ne peut donc que rappeler ce qu'il a dit, dans une autre séance, contre une combinaison qui a le grave inconvénient de préjuger la solution de la question de savoir si l'union sera ou non maintenue. 1866

On voudrait que les Députés Moldaves formassent une Assemblée distincte et qu'ils votassent en Moldavie; mais les faits qui, tout récemment, se sont passés à Jassy ne sont-ils pas de nature à provoquer des doutes sur la sincérité et la liberté des votes dans cette Principauté? M. le Plénipotentiaire de France se croit donc plus que jamais fondé à maintenir ses précédentes observations: au surplus, le système qu'il a eu l'occasion de présenter satisferait à tous les intérêts, puisque en tenant compte, dans une équitable mesure, des démonstrations tant de fois réitérées dans le passé en faveur de l'union, il assurait aux Moldaves qui voudraient aujourd'hui se prononcer dans un sens contraire les garanties désirables. Monsieur Drouyn de Lhuys ne saurait donc revenir sur ce qu'il a dit à ce sujet, et accorder son assentiment à une manière de procéder qui lui paraît en désaccord avec le véritable état des choses. Quant à l'éventualité concernant le Prince étranger, elle se trouve également comprise dans la résolution adoptée par la Conférence le 4 avril, et M. le Plénipotentiaire de France ne juge pas qu'il soit nécessaire de faire davantage à cet égard.

M. le Plénipotentiaire de Russie demande s'il ne conviendrait pas de rédiger des instructions que l'on adresserait aux Agents respectifs des Puissances dans les Principautés, pour leur recommander de veiller à ce que les opérations électorales se fassent régulièrement.

Après de courtes explications échangées entre Monsieur le comte de Goltz et quelques-uns de ses collègues, sur la question de savoir dans quelle mesure le dernier plébiscite pourrait avoir modifié le caractère de l'Assemblée nouvelle convoquée par le Gouvernement Provisoire.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne fait remarquer que la proposition du baron du Budberg devant avoir pour conséquence d'annuler cette convocation, on ne pourrait peut-être l'appliquer sans en venir directement à l'intervention armée; pour ce qui le concerne, il ne se croit pas autorisé à aller jusque-là.

M. le Plénipotentiaire de Russie répond que le recours à des mesures coërcitives ne serait que le second pas; il ne s'agit d'abord

1866 que de reproduire en termes plus claires et plus formels la résolution du 4 avril.

M. le Plénipotentiaire de France, de même que le Comte Cowley, ne peut adhérer à une démarche qui aboutit à l'intervention. Il ne saurait, au surplus, se prononcer péremptoirement contre le Prince étranger, sans connaître le résultat des opérations électorales en ce moment ouvertes ou près de s'ouvrir dans les Principautés, et sans être en mesure d'apprécier si la combinaison finale, produit d'éléments si compliqués, répondra d'une manière satisfaisante aux intérêts de la politique générale et à ceux du pays placé sous la garantie des Puissances. Quant à la formation de deux Assemblées, il la repousse parce que, comme il l'a déjà dit, il ne se croit nullement autorisé à s'associer à une mesure qui, sans tenir compte du passé, remet en question la maintien de l'union. D'ailleurs, des élections séparatistes pourraient-elles se faire avec le Gouvernement partisan déclaré du système de l'union qui siège aujourd'hui à Bucharest? Il faudrait donc le changer, et en même temps abolir tout ce qui a été fait par lui: évidement il y aurait là une cause de complications qui conduiraient à l'intervention, et le Gouvernement de l'Empereur désire que l'on n'en vienne pas à cette extrémité.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit que tous les Plénipotentiaires veulent sans doute que les votes soient émis avec sincérité. Or, il s'agit de savoir quel est celui des deux systèmes qui offrirait les meilleures garanties de sincérité? Dans tous les cas il faudrait déclarer d'avance que la Conférence exclut le Prince étranger; sans cela on continuera de tourner dans un cercle vicieux. Tant qu'on laissera aux populations l'espoir d'avoir un Prince étranger, il est clair qu'elles voteront toujours dans ce sens: il en serait autrement si l'on se prononçait en termes formels.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne dit que si l'on voulait se conformer aux Traités, il ne pourrait y avoir de doute; il faudrait des élections séparées.

MM. les Plénipotentiaires de France et d'Italie répondent à M. le Comte Cowley que, depuis les Traités, il y a eu des faits accomplis et d'autres stipulations internationales dont il y a aussi à tenir compte.

M. le Plénipotentiaire de Prusse rappelle qu'à côté de la question du Prince étranger, il y a celle de savoir si les opérations électorales déjà en cours d'exécution seront annulées et si on en provoquera de nouvelles. Ne vaudrait-il pas mieux s'adresser à l'Assemblée qui est sur le point de se réunir, et lui notifier la déclaration de la Conférence?

M. le Plénipotentiaire de Russie répond que la question du Prince étranger est, aux yeux de son Gouvernement, préalable à

toutes les autres, et qu'il désire qu'on s'en explique dès à présent avec 1866
les populations aussi bien qu'avec le Gouvernement Provisoire à Bucharest.

M. le Plénipotentiaire de Turquie adhère à l'observation de Monsieur de Budberg; la question du Prince étranger est pour lui aussi la principale.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche exprime le regret que l'on n'ait pas pu, dès le principe, prévenir les électeurs en leur déclarant qu'ils ne devaient nommer qu'un Hospodar indigène.

M. le Plénipotentiaire de Prusse ayant fait observer que la Conférence n'en a pas eu le temps, et qu'elle a été surprise par l'événement;

M. le Plénipotentiaire de Russie le reconnaît, mais il est d'avis que l'on pourrait aujourd'hui adresser aux Consuls un message télégraphique pour faire savoir à Bucharest que les Puissances n'ont point renoncé à l'application de l'Article XIII de la Convention de 1858; c'est une mesure à laquelle tout le monde peut s'associer.

M. le Plénipotentiaire de France pense qu'il vaudrait mieux s'en tenir à la résolution adoptée dans la séance du 4 avril. Dans tous les cas, il ne peut a priori admettre ni l'exclusion du Prince étranger ni la séparation; il décline d'avance la responsabilité de démarches pouvant conduire à l'emploi de mesures coërcitives.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche craint que si les cours garantes ne prennent pas le soin d'aviser, il en surgira inévitablement des complications et des désordres qui mettront les Puissances limitrophes dans l'obligation d'aviser, d'un commun accord, à prendre des mesures pour leur propre sécurité; c'est ce qu'il importerait de prévoir.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne pense que l'on est d'accord sur l'ensemble, tel qu'il résulte de la résolution à laquelle tous les Plénipotentiaires se sont ralliés dans la dernière séance. Pourquoi Monsieur de Budberg se refuserait-il à adhérer au systéme d'une seule Assemblée, avec la faculté du vote séparé pour les Députés Moldaves?

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'il ne le pourrait sans en référer à son Gouvernement, la dépêche qui lui a été adressée réclamant deux Assemblées.

M. le Plénipotentiaire d'Italie insistant sur l'importance qu'il y a à ce que la Conférence prenne une décision aujourd'hui même.

Monsieur le prince de Metternich s'associe à ce désir, et il souhaiterait vivement qu'il fût possible d'y satisfaire en se ralliant à l'opinion exprimée par Monsieur le Plénipotentiaire de France.

Monsieur Drouyn de Lhuys, à la demande de quelques-uns de ses collègues, propose un projet de déclaration dont la rédaction,

1866 après avoir donné lieu à diverses observations de la part des membres de la Conférence, est arrêtée dans les termes suivants:

Projet de déclaration de la Conférence, que les Consuls à Bucharest seront chargés de remettre au Gouvernement provisoire.

„L'Assemblée qui va se réunir à Bucharest est appelée à procéder à l'élection Hospodarale. Le choix ne pourra tomber que sur un indigène aux termes de l'article XIII de la Convention du 10 août 1858.

„Si la majorité des Députés Moldaves de l'Assemblée le demandait, ses derniers auraient la faculté de voter séparément. Dans le cas où la majorité Moldave se prononcerait contre l'union, ce vote aurait pour conséquence la séparation des deux Principautés.

„Les consuls sont chargés de veiller d'un commun accord à la libre émission des votes, et ils signaleront immédiatement à la Conférence toute atteinte qui y serait portée."

La Conférence décide que cette déclaration sera adressée en son nom collectif aux divers Agents à Bucharest.

Il est convenu, en outre, que chacun des Plénipotentiaires soumettra sans retard le projet à son Gouvernement, et que la Conférence se réunira de nouveau dès que tous ses membres auront reçu les instructions de leurs Cours.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche, de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, de Prusse et de Turquie annoncent que leurs Gouvernements ont adhéré à la proposition, faite dans la séance du 28 mars, de prolonger de cinq ans la durée de la Commmission Européenne du Bas-Danube. Monsieur le Baron de Budberg fait la même déclaration, en ajoutant que son Gouvernement adopte ce terme commo extrême, et ne devant en aucun cas être dépassé.

Pour ce qui concerne la proposition faite par le Comte Cowley d'étendre jusqu'à Ibraïla l'autorité de la Commission Européenne, les Plénipotentiaires ne sont pas encore en mesure de faire connaître l'opinion de leurs Gouvernements, auxquels ils en ont référé.

Fait à Paris, le 24 avril 1866.

Metternich.
Drouyn de Lhuys.
Cowley.
Nigra.
Goltz.
Budberg.
Safvet.

1866

Protocole N° 7.

Présents: Les Plénipotentiaires d'Autriche;
de France;
de la Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Prusse;
de Russie;
de Turquie;
Le Secrétaire de la Conférence.

Le Secrétaire donne lecture du Protocole de la précédente séance, qui est adopté.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que les Membres de la Conférence devaient soumettre à leurs Gouvernements le projet de Déclaration proposé dans la dernière séance, et il leur demande de vouloir bien faire connaître leurs instructions.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche, d'Italie, de Prusse et de Turquie déclarent qu'ils sont autorisés à adhérer au projet.

M. le Plénipotentiaire de Russie y adhère également; il croit toutefois devoir rappeler la note qu'il a eu l'honneur de présenter le 4 avril, et la dépêche de Monsieur le Prince Gortchakoff du 4/16 du même mois, dont il a donné lecture à la Conférence dans la séance du 24.

L'objet principal que ces deux communications avaient en vue était, ajoute Monsieur de Budberg, d'entourer l'expression des voeux des populations Moldo-Valaques de toutes les garanties possibles de sincérité et d'indépendance. Ce but eût été sans nul doute plus complètement atteint au moyen de la convocation de deux Assemblées distinctes. A défaut de cette combinaison on aurait pu, sans suspendre les élections déja commencées, faire voter les Députés Moldaves à Jassy, où ils auraient été placés en contact direct avec l'esprit général de leurs commettants.

La Déclaration que les Plénipotentiaires, dans leur dernière réunion, ont été d'avis d'adresser aux Consuls des Puissances à Bucharest, renfermant une mention expresse de la nécessité d'écarter toute pression de nature à entraver la libre émission des votes, c'est en s'associant à cette pensée que M. le Plénipotentiaire de Russie adhère au nom de son Gouvernement au projet proposé à la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Turquie déclare s'associer à la manière de voir que vient d'exprimer Monsieur le Baron de Budberg.

M. le Plénipotentiaire de Grande Bretagne dit qu'en soumettant à son Gouvernement le projet de Déclaration adopté ad referendum par la Conférence, il s'est permis d'exprimer quelques doutes sur la

1866 rédaction de ce document. Or, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pense qu'il est impossible que la Conférence passe sous silence le plébiscite par lequel le Gouvernement Provisoire de Bucharest a provoqué la nomination d'un Prince étranger: il lui paraît plus logique de s'en expliquer avant de rappeler le principe de l'indigénat. Monsieur le Comte Cowley propose en conséquence la rédaction suivante:

Déclaration.

„Le Gouvernement Provisoire de Bucharest, en provoquant par un récent plébiscite la nomination d'un Prince étranger, a contrevenu à la Convention du 19 août 1858, laquelle par l'Article XII défère à l'Assemblée l'élection Hospodarale.

„La Conférence décide, en se référant à sa résolution du 4 du mois dernier, que le soin de résoudre la question du maintien de l'union doit être laissé à l'Assemblée qui va se réunir.

„Si la majorité, soit des Députés Moldaves, soit des Députés Valaques, le demandait, les uns ou les autres auraient la faculté de voter séparément. Dans le cas où la majorité, soit Moldave soit Valaque, se prononcerait contre l'union, ce vote aurait pour conséquence la séparation des deux Principautés.

„Cette question vidée l'Assemblée procédera à l'élection Hospodarale, qui, aux termes de l'Article XIII de la Convention, ne doit tomber que sur un indigène.

„Les Consuls sont chargés de veiller d'un commun accord à la libre émission des votes et de signaler immédiatement à la Conférence toute atteinte qui y serait portée."

M. le Plénipotentiaire de Russie dit que cette rédaction lui paraît plus complète, et qu'il y adhère pleinement.

MM. les Plénipotentiaires de France, d'Autriche, de Prusse l'approuvent également.

M. le Plénipotentiaire de Turquie donne son adhésion à la nouvelle rédaction.

M. le Plénipotentiaire d'Italie y adhère aussi du moment que les autres Plénipotentiaires se sont prononcés en ce sens.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne pense qu'il serait utile d'accompagner la Déclaration d'une instruction sommaire adressée aux Consuls: il a donc rédigé un projet de dépêche dont il donne lecture à la Conférence, et qui, après quelques modifications, est adopté dans les termes suivants:

„Monsieur,

„La Conférence, instruite des événements qui viennent de se passer dans les Principautés, a jugé nécessaire de faire la Déclaration

annexée à cette dépêche et que vous êtes chargé de remettre en copie au Gouvernement Provisoire de Bucharest.

„Le désir de la Conférence est de laisser aux Principautés-Unies toute la liberté d'action compatible avec les engagements internationaux qu'elle est appelée à faire respecter.

„La Conférence aime à croire que le Gouvernement Provisoire et les populations comprendont ses intentions bienveillantes à leur égard, et que l'Assemblée conformera ses actes au sens de la Déclaration.

„La Déclaration prescrit la ligne de conduite que les Consuls ont à suivre, et la Conférence ne doute pas du zèle que vous mettrez, conjointement avec vos collègues, à veiller à l'exécution de la décision qu'elle porte à votre connaissance.

„Vous voudrez bien inviter le Gouvernement provisoire à insérer dans le journal officiel le texte du document ci-annexé, et m'informer par télégraphe de cette publication."

Les Plénipotentiaires des cours garantes étant autorisés à adresser directement aux Consuls respectifs la déclaration et la dépêche que la Conférence vient d'adopter, il est convenu que la transmission de ces documents sera immédiatement faite, au nom de tous, par le télégraphe. Chaque Plénipotentiaire les adressera en outre, le plus tôt possible, par la voie ordinaire à l'Agent de son Gouvernement à Bucharest.

M. le Plénipotentiaire de Turquie appelle l'attention de la Conférence sur l'utilité qu'il y aurait à ce que la Porte pût envoyer dans les Principautés un Commissaire ou Délégué qui aurait pour mission de veiller de concert avec les Agents des cours garantes, à assurer la liberté et la sincérité des votes, et qui fournirait en même temps au Gouvernement Ottoman les informations directes dont il aurait besoin.

M. le Plénipotentiaire de Prusse pense que la Porte doit toujours pouvoir être en mesure de se procurer des informations dans les Principautés, mais s'il s'agit d'une autorité à exercer en son nom, c'est tout autre chose.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait observer qu'il ne peut être question de l'envoi d'un Commissaire Ottoman, car il faudrait, en ce cas, que les cours garantes envoyassent les Délégués, et il n'y a pas lieu de prendre cette mesure.

La Conférence adoptant cette manière de voir, il n'est pas donné suite à la suggestion de M. l'Ambassadeur de Turquie.

MM. les Plénipotentiaire d'Italie et de Prusse annoncent que leurs Gouvernements donnent leur approbation à la proposition par Monsieur le Comte Cowley d'étendre jusqu'à Ibraïla [illegible] de la Comission Européenne du Bas-Danube.

1866 M. le Plénipotentiaire de France se prononce dans un sens favorable au même projet.

Fait à Paris, le 2 mai 1866.

Metternich. *Goltz.*
Drouyn de Lhuys. *Budberg.*
Cowley. *Safvet.*
Nigra.

Protocole N° 8.

Présents: Les Plénipotentiaires d'Autriche;
de France;
de Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Prussie;
de Russe;
de Turquie;
Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente est approuvé et signé pa-MM. les Plénipotentiaires.

Monsieur le Comte de Goltz, toutefois, croit devoir faire obserr ver que l'approbation qu'il a été autorisé à donner à la proposition d'étendre jusqu'à Ibraïla l'autorité de la Commission Européenne ne doit pas être entendue dans un sens absolu; l'opinion favorable de son Gouvernement peut se trouver modifiée par suite des difficultés que la mise à exécution de ce projet rencontrerait de la part des États riverains du Bas-Danube.

M. le Plénipotentiaire d'Italie dit que l'approbation de son Gouvernement pour la même proposition est sans réserves.

M. le Plénipotentiaire de France expose qu'il a reçu, comme Président de la Conférence, une dépêche de Monsieur Ion Ghika, Ministre des Affaires Étrangères du Gouvernement Provisoire à Bucharest, en date du 28/16 avril, annonçant que le peuple Roumain a élu, par la voie d'un plébiscite, comme Souverain des Principautés-Unies, le Prince Charles-Louis de Hohenzollern-Sigmaringen, sous le nom de Charles I; cette élection aurait réuni 685.969 votes affirmatifs, contre 224 votes négatifs. En priant le Président de la Conférence de porter cette élection à la connaissance de ses collègues, Monsieur I. Ghika exprime l'espoir que MM. les Plénipotentiaires la jugeront conforme aux stipulations qui garantissent au peuple Roumain le libre exercice de son droit intérieur et donneront leur assentiment à une solution qui doit mettre un terme à un état de choses de nature à porter le trouble dans les esprits et à compromettre la

tranquillité que toutes les Puissances, aussi bien que les Principautés, 1866
sont intéressées à maintenir.

La Conference, après avoir entendu la lecture de cette communication, décide qu'il y a lieu d'y répondre en se référant purement et simplement à la Déclaration adoptée dans la séance du 2 de ce mois, et qui rappelle que la nomination de l'Hospodar appartient à l'Assemblée et qu'elle ne doit élire qu'un indigène; qu'en conséquence la Conférence ne peut reconnaître la validité de la nomination du Prince de Hohenzollern.

Monsieur Drouyn de Lhuys, comme Président de la Conférence, se charge, d'après le désir exprimé par la Conférence, d'adresser cette réponse à la communication de Monsieur Ion Ghika.

M. le Plénipotentiaire de France ayant rappellé que la réunion de ce jour a été provoquée par M. l'Ambassadeur de Turquie,

Safvet Pacha dit que le Gouvernement Ottoman, animé envers les populations Moldo-Valaques d'une bienveillante sollicitude qui ne leur a jamais fait défaut, désire assurer le repos et la tranquillité des Principautés et calmer l'effervescence des esprits en leur donnant le temps de revenir à des idées plus saines et plus conformes à leurs véritables intérêts En conséquence il a été chargé, par dépêche télégraphique du 13 de ce mois, de faire la déclaration suivante, dont il demande l'insertion au Protocole de la Conférence:

„La Sublime Porte est toujours pour un Prince indigène à vie, si l'union est demandée par l'Assemblée, suivant la dernière décision de la Conférence. Comme conséquence naturelle de ce point de vue, nous sommes pour deux Hospodars également indigènes, dans le cas où la séparation serait votée. Le Gouvernement Impérial Ottoman ne ferait cependant, aucune objection à ce que l'Assemblée ait la faculté de désigner un indigène, sous le titre de Gouverneur ou d'Hospodar pour trois, quatre, six ou sept ans, si l'élection d'un Hospodar à vie rencontre pour le moment des difficultés invincibles.“

Safvet Pacha ajoute qu'une autre dépêche télégraphique lui a été adressée par M. le Ministre des Affaires Étrangères du Sultan, le 15 mai, c'est-à-dire après avoir eu connaissance du vote de l'Assemblée en faveur du Prince de Hohenzollern. Ce vote, d'après la dépêche, serait entaché de plus d'une illégalité, qui pourra être prouvée en temps et lieu. Le Gouvernement Ottoman persiste dans sa résolution de ne pas accepter le principe que le Gouvernement Provisoire de Bucharest prétend maintenir, malgré les Traités et la décision des Puissances; et c'est afin d'épuiser tout les moyens de conciliation en son pouvoir, qu'il propose la nomination d'un Gouverneur ou Prince pour un terme que la Conférence déterminerait.

M. le Plénipotentiaire de Russie combat cette combinaison sous le rapport de l'opportunité, si les Moldo-Valaques en avaient fait la

1866 demande, la Conférence pourrait en délibérer; mais quelle chance aurait-on de se faire écouter, en leur offrant, alors qu'elles trouvent que l'Hospodarat à vie ne présente pas assez de garanties de stabilité, un système encore moins stable? D'ailleurs, on n'a, à Bucharest, que trop porté d'atteintes aux transactions existantes; le rôle des Puissances garantes et de la Cour Suzeraine ne saurait être de prendre l'initiative d'une nouvelle dérogation aux dispositions adoptées d'un commun accord et d'affaiblir ainsi la base sur laquelle repose l'existence des Principautés.

M. le Plénipotentiaire de Prusse fait observer que M. l'Ambassadeur de Turquie a parlé de l'illégalité du vote de l'Assemblée non-seulement quant au résultat, mais pour la manière dont les choses se seraient passées. Il rappelle les termes de la Déclaration du 2 de ce mois, et il demande si on y a contrevenu en ce sens, par exemple, que le vote aurait eu lieu avant que la majorité des Députés fût présente?

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre répond que d'après les informations qui lui sont parvenues, la majorité Moldave a pris part au vote; il n'y a donc à cet égard rien à dire.

La plupart des membres de la Conférence adhèrent à l'observation du Comte Cowley.

M. le Plénipotentiaire d'Italie s'exprime dans les mêmes termes, et il demande quel est le sens de la communication de M. l'Ambassadeur de Turquie. Est-ce une proposition formelle?

M. le Plénipotentiaire de Turquie répond affirmativement; la première dépêche qu'il a reçue impliquait une simple suggestion, la seconde énonce une proposition.

M. le Plénipotentiaire de France fait observer qu'il y a dans la communication de l'Ambassadeur de Turquie une double protestation: l'une contre la manière dont le vote de l'Assemblée a été émis, l'autre contre le vote lui-même. Il importe de savoir d'abord s'il y a eu un vice de votation. Si le vote a été régulier, la nomination du Prince étranger serait toujours contraire aux Traités, mais l'union serait un fait acquis quisqu'elle a été maintenue par l'Assemblée. Or, il résulte des informations de l'Agent de la France à Bucharest que les procédés du vote ont été réguliers.

M. le Plénipotentiaire de Turquie, invité à articuler les illégalités qui auraient été commises, dit qu'elles ne pourraient être constatées qu'au moyen d'une enquête sur les lieux, et qu'en attendant, la Conférence devrait, à son avis, constater l'infraction commise par le Gouvernement Provisoire et par l'Assemblée.

M. le Plénipotentiaire de Prusse ayant fait observer qu'il résulte de ce que vient de dire M. l'Ambassadeur de Turquie qu'il renonce à invoquer des vices de forme pour n'attaquer que le résultat même du vote,

Safvet Pacha dit qu'en effet la Sublime Porte proteste contre le 1866
fait de la nomination d'un Prince étranger.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que, d'après la Déclaration du 2 mai, c'était aux Consuls à denoncer à la Conférence les irrégularités qui se seraient produites dans le vote, et ils n'en ont signalé aucune. Du reste on n'a pas à entrer en discussion sur ce point, M. l'Ambassadeur de Turquie n'insistant pas.

Reste la question soulevée par la communication de Safvet Pacha, celle de la nomination d'un Hospodar à temps. Dans la pensée de M. le Plénipotentiaire de France, il s'agirait, non d'imposer un Hospodarat temporaire, mais de laisser aux Principautés-Unies la faculté de l'adopter. Cette suggestion lui paraît avoir une véritable valeur. Puisque les populations prétendent qu'il n'y a pas parmi elles un homme offrant notoirement les garanties désirables pour lui conférer l'Hospodarat à vie, ne serait-il pas raisonnable qu'elles fissent en quelque sorte un essai, en nommant d'abord un Hospodar pour quelques années; s'il répondait à la confiance du pays, on prolongerait ses pouvoirs, ou les confirmerait à titre viager par une nouvelle nomination. Si, au contraire, le choix se trouvait être mauvais, ne vaudrait-il pas mieux que l'élu cessât de régner par l'expiration même de son mandat que par l'effet d'une révolution?

M. le Plénipotentiaire de Turquie adhère aux considérations présentées par Monsieur Drouyn de Lhuys.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre également.

M. le Plénipotentiaire de Russie y voit l'inconvénient de rétrograder vers le passé et de perpétuer le provisoire, et le danger que l'on n'attache pas à un tel choix toute l'importance désirable: dans tous les cas, c'est aux populations à demander, si elles le veulent, l'Hospodarat à temps; la Conférence n'a pas à le proposer. Si pareille demande était faite à la Conférence, la Russie aurait à examiner si le choix de la personne offrirait les garanties auxquelles, en sa qualité de Puissance limitrophe, elle a le droit et le devoir de veiller.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre pense qu'en effet la Conférence peut donner à entendre qu'elle agréerait la nomination de l'Hospodar à terme, mais qu'elle ne doit pas faire davantage. Pourquoi la Porte ne suggérerait-elle pas cette combinaison à Bucharest?

M. le Plénipotentiaire de France est du même avis: ce qui lui paraîtrait le mieux, c'est que les Principautés et la Porte s'entendissent directement à cet égard. Une telle initiative serait tout à fait dans le rôle de la Puissance Suzeraine. Quand elle fera connaître le voeu des populations à cet égard, la Conférence sera prête à l'accueillir. Il demeure acquis, et c'est bien quelque chose, que la Conférence aussi bien que la Porte n'aurait pas d'objection à cette combinaison.

1866 M. le Plénipotentiaire d'Italie faisant observer que la Conférence n'aurait donc qu'à prendre acte de la communication de Safvet Pacha, en laissant à la Porte le soin de suggérer à Bucharest l'adoption de la combinaison proposée.

M. le Plénipotentiaire de France ajoute qu'il ne s'agit nullement, en effet, comme on aurait pu l'inférer de la déclaration présentée par M. l'Ambassadeur de Turquie, d'imposer aux Principautés un Hospodar à temps, mais seulement de l'admettre si les populations le demandent; quant à la marche à suivre pour recommander et suggérer ce système, la Porte fera ainsi qu'elle le jugera convenable; c'est à elle à aviser.

Quant à la protestation de la Porte contre la proclamation par l'Assemblée d'un Prince étranger, M. le Plénipotentiaire de France est dans l'obligation de s'y associer ainsi que les autres membres de la Conférence: le Gouvernement de l'Empereur est lié à cet égard par les stipulations internationales auxquelles il a souscrit. Monsieur Drouyn de Lhuys n'a pas besoin de dire qu'il voit avec un profond regret que quelques-unes des Puissances continuent de se prononcer contre le Prince étranger; plus que jamais il est persuadé de l'excellence de cette combinaison, et l'on reconnaîtra sans doute que le vote solennel qui vient encore une fois d'exprimer à cet égard le voeu du pays n'est pas de nature à modifier son opinion. Il persiste à penser que cette résistance à un voeu persévérant, unanime et justifié par la raison peut provoquer un conflit matériel et amener les plus graves complications en Orient.

Il demande à propos du Prince étranger, si quelque membre de la Conférence serait en mesure de renseigner ses collègues sur les véritables intentions du Prince de Hohenzollern. Il serait intéressant de savoir s'il a formellement refusé le titre qui lui a été déféré.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche considère cette information comme très-importante.

M. le Plénipotentiaire de Russie ajoute que Monsieur le Comte de Goltz pourrait sans doute renseigner la Conférence sur ce point.

M. le Plénipotentiaire de Prusse suppose que conformément à ce qui a été annoncé par les journaux, des démarches ont été faites auprès du Prince de Hohenzollern au nom des Principautés-Unies pour obtenir son acceptation. Son Altesse a, comme on sait, des lien avec la famille royale de Prusse: nul doute dès lors qu'elle n'ait compris l'obligation où elle était de se conformer à la décision de la Conférence, à laquelle la Prusse a pris part. Les Protocoles sont là pour témoigner que si la Prusse a regretté aussi bien que la France, que les Puissances ne se soient pas mises d'accord pour reconnaître aux populations Moldo-Valaques la faculté de nommer un Prince étranger, elle a toujours annoncé son intention d'observer à cet égard

le respect des Traités. Monsieur le Comte de Goltz pense donc que 1866
la position du Prince de Hohenzollern a été telle qu'elle résultait des Protocoles mêmes de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de France croit devoir appeler l'attention de la Conférence sur les bruits qui courent de concentrations de troupes dans le voisinage des Principautés.

M. le Baron de Budberg dit que ces bruits sont absolument dénués de fondement en ce qui concerne la Russie.

Monsieur Drouyn de Lhuys ajoute qu'une information venue de Bucharest parle particulièrement de la concentration de troupes Turques, et il rappelle à cette occasion l'article XXVII du Traité de Paris, aux termes duquel la Turquie ne peut exercer aucune intervention armée dans les Principautés.

M. le Plénipotentiaire de Turquie répond que les populations Moldo-Valaques étant livrées à une certaine agitation, la Porte se trouve naturellement obligée de prendre quelques mesures de précaution, mais qui n'ont rien d'insolite.

Fait à Paris, le 17 mai 1866.

Metternich. *Goltz.*
Drouyn de Lhuys. *Budberg.*
Cowley. *Safvet.*
Nigra.

Protocole N° 9.

Présents: Les Plénipotentiaires d'Autriche;
de France;
de Grande Bretagne;
d'Italie;
de Prusse;
de Russie;
de Turquie.
Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente, qui a été communiqué aux membres de la Conférence, est adopté.

M. le Plénipotentiaire de France invite Safvet Pacha à faire connaître à la Conférence l'objet pour lequel il a provoqué la réunion de ce jour.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit qu'il a mission de protester contre les actes récemment accomplis dans les Principautés, notamment contre la prise de possession du Gouvernement par le Prince de Hohenzollern. Il produit en conséquence une note dont il est donné lecture, et qui est ainsi conçue:

„La Conférence, dans sa résolution de faire respecter les [illegible] et en particulier la Convention du 19 août 1858, a déc[illegible]

1866 plébiscite provoqué par le Gouvernement Provisoire de Bucharest, afin d'élire un Prince étranger à l'Hospodarat, ainsi que la ratification de cette élection par l'Assemblée, comme contraires à l'esprit et à la lettre de ces Actes internationaux.

„Le Gouvernement Provisoire de Bucharest et ladite Assemblée n'ont tenu aucun compte aussi bien de cette décision de la Conférence que des conseils adressés par elle de rester dans les limites des Traités; et, d'un autre côté, l'acceptation par le Prince Charles de Hohenzollern de l'offre de l'Assemblée, son entrée inopinée sur le territoire de la Valachie, et sa prise de possession du Gouvernement des Principautés, sont une série d'actes non-seulement entachés d'illégalité de plus d'une nature, mais encore une violation des stipulations des Traités et de la volonté de la Cour Suzeraine et des Puissances garantes.

„En conséquence, je crois de mon devoir de protester, au nom de la Sublime Porte, et d'une manière formelle et solennelle, contre tous les actes que je viens d'énumérer, les déclarant illégaux et frappés de nullité et comme ne pouvant avoir aucune force et valeur aux yeux de la Puissance suzeraine.

„Je réserve en outre au Gouvernement de Sa Majesté le Sultan le droit, en présence de ces événements, d'user de la faculté que lui donnent les Traités, en vue d'en faire respecter les dispositions et de rétablir un ordre de choses légal et conforme aux intentions bienveillantes de la Cour Suzeraine et des Puissances garantes à l'égard des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie."

Le passage de cette protestation où il est fait mention du droit d'intervention réservé à la Porte par les Traités, donne lieu, de la part de quelques-uns des Plénipotentiaires, à des observations sur la portée de ce droit et les conditions dans lesquelles il peut s'exercer.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que ces conditions sont réglées par les Articles XXVII du Traité de Paris, et VIII de la Convention de 1858; il donne lecture de ces dispositions d'après lesquelles la Turquie, dans le cas où l'ordre serait troublé dans les Principautés, doit s'entendre avec les cours garantes sur les mesures à prendre pour le rétablir, et ne peut exercer aucune intervention militaire sans un accord préalable. En résumé, la Porte ne saurait agir seule, et il faudrait qu'elle s'adressât d'abord aux cours garantes.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ajoute qu'en fait il n'y a présentement dans les Principautés ni troubles ni désordres; le cas actuel n'est pas prévu par les stipulations existantes; il serait donc nécessaire que Safvet Pacha et les autres Membres de la Conférence demandassent des instructions à leurs Gouvernements respectifs pour un cas qui est tout nouveau.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit qu'il n'est pas possible 1866
de supposer qu'à Constantinople on ne veuille pas se conformer aux dispositions des Traités; à son avis, la marche à suivre n'a pas besoin d'être rappelée.

M. le Plénipotentiaire de Russie pense, et les autres Plénipotentiaires des cours garantes donnent des marques d'assentiment à cette manière de voir, que la Conférence doit, pour le moment, se borner à prendre acte de la protestation de M. l'Ambassadeur de Turquie. Chacun des Plénipotentiaires pourrait ensuite prendre les ordres de son Gouvernement.

M. le Plénipotentiaire de Turquie pense que le recours aux Gouvernements respectifs n'est pas nécessaire, la Conférence étant réunie, et ayant pouvoir d'aviser. Du reste, il ne fait aucune proposition.

. M. le Plénipotentiaire de Russie ajoute que l'arrivée du Prince de Hohenzollern dans les Principautés lui semble devoir motiver une communication des Gouvernements aux Agents accrédités à Bucharest, afin de leur prescrire de n'entretenir aucune relation officielle avec Son Altesse.

A ce propos, Monsieur le Baron de Budberg désirerait que M. le Plénipotentiaire de Prusse voulût bien dire comment il se fait que le Prince de Hohenzollern, appartenant à l'armée Prusienne, ait pu quitter le service pour se rendre dans les Principautés; s'il avait agi sans autorisation, il se trouverait en état de désertion, et alors le Gouvernement Prussien croirait sans doute devoir prendre des mesures très sévères à son égard.

M. le Plénipotentiaire de Prusse répond que le Prince Charles de Hohenzollern vient d'envoyer sa démission d'officier Prussien. Tout ce que sait, au surplus, Monsieur le Comte de Goltz, c'est que Son Altesse avait demandé et obtenu un congé afin de se rendre auprès de son père, à Dusseldorf, pour y attendre ce que résoudraient les Puissances au sujet de sa nomination. De là, le Prince est parti inopinément pour les Principautés; la Prusse décline toute responsabilité dans cette résolution d'un sujet Prussien qui a agi spontanément et n'a pris conseil que de lui-même.

Pour ce qui le concerne, Monsieur le Comte de Goltz réserve toute sa liberté d'appréciation comme membre de la Conférence, sans égard pour la qualité de la personne. On comprendra d'ailleurs qu'il ne lui appartient pas de discuter ici les conséquences de la résolution du Prince de Hohenzollern en ce qui touche la position de Son Altesse en Prusse et ses rapports vis-à-vis du Roi.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne demande si un officier Prussien est en droit de donner sa démission: il désirerait savoir par qui le congé du Prince de Hohenzollern a été accordé?

1866 Monsieur le Comte de Goltz répond qu'il ignore ce que permettent les règlements quant à la démission d'un officier. A l'égard du congé il sait seulement qu'il avait été accordé pour voyager à l'intérieur.

MM. les Plénipotentiaires de Turquie, de Russie et d'Autriche demandent qu'il soit pris acte de ce qui a été dit par Monsieur le Comte de Goltz.

MM. les Plénipotentiaires de Turquie et d'Autriche ayant appuyé l'avis exprimé par Monsieur le Baron de Budberg, quant à l'opportunité d'une communication à adresser aux Agents résidant à Bucharest.

M. le Plénipotentiaire de France dit que la Conférence se trouve appelée, d'abord à prendre acte de la protestation de M. l'Ambassadeur de Turquie, puis à déterminer l'attitude que les Agents accrédités à Bucharest devront garder vis-à-vis le Prince de Hohenzollern. Ce Prince n'étant pas reconnu, et sa position n'étant pas légale, il en résulte que les rapports des Consuls Généraux avec son Gouvernement ne sauraient avoir aucun caractère officiel.

La Conférence décide qu'une dépêche identique sera adressée sans retard par chacun des Plénipotentiaires à son Gouvernement.

Cette dépêche est immédiatement rédigée et adoptée dans les termes suivants:

25 mai 1866.

„La Conférence a donné acte de la protestation de M. le Plénipotentiaire de Turquie contre la prise de possession du Gouvernement à Bucharest par le Prince Charles de Hohenzollern.

„Reconnaissant l'illégalité de cet acte, la Conférence a décidé que les Agents résidant à Bucharest s'abstiendront de toute démarche impliquant la reconnaissance du Prince Charles de Hohenzollern. En conséquence, les relations des ces Agents avec l'Administration Moldo-Valaque ne pourront avoir qu'un caractère purement officieux.“

„M. le Plénipotentiaire de France avait été chargé, dans la dernière séance, de répondre au nom de la Conférence, à la lettre par laquelle M. le Ministre des Affaires Étrangères des Principautés-Unies avait annoncé la nomination par plébiscite du Prince de Hohenzollern; il dit qu'il s'est acquitté de ce soin.

Sur le désir de la Conférence, il est donné lecture de cette réponse, qui est ainsi conçue:

Monsieur,

„J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 16/28 du mois dernier, et par laquelle, en m'annonçant que le peuple Roumain venait d'élire, par la voie d'un plébiscite, le Prince

Charles-Louis de Hohenzollern-Sigmaringen, sous le nom de Charles I, vous exprimiez l'espoir que la nomination de Son Altesse obtiendrait l'assentiment des Plénipotentiaires réunis en Conférence à Paris. 1866

„Conformément au voeu que vous m'avez exprimé j'ai porté votre communication à la connaissance des Représentants des Puissances, et ils ont été d'avis qu'il y avait lieu de se référer à la Déclaration en date du 2, qui rappelle que c'est à l'Assemblée qu'il appartient de nommer un Hospodar et qu'elle ne doit élire qu'un indigène. La Conférence a décidé, en conséquence, dans sa séance du 17 de ce mois, qu'elle ne pouvait reconnaître la validité de l'élection du Prince de Hohenzollern, et elle m'a chargé de vous informer de sa décision.

„Agréez, etc."

Fait à Paris, le 25 mai 1866.

Metternich. *Goltz.*
Drouyn de Lhuys. *Budberg.*
Cowley. *Nigra.*
Safvet.

Protocole N° 10.

Présents: Les Plénipotentiaires d'Autriche;
de France;
de Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Prusse;
de Russie;
de Turquie.
Le Secrétaire de la Conférence.

Le Protocole de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Plenipotentiaire de France ayant rappelé que c'est à la demande de M. l'Ambassadeur de Russie qu'a lieu la séance de ce jour.

Monsieur le Baron de Budberg expose que son Gouvernement, à qui il a rendu compte de la résolution prise dans la séance du 25 mai, lui a donné l'ordre de déclarer qu'il ne considérait pas comme suffisante la ligne de conduite adoptée en présence de la prise de possession du pouvoir par le Prince Charles de Hohenzollern.

Les instructions adressées aux Agents à Bucharest leur ont prescrit de garder vis-à-vis du Prince de Hohenzollern la même attitude que celle qui avait été prise à l'égard du Gouvernement provisoire, c'est-à-dire, de n'avoir avec lui que des relations purement officieuses. Mais entre les deux situations il y a une différence

1866 essentielle dont il est impossible à la Conférence de ne pas tenir compte: le Gouvernement Provisoire était le produit nécessaire des circonstances amenées par la chute du Prince Couza, tandis que le Prince Charles de Hohenzollern, mettant à profit l'entraînement irréfléchi des Moldo-Valaques, ne présente à l'Europe qu'un pouvoir établi en violation flagrante de tous les droits.

Dès l'ouverture de la Conférence, le Plénipotentiaire de la Puissance Suzeraine avait d'avance protesté contre l'avènement d'un Prince étranger. Dans le cours des délibérations, les Puissances signataires des Traités ont unanimement adressé aux Principautés l'invitation solennelle et réitérée de se conformer aux stipulations internationales qui renferment la seule garantie des immunités dont elles jouissent. La Prusse s'est associée à ces démarches, et cependant c'est un membre de la famille Royale, un officier de son armée, qui a commis cette usurpation de pouvoir.

Un pareil état de choses, en se prolongeant, menacerait le repos et la prospérité des Principautés, puisque le maintien du nouveau pouvoir ne saurait être toléré, il porterait en même temps la plus fâcheuse atteinte à la dignité des Puissances dont la volonté a été méconnue avec une audace qui n'a pris sa force que dans l'espoir de l'impunité: aucun doute, en effet, n'était possible après que les Consuls avaient rappelé expressément, au nom de la Conférence, les clauses de l'article 13 de la Convention du 19 août 1858.

On rentre donc nécessairement dans les prévisions du Protocole du 6 septembre 1859, qui contient une disposition ainsi conçue:

„. . . Une fois le fait de l'infraction constaté, d'un commun accord avec les Représentants des Puissances garantes à Constantinople, la Cour Suzeraine enverra dans les Principautés un Commissaire ad hoc chargé de requérir que la mesure qui a donné lieu à l'infraction soit rapportée; le Commissaire de la Sublime Porte sera accompagné par les Délégués des Représentants à Constantinople, avec lesquels il procédera de concert et d'un commun accord. S'il n'est pas fait droit à cette réquisition, le Commissaire de la Sublime Porte et les Délégués signifieront à l'Hospodar que, vu le refus d'y obtempérer, il sera avisé aux moyens coërcitifs à employer. En ce cas la Sublime Porte se concertera sans délai avec les Représentants des Puissances garantes à Constantinople sur les mesures qu'il y aura lieu d'arrêter."

Telle est, suivant M. le Plénipotentiaire de Russie, la marche prescrite par une stipulation internationale. Il la recommande à la plus sérieuse attention de ses collègues, et il pense que des complications plus graves pourraient être évitées si l'on signifiait au Gouvernement de fait, en ce moment établi à Bucharest, qu'il ne doit pas compter sur une tolérance indéfinie.

Il s'agirait donc d'envoyer dans les Principautés un Commissaire 1866
Ottoman et des Délégués des Représentants des cours garantes à Constantinople, lesquels seraient chargés de requérir l'annulation des actes illégaux qui ont conféré le pouvoir au Prince de Hohenzollern. La responsabilité de la Conférence est directement engagée à ce que les mesures à prendre pour faire disparaître cette cause d'inquiétudes et de troubles soient promptes et efficaces.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ayant demandé à Monsieur le Baron de Budberg si ce qu'il vient de dire constitue une proposition formelle.

M. le Plénipotentiaire de Russie répond qu'il est chargé de recommander aux Plénipotentiaires ce mode de procéder; mais si la Conférence en avait un autre à indiquer, il serait prêt à l'examiner.

M. le Plénipotentiaire de Turquie rappelle que, dès le lendemain de la révolution qui a forcé le Prince Couza à résigner le pouvoir, la Sublime Porte avait déclaré qu'elle entendait s'en tenir uniquement aux Traités internationaux qui garantissent l'autonomie des Principautés Moldo-Valaques et les droits de la cour Suzeraine.

Les Puissances garantes ayant cette même manière de voir, la Conférence avait décidé que le Gouvernement Provisoire de Bucharest ne devait pas dépasser les limites de ces Traités; mais au lieu de suivre la ligne de conduite qui lui était tracée, il a provoqué un plébiscite pour l'élection d'un Prince étranger, s'attribuant ainsi d'une part le droit d'élection qui appartenait à l'Assemblée, et assumant, de l'autre, la responsabilité d'un acte contraire à la décision unanime de la Conférence basée sur les stipulations internationales. Enfin, en provoquant l'entrée du Prince Charles de Hohenzollern dans les Principautés, le Gouvernement Provisoire a aggravé la situation. Les moyens de persuasion employés dès le principe par le Gouvernement Ottoman sont restés infructueux, de même que les efforts tentés par les Agents des Puissances garantes à Bucharest. Le Gouvernement Provisoire n'a pu être détourné de la voie où il s'était engagé, et au moment où la Porte allait faire une dernière tentative, en proposant à Bucharest, d'après la suggestion de la Conférence, un Hospodarat à terme, elle a appris, à son grand étonnement l'arrivée du Prince Charles sur le territoire Valaque.

En présence de tant d'infractions, la Porte n'a plus qu'à en appeler aux sentiments de justice et de dignité des cours garantes qui, prenant en considération un état de choses aussi anomal et illégal, voudront sans doute aviser aux moyens les plus efficaces pour opérer le rétablissement d'un ordre de choses légal dans les Principautés.

Ce résultat, d'après M. le Plénipotentiaire de Turquie, ne pourrait être atteint que par l'occupation des Principautés; toutefois le

1866 Gouvernement Ottoman, voulant donner une nouvelle preuve de son esprit de conciliation, a chargé Safvet Pacha de déclarer que la Porte est disposée à laisser à la Conférence le temps de rechercher, dans le plus bref délai possible, un autre moyen pouvant conduire au but qu'il s'agit d'atteindre, c'est-à-dire la retraite du Prince Charles et l'exécution des Traités.

M. le Plénipotentiaire de France résumant les deux communications qui viennent d'être faites à la Conférence, dit que M. le Plénipotentiaire de Russie propose l'envoi d'une Commission dans les Principautés, tandis que M. l'Ambassadeur de Turquie laisse entendre que le recours direct à l'intervention militaire devrait tout d'abord être employé.

M. le Plénipotentiaire de Turquie, sur une interpellation de Monsieur le Comte Cowley, déclare que l'envoi préalable d'une Commission à Bucharest lui semble préférable, et qu'il se rallie à la proposition du Baron de Budberg.

M. le Plénipotentiaire de Prusse considère les deux modes indiqués comme étant au fond les mêmes, car ils tendent au même but.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche se demande ce qui arriverait si le Commissaire et les Délégués envoyés à Bucharest n'étaient pas écoutés? Il importe de le prévoir, et Monsieur de Metternich se conforme aux instructions de son Gouvernement en émettant l'avis qu'il y aurait lieu de recourir en ce cas à des mesures de coërcition.

D'une part, la Conférence constatant encore une fois l'illégalité de l'élection du Prince de Hohenzollern, a décidé que les Agents résidant à Bucharest n'entretiendraient aucune relation officielle avec le nouveau Gouvernement; de l'autre, quelques Puissances paraissent se prononcer contre toute intervention militaire de la part de la Turquie. Cependant, au point où en sont les choses, il n'y a plus qu'à s'incliner devant le résultat du vote de l'Assemblée de Bucharest, ou à recourir à des mesures coërcitives pour faire prévaloir les décisions de la Conférence. Si les Puissances ne prennent pas ce dernier parti, elles devront se résigner à voir leur autorité entièrement méconnue, et renoncer désormais à exercer dans les Principautés l'influence collective que les Traités leur attribuaient. Mais, en ce cas, chaque Puissance, dans l'opinion du Gouvernement Autrichien, serait en droit d'agir isolément et de prendre à l'égard de la Moldo-Valachie l'attitude que ses propres intérêts lui commanderaient.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'il s'associe entièrement à cette manière de voir.

M. le Plénipotentiaire de France dit que tout ce qui vient d'être proposé et suggéré implique au fond l'occupation militaire des Principautés. La Conférence ne s'étonnera pas sans doute que le Gouvernement de l'Empereur s'y montre peu favorable. Le Plénipotentiaire

de Sa Majesté ne s'est pas dissimulé les conséquences de la ligne de 1866
conduite adoptée par la Conférence, et il s'est permis de lui dire dès le premier jour que ses décisions aboutiraient nécessairement à des complications extrêmes. Toutefois, liée par les Traités, la France s'est associée à des résolutions qui avaient pour objet de donner satisfaction au droit dans l'ordre des faits moraux. Maintenant il se produit des propositions qui demandent l'emploi de la force. Eh bien! il y a là, avant tout, une question d'apprécation politique que la Conférence dans sa sagesse doit examiner en se plaçant au point de vue de l'opportunité. Les populations Moldo-Valaques sont aujourd'hui dans un état de surexcitation nationale: elles se défendront contre l'intervention des troupes Turques; la lutte parait inévitable. Le sang Chrétien coulera; qui sait l'effet qui en résultera sur les autres populations Chrétiennes de l'Empire Ottoman; il y aura peut-être des soulèvements, et alors que fera la Porte? Demandera-t-elle l'appui des Puissances Chrétiennes contre des Chrétiens? Qui ne voit tous les dangers d'une pareille situation, surtout dans les conjonctures imminentes qui préoccupent si profondément l'Europe?

Quel inconvénient y a-t-il d'ailleurs à attendre? Supposez que le Prince de Hohenzollern rencontre à son tour des obstacles insurmontables, qu'il gouverne mal, ou qu'il fasse des actes contraires à ses devoirs envers la Porte, il tombera, ou l'on pourra prendre à son égard des mesures coërcitives; si au contraire il gouverne bien, s'il donne à la suzeraineté de la Porte, aux intérêts du bon ordre et de la tranquillité les satisfactions et les garanties désirables, ne pourrait-il pas se concilier la bienveillance des cours garantes et de la Puissance Suzeraine et mériter d'être reconnu par elles?

Le droit est sauvegardé; on peut attendre sans crainte qu'il périclite, tandis qu'une intervention militaire ouvrirait la porte aux plus dangereuses éventualités. Pour ce qui le concerne, le Gouvernement de l'Empereur ne pourrait s'y associer.

M. le Plénipotentiaire de Russie croit pouvoir demander à Monsieur Drouyn de Lhuys quelle serait donc la portée pratique du droit, si l'on exclut toute mesure de coërcition? Quant à la Russie, en sa qualité de Puissance limitrophe, elle a des intérêts particuliers qui ne lui permettraient pas d'attendre, ainsi que le propose M. le Plénipotentiaire de France. Si l'on voyait que les Principautés fussent disposées à rentrer dans des voies normales, cette attente serait justifiée, mais de jour en jour, au contraire, elles tendent à s'en écarter davantage.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne déclare qu'il se rallie complétement à la manière de voir de M. le Président de la Conférence. Quant à l'emploi des mesures coërcitives il est convaincu que dans les conjonctures présentes surtout, il y aurait les plus grands

1866 dangers à allumer la guerre en Orient, ce qui ne manquerait pas d'arriver si on avait recours à une occupation militaire des Principautés. Il vaut donc mieux ajourner une telle mesure et attendre. Monsieur le Comte Cowley se prononce contre l'envoi des Délégués, aussi bien que contre l'occupation immédiate; leur présence à Bucharest serait à son avis sans utilité; ils n'y viendraient que pour être témoins d'une lutte sanglante et acharnée.

MM. les Plénipotentiaires de Russie et de Turquie ne pensent pas qu'il y ait lieu de redouter un conflit de cette nature. Safvet Pacha ajoute qu'il croit pouvoir rassurer la Conférence contre la crainte d'un mouvement parmi les populations Chrétiennes.

M. le Plénipotentiaire de Russie ayant dit qu'il avait lieu de croire que le Prince de Hohenzollern était venu à Bucharest avec l'intention de s'affranchir de tout lien vis-à-vis du Sultan.

M. le Plénipotentiaire de France donne lecture d'une dépêche télégraphique dont copie lui a été transmise par le Consul Français à Bucharest; cette dépêche qui a été adressée par le Prince Charles à son Agent à Constantinople, proteste, au contraire, de la résolution de maintenir intacts les droits de la Puissance Suzeraine.

M. le Plénipotentiaire de Prusse fait observer qu'il n'y a véritablement qu'un seul intérêt qui doive préoccuper la Conférence: celui de la suzeraineté de la Turquie. Il rappele les diverses modifications survenues dans l'état organique des Principautés depuis 1858: toutes ont été successivement acceptées, et ce n'est que lorsqu'il s'est agi du Prince étranger que l'on a commencé à s'y opposer. Cependant l'intérêt unique qu'ait ici l'Europe, c'est le respect de la suzeraineté en tant qu'elle implique le principe de l'intégrité de l'EmpireOttoman. Pourquoi dès-lors s'opposer au Prince étranger du moment qu'il se soumet à la suzeraineté?

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne ayant exprimé le regret que la Porte n'ait pas cherché, dès l'origine des événements à s'entendre directement avec le Gouvernement Provisoire.

Safvet Pacha répond que son Gouvernement a essayé, mais sans succès; peut-être la Commission qui serait envoyée dans les Principautés pourrait-elle obtenir un meilleur résultat, en employant les moyens de la persuasion.

M. le Plénipotentiaire d'Italie remarque qu'il n'y a pas d'illusion à se faire quant à ce que l'on pourrait attendre de l'envoi des Délégués; il conduirait à l'occupation: cette mesure serait sans doute conforme au droit, mais son Gouvernement est d'avis qu'elle ne serait pas opportune.

M. le Plénipotentiaire de France revenant sur ses précédentes observations, dit qu'il y avait d'abord une question de droit; la Conférence l'a mise en quelque sorte à couvert; elle a donné sur ce point

une complète satisfaction. Maintenant convient-il d'aller au-delà, de 1869
placer ce droit ainsi reconnu et sauvegardé, sous la protection de la force matérielle? Une pareille mesure ne saurait être mise à exécution sans effusion de sang, et M. le Plénipotentiaire de France ne peut comprendre qu'il y ait une résolution pire que celle qui amènerait un tel résultat. Il n'y a donc qu'à gagner à l'ajourner, car il ne s'agit pas de l'écarter définitivement et à jamais. En effet, le Prince aujourd'hui en possession du pouvoir peut rencontrer des obstacles qui provoquent sa chute; il se peut qu'il vienne à se produire une atteinte au droit de suzeraineté de la Porte, que des troubles intérieurs éclatent, que le désordre et l'anarchie troublent le pays, eh bien! alors on interviendrait.

Pourquoi donc ne pas attendre un acte violent, matériel, une aggression enfin contre le bon ordre ou la suzeraineté de la Porte? Intervenir militairement aujourd'hui, c'est créer un trouble matériel dont il est impossible de prévoir les conséquences, tout en voulant réprimer un trouble jusqu'à présent simplement légal.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne dit qu'il adhère aux considérations présentées par le Président de la Conférence; elles sont, à son avis, de nature à satisfaire la Sublime Porte et les membres de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Turquie ne partage pas cette opinion, et dit qu'il s'agit d'assurer l'exécution des Traités.

M. le Plénipotentiaire de Russie demandant ce que deviendrait, dans un tel système, le droit des cours garantes,

Monsieur le Comte Cowley répond que c'est uniquement sur la question d'opportunité que porte la discussion: on ne s'interdit en principe aucune action; on se réserve, au contraire, d'agir ultérieurement suivant les circonstances.

M. le Plénipotentiaire de Russie pense que la Conférence ne peut refuser à la Turquie l'exercice du droit qui lui appartient. Pour lui, en présence des opinions contraires à la sienne, il doit réserver les résolutions de sa cour, et il ne sait jusqu'à quel point il sera possible à la Russie de continuer à prendre part aux Conférences.

M. le Plénipotentiaire de France répond à Monsieur de Budberg que l'intérêt essentiel, capital, réside dans la suzeraineté; c'est celui de l'intégrité de l'Empire Ottoman. Pour le reste, il n'y a qu'une question d'opportunité. Il y a infraction et infraction; il s'agit de savoir si celle qui se produit est assez grave, si elle offre un danger assez imminent pour entraîner une occupation armée. Recourir, en ce moment, à cette mesure extrême, ce serait apporter dans les Principautés le désordre matériel. Monsieur Drouyn de Lhuys n'exclut pas d'ailleurs, il le répète, les cas dans lesquels il y aurait vraiment lieu d'intervenir.

1866 MM. les Plénipotentiaires de Russie et de Turquie font remarquer que les Traités forment un ensemble, et qu'il n'est pas plus permis de les violer sur un point que sur un autre. Monsieur de Budberg ajoute que les Traités n'établissent point de distinction entre le trouble matériel et le trouble légal.

M. le Plénipotentiaire de Prusse répond que le droit absolu n'est pas contesté; la discussion porte sur l'opportunité d'une mesure prévue, il le sait, mais qui offre de graves dangers. Quant à l'envoi d'une Commission à Bucharest, il ne peut s'y associer. Il aurait besoin d'en référer à sa cour.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'aux yeux de la Russie l'opportunité existe aussi bien que le droit. A son avis, il ne saurait y avoir de désordre matériel plus considérable que celui de voir méconnaître sans cesse et impunément les dispositions des Traités et les résolutions de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne reconnaît avec Monsieur de Budberg la gravité de ces infractions, mais il faut prendre garde que le remède auquel on a recours ne soit pire que le mal. La résistance à une intervention sera très-énergique, on ne peut en douter; il est de l'intérêt de la Porte elle-même de ne rien précipiter. S'il arrive que la conduite du nouveau Prince soit déférente envers la Turquie et propre à assurer le maintien de la tranquillité, s'il gouverne bien, ne serait-il donc pas possible plus tard à la Porte de le reconnaître, et de lui accorder l'investiture aux conditions que stipulent les Traités?

M. le Plénipotentiaire de Russie contestant cette manière de voir au nom des Puissances limitrophes,

Monsieur le Comte Cowley ajoute qu'il ne voit pas l'intérêt que pourraient avoir ces Puissances à continuer de repousser le Prince, s'il faisait le bien des Principautés et assurait le maintien du bon ordre.

Quant à la proposition faite par M. le Plénipotentiaire de Russie le Comte Cowley, après les déclarations présentées par M. le Président de la Conférence, la considère comme impossible; il juge inutile d'en référer à sa cour.

M. le Plénipotentiaire de Russie, sur la demande du Prince de Metternich, dit qu'il ne lui est pas possible d'en référer à son Gouvernement sur la question d'opportunité. Il se bornera à rendre compte de ce qui a été dit dans la séance. Il doit faire pressentir la résolution de son Gouvernement; il croit qu'il se retirera de la Conférence.

Monsieur le Baron de Budberg partage, d'ailleurs, l'opinion précédemment exprimée par Monsieur le Prince de Metternich quant à la liberté d'agir isolément qui devrait éventuellement appartenir aux Puissances limitrophes.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche déclare que son Gouvernement 1866
en faisant des réserves à cet égard, n'a nullement le désir de se trouver dans l'obligation d'exercer cette action isolée. En ce qui concerne la question d'opportunité, il ne peut la prendre qu'ad referendum.

M. le Plénipotentiaire de France résume brièvement la discussion, et conclut en disant que pour ce qui concerne la France il ne peut s'associer aux mesures proposées. S'expliquant ensuite sur la réserve présentée par M. le Plénipotentiaire d'Autriche, il rappelle le droit des cours garantes et celui de la France en particulier. Quelle que soit la forme dans laquelle les questions intéressant l'Orient se trouvent débattues, que ce soit au moyen d'une Conférence ou autrement, la France garde et maintient son droit de se mêler de ces affaires et de participer à leur règlement. Elle a acheté ce droit assez cher pour ne pas vouloir l'abdiquer.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche communique à la Conférence une dépêche de M. le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche, de laquelle il résulte que la cour de Vienne adhère, avec certaines réserves, à la proposition d'étendre jusqu'à Ibraïla l'autorité de la Commission Européenne.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit que son Gouvernement ne voit pas de raisons suffisantes pour autoriser sur ce point une déviation aux stipulations du Traité de Paris. Il croit d'autant moins pouvoir adhérer à la proposition du Comte Cowley qu'elle pourrait porter atteinte aux droits de la Commission Riveraine dans laquelle sont intéressés d'autres pays non représentés à la Conférence. Par ces considérations, que la Conférence voudra bien apprécier, la Sublime Porte se voit dans l'obligation de décliner la proposition du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Fait à Paris, le 4 juin 1866.

Metternich.
Drouyn de Lhuys.
Cowley.
Nigra.
Goltz.
Budberg.
Safvet.

1866

612.

23 octobre 1866.

Firman d'investiture du Prince Charles de Hohenzollern comme Prince des Principautés-Unies; en date de Constantinople, le 23 octobre 1866.

(Martens N. R. G. t. XVIII, p. 221.)

Traduction.

Au Prince Charles de Hohenzollern, qui vient d'être investi de la dignité de Prince des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.

N'ayant rien de plus à coeur que de faire cesser les perturbations qui ont depuis quelque temps éprouvé les Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, partie importante de mon Empire, et de voir se développer leur prospérité, le bonheur et le bien-être de leurs habitants, et ce but ne pouvant être atteint que par l'établissement d'un ordre de choses solide et stable;

Connaissant, d'autre part, la sagesse, la haute intelligence et les capacités qui te distinguent, je te confère le rang et les prérogatives de Prince des Principautés-Unies, aux conditions suivantes énoncées dans la lettre vizirielle qui t'a été adressée, en date du 19 octobre de l'année courante, et que tu as acceptée par la réponse, datée du 20 du même mois, et par lesquelles: Tu t'engages, en ton nom et au nom de tes successeurs:

1° A respecter dans leur intégrité mes droits de suzeraineté sur les Principautés-Unies qui font partie intégrante de mon Empire, dans les limites fixées par les stipulations des anciennes Conventions et par le Traité de Paris de 1856;

2° A ne pas dépasser, dans quelque forme que ce soit, sans une entente préalable avec mon Gouvernement, le chiffre de 30.000 hommes, auquel la force armée de toute espèce des Principautés-Unies pourra être élevée;

3° L'autorisation ayant été donnée de notre part aux Principautés-Unies d'avoir une monnaie spéciale, portant un signe de notre Gouvernement, qui sera ultérieurement décidé entre notre Sublime Porte et toi, à considérer cette autorisation sans effet tant que cette décision n'aura pas été prise;

4° A considérer, comme par le passé, obligatoires pour les Principautes-Unies tous les Traités et Conventions existant entre ma Sublime Porte et les autres Puissances, en tant qu'ils ne porteraient pas atteinte aux droits des Principautés-Unies établis et reconnus par les actes qui les concernent; à maintenir et respecter également le principe qu'aucun traité ou Convention ne pourrait être conclue

directement par les Principautés-Unies avec les Puissances étrangères. 1866
Toutefois, mon Gouvernement impérial ne manquera pas, à l'avenir, de consulter les Principautés-Unies sur les dispositions de tout traité ou Convention qui pourrait toucher à leurs lois et règlements commerciaux.

Les arrangements d'un intérêt local entre les deux Administrations limitrophes, et n'ayant pas la forme de traité officiel ni de caractère politique, continueront à rester en dehors de ces restrictions;

5° A t'abstenir de créer aucun ordre ou décoration destinés à être conférés au nom des Principautés-Unies;

6° A respecter constamment mes droits de suzeraineté sur les Principautés-Unies qui font partie intégrante de mon Empire, et de maintenir toujours avec soin les liens séculaires qui les unissent à la Turquie;

7° A augmenter le tribut payé à mon Gouvernement par les Principautés-Unies dans la mesure qui sera ultérieurement fixée de concert avec toi;

8° A ne pas permettre que le territoire des Principautés-Unies serve de point de réunion à des fauteurs de troubles de nature à porter atteinte à la tranquillité, soit des autres parties de mon Empire, soit des États voisins;

9° A t'entendre ultérieurement avec mon Gouvernement impérial sur l'adoption de mesures pratiques nécessaires pour rendre encore plus efficaces l'aide et la protection dues à ceux de nos sujets qui, des autres parties de mon Empire, se rendront dans les Principautés-Unies dans le but d'y exercer le commerce;

Vu les conditions ci-dessus énoncées et les engagements contenus dans la réponse précitée à la lettre de mon Grand-Vizir, le rang et les prérogatives de Prince des Principautés-Unies te sont conférés à titre héréditaire, à toi et à tes descendants en ligne directe sous la réserve que, en cas de vacance, ce rang sera conféré à l'aîné de tes descendants par un Firman impérial.

En conséquence, tu veilleras à ce qu'aucun acte contraire aux conditions qui précèdent et aux dispositions fondamentales des Traités et Conventions conclus entre les Puissances amies et alliées de mon Empire, relativement aux Principautés-Unies, ne soit permis; et tu consacreras tes soins à perfectionner et à assurer la bonne administration des Principautés-Unies et à développer le bien-être et la prospérité de leurs habitants, conformément à mon désir impérial.

Le 14 Djemazi ul Ahir 1283 (23 octobre 1866).

1866

613.

26 octobre 1866.

Protocole confirmant le Protocole de Cettigné du 3 mai 1864; signé à Constantinople, le 26 octobre 1866, par les Commissaires de la Porte Ottomane et du Monténégro.

(Martens N. R. G., t. XVIII, p. 112.)

Une réunion s'étant tenue au yali de Son Altesse Aali Pacha, Ministre des Affaires étrangères, à Bébek, entre Savfet Pacha, Président du Dari-Choura, et Server Efendi, Sous-Secrétaire d'État au Ministère du Commerce, dûment autorisés à cet effet par la Sublime Porte, d'une part, et Messieurs les Sénateurs Elia Plamenatz et le Capitaine Peiovich, délégués dans le même but de la part de Son Altesse le Prince de Monténégro, d'autre part, il est pris connaissance du Protocole signé à Cettigné, le 3 mai 1864 entre Hafiz Bey, Commissaire de la Sublime Porte, et Monsieur Giuro Matanovich, Commissaire du Monténégro, et contenant dix-huit articles. La Commission, après avoir délibéré sur chacun des articles du susdit Protocole, le confirme dans toute sa teneur, et décide qu'il lui sera annexé le présent pour avoir même force et valeur comme s'il en faisait partie.

Procédant à la mise à exécution des prescriptions du Protocole du 3 mai 1864, cette Commission convient qu'une Commission mixte commencera, au mois d'avril prochain au plus tard, l'échange et la fixation des indemnités de propriétés particulières sur les bases déjà arrêtées. De même, cette commission procédera à l'exécution des articles 11 et 12 du même Protocole.

Passant ensuite à l'examen de la carte et du cahier de spécification dressés par la Commission internationale, le 8 novembre 1858, la Commission, après qu'il en a été référé aux Gouvernements respectifs, reconnaît tout a fait le tracé de la ligne de démarcation des frontières comme il est indiqué en rouge sur la carte susmentionnée, et qui passe de Vissochitza (N° 67), par Strebina-Glavitza (N° 68), à Banora-Gomila (N° 69). Il est convenu cependant, et les délégués de Son Altesse le Prince du Monténégro s'engagent à ce que, sur la Strebina-Glavitza, il ne sera élevé aucune construction de quelque nature que ce soit, ni habitations.

Il est convenu que le koulé turc de Vissochitza sera immédiatement démoli.

Pour ce qui est de Veljë et Malo-Brdo, l'espace compris entre Podgoritza et Spouz, la Commission tombe d'accord que les Monténégrins continuent à jouir librement de leurs droits de possession sur ces montagnes, et ils auront à verser entre les mains des Autorités

Impériales de Scutari d'Albanie les dîmes et les redevances dont 1867
leurs terres ou leurs récoltes sont passibles.

Fait en double à Constantinople, le 26 octobre 1866.

Saufet. Elia *Plamenatz.*
Server. Capitain *Peiovich.*

614.

10 avril 1867.

Firman confiant la garde des forteresses serbes au Prince de Servie, en date du 10 avril 1867.

(Martens N. G. R. t. XVIII, p. 115.)

Traduction.

Aussitôt que cette marque de mon extrême bonté arrivera, il faut que le Prince régnant de Servie sache combien je prends à coeur de rassurer les citoyens de Belgrade et de la Servie, qui est partie intégrante de mon empire et à laquelle je désire la stabilité et la prospérité. Pour que cet état de choses dure, il faut que les citadelles de Servie, telles que Belgrade, Feth Islam, Semendria et Chabatz, se trouvent toujours en bon état d'entretien, de sorte qu'elles puissent servir à la défense des habitants. Donc j'ai toute confiance que toi et en général le peuple serbe, qui est connu pour sa fidélité et sa loyauté, répondrez à mon désir et garderez avec soin ces citadelles.

Je trouve bon que le commandement des susdites forteresses te soit confié, à toi et à l'armée serbe, et désormais sur leurs murailles et sur leurs bastions, à côté de mon pavillon impérial, flottera le pavillon serbe.

J'ai la conviction que toi et le peuple serbe accuillerez avec joie cette décision, qui est la preuve réelle et évidente de ma munificence et de ma confiance en toi et le peuple serbe; que le Gouvernement serbe remplira toujours les obligations qu'il a envers ma cour suzeraine, et qu'il veillera à ce que les citadelles soient entretenues en bon état.

En publiant cette décision, par laquelle le commandement des citadelle t'appartiendra désormais sous les conditions susmentionnées, j'ajoute que, s'il y a lieu de faire quelques changements aux dites citadelles, il en sera demandé la permission à mon Gouvernement.

Ce manifeste impérial est fait et à toi donné le cinquième jour du moi de zalhitzé de l'année 1283.

1868

615.

16 juillet 1868.

Bérat d'investiture du Prince Milan Obrénovitch IV, comme Prince régnant de Servie; en date de Constantinople, le 16 juillet 1868.

(Martens N. R. G., t. XVIII, p. 117.)

Traduction.

A la suite de la mort tragique du Prince Michel Obrénovitch, Knez de Servie, il est nécessaire de conférer la dignité princière à un autre. La grande Assemblée nationale réunie, d'après l'usage consacré, à Belgrade, et conformément au Bérat impérial émané en date du 1er Rebi-ul-ewel 1246, qui accordait l'hérédité de la dignité princière à la famille Obrénovitch, par ordre de primogéniture, s'est prononcée en faveur de Milan Obrénovitch, comme Prince de Servie.

La régence princière, instituée à cause de la minorité du prince, ayant communiqué à Notre Sublime Porte le vote de l'Assemblée, et attendu que l'ordre de succession établi par le Bérat susmentionné est destiné, comme le prouve le voeu exprimé par le peuple, à assurer à la Servie, partie intégrante de notre empire, la tranquillité, le bien-être et la prospérité qui font l'objet de notre constante sollicitude, et qu'il est certain que le Prince Milan Obrénovitch, admis selon l'ordre de succession établi, réussira à gouverner le pays, suivant les règles d'une bonne administration, et à assurer le bien-être du pays, nous avons sanctionné, par notre Iradé impérial, l'ordre de succession établi par le susdit Bérat et nous conférons la dignité de Knez de Servie au Prince Milan Obrénovitch, en même temps que le commandement de nos forteresses impériales en Servie.

En conséquence, le Prince aura à gouverner la Servie, conformément aux devoirs de ses hautes fonctions et aux qualités qui le distinguent, à administrer les affaires du pays et à consacrer tous ses efforts à la stricte exécution des lois et ordonnances contenues dans le firman, revêtu du hatt impérial, concernant l'administration intérieure de la Servie.

Donné le 25 Rebi-ul-ewel 1285.

616. 1870

19/31 octobre 1870.

Dépêche du prince Gortchakoff adressée à l'Ambassadeur de Russie à Vienne, concernant les stipulations du Traité du 30 mars 1856, relatives à la neutralisation de la mer Noire; en date de Tzarskoé-Sélo, le 19/31 octobre 1870*).

(Martens N. R. G, t. XVIII, p. 269).

Les altérations successives qu'ont subies, durant ces dernières années, les transactions considérées comme le fondement de l'équilibre de l'Europe, ont placé le Cabinet Impérial dans la nécessité d'examiner les conséquences qui en résultent pour la position politique de la Russie.

Parmi ces transactions celle qui l'intéresse le plus directement est le Traité du 18/30 mars 1856.

La Convention spéciale entre les deux riverains de la mer Noire, formant annexe à ce Traité, contient de la part de la Russie l'engagement d'une limitation de ses forces navales jusqu'à des dimensions minimes.

En retour, ce Traité lui offrait le principe de la neutralisation de cette mer.

Dans la pensé des Puissances signataires, ce principe devait écarter toute possibilité de conflits, soit entre les riverains, soit entre eux et les Puissances maritimes. Il devait augmenter le nombre des territoires appelés par un accord unanime de l'Europe à jouir des bienfaits de la neutralité et mettre ainsi la Russie elle-même à l'abri de tout danger d'aggressions.

L'expérience de 15 années a prouvé que ce principe, duquel dépend la sécurité de toute l'étendue des frontières de l'Empire Russe dans cette direction, ne repose que sur une théorie.

En réalité, tandis que la Russie désarmait dans la mer Noire et s'interdisait même loyalement, par une déclaration consignée dans les protocoles des conférences, la possibilité de prendre des mesures de défense maritime efficaces dans les mers et les ports adjacents, la Turquie conservait le droit d'entretenir des forces navales illimitées dans l'Archipel et les détroits; la France et l'Angleterre gardaient la faculté de concentrer leurs escadres dans la Méditerranée.

En outre, aux termes du Traité, l'entrée de la mer Noire est formellement et à perpétuité interdite au pavillon de guerre, soit des Puissances riveraines, soit de toute autre Puissance, mais, en vertu

* Des déclarations identiques ont été adressées aux Représentants de la Russie près les autres Puissances signataires du Traité de 1856.

1870 de la Convention dite „des détroits“, le passage par ces détroits n'est fermé aux pavillons de guerre qu'en temps de paix. Il résulte de cette contradiction que les côtes de l'Empire Russe se trouvent exposées à toutes les aggressions, même de la part d'États moins puissants, du moment où ils disposent de forces navales auxquelles la Russie n'aurait à opposer que quelques bâtiments de faibles dimensions.

Le Traité du 18/30 mars 1856 n'a d'ailleurs pas échappé aux dérogations dont la plupart des transactions européennes ont été frappées et en présence desquelles il serait difficile d'affirmer que le droit écrit, fondé sur le respect des traités comme base du droit public et règle des rapports entre les États, ait conservé la même sanction morale qu'il a pu avoir en d'autres temps.

On a vu les Principautés de Moldavie et de Valachie, dont le sort avait été fixé, par le Traité de paix et par les protocoles subséquents, sous la garantie des Grandes Puissances, accomplir une série de révolutions, contraires à l'esprit comme à la lettre de ces transactions et qui les ont conduites d'abord à l'Union, ensuite à l'appel d'un Prince étranger. Ces faits se sont produits de l'aveu de la Porte, avec l'aquiescement des Grandes Puissances ou du moins sans que celles-ci aient jugé nécessaire de faire respecter leurs arrêts.

Le Représentant de la Russie a été le seul à élever la voix pour signaler aux Cabinets qu'ils se mettaient, par cette tolérance, en contradiction avec des stipulations explicites du Traité.

Certes, si ces concessions accordées à une des nationalités chrétiennes de l'Orient résultaient d'une entente générale entre les Cabinets et la Porte, en vertu d'un principe applicable à l'ensemble des populations chrétiennes de la Turquie, le Cabinet Impérial n'aurait pu qu'y applaudir. Mais elles ont été exclusives.

Le Cabinet Impérial a donc dû être frappé de voir, que, quelques années à peine après sa conclusion, le Traité du 18/30 mars 1856 avait pu être enfreint impunément dans une de ses clauses essentielles en face des Grandes Puissances réunies en Conférence à Paris et représentant, dans leur ensemble, la haute autorité collective sur laquelle reposait la paix de l'Orient.

Cette infraction n'a pas été la seule.

A plusieurs reprises et sous divers prétextes l'accès des détroits a été ouvert à des navires de guerre étrangers et celui de la mer Noire à des escadres entières, dont la présence était une atteinte au caractère de neutralité absolue attribué à ces eaux.

A mesure que s'affaiblissaient ainsi les gages offerts par le Traité et notamment les garanties d'une neutralité effective de la mer Noire, l'introduction des bâtiments cuirassés, inconnus et non

prévus lors de la conclusion du Traité de 1856, augmentait pour 1870
la Russie les dangers d'une guerre éventuelle, en accroissant, dans des proportions considérables, l'inégalité déjà patente des forces navales respectives.

Dans cet état de choses, Sa Majesté l'Empereur a dû se poser la question de savoir: quels sont les droits et quels sont les devoirs qui découlent, pour la Russie, de ces modifications dans la situation générale et de ces dérogations à des engagements auxquels elle n'a pas cessé d'être scrupuleusement fidèle, bien qu'ils fussent conçus dans un esprit de défiance à son égard?

A la suite d'un mûr examen de cette question, Sa Majesté Impériale est arrivée aux conclusions suivantes qu'il Vous est prescrit de porter à la connaissance du Gouvernement auprès duquel Vous êtes accrédité.

Notre Auguste Maître ne saurait admettre, en droit, que des Traités, enfreints dans plusieurs de leurs clauses essentielles et générales, demeurent obligatoires dans celles qui touchent aux intérêts directs de son Empire.

Sa Majesté Impériale ne saurait admettre, en fait, que la sécurité de la Russie dépende d'une fiction qui n'a pas résisté à l'épeuvre du temps, et soit mise en péril par son respect pour des engagements qui n'ont pas été observés dans leur intégrité.

L'Empereur, se fiant aux sentiments d'équité des Puissances signataires du Traité de 1856 et à la conscience qu'elles ont de leur propre dignité, Vous ordonne de déclarer:

que Sa Majesté Impériale ne saurait se considérer plus longtemps comme liée aux obligations du Traité du 18/30 mars 1856, en tant qu'elles restreignent ses droits de souveraineté dans la mer Noire;

que Sa Majesté Impériale se croit en droit et en devoir de dénoncer à S. M. le Sultan la Convention spéciale et additionelle au dit Traité, qui fixe le nombre et la dimension des bâtiments de guerre que les deux Puissances riveraines se réservent d'entrenir dans la mer Noire;

qu'Elle en informe loyalement les Puissances signataires et garantes du Traité général dont cette Convention fait partie intégrante;

qu'Elle rend sous ce rapport à S. M. le Sultan la plénitude de ses droits comme Elle la reprend également pour Elle-même.

En Vous acquittant de ce devoir, Vous aurez soin de constater que N. A. M. n'a en vue que la sécurité et la dignité de son Empire. Il n'entre nullement dans la pensée de S. M. Impériale de soulever la question d'Orient. Sur ce point, comme partout ailleurs, Elle n'a pas d'autre voeu que la conservation et l'affermissement de la paix. Elle maintient entièrement son adhésion aux principes généraux du

1870 Traité de 1856 qui ont fixé la position de la Turquie dans le concert européen. Elle est prête à s'entendre avec les Puissances signataires de cette transaction, soit pour en confirmer les stipulations générales soit pour les renouveler, soit pour y substituer tout autre arrangement équitable qui serait jugé propre à assurer le repos de l'Orient et l'équilibre européen.

S. M. Impériale est convaincue que cette paix et cet équilibre auront une garantie de plus lorsqu'ils seront fondés sur des bases plus justes et plus solides que celles résultant d'une position qu'aucune Grande Puissance ne saurait accepter comme une condition normale d'existence.

Vous êtes invité à donner lecture et copie de la présente dépêche à Monsieur le Ministre des affaires étrangères.

Gortchakoff.

1871

617.

17 janvier — 14 mars 1871.

Protocoles des Conférences tenues à Londres entre les Plénipotentiaires de l'Allemagne du Nord, de l'Autriche-Hongrie, de la France (Prot. 5 et 6), de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie, pour la révision des stipulations du Traité de 30 mars 1856 relatives à la neutralisation de la mer Noire.

(Martens N. R. G., t. XVIII, p. 273.)

Protocole N° 1.

Séance du 17 janvier 1871.

Présents :

Pour l'Allemagne du Nord — M. le Comte de Bernstorff, etc.;
Pour l'Autriche-Hongrie — M. le Comte d'Apponyi etc;
Pour la Grande-Bretagne — M. le Comte Granville, etc.;
Pour l'Italie — M. le Chevalier de Cadorna etc.;
Pour la Russie — M. le Baron de Brunnow etc.;
Pour la Turquie — Musurus Pacha etc.

MM. les Plénipotentiaires de l'Allemagne du Nord, de l'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie, se sont réunis aujourd'hui en Conférence au Foreign-Office.

La séance est ouverte par son Excellence Musurus Pacha, qui propose que la Présidence de la Conférence soit confiée à M. le Comte Granville dans les termes suivants:

„Messieurs, — Réunis en Conférence pour l'examen d'une question de haute importance, notre premier devoir est de procéder aux choix de notre Président. Comme vous avez bien voulu me permettre de prendre la parole à cette occassion, j'ai l'honneur de vous proposer de confier la Présidence de cette Assemblée à son Excellence le Comte Granville, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté la Reine pour les Affaires Étrangères. 1871

„Non seulement c'est un hommage dû à l'auguste Souveraine sous les auspices de qui nous sommes appelés à remplir une importante mission; mais c'est en même temps un témoignage de la confiance qu'inspirent à nos Gouvernements et à nous tous les éminentes qualités qui rendent le noble Lord si propre à imprimer la meilleure direction aux travaux de la Conférence, et la sollicitude éclairée avec laquelle il s'est appliqué, dès le début de l'incident dont nous allons nous occuper, à ouvrir la voie à une solution conforme au droit et au voeu général pour la conservation de la paix."

Cette proposition ayant été adoptée à l'unanimité, Monsieur le Comte Granville prend la Présidence, et s'exprime ainsi:

„Je m'empresse de remercier l'Ambassadeur de Turquie de la bienveillance avec laquelle il a formulé la proposition que vous, MM. les Plénipotentiaires, avez bien voulu agréer.

„Je vous propose, MM. les Plénipotentiaires, de confier à Monsieur Stuart la rédaction des protocoles de la Conférence."

Cette proposition ayant été également agréée, Monsieur Stuart est introduit, et MM. les Plénipotentiaires procèdent à la vérification de leurs pouvoirs respectifs, qui sont trouvés en bonne et due forme.

Monsieur le Comte Granville reprend alors la parole:

„Je suis profondément sensible," dit-il, „à l'honneur que vous me faites en m'appelant à présider cette Conférence.

„Au moment de commencer la discussion d'une grande question européene à laquelle la France est fortement intéressée, et pour laquelle elle a fait dans le temps de grands sacrifices, je ne puis qu'exprimer tous mes regrets, auxquels je suis convaincu MM. les Plénipotentiaires, que vous vous associez, de ne pas la voir représentée aujourd'hui parmi nous.

„Mais Monsieur Jules Favre, désigné comme Plénipotentiaire de la France, ne pouvant se rendre à la réunion, d'aujourd'hui, il ne me reste qu'à vous proposer de constater d'un commun accord le voeu que le Plénipotentiaire français adhère éventuellement à toute décision à prendre dans cette séance, et qu'il me soit permis de communiquer confidentiellement à M. le Chargé d'Affaires de France les détails de nos travaux d'aujourd'hui."

MM. les Plénipotentiaires ayant déclaré leur parfait accord sur ces points, Monsieur le Comte Granville continue:

1871 „La Conférence à été acceptée par toutes les Puissances cosignataires du Traité de 1856, dans le but d'examiner sans aucun parti pris, et de discuter avec une parfaite liberté, les propositions que la Russie désire nous faire par rapport à la révision qu'elle demande des stipulations du dit Traité, quant à la neutralisation de la mer Noire.

„Cette unanimité fournit une preuve éclatante que les Puissances reconnaissent que c'est un principe essentiel du droit des gens qu'aucune d'elles ne peut se délier des engagements d'un Traité, ni en modifier les stipulations, qu'à la suite de l'assentiment des parties contractantes, au moyen d'une entente amicale.

„Ce principe important me paraît recevoir une adhésion générale et j'ai l'honneur de vous proposer, MM. les Plénipotentiaires, de signer un Protocole ad hoc."

Le Protocole dont il est question est alors présenté à la Conférence est signé par tous les Plénipotentiaires, qui décident en outre qu'il sera annexé au Protocole général de la séance actuelle, et que, dès son arrivée, M. le Plénipotentiaire de France sera prié d'y ajouter sa signature.

Après avoir exprimé combien il partage les regrets de M. le Président de ne pas voir la France représentée, dans la réunion d'aujourd'hui, M. le Plénipotentiaire de Turquie déclare qu'il a adhéré au nom de son Gouvernement au principe formulé par M. le Président avec d'autant plus d'empressement que la Sublime Porte en a de tout temps reconnu le caractère sacré, et qu'elle y a constamment conformé sa politique dans ses relations avec les nations étrangerés.

M. le Plénipotentiaire de l'Autriche-Hongrie dit que le Gouvernement Impérial et Royal n'a pas hésité à accepter la réunion de cette Conférence, appelée à donner un nouveau gage à la foi des Traités et aux principes ainsi qu'aux intérêts qu'ils sont destinés à sauvegarder.

Il ajoute que c'est dans un esprit de conciliation et d'appréciation équitable que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique l'a chargé d'entrer dans l'examen des questions qui vont occuper la Conférence. Ces sentiment sont d'autant plus conformes aux intentions du Gouvernement Austro-Hongrois qu'il y voit le moyen de constater une fois de plus, à la suite d'un examen impartial, l'accord des Puissances sur les graves questions qui font l'objet du Traité signé à Paris, le 30 mars 1856.

M. le Plénipotentiaire d'Italie se réjouit de l'accord des Puissances résultant du Protocole qu'on vient de signer, et des déclarations de MM. les Plénipotentiaires, auxquels il s'empresse de se joindre. L'Italie sera heureuse de prêter son concours loyal à l'oeuvre importante et d'intérêt général pour laquelle la Conférence se trouve

réunie, et d'y porter le plus grand esprit d'équité et de con- 1871
ciliation.

Sur l'invitation de M. le Président, M. le Plénipotentiaire de Russie a pris la parole. Il demande à la Conférence la permission de donner lecture d'un résumé dont il désire l'insertion dans le Protocole:

„M. le Plénipotentiaire de Russie a résumé les circonstances et les faits qui, depuis la signature du Traité conclu à Paris, le 18/30 mars 1856, ont déterminé les Puissances signataires à donner leur adhésion à différentes modifications qui ont contribué à altérer, en partie, la lettre des stipulations primitives.

„Il a rappelé notamment le précédent des Conférences, tenues à différentes époques à Paris, et cité les décisions prises d'un commun accord, en vue de modifier le régime des Principautés de Moldavie et de Valachie — changement qui a obtenu la sanction de la Sublime Porte, ainsi que l'assentiment des autres Parties contractantes.

„Il a constaté que ces déviations du Traité n'ont exercé aucune influence sur la ferme intention de l'Empereur de maintenir intacts les principes généraux du Traité de 1856, qui ont fixé la position de la Turquie dans le concert européen.

„Après avoir exposé à cet égard les vues de son Auguste maître, le Plénipotentiaire de Russie a signalé combien la situation actuelle en Europe est loin de celle qui existait à l'époque du Congrès de Paris.

„Aujourd'hui, prenant en sérieuse considération les changements produits graduellement par la marche du temps, le Plénipotentiaire de Russie a cru devoir en conclure qu'il serait d'une politique prévoyante et sage de soumettre les stipulations de 1856, relatives à la navigation de la mer Noire, à une révision à laquelle présiderait un sentiment unanime d'équité et de concorde.

„De fait, ces stipulations, suggérées à une autre époque sous l'influence de conjonctures toutes différentes de la situation présente, ne se trouvent plus en accord avec les rapports de bon voisinage qui existent actuellement entre les deux Puissances Riveraines.

„De plus, le Plénipotentiaire de Russie, conformément aux instructions dont il est muni, a déclaré que son Auguste Maître attache une juste importance à cette révision dans le double intérêt de la sécurité et de la dignité de son Empire.

„En s'acquittant à cet égard des ordres de sa cour, il a exprimé l'espoir que les nouveaux arrangements résultant de cette révision contribueront à l'affermissement de la paix, qui forme l'objet de la sollicitude commune de toutes les Grandes Puissances dont les Représentants se trouvent réunis en Conférence à Londres."

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit qu'il apprécie l'esprit de conciliation qui a dicté l'exposé de M. le Plénipotentiaire de Russie,

1871 et qu'animé du même esprit conciliant il s'abstiendra de discuter certains points de cet exposé sur lesquels il diffère d'avis, et réserve l'opinion de son Gouvernement.

Il fait observer, cependant, que la Sublime Porte envisage l'incident soumis à la considération de la Conférence à un point de vue plus élevé; qu'en effet Sa Majesté Impériale le Sultan désire entretenir avec Sa Majesté l'Empereur de Russie les meilleurs rapports d'amitié et de bon voisinage; et que, surtout, la Sublime Porte tient à donner dans cette circonstance une preuve de ses dispositions conciliantes et de sa sollicitude pour la cause de la paix, en participant à l'examen d'une question qui concerne également d'autres Grandes Puissances, et qui autrement pourrait conduire à des complications qu'il est de l'intérêt général de prévenir.

Il déclare que c'est dans ce désir et dans ces vues que son Auguste Maître lui a donné l'ordre de représenter son Gouvernement au sein de la Conférence.

Il conclut en priant M. le Président de vouloir bien, avec le consentement des autres membres de la Conférence, remettre à quelques jours la prochaine séance, pour qu'il ait le temps de bien considérer la proposition de M. le Plénipotentiaire de Russie.

M. le Plénipotentiaire de l'Allemagne du Nord dit qu'il tient à constater, dès l'ouverture de la Conférence, que le Gouvernement du Roi son Auguste Maître, en proposant le premier de réunir en Conférence les Plénipotentiaires des Puissances signataires du Traité de Paris du 30 mars 1856, l'a fait dans un esprit de conciliation, d'équité et de paix, et que c'est dans ce même esprit que sa cour l'a chargé d'appuyer et de recommander à la sérieuse considération de MM. les Plénipotentiaires des autres Puissances représentées dans la Conférence, le désir du Gouvernement Impérial de Russie de voir les stipulations de 1856, relatives à la navigation de la mer Noire, soumises à une révision qui ferait disparaître certaines clauses dont le caractère restrictif, quant à l'exercice des droits de souveraineté des deux Puissances Riveraines, semble plutôt de nature à entretenir un état de malaise entre elles qu'à raffermir de plus en plus, comme il est essentiellement désirable pour le maintien de la tranquillité de l'Orient les rapports de bon voisinage qui se sont heureusement établis entre les deux Puissances et que MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie viennent de constater tous les deux.

Le Gouvernement de Sa Majesté s'est laissé guider en cette circonstance par le désir d'amener sur les questions qui se rattachent à la navigation de la mer Noire une entente générale entre les Grandes Puissances de l'Europe, qui ne pourra que puissamment contribuer à la sécurité de l'Orient et au maintien de l'indépendance et de l'intégrité de l'Empire Ottoman, que toutes les Puissances signataires

du Traité du 30 mars 1856 désirent assurer. Les instructions qui 1871
lui ont été données en conséquence, lui prescrivent d'entrer avec une entière impartialité et une parfaite liberté d'appréciation dans la discussion de propositions qui pourront être soumises de part et d'autre à la Conférence, et de les envisager uniquement du point de vue de l'entente européene et de la conservation actuelle et future de la paix en Orient.

Se référant à la proposition d'ajournement émise par M. le Plénipotentiaire de Turquie, Monsieur le Comte Granville dit qu'il s'y associe d'autant plus volontiers que la Conférence ne s'étant occupée aujourd'hui que de la question de droit. cet ajournement donnera, il l'espère, l'occasion à M. le Plénipotentiaire de France de venir prendre part à la discussion des stipulations du Traité de 1856 se rapportant à la neutralisation de la mer Noire qui doit être entamée dans la prochaine séance.

Il rend justice aux sentiments qui ont inspiré à la Prusse l'idée de la Conférence. Cependant, pour préciser les faits, il tient à rappeler que la première idée a été de la tenir à St. Pétersbourg, et qu'elle n'a été acceptée qu'à la condition de changer le lieu de la réunion, et d'y entrer sans parti pris et avec une parfaite liberté de discussion.

Il se félicite de l'esprit d'équité et de conciliation dont la discussion d'aujourd'hui a été empreinte. Il en tire un bon augure pour le résultat de l'examen que la Conférence va faire de quelques-unes des stipulations du Traité de 1856, en vue de leur révision.

Après avoir pris l'engagement d'observer le secret sur tout ce qui se passera dans la Conférence MM. les Plénipotentiaires se séparent, en convenant que leur prochaine réunion aura lieu le Mardi, 24 janvier, à 1 heure.

(Suivent les Signatures.)

Annexe.

Les Plénipotentiaires de l'Allemagne du Nord, de l'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie, réunis aujourd'hui en Conférence reconnaissent que c'est un principe essentiel du droit des gens qu'aucune Puissance ne peut se délier des engagements d'un Traité, ni en modifier les stipulations qu'à la suite de l'assentiment des Parties contractantes, au moyen d'une entente amicale.

En foi de quoi les dits Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Londres, ce 17 janvier 1871.

(Suivent les signatures.)

1871

Protocole No 2.

Séance du 24 janvier 1871.

Présents: M. le Plénipotentiaire d'Allemagne;
d'Autriche-Hongrie;
de la Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Russie;
de Turquie.

Après la signature du Protocole de la première séance, Monsieur le Comte de Bernstorff fait observer que son Auguste Souverain ayant changé de titre depuis cette séance, il ne pourra plus être désigné comme Plénipotentiaire de l'Allemagne du Nord, et il demande à être désigné dans les Protocoles suivants comme Plénipotentiaire d'Allemagne.

M. l'Ambassadeur de Russie s'empresse d'annoncer qu'il a reçu l'ordre de sa cour de reconnaître, au nom de Sa Majesté l'Empereur le titre Impérial dont Sa Majesté le Roi de Prusse se trouve maintenant revêtue.

La demande de M. le Plénipotentiaire d'Allemagne est également agréée par tous les autres Plénipotentiaires.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit qu'il a examiné la proposition de M. le Plénipotentiaire de Russie, ayant pour objet la révision des stipulations du Traité du 30 mars 1856, relatives à la neutralisation de la mer Noire; mais qu'avant d'émettre une opinion sur cette proposition, il désirerait que Monsieur le Baron de Brunnow voulût bien la préciser.

En réponse à cette invitation M. le Plénipotentiaire de Russie donne lecture à la Conférence du résumé suivant:

„L'exposé que j'ai eu l'honneur de placer sous les yeux de la Conférence, à sa première réunion, constate: que les stipulations relatives à la navigation de la mer Noire ont été suggérées, en 1856, sous l'influence de conjonctures toutes différentes de la situation actuelle des choses.

„Peu de mots suffiront pour établir le contraste entre les deux époques dont je suis témoin.

„Au mois de février 1856 j'ai été appelé au Congrès de Paris. Il y a de cela quinze ans: c'était du temps de l'Empire.

„Le Comte Walewski présidait aux travaux du Congrès. Ce Ministre n'est plus. Le pouvoir dont il était l'organe est tombé. Ces considérations imposent à mon langage une réserve dont vous apprécierez le motif.

„Permettez-moi, Messieurs, de résumer la situation telle qu'elle était à l'époque où nous sommes entrés, le Comte Orloff et moi, au Congrès de Paris. 1871

„La Russie était en guerre avec la France; elle était en guerre avec l'Angleterre; elle était en guerre avec l'Italie; elle était en guerre avec la Turquie.

„Aujourd'hui je suis appelé à prendre part aux délibérations d'une Conférence où se trouvent réunis les Représentants de Puissances avec lesquelles la Russie entretient des relations de paix et de bonne intelligence.

„Je passe à l'examen des stipulations relatives à la navigation de la mer Noire. Permettez-moi de m'expliquer avec franchise sur l'imperfection des actes que je vais mettre sous vos yeux.

„Je commencerai par vous donner lecture de l'Article XI. Il est conçu en ces termes: — „La mer Noire est neutralisée; ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont, formellement et à perpétuité, interdits au pavillon de guerre, soit des Puissances riveraines, soit de toute autre Puissance, etc."

„Ici, je me permettrai de placer une première observation; l'Article XI est rédigé de manière à établir, en apparence, une parité entre le pavillon de guerre des Puissances riveraines et celui de toute autre Puissance. L'assertion est inexacte. La parité n'existe point. Le pavillon de guerre des Puissances non-riveraines n'a jamais été admis dans la mer Noire en temps de paix. La raison en est fort simple. L'entrée des Dardanelles et du Bosphore est fermée au pavillon de guerre de toutes les Puissances étrangères. La clôture des Détroits, maintenue et confirmée par l'Article X, n'a absolument rien de commun avec l'interdiction établie par l'Article XI.

„Cette interdiction frappe uniquement le pavillon des deux Puissances riveraines.

„Examinons l'effet et la portée de cette interdiction. Elle enlève à la Russie comme à la Turquie la prérogative dont elles jouissaient, de déployer librement leur pavillon militaire dans la mer Noire.

„Or, les territoires dont cette mer est environnée font partie intégrante du domaine des deux Puissances riveraines.

„La liberté de navigation est inhérente au droit souverain de l'un et l'autre des deux États.

„Leur interdire cette navigation, c'est empiéter sur leur indépendance.

„Remarquons, de plus, que l'Article XI imprime à cette interdiction un caractère qui dépasse les bornes du possible. Il dit: „Les eaux et les ports" (de la Mer Noire) sont à perpétuité interdits au pavillon de guerre des Puissances riveraines. Il faut bien le dire, le mot „à perpétuité" n'a pas été heureusement choisi. Dans l'ordre des

1871 choses humaines, il n'est au pouvoir de personne de proscrire et de renier l'action du temps.

„Le règne dont le souvenir est lié aux actes du Congrès de Paris a-t-il résisté lui-même à l'épreuve du temps?

„Cette réflexion m'amène à une conclusion que je n'hésite point à énoncer avec une entière franchise.

„Le moment me paraît arrivé où une saine politique doit nous conseiller de remplacer par de nouvelles combinaisons celles qui ne sont plus en accord avec l'actualité des choses.

„En effet, une situation fausse dès l'origine entraîne toujours à sa suite des conséquences qui finissent tôt ou tard par produire des germes de discorde et de troubles. Le principe de neutralisation, proclamé en 1856, a eu essentiellement le tort, comme je l'ai dit, de porter une grave atteinte à l'indépendance du droit de souveraineté des Puissances riveraines. C'était un stérile essai d'introduire dans la loi internationale une innovation qui n'avait en elle aucune chance de durée.

„Loin de consolider le repos du Levant, les stipulation de 1856 relatives à la navigation de la Mer Noire tendaient à perpétuer une cause d'irritation faite pour blesser profondément le sentiment national de la Russie. Je le dis sans récrimination. Je le constate, simplement et loyalement, parce que cela est vrai.

„Dans l'intérêt bien entendu de l'affermissement de la paix, il importe, selon ma conviction, d'aviser aux moyens de mettre fin à une situation anomale, faite pour présager des difficultés sérieuses si elles n'étaient pas sagement éloignées à temps.

„Dans ce but mes instructions me prescrivent de réserver à M. l'Ambassadeur de Turquie l'initiative des dispositions à concerter, d'un commun accord, pour remplacer les stipulations de 1856, relatives à la neutralisation de la mer Noire, dans le but d'assurer le repos de l'Orient et l'équilibre européen.

„Afin de préciser les limites dans lesquelles je crois devoir me renfermer, d'ordre de ma cour, dans l'accomplissement de la tâche confiée à mes soins, j'ai l'honneur de soumettre à la révision de la Conférence la teneur des articles du Traité du 18/30 mars 1856, désignés ci-après*): — "

A la suite de cette lecture, M. le Plénipotentiaire de Turquie s'exprime en ces termes:

„De crainte qu'une polémique introduite dans nos délibérations n'altère le ton courtois dont sont empreintes les explications par

---

*) Article XI, XIII et XIV, du Traité du 30 mars 1856, et la Convention conclue le même jour entre la Russie et la Porte Ottomane pour déterminer les forces navales dans la mer Noire. — Voir Recueil tome VI.

lesquelles M. le Plénipotentiaire de Russie a développé les motifs 1871
de l'exposé qu'il a présenté à la Conférence dans notre première séance, j'hésite à m'étendre sur les faits et les raisons qui justifient mon Gouvernement, s'il ne partage pas les critiques dirigées contre des stipulations improprement qualifiées, selon moi, d'attentatoires à l'indépendance des deux Puissances riveraines. Il me suffira de faire observer qu'il y a bien des exemples d'États limitrophes qui ont senti l'avantage de s'imposer mutuellement certaines restrictions en vue de vivre en bonne harmonie. Il en est de ces restrictions comme des servitudes stipulées entre propriétaires de biens-fonds contigus pour leur convenance commune. Souvent, en évitant de mettre en présence des forces opposées, on empêche un choc dangereux.

„D'un autre côté, le Traité de 1856 est d'une date trop récente pour qu'il se soit produit par la marche du temps des changements propres à affaiblir la raison d'être des stipulations relatives à la neutralisation de la mer Noire, d'autant plus que cette mer est une mer intérieure, soustraite à l'action des événements de l'Europe. Du reste, l'application de ses stipulations, loin d'avoir donné lieu à des difficultés, a contribué jusqu'ici au maintien de la paix dans cette partie de l'Orient. Dès-lors, la Sublime Porte est pleinement satisfaite de ses stipulations, auxquelles toutes les Grandes Puissances se sont arrêtées d'un commun accord, après de longs débats. Elle attache un grand prix à leur maintien, et quelque sincère que soit son désir d'écarter tout ce qui pourrait être un sujet de froissement et de malaise dans les rapports d'amitié et de confiance mutuelle de deux puissants Empires voisins, elle ne peut que regretter que le Gouvernement Impérial de Russie voit dans le maintien de ces stipulations un obstacle à la consolidation du repos en Orient, et une cause d'irritation tendant à blesser profondément le sentiment national de la Russie.

„Toutefois, dans une question de si haute importance, la Sublime Porte ne croit pas devoir consulter exclusivement ses intérêts, sans tenir compte des intérêts et des vues des autres Grandes Puissances, ses amies et alliées, aux efforts et au concours desquelles elle doit en grande partie l'oeuvre qu'il s'agit maintenant de modifier. Ayant l'honneur d'être accrédité depuis un grand nombre d'années auprès de Sa Majesté la Reine, je suis à même de savoir que l'Angleterre a toujours partagé la manière de voir de la Sublime Porte en ce qui regarde la neutralisation de la mer Noire. Mais il se peut que d'autres Grandes Puissances, également amies et alliées de la Sublime Porte, et non moins intéressées au bien-être de l'Empire Ottoman, soient d'une opinion différente. Déjà, dans notre dernière séance, M. le Plenipotentiaire d'Allemagne a déclaré qu'il été

1871 chargé par sa Cour d'appuyer et de recommander à la sérieuse considération des autres Puissances le désir du Gouvernement Impérial de Russie de voir les stipulations relatives à la neutralisation de la mer Noire soumises à une révision qui en ferait disparaître le caractère restrictif.

„Ainsi la Sublime Porte a dû prévoir le cas où les Puissances co-signataires croiraient qu'il est de l'intérêt général d'adhérer à la demande du Gouvernement Impérial de Russie. Animée de dispositions conciliantes, est désireuse d'épargner à l'Europe les complications qui pourraient résulter d'une dissension sérieuse entre les Puissances signataires du Traité de 1856, elle n'hésiterait pas à donner, dans ce cas, une preuve de sa modération et de sa sollicitude sincère pour la cause de la paix.

„Aussi ai-je l'honneur d'informer Messieurs les Plénipotentiaires que si leurs Gouvernements jugeaient à propos d'admettre la demande de M. le Plénipotentiaire de Russie relative à la Convention spéciale conclue entre les deux Puissances riveraines et mentionnée dans l'Article XIV du Traité du 30 mars 1856, ainsi qu'aux Articles XI, XIII et XIV du dit Traité, en substituant aux garanties résultant de cette Convention et de ces Articles des garanties équivalentes et compatibles avec les droits et la sécurité de l'Empire Ottoman, je suis autorisé, en vertu des instructions dont je suis muni, à adhérer à leur avis en ce qui concerne la révision de la Convention et des Articles précités, mais que mes instructions me prescrivent de faire connaître, dans ce cas, à la Conférence les garanties que, comme condition de son adhésion, la Sublime Porte demanderait en remplacement des garanties actuelles.“

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie se croit fondé à conclure, d'après ce qui a été dit par M. le Plénipotentiaire de Turquie, que la Sublime Porte, mue par des sentiments et des considérations qui ne sauraient être assez appréciés, ne refuserait pas de s'associer aux résolutions qui pourraient être prises par la Conférence par rapport à celles des stipulations du Traité du 30 mars 1856, qui établissaient la neutralisation de la mer Noire, en y mettant toutefois la condition que des compensations pourront être trouvées, pouvant servir d'équivalents à la concession demandée à la Turquie.

Monsieur le Comte d'Apponyi ajoute qu'il prend acte de ces déclarations de M. le Plénipotentiaire Ottoman, et qu'il y donne sa pleine adhésion au nom de son Gouvernement.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, ayant écouté avec attention les paroles dignes et conciliantes de Musurus Pacha, et tout en appréciant les hésitations préalables de la Sublime Porte à l'égard de la décision dont son Excellence a fait part à la

Conférence, se hâte de déclarer qu'il appuie la résolution à laquelle 1871
le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan s'est définitivement arrêté.

Quant à l'allusion faite par M. le Plénipotentiaire de Turquie aux opinions contraires à la neutralisation de la mer Noire qui ont pu être émises par plusieurs des Parties Contractantes du Traité de 1856, M. le Comte Granville rappelle qu'en Angleterre, à l'époque du Traité, des opinions opposées à cet arrangement avaient été en effet énoncées par quelques personnes politiques. Il n'est pas lui-même de l'avis de ceux qui s'y opposèrent alors. Il admet, cependant, que les objections de M. le Plénipotentiaire de Russie aux mots „à perpétuité" lui paraissent avoir quelque valeur.

Les conditions dont il s'agit semblent à M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne avoir été raisonnables, vu le moment où on les a formulées, à la fin d'une guerre importante. Elles ont donné à la Turquie l'occasion, pendant quatorze ans, d'assurer son indépendance et sa sécurité par des mesures d'administration civile, militaire et navale. Dans cet état de choses, la Russie, tout en admettant les obligations imposées par le droit international, exprime aujourd'hui aux co-signataires du Traité de 1856 le désir d'être déliée de ces engagements. Il finit donc par déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine, d'accord avec tous les co-signataires du dit Traité, est prêt à signer une Convention qui effectuerait les changements indiqués par M. le Plénipotentiaire de Russie, à condition que des équivalents convenables puissent être trouvés.

M. le Plénipotentiaire d'Italie déclare que, suivant les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement, et par suite de l'adhésion de la Sublime Porte au principe de la révision, moyennant un équivalent des Articles XI, XIII, et XIV du Traité du 30 mars 1856 et de la Convention séparée entre la Russie et la Turquie y annexée, il s'associe à l'adhésion de MM. les Plénipotentiaires à ce principe, et à la condition à laquelle elle a été subordonnée.

Quelques-uns des Plénipotentiaires ayant demandé l'ajournement de la Conférence, afin d'avoir le temps de recevoir des instructions de leurs cours, il est décidé que cet ajournement aura lieu.

Avant de se séparer, M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne répète les regrets qu'il avait exprimés dans la séance précédente sur l'absence du Plénipotentiaire Français, ainsi que l'importance qu'il attache à ce que la France adhère aux décisions prises par la Conférence.

MM. les Plénipotentiaires déclarent que les vœux exprimés lors de la dernière séance au sujet de l'adhésion de la France, et la faculté accordée à M. le Président de faire part de leurs délibérations confidentiellement à M. le Chargé d'Affaires de France, s'appliq

1871 à toutes les séances de la Conférence dans lesquelles M. le Plénipotentiaire de France ne se trouvera pas.

En proposant de remettre la prochaine réunion de la Conférence à Mardi, 31 janvier, Monsieur le Comte Granville exprime l'espoir que ce délai pourra permettre à un Plénipotentiaire français d'y assister.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 3.

Séance du 3 février 1871.

Présents: M. le Plénipotentiaire d'Allemagne;
d'Autriche-Hongrie;
de la Grande Bretagne;
d'Italie;
de Russie;
de Turquie.

La Conférence fixée d'abord au 31 janvier a eu lieu le 3 février.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Président rappelle à MM. les Plénipotentiaires qu'après la dernière séance ils ont discuté ensemble, d'une manière officieuse et amicale, le moyen de tomber d'accord sur un équivalent à substituer aux stipulations du Traité de Paris relatives à la neutralisation de la mer Noire, et qu'il a été convenu que les Articles suivants d'un Projet de Traité seraient examinés dans la séance actuelle:

Article I.

„Le principe de la fermeture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles en temps de paix, invariablement établi comme ancienne règle de l'Empire Ottoman, et confirmé par le Traité de Paris du 30 mars 1856, reste en pleine vigueur."

Article II.

„Sa Majesté Impériale le Sultan, en vertu du droit de souveraineté qu'il exerce sur les Détroits du Bosphore et des Dardanelles, se réserve en temps de paix la faculté de les ouvrir, à titre d'exception transitoire, dans le seul cas où l'intérêt de la sécurité de son Empire lui ferait reconnaître la nécessité de la présence des bâtiments de guerre des Puissances non-riveraines."

Article III.

„Il est convenu que la stipulation contenue dans l'article précédent remplacera désormais celles des Articles XI, XIII et XIV du Traité de Paris du 30 mars 1856, ainsi que la Convention spéciale

conclue entre la Sublime Porte et la Russie, et annexée au dit Article XIV." 1871

Article IV.

„Les Hautes Parties Contractantes renouvellent et confirment toutes les stipulations du Traité du 30 mars 1656, ainsi que de ses Annexes, qui ne sont pas annulées ou modifiées par le présent Traité."

M. le Plénipotentiaire de Turquie, prenant la parole, s'exprime ainsi qu'il suit:

„J'ai pu soumettre à mon Gouvernement les quatre articles dont M. le Président vient de présenter le projet, et mes instructions me permettent d'informer MM. les Plénipotentiaires que la Sublime Porte ne verrait pas de difficulté à y adhérer, si à la fin de l'Article II les mots „Puissances non-riveraines" étaient remplacés par les mots „Puissances amies".

„Par cet amendement l'Article II serait ainsi rédigé: „Sa Majesté Impériale le Sultan, en vertu du droit de souveraineté qu'il exerce sur les Détroits du Bosphore et des Dardanelles, se reserve en temps de paix la faculté de les ouvrir, à titre d'exception transitoire, dans le seul cas où l'intérêt de la sécurité de son Empire lui ferait reconnaître la nécessité de la présence des bâtiments de guerre des Puissances amies;" — et la rédation que je propose remplirait le but de l'Article II du projet; car, si l'on croit que la sécurité de l'Empire Ottoman n'est menacée que du côté de la Russie, ce n'est évidemment qu'aux bâtiments de guerre des Puissances non-riveraines que la Sublime Porte ouvrira les deux Détroits."

„Permettez-moi, Messieurs, de vous expliquer en peu de mots les raisons qui m'obligent à vous soumettre cet amendement."

„D'abord, la rédaction du projet contient une restriction des droits de souveraineté et d'indépendance de l'Empire Ottoman; et j'aime à croire que MM. les Plénipotentiaires, qui ont jugé convenable de supprimer les stipulations relatives à la neutralisation de la mer Noire par cela même qu'elles renfermaient des clauses restrictives des droits de souveraineté des deux Puissances riveraines, ne trouveront pas équitable d'offrir à la Sublime Porte, en retour de son adhésion et à titre d'équivalent, une faculté liée à une clause également restrictive et affectant exclusivement ses droits de souveraineté."

„En second lieu, je me permetterai de faire observer que la rédaction du projet a en outre l'apparence d'être dirigée contre la Russie. Ainsi que j'ai eu l'honneur de le déclarer dans la dernière séance, la Sublime Porte, qui aurait, sans doute, préféré que les stipulations relatives à la neutralisation de la mer Noire fussent maintenues, désire, cependant, sincèrement voir écarter tout sujet de malaise et de froissement dans les rapports d'amitié et de bon

1871 voisinage entre les deux Puissances riveraines. Or, la rédaction du projet renferme, selon moi, le même germe de malaise et de froissement entre ces deux Puissances; elle est de nature à blesser ou à offusquer la Russie; elle représente la Turquie comme devant être dans une attitude de méfiance constante vis-à-vis de cette Puissance; elle pourrait être interprétée comme constatant dans un acte public et solennel l'existence d'un antagonisme entre les co-signataires."

„Aussi ai-je l'espoir que MM. les Plénipotentiaires voudront bien, dans leur esprit d'équité, adopter un amendement qui, tout en remplissant le même but, ferait disparaître ce qu'il y a de restrictif et d'exclusif dans la rédaction proposée."

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie soutient la rédaction primitive de l'Article II du projet, et propose, afin d'en rendre la rédaction plus claire, d'ajouter après „Puissances non-riveraines" les mots „de la mer Noire". Il se réserve le droit de proposer l'addition au Traité de certains articles relatifs au Danube, qu'il a déjà communiqués confidentiellement à ses collègues, et il démontre que ces articles devraient précéder l'article IV du projet, pour être logiquement compris dans les modifications à introduire dans le Traité de Paris.

M. le Plénipotentiaire d'Allemagne adhère aux articles du projet, et exprime le désir que ceux parmi les Plénipotentiaires qui sont plus spécialement intéressés dans l'amendement de Monsieur le Comte d'Apponyi se prononcent d'abord à ce sujet.

M. le Plénipotentiaire de Russie fait observer que les quatre articles du projet font un certain ensemble, et qu'il serait mieux de ne pas les séparer.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne est d'avis que la Conférence tombera probablement d'accord sur la question de la prolongation de la Commission Européenne du Danube, et que, dans ce cas, les articles qui s'y rattachent devraient précéder au lieu de succéder à l'article IV. Il propose donc à M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie de donner son assentiment aux quatre articles sous la réserve que l'arrangement qu'il a réclamé sera fait plus tard.

M. le Plénipotentiaire d'Italie annonce qu'il a été autorisé par sa cour a accepter les quatre articles; mais il comprend les scrupules de Monsieur le Comte d'Apponyi, et croit qu'il sera mieux d'ajourner l'acceptation de l'article IV, et de ne l'insérer qu'après qu'on se sera décidé sur tous les changements à faire dans le Traité de Paris, et lorsqu'il n'y aura plus lieu d'en faire d'autres. Pour sa part il ne s'opposerait pas à ce que l'on ajoute les mots „de la mer Noire" à la fin de l'article II, comme l'explication du sens naturel de cet article.

M. le Plénipotentiaire d'Allemagne dit qu'il peut adhérer à cet avis, en ajoutant, cependant, qu'il ne trouve pas les mots „de la mer

Noire" nécessaires, puisqu'il ne peut y avoir de doute sur le sens 1871
des mots „Puissances non-riveraines", et que par cette raison il ne votera pour l'addition des quatre mots que si tous les autres Plénipotentiaires les acceptent.

Monsieur le Comte d'Apponyi convient que, quant à la forme, les termes de l'article IV sont assez généraux pour s'appliquer à la fin de toute disposition qu'on aura jugé à propos d'insérer. Il maintient toutefois ses réserves quant à l'acceptation de cet article.

M. le Plénipotentiaire de Russie déclare qu'il a placé sous les yeux de Sa Majesté l'Empereur le Mémorandum des quatre articles qui avaient été le résultat d'une consultation amicale entre les membres de la Conférence. C'est par le télégraphe qu'il en a rendu compte à Sa Majesté, et le lendemain il a reçu l'autorisation de signer le Protocole de la deuxième séance et d'adhérer aux articles dont il s'agit. Quant aux observations de M. l'Ambassadeur Ottoman, Monsieur le Baron de Brunnow, tout en appréciant les sentiments qui les ont dictées, demande la permission de faire part à MM. les Plénipotentiaires de l'impression qu'elles lui ont faite.

Il tient à dire d'abord qu'il est entré à la Conférence dans un esprit de conciliation sincère et dans le but d'amener entre les Puissances un système d'entente mutuelle. C'est dans ces sentiments qu'il a écouté les paroles de Musurus Pacha. L'objet principal de la politique de l'Empereur étant de maintenir entre les Puissances un véritable accord, il est fort éloigné de sa pensée de vouloir examiner de près ce qui pourrait devenir entr'elles un motif de méfiance et de discorde. Pour sa part Monsieur le Baron de Brunnow n'admet nullement l'éventualité de ce qu'il considérait comme un très grand malheur pour l'Europe, et qui tendrait à désunir entr'elles les Grandes Puissances, et, ce qu'à Dieu ne plaise, à provoquer entr'elles un conflit.

„Vous savez, Messieurs," dit il „qu'en me donnant l'ordre de prendre part aux délibérations de cette Conférence, la volonté expresse de mon Auguste Maître a été d'éloigner toute controverse qui tendrait à ouvrir la question de l'Orient. Fidèle à remplir strictement les intentions de l'Empereur, je suis résolu d'éviter toute considération de nature à rappeler dans cette Assemblée les souvenirs du passé. L'objet principal de cette Conférence à mes yeux est d'effacer ces souvenirs. Car dans ma conviction la plus intime, la paix de l'Europe n'est jamais mieux assurée que lorsque les Grands États dans leurs relations les uns avec les autres savent tenir compte du sentiment de dignité et d'indépendance qui est profondément gravé dans le co[illegible] de toutes les nations. Il m'est agréable de pouvoir constater, co[illegible] je le fais en ce moment, que les Plénipotentiaires réunis dans c[illegible] Conférence ont été animés tous d'un sincère désir de tenir co[illegible]

1871 du sentiment national qui s'est prononcé hautement en Russie, en ce qui regarde l'importance de réviser dans un esprit d'équité et de concorde celles des stipulations du Traité de Paris qui, écrites sous l'influence des événements alors encore trop récents de la guerre, ne se trouvent plus en accord aujourd'hui avec la situation créée par l'état de paix heureusement rétabli en Orient."

„D'après les instructions dont je suis muni, l'objet principal de la Conférence actuelle consiste à consolider cet état de paix et à en assurer la durée. Je crois remplir cette intention en adhérant à l'arrangement concerté entre nous après la séance du 24 janvier, et dont M. le Principal Secrétaire d'État a résumé la substance au commencement de la présente réunion."

„Mon Gouvernement a déjà donné son adhésion aux quatre articles mentionnés dans cet arrangement. En même temps je me fais un devoir de réitérer à M. l'Ambassadeur de Turquie l'assurance que je ne manquerai point de porter à la connaissance du Cabinet Impérial l'expression des dispositions amicales qu'il a manifestées au nom de Sa Majesté le Sultan, en ce qui regarde les relations de bonne intelligence heureusement établies entre les deux Empires voisins. S'il m'est permis pour ma part d'ajouter ici un seul voeu, c'est que le système de confiance et d'accord établi entre toutes les Grandes Puissances de l'Europe soit considéré comme la meilleure garantie du repos, de la sécurité et de la prospérité de la Turquie."

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne veut constater qu'après l'heureux résultat de la première séance il s'est mis en rapport confidentiel avec les autres Plénipotentiaires, et qu'il les a trouvés tous animés d'un esprit de conciliation, d'équité et d'impartialité, et désirant chercher la solution d'une question qui certes n'était pas sans difficulté, d'une manière satisfaisante pour toutes les Puissances représentées à la Conférence, et propre à raffermir les bons rapports et les relations amicales, surtout entre les deux Empires de Russie et de Turquie.

Monsieur le Comte Granville ne nie pas qu'en cherchant une telle solution il n'ait été extrêmement désireux de suivre l'initiative de la Sublime Porte. S'il ne se range pas aujourd'hui à l'avis de M. le Plénipotentiaire de Turquie, c'est uniquement parce que la rédaction dont il est question lui paraît plus conforme aux intérêts de l'Empire Ottoman et de toutes les Puissances qui en ont garanti l'intégrité et l'indépendance. Cette solution lui paraît aussi celle sur laquelle il sera le plus facile de tomber d'accord.

Il fait remarquer que M. le Plénipotentiaire de Turquie a fait valoir deux arguments sur la rédaction de l'article II, d'abord qu'elle empiète sur les droits souverains de Sa Majesté le Sultan; ensuite qu'elle pourrait être interprétée comme offensante pour la Russie.

Quant au premier argument il est évident que la rédaction en question 1871
diminuerait, et cela même d'une manière très essentielle, les restrictions actuelles apportées au pouvoir souverain du Sultan en ce qui regarde le passage des Détroits. Pour qui est de l'autre objection, Monsieur le Comte Granville regretterait vivement de la croire aussi bien fondée; elle tombe d'elle-même aussitôt que M. le Plénipotentiaire de Russie, dans un esprit de conciliation, adhère également avec les autres Plénipotentiaires à l'article sus-mentionné.

Se référant alors à la suggestion faite par M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie, Lord Granville n'y voit qu'une simple question de rédaction sur laquelle il serait impossible de ne pas être d'accord. Il est convaincu que ni M. l'Ambassadeur de Russie ni aucun des Plénipotentiaires ne nieront que l'idée qu'ils ont eue en discutant l'autre jour les articles, n'ait été que le mot „riveraines" s'applique uniquement aux puissances ainsi désignées dans le Traité de Paris.

Après un échange d'idées sur ce point, il est bien entendu que les Plénipotentiaires se sont servis de l'expression „non-riveraines" dans la discussion du 24 janvier dans le même sens qui lui a été attribué par Lord Granville.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne propose un article ainsi conçu, et devant précéder les quatre articles dont il a été question:

„La mer Noire reste ouverte, comme par le passé, à la marine marchande de toutes les nations."

Cette proposition ayant été acceptée, il revient sur la rédaction de l'article II du projet, en disant que, sans vouloir suggérer au Gouvernement du Sultan l'opinion qu'il pourra adopter en définitive, il ose prier M. le Plénipotentiaire de Turquie de vouloir bien porter à la connaissance de sa cour les opinions favorables à la rédaction primitive de cet article qui ont été émises par les Plénipotentiaires des autres Puissances, et qu'il serait heureux de pouvoir espérer que Sa Majesté le Sultan consentirait à un arrangement qui diminuerait d'une manière si essentielle les restrictions actuellement apportées au pouvoir souverain de Sa Majesté sur le passage des Détroits.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit qu'il se félicite de ce que Monsieur le Baron de Brunnow apprécie les dispositions amicales de Sa Majesté Impériale le Sultan pour Sa Majesté l'Empereur de Russie. Il est très sensible à la déclaration de M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne qu'il s'était associé au projet des quatre articles dans l'intérêt de la Turquie elle-même. Mais il croit que, quelque sincère que soit cette sollicitude bienveillante de la Grande-Bretagne pour la Turquie, il y a dans la politique certains points de vue qui ne sont qu'à la portée de la partie la plus directement intéressée, et

1871 que c'est en effet à la Sublime Porte à considérer et à pressentir les inconvénients pouvant résulter de tout germe de méfiance et de froissement entre elle et une Puissance voisine.

Il désirerait écarter du texte d'un Traité toute distinction entre Puissances également garantes de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire Ottoman. Il est vrai que le Traité de Paris contient certaines clauses restrictives; mais ces restrictions étant également applicables aux deux Puissances riveraines, ne devaient ni ne pouvaient blesser la Russie.

Quant à l'observation de Monsieur le Comte Granville sur l'argument qui représente la rédaction de l'article II comme contenant une clause restrictive pour les droits de Sa Majesté le Sultan, M. le Plénipotentiaire de Turquie tient à établir cette distinction, qu'avant la conclusion du Traité de 1856, la mer Noire n'étant pas neutralisée, les droits de souveraineté du Sultan étaient en effet restreints en ce qui concerne l'ouverture des Détroits aux bâtiments du guerre étrangers en temps de paix; mais que depuis la neutralisation de la mer Noire, la présence du pavillon de guerre de toutes les Puissances ayant été interdite dans cette mer, la fermeture des Détroits n'était plus une restriction attentatoire aux droits de souveraineté de la Sublime Porte, mais la conséquence logique de cette interdiction.

Il conclut que par suite de la neutralisation de la mer Noire, il n'existe plus que des restrictions égales pour tout le monde, et qu'en retour des grands avantages que la Turquie retire de cette neutralisation, la Sublime Porte désire recouvrer son ancien droit d'ouvrir en temps de paix les Détroits aux bâtiments de guerre des Puissances amies, en vertu du droit de souveraineté territoriale qu'elle exerce sur ces Détroits. Ce droit lui était acquis avant la Convention de 1841, et elle ne l'a exercé qu'avec beaucoup de circonspection et à titre d'exception extraordinaire, ses intérêts s'opposant à la présence des bâtiments de guerre étrangers devant la capitale de l'Empire.

Quant à l'observation de M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne sur l'adhésion de la Russie et à la rédaction primitive de l'article II, Musurus Pacha fait remarquer que les paroles prononcées par M. le Plénipotentiaire de Russie ne lui paraissent pas approuver explicitement cette rédaction; que d'ailleurs il ne désire pas entrer dans l'examen des motifs de l'adhésion de la Russie, et qu'il considère seulement l'effet qu'une telle rédaction pourrait produire sur l'opinion publique dans les différents pays.

Il prie M. le Plénipotentiaire d'Allemagne d'émettre son opinion sur cette question, et cite les paroles par lesquelles ce Plénipotentiaire avait recommandé à la Conférence dans sa première séance la révision de ces stipulations sur leur caractère restrictif et propre à entretenir un état de malaise entre la Russie et la Turquie.

Monsieur le Comte de Bernstorff répond qu'il n'a pas changé de 1871
point de vue à cet égard; mais que le principal but de son Gouvernement a été de contribuer à amener une entente générale entre les Puissances signataires du Traité de Paris de 1856, et que ses instructions lui prescrivent de faire tous ses efforts pour arriver à ce but.

M. l'Ambassadeur de Turquie, après avoir fait remarquer que ses instructions étaient très péremptoires en ce qui concerne l'amendement proposé, déclare que, déférant au désir exprimé par les autres Plénipotentiaires, il en référera à sa cour.

Passant à la question de la liberté et de la navigation du Danube, M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie rappelle que cette question a été réglée par le Traité de Paris en même temps que celle de la neutralisation de la mer Noire. Il dit que cette circonstance confirme les rapports intimes qui existent entre ces deux questions, et c'est ce qui a engagé le Gouvernement Austro-Hongrois à soumettre à la Conférence deux propositions, qu'il recommande d'autant plus à son attention qu'elles sont destinées à faciliter le règlement de deux questions également urgentes: l'une celle de la Commission Riveraine, dont les réunions sont suspendues depuis nombre d'années; l'autre, celle des travaux à exécuter au passage des „Portes de fer" et des „Cataractes", et qui sont impérieusement commandés par les intérêts du commerce et de la navigation.

Monsieur le Comte d'Apponyi a cru bien faire en mettant ces deux propositions en forme d'articles, destinés à modifier ceux qui, dans le Traité de Paris, se rapportent à la question du Danube.

Ces articles seraient de la teneur suivante, et devraient nécessairement précéder l'article IV du projet actuel, qui stipule que toutes les dispositions du Traité du 30 mars 1856, qui n'auront pas été abrogées ou modifiées, conservent leur pleine valeur:

Article *(A)*. „Les principes énoncés dans les articles 108—116 du Traité général du Congrès de Vienne, par rapport aux rivières navigables qui séparent ou traversent plusieurs États, sont déclarés obligatoires pour tout le cours du Danube.

„Les conditions de la réunion nouvelle de la Commission Riveraine, établie par l'article XVII du Traité de Paris du 30 mars 1856, seront fixées par une entente préalable entre les Puissances riveraines, et en tant qu'il s'agirait d'une modification de l'article XVII du dit Traité, par une Convention spéciale entre les Puissances co-signataires.

Article *(B)*. „Par égard aux intérêts du commerce, à l'urgence et à la grandeur des travaux nécessaires pour écarter les obstacles et les dangers qui s'opposent à la navigation du Danube dans le passage des Cataractes et des Portes de Fer, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi de Hongrie se concertera avec ses co-riverains de

1871 cette partie du fleuve sur les conditions techniques et financières d'une opération destinée à faire disparaître les obstacles susmentionnés, moyennant des travaux à entreprendre par le Gouvernement Impérial et Royal.

„La règle établie par l'article XV du Traité de Paris, à savoir: qu'il ne sera établi aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, est déclarée inapplicable aux travaux jugés nécessaires dans la partie susindique du fleuve, entrepris par les États riverains de cette partie du fleuve à leurs propres frais.

„Le péage à établir éventuellement devra être égal pour tous les pavillons. Le produit n'en pourra servir qu'à couvrir les frais d'intérêt et d'amortissement du capital employé aux dits travaux, et la perception en cessera dès que le capital sera remboursé."

M. le Président propose de substituer à la dernière phrase de l'article (*B*), commençant par les mots: „Le produit" etc., l'amendement suivant:

„Son taux et les conditions de son application seront concertés et fixés d'accord avec les Puissances Européennes représentées par leurs Délégués. Il sera fixé de manière à couvrir les frais d'intérêt et d'amortissement du capital employé aux dits travaux, et à ne pas grever le commerce d'un fardeau supérieur à celui qu'il supporte actuellement. La perception en cessera dès que le capital sera remboursé."

M. le Plénipotentiaire d'Italie fait observer que le péage étant établi pour rembourser les dépenses des travaux à exécuter dans le Danube, il ne devrait pas être imposé aux navires qui ne passent pas dans les endroits où les travaux auraient été exécutés, et qui ne profiteraient pas de ces mêmes travaux. Il demande s'il est dans l'intention du Plénipotentiaire qui a proposé cet article et des Plénipotentiaires qui seraient disposés à l'accepter, d'établir le péage de manière à ce qu'il ne puisse pas retomber à la charge des navires qui ne passeraient pas par les parties de la rivière dans lesquelles les travaux auraient été exécutés.

Tous les Plénipotentiaires reconnaissent la justice du principe énoncé par M. le Plénipotentiaire d'Italie.

M. le Plénipotentiaire de Russie a constaté que les travaux mentionnés à l'article (*B*) rentrent dans un rayon placé entièrement en dehors du cercle habituel de l'activité commerciale et industrielle de la Russie, et que, par conséquent, le Gouvernement Impérial ne saurait participer aux frais d'établissement ni aux garanties financières qui pourraient résulter de ces travaux.

Cette observation n'a rencontré aucune objection de la part des membres de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne propose que l'article suivant, ayant pour but la prolongation de la Commission

Européenne du Danube, soit également inséré dans le Projet de 1871
Traité :

„Article ... La Commission établie par l'article XVI du Traité de Paris, dans laquelle les Puissances co-signataires du Traité sont chacune représentées par un Délégué, et qui a été chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires depuis Isaktcha, pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer Noire y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et les dites parties de la mer dans les meilleures conditions de navigabilité, et maintenue dans sa composition actuelle; les limites de sa compétence sont étendues jusqu'en amont du Port d'Ibraila, afin de pourvoir à un besoin purement commercial, et sans que cette extension puisse être interprétée comme un précédent pour des extensions éventuelles. Sa durée est fixée pour une période ultérieure de vingt-six ans à compter du 24 avril 1871, terme de l'amortissement de l'emprunt contracté par cette Commission sous la garantie de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Turquie, et du remboursement des avances faite par la Turquie à la Commission."

Lord Granville, en proposant cet article, dit que la combinaison qu'il aurait préférée à toute autre aurait été la prolongation indéfinie de la Commission Européenne; mais que comme cette opinion rencontrait des nombreuses objections, il se bornait à proposer une prolongation de vingt-six ans, terme qu'il croit nécessaire pour terminer les grands travaux qui restent à exécuter aux embouchures du Danube.

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne et d'Italie déclarent qu'ils n'ont pas d'instructions quant à l'extension des limites de la Commission Européenne jusqu'à Ibraïla, et M. le Plénipotentiaire de Russie s'associe à cette déclaration.

Quant à la durée de la Commission, M. le Plénipotentiaire d'Italie dit qu'il se trouve autorisé à donner sa voix soit pour l'un, soit pour l'autre des deux termes proposés par Lord Granville.

M. le Plénipotentiaire d'Allemagne déclare que ses instructions lui permettraient également de voter même pour la prolongation indéfinie du terme, si tous les autres Plénipotentiaires étaient de cet avis; mais que puisqu'il y en a quelques-uns qui ne pourraient accepter qu'une prolongation de douze ans, il doit s'en tenir à ce dernier terme.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie et de Russie annoncent que leurs instructions leur prescrivent de ne pas consentir à un terme plus étendu que celui de douze ans.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit qu'il accepte le principe de la prolongation des pouvoirs de la Commission Européenne du Danube, mais qu'il n'a pas d'instructions quant au terme de cette

1871 prolongation. Il est également sans instructions en ce qui concerne l'extension des limites de la Commission Européenne, comme en ce qui se rapporte à la question des travaux à faire dans le Danube. Il demandera des instructions à son Gouvernement sur ces divers points.

M. le Président consent alors à l'insertion du terme de douze ans à l'article dont il est question, et propose l'article tel qu'il se trouve reproduit dans l'Annexe, tout en exprimant l'espoir que lors de la prochaine séance les autres Plénipotentiaires se trouveront à même de consentir à ce que la prolongation soit de vingt-six ans, ainsi qu'à l'extension jusqu'à Ibraila dont il a été question.

M. le Président ajoute qu'il regrette toujours vivement l'absence d'un Plénipotentiaire français, et qu'il a fait son possible pour avoir la coopération de la France. Il a profité de la faculté que la Conférence avait bien voulu lui accorder pour renseigner M. le Chargé d'Affaires de France sur tout ce qui s'est passé tant avant qu'après chacune de leurs séances. Il est disposé à espérer que le Gouvernement français donnera plus tard son adhésion aux décisions de la Conférence; et quant à la prolongation de la Commission Européenne du Danube, il sait que ce Gouvernement, il y a peu de temps encore, n'y faisait pas d'objection. Il n'a pas lieu de croire à un changement de vues à cet égard.

Pour faciliter les travaux de MM. les Plénipotentiaires, le projet de Traité dont il a été question dans la séance actuelle, avec les articles additionnels et les amendements respectifs proposés par Monsieur le Comte Granville et Monsieur le Comte d'Apponyi, sauf le changement proposé par Lord Granville à la fin de l'article *(B)*, est annexé au présent Protocole. Outre les articles additionnels précités, il s'en trouve deux autres (IX et X), se rapportant à la forme et à la ratification du Traité, et à l'invitation à adresser au Gouvernement français d'y accéder, suivis d'une „Annexe au Traité" sur l'abrogation des stipulations de la Convention entre la Russie et la Sublime Porte relative aux bâtiments de guerre de ces deux Puissances dans la mer Noire.

Il est convenu que quand les articles du Traité auront reçu l'adhésion les Puissances représentées à la Conférence, ils seront signés par MM. les Plénipotentiaires dans un Protocole ad hoc, pour être incorporés plus tard dans un Traité formel, selon les termes de l'article IX du projet.

La discussion ultérieure des articles est renvoyée au mardi, 7 février, à une heure.

(Suivent les signatures.)

1871

Annexe. — Projet de Traité.

Article I.

La mer Noire reste ouverte, comme par le passé, à la marine marchande de toutes les nations.

Article II.

Le principe de la fermeture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles en temps de paix, invariablement établi comme ancienne règle de l'Empire Ottoman, et confirmé par le Traité de Paris du 30 mars 1856, reste en pleine vigueur.

Article III.

Sa Majesté Impériale le Sultan, en vertu du droit de souveraineté qu'il exerce sur les Détroits du Bosphore et des Dardanelles, se réserve en temps de paix la faculté de les ouvrir, à titre d'exception transitoire, dans le seul cas où l'intérêt de la sécurité de son Empire lui ferait reconnaître la nécessité de la présence des bâtiments de guerre des Puissances non-riveraines de la mer Noire.

Article IV.

Il est convenu que la stipulation contenue dans l'article précédent remplacera désormais celles des articles XI, XIII et XIV du Traité de Paris du 30 mars 1856, ainsi que la Convention spéciale conclue entre la Sublime Porte et la Russie, et annexée au dit article XIV.

Article V.

La Commission établie par l'article XVI du Traité de Paris, dans laquelle les Puissances co-signataires du Traité sont chacune représentées par un Délégué, et qui a été chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires depuis Isaktcha, pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer Noire y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et les dites parties de la mer dans les meilleures conditions de navigabilité, et maintenue dans sa composition actuelle; les limites de sa compétence sont étendues jusqu'en amont du port d'Ibraïla pour répondre à un besoin purement commercial et sans que cette extension puisse être interprêtée comme un précédent pour des extensions éventuelles. Sa durée est fixée pour une période ultérieure de douze ans, à compter du 24 avril 1871, terme de l'amortissement de l'emprunt contracté par cette Commission sous la garantie de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Turquie.

1871

Article VI.

Les principes énoncés dans les Articles 108—116 du Traité général du Congrès de Vienne, par rapport aux rivières navigables qui séparent ou traversent plusieurs États, sont déclarés obligatoires pour tout le cours du Danube.

Les conditions de la réunion nouvelle de la Commission Riveraine, établie par l'Article XVII du Traité de Paris du 30 mars 1856, seront fixés par une entente préalable entre les Puissances riveraines, et en tant qu'il s'agirait d'une modification de l'Article XVII du dit Traité, par une Convention spéciale entre les Puissances cosignataires.

Article VII.

Par égard aux intérêts du commerce, à l'urgence et à la grandeur des travaux nécessaires pour écarter les obstacles et les dangers qui s'opposent à la navigation du Danube dans le passage des Cataractes et des Portes de Fer, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi de Hongrie se concertera avec ses co-riverains de cette partie du fleuve sur les conditions techniques et financières d'une opération destinée à faire disparaître les obstacles susmentionnés, moyennant des travaux à entreprendre par le Gouvernement Impérial et Royal.

La règle établie par l'Article XV du Traité de Paris, à savoir: qu'il ne sera établi aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, est déclarée inapplicable aux travaux jugés nécessaires, dans la partie sus-indiquée du fleuve, entrepris par les États riverains de cette partie du fleuve à leurs propres frais.

Le péage à établir éventuellement devra être égal pour tous les pavillons. Le produit n'en pourra servir qu'à couvrir les frais d'intérêt et d'amortissement du capital employé aux dits travaux, et la perception en cessera dès que le capital sera remboursé.

Article VIII.

Les Hautes Parties contractantes renouvellent et confirment toutes les stipulations du Traité du 30 mars 1856, ainsi que de ses Annexes, qui ne sont pas annulées ou modifiées par le présent Traité.

Article IX.

Les cours représentes par leurs Plénipotentiaires réunis en Conférence à Londres se réservent de faire entrer les stipulations ci-dessus énoncées dans un Traité formel, dont les ratifications seront échangées à Londres dans l'espace de six semaines après le rétablissement de la paix entre l'Allemagne et la France, ou plus tôt si faire se peut.

1871

Article X.

Il est convenu que les Puissances signataires porteront le dit Traité à la connaissance du Gouvernement français avec invitation d'y accéder.

Annexe au Traité.

(Convention conclue entre la Russie et la Sublime Porte pour abroger les stipulations de celle signée à Paris 18/30 mars 1856, relative au nombre et à la force des bâtiments de guerre que les Puissances Riveraines entretiendront dans la mer Noire.)

- - -

Protocole No 4.

Séance du 7 février 1871.

Présents: M. le Plénipotentiaire d'Allemagne;
d'Autriche-Hongrie;
de la Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Russie;
de Turquie.

M. le Président demande à ses collègues s'ils sont maintenant à même de se prononcer sur les articles du projet de Traité dont il a été question dans la séance précédente.

M. le Plénipotentiaire Austro-Hongrois répond qu'il est autorisé à donner son assentiment au projet des articles dans son ensemble. Dans le cas, cependant, où des modifications essentielles viendraient à y être apportées, il se réserve de formuler de nouvelles propositions.

M. le Plénipotentiaire de Russie a réitéré l'adhésion qu'il a reçu ordre de donner aux quatre articles contenus dans le memorandum dont la rédaction a été concertée entre les Plénipotentiaires, à la fin de la séance du 24 janvier.

Quant aux articles relatifs à la navigation du Danube, le Baron de Brunnow donne son assentiment à leur insertion dans le texte du Traité, lorsque leur rédaction aura été définitivement arrêtée en Conférence. Mais il ajoute que ses instructions l'autorisent seulement à adhérer à la proposition qui concerne la prolongation de la Commission Européenne pour un espace de douze ans.

En ce qui regarde l'extension projetée de la compétence de la Commission jusqu'au Port d'Ibraïla, Monsieur le Baron de Brunnow a constaté qu'il ne possédait aucune instruction à cet égard, et qu'avant d'énoncer une opinion sur le mérite de ce projet, il devait se réserver le temps nécessaire pour solliciter les ordres de sa cour.

1871 M. le Plénipotentiaire Ottoman dit qu'il attend toujours les instructions de sa cour, avant de pouvoir se prononcer sur les articles du projet.

M. le Plénipotentiaire d'Italie se dit autorisé à appuyer l'extension projetée de la compétence de la Commission Européenne jusqu'à Ibraïla; et il confirme l'adhésion qu'il avait déjà donnée aux articles du projet de Traité.

M. le Plénipotentiaire d'Allemagne se déclare prêt à adhérer à l'ensemble du projet de Traité, pourvu toujours que tous les autres membres de la Conférence se décident à l'accepter.

Après avoir paraphé le projet de Protocole de la séance précédente, MM. les Plénipotentiaires se séparent, en priant M. le Président de vouloir bien fixer le jour de leur prochaine réunion, lorsqu'ils auront été munis des instructions qu'ils attendent de leurs cours.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 5.

Séance du 13 mars 1871.

Présents: M. le Plénipotentiaire d'Allemagne;
d'Autriche-Hongrie;
de France;
de la Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Russie;
de Turquie.

A l'ouverture de la séance M. le Président présente Monsieur le Duc de Broglie à la Conférence comme Plénipotentiaire de France, en disant:

„Je crois être le fidèle interprète de MM. les Plénipotentiaires en exprimant à Monsieur le Duc de Broglie la vive satisfaction avec laquelle nous accueillons ici aujourd'hui le Représentant de la France.

„J'ai l'espoir que M. le Duc aura eu l'occasion de se convaincre par les ajournements successifs de nos séances, par les Protocoles que nous avons signés, et par les informations que MM. les Plénipotentiaires m'ont permis de donner presque journellement à M. le Chargé d'Affaires de France, que nous avons fait notre possible pour nous assurer l'indispensable concours de la France."

M. le Plénipotentiaire de France, après avoir présenté ses pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, répond à Monsieur le Comte Granville dans les termes suivants:

„Je remercie sincèrement, au nom du Gouvernement français, M. le Président de la Conférence des paroles pleines d'amitié et de

bienveillance pour la France qu'il vient de prononcer; j'offre les 1871
mêmes remercîments à MM. les Plénipotentiaires qui veulent bien y donner leur assentiment. Je devrais en même temps leur présenter mes excuses pour le retard que j'ai mis à prendre séance au milieu d'eux et l'abus que j'ai fait de leur patience; mais le monde entier connaît les causes douloureuses qui ont retenu le Représentant de la France.

„Bien que régulièrement informé par vos communications bienveillantes du cours de vos délibérations, le Gouvernement français n'a pu y prendre part, et elles sont aujourd'hui arrivées presqu'à leur terme. Le principal objet qui a motivé la réunion de cette Conférence a été réglé d'un commun accord entre les Plénipotentiaires présents. Le Gouvernement français aurait peut-être préféré s'abstenir jusqu'au bout de s'associer à des décisions à la discussion desquelles il est resté étranger.

„Mais il aurait craint, en prolongeant son abstention maintenant que la triste cause en a disparu, de ne pas témoigner assez hautement le prix qu'il attache à tout ce qui peut entretenir ou rétablir l'harmonie entre les grands États. Il saisit aussi avec empressement l'occasion de maintenir la règle salutaire de la société européenne, — à savoir, de n'apporter aucun changement essentiel aux relations des peuples entr'eux, sans l'examen et le consentement de toutes les Grandes Puissances, — pratique tutélaire, véritable garantie de paix et de civilisation, à laquelle trop de dérogations ont été apportées dans ces dernières années.

„En ce qui touche l'objet principal de la Conférence, le Gouvernement francais, partageant les sentiments exprimés par Monsieur le Plénipotentiaire de Turquie, n'aurait aperçu personnellement aucune raison suffisante pour modifier les stipulations établies par le Traité de 1856, et aurait préféré leur maintien. Mais au point où les choses sont parvenues, et du moment où l'arrangement nouveau, agréable au Gouvernement russe, est agréé par celui de la Sublime Porte, principal intéressé dans la question, le Gouvernement français entre volontiers dans la pensée de conciliation qui l'a dicté, et il apporte son adhésion à toutes les décisions de la Conférence."

M. le Plénipotentiaire de Russie s'empresse d'offrir à M. l'Ambassadeur de France l'expression de ses sincères remercîments des bonnes dispositions qu'il a bien voulu énoncer à l'égard de la Russie; il se fera un devoir d'en rendre compte à sa cour, et il ajoute que l'esprit de conciliation qui a présidé aux déterminations du Gouvernement français, en ce qui regarde la question soumise aux délibérations de la Conférence, sera vivement apprécié par le Cabinet de St. Pétersbourg.

1871 Sur l'invitation de M. le Président, M. le Plénipotentiaire de France appose sa signature au Protocole annexé à celui de la séance du 17 janvier.

Le Protocole de la quatrième séance ayant été lu et approuvé, M. le Président donne lecture article par article du projet de Traité tel qu'il se trouve dans l'Annexe au Protocole (N⁰ 3) de la séance du 3 février.

Sur la lecture de l'article I, il est décidé que cet Article deviendra l'article III du Traité, et que l'article I sera ainsi conçu:

Article I.

Les articles XI, XIII et XIV du Traité de Paris du 30 mars 1856, ainsi que la Convention spéciale conclue entre la Sublime Porte et la Russie, et annexée au dit article XIV, sont abrogés et remplacés par l'article suivant."

Lecture ayant été donnée par Monsieur le Comte Granville des articles II et III du projet, M. le Plénipotentiaire de Turquie annonce à la Conférence qu'il a reçu la réponse de son Gouvernement sur la rédaction de ces deux articles. La Sublime Porte regrette infiniment de se voir en divergence d'opinion avec la majorité des membres de la Conférence sur les mots „Puissances non-riveraines". Le Conseil des Ministres, auquel cette rédaction a été soumise une seconde fois, persiste à croire que ces mots impliquent une grave restriction. Cependant, pour ne pas entraver ou retarder l'oeuvre de conciliation que la Conférence a entreprise, il a été autorisé par la Sublime Porte à déclarer qu'elle se contenterait de conserver intacte la Convention du 30 mars 1856, relative aux Détroits des Dardanelles et du Bosphore.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie déclare qu'il ne se trouve pas autorisé par sa cour à accepter le statu quo. Il croit, cependant, qu'il y a des amendements à proposer auxquels il lui sera possible d'adhérer.

M. le Plénipotentiaire de France aurait préféré la rédaction primitive, à laquelle la Russie ainsi que la majorité des autres Puissances représentées dans la Conférence avaient adhéré.

M. le Plénipotentiaire d'Italie rappelle qu'il s'était réuni aux autres Plénipotentiaires pour accepter les articles II et III du projet, qui auraient été préférés par son Gouvernement. Son Gouvernement, n'étant pas disposé à accepter les modifications à ces articles qui avaient été proposées par M. le Plénipotentiaire de Turquie, a cru devoir prévoir le cas où la Sublime Porte n'accepterait pas les deux articles du projet. Aussi, il s'est disposé pour ce cas à faire une proposition qui, par son caractère conciliant, pût réunir l'adhésion de toutes les Puissances représentées dans la Conférence. Il exprime l'espoir de son Gouvernement que la Conférence appréciera l'esprit

et le but de cette proposition. Par suite des déclarations qui ont été faites à la Conférence, il propose, au nom de son Gouvernement, de substituer aux articles II et III du projet de Traité un article ainsi conçu: 1871

Article II.

„Le principe de la clôture des Détroits des Dardanelles et du Bosphore, tel qu'il a été établi par le Traité séparé du 30 mars 1856, est maintenu, avec la faculté pour Sa Majesté Impériale le Sultan d'ouvrir les dits Détroits en temps de paix aux flottes des Puissances amies et alliées dans le cas où l'exécution des stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856 l'exigerait."

M. le Plénipotentiaire Ottoman déclare que la rédaction proposée par M. le Plénipotentiaire d'Italie se trouvant conforme à l'esprit de ses instructions antérieures, il se croit autorisé à y adhérer au nom de la Sublime Porte. Il propose seulement de remplacer le mot „Traité" par celui de „Convention", le mot „flottes" par les mots „bâtiments de guerre", et de formuler comme il suit le dernier membre de phrase de cette rédaction: „Dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution des stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856."

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie se dit autorisé à accepter la proposition de M. le Plénipotentiaire d'Italie. Quant aux modifications proposées par M. le Plénipotentiaire de Turquie, trouvant qu'elles n'apportent pas de changement au sens de l'article, il serait disposé à les accepter dans le cas où elles seraient adoptées par les autres membres de la Conférence.

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, de France, de la Grande-Bretagne et de Russie se déclarent aussi autorisés à accepter la proposition telle qu'elle a été formulée par M. le Plénipotentiaire d'Italie, et quant aux amendements proposés par M. le Plénipotentiaire de Turquie, ils adhèrent aussi à la déclaration faite par M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie.

M. le Plénipotentiaire d'Italie fait remarquer que la Conférence a toujours témoigné de sa disposition à déférer aux désirs de la Sublime Porte comme la Puissance la plus directement intéressée à l'objet de la Conférence, et que l'Italie y avait prêté son concours. Après les déclarations des autres Plénipotentiaires à l'égard des amendements proposés par M. le Plénipotentiaire de Turquie à la proposition italienne, il déclare, quoiqu'étant sans instructions spéciales à ce sujet, se croire suffisamment autorisé pour se réunir à l'opinion exprimée par les autres Plénipotentiaires.

M. le Plénipotentiaire de Turquie dit que son Gouvernement ne manquera pas d'apprécier l'esprit de conciliation dont le Gouvernement

1871 italien a fait preuve, et il en exprime sa reconnaissance à Monsieur le Chevalier Cadorna.

L'article II, tel qu'il a été proposé par M. le Plénipotentiaire d'Italie, avec les modifications y apportées par Musurus Pacha, est alors adopté par la Conférence.

Les dispositions contenues dans l'article IV du projet de Traité ont été déjà insérées à l'article I.

Après avoir fait la lecture de l'article V du projet de Traité, M. le Président demande à M. le Plénipotentiaire de France l'avis de son Gouvernement sur la question de la prolongation des pouvoirs de la Commission Européenne du Danube. Il croit que toutes les Puissances admettent la nécessité d'une prolongation. Pour lui-même il aurait préféré qu'elle fût d'une plus longue durée, mais puisqu'il y a dissidence sur ce point, il est prêt à accepter le terme de douze ans indiqué dans l'article qu'il vient de lire.

Monsieur le Duc de Broglie répond que le Gouvernement français aurait consenti au plus long terme que Monsieur le Comte Granville avait d'abord proposé, mais que faute de cela il acceptera le terme plus limité de douze ans.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie, quoique ce fût son Gouvernement qui eût proposé primitivement le terme de douze ans, aurait consenti à accepter une prolongation de vingt-six ans, pour déférer aux voeux du Gouvernement britannique, si les autres membres de la Conférence y avaient consenti.

M. le Plénipotentiaire Ottoman accepte la prolongation de douze ans, tout en déclarant qu'il aurait pu consentir à un terme plus prolongé.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit que son Gouvernement avait consenti au terme de douze ans, dans la supposition que c'était le terme que le Gouvernement austro-hongrois avait en vue et qu'il n'a pas reçu l'autorisation d'accepter un terme plus éloigné.

M. le Plénipotentiaire d'Italie aurait consenti au plus long terme possible.

M. le Plénipotentiaire d'Allemagne est limité par ses instructions au terme de douze ans, selon la proposition primitive du Gouvernement austro-hongrois.

A la suite de cette discussion le terme de douze ans est adopté par la Conférence.

Quant à l'extension projetée de la compétence de la Commission jusqu'à Ibraïla, M. le Plénipotentiaire de Russie dit que son Gouvernement a reconnu l'opportunité de ne point préjuger à cet égard les intentions de la Sublime Porte.

Musurus Pacha répond que la Sublime Porte regrette de ne pouvoir adhérer à l'extension de la compétence de la Commission

Européenne, pour les mêmes raisons qui ne lui ont pas permis d'accepter cette même proposition lorsqu'elle a été faite aux Conférences de Paris de 1866. 1871

M. le Plénipotentiaire de France déclare que son Gouvernement aurait consenti à l'extension, comme il avait déjà fait lors des Conférences de 1866, mais qu'il se trouve forcé d'y renoncer, par suite de l'opposition de la Turquie.

M. le Plénipotentiaire d'Allemagne se range du côté de la Turquie, dont les intérêts sont plus directement affectés par cette question que ceux de toute autre Puissance.

M. le Plénipotentiaire d'Italie aurait consenti à l'extension, et l'aurait même désirée, si les autres Plénipotentiaires l'avaient acceptée.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie explique que son Gouvernement n'avait pas désiré l'extension, mais que, puisque la proposition avait été faite dans un but exclusivement commercial, il y aurait accédé si les autres Puissances étaient d'accord pour l'accepter.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne croit que l'extension proposée serait d'une très grande utilité pour le commerce; mais puisque la Turquie s'y oppose, il ne veut plus insister sur ce point.

L'extension de la compétence de la Commission ayant été ainsi écartée, l'article V du projet, devenu l'article IV, se trouve rédigé de la manière suivante:

Article IV.

„La Commission établie par l'article XVI du Traité de Paris, dans laquelle les Puissances co-signataires du Traité sont chacune représentées par un Délégué, et qui a été chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires depuis Isakteha, pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer Noire y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et les dites parties de la mer dans les meilleures conditions de navigabilité, est maintenue dans sa composition actuelle. La durée de cette Commission est fixée pour une période ultérieure de douze ans, à compter du 24 avril 1871, c'est-à-dire jusqu'au 24 avril 1883, terme de l'amortissement de l'emprunt contracté par cette Commission, sous la garantie de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Turquie."

Après la lecture de l'article VI du projet de Traité, devenu l'article V par suite des changements apportés aux autres articles, M. le Plénipotentiaire de Turquie annonce qu'il s'est entendu avec les autres Représentants des Puissances co-riveraines sur un amendement à y proposer.

1871 L'amendement dont il est question ayant été agréé par la Conférence, l'article V se trouve ainsi rédigé:

Article V.

„Les conditions de la réunion nouvelle de la Commission Riveraine, établie par l'article XVII du Traité de Paris du 30 mars 1856, seront fixées par une entente préalable entre les Puissances Riveraines, sans préjudice de la clause relative aux trois Principautés Danubiennes; et en tant qu'il s'agirait d'une modification de l'article XVII du dit Traité, cette dernière fera l'objet d'une Convention spéciale entre les Puissances co-signataires."

Se référant ensuite à l'article VII du projet de Traité, devenu l'article VI, Musurus Pacha annonce qu'il s'est également entendu avec ses collègues co-riverains sur une nouvelle rédaction à donner à cet article. La rédaction qu'il propose et qui est adoptée par la Conférence est la suivante:

Article VI.

„Les Puissances Riveraines de la partie du Danube où les Cataractes et les Portes de Fer mettent des obstacles à la navigation se réservant de s'entendre entr'elles à l'effet de faire disparaitre ces obstacles, les Hautes Parties Contractantes leur reconnaissent dès-à-présent le droit de percevoir une taxe provisoire sur les navires de commerce sous tout pavillon qui en profiteront désormais, jusqu'à l'extinction de la dette contractée pour l'exécution des travaux; et elles déclarent l'article XV du Traité de Paris de 1856 inapplicable à cette partie du fleuve pour un laps de temps nécessaire au remboursement de la dette en question."

L'article suivant, ayant pour but de protéger efficacement les travaux et les établissements ainsi que le personnel de la Commission Européenne du Danube, est alors proposé par M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie, et adopté par la Conférence:

Article VII.

„Tous les ouvrages et établissements de toute nature créés par la Commission Européenne en exécution du Traité de Paris de 1856 ou du présent Traité, continueront à jouir de la même neutralité qui les a protégés jusqu'ici, et qui sera également respectée à l'avenir dans toutes les circonstances par les Hautes Parties Contractantes. Le bénéfice des immunités qui en dérivent s'étendra à tout le personnel administratif et technique de la Commission. Il est, cependant, bien entendu que les dispositions de cet article n'affecteront en rien le droit de la Sublime Porte de faire entrer, comme de tout temps, ses bâtiments de guerre dans le Danube en sa qualité de Puissance territoriale."

L'article VIII du projet est adopté textuellement comme l'article 1871
VII du Traité.

Par suite de l'arrivée de M. le Plénipotentiaire de France, les articles IX et X du projet de Traité sont supprimés, et remplacés par l'article d'usage suivant:

Article IX.

„Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se peut."

Les articles du Traité ayant été ainsi arrêtés, MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie annoncent qu'ils ont reçu l'autorisation de leurs cours respectives de conclure une Convention pour abroger les stipulations de celle signée à Paris le 18/30 mars 1856, relative au nombre et à la force des bâtiments de guerre des Puissances Riveraines dans la mer Noire. Il se proposent de communiquer cette Convention à la Conférence, et d'en échanger les ratifications le même jour que celles du Traité, afin que mention en soit faite dans le même procès-verbal d'échange.

Les autres Plénipotentiaires, trouvant qu'une Convention conclue et ratifiée de la manière indiquée aura même force et valeur que si elle était annexée au Traité, donnent leur plein assentiment à la proposition de leurs deux collègues.

Un exemplaire du Traité (celui de la Grande-Bretagne) ayant été préparé pendant la séance, est apporté; et après avoir été lu et trouvé en due forme, est signé par MM. les Plénipotentiaires, qui en même temps y apposent le sceau de leurs armes.

Il est convenu que la Conférence se réunira demain à trois heures et demie pour la signature des autres exemplaires du Traité.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 6.

Séance du 14 mars 1871.

Présents: M. le Plénipotentiaire d'Allemagne;
d'Autriche-Hongrie;
de France;
de la Grande-Bretagne;
d'Italie;
de Russie;
de Turquie.

Le Protocole de la cinquième séance est lu et approuvé. Les divers exemplaires du Traité ayant été collationnés sur celui qui a

1871 été signé dans la précédente séance, et ayant été trouvés en due forme, MM. les Plénipotentiaires ont procédé à y apposer leur signature et le sceau de leurs armes.

La Conférence décide que l'échange des ratifications du Traité aura lieu en six exemplaires.

A la fin de la Conférence, Musurus Pacha, prenant la parole au nom des membres de la Conférence, propose d'exprimer à Monsieur le Comte Granville les remercîments et les sentiments de gratitude de tous les Plénipotentiaires pour la manière éclairée et pleine de courtoisie dont, en sa qualité de Président, il a dirigé les travaux de la Conférence, et pour l'esprit de conciliation qu'il a su faire prévaloir pendant toute la durée de ses délibérations.

Tous les Plénipotentiaires accueillent cette proposition avec un empressement unanime, et décident de la consigner au Protocole de la séance.

Monsieur le Comte Granville exprime sa vive reconnaissance à MM. les Plénipotentiaires des paroles bienveillantes qui lui ont été adressées en leur nom par M. l'Ambassadeur Ottoman. De son côté, il tient à constater combien il apprécie l'esprit de conciliation dont tous ses collègues de la Conférence ont été animés depuis le commencement de leurs séances, et combien il est sensible aux égards et à l'indulgence qu'ils lui ont toujours témoignés.

M. l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie croit répondre aux sentiments de tous les membres de la Conférence en priant Monsieur Stuart d'agréer leurs remercîments pour l'habileté, le zèle et la complaisance avec lesquels il s'est acquitté de la tâche qui lui était dévolue.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

Bernstorff. *Cadorna.*
Apponyi. *Brunnow.*
Broglie. *Musurus.*
Granville.

618.

7 février 1871.

Règlement ottoman applicable aux navires passant par les détroits des Dardanelles et du Bosphore.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Article 1.

Tout navire à voiles ou à vapeur doit, avant de franchir l'un ou l'autre détroit, subir l'arraisonnement et faire viser sa patente de

santé aux offices préposés à cet effet à l'entrée du Bosphore, s'il vient 1871
de la mer Noire, et aux Dardanelles, s'il vient de la mer Blanche*).

La contravention à cette disposition est frappée d'une amende conformément aux règlements en vigueur.

Article 2.

En temps de choléra, les navires à voiles ou à vapeur ayant eu à bord des accidents cholériques purgent leur quarantaine aux Dardanelles, s'ils viennent de la mer Blanche, et à l'entrée du Bosphore, s'ils viennent de la mer Noire.

Dans l'un et l'autre cas, ils ne peuvent poursuivre leur voyage qu'après l'expiration de leur quarantaine.

Article 3.

Les navires provenant d'un port contaminé à destination d'un port ottoman, bien que sans accidents cholériques à bord, subissent la quarantaine réglementaire au lazaret des Dardanelles, s'ils viennent de la mer Blanche, et à l'entrée du Bosphore, s'ils viennent de la mer Noire.

Article 4.

Les navires à vapeur provenant d'un port contaminé, sans accidents cholériques à bord et à destination d'un port étranger, peuvent franchir les détroits sans communiquer nulle part, sous la surveillance de deux gardes de santé, pris aux Dardanelles, s'ils viennent de la mer Blanche, et à l'entrée du Bosphore, s'ils viennent de la mer Noire.

Ils déposent les gardes de santé à la sortie du détroit opposé à celui où ils les ont pris, c'est-à-dire soit aux Dardanelles, soit au Kavak d'Asie, selon les cas.

Article 5.

Les navires à voiles provenant d'un port contaminé, sans accidents cholériques à bord, peuvent également franchir les deux détroits et poursuivre leur voyage pour l'étranger, aux conditions suivantes:

A. Les navires venant de la mer Noire embarqueront deux gardes de santé au Kavak d'Asie. De ce point ils seront remorqués à la vapeur jusqu'au large de la mer de Marmara. De là ils poursuivront leur route, sous la surveillance des gardes de santé, jusqu'à la sortie du canal des Dardanelles, où ils déposeront les gardes en un lieu désigné à cet effet.

B. Les navires venant de la mer Blanche à destination de la mer Noire subiront le même régime, mais en sens inverse. Ils prendront

*) La mer Blanche, par opposition à la mer Noire, c'est l'Archipel.

1871 à l'Office des Dardanelles deux gardes de santé, sous la surveillance desquels ils traverseront le détroit et la mer de Marmara jusqu'au large de Yéni-Capou. De ce point, ils seront pris à la remorque par un bateau à vapeur jusqu'à la sortie du Bosphore où ils débarqueront les gardes de santé pris aux Dardanelles.

C. Les navires des deux catégories précitées, *A* et *B*, qui voudront achever leur quarantaine, soit à l'entrée du Bosphore, soit aux Dardanelles, et vice-versa, selon les cas, auront la faculté de le faire, et il leur sera tenu compte des jours de la traversée, d'après l'article 4 du règlement général pour les provenances de choléra.

D. Sauf le cas de force majeure, les navires à vapeur et à voiles qui ont la faculté de franchir les détroits dans les conditions arrêtées aux articles 4 et 5 du présent règlement, ne pourront stationner sur aucun point de leur trajet, depuis le Kavak d'Asie jusqu'à la sortie des Dardanelles et vice-versa.

Article 6.

Tout navire franchissant les détroits dans les dites conditions, doit porter au grand mât, pendant tout le trajet y compris la mer de Marmara, un pavillon jaune d'au moins trois pics carrés.

Article 7.

Tout navire en état de quarantaine qui, dans le trajet des détroits et de la mer de Marmara, aura communiqué avec le littoral ou avec un autre navire, sera passible d'une amende de dix piastres medjidié par tonneau.

Discuté au Conseil de Santé et approuvé dans la séance du 7 février 1871.

Instruction pour l'application du Règlement concernant le passage des navires en quarantaine par les Dardanelles et le Bosphore.

1° La quarantaine des navires provenant de la mer Blanche aura lieu, en l'état présent des choses, près du lazaret des Dardanelles, au mouillage dit de Nagara.

2° C'est dans ce mouillage isolé que devront également stationner les navires se rendant de la mer Noire à la Méditerranée, et qui voudront compléter leur quarantaine réglementaire, avant d'avoir franchi le canal, pour entrer en libre pratique dans la mer Blanche.

3° La patente de santé visée nette en fera mention avec l'annotation que la contumace du navire s'est effectuée sans manifestation cholérique à bord. Dans ce cas, les navires qui en seront porteurs auront l'accès libre dans tous les ports ottomans où ils peuvent aborder.

4° Les navires qui préféreront poursuivre le cours de leur voyage vers la mer Blanche, sans compléter leur quarantaine aux Dardanelles,

devront cependant subir une visite médicale, ayant pour but de constater qu'il ne s'est point manifesté d'accidents cholériques pendant le trajet entre Kavak et les Dardanelles. Cette circonstance sera annotée sur le visa de la patente. Si, au contraire, la visite médicale révélait l'existence du choléra à bord, le navire serait retenu aux Dardanelles, pour y purger la quarantaine réglementaire. 1871

5° Les mêmes précautions seront prises à l'égard des navires qui auront franchi les Dardanelles pour se rendre dans la mer Noire. La visite médicale aura lieu au Kavak, et le navire à bord duquel existerait le choléra, purgera sa quarantaine au Kavak ou à l'endroit qui sera expressément désigné à cet effet.

6° Les navires provenant de la mer Noire et qui poursuivent leur voyage à travers les deux détroits, sont soumis à la visite médicale à leur arrivée au Kavak d'Asie, en même temps qu'ils embarquent les gardes de santé chargés de les surveiller. Et comme ils doivent rester dans cette position un temps plus ou moins long, soit pour faire du charbon, pour se ravitailler, pour recevoir leurs expéditions, soit pour toute autre cause, ils subiront une seconde visite médicale avant de quitter leur mouillage. Si le résultat de cette visite est satisfaisant, la patente de santé en fera mention dans le visa. Si, au contraire, la visite médicale a pour effet de découvrir l'existence du choléra, le navire est retenu en quarantaine et ne peut quitter le mouillage qui lui est assigné qu'après l'avoir accomplie.

7° En principe, il est arrêté par les règlements applicables à l'entrée du Bosphore que les navires à destination de Constantinople ou de tout autre port ottoman, ainsi que les navires ayant eu des accidents cholériques à bord, doivent subir la quarantaine à l'entrée de ce détroit. Cependant l'Administration s'est réservé de choisir une localité convenable hors du canal et aussi rapprochée que possible de son embouchure. Le choix de cette localité est à faire, conformément à la décision prise par le Conseil de Santé à ce sujet. Mais en attendant, la quarantaine aura lieu, au besoin, dans les parages de Kavak, soit à Buyuk-Liman, soit à Omur-yéri.

8° La taxe sanitaire et les frais de quarantaine, calculés d'avance, sont payables à l'Office de Kavak pour les navires se rendant de la mer Noire dans la mer Blanche, à l'Office des Dardanelles pour ceux qui de la mer Blanche passent dans la mer Noire.

Discuté au Conseil de Santé et approuvé dans la séance du 7 février 1871.

1871

919.

13 mars 1871.

Traité entre l'Autriche-Hongrie, l'Empire d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et la Turquie à l'égard de la révision des stipulations du Traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, relatives à la navigation de la mer Noire ainsi qu'à celle du Danube. Conclu à Londres. Ratifié le 17 avril 1871. Ratifications échangées à Londres, le 15 mai 1871.

(R. G. B. 1871, Nr. 54.)

Staatsvertrag vom 13. März 1871, zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie, dem deutschen Reiche, Frankreich, Grossbritannien, Italien, Russland und der Türkei, in Betreff der Abänderung einiger Bestimmungen des Pariser Tractates vom 30. März 1856 über die Schifffahrt auf dem schwarzen Meere und der Donau. Geschlossen zu London am 13. März 1871. In den bezüglichen Ratificationen daselbst ausgewechselt am 15. Mai 1871.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest tenore praesentium facimus:

Quum Potestates, quae conventionem Lutetiae Parisiorum trigesimo Martii 1856 initam signaverant, Plenipotentiarios suos eo fine Londini convocavere, ut quasdam Pontum Euxinum, freta Hellesponti atque Bospori nec non Danubium spectantes stipulationes praedictae conventionis adnexuumque suorum abolerent aut immutarent et quum deinde a Plenipotentiario Nostro et a Plenipotentiariis Majestatis Suae Germaniae Imperatoris, Borussiae Regis, Capitis potestatis exsequentis Reipublicae gallicae, Majestatum Suarum Magnae Britanniae Hiberniaeque Reginae, Italiae Regis, Omnium Russiarum Imperatoris atque Osmanorum Imperatoris tractatus initus et signatus fuit, tenoris ad verbum sequentis:

Au nom de Dieu tout-puissant!

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; le Chef du Pouvoir Exécutif de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et

d'Irlande; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur de toutes 1871
les Russies, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans,

ont jugé nécessaire de réunir Leurs Représentants en Conférence à Londres, afin de s'entendre, dans un esprit de concorde, sur la révision des stipulations du Traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, relatives à la navigation de la mer Noire; ainsi qu'à celle du Danube; désirant en même temps assurer dans ces contrées de nouvelles facilités au développement de l'activité commerciale de toutes les nations, les Hautes Parties contractantes ont résolu de conclure un Traité, et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

le Sieur Rodolphe Comte Apponyi, Chambellan, Conseiller Intime de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de Léopold, Son Ambassadeur Extraordinaire près Sa Majesté Britannique etc.;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

le Sieur Albert Comte de Bernstorff-Stintenburg, Son Ministre d'État et Chambellan, Grand-Commandeur de Son Ordre de la Maison Impériale et Royale de Hohenzollern en diamants, et Grand-Croix de Son Ordre de l'Aigle rouge avec des feuilles de chêne, Grand-Croix de l'Ordre Ducal de la Branche Ernestine de la Maison de Saxe, Chevalier de l'Ordre Impérial de St. Stanislas de Russie de première classe, et de l'Ordre Royal du Lion d'Or de la Maison de Nassau, Grand-Croix de l'Ordre Royal du Mérite Civil de la Couronne de Bavière, de l'Ordre de la Légion d'Honneur de France, de l'Ordre Impérial du Lion et du Soleil de Perse, de l'Ordre Royal et Militaire du Christ de Portugal etc., Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale près Sa Majesté Britannique etc.;

Le Chef du Pouvoir Exécutif de la République Française:

le Sieur Jacques Victor Albert, Duc de Broglie, Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République près sa Majesté Britannique etc.;

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande:

le Très Honorable Granville George, Comte Granville, Lord Leveson, Pair du Royaume-Uni, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Conseiller de Sa Majesté en Son Conseil Privé, Lord-Gardien des cinq Ports et Connétable du Château de Douvres, Chancelier de l'Université de Londres, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires Etrangères etc.;

1871 Sa Majesté le Roi d'Italie:

le Chevalier Charles Cadorna, Ministre d'État, Sénateur du Royaume, Chevalier Grand-Croix décoré du Grand-Cordon de Ses Ordres de St. Maurice et de St. Lazare et de la Couronne d'Italie, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique etc.;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

le Sieur Philippe Baron de Brunnow, Son Conseiller Privé Actuel, Chevalier des Ordres de Russie, de l'Aigle rouge de Prusse de la première classe, Commandeur de St. Etienne de Hongrie, Grand Croix de l'Ordre de la Légion d'Honneur de France, de l'Ordre du Mérite de Turquie, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique etc.,

Et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:

Constantin Musurus Pascha, Muchir et Vizir de l'Empire, décoré des Ordres Impériaux de l'Osmanié et du Medjidié de première classe, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare et de plusieurs autres Ordres Étrangers, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique etc.,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Les Articles XI, XIII et XIV du Traité de Paris du 30 mars 1856, ainsi que la Convention spéciale conclue entre la Sublime Porte et la Russie, et annexé au dit Article XIV, sont abrogés et remplacés par l'Article suivant.

Article II.

Le principe de la clôture des Détroits des Dardanelles et du Bosphore, tel qu'il a été établi par la Convention séparée du 30 mars 1856, est maintenu, avec la faculté pour Sa Majesté Impériale le Sultan d'ouvrir les dits Détroits en temps de paix aux bâtiments de guerre des Puissances amies et alliées, dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution des stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856.

Article III.

La mer Noire reste ouverte, comme par le passé, à la marine marchande de toutes les nations.

Article IV.

La Commission établie par l'Article XVI du Traité de Paris, dans laquelle les Puissances co-signataires du Traité sont chacune repré-

sentées par un Délégué, et qui a été chargée de désigner et de faire 1871
exécuter les travaux nécessaires depuis Isaktcha, pour dégage les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer Noire y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et les dites parties de la mer dans les meilleures conditions de navigabilité, est maintenue dans sa composition actuelle. La durée de cette Commission est fixée pour une période ultérieure de douze ans, à compter du 24 avril 1871, c'est à dire jusqu'au 24 avril 1883, terme de l'amortissement de l'emprunt contracté par cette Commission sous la garantie de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Turquie.

Article V.

Les conditions de la réunion nouvelle de la Commission Riveraine, établie par l'Article XVII du Traité de Paris du 30 mars 1856, seront fixeés par une entente préalable entre les Puissances Riveraines, sans préjudice de la clause relative aux trois Principautés Danubiennes; et, en tant qu'il s'agirait d'une modification de l'Article XVII du dit Traité, cette dernière fera l'objet d'une Convention spéciale entre les Puissances co-signataires.

Article VI.

Les Puissances Riveraines de la Partie du Danube où les Cataractes et les Portes de Fer mettent des obstacles à la navigation, se reservant de s'entendre enter elles à l'effet de faire disparaître ces obstacles, les Hautes Parties Contractantes leur reconnaissent dès à présent le droit de percevoir une taxe provisoire sur les navires de commerce sous tout pavillon, qui en profiteront désormais, jusqu'à l'extinction de la dette contractée pour l'exécution des travaux; et elles déclarent l'Article XV du Traité de Paris de 1856 inapplicable à cette partie du fleuve pour un laps de temps nécessaire au remboursement de la dette en question.

Article VII.

Tous les ouvrages et établissements de toute nature créés par la Commission Européenne en exécution du Traité de Paris de 1856, ou du présent Traité, continueront à jouir de la même neutralité qui les a protégés jusqu'ici, et qui sera également respectée à l'avenir dans toutes les circonstances par les Hautes Parties Contractantes.

Le bénéfice des immunités, qui en dérivent, s'étendra à tout le personnel administratif et technique de la Commission. Il est, cependant, bien entendu que les dispositions de cet Article n'affecteront en rien le droit de la Sublime Porte de faire entrer, comme de tout

1871 temps, ses bâtiments de guerre dans le Danube en sa qualité de Puissance territoriale.

Article VIII.

Les Hautes Parties Contractantes renouvellent et confirment toutes les stipulations du Traité du 30 mars 1856, ainsi que de ses annexes, qui ne sont pas annulées ou modifiées par le présent Traité.

Article IX.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le treizième jour du mois de mars de l'an mil huit cent soixante-onze.

(L. S.) *Apponyi* m. p.
(L. S.) *Broglie* m. p.
(L. S.) *Cadorna* m. p.
(L. S.) *Bernstorff* m. p.
(L. S.) *Granville* m. p.
(L. S.) *Brunnow* m. p.
(L. S.) *Musurus* m. p.

Nos visis et perpensis tractatus hujus articulis illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere profitemur ac declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio promittentes, Nos omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse. In quorum fidem majusque robur praesentes tractatus tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro Caesareo-Regio appresso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna Austriae die decima septima mensis Aprilis, anno Domini millesimo octingentesimo septuagesimo primo, Regnorum Nostrorum vigesimo tertio.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Comes a *Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:

Alphonsus Liber Baro de *Pont* m. p.
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

620. 1871

13 mars 1871.

Convention conclue entre la Russie et la Turquie, pour abroger la Convention du 30 mars 1856*), relative aux forces navales des parties contractantes dans la mer Noire; signée à Londres, le 13 mars 1871**).

(Martens R. G., t. XVIII, p. 307.)

Au Nom de Dieu tout-puissant.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. I. le Sultan, mutuellement animés du désir de consolider les relations de paix et de bonne intelligence heureusement existant entre leurs Empires, ont résolu de conclure dans ce but une Convention et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Philippe Baron de Brunnow, son conseiller privé actuel et son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Russie et décoré de l'ordre impérial ottoman du Nichan Iftihaïr, etc.

S. M. I. le Sultan: Constantin Musurus Pacha, muchir et vizir de l'empire, décoré des ordres impériaux de l'Osmanié et du Medjidié de Ire classe, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

La convention spéciale conclue à Paris entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. I. le Sultan le dix-huit (trente) mars de l'an 1856, relative au nombre et à la force des bâtiments de guerre des deux Hautes Parties Contractantes dans la mer Noire, est et demeure abrogée.

Article II.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres le premier (treizième) jour du mois de mars de l'an mil huit cent soixante-onze.

Brunnow. *Musurus.*

*) Voir Recueil t. VI.

**) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 15 mai 1871.

1876

621.

25 juin/7 juillet 1876.

Mémoire adressé par le Ministre des affaires roumain au Ministre des affaires étrangères de la Sublime Porte.

Documente oficiale 1876.

Monsieur le Ministre, par la Note que j'ai adressée à l'Agent diplomatique de Roumanie à Constantinople le lendemain de mon arrivée au Ministère des Affaires Etrangères de la Roumanie, et dont lecture a été donnée à la Sublime Porte, le Gouvernement Impérial a été à même de connaître la ligne de conduite que le nouveau Cabinet s'était imposée en face des événements qui se déroulent au-delà du Danube.

Les faits ultérieurs se sont chargés de démontrer la sincérité de nos assurances, la loyauté de notre conduite.

La Roumanie et son Gouvernement n'ont pas hésité un instant à maintenir la plus stricte neutralité en présence de ces événements et à s'imposer des sacrifices matériels, en vue d'exercer la plus rigoureuse surveillance sur tout le littoral roumain et d'empêcher la formation de bandes et le transport d'armes pour les besoins de l'insurrection. Les difficultés que le Gouvernement Princier a rencontrées à cet effet sont énormes, à cause de la nombreuse population bulgare établie sur le littoral du Danube et même dans le centre de nos plus grandes villes; et ces difficultés devenaient encore plus graves, vu que nous nous trouvions à la veille des élections, et que des milliers de bulgares ont des droits politiques en Roumanie.

Nonobstant ce, les engagements que le Gouvernement de Son Altesse le Prince prenait envers lui-même en face de la Sublime Porte et de toutes les Puissances Garantes, et qu'il n'a pas de difficultés à renouveler ici, ont été constamment tenus, et la Sublime Porte en ce qui la concerne particulièrement, en a trouvé la preuve dans le fait que c'est la Roumanie qui lui couvre de sa garde une frontière d'une longueur de plus de trois cents lieues, partant aux portes de fer et finissant à la mer Noire.

En considération de tout ce qui précède, et tout en tenant compte des difficultés intérieures de la Turquie, le Gouvernement Princier est autorisé à espérer que la Sublime Porte ne tardera pas à estimer à leur valeur les garanties de paix et de tranquillité que nous lui donnons et que partant, elle sera la première à écarter toutes mésintelligences qui pourraient troubler nos bons rapports avec Elle.

Aussi, c'est dans cet espoir, et en faisant appel aux sentiments de haute justice de Votre Excellence, que j'ai l'honneur de préciser ici les questions qui depuis nombre d'années restent indécises, et dont

la solution intéresse au plus haut degré la Roumanie et, j'ose le dire, 18'
l'Empire aussi.

Ces questions sont:

I. Reconnaissance de l'individualité de l'État roumain et de son nom historique.

II. Admission du Représentant de Roumanie dans le Corps diplomatique.

III. Régularisation de la position des sujets roumains établis en Turquie et reconnaissance de la juridiction des Agents de Roumanie sur leurs conationaux.

IV. Inviolabilité du territoire roumain et délimitation des îles du Danube.

V. Conclusion avec la Turquie de Conventions de commerce, d'extradition des malfaiteurs, postale et télégraphique.

VI. Reconnaissance du passeport roumain et abstention des Consuls turcs de s'immiscer dans les affaires concernant les roumains à l'étranger.

VII. Fixation de la frontière entre la Roumanie et la Turquie aux embouchures du Danube en prenant pour base le thalweg de ce fleuve.

Toutes ces demandes sont aussi modérées que justes et équitables; nos droits, nos intérêts, les devoirs qui nous incombent vis-à-vis du pays nous prescrivent l'obligation impérieuse d'en demander la solution que nous attendons depuis bien longtemps.

Votre Excellence voudra bien convenir que nous devons, dans un intérêt réciproque, consacrer tous nos efforts au maintien et à la consolidation des bons rapports qui existent entre la Turquie et la Roumanie. Or, en laissant en souffrance toutes les questions ci-dessus exposées, notre but ne serait atteint et cet état de choses compromettrait à la longue ces bons rapports. Mais j'ai la conviction que ce cas ne se presentera pas sous le règne éclairé du nouveau Sultan. J'ai la confiance que les conseillers de Sa Majesté Impériale Murad V. reconnaîtront qu'en-deçà du Danube il y a un peuple ami et dévoué, un peuple qui s'abstient de toute agression, qui évite les alliances embarrassantes, qui désire resserrer de plus en plus ses bons rapports et une entente parfaite avec la Sublime Porte, et dont le but constant est de marcher avec les autres nations dans la voie pacifique, pour faire avancer les grands intérêts de la civilisation.

En faisant tous nos efforts de respecter et de faire respecter les traités qui ont garanti notre existence, en nous soustrayant à toute influence de nature à troubler nos rapports avec les Puissances garantes, et particulièrement avec la Sublime Porte, à laquelle nous lient notre passé historique et nos intérêts présents et à venir, nous ressentons le besoin de voir toutes les questions en souffrance résolues au [illegible] même du règne de Sa Majesté Murad V, et cette solution si [illegible]

1876 ment désiré par la Roumanie ne formera pas la page la moins glorieuse du règne du nouvel Empereur des Ottomans.

Tel est le but de la démarche que jai l'honneur de faire par la présente. Votre Excellence trouvera dans le Mémoire ci-annexé les considérations amplement développées qui militent en faveur de nos demandes.

Ayant observé une politique pacifique et loyale vis-à-vis de la Sublime Porte par notre neutralité, ayant couvert une longue frontière contre les envahissements de l'insurrection bulgare, décidés à persévérer dans cette voie pacifique au prix même des plus grands sacrifices, nous espérons que le Gouvernement Impérial voudra bien adopter à l'égard de la Roumanie une politique aussi bienveillante que juste, et en tout cas conforme aux intérêts des deux pays.

Dans cette conviction, je saisis l'occasion de vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) *Kogalniceano.*

Mémoire concernant les questions dont la solution intéresse la Roumanie dans ses rapports avec la Sublime Porte.

I.

Reconnaissance de l'individualité de l'État roumain et de son nom historique.

Vers la fin de l'année 1873, la Sublime Porte a demandé à l'Agence de Roumanie à Constantinople que, dans ses relations avec le Ministère des Affaires Etrangères ottoman, elle n'emploie plus la qualification de sujets roumains, en parlant de nos co-nationaux et de nos protégés.

Nous reproduisons les propes paroles du Mustechar au Ministère des Affaires Étrangères, adressées au Drogman de l'Agence Roumaine, qui insistait auprès de lui pour le cours à donner à quelques affaires litigieuses en souffrance:

„Les Principautés étant vassales et ses habitants sujets du Sultan, l'Agence ne pouvait qualifier les régnicoles de sujets roumains ou Moldo-Valaques; que, comme telles, elles n'ont pas le droit d'avoir d'autres individus sous leur sujétion; que désormais vous devriez, dans votre correspondance, employer les mots de naturels ou originaires de tel endroit, pour désigner les indigènes du pays; que si, malgré cette déclaration, l'Agence persistait à ne point la prendre en considération, le Ministère turc se verrait obligé d'envisager toutes ses démarches comme nulles et non avenues.“

Il y a deux ans, le Ministère des Affaires Étrangères de la Sublime Porte a demandé à l'Agence diplomatique de Roumanie que

les mots Roumanie, diplomatique, sujet roumain, etc., etc., fussent 1876
supprimés de la correspondance politique, et menaça de renvoyer désormais toute pièce où ces expressions figureraient. L'Agent roumain continua néanmoins à employer ces mots.

De son côté, le Ministère des Affaires Étrangères de la Sublime Porte persista à appeler la Roumanie du nom de Principautés-Unies de Moldo-Valachie, répéta des phrases telles que: dans les Principautés vassales, dans les Principautés-Unies, comme dans les autres parties de l'Empire, etc., etc., et éluda constamment l'expression sujet roumain par l'emploi de la locution: „natif des Principautés-Unies".

Cette guerre de mots continua depuis, dans toutes les pièces de correspondance politique, et les questions de cette nature se poursuivent et se traitent au fond malgré la sourde hostilité de la forme.

Mais, dès qu'il s'agit d'une affaire courante, et que des intérêts privés et par suite urgents sont en jeu, les conditions changent, et les autorités ottomanes reprennent l'avantage au détriment de ces intérêts même et de la dignité de l'Agence.

En effet, la Chancellerie de l'Agence, appelée à délivrer à un négociant roumain une pièce qu'il devait produire devant une des autorités administratives ou judiciaires de l'Empire ottoman (Kitabet, Teidjaret, administration générale des contributions indirectes, etc., etc.) qualifie tout naturellement le dit négociant de sujet roumain. Ces deux mots suffissent pour arrêter l'affaire, la pièce est retournée directement à la Chancellerie ou remise à l'intéressé, avec mention que la dénomination de sujet roumain n'est pas reconnue, est inadmissible, et doit être remplacée par celle de Moldo-Valaque. A moins de cette rectification, l'affaire peut rester indéfiniment en souffrance, et la Chancellerie, devant les pressantes sollicitations du malheureux négociant menacé ou atteint dans ses intérêts, se voit contrainte de modifier le texte de la pièce émanée de ses bureaux selon les exigences des autorités ottomanes.

Cette situation ne laisse pas que d'être humiliante pour la Chancellerie de l'Agence de Roumanie, et réclame, une solution qui sauvegarderait à la fois les intérêts des particuliers et la dignité du Gouvernement roumain. L'État roumain existant, et ayant son individualité et sa vie séparée et propre, il est impossible de s'expliquer la prétention des autorités ottomanes contraire à la pratique du droit public européen. En effet, on appelle sujet toute personne qui appartient à un État, qui est citoyen d'un État quelconque.

Chacun de nos ressortissants ne peut donc être que sujet roumain, parce qu'il appartient à l'État roumain, parce qu'il est le protégé ou le citoyen de cet État roumain, qui existe en vertu de

1876 ses propres capitulations et du traité de Paris de 1856, et dont le nom historique est reconnu par la grande majorité des Puissances garantes.

II.

Revendication pour l'Agent de Roumanie de son admission dans le Corps diplomatique.

Le Gouvernement ottoman a contesté à l'Agent de Roumanie la qualité d'Agent diplomatique, en prétendant que notre Représentant n'est pas un Agent, mais un Kapou-Kehaia qui n'a aucun caractère diplomatique, qu'il représente les Principautés-Unies et non la Roumanie

En présence de cette contestation nous ferons observer que le dernier traité qui concerne la Roumanie, donne à notre Représentant le titre d'Agent, que Kapou-Kehaia signifie en français Chargé d'affaires, que l'Agent roumain a, vis-à-vis de la Turquie, un caractère essentiellement diplomatique, qu'il jouit des priviléges du droit des gens, en vertu du traité de Caïnardji, et qu'il est de notre devoir d'appeler notre pays par son nom, tel qu'il a été consacré par sa Constitution de 1866.

Par suite de cette contestation, l'Agent diplomatique de Roumanie à Constantinople ne compte pas dans le Corps diplomatique. Les relations personnelles de l'Agent avec les divers Représentants, les sympathies, les égards qu'ils peuvent lui témoigner ne sont qu'un correctif médiocre, un palliatif insuffisant aux humiliations qui de l'Agent même rejaillissent sur la Roumanie. C'est le personnage plus que la personne qui mérite considération. Plusieurs faits de nature différente prouvent combien tout caractère officiel est refusé à l'Agent de Roumanie, et combien sa position est équivoque et humiliante.

Nous nous bornerons à citer un seul fait de cette nature et qui se répète à chaque visite de l'Agent de Roumanie au Ministère des Affaires Étrangères de la Sublime Porte.

Il est d'usage que chez les Ministres ottomans es chefs de mission aient le pas sur tous autres visiteurs. Un conseiller de Légation ou d'Ambassade et à fortiori un drogman cèdent la place à tout chef de mission, Ambassadeur ou Ministre, et un Ministre se retire devant un Ambassadeur. L'Agent de Roumanie n'a jamais prétendu qu'un conseiller de Légation ni même un drogman sortît du cabinet du Ministre pour le laisser entrer. Mais au moins serait-il en droit, quand il les rencontre dans le salon d'attente, même s'il arrive après eux, d'obtenir sur eux la préséance. Or, il s'est toujours vu refuser ce droit et ne peut jamais entrer qu'à son tour d'arrivée. Les réclamations qu'il a pu présenter à diverses reprises,

sous la forme la plus courtoise n'ont jamais été admises. Depuis, 1876
l'Agent a pris le parti de se rendre de préférence au domicile même des différents Ministres. Mais c'est là un biais qui ne sauvegarde pas encore assez complétement sa dignité, et qui lui impose une contrainte parfois des plus gênantes.

Ni l'Agent ni le personnel de l'Agence ne jouissent dans l'Empire Ottoman des franchises diplomatiques, qui devraient pourtant leur être reconnues en vertu même des traités. Ainsi, il y a deux ans, il est arrivé qu'un paquet de brochures expédié par le Ministère de Bucarest à destination de l'Agence, et portant les cachets officiels du Ministère des Affaires Etrangères de Roumanie, a été saisi et séquestré par la censure ottomane, sans que les réclamations présentées par l'Agence à la Sublime Porte fussent écoutées.

Les détails de ce genre sont nombreux. Une énumération détaillée serait superflue. Même les prétendues faveurs, accordées à de très rares intervalles à l'Agence en matière d'exemption de douanes, constituent encore le déni d'un droit qui lui est acquis en principe, et qui devrait lui être reconnu dans la pratique, en vertu des usages les plus élémentaires et des traditions les mieux établies du droit des gens.

III.

Situation des Roumains de passage ou établis en Turquie.

La situation des Roumains de passage ou établis en Turquie n'est pas bien définie, et ce n'est qu'à grande peine que les Agents du pays peuvent leur accorder leur protection. Du reste, les autorités turques considèrent et traitent les Roumains comme des sujets turcs et, de cette manière, à défaut d'une protection efficace, nos ressortissants ne peuvent pas être garantis contre les véxations dont ils pourraient être l'objet.

Le Mutessarifat de Toultcha, par une Note sous N° 58, en date du 9 mai 1872, répondant aux démarches que l'Agent roumain avait faites en faveur de ses conationaux persécutés, s'est cru autorisé à observer à ce dernier que l'autorité turque ne saurait entrer dans une correspondance officielle avec lui pour les affaires des Moldo-Valaques, qui sont aussi des sujets de Sa Majesté le Sultan, et n'ont aucun caractère distinctif des autres sujets ottomans.

Cette déclaration est si peu conforme aux rapports qui doivent exister entre la Turquie et la Roumanie, que le Gouvernement de Son Altesse le Prince Charles I s'était trouvé dans le pénible devoir de rappeler son Agent accrédité auprés des autorites de Toultcha, après que ce dernier eut présenté une protestation contre les observations du Mutessarifat.

1876 Le Gouvernement roumain a laissé à la Turquie le temps de revenir à des sentiments plus conformes à la situation politique de la Roumanie, et ce n'est que quinze mois après et à la suite de la destitution, pour des motifs qui ne nous sont pas connus, de l'ancien gouverneur de Toultcha, qu'il s'est décidé à nommer un nouvel Agent.

Malheureusement il s'est trompé dans son attente.

Anciennement, les Roumains domiciliés à Toultcha ne payaient que l'impôt foncier pour les biens immeubles qu'ils possédaient.

Depuis environ sept ans, les sujets roumains ont été et sont obligés de payer la taxe de patente (Temetuh) et la taxe pour les voies de communication, impôts que l'on n'a pas encore pu percevoir des autres sujets étrangers, vu que les Légations de Constantinople n'ont pas encore admis la perception de ces impôts.

L'unique franchise dont jouissent les Roumains, est de ne pas payer l'impôt personnel (Bedel), et encore obtient-on cette dispense très difficilement, vu que les autorités ottomanes contestent très souvent la nationalité de nos sujets, et lorsque ceux-ci deviennent propriétaires, alors ils sont complétement assimilés aux rayas, et, partant, jugés, punis et emprisonnés sans qu'il soit permis au Délégué roumain de leur venir en aide, de les protéger, ce qui a contraint bien de Roumains d'abandonner leurs passeports, leur qualité de roumain ne leur étant d'aucun appui. Comme conséquence de cet état de choses, le Délégué de la Roumanie ne peut exercer aucune juridiction sur ses co-nationaux.

La position des ressortissants roumains établis même à Constantinopel n'est pas meilleure.

Dans le passé, jusqu'en l'année 1866, les Roumains jouissaient de certains priviléges qu'avaient les sujets des Puissances Étrangères, qui, en vertu des capitulations, possèdent des droits et immunités exceptionnels. Mais, depuis cette époque, la Sublime Porte a commencé non-seulement à contester la nationalité des sujets roumains, mais encore à assimiler ces derniers aux rayas, malgré les efforts de l'Agence diplomatique de Roumanie de conserver, en faveur de nos sujets, les priviléges établis par les anciens usages.

Quant aux impôts que payent les Roumains à Constantinople, ils sont les mêmes qu'à Toultcha.

La juridiction sur les sujets roumains que la Chancellerie de l'Agence du pays a exercée de tout temps, est encore contestée par les autorités turques.

Et, tandis que la Sublime Porte s'obstine à contester aux Agents roumains le droit de juridiction sur leurs co-nationaux, elle accorde ce même droit aux Agents qu'elle entretient sur le territoire roumain.

En effet, voici les attributions que la Turquie confère à son Agent établi à Braïla, telles qu'elles sont précisées dans plusieurs firmans, et notamment dans celui du 20 Chaban 1289 (1872): 1876

„Procurer aide et protection aux négociants et sujets ottomans résidant ou voyageant dans sa circonscription; maintenir tous les priviléges auxquels ils ont droit, faciliter par tous les moyens leurs transactions commerciales, et régler, d'après la loi, les différends qui pourraient surgir dans l'exercice de leur commerce.

„Cet agent a aussi la mission de communiquer à son gouvernement tous les faits et incidents qui mériteront d'être relatés."

Il est encore à observer que le Représentant de la Sublime Porte en Roumanie (Braïla), tout en prétendant avoir les attributions et immunités que le droit international reconnaît aux Consuls étrangers, porte le titre de Directeur Général des Agences commerciales de la Sublime Porte au Danube.

Or, ce titre ne saurait être porté par celui qui, sur un territoire étranger, est chargé de représenter les intérêts politiques ou commerciaux de son Gouvernement.

Dans le code du droit des gens qui résume les lois et us admis dans les relations entre États, et qui sert de guide aux différents pays pour tout ce qui concerne le règlement de ces relations, on ne trouve guère, ni dans la classification que se code admet, ni parmi les dénominations qu'il consacre, le titre que la Turquie donne à son Représentant à Braïla.

IV.

Violation du territoire roumain et nécessité d'une nouvelle délimitation des îles du Danube.

Des groupes de sujets ottomans traversent anuellement et à main armée le Danube, et se livrent à des coupes de bois dans les forêts roumaines. De cette manière ils se rendent coupables de la violation de notre territoire, et causent au fisc roumain des pertes qu'on ne saurait évaluer.

Le Gouvernement Princier a réclamé maintes fois contre ce pillage, et a demandé la punition des coupables. Il a eu le regret de constater l'impunité de ces actes, car toutes ses démarches réitérées son restées infructueuses.

Nous allons présenter quelques faits de cette nature, qui se sont produits depuis 1870 seulement, car il serait trop long et dispendieux de remonter à une époque plus réculée.

Vers le commencement de cette année, il a été établi que les pillages continuaient sur le littoral roumain.

1876 Plusieurs turcs du village Lom ont envahi les îles roumaines situées près du dit point, pour y couper du bois, et en ont emporté plus de 200 arbres des plus gros.

Dans la nuit du 21 au 22 mars 1870, plusieurs individus armés, venant de Turquie, ont passé le Danube et ont coupé du bois dans la forêt Barza, située sur la propriété Islazoul.

Une nouvelle coupe de bois par une trentaine de turcs armés a eu lieu peu de temps après dans la forêt d'Orba. Dans le courant du mois d'Avril, même année, les garde-frontières roumains s'étant retirés dans les villages, à cause de la crue des eaux du Danube, les turcs ont coupé du bois dans les forêts de Ialomitza.

Dans la matinée du 24 mars 1870, une bande de turcs armés a envahi la forêt dite „Orba", propriété de l'État, et n'a quitté pied qu'à la suite des sommations réitérées des garde-frontières du littoral roumain, qui, attaqués par ses coups de feu successifs, ont réussi, cependant, à dissiper les malfaiteurs.

Vers la fin de l'année 1870 il a été constaté que plusieurs kaïks sous pavillon ottoman, adossés à l'île de Niculi appartenant à l'État, avaient abattu des arbres dans la forêt, sans même épargner les forêts des particuliers sises dans la dite île.

Malgré toutes les mesures que l'administration locale a prises de concert avec les autorités de la frontière, les délinquants n'ont pas voulu tenir compte des sommations réitérées qui leur ont été adressées, et se sont opposés à toutes les injonctions qui leur ont été faites à cet égard.

La constatation dont nous parlons a été faite en présence du délégué ottoman, résidant dans le port de Stirbey.

Les violations et déprédations de cette nature se sont répétées dans les années suivantes, et toutes les constatations de ces faits se trouvent déposées dans nos archives.

En faisant l'énumération d'une petite partie de toutes ces déprédations continuelles qui se commettent dans les îles roumaines, nous sommes en mesure d'affirmer et de prouver que chaque cas spécial de ces actes de pillage a été référé, en temps et lieu, au gouvernement voisin, et qu'aucune satisfaction n'a encore été donnée à ce sujet au Gouvernement Princier.

Depuis l'année 1860 le Gouvernement roumain a attiré l'attention de la Sublime Porte sur la nécessité d'une délimitation des îles du Danube, afin de régler une question qui est devenue une source d'abus de tout genre, de malentendus et de conflits journaliers entre les autorités riveraines respectives, prenant pour base le traité d'Andrinople de 1829.

Malgré les instances réitérées du Gouvernement Princier, en vue de la convocation d'une commission mixte chargée de

la délimitation dont il s'agit, cette question n'est pas encore 1876
résolue.

V.

Violation de la liberté du commerce et nécessité de conventions de commerce, d'extradition, postale et télégraphique.

Il est suffisamment constaté que la fabrication des spiritueux roumains ne laisse rien à désirer. Toutefois, le Gouvernement de la Sublime Porte, sous le prétexte que ces alcools contiennent des substances nuisibles à la santé, a interdit l'importation de cet article en Turquie.

Cette prohibition est d'autant plus injustifiable que le Gouvernement roumain a donné au Gouvernement ottoman les assurances les plus positives d'empêcher l'introduction des matières nuisibles dans la fabrication de nos boissons, et qu'il a même accepté l'analyse de l'article au moment de son importation en Turquie.

Cet état de choses est contraire aux usages internationaux qui, dans l'intérêt de la bonne harmonie, assurent et protègent le trafic des négociants des États amis.

Ne serait-il pas plus avantageux aux relations de commerce des deux pays que toutes les questions de douane soient réglées par des conventions spéciales, librement discutées et consenties? Le Gouvernement Princier est prêt à commencer des négociations avec la Sublime Porte dans ce but.

Le Gouvernement roumain, reconnaissant la grande utilité, dans l'intérêt de l'ordre et de la morale publique, d'un arrangement avec la Turquie au sujet de l'extradition réciproque des criminels ordinaires des deux pays, poursuit cet arrangement depuis nombre d'années, sans pouvoir arriver à un résultat satisfaisant.

La Roumanie a participé, au même titre que la Turquie, à la convention postale de Berne, et elle a adhéré, dans la plénitude de ses droits, à la convention télégraphique de Saint-Pétersbourg.

Ces deux traités reconnaissant l'utilité d'arrangement spéciaux surtout entre les pays limitrophes, il est urgent, dans l'intérêt même du transit international, que des conventions particulières postales et télégraphiques soient conclues entre la Roumanie et la Turquie.

VI.

Passeport roumain.

Le passeport roumain est constamment méconnu par les autorités ottomanes, qui se font un devoir d'imposer aux sujets roumains, porteurs de ces actes, qui se rendent sur la rive droite, de

1876 se munir de teschkérés (passeports turcs) pour avoir la faculté de circuler sur le territoire de l'Empire.

Le Consul de Turquie à Odessa, ainsi que celui de Vienne, retirent de même ces passeports aux sujets roumains, et leur délivrent des passeports ottomans. En outre, les sujets roumains revenant d'Odessa et que leurs affaires commerciales ont obligés d'y séjourner quelque temps, se plaignent aussi contre les taxes exorbitantes que le Consulat Général de Turquie leur fait payer pour passeports, légalisations et autres droits perçus pour les navires entrant et sortant.

VII.

Possession (injuste) du Delta du Danube et (conséquences du) tracé fait par suite du protocole du 6 janvier 1857, concernant la ligne frontière entre la Roumanie et la Turquie.

L'article 21 du traité de Paris, en rendant à la Moldavie le territoire cédé par la Russie, avait fixé à la Principauté du côté du Danube des limites déterminées, qui ne pouvaient être autres que celles qui avaient existé avant la guerre d'Orient entre la Russie et la Turquie, c'est-à-dire le thalweg du bras de Saint-Georges.

Le protocole signé à Paris le 6 janvier 1857, modifiant les dispositions du traité de Paris, a placé sous la souveraineté de la Sublime Porte une partie de ce territoire, arrêtant que „les îles comprises entre les différents bras du Danube à son embouchure, et formant le Delta de ce fleuve, au lieu d'être annexées à la Principauté de Moldavie comme le stipulait l'article 21 du traité de Paris, appartiendraient à la Sublime Porte, dont elles ont relevé anciennement". Nous devons établir tout d'abord que cette dernière assertion pêche par sa base. Le Délta du Danube a de tout temps appartenu à la Moldavie, et cela jusqu'à sa cession faite à la Russie, par le traité de 1812.

La question du Delta ne saurait être discutée en ce moment, sa solution appartient à une conférence européenne, et la Roumanie attend avec confiance les décisions basées sur la justice et l'équité que cet aréopage prononcera. Elle doit néanmoins protester sans cesse pour ne pas laisser prescrire un droit, pour ne pas laisser établir l'opinion que les bouches du Danube appartiennent ou appartiendraient à la Bulgarie, le Delta du Danube ayant été pendant des siècles le patrimoine de la Moldavie.

En attendant ces décisions, nous nous bornerons à nous occuper spécialement aujourd'hui de la ligne de démarcation tracée par suite du protocole du 6 janvier 1857, et des conséquences fâcheuses de cette ligne.

Si le protocole du 6 janvier 1857, par sa dernière allégation, 1876
a écarté provisoirement le droit historique et particulier de la Roumanie sur le territoire cédé par cette dernière transaction à la Turquie, le plan arrêté par suite de ce protocole, et qui sert à fixer la frontière actuelle qui sépare dans le bas Danube la Roumanie de la Turquie, a certainement lésé un principe reconnu par le droit des gens, en privant notre pays, dans la partie du territoire qui lui a été restitué, du bénéfice légitime du cours d'eau, tandis que sur tout le parcours, depuis Orsova jusqu'à Réni, il jouit de ce droit, puisque toutes les îles du Danube qui se trouvent sur le bras principal sont roumaines. Les mêmes frontières existaient pour la Moldavie ab antiquo sur le Bas-Danube, puisque même la cession de la province de Bessarabie, faite en 1812, en vertu du traité de Bucarest, a été opérée sur le principe qui règle encore aujourd'hui la possession nationale dans les parties qui appartiennent au territoire roumain.

Cette assertion s'étaye par la teneur de l'article 4 du traité de Bucarest, qui établit une frontière précise à la partie de la Moldavie cédée alors à la Russie; frontière qui, à partir de l'embouchure du Pruth, prenait le Danube comme limite des deux Empires, qui avaient stipulé que les îles du Danube, en commençant d'Ismaïl jusqu'à la Mer, seraient à la Russie. A la suite de ce fait, la Russie a concédé en pleine propriété toutes ces îles aux diverses communes riveraines, de manière que les possessions de ces communes formaient ainsi l'extrême limite de son territoire avec les possessions immédiates de la Turquie d'Europe.

Ainsi les communes riveraines d'Ismaïl, de Necrosovsea, de Kislitza, de Kilia et de Wilcov possédaient et devraient posséder encore toutes les îles qui sont bornées par les eaux des bras d'Ivanechti, de Stepovoï et de Stamboul, bras dont le thalweg, jusqu'à l'embouchure de la section fluviale de Kilia, devrait servir de frontière à la Roumanie.

Certes, les Puissances signataires du protocole du 6 janvier 1857 n'ont pu avoir l'intention de priver, par leur décision, un pays dont elles ont garanti l'existence, de ses frontières naturelles, et si les Plénipotentiaires ont convenu que les îles comprises entre les différents bras du Danube à son embouchure et formant le delta de ce fleuve, devaient appartenir à la Turquie, il est évident que l'expression „îles formant le delta“ ne peut s'appliquer que pour le territoire qui réellement forme le delta, dont la base s'appuie sur la Mer et dont les côtes touchent au thalweg des deux principales branches extérieures du Danube, soit entre la frontière primitive acceptée par la Turquie par l'article 4 du traité de 1812, et la frontière qui fixe le traité d'Andrinople de 1829 par son 3e article. Par conséquent, le delta se trouverait limité entre le thalweg des

1876 bras d'Ivanechti, le Stepovoï et de Staroï Stamboul, d'un côté, et de l'autre, par le thalweg du bras de Saint-Georges, en somme, le territoire qui contient les îles de Tatarsex, de Léti, de Tchatal, d'Algani et l'île de Saint-Georges, avec tous les îlots qui en font partie.

Il est d'ailleurs notoire que la Turquie, par le traité de Bucarest de 1812, n'a pas cédé à la Russie une de ses possessions, mais bien un territoire qui, appartenant à la Principauté de Moldavie, lui était soumis au même titre de suzeraineté; par conséquent, il est juste que la restitution du territoire qui a été dictée par le traité de Paris, et maintenue en principe par la convention du 6 janvier 1857, s'opère exactement sur les mêmes fondements que ceux qui ont servi de base en 1812 pour régler la délimitation de la Bessarabie, province moldave entre la Russie et la Turquie.

Lorsqu'un fleuve a trois embouchures de l'importance de celles qui servent à déverser les eaux du Danube dans la mer Noire, est-il équitable que, malgré les droits historiques, malgré les précédents qui règlent les embouchures de tous les fleuves et cours d'eau, malgré les traités qui constatent les frontières d'une province, toutes les trois bouches appartiennent à un riverain, tandis que l'autre reste complétement privé du bénéfice que la nature a accordé à son territoire, bénéfice que le droit international sauvegarde à toutes les nations, et le droit commun à tout particulier?

Le traité de Paris accordant à la Roumanie la liberté de commerce et de navigation, il est impossible que les Puissances Garantes aient voulu priver la Moldavie des avantages de sa position géographique, qui lui sont enlevés par le tracé de la frontière actuelle, aussi ce tracé ne peut-il s'expliquer que par l'inexactitude des plans qui ont servi à la délimitation prévue par le Protocole du 6 janvier 1857. Cette délimitation a mis les communes riveraines dans l'impossibilité de jouir en liberté de leur territoire acquis, puisqu'une partie de ces biens communaux se trouve actuellement en Turquie. Les produits de ces biens sont indispensables, cependant, à l'existence des communes riveraines qui, manquant de bois, se chauffent de roseaux, qui, n'ayant pas de terres cultivables, vivent de la pêche. Quasi expropriées par la délimitation dont il s'agit, ces communes doivent chercher aujourd'hui dans un pays étranger, en Turquie, leurs moyens d'existence et être traitées comme étrangères sur leur propre territoire communal; en rentrant dans leurs foyers avec le produit de leur pêche ou leurs récoltes de roseaux, elles sont soumises à payer des droits qui rendent leur existence non-seulement pénible, mais donnent encore lieu à des difficultés inévitables entre les autorités riveraines turques et roumaines, et à des vexations qui aggravent journellement la situation réciproque.

La commission européenne du Danube a reconu elle-même, à 1876
l'unanimité, dans sa séance du 27 mai 1861*, la nécessité de modifier le tracé actuel, dans le sens du principe général d'après lequel la frontière de deux États doit suivre le thalweg du cours d'eau qui les sépare, mais il y a eu seulement divergence d'opinion sur l'application de ce principe au tracé de la frontière en question.

En effet Monsieur Becke, Monsieur le Baron d'Offenberg, Omer Pacha, Monsieur Saint-Pierre et Monsieur le Major Stokes se sont prononcés pour le tracé qui suivrait le thalweg du bras septentrional de la Kilia, pour aboutir à l'embouchure du bras de Bolgarod, tandis qu'au contraire Monsieur Engelhardt et Monsieur le Chevalier Strambio ont voté pour l'adoption du thalweg du bras principal comme frontière, Monsieur le Chevalier Strambio ayant suggéré, toutefois, comme le minimum des concessions à faire à la Roumanie, la proposition de tracer la ligne séparative, dans sa partie inférieure, en suivant le thalweg du bras d'Otchakoff.

Pour donner un exemple frappant de l'état de choses qui s'est établi comme conséquence de la délimitation actuelle, qu'il nous soit permis de citer l'exemple de la commune de Wilcov qui, par l'acte du Sénat de Russie du 14 décembre 1844, confirmé par l'Empereur, possède, en toute propriété, les pêcheries et tout le territoire, à partir des frontières de la commune d'Ibriéni, jusqu'au thalweg de l'embouchure du Staroï Stamboul, et, en amont, jusqu'aux frontières, environ, de la commune de Kilia.

Cette propriété, que la commune de Wilkov a obtenue par l'abandon qu'elle avait fait de toutes les terres labourables qu'elle possédait à l'intérieur, ne lui sert à rien désormais, puisque tout accès par ses propres eaux à la Mer lui est actuellement fermé, et que, d'après le témoignage des hommes compétents, à cause de la formation de bancs de sable tant à l'entrée qu'à la sortie du petit chenal de Bolgarod, que les habitants appellent par dérision Passe-de-l'Oie (gêrla gâscei), cette commune ne peut ni entrer chez elle ni en sortir dans les eaux roumaines.

Le bourg de Wilkov est situé sur la rive gauche du bras de Kilia, au point où le cours d'eau désigné sous la dénomination de Bolgarod se détache de cette branche du Danube; il appartenait au temps de la domination russe à l'arrondissement d'Ismaïl et faisait partie des domaines de la Couronne.

Les habitants de ce bourg vivent exclusivement des produits de la pêche, dont ils sont propriétaires dans les eaux du delta de la Kilia, conformément aux priviléges qui lui ont été concédés par la Russie, avant la guerre d'Orient.

---

* Voir page 729.

1876 En présence de leurs réclamations au sujet des entraves qu'ils rencontrent de la part des autorités turques dans l'exercice de ce droit de pêche, les Puissances signataires du traité de Paris ont chargé la commission européenne du Danube, comme étant sur les lieux, d'examiner ces réclamations, et de proposer un arrangement pour assurer aux habitants de Wilkov le libre exercice de leurs droits de propriété. Aussi, après mûr examen de la question, il a été reconnu à l'unanimité par la commission européenne (voir le protocole Nr. CXXII) que cet arrangement devrait avoir pour effet de réintégrer les habitants de cette commune, quel que fut le tracé qui serait adopté pour la frontière entre la Turquie et la Moldavie, dans la pleine et facile jouissance des droits et priviléges qui leur ont été concédés par l'Empereur de Russie.

Tous les commissaires, sauf le commissaire de Turquie qui a cru devoir réserver la décision de son Gouvernement, ont insisté notamment sur les points suivants:

1° Vis-à-vis de la Sublime Porte:

Franchise complète assurée aux pêcheurs, tant sous le rapport de la dîme, que des droits d'exportation, pour tous les produits recueillis dans les limites de la pêcherie communale de Wilkov.

Fixation d'une redevance annuelle remplaçant tous les impôts et droits de douane sur le poisson pêché par les habitants de cette commune, dans les eaux turques avoisinantes en dehors des limites de leur concession.

Reconnaissance du droit des habitants de Wilkov de couper dans les îles du Delta de la Kilia le bois de chauffage et les roseaux nécessaires à leur usage.

2° Vis-à-vis du Gouvernement Roumain:

Exemption du droit d'importation pour les produits de la pêche exercée par les habitants de Wilkov.

Égalité parfaite entre le traitement appliqué à cette commune, sous le rapport des taxes intérieures de toute nature et des droits de transit et d'exportation, et le régime en vigueur dans les autres parties de la Moldavie, et notamment abolition complète du monopole concédé pour la vente du poisson.

Les propositions de la Commission européenne ayant été communiquées au Gouvernement roumain, ce dernier n'a pas hésité à se rendre à l'avis (en ce qui le concerne) de la commission européenne approuvé par les Puissances Garantes.

Une communication identique ayant été faite à la Sublime Porte, elle n'a pas eu le même résultat.

En effet, un droit d'exportation continue d'exister pour les produits recueillis par les habitants de Wilkov dans les limites de leurs pêcheries.

Il appert, en outre, des réclamations des habitants de Wilkov, 1876
que toutes les fois qu'une embarcation veut s'engager dans le bras du Danube qui sépare leur commune de l'île de Bolgarod, elle est obligée d'aborder à cette île pour s'y munir, moyennant le payement d'une taxe de trois piastres, d'une patente du capitanat turc qui s'y trouve à côté de la douane ottomane pour la pêche.

Il est de même avéré que les autorités turques établies à cet endroit interdisent de temps en temps aux habitants de Wilkov tout accès à la Mer, et s'opposent à ce que ces derniers circulent sur le chenal appelé Passe-de-l'oie.

Un tel état de choses est aussi peu tolérable qu'il est difficile à justifier. L'élimination des habitants de Wilkov du libre usage du Danube, et les restrictions que les autorités ottomanes y apportent sont contraires à l'article XV du traité de Paris, qui proclame la liberté de navigation sur le Danube et l'exemption de toute taxe et de toute entrave qui n'auraient pas été prévues dans le dit traité.

Toutes les communes riveraines sont plus ou moins dans les mêmes conditions défavorables, et cet état de choses ne saurait cesser qu'avec l'adoption d'une ligne frontière tracée de manière à sauvegarder le droit particulier de ces communes et les droits territoriaux de la Roumanie qui, selon toutes les notions adoptées par le droit des gens, ont été lésés par ce tracé.

Les possessions actuelles du pays en amont du Danube prouvent suffisamment que le fleuve n'a jamais entièrement appartenu à la Turquie. Il est encore à observer que, quoique toutes les branches du Danube soient également soumises à la liberté de navigation stipulée par le traité de Paris, en droit comme en convenance territoriale, l'une de ces branches, et notamment la branche de la Kilia, dans tout son ensemble, ne peut être considérée que comme un cours d'eau appartenant en entier au riverain de gauche, et le bras de Saint-Georges en entier au riverain de droite.

Même en stricte équité, c'est le thalweg du bras du milieu, de celui de Soulina, du seul bras ouvert à la navigation maritime, qui devrait former la frontière entre la Turquie et la Roumanie, car c'est le seul qui offre un accès facile à la Mer, tandis que les deux autres peuvent à peine servir au petit cabotage, à cause du peu de profondeur de leurs embouchures.

TABLE CHRONOLOGIQUE DU SIXIÈME VOLUME.

Page

1868. 30 avril. Convention entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Prusse (au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord) et la Turquie, pour la garantie d'un emprunt à contracter par la Commission européenne du Danube; signé à Galatz, le 30 avril 1868 1

— **6 juillet.** Dépêche circulaire du ministère I. et R. des affaires étrangères à la mission à Constantinople, aux offices consulaires à Bucarest, à Alexandrie et à Galatz à l'égard du trafic se faisant dans le but de la prostitution en Orient 6

— **10 juillet.** Décret du Gouvernement central maritime à l'égard de la conduite des organes consulaires austro-hongrois en Italie dans les cas de visite à bord des bâtiments austro-hongrois des autorités financières ou judiciaires dans les ports italiens 7

— **14 juillet.** Convention passée entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie pour la restitution des documents et objets d'art en vertu de l'article 18 du traité de paix du 3 octobre 1866. Conclue à Florence. Protocole additionnel signé à Florence, le 14 juillet 1868. Ratifiés par Sa Majesté I. et R. Apostolique à Vienne, le 28 juillet, par le Roi d'Italie à Florence, le 2 août; ratifications échangées à Florence, le 14 août 1868 9

— **14 juillet.** Traité entre l'Autriche et la Suisse concernant la rectification de la frontière entre le Tyrol et la Suisse près du défilé de Finstermünz; conclu à Vienne; ratifié par Sa Majesté I. et R. Apostolique l'Empereur d'Autriche à Bude, le 22 novembre, par le gouvernement fédéral de la Suisse à Berne, le 27 juillet. Les ratifications ont été échangées à Berne, 17 décembre 1868 14

— **14 juillet.** Traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et la Confédération helvétique. Conclu à Vienne; ratification autrichienne datée de Vienne, le 20 décembre 1868; échange des ratifications à Vienne, le 5 janvier 1869 17

— **15 juillet.** Convention postale entre l'Autriche-Hongrie et la Confédération helvétique. Conclue à Vienne; ratification impériale datée de Vienne, le 20 décembre 1868; échange des ratifications à Vienne, le 1 février 1869 30

— **18 juillet.** Ordonnance des ministère I. R. des finances et du commerce concernant le traitement douanier à l'entrée des vins qui ont passé en transit par un état avec lequel l'Autriche est lié par un traité de douane 47

— **21 juillet.** Convention internationale télégraphique révisée. Conclue à Vienne; ratifiée moyennant déclaration du ministère I. R. du commerce le 21 août, et du ministère hongrois du commerce, le 2 septembre 1868 48

Page

1868. 22 juillet. Ordonnance du ministère I. R. du commerce à l'égard de l'entrée en vigueur du traité conclu entre l'Autriche et la Bavière concernant l'accession de la commune Jungholz au système bavarois de douane et d'impôts indirects 99

— **22 juillet.** Convention télégraphique entre l'Autriche-Hongrie et la Suisse 100

— **22 juillet.** Déclaration signée et échangée à Vienne par les Délégués de la Convention internationale télégraphique pour la suppression réciproque des taxes de transport des dépêches par la poste ... 101

— **22 juillet.** Arrangement concerté à Vienne entre l'Autriche-Hongrie, la France, l'Italie et la Suisse relativement aux taxes des dépêches télégraphiques 102

— **22 juillet.** Arrangement signé à Vienne, entre l'Autriche-Hongrie, la France, la Servie, la Suisse et la Turquie à l'effet d'organiser, par les territoires des États respectifs, une communication télégraphique directe entre Londres, Paris Vienne, Constantinople et les Indes 103

— **23 juillet.** Règlement spécial pour l'échange des correspondances entre l'Autriche et l'Égypte 104

— **24 juillet.** Arrangement spécial télégraphique entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie 112

— **24 juillet.** Convention postale entre le gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique et celui du prince régnant des Principautés Unies-Conclue à Vienne; ratifiée à Vienne, le 30 juillet 1869, à Bucharest, le 18/30 août 1869 114

— **25 juillet.** Convention télégraphique entre les administrations des télégraphes austro-hongrois et russes. Conclue à Vienne 129

— **27/15 juillet.** Protocole relatif aux pouvoirs du nouveau gouverneur du Liban, signé le 15/27 juillet 1868 130

— **31 juillet.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le traitement douanier de marchandises provenant de Hambourg, Brême etc. 137

— **17 août.** Publication de la lieutenance I. R. de Prague concernant la compétence des autorités politiques des districts de Melnik, Leitmeritz, Raudnitz, Aussig et Tetschen dans les affaires de police et de commerce touchant la navigation sur l'Elbe 138

— **31 août.** Publication du tribunal d'appel de Prague concernant la compétence des autorités judiciaires des districts de Melnik, Lobositz, Raudnitz, Aussig et Leitmeritz dans les affaires judiciaires touchant la navigation sur l'Elbe 140

— **5 septembre.** Déclaration du ministre R. des affaires étrangères de Belgique adressée au ministre I. et R. d'Autriche-Hongrie Comte de Vitzthum concernant le traitement d'indigents étrangers dans les hôpitaux belges 142

— **28 septembre.** Circulaire du Ministre des affaires étrangères de la Porte Ottomane au Corps diplomatique à Constantinople, au sujet de la fermeture des détroits; en date de Constantinople, le 28 septembre 1868 142

— **7 octobre.** Dépêche du ministère I. et R. des affaires étrangères au Représentant I. et R. à Bruxelles concernant le traitement d'indigents belges dans les hôpitaux austro-hongrois 143

— **12 octobre.** Publication du ministère I. R. de l'intérieur concernant l'admission réciproque des sociétés en commandite et anonymes autrichiennes et françaises à l'exclusion des sociétés d'assurance 144

Page.

1868. **12 octobre.** Notification du ministère I. R. de l'intérieur concernant l'admission réciproque des sociétés anonymes et en commandite autrichiennes et suisses à l'exclusion des sociétés d'assurance .. 145

— **24 octobre.** Note du chef de cabinet Mr. de Peiroleri au baron de Kübeck, envoyé extraordinaire de S. M. I. et R. à Florence concernant le traitement de certaines espèces de poissons marins .. 145

— **25 octobre.** Convention télégraphique entre l'Autriche, la Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg, le Grande-Duché de Bade et les Pays-Bas, conclue à Bade-Bade. Ratification Impériale et Royale datée de Vienne, le 30 décembre 1869. Échange des ratifications à Bade-Bade, le 25 janvier 1870 146

— **29 octobre.** Protocole de la Commission européenne du Danube, relatif au contrat d'emprunt signé à Londres..... 150

— **29 octobre.** Extrait du Protocole de la séance de la Commission européenne du Danube relatif à la question du pavillon à hisser sur l'hôtel du Capitaine du port de Soulina..... 152

— **31 octobre.** Instruction de la Commission Européenne du Danube pour l'officier vérificateur attaché à la Caisse de navigation de Soulina..... 153

— **5 novembre.** Protocole relatif à l'accession de la monarchie austro-hongroise aux conditions énoncées par la loi turque du 18 juin 1867 sur la faculté des étrangers d'acquérir de la propriété immobilière dans l'Empire Ottoman. Signé à Constantinople..... 156

— **6 novembre.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant la rectification d'un passage aux ordonnances du 20 décembre 1866 et du 16 août 1867 touchant l'exécution des traités commerciaux 159

— **30 novembre.** Ordonnance du ministère I. R. de l'intérieur concernant le remboursement des frais de traitement de sujets italiens dans les hôpitaux austro-hongrois 160

— **29 novembre/11 décembre.** Déclaration des plénipotentiaires de l'Autriche, de la Bavière, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Russie, de la Grande-Bretagne etc. etc., concernant la prohibition de l'emploi de balles explosibles comme armes de guerre. St. Pétersbourg, 29 novembre/11 décembre 1868 161

— **30 novembre.** Ordonnance du ministère I. R. de l'Intérieur concernant le remboursement des frais de traitement des sujets anglais dans les hôpitaux austro-hongrois..... 163

— **14/2 décembre.** Convention postale entre le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et celui du Prince de Servie, conclue à Pesth. Ratifiée par le ministre I. et R. des affaires étrangères à Vienne, le 30 juillet 1869; par le ministre des affaires étrangères de Servie à Belgrade, le 29 juillet/10 août 1869 164

— **15 décembre.** Ordonnance circulaire du ministère I. R. de l'Intérieur concernant la reconnaissance de l'hôpital austro-hongrois à Galata à Constantinople comme hôpital public 179

— **27 décembre/20 janvier.** Déclaration postale faite entre l'Autriche-Hongrie et les Pays-Bas 179

— **30 décembre.** Déclaration par laquelle la réduction des taxes stipulées par l'arrangement du 22 juillet 1868 pour les correspondances télégraphiques, échangées entre l'Angleterre et les bureaux d'Autriche et de Hongrie sont étendues aux correspondances

Page

échangées par la voie de l'Autriche entre le Royaume Uni d'une part, et la Turquie, la Servie, les Principautes Unies et la Grèce d'autre part 181

1868. **30 décembre.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce pour la mise à exécution de la Convention télégraphique internationale, revisée à Vienne, le 21 juillet 1868 182

— **30 décembre.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce pour la mise à exécution des conventions et arrangements télégraphiques conclus par suite de la convention internationale de 1868 à Vienne 184

1869. **9 janvier/6 février.** Protocoles des Conférences tenues à Paris entre les Représentants des Puissances signataires du Traité du 30 mars 1856, pour aplanir le différend survenu entre la Turquie et la Grèce 189

— **19 janvier.** Loi sur la nationalité Ottomane; en date du 19 janvier 1869 224

— **21 janvier.** Déclaration échangée entre le gouvernement austro-hongrois et le gouvernement italien pour l'admission réciproque des sociétés en commandite et anonymes à l'exclusion des sociétés d'assurance 225

— **22 janvier.** Ordonnance du ministère Royal hongrois de la justice concernant l'exécution des sentences rendues par les tribunaux russes en matière civile et de lettres de change 226

— **9 février.** Règlement ottoman relatif aux bâtiments chargés de sel étranger qui relâchent dans les ports de mer de l'Empire, ou qui traversent le Bosphore pour se rendre dans la mer Noire 227

— **9 février.** Traité entre l'Autriche et le Suisse concernant la délimitation de la frontière entre la Bohême et la Silésie Prussienne. Conclu à Vienne; ratification I. et R. datée de Neuberg, le 4 mai, celle de la Prusse datée de Berlin, le 5 avril; échange des ratifications à Vienne, le 9 mai 1869 230

— **12 février.** Convention additionnelle à la Convention du 13 novembre 1855 pour l'extradition des criminels conclue avec la France à Paris, le 12 février 1869. Ratification autrichienne datée de Bude, le 6 mars, celle de la France du 20 février 1869; ratifications échangées à Paris, le 13 mars 1869 256

— **20 février.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant une rédaction modifiée du point 3 du § 22 de l'instruction publiée à l'égard des traités postaux conclus à Berlin, le 23 novembre 1867 259

— **27 février.** Traité pour l'extradition des criminels conclu entre la monarchie austro-hongroise et le royaume d'Italie. Conclu à Florence. Ratification Impériale et Royale datée de Gödöllő, le 31 mars, ratification italienne de Florence, le 13 mai; échange des ratifications à Florence, le 17 mai 1869 260

— **3 mars.** Ordonnance du ministère Impérial Royal du commerce publiant le règlement et les dispositions pour la mise à exécution du traité postal avec la Suisse 267

— **5 mars.** Ordonnance du ministère I. et R. du commerce concernant une rédaction modifiée de l'alinéa 3 du § 22 de l'instruction publiée à l'égard des conventions postales conclues à Berlin, le 23 novembre 1867 305

— **6 mars.** Publication du ministère I. R. du commerce concernant l'introduction d'un nouveau pavillon pour les navires de commerce austro-hongrois 305

Page

1869. 20 mars. Arrangement pris entre l'Autriche-Hongrie et la Bavière à l'égard du transport des criminels expédiés par l'Italie en Bavière à travers le territoire autrichien 306

— **Mars.** Règlement ottoman concernant la fouille et la vente des objets antiques 308

— **28 mars.** Convention additionnelle à la convention postale avec la France du 3 septembre 1857; Conclue à Paris, le 12 février 1869; ratification autrichienne datée de Vienne, le 28 mars; échange des ratifications à Paris, le 13 avril 1869 310

— **31 mars.** Déclaration de l'Ambassadeur Anglais à Vienne, addressée au ministère I. et R. des affaires étrangères concernant les lois en vigueur dans la Grande-Bretagne à l'égard du traitement et rapatriment des sujets britanniques aliénés 313

— **17 avril.** Extrait du protocole de la séance de la commission européenne du Danube concernant les règlements applicables au Bas-Danube en matière de quarantaine 313

— **20 avril.** Contrat d'emprunt entre la commission européenne du Danube, et la maison Bischoffsheim et Goldschmidt 315

— **22 avril.** Réglements divers arrêtés par la Commission Européenne du Danube 323

— **23 avril.** Règlement pour le service de l'hôpital de la Marine de Soulina 331

— **30 avril.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce à l'égard d'un complément au § 10 du réglement annexé aux traités postaux de Berlin du 23 novembre 1867 334

— **10 mai.** Décret du Gouvernement central maritime concernant l'assimilation des bâtiments italiens aux bâtiments autrichiens aussi quant aux facilités accordées par la circulaire du 18 janvier 1869 335

— **17 mai.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et le Siam. Conclu à Bangkok. Ratifié à Vienne, le 8 mai 1871. Ratifications échangées à Bangkok, le 30 avril 1872 338

— **18 mai.** Traité entre l'Autriche et la Russie concernant la jonction près de Wołocziska, des chemins de fer de Kiew-Odessa et de Léopol-Vienne. Vienne, le 18 mai 1869; ratification russe datée du 31 mai/12 juin 1869, celle de l'Autriche, datée de Vienne, le 22 janvier 1870; échange des ratifications à Vienne, le 25 janvier 1870 354

— **24 mai.** Circulaire du Gouvernement central maritime à l'égard des signaux maritimes 359

— **27 mai.** Circulaire de la Direction Générale Sanitaire ottomane.. 359

— **7 juillet.** Articles à ajouter au Règlement ottoman pour l'exportation des tabacs 360

— **8 juillet.** Notification du Gouvernement central maritime concernant la publication de l'édition austro-hongroise du code international des signaux 364

— **15/27 juillet.** Règlement relatif aux immunités et formalités douanières touchant les objets ou effets arrivant à l'adresse des Consuls généraux, Consuls et vice-Consuls des Puissances étrangères 366

— **21/28 juillet.** Convention postale conclue entre les administrations de poste austro-hongroise et badoise 369

— **17/29 juillet.** Règlement relatif aux attributions des Bureaux de Passeports dans l'Empire Ottoman 371

Page

1869. 2 août. Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'accession de la France à l'arrangement du 22 juillet 1868 pour le transport gratuit des dépêches par la poste 376

— **2 août.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant la rédaction des avis de service en langue française 376

— **4 août et 22 octobre.** Échange des notes à l'égard de la résiliation de l'arrangement conclu, le 15 décembre 1851, entre l'Autriche et la Russie pour la fourniture de sel 377

— **12 août.** Circulaire du Gouvernement central maritime à l'égard des conditions auxquelles l'enrôlement de marins italiens pourra avoir lieu sur des bâtiments étrangers 378

— **13 août.** Notification du Gouvernement central maritime concernant la correspondance télégraphique internationale au moyen des sémaphores 379

— **7/19 août.** Règlement relatif aux Passeports et aux Teskérés des sujets étrangers dans l'Empire Ottoman 381

— **2 septembre.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et la Chine. Conclu à Pékin. Ratifié à Vienne, le 8 mai 1871. Ratifications échangées à Shanghai, le 27 novembre 1871 383

— **2 septembre.** Ordonnance du ministère I. R de l'interieur concernant les demandes de naturalisation de sujets ottomans 412

— **29 septembre.** Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Saxe concernant la jonction des lignes ferrées à la frontière bohémo-saxonne près Weipert, Georgswalde et Warnsdorf. Conclu à Dresde. Ratifié à Vienne, le 2 mai 1871. Ratifications échangées à Dresde, le 13 mai 1871 413

— **1 octobre.** Protocole à l'égard des différends des communes de Caorle et de Marano, d'une part, et de celle de Grado, de l'autre part, relatifs à la pêche et à la chasse. Signé à Gradisca. Ratification austro-hongroise datée du 14 janvier 1870. Ratification italienne datée de Florence, le 31 janvier 1870. Déclarations de ratifications échangées le 12 février 1870 421

— **7 octobre.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant certaines modifications des dispositions relatives aux imprimés 424

— **7 octobre.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant une modification des §§ 5 et 10 du règlement annexé aux traités postaux datés de Berlin, le 23 novembre 1867 425

— **11 octobre.** Notification du ministère I. R. de la justice concernant la décision par laquelle l'office du Grand Maréchal de cour est déclaré instance personnelle de Son Altesse Royale le prince Alexandre de Wurtemberg 426

— **17 octobre.** Note du ministre des affaires étrangères Comte Ménabréa au Baron de Kübeck, envoyé extraordinaire I. et R. à Florence, à l'égard du traitement douanier de l'huile de colza 426

— **18 octobre.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et le Japon. Conclu à Yeddo. Ratifié à Vienne, le 8 mai 1871. Ratifications échangées à Yeddo, le 12 janvier 1872 427

— **20 octobre.** Circulaire du ministère I. et R. des affaires étrangères enjoignant aux consulats en Orient des règles de conduite pour empêcher le trafic pratiqué en Autriche-Hongrie pour l'Orient dans le but de la prostitution 449

Page

1869. 20 octobre/1 novembre. Instructions de la S. Porte relatives au plombage des tabacs transportés, par mer, d'un point de l'Empire à un autre 451
— **30 octobre.** Dispositions relatives au pilotage exercé dans la mer Noire par les pilotes du Danube 453
— **11 novembre.** Ordonnance circulaire du ministère Imperial Royal de l'Interieur concernant le traitement gratuit des sujets danois dans les hospices austro-hongrois 455
— **15 novembre.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant une annexe au § 26 de l'instruction publiée à l'égard des traités postaux conclus à Berlin, le 23 novembre 1867 456
— **12 décembre.** Publication du ministre de l'Interieur concernant une convention avec plusieurs états allemands relative à la rénovation du cartel du 12 mai 1831 pour l'extradition des déserteurs. 456
— **26/8 décembre.** Règlement sur les Ardiés 457
— **30 décembre.** Convention entre l'Autriche et la Grande-Bretagne remplaçant la convention additionnelle stipulée à l'article 5 du traité de commerce du 16 décembre 1865. Conclue à Vienne. Ratification impériale datée de Vienne, le 9 février 1870; échange des ratifications à Vienne, le 23 février 1870 459

Appendice.

1809. 5 janvier. Traité de paix entre la Grande-Bretagne et la Porte signé le 5 janvier 1809 465
1812. 28 mai. Traité de paix entre S. M. Impériale de toutes les Russies et la Porte signé à Bucharest, le 28 mai 1812 468
1815. 30 mai. Firman de la Sublime Porte pour assurer à l'Autriche la navigation sur le Danube 476
1826. 25 septembre/7 octobre. Convention entre la Russie et la Porte, destinée à fixer le mode d'accomplissement de tous les articles du traité de Bucharest, qui n'avaient pas été exécutés par la Porte depuis l'année 1812, à assurer l'état de possession territoriale de la Russie sur les côtes de la mer Noire et à remettre en vigueur tous les priviléges dont la Moldavie, la Valachie et la Servie doivent jouir sous l'influence tutélaire du cabinet de Pétersbourg, signée à Akjerman, le 25 septembre (7 octobre) 1826 479
1829. 2/4 septembre. Traité de paix entre la Russie et la Porte Ottomane signé à Andrinople, le 2/14 septembre 1829 489
— **2/14 septembre.** Traité séparé entre la Russie et la Porte relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Andrinople, le 2/14 septembre 1829 497
1833. 18 février. Note du baron d'Ottenfels, internonce d'Autriche à Constantinople, relative aux enclaves de Kleck et de Sutorina, adressée au Reis Efendi, en date du 18 février 1833 500
— **8 juillet.** Traité d'Unkiar-Iskelessi entre la Russie et la Porte Ottomane, signé à Constantinople, le 8 juillet 1833 505
1834. 29 janvier. Traité entre la Russie et la Porte Ottomane, relatif aux limites asiatiques, aux Principautés de la Moldavie et de la Valachie et aux indemnités, signé à St. Pétersbourg, le 29 janvier 1834 510

Page

1840. 17 septembre. Protocole d'une Conférence des Plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de la Porte Ottomane, signé à Londres, le 17 septembre 1840, après échange des ratifications du Traité de Londres du 15 juillet 1840 513

1841. 10 juillet. Conférence les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande Bretagne, de Prusse, de Russie et de la Porte-Ottomane, relatives aux affaires de l'Orient, tenu à Londres, le 10 juillet 1841 514

1853. Janvier. Note adressée par le Représentant d'Autriche à la Porte Ottomane, à l'égard des enclaves de Kleck et de Sutorina 515

— **Février.** Note du Comte de Leiningen, Envoyé extraordinaire d'Autriche, adressée à la Porte Ottomane concernant ces mêmes enclaves 516

— **18/30 juin.** Déclaration de la Russie et de la Bavière touchant la navigation du Danube, du 18/30 juin 1853 516

1854. 28 décembre. Mémorandum communiqué, le 28 décembre 1854, par les plenipotentiaires d'Autriche, de France et de la Grande-Bretagne au Prince Gortchakoff 517

1855. 15 mars — 4 juin. Protocoles des conférences tenues à Vienne entre les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Russie et de Turquie 519

1856. 25 février — 16 avril. Protocoles du congrès de Paris. 25 février au 16 avril 1856 593

— **Décembre.** Mémorandum russe rendant compte de la marche suivie par le cabinet Impérial de Russie pour mettre à exécution les articles 20 et 21 du traité de Paris 673

1857. 7 novembre. Articles additionnels à l'acte pour la navigation du Danube, conclu entre l'Autriche, la Bavière, la Turquie et le Wurtemberg 682

1858. 22 mai — 19 août. Protocoles des Conférences tenues à Paris, du 22 mai au 19 août 1858, pour l'organisation de la Moldavie et de la Valachie 684

— **27 octobre/8 novembre.** Protocole signé entre les Représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne de Prusse et de Russie pour examiner le travail de la Commission locale chargée de constater le statu quo des frontières d'Albanie, de l'Herzégowine et du Monténégro 727

1860. 17 avril. Protocole signé par les Représentants des cinq Puissances et le Ministre des affaires étrangères de la S. Porte à l'égard du travail des Commissaires chargés de la délimitation de l'Albanie, de l'Herzégovine et du Monténégro 728

1861. 20 mai/29 juin. Extrait des Procès-verbaux des discussions de la Commission Européenne du Danube relatives à la délimation entre la Turquie et la Moldavie sur le bras de Kilia 729

— **1er septembre.** Loi serbe sur la succession au trône, en date du 1er septembre 1861 734

— **2 décembre.** Firman sur l'organisation administrative et législative des Principautés de Moldavie et de Valachie, en date du 2 décembre 1861, suivi de la correspondance officielle du ministre des affaires étrangères de Turquie et des Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de l'Italie relative à ce firman 737

862. 31 août. Conditions imposées par la Turquie au Monténégro, le 31 août 1862 744

Page

1862. 5 septembre. Protocole relatif à la reconstruction de la coupole du Saint-Sépulcre; signé à Constantinople, le 5 septembre 1862, par les Représentants de la France, de la Russie et de la Turquie 746

1864. 3 mai. Protocole signé à Cettigné, le 3 mai 1864, par les Commissaires de la Porte Ottomane et du Monténégro, concernant la régularisation des intérêts privés sur la frontière tracée par la commission mixte en 1859 747

1866. 10 mars/10 juin. Protocoles des Conférences tenues à Paris, en 1866, entre les Représentants de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse, de la Russie et de la Turquie, relativement aux affaires des Principautés danubiennes et à la navigation du Danube 740

— **23 octobre.** Firman d'investiture du Prince Charles de Hohenzollern comme Prince des Principautés-Unies; en date de Constantinople, le 23 octobre 1866 814

— **26 octobre.** Protocole confirmant le Protocole de Cettigné du 3 mai 1864; signé à Constantinople, le 26 octobre 1866, par les Commissaires de la Porte ottomane et du Monténégro..... 816

1867. 10 avril. Firman confiant la garde des forteresses serbes au Prince de Servie; en date du 10 avril 1867 817

1868. 16 juillet. Bérat d'investiture du Prince Milan Obrénovitch IV, comme Prince régnant de Servie; en date de Constantinople, le 16 juillet 1868. 818

1870. 19/31 octobre. Dépêche du prince Gortchakoff adressée à l'Ambassadeur de Russie à Vienne, concernant les stipulations du Traité du 30 mars 1856, relatives à la neutralisation de la mer Noire; en date de Tzarskoé-Sélo, le 19/31 octobre 1870 819

1871. 17 janvier — 14 mars. Protocoles des Conférences tenues à Londres entre les Plénipotentiaires de l'Allemagne du Nord, de l'Autriche-Hongrie, de la France (Prot. 5 et 6), de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie, pour la révision des stipulations du Traité du 30 mars 1856 relatives à la neutralisation de la mer Noire 822

— **7 février.** Règlement ottoman applicable aux navires passant par les détroits des Dardanelles et du Bosphore 856

— **13 mars.** Traité entre l'Autriche-Hongrie, l'Empire d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et la Turquie à l'égard de la revision des stipulations du Traité conclu à Paris, le 30 mars 1856 relatives à la navigation de la mer Noire ainsi qu'à celle du Danube. Conclu à Londres. Ratifié le 17 avril 1871. Ratifications échangées à Londres, le 15 mai 1871..... 860

— **13 mars.** Convention conclue entre la Russie et la Turquie, pour abroger la Convention du 30 mars 1856, relative aux forces navales des parties contractantes dans la mer Noire; signée à Londres, le 13 mars 1871 865

1876. 25 juin/7 juillet. Mémoire adressé par le ministre des affaires étrangères roumain au ministre des affaires étrangères de la Sublime Porte à l'égard de certaines questions dont la solution intéresse la Roumanie dans ses rapports avec la Porte 866

Stanford University Libraries
3 6105 012 326 778

JX
676
1855
V.11-12

Stanford University Libraries
Stanford, California

Return this book on or before date due.